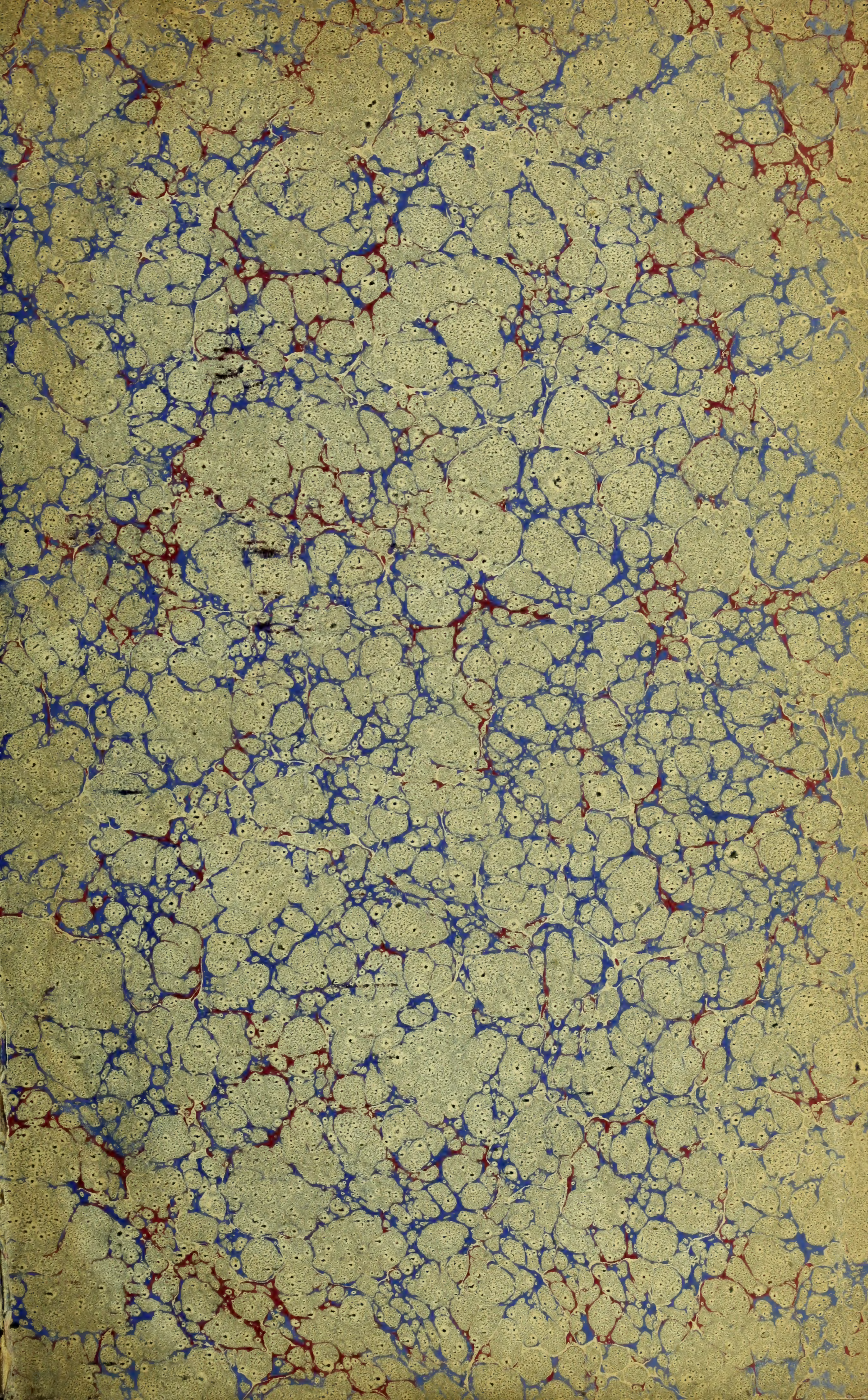


LE

CORRESPONDANT

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS, 18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES.

LE

CORRESPONDANT

RECUEIL PÉRIODIQUE

RELIGION — PHILOSOPHIE — POLITIQUE
— SCIENCES —
LITTÉRATURE — BEAUX-ARTS

TOME CENT TRENTE-HUITIÈME
DE LA COLLECTION

NOUVELLE SÉRIE. — TOME CENT-DEUXIÈME

PARIS
BUREAUX DU *CORRESPONDANT*
29, RUE DE TOURNON, 29
—
1885

LE CORRESPONDANT

UN PAPE PRISONNIER

ROME — SAVONE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS[1]

II. — L'ENLÈVEMENT.

I

Dans la nuit du 5 au 6 juillet 1809, le silence de Rome fut interrompu par le bruit sourd et cadencé que font des soldats en marche. La ville dormait de ce tranquille sommeil qui laisse passer plus librement, sur son sol, ses palais et ses ruines, le souffle des tombeaux : c'était l'heure où les grandes ombres des âges écoulés viennent reprendre possession de leur ancien domaine, que la rumeur des vivants cesse un instant de troubler.

Rome n'est jamais plus belle, son charme plus pénétrant, sa majesté plus auguste que dans le calme de son repos. Lorsque la vie du peuple qui anime ses rues et ses places semble s'éteindre, après les fatigues du jour, la mort agite son linceul, et tout un peuple disparu s'éveille; alors se déroulent les longues files de ces fantômes géants, qui ont épuisé tout ce que les énergies humaines peuvent donner à la corruption civilisée comme à la dévastation du barbare, à l'éclat du génie, à l'héroïsme de la vertu, à l'orgie sanglante et à la fécondité du martyre, aux ivresses de la matière et au rayonnement de la puissance morale. Rome endormie commande le recueillement; l'histoire du monde, avec ses grandeurs et ses décrépitudes, envahit l'esprit du passant qui foule d'un pas

[1] Voy. le *Correspondant* des 25 novembre et 25 décembre 1884.

craintif et lent cette terre sacrée où l'homme peut profaner, où il ne peut détruire la poussière des siècles.

Mais la magie du souvenir et la religion du respect n'arrêtent ni les coupables calculs ni les entraînements de la passion. Elles exercent toutefois leur empire sur ceux-là mêmes dont l'ambition est de les méconnaître ou de les outrager, et il n'est pas d'esprit fort pouvant s'armer contre elles d'un superbe mépris, sans leur payer son tribut par un excès d'arrogance, humble aveu de son infirmité. L'homme est ainsi fait, et si, dans son orgueil, il va plus loin que le dédain, s'il prétend braver par la violence les mystérieuses influences qui le dominent, sa faiblesse apparaît dans le déploiement d'une force inutile, qui témoigne de son trouble. L'événement auquel nous reporte notre récit devait laisser un exemple propre à justifier ces remarques.

Au milieu de la ville assoupie, des troupes s'ébranlaient, comme pour entreprendre quelque secrète et périlleuse expédition. Un bataillon de huit cents Napolitains, récemment enrôlés, et arrivés de la veille, se dirigeait vers le château Saint-Ange, qu'il avait l'ordre d'occuper; des pelotons s'arrêtaient sur les ponts du Tibre, avec mission d'en garder les issues, du côté de la cité Léonine. Le commandement appartenait au général Pignatelli-Cerchiara, que l'on vit, cinq ans après, « le 24 mai 1814, escorter la voiture » de Pie VII revenant de son exil, au milieu des ovations populaires [1]. Pendant que ces manœuvres s'exécutaient sur la rive droite du fleuve, pour contenir, au besoin, le peuple du Transtévère, fidèle et dévoué au Souverain Pontife, le reste des forces disponibles, fantassins, cavaliers, gendarmes et gens de police, auxquels des sbires étaient adjoints, se trouvait réuni dans la caserne de la Pilota et sur la place des Saints-Apôtres. Des patrouilles se mirent en marche, des sentinelles furent placées, des postes établis et des détachements organisés pour engager l'action. Échelles, pioches, cordes et autres engins de siège avaient été rassemblés. On s'était emparé des échelles dans les ateliers d'un entrepreneur, nommé Joseph Fornari; le fils d'un maître-maçon, aux gages du gouvernement pontifical, avait recruté une escouade d'ouvriers; le comptable des galériens, employés au service du château Saint-Ange, avait eu à procurer des torches et des fusées incendiaires [2]. Ainsi pourvus du matériel nécessaire au succès d'un assaut, six cents hommes environ établissaient une sorte de « blocus » autour du

[1] *Relation de l'enlèvement du pape Pie VII*, par le général baron Radet (12 septembre 1814), *Mémoires* du cardinal Pacca.

[2] *Relation authentique de l'assaut donné au palais Quirinal*, traduite de l'italien par M. Lemierre d'Argy, interprète assermenté.

Quirinal. A leur tête se tenait un officier général, qui, souriant, sans doute, à la pensée de son intrépidité, divisait sa troupe en deux groupes, dont l'un devait investir le palais, tandis que l'autre se formait « en colonnes d'escalade [1] ». C'était le corps expéditionnaire du général Radet, qui préludait à une entreprise peu commune dans les fastes militaires. A l'aide de ces dispositions savantes, il s'agissait d'attaquer nuitamment un pape, pour l'enlever de sa paisible retraite. L'année précédente, un officier avait réussi, par ruse, à franchir la petite porte du Quirinal, que lui avait ouverte un gardien trop confiant; avec quelques soldats, il avait parcouru la demeure pontificale et fait l'insigne conquête des armes de parade que portaient les gardes, aux heures de leur faction. Que pouvait craindre le chef le plus prudent, le moins téméraire des assaillants? Radet redoutait-il encore les inoffensives hallebardes des Suisses? La capture du pontife, qu'il fallait surprendre, excitait l'ardeur du bouillant général, au point de lui faire oublier ce qu'avait de puéril et de nuisible à sa renommée l'emploi d'un belliqueux appareil contre des prêtres impuissants et désarmés.

En d'autres temps, le même oubli a permis d'invoquer l'inflexible loi de la discipline, pour mêler l'armée à des œuvres de police, la ranger en bataille devant des couvents, la condamner à assiéger des moines. Jamais les bulletins de ces faciles victoires n'en rehaussent l'éclat; les mains dociles qui s'exercent à les rédiger peuvent cependant avoir une excuse, si elles ne connaissent pas d'autres triomphes, si nul fardeau de gloire ne leur pèse. Mais le général Radet appartenait à une génération qui savait marquer le prix de la bravoure; il ne lui était pas possible de se méprendre sur le véritable caractère de sa mission. En comparant son expédition nocturne avec les grands combats, qui, chaque jour, ajoutaient un rayon à l'auréole impériale, il aurait dû sentir un frémissement dans sa poitrine de soldat. S'il eut quelque trouble, sa résolution ne fut pas ébranlée. Le désir de plaire au maître qu'il servait ne lui laissait pas le loisir de se livrer à de profondes réflexions. Il exécuta son coup de main sans hésitation. Pour prendre une forteresse, ou affronter une de ces rencontres qui, sur les champs de bataille, font reluire les épées au contact du fer ennemi, il n'eût pas déployé plus d'art et plus de vigueur ni tenu plus fière attitude.

Il a pris soin de retracer lui-même les péripéties de cette nuit du 6 juillet, dans deux documents différents de dates comme de

[1] Rapport du général Radet au ministre de la guerre (13 juillet 1809).

style, et destinés à nous montrer un double personnage, arrogant ou fort humble, suivant les arrêts de la fortune. Son premier rapport, adressé au ministre de la guerre, peu de jours après l'assaut, est du 13 juillet [1]; il y donna libre cours à l'insolence du succès. Sous la Restauration, au mois de septembre 1814, il eut l'ingénieuse pensée de prendre à témoin son prisonnier devenu libre, et de « déposer, aux pieds du trône » de Pie VII, « une relation fidèle de cet événement malheureux qui, disait-il, faisait autant d'honneur à Sa Sainteté que de prosélytes à la religion ». Il suppliait le pontife « de jeter un regard de bonté sur les faits » contenus dans ce nouveau récit, et « de daigner rendre hommage à la vérité », en venant « au secours de l'honneur d'un de ses enfants, qui, dans sa position malheureuse, comptait encore pour un dédommagement le bonheur qu'il avait eu de contempler de près une vertu plus qu'humaine ». Cette prière d'un fils respectueux et pénitent ne ressemblait point au langage de 1809. Le roi avait remplacé l'empereur, et, s'il importait au général Radet de protester contre les inventions de « l'erreur » ou de « la malignité », « il lui importait plus encore, avouait-il ingénument, de ne pas perdre le fruit de ses services, la confiance de son souverain et l'estime de ses contemporains [2] ». Ce qu'il jugeait nuisible à sa réputation et à ses intérêts, sous la monarchie, lui avait paru, sous l'empire, une occasion de renommée, un titre à la faveur, et, lorsqu'il se plaignait d'être victime de « la calomnie », à laquelle il prétendait opposer « une relation fidèle [3] », l'infidélité de sa mémoire l'amenait à méconnaître le rôle qu'il s'était attribué, le zèle dont il s'était glorifié. Les deux versions du général, dictées par un même calcul de servilité, mais appropriées aux exigences de deux services opposés, ne laissent pas que d'éclairer la scène, où vont se dérouler les incidents du drame, et, rapprochées l'une de l'autre, elles donnent au principal acteur sa véritable physionomie. Vanterie grossière et obséquieuse platitude, tels sont les traits de caractère qu'elles mettent en relief. A voir ce mélange d'impudence et de bassesse, on serait tenté de suivre l'opinion de certains biographes, qui, cherchant, sous l'uniforme, un valet en rupture de livrée, ou un apostat honteux, ont fait tour à tour de l'inspecteur de gendarmerie Radet, émule de Colonna, dont il eut

[1] Rapport du général Radet, inspecteur général de gendarmerie, au ministre de la guerre (Rome, 13 juillet 1809).

[2] Lettre du baron Radet, lieutenant général des armées du roi, au pape Pie VII, suivie d'une relation des événements qui accompagnèrent l'enlèvement du pontife (Paris, 12 septembre 1814).

[3] Lettre du baron Radet au pape Pie VII (12 septembre 1814).

le cynisme, et de Nogaret, dont il imita le repentir, devenu plus tard baron de l'empire et lieutenant général des armées du roi, un « ancien chanoine pénitencier » de quelque cathédrale et un « ancien garde-chasse du prince de Condé [1] ».

Nous avons laissé les soldats chargés d'investir la demeure du pape, au moment où ils prenaient leurs premières positions. Les mouvements prescrits s'opérèrent en silence; rien ne troubla le mystère du guet-apens. La veille, à l'aube du jour, les préparatifs matériels de l'entreprise avaient été soustraits aux regards indiscrets « par des patrouilles croisées et des mesures de police », qui détournèrent l'attention. Durant la journée du 5 juillet, l'autorité militaire s'était aussi préoccupée d'inspirer aux habitants de Rome, comme à la cour pontificale, une sécurité trompeuse, et elle crut y parvenir en retenant les troupes dans les casernes [2]; c'était une preuve des sentiments que nourrissaient les Romains envers l'armée d'occupation. Logé au palais Rospigliosi, près de Monte Cavallo, Radet avait pu, à loisir, guetter sa proie. Déjà, ayant craint que le Saint-Père ne provoquât un soulèvement, au bruit du tocsin, et ne sortît tout à coup pour fulminer, devant le peuple, une seconde excommunication, il s'était préparé à « le faire rentrer d'autorité »; d'après son témoignage, il avait même « acheté des intelligences » dans le Quirinal, « était maître du clocher et en possession de la corde de la cloche ». A la suite de « plusieurs conférences secrètes », muni d'un « ordre écrit », qui lui commandait de se saisir du cardinal Pacca, il a obtenu « l'assentiment verbal » de Miollis à l'arrestation de Pie VII [3]. Tout lui a réussi, et maintenant il touche au but.

Les douze coups de minuit ont retenti; l'écho des rues désertes est redevenu muet; les dernières instructions sont transmises. Une heure du matin est l'instant convenu, et l'horloge du palais va sonner. Les colonnes d'attaque s'élanceront en même temps; chaque chef est prévenu et doit « agir spontanément ». Mais un officier de la garde du pape est en vedette sur la tour, qui s'élève auprès de la grande porte d'entrée; cette surveillance importune Radet. Il apprend que, chaque nuit, une sentinelle est postée au même lieu, d'où elle se retire à la pointe du jour. Rapidement il change ses dispositions, empêche ses troupes d'avancer, subdivise les postes placés aux environs de la fontaine de Trevi, et envoie

[1] *Relation authentique de l'assaut donné au palais Quirinal*, traduite de l'italien par M. Lemierre d'Argy, interprète assermenté; *Biographie des hommes vivants*; *Biographie universelle de Michaud.*

[2] Lettre du baron Radet au pape Pie VII (12 septembre 1814).

[3] Rapport du général Radet (12 juillet 1809).

garder les églises voisines, afin d'empêcher les sonneries d'alarme. Ce contretemps ne le déconcerte pas; son attente, du reste, ne sera pas longue. La sentinelle de la tour disparaît enfin; les familiers du Souverain Pontife sont sans défiance; tout danger, pour cette nuit, leur semble conjuré. Après une veille prolongée, le cardinal Pacca lui-même vient de se décider à prendre un peu de repos. Le moment est propice; à deux heures trente-cinq minutes, Radet donne le signal, et l'escalade commence [1].

II

Le Quirinal a la forme d'un trapèze, que bornent, du côté où se trouvent « les appartements nobles », la place de la Consulte, la place de Monte Cavallo, et la rue du Mezzo, entre le palais et la Daterie. D'un autre côté, s'étend la rue del Giardino Papale, le long d'un mur peu élevé. Les deux derniers côtés, protégés par de hautes murailles, touchent aux rues della Fontana et del Quirinale; c'est dans cette partie de l'édifice qu'habitaient les cardinaux pendant les conclaves. A l'intérieur, un vaste portique entoure la cour d'honneur, au fond de laquelle se présente un escalier à deux rampes, qui conduit à la salle du Trône, *sala Regia*, attenant, d'une part, à la chapelle Pauline, et, de l'autre, aux appartements pontificaux, dont les cinq premières pièces servaient aux audiences et aux réceptions.

Nous verrons les soldats de Radet parcourir ces lieux que nous venons de décrire sommairement, comme aurait fait une bande de rôdeurs, franchir les clôtures, mettre en pièces les portes et les fenêtres, se précipiter dans l'asile du Souverain Pontife et dans ses dépendances, où ils se seraient égarés, si leur chef n'avait eu la précaution de soudoyer quelques traîtres, qui avaient mission de les guider. Il fallait faire vite; c'est la consigne ordinaire que la voix de la conscience impose à toutes les audaces contre le droit. Mais la promptitude de l'exécution ne peut la dérober à la perpétuité du châtiment que lui réserve la mémoire des hommes. Sur le sol de la cité papale, plus qu'en tout autre ville, le génie des ruines s'est montré l'auxiliaire de l'histoire; il protège les débris, éloquents témoins, dans leur fragilité, des violences humaines; il conserve, gravés sur la pierre, les stigmates des passions d'un jour. Ce saisissant enseignement de la morale historique, cette « leçon de choses », comme on dit aujourd'hui, accompagnerait encore le souvenir de l'attentat commis en 1809, si la papauté, frappée au Quirinal, par les armes de l'empereur, ne s'était, depuis, ren-

[1] Lettre du baron Radet (12 septembre 1814).

fermée au Vatican, devant un nouvel adversaire, le roi d'Italie. Jusqu'en 1870, en effet, les traces de l'effraction restèrent visibles, et des fenêtres brisées étaient là pour témoigner de l'œuvre accomplie. Le palais, d'où fut enlevé Pie VII avait gardé ses blessures et ses cicatrices; Victor-Emmanuel, en y entrant, fit disparaître les vestiges qui rappelaient l'enlèvement d'un pape.

Radet avait un plan soigneusement étudié [1]. L'assaut devait être donné de trois côtés à la fois. Trente hommes gravirent des échelles appuyées aux murs du jardin, derrière la cour de la Paneterie; ils avaient à défendre les issues de cette cour et les passages des souterrains, à l'angle de la chapelle, pendant que vingt-cinq hommes se tenaient à une porte dérobée, dite porte *del Lavatojo*. A la suite du colonel Siry, un détachement de cinquante hommes grimpa jusqu'à la fenêtre d'une chambre inoccupée parmi les pièces qu'habitaient les gens de service. Avec quarante hommes, Radet, lui-même, se proposait d'arriver à la tour par la toiture de la Daterie, et de s'introduire ensuite dans les appartements. Il fut contraint de renoncer à cette tentative; deux échelles se rompirent, et le général, empêché d'exécuter sur les toits ses prouesses de coureur de nuit, borna son ambition à forcer des serrures. Dans les jardins du palais Colonna, Miollis, à portée du Quirinal, entouré de ses aides de camp, vêtu de sa « capote » de campagne, attentif aux moindres bruits, était prêt à tout événement, et, à chaque instant, des rapports l'informaient de la marche des opérations. Ayant appris la rupture des échelles, il accourut sur le champ de l'action, pour aider son lieutenant de ses conseils; mais les mesures ordonnées le rassurèrent et lui parurent si bien prises, qu'il retourna promptement à son poste d'observation.

[1] Pour faire le récit qui va suivre, nous avons consulté un grand nombre de documents et d'ouvrages, dont la comparaison nous a permis de reconnaître les erreurs et les lacunes qui s'y rencontrent. Voici les principaux : *Lettre du baron Radet au pape Pie VII* (12 septembre 1814); *Rapport du général Radet au ministre de la guerre* (13 juillet 1809); *Mémoires du cardinal Pacca; Relation authentique de l'assaut donné, le* 6 *juillet* 1809, *au palais Quirinal,* traduite de l'italien par M. Lemierre d'Argy, interprète assermenté; *Della Independenza italiana,* par Cantù; *Histoire de Pie VII,* par M. le chevalier Artaud; *I Destini di Roma,* par le P. Brunengo, dans la *Civiltà cattolica; Notice historique pour servir à l'histoire de Napoléon Buonaparte, contenant des détails inédits sur l'enlèvement du pape Pie VII, en* 1809 (Paris, 1820); *Précis historique sur Pie VII,* par Jean Cohen (Paris 1823); *Relation exacte de l'enlèvement et du voyage de Pie VII,* publiée à la suite de *la correspondance authentique de la cour de Rome avec la France* (1809); *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France, pendant les premières années du dix-neuvième siècle,* par Jauffret (Paris 1823); *Histoire d'Italie,* par Charles Botta.

L'attaque du jardin avait réussi, non sans dommage pour les assaillants; plusieurs tombèrent, qui, dans leur chute, furent grièvement blessés; l'un d'eux eut une côte enfoncée, la jambe gauche cassée et le bras droit rompu, et lorsque les rayons du soleil éclairèrent le théâtre de la nocturne entreprise, on y remarqua de longues et nombreuses taches de sang. Néanmoins tous les obstacles avaient été surmontés; mais les voix des soldats, leurs pas précipités répandirent l'alarme, et le cardinal Pacca, brusquement réveillé, vit des hommes armés, à travers les jardins, courant çà et là, des torches à la main, tandis que d'autres s'élançaient dans la cour de la Paneterie.

Au milieu des clameurs qui s'élevaient de toutes parts, des détonations retentirent; on avait tiré sur un serviteur du Saint-Père. La troupe du colonel Siry révélait ainsi sa présence; enfonçant portes et fenêtres, elle s'était frayé une voie et traversait les galeries intérieures. Elle arriva la première dans la cour d'honneur, au moment où Radet essayait d'en forcer l'entrée. Il y eut un instant de tumulte; on entendit les cris : « Aux armes! Trahison! » La cloche de la chapelle fut mise en branle, et l'horloge sonna trois heures. Après quelques minutes d'émotion, la cloche s'arrêtait, — des soldats en avaient coupé la corde, — et l'attaque du portail était reprise avec vigueur.

Quelques hommes du premier détachement parcouraient alors les chambres de l'auditeur et de l'un des chirurgiens de Sa Sainteté, y enlevaient une grande quantité de linge et tentaient de parvenir jusqu'à l'appartement du pape; le plombier de la fontaine de Trevi atteignait même à l'une des fenêtres de cet appartement et s'efforçait en vain de la faire céder; mais, sous la conduite d'un ancien portefaix du palais, nommé François Bossola, condamné aux galères pour vol, et gracié par le Saint-Père, le gros de la troupe, qui s'était introduite dans la cour de la Paneterie, avait de là gagné, par un escalier, la cour principale, où étaient déjà les braves de Siry.

Radet avait appelé à son aide les vingt-cinq hommes postés au *Lavatojo*, et faisait toujours rage contre la petite porte qui s'ouvrait dans l'un des battants de la grande; l'obstacle ébranlé n'était point abattu. Devinant l'embarras et le dépit de son chef, le colonel Siry courut à sa rencontre et donna libre passage à son ardeur guerrière. Les combattants ayant opéré leur jonction, le général rassembla ses détachements et s'avança d'un pas rapide, pour disperser un groupe qui, au fond de la cour, à droite, lui semblait avoir une attitude défensive, puis il monta résolument le grand escalier. En même temps, des gendarmes et des sbires,

armés de bêches et de haches, envahissaient le logement du docteur Porta, arrêtaient le chirurgien Ceccarini, le sommaient de les conduire chez le pape, l'accablaient de coups de poing et de crosse de fusil, en punition de son refus, et l'entraînaient mourant au corps de garde.

La volonté de Pie VII était que ses fidèles n'opposassent aucune résistance violente, et son ministre avait interdit de jeter l'alarme à l'extérieur. En traversant l'antichambre de la salle du Trône, Radet y trouva la garde suisse forte de quarante hommes, tous rangés en bon ordre; il enjoignit au capitaine de se rendre et fut obéi. Entré dans la salle, il hésitait entre les diverses issues qui s'offraient à lui; mais un de ses affidés, un certain Diana, qui, mêlé précédemment à une conjuration contre Napoléon, avait failli subir, à Paris, la peine capitale, lui indiqua la porte qui menait aux appartements du Saint-Père, et il y frappa vivement à deux reprises, avec injonction d'ouvrir au nom de l'empereur. Cet appel resta sans effet.

Averti par le neveu du cardinal Pacca [1], le Souverain Pontife s'était levé à la hâte. A peine sortait-il de sa chambre, qu'il vit se serrer autour de lui les prélats de sa maison, des officiers et des employés de la chancellerie, venus pour se joindre au secrétaire d'État et au cardinal Despuig, archevêque de Séville, provicaire de Rome. Il prit la main de ce dernier et se dirigea vers la salle de l'audience publique; montrant aux regards de tous un visage plein de sérénité, il dit d'un ton calme et grave :

— Nous sommes ici, monsieur le cardinal, et me voici, avec mes vrais amis.

— Très Saint-Père, répondit l'éminentissime archevêque, il est temps maintenant de déployer votre courage et d'implorer les lumière du Très-Haut, afin que vous puissiez nous donner l'exemple. Votre Sainteté me permet-elle de lui rappeler que nous sommes dans l'octave de la fête de Saint-Pierre?

— Vous avez raison, ajouta le pape.

De minute en minute les confuses rumeurs devenaient plus distinctes, les voix se rapprochaient, les coups de hache se succédaient plus retentissants et plus pressés. Le cardinal Despuig interrogea le pontife :

— Si votre Sainteté le désire, nous pouvons encore passer dans votre chapelle privée, pour solliciter la grâce du Seigneur, au pied de son autel.

Mais le bruit allait grandissant, et Pie VII, ayant revêtu la mo-

[1] Mgr Tibère Pacca.

sette et l'étole, s'assit devant un bureau qui occupait le centre de la salle. Le cardinal Pacca prit place à sa droite, le cardinal Despuig à sa gauche, et, derrière eux, les autres assistants se rangèrent en file. Une seule antichambre protégeait encore les assiégés. Les gémissements des gonds arrachés, les craquements du bois et le grincement du fer annonçaient l'ennemi. Tranquille et ferme, majestueux et simple, le Saint-Père renferma son bréviaire dans un étui, se fit apporter sa croix pectorale, avec l'anneau, que Pie VI, mourant et captif, avait prescrit de porter à l'élu du futur conclave. Il mit à son doigt et parut y contempler avec plaisir cet anneau précieux, donné, sur les chemins de l'exil, à un pape prisonnier, par une reine proscrite, Clotilde de France, femme de Charles-Emmanuel IV de Savoie, et sœur de Louis XVI. Quels souvenirs et quelles angoisses devaient s'unir alors dans son esprit pensif et dans son cœur meurtri !

La bande furieuse se rue contre la dernière barrière qui retarde sa victoire. Un attaché à la chancellerie, l'abbé Maury, se rend dans l'antichambre :

— Qui êtes-vous, et que voulez-vous? demande-t-il aux assaillants.

Ils répondent :

— Nous voulons le pape.

Une seconde de répit s'écoule; puis le saccage recommence, les haches s'abattent, la porte plie, mais Pie VII commande, et soudain elle s'ouvre.

Radet surpris jette en avant un regard inquisitif; à l'extrémité d'un corridor assez étroit, il aperçoit de la lumière et des groupes; il se dirige de ce côté et se trouve en face du Saint-Père. Sa troupe le suit, il ordonne qu'elle soit ramenée dans la salle du Trône, que des patrouilles circulent dans le palais, et il envoie un maréchal des logis de gendarmerie prévenir Miollis. La plupart des officiers et sous-officiers restent auprès de lui; ils passent un à un devant le pape, et vont former une haie qui interdit l'accès de la porte d'entrée. Les respirations sont oppressées et haletantes; nul mouvement, nulle parole n'interrompt le silencieux défilé. Mais, une main sur sa poitrine, tenant de l'autre son chapeau, le général s'avance; son visage est pâle et sa voix tremblante; il s'exprime péniblement :

— Saint-Père, autant il en coûte à mon cœur de remplir une mission douloureusement sévère, autant mes serments et des devoirs sacrés m'en imposent l'obligation.

A ces mots, s'engage un dialogue émouvant, que le rapprochement des souvenirs et la comparaison des textes nous aideront à reproduire. Le Souverain Pontife, toujours assis, tournant ses yeux vers Radet, lui dit avec autorité :

— Pourquoi venez-vous à cette heure troubler ainsi mon repos et ma demeure? Que voulez-vous?

— Très Saint-Père, je viens, au nom du gouverneur, réitérer à Votre Sainteté la proposition de renoncer officiellement à votre souveraineté temporelle.

— Je ne le puis.

— Si Votre Sainteté veut consentir à cette renonciation, je ne doute pas que les affaires ne s'arrangent heureusement, et l'empereur traitera Votre Sainteté avec les plus grands égards.

Dans un tressaillement d'une majesté souveraine, le pape se lève et prononce ces paroles :

— Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas, nous ne voulons pas. Je n'ai agi qu'après avoir invoqué les lumières de l'Esprit-Saint, et vous me taillerez en morceaux plutôt que de me faire rétracter. Si vous avez cru devoir exécuter des ordres semblables, à cause du serment que vous avez prêté, pensez-vous que nous puissions abandonner les droits du Saint-Siège, auxquels nous sommes liés par tant de serments? Nous ne pouvons renoncer à ce qui ne nous appartient pas; le domaine temporel est à l'Église romaine, et nous n'en sommes que les administrateurs. L'empereur pourra nous mettre en pièces, mais il n'obtiendra jamais cela de nous. Après tout ce que nous avions fait pour lui, nous ne devions pas attendre ce traitement.

— Je sais que l'empereur vous a beaucoup d'obligations.

— Il m'en a encore plus que vous ne pensez.

— Je suis très affligé que Votre Sainteté ne veuille pas souscrire à cette demande, puisque, en refusant, elle ne fait que s'exposer à de nouvelles tribulations.

— J'ai dit. Rien sur la terre ne peut me faire changer, et je suis prêt à verser la dernière goutte de mon sang, plutôt que de violer le serment que j'ai fait devant Dieu.

— Eh bien, la résolution que vous prenez deviendra peut-être pour vous la source de grandes calamités.

— Je suis décidé et rien ne m'ébranlera.

— Puisque telle est votre décision, je suis fâché des ordres que mon souverain m'a donnés et de la commission que j'ai reçue de lui.

D'un ton de tendre compassion, Pie VII alors s'écrie :

— En vérité, mon fils, cette commission n'attirera pas sur vous les bénédictions du ciel.

— Saint-Père, se hâte de dire le général, visiblement impressionné, il faut que j'emmène Votre Sainteté avec moi.

— Voilà donc la reconnaissance qui m'est réservée pour tout ce que j'ai fait en faveur de votre empereur! Voilà donc la récompense

de ma grande condescendance et pour lui et pour l'Église gallicane! Mais peut-être suis-je à cet égard coupable devant Dieu. Il veut m'en punir. Je me soumets avec humilité. Au surplus, je pardonne à votre empereur.

Et laissant tomber un regard sur les traîtres romains qui l'outragent par leur présence, la douce victime ajoute :

— Je pardonne à tous.

— Telle est ma commission, répète Radet, je suis fâché d'être obligé de l'exécuter, puisque je suis catholique et fils de l'Église.

— Je cède à la force, reprend le pontife, dois-je partir tout seul?

— Votre Sainteté peut emmener son ministre, le cardinal Pacca.

Celui-ci fait remarquer que le pape devrait être accompagné des prélats, dont l'assistance lui est nécessaire pour le gouvernement de l'Église, et Pie VII demande qu'on lui accorde, pour ses préparatifs de voyage et ceux de sa suite, un délai de deux heures.

— Je n'ai pas ce pouvoir dans mes instructions, déclare le général; que Votre Sainteté dresse la liste des personnes qu'elle veut avoir à sa suite, je l'enverrai au gouverneur, en le priant de me donner des ordres.

La liste est remise à un officier de gendarmerie, qui court chez Miollis; il revient, porteur de cette réponse, qu'il répète à haute voix :

« L'ordre de Son Excellence est que le pape et le cardinal Pacca partent à l'instant; les autres personnes suivront. »

Radet salue Pie VII, demande si le cardinal Pacca est présent et le fait inviter à se préparer au départ; une demi-heure est accordée pour en achever les apprêts. Le secrétaire d'État croit qu'il s'agit d'abord de se présenter au quartier général du gouverneur, et, sous la garde de deux officiers, revêt, dans une pièce voisine, l'habit de cérémonie des cardinaux. Le pape, ému et souffrant, a gagné sa chambre à coucher; au moment d'y entrer, Radet, qui le soutenait, a dû retirer son bras; sa main a rencontré celle de son prisonnier; il l'a saisie et portée furtivement à ses lèvres. Maintenant ils sont seuls, personne ne peut les entendre; le général propose de se tenir à l'écart et de laisser à Sa Sainteté la faculté de confier à un familier de son choix ses volontés secrètes et ses objets précieux.

— Quand on ne tient pas à la vie, répond le Saint-Père, on est loin de tenir aux biens de ce monde.

La pauvreté monastique qui l'environne est un commentaire de ses paroles; quelques sièges, un lit, « sans ciel et sans rideaux »,

composent tout l'appareil de la chambre royale. Pie VII s'y repose, une dernière fois, sur la chaise placée à la tête de sa couchette.

— Allons ! dit-il, que la volonté de Dieu s'accomplisse en moi.

Et il s'éloigne de cette retraite, où il a vécu de longs mois dans la souffrance et la prière. Rejoint par le cardinal Pacca, il marche avec peine, au milieu des débris qui jonchent le sol de son palais dévasté ; entouré de gendarmes et de sbires, s'appuyant sur Radet, il descend l'escalier et traverse la cour d'honneur. Arrivé au portail, en face de la place de Monte Cavallo. il s'arrête et se recueille. Des troupes sont là, rangées en bataille. Tout est rentré dans un calme profond; nul Romain n'est sorti ou ne se montre aux fenêtres. Le pontife lève la main pour bénir la ville; sa bénédiction descend sur les soldats qui le chassent et qui courbent le front. Les premières lueurs du jour ont empourpré le ciel ; quatre heures viennent de sonner. Rome est encore endormie. A la même heure, là-bas, aux bords du Danube, Napoléon déploie ses bataillons, devant les hauteurs de Wagram.

Dans les pages qui précèdent nous avons fait tous les emprunts, que l'impartialité commandait, aux deux relations de Radet. Mais, — c'est un point qui exige quelques réflexions, — nous devons faire remarquer que son premier rapport, écrit sept jours après l'événement, ne permet pas de douter qu'il se flattait alors d'avoir rempli une tâche agréable à l'empereur, et, en effet, il ne négligeait aucune des circonstances propres à rehausser son mérite. On croirait lire le récit d'un assaut héroïque; rien n'y manque : le « blocus » formé autour du palais, « les colonnes d'escalade, avec échelles, outils, torches et machines », le signal de l'attaque et la rapidité de la victoire, tout est décrit et noté en quelques lignes, avec une complaisance qui n'omet point de laisser soupçonner les indécisions du général Miollis, afin de donner plus de prix à l'insistance, à l'initiative et à la résolution de son subordonné.

Je mis sous les yeux de Son Excellence le comte Miollis, affirme Radet, le tableau affreux, déshonorant et menaçant de l'esprit public, des faits nés de l'opposition du pape et de notre situation politique. Je conclus à l'arrestation du pape et la garantis sans secousse. Plusieurs conférences secrètes eurent lieu; je me préparai, je reçus l'assentiment verbal contre le pape, et l'ordre écrit contre son premier ministre, le cardinal Pacca. Toutes mes mesures prises, je donnai le change à l'opinion... J'attaquai le Quirinal à trois heures du matin, et, à quatre heures, le pape et le cardinal Pacca étaient dans ma voiture, sans coup férir, sans désastres, sans pillage ni une égratignure [1].

[1] Rapport du général Radet (13 juillet 1809).

Quel résultat superbe et bien fait pour réjouir un cœur fier, avide de gloire et intrépide!

Pie VII avait tenu parole; pour saisir son ministre, qu'il avait déjà protégé contre les soldats du gouverneur, il fallut pénétrer jusqu'à lui et « briser toutes les portes »; il fallut commettre « l'énorme attentat » qu'il avait flétri d'avance[1], et y ajouter la détermination plus grave de l'arracher de son palais. Miollis, n'ayant pu précédemment enlever le cardinal Pacca, avait dû dévorer l'humiliation de son échec; Radet, plus heureux, se vantait de sa décision, et célébrait son habileté. Des serrures forcées, des portes enfoncées, lui inspiraient une satisfaction non déguisée pour les surprenantes délicatesses de sa rude et forte main; il n'y avait eu ni « désastres », ni « pillage », n'était-ce pas admirable? Et pouvait-il modestement passer sous silence une telle preuve de générosité? Mais son témoignage n'était rien moins que véridique : « Tableaux » et objets de prix, pièces « d'or et d'argent », aussi bien que « linges » et « ustensiles vulgaires » avaient été volés, pendant l'assaut; une pauvre veuve, « mère de quatre enfants », dont le père avait été au service du majordome, fut elle-même dépouillée de « tous ses effets » et de « quarante écus » qui composaient tout son avoir. Les sbires s'étaient signalés, en particulier, par leur ardeur à la rapine. L'un d'eux avait enlevé, dans la chapelle pontificale, « un calice, une patène et un encensoir »; il convient de dire qu'il paya pour tous; arrêté et condamné à mort, il fut ensuite « fusillé sur la place du Peuple[2] ». Miollis, du reste, apprécia justement la moralité de ses affidés, en les récompensant, la besogne terminée, par cet ordre, d'une éloquente concision : « Qu'on renvoie cette canaille[3]! » C'était la manifestation d'une tardive pudeur, contre laquelle l'enivrement de la réussite prémunissait Radet. La « canaille » que renvoyait le gouverneur avait vaillamment secondé son lieutenant; celui-ci devait-il s'arrêter à des puérilités sentimentales, quand il rêvait des hautes destinées promises à son audace? La fortune lui avait prodigué les plus gracieux sourires, et son âme s'emplissait d'un noble orgueil. Deux prêtres enlevés « sans coup férir » et sans « une égratignure », quel beau fait d'armes, quel bulletin triomphant! Dans son lyrisme, Radet, après l'odieux, n'évitait pas le ridicule; ce trait lui est commun avec tous ceux qui, par ambition ou par peur, rendent à César ce qu'ils dérobent à Dieu et à leur conscience.

[1] Paroles du pape, prononcées au moment de la première tentative d'arrestation dirigée contre le cardinal Pacca (6 septembre 1808).

[2] *Relation authentique de l'assaut donné au palais Quirinal,* traduite de l'italien par M. Lemierre d'Argy.

[3] *Histoire de Pie VII,* par M. le chevalier Artaud.

Mais, en déclarant, avec un véritable luxe de style, qu'il avait vaincu, sans désordre, sans combat, et que la personne du Saint-Père était sauve, il obéissait aussi, croyons-nous, à une inspiration de courtisan ; il s'occupait d'aller au-devant d'une pensée intime de l'empereur. Assurément, il ne doutait pas des desseins de Napoléon contre la papauté, et il estimait qu'il les avait bien servis ; toutefois, il savait que son principal mérite serait d'avoir fait vite, et que tout accident de nature à donner un retentissement immédiat au scandale lui aurait été nuisible. Peut-être même, si convaincu qu'il fût d'avoir réglé sa conduite sur les intentions de l'empereur, conservait-il quelque perplexité. C'est lui qui « avait conclu » à l'arrestation du pape ; il n'était pas le simple exécuteur d'un ordre hiérarchiquement transmis ; son initiative lui créait une responsabilité, dont il calculait les avantages, mais qui pouvait tourner à son détriment. L'événement avait répondu à ses espérances ; il ne le dispensait pas d'être prudent. En achevant son œuvre, il allait tout d'abord veiller sur son illustre captif, et, par une marche rapide, le conduire loin de la ville, où, à travers les vicissitudes des siècles, reposent et règnent les princes des apôtres, où le Colisée et Saint-Pierre mettent face à face deux majestés, entre lesquelles nulle puissance ne peut s'élever, sans être écrasée sous leur poids. Quelle couronne serait assez haute, quel sceptre assez fort, pour les dominer ou les protéger? La Rome païenne et la Rome chrétienne, ayant comme trait d'union l'ossuaire des Catacombes, ne sont point faites à la mesure de toutes les royautés. Sur le tombeau de l'une et sur le berceau de l'autre, un emblème tutélaire s'est dressé, qui seul était à leur taille : la croix sanglante du Nazaréen.

III

En s'éloignant de Rome, Pie VII, pour venger sa cause, laissait un recueil, « imprimé au Quirinal », de toutes les pièces relatives aux « différends[1] » de la cour de Rome avec l'empire français, et cette proclamation touchante, adressée « à ses fidèles sujets », « à son troupeau particulier et bien-aimé ».

Dans les douloureuses extrémités où nous nous trouvons, nous versons des larmes d'attendrissement, en bénissant Dieu, le Père éternel de Notre-Seigneur Jésus-Christ, le Père des Miséricordes, le Dieu de toute consolation, qui nous donne ce doux soulagement de voir se

[1] Dépêche de M. Ortoli (6 juillet 1809).

renouveler, en notre personne, ce que son divin Fils, notre Rédempteur, annonça à saint Pierre, prince des Apôtres, dont nous sommes le successeur, sans mérite de notre part, quand il lui dit : « Dans votre vieillesse, vous étendrez les mains, et un autre vous liera et vous conduira où vous ne voudrez pas. »

Nous savons néanmoins et nous déclarons que, sans un acte de violence (étant en paix avec tout le monde, priant même continuellement pour la paix de tous les princes), nous ne pouvons être arraché de la ville de Rome, qui est notre légitime et pacifique résidence, comme capitale de nos États, comme siège spécial de la sainte Église romaine et comme centre universel de l'unité catholique, dont nous sommes, sur la terre, par une disposition divine, le chef suprême et le modérateur.

Nous étendons cependant, avec résignation, nos mains sacerdotales à la force qui nous les lie, pour nous traîner ailleurs. En même temps que nous déclarons responsables, envers Dieu, de toutes les conséquences de cet attentat ceux qui en sont les auteurs, nous n'avons, pour notre part, qu'un désir, nous ne donnons qu'un conseil et qu'un ordre à nos fidèles sujets, à notre troupeau particulier, à l'Église catholique, c'est qu'ils imitent avec ardeur les fidèles du premier siècle, alors que saint Pierre était renfermé dans une prison et que l'Église ne cessait de prier Dieu pour lui.

Successeur, quoique indigne, de ce glorieux apôtre, nous avons la confiance que tous nos fils bien-aimés rendront ce pieux devoir, peut-être le dernier, à leur tendre et commun père ; et nous, en récompense, nous leur donnons, avec la plus grande effusion de cœur, la bénédiction apostolique [1].

Le jour même de l'enlèvement, le général Miollis écrivit à l'empereur et à Fouché, ministre de la police générale. Le pape avait parlé des responsabilités envers Dieu ; celles-ci nous échappent, elles ne sont point soumises à notre jugement. Mais il en est d'autres qui relèvent de l'histoire ; pour les départir avec équité, la lecture des documents est indispensable. L'événement du Quirinal met en scène quatre personnages d'inégale importance : Napoléon, Murat, Miollis et Radet ; nous les inviterons eux-mêmes à déposer tour à tour, en essayant de dégager leurs témoignages des pensées personnelles qui ont pu en altérer l'exactitude.

Déjà Radet nous a révélé, par les contradictions de ses deux récits, qu'il avait un peu exagéré, en 1809, le rôle dont il devait rougir en 1814. Mais on peut dire avec certitude que la stricte

[1] Proclamation de Pie VII (6 juillet 1809). Pièces officielles, Rome 1809, et Archives du ministère des affaires étrangères.

exécution d'une consigne n'est point la seule part qui lui appartienne; il a pressé son chef de prendre une décision, il s'est contenté d'un « assentiment verbal contre le pape », tandis qu'il avait « un ordre écrit contre le premier ministre [1] ». Pour lui, l'arrestation du cardinal Pacca était chose secondaire, et, par un raisonnement assez logique, il estimait que la valeur de cette capture n'eût pas été proportionnée à l'audace du complot. Chargé d'envahir le palais pontifical, il devait enlever le pontife, et cette conséquence, à ses yeux, justifiée, avait l'avantage d'être conforme aux désirs de son ambition. Arrêter un pape lui semblait un coup de fortune.

Écoutons maintenant Miollis, annonçant à l'empereur l'importante nouvelle :

Rome, 6 juillet 1809 [2].

Sire,

Votre Majesté m'a confié le soin de maintenir la tranquillité dans ses États de Rome; *j'ai atteint l'unique moyen d'y parvenir.*

J'ai ordonné l'arrestation du cardinal Pacca; le pape s'y est opposé par des barricades et une défense qui *l'ont entraîné lui-même avec le cardinal.* Le général Radet, qui en était chargé, n'a pu pénétrer qu'en abattant les portes et les murs du Quirinal, que l'ancien gouvernement avait transformé *en une forteresse,* d'où il bravait tous les ordres de Votre Majesté. Tous les obstacles ont été renversés par les bonnes dispositions du général... Le pape s'est environné, dans sa dernière chambre, de tous les cardinaux, prélats qu'il a rendus solidaires de son système d'opposition. Malgré la force qu'il a fallu employer, tous les égards possibles ont été ménagés. J'ai ordonné qu'on prît soin du palais et de tous ceux qui y étaient enfermés... Le calme et la sécurité règnent dans la ville.

De Votre Majesté, etc. MIOLLIS.

Le lendemain, il revenait sur l'opiniâtreté, sur l'énergie d'une résistance qui n'avait point permis d'épargner le Saint-Père.

Rome, 7 juillet 1809 [3].

Sire,

Le pape *a prononcé lui-même son éloignement de Rome.* Lorsque le général Radet, parvenu *à son dernier retranchememt,* lui a demandé s'il ne porterait plus atteinte à l'autorité temporelle, il répondit qu'il la soutiendrait en lui jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Les détachements par lesquels j'ai dû faire forcer le Quirinal,

[1] Rapport du général Radet (13 juillet 1809).
[2] Archives du ministère des affaires étrangères.
[3] *Ibid.*

essayaient d'y pénétrer; la cloche, qui devait servir de signal à celles de la ville, fut vivement agitée, mais arrêtée promptement par les coups redoublés qui abattaient les obstacles, et de nul effet par les circonstances, car les sons se sont confondus avec ceux de l'*Angelus*.

La veille au soir, un inspecteur de police s'étant présenté chez le curé *dei Monti*, pour des états qui s'adressaient ordinairement au gouvernement, le ministre de l'Église les refusa, en disant que le pape l'avait défendu; il se fit en même temps *un rassemblement tumultueux*, où l'on criait : *Mort aux excommuniés!*...

Miollis semble soucieux de justifier sa conduite, et l'on ne remarque pas sans étonnement que, s'il a donné des ordres, il se tait sur ceux qu'il aurait pu recevoir. Il est manifeste qu'il sent le besoin d'amplifier la résistance du pape. Le Quirinal devenu « une forteresse », les « barricades », les « retranchements », les « rassemblements » populaires, et les cris de « mort aux excommuniés! » sont autant de détails destinés à dépeindre, sous les plus sombres couleurs, des périls qui auraient imposé une résolution extrême. Miollis devait « maintenir la tranquillité dans les États de Rome »; c'était la mission que l'empereur « lui avait confiée », et il venait de prendre, disait-il, « l'unique moyen » de la remplir. Cette argumentation ne prouve-t-elle pas qu'il avait quelque difficulté à rattacher le départ du Saint-Père aux exigences nettement définies d'une volonté hiérarchique? A l'entendre, l'enlèvement de Pie VII n'aurait pas été prémédité; il avait ordonné l'arrestation du cardinal Pacca, et le Souverain Pontife n'aurait partagé qu'accidentellement le sort de son ministre. A ce sujet, il est vrai, sa seconde lettre contredit la première; elle emploie un nouveau détour pour expliquer la mesure dont le chef de l'Église avait été victime. Ce n'était point au hasard que Radet avait demandé à Sa Sainteté « si elle ne porterait plus atteinte à l'autorité temporelle », et, par sa réponse, écrit le général, « le pape a prononcé lui-même son éloignement de Rome ». Or cette question était bien posée à Pie VII, non à Pacca, qu'elle laissait au deuxième plan; il ne s'agissait donc pas seulement d'arrêter le cardinal secrétaire d'État. Mais la sécurité du pontife dépendait-elle d'un acquiescement à la demande de de Radet? L'empereur avait-il envoyé des instructions précises et formelles? C'est une opinion qui a été soutenue, à l'aide des lettres de Napoléon, en date du 17 et du 19 juin. Nous aurons bientôt à parler de ces lettres; pour le moment, constatons les réticences, les embarras de Miollis, et rappelons-nous que Radet, muni « d'un ordre écrit » contre le cardinal Pacca, n'avait pu obtenir qu'un « assentiment verbal » à l'arrestation du pape.

En même temps qu'il écrivait à l'empereur, le gouverneur général des États romains adressait à Fouché, ministre de la police, la dépêche suivante; c'est la première pièce d'un dossier particulier que nous possédons, et elle nous paraît appeler quelques observations qui complèteront les précédentes :

SECRÉTARIAT PARTICULIER

Rome, 6 juillet 1809 [1].

Monseigneur,

Ayant dû faire arrêter le cardinal Pacca et tous ses adhérents, *le général Radet*, *qui en a été chargé*, a trouvé une telle résistance au palais Quirinal, où ils s'étaient retirés près le pape, *qu'il a falu* (sic) *faire partir Sa Sainteté avec le cardinal*. Le général les conduit à la Chartreuse de Florence, où il prendra les ordres de Son Altesse impériale la grande-duchesse pour leur destination ultérieure. Le calme et la sécurité se sont maintenus dans Rome. Le départ du Saint-Père a eu lieu à quatre heures et demie du matin; trois prélats avec le confesseur, le chirurgien et trois domestiques partent présentement pour les joindre avec les équipages nécessaires.

Agréez l'assurance de ma respectueuse considération.

MIOLLIS.

Rome, *à Son Excellence Monseigneur le comte Fouché*, *ministre de la police générale*.

Ici la réserve est poussée aussi loin que possible; c'est un témoin qui parle avec l'évidente préoccupation de ne point disputer à autrui les honneurs de l'entreprise. Son langage veut être naturel, mais une affectation d'indifférence laisse deviner l'effort. Spectateur de l'événement, il semble n'y avoir point coopéré; tout au plus pourrait-on lui attribuer une participation discrète et voilée, sous la forme d'un consentement tacite. A l'égard de Fouché, sa retenue est plus grande encore qu'envers Napoléon; il ne dira même pas qu'« il a ordonné l'arrestation » du secrétaire d'État, sa phrase est vague et énigmatique : « ayant dû faire arrêter le cardinal Pacca et tous ses adhérents, le général Radet, *qui en a été chargé*, a trouvé une telle résistance, qu'il a fallu faire partir Sa Sainteté avec le cardinal. » C'est bref et ce n'est pas clair. De la mission remplie par l'exécuteur du coup de main, la seule indication est dans les mots que nous avons soulignés et elle manque de cette netteté qui est une des qualités du style militaire. Si courte

[1] Pièce originale, qui est entre nos mains.

que soit l'explication, elle enveloppe la pensée dans le tour incertain des plus longues périphrases, et nous avons peine à croire que ce ne soit pas à dessein. Radet « *a dû* faire arrêter le cardinal et ses adhérents »; mais qui lui a imposé ce devoir? Il n'a pas procédé à l'arrestation, en vertu de sa seule initiative; il « en a été chargé »; mais par qui? Miollis se garde de préciser. Lorsqu'il signale ensuite, pour motiver l'enlèvement du pape, la résistance des hôtes du Quirinal, il a recours aux mêmes prétéritions : « Il a fallu faire partir Sa Sainteté avec le cardinal »; mais qui devait juger s'il fallait ou ne fallait pas aller à cette extrémité? Qui a eu la responsabilité de ce jugement? Miollis reste muet. Il lui appartenait cependant de couvrir son subordonné, ou de déclarer que celui-ci avait agi sans ordres. Il ne fit ni l'un ni l'autre, et crut plus habile d'expliquer l'arrestation du Souverain Pontife, par une nécessité accidentelle, survenue au cours des opérations de Radet. Ainsi l'assaut du Quirinal n'aurait eu d'autre motif que la décision prise contre le cardinal Pacca et « tous ses adhérents »; ainsi le ministre n'était point frappé à cause de son souverain, mais, au contraire, le souverain était « entraîné » dans la disgrâce de son ministre; ainsi Pie VII n'aurait eu rien à redouter, si sa résistance aux assaillants ne l'avait désigné comme l'un des « adhérents » du cardinal, et, sans doute, comme le plus important. L'invention destinée à pallier la gravité du fait était vraiment trop grossière; mais la violence a de ces ruses qui offensent la raison non moins que la justice.

Les ambiguïtés, les réticences, les invraisemblances, qui se rencontrent dans les dépêches de Miollis, attireront l'attention de quiconque voudra bien étudier les documents. Seraient-elles l'effet d'une négligence involontaire et fortuite, ou faut-il y voir le résultat d'un calcul? Nous sommes assurément portés à penser que la réflexion y tient plus de place qu'un hasard de plume, et nous noterons, en passant, qu'elles furent remarquées au ministère de la police. Une note, faite à Paris, le 14 juillet 1809, pour être insérée au bulletin de police, rectifie, en effet, les amphibologies de la lettre à Fouché; en voici l'exacte reproduction :

Une lettre du général Miollis, adressée à Son Excellence le ministre de la police générale, et datée du 6 juillet, annonce qu'ayant donné l'ordre au général Radet d'arrêter le cardinal Pacca et tous ses adhérents, la résistance que ce général a trouvée au palais Quirinal, où ils s'étaient retirés, l'a déterminé (le général Miollis) à faire partir le pape avec ce cardinal [1].

[1] La minute de cette pièce est entre nos mains.

Les mots placés entre parenthèses prouvent que le rédacteur de la note a dû interpréter un texte qui lui paraissait obscur. Pour le fonctionnaire des bureaux de Fouché, c'est bien Miollis qui a donné l'ordre d'arrêter le cardinal Pacca, c'est Miollis qui a pris la détermination de faire enlever le pape. Dans sa réponse au gouverneur des États romains, le ministre de la police dira la même chose, mais il aura le soin de n'envoyer qu'un accusé de réception; la minute, qui est entre nos mains, prêterait peu aux commentaires, si elle ne prouvait que Fouché, à Paris, imitait la discrétion dont Miollis, à Rome, donnait l'exemple.

POLICE GÉNÉRALE, N° 90.

Paris, le 15 juillet 1809 [1].

S. Exc. le ministre,

Monsieur le comte, j'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite le 6 juillet dernier, pour m'annoncer que vous avez fait partir, le même jour, pour la Chartreuse de Florence, le pape et le cardinal Pacca, et que le général qui les conduit y prendra les ordres de Son Altesse impériale Mme la grande-duchesse, sur leur destination ultérieure.

Recevez, Monsieur le comte, l'expression de ma considération distinguée,

LE SÉNATEUR, MINISTRE DE LA POLICE GÉNÉRALE, etc.

A M. le général comte Miollis, gouverneur général des Etats romains, etc.

Le ministre ne fait pas la moindre allusion à la résistance signalée par le général. Il tient l'assaut du Quirinal comme non avenu, il ne prononce même pas une seule fois le mot d'arrestation et ne prend acte que du dénouement, dont il rend responsable le chef hiérarchique de Radet : « Vous avez fait partir, lui dit-il, le pape et le cardinal ». Il veut ne savoir rien de plus; il n'a appris qu'une chose : le départ du pontife, conduit à Florence, où la grande-duchesse, sœur de l'empereur, décidera de son sort. S'il eût eu à traiter du plus vulgaire incident, il n'aurait pas écrit autrement. Miollis et lui échangeaient de simples notes de service. Cette précaution de glisser légèrement sur un fait aussi important trahit une détermination, une pensée réfléchie. Il y avait, de part et d'autre, une sorte d'entente, pour parler le moins possible de l'événement.

Le ministre de la police générale avait été récemment mis en

[1] La minute de cette lettre fait partie d'un dossier que nous possédons.

garde contre toute velléité d'indiscrétion, par ce billet expédié de Schœnbrunn, le 27 juin :

Je vois avec peine que vous vouliez faire des articles sur Rome. C'est une mauvaise route. *Il ne faut en parler ni en bonne ni en mauvaise part, et il ne doit pas en être question dans les journaux.* Les hommes instruits savent bien que je n'ai pas attaqué Rome. Les faux dévots, vous ne les changerez pas ; partez de ce principe. Je suis fâché même que vous ayez laissé mettre le décret [1] dans les gazettes, avant qu'il ait été communiqué au Sénat [2].

Mais, si l'empereur était ennemi de toute publicité, surtout lorsqu'il s'agissait des affaires de Rome, avait-il prescrit aux exécuteurs de ses volontés d'éviter entre eux toute parole pouvant marquer qu'ils étaient d'intelligence? Quelques-uns l'ont pensé, sans avoir étudié toutes les pièces du débat. A notre avis, Miollis et Fouché étaient plus embarrassés de leur attitude respective que soumis à un mot d'ordre. Pour eux, la conspiration du silence n'était-elle pas l'indice d'une secrète appréhension? Si un ordre souverain leur avait été exactement signifié, eussent-ils montré tant de circonspection, se fussent-ils si prudemment observés? Leur langage les fait paraître à nos yeux comme les serviteurs inquiets d'un maître redouté, dont les désirs ont pu être pressentis, dont la sentence définitive n'a pas été attendue.

A la suite du décret qui avait réuni les États romains à l'empire français, Murat était intervenu activement dans les questions relatives au Saint-Siège. Les troupes de Miollis avaient été placées sous son commandement supérieur, et nous avons vu son ministre Salicetti occuper une place prépondérante, au sein de la consulte extraordinaire chargée d'administrer l'ancien domaine pontifical. Ce furent des régiments napolitains qui, envoyés par lui, vinrent, la veille du 6 juillet, fortifier la garnison de Rome, et l'on peut se demander si le roi de Naples, dépositaire des intimes pensées de son impérial beau-frère, n'avait pas la mission de faire arrêter le pape. Les lettres que l'empereur lui écrivit, en cette circonstance, l'autorisaient, sans doute, à beaucoup oser ; nous ne tarderons pas à les examiner, mais, bien que l'une d'elles, spécialement, apporte en apparence quelque crédit à une opinion différente de la nôtre, la conclusion qu'on en a tirée n'est point, suivant nous, péremptoirement établie. Pourquoi Miollis ne se serait-il point prévalu

[1] Le décret du 17 mai, qui avait réuni les États romains à l'empire français.

[2] Lettre de l'empereur au comte Fouché. (*Correspondance de Napoléon Ier*).

d'un ordre transmis par Murat? Et si Murat avait ordonné, quelle raison aurait eue Miollis de ne donner qu'un « assentiment verbal » à l'arrestation de Pie VII? Dira-t-on que l'empereur avait voulu qu'il en fût ainsi? Mais la correspondance qu'il entretenait soit avec le roi de Naples, soit avec Miollis, ne contient pas une allusion à cette particularité. Quant à Murat, il se tenait certainement pour dispensé de ménager le pontife, toutefois il ne commanda point qu'on saisît sa personne. Lorsque l'attaque du Quirinal allait être décidée, le général Lemarois arrivait de Naples, il venait de quitter le roi, dont il avait les instructions, et Radet, dans son rapport du 13 juillet, en nous le montrant tout disposé aux mesures de rigueur contre le Saint-Père, ne lui prête cependant qu'un rôle de complaisant entremetteur. « Indigné, dit-il, de voir le décret, le gouvernement et la couronne de Sa Majesté méprisés, et en quelque sorte avilis, je courus chez le général Lemarois, qui arrivait de Naples; je lui fis connaître notre position et le priai de m'aider à faire décider l'arrestation du pape. Il abonda dans mon sens; il convint qu'il n'y avait plus d'autre moyen de sauver l'Italie; il se rendit chez le gouverneur général et lui suggéra cette mesure. Je m'y transportai ensuite[1]. » Si le général Lemarois avait été porteur d'un ordre précis, aurait-il attendu les sollicitations de Radet? La réponse ne peut être douteuse; mais il est juste d'ajouter que l'arrestation sollicitée n'aurait été ni suggérée ni discutée, et encore moins opérée, si Radet et Lemarois, Miollis et Murat n'avaient été convaincus qu'elle ne devait pas déplaire à l'empereur. D'où leur était venue cette conviction? Sur quoi pouvaient-ils l'appuyer? Le rôle de Napoléon dans cette conjoncture, la mesure de sa participation directe et personnelle à l'enlèvement du Souverain Pontife, sont des questions qui, encore aujourd'hui, offrent matière à la critique historique.

L'empereur avait manifesté, plus d'une fois, la résolution de ne point reculer devant l'emploi de la force contre le pape. Sa politique à l'égard du Saint-Siège avait préparé avec une telle opiniâtreté l'action décisive où Radet devait s'illustrer, que l'on n'a pas hésité à y reconnaître l'empreinte de sa main toute-puissante. Des historiens ont partagé cette croyance; M. Thiers, malgré quelques réserves, ne la combat point; M. d'Haussonville la confirme, en citant la correspondance même de Napoléon. Nous avons relu cette correspondance et le moment est venu de l'examiner.

Répondant à une lettre, en date du 8 juin, l'empereur écrivait à Murat :

[1] Rapport du général Radet (13 juillet 1809).

Schœnbrunn, le 17 juin 1809[1].

... Je désirerais beaucoup que vous fussiez près de moi; mais, dans ces circonstances, il est convenable que vous ne vous éloigniez pas de Naples. A une autre campagne, lorsque les choses seront tout à fait assises de votre côté, il sera possible de vous appeler à l'armée.

Vous aurez vu par mes décrets que j'ai fait beaucoup de bien au pape; mais c'est à condition qu'il se tiendra tranquille. *S'il veut faire une réunion de cabaleurs, tels que le cardinal Pacca*, il n'en faut rien souffrir et *agir à Rome comme j'agirais envers le cardinal-archevêque de Paris*. J'ai voulu vous donner *cette explication*. On doit parler au pape clair, et ne souffrir aucune espèce de conteste. Les commissions militaires doivent faire justice des moines et agents qui se porteraient à des excès.

Une des premières mesures de la consulte doit être de supprimer l'inquisition.

L'empereur, suivant ses propres expressions, donnait une « explication »; il visait particulièrement le cardinal Pacca, chef des « cabaleurs »; il voulait qu'on traitât le pape comme il eût traité l'archevêque de Paris; mais ce n'était point dire qu'il fallait l'enlever de son palais, encore que l'insinuation fût menaçante.

Deux jours après, il envoyait à Miollis la lettre suivante :

Schœnbrunn, le 19 juin 1809[2].

Je vous ai confié le soin de maintenir la tranquillité dans mes États de Rome. Vous ne devez souffrir aucun obstacle. Vous devez traduire devant une commission militaire tout individu qui se porterait à un acte contraire à la sûreté de l'armée; *vous devez faire arrêter, même dans la maison du pape*, tous ceux qui trameraient contre la tranquillité publique et la sûreté de mes soldats. *Un prêtre abuse de son caractère et mérite moins d'indulgence qu'un autre lorsqu'il prêche la guerre et la désobéissance à la puissance temporelle*, et lorsqu'il sacrifie le spirituel aux intérêts de ce monde, que l'Évangile dit n'être pas le sien.

La violation de « la maison du pape » était explicitement ordonnée; mais elle ne pouvait produire l'effet d'une nouveauté; trois fois déjà, pour y opérer des perquisitions, des saisies et même des arrestations, les soldats de l'empereur avaient pénétré dans le Quirinal. Quant au Saint-Père, il était dénoncé comme un prêtre abusant de son caractère et ne méritant aucune indulgence; mais sa personne ne tombait pas sous le coup de l'arrêt qui frappait à

[1] *Correspondance de Napoléon Ier.*
[2] *Ibid.*

ses côtés. Ce fut en réponse à cette dépêche que Miollis, après l'assaut, écrivit à Napoléon :

Votre Majesté m'a confié le soin de maintenir la tranquillité dans ses États de Rome; j'ai atteint l'unique moyen d'y parvenir. J'ai ordonné l'arrestation du cardinal Pacca; le pape s'y est opposé par des barricades et une défense qui l'ont entraîné lui-même avec le cardinal.

Le général ne s'était donc point mépris sur ses instructions; c'était Pacca qu'il devait faire arrêter « dans la maison du pape »; c'était l'avortement de la tentative dirigée contre le cardinal, le 6 septembre 1808, dont il fallait effacer l'humiliant souvenir. M. d'Haussonville estime, au contraire, que la missive impériale désignait suffisamment Pie VII aux rigueurs de l'arrestation et qu'elle était la riposte du potentat irrité à la bulle d'excommunication. Il suppose que « les nouvelles de Rome du 10 juin étaient certainement parvenues à Schœnbrunn le 19 juin, qu'à cette date Miollis avait eu le temps de prévenir l'empereur et de prendre ses ordres [1] ». Mais, le 29 juin, le chevalier Alberti, chargé d'affaires du royaume d'Italie, en notant, dans sa correspondance, que le général Miollis venait de recevoir « une lettre de l'empereur datée du 19 », ajoutait cette observation : « Il paraît, qu'à cette époque, Sa Majesté n'avait pas encore été informée de l'excommunication [2]. » Sans discuter plus longuement cette question de dates, nous retiendrons, du moins, que la lettre du 19 juin n'était point regardée, à Rome, comme une réplique à la bulle, et que Miollis ne se croyait pas en possession des ordres que, selon M. d'Haussonville, il aurait demandés, après l'excommunication.

Une autre dépêche du 19 juin, adressée à Murat, offre, à première vue, un caractère de précision qu'il importe de signaler :

Schœnbrunn, 19 juin 1809 [3].

Je vous expédie votre aide de camp. Il vous portera la nouvelle de la bataille que le prince Eugène vient de gagner sur l'archiduc Jean et l'archiduc palatin réunis, le jour anniversaire de la bataille de Marengo.

Je vous ai écrit par Caffarelli [4], *qui est parti le* 17 *d'ici;* à son arrivée en Italie, il vous aura expédié mes dépêches par un courrier.

[1] *L'Église romaine et le premier Empire,* chap. XXXI, par M. le comte d'Haussonville.

[2] Correspondance de M. Alberti (29 juin 1809).

[3] *Correspondance de Napoléon Ier.*

[4] Le général comte Caffarelli était ministre de la guerre du royaume d'Italie.

Je vous ai fait connaître que mon intention était que les affaires de Rome fussent conduites vivement et qu'on ne ménageât aucune espèce de résistance. *Aucun asile ne doit être respecté*, si on ne se soumet pas à mon décret; et, sous quelque prétexte que ce soit, on ne doit souffrir aucune résistance. *Si le pape*, contre l'esprit de son état et de l Évangile, *prêche la révolte* et veut se servir de l'immunité de sa maison pour faire imprimer des circulaires, *on doit l'arrêter*. Le temps de ces scènes est passé. Philippe le Bel fit arrêter Boniface, et Charles-Quint tint longtemps en prison Clément VII; et ceux-là avaient fait encore moins. Un prêtre qui prêche aux puissances temporelles la discorde et la guerre, au lieu de la paix, abuse de son caractère.

Ainsi Napoléon confirmait les intentions qu'il avait exprimées déjà dans les dépêches confiées, le 17 juin, au général Caffarelli; c'est une nouvelle preuve que, pour tenir ce langage, il ne s'inspirait pas d'un sentiment de colère, excité par la bulle d'excommunication, car M. d'Haussonville renonce à prétendre que l'acte du 10 juin ait été connu, le 17, à Schœnbrunn. Mais, assurément, la dépêche que nous venons de reproduire poussait aux solutions brutales. « Si le pape prêche la révolte et veut se servir de l'immunité de sa maison pour faire imprimer des circulaires, on doit l'arrêter »; il n'y a plus d'équivoque, nous le reconnaissons. Les exemples de Philippe le Bel et de Charles-Quint complétaient une phrase très claire par un commentaire très précis. Cependant, si âpres et si dures que fussent ces paroles, la pensée nous semble moins impérieuse que la forme; elles ne permettent pas de douter que l'idée d'infliger à Pie VII l'épreuve de la captivité n'eût pénétré dans l'esprit de l'empereur; elles étaient un encouragement, un acquiescement anticipé, si l'on veut, à l'attentat du 6 juillet. Mais était-ce là un ordre, une de ces injonctions supprimant tout débat, toute appréciation, telles que le conquérant aimait à les prodiguer, avec l'autorité méthodique de l'homme de guerre, constamment occupé d'asservir hommes et choses, et la fortune elle-même, aux règles inflexibles de son commandement? Si la lettre écrite, le 19 juin, au roi de Naples n'avait laissé place à aucune hésitation sur sa véritable portée, il faudrait se résigner à ne pouvoir expliquer les singularités que nous avons relevées dans l'attitude de Murat et de Miollis.

Napoléon a toujours protesté qu'il n'avait, en aucun temps, donné l'ordre d'arrêter le pape. Cette affirmation, nous l'avouons, n'est pas décisive, et l'on doit notamment n'accueillir qu'avec défiance les déclarations réitérées par le captif de Sainte-Hélène, aux heures tristes et amères où, conversant avec M. de Las-

Cases [1], il évoquait les souvenirs de sa prodigieuse histoire. Mais, alors qu'il ignorait les enseignements de l'adversité, au lendemain des glorieuses journées de Wagram, dès le 18 juillet, il se plaignait, en écrivant à Fouché, de la « folie » qui avait si brusquement précipité les affaires de Rome et si rudement secoué l'Église :

Schœnbrunn, 18 juillet 1809 [2].

Je reçois, en même temps, les deux lettres ci-jointes du général Miollis [3], et une troisième de la grande-duchesse. Je suis fâché qu'on ait arrêté le pape; *c'est une grande folie*. Il fallait arrêter le cardinal Pacca et laisser le pape tranquille à Rome. Mais enfin il n'y a point de remède, ce qui est fait est fait.

Je ne sais ce qu'aura fait le prince Borghèse, mais mon intention est que le pape n'entre pas en France. S'il est encore dans la rivière de Gênes, le meilleur endroit où l'on pourrait le placer serait Savone. Il y a là une assez grande maison, où il serait assez convenablement jusqu'à ce que l'on sache ce que cela doit devenir. Je ne m'oppose point, si sa démence finit, à ce qu'il soit renvoyé à Rome. S'il était entré en France, faites-le rétrograder sur Savone et sur San Remo. Faites surveiller sa correspondance.

Quant au cardinal Pacca, faites-le enfermer à Fénestrelle, et faites-lui connaître que, s'il y a un Français assassiné par l'effet de ses instigations, il sera le premier qui payera de sa tête.

Ce mécontentement si nettement exprimé, qui aura pour résultat de modifier les premiers plans adoptés touchant la captivité de Pie VII, ne serait-il qu'un jeu? Il est sage de ne point se fier trop facilement aux paroles de ce soldat impétueux, mais toujours habile à dissimuler, même dans ses colères, lorsqu'une feinte servait sa politique. Aussi la lettre qu'on vient de lire pourrait-elle être suspecte, comme la pensée qui a dicté les déclarations de Sainte-Hélène, bien qu'avec moins de raison; car, à Schœnbrunn, en 1809, l'arrogance de la bonne fortune dispensait de recourir aux justifications intéressées, dont le besoin sera ressenti plus tard, au temps de l'épreuve et de la souffrance, sur la roche africaine perdue dans l'Océan. Encore faudrait-il, pour s'inscrire en faux contre ce document, ne pas se contenter de dire avec M. d'Haussonville : « Napoléon se sentit alors un peu embarrassé des instructions *si positives* qu'il avait envoyées au général Miollis et au roi Murat. Peut-être en avait-il oublié la teneur. En tout cas, l'exécution de ses ordres

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène.*
[2] *Correspondance de Napoléon Ier.*
[3] Ce sont les lettres publiées plus haut et datées des 6 et 7 juillet 1809.

lui causait maintenant quelque ennui, il prit le parti de les nier [1]. » Ces instructions, que, faute de mémoire ou volontairement, l'empereur aurait niées, nous les avons publiées, et elles ne nous ont point paru « si positives ». Napoléon avait écrit à Miollis : « Vous devez faire arrêter, *même dans la maison du pape*, tous ceux qui trameraient contre la tranquillité publique et la sécurité de mes soldats »; de ce texte, nous le répétons, il est impossible de conclure à une désignation expresse de la personne du Souverain Pontife et l'on ne pourrait en tirer qu'une déduction tout opposée. Il n'en est pas de même, cela est vrai, dans la dernière lettre envoyée à Murat : « Si le pape prêche la révolte, avait dit l'empereur, on doit l'arrêter ». Ce rude et grossier propos, dont il n'y a pas trace ailleurs, suffit, sans doute, à établir une complicité morale. Mais des « instructions positives » ont-elles une forme conditionnelle, restent-elles soumises à l'appréciation de celui qui les reçoit? Or celles-ci laissaient à Murat et à Miollis le soin de décider si le pape prêchait la révolte. Des suites de l'arrestation, des dispositions à prendre, de l'itinéraire à suivre, il n'était pas question. Avait-il coutume d'ordonner, avec une telle insouciance, une telle imprévoyance, le sagace et avisé capitaine, qui ne perdait de vue aucun détail, qui se plaisait à prévoir et à régler les moindres incidents? Lorsqu'il parle à Fouché, nous le retrouvons avec ses habitudes de commandement, n'abandonnant rien aux caprices des événements, aux interprétations de ses agents : le pape ne doit pas entrer en France; s'il y est déjà, on l'en fera partir; Savone est le séjour qui lui est assigné; et, dans Savone, la maison où l'on pourra convenablement le placer, est indiquée. Ce langage-là n'offre aucune prise à la délibération; et c'est bien à ce caractère de précision et de réflexion qu'on reconnaît un ordre.

Napoléon reviendra plus d'une fois, et toujours en la blâmant, sur l'arrestation de Pie VII. A l'archichancelier Cambacérès, il écrira le 23 juillet :

Mon cousin, je reçois votre lettre du 17 juillet. *C'est sans mes ordres et contre mon gré qu'on a fait sortir le pape de Rome;* c'est encore sans mes ordres et contre mon gré qu'on le fait entrer en France; *mais je ne suis instruit de cela que dix ou douze jours après que c'est exécuté*. Du moment que je saurai le pape stationnaire quelque part et que mes intentions pourront être connues à temps et exécutées, je verrai les mesures que j'aurai à prendre [2].

[1] *L'Église romaine et le premier Empire,* chap. XXXII, par M. le comte d'Haussonville.

[2] *Correspondance de Napoléon I*er.

Le 6 août, informé de l'arrivée du Saint-Père à Grenoble, il transmettra de nouvelles instructions, à son ministre de la police générale, pour empêcher la translation à Savone, et ce lui sera une occasion de répéter ce qu'il a déjà déclaré :

Monsieur Fouché, *j'aurais désiré qu'on n'eût arrêté à Rome que le cardinal Pacca et qu'on y eût laissé le pape.* J'aurais désiré, puisqu'on n'a pas laissé le pape à Gênes, qu'on l'eût mené à Savone; mais, puisqu'il est à Grenoble, je serais fâché que vous l'eussiez fait partir pour le conduire à Savone; il vaudrait mieux le garder à Grenoble, puisqu'il y est: cela aurait l'air de se jouer de ce vieillard... Bien entendu que, si déjà vous l'aviez fait partir pour Savone, il ne faut point le faire revenir [1].

Enfin, quatre jours après, le 10 août, il reprochera ouvertement à Miollis d'avoir outrepassé son mandat :

Je reçois votre lettre du 30 juillet... *Je suis fâché que l'on ait fait sortir le pape de Rome. J'avais ordonné qu'on arrêtât le cardinal Pacca et non le pape.* Une opération de cette importance n'aurait pas dû se faire *sans que j'en aie été prévenu et que j'aie désigné le lieu où il serait conduit.* J'avais ordonné qu'on violât la maison du pape, s'il en faisait un foyer de rébellion [2].

Toutes ces déclarations, si obstinément reproduites, seraient-elles sans valeur, et doit-on n'en tenir aucun compte? L'étude et la comparaison des textes ont, pour nous, résolu la question. Mais, en admettant que l'empereur ne pouvait regretter la mesure prise contre le Souverain Pontife, sans nier ses prescriptions antérieures, quel aurait donc été le motif de son changement d'attitude? On nous dit qu' « il se sentit alors un peu embarrassé », que « l'exécution de ses ordres lui causait maintenant quelque ennui ». Cela même aurait besoin d'être démontré, et une simple hypothèse, eût-elle le mérite de la vraisemblance, ne saurait nous suffire. M. d'Haussonville suppose que « l'effet produit par l'arrestation du pape, à Rome, à Florence, à Gênes et sur tout le chemin qu'avait parcouru le Saint-Père », était connu à Schœnbrunn, lorsqu'en partit la lettre adressée à Fouché, le 18 juillet, et que les nouvelles parvenues à la résidence impériale y provoquèrent de tardifs regrets. Or, d'une part, Napoléon ne pouvait avoir nourri aucune illusion sur l'état des esprits à Rome, où le peuple n'avait pas

[1] *Correspondance de Napoléon Ier.*
[2] *Ibid.*

attendu l'assaut du Quirinal, pour témoigner de ses sentiments. D'autre part, à cette date du 18 juillet, le pape n'avait pas achevé sa pénible route. Le 14, il était encore aux environs de Gênes; il n'entra que le 21 à Grenoble, et ce fut, en particulier, sur le territoire français que les ovations faites à Pie VII prirent une importance pouvant porter ombrage à son persécuteur. Enfin les autorités chargées de surveiller, au-delà des Alpes, les populations des départements traversés par le pontife, tout en signalant certaines menées, certains symptômes d'agitation, tout en prévoyant des dangers pour l'avenir, maintenaient l'ordre matériel; leur administration, leur prestige, n'étaient point menacés, et les rapports que recevait l'empereur, bien loin de l'inquiéter, de lui donner de l'embarras et de l'ennui, étaient, pour la plupart, de nature à le rassurer. Son ministre des cultes, M. Bigot de Préameneu, lui communiquait, la veille du jour où le prisonnier devait arriver à Grenoble, le bulletin suivant qui traduisait les plus favorables impressions.

Le bruit du voyage du pape est répandu. Les ecclésiastiques marquent de l'étonnement, de la curiosité, le désir que cela ne fût pas arrivé; *mais je n'ai pas le moindre indice de fermentation*. Je suis persuadé que tous les évêques donneront, dans cette circonstance difficile pour eux, les preuves de fidélité à leur devoir et de dévouement à votre auguste personne [1].

On voit que l'hypothèse de M. d'Haussonville est un peu hasardée et qu'elle ne saurait tenir lieu d'argument décisif.

En résumé, Napoléon avait-il voulu, pour tromper la postérité, en imposer à Fouché, à Cambacérès, à Miollis? Il nous répugnerait de l'accuser d'une fourberie qui ne lui apportait aucun profit. Qu'on se montre défiant, nous le comprenons; le meurtrier du duc d'Enghien ne fit-il pas publier, par des plumes serviles, qu'il avait blâmé l'exécution de la sentence prononcée contre l'héritier des Condés? Nous trouvons donc naturel et juste qu'on soit rendu soupçonneux par une duplicité, dont les exemples abondent. Mais une hypocrisie inutile, un mensonge superflu, offrent à l'accusation une base bien fragile.

L'empereur n'avait rien arrêté, rien réglé, au sujet des dispositions à prendre pour l'enlèvement de Pie VII; cela ne peut être contesté. Quand il écrivait à Murat : « Si le pape prêche la révolte, on doit l'arrêter », il indiquait une direction d'intention, mais,

[1] Pièce citée dans les *Chroniques dauphinoises*, par M. A. Champollion-Figeac. Imprimerie Savigné, Vienne en Dauphiné, 1880.

jaloux de son autorité, il n'abandonnait pas à ses agents le soin de disposer à leur gré du Saint-Père; il n'avait pas entendu leur donner un blanc-seing. Le défaut d'un plan réfléchi et prémédité apparaît manifestement dans sa correspondance, où il dicte des instructions qui toujours arrivent trop tard et ne peuvent empêcher ni que le pape entre en France ni qu'il soit ensuite éloigné de Grenoble [1]. Il est certain qu'il accepta aisément le fait accompli; il le jugea sans remède et ne s'en affligea pas outre mesure. S'il exprimait un reproche à Miollis, il lui donnait, en même temps, cette consolante assurance : « Je ne suis pas moins satisfait de votre zèle. Le pape ne rentrera plus jamais à Rome [2]. » Mais, c'est le point intéressant pour la question qui nous occupe, il avait le droit de lui dire : « Une opération de cette importance n'aurait pas dû se faire sans que j'en aie été prévenu et que j'aie désigné le lieu où le pape serait conduit [3]. » Murat, Miollis et Radet avaient agi, croyant lui plaire; ils n'étaient pas persuadés de n'avoir été que les instruments irresponsables d'une passive obéissance, qui les eût affranchis de toute préoccupation. Ainsi s'expliquent les équivoques, les réticences, la réserve singulière, les surprenantes lacunes que nous avons remarquées dans les documents officiels, et qui demeureraient, pour nous, inexpliquées et inexplicables, si l'absence d'un ordre formel de l'empereur n'en avait été la cause.

Le silence sévèrement prescrit sur les événements de Rome n'eut point la vertu de les soustraire à toute publicité. Les journaux de l'époque durent se taire, et, dans la cité papale, la consigne fut si bien observée, que le *Giornale romano* et le *Diario romano* ne continrent pas une ligne ayant trait au Souverain Pontife, depuis le mois de juillet 1809 jusqu'au mois de mars 1814. Mais ce mutisme de commande donna carrière aux publications clandestines et aux inventions des narrateurs. C'est la conséquence habituelle de cette fausse prudence, qui a la présomptueuse visée de dérober à l'opinion la connaissance des faits. Elle exige le secret, et ne réussit qu'à favoriser les fantaisies de l'imagination, en étouffant les voix qui auraient pu les contredire. Elle réclame le mystère, et, de crainte que la vérité ne soit divulguée, elle laisse le champ libre à la fable. Quelques semaines après l'arrestation du Saint-Père, une relation de l'événement, sous la forme d'une lettre datée de Gênes, circulait parmi les populations

[1] Lettre de Napoléon à Fouché (15 septembre 1809), citée par M. Thiers; on ne la trouve pas dans la *Correspondance de Napoléon Ier*. *Le Palais de Fontainebleau* et *l'Égypte et les Cent-Jours*, par Champollion-Figeac.

[2] Lettre à Miollis, du 10 août 1809. (*Correspondance de Napoléon Ier*.)

[3] *Ibid.*

italiennes, et, pour mieux stimuler l'indignation, l'auteur racontait en ces termes les violences exercées dans le Quirinal : « La nuit du 5 au 6 juillet, on force la demeure du Souverain Pontife, on s'introduit par une croisée qui est enfoncée, on attache ce vénérable vieillard à son fauteuil, et on le descend par la fenêtre. Les premiers fidèles, animés par des sentiments bien différents, descendirent ainsi Paul dans une corbeille, mais c'était pour le soustraire à ses ennemis [1]. » Napoléon obtint, pour un temps, que l'excommunication et les traitements infligés au chef de l'Eglise fussent ignorés en France, ou, du moins, imparfaitement révélés. Il essaya même de faire croire que Pie VII avait volontairement quitté Rome; et, à sa demande, lorsque le concile national de 1811 allait se réunir, Daunou, l'ancien Oratorien, l'ancien député à la Convention, dut rédiger, comme archiviste de l'empire, un mémoire qui renferme cet étonnant passage : « Le pape avait tout fait pour que sa présence à Rome devînt *inutile*, et quelques-uns de ses partisans pouvaient, malgré lui, la rendre dangereuse. *Il en sortit*, le 6 juillet, à l'insu de l'empereur, et *vint à Savone*, où Sa Majesté le fit recevoir, traiter, établir avec tous les égards dus au malheur [2]. » Mais les habiletés des écrivains et la vigilance de la police n'eurent pas la puissance d'arrêter les sourdes rumeurs, les propos répétés à voix basse, les mille récits qui, mêlant le faux au vrai, se propageaient de proche en proche. Ils finirent par pénétrer l'esprit public, et leur influence n'a pas été étrangère aux exagérations que nous avons relevées dans les jugements des historiens.

Par ses emportements réels ou simulés, par ses déclamations, qui lui faisaient invoquer contre la papauté, tantôt les droits supposés d'un successeur de Charlemagne, tantôt les souvenirs de Philippe le Bel et de Charles-Quint, l'empereur avait caressé, excité, provoqué la « grande folie », dont il se plaignait à Fouché. Telle est sa part certaine de responsabilité; elle nous semble assez lourde, et nous ne voulons ni l'accroître ni la diminuer. Forcer l'entrée du Quirinal, y châtier ceux qu'il nommait des « cabaleurs », arrêter le cardinal Pacca, et intimider le Saint-Père par cet exemple, c'était le but qu'il avait entrevu et qu'il eût souhaité de ne point dépasser. Mais il avait oublié que les despotes ont à redouter les excès d'un zèle, qui, pour mieux les flatter, épie leurs

[1] Cette lettre imprimée, portant la date : *Gênes, le* 10 *août* 1809, se trouve dans la *Correspondance authentique de la cour de Rome avec la France.*

[2] Ce passage est cité par Cantù (*Della Independenza italiana*), et par M. d'Haussonville, qui a eu communication du manuscrit de Daunou, avant que la « Bibliothèque impériale » en eût fait l'acquisition.

pensées, interprète leurs désirs, et parfois devance imprudemment leurs volontés. Radet s'était fait l'instrument de ce zèle aveugle, et Miollis, inquiet, troublé, ayant une égale appréhension de paraître ou trop timide ou trop audacieux, avait pris le parti de ne donner au projet de capturer le pontife qu'un « assentiment verbal ». Ce faux-fuyant dénonçait ses perplexités. Quant au vainqueur de Wagram, ses regrets ne furent pas une feinte; toutefois sa politique envers l'Église ne reçut aucun changement. Tenant à ses pieds l'altière Maison d'Autriche, qui bientôt lui demandera de placer dans sa couche une arrière petite-fille de Marie-Thérèse, il a foi en son destin et ne voit pas d'obstacle à sa domination. Nous venons de l'entendre prononcer ce dédaigneux arrêt : « Il n'y a point de remède; ce qui est fait est fait. Le pape ne rentrera plus jamais à Rome [1]. » Le fatalisme impérial prend possession de l'avenir; il dit : Jamais! Et, souriant de cet orgueil, la justice souveraine, pour servir de mesure à l'éternité qu'il décrète, lui concède cinq années.

La constance de Pie VII, dont elle prolongera l'épreuve, va résister longtemps à l'astuce et à la force; Napoléon l'appelle « démence [2] », et c'est lui qui, dans l'exaspération de la lutte, ne mettra plus de bornes à sa propre folie.

H. DE MAYOL DE LUPÉ.

La suite prochainement.

[1] Lettres de Napoléon, déjà citées, à Fouché et à Miollis (18 juillet et 10 août 1809).
[2] Lettre de Napoléon à Fouché (18 juillet 1809).

LA RÉFORME ÉLECTORALE DE 1884

EN ANGLETERRE

I

La grande réforme électorale de 1832 avait augmenté le nombre des électeurs, mais n'avait pas porté atteinte au principe de la représentation parlementaire en Angleterre. Après comme avant la réforme, le devoir de défendre les deniers et les libertés de la nation contre les fantaisies du pouvoir royal incombait aux représentants des grands intérêts du pays; la terre, considérée comme l'unique source de la fortune publique et privée, restait la base de cette représentation. On respecta, en 1832, la franchise que les bourgs, les villes, les comtés, les *cinque-Ports*, les universités, le patronage aristocratique, devaient au long usage. On se contenta d'élargir la représentation des mêmes intérêts et d'établir un semblant d'ordre entre les dépositaires du pouvoir électoral. Le nombre des électeurs qui ne dépassait pas 500 000 avant 1832 fut successivement porté à 1 136 000 sous ce régime.

La réforme fut plus radicale en 1867, quand M. Disraëli, enlevant les cartes des mains des libéraux, fit voter le second *people's bill*. Cette fois, le système électoral fut atteint dans sa base. En regard du devoir, on inscrivit le droit électoral; en regard des intérêts représentés par la propriété, on plaça les individus. L'électeur fut appelé à se faire représenter lui-même, il devint un des éléments du régime nouveau au même titre que la terre. La capitation prit place à côté du relevé des taxes payées pour la répartition nouvelle du pouvoir représentatif entre les diverses localités. Cette innovation contenait le germe de toute une révolution électorale. Mais de l'autre côté du détroit, si l'on a le bon sens de reconnaître les réformes nécessaires, on a la sagesse de ne les pas presser et de ne mettre un pied devant l'autre qu'après s'être bien assuré du terrain sur lequel on s'avance.

Il n'y eut donc pas de révolution en 1867, et le pays se contenta avec M. Disraëli d'une réforme boiteuse. Dans les villes et les bourgs d'Angleterre, on devint électeur moyennant un loyer de 250 francs; mais dans les comtés, il fut décidé qu'on payerait

50 francs de plus; même distinction entre les villes et les campagnes dans la loi électorale particulière des deux autres royaumes. Cette réforme porta le nombre des électeurs à 2 448 000.

M. Disraëli avait eu évidemment l'intention de laisser quelque chose à faire à ses successeurs. Le régime qu'il a inauguré a pour dernier mot le suffrage de tous et, pour conséquence nécessaire, l'avènement de la démocratie; mais les Anglais ne craignent pas de faire durer un provisoire satisfaisant et n'ont pas l'habitude de sacrifier leurs intérêts immédiats à des considérations générales. En dehors du groupe radical avancé, on se soucie fort peu du suffrage universel, et les résultats qu'il donne en France ne lui ont pas concilié le bon sens de nos voisins. C'est précisément parce qu'on l'aperçoit au bout du chemin, que les bons esprits des deux partis gouvernementaux ont hésité à rentrer dans la voie de la réforme, et se sont accommodés pendant dix-sept ans du régime de 1867 avec toutes ses inconséquences.

En fait, la différence des conditions électorales qu'il imposait aux sujets de la reine, selon qu'ils habitaient des villes ou des comtés, était insoutenable. Mais, le principe admis, il fallait aviser à son application, et tout le monde savait que la répartition des nouveaux électeurs ruraux entre les divers collèges électoraux soulèverait de graves orages. Une lutte ardente, mettant aux prises le gouvernement et l'opposition, était surtout redoutable dans la situation où se présentaient les affaires de l'Angleterre, tant au dedans qu'au dehors, au commencement ou dans les premiers mois de l'année dernière. Il suffira de rappeler l'état menaçant de l'Irlande, dont la rébellion n'est contenue que par la force; — les progrès des Russes dans l'Asie centrale, qui, pendant la discussion du nouveau bill de réforme, mettront la main sur Merw et s'avanceront jusqu'à Sarraks, aux confins de l'Afghanistan; — la rupture flagrante du contrat signé avec les Boers, après la défaite de Majuba-hill, au prix de tant d'humiliations; — les intrigues de ces mêmes Boers à Berlin, pour concerter avec l'Allemagne l'investissement de la colonie du Cap, de l'ouest à l'est; — le fiasco égyptien; — les massacres du Soudan; — la téméraire mais magnifique entreprise du général Gordon; — la mystérieuse entente des trois empereurs à Skierniewice, en dehors du gouvernement anglais; — les complications avec la France, partout où notre politique coloniale trouble le commerce britannique; — la connivence déjà marquée de l'Allemagne avec le gouvernement sans vergogne que nous subissons en ce moment; — et enfin la campagne ouverte par l'occupation d'Angra-Pequena, que le grand chancelier poursuit contre l'Angleterre et M. Gladstone personnellement, avec un parti pris de provocation dans la forme comme dans

le fond de ses démarches. Certes, il y a avait, dans les questions que nous venons d'énumérer, bien des motifs pour déterminer le cabinet libéral à ajourner une proposition qui ne pouvait manquer d'ajouter de graves difficultés intérieures aux dangers extérieurs; mais M. Gladstone en jugea autrement : la tentation de faire tomber l'édifice ou plutôt l'échafaudage improvisé, en 1867, par M. Disraëli, pour la représentation du pays l'emporta sur toute autre considération. On sait d'ailleurs que le premier ministre ne craint pas les difficultés, il les aime, il ne se trouble pas de voir entasser Pélion sur Ossa; il se plaît à foudroyer les révoltés qui tentent d'escalader son Olympe. Nous disons à dessein les révoltés, car, dans les hauteurs où sa pensée se réfugie, on ne compte plus d'adversaires, on ne voit sous ses pieds que des rebelles.

M. Gladstone vient d'accomplir sa soixante-quinzième année. Bien qu'il jouisse encore de la plénitude de ses facultés oratoires, il sent qu'il ne pourra renouveler son bail avec le pouvoir pour une nouvelle législature. La Chambre actuelle ne franchira pas l'année 1886 : sa dissolution marquera le terme des services publics de M. Gladstone. Il était donc tout à fait temps pour le grand réformateur de songer à la gloire de son dernier consulat : une mesure, qui doit ajouter deux millions de votes aux suffrages du régime électoral actuellement en vigueur s'est trouvée sous sa main. M. Gladstone a pensé qu'un semblable bill figurerait avantageusement parmi les mesures à sensation qui ont marqué chacun de ses passages aux affaires; et résolu à ne pas laisser cette aubaine à d'autres, il présenta au Parlement, dès sa rentrée en février dernier, un nouveau *people's bill.*

Le projet de M. Gladstone rétablit l'égalité entre les villes et les comtés; il donne, comme base du droit électoral pour les locataires dans les trois parties du royaume, le chiffre uniforme de la location annuelle de 250 francs. L'addition de la disposition relative au *service franchise* fait bénéficier de la même franchise que les locataires les occupants de tout ou partie de maison concédé par l'État, les administrations locales ou les compagnies, etc. Comme nous l'avons dit, cette extension du suffrage était naturelle et ne pouvait par elle-même soulever de grandes discussions. Toute la question était de savoir comment les deux millions d'électeurs nouveaux seraient répartis entre les collèges électoraux. Si les anciennes circonscriptions ne présentent qu'un tissu d'anomalies, le doublement du nombre des électeurs ne ferait qu'augmenter le désordre et l'iniquité de l'ancienne répartition des sièges parlementaires, s'il n'était pas procédé en même temps à une révision générale du cadastre parlementaire. Le premier ministre s'est bien gardé de mécon-

naître cette nécessité; mais, tout en annonçant une semblable mesure, il a ajourné sa présentation sans date précise, assignant au Parlement, pour sa tâche unique et exclusive en 1884, le vote du *people's bill*, c'est-à-dire la première partie seulement de la réforme.

II

En ouvrant une de ces grandes crises qui accompagnent en Angleterre chaque modification profonde du régime électoral, M. Gladstone n'a certes pas eu l'intention de détourner l'attention du public des points noirs de l'horizon extérieur, sur ses affaires intérieures, mais le pays a eu immédiatement l'impression que, sciemment ou non, on lui faisait perdre de vue ses intérêts immédiats, ceux dont le règlement ne pouvait être renvoyé au lendemain pour un arrangement intérieur dont il pouvait choisir le moment à sa convenance. Aucun mouvement populaire spontané n'a donc provoqué ni accompagné la présentation du nouveau bill de réforme. Indépendamment des considérations générales que nous avons rappelées, il y avait d'autres raisons tout intérieures, communes aux deux partis, pour que la proposition ne fût pas acclamée par les masses, comme en 1832 ou en 1867. Les artisans ou ouvriers des villes, qui ont déjà obtenu tout ce qu'ils pouvaient désirer, n'avaient aucun souci d'étendre leur privilège aux habitants des campagnes; les ouvriers des campagnes sont, en général, complètement indifférents eux-mêmes au droit de suffrage qu'il s'agissait de leur conférer, enfin les fermiers sont tout à fait hostiles à cette extension et se méfient de ses conséquences.

Le parti conservateur, sans être contraire à une réforme dont il avait lui-même déposé le principe dans la loi de 1867, avait deux périls à conjurer : d'une part, le maintien des présentes circonscriptions électorales avec l'augmentation du nombre des électeurs; de l'autre, leur remaniement par des mains radicales. Si les deux millions d'électeurs nouveaux venaient se perdre dans les cadres actuels, ou si les sièges venaient à être distribués d'après un plan dont M. Chamberlain et les autres membres radicaux du cabinet seraient les inspirateurs, on devait craindre, dans l'un comme dans l'autre cas, la chute irréparable du parti conservateur.

On considère, en effet, que, sous le régime actuel, le vote des campagnes est, en général, favorable aux conservateurs, celui des villes aux libéraux. La force des premiers repose en conséquence sur les comtés tels qu'ils sont actuellement constitués, les seconds trouvent leur appui dans les villes. On peut même dire, laissant de côté l'Irlande, qui est en état de révolte perpétuel

contre l'Angleterre, que les citadelles des radicaux sont en Écosse, dans le pays de Galles et dans l'extrême nord de l'Angleterre, celles des conservateurs, en Angleterre même et principalement dans les comtés et les bourgs du Sud. Dans ces conditions, le parti conservateur avait à redouter que M. Gladstone n'imposât au pays un remaniement des circonscriptions, qui renforcerait la représentation de l'Écosse et du pays de Galles aux dépens de la région méridionale du royaume. Il n'avait pas moins lieu de craindre une annulation des votes des comtés, par l'adjonction aux collèges ruraux, à titre d'électeurs, de ces masses de populations essentiellement urbaines qui vivent agglomérées autour des bourgs et des villes, dans la banlieue des grands centres manufacturiers. Pour détourner le coup qui le menaçait, le parti conservateur résolut donc, sans s'opposer en principe au bill de réforme, de le combattre au Parlement et de l'arrêter à la Chambre haute, tant qu'on n'aurait pas obtenu du gouvernement la garantie que le bill des circonscriptions reposerait sur des bases loyales et serait présenté, par le cabinet, en temps utile pour empêcher la réforme électorale d'entrer en vigueur avant la réforme parlementaire, c'est-à-dire la nouvelle distribution des sièges.

Ces explications donneront, nous l'espérons, la clef de la mêlée confuse, dont M. Gladstone et le Parlement ont présenté le spectacle dans le cours de cette année, de l'imbroglio dans lequel les deux partis ont échangé des coups terribles, fait trembler les amis des institutions anglaises et fini par s'entendre, comme s'ils n'avaient joué la partie que pour tromper les spectateurs de la *diplomatic Gallery*.

III

Dès la présentation du bill à la fin de février, M. Gladstone se place sur le terrain qu'il n'abandonnera pas pendant toute la durée de la lutte. Il ne propose aucune innovation, mais le simple développement du principe sur lequel repose la loi de 1867. Les électeurs auxquels son projet confie le bulletin de vote n'appartiennent pas à une autre classe que ceux qui ont nommé la Chambre actuelle. L'extension du corps électoral se fait en surface non en profondeur. L'augmentation du nombre des électeurs rend nécessaire un remaniement des circonscriptions électorales, mais il y sera procédé dans une autre session, parce qu'on ne peut se flatter de faire passer ces deux bill dans le courant de l'année. Cette déclaration forme le nœud du débat qui va s'ouvrir. Le premier ministre y ajoute l'avis que le nombre des sièges parle-

mentaires sera augmenté pour donner à l'Écosse le supplément de représentation auquel elle a droit, et cet autre avis que la loi des circonscriptions ne sera dans aucun cas applicable à l'Irlande. Voilà en substance le premier discours de M. Gladstone, en présentant son projet de bill. Il variera ce thème à l'infini jusqu'à la fin de la discussion avec une intarissable éloquence, mais il ne dira pas autre chose.

Il est impossible de ne pas admirer la fermeté, l'impassibilité avec laquelle cet homme d'État s'enferme, s'isole dans son idée, sans tenir aucun compte de ce qui se passe dans le reste du monde et de ce qu'on pense ou de ce qu'on dit autour de lui. Pour arriver à ses fins, il fait alliance avec les radicaux, il donne place à leurs chefs dans le cabinet, et abandonne tout contrôle sur la nature intempérante de l'un d'eux, le mandataire du *Caucus* de Birmingham; il laisse à M. Chamberlain le droit de tout dire, même que les propriétaires ruraux sont des *voleurs* et les ouvriers des campagnes les victimes de leurs *vols*. D'un autre côté, après avoir fait admettre l'Irlande au bénéfice du *people's bill*, qui augmente de quatre à cinq cent mille le nombre des électeurs des comtés irlandais, il l'affranchit, dans sa proposition, de la loi des circonscriptions, et maintient en sa faveur un excédent de représentation de sept collèges qu'une équitable répartition aurait dû lui enlever. L'éloignement du siège du gouvernement donne droit à une plus ample représentation des corps électoraux, — le premier ministre n'a jamais donné d'autre explication du privilège constitué pour l'Irlande. On dit que, dans ces conditions, le prochain renouvellement du Parlement garantit à M. Parnell une escorte de quatre-vingt-dix *home-rulers*. Si M. Gladstone, avant de faire la part aussi belle aux ennemis irréconciliables de l'union, n'a pas renouvelé avec M. Parnell le pacte de la prison de Kilmainham, il a été bien généreux, et, s'il n'a pas vu que le bataillon des intransigeants d'Irlande faisait courir plus de risques aux institutions parlementaires que l'opposition conservatrice, il a été bien aveugle.

Après avoir enserré les libéraux, les anciens whigs, entre les radicaux et les parnellites, M. Gladstone a mené le Parlement comme il l'a voulu. Il n'a trouvé de résistance sérieuse que dans les rangs de son propre parti, parmi les hommes qui, comme M. Goschen, se ménagent l'avenir. Pour arrêter le progrès de ses propositions ou faire tomber le cabinet sous un vote de censure, il eût fallu un de ces puissants interprètes des passions du dehors, dont le souffle eût fait pénétrer dans la Chambre les sentiments d'horreur qu'excitait dans le public la nouvelle du massacre successif des garnisons du Soudan, l'anxiété qu'inspirait le sort de

Gordon envoyé à une mort certaine selon toutes les apparences, puis désavoué et enfin tardivement secouru, l'indignation mêlée de terreur provoquée par les explosions de dynamite dont le retentissement ébranlait jusqu'aux voûtes de Westminster, et la juste réprobation que l'opinion attachait aux incertitudes, aux contradictions ou aux contresens de la politique générale du cabinet. Mais le grand orateur ne s'est pas trouvé sur les bancs de l'opposition.

En l'absence d'un *leader* capable de la conduire à la victoire, le public s'est pris d'engouement pour ce lutteur indépendant que connaissent déjà les lecteurs de la revue, lord Randulph Churchill, chef jusqu'à présent un peu ridicule d'un parti qui tenait tout entier sur un banc, et dont les quatre membres votaient le plus souvent en sens contraire. La faveur publique l'a adopté pendant la dernière session. Elle a découvert que *Randy*, c'est le sobriquet qu'on lui a donné, avait de l'éloquence, qu'il sait parler de tout avec un aplomb imperturbable, qu'il a le talent d'exciter et de braver la colère du ministre tout-puissant, en lui rendant rebuffade pour rebuffade.

Il est vrai qu'il ne fait pas la vie plus douce aux chefs de son propre parti. Incapable de demeurer dans le rang, il faut à tout bout de champ qu'il pointe; et si les *leader* de l'opposition veulent rester d'accord avec lui, ils n'ont qu'à le suivre. Il y eut un moment où l'on ne voyait dans les rues de Londres que le portrait du nouveau Disraëli; son éloge ou son dénigrement fournissait de la copie à tous les journaux. C'est le *rising man*, ou le Marcellus, dont un voile couvre encore la destinée incertaine. Passera-t-il comme un météore avec les circonstances qui l'ont produit? Est-ce un futur *leader* du parti conservateur? Mais qu'on prenne garde à ce nouveau Disy ! S'il promet aux conservateurs de les ramener au pouvoir, il ne leur promet pas d'y apporter leur programme sans variantes. Sous cet aristocrate en ébullition, il y a parfois un radical prêt à devancer le chef nominal du radicalisme gouvernemental, sir Ch. Dilke lui-même, dans la voie de la réforme électorale ou même agraire. Il est vrai que les ministres radicaux se sont chargés, à l'exception de M. Chamberlain, de lui démontrer que, pour garder le pouvoir, il n'est pas nécessaire de tenir le même langage que pour le conquérir.

A vrai dire, l'opposition de la Chambre basse n'a pas été à la hauteur de la lutte engagée. Elle a été battue sur toutes ses propositions de censure contre le ministère, et le *people's bill* a franchi, avec des majorités grandissantes, l'épreuve des trois lectures. Les conservateurs ont même abandonné la partie en grand nombre au dernier scrutin. M. Gladstone s'est un peu hâté d'en conclure qu'il les avait tous convertis, et, selon l'usage, il a voulu constater

que son bill avait passé, *nemine contradicente*, mais il s'était trop hâté ; la minorité inconvertissable a réclamé, et le premier ministre a dû lui-même demander le lendemain la rectification de son erreur.

Ce n'est pas la seule qu'il ait commise dans le cours et dans l'emportement de ce débat, faute de trouver, sur les bancs opposés de la Chambre basse, un adversaire digne de ses coups et capable de le contenir dans les limites de la prudence. Nous relèverons une des erreurs de M. de Gladstone dans cette discussion, parce que nous lui devons un mot qui résume la situation « Le marquis de Salisbury nous accuse, s'écrie-t-il, de vouloir, en demandant la disjonction des deux bills, mettre *la corde au col* du parti conservateur pour lui faire voter le bill des circonscriptions comme nous voudrons. » Il se trouve que le mot n'a pas été dit par le marquis de Salisbury. Sans se troubler, M. Gladstone soutient qu'il rend mieux la pensée du noble lord que toutes les paroles qu'il a pu prononcer, et qu'il est tout à fait digne d'un orateur qui sait par excellence frapper un mot sur une situation. Il est certain que le mot était juste.

La Chambre des communes est sortie singulièrement amoindrie de cette lutte inégale, disparate, qui ne répondait pas en tout cas à l'état des esprits au dehors. C'est à la Chambre haute que la partie sérieuse allait s'engager. Le bill lui fut apporté aussitôt après le vote du Parlement. Des paroles comminatoires l'accompagnaient. M. Gladstone avait dit que, si une agitation extérieure était nécessaire pour faire comprendre à la Chambre haute le vœu du pays, elle se produirait ; mais les avertissements menaçants n'exercèrent pas plus d'influence sur les résolutions de la pairie que les offres de transactions officieuses. Le parti conservateur qui dispose d'une large majorité chez les lords, résigné à accepter l'extension aux comtés du régime électoral des bourgs, était décidé à ne pas permettre que l'augmentation du nombre des électeurs ruraux se traduisît en fait par un accroissement de la représentation des villes, et il entendait ne se laisser désarmer par aucune promesse : il se déroba donc à la *corde* qu'on voulait lui passer au cou et il se rallia tout entier autour de son chef. Le marquis de Salisbury, sans se laisser ébranler par les sollicitations de quelques amis timides, déclara que son parti était près de s'incliner devant la volonté du corps électoral soit pour la question de procédure parlementaire, soit pour la question de principe, quand elles auraient été l'une et l'autre tranchées par le résultat d'une élection générale. Le bill, en conséquence, fut rejeté à la deuxième lecture par 182 voix contre 132. M. Glasdone, relevant aussitôt le défi, annonça la convocation des Chambres, en session extraordi-

naire pour la fin d'octobre, et la présentation à nouveau du *people's bill*, qui serait discuté, toute affaire cessante.

Ainsi l'un des partis réclamait la réforme complète — principe et application — ou l'appel au pays, l'autre ne voulait qu'une réforme de principe et déclinait l'intervention anticipée du corps électoral pour trancher le différend. Les premiers formaient le parti conservateur groupé autour de la Chambre des lords, les seconds s'intitulaient le parti libéral inféodé à M. Gladstone. Si un étranger avait eu à qualifier les deux partis en présence, il aurait été excusable d'intervertir leurs désignations officielles.

IV

La session hors parlement commence à la fin de juillet. Le gouvernement ne perd pas de temps pour livrer une première bataille qu'il compte rendre décisive. Un meeting monstre d'indignation est convoqué à Hyde-Park, dès le 22. C'est un branle-bas général dans le parti. La police est de connivence dans l'intérêt de l'ordre. A partir de deux heures, tout trafic est interdit dans les rues pour faire place aux manifestants. Des bataillons serrés, transportés aux frais des associations radicales de province, descendent de toutes les gares de chemins de fer. La grande armée libérale se forme sur les quais de la Tamise. A trois heures, elle s'ébranle au son du canon et, pendant trois heures, elle ne cesse de s'écouler sur Hyde-Park, avec un épouvantable charivari dans lequel on distingue quelques essais de *Marseillaise* ou de marche funèbre pour saluer les amis ou vouer les ennemis aux dieux infernaux. C'est une revue générale de tous les corps de métier. La musique en tête, quelle musique! puis les étendards, les oriflammes rutilantes, les drapeaux-programmes; les ouvriers des campagnes, avec des échalas de houblon enrubannés, dont ils n'ont heureusement pas abusé; d'autres, avec un hareng ou un saucisson emblématique au bout d'une gaule; puis les pains de la réforme, le gros pour le vieux grand homme, l'autre, le petit, pour le marquis de Salisbury; la mule de l'union des ouvriers en cuir; la presse, qui imprime, tout en circulant, les résolutions du meeting; la locomotive réformatrice, le bateau tout monté avec son équipage. Tous ces braves gens, bien que convaincus de faire besogne sérieuse, avaient surtout l'air de s'amuser. Il paraît qu'il ne faut pas voir de trop près les meetings monstres. Ces charivaris, ces cortèges grotesques, ces farces ambulantes, qui se terminent en réclames commerciales, donnent surtout l'idée d'une parade de foire. Mais n'oublions pas que la scène se passe en Angleterre. Dans le pays de Falstaff, le bouffon se mêle toujours au sérieux.

Eh bien, le sérieux de l'affaire, c'est que la manifestation, d'après les juges impartiaux, les reporters des grands journaux, n'a compté que trente mille têtes au lieu de deux cent mille. La pluie aidant, bon nombre des voyageurs, arrivés de province gratis, se sont arrêtés dans les *public-house*. Bref, le meeting monstre, l'*indignation monday* a été une défaite. Il a tourné à la confusion des libéraux. Les conservateurs ont répondu par le meeting de *Pomona Garden*, à Manchester, par le pique-nique de *Nostel Priory*. Il paraît que l'avantage des gros bataillons leur est resté, car leurs adversaires ont tout de suite avisé à une autre manière de démontrer qu'ils avaient raison. Ils ont prétendu que ce n'était pas le nombre des manifestants, mais celui des manifestations qui établissait le bon droi.

Dès le commencement de cette guerre de meetings, il devint évident que le gouvernement ou, du moins, M. Gladstone et les whigs du cabinet ne menaient pas le mouvement. La grande manifestation de Hyde-Park était encore par les rues, que déjà un des principaux organes du radicalisme gouvernemental imprimait les lignes suivantes : « La manifestation actuellement sur pied ne doit pas perdre sa force, la plus grande que comporte la dynamique politique, à demander uniquement la réforme électorale. C'est déjà chose jugée. Il faut profiter de la présente agitation pour nous débarrasser d'une assemblée obstructionniste qui rend toute législation impossible. Nous ne pouvons plus vivre avec la Chambre des lords, et le temps est venu de voir si nous ne pouvons pas vivre sans elle. La Chambre héréditaire de notre législature a fait son temps et ne peut être tolérée davantage par un peuple libre. » C'est le programme de la campagne que, sous le masque de la réforme électorale, les radicaux vont suivre pendant les mois d'août et de septembre devant l'indifférence et l'abstention de plus en plus marquée de leurs associés parlementaires. On n'entend plus qu'un cri dans les réunions des amis du gouvernement : *Sus à la Chambre haute!* On prend courage à cet exercice, les idées s'éclaircissent, et l'on s'attaque ouvertement au principe héréditaire dans les institutions politiques, sans s'inquiéter de la portée que peuvent avoir de semblables paroles.

Le congrès des *Trade-Unions*, qui venait de se réunir pour sa session annuelle, se chargea de tirer les conséquences des paroles enflammées des meetings. La proposition d'effacer le principe héréditaire de la constitution y est introduite, l'auteur de la motion a soin d'expliquer qu'elle s'étend à la royauté elle-même, et elle est adoptée à l'unanimité, moins une voix, par les représentants des cinq cent mille ouvriers anglais affiliés à la grande ligue du travail. L'hérédité politique se confond en Angleterre avec l'hérédité terri-

toriale. Le principe même de la propriété n'échappa donc pas, dans cette surenchère de destruction, aux radicaux qui se montrent en toute circonstance les plus fermes soutiens du gouvernement de M. Gladstone. Deux députés attachent leur nom aux plus violentes attaques dirigées contre les institutions, et s'il faut en croire les propos d'un diplomate allemand qui se trouvait en ce temps en mission en Angleterre, il y a tel ministre de la reine qui ne s'effraye pas de la perspective d'un coup de *balais* dans les institutions fondamentales du pays.

On s'est demandé un moment, surtout au dehors, si le sol allait s'ouvrir sous le palais de Westminster et sous le palais de Windsor, et si toutes les institutions, que nous avions justement enviées jusqu'à présent à l'Angleterre, allaient disparaître dans un commun cataclysme. La Chambre haute, tout au moins, disait-on sur le continent, va payer de sa tête son imprudente résistance à un *fiat* du ministre qui résume tout le gouvernement de l'Angleterre dans son cerveau.

V

Rien n'est moins justifié que le procès qu'on intente, dans les meetings radicaux, à la Chambre haute, et hâtons-nous d'ajouter que les alarmes ou les présomptueuses espérances que font naître les propos désordonnés des meetings, voire même du grand congrès des Trade-Unions, quand il veut se constituer en corps politique, ne sont pas fondées.

Dans un royaume où le souverain a renoncé à exercer son droit de véto, une Chambre haute peut seule opposer une barrière à la dictature législative de la Chambre basse; et, en fait, le Royaume-Uni ne compterait qu'une succession de conventions septennales si le contrôle de la Chambre haute venait à disparaître. Ceux, d'ailleurs, qui parlent de supprimer la Chambre haute, comme on supprime chez nous un sénat, oublient complètement que la pairie anglaise est tout à la fois une institution politique et sociale. Quand même on abolirait la Chambre des lords, les pairs d'Angleterre n'en représenteraient pas moins tous les intérêts permanents de la société, seulement, au lieu de les représenter dans une Chambre distincte, ils envahiraient la Chambre des communes, où ils compléteraient le parti conservateur et lui assureraient une majorité qui, n'ayant rien à ménager, tomberait à son tour dans les excès de l'intransigence.

Il est vrai que les réformateurs radicaux songent à couper l'arbre dans la racine, et ce n'est pas seulement à la pairie comme institution politique qu'ils s'attaquent, mais c'est à la propriété même qui constitue sa puissance sociale. Le temps n'est pas encore venu où

la pairie, n'ayant plus de service à rendre, n'aura plus que ses droits à invoquer pour la défense de sa position territoriale. Laissons parler un orateur dont les adversaires de la pairie ne peuvent récuser ce jugement.

« Je tiens pour un bienfait la position qu'occupe dans le pays la classe constituée par la propriété du sol; cette position, elle la doit à la résidence, aux rapports personnels et familiers, à un échange de sentiments sympathiques avec la population parmi laquelle elle vit; elle la doit à une longue et traditionnelle intimité transmise de génération en génération et marquée par l'accomplissement constant du devoir sous quelque forme qu'il se présente, soit pour l'administration de la justice, soit pour la défense du pays, soit pour l'éducation de l'enfance, soit pour la satisfaction des besoins spirituels ou moraux de la société; partout où il y a du bien à faire, un service à rendre à la société, sous une forme quelconque, la classe des landlords répond à l'appel. » C'est M. Gladstone qui tenait ce langage, il n'y a pas bien longtemps.

Nous ne prétendons pas qu'il n'y ait aucune réforme à apporter à la machine parlementaire anglaise; mais la branche de la législature dont il est urgent de modifier l'organisation, ce n'est pas la Chambre haute, c'est la Chambre des communes. On essaye de donner le change à l'opinion, quand on dénonce les obstructions que la pairie oppose à la confection des lois réclamées par les besoins de la société moderne. Toutes les réformes économiques ou politiques, les *people's bill* comme le rappel des *cornlaws*, que le pays a demandées, ont été votées en temps utile par la Chambre haute; mais ce qui est en souffrance, c'est la législation courante, ce sont les grandes lois d'organisation intérieure. Si le pays attend encore des réformes telles, par exemple, que la codification des lois pénales, ce n'est pas dans les *pigeons boxes* de la Chambre haute, mais dans les cartons de la Chambre basse, qu'il faut chercher leurs projets indéfiniment ajournés.

Qui trop embrasse mal étreint. Le Parlement justifie tous les jours ce proverbe. Il a successivement usurpé sur tous les pouvoirs, sur le judiciaire, comme sur l'exécutif, comme sur l'autre branche de la législature. Après avoir, en fait, dépouillé la couronne de son droit de véto, il entreprend aujourd'hui, sous prétexte de réforme de la loi électorale, d'enlever à l'autre Chambre ce qui lui reste aussi de son droit de véto. Le Parlement légifère, mais il se flatte en même temps de juger et d'administrer; il juge et administre, non seulement pour le temporel, mais pour le spirituel. Ne l'avons-nous pas vu, il y a bien peu d'années encore, décider dans quel sens le prêtre doit se tourner à l'autel, quels ornements il doit

porter, sous peine de révocation? Ne l'avons-nous pas vu plus récemment encore prendre en sérieuse considération la proposition de réformer l'orthographe anglaise par voie législative? Une Chambre ne peut tout à la fois faire sa propre besogne et celle des ministres, des juges, des évêques, voire même des académiciens. Les inconvénients de ces abus croissent chaque jour avec l'énorme extension de l'Angleterre. On comptait 10 millions de sujets dans le Royaume-Uni au siècle dernier, leur nombre dépasse aujourd'hui 36 millions, sans parler des sujets indous ou des concitoyens australiens et canadiens de la *Greater Britannia*. C'est pour plus de 300 millions d'âmes que le Parlement doit légiférer aujourd'hui. Encore si l'on restait fidèle aux anciennes traditions d'autonomie, d'isolement, d'indépendance locale et privée qui caractérisaient jadis les institutions de l'Angleterre, mais aujourd'hui tout est à la centralisation, à l'économie des frais généraux par la substitution de l'État à l'entreprise privée, de la force commune à l'effort individuel. Le renouvellement est à l'ordre du jour en Angleterre, pour son organisation intérieure; tout change, tout se simplifie dans les institutions locales, administratives, judiciaires; mais ce qui ne change pas, ce qui garde sa complication d'origine, c'est l'antique machine parlementaire avec son règlement traditionnel. Elle est encore, à bien peu de chose près, constituée comme du temps où ses membres se réunissaient dans la chapelle de Saint-Étienne. Tout s'est transformé, sauf les anciens us qui règlent ses travaux et ses discussions et garantissent à chacun de ses membres la liberté indéfinie de la parole; si l'on a tenté, dans ces dernières années, de porter remède à ces abus, l'issue de l'épreuve est encore bien douteuse. L'ancienne institution parlementaire n'est plus en rapport ni avec les besoins ni avec les mœurs de la société moderne. Tous les membres du Parlement étaient et se disaient autrefois gentlemen, loyaux et fidèles sujets de la couronne; ils relevaient de leurs électeurs le jour où ils montaient sur les *hustings*, mais le reste du temps ils ne relevaient que de leur conscience. Il n'en est plus tout à fait ainsi aujourd'hui : les uns sont des rebelles avérés, comme les *home-rulers;* les autres ont reçu un mandat impératif du *caucus* de Birmingham ou de quelque autre foyer du radicalisme; tous sont sous le regard de la presse qui les surveille du haut de sa galerie, et à la merci du télégraphe qui les oblige à entretenir le Parlement, à l'ouverture de chaque séance, des affaires particulières de leur clocher électoral. Les *questions*, qui se multiplient de jour en jour, font perdre au Parlement au moins autant de temps que les manœuvres des obstructionnistes. Le mal se faisait déjà sentir du temps de lord Palmerston. Pour expliquer le changement qui se

produisait dans la tenue et les mœurs du Parlement, on lui disait que la réforme avait recruté les membres des Communes dans d'autres classes qu'auparavant. « Non, répondit-il, ce sont bien les mêmes hommes, mais autrefois ils parlaient pour les loges, aujourd'hui c'est pour le parterre. » Le mot est de plus en plus exact, il n'indique malheureusement pas le remède au mal qu'il signale. Nous pensons, quant à nous, que l'Angleterre serait bien inspirée si, ajournant la réforme de la Chambre haute, elle avisait d'abord au moyen de faire fonctionner régulièrement les Communes et de rendre à leurs membres le sentiment de ce qu'ils doivent, indépendamment de toute considération électorale, aux institutions dont la garde leur est confiée.

VI

Le Parlement, à son retour pour la session d'automne, au commencement de novembre, trouva la situation singulièrement aggravée. Dans sa tournée du Midlothiam, M. Gladstone ne s'était pas ménagé, il avait prononcé autant de discours qu'en 1880; ses paroles alignées et placées les unes à la suite des autres auraient pu, selon la remarque de Carlyle, à propos de ses précédents exploits oratoires, couvrir plusieurs milles. Il ne s'est pas contenté de discourir du haut des balcons, des estrades, des charrettes transformés en tribune; quand les trains s'arrêtaient pour faire de l'eau, il parlait par les portières des voitures, si bien qu'il a fallu lui interdire cet exercice pour maintenir la circulation. Il ne réussit pas cependant à en dire assez pour les intransigeants d'Ecosse. On le trouva mou, parce qu'il avait émis le vœu de n'avoir pas besoin, pour faire passer son bill, de toucher aux institutions. Rien moins que la disparition de la Chambre haute ne pouvait satisfaire la colère de la foule ameutée. Des gros mots et des menaces on en était venu, dans les meetings, aux insultes et aux voies de fait. A Birmingham, les conservateurs avaient été assommés et chassés de leur salle de réunion. Un ministre de la reine prit la défense des émeutiers à la rentrée du Parlement, qualifiant de *chacals* ses collègues de l'opposition. Il eut seulement la mauvaise chance de citer, pour les besoins de sa cause et la défense de ses clients, des pièces qui se sont trouvées fausses et dont la production fait poursuivre en justice les auteurs de la falsification.

C'est dans ces conditions que M. Gladstone présenta de nouveau son bill au commencement de novembre. Rien n'était changé au projet que la Chambre avait déjà voté, la priorité du vote sur le bill électoral était maintenue comme un principe absolu. Le pre-

mier ministre, qui, depuis son voyage d'Écosse, montrait, tout au moins dans ses paroles, une modération relative, voulut bien, cette fois, s'expliquer sur les bases de son projet pour le remaniement des circonscriptions. Il annonça que le nombre ne serait pas la seule règle de répartition, et qu'il serait tenu compte des situations acquises par une longue possession du privilège électoral, des intérêts des différentes classes de la population et des conditions distinctes des trois parties du Royaume-Uni.

Quand le nouveau bill, voté presque sans débat à la Chambre basse, fut porté devant la Chambre des lords, la situation se trouva la même qu'à la fin de juillet. Quelques membres, il est vrai, effrayés de ce que présentaient de spécieux les propositions du gouvernement, craignaient l'impression défavorable que produirait leur rejet pur et simple. Ils firent ressortir les complications pleines de dangers qu'une semblable décision pouvait faire naître. Soit que le ministère se résignât à faire un appel au pays, soit qu'il mît les conservateurs en demeure de prendre le gouvernement, ils étaient convaincus que, dans aucun cas, ils ne réussiraient à faire passer, contre la coalition des whigs, des radicaux et des parnellites, une loi plus favorable à leurs intérêts que le projet du gouvernement. Néanmoins la majorité de la Chambre haute persista à se rallier autour de son chef, et le marquis de Salisbury demeura inébranlable dans sa résolution de rejeter toutes les propositions du gouvernement tant qu'on n'aurait pas obtenu d'autres garanties que des promesses relativement au bill des circonscriptions. Les choses en étaient là, les deux partis semblaient avoir brûlé leurs vaisseaux, leurs chefs s'étaient enferrés, le conflit était ouvert entre les deux Chambres : on aurait fait à moins une révolution en France : mais voici que ce beau feu tombe tout à coup. Il se trouve qu'il n'y a jamais eu qu'un malentendu entre le gouvernement et l'opposition.

M. Gladstone vient de faire passer aux leaders du parti conservateur de nouvelles propositions qui ont dissipé ce nuage. Le public apprend tout à la fois leur communication et leur acceptation. M. Gladstone et sir Ch. Dilke, d'une part, le marquis de Salisbury et sir Stafford Northcote n'ont eu qu'à s'aboucher pour tomber d'accord. Aussitôt après leurs premières rencontres, on apprit que, s'il subsistait quelque divergence entre les uns et les autres, c'est que les représentants de la grande propriété se proposaient de faire une part plus large au nombre, c'est-à-dire à la démocratie, dans la nouvelle répartition des sièges parlementaires, et M. Gladstone de tenir plus de compte du passé et des intérêts. Heureux pays où les conservateurs sont plus libéraux que les libéraux et les libéraux plus conserva-

teurs que les conservateurs! Heureux surtout le pays qui a su conserver la royauté comme la pierre fondamentale de ses institutions! Le souverain se tient à l'écart, il se dissimule et se tait quand rien n'entrave la marche régulière du gouvernement. Mais une difficulté survient, une dissidence se produit entre les deux Chambres, un conflit est imminent. Le cabinet, avec une majorité dans une Chambre, est tenu en échec par l'opposition appuyée sur l'autre Chambre. Le chef héréditaire de la nation intervient. Il ramène les esprits échauffés ou égarés sur le terrain où ils doivent s'entendre. La reine vient de rendre ce service au pays. Il lui doit la pacification qui a subitement succédé aux grondements de l'orage. Sur l'ordre de la reine, le duc d'Argyle, le duc de Richmond et lord Cairns ont porté ses conseils aux uns et aux autres. Pour appuyer ses avis, ils ont rappelé aux entêtés que, si le dernier mot reste à la nation dans les institutions de la libre Angleterre, il appartient à la couronne de provoquer ce jugement, quand elle croit le moment venu.

Sans cette pression, M. Gladstone, qui commençait sans doute à trouver que l'agitation marchait beaucoup plus dans la voie de M. Chamberlain que dans la sienne, n'hésita pas à faire la proposition qui a obtenu l'agrément des deux partis. Elle établit la solidarité des deux bills de réforme électorale et parlementaire, la simultanéité pour leur exécution au 1er janvier 1886; elle exige le concert préalable entre les leaders des deux partis, pour arrêter les bases d'un bill des circonscriptions qu'ils s'engagent réciproquement à faire voter, les uns par la Chambre haute, les autres par la Chambre des communes.

La réforme électorale est déjà votée par les deux Chambres; et le bill des circonscriptions préparé en dehors des Chambres par leurs leaders a déjà passé en seconde lecture à la Chambre des communes. Il pose en principe, comme base du système, le collège de cinq mille électeurs représentant cinquante mille habitants et ayant droit à un siège au Parlement; mais après la règle viennent les exceptions. Vingt-deux villes nommeront deux députés, parce que leur population est trop faible pour qu'on la divise en deux collèges; les grandes agglomérations, comme Londres, n'obtiendront qu'un député par sept mille électeurs, etc., etc. La représentation des minorités et le scrutin de liste sont sacrifiés et remplacés presque partout par la représentation uninominale. De part et d'autre, on a cru trouver plus de garanties, pour l'interprétation équitable des vœux du pays, dans le système qui multiplie les collèges et substitue les circonscriptions restreintes et le vote uninominal aux collèges nombreux et au scrutin de liste, même corrigé par le vote cumulatif des minorités.

Après l'entente établie entre les Chambres, la pacification s'est

produite dans le pays comme par enchantement. La nation, engagée malgré elle dans une mauvaise affaire, a lieu de se féliciter de la manière dont elle en est sortie. La reine a rendu un nouveau et éclatant service au pays; la Chambre des lords, qu'on voulait traîner aux gémonies, sort de l'échauffourée tentée contre elle, la tête haute, avec quelques nobles cicatrices de plus au front. Les whigs s'estiment heureux d'avoir échappé à la tyrannie de leurs associés radicaux, et les tories considèrent que, la réforme étant inévitable, ils ne pouvaient en être quittes à meilleur compte. Les mécontents, ce sont les radicaux; c'est M. Chamberlain, dans le cabinet; M. Morley, dans la presse; M. Wilfrid Lawson et M. Labouchire, aux Communes. Ils se croyaient déjà assurés d'étrangler tout au moins la Chambre des lords, quand M. Gladstone leur a échappé! D'autres mécontents, mais mécontents muets, ce sont ces députés par centaines qui ne retrouveront plus leur siège aux prochaines élections, et dont beaucoup seront condamnés à lutter contre des amis, sur leurs propres terres électorales. Nous ne parlons pas des parnellites, mécontents quand même, quoi qu'il arrive, tant qu'ils n'auront pas lassé la patience de l'Angleterre et obtenu la séparation de corps que les députés irlandais tentent d'imposer au Parlement par leurs manœuvres obstructionnistes, et les affidés des sociétés secrètes à la nation anglaise par le couteau et la dynamite des assassins. Nous aurions tort de finir l'énumération des mécontents sans y réserver une place pour les alarmistes de la presse continentale, qui portaient déjà le deuil de la vieille Angleterre et qui pleuraient les institutions de la monarchie parlementaire, dont elle garde le dépôt, avec des larmes de crocodile.

VII

Il nous reste maintenant, pour conclure, à répondre à une question bien naturelle et qui nous intéresse en France au plus haut point : que va-t-il se passer en Angleterre? L'événement laisse M. Gladstone au pouvoir, en apparence plus puissant que jamais. Cependant la situation politique du parti conservateur, particulièrement au point de vue de l'avenir, s'est notablement améliorée. Par sa résistance et sa ténacité, il a fortifié et réhabilité la majorité de la Chambre des lords, il a complètement défait les radicaux et triomphé de l'agitation soulevée contre elle. Il a placé le marquis de Salisbury dans une situation puissante devant le pays. Le gouvernement, après qu'il aura fait voter le bill des circonscriptions électorales avec l'assistance des conservateurs, se trouvera condamné à garder le pouvoir dans les conditions les plus

défavorables pour son prestige. Hâter le moment de l'appel à la nation est impossible. Neuf mois sont nécessaires après le vote de la nouvelle loi électorale, et suivant les délais légaux, pour que la cour d'enregistrement et la commission des circonscriptions terminent leur travail. Le corps électoral actuel cessera donc d'exister après le vote de la loi des circonscriptions; et, en attendant que le nouveau ait pris naissance, il n'y aura plus de collège capable de délivrer le mandat représentatif. D'un autre côté, le cabinet sera dans l'impossibilité de se retirer, parce que l'autre parti ne peut prendre les affaires en présence d'une majorité acquise à l'opposition, sans le pouvoir de dissoudre. Ainsi, quoi qu'il en pense, M. Gladstone aura à diriger, pendant neuf mois, une Chambre ayant perdu sa raison d'être, avec l'absence complète de cri populaire dans sa bouche, avec un grand nombre de ses partisans mécontents ou découragés, par suite du rôle qu'on leur a fait jouer dans la campagne du *reformbill*, ou du résultat qu'on leur a imposé. Pendant cette période, il sera attaqué chaque nuit sur les conséquences de sa politique étrangère et coloniale, sans qu'il puisse de nouveau tenter de détourner l'attention publique sur quelque grande entreprise de législation intérieure. Il aura aussi, dès le commencement de cette année, à réviser ou à abandonner le *coercion-bill* irlandais, assuré dans cette affaire de scinder irréparablement le parti qui le soutient. — Et après une semblable session parlementaire, il sera obligé de comparaître devant le pays tellement discrédité, que les conservateurs, pour peu qu'ils jouent leur partie avec une habileté suffisante, auront toutes les chances de revenir au pouvoir avec l'assurance d'une large majorité et la garantie d'une longue durée.

On parle bien aussi d'une autre combinaison, d'un rapprochement des whigs et des tories de l'ancienne tradition qui, après avoir travaillé ensemble dans la commission du bill de remaniement, auraient appris à se mieux connaître et finiraient par sacrifier les préjugés de parti qui les séparent uniquement aux intérêts du pays, qui commandent leur réconciliation. Jusqu'à nouvelle information, nous ne croyons pas encore à ce rapprochement qui impliquerait de la part des whigs le sacrifice de leur popularité. Depuis cent cinquante ans, ils jouissent presque sans interruption de l'agréable cumul de la faveur populaire et des avantages du pouvoir. S'ils s'entendaient avec les tories de l'école libérale, ils laisseraient une place à gauche qu'ils ne paraissent pas encore résignés à laisser remplir par d'autres. La transaction, ce que nous appellerions en France la fusion des centres, se fera sans doute un jour en Angleterre, mais sous la haute pression des événements.

En résumé, la loi, dont nous venons de rappeler la récente his-

toire, porte à cinq millions le nombre des électeurs du Royaume-Uni. Au delà, il n'y a plus que le suffrage universel, et celui des femmes après celui des hommes. A moins d'en venir, comme le demandent certains organes radicaux, au suffrage des colonies, de cette masse humaine que sir Ch. Dicke a appelée la *Greater Britannia*, la constitution anglaise ne franchira plus une étape plus sérieuse que celle qu'elle vient de fournir avec M. Gladstone. Ce dernier exploit ajoutera-t-il beaucoup à sa gloire? Il est permis d'en douter. Il ajoutera en tout cas beaucoup à sa responsabilité devant le jugement de l'impartiale postérité. Seul, en dehors des radicaux, il a résolu de forcer le passage de son bill de réforme par les deux Chambres et de l'imposer au pays qui n'y songeait pas. Sa volonté a été faite. Reste à savoir si un jour viendra où l'Angleterre, jouissant à son tour des avantages du suffrage universel, bénira encore la mémoire du *vieux grand homme* qui en a hâté l'avènement.

Non moins lourde sera la responsabilité de M. Gladstone devant l'histoire, pour avoir laissé acculer l'Angleterre dans l'impasse où l'Allemagne la tient aujourd'hui. Par son ignorance de l'étranger, par son entêtement et ses préjugés sur la politique extérieure, il a amené les choses au point que, d'une extrémité à l'autre du Royaume-Uni, de la métropole jusqu'à la plus lointaine de ses colonies, il ne s'élève plus qu'un cri : des vaisseaux et encore des vaisseaux pour doubler la flotte britannique sur toutes les mers, des fortifications pour protéger les chantiers et les dépôts de charbon de l'Angleterre dans les deux hémisphères, des hommes pour ses armées de l'Égypte, du Soudan, du Cap, de l'Inde, sans parler de la réserve pour la défense du sol des Iles sacrées. Il n'y a plus d'autre préoccupation en ce moment dans le Royaume-Uni ; on ne demande qu'une chose au ministère, toute affaire cessante, des armes pour maintenir l'Angleterre à son rang parmi les nations. M. Gladstone sera-t-il condamné à faire jusqu'au bout la palinodie de son passé; et l'apôtre de la paix quand même, de la paix universelle, finira-t-il par mettre de ses propres mains le feu aux cinq parties du monde? Espérons que la Providence, amie de sa renommée et de notre repos, nous épargnera cette conséquence suprême de ses fautes. Sa succession n'est, en tout cas, pas enviable dans les conditions actuelles. Il y a donc tout lieu de croire que l'opposition, pénétrée de ses véritables intérêts, ne lui disputera pas le pouvoir avant 1886, à moins toutefois qu'il nous soit réservé de voir l'Angleterre renverser, sous une pression étrangère, un ministre tout-puissant à l'intérieur, et M. Gladstone immolé comme une victime expiatoire sur l'autel de la paix.

Ch. Gavard.

LA MARQUISE DE FORBIN D'OPPÈDE

Parmi les personnes qui brillent dans cette portion choisie de la société qu'on appelle le monde, il en est qui disparaissent tout entières, ne laissant après elles qu'un souvenir fragile et léger, comme le parfum de la rose ou l'écho d'une voix dans la montagne. Partout où elles paraissent, elles attirent les regards et les hommages; la foule, qui va à ce qui retentit ou resplendit, comme le papillon vole à toute flamme, s'empresse sur leurs pas et leur forme une cour; il semble que ce bruit qui se fait autour d'elles a trop d'éclat pour ne point durer et que cette notoriété de salons et de journaux se rapproche assez de l'illustration pour ne pas tomber tout à coup. Il n'en est rien; ces réputations de beauté, de magnificence, d'esprit même, sont aussi passagères que la mode, aussi inconsistantes que la vie humaine. Le flux du monde les apporta; le reflux de la mort les remporte.

La mémoire de la marquise de Forbin d'Oppède n'a rien à craindre de pareil. Éminente par la piété, par l'intelligence, par la fermeté de ses affections et de son caractère, elle est de celles que la mort grandit et consacre; elle a été quelqu'un, elle a laissé des œuvres, et son nom est gravé sur quelque chose de plus solide que le sable mouvant des vanités mondaines. Nous voudrions essayer non pas d'écrire une histoire en règle de sa simple et forte existence, mais d'en retracer les principaux traits, d'étudier son esprit et son cœur, de faire, en un mot, de cette femme remarquable, moins une biographie qu'un portrait où ceux qui la connurent pussent la retrouver et les autres apprendre à la connaître. Honoré de son amitié constante, nous ne pouvons, nous ne devons dire d'elle que du bien : devoir facile à qui n'a que du bien à dire. Si elle ne fut point parfaite, du moins, elle ne fut jamais volontairement imparfaite, et ce serait manquer à sa mémoire que manquer à la vérité, même pour faire son éloge; car elle poussa l'amour et la pratique de la sincérité jusqu'à la rudesse. Le mensonge lui fut toujours en horreur, et pour rien au monde elle n'eût voulu paraître autre et meilleure qu'elle n'était. Si elle cacha quel-

que chose dans sa vie, ce ne furent que ses bonnes œuvres. Elle était sincère avec elle-même comme avec les autres, avec le monde comme avec ses proches, et, certes, ce n'est point aux âmes de cette trempe que faisait allusion le P. Lacordaire, quand il parlait de l'immense volte-face qui se fera au jour du jugement dernier, alors que tous les hommes apparaîtront tels qu'ils sont, tous à tous, devant la majesté du Dieu vivant.

I

Marie-Aglaé-Roselyne de Villeneuve Bargemon, naquit à Vesoul, le 26 mars 1822. Elle était la fille aînée et le premier enfant du comte Joseph de Villeneuve Bargemon, alors préfet de la Haute-Saône, et de Mlle de Brosses qu'il avait épousée l'année précédente. Descendant par son père d'une des plus anciennes familles de la noblesse provençale, par sa mère d'une des meilleures familles de Bourgogne, elle trouvait dans ses parents comme dans ses ancêtres de grands exemples à suivre, de grandes vertus à imiter. Les Villeneuve, honorés dès le treizième siècle d'alliances royales, comptant parmi leurs aïeux Romée de Villeneuve, connétable, grand sénéchal de Provence, régent et tuteur de la princesse Béatrix, belle-sœur de saint Louis et héritière du royaume de Provence, et Hélion de Villeneuve, grand maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, s'honoraient de la gloire plus rare et plus haute encore d'avoir donné des saints à l'Église, saint Elzéar et la bienheureuse Roselyne, l'un évêque de Digne, l'autre religieuse, tous deux frère et sœur d'Hélion de Villeneuve. En recevant au baptême le nom de Roselyne, la première-née du comte Joseph de Villeneuve était donc placée sous le patronage direct d'une sainte de sa famille.

Obligé par la Révolution de chercher fortune et de refaire sa situation, fils de ses œuvres comme s'il n'eût pas été le descendant d'une longue suite d'illustres aïeux, le comte Joseph de Villeneuve avait été nommé préfet de la Haute-Saône, après les Cent-jours; trois de ses frères avaient reçu de la Restauration des postes analogues, et tous remplissaient ces importantes et délicates fonctions avec un tel succès, que Louis XVIII disait à leur occasion : « Je voudrais avoir quatre-vingt-six Villeneuve pour en faire quatre-vingt-six préfets. » Sa fille Roselyne avait trois ans quand M. de Villeneuve, transféré de Vesoul à Mâcon, fut élu député à l'unanimité par le collège électoral de son ancienne préfecture. Deux ans après, il était nommé, presque malgré lui, directeur général des douanes, puis, en 1828, directeur général des postes, et il partagea dès lors son existence entre Paris et le château de Bois-le-Roi, qu'il

avait acquis dans le département de Seine-et-Marne. Après la révolution de 1830, il rentra dans la vie privée, et, jusqu'au mariage de sa fille, il vécut presque continuellement à la campagne, passant ses hivers chez sa mère, au château de Bargemon, en Provence, et le reste de l'année à Bois-le-Roi. Mme de Forbin, qui n'avait que huit ans en 1830, fut donc élevée loin de Paris, loin des villes, tantôt à Bois-le-Roi, tantôt en Provence, sans autres ressources sociales, intellectuelles et morales, que celles qu'elle trouvait en elle-même et dans le commerce de ses parents.

Nous n'aurions aucun détail à donner sur les dix-huit premières années de sa vie, si elle n'avait laissé cinq ou six pages de notes sans date, souvenirs de sa jeunesse à peine ébauchés et que la maladie ou quelque autre cause l'empêcha malheureusement de continuer. Dans ces courts fragments jetés sur le papier au courant de la pensée et de la plume, on trouvera ce qui se retrouve dans toute sa vie, la fermeté de l'esprit, la vive originalité d'une nature indépendante, ayant horreur du convenu, et cette franchise intrépide qui dit tout haut ce que d'autres ne se disent pas à eux-mêmes. « Que dites-vous de vous-même? » demandaient les Pharisiens à saint Jean-Baptiste. A cette question, Mme de Forbin n'a répondu que pour les débuts de son existence. L'accent et l'intérêt de cette réponse font regretter vivement qu'elle n'ait pu répondre plus complètement, et que la parole ait été arrêtée sur ses lèvres, presque dès les premières phrases.

Il y a des personnes, écrit-elle, qui, arrivées à l'âge auquel je suis parvenue, se rappellent distinctement les circonstances de leur enfance, et dont la mémoire garde fidèlement la trace des premiers objets dont leurs yeux furent frappés à mesure qu'ils apprenaient à regarder. Elles peuvent ainsi, à volonté, rendre la vie à ces jours ensevelis les premiers dans l'oubli. Je ne suis pas de ce nombre, et elles ont péri, même dans mes souvenirs, ces huit ou dix premières années de mon enfance, durant lesquelles mon âme entrait en rapport avec le monde extérieur. C'est à peine s'il reste dans mon esprit quelques lambeaux d'images représentant tantôt un jardin, théâtre de mes jeux, tantôt le cabinet de mon père, où je jouais aussi, avec mes sœurs, tandis qu'il écrivait à son bureau. Je ne me rappelle rien de ces premières études qui nous donnent la possibilité d'apprendre, sinon qu'elles furent tardives. J'eus beaucoup de peine à savoir lire. Je ne me souviens plus de mes jeux, sauf que j'aimais à me créer moi-même le sujet de mon amusement, préférant un morceau de papier dont mes ciseaux composaient un personnage, ou un tas de terre dont je fabriquais une maison, au joujou le plus séduisant.

Mais si j'ai oublié les objets et beaucoup des personnes qui m'entouraient alors, ma mémoire garde l'empreinte de quelques impressions plus durables, parce qu'elles se passaient dans le plus intime de mon cœur. J'étais, dès ce jeune âge, infiniment sensible aux paroles louangeuses que me prodiguaient l'affection paternelle et la complaisance des amis de ma famille. J'étais aussi très disposée à ressentir un attachement passionné, non pour des enfants de mon âge, mais pour des jeunes filles qui voulaient bien s'occuper de moi et me caresser. J'éprouvais tous les tourments de la jalousie lorsque la personne que j'aimais semblait porter ailleurs son attention, et toutes les angoisses de la séparation lorsque je cessais de la voir. Sur le point de dire adieu à une de mes cousines plus âgée que moi, à laquelle je m'étais vivement attachée, j'obtins, à force de larmes et de menaces de suicide (que je n'aurais pas eu la pensée d'exécuter), la permission de l'accompagner pour quelque temps chez sa mère. Seulement ma passion satisfaite s'éteignit très vite, et bien avant l'époque à laquelle on devait venir me reprendre, je ne redoutais plus de la voir arriver. Mes désirs, du reste, étaient toujours ardents, quel qu'en fût l'objet, soit qu'il s'agît d'obtenir la permission de quelque chose que ma cupidité convoitait, soit qu'il fût question d'une promenade ou d'une visite. Le refus et la contrariété me mettaient dans un état violent de pleurs et de cris, dont on redoutait l'effet sur ma santé. Ne pouvant briser l'obstacle, j'aurais été prête à me briser contre lui.

Cette violence d'impressions et de caractère, peinte en traits si vifs et si frappants, se retrouvait dans les sentiments de l'ardente enfant pour ses parents. Vivant le plus souvent seule avec eux, sans autre compagnie que sa sœur, plus jeune qu'elle de quelques années, elle les aimait avec passion et les admirait sans réserve.

J'avais, dit-elle, pour mes parents, non seulement la tendresse la plus vive, mais une sorte de culte. L'idée qu'il pût se rencontrer chez eux une imperfection quelconque, même physique, m'était étrangère, et le jour où une observation malveillante vint me révéler un défaut extérieur incompatible avec la beauté que je croyais à ma mère et dont je ne m'étais pas aperçue, je pleurai amèrement. Il ne me semblait pas possible que les opinions, les jugements que je les entendais formuler, ne fussent pas la vérité même et qu'il pût se rencontrer, quelque part sur la terre, des personnes supérieures à eux. J'étendais mon admiration à tout ce qui leur appartenait, je pensais qu'il n'y avait pas, en France, une demeure meilleure que celle que j'habitais avec eux, un parc mieux dessiné que celui dont ma mère surveillait les plantations, une vie plus agréable que celle que je menais, et toute parole de critique ou de blâme, si j'en sur-

prenais quelqu'une dans la bouche d'un membre de ma famille ou d'un étranger, me laissait stupéfaite et consternée. Mon père semblait préférer ma société à toute autre. J'étais la compagne de ses promenades et il me faisait intervenir dans les conversations les plus sérieuses, admirant comme autant de traits d'esprit les saillies de mon inexpérience. Si, de temps en temps, je provoquais en lui quelque accès d'impatience, si quelque parole un peu rude venait révéler ce qu'il y avait d'inégalité dans notre camaraderie, le nuage se dissipait bientôt et la brouille n'était pas de longue durée.

Ce qu'elle écrit sur son éducation littéraire, sur ses goûts, sur la force et le caprice de son imagination, n'est pas moins saisissant par l'analyse et par la sincérité qui rappelle, sauf la gravité des faits, celle de saint Augustin dans ses immortelles *Confessions*.

Mon orgueil et mon amour-propre, qui étaient immenses, ne m'attachaient pas aux choses futiles qui occupent trop souvent les jeunes filles. Ce n'était ni pour un chiffon ni pour une partie de plaisir que je me passionnais ; c'était pour les Romains contre les Carthaginois, pour Grégoire VII contre l'Empereur, pour Pérugin contre Jules Romain. Une Anglaise, bonne personne au fond, mais raide, sans grande portée dans l'esprit, remplissait auprès de ma sœur et de moi les devoirs d'institutrice. Je ne l'aimais pas, elle ne m'aimait pas non plus, car je ne cherchais point à me rendre aimable. Me voyant lire avec ardeur, elle se croyait trop dispensée de toute intervention, et me laissait employer mon temps comme je le jugeais à propos, pourvu que je fusse rentrée à l'heure, car elle avait l'exactitude d'une horloge. Je lisais beaucoup, mais sans ordre, surtout des livres d'histoire qui se transformaient pour moi en livres d'imagination, et des livres d'imagination en vers ou en prose qui prenaient dans mon esprit toute la consistance de l'histoire. Je dédaignais les ouvrages de femme, quels qu'ils fussent, et j'étais fière de ne pas savoir manier une aiguille. Comme nous résidions presque constamment à la campagne, la solitude me fit prendre peu à peu l'habitude de me créer des compagnes imaginaires, et de transporter dans mes jeux tout ce que je rencontrais dans mes livres. Enfant, je construisais tantôt des cabanes de mousse et de branchages pour abriter les Antoine et les Pacôme en miniature auxquels je faisais reproduire les actes que je lisais dans la *Vie des Pères du désert*, tantôt je préparais le terrain où devait se livrer la bataille de Cannes, en élevant les défenses des deux camps ; et, pour que rien ne manquât à cette surexcitation, un de mes plaisirs consistait à jouer, avec ma sœur, les scènes de tragédie qu'on nous faisait apprendre par cœur. J'aimais à être tantôt Rodrigue aux pieds de Chimène, tantôt Polyeucte adressant ses adieux à Pauline. A

l'âge où tout se transforme en jeux, cette disposition n'avait pas de grands inconvénients. Mais le moment vint bientôt où mes anachorètes et mes consuls furent jetés à l'écart et où des personnages purement immatériels peuplèrent tout l'espace autour de moi. J'en arrivai à vivre habituellement dans un monde de ma création. Je me racontais perpétuellement des histoires dont les souvenirs de mes lectures et celui de mes propres sensations faisaient les frais. Chacun des êtres animés par mon imagination échauffée s'identifiait tour à tour avec moi plus ou moins distinctement, car j'étais l'âme de tout ce peuple de fantômes dont les aventures se modifiaient à mon gré, et je sentais, par des impressions matérielles et physiques, ce qui n'existait que dans ma pensée. Dès que j'étais seule, je me plongeais dans cette rêverie qui tenait à la fois des songes de la nuit, où mes personnages se mêlaient souvent à des préoccupations de la veille, car tout s'y reflétait. Alors même que j'étais entourée de personnes réelles, mes chimères ne me quittaient pas, bouchant toutes les avenues par lesquelles la vérité des choses aurait pu parvenir jusqu'à moi. Je n'observais rien, je regardais sans voir et j'écoutais sans entendre, tout absorbée par le bruit qui se faisait au dedans; disposition fatale au développement de mon intelligence et source de fautes dont Dieu seul connaît la gravité et le nombre, car il en fut le seul témoin.

Comment la mère de cette jeune exaltée ne chercha-t-elle point à combattre cette disposition étrange et à mettre un peu de calme dans cette imagination enfiévrée? Quiconque a connu le dévouement maternel, la haute intelligence et l'esprit éminemment solide et pratique de Mme de Villeneuve, ne peut attribuer cette réserve à une indifférence ou à une erreur de jugement également inadmissible. Mme de Forbin elle-même a rendu un constant hommage à l'affection active de sa mère, en même temps qu'à son esprit « éminemment droit et sain, accomplissant tout devoir sans effort, inaccessible aux passions non par froideur et impuissance, mais parce que sa force et son activité avaient pris de bonne heure une autre direction ». Si donc Mme de Villeneuve n'entra point en lutte directe avec sa fille pour la ramener à un sentiment plus vrai des réalités et des devoirs de la vie, ce fut sans doute dans la conviction que cette fièvre d'esprit n'aurait qu'un temps, et que pour guérir ces exaltations de jeunesse, les exemples de ses proches, leur influence silencieuse, quotidienne, persévérante, le cours des temps et surtout l'action de la foi chrétienne, étaient préférables à une contradiction ouverte, dont le caractère ardent et énergique de la jeune fille eût rendu l'épreuve périlleuse et compromis l'efficacité. L'événement prouva la sagesse de cette conduite, et bientôt

l'âme de Roselyne de Villeneuve, fortifiée et éclairée par la réflexion, par l'étude sérieuse, par la connaissance plus approfondie de la religion et l'amour de Dieu, remit son imagination à sa place et la tint en un juste équilibre avec l'ensemble de ses facultés.

Dans les quelques notes laissées par Mme de Forbin, dont nous avons déjà presque épuisé le trésor, elle ne parle de son initiation à la vie chrétienne, de sa première communion, de ses pratiques de piété, que rapidement, en des phrases inachevées, avec la préoccupation évidente de laisser dans l'ombre ce qui pourrait être à son avantage et de ne parler que de ses regrets et de ses fautes : admirable instinct d'humilité qu'elle écouta et pratiqua toute sa vie.

Je grandissais, écrit-elle, et le moment approchait où je devais être initiée à une vie nouvelle et sortir des sens pour m'élever aux choses intellectuelles, en recevant pour la première fois le pain eucharistique. Lorsque je reviens maintenant sur les circonstances de cette grande action, je regrette bien amèrement ce qu'il y eut d'incomplet dans ma préparation. Heureux les enfants auxquels ne manquent pas les instructions répétées et suivies; qui se recueillent dans les exercices d'une retraite; qui marchent à l'autel sur l'invitation d'un prêtre qui a depuis longtemps trouvé le chemin de leur cœur, et dont la ferveur est soutenue par celle de leurs jeunes compagnes! Il n'en fut pas ainsi pour moï. Je fis ma première communion toute seule, à la campagne, au cœur de l'hiver. Le curé du village, bon prêtre, mais sec de caractère, reçut ma confession générale. Le jour venu, je m'agenouillai à la sainte table à côté de ma mère, et, malgré l'insuffisance de mon instruction et celle plus regrettable encore de mes dispositions intérieures, car qui pourrait se rendre témoignage...

La phrase s'arrête là, au moment où la vérité eût obligé l'humble chrétienne d'écrire qu'elle avait fait une bonne et pieuse première communion. Le sens est évident, et le commencement du récit indique clairement quelle en eût été la suite et la fin. Ne croyant pas pouvoir, comme elle le dit, se rendre témoignage à elle-même, elle s'est brusquement interrompue, silence plus significatif et plus touchant que tout ce qu'elle aurait pu raconter. Son éducation, les sentiments chrétiens de ses parents, la piété de sa mère, toute sa vie et elle-même, parlent pour elle et comblent la lacune volontaire et calculée de ses souvenirs.

A la fin de ces premiers souvenirs, après avoir rappelé, en s'en accusant, ses rêveries bien moins coupables que dangereuses, elle s'arrête encore devant la révélation d'une épreuve dont sa foi sortit victorieuse, d'une grâce dont elle veut garder le secret, mais qu'il

est facile de deviner, en lisant les lignes qui suivent et qui terminent ces trop courts fragments :

Dieu eut égard, en sa miséricorde, à ce qui existait en moi de bonne volonté, et il me combla de grâces, puisqu'à partir de ce jour, je n'eus jamais sur les vérités de la foi un seul instant de doute sérieux, et j'ai toujours ressenti pour le saint Sacrement une profonde vénération. Mon plus grand malheur fut de n'avoir pas rencontré à cette époque un directeur éclairé pour me tracer la voie dans laquelle je devais marcher et y soutenir ma faiblesse... Je ne reçus la confirmation que deux ans après avoir fait ma première communion, mais cette fois je n'étais pas seule, et je me retrouvais dans la même église avec les enfants du village.

C'est à ces quelques pages que se borne ce que nous pouvons dire de l'enfance, de la jeunesse, de la vie chrétienne de Mme de Forbin avant son mariage. Qui ne regrettera avec nous la brièveté de ces souvenirs, dont l'accent et le style dénotent une âme si fervente, un esprit si élevé et un talent d'écrivain si remarquable?

II

Le plus grand événement de la vie de Mme de Forbin avant son mariage fut le voyage d'Italie, qu'elle fit avec ses parents et sa jeune sœur en 1838. Sa vive imagination, son besoin de voir et de savoir, son goût des arts, sa piété qui avait grandi d'année en année, allaient trouver de quoi se satisfaire plus largement, et ce fut avec une joie extrême que, vers l'automne, elle quitta la Provence pour prendre la route de Gênes par la Corniche. Quand on voyageait, comme alors, en voiture de poste et spécialement en *vetturino*, cette route merveilleuse était pleine d'enchantement. Avec les chemins de fer, on voyage pour arriver, et le trajet n'est plus qu'un ennui et une fatigue. Mais, à cette époque, comme on avançait à petites journées, on avançait sans fatigue; on goûtait à loisir chacun des aspects nouveaux, chacune des beautés de la route, et jamais l'ennui n'était de la partie. A Rome, l'admiration déjà allumée de la jeune voyageuse ne connut plus de bornes. Elle vit les deux Romes, celle de l'antiquité et celle de la papauté, avec leurs ruines, leurs monuments et leurs chefs-d'œuvre artistiques; elle vit les cérémonies de la semaine sainte; elle vit une autre solennité que Rome ne connaissait plus depuis un siècle, la canonisation de plusieurs saints qui fut célébrée à Saint-Pierre, en 1839, avec une pompe indescriptible. Elle vit enfin le pape Grégoire XVI, le pontife de l'Église catholique, le souverain de la ville éternelle,

et elle remporta de ces spectacles ou de ces visions une impression si profonde, qu'elle refit bien des fois plus tard le voyage de Rome, et toujours avec un nouveau bonheur. Au déclin de sa vie, elle voulut le refaire encore, et c'est au sortir de la ville sainte, de l'audience du Souverain Pontife, que, déjà mortellement atteinte, elle vint achever de mourir en France.

Ce premier séjour à Rome lui avait laissé un souvenir non moins cher que celui de ses jouissances de chrétienne et d'artiste. C'est là qu'elle se rencontra pour la première fois avec celui qui devait être le fidèle compagnon de sa vie. La rencontre ne fut pas fortuite. Le comte Palamède de Forbin se trouvait à Florence au commencement de l'année 1839 chez Mme de Villeneuve-Beauregard, sa tante, proche parente de la jeune Roselyne. Les convenances d'âge, de haute naissance, de fortune et de principes donnèrent à cette dame l'idée d'un mariage entre les deux jeunes gens. Ce projet, agréé par le marquis de Forbin d'Oppède, fut communiqué à son fils qui venait d'arriver à Rome et qui se fit présenter à M. et à Mme de Villeneuve et à leur fille. L'âge de celle-ci et sa santé un peu délicate firent ajourner toute décision jusqu'à l'année suivante. Alors M. Palamède de Forbin fut autorisé à la voir, à s'entretenir et à correspondre avec elle; et quand la jeune fille eut atteint sa vingt et unième année, le mariage fut célébré au château de Bois-le-Roi, le 7 juin 1842. Les jeunes époux avaient eu tout le temps de se connaître, de s'apprécier et, en s'unissant, ils savaient l'un et l'autre qu'ils confiaient leur avenir et leur bonheur à des mains sûres et fidèles. L'affection la plus sincère, l'estime la plus profonde, présidèrent toujours à leur union et à leur commune existence. Un seul lien, une seule bénédiction manqua à leur félicité : jamais ils n'eurent d'enfants, et ils ne goûtèrent point la douceur crucifiante, la joie pleine de larmes de la paternité et de la maternité. Mme de Forbin ignora ce *mal d'enfant* qui dure toute la vie, qui prend mille formes, qu'on bénit tout en souffrant, et dont on n'échangerait pas les épreuves contre toutes les libertés et les jouissances tranquilles de la stérilité. Cette absence de postérité, sans influer sur l'affection réciproque des deux époux, influa sur leur genre de vie et sur la direction de leur existence. Mme de Forbin, déjà portée par sa nature vers les choses intellectuelles, entra de plus en plus dans un état moral et des habitudes d'esprit, où l'étude, la culture littéraire, le sérieux dans les lectures, la conversation et les arts dominèrent et laissèrent la sensibilité au second plan, sans l'étouffer nullement ni même la diminuer autrement que dans son expression.

Pendant les premières années de son mariage, elle passa l'hiver

à Paris, chez ses parents, et employa une partie de la belle saison à voyager, soit pour son agrément, soit pour prendre des eaux fortifiantes. Dès cette époque, en effet, sa santé délicate l'obligeait à de grands soins et à beaucoup de ménagements. Mais le repos était le dernier des remèdes qu'elle pût songer à employer. Il était trop antipathique à l'activité souvent fébrile de sa constitution morale et physique. M. de Forbin, qui, du jour de son mariage jusqu'à la mort de sa femme, ne cessa de l'entourer d'attentions et de se dévouer pour elle, ne la quittait pas et l'accompagnait dans tous ses voyages. Il sacrifiait ou conformait ses goûts à ceux de cette épouse aimée, sans toutefois se fondre et s'annihiler en elle, et en sachant conserver sa spirituelle et originale personnalité. Après trois ou quatre ans de cette existence, les deux époux, parfaitement d'accord entre eux et avec leurs parents, résolurent de s'établir chez eux, à Paris, et de cesser la communauté absolue d'habitation et de vie avec M. et Mme de Villeneuve. L'indépendance de leur caractère, la diversité des goûts et des genres de vie, résultat de la différence des âges, expliquaient cette détermination, conforme d'ailleurs à la nature des choses et à la loi même du mariage. L'homme, en prenant une compagne, devient chef de famille; il doit donc, en règle générale, avoir son toit et son foyer distincts, et il est rare que la dérogation à cette règle n'apporte point, tôt ou tard, quelques troubles dans la vieillesse des parents et dans l'union des jeunes époux. En s'établissant rue du Bac, tout près de M. et de Mme de Villeneuve, M. et Mme de Forbin réalisèrent, de la façon la plus heureuse et la plus conforme à leur affection et à leurs goûts, le problème de vivre indépendants, sans s'éloigner du cœur ni des yeux de leurs parents.

C'est de cette époque que date la vie personnelle de Mme de Forbin dans la forme qu'elle prit et conserva jusqu'à la fin, vie que nous pouvons définir en disant qu'elle fut sérieuse, chrétienne et intellectuelle en toutes choses, dans les relations de société comme dans les voyages, à Paris comme à la campagne, dans les arts comme dans les lettres, dans le monde comme dans les bonnes œuvres. Peu d'existences furent plus remplies que celle de cette femme aussi faible de santé que forte de volonté, frêle de corps et infatigable d'esprit, qui sut allier ce qui se voit si rarement réuni dans une seule vie, le travail solitaire et persévérant avec l'activité de l'existence la plus répandue, d'immenses études avec d'innombrables relations sociales, la composition d'ouvrages historiques et presque théologiques avec la culture des arts, et, ce qui surpasse et couronne tout le reste, le recueillement d'une personne de prière avec l'activité chrétienne appliquée aux œuvres de charité.

Nous allons l'étudier à ces divers points de vue, et montrer en elle la femme du monde, l'amie, l'écrivain, la chrétienne, aussi à sa place et dans son rôle dans les salons, les académies et les musées que dans son cabinet de travail, à l'église, dans les salles d'écoles, au milieu des enfants du peuple et des bonnes sœurs qu'elle leur avait données pour institutrices, ou près du lit des pauvres malades, soit dans les hôpitaux, soit dans leurs misérables demeures. Partout nous la trouverons la même, d'une énergie à toute épreuve, dominant par la force de sa volonté jusqu'aux plus douloureuses défaillances d'une santé détruite, et montrant jusqu'au bout « qu'une grande âme est toujours maîtresse du corps qu'elle anime. »

III

Comme femme du monde, Mme de Forbin s'imposa une tâche qu'elle poursuivit jusqu'à l'épuisement de ses forces, et qui semble presque incroyable dans son état habituel de santé. Elle voulut avoir un salon, elle l'eût, et, pour l'avoir, elle dut se créer de nombreuses relations et sortir beaucoup, le soir comme dans la journée. Aller chez les autres est une condition presque nécessaire à quiconque veut avoir du monde chez soi. Dans tous les débuts, il faut donner avant de recevoir. Plus tard, quand la la réputation d'un salon est faite, la grâce et l'esprit de la maîtresse de maison suffisent à garder ses relations, à retenir ses habitués et à en attirer d'autres. Mais, au commencement, il faut aller de l'avant et se prodiguer sans compter.

Mme de Forbin, non par calcul mais par goût, sortit beaucoup dès les premières années de son mariage, alors même qu'elle vivait encore chez ses parents et qu'elle ne pouvait songer à recevoir. Mais, sérieuse en tout, elle n'aima jamais du monde ses fêtes, ses foules brillantes, ce qu'on appelle communément ses plaisirs. Connaître les hommes et les femmes distingués, causer, suivre le mouvement des idées, y prendre part, rechercher ce qui peut exciter et rassasier la faim d'une intelligence ouverte, toujours avide de s'instruire, voilà ce qui lui plaisait uniquement et ce qu'elle poursuivait partout. Il y avait alors à Paris des soirées où l'on causait littérature, art, politique, religion; où l'on était sûr de rencontrer des femmes d'esprit et des personnages éminents par quelque côté. Qui ne se souvient, parmi ceux qui ne sont plus jeunes, des salons de Mme Swetchine, de la duchesse de Rauzan, de Mme Le Tissier? C'est là que Mme de Forbin allait de préférence et qu'elle noua des relations avec les esprits les plus considérables, spécialement dans le monde de l'Église, de la charité et des lettres.

Quand Mme Le Tissier, l'intime amie du vicomte Armand de Melun, mourut, Mme de Forbin prit son appartement, dont la situation, les dimensions et l'austère simplicité convenaient à ses goûts. Il touchait à l'église de Saint-Thomas d'Aquin, et de sa chambre à coucher, elle entendait les chants des offices et pouvait presque les suivre sans sortir de chez elle. Une fois établie dans cet appartement, qu'elle ne quitta plus que bien des années plus tard pour habiter le petit hôtel construit par elle avenue de Tourville, au coin de l'avenue de Villars, elle commença à recevoir régulièrement le soir, une fois par semaine, et elle prit sa place définitive parmi les rares personnes du monde qui savent tenir un salon.

Former un salon, lui maintenir son caractère, le gouverner d'une main ferme et en même temps si légère qu'elle doit à peine se faire sentir, c'est un art difficile en tout temps, qu'on connaissait encore à l'époque où Mme de Forbin le mit en pratique, mais qui n'existe plus aujourd'hui parce qu'il n'a plus sa raison d'être. La confusion des idées, des sociétés, des habitudes, l'oubli des traditions, l'envahissement de la politique dans la littérature et les arts, l'anarchie, en un mot, qui s'étend à tout et à tous et ne laisse subsister aucune loi, rendent presque impossible la constitution et le maintien de ce petit monde à la fois ouvert et fermé, qui avait son personnel, sa langue, sa physionomie, son atmosphère, et dans lequel on n'entrait qu'après avoir montré patte blanche. Il y a encore des cohues, des réceptions, des fêtes : il y a même encore des coteries; il n'y a plus de salons. Celui de Mme de Forbin, déjà à demi fermé dans les derniers temps par l'aggression de ses infirmités et ses absences prolongées de Paris, est le dernier qu'ait connu la génération actuelle, et pour qu'il s'en reformât de pareils, il faudrait, dans la politique et les mœurs, des changements qu'il est plus facile de rêver que d'accomplir.

Un salon étant avant tout un lieu de réunion où l'on cause, savoir causer et diriger la conversation est et sera toujours la première qualité d'une maîtresse de maison. C'est dire que celle-ci doit être douée de deux qualités fort rares, l'intelligence qui comprend tout, et la bienveillance qui fait qu'on s'efface pour mettre les autres en lumière. Mme de Forbin avait l'un et l'autre de ces dons à un degré éminent. Il semble que se soit d'elle que parle Joubert, quand il trace en ces lignes charmantes le portrait de Mme de Beaumont, au début de ce siècle : à soixante-dix ans de distance, c'est le même esprit ferme et lumineux, dans un corps également frêle :

Mme de Beaumont avait éminemment une qualité qui, sans imprimer à l'esprit aucune forme particulière, met une âme au niveau des

talents les plus éclatants : une admirable intelligence. Elle entendait tout, et son esprit se nourrissait de pensées, comme son cœur de sentiments, sans chercher dans les premières les satisfactions de la vanité, ni un autre plaisir qu'eux-mêmes dans les seconds. Mais vous ne l'avez tous connue que malade, et vous ne pouvez savoir cela comme moi. Vous rencontrerez dans le monde beaucoup de femmes d'esprit, mais peu qui, comme elle, aient du mérite pour en jouir et non pour l'étaler.

L'étendue et l'ouverture d'intelligence, l'absence de vanité personnelle dans la conversation, tout dans ce portrait, jusqu'à la chétive santé, s'applique à Mme de Forbin comme à Mme de Beaumont. Elle avait *ces lumières de tout* que Molière permet aux femmes, pourvu qu'elles ne les montrent pas trop, et mieux que personne elle possédait cet art de faire parler et briller les autres, provoquant leurs réponses, excitant leur éloquence, forçant leur réserve par ses questions simples et gracieuses, et ne se trompant jamais d'adresse dans ses interrogations. Cet art de s'effacer et de mettre ses interlocuteurs en lumière n'était pas seulement de sa part l'exercice d'un devoir de maîtresse de maison, un calcul de politesse et d'amabilité : c'était l'effet d'une qualité naturelle, la modestie, et d'une vertu chrétienne qu'elle possédait à un haut degré, l'humilité; c'était aussi le résultat de ce besoin de s'instruire qui n'était jamais rassasié, et qui la portait à entendre et à faire parler chacun sur le sujet qu'il possédait le mieux, sur ce qu'on appelle sa spécialité. Avait-elle dans son salon un académicien, un savant, un voyageur distingué : elle allait de l'un à l'autre, menant de front deux ou trois sujets d'entretien, comme César dictait plusieurs lettres à la fois, s'attachant à ne pas interrompre trop tôt un des interlocuteurs, à ne pas laisser les autres trop longtemps à l'état d'auditeurs muets, et manœuvrant si bien, qu'après une heure d'entretien, chacun avait appris quelque chose et sortait content de lui-même, des autres et surtout de la maîtresse du logis, qui n'avait presque rien dit.

Quand on était en tête à tête avec elle dans les visites de la journée, c'était autre chose. Elle causait alors aussi bien que personne, avec une netteté d'idée et d'expression remarquable, ne cherchant jamais à faire de l'esprit, mais laissant voir, sans aucune affectation, l'étendue et la force de son intelligence. Elle avait peu de saillies, point de mots à facettes, aucun feu d'artifice de conversation. C'était une personne de jugement, de raison et de savoir, qui ne parlait point pour parler, mais pour dire quelque chose, pour exprimer et échanger des idées; rien, d'ailleurs, qui sentît l'effort, la prétention ou la pédanterie. Jamais femme ne fut plus

intellectuelle, plus sérieuse dans ses causeries, plus érudite et ne mérita moins le nom de *bas-bleu*. La première préoccupation du bas-bleu est de relever le bas de sa jupe et d'avancer le pied pour se laisser voir; celle de Mme de Forbin fut toujours de cacher son érudition et de n'en montrer que ce qui était nécessaire à l'intérêt de la conversation. Quand elle se trouvait en présence d'un homme supérieur ou réputé tel, elle mettait tout son plaisir à l'écouter, et, s'il y avait des tiers, à fixer ou rappeler leur attention. On nous permettra d'en citer deux ou trois exemples qui sont restés gravés dans notre mémoire.

Parmi les habitués de son salon, un des plus assidus était M. Mignet, compatriote de Mme de Forbin, dont il prisait très haut la valeur morale. Elle exerçait même sur lui un ascendant qu'elle ne put malheureusement pas étendre jusqu'à cette partie de son âme, où elle eût voulu pénétrer pour y faire entrer le Dieu de l'Évangile. Un soir, il se trouvait chez elle; quelques personnes groupées autour de lui l'écoutaient parler de l'Espagne, un de ses sujets favoris, sur lequel elle venait de l'attirer. A ce moment, entre dans le salon une des intimes amies de la maîtresse de la maison, arrivant d'un long voyage et qu'elle n'avait pas vue depuis six mois. Sans se lever, sans faire un mouvement qui eût interrompu ou troublé l'orateur, Mme de Forbin accueille son amie par un regard muet où elle avait mis tout son cœur, lui indique des yeux un fauteuil et s'adressant à M. Mignet qui faisait mine de s'arrêter : « Vous disiez donc, monsieur Mignet, que Philippe II... »

Un autre jour, c'était dans l'après-midi, je me trouvais seul avec elle, quand on annonça M. Cousin. Ce philosophe célèbre était le plus spirituel et le plus aimable des hommes, quand il ne parlait pas philosophie. Il le savait et ne se faisait pas faute de causer, tenant le dé de la conversation avec une verve inépuisable et ne lassant pas plus les autres que lui-même. Nous n'étions que deux pour l'entendre, mais deux auditeurs, dont l'un était Mme de Forbin, suffisaient à mettre son éloquence en mouvement. Il prit la parole et la retint deux heures et demie de suite, à la grande satisfaction de Mme de Forbin qui se gardait bien de l'interrompre. Entre autres anecdotes, il nous en raconta une trop étrange pour que j'en aie perdu le souvenir. Alors qu'il était ministre de l'instruction publique, un député lui proposa, au sortir de la Chambre, de lui faire voir la tête du cardinal de Richelieu, tête véritable et authentique que les démolisseurs de Saint-Denis avaient coupée en 1793, que le père de ce député, déguisé en ouvrier, avait dérobée, emportée sous sa carmagnole, et dont le fils ne savait trop que faire. Cette tête, embaumée à la mort du cardinal, était d'une

merveilleuse conservation et présentait une ressemblance si frappante avec le portrait de Richelieu, chef-d'œuvre de Philippe de Champaigne, qu'à cet aspect M. Cousin resta muet et la bouche ouverte de saisissement. L'identité était évidente. Revenu de sa stupéfaction, le ministre conseilla au député de faire don au gouvernement de cette précieuse relique. Le conseil fut suivi, et soit par l'intermédiaire de M. Cousin, soit par un autre, la tête du grand homme fut placée dans le chœur de l'église de la Sorbonne, où, si je ne trompe, elle est toujours restée depuis lors. Dans la bouche de M. Cousin, ce récit accompagné de gestes, d'exclamations, de réflexions originales ou profondes, était absolument saisissant.

Je me souviens également d'une soirée où le général Trochu discourut sur les choses militaires avec une éloquence merveilleuse. Ce n'était plus de la conversation, c'était de l'art oratoire et du meilleur; pendant une demi-heure, le salon de Mme de Forbin fut changé, ce soir-là, en une sorte de réunion politique, de salle de conférence où tous les assistants étaient suspendus aux lèvres de l'orateur. Au milieu de l'admiration générale que je partageais, je ne pouvais m'empêcher de me dire avec une certaine inquiétude que cet homme de guerre éminent parlait trop bien et que l'avare nature unit rarement, dans un seul et même personnage, le don de la parole à celui de l'action. Je pourrais croire que cette impression n'était pas tout à fait erronée, si les événements terribles de l'invasion prussienne et du siège de Paris, qui éclatèrent peu de mois après, n'avaient eu ce caractère fatal qui déconcerte les esprits et les cœurs les mieux trempés et modifie les responsabilités. Quoi qu'il en soit, je n'ai jamais pu penser à cette soirée si brillante sans une douloureuse émotion, et je ne puis me consoler de la fatalité qui a condamné un homme de la valeur du général Trochu à un exil volontaire, plein de dignité, mais qui prive la France, si pauvre en grands hommes, d'un de ses plus éminents serviteurs.

Outre ses réceptions ordinaires, Mme de Forbin convoquait parfois une société choisie pour entendre quelque lecture littéraire. Le nombre des invités variait suivant les circonstances, mais l'Académie française y était toujours largement représentée. Ce fut chez elle, si mes souvenirs ne me trompent, qu'une brillante et nombreuse assistance se réunit un jour pour entendre M. Legouvé lire sa tragédie inédite des *Deux Reines*, que des considérations politiques l'empêchèrent de faire représenter. Il la lut avec sa perfection ordinaire; le succès fut éclatant, et tout le monde se dit que, si l'auteur trouvait jamais des interprètes capables de jouer sa pièce comme il la déclamait, elle serait accueillie par le public avec un applaudissement unanime. Le lendemain de cette matinée,

M. Legouvé reçut de M. l'abbé Bautain, vicaire général de Paris, qui y avait assisté, une lettre où quelques critiques se mêlaient à beaucoup d'éloges et qui se terminait par ces mots si honorables pour le spirituel académicien : « C'est une œuvre de poète, et je ne mets pas en doute que celui qui parle ainsi de l'Évangile et de l'Église, les comprend, les aime et leur est fidèle. » On sait que les *Deux Reines*, représentées avec des chœurs mis en musique par Gounod, reçurent du public un accueil des plus favorables.

Une autre fois, Mme de Forbin eut la bonté d'inviter un certain nombre de ses meilleurs amis à entendre l'auteur de cette biographie réciter quelques pièces d'un volume de poésies qu'il allait publier[1]. C'était dans la journée et la réunion n'avait rien de solennel. Qu'on nous permette de citer une de ces petites pièces de vers, dédiée à Mme de Forbin elle-même, qui résume ce que nous pensions alors de son salon, de ses hôtes d'élite et de la façon dont elle y remplissait son rôle de maîtresse de maison.

Il est un salon dans Paris,
Il est un salon où l'on cause.
Au commerce des grands esprits
Le cœur noblement s'y repose.

Les beaux discours, les beaux écrits
Y sont réputés quelque chose.
On y goûte la bonne prose;
Les vers y sont vus sans mépris.

L'esprit pur en ces lieux réside,
Et bien qu'une reine y préside,
Tenant en sa main tous les droits,

Ce salon aristocratique
Est une auguste république
Dont les citoyens sont des rois.

Le dernier vers de ce sonnet ne paraîtra point hyperbolique, si l'on songe aux personnages éminents qui, pendant près de trente ans, se réunirent ou se succédèrent dans le salon de Mme de Forbin. La politique, la littérature, l'esprit de conversation, la charité chrétienne, y étaient représentés par des hommes comme MM. Guizot, Berryer, Molé, Thiers, de Broglie, Cousin, Mignet, de Falloux, Montalembert, Vitet, Daru, Viennet, Émile Ollivier, Autran, de Champagny, de Carné, Legouvé, Camille Rousset, Caro, Marmier, Walsh, de Loménie, Beulé, de Pontmartin, Augustin Cochin, de Castries, de Saint-Aignan, de Melun, prince de Chalais,

[1] *La Maison*, stances et sonnets.

de Montcalm, de Mérode, etc., et pour les femmes par Mmes Swetchine, de la Rochefoucauld, Pozzo di Borgo, de Gontaut, Craven, de Circourt, de Galliéra, de Lévis-Mirepoix, d'Harcourt, de Montessuy, de Blacas, d'Armaillé, de Barberey, Cochin, de Menton, de la Ferté, lady Blennerhasseth (nous ne parlons que des plus intimes), sans compter tout le corps diplomatique et tous les étrangers de distinction établis ou de passage à Paris. Mme de Forbin se mouvait avec une parfaite aisance au milieu de toutes ces illustrations de la tribune, de l'Académie ou de la société; elle était là dans son élément, calme, sûre d'elle-même, aimable pour tous, respirant avec bonheur cette atmosphère intellectuelle sans jamais s'en enivrer, et remplissant jusqu'au bout ses devoirs de maîtresse de maison avec une énergie incroyable dans une aussi frêle santé. On se demandait souvent, à la voir si délicate d'apparence, portant dans son teint pâle ou rougissant, dans ses grands yeux d'un bleu clair, dans ses traits tirés, dans sa démarche fatiguée, l'empreinte de la souffrance ou de la lassitude, comment elle pouvait résister à une vie pareille dont le monde ne voyait encore que la partie la moins sérieuse. On était tenté de l'arrêter, de lui dire : « C'est assez, c'est trop! vous dépassez la mesure de vos forces. » Mais ceux qui la connaissaient mieux savaient que ces fatigues la soutenaient plus encore qu'elles ne l'épuisaient, que cette activité physique et intellectuelle formait une partie essentielle et comme une condition de son existence, et qu'elle était de ces personnes rares qui cessent de vivre le jour où elles cessent d'agir.

Non contente de recevoir et de faire des visites, de sortir le soir autant que ses forces le lui permettaient, elle ne manquait aucune séance publique de l'Académie, aucune réception, aucune conférence littéraire, scientifique ou politique faite par quelqu'un de ses amis. Elle suivait exactement les leçons historiques de M. Beulé, qui attirèrent un moment la curiosité des lettrés et des gens du monde; elle fut une des plus ardentes à applaudir Augustin Cochin, son intime ami, dans sa belle conférence sur le président Lincoln. Enfin on la trouvait partout au premier rang dans les fêtes de l'intelligence qu'elle goûtait plus que personne.

Elle y assistait pour en jouir, pour en faire son profit, non pour en parler. Elle ne ressemblait en rien à ces touristes qui courent de pays en pays moins pour voir que pour dire qu'ils ont vu. Sa curiosité n'avait rien de banal, et jamais elle ne se préoccupa de guider ni de suivre la mode. Sa faim et sa soif des choses intellectuelles n'étant jamais satisfaites, elle courait instinctivement à toutes les tables bien servies, à toutes les sources jaillissantes, pourvu qu'elles ne fussent point corrompues. Il est à remarquer,

en effet, que toujours elle s'arrêta devant ce qui répugne à la foi, à la conscience catholiques. Malgré son attrait pour l'esprit, le savoir, la célébrité littéraire, elle n'admit jamais dans son cercle les ennemis avoués de l'Église, ceux qui font profession de ne pas croire en Dieu ni en son Christ, les insulteurs en vers ou en prose des sentiments et des *adorables idées* qui tenaient la première place dans son esprit et dans son cœur. Elle eût plutôt fermé sa porte que de permettre à l'un de ces grands pontifes de la libre pensée d'en franchir le seuil. Aussi, bien que son salon eût un caractère moins exclusivement religieux que celui de Mme Swetchine et qu'on y respirât surtout une atmosphère académique, on peut dire que, dans son ensemble, ce fut toujours un salon spiritualiste et chrétien. C'était la note dominante de la maison, et ceux mêmes de ses invités qui n'aimaient pas cette note-là n'eussent point eu le mauvais goût d'y émettre tout haut des opinions absolument discordantes. Ils y parlaient, comme les mondains indifférents mais bien élevés se tiennent dans une église où ils sont venus par convenance plus que par dévotion.

La décoration grave et élevée du salon de Mme de Forbin, dans son hôtel du quartier des Invalides, eût suffi à en indiquer le caractère. Les meubles fort simples, qui semblaient faits non pour attirer les yeux, mais pour appeler et faciliter la conversation ; sur les murs, de vieux portraits à l'huile représentant des ancêtres ; des copies très remarquables des fresques de Luini qu'on admire au Louvre, représentant l'*Adoration des bergers et des Mages* et remplissant deux panneaux, disaient à tous les regards que la maîtresse de ce lieu était une femme sérieuse, une grande dame et une chrétienne. Tout était donc en harmonie, l'hôtel, l'hôtesse et les hôtes, et nous pouvons affirmer, sans craindre une contradiction, que jamais salon n'entendit moins de ces médisances, de ces caquets méchants et légers qui font si souvent les frais des conversations du monde, et ne fut le théâtre de plus de causeries intéressantes et élevées, toujours instructives, souvent éloquentes ; vulgaires et malfaisantes jamais.

IV

Cette vie extérieure, qui ne ressemblait à celle de la plupart des mondains que par les apparences, puisqu'elle ne venait point de la légèreté d'esprit et qu'elle n'avait rien de commun avec la dissipation, cette vie de relations, d'échange d'idées, de mouvement intellectuel, que Mme de Forbin menait pendant les quatre ou cinq mois de son séjour à Paris, se continuait en partie durant l'été

par les voyages qu'elle faisait tous les ans avec son mari. Le plus souvent elle allait aux eaux où les médecins l'envoyaient chercher des forces qu'elle y trouvait rarement. Il est peu de stations balnéaires qu'elles n'ait visitées une ou plusieurs fois, avec ou sans succès, mais presque jamais sans plaisirs et profits intellectuels. Elle y retrouvait ou y formait des relations de société; elle en étudiait l'histoire locale, en visitait les monuments ou les ruines, en admirait les beautés naturelles, et, sauf pour sa santé qui ne s'en ressentait guère, elle n'y perdait jamais son temps. C'est ainsi qu'elle séjourna successivement à Bagnères-de-Bigorre, Bagnères-de-Luchon, Cauterets, Saint-Sauveur; à Alvar, Saint-Gervais, Évian, Divonnes; à Ems, Kissingen, Carlsbad, Kreusnachs, et aussi aux bains de mer d'Ostende, du Havre, de Trouville, sur les côtes d'Angleterre.

Quant à ses voyages d'agrément, elle en fit beaucoup aussi dans les vingt premières années de son mariage, et elle en eût fait beaucoup plus encore et de plus longs si ses forces le lui eussent permis. « Désireuse, nous écrit une des personnes qui vécut le plus dans son intimité, d'augmenter toujours ses connaissances, et ayant le goût des beautés de la nature, elle aimait surtout les voyages. Si sa santé n'y avait mis obstacle, elle en aurait entrepris dans les pays les plus lointains. C'est l'Égypte qui l'eût intéressée plus que tout autre pays, et ce fut un grand chagrin pour elle de ne pouvoir la visiter. » « Ses goûts de voyage, nous écrit un autre de ses intimes, la portaient de préférence vers l'Italie, l'Angleterre, la Hollande, elle n'avait aucun goût pour la Russie, l'Amérique et peu pour l'Espagne... Pour avoir lu un article de revue sur l'Engadine, elle n'eut de repos que lorsqu'elle l'eut visitée l'année suivante. Cependant, et malgré ses goûts de la nature, elle avait une préférence pour les lieux qui rappelaient quelque fait historique... En voyage, elle aimait à tout voir, tout connaître. A table d'hôte, elle tenait tête à une conversation en allemand, en anglais, en italien... Aussi les voyages étaient-ils plutôt une fatigue qu'un repos pour elle ».

Dans les divers séjours qu'elle fit à Rome, sa vie était plus fatigante encore. Les musées, les églises, les bibliothèques avec leurs merveilleux manuscrits, occupaient ses journées; le soir elle allait dans le monde, et y trouvait des plaisirs intellectuels plus variés encore et plus instructifs qu'à Paris. Son esprit et son érudition l'y faisaient remarquer et lui attiraient parfois de précieux hommages. C'est ainsi qu'en 1858, ayant rencontré chez la princesse Borghèse le bailly Coloredo, celui-ci, charmé de sa conversation et voulant lui témoigner son admiration, la fit inscrire comme

Dame de l'Ordre de Malte, en souvenir du grand maître Hélion de Villeneuve.

La seule époque de l'année où cette vie de relations extérieures et multipliées cessait pour elle était le temps qu'elle passait à la campagne, au château de Saint-Marcel, près de Marseille, sa résidence favorite. Nous reviendrons plus tard sur la vie qu'elle y menait, vie beaucoup plus sédentaire, beaucoup plus intime qu'à Paris, mais dont toutes les journées et toutes les heures étaient utilement et sérieusement occupées. A mesure que ses infirmités croissaient avec le nombre de ses années, elle y prolongeait son séjour, et dans les derniers temps de sa vie, elle y restait depuis le commencement de l'automne jusqu'au printemps, époque où elle revenait à Paris. L'année même qui précéda sa mort, elle voulut encore, malgré son extrême faiblesse et ses continuelles souffrances, faire, à cette ville et à cette société parisienne qu'elle aimait tant et où elle était si appréciée, sa visite accoutumée. Ce fut la dernière, et elle y vit beaucoup de monde : n'ayant plus la force d'aller chez les autres, elle était encore en état de recevoir dans la journée les personnes qui désiraient la voir, et comme le nombre de ses amis était très considérable, les visites se succédaient sans interruption. On peut donc dire que jusqu'à la fin, elle remplit ses devoirs de société, et goûta, non pas les vanités du monde qu'elle ne connut jamais, mais les plaisirs sérieux de la conversation, de l'intelligence et du cœur.

On pourrait croire, d'après ce que nous venons de dire, que ces relations de société, de salon, d'académie, absorbaient la plus grande part de la vie de Mme de Forbin, au moins durant son séjour à Paris. Il n'en est rien, et si elle consacrait aux devoirs du monde et à ses plaisirs intellectuels une partie de ses soirées et quelques heures de l'après-midi, les heures plus longues et plus importantes de la matinée et les soirées où elle ne sortait pas appartenaient aux amitiés plus sérieuses et plus intimes, au recueillement, au travail et aux bonnes œuvres. Ses relations pouvaient se classer en trois catégories, les simples connaissances de société, qui embrassaient tout le monde aristocratique, politique, littéraire et charitable de Paris; les personnes que les circonstances, la sympathie naturelle, la communauté de foi, de goûts, d'idées ou de sentiments amenaient plus souvent chez elle, et qui, en dehors de ses réceptions, étaient admises à ses soirées plus restreintes, à ses dîners toujours peu nombreux mais très choisis, en un mot à des rapports où la confiance et l'affection avaient une certaine part; enfin, les personnes qu'elle voyait intimement, auxquelles elle ouvrait son cœur et qui lui étaient unies par les liens d'une complète amitié.

Le nombre de ses véritables amis fut relativement considérable, car, sous une froideur apparente, elle cachait une âme ardente et un cœur aimant. Mais toujours maîtresse d'elle-même, elle ne se livrait pas facilement et ne montrait jamais de ses impressions que ce qu'elle en voulait montrer. En dehors de la religion crue et pratiquée, elle ne se lia étroitement avec personne. Elle eut avec un certain nombre d'hommes de science, d'esprit, de valeur, des liens d'intimité intellectuelle très suivis, très affectueux, mais qui n'allaient point jusqu'à faire d'eux ses amis, dans toute l'acception de ce beau nom. Parmi les hommes auxquels elle se confia avec une entière ouverture d'âme, nous pouvons citer le P. de Ravignan, le P. Gratry, Mgr Dupanloup, et plus particulièrement encore Mgr Place, archevêque de Rennes, qu'elle voyait très fréquemment quand il était évêque de Marseille; elle lui avait donné toute sa confiance, et elle le désigna, dans son testament, comme dépositaire de ses papiers, manuscrits, notes de voyage, et des lettres de ses principaux correspondants, notamment de Mgr Dupanloup, du P. de Ravignan, du P. Gratry, de MM. Cousin, de Montalembert et de Melun. A ces divers noms, nous devons ajouter ceux de MM. de Lévis-Mirepoix, de Saint-Aignan et Cochin, pour lesquels elle ressentait une affection toute spéciale. Dans sa famille, le comte de Brosses, son oncle maternel, lui était particulièrement cher.

Parmi les femmes, le nombre de ses amies était plus grand, et nous ne pouvons les nommer toutes. Sans parler de sa sœur, Mme la vicomtesse de Reviers de Mauny, qu'elle aima toujours tendrement, et de plusieurs de ses cousines qu'elle chérissait presque comme des sœurs, nous citerons Mmes de Gontaut, Pozzo, de Galliéra, d'Harcourt, Paul d'Armaillé, Xavier de Blacas, de Lévis-Mirepoix, de Virieu, de Certaines, de Nadaillac, de Castellanne, Jean des Cars, de Barberey, Cochin et Mme de Menton, à laquelle elle avait voué une particulière affection. Quand cette dernière et intime amie mourut, en 1871, du typhus qu'elle avait contracté en soignant nos soldats malades dans les ambulances de Suisse, la douleur de Mme de Forbin fut extrême; elle en fut atteinte jusque dans sa santé et ne s'en consola jamais. D'après le témoignage de la fidèle compagne de ses dernières années, elle trouvait un charme douloureux à parler d'elle dans sa retraite de Saint-Marcel; le souvenir de ses amies parties de ce monde montait souvent de son cœur à ses lèvres et se mêlait sans doute, comme une consolation et un appel, à ses pressentiments de mort prochaine. Elle aimait aussi à parler de celles qui devaient lui survivre et qui tenaient une si grande place dans ses affections. « Jamais, nous écrit une de ses chères amies qui avait pénétré

aussi avant que qui que ce soit *dans cette âme et dans ce cœur admirables*, jamais amitié ne fut plus sûre et plus fidèle que la sienne. » Comment eût-il pu en être autrement? Elle était la droiture, la sincérité même, sa bouche était loyale comme son cœur, et rien n'aurait pu la décider à prononcer des paroles de tendresse, à donner des marques de confiance contraires à ses sentiments intimes. Quand donc elle avait donné son amitié, c'était pour de bon et pour toujours. Les nouvelles affections ne chassaient point les anciennes, son âme était assez grande pour les loger toutes.

Ces nombreuses et sérieuses amitiés lui imposaient des devoirs qu'elle remplissait avec joie : entretiens intimes, consolations dans les infirmités, les maladies ou les épreuves morales, correspondance exacte et confiante, visites et séjours à la campagne, elle trouvait du temps pour tout, suffisait à tout; et, chez elle, l'amie était aussi active, aussi infatigable que la femme du monde. Sachant que tout commence où la vie terrestre finit, elle ne se croyait pas dégagée, par la mort de ceux qu'elle aimait, de toute obligation à leur égard. Elle ne se bornait pas à les regretter, à les pleurer, à parler d'eux avec une tendresse toujours vivante; elle pensait à leur âme et multipliait pour eux ses prières. Associée à l'œuvre dite des âmes du Purgatoire, elle s'appliquait à en gagner exactement les indulgences pour ses chers défunts, et chaque jour, jusqu'à la fin de sa vie, elle récita l'office des morts. C'est ainsi que cette vaillante chrétienne entendait les devoirs de l'amitié et mettait en pratique la grande parole de l'Écriture : « L'amour est plus fort que la mort. »

V

Le plus souvent les femmes adonnées aux choses de l'intelligence, à l'étude des belles-lettres, des arts, surtout celles qui, non contentes de les étudier et de les goûter, les mettent en pratique et se font plus ou moins auteurs, sont inhabiles ou indifférentes aux détails matériels de la vie, laissent aller leur ménage à l'aventure, et ne s'occupent pas du gouvernement de leur maison ou s'en occupent mal. Par distraction ou par affectation, elles dédaignent ces choses vulgaires et croiraient déroger en quittant pour de telles misères leurs livres, leur plume ou leur pinceau. Mme de Forbin, trop chrétienne pour négliger aucun de ses devoirs, était par nature trop raisonnable et trop positive pour tomber dans un pareil travers. « L'ordre et l'exactitude, nous écrit un témoin de sa vie, étaient les deux vertus qu'elle pratiquait le plus scrupuleusement et qu'elle exigeait rigoureusement dans sa maison. Chaque

chose avait sa place et portait son étiquette. Toujours fidèle à sa parole, elle n'arrivait jamais en retard, fût-ce d'une seconde, mais préférait souvent attendre une heure, pour ne pas faire attendre les autres. Quand elle avait pris une résolution, décidé une chose ou donné un ordre, elle n'y changeait jamais rien. On savait à quoi s'en tenir ». Les domestiques sont comme les peuples, quand ils sont bien gouvernés, ils servent bien, et dans toute maison où l'autorité est ferme et décidée, l'obéissance est exacte et facile. En entrant chez Mme de Forbin, on voyait du premier coup d'œil que sa maison était ordonnée ; le service de l'antichambre, du salon, de la table, s'y faisait sans retard et sans bruit, avec une régularité tranquille et parfaite. Ses dîners étaient bien commandés et bien servis, sans recherche de sensualité, sans affectation de simplicité, dans une sage harmonie avec le caractère de la maison, de l'hôtesse et de ses convives. Les mets et les vins n'étaient de nature ni à faire oublier les plaisirs de la conversation ni à les rendre nécessaires. Cette mesure exquise était un des charmes de Mme de Forbin, qui s'étendait à tout autour d'elle. Il y avait de l'intelligence jusque dans sa manière de faire boire et manger les gens.

Suivant les vicissitudes de sa santé, qu'elle ne ménageait guère, mais qu'elle ne pouvait violenter, elle se levait plus ou moins tard. Quand elle se portait à peu près bien, elle était debout de très bonne heure ; mais, debout ou couchée, elle faisait ses nuits courtes et commençait ses journées dès l'aurore. Avant huit heures du matin, elle avait récité ses prières, fait une lecture spirituelle, souvent entendu la messe, et donné ses ordres à ses domestiques. Alors elle se mettait au travail, et pendant une partie de la matinée, elle écrivait. Nous reviendrons avec quelques détails sur les ouvrages qu'elle composa ainsi, ou du moins sur ceux qu'elle se décida à livrer à la publicité. Ce que nous racontons en ce moment, c'est l'emploi de ses journées.

A ce travail de composition qui ne se prolongeait guère plus de deux heures, elle ajoutait, soit avant, soit après son déjeuner, qui avait lieu à midi, des occupations diverses, mais toujours sérieuses. Elle lisait immensément, ne s'en lassant jamais, et remplissant par la lecture tous les instants de loisir que lui laissait l'emploi de sa journée. Les livres d'histoire, de philosophie, de critique littéraire, les Mémoires anciens ou nouveaux, les *Vies des saints*, les ouvrages de haute et solide dévotion l'attiraient de préférence. Elle lisait, ou se faisait lire quand elle était fatiguée, les articles les plus importants des Revues sérieuses, notamment du *Correspondant* et de la *Revue des Deux-Mondes*. Elle se livrait aussi à l'étude des arts, principalement de la peinture, pour la-

quelle elle avait beaucoup de goût, et qu'elle cultiva jusqu'à la fin de sa vie. Sans atteindre au talent de sa mère, qui approchait de la perfection, elle peignait et dessinait fort agréablement, tantôt sur toile, tantôt sur faïence. Elle copiait et choisissait bien ses modèles, surtout parmi les anciens maîtres, mais nous ne croyons pas qu'elle ait jamais cherché à composer. — Elle goûtait également la musique, et dans sa jeunesse, elle chantait avec un certain charme; mais elle y avait renoncé de bonne heure et n'en parlait jamais. — Elle se contentait de rechercher la bonne musique, surtout la musique ancienne, allait très volontiers au Conservatoire, et quelquefois, quand sa santé le lui permettait, aux théâtres lyriques, pour y entendre les œuvres des grands maîtres. Bien qu'elle ne recherchât nullement ces fêtes de vanité, où l'art est si souvent sacrifié, qu'on appelle les premières représentations, elle tint à assister à celle de l'opéra de *Mireille*, qu'elle entendit avec ravissement. C'était, par le sujet et par l'auteur du poème, une œuvre où sa chère Provence était intéressée, et la musique de Gounod, digne de la poésie de Mistral, l'émut délicieusement et pénétra jusqu'au fond de son cœur.

Deux autres occupations venaient s'ajouter à celles que nous avons déjà énumérées, la correspondance et l'étude des langues étrangères. Elle aimait fort à recevoir et à écrire des lettres, et elle entretenait une correspondance suivie avec la plupart de ses amis, hommes ou femmes. Elle écrivait avec une grande facilité, du premier jet, sans rature, et en moins d'une heure, elle avait achevé deux ou trois lettres de quatre pages. Son style ressemblait à sa conversation, net, sobre, simple, allant droit au but, disant beaucoup de choses en peu de mots, et exprimant les sentiments les plus affectueux en des termes pénétrants mais contenus. Un choix de ses lettres, adressées soit à des amis de cœur, soit aux personnages éminents avec lesquels elle était en correspondance régulière, eût sans doute présenté un grand intérêt et honoré sa mémoire si on eût pu les publier. Mais son humilité, qui se manifestait en toute chose, a rendu cette publication impossible. Voici en effet, la clause très précise que renferme son testament écrit en 1880 :

« Toutes les lettres de mes amis que j'ai gardées seront naturellement rendues aux personnes qui me les ont écrites. Celles qui ne seraient pas réclamées et qui viennent d'amis que j'ai perdus, seront immédiatement brûlées. Quant aux lettres écrites par moi à ma famille et à mes amis, je demande très instamment à tous ceux qui, par hasard, les auraient conservées de les détruire. Je ne crois pas nécessaire d'ajouter, malgré les trop fréquents

exemples de coupable indiscrétion donnés dans ces derniers temps, que j'exige absolument qu'on ne publie et n'imprime aucun fragment de correspondance, sous quelque prétexte que ce soit. »

Quant à l'étude des langues et des littératures étrangères, elle s'y livrait avec la même ardeur qu'à la culture des lettres françaises. L'activité dévorante de son esprit ne pouvait se renfermer dans les productions de sa langue natale. Dès son enfance, elle avait appris l'anglais; plus tard, à l'occasion de son premier voyage à Rome, elle avait aussi appris l'italien, qu'elle lisait et parlait avec facilité. L'espagnol ne lui était pas non plus étranger, quoiqu'elle y fût moins exercée. Mais la langue qu'elle étudia avec le plus de goût et de suite fut l'allemand. Elle n'en avait reçu aucune teinture avant son mariage, et l'extrême difficulté de cette étude en eût détourné tout autre qu'elle. Mais elle savait qu'elle trouverait des trésors dans la littérature d'outre-Rhin, et, à tout prix, elle voulut en avoir la clef. Elle se mit donc à l'œuvre peu de temps après son mariage, et elle ne cessa plus d'étudier, de s'assimiler la langue et le génie de l'Allemagne, où elle trouva, jusqu'à la fin de sa vie, d'inépuisables jouissances. Elle parlait l'allemand assez couramment, et le lisait presque aussi facilement que le français. « Elle se tenait toujours au courant des livres importants qui se publiaient en Allemagne, nous écrit Mlle Jane Dœllinger, la compagne de ses dernières années; elle avait lu la plupart des ouvrages de Gœthe, Schiller, Lessing, Herder, etc., dans l'original. Sa connaissance de l'Allemagne, de son histoire, de sa politique, de ses mœurs, était plus étendue qu'on ne le trouve généralement en France, même parmi les savants, comme j'ai pu le constater par ma propre expérience et celle de plusieurs personnes distinguées. »

Enfin, malgré la modestie ou plutôt l'humilité qui la portait à cacher son savoir avec le même soin que d'autres mettent à le faire briller, il est certain que Mme de Forbin possédait à fond la langue latine. Il suffit pour s'en convaincre de lire ses ouvrages, où cette connaissance apparaît à chaque page, non seulement dans le choix du sujet qui le suppose, mais dans les citations traduites avec une parfaite précision, et entremêlées au récit avec un naturel et une aisance impossibles à qui n'eût point connu les deux langues. C'est à l'examen rapide de ces écrits remarquables et qui resteront, que nous allons nous arrêter quelque temps avant de parler de ce qui, devant Dieu, est la vraie gloire et la plus belle couronne de sa vie : sa piété, ses vertus chrétiennes et ses bonnes œuvres.

Le marquis DE SÉGUR.

La suite prochainement.

EN VISITE

CHEZ L'ONCLE SAM[1]

14 *juin*. — Ce matin, à huit heures, j'étais encore à ma toilette, quand un homme s'est introduit dans ma chambre. C'était encore un *interviewer*. Mais comme, d'une part, il était moins inquisitif que mon ami Waterford, et que, de l'autre, j'étais pressé, l'entrevue n'a pas duré trois minutes. Lui parti, il en est venu un troisième, qui n'est pas resté plus longtemps; mais à peine était-il dehors, que ma porte s'ouvre de nouveau et que je vois entrer un monsieur très bien, qui me demande de mes nouvelles et s'informe de l'impression que m'a produite New-York. Après une série de coq-à-l'âne, je découvre que je suis en présence du gentleman chargé du blanchissage, qui vient chercher mon linge; puis il me faut conférer avec le gentleman qui cire les souliers, lequel se plaint de ce que nous n'avons pas mis les nôtres dehors assez tôt. Nous nous excusons comme il convient et puis nous allons déjeuner sommairement, car il nous faut aller ce matin dans deux ou trois banques différentes.

Les hommes d'affaires américains, autant dire tous les Américains, ont adopté l'excellent usage anglais de ne jamais avoir leurs bureaux dans leurs maisons. Un banquier qui se respecte demeure *cup Town*, c'est-à-dire à partir de la 23e rue, jusqu'à la 60e ou 70e, et vient tous les matins, vers neuf heures, dans son office de Wall-Street, dans la vieille ville; soit par l'omnibus, soit par l'Elevated-Railway. Nous convenons d'y aller à pied pour voir la ville.

Elle nous produit toujours une excellente impression. Quoiqu'il fasse très chaud, l'air circule à flots dans ces immenses avenues. De beaux magasins, tout à fait analogues à ceux de Paris, exposent

[1] Voy. le *Correspondant* du 25 décembre 1884.

leurs étalages derrière d'immenses glaces étincelantes de propreté. Souvent, ils ont une petite vitrine supplémentaire sur le bord du trottoir, dans une sorte de borne vitrée. Les bureaux de tabac s'annoncent, au même endroit, par la statue, de grandeur naturelle, d'un Indien barbouillé d'ocre jaune, une couronne de plumes sur la tête, chaussé de mocassins et brandissant un calumet dans sa main; les boutiques de coiffeurs ont un poteau peint de spirales blanches et rouges; les pédicures, il y en a à chaque pas, ont une borne surmontée d'un pied colossal en marbre blanc. A la porte des nôtres, on voit un amour de petit pied rose, reposant sur un nuage gris perle qui reparaît au-dessus du tableau, pour voiler la jambe. C'est poétique, gracieux et affriolant tout à la fois. Ici, de peur de mauvaises pensées, le sculpteur a le soin d'indiquer, au-dessus de la cheville, le bas d'un pantalon brodé : hommage rendu à la vieille austérité puritaine.

Dans tous les coins de rues, des étalages d'admirables fleurs, des roses surtout, merveilleuses : puis, des petites boutiques de boissons frappées à la glace apparaissent à chaque pas. La consommation qui s'en fait est prodigieuse.

L'aspect de la chaussée est moins brillant. Le pavé est abominable; à certains endroits, ce sont de petits cubes de granit; ailleurs, des dalles : mais toujours horriblement mal entretenus et jonchés de débris de toute sorte. En hiver, on enfonce, paraît-il, dans la boue jusqu'à la cheville. Les trottoirs, construits et balayés par les soins des propriétaires, sont beaucoup mieux. Ils sont formés d'immenses dalles de pierres noires. Le sous-sol des maisons se prolongeant au-dessous d'elles, elles sont percées de petits hublots garnis de verres lenticulaires, pour l'éclairage, et d'un gros trou, à travers lequel chaque habitant reçoit sa provision de charbon et ses fournitures de toute sorte. C'est un système qui me semble extrêmement pratique.

Le trafic est moins grand que je ne me le serais figuré : incomparablement moindre qu'à Londres et même qu'à Paris. Très peu de voitures de maîtres; celles qu'on voit sont mal attelées, mal tenues, et conduites par des cochers à moustache horripilante. Il est vrai que toutes les personnes élégantes sont en ce moment aux bains de mer ou aux eaux. On ne voit, non plus, presque pas de fiacres. Beaucoup de petits omnibus blancs avec un cocher souvent en bras de chemise, abrité du soleil par un grand parapluie fixé au siège. Les attelages sont aussi bien inférieurs. Pour les protéger contre les coups de soleil, très dangereux en ce moment, on fixe aux têtières des chevaux, des petits parapluies en étoffe rose ou bleue, qui leur donnent l'apparence la plus extraordinaire.

Si, à l'une des expositions universelles dont on fait un tel abus de nos jours, on s'avise jamais d'organiser un concours de toilette, pour hommes, j'imagine que les compatriotes de M. Poole recevront d'emblée le premier prix; je ne serais pas étonné que les Espagnols vinssent ensuite. Nous autres Français, il ne faut pas nous le dissimuler, nous ne serons pas dans les premiers : mais les Américains seront sûrement mauvais derniers. Ceux qui sont très, très riches se font habiller en Angleterre; il ne faut pas parler de ceux-là : mais la masse de la population est aussi mal vêtue qu'on peut se le figurer. Les ouvriers que nous rencontrons, allant à leur travail, sont couverts de véritables guenilles, qui n'ont même pas l'air d'avoir été faites pour ceux qui les portent. Les enfants nu-pieds, qui grouillent partout, vendant des fleurs, des bananes ou des journaux, sont habillés de loques qui déshonoreraient un épouvantail d'oiseaux. C'est que, dans ce pays, si les vivres sont à bon marché, les vêtements sont horriblement chers. Mon ami, le gros juif, est marchand de confections. Il me disait que s'il n'avait pas un droit, qui est de 35 pour 100, autant qu'il m'en souvient, pour le défendre contre les produits européens, il n'aurait plus qu'à fermer boutique. Cependant les salaires ne sont pas élevés. Il y a dans ce moment-ci plusieurs grèves, de sorte que les journaux parlent beaucoup de ces questions. Il paraît que, dans les manufactures, les femmes gagnent de 3 à 6 dollars par semaine et les hommes, de 6 à 12; ce sont à peu près les prix de Paris. Seulement, je crois qu'ici un ouvrier un peu habile trouve tout de suite moyen de se tirer d'affaire et qu'il ne reste probablement aux manufacturiers que ce qui est tout à fait le rebut. On m'a donné cette explication, je ne sais si c'est la bonne.

New-York a une population de 1 350 000 habitants, qui logent dans cent mille maisons : cela fait une moyenne d'un peu plus de treize personnes par maison. A Londres, il n'y en a que huit. De plus, ici, toutes les familles, dès qu'elles sont un peu à l'aise, habitent une maison entière, mais ont très peu de domestiques; à l'inverse de ce qui se passe en Angleterre. Enfin, dans ce pays, les familles ne sont pas nombreuses. Les logements pauvres doivent donc être singulièrement encombrés. Il paraît, en effet, que c'est là une des grandes difficultés de la vie pour les classes laborieuses. Elles habitent dans des espèces de caravansérails appelés *tenement houses*, auprès desquels les *low lodging houses* de Londres seraient des palais. En 1875, un philanthrope a acheté une église tombée en faillite, y a fait établir des charpentes qui peuvent soutenir trois rangées de hamacs superposés, qu'il loue 5 sols par nuit. Il y a quatre cent cinquante

places, qui, pendant l'hiver surtout, sont constamment occupées. Tout cela ne prouve pas que la république et la démocratie, établies sans conteste dans ce pays depuis près de cent ans, aient donné aux classes pauvres une somme de bien-être de beaucoup supérieure à celle dont elles jouissent en Europe, malgré l'absence du fonctionnarisme et du militarisme qui, chez nous, fournissent de si belles tirades aux orateurs de clubs.

Nous revenons vers midi déjeuner à l'hôtel. La salle à manger est pleine, mais mon ami, le fonctionnaire de la porte, nous trouve cependant bien vite une table. Il s'y assoit même un instant, pour m'entretenir des événements politiques saillants et me donner quelques renseignements sur les personnes qui sont assises autour de nous. Le déjeuner est aussi copieux que le dîner d'hier et commence aussi par une assiette de fraises. Il est inutile de résister, cela choquerait toutes les idées reçues. Il y a beaucoup de femmes en toilette du matin. Mais Dieux tout-puissants! quelles toilettes! Comment se fait-il que sur dix Américaines qu'on voit en France, il y en ait neuf et demie de jolies et que toutes soient bien habillées et chaussées à l'avenant? Ici, toutes celles que nous voyons ont des toilettes criardes arrivant au mauvais ton sans passer par le joli, et des grands pieds plats qui décèlent leur origine saxonne ou teutone. Il est évident que dès qu'une femme est jolie, on l'expédie en Europe, à titre d'échantillon. Ces Américains ont tant d'orgueil national!

Tout ce monde est très silencieux. Ils ont l'air pressé d'en finir et ne s'adressent que quelques mots à voix basse. Les femmes sont en grande majorité, car les hommes sont déjà à leur bureau. Le plat favori paraît être les œufs à la coque, mais je ne connais rien de répugnant comme la manière dont ils les mangent. Les garçons les apportent tout cassés dans un verre. On y ajoute du sel, du poivre, du cayenne, des condiments de toute sorte, et puis on avale cet horrible mélange. Personne ne boit que de l'eau glacée ou quelquefois du lait. En sortant, les hommes font une station au bar et s'offrent un verre de whisky. Une femme qui boirait du vin en public se ferait remarquer. Je connais une charmante petite Sœur, qui est ma payse; elle appartient à un ordre de garde-malades qui a une succursale à New-York, et elle y habite depuis trois ou quatre ans. On l'appelle constamment pour soigner des malades dans les hôtels, car, ici, bien des gens y passent leur vie entière. En bonne petite Bourguignonne qu'elle est, elle demandait souvent, dans les premiers temps, un peu de vin à ses repas. Elle a été obligée d'y renoncer. Cela causait invariablement un scandale : les femmes de la famille l'emmenaient mystérieusement dans

leurs chambres, tiraient du fond de leur malle une bouteille de whisky, qui constituait leur réserve particulière, et lui en proposaient un verre.

Ce qui nous semble toujours bien extraordinaire à nous autres Français, c'est la présence dans un lieu public comme celui-ci d'une foule de jeunes filles. Elles vont et viennent dans les hôtels, y séjournent souvent longtemps, sans l'ombre d'un chaperon. Beaucoup même y reçoivent des visites d'amis des deux sexes, sortent avec des jeunes gens, vont au théâtre avec eux et acceptent même à souper dans un restaurant. Toutes ne vont pas jusque-là. Celles qui le font sont même considérées par les mères de famille comme un peu *fast*, mais ne sont nullement *disqualifiées* pour cela. On a déjà tant discouru sur ce mode d'éducation : le « pour » a été défendu si éloquemment et le « contre » a rencontré des avocats si convaincus, que, moi chétif, je n'ose entrer dans la question que par un apologue.

La Normandie est, comme l'on sait, un grand pays d'élevage. Deux écoles y sont en présence. Dans le Merlerault, les pouliches sont lâchées en pleine liberté dans d'immenses herbages : si grands, qu'au premier coup d'œil on a peine à en voir les barrières, tant elles sont éloignées. Là, pendant plusieurs années, elles s'ébattent tout à leur aise, courant dans tous les sens, longeant les ruisseaux tout près du bord, y entrant quelquefois quand ils ne sont pas trop profonds, taquinant les bœufs, et faisant avec les autres poulains des parties interminables.

Le système adopté dans la plaine de Caen est tout différent. Le fermier conduit chaque matin ses pouliches dans un grand champ de luzerne, où il les installe à un bon endroit bien vert. Elles y sont retenues par le pied à un piquet au moyen d'une chaîne de longueur suffisante pour leur laisser une certaine liberté de mouvements, mais qui les empêche absolument d'aller rejoindre les autres qui sont piquetées, de la même façon, un peu plus loin.

Comme toutes choses dans ce bas monde, les deux systèmes ont leurs avantages et leurs inconvénients. Dans le Merlerault, on a beaucoup d'accidents. Les jeunes bêtes, en se promenant sur les berges des rivières, tombent souvent dans l'eau. Elles reçoivent quelquefois des coups de pied et des coups de corne des autres chevaux ou des bœufs. Mais, celles qui arrivent sans tares à leur plein développement, sont inappréciables; et ce sont celles-là seulement qu'on montre. L'exercice et le grand air ont fortifié leurs membres. Les vices rédhibitoires ou autres se seraient déclarés s'il devait y en avoir. On peut les prendre en toute sécurité, car on en connaît tout de suite le fort et le faible : tandis que celles de

la plaine de Caen, pendant l'élevage desquelles on n'a presque jamais d'accidents, grâce aux précautions prises, donnent bien souvent de graves mécomptes, quand on les met en service. Beaucoup sont bonnes, mais elles ont l'inconvénient d'être souvent un peu sous l'œil à leurs débuts et de devenir quinteuses en diable lorsqu'elles vieillissent.

Comme éleveur, je préfère de beaucoup le système de la plaine de Caen : mais, au point de vue de l'acheteur, celui du Merlerault a bien du bon.

En arrivant hier au soir, nous avions envoyé à leurs adresses quelques-unes des nombreuses lettres de recommandation que des amis nous avaient données à notre départ de France. Plusieurs des aimables destinataires, empressés de faire honneur à la traite que nous avions l'indiscrétion de leur présenter, viennent nous voir et nous proposent de nous faire les honneurs de New-York; mais, malheureusement, notre séjour y sera trop court pour que nous puissions profiter beaucoup de leurs offres. Cependant, comme ils nous apprennent que nous sommes déjà inscrits, en qualité de membres temporaires, au plus beau cercle de la ville, à l'*Union*, qui se trouve précisément tout près de l'hôtel, nous nous empressons de nous y rendre pour remettre une carte au président. L'*Union* est un magnifique établissement, au coin de la 21ᵉ rue et de *Fifth Avenue*. On nous le fait visiter de la cave au grenier. A Paris, le *Jockey* et les *Pommes de terre* sont installés sur un plus grand pied, mais, au point de vue du confortable, celui-ci ne laisse absolument rien à désirer. Quelques détails me frappent. Dans l'antichambre se trouve un immense coffre-fort, boîte aux lettres, contenant autant de casiers qu'il y a de membres. Chaque casier a une serrure de sûreté, dont la clef est remise au titulaire, et ses lettres sont par ce moyen à l'abri des indiscrétions, jusqu'à ce qu'il les prenne lui-même en venant au cercle. Cela me semble supérieur à notre système de doubles enveloppes et d'adresses recopiées par un valet de pied.

Les extrêmes chaleurs ont aussi fait adopter un usage que je trouve excellent. Il y a, pour chaque pièce, deux mobiliers : un pour l'hiver, qui est naturellement, en ce moment, au garde-meubles; l'autre pour l'été. Dans cette saison, les tapis sont remplacés par de belles nattes de Chine, et les chaises et canapés par des meubles en bambou. Cela donne aux appartements une apparence coloniale et un air de fraîcheur du plus heureux effet.

Au moment où j'ai quitté l'hôtel, ce matin, on m'a remis une lettre qui venait d'arriver pour moi. En l'ouvrant, j'ai reconnu la signature d'une charmante femme appartenant au monde officiel

américain, que j'ai eu l'honneur de rencontrer souvent à Paris, ces années dernières, mais dont j'ignorais absolument la présence à New-York, où elle ne fait du reste que passer. C'est par l'article de notre ami Waterford qu'elle a appris mon arrivée. Elle m'invite très aimablement à aller la voir, en m'indiquant l'heure à laquelle je la trouverai et le nom de son hôtel, qui, précisément, n'est pas très loin de l'*Union*. A l'heure dite, je m'y présente. Un clerk, beau comme le jour, se tient rêveur derrière son comptoir, dans le Hall. Par parenthèse, je m'étais toujours demandé à quoi pourraient être bons les conducteurs patentés de cotillon, si des revers de fortune venaient par malheur leur ôter les ressources indispensables à l'exercice de leur pénible profession : je le sais maintenant. Ils ont une carrière toute tracée en Amérique. Les propriétaires des hôtels se les arracheront à coups de billets de banque. Il n'est pas possible en effet que le recrutement d'un personnel aussi beau n'offre pas quelques difficultés. Au *Fifth Avenue*, nous avons trois Adonis! Celui qui me reçoit ici, a plutôt le type du Méléagre, mais d'un Méléagre perfectionné, bien entendu, par la civilisation la plus raffinée. Un coiffeur habile l'a orné de deux petits bandeaux Capouls qui doivent faire bien des ravages dans les cœurs. M. Boivin, ou l'un de ses émules, lui a envoyé, de Paris, une chemise et une cravate complètement inédites. M. Poole, seul, a pu l'habiller des pieds à la tête avec une telle perfection. Quant aux bagues de diamant ou grosses perles montées en épingles, je n'en parle que pour mémoire.

L'admiration que m'inspire ce merveilleux échantillon de la race humaine, ne m'empêche pas de lui remettre ma carte, en lui exposant l'objet de ma démarche. J'ajoute que la dame en question, attendant ma visite, je pourrais peut-être, monter chez elle. Méléagre m'écoute sans mot dire, m'examine un instant à travers un ravissant lorgnon en écaille blonde et puis, rejetant ma carte sur son comptoir, et faisant tourner autour de son doigt, le cordon de son monocle :

— *No, Sir!* certainement non, dit-il d'un ton sec. Vous ne pouvez pas monter chez cette dame. Si elle veut vous recevoir, elle vous donnera audience dans le salon que voici.

Et de sa main aristocratique, il m'indiquait un petit salon qui s'ouvrait en face de lui, sur le Hall.

Je courbai la tête et me dirigeai vers l'endroit indiqué : le mobilier était sommaire. Un gros pouf au milieu de la pièce, et, à trois pas, un autre plus petit; presque au travers de la porte. Je voulus instinctivement le pousser, il résista : ce que voyant, je pris le parti de m'asseoir dessus.

Au bout d'un instant, Mme X. arrivait; suivie bientôt de son fils, un grand garçon de dix-sept ans.

— Madame, lui dis-je, je marquerai cette journée, non pas d'une pierre blanche, mais de deux! D'abord, j'ai le plaisir de vous revoir, ensuite le clerk de votre hôtel vient de me signifier clairement que j'avais tellement la mine d'un séducteur de profession, qu'en gardien vigilant de la bonne renommée de son établissement, il ne pouvait pas tolérer que je pénétrasse dans votre appartement. Et c'est toujours flatteur de s'entendre dire ces choses-là, surtout quand on n'en a pas l'habitude!

Mme X. partit d'un bon rire.

— Comment, vous ne saviez pas cela? Mais les choses se passent toujours comme cela chez nous. Tenez! regardez, nous sommes dans le *Ladies reception Room;* il n'y a pas de portes ni de rideaux; et puis! nous sommes surveillés, allez.

Je me retournai pour vérifier son dire. Un inspecteur long et solennel passait à ce moment, sans affectation, devant la grande baie largement ouverte sur le Hall. Il nous jeta un regard rapide et continua sa promenade. Ma visite a duré à peu près une demi-heure; il est revenu trois fois sans se laisser troubler par mes fous rires. Je me suis enquis depuis et j'ai découvert que tous les hôtels avaient une disposition analogue et un personnel spécial, recruté, m'a-t-on affirmé, de préférence, parmi les clergymen dont les églises ont fait faillite.

Ce soir, nous sommes allés dîner chez une vieille amie que je n'avais pas revue depuis la guerre. C'était une de ces Américaines qui éclairaient de leur radieuse beauté les soirées du monde officiel de l'empire. Je me la rappelle encore entrant, un certain soir, suivie de ses sœurs, à un bal costumé des Affaires étrangères. Tout le monde s'attroupait sur leur passage pour voir ces trois admirables jeunes femmes. Elle n'est plus retournée en France depuis et, devenue veuve, vit avec son frère et ses enfants dans une magnifique maison de *Madison Avenue*, le quartier le plus élégant de New-York. Hier, pendant notre promenade sur le square, j'ai quitté un instant M., pour aller la surprendre de ma visite. Une petite *maid* irlandaise, au museau rose, en petit tablier blanc, avec un papillon de dentelle dans des cheveux blonds, m'a ouvert la porte; mais quand elle a voulu répéter mon nom, j'ai bien vu qu'elle n'y arriverait jamais, aussi lui ai-je confié ma carte. Un instant après, une belle jeune fille venait me chercher en courant pour me faire entrer dans la salle à manger, où sa mère achevait de dîner. Elle avait cinq ans quand je l'avais vue pour la dernière fois à Paris. Comme on vieillit, mon Dieu!

Il était convenu que ce soir on nous ferait faire un dîner américain. Je suis tout à mon aise pour parler du menu, car la critique était non seulement autorisée, mais provoquée.

La saison des huîtres étant passée, on a commencé par des *clams*. J'ai reconnu sous ce nom étranger les « clovisses », chères aux Provençaux, et j'ai pu constater qu'elles étaient aussi coriaces à New-York qu'à la Réserve ou chez le père Louis, à Saint-Mandrier. Seulement, ici, on les sert dans des assiettes remplies de petits morceaux de glace; et c'est tout à fait joli. Après cela, nous avons eu une soupe aux huîtres conservées. Ne réveillons pas des souvenirs pénibles! Ensuite on a servi des petits crabes bouillis, d'une espèce particulière, dont la carapace est molle et se mange avec le peu de chair qu'elle recouvre. Les Américains appellent cela des *soft Shell Crabs*, et font, de ce régal, des descriptions enthousiastes à ceux qui n'en ont jamais mangé. Les autres les arrêtent au premier mot. Jusqu'à ce moment, le dîner avait absolument l'allure d'un repas chinois, et je m'attendais à voir arriver sur la table des « biches de mer » et des « ailerons de requin » à l'huile de ricin. Ce furent, au contraire, les plats de résistance qui firent leur apparition et, avec eux, nous sommes retombés dans la cuisine anglaise.

15 *juin, vendredi.* — Je ne sais quel philosophe, éprouvant le besoin de faire un mot, a dit que la constitution américaine est le plus beau monument que l'humanité ait jamais élevé à la liberté. Il a existé, et il existe encore en France, une nombreuse école de gens qui soutiennent que la liberté, et la liberté telle que la pratiquent les Américains, est l'alpha et l'oméga de la science gouvernementale. Ils ajoutent que la civilisation américaine, qui en procède, est l'idéal vers lequel doivent tendre toutes les autres civilisations, sous peine de disparaître de la surface du globe sans y laisser plus de traces que n'en ont laissées celles des Babyloniens, dans l'ancien monde, et des Mexicains ou des Péruviens, dans le nouveau. De nos jours, les principaux apôtres de cette doctrine ont été, en France, MM. de Tocqueville et Laboulaye. Le premier a exposé ses idées, sur la matière, dans son livre de *la Démocratie en Amérique*, qui a fourni des citations à plusieurs générations de doctrinaires et à la petite sous-préfète du *Monde où l'on s'ennuie;* le second, dans son roman de *Paris en Amérique*, a mis en scène un docteur parisien qui, transporté par les soins d'un enchanteur dans une ville des États-Unis, s'éprend d'une telle admiration pour tout ce qu'il voit là-bas, qu'il n'a plus que le dégoût le plus profond et les sarcasmes les plus amers pour ce qu'il retrouve autour de lui, quand l'enchanteur le ramène de ce côté-ci de l'Atlantique.

D'après ces messieurs, toute la science gouvernementale se réduirait donc aux deux mots célèbres : « Laissez faire, laissez passer ! » Mais une science ne se condense guère en une formule unique qui embrasse tous les cas particuliers. D'abord il serait bon de s'entendre sur ce que c'est que la liberté. Pour le peuple parisien, c'est le droit de massacrer de temps en temps quelques prêtres, quelques juges et quelques gendarmes ; qu'avec cela, on lui laisse piller, chaque jour, une demi-douzaine de maisons, et en faire ensuite un feu de joie, il se déclare parfaitement satisfait et fait bon marché du reste. Le malheur est que ce régime-là, quelque agréable qu'il soit, ne peut guère durer bien longtemps ; les séminaires ne suffiraient pas à la consommation, et puis ces odieux propriétaires ne reconstruiraient peut-être pas assez vite leurs immeubles.

Les Américains, c'est une justice à leur rendre, comprennent la liberté d'une autre façon. Leur liberté n'étant pas la nôtre, on pourrait tout d'abord conclure, de ce fait, que la maison qui convient à l'une ne serait peut-être qu'une prison pour l'autre ; mais en creusant davantage la question, on peut même se demander si la maison largement aérée qu'ils ont construite à leur jeune liberté n'est pas pour elle, maintenant qu'elle a vieilli, un véritable nid à courants d'air, et s'il ne faudra peut-être pas, si on veut conserver la bonne vieille, boucher bien des fenêtres pour lui éviter des maladies inflammatoires, toujours bien dangereuses à son âge.

Je me faisais ces réflexions ce matin après m'être dépêtré de deux nouveaux *interviewers*. Personnellement ils étaient charmants ; mais décidément l'institution est un peu ennuyeuse, et puis Waterford m'a gâté les autres. Pour leur échapper, je me suis réfugié dans le salon de lecture de l'hôtel et me suis plongé dans les innombrables journaux qui le garnissent. Ils font grand tapage en ce moment autour de trois affaires qui sont bien curieuses, et ne se gênent pas, à propos des deux premières, pour déclarer que, si cela continue, il faudra bientôt renoncer à l'institution qui a toujours cependant été considérée comme la pierre angulaire de l'édifice dont il a été question plus haut ; je veux parler du jugement par le jury.

La première de ces affaires est celle des *Star-Routes*, qui vient de se dénouer après avoir passionné au dernier point toute la population américaine. En voici une analyse sommaire.

Aux États-Unis, l'administration des postes est un service fédéral. Il est centralisé à Washington, entre les mains d'un agent supérieur qui porte le titre de *Post-master general*. Il va sans dire que dans cette administration, comme dans les autres, tous les

employés, depuis le *Post-master general* jusqu'au dernier facteur, sont changés par chaque gouvernement qui arrive au pouvoir : leurs places étant la proie du parti victorieux.

Un des politiciens les plus en vue parmi les républicains, M. Thomas J. Brady, sollicita et obtint, dans cette administration, comme récompense de ses services électoraux, la place de « chef du bureau des concessions pour les *Star-Routes* ». Il existe et il se fonde journellement dans l'Ouest, une foule de localités, souvent assez importantes, qui ne sont pas encore reliées aux chemins de fer. Le service postal y est assuré soit au moyen de voitures appelées *Stage-Coachs*, soit par de simples courriers à cheval. Les lignes de poste prennent le nom de *Star-Routes*, et c'est aux industriels qui les exploitent, qu'avait affaire Brady.

Cette place était fort recherchée, parce qu'il était connu que, de tout temps, les titulaires avaient trouvé moyen d'y faire de jolis bénéfices. Aucun ne s'en était fait faute, mais au moins y mettaient-ils une certaine discrétion. A peine Brady fut-il en fonctions, qu'il commença à opérer sur un pied tel, que l'opinion publique, cependant bien indulgente, commença à s'émouvoir. Il n'en eut cure et continua de plus belle. Il reçut avec la même belle indifféence les observations du *Post-master general*, et celles du président lui-même, qui dit, un jour, en public, à ce sujet, ce mot cité au procès : « Il faut couper l'ulcère jusqu'à la racine. » Trois des plus grands journaux, achetés par lui, le soutenaient énergiquement. Il disait tout haut que trop de sénateurs et de membres du congrès étaient à ses gages pour qu'on pût jamais le poursuivre. Cependant tout a une fin. Au bout de cinq ans, le *Post-master general*, exaspéré, disaient les mauvaises langues, d'avoir eu une part trop faible dans le gâteau, le somma d'avoir à donner sa démission. Brady s'exécuta sans difficulté, estimant son siège fait. Il eut tort, car dès qu'il eut quitté son poste, comme cela arrive toujours en pareil cas, des faits nouveaux surgirent de toutes parts. Les journaux démocrates citaient des détails, des chiffres si précis, qu'enfin il fallut agir, et Brady fut mis en accusation à la suite d'une enquête.

Les faits révélés constituent une étude bien curieuse des mœurs administratives du pays. Quand on entend les Américains tonner, comme ils le font quelquefois, contre le « fonctionnarisme » de l'Europe, on pense involontairement à la fable du Renard qui a eu la queue coupée. Ils n'ont pas beaucoup de fonctionnaires, mais ceux qu'ils ont sont d'une espèce telle, que l'on comprend leur horreur pour l'institution. Le rapport de la commission constate que la part de Brady seul dans les détournements reconnus n'a

pas pu s'élever à moins de 1 500 000 dollars, 7 500 000 francs!

La manière d'opérer ne fut pas bien compliquée. Tous les contrats antérieurs devaient expirer au 1er janvier 1878, peu de temps après son entrée en fonction Brady eut à préparer les nouveaux cahiers des charges. Il les rédigea dans un esprit beaucoup plus favorable aux entrepreneurs que les anciens. On exigeait beaucoup moins, sous le rapport du nombre de départs et des délais obligatoires. Puis, s'étant assuré du concours de treize d'entre eux, il leur fit faire des soumissions très modérées, de manière à leur assurer les concessions.

Il existe en tout 9000 *Star-Routes*, mais Brady et ses agents se bornèrent à opérer sur 400 seulement, situées dans neuf États et autant de territoires. Aux termes des contrats, le total des subventions devait s'élever annuellement à 10 045 000 fr. Dès la première année, Brady trouva moyen de le porter à 18 535 000 fr.; six mois après, à 22 435 000 fr.; et enfin, un peu plus tard, à 27 535 000 francs.

Pour arriver à d'aussi formidables majorations, les moyens employés étaient bien simples. Le concessionnaire d'une ligue située, par exemple, dans l'Orégon, était, aux termes de son contrat, obligé à un départ par semaine, et pouvait faire porter le courrier par un homme à cheval. A peine le service était-il inauguré, qu'on faisait signer aux populations de la contrée une pétition demandant à ce qu'il fût plus fréquent, plus rapide, et que l'emploi d'une voiture fùt rendue obligatoire. Quand la population n'existait pas, ce qui arrivait bien quelquefois, on couvrait les pétitions de signatures imaginaires : puis ces pétitions étaient envoyées à Brady, qui, sur son rapport favorable, était autorisé, par le congrès, à traiter de gré à gré avec l'entrepreneur, pour obtenir des conditions de fonctionnement plus conformes aux vœux des pétitionnaires. L'enquête a relevé des chiffres presque grotesques : une ligne avait été établie en plein territoire indien. Elle coûtait au début 31 650 fr.; à la fin, 750 000 fr. Or le courrier qui, en réalité, avait toujours été transporté par un homme à cheval, ne s'est jamais composé de plus de deux lettres par mois. Pour un groupe de quatre routes, dans l'Orégon, la subvention avait monté de 83 660 fr. à 830 945 fr. En définitive, les quatre cent quinze lignes exploitées par la raison sociale Brady et Cie accaparaient, à elles seules, un peu moins de la moitié de la somme totale allouée aux 9000 *Star-Routes* subventionnées.

Les entrepreneurs des 8585 autres, tenus en dehors de la rosée bienfaisante qu'ils voyaient descendre sur leurs heureux confrères, poussaient des cris de pintades; les politiciens démocrates qui se

morfondent loin des affaires depuis vingt ans, voyant leurs heureux vainqueurs s'ébattre de la sorte dans les gras pâturages du budget, trouvaient des accents indignés pour signaler dans leurs journaux ce qui se passait. Mais on avait eu soin de faire signer chacune des pétitions par quelques députés ou sénateurs ; ces signatures avaient été grassement payées, et ceux qui les avaient données, se trouvant complices, ne pouvaient plus rien dire. A la fin, cependant, il n'y eut plus moyen de refuser une enquête, et dès qu'elle fonctionna, les faits qui lui furent signalés furent si précis et si graves, que l'attorney général dut faire mettre en jugement un premier groupe de criminels, auprès desquels vinrent bientôt s'asseoir beaucoup d'autres. L'un des entrepreneurs, nommé Price, avait envoyé, dans une certaine circonstance, au sénateur Kellogg, sa part et celle de Brady en bons sur la poste. Il fut possible de suivre cet argent, non seulement des mains de Price en celles de Kellogg, mais encore de celles de Kellogg jusqu'à la caisse du banquier de Brady. Un des hommes les plus compromis dans l'affaire était un autre sénateur, M. Dorsey, ancien secrétaire général du comité national républicain, ayant joué un rôle fort important dans l'élection du président Garfield, et qui avait dû, un moment, faire partie de son cabinet.

L'année dernière, un premier jugement n'aboutit qu'à un verdict de désaccord. Plusieurs des jurés avaient été achetés et ne s'en cachaient guère. Le président du jury fut même poursuivi. Il fallut recommencer sur de nouveaux frais. Selon les usages, les jurés furent enfermés et privés de toute communication avec l'extérieur, pendant toute la durée du jugement, qui fut de six mois. En vertu d'une loi prévoyante, ils étaient aussi privés de toute liqueur alcoolique. A l'une des premières audiences, l'un d'eux, un cabaretier irlandais, eut une espèce d'attaque. Un médecin, appelé en toute hâte, déclara au tribunal que cet homme avait l'habitude de se maintenir à un certain degré d'alcoolisation qui lui était devenu nécessaire, et que l'état dans lequel il se trouvait ne provenait que d'un commencement de désaturation, occasionné par la privation de sa ration journalière de whisky. Alors s'engagea une longue discussion bien amusante entre le président et les avocats. A la fin, on se mit d'accord. Les derniers ayant formellement renoncé à employer ce moyen de cassation, il fut décidé que ce juré modèle recevrait tous les jours les deux grands verres de whisky, qui lui étaient nécessaires.

C'est le 14 juin que le chef du jury est venu, la voix émue, affirmer sur son honneur, devant Dieu et devant les hommes, que MM. Kellogg, Brady, Dorsey et consorts étaient les plus honnêtes

gens de la terre et que, indignement calomniés, ils n'avaient jamais cessé de mériter l'estime de la nation qui les avait mis à la tête de ses affaires. Tous leurs amis, réunis dans le prétoire, acclamèrent ces dignes législateurs. Le soir même, ils se retrouvèrent tous à une grande soirée donnée, en leur honneur, par M. Ingersoll, un de leurs avocats : et les chroniqueurs de la haute vie new-yorkaise décrivent à leurs abonnés, avec un lyrisme échevelé, la toilette, d'une élégance suprême, portée par M[me] Dorsey. Au bras du chef du jury, elle parcourait les salons de la « résidence palatiale (*palatial residence*) », recevant, avec une bonne grâce charmante, les félicitations enthousiastes de tous ses amis, parmi lesquels, probablement, beaucoup étaient à peine remis d'une alarme si chaude. J'ai remarqué avec chagrin qu'on ne parle pas du juré irlandais. Il était probablement sous une des tables du buffet.

Comme programme, la soirée ne comportait qu'un peu de musique. Il est bien fâcheux qu'un Coquelin quelconque ne soit pas en tournée en ce moment-ci à New-York. Il eût été plein d'à-propos de débiter à l'honorable assemblée les fameux vers de *Cinna :*

> Quand le peuple est le maître, on n'agit qu'en tumulte,
> La voix de la raison jamais ne se consulte;
> Les honneurs sont rendus aux plus ambitieux,
> L'autorité livrée aux plus séditieux.
> Les petits souverains qu'il fait pour une année,
> Voyant d'un temps si court leur puissance bornée,
> Des plus heureux desseins font avorter le fruit.
> Dans le champ du public, largement ils moissonnent,
> Assurés que chacun leur pardonne aisément,
> Espérant à son tour un pareil traitement.

Admirables effets du génie! Corneille prévoyait MM. Brady et Dorsey!

Tous ces braves gens, sénateurs, députés, fonctionnaires de tout rang, seront-ils réélus? C'est plus que probable. Les démocraties, c'est un phénomène qui se reproduit partout, ne tiennent pas du tout à estimer les gens qu'elles placent à leur tête. On dirait même qu'elles mettent un certain soin à les choisir le plus bas possible. Chez nous, on commence à remarquer cette tendance. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à lire *la Gazette des Tribunaux* et à voir le nombre, toujours croissant de personnalités politiques dont les noms viennent figurer dans ses colonnes. « Tous les mandarins, beaucoup filous! » me disait une fois, dans son français fantaisiste, l'estimable Pipi-Afa, *comprador* du consulat de France

à Hong-Kong et citoyen de la Chine, le pays le plus démocratique du globe.

En Amérique, les fonctions publiques sont presque absolument abandonnées par les gens honnêtes ou d'une classe élevée, peu soucieux de faire les métiers qu'il faut exercer pour réussir et de s'exposer aux abominables injures de la presse. La même chose existe un peu chez nous, quoique sur une bien moins grande échelle. Seulement, voici en quoi les Américains nous sont bien supérieurs, et nous donnent une grande leçon. Ils ne veulent pas des fonctions, mais ils ne se désintéressent pas, pour cela, de la chose publique. Il s'est formé toute une classe de politiciens dont c'est le métier de manier la plèbe électorale; ils mettent à la solde de chaque parti leur intelligence incontestable et leurs convictions dont ils changent quelquefois, mais qui n'en sont pas moins très ardentes. L'inconvénient du système, c'est qu'une fois qu'ils sont au pouvoir, il est impossible de les empêcher de voler. On estime qu'une grosse portion du revenu de la nation disparaît dans leurs poches. Mais les Américains en prennent leur parti philosophiquement. N'ayant ni armée ni marine, ni pour ainsi dire de dettes, ils peuvent s'offrir le luxe suprême de notre ancienne aristocratie; des intendants voleurs. Il y a, comme cela, là-bas une foule d'institutions qui sont pour les Américains ce qu'est le phylloxéra pour leurs vignes. Ils en souffrent, mais n'en meurent pas : transportées chez nous, elles deviennent mortelles.

Il est toujours, du reste, bien curieux de les entendre parler de leurs hommes politiques. Mon vieil ami le général, qui est bien cependant lui-même un type de politicien, avait, sur leur compte, une mine inépuisable d'histoires qu'il inventait sûrement, mais qui étaient toutes plus drôles les unes que les autres. On n'est jamais trahi que par les siens. En voici une dont je me souviens et qui indique la note générale des autres.

Il faut savoir qu'aux États-Unis, quand un membre du congrès meurt pendant la session, il est d'usage qu'un de ses amis demande la parole et prononce, en quelques mots, son oraison funèbre; en s'adressant toujours, bien entendu, au *speaker* (président; mot à mot : celui qui parle. Il faut noter par parenthèse que c'est le seul membre qui ne parle jamais; mais tous les discours sont censés lui être adressés). Le général prétendait donc, qu'un jour, un de ses collègues, représentant de je ne sais quelle localité du Far-West, s'était levé au début de la séance et avait parlé en ces termes :

« Monsieur le *speaker!* j'ai la douloureuse mission de vous annoncer la mort de notre honorable collègue, le député d'Alli-

gator City. Il a rendu le dernier soupir, cette nuit, entre les bras de Mme la capitaine Gédéon A. B. C. Smith, la veuve désolée d'un des guerriers qui ont versé leur sang pour terrasser l'hydre de la rébellion. Il logeait chez elle : car elle tient maintenant, avenue X, rue Z, un hôtel meublé, dans lequel la chambre du défunt est à présent vacante. C'est une des positions les plus centrales de la capitale. Les appartements y sont vastes. Quant à la nourriture... »

Ici un membre du parti opposé s'était levé :

« Monsieur le *speaker*, s'écria-t-il, jusqu'à quand tolérera-t-on que l'honorable membre, qui a la parole, vienne payer en réclames son écot à une table d'hôte suspecte, écot qu'il ne pourrait bien sûr pas payer autrement.

Le premier reprit posément :

« Je ne me m'arrêterai pas un instant à répondre à l'honorable membre qui vient de m'interrompre. Tout le monde sait que le hideux crotale couvre, de sa bave venimeuse, la nourriture qu'il va manger. Mille fois plus méprisable que lui, mon honorable collègue a voulu couvrir, de la sienne, une nourriture qu'il n'aura jamais l'occasion de déguster : car ce ne sont pas des gens de sa sorte qui fréquentent l'excellent établissement que je veux signaler. »

Nous n'en sommes peut-être pas encore là, mais il ne faut pas désespérer d'y arriver.

Je disais que les journaux de tous les partis sont, en ce moment, remplis des commentaires les moins flatteurs sur deux jugements qui viennent d'intervenir et qu'ils ne se gênaient pas pour attaquer l'institution même du jury. Je viens d'analyser la première de ces affaires; voici maintenant la seconde.

Le 24 décembre dernier, M. N. L. Dukes brûla la cervelle du capitaine Nutts, vers huit heures du soir, en présence de très nombreux témoins, au beau milieu du hall d'un grand hôtel. Il se laissa arrêter sans résistance et passa devant le jury. Voici maintenant les faits qui ressortirent des débats.

N. L. Dukes, exerçant la profession d'avocat, et membre de la Chambre de Pensylvanie, était devenu l'amant de Mlle Nutts, fille du capitaine Nutts, homme déjà âgé, caissier du trésor de l'État.

Il faut noter qu'il n'a pas été bien prouvé qu'il ait réellement été l'amant de cette jeune fille qui, au cours du procès, a toujours protesté énergiquement contre cette allégation et qui avait une excellente réputation : toujours est-il qu'il s'était vanté, à plusieurs reprises, de l'être, et qu'un jour, après boire, il s'avisa d'écrire au capitaine Nutts, pour lui raconter la chose.

Ceci se passait le 23 décembre : le 24, le malheureux capitaine Nutts, sachant que Dukes passait toutes ses soirées dans le hall de l'hôtel, y vint pour avoir une explication. A peine eut-il prononcé quelques mots, qui ne furent pas entendus, que l'autre tira de sa poche un revolver et étendit le vieillard raide mort, en criant : « Vous êtes venu ici pour me frapper ! Eh bien, je vous tue ! »

Le jury, gagné, acquitta Dukes sans hésitation. Il s'était contenté de dire, pour sa défense, que Nutts l'avait insulté et menacé. Le public prit assez mal cet acquittement. Le juge, président des assises, ne se gêna pas pour dire aux jurés ce qu'il pensait d'eux. La population les brûla en effigie sur une place. Ses collègues de la Chambre votèrent l'exclusion du meurtrier, ce que, par parenthèse, ils n'avaient pas le droit de faire. Du reste Dukes parut prendre la chose assez philosophiquement et reprit sa profession d'avocat, toujours dans la même ville. Il demeurait non loin de l'endroit où le fils de sa victime, James Nutts, un jeune homme de vingt ans, vivait avec sa mère et sa sœur. Les deux hommes se rencontraient souvent, et on se rappela depuis, qu'on avait vu quelquefois Dukes ricaner en croisant Nutts dans la rue.

Le 13 juin dernier, dans la matinée, James Nutts se tenait immobile près d'un réverbère, quand Dukes vint à passer près de lui. On le vit tirer de sa poche un revolver d'un mouvement brusque et faire feu à deux reprises sur le meurtrier de son père. Celui-ci, légèrement blessé, s'enfuit : voyant un bureau de tabac ouvert, il s'y précipita. Mais Nutts, y pénétrant presqu'en même temps que lui, l'acheva de deux nouveaux coups tirés à bout portant. Le jeune Nutts sera acquitté à l'unanimité. Cela ne fait de doute pour personne [1].

Ces deux scandales, arrivant coup sur coup, inspirent à la presse de nombreux commentaires dont le sens général est le suivant :

Dans le premier cas, on se trouve en présence d'une affaire très grave. Il s'agit de concussions. Non seulement des millions de dollars ont été volés dans les caisses publiques, mais l'honneur de la nation elle-même est engagé. Par qui, en effet, ces millions ont-ils été volés? Par les fonctionnaires les plus élevés de l'administration. Dès l'abord, cela ne fait de doute pour personne, tant les faits sont patents. Quels sont les complices présumés? Des sénateurs, des députés, tous gens investis, par leurs concitoyens, du plus haut mandat : chargés par eux d'administrer la fortune publique. Ces sénateurs, ces députés sont-ils au moins les plus inconnus

[1] Il l'a été.

des hommes politiques. A-t-on affaire à quelques individualités arrivées là par une surprise du corps électoral et en nombre infime? Ce sont les plus hauts de leur parti, et leur nombre est si grand que, tous les jours, l'enquête révèle de nouveaux noms : quelques efforts que l'on fasse pour la circonscrire.

Voici le côté des accusés. De celui du tribunal, que voit-on? Un ramassis de gens réunis par le hasard du sort, dont l'un est un ivrogne si avéré que l'alcoolisme est devenu son état habituel. Il y a une loi pour empêcher de donner de l'eau-de-vie aux jurés pendant tout le temps de la session. Si cette loi est devenue nécessaire, c'est qu'apparemment, le mode de recrutement adopté a fourni souvent des hommes du même genre. Ici encore, nous ne sommes pas en présence d'un cas isolé.

Admettons que ces hommes soient tous d'une intégrité parfaite. Ils seront peut-être capables de donner un avis raisonnable sur une question de fait. Un assassin arrêté au moment où il vient de tuer sa victime leur est amené. On leur demandera s'il est coupable; ils diront oui.

Mais dans une question comme celle-ci, quand la culpabilité résulte de la violation de lois ou de règlements souvent fort obscurs et très compliqués, en admettant toujours que ces hommes soient intègres, est-il humainement possible qu'ils aient les connaissances très spéciales nécessaires pour se prononcer sur des questions aussi délicates. Et à quelles classes appartiennent-ils pour l'immense majorité? A celle des petits boutiquiers. Dans tous les pays, c'est la plus impressionnable, la plus accessible aux courants populaires, comme aux impressions que leur dictent les journaux; c'est elle, en un mot, qui a fourni, en France, le type de M. Prudhomme, et, en Angleterre, celui de John Bull. Ainsi donc aucune garantie pour l'accusé si l'opinion populaire est contre lui.

La société en a-t-elle davantage? Elle en a infiniment moins encore. En Angleterre comme en Amérique (sous ce rapport, les institutions sont à peu près les mêmes), quand, par exemple, un assassinat est commis, un fonctionnaire spécial, nommé *coroner*, réunit un premier jury composé des voisins du lieu où s'est produit le crime, et c'est de sa décision que dépendent les poursuites. On ne se figure pas les résultats que donne ce système. Dernièrement, cinq hommes sont surpris volant des chevaux dans le Dakota. Les propriétaires courent après eux; un combat s'engage : quatre des voleurs sont tués à coups de fusil; le cinquième est pris vivant et pendu à un arbre. Le coroner assemble le jury qui, séance tenante, rédige le procès-verbal suivant :

« Nous avons examiné le corps de X. Il résulte, de l'apparence

du cadavre et des renseignements recueillis, que cet homme, passant à cheval sous un arbre, avait eu l'imprudence de chercher à attraper, avec son lasso, un oiseau perché sur une branche. Le lasso a passé par-dessus la branche, et est retombé de l'autre côté si malheureusement que le nœud coulant est venu prendre le col de l'homme, qui s'est trouvé pendu, son cheval ayant continué à avancer. Nous estimons donc à l'unanimité que la mort est purement accidentelle[1]. »

Et tout a été dit.

Ceci est simplement drôle. Mais prenons une affaire réellement importante. Pour arriver à une condamnation, il faut qu'à l'unanimité le jury réponde *oui* à la question : « L'accusé est-il coupable ? » Parmi ces hommes rassemblés d'une si étrange façon, supposez-en un ou deux gagnant péniblement 2000 ou 3000 francs par an, à force de travail. Ils sont pris pour une affaire comme celle des *Star-Routes*, qui durera peut-être six mois. C'est la ruine. Survient un tentateur qui fait miroiter à leurs yeux le capital de cette somme. Ils peuvent le gagner sans le moindre risque. Il leur suffira de répondre *non* à toutes les questions du président. Et de ce *non*, personne n'aura le droit de leur demander compte. Et en présence de cette *négation* obstinée, qu'on sent être l'impression d'un parti pris, que peut faire la majorité? Elle luttera un jour, deux jours. Mais mettez-vous à la place d'un malheureux petit commerçant enlevé à ses affaires, les sentant péricliter en son absence, séparé de sa famille depuis six mois, vivant dans une claustration absolue et n'ayant qu'un mot à dire pour faire cesser tout cela. Il lui faudrait plus que de la vertu, il lui faudrait de l'héroïsme pour aller jusqu'au bout. Encore, si, par ce *non*, que sollicitent tant de considérations, il devait faire condamner un innocent; il résisterait peut-être, mais il s'agit simplement d'acquitter un coupable, et le *non* est bien vite dit.

Beaucoup de gens trouvent que nous n'avons pas assez de jurys en France, et que l'institution devrait être considérablement développée.

J'en arrive maintenant à la troisième des affaires dont je voulais parler. Elle est bien simple, ce n'est presque qu'un fait divers : mais elle ouvre encore un jour sur un côté curieux des mœurs américaines.

Depuis quelque temps, la police avait été prévenue que dans

[1] La chose s'est passée dans le comté de M'Léan (Dakota). Le pendu s'appelait James O'Neil.

certains cafés on cherchait à frauder le fisc, en ne payant pas la patente très élevée exigée des débitants de liqueurs alcooliques. On en vendait parfaitement, mais seulement à des habitués sûrs, et en les décorant des noms de ces innombrables liqueurs rafraîchissantes chères aux Américains. L'établissement d'un nommé Ryan était particulièrement signalé comme étant dans ce cas. Deux agents en vêtements civils furent envoyés par leurs supérieurs pour tâcher de prendre Ryan en faute.

Le premier, laissant son compagnon à la porte, entra en s'avançant vers le comptoir, fit une grimace significative à Ryan, en lui demandant un verre de « salsepareille ». Ryan, se doutant de quelque chose, lui donna réellement de la salsepareille. L'agent la flaira, fit une nouvelle grimace également significative, mais celle-ci de déconvenue, et se décida à sortir poursuivi par les huées des consommateurs et du cabaretier. Retrouvant son camarade à la porte, ils causèrent un instant ensemble, puis, probablement sur l'avis du camarade, il rentra. Les huées éclatèrent de plus belle. Ryan lui intima l'ordre de sortir. Quelques-uns disent qu'il y eut même une légère bousculade. En tous cas, l'agent, s'adossant à la porte, tira deux coups sur Ryan et le tua raide.

Voilà les faits. Ils témoignent d'abord de la brutalité inouïe avec laquelle les agents de la police new-yorkaise font leur service. Ce sont des gaillards de taille colossale, vêtus d'une tunique boutonnée militairement, une médaille à la boutonnière, un petit chapeau assez singulier sur la tête, et à la main, le fameux bâton traditionnel. Je dois dire que je les trouve parfaitement bien tenus. Mais j'ai rencontré ce matin mon ami le Révérend, qui reste à New-York jusqu'à la réunion de son congrès de pasteurs épiscopaliens ; j'ai peur qu'il n'y apporte un esprit légèrement aigri. Pour employer une expression plus expressive qu'élégante, il ne dérage pas. Aujourd'hui, notamment, il était dans un état d'exaspération tel, qu'il parlait d'en référer au *Times* et au consul britannique. Chacun sait qu'un Anglais qui n'a pas écrit au moins une fois dans sa vie une lettre au *Times*, signée « Viator » ou « A Ratepayer », est un Anglais incomplet. Dans l'espèce, du reste, l'indignation de mon révérend était bien un peu justifiée. Il paraît que, se promenant, vers midi, dans Broadway, il avait vu, tout d'un coup, un monsieur, à côté de lui, devenir très rouge, battre l'air de ses mains et tomber comme une masse. Il s'agissait d'un coup de soleil. Ils sont très communs en ce moment, et plusieurs personnes en meurent chaque jour. Une foule très sympathique se forma aussitôt. Un policeman survint. Le Révérend, qui s'était précipité un des premiers, lui fit remarquer que tous ces gens qui se pressaient autour du malade empêchaient,

d'abord, de le relever, ensuite, l'air de circuler autour de lui. Le policeman parut tout à fait goûter l'idée, ce qui flatta mon Révérend. Mais ce qu'il apprécia moins, c'est la manière dont il la mit à exécution. Se reculant de cinq ou six pas, l'agent se précipita, sans dire gare, dans le rassemblement, tapant à droite et à gauche avec le manche de son bâton, bourrant ceux qui ne détalaient pas assez vite, faisant le vide avec une telle énergie autour du malade, qu'en un clin d'œil il n'y avait plus personne à dix pas à la ronde. Dans la bagarre, le Révérend avait attrapé dans les reins une formidable bourrade, dont il souffrait encore.

Tout cela prouve simplement une grande brutalité de la part des agents. Mais la question mérite d'être examinée sous un autre point de vue : cette recherche des débits clandestins n'est pas, comme on pourrait le croire, une simple mesure de protection pour le fisc. Les patentes exorbitantes exigées n'ont que très accessoirement pour but de lui procurer des ressources. Ce qu'on cherche, c'est d'empêcher la consommation des alcools et, pour cela, il y a tout un arsenal de lois que nos populations françaises ne supporteraient pas un instant. Dans certains États, le Maine, par exemple, l'introduction seule, sur le territoire de l'État, d'une boisson alcoolique, même pour usage personnel, est qualifiée délit. Les pharmaciens seulement sont autorisés à en avoir, mais ne peuvent en vendre que sur ordonnance du médecin ; et par boissons alcooliques, on entend les boissons que nous considérons comme les plus inoffensives, le vin, la bière ; même quelquefois le cidre. Sur bien des navires, les officiers eux-mêmes ne peuvent embarquer ni vins ni liqueurs.

Nous ne pouvons pas comprendre ces choses-là, nous autres Français, — je parle des gens appartenant à une certaine classe de la société, — nous n'avons aucun mérite à ne pas nous enivrer : une bouteille d'eau-de-vie n'exerce aucune séduction sur nous. Il n'en est pas de même chez les Anglo-Saxons. Sur cent Anglais et même cent Anglaises que vous prendrez au hasard dans le salon le plus élégant, quatre-vingt-dix-neuf ne s'enivrent pas, mais tous ont du mérite à ne pas le faire. Une mère française, en songeant aux dangers que court son fils étudiant, ou jeune officier, pensera tout de suite à la déesse Vénus; elle ne s'arrêtera pas un instant à l'idée que l'influence de Bacchus soit à craindre. La mère anglaise ne se préoccupera que de ce dernier écueil, et elle aura raison.

Peut-être, du reste, chez eux, l'ivrognerie est-elle moins répugnante, moins avilissante que chez nous. La race est plus forte et résiste mieux. En France, un jeune homme qui se griserait au buffet, après un bal, n'oserait plus se montrer dans le monde. La jeune fille anglaise qui voit un de ses compatriotes dans le même

état ne lui en veut pas beaucoup. *Poor fellow! he was just a little bit elated!* En tous cas, ce ne serait certainement pas cela qui l'empêcherait d'épouser le coupable. Dans ces charmantes études que Dickens nous a laissées sous le nom de *Pickwick papers*, il a voulu faire de M. Pickwick un type éminemment sympathique, et il y a réussi. Cependant il ne craint pas de le représenter souvent complètement ivre; un romancier français n'aurait jamais osé faire cela; son personnage aurait dégoûté tout de suite notre public. Une partie de cet admirable livre est consacrée à une étude très complète de la vie des jeunes étudiants pauvres. Cela correspond à peu près aux *Scènes de la vie de bohème*. Les héros de Dickens sont constamment ivres-morts; il n'est question que de bouteilles de whisky et de bols de punch au lait qu'on vide à tout propos; en revanche, jamais la moindre allusion à Musette ou à Phémie teinturière, et je crois sincèrement qu'elles n'existent pas.

De cet état de choses, il résulte que l'Anglais, mais surtout l'Américain, sentant que l'alcool est pour lui un danger et un danger mortel, se considère comme en état de guerre avec lui, et, ayant conscience de sa faiblesse, est disposé à faire tous les sacrifices pour assurer la victoire. C'est pour cela que, collectivement, une assemblée américaine n'hésitera jamais à voter, dans ce sens, les mesures les plus vexatoires, les plus attentatoires à la liberté individuelle. Le salut public est la loi suprême; il est vrai que, s'étant séparés, les membres s'empressent de passer individuellement à l'ennemi. Je crois que c'est dans l'Illinois que la Chambre avait voté, avec grand fracas et à l'unanimité, la défense de servir des boissons alcooliques dans la buvette. Seulement, un *Bar Keeper* ingénieux avait fait percer le mur, et tous les membres venaient, à tour de rôle, le Speaker en tête, s'appliquer les lèvres sur des tuyaux en caoutchouc qui leur apportaient la divine liqueur.

Ce sentiment est un de ceux qui font voir au véritable Américain, avec une certaine terreur, l'invasion allemande. Ils se rendent compte de tous les éléments d'ordre et de travail que leur apporte l'émigration de ce pays, mais ils savent aussi que, pour rien au monde, un Allemand ne consentira à être privé de ses chopes de *Lager beer*, et que, partout où ils se sentent en force, il faut compter avec eux sous ce rapport. J'ai retrouvé déjà très souvent l'expression de ce curieux sentiment.

Puisque j'en suis aux journaux américains, il faut parler de leur style; il est bien intéressant aussi à étudier. La langue anglaise est déjà l'une des plus concises qui existent. On n'a qu'à remarquer les avis aux voyageurs que, dans certaines gares du continent, les compagnies font afficher en plusieurs langues. La même phrase en allemand

prend cinq ou six lignes, en français, trois ou quatre et en anglais, une ou deux. Les Américains trouvent moyen de la raccourcir encore. Leurs néologismes donnent quelquefois, du reste, la chair de poule; tant ils sont énergiques. Par exemple, pour exprimer que deux trains se sont rencontrés et se sont broyés l'un contre l'autre, ils ont créé le verbe *telescoper;* on voit les cylindres d'une longue-vue rentrant les uns dans les autres. Ils ont aussi inventé un autre verbe, dont ils se servent à tout propos : c'est *boom.* En anglais, *boom* veut dire *bout-dehors*, un de ces mâts légers qu'on pousse en dehors du navire. En Amérique, *boom* exprime une poussée subite, un affolement quelconque. Un yankee dirait : le *boom* de l'Union générale. Des villes de l'Ouest, qui poussent comme des champignons au milieu du désert, on dit qu'elles *booment.* Ce qu'il y a de plus drôle, c'est que les Canadiens ont adopté ce verbe; ils le conjuguent. Dans leurs affiches, dans leurs journaux, rédigés en français, bien entendu, il revient à chaque instant. Un Canadien vous dira tranquillement : « Si j'avais su que telles actions *boomassent* comme cela, je ne les aurais pas vendues. »

Une autre école affecte, au contraire, d'employer des mots d'une prétention étonnante. Ceux-là parlent absolument comme les brigadiers de gendarmerie. Dans un des journaux que j'ai lus aujourd'hui, un rédacteur parle des « extrémités pédales » (*pedal extremities*) d'une jeune fille, au lieu de dire « ses pieds ». Un autre désigne un coiffeur sous le nom d'artiste tonsorial (*tonsorial artist*). Mon ami le général est un illustre adepte de cette école.

Il y a aussi un détail curieux à noter. C'est le très grand nombre de mots français qui sont passés dans la langue usuelle. Une gare de chemin de fer est un *dépôt*, une route s'appelle *route.* Exemple, les *Star-Routes;* quelquefois ils sont un peu anglicanisés, mais c'est toujours du français qu'ils viennent et non de l'anglais. En Angleterre, les conducteurs des trains s'appellent *Guard*, ici *Conductors.* A chaque instant, même dans des documents officiels, on trouve des mots et même des membres de phrases françaises en italique. Tout cela est, du reste, dans la conversation, prononcé de telle façon, qu'il nous est impossible de comprendre. Dépôt se prononce *dîpeau.*

Il y a quelques années, les journalistes américains ne vivaient que de personnalités. Les rédacteurs s'adressaient, surtout dans l'Ouest, les injures les plus abominables. Il en était, du reste, de cela comme des coups de pied que les pitres s'envoient les uns aux autres devant les baraques de la foire. Cela ne tirait pas à conséquence. Maintenant le ton a beaucoup gagné.

Les en-tête des faits divers sont de véritables chefs-d'œuvre. Il

paraît que, dans tous les grands journaux, il y a un spécialiste chargé de ce détail et dont les talents sont payés au poids de l'or. Un journaliste anglais, M. Augustus Sala, qui a publié dernièrement la très amusante relation d'un voyage qu'il vient de faire en Amérique, a recueilli dans un journal de Chicago un de ces en-tête, qui est une véritable trouvaille. Le voici : il s'agit d'un monsieur qu'on vient d'arrêter et qui est prévenu, non pas seulement de bigamie, mais de polygamie : dans ce pays-ci, on ne fait rien à demi.

LE BIGAME
EST DANS SA CELLULE DE CIMENT ROMAIN
Les geôliers affirment qu'il
MANGE ET BOIT BIEN!!!
Ses nombreuses épouses
APPELÉES EN TÉMOIGNAGE
révéleront
LES PLUS HORRIBLES DÉTAILS
LE JOUR DU JUGEMENT

Il me reste encore un point à noter. C'est la parfaite convenance avec laquelle sont traitées les questions religieuses. Les journaux ordinaires en parlent peu, mais s'ils se trouvent amenés à aborder ces sujets, ils le font, sans jamais montrer la moindre trace de ces sentiments haineux et bas, qui se font jour si souvent chez nous. D'ordinaire ils s'abstiennent aussi de tout sujet graveleux. Cependant, sous ce rapport, ils sont inférieurs à la presse anglaise. On voit partout certains journaux illustrés qui publient des gravures auprès desquelles celles et la *Vie parisienne* et du *Journal amusant* paraîtraient dignes de figurer dans la salle de dessin d'un pensionnat de jeunes filles. Il y a notamment une certaine *Police Gazette*, qui est le type du genre.

Samedi. — Hier, nous avons été déjeuner à bord de la *Provence*, avec B., qui nous avait invités pour nous faire faire connaissance avec quelques membres de la colonie française de New-York. Nous avons trouvé en bien piteux état le beau navire que nous avions laissé si brillant. Il est abandonné aux *longshoremen* irlandais qui le déchargent. Sa cargaison, qui s'accumule sur le *wharf*, comprenait huit mille caisses de vin de Champagne. Chacune va payer à la douane 8 dollars de droits d'entrée, 40 francs pour douze bouteilles! Et les blés et les salaisons, et les machines et les outils américains qui arrivent chez nous presqu'en franchise! Les économistes expliquent que le libre-échange étant une belle chose en soi, c'est la nation qui fait payer le moins les produits étran-

gers qui s'enrichit. Moi, je n'ai jamais pu comprendre ces finesses-là.

Nous admirons de nouveau le beau *wharf* des Transatlantiques, que nous avions à peine vu l'autre jour au milieu de la bagarre du débarquement. C'est un immense bâtiment en bois, de 200 mètres de long environ, construit sur pilotis, perpendiculairement à la rive, et de chaque côté duquel viennent s'accoster les navires. Chaque compagnie de navigation ou de *Ferry boats* est obligée d'en avoir un comme cela. Je ne sais pas au juste leur nombre; mais tout le quai en est garni. Il doit bien y en avoir une centaine, au bas mot. C'est la ville qui en est propriétaire. Celui-ci lui rapporte 300 000 francs de location. Elle devrait bien en employer une partie à mieux entretenir ses rues. Avant-hier au soir, quand nous sommes venus à terre, nous avons remarqué un malheureux cheval blanc, crevé, abandonné dans le ruisseau, tout près du quai. Ce matin, il y était encore : et il y a 30 degrés à l'ombre.

Deux charmantes jeunes filles ont déjeuné avec nous, à bord. L'une d'elles est la fiancée de B., qui doit l'épouser dans quelques semaines. Elle était venue, accompagnée d'une de ses amies, pour présider la table de son futur mari. Ici, cela semble tout naturel. Le futur ménage nous avait promis de venir déjeuner avec nous aujourd'hui chez Delmonico, le *Bignon* de New-York. En sortant de l'hôtel ce matin, nous nous sommes donc acheminés, M. et moi, vers cet établissement, pour composer notre menu. Nous n'avions du reste pas loin à aller, car il se trouve sur *Madison-Square*. C'est une immense maison fort belle et admirablement installée tout à fait sur le modèle de nos grands restaurants français. Nous sommes reçus par le maître d'hôtel classique, avec son habit noir, sa figure en lame de couteau et ses longs favoris si bien portés dans le monde ministériel. Du plus loin qu'il nous aperçoit, il nous reconnaît pour Français, et arrivant sur nous en brandissant sa serviette d'un air aimable :

— Qu'est-ce qu'il faut servir à ces messieurs, dit-il avec le plus pur accent parisien.

Nous discutons notre menu; puis nous donnons un coup d'œil à la carte des vins : enfin nous finissons par la phrase consacrée :

— Et vous nous donnerez un cabinet particulier, n'est-ce pas, garçon?

— Un cabinet particulier! mais combien ces messieurs sont-ils donc?

— Quatre! nous vous l'avons déjà dit : une dame et trois messieurs!

Le garçon leva les bras au ciel d'un air effaré :

— Mais ces messieurs ne savent donc pas! Ici c'est défendu de

servir quatre personnes en cabinet particulier : à cinq, quelquefois, mais jamais au-dessous.

— Comment? Eh bien, pourquoi cela?

— Et les mœurs! monsieur. Les mœurs! dit le garçon d'un organe qui voulait être caverneux, mais qui n'arrivait qu'au fausset de Lassouche.

Puis, rejetant sa serviette sous son bras d'un geste régence et s'inclinant vers nous, de l'air d'un philosophe appréciant une civilisation inférieure :

— Tenez! voulez-vous que je vous dise, messieurs! les gens de ce pays-ci... des sauvages! messieurs, des vrais sauvages!

Un des Français avec lequels nous avions déjeuné la veille entrait à ce moment. Croyant toujours à quelque mystification, nous lui demandons si on n'est pas en train de se « gausser » de nous. Il part d'un éclat de rire :

— Mais pas du tout! nous dit-il, rien n'est plus sérieux. Savez-vous ce qui est arrivé il y a quelques semaines à Mme Z., la femme du grand banquier, la belle-mère de votre compatriote M. de T. : Dieu sait qu'elle est bien connue. Elle était installée à la campagne avec tout son monde et quelques invités. Une affaire la rappelle ici pour une demi-journée, avec son mari, son beau-frère et une ou deux autres personnes. On convient de déjeuner chez Delmonico, et on envoie commander le déjeuner pour cinq, en retenant un cabinet particulier.

A l'heure dite, Mme Z. arrive au bras de son mari. Notez qu'ils étaient parfaitement connus dans la maison : elle demande le cabinet retenu.

— Pardon, dit le maître d'hôtel, mais je ne vois que quatre personnes...

— La cinquième est en retard, elle va arriver.

— Très bien, madame; si madame veut entrer, en attendant, dans la salle commune...

— Mais non, conduisez-nous de suite au cabinet où nous devons déjeuner.

— Nous sommes désolés, madame, mais c'est impossible. Les règlements sont formels, madame! la maison serait fermée.

— Par exemple, c'est trop fort! faites venir M. Delmonico.

M. Delmonico arrive. C'est la courtoisie faite restaurateur : mais il déclare qu'il lui est impossible de céder. Il courrait trop de risques. Cependant, à la fin, il propose une transaction. Devinez laquelle. Non, au fait, ne cherchez pas. Il s'offre lui-même pour remplacer le cinquième convive, qui n'arrivait toujours pas. Ma foi, on a trouvé la combinaison si drôle qu'on a accepté : et, cette fois-

là encore, la morale de la ville de New-York n'a pas été outragée! Il paraît, du reste, que M. Delmonico est très aimable en société, et il a tenu à se payer à lui-même son propre écot.

En présence d'un tel précédent il n'y avait plus qu'à s'incliner. Nous n'avons donc pas insisté, et nous nous sommes contentés de la salle publique, où nous étions du reste fort bien. Mais quel singulier pays! et comme, principes à part, un bon petit despotisme serait moins gênant que cette liberté-là! Seulement, pour être juste, il faut ajouter que, sans ces habitudes qui nous semblent si étranges, les libres allures des jeunes filles américaines auraient, peut-être, bien des inconvénients.

Après avoir bu quelques verres de champagne à la santé du futur ménage, nous nous sommes séparés, eux pour courir les magasins, nous, je veux dire M. et moi, pour aller rejoindre le docteur S., qui a laissé chômer sa clientèle, aujourd'hui, pour se consacrer très aimablement à nous et nous emmener aux courses de Coney Island. Ces courses sont organisées sous le patronage du Jockey Club de New-York, et se donnent dans un hippodrome aménagé par lui sur une grande île, de l'autre côté de l'Hudson. Pour y aller, nous prenons le *Ferry boat*, puis un chemin de fer qui, en quelques minutes, nous mène à destination. Le président du Jockey Club a bien voulu nous adresser une invitation, de sorte que c'est de la tribune des membres du comité, où est servi un magnifique lunch froid, que nous jouissons du spectacle.

Je sens qu'en historiographe consciencieux je devrais donner au lecteur bénévole qui a continué, jusqu'à présent, à lire cette véridique relation de notre odyssée, je sens, dis-je, que ce lecteur a droit de réclamer de moi, d'abord une description détaillée des courses que nous avons vues, ensuite des aperçus pleins de profondeur sur le sport aux États-Unis. Mais, conscient de mon infériorité, je le conjure de me dispenser de cette double tâche. Comme officier de marine, j'adore les chevaux : c'est une question de métier. L'allée des Poteaux, quand je suis à Paris, n'a pas d'habitué plus fidèle que moi : mais je n'apprécie ces nobles quadrupèdes qu'autant qu'ils se montent ou qu'ils s'attellent. De tous les spectacles, les courses me sembleraient le plus assommant, s'il n'y avait pas les régates, qui, je crois, sont dignes de leur disputer le prix. Quand ma mauvaise étoile m'oblige à assister à l'un, il me semble toujours que c'est encore l'autre que je déteste le moins. Et puis, vraiment, je trouve que, sous prétexte d'améliorer la race chevaline, on détériore par trop la race humaine : je ne parle pas des jockeys qui ont l'air d'avortons, mais qui sont, en réalité, beaucoup plus forts que la majorité des Turcs, ni des bons jeunes gens que cela amuse de

se faire casser le cou, en montant des chevaux qui n'ont plus de jambes : je veux parler de cette abominable tourbe de bookmakers, d'entraîneurs et de lads, au milieu desquels il faut se résigner à vivre quand on aime ce genre de divertissements.

Je me contenterai donc de parler très sommairement des courses de Coney Island. Ce qui m'y a le plus frappé, c'est, d'abord, la beauté du site : l'hippodrome ayant été taillé dans un bois de chênes... les plus beaux arbres, réservés soigneusement, lui donnent tout à fait l'apparence d'un parc anglais; ensuite la belle installation des tribunes. Les chevaux ne m'ont pas semblé être bien extraordinaires; les jockeys, presque tous mulâtres ou nègres, étaient peut-être moins laids que leurs collègues d'Europe, mais montaient à coup sûr moins bien. Le public n'était pas non plus ni bien nombreux ni bien élégant. Malheureusement pour nous, dans cette saison, presque toutes les femmes sont aux bains de mer de New-Port : et puis, à dire vrai, malgré le bruit que quelques jeunes gens anglomanes font autour d'elles, je soupçonne les courses d'être moins populaires, en Amérique, qu'en Angleterre, et même qu'en France. En général, l'Américain aime très peu le sport. Il chasse par spéculation ou par nécessité, mais, bien rarement, pour son plaisir, et ne monte guère à cheval que lorsqu'il ne peut pas faire autrement. Cependant, il y a un genre de courses qui sont vraiment nationales et pour lesquelles ils n'ont pas de rivaux, ce sont les courses au trot. Aussi ont-ils les trotteurs les plus vites qui existent au monde. On nous montre M. Vanderbilt, très entouré et très félicité, parce qu'un attelage de deux trotteurs qui lui appartiennent vient de faire le mille plus rapidement qu'il n'avait jamais été fait auparavant.

Dans une tribune, nous voyons la célèbre Mme Langtry, une des « beautés professionnelles » de la petite cour du prince de Galles, qui a quitté le monde, y compris M. Langtry, pour le théâtre. En Angleterre, elle a eu plutôt un succès de femme qu'un succès d'actrice. D'aucuns disent qu'elle n'a même jamais pu aller jusqu'au bout d'un rôle. Elle vient de faire ici une tournée qui a été très fructueuse, au dire des innombrables « reporteurs », par lesquels le public est tenu tous les jours au courant de ses toilettes, du menu de ses repas et même de ses opinions politiques et religieuses.

Il est huit heures et demie quand nous rentrons pour dîner à l'hôtel. Mon ami, le fonctionnaire de la salle à manger, je ne sais comment le désigner autrement, est à son poste et m'accueille, selon la coutume, d'une vigoureuse poignée de main. Puis il me débarrasse de ma canne et de mon chapeau.

— Eh bien, Baron, me dit-il alors, je vous ai aperçu aux courses aujourd'hui; j'espère que vous vous y êtes amusé. J'ai cherché à vous rejoindre pour vous faire faire la connaissance de quelques notabilités, mais je n'ai pu y parvenir. Belles courses! n'est-ce pas? Vous n'avez sans doute rien de pareil en Europe! (*Nothing equal in Europe. I guess!*)

Digne fonctionnaire! j'avais peur de l'avoir un peu froissé! Hier matin, il arrive derrière ma chaise, à déjeuner : et puis, après m'avoir affectueusement demandé de mes nouvelles, il me montre un grand vieillard qui déjeunait en famille à une table voisine.

— Le général Sherman! me dit-il, voulez-vous que je vous présente à lui!

L'idée d'être présenté au héros de la guerre de Sécession, au vainqueur d'Atlanta, par le maître d'hôtel me souriait d'autant moins que j'avais précisément pour lui une lettre de recommandation. Je fis donc une réponse vague, Puis, dans la soirée, ayant envoyé ma carte et la lettre, j'eus l'honneur d'être reçu par lui. Fatalité des choses humaines! Ce fut précisément mon ami qui m'introduisit.

Au bout du compte, je plaisante sur ces habitudes et j'ai tort. Au temps où nous sommes, il n'est pas de sot métier, il n'est que de sottes gens. Les Américains le comprennent et ils ont raison. Un garçon de café parisien vous appelle au besoin mon prince, un instant avant l'heure du pourboire. Mais si ce pourboire ne le satisfait pas, ses expressions deviennent souvent moins flatteuses.

Dans tous les cas, au premier jour d'émeute, il se fera un devoir, s'il l'ose, de vous témoigner les sentiments qu'il a pour vous. Ici, l'homme, dont c'est pour le moment le métier de vous rendre les services les plus humbles, n'acceptera pas de pourboire : il n'aura aucune haine contre vous; mais, se considérant comme entièrement votre égal, il vous traite avec une familiarité qui n'exclue du reste nullement la courtoisie. Le système a ses avantages comme ses inconvénients. Seulement ces choses-là ne sont pas dans nos mœurs, et il s'écoulera encore du temps avant que, chez nous, des jeunes gens de bonne famille, instruits, étudiants en médecine ou en droit, se sentant la bourse trop légère pour s'offrir une saison de ville d'eaux, aillent s'y engager comme garçons dans les hôtels, et puis, leur service terminé et la vaisselle lavée, déposent leurs tabliers et viennent au salon flirter et danser avec les jolies clientes. Il paraît que cela se fait beaucoup, à Soratoga notamment; des petits romans s'y esquissent, on y entend des conversations dans le genre de celle-ci :

— Oh ! Tom, vous osez encore me parler de votre amour; et ce matin à table vous m'avez servi un pilon et vous avez donné l'aile à Lizzie Plentydollar ! Ne niez pas, je vous ai vu ! Ah ! que je suis malheureuse !

A quoi Tom répond :

— Oh ! Mabel ! chère adorée ! comment pouvez-vous dire des choses aussi dures à celui qui ne vit que pour vous ! Je vous ai donné un pilon ! mais c'est parce que vous m'aviez dit que c'était votre morceau préféré. Demain vous aurez les deux ailes, et Lizzie n'aura que le cou ! Et vos bottines, petite ingrate ! vous ne m'en faites pas compliment, et cependant, ce matin, au petit jour, c'est moi qui, tout doucement, les ai prises à votre porte ; et quand je les ai remises après avoir déposé un baiser sur les empeignes, elles brillaient comme des miroirs ! Pensiez-vous seulement à moi, dites, Mabel ?

Il y aura là certainement des sujets de pièces à creuser pour les auteurs dramatiques du vingtième siècle, si, comme tout le fait supposer, nous continuons à nous américaniser.

Du reste, puisque nous parlons domestiques, je crois devoir signaler aux vieilles dames de province, qui aiment tant à se plaindre des leurs, que ce qu'elles endurent n'est que de la Saint-Jean, en comparaison des souffrances de leurs respectables sœurs, les matrones américaines. Puisse cette réflexion adoucir l'amertume de leurs pensées ! Les journaux annoncent aujourd'hui que, dans une ville de l'Ouest, nommée Minerva, les servantes, réunies en congrès, ont décidé de frapper d'un interdit absolu les maisons où on leur refuserait l'usage exclusif du salon, un jour par semaine, *to receive their friends* (pour recevoir leurs amis). Et dire que ces choses-là se passent dans un pays où les cuisinières n'ont pas de militaires à leur disposition ! Il est vrai qu'il y a des pompiers.

E. DE MANDAT-GRANCEY.

La suite prochainement.

LE MAL DU PAYS[1]

V

Le lendemain, vers midi, on allait dîner chez le père et la mère Urbain. Déjà les deux hommes avaient pris place, et la ménagère posait sur la table les reliefs de la fête de la veille lorsque, dans la clarté de la porte grande ouverte, apparut une silhouette noire. C'était M. le curé qui, encore ébloui par le soleil, cherchait à distinguer quelque chose dans l'obscurité de la salle.

Les deux vieillards, surpris de cette visite inattendue, allèrent au-devant de leur pasteur en lui souhaitant respectueusement la bienvenue. Le curé leur répondit cordialement, mais il semblait continuer à chercher quelqu'un dans l'ombre. Il finit par apercevoir Noël, qui était resté muet et comme cloué à son banc.

— Noël, lui dit-il d'une voix calme, mais moins affectueuse que d'habitude, quand tu auras fini de dîner, tu viendras au presbytère, j'ai à te parler, et il se retira sans autre explication.

Les bons villageois pensèrent que M. le curé avait quelque chose à dire à Noël pour le service de l'église, comme cela lui arrivait souvent; mais quant à Noël lui-même, il ne douta pas un instant que ce ne fût à l'occasion de l'événement de la veille au soir, et il se sentit pris à l'avance d'une véritable terreur, en pensant aux reproches qui allaient lui être adressés sur sa conduite, car il se sentait vaguement coupable sans savoir au juste pourquoi. Cependant il fallait obéir, et dès que le repas fut terminé, il prit d'un air assez confus le chemin du presbytère.

La crainte qu'éprouvait Noël s'expliquait encore mieux par le caractère connu de M. le curé. Malgré sa physionomie ouverte et son cœur naturellement bienveillant, le brave prêtre avait parfois une brusquerie d'humeur et de langage fort redoutée de ses paroissiens, et qui faisait surtout la terreur des enfants du village, lors-

[1] Voy. *le Correspondant* du 25 décembre 1884.

qu'ils se savaient en faute et craignaient d'être réprimandés. Cette sévérité, plus apparente que réelle chez le curé de Savigny, tenait, en grande partie, à son existence antérieure, assez singulière pour être racontée en quelques mots.

L'abbé Bernard, fils de paysans aisés, étudiait au séminaire, il était même sur le point de recevoir les ordres, lorsque la révolution française éclata. Ce grand événement jeta naturellement une profonde perturbation dans l'âme et dans la vie du jeune néophyte. La maison de paix où il avait vécu jusqu'alors dans l'étude et dans la prière était fermée et ses habitants dispersés. La plupart de ses maîtres et quelques-uns de ses condisciples avaient quitté la patrie inhospitalière. Allait-il les suivre, lui, fils de paysans, qui n'appartenait pas encore au clergé, et qui ne se sentait nullement engagé dans la grande crise politique du moment? Il se retira dans sa famille, ne sachant encore quelles voies il devait suivre; mais une grande voix, qui se fit bientôt entendre, mit fin à toutes ses incertitudes. Les frontières de la France, celles mêmes de sa province, étaient envahies. La patrie en danger appelait à elle tous ses enfants pour la défendre. Le jeune Bernard n'hésita pas et partit comme volontaire. Quelques jours après, il combattait à Valmy, à quelques lieues seulement de son village. Comme tant d'autres, il ne croyait avoir pris les armes que pour quelques semaines, le temps de repousser l'ennemi et d'assurer l'indépendance nationale; mais une fois pris dans le mouvement irrésistible de la guerre, entraîné par le sentiment patriotique qui soufflait sur la France, il ne revint plus, et cette campagne entreprise pour quelques jours ne dura pas moins de dix ans.

Pendant cette longue période de temps, le jeune séminariste n'avait oublié aucune des croyances de sa jeunesse; mais il avait quelque peu oublié sa première vocation. Ses compagnons d'armes l'appelaient bien par plaisanterie *l'abbé*, mais il n'en avait pas moins fait en mainte occasion ses preuves de courage; seulement, soit modestie, soit qu'il n'eût jamais regardé cette carrière que comme provisoire, il avait toujours décliné les honneurs et les grades comme La Tour d'Auvergne. Ce ne fut qu'à l'époque du Consulat, pendant le court moment de paix qui laissa respirer la France, que Bernard fut envoyé en congé dans sa famille pour y soigner d'anciennes blessures. Tandis qu'il jouissait d'un repos momentané, un événement aussi important et aussi inattendu que le premier venait jeter un trouble nouveau dans sa carrière. Le Premier consul signait le Concordat; les églises fermées ou délaissées depuis dix ans se rouvraient de toutes parts, et la France, prise d'un de ces retours d'opinion qui semblent être, chez elle, toujours

en raison égale de ses entraînements, revenait avec attendrissement à ses anciennes croyances et à ses habitudes antiques, comme à de touchants souvenirs de jeunesse.

Bernard ne pouvait rester étranger à ce mouvement général de l'opinion. A la nouvelle du rétablissement du culte, il se rappela tout à coup les années si calmes qu'il avait passées au séminaire, le sacerdoce, objet de tous ses désirs, qu'il était sur le point d'obtenir, sa vocation interrompue par l'appel de la patrie menacée. Cette fois, il se sentit appelé par l'Église, qui avait non moins besoin du dévouement de tous ses enfants pour sortir de ses ruines. Il alla se présenter à l'évêque de son diocèse, qui, par une coïncidence étrange, était aussi un ancien militaire, et qui a laissé un renom de sainteté dans cette contrée. Il lui exposa sa situation, son passé, ses désirs nouveaux, et il en reçut l'accueil le plus encourageant et le plus cordial. L'évêque l'engagea à rentrer au grand séminaire, beaucoup moins pour y compléter ses études que pour s'y préparer au ministère par quelques mois de recueillement; après quoi il le fit venir et lui dit : « J'abrège votre épreuve; l'Église manque de sujets et la population de pasteurs; je vous envoie aux avant-postes, là où le devoir est le plus pénible, sachant que vous avez l'habitude de tous les dévouements. »

En effet, la commune de Savigny était située au milieu des plaines les plus désertes de la Champagne. La cure principale était peu importante, mais elle avait plusieurs annexes éloignées et très fatigantes à desservir. Les populations étaient douces et animées de bons sentiments, mais d'une simplicité et d'une ignorance primitives. Les gens d'un certain âge avaient encore le souvenir de l'instruction qui leur avait été donnée, mais les générations nouvelles étaient restées pendant dix ans sans culture, car les écoles, malgré les lois platoniques de la république, n'avaient été guère moins désertées que les églises; toute la population valide des campagnes, appelée sous les drapeaux, n'avait laissé pour la culture que les femmes et les vieillards. La misère était profonde et universelle. Les temples eux-mêmes étaient tombés dans un état de délabrement lamentable; ils n'avaient guère moins besoin de réédification que les âmes, et il fallait y porter remède avec les faibles ressources dont pouvaient disposer les fabriques, ruinées comme tout le reste.

L'abbé Bernard entreprit cette tâche multiple avec le zèle du prêtre et la vigueur du soldat. Il n'était pas seulement évangélisateur, il était homme d'action et de charité, et apportait dans ses nouvelles fonctions toute l'ardeur qu'il avait déployée sous les armes. Aux secours de la religion qu'il portait aux malades, il joi-

gnait ceux de la médecine dont il avait pris quelques notions dans les ambulances où il avait été souvent employé. C'était sans doute une médecine un peu soldatesque que celle qu'il exerçait auprès de ses paroissiens, mais précisément c'était celle qui convenait le mieux à ces gens simples. Comme il n'y avait pas de médecins dans la contrée, que du reste on n'aurait été chercher celui de la ville que dans un cas tout à fait désespéré, attendu surtout que ses soins étaient naturellement gratuits et qu'il y joignait même les médicaments, ils étaient fort appréciés et n'avaient pas peu contribué à la popularité du curé de Savigny dans les campagnes.

Il aurait pu difficilement faire à pied toutes les courses nécessitées par son ministère, surtout le dimanche; aussi se servait-il d'un petit cheval qu'il avait ramené de l'armée, et c'est ainsi qu'on le rencontrait presque sans cesse sur les chemins, et il avait coutume de dire à cette époque qu'il ne connaissait que deux choses : son bréviaire et son cheval. Encore ses paroissiens ajoutaient-ils en souriant qu'ils auraient mieux aimé être le premier que le second, attendu qu'ils auraient été moins fatigués.

Sauf ce trait de malice gauloise, ils rendaient justice à leur curé et ils l'aimaient parce qu'il se montrait toujours prêt à leur rendre service en toutes choses. Mais s'ils l'aimaient, ils le redoutaient aussi à cause de la brusquerie de langage qu'il avait contractée pendant la première moitié de son existence. Les enfants surtout lorsqu'ils s'étaient rendus coupables de quelque méfait étaient très effrayés d'avance de ses réprimandes. Que l'on juge par là de l'émotion que devait éprouver le malheureux Noël en se rendant au presbytère, lui dont la conscience n'était pas tranquille.

Lorsqu'il fut introduit dans la salle où M. le curé terminait son sobre repas, il s'arrêta sur le seuil de la porte, tournant sa coiffure entre ses mains d'un air embarrassé et attendant les questions qui lui seraient adressées. Cette humble posture, au lieu de désarmer son juge, ne fit qu'accroître ses soupçons.

— Eh bien, garçon, lui dit le curé de sa voix rudement paternelle, tu parais bien penaud ce matin; tu étais plus résolu hier soir quand tu te sauvais sans me répondre.

Et comme le coupable continuait à se taire en conservant son attitude humiliée, il ajouta :

— Avec qui étais-tu donc assis au bord du chemin? Quelque jeune drôlesse sans doute, pour qu'elle se permît une semblable conduite.

Noël releva la tête comme pour protester contre ce jugement sévère, mais sa bouche resta entr'ouverte sans qu'il en sortît d'autre son qu'un murmure confus.

— Eh bien, ajouta l'abbé Bernard, tu ne réponds rien? C'était

sans doute la servante du cabaret, cette péronnelle qui n'est pas du pays heureusement, et que l'on ferait mieux d'en chasser?

— Oh! non, monsieur le curé, ce n'était pas elle.

— Qui donc alors?

Noël en baissant la tête balbutia le nom de Denise. Ce fut au tour de l'abbé Bernard de protester.

— Denise! s'écria-t-il, c'est impossible. Denise est une honnête fille et ne va jamais à la danse.

— Mais, monsieur le curé, nous n'avons pas dansé; nous n'avons rien fait de mal.

— Comment, rien de mal? Vous n'avez pas dansé, soit! Mais vous avez fait bien pis.

Le jeune villageois ouvrit de grands yeux et regarda son interlocuteur d'un air si étonné et si candide, que le curé commença à craindre d'avoir parlé trop vite et d'avoir fait penser à mal un innocent qui peut-être ne s'en doutait guère.

— Que disiez-vous donc ensemble? demanda-t-il d'un air de doute.

— Nous parlions de notre mariage.

— De votre mariage, exclama le curé de plus en plus stupéfait, mais il ne peut pas être question de mariage pour vous! D'abord, quel âge as-tu donc toi que je baptisais hier?

— J'aurai dix-huit ans à Noël.

— Eh bien, tu es un enfant et tu ne dois pas songer à te marier avant plusieurs années. Mais, d'ailleurs, ajouta-t-il d'un ton de compassion plus douce, mon pauvre garçon, tu es un enfant trouvé, sans nom et sans bien, et tu ne peux pas espérer que maître Lunaire te donne jamais sa fille en mariage.

En entendant ce nom d'enfant trouvé que l'on avait déjà murmuré autour de lui comme celui d'un grand malheur dont il ne comprenait pas bien le sens; en apprenant tout à coup qu'il le marquait d'un signe de réprobation et lui enlevait toute espérance d'épouser celle qu'il aimait, le pauvre enfant baissa la tête d'un air humilié et des larmes s'amassèrent silencieusement dans ses yeux.

En présence de cette douleur imméritée, le bon curé se sentit ému et se reprocha de l'avoir provoquée par ses paroles trop dures. Sa voix, rude jusqu'alors, s'adoucit peu à peu et il chercha à expliquer au pauvre orphelin comment cette tache originelle, dont il était bien innocent sans doute, lui créait une situation à part parmi les autres enfants du village et lui interdisait certaines espérances. Mais, à mesure qu'il parlait, il s'apercevait que, malgré son désir, ses paroles restaient cruelles et que, d'ailleurs, le naïf villageois ne paraissait pas du tout le comprendre. Comment, en effet, aurait-il

pu comprendre, ce garçon d'un esprit simple et droit, que, par un fait indépendant de sa volonté, il était marqué d'un sceau fatal et comme un réprouvé, parmi ceux qu'il avait considérés jusqu'alors comme ses parents et ses amis? Rien dans le passé ne l'avait préparé à cette douloureuse surprise. Les gens de la campagne au milieu desquels il avait vécu sont compatissants pour ces infortunes naturelles; et s'ils admettent très bien que la fortune, qui est le résultat du travail, crée des distances et des incompatibilités, ils sont indulgents pour les malheurs que l'on subit sans les avoir mérités. Son père et sa mère adoptifs ne l'avaient-ils pas traité et ne l'aimaient-ils pas encore comme leur enfant véritable? Ses petits camarades, loin de le traiter avec dédain, ne paraissaient-ils pas le considérer comme le premier dans leurs jeux et ne recherchaient-ils pas tous son amitié? Maître Lunaire ne l'avait-il pas proclamé maintes fois son élève préféré? Denise, enfin, ne lui avait-elle pas dit qu'elle l'aimait et qu'elle consentait à être sa femme? En quoi donc consistait le signe funeste dont il se voyait tout à coup marqué au front?

L'abbé Bernard, à mesure qu'il parlait, s'apercevait que toute explication plus complète était pour le moment inutile, et que la religion même, en pareille circonstance, lui commandait de consoler ce malheureux enfant plutôt que de lui adresser des reproches immérités; aussi ajouta-t-il d'un ton de compassion et de regret :

— Mais, malheureux enfants que vous êtes, comment avez-vous pu penser à vous marier ensemble à votre âge et n'ayant ni l'un ni l'autre de moyens d'existence?

Pressé de questions, Noël finit par raconter en phrases courtes, entrecoupées par les sanglots de son cœur gonflé de chagrins, comment ils s'étaient rencontrés la veille au soir, et comment ils s'étaient avoué qu'ils s'aimaient depuis longtemps; comment il avait parlé le premier de mariage, croyant qu'il suffisait pour cela de bien s'aimer et de travailler d'un grand courage ensemble; comment enfin Denise, plus prévoyante et plus sage, avait fait un plan bien meilleur qui consistait à le faire étudier pour devenir instituteur et succéder un jour à son père. Il ajouta, toujours très ému, mais cette fois avec une ardeur qui sécha les larmes dans ses yeux, que si l'on s'opposait à leur mariage, ils n'en continueraient pas moins pour cela à s'aimer; que Denise lui avait juré fidélité et que, quant à lui, il aimerait mieux mourir que de renoncer à son amour.

Le bon curé fut un peu surpris de se trouver en face de l'explosion d'un sentiment qui paraissait déjà si fortement implanté dans ces jeunes cœurs. Il essaya bien de protester au nom de la raison et de l'autorité paternelle méconnues, mais, malgré lui, il se sentait

pris de pitié pour ces pauvres enfants qui n'avaient fait que suivre un penchant bien innocent; d'ailleurs il ne se sentait nullement rassuré en présence d'un amour si absolu et qui pouvait, s'il était contrarié, amener toutes sortes de malheurs. Il se disait, pour se consoler de son impuissance à le combattre, qu'en définitive l'idée de la petite Denise n'était pas si mauvaise et que peut-être vaudrait-il mieux chercher à la faire réussir que de lutter de front avec une passion aussi aveugle.

Après un moment de silence, pendant lequel il avait rapidement examiné ces différentes éventualités, il posa la main sur l'épaule du jeune homme et lui dit d'une voix paternelle, à laquelle il s'efforçait de conserver encore un ton grave et sévère :

— Écoute, mon ami; je te crois un honnête garçon et j'ai toujours eu de l'affection pour toi ainsi que pour Denise. Je désire votre bonheur à tous deux et je consens à faire une démarche auprès de maître Lunaire, afin de lui demander son consentement à votre mariage, mais c'est à une condition. Il faut que tu me promettes que si le père refuse, tu renonceras à Denise, tu ne chercheras plus à la voir ni à entretenir en elle des sentiments que son devoir sera d'oublier!

— Oui, monsieur le curé, répondit avec empressement Noël, qui dans les paroles du prêtre n'entendit que la promesse et ne vit que l'espoir du succès.

— C'est bien, ajouta le curé, je compte sur ta parole. Espère, je le veux bien, mais pas de joie prématurée, car je prévois que la chose sera très difficile.

Là-dessus il congédia Noël, qui partit dans un tout autre état d'esprit qu'il n'était venu. Au lieu de marcher la tête basse et à pas lents, il courait presque et avait peine à ne pas sauter de joie; car, malgré le sage conseil du curé, il s'abandonnait déjà à l'espérance qui dilate si naturellement le cœur de la jeunesse.

VI

Autant l'abbé Bernard se montrait sévère lorsqu'il avait à réprimander, autant il mettait d'ardeur à obliger lorsqu'il voyait une bonne action à accomplir. Du moment qu'il admettait la possibilité d'un mariage entre ces pauvres enfants et qu'il avait promis de s'y intéresser, il allait déployer tout son zèle dans la mission qu'il avait acceptée. Il commença par se rendre immédiatement chez maître Lunaire, pour l'entretenir de cette grave affaire.

L'école, qui ne se rouvrait qu'une quinzaine de jours après la

fête, était encore fermée. L'instituteur jouissait de ses derniers moments d'indépendance, et il en profitait pour cultiver son jardin. Il ne fut pas très surpris d'apercevoir son pasteur qui venait assez souvent le voir à l'occasion des offices. Aussi, s'appuyant sur sa bêche et portant la main à son bonnet, s'empressa-t-il de dire : « Serviteur, monsieur le curé; qu'y a-t-il pour votre service. »

Ordinairement l'abbé Bernard avait le parler franc et allait directement au but, mais en ce moment il devint diplomate dans l'intérêt de la cause qu'il s'était engagé à servir. Il comprit bien qu'il ferait cabrer le brave maître d'école, dont il connaissait les idées arrêtées, s'il lui révélait tout à coup la découverte qu'il venait de faire et la proposition dont il était porteur; aussi, prenant un détour, il commença par lui demander d'un air enjoué s'il avait bien fait la fête à son gré et s'il s'était convenablement diverti avec ses amis.

Cette entrée en matière, qu'il croyait fort habile, n'eut pourtant pas tout le succès qu'il en attendait. Maître Lunaire ne put croire que cette question, en apparence si simple, lui fût adressée sans quelque intention malicieuse et voici pourquoi : malgré sa sagesse ordinaire et la réserve qui lui était imposée doublement, comme instituteur et comme officier d'église, il lui arrivait parfois de déroger légèrement à ses principes, et la fête du village était chaque année l'occasion pour lui d'une infraction à sa règle ordinaire de conduite. Il faut dire que tout conspirait alors contre lui. Dès le matin, il devait sonner les cloches à toute volée, dans l'intention louable d'honorer le saint patron, ce qui avait toujours pour effet de l'altérer beaucoup. Puis venait l'obligation d'inviter quelques parents, quelques amis et de leur faire les honneurs du modeste festin. L'affabilité même de son caractère tournait contre lui. Il connaissait trop les devoirs de l'hospitalité pour ne pas conduire ses hôtes au cabaret où l'on devait terminer la journée, et c'est ce qui consommait sa perte. La veille encore, il avait succombé à ce concours de circonstances perfides; et malgré la précaution qu'il avait prise d'attendre que la nuit couvrît sa retraite d'une ombre favorable, et de revenir avec un vieil ami, tout deux se prêtant un appui mutuel, il craignait que des regards malins n'eussent épié en lui quelques signes de défaillance et que le bruit n'en fût déjà parvenu aux oreilles de M. le curé. C'est pourquoi à cette demande si naturelle : s'il avait fait joyeusement la fête, maître Lunaire ne répondit qu'avec un certain embarras. De plus, son nez, qui était fort proéminent et doué d'une pudeur excessive, se colora d'une rougeur compromettante, ce qui chez lui était toute une révélation. L'abbé Bernard, qui connaissait par expérience la signification de ce symptôme, sourit avec indulgence et n'insista pas davantage

pour ne pas indisposer son interlocuteur, mais voulant du moins profiter de l'avantage que lui offrait le hasard pour aborder indirectement l'objet de sa démarche, il demanda si Denise, elle aussi, avait profité de la fête pour s'amuser et pour danser comme les autres filles du village.

Maître Lunaire aurait encore accepté la plaisanterie en ce qui le concernait, mais il ne l'admettait plus dès qu'il s'agissait de sa fille, en qui sa confiance était absolue. Aussi, prenant un air grave, quoique toujours respectueux, il répondit que, grâce à Dieu, Denise ne partageait pas les plaisirs frivoles de la jeunesse et qu'elle n'avait jamais dansé.

— Mon cher Lunaire, reprit à son tour le curé d'un ton conciliant, mais grave, sans doute il serait mieux que la jeunesse n'allât pas au bal, mais enfin puisque la nature et l'habitude sont plus fortes que toutes les prescriptions, peut-être vaut-il mieux en définitive qu'elle s'amuse et cause de mariage sous les yeux de tous que d'en parler dans des conversations plus secrètes.

L'instituteur, qui commençait à entrevoir dans ces paroles quelque mystère, mais qui n'en pénétrait pas encore le sens, regardait M. le curé avec des yeux étonnés et interrogateurs. L'abbé Bernard eut pitié de cette inquiétude et ne voulut pas la prolonger. Avec beaucoup de précautions et de réticences, il lui fit part de sa découverte de la veille et de la conversation qu'il venait d'avoir avec Noël. Sans doute, il aurait pu épargner au père cette douloureuse surprise et ne lui parler que de la demande en mariage du jeune homme; mais il pensa qu'alors maître Lunaire, dans sa sécurité et aussi, il faut bien le dire, dans son orgueil, n'y prêterait qu'une faible attention et la repousserait sans hésiter. Il lui parut à la fois plus habile et plus loyal de le prévenir d'abord de ce qui se passait et de l'état réel des choses, afin qu'il ne prît une décision qu'en parfaite connaissance de cause.

Le pauvre maître d'école tombait des nues. Apprendre à la fois que sa fille dont il connaissait le caractère raisonnable et sérieux avait été capable de donner son cœur à un garçon qui serait pour elle un parti si peu sortable et de se compromettre avec une telle inconséquence!... C'étaient à la fois trop de sujets de surprise et d'indignation. Aussi voulait-il appeler sur-le-champ Denise pour lui demander compte de sa conduite et pour l'accabler de reproches.

Ce fut l'abbé Bernard qui s'efforça de le calmer, en lui conseillant la modération et la prudence.

— A quoi bon, lui dit-il, adresser des reproches à cette pauvre enfant, qui n'a pas cru commettre de faute en aimant, et lui donner l'idée du mal qu'elle ne connaît pas encore? Puisqu'elle a un atta-

chement réel pour Noël, ce n'est pas en lui parlant avec dureté qu'on l'en guérira. D'ailleurs, ne pourrait-elle pas vous répondre que si elle aime ce garçon, c'est peut-être parce qu'elle vous a entendu souvent en faire l'éloge et qu'elle a cru tout simplement conformer ses sentiments aux vôtres?

Maître Lunaire passait rapidement par toutes les impressions d'irritation contre sa fille, de dépit contre lui-même, de colère contre ce jour néfaste qui avait consommé la honte et le malheur de toute la famille et la livrait aux risées du village, dont elle aurait dû être l'orgueil et le modèle! Il abaissait ses poings fermés en levant les yeux au ciel, et malgré sa retenue habituelle il était toujours sur le point d'exhaler sa mauvaise humeur en termes peu mesurés. Ce fut le curé qui dut le rappeler plusieurs fois à la modération.

— Du calme! lui disait-il, mon cher ami, du calme! A quoi bon vous livrer au désespoir, vous, un homme de sens et de raison? Ne vaut-il pas mieux chercher ensemble un remède à ce qui arrive?

— Oui, s'il y en avait un, répondait le pauvre instituteur, mais quel remède trouver à une pareille situation? Ma fille, sur laquelle je me reposais avec confiance, ma fille, dont la réputation de sagesse était si bien établie, aller s'éprendre d'un garçon sans fortune et sans famille! Et vous voulez que je sois calme, monsieur le curé; et vous ne voulez pas que j'intime l'ordre à Denise de ne plus penser à ce petit malheureux, sous peine d'encourir ma malédiction!

— Maître Lunaire, je désire seulement que vous agissiez avec la prudence qui convient à un homme de votre âge et que vous ne compromettiez pas, par quelque acte inconsidéré, le bonheur de votre fille et le vôtre. Après tout, c'est votre enfant, votre unique affection en ce monde, et vous ne sauriez être heureux si vous n'étiez sûr qu'elle le soit aussi. Eh bien, voici la situation vraie avec laquelle il faut compter : Denise aime ce garçon et elle l'aime sérieusement, puisqu'une fille aussi sage a pu se compromettre avec lui par une telle démarche. La chose peut s'aggraver encore, surtout si l'on exaspère la passion de ces jeunes gens, en la combattant de front et en ne lui laissant point d'espoir pour l'avenir. Le plus sage serait donc de chercher par quels moyens doux et prudents on pourrait extirper ces sentiments de leur cœur... ou, si l'on n'y peut parvenir, comment on parviendrait à rendre cette union aussi acceptable que possible.

— Comment! monsieur le curé, s'écria l'instituteur exaspéré, vous admettez la possibilité d'un tel mariage? Ma fille, qui, j'ose le dire, appartient à une famille honnête, ma fille, qui, sans être riche, gagne honorablement sa vie, épouserait un enfant abandonné dont

on connaît à peine la parenté, élevé par la charité de pauvres gens, et qui ne sera toute sa vie qu'un simple manœuvre! Ce n'est pas sa faute, je le reconnais; c'est un garçon intelligent et que l'on se sent porté à aimer. Il a été le meilleur de mes élèves, j'en conviens encore, et j'aurais fait quelque chose de lui, si j'avais pu lui continuer mes leçons; mais que voulez-vous que fasse un pauvre instituteur contre l'incurie des parents?...

— Eh! mais, mon cher Lunaire, s'écria le curé comme frappé d'une idée subite, c'est vous-même qui avez peut-être trouvé le remède que nous cherchions ensemble. Je vous le disais bien, qu'un homme intelligent et sensé ne doit jamais désespérer des situations les plus difficiles.

— Comment cela? demanda le maître d'école étonné de sa propre découverte, qu'il ne comprenait pas encore.

— Mais sans doute. En continuant à donner des leçons à ce jeune homme qui, en effet, m'a toujours paru, comme à vous, doué d'aptitudes exceptionnelles, vous en feriez certainement quelque chose. Sous la direction d'un tel maître, il ferait de rapides progrès et pourrait devenir instituteur un jour. Qui sait même si, voulant prendre votre retraite dans quelques années, comme vous m'en avez exprimé plusieurs fois l'intention, vous ne seriez pas enchanté de trouver un successeur imbu de vos principes et dans votre propre famille; car alors vous n'auriez plus de raisons pour refuser votre consentement. Noël, vous le dites vous-même, n'est pas seulement intelligent, il paraît honnête et plein de cœur, sauf la fortune qu'il n'a pas, mais à laquelle vous tenez moins qu'aux autres qualités, il pourrait devenir un excellent mari pour Denise; et alors, dans votre propre maison et sous votre direction, il continuerait vos traditions, tandis que vous cultiveriez votre jardin et que votre fille éleverait vos petits-enfants sous vos yeux. Dites-moi, mon ami, si cela ne vaudrait pas bien autant que de tout brusquer et de risquer le bonheur de tous?

Le maître d'école, flatté d'avoir trouvé seul tant de choses sans les chercher, un peu penaud en même temps de se trouver pris dans ses propres paroles, restait la bouche ouverte, ne sachant trop que répondre. Le tableau de famille par lequel l'abbé Bernard venait de finir avec un art oratoire consommé l'entraînait surtout plus qu'à demi, car le bon Lunaire avait le cœur très sensible aux joies du foyer, et l'idée seule d'une vieillesse paisible, entouré qu'il serait de ses enfants et petits-enfants, exerçait sur lui une sorte de fascination.

— Je ne dis pas le contraire, se laissa-t-il aller à dire d'une voix hésitante. Oui, j'aurais pu faire quelque chose de Noël, mais pour cela il faudrait beaucoup de temps et d'application; or comment

voulez-vous demander tout cela à un garçon qui a besoin de ses bras pour gagner sa vie et bientôt aussi celle de ses vieux parents?

— Il est jeune et il a le temps d'apprendre. Vous aurez pour l'instruire les longs mois d'hiver, et la perspective d'obtenir celle qu'il aime comme récompense de ses efforts lui donnera du courage.

— C'est bien difficile de mener de front les travaux manuels et ceux de l'intelligence; mais quand il aura étudié ici, cela ne suffira pas encore. Il faudra qu'il passe par l'École normale, car messieurs les inspecteurs primaires ne veulent plus admettre d'instituteurs qui ne soient pas munis de leurs diplômes; et cependant, sans vanité, je crois que les anciens maîtres étaient bien aussi capables que les nouveaux. Comment voulez-vous donc, monsieur le curé, qu'avec ses propres ressources le pauvre enfant puisse suffire à tout cela? Ah! si son père, que l'on dit un homme aisé et même un savant, voulait l'aider dans cette circonstance, peut-être la chose deviendrait-elle possible.

— A la bonne heure, reprit le curé, mais comment découvrir ce père inconnu et l'amener à faire son devoir?

— D'après ce que j'ai entendu dire quelquefois par le père et la mère Urbain, il ne serait pas très difficile de le retrouver. Il a longtemps fait payer les mois de nourrice, et la personne qui servait d'intermédiaire le leur a assez clairement désigné. J'ai même engagé plus d'une fois ces bonnes gens à faire cette recherche dans l'intérêt du jeune garçon, comme dans le leur. Mais j'ai cru deviner que s'ils n'ont rien fait, c'est parce qu'au fond ils craignaient de perdre l'enfant auquel ils se sont attachés. Aujourd'hui rien n'empêcherait de tenter cette démarche, et si le père refusait de reconnaître son fils, du moins rien ne lui serait plus aisé, puisque c'est, dit-on, un savant professeur, que d'obtenir pour lui une bourse à l'École normale.

L'instituteur s'animait en parlant, comme un homme qui découvre une idée ou qui, du moins, la fait sienne par les détails qu'il y ajoute, et qui, à ce prix, la trouve excellente. L'abbé Bernard ne paraissait pas partager son enthousiasme et lui qui, tout à l'heure, plaidait la cause de Noël avec chaleur, semblait se refroidir à mesure que maître Lunaire développait son plan, auquel il trouvait sans doute beaucoup d'inconvénients.

— Mon cher ami, dit-il enfin, votre idée paraît excellente; cependant je crains qu'elle n'entraîne des conséquences fâcheuses. Admettons que le père de Noël ne reste pas sourd à cet appel; admettons même qu'il se charge de l'éducation de son fils; n'y a-t-il pas là un danger qu'il faut prévoir et que nous nous reprocherions un jour d'avoir provoqué par une conduite inconsidérée. Cet homme, dites-

vous, est un professeur, un savant distingué : je l'admets, seulement sa conduite prouve que c'est en même temps un homme sans principes, sans mœurs et même sans cœur; car s'il avait rien de tout cela, il n'aurait pas commis cette faute ou du moins il aurait cherché à la réparer autant que possible par sa conduite ultérieure. Or il peut accepter de prendre la direction de l'éducation de son fils; il peut même l'exiger; mais quelle sera cette direction? n'aura-t-elle pas sur le jeune homme une influence funeste? Nous connaissons Noël, ses bons sentiments, les excellents principes que nous lui avons inculqués; nous savons, en un mot, comment nous l'enverrions; savons-nous comment on nous le rendrait et s'il ne reviendrait pas ici, dans quelques années, entièrement perverti et gâté? Croyez-moi, mon cher Lunaire, mieux vaut encore pour lui, comme pour vous, moins de science et plus d'honnêteté.

Le curé n'avait peut-être pas tout à fait tort, et il est probable que, dans toute autre occasion, le maître d'école, qui était plein de confiance en son pasteur et qui partageait ses idées, se serait rendu à ce conseil. Mais c'était lui qui avait trouvé cette combinaison, elle était la dernière limite des concessions qu'il lui parût possible d'admettre, et à ce double point de vue il la défendait avec obstination. D'ailleurs, il trouvait à l'appui des raisons qui ne paraissaient pas sans valeur et qu'il eût été difficile de combattre, comme celle-ci, par exemple : c'est qu'en faisant passer à Noël quelques années hors du pays, non seulement on complétait son instruction, mais on séparait ces deux jeunes gens et l'on tempérait ainsi l'ardeur de leurs sentiments jusqu'au moment où il serait permis de les marier.

Tout cela ne persuadait pas complètement le curé de Savigny, mais, en définitive, il eût paru peu juste de ne déférer en rien aux désirs d'un père auquel on demandait un si grand sacrifice, ni peut-être très prudent de le pousser à bout. Aussi l'abbé Bernard eut-il l'air de se rendre aux raisonnements de son interlocuteur et il annonça qu'il allait voir le père et la mère Urbain, afin de savoir par eux s'il ne serait pas possible de faire réussir ce projet, puisqu'il devenait la condition nécessaire du mariage de Noël avec Denise.

VII

En revenant du presbytère, Noël était encore si ému de la scène qui venait d'avoir lieu, si heureux des espérances que M. le curé venait de lui donner; sa joie faisait un tel contraste avec l'état où il était en partant, que ses vieux parents furent frappés de ce change-

ment subit et lui en demandèrent la cause. Le jeune garçon, qui désirait confier le secret qui lui pesait déjà, leur fit part de ce qui venait de se passer et du grand événement qui se préparait.

Les deux vieillards écoutaient attentivement. Depuis longtemps ils se doutaient de l'amour de leur fils pour Denise, mais ils n'auraient osé l'encourager, ne pensant pas que maître Lunaire consentît jamais à ce mariage. Ils furent d'autant plus agréablement surpris en apprenant les bonnes paroles de M. le curé, et, sans partager entièrement l'espoir du jeune homme, ils se réjouissaient du bonheur qui se préparait peut-être pour lui. Tous trois attendaient avec une impatience égale l'abbé Bernard; lorsqu'il parut sur le seuil, tous les regards se tournèrent de son côté pour deviner, par l'expression de sa physionomie, ce qu'il fallait espérer ou craindre du résultat de sa démarche.

La bonne et loyale figure du prêtre qui, d'ordinaire, exprimait si franchement sa pensée, était précisément assez énigmatique en ce moment. Cela tenait à la nature complexe de la nouvelle qu'il apportait et dans laquelle il y avait, selon lui, à se réjouir, mais aussi peut-être à s'inquiéter pour l'avenir. Cependant, en voyant tous ces yeux qui l'interrogeaient, il ne voulut pas prolonger l'anxiété de ces bonnes gens et leur cria d'une voix forte :

— Bon espoir, mes enfants! les choses ne sont pas en mauvais chemin.

Après ce début qui calmait l'inquiétude générale, il raconta plus en détail ce qui venait de se passer. Il passa pourtant sans appuyer sur la colère du maître d'école en apprenant que sa fille partageait l'amour de Noël, et que son mariage devenait nécessaire avec un garçon sans famille et sans fortune. Arrivant le plus vite possible à la conclusion, il se hâta de dire qu'en définitive, maître Lumaire accepterait pour gendre le jeune garçon qu'on lui proposait, à condition pourtant qu'il se rendrait capable de devenir instituteur et de le remplacer un jour. Il est vrai que, pour arriver à ce but, une condition lui semblait nécessaire, c'était que l'on se mît à la recherche du père de Noël et que l'on obtint de lui qu'il aidât son fils à terminer ses études et à entrer à l'École normale, puisque c'était la seule voie admise maintenant par l'administration. Sans doute, ajoutait en finissant M. le curé, la chose n'irait pas de soi et il y aurait de grandes difficultés à vaincre, mais, grâce aux efforts communs et chacun y concourant de son mieux, on pouvait espérer de réussir.

Les trois auditeurs suivaient attentivement les paroles du curé de Savigny, et sur leurs figures on voyait passer toutes leurs impressions. Sur celle du jeune homme, on aurait deviné tour à tour sa

joie en apprenant le consentement du père de Denise, son appréhension en entendant parler de la nécessité pour lui d'aller à la recherche d'un père qu'il ne connaissait pas et dont la pensée seule l'effrayait un peu ; mais, aux dernières paroles du prêtre, son courage se ranima par la perspective du succès, et à peine étaient-elles prononcées, qu'il s'écria avec la confiance et la résolution de son âge :

— J'irai !

Quant aux deux vieillards, ils ne paraissaient pas moins émus de tout ce qu'ils entendaient, mais c'était d'une autre façon. Le père Urbain, qui était un peu sourd, tendait l'oreille en faisant un cornet de sa main pour recueillir toutes les paroles ; mais il n'en comprenait que vaguement le sens et l'on voyait errer autour de sa bouche entr'ouverte, et dont l'absence de dents laissait les lèvres rentrer profondément en dedans, le sourire indécis d'un homme qui ne sait encore au juste s'il faut s'alarmer ou se réjouir. La mère Urbain n'avait pas ce doute. Tout en se réjouissant de la bonne nouvelle pour son garçon, elle avait deviné tout de suite que cette bonne nouvelle contenait en même temps la menace d'un grand malheur et qu'il ne s'agissait pour eux de rien moins que de perdre l'enfant qu'ils avaient élevé et qu'ils s'étaient habitués à aimer comme s'il eût été le leur.

— Oh ! monsieur le curé, s'écria la pauvre femme en joignant les mains, est-ce qu'on nous prendrait notre Noël ?

— Non, répondit le curé avec un peu d'embarras, ou du moins pas pour toujours. Seulement le temps de l'instruire, après quoi il reviendrait au pays pour épouser Denise.

— Et on le donnerait à cet homme que l'on dit son père, quoiqu'il l'ait abandonné et qu'il n'ait pas seulement eu le courage de continuer à payer ses mois de nourrice ?...

— Il n'est pas question de rendre Noël à ce père dénaturé qui, du reste, ne voudrait probablement pas le reprendre, mais seulement d'obtenir de lui qu'il l'aide et le seconde dans cette circonstance, afin que le garçon puisse se marier selon son désir. Est-ce que vous ne serez pas bien heureuse aussi de lui voir épouser Denise, qu'il aime et que vous aimez aussi, j'en suis sûr ?

— Oh, oui ! car Denise est une bonne et brave fille. Elle serait un bon parti pour le garçon, qui l'aime, il y a longtemps que je m'en suis aperçu. Aussi je me réjouirais de les voir mariés ensemble, mais est-il nécessaire pour cela d'envoyer le pauvre enfant à la ville, au risque de le corrompre et de le perdre ?

— Vous voyez bien que oui, répondit le curé avec un peu de confusion, puisque c'est le seul moyen de faire de lui un instituteur et

que c'est à cette condition seulement que le père consent au mariage.

— Maître Lunaire est donc bien ambitieux, qu'il ne se contente pas pour sa fille d'un bon cultivateur comme Noël, qui est si comme il faut et si honnête. S'il lui faut un gendre qui ait beaucoup de biens, sans doute nous ne pouvons pas donner une grosse dot à notre garçon, mais le peu que nous possédons sera pour lui, puisqu'il est notre seul héritier. Et même s'il le faut nous donnerons tout de suite ce que nous avons aux pauvres enfants pour qu'ils puissent vivre en travaillant, et nous nous contenterons de ce qu'on voudra bien nous laisser. Aussi bien, ajouta-t-elle, avec découragement, à quoi nous serviraient nos champs que nous n'aurions plus la force de cultiver si l'on nous enlève notre seul soutien?

— Allons! dit le père Urbain qui avait écouté jusque-là sans parler, mais qui avait fini par comprendre de quoi il s'agissait, allons, femme, un peu de courage. Laissons l'enfant faire son sort. Mes bras sont encore bons pour travailler. Je reprendrai les manches de la charrue, puisqu'il le faut, et, à nous deux, nous gagnerons bien encore notre pain pour les quelques années qui nous restent à vivre.

— Oh! s'écria la pauvre femme d'un ton de reproche, toi, tu fais le vaillant, comme si le départ du petit ne devait pas te désoler, mais je te connais, quand il ne sera plus là, tu pleureras tous les jours, et ce sera encore moi qui devrai te consoler. Les hommes sont tous des orgueilleux. Eh bien, moi, je ne me donne pas plus de force que je n'en ai. Je ne suis qu'une pauvre mère qui ne peux pas se passer de son enfant. Car, on aura beau dire, je suis sa mère et sa vraie mère. Si je ne l'ai pas été une fois en le mettant au monde, je l'ai été tous les jours de ma vie en le soignant et en l'aimant, et je vous dis que si on veut me l'enlever, il vaut autant qu'on me tue tout de suite.

La vieille paysanne parlait avec ardeur, et ses yeux étaient tellement enflammés par l'indignation, que les larmes qui s'y formaient séchaient sans pouvoir couler. Le bon curé l'écoutait plus ému qu'il ne voulait le paraître et ne savait que répondre. Cependant il connaissait toutes les douleurs humaines depuis cinquante ans qu'il vivait au milieu d'elles, et il avait appris à leur parler, sinon le langage de l'éloquence, du moins celui de la nature. A la fin, il reprit assez de force pour lui dire d'une voix rudement paternelle :

— Oui, ma bonne, vous êtes la mère et la vraie mère, personne ne peut vous le contester; mais c'est justement pour cela qu'il faut préférer le bonheur de votre fils au vôtre. Vous savez bien que c'est toujours la part des pauvres mères, et qu'elles ne font toute la vie que se sacrifier pour leurs enfants. Si Noël ne part pas, il ne pourra épouser Denise qu'il aime. Il restera auprès de vous, c'est vrai, mais

il sera malheureux et vous aussi en le voyant souffrir. Faites comme la bonne mère du jugement de Salomon, qui aima mieux donner tout son enfant que de n'en garder qu'un lambeau. Laissez plutôt partir Noël, car en le perdant vous le posséderez bien plus que s'il ne restait que par force auprès de vous.

Parler aux femmes de sacrifice, c'est leur parler le langage qu'elles comprennent le mieux et trouver le vrai chemin de leur cœur. La vieille femme étonnée regarda M. le curé comme si elle allait lui répondre, mais elle resta muette. Ses petits yeux gris s'adoucirent et semblèrent lui dire : Oh! comme vous savez bien nous prendre par notre faible!

Alors se détournant pour cacher son émotion, elle se mit à marcher par la maison, touchant à chaque meuble, comme si elle voulait ranger quelque chose, mais n'ayant que des mouvements vagues et sans but et portant, de temps en temps, le revers de sa main à ses yeux comme pour y essuyer une larme.

Il se passa ainsi un grand moment de silence pendant lequel personne n'aurait pu parler. Lorsque l'abbé Bernard sentit qu'il était redevenu maître de sa voix il dit :

— Eh bien! le sacrifice est consommé, n'est-ce pas, la bonne mère?.. Mais ce n'est pas tout encore. Maintenant il faut que vous nous aidiez à retrouver le père de Noël, ou du moins que vous nous donniez tous les renseignements que vous possédez, afin que le garçon puisse se mettre à sa recherche.

Le fort de la crise était en effet passé. Sans doute la douleur de la pauvre femme était aussi grande, mais elle était acceptée. Sans cesser de marcher, en se livrant machinalement à ses occupations ordinaires, pour dissimuler son émotion, la mère Urbain répondait à toutes les questions de cette voix monotone et brisée qui succède aux larmes, ce qui annonce que toute résistance est vaincue. Des renseignements qu'elle put donner, il résulta que, d'après la sage-femme qui lui avait apporté l'enfant, la mère était une orpheline morte en le mettant au monde. Quant au père, tout ce qu'elle en savait c'est que c'était un professeur, un savant du nom de Renoux ou d'Arnould; mais on lui avait demandé le secret, ne lui donnant ces détails que pour le cas où il manquerait à son engagement de payer l'entretien de cet enfant. Tant que la femme avait vécu, elle avait apporté fidèlement la somme promise; les bons villageois n'avaient donc eu à faire aucune recherche; et, d'ailleurs, comme la ville était éloignée de 4 ou 5 lieues et qu'ils allaient au marché à un bourg beaucoup plus voisin, la chose leur eût été difficile. Cependant après la mort de la sage-femme et la cessation de tout payement, ils se trouvaient dégagés de leur parole, ils auraient pu s'enquérir de ce

père si peu fidèle à ses devoirs, mais, comme nous l'avons déjà dit, la crainte que l'enfant auquel ils s'étaient attachés ne leur fût enlevé les avait fait renoncer à cette entreprise. Il y avait bientôt dix-huit ans que ces événements s'étaient accomplis, et ils croyaient bien que cette histoire n'aurait plus jamais de suites et que Noël leur était acquis pour toujours.

Lorsque la mère Urbain eut terminé son récit, l'abbé Bernard se tournant vers Noël lui dit :

— Tu le vois, mon ami, c'est avec ce peu de renseignements qu'il te faut aller à la découverte ; t'en sens-tu le courage ?

— Oui, monsieur le curé, répondit-il sans hésiter, avec la confiance de son âge.

— Est-ce que personne n'accompagnera cet innocent ? demanda la mère inquiète. Le laisserez-vous se présenter seul devant cet homme qui refusera peut-être de le reconnaître et le chassera comme un imposteur ?

— J'irais avec lui bien volontiers, dit l'abbé Bernard, mais je crois que, dans son intérêt même, il vaut mieux qu'il tente seul cette démarche. Si mes pressentiments ne me trompent pas, cet homme doit être un esprit fort sur lequel ma présence serait loin d'avoir une influence favorable. Puis ce père, qui a voulu rester inconnu de peur de se compromettre, doit avoir un caractère faible, un esprit timoré. Sommé de se déclarer devant témoins, il nierait peut-être autant par pusillanimité que pour se dérober à ses devoirs ; tandis qu'en présence de son fils, un bon mouvement du cœur, s'il lui en reste encore, peut l'emporter. Je crois donc qu'il y a avantage à laisser agir la nature. Si, au contraire, son cœur reste fermé, s'il refuse de reconnaître son fils, il sera temps pour nous de chercher à l'y contraindre par d'autres moyens. Toutefois j'avoue qu'en l'absence de toute preuve et après un si long temps, la chose me paraîtrait difficile, et que nous n'aurions plus probablement qu'à garder Noël parmi nous.

— Et ce serait le mieux pour tout le monde ! s'empressa d'ajouter le mère Urbain en manière de conclusion.

Le curé ne put s'empêcher de sourire à cette exclamation échappée à la nature. Puis, se tournant vers le jeune homme, il lui dit :

— Maintenant, mon garçon, veux-tu venir avec moi chez maître Lunaire? Je lui ferai part de ce que je viens d'apprendre. De son côté, il ratifiera ses promesses, et ce sera pour toi l'occasion de voir ta fiancée et de lui faire tes adieux avant de partir.

Peut-être Noël aurait-il préféré voir Denise en particulier pour se réjouir avec elle de ce qui arrivait, mais il ne s'empressa pas moins d'accepter l'offre de l'abbé Bernard et le suivit avec de gros battements de cœur.

VIII

Lorsqu'ils arrivèrent ensemble à la maison d'école, ils trouvèrent Denise travaillant, comme à l'ordinaire, auprès de la fenêtre, et leur arrivée causa une vive émotion à la jeune fille. Déjà le matin, la visite de M. le curé l'avait fort impressionnée, car l'idée lui était venue tout de suite que la scène de la veille au soir en était la cause. L'air grave et préoccupé de l'abbé Bernard, la longueur de sa conférence avec son père, la voix des deux interlocuteurs qui s'élevait par moments, leur pantomime animée, tout la confirmait dans cette crainte. Cependant comme on ne l'appelait pas pour lui demander compte de sa conduite, elle se rassura un peu. Quand son père rentra seul à la maison, sans oser lever les yeux sur lui, elle le regarda à la dérobée pour tâcher de deviner ses sentiments par l'expression de sa physionomie ; mais cet examen ne lui fournit pas beaucoup de lumière. Maître Lunaire, pour se conformer à la prière de M. le curé, n'adressa pas de reproches à sa fille, malgré le désir qu'il en avait, mais il voulut du moins lui faire expier en partie sa faute, en ne lui faisant pas connaître tout de suite la grande nouvelle, et il garda un front sévère et impénétrable.

Denise ne savait donc encore à quoi s'en tenir sur la visite mystérieuse du matin, lorsqu'elle vit revenir M. le curé, accompagné de Noël. Pour le coup, il n'y avait plus à en douter, c'était bien l'aventure de la veille qui devait être cause de toutes ces allées et venues, et l'on semblait avoir pour but de réunir les deux coupables, afin de leur infliger de communs reproches. Toutefois, il lui suffit de jeter un coup d'œil sur les nouveaux venus pour se sentir un peu rassurée. La figure de Noël était pâle d'émotion, mais on y devinait une joie secrète. Quant à l'abbé Bernard, sa physionomie, qu'il voulait rendre énigmatique, exprimait pourtant malgré lui la bienveillance, et ce fut avec une raillerie enjouée qu'il lui dit :

— Eh bien, Denise, comment vous trouvez-vous de votre promenade d'hier soir ? Vous n'en avez pas été incommodée ? Il est cependant parfois dangereux pour les jeunes filles de sortir la nuit. Par bonheur, votre imprudence ne sera pas trop sévèrement punie pour cette fois.

Et comme il voyait que la jeune fille toute tremblante n'osait répondre, il ajouta d'un ton paternel :

— Allez, mon enfant, allez chercher votre père ; c'est lui qui vous dira quel châtiment vous est réservé.

Denise ne se le fit pas répéter et se sauva au fond du jardin pour prévenir son père de la présence de M. le curé, sans oser y joindre le nom de Noël. Le maître d'école, tout en paraissant continuer ses

travaux de jardinage, se livrait à de graves réflexions sur les événements inattendus de cette journée et sur les nombreuses conséquences qui allaient en résulter pour l'avenir. A la voix de sa fille, il planta sa bêche en terre, remit sa veste et reprit le chemin de la maison, mais sans hâte, en jetant un dernier regard sur son ouvrage, comme pour se donner le temps de la réflexion, et revint avec cette sage lenteur qui est la diplomatie des gens de la campagne.

L'abbé Bernard, ayant accepté le rôle de négociateur, voulut le remplir jusqu'au bout. Il alla à la rencontre du maître et lui dit en lui montrant les deux jeunes gens qui paraissaient aussi émus l'un que l'autre :

— Mon brave ami, voici les deux coupables. Ils sont certes bien répréhensibles d'avoir disposé de leurs cœurs et de leur avenir sans l'assentiment de leurs parents. La seule excuse qu'ils allèguent, c'est qu'ils s'aiment depuis longtemps. Voulez-vous leur pardonner?... Ils attendent comme vous voyez que vous décidiez de leur sort.

Maître Lunaire avait conservé jusqu'alors sa physionomie sérieuse. Il fit attendre quelques instants sa réponse ; enfin, ouvrant la bouche et toussant pour s'éclaircir la voix, il allait prononcer un petit discours, qu'il avait longuement préparé ; mais le bon curé, qui devina son intention et qui n'aimait pas beaucoup les sermons, quand ce n'était pas lui qui les faisait, coupa court à ce projet, en se hâtant d'ajouter :

— Allons, mon brave ami, soyez généreux, à tout pécheur miséricorde ! Voyez ces pauvres enfants dans quel état ils sont. Ne prolongez pas trop leur martyre et dites-leur tout de suite que vous consentez à leur mariage... Nous les gronderons après.

En effet, les deux jeunes gens, les yeux baissés et le cœur battant d'émotion, semblaient attendre dans une attitude timide ce qui allait être décidé d'eux ; mais au mot de mariage ils relevèrent à demi la tête, la figure illuminée de joie.

Maître Lunaire, un peu déconcerté par cette brusque solution, abandonna quoiqu'à regret les sages paroles qu'il voulait prononcer. Mais, se tournant vers Denise, et cette fois avec la dignité simple et naturelle d'un père en un tel moment, il lui demanda :

— Ma fille, est-il vrai que tu aimes Noël et que tu consentes à l'épouser ?

— Oui, mon père, répondit la jeune fille d'une voix à peine perceptible et cependant assurée.

Alors tendant la main à Noël, il lui dit :

— Eh bien, mon ami, je te l'accorde parce que je te considère comme un honnête garçon et que j'ai toujours eu aussi de l'amitié

pour toi. M. le curé a dû te dire à quelle condition; c'est que tu la mérites par ta conduite et ton travail, et que tu te mettes en état de devenir instituteur à ton tour. Pour cela, tu le sais, il sera nécessaire que tu ailles trouver ton père et que tu obtiennes de lui qu'il t'aide à continuer tes études et à obtenir les grades indispensables. C'est tout ce que nous lui demandons. Votre mariage en sera retardé, mais vous êtes encore trop jeunes tous deux pour qu'on y songe en ce moment. Vous atteindrez ainsi vos vingt ans, et si d'ici là ta conduite et ton travail répondent à nos espérances, rien ne s'opposera plus à nos projets.

— J'ai promis tout cela pour lui, interrompit M. le curé, et Noël est un brave garçon qui tiendra ma parole. N'est-ce pas, mon ami? ajouta-t-il en lui posant la main sur l'épaule.

— Oui, monsieur le curé, répondit Noël d'une voix émue et en relevant la tête comme pour mieux affirmer sa volonté.

— C'est bien, dit le maître d'école, cependant il faut tout prévoir et que chacun mesure bien l'étendue de ses engagements. L'œuvre que Noël va entreprendre peut être laborieuse et demander plus de temps que nous ne supposons. Il peut y rencontrer de grandes difficultés. Toi, Denise, pendant combien d'années t'engages-tu à l'attendre?

La jeune fille leva sur son père ses beaux yeux pleins de franchise où se peignait l'étonnement que lui causait cette demande et répondit simplement :

— Mais... toujours!

Il y eut un moment de silence pendant lequel les différents personnages de cette scène étaient tout à leur émotion : les deux jeunes gens ne sentaient que la joie intérieure qui les inondait; les deux vieillards étaient plus gravement, mais non moins profondément émus en voyant ces deux enfants qui allaient avec tant de confiance au-devant de la grande épreuve de la vie, dont ils connaissaient eux toutes les traverses.

Lorsque l'abbé Bernard se sentit maître de sa voix, il prit à son tour la parole et dit :

— Et maintenant, jeunes gens, que les paroles sont données et que vous pouvez vous considérer comme fiancés, donnez-vous la main et demandons tous à Dieu qu'il bénisse votre future union.

Les doigts des jeunes gens, guidés par les mains du prêtre, se touchèrent et d'une pression se jurèrent tout ce qui était dans leurs cœurs, tandis que les deux vieillards, les yeux levés au ciel, semblaient appeler sa protection sur leurs têtes.

Dès que ces événements furent accomplis, il ne restait plus que de courts préparatifs à faire avant le départ de Noël. Le jeune

homme devant faire la route à pied ne pouvait emporter que peu d'effets, inutiles d'ailleurs, car s'il était accueilli, on devrait nécessairement renouveler son trousseau qui n'était composé que de vêtements villageois ; aussi la mère Urbain, qui voulait, par amour-propre, qu'il se présentât convenablement, n'apprêta que ses habits des dimanches. En les tirant de l'armoire où ils étaient toujours rangés avec soin, afin de voir s'ils n'avaient pas besoin de quelques réparations, elle poussait tout bas plus d'un soupir et y laissait peut-être tomber en secret plus d'une larme. Quant au père Urbain, il n'avait jamais été plus actif en apparence. Il allait sans cesse de la grange à l'écurie, de la cour au jardin. On aurait dit qu'il voulait déjà reprendre possession des différentes occupations dont il allait rester seul chargé; au fond, toute cette agitation n'avait pour but que de dissimuler son chagrin. Les gens de la campagne n'ont qu'un remède contre leurs maux, — mais il vaut à lui seul tous ceux de la philosophie, — c'est le travail, ce fidèle ami de toute leur vie. Encore sentait-il qu'en perdant le jeune compagnon de ses travaux, il allait les trouver bien plus lourds à porter.

Noël, dans le naïf égoïsme de son âge et de son bonheur, s'apercevait à peine de la tristesse de ses vieux parents. Sans doute il n'était pas, de son côté, sans quelque appréhension sur l'issue de son voyage. Il ne pouvait penser, sans une sorte de terreur, à son entrevue prochaine avec ce personnage mystérieux que l'on disait son père, bien qu'il ne lui eût jamais donné le moindre témoignage de tendresse. Cependant son imagination passait à travers tous les obstacles pour ne voir que le résultat qui lui avait été annoncé, il avait hâte de partir, afin d'arriver plus vite au terme de tous ses désirs.

Il allait le plus souvent qu'il le pouvait à la maison d'école, où maître Lunaire lui donnait de sa voix la plus grave ses dernières instructions et ses derniers conseils. Il en profitait pour voir Denise et pour causer avec elle plus intimement qu'il ne l'avait encore fait. Celle-ci, tout en parlant de leurs espérances d'avenir, conservait dans le cœur des inquiétudes vagues qu'elle dissimulait avec peine. Selon les projets qu'elle avait d'abord formés, Noël n'aurait pas été forcé de quitter le pays; après quelques années d'efforts et de travail, il devenait instituteur et un heureux mariage couronnait ce rêve facile. La réalité qui l'avait remplacé ne lui plaisait pas autant et ne la laissait pas sans craintes pour l'avenir. Toutefois elle n'osait confier sa tristesse ni à son père, de peur de l'irriter et de le faire revenir sur un consentement qu'il n'avait donné qu'à regret, ni à Noël, dont elle aurait peut-être diminué la confiance et le courage.

Lorsque les préparatifs du départ furent terminés, un matin, Noël se

leva dès la pointe du jour, car la route était longue. Ses vieux parents le conduisirent jusque sur le chemin qui passait au bout de leur jardin, mais ils n'allèrent pas plus loin de peur de le retarder et ils l'embrassèrent en lui souhaitant un bon voyage. Quand le jeune homme fut arrivé sur la hauteur, il se retourna. Les deux vieillards étaient encore à la même place et lui faisaient des signes d'adieu. Il leur répondit de la main, ou du moins ils le crurent, mais son attention était partagée entre eux et une autre personne qui, vers la maison d'école, agitait un mouchoir et dans laquelle il n'eut pas de peine à reconnaître Denise. Il lui cria de loin : Adieu! adieu!... comme si elle avait pu l'entendre ; puis, pour se donner du courage, il se mit à courir, et quand il se retourna de nouveau, le clocher de Savigny avait disparu définitivement derrière l'horizon.

IX

En arrivant à la ville, Noël avait demandé la demeure de M. Arnould, professeur au collège, et on lui avait indiqué une petite maison, de l'aspect le plus modeste, dans une rue où il ne passait presque personne. Le cœur lui battait bien fort quand il sonna ; mais, il faut le dire, cette émotion était beaucoup moins causée par l'impatience que par la crainte de se trouver en présence de celui que l'on disait son père et par un doute cruel sur le succès qu'allait avoir cette entrevue.

Une femme d'une trentaine d'années, au teint florissant et frais comme celui d'une fille de la campagne, mais dont la toilette paraissait plus soignée que celle d'une bonne ordinaire, vint lui ouvrir et demanda au jeune étranger ce qu'il voulait. Noël répondit avec la timidité et aussi avec la prudence d'un jeune villageois, qu'il désirait étudier et qu'il avait besoin pour cela de prendre quelques renseignements auprès de M. Arnould, auquel on l'avait adressé.

Quoique ce grand garçon habillé en campagnard n'eût guère l'apparence d'un futur élève du collège, la servante, qui semblait avoir la haute surveillance de la maison et être habituée à faire subir un interrogatoire préalable aux visiteurs inconnus, ne parut pas avoir le moindre soupçon, et, précédant le voyageur, elle monta devant lui un étroit escalier qui conduisait au premier étage. Elle ouvrit une porte, en disant :

— Monsieur, voici un jeune homme qui désire vous parler.

Puis, refermant la porte, elle laissa Noël à l'entrée d'une pièce assez sombre, au fond de laquelle un homme était assis devant une table chargée de livres et de papiers.

Le jeune campagnard, tout interdit de se trouver ainsi brusquement en présence de cet étranger auquel il touchait, disait-on, par des liens mystérieux, et qui ne lui en paraissait que plus redoutable, restait debout et muet près de la porte qui venait de se refermer derrière lui. L'homme assis devant le bureau et occupé à écrire n'avait pas levé la tête dans le premier moment, mais n'entendant ni parler ni s'approcher le nouveau venu, il regarda ce grand garçon qui se tenait immobile et les yeux baissés, tourmentant les bords de son chapeau et cherchant de quelle manière il allait commencer son étrange confidence.

— Eh bien, lui dit le professeur, de la voix dont il aurait parlé à un élève, approchez et parlez!

Cette apostrophe, qui n'avait rien d'encourageant, n'était pas faite pour rassurer le pauvre Noël. Aussi, il leva bien ses yeux effarés vers son interlocuteur et ouvrit la bouche comme pour lui répondre, mais aucune articulation distincte ne sortit de ses lèvres.

Nous avons dit que, dès son enfance, Noël ressemblait d'une manière frappante à sa mère. Cette ressemblance n'avait fait que s'accentuer entre un garçon de dix-huit ans, à la taille élancée, aux traits encore délicats, et la malheureuse jeune femme morte à l'âge de vingt ans. En regardant cette figure presque féminine, ces grands yeux bleus timidement fixés sur lui, ces cheveux d'un châtain clair qui retombaient en grosses mèches sur son front et qui rappelaient la belle chevelure de sa mère, le professeur restait, à son tour, muet et interdit, en proie à une émotion indéfinissable. Il lui semblait qu'une image bien connue apparaissait tout à coup devant lui, comme pour évoquer le passé et lui en demander compte.

Il trouva cependant la force de se lever et d'aller en chancelant vers le jeune homme, mais ce n'était pas pour le saisir et le presser dans ses bras. Un instinct de crainte et de prudence, qui était le trait distinctif de son caractère et qui ne l'abandonnait jamais, le fit aller d'abord vers la porte dont il tira le verrou. Puis, un peu rassuré par cette précaution, il prit le jeune homme par la main et l'amena près de la fenêtre comme pour regarder plus attentivement ses traits. Cet examen ne fit que confirmer sa première impression. La ressemblance du fils avec sa mère était si frappante, qu'elle rendait le doute impossible et toute autre preuve superflue. Cette évidence de la nature, à défaut de la voix du sang, aurait dû faire éclater le sentiment paternel et briser toute résistance dans le cœur du père. Cependant ce fut encore la peur qui l'emporta dans son esprit et qui lui fit balbutier des phrases sans suite : « Qui êtes-vous?... Que demandez-vous?... Qui vous a envoyé ici?... » comme s'il espérait ainsi conjurer le danger.

Cette physionomie bouleversée, cette voix altérée par l'émotion, n'étaient pas faites pour rassurer le jeune villageois. Il paraissait lui-même plus interdit que jamais et n'articulait que des paroles incohérentes : « *Monsieur*, on m'avait dit... J'avais cru... » auxquelles s'entremêlaient les mots de *père* et de *fils*, qui ne semblaient passer qu'avec effort entre ses lèvres, et ne formaient aucun sens déterminé.

C'en fut pourtant assez pour achever de terrifier le savant : « Plus bas!... plus bas!... » s'écria-t-il en baissant lui-même la voix; et prenant de nouveau le jeune homme par la main, il le conduisit du côté de la table, le fit asseoir auprès de lui et, parlant d'un ton qui ressemblait beaucoup moins à celui d'un père qui s'adresse à son fils, qu'à celui d'un coupable qui transige et qui demande grâce, il ajouta :

— Expliquez-vous, mon ami. Dites-moi ce que vous désirez, et si ce que vous demandez est raisonnable, je m'efforcerai de vous satisfaire.

Le jeune villageois, se remettant peu à peu de sa première émotion, commença à raconter naïvement qu'il avait étudié à l'école de Savigny, qu'on lui avait trouvé des dispositions pour apprendre, et que l'on avait pensé qu'il pourrait devenir maître d'école et succéder plus tard à son vieux maître, surtout si le *monsieur*, que l'on disait très savant, voulait bien l'aider à acquérir l'instruction nécessaire. Toutefois, en faisant part de ses espérances, soit timidité, soit prudence, Noël ne dit rien de son amour pour Denise, ni des projets de mariage que l'on avait faits pour eux.

Le professeur écoutait maintenant avec plus de calme et regardait même avec intérêt le jeune homme pendant qu'il parlait. Il était visible que ces idées d'études, cette ambition d'apprendre qu'il découvrait en lui, le touchaient et lui allaient droit au cœur. Il était flatté de voir une intelligence éclater en son fils, malgré son abandon et à travers tous les obstacles qui l'avaient environné pendant son enfance. Cette filiation était la véritable voix du sang pour ce savant qui n'avait jamais connu d'autre passion que celle de l'étude, et cela, plus que toute autre chose, était capable de réveiller en lui le sentiment paternel.

Il continua ses questions, cherchant à se rendre compte du degré d'instruction et surtout de l'intelligence du jeune homme; plus satisfait évidemment de la vocation qu'il manifestait que des connaissances qu'il avait acquises; souriant à l'aveu de son ambition de devenir maître d'école un jour. Surtout il paraissait enchanté de trouver ce jeune garçon plus raisonnable qu'il ne l'avait craint d'abord, et de voir qu'il ne parlait ni de ses droits de fils ni de se faire reconnaître comme tel.

— Eh bien, mon ami, lui dit-il à la fin, d'une voix plus amicale, si vous désirez sérieusement travailler et vous faire un avenir dans l'instruction, je ne demande pas mieux que de vous aider. Mais comment faire pour cela? Votre degré d'instruction ne vous permet pas d'entrer au collège dans une classe qui soit en rapport avec votre âge. Il faudrait d'abord travailler seul pendant quelque temps. Cependant je ne puis vous garder ici; la maison est bien petite... et puis ma position... les convenances...

Et déjà il semblait près de retomber dans les incertitudes et les terreurs de son caractère ombrageux. Par bonheur, en regardant les habits rustiques de Noël, bien que ce fussent les habits du dimanche, il parut saisi d'une inspiration subite.

— Attendez, cependant! poursuivit-il. On pourrait peut-être... Oui... Restez un moment ici... Je vais tâcher d'arranger cela.

Et, se levant subitement, il se dirigea du côté de la porte. Cependant, à mesure qu'il marchait en se grattant la tête comme pour en faire jaillir l'idée qui y était en germe, sa marche devenait plus incertaine, et sa physionomie, qui avait exprimé d'abord la joie d'avoir trouvé un moyen de tout arranger, peignait l'embarras qu'il commençait à éprouver devant les moyens d'exécution. Il sortit toutefois. Noël, qui était resté assis à la même place, dans l'incertitude de ce qui se préparait pour lui, l'entendit descendre lentement l'escalier; puis deux voix se firent entendre dans la pièce au-dessous de celle où il se trouvait. Assourdies par le plafond, ces voix étaient encore perceptibles dans cette maison silencieuse, et si l'on ne distinguait aucune parole, on en pouvait presque deviner le sens par le ton des interlocuteurs. La voix d'homme commença avec insinuation et douceur; celle de femme répondit avec indignation et avec aigreur. L'homme voulait imposer ou du moins obtenir le silence. La femme, qui paraissait plus habituée au commandement qu'à l'obéissance, se révoltait; alors la première voix semblait en venir aux soumissions et aux promesses, et la seconde s'apaisait peu à peu; enfin l'accord et la paix se signaient sans doute dans une conversation à demi-voix.

Après une demi-heure d'absence, le professeur reparut, ayant dans la physionomie un air de satisfaction qui, à la vérité, paraissait beaucoup moins celui d'un maître qui a imposé sa volonté, que celle d'un enfant qui a obtenu ce qu'il désirait à force de prières et d'adresse.

— Eh bien, mon ami, s'écria-t-il à demi-voix, la chose est arrangée. Vous resterez ici jusqu'à ce que l'on puisse vous placer plus convenablement quelque part. Seulement vous passerez pour le parent, le neveu de la personne que vous avez vue en entrant.

Certaines convenances exigent qu'il en soit ainsi. J'espère, du reste, que vous montrerez pour elle les sentiments et les égards d'un véritable parent. Vous le devez à cause du consentement qu'elle veut bien donner à cette combinaison, la seule qui pût rendre possible votre séjour dans cette maison : d'ailleurs, elle en est digne par son dévouement pour moi et par son mérite personnel.

A partir de ce moment Noël fut en effet accepté dans la maison. On lui installa une petite chambre au second étage. Mlle Rose, qui s'était d'abord montrée si récalcitrante à l'idée d'admettre le nouveau venu dans l'intérieur, parut se familiariser avec lui. Il est vrai que, d'une part, la douceur et la soumission de Noël, de l'autre, les compliments qu'elle recevait dans le quartier sur son beau neveu, flattaient son amour-propre et lui faisaient prendre goût à son rôle de tante.

Quant à M. Arnould, il paraissait heureux de voir son subterfuge accepté et d'espérer avoir écarté tous les soupçons. Cependant s'il affectait en public une indifférence complète à l'égard du jeune villageois qui habitait chez lui et dont il ne faisait que tolérer la présence, il se dédommageait en secret de cette froideur de commande et il prenait peu à peu des façons plus familières et presque affectueuses lorsqu'il se trouvait seul avec lui. A certaines heures du jour et quand il ne pouvait pas craindre d'être surpris dans cette occupation, il le faisait venir dans son cabinet pour lui donner quelques leçons et pour se rendre compte moins encore de son degré d'instruction que de ses aptitudes pour l'étude. Il découvrait avec plaisir les dispositions heureuses du jeune homme. Cela n'était pas loin de réveiller en lui des sentiments qui y avaient dormi jusqu'alors et auxquels il ne se livrait encore qu'avec réserve et en tremblant.

Du reste, si le malheureux professeur avait jusqu'alors si mal rempli ses devoirs, c'était peut-être moins par la faute d'une absolue sécheresse de cœur que par celle du caractère faible et timoré qu'il avait reçu de la nature, défauts qui avaient encore été aggravés par toute une existence de privations et de contrainte. Jeune il eût été porté aux affections tendres et même romanesques ; mais il était d'un naturel timide et d'un physique disgracieux qui avaient peu favorisé leur expansion. Né de parents pauvres, élevé gratuitement au collège, il avait dû payer cette faveur, encore rare à cette époque, par sa conduite et son application exemplaires. Aussi s'était-il distingué et avait-il remporté de brillants succès dans toutes ses classes. Seulement il y avait une sorte de désaccord entre sa personne et ses triomphes, et quand, aux distributions de prix, on appelait pour la dixième fois ce lauréat et que l'on voyait

s'avancer cet enfant rachitique, trop petit pour son âge, aux cheveux d'un blond roux, au teint fade, il y avait dans le public une sorte de déception. Aucune des belles dames qui étaient là ne lui aurait fait la grâce de le couronner et il devait se contenter de l'accolade d'un vieux professeur ou de celle de M. le maire, président de la solennité, qui, en quelques mots bien sentis, lui promettaient de hautes destinées. Ces hautes destinées, se bornèrent, lorsque ses études furent terminées, à obtenir dans le même collège une place de maître d'études et de professeur d'une classe infime.

Je ne referai pas pour la centième fois l'histoire du malheureux *pion* qui a vu, du jour au lendemain, se transformer les lauriers dont on l'a chargé et les espérances que l'on a fait briller à ses yeux en une réalité triste et revêche. Narcisse Arnould, — il s'appelait Narcisse! — végéta longtemps dans la poussière du collège et dut ensevelir dans cette obscure existence ses rêves d'ambition et les expansions de sa vingtième année. Il se dédommagea de ces privations par les travaux de l'intelligence auxquels il se livra avec une sorte d'âpreté, cherchant moins dans la philosophie et dans les lettres la culture sereine de l'esprit que des armes pour se venger de ses misères et pour flageller une société qui l'avait nourri, mais qu'il ne pouvait regarder que comme une marâtre.

Le jeune Arnould se dédommageait des servitudes de son existence en affranchissant son esprit de toute contrainte et bientôt de toute croyance. Les audaces et les témérités étaient sa manière de protester tout bas contre l'oppression des choses. Puisque la société ne lui accordait ni la dignité de la vie ni la douceur du foyer, il s'en vengeait en sapant en secret toutes ses bases et en niant toutes ses croyances.

C'est dans ces dispositions morales qu'il se trouvait lorsqu'il rencontra la jeune fille qui devait être la mère de Noël. Ce fut comme une impression de fraîcheur dans la vie si aride du savant. Tous deux presque également pauvres demeuraient dans la même maison. Fanny était d'une famille honnête, mais elle était restée orpheline de bonne heure. Elle vivait en travaillant de son état de couturière. C'était une jeune fille élégante et frêle, d'une imagination délicate comme sa personne. Elle fréquentait peu les jeunes filles de sa classe et de son âge. Elle aspirait à élever son intelligence et passait presque tous ses dimanches à lire, mais naturellement à lire surtout des romans. Aussi était-elle devenue romanesque comme ses livres. Les deux jeunes gens se rencontrèrent. Le jeune professeur fut ébloui par cette apparition charmante et pure. La jeune fille ne vit en lui que l'homme d'un grand esprit dont on commençait à parler dans la ville. La connaissance se fit en parlant de leur goût

commun pour les livres, quoiqu'ils n'eussent guère fait les mêmes lectures. Il aima, autant que son cœur déjà flétri le lui permettait, cette jeune fille pleine de naïveté et de confiance. Elle crut aimer en lui la supériorité intellectuelle et fut prise aussi de pitié pour cet être disgracié et souffrant. En un mot, elle fut moins séduite par lui que par elle-même, et sa perte n'en fut que plus certaine.

Ces quelques moments d'égarement et de bonheur eurent un triste réveil : la pauvre jeune fille allait être mère. Pourquoi le jeune professeur, qui se croyait sincèrement épris, qui l'était peut-être, n'avait-il pas alors tout simplement réparé sa faute et rempli son devoir en l'épousant?... Pour beaucoup de raisons qui lui parurent spécieuses, quoique aucune ne fût bonne ni valable, mais surtout à cause de son caractère à la fois orgueilleux et faible : parce qu'il eût été humilié de terminer par un mariage vulgaire ce qui avait été pour lui un roman plein de charme et de mystère; parce qu'il avait pris l'habitude d'opposer les paradoxes les plus faux à tous les principes sociaux, et qu'il aurait cru faire acte de faiblesse en remplissant le devoir le plus sacré.

Quant à la pauvre fille séduite, elle avait attendu avec résignation que le grand homme de ses rêves lui proposât le mariage, mais elle n'avait osé le lui demander. Il lui aurait semblé, si elle exigeait cette réparation, que ce qui n'avait été de sa part qu'une faute involontaire serait devenue une sorte de calcul. Elle se dit que plus l'expiation serait cruelle, plus cette faute même en serait atténuée. Mais si elle se résigna en silence, elle n'en souffrit pas moins. Cette douleur muette ajoutée à la délicatesse de sa santé rendirent son état plus grave et contribuèrent ensemble à la catastrophe finale.

Cette naissance et cette mort simultanées avaient été un coup doublement foudroyant pour le professeur. Il se reprocha amèrement sa dureté de cœur envers la mère, mais il n'eut pas même l'idée de la réparer autant qu'il était en lui en reconnaissant et en adoptant l'enfant, ou si cette idée lui vint, la déplorable faiblesse de son caractère la lui fit écarter. Il se contenta de promettre à la femme, qui se chargeait de le placer chez de pauvres gens à la campagne, qu'il payerait son entretien, pourvu que son nom ne fût pas prononcé, et il aurait probablement tenu sa parole si cette femme n'était pas venue à mourir. Pour rétablir des relations avec les parents nourriciers de l'enfant, il lui aurait fallu se confier à une autre personne et divulguer son secret. Moitié par égoïsme, moitié par crainte du scandale, il se tint coi, se disant, pour calmer sa conscience, que les gens intéressés sauraient bien, s'ils le voulaient, faire les démarches nécessaires pour le retrouver.

Ses remords étaient restés longtemps cuisants, puis ils s'étaient

émoussés avec le temps. Il s'était de plus en plus adonné aux travaux intellectuels. Il avait aussi fini par tomber sous la domination matérielle d'une gouvernante, et c'est de cette existence triste et humiliée que vivait cet homme que l'on regardait comme un esprit supérieur et qui, du haut de ses pensées, jugeait si sévèrement les vices de la société et les préjugés du vulgaire.

Le roman fugitif de sa jeunesse s'effaçait de jour en jour de sa mémoire, et le souvenir de l'enfant qui vivait abandonné quelque part dormait au fond de son cœur comme dans une tombe, lorsque l'apparition subite de Noël vint réveiller tout ce passé et le remettre en présence des conséquences de sa faute. Du caractère faible et timoré dont il était, on pouvait prévoir que ces sentiments qu'il avait longtemps méconnus, s'il croyait pouvoir s'y livrer sans danger, lui deviendraient bientôt familiers et peut-être nécessaires.

X

Pour Noël, le passage de sa vie ancienne à une existence si différente n'avait pas été sans peine et sans efforts. Être enfermé dans cette maison étroite et sombre, lui qui avait jusqu'alors vécu en pleine lumière et en pleine liberté; se trouver au milieu d'étrangers, — car son père lui-même n'était pas encore autre chose à ses yeux, — lui qui n'avait connu que des gens qu'il aimait et dont il se sentait aimé; mais surtout avoir reçu dans les derniers jours le coup de soleil de l'amour, avoir entrevu le bonheur d'être uni à celle qu'il aimait et tout à coup tomber dans cet isolement profond, c'était là une transition aussi dure que subite.

Aussi, malgré le travail auquel il se livrait avec ardeur dans l'espoir d'abréger son exil, malgré le but qu'il avait toujours devant les yeux pour s'animer, il ne pouvait empêcher sa pensée de s'en aller sans cesse vers Savigny, et quand il l'en rappelait, il ne trouvait que plus ennuyeuse l'existence qui lui était imposée.

Dès les premiers jours de son arrivée, il avait écrit dans le plus grand secret à maître Lunaire et à M. le curé, et il avait pu mettre furtivement ses lettres à la poste. Il leur avait raconté son arrivée à la ville, la manière dont il avait été accueilli par M. Arnould, et l'espérance qu'il pouvait concevoir d'arriver à la réalisation de leurs projets. Il leur avait témoigné sa reconnaissance pour leurs bontés; il les avait chargés de son souvenir affectueux pour ses vieux parents, mais surtout il avait eu soin de dire au maître d'école, dans l'espoir que sa lettre serait lue aussi par une autre personne, qu'il

travaillait avec courage dans la pensée constante de l'avenir qui lui avait été promis et qui brillait sans cesse devant ses yeux. Il aurait bien voulu les prier de lui répondre et de lui donner des nouvelles de tout le monde, mais il n'avait osé, de peur qu'une lettre à son adresse, venant de Savigny, n'éveillât les soupçons et la défiance des personnes dont il était entouré.

Chaque fois qu'il avait écrit, il avait éprouvé un instant de calme et il s'était senti transporté pour un moment au milieu de tout ce qu'il aimait. Malheureusement, cette impression était courte et le sentiment de sa captivité ne retombait ensuite que plus lourdement sur lui et lui causait comme la sensation de l'étouffement par le manque de respiration pour sa poitrine et pour son cœur. Plusieurs fois, il avait été sur le point de demander à M. Arnould la permission d'aller passer ne fût-ce qu'un jour à Savigny, pour voir et pour embrasser ceux qu'il y avait laissés. Mais, aux premières paroles en ce sens qu'il avait prononcées, il avait vu le front du professeur se rembrunir, soit que celui-ci soupçonnât que le cœur de son fils était resté au pays, et qu'il n'avait été, lui, que le but d'une démarche intéressée ; soit qu'il craignît que cet enfant, auquel il commençait à s'attacher presque à son insu, s'il retournait au village où il avait été élevé, ne se reprît aux habitudes de son enfance et ne revînt plus à la ville où il ne paraissait pas beaucoup se plaire. Ces seuls indices de mécontentement chez celui qui lui causait encore une sorte d'effroi avaient suffi pour que Noël n'osât pas formuler nettement son désir, mais ce désir n'en était pas resté moins vif et moins persistant.

On était arrivé aux derniers jours d'octobre. Le temps avait continué jusqu'alors à être beau. Un soleil d'or entrait à de certaines heures jusque dans la sombre petite maison ; mais, loin de la faire paraître plus riante, il la rendait en quelque sorte plus sombre et plus maussade. Le pauvre Noël, seul dans la petite chambre où il travaillait, regardait, par la fenêtre et entre deux toits, un coin de ce ciel d'automne d'un bleu si doux et si limpide qu'il connaissait et qui lui rappelait celui de Savigny. C'était l'époque où jadis il allait faire paître les troupeaux en compagnie des autres enfants du village, surtout de Denise, et où tous ensemble ils jouissaient d'une liberté illimitée, et ses pensées s'en allaient si loin et si invinciblement sur cette pente, qu'il ne pouvait plus les en rappeler.

Il n'était pas difficile de comprendre que cette vie sédentaire ne pouvait convenir beaucoup à ce jeune homme élevé à la campagne, et qu'il lui aurait fallu tout au moins faire de temps en temps quelque exercice, mais son père se promenait fort peu et surtout il aurait craint d'éveiller les soupçons du public en se montrant avec cet

enfant. Il l'engageait donc à sortir quelquefois seul pour se distraire; mais ces promenades solitaires ne paraissaient pas atteindre le résultat désiré.

Cependant, un dimanche que devait avoir lieu une sorte de concours agricole, avec essais de machines et distributions de prix, dans les environs de la ville, on pensa que cette fête intéresserait Noël en raison de sa vie antérieure et on lui donna la permission d'y assister.

Il partit encore un peu triste, mais à peine avait-il dépassé les portes de la ville, qu'il fut ébloui par la beauté de la journée et ravi par la vue des champs qu'il n'avait pas aperçus depuis plusieurs semaines.

La route qu'il devait prendre était précisément celle qu'il avait suivie en venant de Savigny. Rien que marcher sur le chemin qui conduisait à son pays lui semblait doux et suffisait à réveiller en lui ses plus chers souvenirs.

Arrivé sur le champ d'expériences, où une partie du public était déjà réunie, mais où les épreuves n'avaient pas encore commencé, il pensa qu'il pouvait prolonger sa promenade sans autre but que de continuer cette agréable rêverie. Et en effet il marcha quelque temps encore en pensant à tous ceux qu'il aimait et qui peut-être, eux aussi, pensaient à lui dans ce moment même. Il revoyait ses vieux parents en habits du dimanche assis sur le banc de pierre près de la porte, devisant ensemble, se demandant quand il reviendrait et s'ils vivraient seulement assez pour le revoir; il entendait M. le curé et maître Lunaire parlant de lui avant ou après l'office, et si l'un d'eux avait reçu des nouvelles de leur élève, faisant force commentaires sur le succès probable de la grande entreprise; mais surtout il apercevait Denise assise près de la fenêtre où il la voyait toujours, le front penché sur son ouvrage; elle ne travaillait pas cependant parce que c'était dimanche, mais elle n'était pas allée pour cela se promener avec les autres jeunes filles; elle avait mieux aimé rester seule pour penser à l'absent; peut-être se disait-elle que l'absence était bien longue, peut-être même un pressentiment lui faisait-il deviner qu'il se rapprochait d'elle en ce moment et tout son cœur s'élançait vers lui.

Tout en rêvant ainsi, il avançait toujours, et quand il se réveilla de ce songe, il avait déjà perdu de vue les clochers de la ville. Il s'arrêta indécis et prêt à retourner sur ses pas, mais il se rappela qu'il devait y avoir, à une certaine distance, un grand mouvement de terrain du haut duquel on dominait la grande plaine de Champagne et d'où, en venant, il avait aperçu pour la dernière fois son village. L'idée lui vint que s'il poussait jusque-là, il pourrait du

moins jeter un regard sur cette contrée si chère et en revenir avec plus de courage pour continuer son épreuve. Alors il reprit son chemin en hâtant le pas.

La route s'étendait droite et indéfinie devant lui. Après une ondulation qu'il espérait être la dernière, une autre se présentait, suivie d'une autre encore. Le temps passait et le chemin s'allongeait toujours sans qu'arrivât jamais le but désiré. Évidemment, ses souvenirs l'avaient trompé et le point vers lequel il tendait, était beaucoup plus éloigné qu'il ne l'avait cru d'abord. Cependant il était trop loin déjà pour renoncer à son projet. La journée avait été très belle, mais comme il arrive dans cette saison, le soir menaçait de venir de bonne heure et déjà le soleil descendait du côté du couchant. Le jeune voyageur, après avoir marché plus vite, avait fini presque par courir. Cette promenade, d'abord si douce, finissait presque comme un cauchemar. Il était haletant, à bout de forces et prêt à tomber épuisé et découragé au bord de la route, lorsqu'à un dernier renflement du sol, la ligne de l'horizon s'abaissa subitement et l'immense plaine se déroula devant lui.

Le soleil large et rouge semblait près de disparaître, et ses rayons rasants couvraient la terre d'une brume fauve à travers laquelle on voyait serpenter de minces lignes d'arbres qui indiquaient les cours d'eau et quelques points blancs, encore lumineux, disséminés dans l'étendue et qui décelaient des fermes isolées ou des villages lointains. Noël crut même reconnaître à un bouquet d'arbres, à demi caché dans un dernier pli de terrain, la place où était Savigny. La pointe du clocher qui dépassait l'horizon semblait un doigt levé pour lui faire signe de loin, et tout son cœur s'élança dans cette direction.

Il aurait voulu d'un dernier élan courir jusqu'à ce but, encore distant de plusieurs lieues peut-être. Il aurait voulu revoir tous ceux qu'il aimait, rien que le temps de leur dire : Me voici ! je ne vous oublie pas ; je pense sans cesse à vous et le temps me paraît bien long loin de vous et du pays. Voulez-vous que je reste ; que nous renoncions à cette dure épreuve et que nous ne nous quittions plus jamais ? Il leur envoya du moins tout cela par la pensée. Mais le soleil continuait à descendre. Déjà l'horizon le coupait par le milieu. Il s'y enfonça lentement jusqu'à ce qu'il ne restât plus qu'une dernière larme de lumière qui trembla et disparut à son tour. Tout s'éteignit en même temps : les points lumineux devinrent d'un blanc froid, la brume ardente qui couvrait la plaine se changea en un brouillard violacé, le crépuscule étendit son voile uniforme et la chère vision s'évanouit.

Alors Noël, se réveillant pour ainsi dire de son rêve, songea qu'il

était bien loin de la ville et que s'il n'y retournait pas sur-le-champ, s'il allait passer, ne fût-ce qu'une nuit à Savigny, qui, du reste, devait être plus éloigné encore, c'en était fait de toutes ses espérances et de la grande épreuve qu'il avait tentée. Il fallait donc revenir en arrière sans perdre un moment, et encore en risquant fort d'être vivement réprimandé.

Ce ne fut pas sans un grand effort qu'il prit cette détermination et qu'il s'arracha à cette terre chérie. Il se précipita sur elle, l'étreignit de ses deux bras avec passion et y colla longuement ses lèvres. Puis quand il se releva et reprit sa route, il sentit le vent du soir qui séchait ses larmes sur ses joues. Quoiqu'il fût bien fatigué déjà, il refit le même trajet plus vite encore que la première fois, marchant d'une façon automatique et comme aiguillonné par la crainte de la réception qui l'attendait. Il y avait longtemps que la nuit était complète et que les étoiles brillaient au ciel lorsqu'il arriva aux portes de la ville, puis à celle de la petite maison où il frappa d'une main tremblante.

En le voyant, Mlle Rose poussa un cri de surprise et de soulagement. Elle courut au pied de l'escalier pour annoncer à haute voix que le retardataire était revenu. Le professeur descendit en hâte pour s'informer de ce qui était arrivé. On voyait à son air troublé qu'il avait éprouvé une véritable inquiétude. Mais lorsqu'il apprit que Noël n'avait couru aucun danger et qu'il n'était en retard que par l'effet de sa singulière entreprise, ces marques d'intérêt se changèrent en indignation contre celui qui venait de troubler par sa faute son existence ordinairement si paisible. La servante ne manqua pas de se joindre à son maître et de gronder plus aigrement encore ce malheureux garçon qui venait de lui faire parcourir toute la ville pour s'informer de lui, ce qui avait mis la sensibilité de « Monsieur » et la sienne à une si rude épreuve.

Après avoir essuyé cette première bordée de reproches, Noël dut répondre en détail aux questions qui lui furent adressées sur l'emploi de sa journée. Il aurait pu sans doute s'excuser sous un prétexte quelconque, et dire, par exemple, qu'il s'était égaré, chose admissible, puisqu'il ne connaissait ni la ville ni les environs, mais l'idée ne lui en vint même pas, et il raconta tout simplement que se trouvant sur la route de Savigny, il avait été entraîné par une tentation irrésistible et qu'il avait marché jusqu'à ce qu'il aperçût le clocher de son village.

Cet aveu naïf augmenta encore l'indignation de Mlle Rose; mais M. Arnould, en entendant ce récit du jeune villageois, en voyant l'émotion qu'il éprouvait encore en retraçant ce qu'il avait éprouvé, comprit qu'il y avait là un sentiment naturel qu'il fallait ménager et

peut-être un mystère qu'il serait bon d'approfondir. Il emmena le jeune homme dans son cabinet, et là, cessant de le gronder, il le questionna sur son pays et sur les affections qu'il y avait laissées. Noël, touché de cette première marque d'intérêt et disposé à l'attendrissement par les sensations de la journée, se laissa aller aux confidences, et, sans le vouloir, presque sans le savoir, fit l'aveu de tous ses secrets. Il raconta son enfance, son amour pour Denise, leurs projets de mariage, l'intervention de M. le curé de Savigny et le consentement du maître d'école, à condition qu'il partît pour la ville et qu'il se rendît capable de lui succéder un jour.

A mesure qu'il parlait, M. Arnould devenait rêveur. Il se disait qu'un complot avait été tramé contre lui par ces gens madrés de la campagne, ce maître d'école ambitieux, ce curé de village, tout fiers sans doute de jouer un homme de la ville, un savant! S'il s'était abandonné à son premier mouvement, il aurait renvoyé immédiatement ce garçon à ceux qui le lui avaient adressé pour le reprendre ensuite; mais il sentait que déjà, malgré lui, il s'était attaché à cet enfant et que ce lui serait un véritable chagrin de le perdre. Alors dans son esprit se forma la résolution de déjouer le projet de ces villageois, de garder son fils et de le faire tout à fait sien par l'éducation qu'il lui donnerait et l'avenir vers lequel il le dirigerait insensiblement.

Toutefois il dissimula son dépit, et, paraissant entrer dans les idées de Noël, il lui dit qu'il ne combattrait pas ses sentiments, bien qu'il pût lui faire un reproche de ne pas les lui avoir confiés tout d'abord, mais que s'il désirait réellement acquérir les connaissances nécessaires pour arriver à la position qu'il ambitionnait, il devait se remettre complètement à sa direction et suivre le plan d'études qu'il allait former pour lui. Noël s'empressa d'accepter, et d'ailleurs avait-il le choix? Il lui fallait, ou se remettre entre les mains de son père, qui ne pouvait pas avoir de mauvais desseins à son égard, ou retourner à son village sans avoir rien obtenu de ce qu'il désirait et en renonçant à toutes ses espérances. Il se soumit donc. Quant au professeur, son plan était arrêté déjà. Il s'était dit que s'il conservait ce jeune homme auprès de lui, outre qu'il se compromettait par sa présence dans sa maison, il l'exposait au désir incessant de revoir son village, comme cela venait d'arriver, et que, s'il y cédait une seule fois, s'il retombait sous l'influence des gens qui avaient entouré son enfance, il pourrait bien ne plus lui revenir. Or, nous l'avons dit, il sentait se réveiller en lui des sentiments qu'il avait ignorés jusqu'alors, et d'ailleurs, ne fût-ce que par amour-propre, il ne voulait pas avoir le dessous dans cette lutte. Il prit donc la résolution d'éloigner son fils, afin qu'il n'éprouvât plus

la tentation de le quitter ou du moins la possibilité d'y succomber.

M. Arnould avait un ami qui dirigeait, à Paris, une de ces institutions particulières où l'on reçoit les jeunes gens dont les études ont été négligées et auxquels on s'efforce de faire obtenir un diplôme quelconque. Cet ancien camarade partageait tous ses principes et lui était entièrement dévoué. Il pouvait donc lui confier librement ses projets. Il lui annonça qu'il allait lui envoyer un jeune garçon, élevé au village, et dont, par conséquent, l'instruction était extrêmement arriérée. Il s'agissait de lui faire réparer le temps perdu. On avait eu pour lui l'ambition ridicule d'en faire un maître d'école, et on lui avait inspiré toutes sortes de préjugés. Il comptait sur son ami, non pour combattre de front ces idées invétérées, mais pour les déraciner avec patience; car il laissait deviner par quels liens lui tenait cet enfant, et s'il se chargeait de son éducation, évidemment c'était avec le projet de le rendre digne de lui par l'intelligence et par l'avenir qu'il lui destinait.

Après avoir ainsi préparé les voies, M. Arnould s'occupa du départ prochain de Noël, et lui fit confectionner le trousseau nécessaire, avec le concours de Mlle Rose, qui, après avoir accepté de passer pour la tante du jeune homme et s'être montrée même flattée de cette prétendue parenté, commençait à deviner en lui un rival, qui pourrait tôt ou tard la supplanter dans l'affection de son maître, et qui montrait d'autant plus de zèle à préparer son prochain départ.

Quant à Noël, il ne partait pas sans un sentiment de tristesse, non sans doute par regret de quitter son père, qu'il n'avait pas encore pris l'habitude d'aimer, ni cette maison dans laquelle il ne voyait qu'une sombre prison, mais parce que cela l'éloignait encore plus de son village, et rompait, pour ainsi dire, ses derniers liens avec tout ce qu'il avait aimé pendant son enfance, pour le lancer dans l'inconnu.

S. Cambray.

La suite prochainement.

L'INSTITUTION DU JURY

JUGÉE PAR DON MANUEL SILVELA

Don Manuel Silvela, ambassadeur d'Espagne à Paris, vient de publier, sur l'institution et le fonctionnement du jury criminel dans son pays, des pages intéressantes où toutes les nations, et la nôtre en particulier, peuvent trouver d'utiles enseignements. Les changements récents opérés dans l'organisation de notre magistrature, ceux qu'il paraît être question d'y apporter encore, donnent à cette étude une valeur d'actualité incontestable.

Avocat distingué, arrivé jeune aux affaires, parlementaire habile, ministre fort apprécié, M. Silvela a tout ce qu'il faut pour traiter avec compétence un sujet qui a déjà fait et doit faire encore l'objet de tant de controverses. Diplomate consommé, ne s'écartant jamais d'une modestie de bon goût, l'ambassadeur d'Espagne a bien soin de laisser entendre qu'il ne parle que de son pays, mais les déductions qui découlent des faits cités s'appliquent pour la plupart à l'humanité tout entière, et chaque peuple, s'il fait un consciencieux retour en lui-même, ne saurait manquer d'y trouver son profit.

I

M. Silvela commence par établir que la terre d'Espagne, cette terre classique de l'indépendance, des passions, de la rébellion, de la critique, n'est assurément pas la terre du jury. Dans un pays que l'audace du crime terrorise, dans lequel les évasions sont à peu près aussi fréquentes que les emprisonnements, bien peu de citoyens solliciteront le dangereux honneur de participer à la condamnation des coupables. Tout au moins réclameront-ils, comme cela est déjà arrivé, et comme il arrivera sans doute chez nous si l'on en juge par ce qui vient de se passer en plusieurs endroits à propos des fonctions municipales, un salaire, une rétribution quel-

conque sur les fonds de l'État, pour les indemniser du temps perdu pour leurs affaires.

Que les Anglais, par un effet du caractère essentiellement pratique, discipliné et respectueux de la loi, aient vu et voient encore fleurir chez eux l'institution d'un jury se groupant d'ailleurs autour du juge ordinaire et acceptant le plus souvent ses indications, M. Silvela n'a pas de peine à le comprendre. Ce qu'il ne comprend pas du tout, c'est que, dans le reste du monde, on puisse considérer le jury, c'est-à-dire le jugement rendu par l'homme inexpérimenté et ignorant, comme un perfectionnement de la juridiction ordinaire. Faisant alors l'historique de l'institution, il la montre rendant de précieux services aux nationalités naissantes. Quand la vengeance était considérée comme un devoir, quand le jugement de Dieu était en honneur dans toute l'Europe, ce fut sans doute un grand bienfait qu'un certain nombre d'hommes, quoique ignorants, tout le monde l'était alors, sauf quelques gens d'Église, voulussent bien se charger de juger les différends qui pouvaient se produire entre leurs concitoyens. Mais don Manuel n'admet pas qu'au dix-neuvième siècle, alors que les études juridiques ont été poussées au plus haut degré de perfection, l'on considère comme un progrès ce qui en fut un seulement au treizième siècle.

Il n'est pas aisé de concevoir en effet qu'un artisan, un commerçant, un agriculteur, puisse rendre, au criminel, un jugement plus équitable qu'un homme préparé par l'étude des lois et, mieux encore, par la pratique. Comment un tribunal de simples citoyens aurait-il plus de perspicacité et serait-il plus apte à rendre certaines décisions juridiques qu'un tribunal composé de juges expérimentés? On trouve bon que le plus simple ouvrier fasse un apprentissage; mais l'art de juger de la valeur morale des preuves, de la responsabilité juridique des actes, de discerner quel est l'auteur ou le complice d'un crime, n'en exige-t-il aucun? Le monde moral a des lois éternelles, inflexibles comme celles du monde physique. Une de ces lois, c'est que l'habitude et l'expérience fortifient sans cesse les facultés de l'individu.

Le savoir n'aveugle pas, l'expérience ne trompe pas, on n'a jamais vu l'usage engourdir les aptitudes de l'homme. Chacun les développe dans sa profession, et chacun a plus de compétence dans ce qu'il voit et pratique chaque jour que dans ce qu'il ignore et n'a jamais pratiqué.

Dans un récent article intitulé *Stratèges*, M. Jules Vallès a bien essayé de prouver que les appréciations des joueurs de billard et des buveurs de bière de la Commune valaient mieux que celles des généraux de notre armée; il n'en reste pas moins vrai que, dans

les choses de la guerre, la supériorité appartiendra toujours au militaire; dans les questions d'art, à l'artiste; en matière de commerce, au commerçant. Pourquoi dans les causes criminelles la supériorité cesserait-elle d'appartenir au magistrat?

Ce serait là une exception unique dont les sophismes les plus brillants ne sauraient donner la raison.

Je sais bien que M. l'ambassadeur d'Espagne a été accusé de n'avoir pas eu toujours, en ce qui touche le jury, les opinions qu'il professe à l'heure actuelle. Mais il s'en défend victorieusement en expliquant que, dans la constitution espagnole de 1869, l'établissement du jury fut le résultat d'un compromis par lequel les conservateurs libéraux, en échange de la monarchie héréditaire, acceptaient une partie des institutions démocratiques revendiquées par les radicaux. Ceux-ci, comme il est arrivé quelquefois ailleurs, ayant les premiers rompu le pacte, les conservateurs avaient repris leur liberté d'action.

M. Manuel Silvela, dont l'esprit n'est pas moins original que méthodique, divise en trois classes les paradoxes destinés à soutenir l'excellence du jury : le paradoxe slave, le paradoxe français, le paradoxe allemand.

Le paradoxe slave, c'est l'opinion de Wladimiroff : « La croyance à l'incompétence du jury, dit le professeur moscovite, se base sur la supposition qu'un homme de talent est plus capable d'apprécier sainement les preuves. »

Nous ne disons rien de semblable, répond l'ambassadeur d'Espagne. Tous les juges ne sont pas des hommes de talent, dans le sens superlatif du mot. Nous soutenons seulement qu'à égalité d'intelligence, la supériorité de l'homme de loi est assurée par l'étude et l'application journalière de la loi même.

« Le talent, dit Wladimiroff, a trop de confiance en lui-même, et agit avec précipitation. Il est despotique; s'il est apte à apprécier les faits, il sait aussi les violenter quand il désire justifier une idée favorite. Sa marche ressemble à une promenade sur une corde tendue, promenade hardie et merveilleuse, mais, aussi, pleine de périls. Dans la science, le talent éclaire; dans la vie, il conduit aux extrêmes. Dans la justice, c'est une épée à deux tranchants : il peut dicter de justes sentences, mais il peut aussi prononcer des verdicts téméraires, et par conséquent faux et iniques. Si nous pouvions imaginer un jury composé uniquement d'hommes de talent, il est impossible de nier que nous aurions à la fois des verdicts magnifiques, mais aussi d'insignes erreurs judiciaires. Un cheval fougueux galope bien, mais il peut désarçonner son cavalier; il peut le sauver, mais il peut aussi le perdre. »

D'après cette manière de raisonner, si toutefois c'en est une, l'âne et mieux encore le cheval de carton seraient préférables au vainqueur du Derby.

« Si le talent est audacieux, continue le savant de Moscou, les esprits moyens sont en général circonspects. Ils ne sauront peut-être pas ourdir la trame où tombera le malfaiteur, mais ils offrent des garanties positives à l'innocent. Si vous étiez accusé, n'aimeriez-vous pas mieux comparaître devant un jury d'intelligences moyennes; d'abord, parce qu'il examinerait votre cause avec plus de conscience; ensuite, parce que son appréciation morale de vos actes serait dans tous les cas plus indulgente? »

Ne voilà-t-il pas, en trois lignes, trois paradoxes de la plus belle eau? Il ne manquerait plus que le prévenu pût choisir le jury devant lequel il préférerait comparaître. Comment! parce qu'un homme est plus intelligent qu'un autre, il aurait moins de conscience que celui qui serait plus borné? Enfin vous mettez l'indulgence au-dessus de la justice quand il s'agit de stricte justice? « Si le panégyriste des médiocrités, dit M. Silvela, se fût trouvé sur les navires de Colomb, il eût pris parti pour l'équipage contre l'homme de génie qui, à travers les brumes de la mer, apercevait le nouveau monde. »

Remarquons, en passant, que le conflit n'est pas entre le talent et la médiocrité, le talent représenté par le juge ordinaire et la médiocrité par le juré, qui sont les termes posés par Wladimiroff, mais bien entre la médiocrité instruite et la médiocrité ignorante, entre l'homme rompu à la pratique et l'homme inexpérimenté. Or, dans ce cas, la conclusion n'est pas douteuse.

Le paradoxe français, c'est celui de Hello, que voici : « Le danger des tribunaux ordinaires, pour le jugement des délits communs, consiste précisément dans l'habitude d'en connaître. On croit voir partout ce qu'on voit tous les jours; et les yeux devant lesquels la société montre uniquement des plaies n'arrivent pas à distinguer les parties saines. Le juge, dont la vie se passe dans une espèce de familiarité avec la perversité humaine, contracte comme une sorte de misanthropie qui le rend trop facile pour les preuves, et trop sévère dans l'application des peines. L'espèce entière devient suspecte à ses yeux, et la présomption d'innocence s'affaiblit, si elle ne s'éteint pas complètement. »

Eh bien, supposons Hello gravement malade; supposons qu'un de ses amis, l'entendant demander un médecin, lui tienne ce langage : « Le danger des médecins ordinaires, pour juger des maladies, consiste précisément dans l'habitude de les soigner. Le médecin, dont la vie se passe dans une espèce de familiarité avec les douleurs

humaines, contracte une fâcheuse disposition à voir partout de tristes symptômes et à appliquer des remèdes trop violents; n'appelle donc pas un médecin prévenu par ses habitudes et par sa pratique, appelle plutôt le robuste Auvergnat du carrefour, qui ne sait rien de ses propres plaies ni de celles d'autrui, il te guérira bien plus sûrement. »

Mais si vous jugez prudent de recourir au médecin pour sonder les plaies du corps, vous devez reconnaître qu'il faut recourir au magistrat pour sonder les plaies de l'âme.

Le médecin, le juge, le confesseur, en raison du ministère qu'ils remplissent, voient certainement beaucoup de misères physiques ou morales; mais ils les voient graves, ils les voient légères, ils déclarent bien portant celui qui est bien portant, compromis celui qui est gravement malade.

On fait semblant de croire que la fonction de juge n'est pas de juger, mais de condamner, c'est une erreur gratuite; de même que les vieux chirurgiens sont bien moins disposés à couper qu'à guérir, le magistrat expérimenté est presque toujours moins tenté de condamner que d'absoudre. Il est vrai que la conscience du devoir professionnel l'empêche de verser dans la faiblesse que Berryat Saint-Prix reprochait naguère au jury, qui, sur cent accusés reconnus coupables, avait accordé à soixante-dix le bénéfice des circonstances atténuantes.

Quant au paradoxe allemand, celui de Lieber, le voici dans toute sa naïveté : « Le jury est une garantie de la liberté civile; c'est l'école où le citoyen peut le mieux apprendre ses droits et la manière de les défendre. »

Nous avouons que ce point de vue pédagogique nous avait échappé jusqu'à ce jour. Nous n'en persistons pas moins à penser, avec quelques bons esprits, que le desideratum, la condition essentielle d'un tribunal doit être la juste application de la loi et pas autre chose.

M. Silvela fait, à ce propos, un rapprochement qui ne manque pas de justesse, entre l'institution du jury et celle de la garde nationale, dont on a dit, en Espagne comme en France, qu'elle était une école d'honneur, un champ d'instruction virile pour l'éducation militaire et politique du citoyen.

Au delà comme en deçà des Pyrénées, ce paradoxe n'a pas résisté à l'expérience. A des époques exceptionnelles, en temps de guerre ou de révolution, la milice nationale a certainement rendu de grands services. Des actes héroïques ont été accomplis sous son uniforme. Mais il n'en est pas moins certain qu'en temps ordinaire, elle offre de sérieux dangers et ne saurait, en aucun cas, remplacer

une armée permanente, parce qu'en raison de sa nature même, elle manquera toujours d'instruction, de discipline et de cohésion. Aussi la baïonnette intelligente est-elle tombée dans un complet discrédit, le jour où les hommes les plus libéraux ont compris que rien n'était plus funeste à l'exercice des libertés que cette organisation, jadis acclamée comme la première des garanties du système représentatif. N'en sera-t-il pas de même du jury, le jour où l'on réfléchira que l'indulgence quand même n'est pas la meilleure défense de la société, et que le juré entre ordinairement dans ses fonctions de juge comme le garde national entrait dans ses habits de soldat, sans avoir la moindre notion du métier qu'il va être appelé à exercer momentanément. Il y a plus, l'homme n'aime jamais à se charger d'une besogne qu'il a la conscience de ne pas savoir faire; il ne faut pas chercher ailleurs la raison du peu d'empressement que des citoyens fort patriotes et fort éclairés mettaient autrefois à s'acquitter de leur devoir de garde national et mettent aujourd'hui à remplir celui de juré.

« Ce sentiment, inné dans l'homme, dit M. Silvela, était cause que l'immense majorité des Espagnols résistait à son incorporation dans la garde nationale, résistance que les aveugles partisans de cette institution imputaient à l'égoïsme, comme on impute aujourd'hui à l'égoïsme la répulsion presque unanime pour les fonctions de juré. Et de cette répugnance invincible à servir dans la garde nationale, on tira en effet un ingénieux parti. On inventa une contribution que payaient avec plaisir et même avec enthousiasme ceux qui pouvaient ainsi se racheter d'une vexation intolérable! »

Si le gouvernement de la république, en quête de taxes nouvelles, autorisait les membres du jury tombés au sort à se dispenser, moyennant finance, de l'exercice de leurs fonctions, il verrait affluer dans ses coffres plus de pièces d'or qu'on ne pense. M. Tirard ferait bien d'insister auprès de ses collègues pour l'établissement d'une semblable contribution.

Il est des principes qu'à la longue on ne peut enfreindre impunément. Il est aussi des modes qui passent et qui reviennent à des intervalles périodiques. Il fut un temps où l'on ne concevait pas la liberté sans la garde nationale; nous jouissons cependant de plus de liberté qu'alors. La liberté s'est donc développée par la force des choses sans l'aide de la milice citoyenne. De même l'administration de la justice se développera, en dehors du jury, par le simple perfectionnement des tribunaux ordinaires.

II

S'il faut tirer une conclusion de ce qui précède, nous dirons que le jury est une importation anglaise qui convient mieux aux habitudes calmes et pondérées des nations du Nord qu'aux mœurs passionnées des pays latins, et qu'il est fâcheux qu'en l'acclimatant chez nous, nous n'ayons pu y acclimater aussi la persévérance avec laquelle les Anglais conservent leurs institutions, sans se préoccuper de celles du voisin. Si les mêmes lois règnent dans des pays divers, c'est que les mêmes coutumes y existent; là où il y a diversité de coutumes, il doit y avoir diversité de lois. Au point de vue scientifique, il n'est pas soutenable qu'un tribunal composé d'ignorants ou de novices soit un progrès sur un tribunal de savants ou d'hommes expérimentés. En ce qui touche aux garanties d'impartialité, ne s'en rencontre-t-il pas davantage chez un juge inamovible, étranger aux passions et aux intérêts de la localité où il administre la justice, que chez douze jurés habitant l'endroit même où s'est commis le délit ou le crime sur lequel ils ont à prononcer? Dans une enquête judiciaire, faite dans la province de Valence, il a été prouvé que toutes les fois qu'une personne influente était mise en cause, elle a été acquittée par le jury. Je ne veux pas dire qu'il en soit de même chez nous. C'est bien plutôt le contraire qui aurait lieu, et dans le bruyant procès en diffamation, intenté, il y a deux ans, par un ministre plénipotentiaire, contre le journal *l'Intransigeant*, n'a-t-on pas vu les jurés donner raison à l'accusateur, malgré l'absence de preuves, dans le seul but d'atteindre M. Gambetta par-dessus la tête de son agent? Il ne faudrait pas beaucoup de verdicts semblables pour achever de discréditer le jury aux yeux des hommes impartiaux, qui ne recherchent, dans ceux qui rendent la justice, que l'esprit de justice lui-même. Aussi l'opinion publique, qui ne voyait dans ce jugement que la passion politique des ennemis du pouvoir, ne s'est-elle pas émue en apprenant la nomination de M. Roustan, si malmené en cour d'assises, à un poste supérieur à celui qu'il occupait précédemment. Soyez convaincus qu'il en eût été différemment, si la même sentence avait été rendue par un tribunal ordinaire, indépendant à la fois du pouvoir et de la foule.

On a beaucoup répété que le jury était une institution d'égalité, parce qu'on y était jugé par ses pairs. Rien n'est plus faux : l'égalité consiste à être jugé par un même juge; et le législateur l'entendait bien ainsi quand il rendait l'ecclésiastique justiciable

des tribunaux ordinaires. Est-on, d'ailleurs, jugé par ses pairs quand on est jugé par le jury? Les jurés qui ont renvoyé *l'Intransigeant* des fins de la plainte et reconnu, par là, le bien fondé des accusations portées contre M. Roustan, — car la question se posait ainsi, — étaient-ils les pairs de ce dernier? Avaient-ils qualité pour apprécier la manière dont cet agent diplomatique avait exécuté les instructions de son gouvernement? Où avaient-ils acquis les connaissances et l'expérience nécessaires pour repousser les témoignages d'hommes spéciaux d'une élévation d'esprit et d'une honorabilité aussi reconnues que MM. Waddington et Ferdinand de Lesseps? M. Roustan eût été jugé par ses pairs, s'il avait été jugé par un aéropage de diplomates, intéressé plus que tout autre à maintenir la bonne réputation du corps et, par suite, à condamner sévèrement le membre qui aurait failli. Le commerçant jugé par le tribunal de commerce est absous ou condamné par ses pairs; et c'est là précisément ce qui donne tant d'autorité aux arrêts de ce tribunal. Mais, de bonne foi, en est-il de même du jury? Demandez donc aux jurés s'ils se croient les pairs du criminel qu'ils vont absoudre! Eh bien, c'est peut-être là que nous en viendrons, à la suite d'une déduction logique issue d'un principe faux. On réclame déjà l'élection des juges par la foule. Pourquoi ne choisirait-on pas les jurés parmi les criminels pour juger les assassins et les voleurs? Eux seuls peuvent apprécier, en connaissance de cause, les mobiles et les circonstances du meurtre ou de l'effraction.

Jean Moiron.

DE LA *MODERNITÉ*

DANS L'ART D'ÉCRIRE

Les idées changent, en apparence du moins, avec les hommes qui en ont vécu. Dès lors, l'expression des idées, quelle qu'elle soit, est soumise à cette même loi de changement. Nulle forme de l'art ne reste immobile. La vie qui l'anime le renouvelle soit pour un progrès, soit pour une décadence.

Ce que j'entends par *modernité*, c'est précisément cette modification incessante des *expressions* diverses de l'art, qui fait que Raphaël ne ressemble pas à Le Sueur, ni Marot à Victor Hugo. Stéréotyper la peinture, la sculpture, la poésie, l'éloquence dans un modèle, c'est aller au rebours des tendances de l'esprit humain, qui croit à l'avenir, qui s'y élance avec l'espoir secret et bien légitime de dépasser les devanciers.

Comment, depuis trois siècles, a-t-on entendu la *modernité* dans l'art d'écrire? Quelles phases a-t-elle traversées? Quelles prétentions affiche-t-elle de nos jours?

Tel est le plan de cette étude qui, à défaut d'autre mérite, a celui d'une profonde sincérité.

I

Toute langue parlée est comme un organisme vivant qui croît et se développe. Nulle force extérieure ne peut en arrêter l'essor et lui dire : Tu iras jusque-là et tu n'iras pas plus loin. De l'enfance, la langue passe à l'adolescence. Puis elle s'épanouit dans une sorte de maturité pleine, jusqu'au jour où, du faîte de la perfection, elle descend, par une pente fatale, vers un état de vieillesse stérile et morne. Dans ces évolutions multiples, elle ne se fixe jamais : formes, vocabulaire, syntaxe, prononciation, rien ne s'assujettit à une attitude qui, une fois prise, serait condamnée à un

immuable repos. La vie, c'est-à-dire le mouvement, entraîne toutes ces choses; de siècle en siècle, elles changent comme le costume, comme la mode, comme toutes les manifestations de l'esprit d'une société. C'est qu'en effet, les mots nous révèlent les idées et les faits que chaque peuple et chaque époque ont vu se produire.

La question de la *modernité* se représente donc à chaque génération. Les uns l'approuvent, d'autres la regrettent. S'il faut parler à ses contemporains une langue qu'ils entendent et où ils se reconnaissent, ce n'est pas une raison pour innover à plaisir et pour la jeter hors des traditions et de son génie original. Un vieux grammairien, Tory, exprimait déjà, en 1529, le vœu qu'on s'employât « à mettre et ordonner par reigle nostre langage françois », sans quoi, « on trouvera que de cinquante ans en cinquante ans la langue françoise, pour la plus grande part, sera changée et pervertie[1] ». Montaigne pense de même. « Selon la variation continuelle qui a suivy nostre langaige jusques à cette heure, qui peut espérer que sa forme présente soit en usage d'icy à cinquante ans? Il escoule tous les jours de nos mains, et depuis que je vis, s'est altéré de moitié. C'est aux bons et utiles escripts de le clouer à eulx[2]. » Bossuet se plaint aussi de cette mobilité de la langue. Au jour où il entrait à l'Académie française, il déplorait qu'on ne pût « confier des actions immortelles à des langues toujours incertaines et toujours changeantes. La nôtre, ajoutait-il, pouvait-elle promettre l'immortalité, elle dont nous voyons tous les jours passer les beautés[3]? » La Bruyère et Fénelon s'accordent pour regretter la disparition de certains mots, qui n'ont pas été avantageusement remplacés par leurs jeunes rivaux, plus heureux[4].

C'est vers cette époque qu'avec Vaugelas et Bouhours, il se fait un grand travail qui essaye de fixer la langue et de l'épurer. Le lexique se ferme. Triées avec soin, pesées avec scrupule, d'après leur provenance, les locutions sont jetées dans des moules qu'on a la prétention de rendre durables. Jamais, dans l'histoire grammaticale, les syllabes et les accents ne prirent tant de valeur. De l'hôtel Rambouillet, des salons des vraies précieuses, où il soulevait un inexplicable enthousiasme, le problème passe dans le monde lettré et préoccupe les plus graves érudits. Ménage et Bouhours, Godeau et Balzac, Coëffeteau et Voiture, Gomberville et Patru, Saint-Évremond, lui-même, se jettent dans la mêlée.

[1] *Champfleury auquel est contenu l'art et science de la deue et vraye proportion des lettres Attiques, etc.*, dans *l'Epistre aux lecteurs.*

[2] *Essais*, t. III, p. 19.

[3] *Discours de réception*, en 1671.

[4] La Bruyère, *De quelques usages.* — Fénelon, *Lettre à l'Académie.*

Que d'esprit dépensé! Que d'arguments apportés! Quelle habileté patiente et savante! Celle, par exemple, de Gomberville, se vantant de ne s'être pas une seule fois servi du mot *car*, dans son roman de *Polexandre!* Quel talent pour amener l'usage à la proscription de tel ou tel mot! Fallait-il dire : *féliciter* ou *conjouir*, *festoyer* ou *régaler?* Balzac tenait pour l'un, et Vaugelas, pour l'autre. On allait loin, dans la querelle; parfois, jusqu'aux gros mots. « Guerre civile fort peu civile », s'écriait-on en parlant de la lutte qui divisait le P. Bouhours et Ménage [1].

Il y avait pourtant autre chose d'engagé dans la querelle qu'une pure question de syllabes : le débat remontait au seizième siècle, et il traverse toute notre histoire littéraire. On sait ce que fut le seizième siècle. Jeune, remuant, audacieux dans tous les excès, se croyant libre de penser tout et de tout dire, il marche à l'avenir avec l'espoir des plus triomphales conquêtes. En France, c'est comme une explosion printanière, luxuriante, qui brise toute entrave. Si vigoureuse jaillit la sève, qu'elle rompt l'écorce protectrice et qu'elle se répand au hasard. Les idées s'agitent sous les influences les plus diverses : influence protestante, heureusement limitée; influence de l'antiquité grecque et latine; influence des mœurs italiennes, que patronne la cour avec Catherine de Médicis. Ne fallait-il pas une rénovation dans la langue, pour créer des expressions justes à tant d'idées neuves? C'est ce que comprit Ronsard et son école.

Malgré les efforts de Sainte-Beuve, Ronsard n'a point encore reconquis l'estime qu'il mérite. Le jugement de Boileau, qui reproche à sa muse d'avoir en *français parlé grec et latin*, est aussi faux qu'inique. Ronsard a exagéré la réformation qui était nécessaire. Encore faut-il rendre justice à la noble ambition qui l'anima, à la grandeur de l'entreprise qu'il avait rêvée. Il veut renouveler la langue poétique, l'inspiration et les rhythmes. Jaloux de donner à l'idiome national l'éclat et la beauté des langues voisines, il s'efforce de « l'illustrer ». Mais, au milieu de ses innovations, parfois téméraires, Ronsard reste conservateur, et il se rattache au passé littéraire de la France. « Il ne laissoit, dit son biographe Claude Binet, d'avoir tousjours en main quelque poëte françois, qu'il lisoit

[1] *Nouvelles observations ou guerre civile des François sur la langue*, 1688, in-12. Je dois quelques-unes de ces indications à deux savants ouvrages : l'un de M. A. Darmesteter, professeur à la Sorbonne, et intitulé : *De la création actuelle des mots nouveaux dans la langue française*; l'autre, de mon regretté maître, M. Ch. Thurot, de l'Institut : *De la prononciation française depuis le commencement du seizième siècle*. Ce livre, au fond, n'est qu'un traité d'histoire de la formation de la langue. Le tome Ier, seul, a été publié.

avec jugement, et principalement Jean le Maire des Belges, un Roman de la Rose et les Œuvres de Clément Marot, lesquelles il a depuis appelé, comme on lit que Virgile disoit de celles d'Ennie, les nettayeures dont il tiroit comme par une industrieuse laveure de riches limures d'or [1]. » Ronsard ne se contentait pas de lire ses prédécesseurs. D'après Claude Binet encore, « il n'y avoit mot propre en nostre langue qu'il n'eust curieusement recherché, ne desdaignant d'aller aux boutiques des artisans et pratiquer toutes sortes de mestiers, pour apprendre leurs termes [2] ». C'est ce que Ronsard conseille maintes fois dans ses œuvres, surtout dans son *Abrégé d'art poétique*. « Tu practiqueras bien souvent, dit-il au poète, son élève, les artisans de tous mestiers, comme de *marine*, *venerie*, *fauconnerie*, et principalement les artisans de feu, *orfèvres*, *fondeurs*, *mareschaux*, *minéralliers*, et de là tireras maintes belles et vives comparaisons avec les noms propres des mestiers, pour enrichir ton œuvre et le rendre plus agréable et parfait [3]. »

Certes, ces conseils ne sont pas d'un écrivain qui n'aime point sa langue maternelle. Il indique les sources vraies où l'on puise les mots les plus purs, les plus originellement français. C'est sur les lèvres du peuple, des ouvriers surtout, que l'on doit les étudier, et surprendre ainsi les termes techniques, qui, transportés dans le domaine de la pensée, l'enrichiront d'images expressives et de vivantes comparaisons.

Malherbe fera-t-il autre chose, quand il ira écouter les portefaix et les crocheteurs du Port au foin? Emporté par sa généreuse ardeur, Ronsard s'écriait : « C'est un crime de lèse-majesté d'abandonner le langage de son pays vivant et florissant. » Lui, parler grec et latin en français! Comme il s'indignait, au contraire, contre ces « Latineurs et Grécaniseurs [4] », qui s'obstinaient à transporter brutalement des mots grecs et latins dans notre langue, au lieu de se retourner vers les mots déjà existants, afin de les faire renaître et de leur rendre un regain de vie. C'était à la France entière qu'il en appelait, pour fondre dans une langue variée et souple toutes les richesses des patois déjà parlés. « Tu sçauras, dit-il encore, extrêmement choisir et apprécier à ton œuvre les mots plus significatifs des dialectes de nostre France. Ne se faut soucier si les vocables sont gascons, poitevins, normands, manceaux, lyonnais ou d'autres pays, pourvu qu'ils soient bons [5]. »

[1] *Œuvres* de P. Ronsard, édit. de 1609, p. 1142.
[2] *Ibid.*, p. 1144.
[3] *Ibid.*, p. 1131, édition citée.
[4] *Ibid.*, p. 589, édition citée.
[5] *Ibid.*, p. 590.

Enfin, le dernier moyen proposé par le poète était de « composer hardiment des mots à l'imitation des Grecs et des Latins, pourvu qu'ils soient gratieux et plaisans à l'oreille, pourvu qu'ils soient moulés et façonnés dans un patron déjà reçu du peuple ». Joachim du Bellay, dans sa vigoureuse *Deffence et illustration de la langue françoise* [1], ne prêchait point une autre méthode. Comme son courageux et docte ami, il ne se contentait point d'écrire son programme. Il le remplissait. Leurs œuvres attestent que leur réforme fut bien menée, avec une vigueur pleine d'enthousiasme, et ils faillirent réussir. Ajouterai-je que Ronsard créa véritablement l'alexandrin, tant il le refondit; qu'il inventa des rhythmes d'une grâce et d'une harmonie exquises; qu'il fut poète à la large inspiration, et, aussi, artiste fin et délié, patient à choisir les mots et habile à les ciseler?

Enfin Malherbe vint, dit Boileau. Ce soupir de satisfaction n'étonne pas dans Boileau; Malherbe est son maître. Tous deux ont travaillé à même besogne : épurer, contenir, polir, discipliner. Si l'un fut nommé le *législateur du Parnasse*, l'autre était appelé, de son vivant déjà, *le premier grammairien de France* [2]. Ordre, règle, proportion, labeur qui lime : ç'a été la devise de Malherbe. Notez qu'en politique et en religion, sous Henri IV et Louis XIII, ce même travail d'apaisement et d'unité se poursuit, grâce à Sully et à Richelieu. Une impulsion puissante jette le peuple, las des dissensions qui avaient attristé les règnes précédents, dans les bras du roi, en qui il voyait son protecteur et son sauveur. Les réveils passionnés du seizième siècle avaient causé tant de ruines morales et matérielles, que la nation entière aspirait au repos, fût-il même acheté au prix des libertés qu'elle revendiquait naguère, aux états généraux, avec une si courageuse indépendance. Ronsard et son école étaient les poètes d'une époque que des courants impétueux entraînaient à toutes les hardiesses; Malherbe fut, au contraire, le poète d'un temps qui s'imposait la tâche de se contenir et de se soumettre au frein. Il porta sa réforme sur la langue et sur la versification. C'était tout ce qu'exigeait la *modernité* d'alors. Abondante, forte, colorée, brillante, la langue, au sortir des mains de la *Pléiade*, manquait de discipline, de goût, peut-être de clarté.

Provigner des mots sur les vieilles souches, en faire de nouveaux, c'était ouvrir la porte à de téméraires imprudences. Malherbe proscrivit ces excès; mais il dépassa la mesure de la sévérité.

[1] Elle parut en 1549, sous l'inspiration de Ronsard.
[2] *Œuvres* de Balzac, t. II, p. 368, édition de 1665.

En excluant de la langue les termes qui n'étaient pas natifs de l'Ile-de-France, il se privait d'une richesse légitime; volontairement, il amoindrissait le trésor national au profit d'une théorie exagérée. Et quand il recommandait de n'admettre que des mots *dégasconnés*, il oubliait que les patois de province étaient, comme le français, issus d'une même source : le latin. Où Malherbe avait plus raison, c'est quand il poursuivait les négligences dans la versification. Des césures régulières, des rimes riches, une plus exacte observation des règles de l'hémistiche, de la cadence et du nombre, la fuite de l'hiatus : tels sont les résultats heureux que notre poésie doit à Malherbe. Du moins, il apporta dans toutes ces choses, déjà connues de Ronsard, plus d'ordre, plus de précision; il leur donna une plus haute autorité. C'est à partir de lui qu'elles firent loi. A Malherbe surtout convient la définition que Buffon donnait du génie : en lui, l'inspiration prime-sautière et la verve originale sont suppléées par une longue patience.

La partie, en effet, devenait rude. La vieille mobilité gauloise s'insurgeait. La fièvre du mouvement et de la révolte agitait des écrivains nombreux et soutenus par des patrons de haute noblesse. La « Fronde » groupait non seulement en politique, mais encore en littérature et en morale, des mécontents, qui rêvaient un tout autre ordre de choses. Aventureux, sensuels, épris de bonne chère, ennemis de toute règle, ils n'aspiraient qu'à vivre à leur fantaisie. Anne de Gonzague, M[lle] de Montpensier, M[me] de Longueville, n'étaient pas suivies que de leurs enthousiastes partisans, elles traînaient après elles des poètes : Saint-Amant, Théophile de Viaud, Saint-Pavin. Chants bacchiques, aventures galantes, longues *beuveries*, fanfaronnades athées, s'allient, dans leurs vers, aux madrigaux les plus châtiés, aux sonnets les plus parfaits; le mot cru, l'épithète ordurière, les tableaux réalistes abondent dans ces poésies extravagantes. Ces enfants perdus de la rime aiment le coloris, la fougue, l'audace; et, sans retenue comme sans pudeur, ils s'abandonnent à tous les dévergondages d'une imagination licencieuse et effrénée.

La réaction se fit contre ces tendances brutales, et elle se fit par les femmes. Si certaines d'entre elles devenaient célèbres en vivant dans le désordre, d'autres cherchèrent une plus pure gloire. L'*hôtel Rambouillet* devint le rendez-vous de tout ce qui était gracieux, bon, délicat, élevé. Les idées, les sentiments s'affinèrent : le langage se polit. Au fond, c'était là une revanche de l'esprit chrétien, qui inspirait un si étonnant renouveau de sève morale et d'œuvres charitables en France. Comme les *héroïnes* de la Fronde pâlissent devant ces femmes sublimes : les Jeanne de

Chantal, les Acarie, les Legras! Si les initiateurs s'appellent François de Sales, Vincent de Paul et Bérulle, les ouvriers les plus actifs à l'accomplissement de leurs plans sont des femmes. L'influence féminine, rehaussée de tant de vertus, s'étendit plus loin que l'horizon religieux : les mondaines de l'hôtel de Rambouillet bénéficièrent du crédit des saintes et vaillantes hospitalières que créaient Mlle Legras et Mme de Chantal, et des carmélites que Bérulle introduisait dans notre pays.

Les amies de Mme de Montausier, quoi qu'on en dise, ont bien mérité des lettres. Elles surent grouper autour d'elles tous les talents naissants : Corneille lui-même adoucit son humeur quelque peu farouche pour apporter sa fleur à la *Guirlande de Julie*[1]. Les précieuses jetèrent dans la conversation des mots, des tours, des métaphores qui firent fortune. Somaize et Caillères les ont recueillis. De la *chambre bleue de Julie d'Angennes*, les uns et les autres passèrent dans la langue parlée. Prosateurs et poètes leur donnèrent cours par leurs écrits. Mais il y eut excès. On n'estima plus que ce qui était maniéré. La finesse conduisit à l'afféterie; le désir d'éviter la banalité, aux pointes et aux *concetti*. On voulait, nécessairement, qu'une *précieuse* parlât autrement que le peuple, afin que ses pensées ne fussent entendues que de ceux qui ont des clartés au-dessus du vulgaire[2]. Les intimes de Julie d'Angennes s'isolaient de la foule. Elles se condamnaient donc à n'être qu'une coterie dont la mode passerait. En tout cas, elles eurent une heure de *modernité*, et cette heure-là demeure, rayonnante, dans notre histoire littéraire.

J'ai dit plus haut le grand débat qui suivit. L'esprit national cherchait à se dégager des influences étrangères que l'hôtel Rambouillet ne secouait pas assez. Boileau, Racine, Molière, la Fontaine, établissent sans retour la suprématie de la langue et des idées françaises sur la manière espagnole ou italienne. Bossuet vient alors, après Descartes et Pascal. Tout imprégné de latinismes, nourri de la pure moelle des anciens et des Pères, son génie transporte dans notre langue les mouvements et les allures des écrivains latins. Sa période s'étend avec une large ampleur; riche de mots retrempés dans leur source et leur sens originel, pittoresques et expressifs, qui laissent apparaître à travers la lucidité de leur enveloppe la pensée entière.

Le style périodique domine, même au théâtre. Pour faire neuf,

[1] La *Tulipe*, la *Fleur d'orange*, l'*Immortelle blanche*, sont attribuées à Corneille, même par M. Marty-Laveaux. (*Œuvres*, t. X, p. 82 à 85, édition Hachette.)

[2] *Le Grand Dictionnaire des Précieuses*, t. II, p. 10, édit. 1661.

la Bruyère inaugure, dans ses *Caractères*, une manière qui annonce le dix-huitième siècle. Sa phrase est courte, aux tours variés, aux coupes recherchées : c'est presque la phrase de Voltaire.

Avec le dix-huitième siècle, des idées nouvelles éclatent. La littérature devient une arme de combat. C'est la prose surtout qui se transforme. Elle brise la période. Elle se dépouille de la majesté, de l'ampleur, de la solennité pompeuse et sonore dont l'avait revêtue le dix-septième siècle : vivacité, allure preste et sémillante, légèreté dans l'audace et dans le trait; ironie souriante, clarté dans la précision : tels sont les mérites qui caractérisent la langue mise au service du génie français par Voltaire, Montesquieu et Diderot.

En même temps des mots sont créés : car Rousseau, l'abbé de Saint-Pierre, Desfontaines, ouvrent des horizons non encore soupçonnés. L'un révèle la nature, les autres découvrent les sciences sociales. Bien et mal, utopies et regrets injustes du passé, engouements insensés et dénigrements impies, déclamations blasphématoires et rêves heureux d'avenir : tout se mêle aux approches de 1789, et marque la langue et le style d'une empreinte particulière. Voici pourtant revenir la double tendance que nous avons constatée au début du grand siècle. Le raffiné, le délicat, le quintessencié, le subtil, prennent place dans la littérature avec Marivaux, tandis que le grotesque, l'obscène et le laid relèvent la tête dans les écrits de Restif la Bretonne. On attaque le *marivaudage*, et Marivaux riposte : « L'homme qui pense beaucoup, dit-il, approfondit les sujets qu'il traite; il les pénètre, il y remarque des choses d'une extrême finesse, que tout le monde sentira quand il les aura dites, mais qui de tout temps n'ont été remarquées que de très peu de gens; et il ne pourra assurément les exprimer que par un assemblage et d'idées et de mots très rarement vus ensemble [1]. »

C'est ainsi que le dix-neuvième siècle s'annonce et que se prépare Chateaubriand.

Elevé dans les troubles de la Révolution, fils de Rousseau, Chateaubriand crée une langue que lui seul a parlée, peut-on dire, en lui appliquant un de ses mots les plus heureux. L'abbé Morellet venait mal à critiquer les hardiesses du *Génie du christianisme*. La Révolution avait ouvert dans les idées et dans le style des brèches par où passait je ne sais quel souffle jeune de poésie et de fraîcheur. Si le dix-neuvième siècle marque dans l'histoire littéraire de la France, c'est à Chateaubriand qu'il devra cette

[1] *Le Cabinet du philosophe*, 6e feuille.

gloire. Presque ou plus que poète, initiateur, certainement, à des sentiments non connus encore, Chateaubriand est le premier écrivain qui ait transporté dans le domaine du style les couleurs et les procédés de la peinture. Il est et demeure le *roi de l'expression*, comme l'appelait Lacordaire. Mais cette expression se matérialise et emprunte ses plus grands charmes aux descriptions de la nature. La révolution par laquelle Chateaubriand émancipe la prose, Victor Hugo l'accomplit dans la poésie. Son vocabulaire est immense. Quelle variété de tours et de mouvements! Quelle souplesse dans ses vers, quelle richesse dans ses rimes, quel art savant et aisé dans l'emploi des ressources rhythmiques et prosodiques de notre langue! Chef de l'école romantique, Victor Hugo a été suivi par une foule de disciples, qui ont perfectionné ce que le maître avait découvert.

A chaque évolution dans les idées correspond une innovation dans la manière d'écrire : la littérature est l'image parfaite de la vie sociale. On le voit : la *modernité*, je veux dire, l'appropriation du style aux influences du temps, des mœurs, des passions, se représente presque à chaque génération. Prose ou poésie, drame ou roman, elle inspire, renouvelle, vivifie les œuvres littéraires. N'a-t-elle d'autre appui qu'un engouement passager ou une erreur de goût, elle est impuissante à fonder quelque chose de durable. Si, au contraire, tout en se pliant aux besoins de l'époque, elle respecte les règles immortelles du vrai et du beau, elle pousse la littérature et l'art, en général, vers le progrès; elle agrandit le domaine traditionnel; elle enrichit l'héritage des ancêtres et grossit le patrimoine national.

II

De cette rapide excursion à travers notre histoire littéraire, nous n'avons rapporté que des faits : les doctrines y abondent aussi. Car chaque école formule son programme. Chaque maître a un idéal vers lequel il tend de toutes ses énergies. Il est certaines époques privilégiées où l'accord existe entre l'idéal rêvé et les œuvres produites. Ce sont les grands siècles, ceux vers lesquels l'humanité en marche se retourne, comme pour emporter, en allant de l'avant, la vision de la suprême beauté et de l'absolue perfection. De savoir si notre siècle comptera ainsi parmi ceux qui dominent, c'est chose peu aisée, puisqu'il nous porte dans ses entrailles. Ce qui est hors conteste, pour notre France, c'est que le dix-septième siècle vit fleurir des génies heureux, dont les ouvrages

offrent un harmonieux ensemble des plus rares qualités. Des voix autorisées ont-elles alors manifesté les règles que cette élite concevait comme la *normale* du beau? Boileau écrit le code de la poésie, un peu étroit, et d'une verve qui rappelle, çà et là, plutôt le satirique et le poète blessé dans sa personnalité, que le critique impartial, dominant les hommes et les choses. Qu'on ne prenne pas pourtant Boileau comme le seul « chef de chœur » du dix-septième siècle. D'autres, avant lui et peut-être mieux que lui, ont tracé la voie où doit marcher l'écrivain, vraiment digne de sa mission.

Au premier rang, je trouve Pascal. Inquiet et hardi, imagination de flamme, raison d'une précision toute géométrique, aventureux jusqu'à l'illuminisme, sévère et outré jusqu'au jansénisme, Pascal, dans l'art d'écrire, ne se contente pas de *fausses beautés*[1]. Ce qu'il exige, c'est l'accord d'une pensée juste et belle avec une expression juste et belle : la sincérité, la vérité, le naturel, alors que, sans être sollicités, les mots viennent d'eux-mêmes au service du sentiment ou de la pensée. Selon l'expression de M. Gandar, Pascal « veut bien qu'on fasse honneur à la parole, mais pour qu'elle fasse honneur à la pensée[2] ». « Il faut, dit Pascal, de l'agréable et du réel; mais il faut que cet agréable soit lui-même près du vrai[3]. » Il défend donc « de masquer la nature et de la déguiser[4] ». A ses yeux, « l'éloquence est une peinture de la pensée; et ainsi ceux qui, après avoir peint, ajoutent encore, font un tableau au lieu d'un portrait[5] ». On comprend pourquoi Mme Périer disait de son frère qu'à son éloquence naturelle, il avait ajouté « des règles dont on ne s'était pas encore avisé et dont il se servait si avantageusement, qu'il était *maître de son style* ». A la fin du grand siècle, la Bruyère reprend les théories littéraires de Pascal. « Il faut exprimer le vrai, pour écrire naturellement, finement, délicatement. » Car « tout l'esprit d'un auteur consiste à bien définir et à bien peindre[6] ». — « Il faut une diction simple, dit aussi Fénelon, précise et dégagée, où tout se développe de soi-même et aille au-devant du lecteur[7]. » Dans son discours de réception à l'Académie française, Bossuet, traçant le rôle de la docte compagnie, expose sa méthode d'écrire, et indique les qualités dominantes de la langue française. Corneille, dans ses *Examens*,

[1] VII, p. 35, édit. Havet.
[2] *Bossuet, orateur,* p. 182, 3e édition.
[3] VII, p. 27.
[4] VII, p. 20.
[5] XXIV, p. 87 *bis*.
[6] *Caractères*, ch. I.
[7] *Lettre à l'Académie.*

Molière, dans la *Critique de l'École des Femmes*, Racine, dans ses *Préfaces*, établissent les règles sur lesquelles ils appuient leur esthétique.

Ce sont là les *classiques*. Qu'est-ce à dire?

C'est dire qu'ils suivaient une tradition, empruntée aux maîtres antiques, rajeunie par la philosophie cartésienne, et d'après laquelle l'art n'est que l'expression du vrai, du beau et du bien. Dédaigneux du monde extérieur, peu soucieux des *hommes*, de ce qui est concret, réel, sensible, mobile, ils se renferment dans l'étude de l'*homme*. Une analyse fine et pénétrante s'applique à chacune de ses facultés, en poursuit les vivaces énergies, en scrute les profonds replis, si bien qu'au delà des bornes du fini, elle rencontre l'infini, — Dieu.

Les idées universelles, les sentiments généraux dont l'humanité s'inspire, prennent plus de lumière et plus de relief. On les évoque au grand jour. On les jette à la publicité avec une si saisissante expression, qu'il semble que ce soient là des choses neuves et inexplorées, et aussi qu'elles apparaissent sous une forme à laquelle on ne pourra plus rien ajouter. Les mots qui les traduisent ont leur sens le plus large et le plus plein. Mais si ces mots éclatent dans une rayonnante transparence, c'est qu'ils s'illuminent à l'intérieur des splendeurs de la pensée; c'est que le sentiment traverse leur voile, émouvant et fort, comme le soleil qui perce la nuée et l'irradie. Héritiers des anciens, les écrivains du dix-septième siècle sont surtout chrétiens.

Ah! l'esthétique admirable qu'il y aurait à définir d'après la religion catholique!

Plus le sens divin s'affine dans un artiste et plus il conçoit de sublimes beautés. Or le christianisme met l'homme en contact perpétuel avec Dieu. Dieu porte, touche, anime, vivifie l'âme du chrétien. Au point de vue purement esthétique, le disciple de Jésus-Christ se trouve donc dans des conditions supérieures à tous les artistes qui sont séparés de la foi. Il est facile de prôner Phidias, Praxitèle, Apelles et Myron. Pourtant la moindre image de Fra Angelico ou de Lotti éveille, dans l'âme, des désirs et des élans que jamais Athénien n'a dû connaître en visitant le Parthénon ou le Pœcile. C'est pourquoi je préfère Bossuet à Démosthène, Corneille à Eschyle, Racine à Sophocle, Pascal à Platon, Descartes à Aristote et Boileau à Horace. Aux délicatesses, aux suavités que ces maîtres anciens ont données à leur pensée, nos classiques chrétiens ajoutent des beautés qui viennent de plus haut que le Parnasse.

L'infini et le divin jaillissent de chacune de leurs œuvres, comme

une source éternellement limpide et fraîche. Et que d'âmes y ont bu l'oubli de la terre!

Chaque grand siècle littéraire s'adonne plus particulièrement à un genre. En ce temps-là, ce fut le genre dramatique. Reproduire la vie avec ses alternatives d'ombre et de lumière; sur la scène, reconstituer l'existence partagée entre le devoir et la passion; tirer du silence intime les luttes qui divisent l'âme et provoquent des crises pleines de larmes et de sang : noble besogne qui exige un tempérament littéraire d'une délicatesse très subtile, et qui signe, comme d'un éloge exquis, la culture artistique d'un peuple et d'une époque... Si l'on examine de près les chefs-d'œuvre du dix-septième siècle, on constatera que tous ont plutôt encore la forme *dramatique* que la forme *oratoire*[1]. Les *Pensées* de Pascal ne développent-elles pas un vrai *drame*, poignant, douloureux, où le cœur se prend, où coulent les pleurs et où l'on voit une âme se débattre contre toutes les affres d'une nature inquiète et tourmentée? Bossuet, dans ses *Sermons*, n'est-il point aussi tragique que Corneille et Racine, alors qu'il peint, si vivants, si terribles, les combats de Dieu contre l'âme, les résistances de celle-ci aux envahissements de la divine lumière? Et lui-même intervient, à la manière du chœur antique, jetant ses interrogations troublantes, pressant l'auditeur de la dialectique de son éloquence chaude, passionnée, irrésistible. Dans le *Discours sur l'Histoire universelle*, « les empires nous apparaissent comme des personnages de tragédie, dont les destinées sont les actes ou les scènes d'un drame unique dénoué par la naissance du Christ et la rédemption du genre humain[2] ». — « On pourrait dire, ajoute M. Merlet, que le *prologue* est la création, l'*exposition* la chute d'Adam, le *nœud* la dispersion des hommes, le progrès de l'idolâtrie et la durée du peuple de Dieu, la *péripétie* la corruption et le déclin du monde idolâtre, enfin le *dénouement* la venue du Sauveur. »

Molière ne saisit point, d'un crayon plus fin et plus mordant, les vices et les ridicules de la société que Bourdaloue dans ses *Sermons*.

Les *Portraits* de la Bruyère, autant de vraies comédies qui mettent en scène des caractères observés et — comme l'on dit aujour-

[1] Cf. M. Taine, *Nouveaux essais de critique et d'histoire*, p. 173, où l'éminent écrivain expose la thèse contraire.

[2] *Études littéraires*, par Gustave Merlet, t. I, p. 362. — Je suis heureux d'emprunter cette citation à M. Merlet, au talent duquel, quoi que j'aie pu dire ailleurs, je rends un juste hommage.

d'hui, — *vécus*. Enfin, la fable elle-même, avec la Fontaine, est

Une ample comédie à cent actes divers
Et dont la scène est l'univers [1].

Quelle raison peut-on invoquer en faveur de cette *tendance dramatique* que nous surprenons chez les écrivains du dix-septième siècle?

Si je ne me trompe, la voici. Par l'épopée, le poète célèbre *le mouvement et l'action :* cet élément extérieur, variable et varié, qui tient aux conditions changeantes du climat, de l'éducation et de la civilisation. Au contraire, dans la poésie lyrique, c'est l'homme *interne*, c'est le *moi*, dont elle traduit les tristesses et les joies, les jours mornes et les heures allègres et impétueuses. Le drame n'éclôt point au printemps des littératures; il attend, pour mûrir, les soleils féconds de l'été; car il unit, dans une puissante synthèse, le monde épique et le monde lyrique : l'homme tout entier, la vie complète. Il couronne un édifice lentement construit. Il bénéficie des richesses littéraires accumulées par les âges précédents; il les met en œuvre et leur donne leur forme idéale à la fois et réelle. Le dix-septième siècle se devait donc approprier cette forme dramatique où se condensent les efforts des générations antérieures. Du moment que la suprématie littéraire s'y affirme, les écrivains de ce temps devaient s'y complaire, la rechercher et l'illustrer.

Aristote, dans sa *Poétique* [2], dit que « la poésie est quelque chose de plus sérieux et de plus philosophique que l'histoire ». Le dix-septième siècle donne raison à cet axiome littéraire. Le Cid, Chimène, Polyeucte, Pauline, Andromaque, Iphigénie, Monime, Phèdre, Joad, sont entrés dans la mémoire des peuples avec une plus grande séduction que s'ils eussent réellement vécu. Tout ce peuple idéal de héros et d'héroïnes, qui se lève à l'imagination ravie, se meut dans une plus pure gloire que les hommes ordinaires dont l'histoire raconte les actions. C'est qu'ils sont des *types* sur qui d'autres se forment et en qui se personnifient, avec une puissante intensité, les amours, les désirs, les passions de l'humaine nature.

III

Si le dix-septième siècle est, avant tout, peintre d'idées; s'il se distingue par l'analyse et par l'étude morale de l'âme, ce qui

[1] *Fables*, V, 1.
[2] Ch. IX : φιλοσοφώτερον καὶ σπουδαιότερον ποίησις ἱστορίας ἐστίν.

domine dans le dix-neuvième, c'est le fait. Notre temps devait donc cultiver, avant tout, l'histoire et le roman : deux genres voisins où l'imagination et la réalité se mêlent, s'appellent et se complètent l'une par l'autre. Du monde intime, où se bornait, avec Descartes et ses contemporains, le labeur de la pensée qui creusait, discutait, sondait l'être humain dans ses plus mystérieuses profondeurs, la science s'est portée sur le monde extérieur, sur les phénomènes physiques, sur les lois qui les régissent. A la méthode qui fermait les yeux de l'homme, afin d'aviver l'effort scrutateur de l'âme s'étudiant elle-même, a succédé la méthode expérimentale qui va parcourant l'univers sensible, pour l'interroger et lui arracher ses précieux secrets. D'humaine et sociale qu'elle était, la littérature a dû se faire naturaliste et scientifique.

C'est Rousseau qui, le premier, introduisit la nature dans le style : il devance Chateaubriand et Lamartine. Véritable déchéance! Si l'art gagnait en conquérant ces domaines jusqu'alors fermés, si l'image le pittoresque et la couleur pénétraient brusquement dans la prose, d'autre part, l'homme cessait d'être connu, parce qu'il cessait d'être étudié. On renonçait aux peintures morales, d'un ordre si élevé et si noble, pour reproduire les aspects du monde sensible. Le décor prenait l'importance de l'acteur; le cadre fixait plus l'attention et les yeux que le tableau. Telle est, en germe, la révolution romantique. La raison cède le trône à l'imagination ; la rêverie triomphe du jugement. L'art, au lieu de s'élever, descend. Car, enfin, de décrire un coucher de soleil, une tempête, une promenade sur un lac, cela demande moins d'efforts et de talent que de créer le *Misanthrope* ou l'*Oraison funèbre de Condé. Hernani* et *Ruy Blas* ne surgissent pas de la conscience humaine saisie par le dedans, comme *don Diègue* ou comme *Phèdre*. Le costume, la couleur locale, les détails archéologiques, la restitution scrupuleuse du mobilier et de l'édifice, le strict et minutieux tableau des scènes de la nature, où se déroule le drame, je les veux, je les reconnais légitimes, mais seulement comme choses accessoires. Depuis Rousseau, depuis Chateaubriand et Victor Hugo, cet accessoire a pris le premier rang. On en avait assez des Grecs et des Romains : d'accord; mais ces Grecs et ces Romains étaient des hommes, et à travers les hommes, l'*homme* apparaissait. Mais vos Espagnols sont des fantômes, vos personnages, des marionnettes; et vos héros déguisent mal, sous leur riche costume, leur être fantastique.

C'est précisément cette exagération de l'élément pittoresque et descriptif qui est combattue par l'école moderne dont le cri de

guerre est celui-ci : *Des documents!* Chasser l'imagination et la rêverie; observer la vie; substituer les faits aux images et aux idées; trouver le brutal, le réel, — qu'il soit laid ou beau, moral ou immoral, — et le rendre d'une manière aussi saisissante que possible : voilà le grand art et le seul vrai, celui vers lequel se dirigent les générations contemporaines. La chimie, la physique, l'astronomie, la physiologie, concourent, depuis cent ans, à nous rendre l'existence plus confortable qu'elle n'était autrefois. Cette influence de la science, que notre industrie transforme à notre service, il serait puéril de la nier et ridicule de la craindre. Mais de ces découvertes qui ont si profondément modifié les relations sociales, l'art devait subir le contre-coup. En réalité, de nos jours, l'art reste le vaincu de la science, et le procédé essaye de remplacer l'inspiration et l'enthousiasme. Transportez cette théorie au style, et vous aurez la raison d'être de l'école de M. Zola et de ses disciples.

Le document humain! Cette formule ment à l'esprit français, parce qu'elle s'insurge contre la doctrine du christianisme. Si l'homme n'est qu'un phénomène; si, en lui, surtout dans ses actes extérieurs, tout est digne d'être noté, il faut en conclure que le bien et le mal sont choses indifférentes [1]. Les plus fugitives nuances de la pensée n'auront pas une plus grande valeur que les manifestations de la vie physiologique les plus grossières. Les héroïques inspirations, les mouvements sublimes du cœur, ne comptent pas plus pour l'écrivain réaliste, que les explosions de l'être bestial et stupide, où se révèle le fond d'animalité, toujours subsistant dans l'espèce humaine. Oui, cette étrange théorie littéraire supprime la liberté. Elle prône le fatalisme le plus implacable. Sous son joug inflexiblement égal, elle assujettit toutes les âmes; elle légitime tous les appétits et lâche la bride à tous les instincts. Et il n'y a pas que la conscience qui s'anéantisse dans ce débris des croyances anciennes et de la vieille esthétique française.

Le goût, ce jugement de l'esprit cultivé et poli, disparaît. Comme on l'a dit, le style n'est plus que la *notation* littéraire des sensations et l'expression matérielle des faits. On peint, on n'écrit plus. Les ressources de la plastique suppléent à l'insuffisance de l'idée.

[1] « Tout acte, bon ou mauvais, n'a, pour l'écrivain, qu'une importance comme sujet à écrire, sans qu'aucune idée de bien ou de mal y puisse être attachée. Il vaut plus ou moins comme document littéraire, voilà tout. » (*Gustave Flaubert,* par M. Guy de Maupassant, p. XIV.) Et plus loin, le même écrivain dit : « Le réaliste est celui qui ne se préoccupe que du fait brutal sans en comprendre l'importance relative et sans en noter les répercussions. »

On torture les mots; on les agence, on les groupe de telle sorte qu'ils éveillent la même sensation que les couleurs. Si le dessin est lâche, on grossira l'empâtement de la toile. L'œil restera attiré, comme ébloui par des tons crus, par une lumière intense et vibrante.

Et alors, afin de produire plus sûrement ces effets d'images, ces brutalités laides, l'écrivain recherche les combinaisons savantes dans la période. Il est coloriste, « mais par la sonorité et la contexture de la phrase [1] »; et par le désir de surprendre, par l'imprévu des images, par l'habileté des métaphores, par les oppositions raffinées des mots, il arrive à un style plaqué, laborieux, excessif, maniéré. Plus il aura déployé sa dextérité, plus il aura montré de *virtuosité*, et plus il se croira *artiste*. Or vous saurez que de très grands écrivains n'ont pas été des « artistes [2] », entre autres, Musset. Corneille était-il artiste quand il écrivait le *Cid?* Molière, Racine, la Fontaine surtout, leur ferez-vous l'honneur de les regarder comme *artistes*, alors pourtant qu'ils se donnent tout entiers dans leurs œuvres, et que leur langue si simple, si spontanée, si naturelle, paraît d'une si facile et, en définitive, si désespérante imitation!

Non : juxtaposer les mots, les marteler, les enfiler comme les perles d'une broderie arabe, ce n'est point faire œuvre d'artiste. Avec un critique, pénétrant et original, M. Ferdinand Brunetière, je dirai : « Ce n'est pas même du *rococo*, c'est du *japonisme* [3]. » Et il faut insister encore... « Les mots ont une âme qui apparaît au contact d'autres mots », nous dit-on [4]. Le flair de cette âme, on le déclare, « n'appartient guère aux démocraties ». De telle sorte que l'art d'écrire se doit emprisonner dans un cénacle d'initiés. Hors de la petite coterie, point de salut. Sophocle, Eschyle, Aristophane, ont eu le très grand malheur d'être compris de la foule, à tel point que les juges des concours dramatiques étaient pris dans le peuple d'Athènes, dans les portefaix du Pirée et les flâneurs de l'Agora. Ni Homère, ni Sophocle, ni Eschyle n'étaient des artistes. Eh bien, non encore! Les vrais maîtres, les vrais *artistes* sacrés par le génie créateur ne s'isolent point de la multitude. Ils s'y rattachent par ce fonds commun d'idées et d'impres-

[1] Guy de Maupassant, *Revue politique et littéraire du* 19 *janvier* 1884.

[2] *Id., Gustave Flaubert*, p. LVIII.

[3] *Le Roman naturaliste*, p. 345. — Je renvoie mes lecteurs à ce livre fortement pensé, jeune et hardi, plein de la plus pure moelle littéraire. Ils y trouveront des analyses d'ouvrages que je n'ai pas lus ni pu lire, et pour cause.

[4] *G. Flaubert*, p. LX.

sions qui est comme la substance de leurs œuvres. Seulement ils les expriment si bien que le peuple se retrouve en eux. L'*Iliade* passe alors de main en main dans les écoles de l'Hellade. Dante est acclamé par l'Italie du treizième siècle, et la France de 1636 bat des mains — unie dans son enthousiasme — à l'apparition du *Cid* de Corneille.

Les théories étalent leurs étranges prétentions. « Quand on sait la valeur des mots, disait Flaubert, cité par M. Guy de Maupassant, et quand on sait modifier cette valeur selon la place qu'on leur donne, quand on sait attirer tout l'intérêt d'une page sur une ligne, mettre une idée en relief entre cent autres, uniquement par le choix et la position des termes qui l'expriment; quand on sait frapper avec un mot, un seul mot, posé d'une certaine façon, comme on frapperait avec une arme; quand on sait bouleverser une âme, l'emplir brusquement de joie ou de peur, rien qu'en faisant passer un adjectif sous l'œil du lecteur, on est vraiment un artiste, le plus supérieur des artistes, un vrai prosateur [1]. » C'est la théorie littéraire opposée qui est la bonne : l'effet vient du dedans, et non pas du dehors. Des épithètes ne pourront jamais donner que ce qu'elles indiquent : une relation et une nuance. L'émotion, les larmes sortent de profondeurs plus réelles que celle d'un adjectif sonore. Elles jaillissent du cœur, emportant avec elles le mot qui remue et fait pleurer. Plus l'âme vibre sous le sentiment, plus l'expression extérieure provoque l'émotion.

Dans l'Orient désert quel devint mon ennui !

Est-il vers plus simple, plus naturel, plus spontané que ce vers de Racine? En connaissez-vous de plus expressif? L'on voit se dérouler ces solitudes écrasantes et vides, parce qu'un seul être en est absent, et l'on a conscience de ce délaissement physique et moral qui pesait sur Titus, loin de Bérénice.

L'Art sincère, le voilà.

Quelle conclusion faut-il tirer de tout ce qui vient d'être dit?

La France se peut vanter d'être la première nation littéraire de l'Europe moderne.

Il est grand temps, pour sa gloire, d'en revenir aux saines traditions de ses maîtres. Étudier les laideurs, mettre à nu les turpitudes, affronter toutes les impudeurs, marivauder avec l'immonde [2] : œuvre malsaine, corruptrice et immorale. D'autant plus que Dieu est frappé d'ostracisme dans ces livres grossiers ; l'idée religieuse,

[1] *Op. cit.*, p. LXVII.
[2] Expression de M. Pailleron, dans son *Discours de réception à l'Académie.*

le souvenir du ciel, ne jettent jamais leurs consolantes clartés dans cette nuit infecte et lourde. D'insolents dédains taisent Dieu, Jésus-Christ, l'Église. Vainement dix-huit siècles de christianisme se sont levés sur le monde. L'âme, la vie future, le devoir, la responsabilité morale, ne trouvent aucun asile dans vos *productions*. On étouffe dans vos *Assommoirs!* Laissez-y entrer l'air pur, la lumière, les échappées vers les horizons divins. Ce n'est point l'heure de tremper votre pinceau dans les eaux bourbeuses de l'égout. Il est une autre tâche, plus noble et plus patriotique. Alors que l'âpre désir du bien-être attache nos contemporains à la terre, les courbe sur la recherche de l'or, vous, écrivains, artistes, romanciers, élevez les cœurs vers les purs et radieux sommets de l'idéal. Montrez que le plaisir, que le culte de l'argent n'est point le dernier mot de l'âme humaine, et que la France n'existe point seulement pour s'enrichir et pour jouir. Mais si, loin d'endiguer ce fleuve débordé et dont les ondes emportent tout respect, toute pudeur, vous creusez à ses flots un lit plus large : alors, au nom de nos vieilles gloires littéraires, au nom de nos poètes transfigurés par le temps et par l'hommage des siècles, je vous dirai : allez-vous-en du cénacle immaculé des écrivains de France! Ils protestent contre vous. Votre art de décadence mène aux abîmes : eux, ils n'ont travaillé que pour la gloire et l'élévation du pays. Nos penseurs vous renient : vous n'avez que des sensations. Nos véritables artistes vous méconnaissent : vous n'usez que de procédés. Votre *modernité* est plus qu'un recul : c'est une lâche et honteuse apostasie.

Paul LALLEMAND.

REVUE DES SCIENCES

Géologie. — Les tremblements de terre en Espagne. — Les désastres. — Secousses répétées. — Les prodromes du phénomène. — Tremblements de terre de novembre dans le sud-est de la France. — Les marées souterraines. — Statistique des oscillations du sol. — Les périodes des grandes oscillations. — Tremblements de terre de Lisbonne, de la Calabre, etc. — Marine : Lutte de vitesse entre deux vapeurs. — L'Amérique en Europe. — La dépense. — Coût d'une heure d'avance. — Les grands steamers. — Les navires de l'avenir. — Paléontologie : Découverte d'un animal terrestre dans le silurien supérieur. — Le plus ancien fossile du monde. — Le scorpion de M. Lindström. — Nouvelle découverte : La blatte de M. Brongniart dans le silurien moyen. — En Sibérie : Un mammouth. — Histoire du globe. — La mer polaire. — Le glaçon de la *Jeannette*. — Physique : Influence de l'huile sur les vagues. — Nouveaux exemples probants. — Technologie : Un caoutchouc artificiel. — Une composition pour coussinets. — Le métal allié au verre. — Géodésie : La conférence de Washington. — Le premier méridien. — Variétés : Les oiseaux de sport en Chine.

L'année a mal fini et commence mal pour l'Espagne. On a lu dans les journaux quotidiens les épouvantables désastres auxquels ont donné lieu les tremblements de terre presque incessants, qui ont ébranlé les provinces de Grenade, de Malaga, etc., et ravagé les villes et les villages. Les victimes sont très nombreuses. Cinquante-six villes et villages de l'Andalousie sont plus ou moins atteints, plus de trois mille maisons et édifices sont renversés. Cette catastrophe rappelle les terribles effets du tremblement de terre de Lisbonne en 1755. Le sol fut ébranlé sur une immense étendue, non seulement en Portugal et en Espagne, mais dans presque toute l'Europe, dans le nord de l'Afrique et jusqu'en Amérique. La ville de Sétubal, située à 20 lieues au sud de Lisbonne, fut engloutie. Cette fois l'ébranlement a été beaucoup plus restreint. Cependant, il s'est formé des crevasses énormes; dans l'une d'elles, une église tout entière a disparu jusqu'au sommet du clocher. Nous saurons plus tard tous les détails du désastre, qui ne nous arrivent guère, en ce moment, qu'incomplets. En attendant,

peut-être convient-il d'attirer l'attention sur les prodromes de ce nouveau tremblement de terre. On dirait qu'il existe véritablement des périodes de secousses plus ou moins accentuées ; après un assez long temps d'accalmie les ébranlements reviennent avec plus ou moins d'intensité ; en un mot, il ne faudrait pas rejeter sans examen l'idée que la reproduction des terribles catastrophes est absolument un effet du hasard. En 1883, nous avons eu le désastre d'Ischia et la catastrophe de Java ; en 1884, le tremblement de terre d'Espagne. Et nous venions d'avoir en France un tremblement de terre qui a agité tout le sud-est. Les premières trépidations remontent au dimanche 23 novembre. Entre trois et quatre heures du soir, pendant deux secondes, elles ont fortement ébranlé plusieurs points du Briançonnais, du Queyras et de l'Embrunais. Le 27, elles se sont reproduites avec plus d'intensité et se sont étendues, par la vallée de la Durance d'une part jusqu'à Grenoble et de l'autre jusqu'à Marseille, Toulon, Cannes et Nice. Aux environs de Briançon, le 27 novembre, les trépidations ont ébranlé et lézardé diverses constructions. Le fameux fort de l'*Infernet*, situé à 2400 mètres, n'a pas été épargné ; mais les bâtiments ont été moins éprouvés que les maisons de Sainte-Catherine, village situé à 1300 mètres d'altitude. A Turin, le même soir, vers onze heures, on a ressenti également une forte secousse ; de même à Lausanne et à Genève. Les secousses se sont renouvelées cinq ou six fois à cinq minutes d'intervalle.

Ainsi les premières oscillations sont venues dans l'ouest de l'Europe, du 23 au 27 novembre ; en Espagne, dans la soirée du 26 et elles persistent encore maintenant. Ces dates correspondent aux mêmes points lunaires, aux équilunes. C'est une coïncidence, peut-être, mais utile à relever. Alexis Perrey, professeur à la Faculté des sciences de Lyon, a compulsé un très grand nombre d'observations, et de sa statistique il semble résulter que les éruptions volcaniques et les tremblements de terre surviennent principalement à des points lunaires caractéristiques : apogée, périgée, lunistice, équilune. Pour lui, la masse intérieure du globe serait soumise aussi à de véritables marées et nous en éprouverions le contre-coup. Quoi qu'il en soit de la réalité de ces vues, en général, les grandes oscillations du sol paraissent coïncider avec les positions de la lune et du soleil qui amènent sur une contrée donnée de grandes pluies. On serait d'autant plus tenté de le croire que, ainsi que nous le faisions remarquer, il semble bien que tous ces phénomènes obéissent à une certaine périodicité à longue date. Ainsi le tremblement de terre de Lisbonne, qui est venu en 1755, coïncide avec le maximum des déclinaisons lunaires ; celui de la Calabre, en 1783, avec les déclinaisons moyennes, qui habituellement donnent de fortes pluies dans le sud de l'Europe ; de même, cette fois,

le tremblement de terre d'Espagne correspond aux déclinaisons minimum. Certes, il faut être circonspect et ne pas conclure qu'il y ait réellement une relation de cause à effet; mais, d'autre part, il convient de ne pas laisser de côté ces coïncidences apparentes qui, à un moment donné, pourront guider les recherches. Toutes les années à grands tremblements de terre semblent se reproduire au bout du cycle de Saros, de 18 ans et 11 jours. Après ce temps, sauf les inégalités de mouvement de la lune, les deux astres, soleil et lune, se retrouvent à peu près dans des conditions de positions identiques. C'est cette période que les Chaldéens employaient pour prédire à très peu près les éclipses de lune, et que les modernes emploient encore pour trouver, avant le calcul définitif, les époques rapprochées des éclipses.

Nous ne pouvons que souhaiter aujourd'hui que les événements d'Espagne prennent fin rapidement, mais on ne saurait rien préjuger à cet égard, car en 1755 la terre a tremblé pendant deux mois, et on connaît en Europe des tremblements de terre qui ont persisté pendant plusieurs années.

Les ingénieurs se préoccupent avec raison des résultats d'une lutte de vitesse qui a eu lieu, à la fin de l'année 1884, entre deux grands vapeurs, l'*Orégon* et l'*America*, venant de New-York en Angleterre. Jusqu'ici, il semblait évident qu'en augmentant le tonnage, et par suite la force des machines et l'emmagasinement du charbon, on atteindrait le maximum de vitesse. Un gros vapeur doit battre un petit vapeur. Le problème est plus complexe. Le dernier voyage de l'*Orégon* et de l'*America* en donne la preuve.

L'*Orégon* a fait la traversée de New-York en Angleterre en 6 jours 12 heures 27 minutes. L'*America*, en 6 jours 17 heures 50 minutes. L'*Orégon*, qui est plus grand que l'*America*, l'a donc emporté de 6 heures 40 minutes ou mieux de 5 heures 23 minutes, car il y avait eu un écart de 39 minutes entre le départ des deux vapeurs. Il faut dire aussi que l'*America*, ayant été obligé de stopper pour une réparation, perdit 3 heures, ce qui réduit le succès de l'*Orégon* à une avance de 2 heures 23 minutes.

Or voici les divers éléments caractéristiques des deux navires. L'*Orégon* jaugeait 7376 tonneaux. Sa longueur est de 150 mètres, largeur $15^{m},20$, profondeur $12^{m},50$. Sa machine peut développer 13000 chevaux. L'*America* jauge seulement 5528 tonneaux; longueur $132^{m},50$, largeur $15^{m},30$, profondeur 11 mètres. Sa machine ne donne que 9000 chevaux, 4000 chevaux de moins que l'*Orégon*.

L'*Orégon* a brûlé par 24 heures 310 tonnes de houille coûtant 18 francs la tonne, prise à Liverpool. L'*America* a consommé 175 tonnes

par 24 heures d'un charbon ordinaire américain ne coûtant que 14 fr. 40 la tonne, prise à New-York. Pour le trajet de 3000 milles, qui sépare New-York de Liverpool, l'*Orégon* a brûlé à peu près 1000 tonnes de plus de combustible que l'*America*. En calculant la dépense du charbon de chaque navire, on trouve que le voyage de l'*Orégon* a coûté de ce chef 35 770 francs; celui de l'*America*, 16 760 francs, soit 19 010 francs de différence en sa faveur. Le tonnage utile de l'*Orégon* surpassait celui de l'*America* seulement de 495 tonnes. Donc pour un supplément de charge de 495 tonnes et pour les faire arriver avec une avance de 2 heures 23 minutes, il a fallu dépenser 19 010 fr. Mais ce n'est pas tout. L'excès du tonnage utile a été uniquement employé à emmagasiner l'excès de charbon qu'il a fallu donner aux machines, si bien qu'en définitive, à tonnage effectif égal, l'avance de 2 heures 23 minutes a été achetée au prix inouï de 19 010 francs. Chaque heure de gain a coûté à l'*Orégon* à peu près 10 000 francs. *Dix mille francs* par heure d'avance ! C'est un peu cher.

Il est clair qu'une seule expérience ne saurait amener la conviction dans les esprits; cependant il semble qu'il y ait bien un maximum de dimension et de tonnage qu'on ne puisse guère dépasser sans augmenter considérablement les dépenses. D'ailleurs à la rigueur chaque mer exige un navire spécial, chaque destination nécessite un navire spécial; la question est difficile et multiple. Quoi qu'il en soit, les ingénieurs anglais regardent l'*America* comme le type le plus rapide des vaisseaux construits jusqu'ici, et ils espèrent qu'en perfectionnant les machines, ce navire pourra prendre des vitesses encore supérieures à celles qu'il vient d'atteindre.

M. Lindstrôm, géologue suédois, vient de faire une découverte qui a son importance, et qui ne sera pas sans embarrasser les naturalistes de l'école de Darwin. Dans les terrains primaires tout à fait inférieurs, dans ceux qui forment la base de l'écorce terrestre, on n'avait jamais rencontré jusqu'ici de restes d'animaux vivant dans l'atmosphère, on trouve bien une faune marine plus ou moins développée, des mollusques, des crustacés et de rares poissons, mais pas d'animal terrestre. Or M. Lindstrôm a mis la main sur les vestiges d'un animal vivant sur la terre ferme, d'un animal relativement supérieur, il a découvert dans la formation silurienne supérieure un scorpion fossile.

Le plus ancien animal terrestre connu était la libellule. On en a ramassé plusieurs fossiles dans la formation qui surmonte le silurien, dans le dévonien supérieur du Canada. Mais, à l'époque silurienne, les mers recouvraient presque complètement la terre; elles étaient peu profondes, très étendues, si étendues, qu'elles devaient laisser

bien peu de place à la terre ferme battue par les flots. Cependant il y avait sinon des continents, du moins des îlots, puisqu'on a rencontré des végétaux du groupe des lycopodiacées et des calamites. Par cela même qu'il y avait des végétaux, on pouvait en inférer qu'il pouvait exister aussi des animaux terrestres. Mais ils avaient pu être rares et leurs dépouilles entraînées et broyées par le mouvement des eaux. Quoi qu'il en soit, le doute subsistait. Aujourd'hui on peut dire hardiment que, dès la période silurienne, il existait bien une faune contemporaine de la faune marine déjà riche en mollusques et en crustacés.

La découverte de M. Lindström a une autre portée. A travers la succession des formations sédimentaires, on voit sans cesse la faune et la flore aller en se perfectionnant. Tout au haut de l'échelle se montrent les mammifères, l'homme. Tout au bas, dans les terrains cambrien et laurentien, des êtres infimes; à la base, un petit foraminifère, l'*Eozoon Canadense*, le plus ancien fossile connu; puis dans les formations intermédiaires, des types intermédiaires, poissons singuliers, insectes énormes, reptiles étonnants, etc. La vie et les formes se compliquent, l'évolution est en progrès. Voilà maintenant que l'on rencontre, à peu près tout au bas de l'échelle, un animal relativement supérieur, un animal bien autrement complet que les espèces similaires dont on voulait le faire descendre et qui sont apparues dans des assises très postérieures. Voilà le descendant qui se montre tout perfectionné des milliers d'années avant l'ancêtre; voilà un scorpion très analogue aux scorpions de la période actuelle et bien plus développé que les scorpions fossiles de la période carbonifère. Que devient la théorie de l'évolution?

Évidemment un fait unique ne saurait renverser des opinions fondées sur des exemples extrêmement nombreux. Toutefois, cette exception étonnante ne mérite pas moins toute l'attention. C'est M. Alph. Milne-Edwards qui a apporté à l'Académie des sciences une photographie du scorpion de M. Lindström. Cet animal offre la plupart des caractères des scorpions actuels; il a été rencontré dans la formation silurienne supérieure de l'île de Gottland, en Suède. La pièce est bien conservée; on distingue le céphalo-thorax, l'abdomen avec sept lames dorsales et enfin la queue formée de six segments dont le dernier devient pointu et constitue le dard vénénique. Un des stigmates est encore visible et montre que l'animal a respiré de l'air, et toute son son organisation prouve qu'il a vécu sur la terre ferme. M. Lindström a baptisé son scorpion *Palæphoneus nuncius*, le plus ancien des animaux terrestres.

C'était vrai il y a quinze jours et le nom était bien appliqué; ce n'est plus exact depuis quelques jours. Une découverte vient rarement seule. M. Ch. Brongniart, en effet, a trouvé à son tour l'empreinte

d'une aile d'insecte dans un morceau de grès silurien moyen de Jurques (Calvados), collection Verneuil, que lui a remis M. Douvillé, professeur à l'École des mines de Paris. Cette aile mesure $0^{m},035$ de long et a appartenu à un *blattide*. Ce qui distingue cette empreinte de toutes les ailes de blattes récentes ou fossiles, c'est la longueur de la nervure anale et le peu de largeur du champ axillaire. M. Brongniart a dédié sa trouvaille à M. Douvillé, et il a baptisé cet ancêtre des blattes *Palœblattina Douvillei*.

Les grès de Jurques sont plus anciens que les schistes de l'île de Gottland. L'aile de blattide de M. Brongniart est donc encore plus antique que le scorpion de M. Lindström. Le plus ancien animal terrestre connu jusqu'ici est la blatte, et il a vécu sur notre territoire. Il en sera ainsi jusqu'à nouvelle découverte.

Signalons aussi, dans un ordre d'idées analogues, la découverte d'un cadavre de mammouth dans les glaces de Sibérie. La tête de l'animal, une partie de ses défenses, la jambe gauche manquent, mais le reste du corps est parfaitement conservé. On est arrivé trop tard pour empêcher les Yakoutes, peuple nomade de ces parages, d'emporter la tête, la jambe et les défenses. Cette trouvaille a été faite à la même place où, il y a vingt-six ans, fut mis à jour le premier mammouth, c'est-à-dire près du village de Khaigalakh, à 35 verstes de distance de la station scientifique établie près du fleuve Léna par la Société de géographie de Saint-Pétersbourg, et dirigée par le docteur Bounge.

Puisque nous sommes dans les régions polaires, il convient tout au moins de mentionner une troisième et singulière découverte, celle d'un glaçon flottant sur lequel étaient un cadavre et des objets provenant de la *Jeannette*. On se rappelle que la *Jeannette*, armée pour un voyage au pôle nord, était passée de l'océan Atlantique dans l'océan Boréal par le détroit de Behring. On avait remonté au nord le plus possible en longeant le Groënland; puis le navire fut pris dans les glaces, on sait la triste fin de l'expédition. Le glaçon, entre autres objets, portait des vêtements à demi usés marqués au nom du matelot Noros, que l'infortuné capitaine De Long avait envoyé à la recherche de secours. Noros rencontra des Sibériens, mais ne pouvant se faire comprendre, il ne put venir en aide à son capitaine, qui mourut de faim et de froid. Or le glaçon a été trouvé dans la baie de Baffin; il a donc vraisemblablement traversé la mer Polaire, car il est peu probable qu'il ait effectué un parcours de 11 000 kilomètres en longeant la côte asiatique, le rivage européen, le nord de la Nouvelle-Zemble, redescendu le long de la côte est du Groënland, et contourné le cap Farewell, pour remonter ensuite par le détroit de Davis, qui sépare le Groënland de l'Amérique russe. S'il en était ainsi, il y aurait

donc un passage; et le glaçon aurait parcouru environ 6 000 kilomètres au lieu de 11 000. Tout cela reste à l'état problématique. Mais on peut se demander si au lieu de vouer à une mort presque certaine tant de navigateurs enthousiastes, il ne serait pas plus simple et plus pratique pour découvrir le passage du pôle nord de se servir des glaçons eux-mêmes comme d'explorateurs. On pourrait en choisir une cinquantaine, une centaine sur lesquels on déposerait des objets, même des appareils météorologiques, automatiques. Abandonnés à eux-mêmes, ces glaçons prendraient peut-être la route déjà suivie par le glaçon des naufragés de la *Jeannette*, et l'on aurait sans sacrifices de vies humaines la preuve de l'existence d'une mer libre au pôle. Dans tous les cas, l'expérience serait intéressante.

L'action de l'huile sur les vagues longtemps contestée, malgré les affirmations des anciens, est aujourd'hui à peu près généralement admise, surtout depuis les expériences méthodiques de M. Sheffeld, dans le port de Douvres; toutefois, on ne saurait trop recueillir des preuves en faveur de l'influence efficace de l'huile. Le capitaine Walker du steamer *le Para*, arrivé le 9 novembre à Philadelphie, affirme qu'en deux occasions successives, son navire a été sauvé d'une perte certaine par l'emploi de l'huile. La première fois, il se trouvait au centre d'une tempête épouvantable dans le chenal de Formose, près des côtes de Chine; la mer était démontée et les lames d'une hauteur prodigieuse. Le navire qui portait un lourd chargement de houille se levait difficilement à la lame et courait un réel danger. M. Walker fit disposer sur chaque côté du bâtiment des voiles repliées en forme de sac et remplies d'huile. Le liquide filtrait suffisamment au travers de la toile pour assurer le succès de l'expérience. Le capitaine fut émerveillé du résultat obtenu. Au bout de quelques instants, la mer cessa de briser contre le navire qui put supporter la fin de la bourrasque sans aucun incident fâcheux. On avait dépensé seulement 20 litres d'huile en 12 heures.

Le capitaine Petersen, commandant le navire norwégien, *British Queen*, rapporte de son côté qu'en vue de Valence (Espagne), il ne dut son salut qu'à l'action de l'huile. Il fut assailli par une violente tempête; au moment où il allait atteindre le brise-lames, il se produisit une sorte de vent en foudre, et pour ne pas être jeté à la côte, on dut mouiller les ancres. Mais la bourrasque continuait et les lames couvraient le navire de bout en bout. Dans cette situation, le commandant fit filtrer de l'huile à travers des voiles, ainsi que l'avait tenté le capitaine Walker, et presque immédiatement la mer s'apaisa autour de lui, tandis qu'elle continuait de briser au large. Quelques heures après, le navire entrait dans le port de Valence.

MM. Hang et Hoffmann ont breveté récemment un singulier procédé pour obtenir un caoutchouc artificiel et économique. Ce caoutchouc est fait avec des peaux de lapins ou de lièvres. On lave les peaux, on retire soigneusement les poils et on introduit les peaux ainsi préparées dans une autoclave, avec 5 pour 100 de glycérine brute et un peu d'eau. On fait bouillir jusqu'à dissolution complète. Trois parties de la masse ainsi obtenue sont fondues avec trois parties de glycérine brute; un peu d'eau et un quart de bichromate de potasse. Le produit séché dans l'obscurité peut remplacer le caoutchouc, dont il a d'ailleurs toute l'apparence.

M. Schœnberg a fait breveter, en Allemagne, une composition de cuivre, de zinc, d'étain et de verre, destinée à faire des coussinets. La composition est, en effet, très résistante à l'usure; elle diminue l'échauffement des arbres et permet une économie d'huile assez considérable. Pour des arbres tournant à 200 tours, on ajoute seulement 10 pour 100 de verre; pour des arbres tournant à 2000 tours, 20 pour 100; on va jusqu'à 30 pour 100. Cette composition fond à la chaleur rouge du fer. La pratique dira ce qu'elle vaut réellement.

Nous avons annoncé en 1884 qu'un congrès devait se tenir au mois d'octobre à Washington, pour choisir le premier méridien à partir duquel on compterait les longitudes et les heures internationales. M. Janssen, délégué français, a fait connaître à l'Académie les résultats du congrès. On a adopté pour premier méridien, malgré l'opposition de la France et du Brésil, le méridien de Greenwich, sous prétexte qu'en ce moment toutes les marines se servent de cartes anglaises et qu'on éviterait ainsi des remaniements coûteux. La France soutenait l'opinion très libérale qu'il fallait choisir un méridien ne traversant le territoire d'aucune nation, un méridien analogue à celui de l'île de Fer, passant par l'Océan, pour éviter tout froissement national. La décision du congrès a déjà amené une scission, car la France et le Brésil conservent leurs méridiens respectifs. Évidemment on en reviendra plus tard à un méridien vraiment international.

Le congrès a décidé en outre que les longitudes seraient comptées à l'est et à l'ouest du méridien de Greenwich; il eût été préférable d'adopter un sens unique ouest-est et de compter de 0 à 360, puisqu'on a admis qu'il serait fait ainsi pour les heures universelles; l'heure sera comptée de 0 à 24, et la journée commencera à minuit moyen de Greenwich.

En revanche, il a été entendu que l'Angleterre entrerait dans la convention du mètre, et que l'on reprendrait dans une conférence ultérieure l'application du système décimal à la mesure du cercle et du temps.

Comment ne pas finir par la Chine? Si cela pouvait nous porter bonheur et nous en débarrasser. M. P.-A. Pichon a fait dernièrement, à la Société d'acclimatation, une conférence sur les oiseaux qui sont employés en Chine comme oiseaux de sport. Nous lui empruntons quelques détails peu connus. Voici, par exemple, le sport des gros-becs. Ces oiseaux sont d'une docilité incroyable. Les Chinois disposent sur le devant de leurs habitations des petits perchoirs auxquels les gros-becs sont attachés; il y a des Chinois amateurs, qui ont dix, vingt, jusqu'à trente gros-becs, attachés par le cou. On les touche, on les prend, sans qu'ils témoignent la moindre frayeur. Le Chinois détache un des oiseaux, il s'éloigne de quelques mètres et lui montre un grain de millet qu'il place dans sa bouche, en même temps il lance en l'air, le plus haut possible, une petite boulette de terre glaise; le gros-bec s'élance du perchoir, monte en l'air et rattrappe la boulette au vol, puis il vient se reposer sur l'épaule de son propriétaire et réclame son grain de millet. Quelques-uns de ces oiseaux sont tellement habiles dans ce genre d'exercice, qu'ils rapportent deux boulettes à la fois lancées à peu près simultanément; seulement il faut avoir soin de choisir la première boulette plus petite que la seconde pour qu'elle puisse se loger au fond du bec, tandis que l'autre est arrêtée entre les mandibules, autrement, comme le corbeau, l'animal serait obligé de lâcher la première proie.

Selon M. Pichon, les Chinois seraient parvenus à discipliner l'alouette, au point de lui faire imiter le chant ou le cri des autres oiseaux. L'alouette de Mandchourie, que l'on élève pour son chant, est beaucoup plus grosse que celle que nous connaissons dans nos climats. Elle a un chant merveilleux de souplesse, d'étendue, et non seulement elle a son chant personnel, mais il est encore facile de lui apprendre à imiter le chant des autres oiseaux. Mme Gray, femme d'un missionnaire protestant à Canton, a entendu une fois une alouette imiter l'aboiement du chien et le miaulement du chat, comme le ferait chez nous un sansonnet. Au printemps, les Chinois sortent leurs cages à alouettes et les promènent dans les rues; ils établissent des concours de chant et nomment des jurys pour décerner des prix. A l'époque de certaines fêtes religieuses, ils apportent les cages dans les temples et les suspendent aux solives du plafond, afin que le chant de ces oiseaux fasse honneur aux divinités qu'ils vénèrent. Bons Chinois!

HENRI DE PARVILLE.

CHRONIQUE POLITIQUE

9 janvier 1885.

Crise agricole et industrielle, gaspillage financier, déficit budgétaire, échecs diplomatiques, guerres lointaines et infructueuses, tumultes parlementaires, tromperies ministérielles, lois misérables, coups arbitraires et abus hypocrites, vindicte irréligieuse, politique d'expédients et de retards, anarchie des idées et des mœurs, épidémie : voilà toute l'histoire de 1884. Il en reste tant de dégoût dans les cœurs, tant de fatigue dans les esprits, qu'à peine a-t-on la force de remuer tous les souvenirs de cette année si triste et si vaine à la fois. Il y en a eu de pires dans ce siècle, assurément. Celle-là n'est pas tellement tragique et sinistre qu'il faille, en se rappelant ses désastres, la maudire. Mais, depuis 1871, il n'y en eut pas de plus trompeuse pour la France et de plus honteuse pour la République. Année inutile à la grandeur de la France et qui a nui à sa prospérité! Année de déceptions républicaines! Elle laisse la France inquiète, bien qu'encore sans alarmes violentes; mais elle la laisse particulièrement désillusionnée, désabusée de tout ce que la République, hommes et principes, lui avait promis. Que la République la marque bien, au livre rouge de ses destinées, cette date de 1884! Jusqu'alors elle avait pu vivre avec un orgueil croissant, fière de sentir sa puissance intérieure se développer de plus en plus sous toutes les apparences. Elle se flattait de pouvoir vivre bien. Quelques-uns même prétendaient qu'elle pourrait vivre glo-

rieusement. Désormais, elle ne fera plus que vivre, c'est-à-dire vivre plus ou moins mal, entre la défiance et le dépérissement, entre la peur et la mort...

L'année 1884 avait commencé par un cri de détresse, sinon de colère. Des ouvriers qui manquaient de pain étaient venus frapper à la porte du Palais-Bourbon; on les avait introduits; on avait décidé d'entendre leurs plaintes, leurs vœux; on avait vaguement et longuement péroré à la tribune, sur les causes du mal; on avait interrogé avec autant d'apparat que de bruit, à Paris et dans les grandes cités manufacturières de la province, quiconque souffrait de la crise. En quoi cette enquête a-t-elle profité aux artisans affamés ou aux patrons ruinés, qui, crédules naguère aux apôtres de la République et à ses futurs miracles, s'étaient confiés les uns en sa promesse d'établir dans notre pauvre monde une félicité universelle, les autres en sa promesse de ranimer par son activité généreuse tout le travail national? Elle n'a servi qu'à composer un peu de statistique et à débiter un peu de phraséologie. Voilà le premier mensonge de la République, en 1884. Le mensonge! C'est le caractère de sa politique, durant l'année entière. Mensonge, la loi annoncée aux instituteurs pour l'augmentation de leur traitement! Mensonge, la loi égalitaire qui devait abolir le volontariat et qui aurait réduit de cinq à trois ans le temps dû par le soldat à la patrie! Mensonges, les lois qui préparaient à notre agriculture les secours dont elle a un besoin suprême, soit certains dégrèvements d'impôts, soit certains droits compensateurs! Mensonge que cette loi de finances qui chiffre les recettes, avant que les dépenses ne soient précisées! Mensonge que cette loi électorale du Sénat qui, pour frauder l'élection, fausse la proportionalité des votes! Mensonge tout ce que M. Jules Ferry allègue et déclare pour continuer l'expédition du Tonkin! Mensonge, son commentaire pompeux du traité de Tien-Tsin! Mensongères, ses définitions de cette guerre de Chine qu'il appelle, selon l'heure et l'événement, un simple « état de représailles » ou une « prise de gages », et qu'il fait à la faveur d'une équivoque, sans souci des règles parlementaires ni internationales! Mensongers, les témoignages du général Millot! Mensongère, la justification des rapporteurs dont M. Jules Ferry style la faconde et morigène la véracité! Et, pour tous ces mensonges, M. Jules Ferry, aussi souple dans ses « opinions successives » que tenace dans la dissimulation, aussi hardi à se démentir soi-même qu'arrogant et prompt à démentir les autres, pratique l'imposture sans vergogne. Il exerce la dictature du mensonge, comme M. Gambetta, selon le

mot de M. Ranc, exerçait celle « de la persuasion ». Tout cela, sous un gouvernement qui s'est vanté, par la bouche de ses théoriciens, d'être le gouvernement même de la franchise, de la publicité, de l'honneur!

L'année 1884 n'aura pas moins édifié la France sur les vertus financières de la République. D'abord, en janvier, on vote un budget extraordinaire de 250 millions; on emprunte 350 millions, en février. Puis, comme si ce n'était pas assez de la dette nationale, on garantit la dette tunisienne, pour le plus grand profit de ces prévoyants spéculateurs qui avaient spécialement excité la République à l'expédition de Tunis. Cependant le Trésor se vide. La République, dans sa prodigalité, a 850 millions de plus à dépenser qu'en 1876. Or les revenus diminuent de jour en jour; les affaires sont mauvaises dans tout le pays; les calculs budgétaires de M. Tirard ne se vérifient pas; chaque mois, il y a des moins-values; en décembre, on peut en estimer le total à plus de 50 millions. Si la République s'est obérée follement depuis 1876, les communes ont imité à l'envi les exemples de son luxe et de son incurie : ce ne sont plus, de toutes parts, que travaux impayés; le gouvernement ne peut plus verser les subventions qu'il a promises; on le constate dans tous les conseils généraux. Voici novembre. On ne sait pas encore comment équilibrer le budget. On procède confusément à des économies. Toutes ou presque toutes sont fictives, si ce n'est celles qu'on opérera sur le budget des cultes, en rognant le traitement des évêques, en supprimant celui de quelques centaines de vieux chanoines et de trois mille vicaires presque nécessiteux. On invente une taxe sur les biens des congrégations. On extorquera, par une perception nouvelle, 4200 francs aux Petites-Sœurs des Pauvres; on frustrera de ces 4200 francs la misère des vieillards qu'elles recueillent dans les asiles mêmes où hier elles mouraient saintement en les soignant du choléra : l'éloquente protestation de M. Buffet n'aura pas plus d'écho dans l'âme de M. Tirard qu'elle n'en pourrait avoir dans celle de M. Grévy! Mais le temps presse : il faut en finir avec le budget. On se hâte donc de bâcler la chose, à la Chambre. Il est toutefois trop tard pour que le Sénat puisse décemment expédier cette besogne avant le 30 décembre. Comment épargner à la République « l'humiliation des douzièmes provisoires? » Le Sénat reçoit l'ordre d'accorder au gouvernement une provision d'un milliard trente-deux millions pour les trois premiers mois de 1885, et, ce crédit immense dont M. Jules Ferry usera comme bon lui semblera et par de simples décrets, le Sénat le lui livre; il lui sacrifie

tous ses droits de répartition et de contrôle; il se prive même, à l'avance et en réalité, du pouvoir de modifier le budget des dépenses. Ainsi, le déficit; une insuffisance de plus de 200 millions; le budget en partie escamoté, en partie laissé à l'abandon; 1 milliard 32 millions mis aux mains des ministres, sans qu'aucune précaution soit prise contre leurs virements : tel est le bilan financier de la République, cette année. Que sera-ce en 1885?...

La France est pour la République comme un passant qu'elle détrousse : celui qui le dirait n'emploierait guère un mot trop violent. Mais ce n'est pas seulement à la fortune de la France que la République attente; elle lui ôte par une sorte de confiscation furtive ses libertés; elle trouble sa sécurité civile et sociale : l'année 1884 l'atteste. La République, en 1884, a changé l'une de ses lois constitutionnelles, celle qui réglait la composition du Sénat. On se tromperait si l'on ne considérait ce changement que comme une pure mystification, parce que M. Jules Ferry a éludé par cette réforme la révision plus ou moins complète dont les radicaux avaient le dessein, au Congrès de Versailles, et parce qu'il a décrété, avec un dogmatisme puéril, l'éternité de la République. M. Jules Ferry osait plus qu'il ne le paraissait : la loi électorale qu'il devait tirer de ce commencement de réforme lui subordonnera plus d'à-demi le Sénat; il s'en fera, avec l'aide de ses préfets, un Sénat domestique, pour peu que les préfets aient su gagner suffisamment les votes des nouveaux électeurs. Qu'importe à M. Jules Ferry la dignité du Sénat, pourvu que le Sénat enregistre ses décrets! On vit rarement un gouvernement plus autoritaire et qui énervât ou qui avilît davantage le principe d'autorité. Jamais un premier ministre ne méprisa davantage un Parlement et ne l'annula, sinon avec plus de brutalité, du moins avec plus de ruse cynique, avec plus d'effronterie artificieuse : M. Jules Ferry a régné cette année sur une majorité si humble, si servile, que la majorité que M. Rouher régentait ne pourrait être comparée à celle-là, sans paraître indépendante. La République, telle qu'elle est sous le double empire de M. Jules Ferry et de cette majorité, combine tous les abus du régime parlementaire avec tous ceux que peut avoir le despotisme d'un homme et d'un parti. Quelle impuissance chez ces législateurs qui avaient juré de créer ou de corriger tant de lois! Ils n'en élaborent que quatre, dans l'espace de toute une année : la loi des syndicats professionnels, la loi municipale, la loi du divorce, la loi électorale du Sénat. Ce n'est pas seulement à la loi du recrutement ou à celle des récidivistes qu'ils appliquent en vain leur incapacité brouillonne et discordante. Ils ne peuvent pas même nous fabriquer une

loi sur le vinage! Quant au gouvernement, sa faiblesse les encourage à leur stérile anarchie : il ne leur demande que de ne pas inquiéter son omnipotence, soit dans ses expéditions lointaines, soit dans son administration. Que s'ils veulent sévir contre le clergé, il le permet discrètement, en feignant une résistance qui dissimule sa complicité; il ira jusqu'à permettre qu'ils abolissent partiellement, mais virtuellement, le Concordat. Sa police n'a pas moins d'égards pour les révolutionnaires, dans la rue : elle tolérait hier encore, aux funérailles de la mère de Louise Michel, les emblèmes et les cris les plus séditieux de la Commune. Le libertinage étale, sur la voie publique, une audace ignoble; la criminalité augmente et les noms des magistrats républicains, d'un Cazot et d'un André de Trémontels, retentissent déjà parmi ceux des fripons et des faussaires. Elle aura donc été bien dangereuse, ou bien déshonorante pour la République, la politique de son gouvernement en 1884; la République aura encore démérité du pays, cette année-là. Quelle consolation en pourrait-elle avoir? De quelle compensation peut-elle s'enorgueillir?

Nous voudrions pouvoir au moins dire que la patrie a eu en 1884 une histoire plus glorieuse. Il y a parfois et pour un temps certains contrastes radieux entre la politique intérieure d'un gouvernement et la fortune de la nation, à l'extérieur. Mais hélas! il n'en est rien aujourd'hui. Nous ne pouvons pas même dire que la République ait amélioré en 1884 la puissance militaire de la France. A Dieu ne plaise que nous ayons déjà perdu la mémoire de tout ce que la bravoure de nos soldats et de nos marins a généreusement fait pour le drapeau, sous les murs de Bac-Ninh, de Hong-Hoa, de Chu, de Fou-Tchéou et de Kelung! Toutefois, nous ne pouvons oublier non plus les douloureux combats de Bac-Lé, de Tamsui, ni compter sans regrets tant de sacrifices dont le profit est plus que douteux, ni voir sans inquiétude toutes ces forces dispersées sur les confins ou sur les rivages de la Chine, à une telle distance des bornes ensanglantées qui marquent, depuis 1871, la frontière française du côté de l'est. L'armée a consciencieusement continué son travail de perfectionnement, en 1884. La délation républicaine a beau se répandre dans ses rangs; la suspicion républicaine a beau frapper ses chefs : l'armée maintient sa discipline. Elle a souffert pourtant des menaces de la loi qui a failli réduire la durée du service pour satisfaire uniquement à l'intérêt électoral de nos politiciens républicains, ou pour contenter la doctrine chimérique de quelques démocrates qui rêvent toujours à une milice de citoyens. Dans le débat, l'armée s'est indignée de tant d'ineptie

et de déclamation; elle s'est étonnée, scandalisée de la complaisance violente avec laquelle le général Campenon acceptait telle ou telle proposition des Ballue et autres tribuns militaires; elle s'est demandé quelles pouvaient être la solidité de ses institutions, la permanence de ses traditions, sous un gouvernement qui met la défense nationale à la merci de pareils votes et comme à l'encan de pareilles candidatures. L'année, en finissant, ménageait à l'armée un étonnement non moins grave. Pendant qu'on dévastait ses arsenaux et qu'on décimait ses régiments pour fournir à l'expédition du Tonkin de nouveaux approvisionnements, de nouvelles troupes, elle apprenait que le général Campenon quittait son poste de ministre et que le général Lewal venait le remplacer. Or pourquoi le général Campenon se retire-t-il? Parce qu'il estime que l'expédition du Tonkin nécessite une trop longue série de renforts; parce qu'il refuse de démembrer les forces réservées à la protection de la France; parce qu'il ne sait plus comment pourvoir à l'expédition du Tonkin sans quelques-unes des ressources dont l'emploi est déjà désigné dans son plan d'une guerre européenne; parce qu'il craint d'avoir à immobiliser une trentaine de mille hommes au Tonkin, pour le garder; enfin, parce que, connaissant la témérité de M. Jules Ferry, il se défie de sa politique obscure et qu'il ne veut pas laisser entraîner le drapeau sur la route de Pékin. Ces raisons si justes, pourquoi le général Lewal les néglige-t-il? Et, s'il croit qu'avec un peu de l'industrie savante dont il est doué, il peut faire, selon le gré de M. Jules Ferry, ce que le général Campenon n'ose pas, est-ce que le général Lewal ne serait pas illusionné par son amour-propre? Que coûterait à la défense nationale une telle erreur? Voilà le doute qui inquiète en ce moment l'armée.

C'est plus que l'inquiétude, c'est une sorte d'anxiété que ressentent tous ceux qui considèrent attentivement l'état de nos affaires extérieures. Il ne leur faut qu'un peu de sagacité pour constater combien l'embarras de la France devient périlleux, de jour en jour. Il y a deux vérités terribles et qui éclatent à tous les regards en traits lumineux, dans l'ensemble des événements diplomatiques de 1884. La première, c'est que la France n'a plus de politique continentale, elle n'a plus qu'une politique coloniale. Elle ne se prépare plus rien ni à rien, en Europe; elle est tout entière à ses entreprises d'Asie et d'Afrique; M. Jules Ferry a comme transporté, concentré, borné, au Tonkin et au Congo, l'action de nos destinées nationales. La France ne cherche même plus sur le continent une alliance; la seule qui s'offre à elle, c'est une alliance qui s'offre trop ou plutôt c'est une alliance qui

la violente : nous voulons dire celle de l'Allemagne. M. Jules Ferry a laissé passer en Europe cette année de paix générale sans opérer entre la France et ses voisins ou ses anciens alliés un autre rapprochement que celui-là, et encore est-ce malgré lui, à son corps défendant, presqu'à son insu, sous l'étreinte de cette main rude et adroite de M. de Bismarck qui ne caresse que pour enserrer. L'Autriche, la Russie! M. Jules Ferry n'a point essayé de gagner à la France, avant le colloque de Skierniewice, l'amitié de l'un ou de l'autre de ces deux grands empires. L'Italie! il n'en a point calmé l'hostilité. L'Espagne! il n'en a point calmé la défiance. L'Angleterre! il n'a fait qu'en exciter le mécontentement, il l'a comme aliénée à la France. Il a donc complété cette année l'isolement de la France sur le continent. Car l'amitié de M. de Bismarck, qui se joue en Europe avec les alliances des peuples comme dans le Reichstag avec celles des partis, n'a rien de sûr ni de positif pour la France, sinon pour la République. M. de Bismarck veut une France qui soit républicaine : elle sera ainsi plus faible, il l'espère. En outre, il veut une France qui occupe au loin, dans n'importe quelles aventures, sa puissance renaissante : elle sera ainsi moins libre de ses armes et de sa diplomatie, il le calcule, et c'est encore pour la France un moyen d'affaiblissement; or le génie de M. Jules Ferry n'a que trop naïvement aidé, dans ce calcul, le génie de M. de Bismarck...

La seconde vérité, c'est que l'expédition du Tonkin, avec ses alternatives, avec son inconnu, avec ses nécessités nouvelles qui semblent comme se graduer en s'aggravant de période en période, a mis non seulement M. Jules Ferry à la discrétion de M. de Bismarck, mais la France à la discrétion de l'Allemagne, sur le continent. Chose curieuse! tous les trois ou quatre mois, un accident, un malheur, provoque là-bas l'ambition de M. Jules Ferry : c'est une autre injure à venger, une autre garantie à saisir; il faut établir un jour son protectorat à Hué, un jour dans le Cambodge; il faut, après le désastre de Bac-Lé, marcher sur Lang-Son et par-delà, jusqu'à la frontière indéterminée de la Chine; on est assiégé dans le Delta, on en sortira pour conquérir entièrement le Tonkin; parce qu'on n'a pu prendre Tamsui, on s'emparera de toute la partie septentrionale de Formose. Voilà comment l'expédition se prolonge, sans que M. Jules Ferry lui-même puisse savoir où ni en quel temps elle finira. La Chine résiste, diplomatiquement, militairement, quoi qu'en eût auguré M. Jules Ferry, et, pendant que la France s'isole en Europe, elle est isolée en Asie : personne ne l'assiste contre la Chine; au contraire. Les renforts

s'en vont après les renforts : il y aura, dans quelques semaines, plus de 20 000 de nos soldats sur les bords du fleuve Rouge et soixante de nos navires sont déjà dans les eaux du Tonkin et de la Chine... Ah! la leçon du Mexique! comme elle est oubliée de M. Jules Ferry, de ce même Jules Ferry qui a vu de si près, en 1871, sous les murs de Paris, la France abattue par M. de Bismarck! Avec quelle sérénité il contemple l'avenir! Comme il se sent assuré qu'en 1885 aucune occasion n'induira l'Allemagne ni aucun de nos voisins à profiter de la guerre qui retient au Tonkin nos drapeaux et qui gêne et restreint en Europe notre liberté diplomatique!... Cependant M. Jules Ferry a pu expérimenter, à la conférence de Berlin, ce que vaut l'amitié olympienne de M. de Bismarck, avec ses négligences superbes, et combien il serait bon à la France d'avoir aujourd'hui toute sa possession d'elle-même, une volonté maîtresse du lendemain, la réelle disposition de toutes ses ressources et l'allure franche. Cette conférence de Berlin n'aura eu que des avantages ou des promesses pour tout le monde au Congo, sauf pour la France. L'habileté de M. Jules Ferry n'a été que déçue, quasi dupée, dans ces arrangements coloniaux où il avait tant compté sur les tout-puissants offices de M. de Bismarck. Est-ce que cet avertissement ne lui servira de rien? L'année 1885 le verra-t-elle commettre une faute plus grande encore que toutes celles-là? Le verra-t-elle seconder à l'aveugle le dessein astucieux de M. de Bismarck, dans ces affaires d'Égypte où la France aurait à braver l'inimitié de l'Angleterre?

Ces instructifs souvenirs de 1884 devraient être, le 25 janvier, dans les esprits des électeurs sénatoriaux. Ce ne serait pas en vain qu'ils se seraient posé les questions que laisse après soi cette histoire d'une année dont il n'est que temps de détourner les tristes présages et d'arrêter les dangereux essais. La politique extérieure aussi bien qu'intérieure de M. Jules Ferry serait jugée. Les électeurs décideraient que jamais le sévère contrôle dont cette politique a besoin n'a été plus nécessaire dans le Sénat. Ils ne se contenteraient pas d'y ramener, avec un empressement viril et parmi des acclamations vengeresses, les conservateurs perspicaces, courageux, fidèles, qui ont dénoncé du haut de la tribune ou combattu par leurs votes la politique toujours plus radicale, toujours plus coûteuse et plus aventureuse, de M. Jules Ferry et de ses devanciers, sous cette présidence fainéante de M. Jules Grévy. Ils renverraient les violents et même les prétendus modérés qui, les uns par leurs fureurs, les autres par la connivence de leur pusillanimité, ont mis en train, activé ou facilité tout le mal d'une telle

politique. Le 25 janvier serait une de ces journées tardivement triomphales où l'honnêteté de la France, son bon sens et sa justice reprennent tous leurs droits. Avouons-le : nous n'en avons pas l'entière espérance. La loi nouvelle fournit à M. Jules Ferry un instrument si commode et si bassement efficace, pour machiner à son aise cette élection ! M. Waldeck-Rousseau a si bien enhardi ses agents à toutes les pratiques électorales de l'ostracisme, à toutes les manœuvres de la corruption ou de l'intimidation, depuis Caen ou Évreux jusqu'à Verdun, depuis Arras ou Angers jusqu'à Bergerac ! Il y a tant de passions lâches, tant d'intérêts de secte ou de personnes, pour cacher aux délégués les vérités de 1884 et des années précédentes ! Il y a même chez beaucoup d'entre eux une ignorance si sourde à ces vérités ! Néanmoins nous pouvons le prédire : le gouvernement aura plus d'une surprise fâcheuse dans l'élection du 25 janvier. Il ne vaincra pas nos amis, partout où déjà ses agents s'en targuent, et ceux mêmes qu'il se félicitera d'avoir vaincus ne tarderont pas à se relever pour une autre lutte qui sera une victoire : ce ne sera pas la première fois que le suffrage universel leur aura fait cet honneur et qu'il aura témoigné que son amour de la République ne saurait prévaloir sur son amour de la France.

Dieu nous garde de prophétiser présomptueusement aussi bien que de nous complaire à des prédictions qui annonceraient à notre chère patrie plus de calamités que, dans un état si précaire, elle n'en supporterait sans fléchir et sans s'abîmer sous la catastrophe ! Non, même notre haine de cette coupable république ne saurait nous inspirer des souhaits qui seraient néfastes à la France. Il est cependant certain, pour quiconque passe seulement en revue les actes électoraux et parlementaires qu'on attend à telle ou telle date de l'année 1885, que ce sera une année d'incertitude, d'agitation et de trouble, où quelque chose de définitif pourra se préparer. Tenons-nous prêts nous-mêmes à tous ces événements, nous conservateurs, que les méfaits et les erreurs de la République unissent de plus en plus dans la pensée du salut commun. L'année 1884 a désabusé bien des républicains ; l'année 1885 commence avec les aveux significatifs de M. Dugué de la Fauconnerie et de M. Germain, l'un qui revient vers nous désespéré par la politique du parti républicain, l'autre qui s'éloigne des républicains en désespérant du principe de leur gouvernement comme de leur politique. Tenons-nous donc prêts aussi, prêts d'abord, nous autres monarchistes, qui avons foi dans le principe de notre gouvernement préféré comme dans le plus raisonnable et le plus fort sur lequel la France, telle que l'ont faite son tempérament et sa situation,

puisse fonder ses destinées. Les élections de 1885 nous permettront de le dire à la France autrement que ces rares élections de 1884 où, çà et là pourtant, nos candidatures ont déjà si heureusement éprouvé la faveur du pays. Tournons de plus en plus, pour ce temps d'élections et pour le moment d'alarmes où la nation sera profondément fatiguée et dégoûtée de la République, tournons l'attention de la France vers la Monarchie et vers Monsieur le comte de Paris, qui la représente aussi dignement devant l'avenir qu'au nom du passé.

Auguste Boucher.

L'un des gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS, 18, RUE DES FOSSÉS SAINT-JACQUES.

FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE

FRÉDÉRIC II ET LOUIS XV

Par M. le duc DE BROGLIE [1].

I

De toutes les histoires que nous croyons connaître le mieux, c'est celle du dix-huitième siècle, par cette raison qu'elle nous touche de plus près, et c'est précisément celle que nous connaissons le moins dans ses causes secrètes, sinon dans ses résultats. D'où vient cette singularité qui, à première vue, semble assez étrange? C'est que les archives de l'Europe, pour ce qui intéresse cette époque, ont été à peine explorées et que, de plus, au siècle de Voltaire, il s'est produit un fait analogue à celui qui se manifesta, au temps des guerres de religion, aussi bien chez les chroniqueurs catholiques que chez les chroniqueurs protestants. Au milieu des violentes controverses suscitées par le mouvement philosophique du siècle dernier, il n'y eut pas plus d'impartialité et de respect pour la vérité historique parmi les encyclopédistes et les partisans de l'ancien régime, que l'on n'en vit autrefois parmi les huguenots et les ligueurs. De part et d'autre, aux deux époques, même mauvaise foi, même acharnement à dénaturer les mêmes faits et à les traduire soit en pamphlets, soit en apologies. Les diverses histoires du dix-huitième siècle, même celles écrites de nos jours [2], — car nous sommes plus ou moins les héritiers des opinions contraires soulevées par nos aïeux, — ces histoires ont

[1] 4 vol. in-8°, chez Calmann Lévy, éditeur.

[2] Parmi les historiens de notre temps, qui, sans avoir consulté les archives, ont su s'affranchir de tout esprit de parti, on peut citer, entre autres, M. Dareste, l'auteur d'une excellente *Histoire de France,* publiée chez Plon.

presque toutes été écrites par des hommes de parti, qui, en se plaçant aux points de vue les plus opposés, ont interprété au gré, de leurs idées et de leurs passions, les événements et les caractères des principaux acteurs appelés à jouer un rôle sur la scène. Combien de leurs erreurs et de leurs faux jugements n'ont-ils pas été transmis d'historien en historien, avec la plus naïve confiance, parfois même avec un aveuglement dépourvu de tout patriotisme. Aujourd'hui, éclairés enfin par nos récents malheurs, comment, même dans les camps les plus adverses, accepter de sang-froid et sans indignation les apothéoses du grand Frédéric par des philosophes et des littérateurs français, ainsi que les félicitations sans pudeur que lui prodiguait Voltaire le lendemain de notre désastre de Rossbach? Un peu moins ébloui et moins candide que les hommes de son siècle, Joseph de Maistre protestait un des premiers contre ce concert de louanges, en disant que « Frédéric n'était pas un grand homme, mais un grand Prussien »; et c'est peut-être encore en pensant à ce personnage, présenté de son temps sous de si fausses couleurs, qu'il écrivait que « l'histoire faite au siècle dernier n'a été qu'une longue conspiration contre la vérité. » Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on peut affirmer, avec M. le duc de Broglie, « que nous n'avons pas encore d'histoire proprement dite du dix-huitième siècle; que ce qui porte ce nom n'est qu'une œuvre de l'esprit de parti, lequel se reconnaît toujours à ce trait caractéristique : une crédulité aveugle qui admet les soupçons les moins fondés dès qu'il en peut tirer parti, et conteste l'évidence dès qu'elle le gêne.

Ce n'est donc point uniquement avec les productions systématiques des historiens du temps ni avec les Mémoires des principaux acteurs mêlés à la vie politique d'alors, que l'on pourra reconstruire une histoire vraie, impartiale, tout à fait désintéressée, du dix-huitième siècle. Cette histoire ne pourra être reconstituée et éclairée d'une lumière définitive qu'à deux conditions : c'est que les trésors qui sont enfouis encore dans les principales archives de l'Europe auront été explorées de fond en comble, et qu'il se rencontrera enfin un homme tel que M. le duc de Broglie, armé d'une critique puissante, d'une intelligence supérieure, et qui n'aura d'autre passion que celle de la vérité. Déjà l'illustre historien, par le succès éclatant qu'a obtenu la publication de quelques grands chapitres de cette histoire, nous a fait présager ce que nous sommes en droit d'espérer de lui. Jamais historien ne fut mieux favorisé que lui par un heureux concours de circonstances. Depuis quelques années, il a paru à Vienne et à Berlin trois ouvrages de caractères fort différents, mais d'un intérêt capital pour notre histoire sous

le règne de Louis XV, si malheureusement mêlée à celle de l'Allemagne. Nous voulons parler de l'*Histoire de Marie-Thérèse*, par M. d'Arneth[1]; de l'*Histoire de la politique prussienne*, par M. Droysen[2]; et de la *Correspondance politique de Frédéric II*, qui, malheureusement, ne comprend encore que les quatre premières années de son règne[3]. Il va presque sans dire que chacun de ces deux historiens plaide *pro domo sua*, et que chacun a son héros favori qu'il présente à sa façon. M. Droysen, pour qui les archives de Berlin n'ont pas eu de secret, s'est attaché à glorifier la mémoire du plus dangereux ennemi de Marie-Thérèse, tandis que M. d'Arneth, avec une piété toute filiale, a fait constamment l'apologie de l'illustre princesse, aïeule de ses souverains. Malgré la conscience de ces deux historiens, qui ont puisé directement aux sources et qui ne s'avancent que preuves en main, il est facile de s'apercevoir des nombreuses divergences d'opinions et des contradictions où les entraînent leur nationalité différente et leurs préoccupations dynastiques. Il est juste d'ajouter que l'un et l'autre ont très loyalement fourni eux-mêmes tous les moyens de les contrôler, en insérant à la suite de leurs récits de nombreux documents originaux. Mais une publication d'un prix inestimable et qui amoindrit singulièrement le héros de M. Droysen, sinon au point de vue politique, du moins au point de vue moral, est celle des premières années de la correspondance de Frédéric, avec ses notes de cabinet les plus confidentielles. Le vrai Frédéric y apparaît tout entier tel qu'il fut, et sans le moindre déguisement. Ce n'est plus le Frédéric qui a si habilement tenté de donner le change sur son compte dans l'*Histoire de mon temps*, celui que les philosophes et les hommes de lettres du dix-huitième siècle nous ont représenté comme un autre Marc Aurèle, et que Voltaire, aux heures où il était enivré par les compliments de ce grand moqueur, a presque mis au rang des dieux. C'est un Frédéric dans le plus complet déshabillé, qui, sans le moindre embarras, pose son masque devant ses confidents intimes et qui leur dévoile et leur dicte ses plus noires perfidies avec un cynisme sans pareil. A chaque page, on le saisit en flagrant délit de fourberie. Il parle de sa propre personne avec une telle liberté de langage que ses plus ardents ennemis, ses plus sévères censeurs, n'auraient jamais osé le traiter de la sorte. En un mot, le prince qui, dans sa jeunesse, avait essayé de réfuter Machiavel dans un fameux écrit, — que

[1] Vienne, 1868-1879, 10 volumes.
[2] *Frédéric le Grand*, cinquième partie de l'ouvrage. Leipzig, 1874-1881.
[3] Berlin, 1878-1881. 4 vol. in-4°.

Voltaire, avec une candeur surprenante, admirait de fort bonne foi, annotait de son mieux comme s'il s'agissait d'un chef-d'œuvre et s'empressait de publier à la Haye, — ce prince semble n'avoir eu d'autre souci dans sa correspondance, de même que dans la plupart de ses actes politiques, que d'être, au dix-huitième siècle, la plus haute expression du génie de Machiavel [1]. Ces lettres de Frédéric, bien qu'elles ne comprennent que les quatre premières années de son règne, suffisent cependant pour que l'on puisse pénétrer l'homme à fond et présager ce qu'il sera plus tard. L'histoire de ces années offre d'ailleurs un intérêt exceptionnel. On y assiste en effet aux débuts de Frédéric, à l'irrésistible impulsion qu'il donne à cette puissance formidable qui, depuis lors, n'a cessé de s'agrandir successivement aux dépens de ses voisins, l'Autriche et la Pologne; qui étreint aujourd'hui dans ses serres deux de nos plus belles provinces; qui absorbera demain la Hollande et qui menace la plupart des grands et des petits États de l'Europe continentale. Et ces premières armes de Frédéric contre Marie-Thérèse, comme le dit si bien M. le duc de Broglie, n'est-ce pas le prélude du grand drame dont nous avons vu le double dénouement à Sadowa et à Sedan, et qui semble ouvrir la série de drames encore plus redoutables pour l'avenir? Hier, comme aujourd'hui, ne sont-ce pas les mêmes nations qui paraissent sur la scène et qui sont entrées en lutte : la France, la Prusse, l'Autriche? C'est ce curieux rapprochement entre le passé et le présent, qui a suggéré à M. le duc de Broglie l'ingénieuse pensée d'écrire l'histoire de ces quatre années vraiment caractéristiques, s'étendant de 1741 à 1744, depuis l'invasion de la Silésie jusqu'à la veille de Fontenoy. Mais un esprit tel que le sien ne pouvait se contenter de placer sous nos yeux le résultat des découvertes faites à Berlin, à Vienne et à Saint-Pétersbourg. M. de Broglie a voulu les compléter et les contrôler par des documents français, ensevelis jusqu'à présent dans les précieux dépôts de nos ministères de la guerre et des affaires étrangères; il a voulu dire le dernier mot sur tant de questions débattues, et il a produit une œuvre originale de la plus rare perfection. A l'aide des correspondances et des rapports de nos agents politiques et militaires, dans lesquels sont mis à jour les plus secrets ressorts de la politique du temps, l'auteur, avec une science, une critique et une autorité hors de pair, a pu juger d'une manière définitive les débats contradictoires soulevés entre les récents historiens de la Prusse et de l'Autriche, et prononcer

[1] *Examen du* Prince *de Machiavel, avec des notes historiques et politiques,* 1741. 1 vol. in-8°.

sur ces questions, ainsi que sur toutes celles qu'il a étudiées dans son œuvre, des sentences sans appel[1].

Le gouvernement de Louis XV ayant été tour à tour l'allié et l'ennemi de Frédéric et de Marie-Thérèse, nos agents diplomatiques ont été plus en état que personne d'étudier sur le vif, dans les deux camps, et les hommes et les choses. Écrites au jour le jour, leurs correspondances reflètent avec une grande justesse de coup d'œil et une singulière vivacité les événements qui se déroulent en leur présence. Elles respirent ce ton de bonne compagnie qui, depuis la chute de l'ancien régime, menaçait d'être perdu, si M. le duc de Broglie n'avait eu l'art d'en retrouver le secret et de le faire revivre. En insérant quelques fragments fort intéressants de ces dépêches et en cédant ainsi la parole aux principaux acteurs, l'habile écrivain a su ajouter encore au mouvement et au charme de ses récits.

II

Pour bien saisir d'abord toute l'importance politique de cette œuvre de premier ordre, essayons d'en faire ressortir la pensée dominante, en entrant dans quelques détails indispensables.

Malgré les lois constitutives de l'Empire, qui n'admettaient que les mâles à la couronne, l'empereur Charles VI, qui se voyait privé de postérité masculine, avait institué, par une *pragmatique*, sa fille Marie-Thérèse héritière de tous ses États. Afin que cet acte ne fût pas attaqué après sa mort, il s'était résigné aux plus grands sacrifices. C'est ainsi qu'il avait cédé la Lorraine à la France, Naples et la Sicile à l'Espagne, et que, pour gagner l'Angleterre et la Hollande, il avait supprimé la compagnie d'Ostende, rivale des compagnies anglaise et hollandaise pour le commerce des Indes. Moyennant ces concessions et quelques autres encore, il avait obtenu de la plupart des puissances européennes une reconnaissance solennelle de sa pragmatique. Mais à peine eut-il fermé les yeux (1740), que de nombreux prétendants réclamèrent les uns la totalité, les autres des lambeaux de son héritage. En première ligne se trouvaient l'électeur de Bavière, descendant d'une fille de Ferdinand Ier; le roi d'Espagne, qui, par les femmes, était l'un des arrière-petits-fils de Charles-Quint; et l'électeur de Saxe, gendre de l'empereur Joseph Ier. Le roi de Sardaigne se bornait à

[1] Parmi les grands travaux de notre temps, puisés dans nos archives, je me fais un plaisir et un devoir de citer, en première ligne, l'excellente *Histoire de Louvois*, par M. Camille Roussel, l'une des œuvres les plus remarquables du siècle, et qui a dû exiger un travail énorme.

élever des prétentions sur le duché de Milan ; quant à Frédéric II, nouvellement monté sur le trône de Prusse, il réclamait quatre duchés dans la Silésie, autrefois confisqués sur ses aïeux. On sait comment ce prince, en profitant, avec autant d'habileté que de perfidie, de l'extrême faiblesse de Marie-Thérèse, s'empara à main armée et sans déclaration de guerre de toute cette province, et comment il l'annexa pour jamais à la Prusse.

M. le duc de Broglie se demande quel aurait dû être, à cette heure décisive, le rôle de la France, et il résout la question en véritable homme d'Etat. Suivant lui, tout en restant fidèle aux engagements qu'il avait pris de faire respecter le nouvel ordre de succession inauguré par la pragmatique, Louis XV pouvait fort bien, sans blesser les lois de l'honneur, exiger de Marie-Thérèse une cession territoriale en échange des services qu'il serait appelé à lui rendre. « Ce jour-là, dit M. de Broglie, personne ne pouvait trouver mauvais qu'avant de se mettre en frais et en campagne, il stipulât en faveur de ses peuples une compensation proportionnée aux sacrifices qu'il leur aurait imposés et aux périls qu'il leur aurait fait courir pour la défense de la cause impériale. » En 1738, le cardinal de Fleury, en laissant toute liberté à Marie-Thérèse pour le choix d'un époux, avait exigé la cession de la Lorraine, qui rectifiait notre frontière de l'est jusqu'à la forte barrière des Vosges. Le lendemain de la mort de l'empereur Charles VI, ne pouvait-il pas demander plus encore? En favorisant l'élévation à la dignité impériale de l'époux de Marie-Thérèse, il n'eût tenu qu'à lui d'obtenir l'abandon d'une partie « des Pays-Bas ou du Luxembourg, qui aurait reculé notre frontière septentrionale en la rapprochant du Rhin. » Et M. le duc de Broglie démontre plus loin que cette princesse eût consenti sans trop de peine « à un sacrifice même assez étendu de cette nature. » Nous osons même croire que si un Richelieu eût été alors premier ministre à la place d'un Fleury, il eût réclamé et obtenu la cession des huit provinces des Pays-Bas, qui avaient été démembrées de la succession d'Espagne et adjugées à l'Autriche par le traité de Rastadt (1714).

Comme cette question de la plus haute importance a été particulièrement mise en lumière avec une sagacité rare par M. le duc de Broglie, et que l'opinion qu'il émet est le point culminant de ses deux ouvrages, peut-être ne sera-t-il pas hors de propos de rappeler à quel point cette question capitale était, surtout depuis plus d'un siècle, dans les traditions politiques de la France. On peut même dire qu'il n'en est aucune qui ait plus vivement préoccupé nos hommes d'État, principalement depuis Richelieu. « Jusqu'où

allait la Gaule, disait le grand cardinal, jusque-là doit aller la France. » « Je ne comprends pas, disait-il encore, en faisant allusion à la Flandre française, que des gens qui parlent français ne soient pas Français. » Au milieu de ses vastes entreprises, souvent il porta son attention sur les Pays-Bas; souvent même il les fit envahir par ses armées, mais obligé de combattre sur tant de points différents, de toutes les conquêtes qu'il y fit, il ne put conserver que l'Artois.

Mazarin, lui aussi, était si pénétré des pensées de son prédécesseur sur ce point important, que, dès 1646, il écrivait ces lignes significatives : « Si la France doit appréhender quelque chose de la maison d'Autriche, ce ne peut être que du côté de Flandre et de celui d'Allemagne, tant pour l'union que peuvent faire de leurs forces ces deux pays, qui sont contigus, que, parce que, quelques avantages que nous ayons sur eux, un seul bon succès qu'ils remportent, soit par combat gagné ou autrement, peut mettre aussitôt la même épouvante dans Paris, qu'il s'est vu en la prise de Corbie et en la perte de la bataille d'Hennecourt. » « L'acquisition des Pays-Bas, poursuivait-il, forme à la ville de Paris un boulevard inexpugnable, et ce serait alors véritablement que l'on pourrait l'appeler le cœur de la France et qu'il serait placé dans l'endroit le plus sûr du royaume[1]. »

Comment se fait-il qu'après avoir prouvé lui-même d'une façon si lumineuse la nécessité d'une telle annexion, Mazarin se soit montré si peu empressé de la réaliser au moment où il pouvait parler en maître, à la veille du traité des Pyrénées? Au lieu de profiter de ce moment unique où l'Espagne était pour ainsi dire anéantie, afin d'obtenir la cession des Pays-Bas jusqu'aux frontières de la Hollande, il se contenta de celle de l'Artois, reconquis précédemment sur nous par les Espagnols, et d'une partie du Luxembourg et du Hainaut. Une autre combinaison que celle de la cession pure et simple de ces provinces n'avait pu manquer de s'offrir à un esprit tel que le sien. Pourquoi, au lieu de la dot fort problématique des 500 000 écus d'or promise par l'Espagne et qui ne put jamais être payée, n'exigea-t-il pas en échange ces mêmes Pays-Bas? Quelques esprits clairvoyants, Turenne entre autres, eurent conscience de cette faute capitale commise par Mazarin. On s'est demandé pour quel motif le cardinal laissa cette lacune dans son traité des Pyrénées, glorieux et dernier monument de sa carrière diplomatique? Il est à peu près hors de doute que ce fut la crainte de blesser Anne d'Autriche, qui ne mettait pas moins de

[1] *Histoire de la succession d'Espagne*, par M. Mignet.

passion à défendre les fleurons de la couronne de son frère qu'à marier le roi son fils avec l'infante. Ce fut à ce misérable intérêt de famille que Mazarin, cette unique fois, sacrifia ses conceptions vraiment françaises. Il était loin de se douter que lui-même préparait ainsi ces guerres désastreuses qu'entreprit plus tard Louis XIV pour s'emparer des mêmes provinces, sous prétexte de non-payement de la dot de Marie-Thérèse. Une cession des Pays-Bas par l'Espagne nous en eût assuré probablement pour jamais la possession, tandis que, par le traité des Pyrénées, Mazarin ne légua à Louis XIV que des droits fort discutables sur ces mêmes provinces.

Quels étaient ces droits? D'après un article de ce traité, Mazarin avait fait en sorte que les renonciations de l'infante à la succession d'Espagne fussent *légalement* nulles par suite du non-payement de la dot. C'était réserver pour l'avenir un prétexte aux prétentions de la maison de France. Philippe IV, mort en 1665, ne laissait que Marie-Thérèse, née d'un premier lit, et un fils de quatre ans, Charles II, né d'un second lit. Or, d'après les usages des Pays-Bas, l'héritage paternel était dévolu aux enfants (filles ou garçons) d'un premier mariage, à l'exclusion de ceux issus d'un second. Lorsque Louis XIV réclama ces provinces au nom de sa femme, la cour d'Espagne soutint que ce droit de dévolution n'était qu'une coutume de droit civil, qui ne pouvait s'étendre à la transmission d'un royaume, et que, de plus, l'infante avait, en se mariant, renoncé à tous les États du roi son père. De son côté, la cour de France alléguait que les renonciations étaient nulles par deux raisons assez plausibles, c'est que l'infante était mineure au moment de ses renonciations et que la dot n'avait pas été payée. Elle prétendait de plus, par une distinction assez subtile, que les Pays-Bas, étant plutôt le patrimoine de la maison d'Espagne qu'une possession de la couronne, devaient être soumis, de même que les domaines des particuliers, au droit de dévolution.

Comme on ne put s'entendre, Louis XIV résolut de faire valoir ses droits par la force. En moins de trois mois, avec une armée de 50 000 hommes, sous les ordres de Turenne, il s'emparait d'une grande partie des Pays-Bas (1667). Effrayée d'un tel voisinage, la Hollande forma, avec l'Angleterre et la Suède, la triple alliance de la Haye; mais comme aucune de ces puissances n'était prête à soutenir la lutte, si Louis XIV, d'après les conseils de Turenne et de Condé, eût entrepris une nouvelle campagne, il se fût très probablement rendu maître, et peut-être pour toujours, de tous les Pays-Bas. Il préféra signer le traité d'Aix-la-Chapelle (1668), qui ne lui laissait que les villes de

Flandre conquises l'année précédente. Une autre occasion excellente se présenta de nouveau à lui de faire cette conquête, et il la laissa encore échapper. Ce fut après les victoires de Fleurus, de Steinkerque et de Nerwinden, par Luxembourg, l'illustre héritier de Condé et de Turenne.

A partir de ce jour, la fortune lui fut presque toujours contraire, mais, jusqu'à la fin de son règne, il n'en persista pas moins à poursuivre la conquête des Pays-Bas, afin d'étendre et de fortifier nos frontières au nord-est, le point le plus vulnérable, afin de mettre Paris à l'abri d'une invasion. Épuisé par de nouvelles luttes, contraint par le traité de Ryswick de restituer la Lorraine, qu'il occupait à main armée depuis soixante ans; de livrer aux Hollandais toutes les villes de Flandre, qu'il avait conquises, il profita de l'avènement de son petit-fils, Philippe V, au trône d'Espagne, pour diriger obstinément toutes ses forces au nord-est, et il parvint à chasser les Hollandais de toutes les places qu'il leur avait livrées.

On sait comment cette nouvelle expédition provoqua contre lui la troisième coalition de la Haye, entre la Hollande, l'Angleterre, l'Autriche et l'Empire, et comment, sans alliés et avec des généraux incapables, il soutint encore la lutte, pendant neuf ans, contre Marlborough et le prince Eugène. Presque anéanti par les défaites successives de Ramillies, d'Oudenarde et de Malplaquet, au moment où, Landrecies tombé, il ne reste plus de place forte entre l'ennemi et Paris, à la veille de voir Eugène en marche sur la capitale, Louis, avec une héroïque constance, déclare à Villars, qu'il « compte aller à Péronne ou à Saint-Quentin y ramasser tout ce qu'il aura de troupes, pour faire un dernier effort avec lui et périr ensemble ou sauver l'État ». Mais Villars n'attend pas cette extrémité; par une manœuvre des plus hardies et des plus habiles, il gagne sur le prince Eugène la bataille de Denain : nos frontières sont en sûreté, la France est sauvée.

Louis obtient, par les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade, qu'on lui laisse ses principales conquêtes : la Franche-Comté, l'Alsace et Strasbourg, le Roussillon. Mais au nord, il ne lui reste plus que l'Artois et une partie de la Flandre française, avec Lille, Sarrelouis et Landau.

La Hollande et l'Angleterre sont trop intéressées à ce qu'il ne s'avance pas plus loin. Pour contenir ce voisin si remuant et si dangereux, il leur importe que les huit provinces des Pays-Bas, qui appartiennent au petit-fils de Louis XIV, passent aux mains d'une puissance assez intéressée et assez forte pour ne pas les laisser envahir. En conséquence, le Hainaut, Namur, le Brabant méridional, le Limbourg et le Luxembourg, Anvers et Malines sont

démembrés de la succession d'Espagne et assignés à la maison d'Autriche, qui les gardera jusqu'à la révolution française.

Que les lecteurs nous pardonnent la longueur de cette digression. Elle nous a paru nécessaire pour mieux faire ressortir toute la portée de l'opinion vraiment lumineuse et patriotique de M. de Broglie sur ce point capital. Ce projet de s'emparer des Pays-Bas ne se fit jour dans l'esprit des ministres de Louis XV que lorsqu'il n'était plus temps de le réaliser. « Rien n'eût été si aisé, dit le duc de Broglie, qui n'a pas perdu de vue, — nous sommes heureux de le constater, — la grande pensée de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV, rien n'eût été si aisé, à la mort de l'empereur Charles VI, que d'obtenir de sa fille Marie-Thérèse, par la cession de tout ou partie des Pays-Bas, une extension de territoire, qui eût fortifié et peut-être affermi pour jamais la défense de notre frontière du nord. » Les Pays-Bas étant fort éloignés de l'Autriche, il paraît évident que Marie-Thérèse eût bien plus facilement consenti à leur cession qu'à celle de la Silésie. Ce qui ne l'est pas moins, c'est que les habitants de ces provinces, qui, pendant tant de siècles, avaient vécu sous le joug étranger, se seraient accommodés fort aisément de la domination de la France, dont le voisinage eût donné un immense débouché à leurs diverses industries.

« A cet avantage de fait, certain et tangible, poursuit M. le duc de Broglie, la France préféra l'idée de rétablir l'Empire germanique dans sa conception primitive, c'est-à-dire affranchi de la prépondérance et de l'hérédité autrichiennes... » « La cause principale et la seule excuse de cette erreur coupable dont les conséquences durent encore, ce fut l'influence exercée par le souvenir de cette longue lutte qui était engagée depuis des siècles entre les maisons de France et d'Autriche. »

L'abaissement de la maison d'Autriche avait été la pensée constante de nos plus grands politiques, depuis François Ier jusqu'à Louis XIV. A force de génie, de persévérance, de sang versé sur les champs de bataille, ils avaient presque réalisé en entier ce grand dessein. Les événements y avaient contribué comme les victoires. La branche autrichienne qui avait occupé le trône d'Espagne s'était éteinte, et c'était un prince de la maison de Bourbon qui lui avait succédé. La Franche-Comté avait été conquise sans retour. L'Alsace et Strasbourg ne regrettaient nullement leurs anciens maîtres. La Lorraine nous avait été récemment cédée. Ainsi était brisée en plusieurs morceaux, sauf du côté des Pays-Bas, la ceinture de fer, qui avait, pendant plus de deux siècles, étreint la France. Maîtresse chez elle, entourée de solides fron-

tières, elle n'avait donc plus rien à redouter de la maison d'Autriche. Mais les haines, qui avaient si longtemps duré contre cette puissance dans le cœur des Français, subsistaient encore dans toute leur violence, alors même que les causes de ces haines n'existaient plus. Il ne pouvait entrer dans l'esprit de personne, depuis les plus grands jusqu'aux plus petits, que la politique suivie jusque-là par tant de grands hommes ne fût pas la meilleure, la seule nationale, la seule bonne, la seule vraie. Rompre avec cette glorieuse tradition dans laquelle on avait été nourri pendant deux siècles, « c'eût été une tentative difficile à faire admettre et même comprendre [1] ». Et pourtant n'eût-il pas été digne d'un roi de France et de ses ministres d'oser braver l'opinion dans l'intérêt du royaume, et de se dire que l'ancienne politique traditionnelle, ayant atteint son but, avait fait son temps, et que le moment était venu d'en adopter une nouvelle? Par malheur, il arrive trop souvent que l'opinion ne marche qu'en aveugle, à contre-sens même de ses intérêts, sans autre guide que ses passions, et que, plus aveugles encore, les gouvernements sont entraînés, parfois malgré eux, à la remorque de l'opinion. C'est ce qui arriva à celui de Louis XV.

Et pourtant il ne restait qu'une politique à suivre, la seule qui pût convenir à notre honneur et à nos intérêts. C'était de tendre résolument la main à une jeune princesse, dont l'honnêteté et la reconnaissance ne pouvaient faire l'ombre d'un doute. C'était de la protéger à main armée contre les agressions de son perfide voisin. Louis XV, en adhérant à la pragmatique, avait accepté le rôle de tuteur de la princesse; son premier devoir était de ne pas l'abandonner et de tenir ses engagements. En retour d'un tel service, comment douter que Marie-Thérèse ne nous eût volontiers abandonné des possessions lointaines, de peu de prix pour elle, et qui eussent complété la défense et l'unité de notre territoire national? Une telle perspective s'offrit sans doute, aux premiers moments, à l'esprit de Louis XV et du vieux cardinal de Fleury, ainsi que le suppose fort justement M. le duc de Broglie; mais partisans, l'un et l'autre, d'une politique expectante, autant par goût que par leur inertie naturelle, ils attendaient l'occasion de profiter des événements, tout en favorisant par leurs indécisions l'audacieuse ambition de Frédéric.

Plus tard, lors de la maladie du roi, Louis XV permit à Frédéric de s'étendre en Bohême, mais à la condition que ce prince ne ferait aucune difficulté sur l'accroissement proportionnel que la France prétendait, cette fois, obtenir dans les Pays-Bas [2]. Depuis, cette

[1] *Frédéric II et Marie-Thérèse.*
[2] *Ibid.*

politique nationale fut abandonnée, au moment même où il était le plus facile de la faire triompher. Louis XV, qui s'était emparé de tous les Pays-Bas jusqu'à la Hollande, ne jugea pas même à propos d'en garder deux ou trois villes, et, dans le traité d'Aix-la-Chapelle, cédant à un sentiment par trop chevaleresque, il ne stipula de cessions territoriales qu'en faveur de ses alliés.

« Hors de là, il ne restait plus qu'un parti à prendre, dit M. de Broglie : c'était de violer tous ses engagements, sans provocation comme sans prétexte, et de se jeter dans les hasards d'une agression continentale, à la veille d'une guerre maritime déjà presque allumée, le tout pour l'honneur d'un prétendant sans troupes, comme l'électeur de Bavière, et en compagnie d'un allié sans foi, comme l'envahisseur de la Silésie. Cette conduite avait la singulière fortune de réunir tous les torts à tous les périls et l'imprudence à la déloyauté. Ce fut pourtant ce parti que, avec réflexion, la politique française embrassa. »

Comment la cour fut-elle entraînée à commettre cette faute énorme, dont les conséquences désastreuses menacent encore le sort de la France?

Ce qu'il y eut d'étrange, c'est que ce fut un homme sans aucun passé politique, sans aucune influence dans les affaires, sans aucun accès auprès du roi, sans aucun pouvoir sur l'esprit du cardinal de Fleury, qui eut l'art et la puissance de faire adopter aveuglément cette entreprise [1]. Cet homme était le comte de Belle-Isle, l'une des figures les plus originales de son siècle, qui en comptait si peu. Jamais on ne vit d'exemple plus frappant que dans sa personne de l'influence qu'exerce parfois l'atavisme. Il avait pour aïeul Nicolas Fouquet, si célèbre par ses prospérités et par ses malheurs, et il semblait avoir hérité de ses plus brillantes qualités ainsi que de ses plus graves défauts. Comme lui, aimable et séduisant, généreux jusqu'à la prodigalité, d'une ambition démesurée, magicien plein de prestige, d'un génie vaste et embrassant trop de choses [2], hardi, aventureux, ayant, suivant l'expression de d'Argenson, plus d'idées que de jugement, plus de feu que de force, visant *au très grand*, et, d'après Frédéric, se livrant trop souvent à son imagination, Belle-Isle avait tout ce qu'il faut pour séduire, pour captiver les esprits et pour perdre les empires.

M. le duc de Broglie a tracé du personnage un grand portrait en pied, étudié à fond et sous toutes ses faces, d'une touche digne des grands maîtres, et qui nous le montre sans cesse en action

[1] *Précis du siècle de Louis XV,* par Voltaire.
[2] Sainte-Beuve, *Causeries du lundi,* t. V.

depuis sa jeunesse jusqu'à sa maturité, jusqu'au moment où la scène s'ouvre enfin à sa fiévreuse ambition. Le seul défaut que l'on pourrait reprocher à l'auteur, c'est d'avoir été trop indulgent pour cet homme qui fut si fatal à la France, de ne pas avoir assez accentué le blâme qu'il a mérité de son temps et devant l'histoire. Belle-Isle ayant eu de nombreux démêlés avec le maréchal de Broglie, il faut attribuer sans doute la trop grande réserve de l'auteur à un sentiment de délicatesse fort honorable. Il a craint, en exprimant trop hautement la vérité sur l'ennemi d'un de ses aïeux, de se constituer à la fois juge et partie. Il est vrai, pour qui sait lire entre les lignes, que ce blâme se laisse entrevoir à de certains moments, mais exprimé trop discrètement, il ne saurait suffire lorsqu'il s'agit d'un personnage qui n'a pas craint d'assumer sur sa tête toute la responsabilité de l'entreprise la plus insensée et la plus funeste qui fut jamais.

A part cette lacune, le portrait est une œuvre de premier ordre, digne de figurer au milieu de tout ce que nous possédons de plus parfait en ce genre dans notre littérature. Les principaux traits du modèle sont fixés en des pages impérissables. Essayons d'en rassembler quelques-uns des plus saillants.

M. de Broglie nous montre d'abord Belle-Isle, en tout semblable, dans sa jeunesse, aux victimes de la fatalité antique, longtemps accablé sous le poids de la lointaine disgrâce de son aïeul, jeté « par l'adversité hors des chemins battus », et nourrissant au fond de son cœur une ambition précoce, « allumée et irritée par le souvenir d'une grandeur déchue ». Le petit-fils de Fouquet, pendant de longues années, est repoussé loin de l'armée par l'invincible répugnance que son nom seul inspire à Louis XIV. A force de persévérance et grâce à l'appui des Lévis, ses aïeux maternels, il y pénètre enfin et gagne successivement tous ses grades, l'épée à la main, jusqu'à celui de brigadier; mais c'est à peine s'il est reçu à la cour. M[me] de Maintenon, qui le protège en secret, lui interdit sa porte, de peur de se compromettre, et il n'entre à Versailles qu'après la mort du grand roi. Il trouve le Régent de plus facile composition; à force d'audace, de souplesse, en déployant toutes les ressources d'esprit d'un parvenu, il reprend enfin son rang. Afin d'arriver au faîte, il ne rougit pas de se faire le protégé de l'indigne Dubois. « Il passe, dit Saint-Simon, par toutes les portes, les cochères aussi bien que les carrées et les rondes. » Il joue tous les rôles avec un bonheur égal. « Hardi comme un chevalier, courtisan accompli, il fait son chemin auprès des femmes par des manières noblement insinuantes » ; et on le voit, en même temps, « écrivain infatigable », se livrer à un travail de longue haleine « comme un

homme de bureau ». On surprend même en lui « quelques traits héréditaires du financier ». « Il passe en peu d'années, par d'heureuses spéculations, de la misère à l'opulence »; et comme si la destinée eût voulu compléter ses traits de ressemblance avec Nicolas Fouquet, à tort ou à raison, il est, comme lui, accusé de concussion et jeté à la Bastille; mais, plus heureux que son aïeul, il finit par en sortir, grâce à la protection des grandes dames qui s'intéressent à lui. « Bref, en véritable Fouquet, connaissant le prix de l'argent en fait de galanterie comme de politique, il joint l'art de l'acquérir au talent de le bien dépenser. » Il était bien de tous points « le digne héritier de l'hôte magnifique de Vaux, qui n'avait jamais trouvé de cruelles ».

Tel était l'homme singulier qui allait bientôt tenir dans ses mains la fortune de la France.

Lors de la dernière campagne, placé auprès du maréchal de Berwick, et appelé, après sa mort, à commander une division de l'armée du Rhin, il donne aussitôt libre carrière à son imagination. Il combine et prépare contre l'Allemagne le plan d'une attaque qui devait être poussé jusqu'en Bohême, et dont il avait même sollicité la direction, lorsque la paix vint suspendre ce projet. Depuis lors, nommé au gouvernement de Metz, il n'attendait qu'une heureuse occasion de reprendre ce dessein interrompu. De là il entretenait des relations avec l'électeur de Bavière, dont il était quelque peu parent par sa femme, Mlle de Béthune, qui, de même que la maison régnante de Munich, descendait d'un roi électif de Pologne. De cet électeur, Belle-Isle devait faire avant peu un empereur.

Cette occasion s'ouvrit à la mort de l'empereur Charles VI, le dernier descendant mâle de la maison d'Autriche. Dès le lendemain de ce grave événement, c'est à Bizy, la maison de campagne de Belle-Isle, que l'électeur de Bavière s'adressait pour se faire recommander à Versailles.

Belle-Isle, dont les grands desseins n'étaient ignorés de personne, était, pour ainsi dire, désigné et porté par l'opinion publique, qui le croyait seul capable de les accomplir. Tout dans son langage respirait la confiance, et cette confiance avait gagné tous les cœurs. « Il cherchait le grand en toutes choses, pour l'éclat autant que pour la réalité, mais pour la France autant que pour lui-même, mêlant toujours à son ambition privée ce qu'on appelait, dans le langage patriotique d'alors, la passion de la gloire du roi [1]. » Une jeunesse ardente, enthousiaste, fascinée jusqu'à

[1] *Frédéric II et Marie-Thérèse.*

l'égarement, brûlait de combattre sous ses ordres. Chaque jour l'entraînement devenait de plus en plus irrésistible. Jamais projet n'eut des apparences plus grandioses que celui de Belle-Isle, et, au fond, n'était plus chimérique et plus dangereux. « A la guerre qu'il méditait contre l'Autriche, il voulait donner un caractère purement chevaleresque » ; dénué de tout esprit politique et pratique, il disait « qu'il fallait commencer par proclamer le désintéressement absolu de la France et sa résolution de n'exiger pour elle-même aucun prix de ses efforts [1] ». Il avait la naïveté de croire que l'on préviendrait ainsi contre elle toute tentative de coalition. Il prétendait qu'il était avant tout de l'intérêt de la France de n'être entourée que de petits États, et que le meilleur moyen d'atteindre ce but était de démembrer l'Autriche au profit de quelques principautés allemandes, qui se feraient ainsi équilibre les unes aux autres. Il fit valoir les prétentions de l'électeur de Bavière à l'Empire, en se fondant sur les liens traditionnels qui existaient entre les deux pays, et sur le peu de puissance qu'aurait un empereur sans grandes possessions territoriales. C'est alors, suivant lui, que le roi de France aurait une souveraineté sans rivale en Europe. Désormais les coalitions qu'avait soulevées l'Autriche à son profit seraient moins fortes et moins menaçantes. L'Angleterre n'aurait plus en vue que l'empire des mers ; et la Russie était trop éloignée pour peser seule dans la balance.

Belle-Isle eut l'art de persuader que ces calculs étaient aussi simples que saisissants. S'il était besoin pour les faire réussir de recourir aux armes, il se flattait qu'il suffirait d'une seule campagne, et qu'en intéressant les voisins de Marie-Thérèse au partage de sa succession, cette princesse se trouverait trop heureuse de conserver le reste de ses États. Belle-Isle, qui savait à quoi s'en tenir sur l'extrême vanité du vieux cardinal de Fleury, ne manqua pas de lui insinuer qu'après avoir fait l'acquisition de la Lorraine, il aurait la gloire insigne d'anéantir la maison d'Autriche, dont le génie des Richelieu et des Mazarin n'avait pu obtenir que l'abaissement. « Et depuis ces deux grands ministres, ajoutait Belle-Isle, qu'est devenue l'influence française qu'ils avaient exercée en Allemagne ? C'est l'Angleterre et la Hollande qui s'en sont emparées. »

Fleury résista longtemps, invoqua les engagements pris par le roi de défendre la pragmatique, il versa d'abondantes larmes, et bien qu'il fût absolument contraire à cette entreprise, il n'eut ni le mérite de quitter le ministère, ni celui « de céder de bonne

[1] *Frédéric II et Marie-Thérèse.*

grâce ». Mais ayant la main forcée, il ne voulut s'exécuter qu'à demi, en essayant à la fois de ménager, ce qui était inconciliable, les intérêts de la reine de Hongrie et ceux de l'électeur de Bavière.

Dans l'espoir de gagner du temps et de se délivrer des obsessions de Belle-Isle, il l'avait nommé ambassadeur auprès de la diète de Francfort, sans se douter qu'en ouvrant ainsi la carrière au génie le plus remuant de son siècle, il allait se livrer à lui pieds et poings liés, et le suivre en aveugle jusqu'au précipice. Belle-Isle était sur le point de se mettre en route, lorsque arrive la nouvelle de l'entrée des Prussiens en Silésie, et une proposition d'alliance défensive avec Frédéric. « Fleury, dit Belle-Isle (dans ses Mémoires encore inédits, consultés par M. le duc de Broglie), Fleury était vraiment chagrin d'un événement qui le mettait dans la nécessité d'exécuter un projet médité depuis cent ans par ses prédécesseurs, et qu'ils eussent saisi avec autant d'empressement qu'il mettait de répugnance à en profiter. » Une cruelle expérience nous a montré qui des deux avait plus ou moins raison, du vieux cardinal qui ne voulait rien faire ou du brillant aventurier qui ne songeait qu'à pousser à outrance une politique hors de saison.

Ce prologue de la déclaration de guerre, étant le point le plus important du livre de M. de Broglie, vaut la peine qu'on s'y arrête un instant.

« Mon premier mouvement, dit sans détour le cardinal à son interlocuteur, *était de ne rien faire*, et je voulais que le roi fût simple spectateur de la scène qui va s'ouvrir en Allemagne. *Sa Majesté possède aujourd'hui la Lorraine. Elle ne veut point étendre ses frontières*, et il ne convient point du tout à l'état du royaume d'avoir une guerre qui peut être longue. Je n'ai point cessé de réfléchir depuis : j'ai discuté très amplement la matière avec les ministres seuls, et quelquefois avec eux en présence de Sa Majesté. *Ils n'ont point pensé comme moi, mais, sur leurs raisons, il a été unanimement décidé que nous ne devions jamais souffrir que la couronne impériale restât dans la maison d'Autriche, en la laissant donner au grand-duc, parce qu'en effet ce prince, en faisant revivre cette maison, y ajouterait sa haine et sa volonté déterminée d'entrer en Lorraine*... Mais, quoique cette résolution soit prise, je n'en suis que plus embarrassé... » Le cardinal insista sur le danger de l'expédition et d'une liaison avec un homme sans foi tel que le roi de Prusse, il invoqua de nouveau les engagements pris de défendre la pragmatique et supplia Belle-Isle d'aller soutenir à Francfort « une politique si mal définie ».

Belle-Isle se railla des scrupules du cardinal à l'égard de la

pragmatique; il défendit avec la dernière chaleur les droits de son protégé l'électeur de Bavière; il soutint que le titre d'empereur sans terre, tel que Fleury voulait seulement le lui faire obtenir, ne serait « qu'un vain ornement sur la tête d'un roitelet », et qu'un « empereur, sous peine d'être ridicule, devait être souverain pour tout de bon, avec des États et une armée proportionnés à son rang ». A quoi d'ailleurs servirait la neutralité? ajouta-t-il. « Vienne et Munich en voudraient également au roi, et ses ennemis, voyant qu'il n'est servi que par des *ministres indignes de ses ancêtres*, s'éloigneraient de lui pour se rapprocher de ses adversaires. » Abandonné à lui-même, le roi de Prusse ne manquerait pas de s'accommoder à nos dépens.

« — Vous dissipez mes scrupules, dit assez plaisamment le cardinal; mais que faire? »

Belle-Isle, sans hésiter, lui conseilla d'augmenter les troupes et de tendre résolument la main à Frédéric. Fleury ne voulait offrir que des subsides à l'électeur de Bavière pour mettre une armée sur pied : Belle-Isle, dans son impatience, osa lui reprocher de ne faire les choses qu'à demi. Le lendemain, il mettait sous les yeux du cardinal un plan de campagne où rien n'était oublié, armements, équipements, subsistances, fournitures de toute sorte. Fleury fut épouvanté de la prodigieuse activité de cet homme, qui, sans lui laisser de répit, le poussait dans ses derniers retranchements. « Mais à chaque exclamation, Belle-Isle répondait par ce refrain dédaigneux : « Aimez-vous mieux ne rien faire? alors, observez la « pragmatique et congédiez le roi de Prusse. » Et le cardinal baissait la tête avec un soupir, d'un air résigné. »

« La quantité de détails, dit Belle-Isle dans ses Mémoires inédits, dans lesquels il voyait qu'il fallait entrer, l'étonna, *et si j'ai quelque reproche à me faire*, c'est, en voyant alors combien un projet de cette élévation et de cette étendue était au-dessus de son génie et de son caractère, *de m'être chargé de l'exécuter*, et de ne pas prévoir que ce que j'obtiendrais, pour ainsi dire, par force et par ma présence, demeurerait sans exécution, ou ne le serait qu'en partie et toujours faiblement et après coup, comme l'expérience me l'a appris. Mais l'objet était si essentiel et si pressant, et intéressait si fort la gloire du roi et l'intérêt de l'État, *que je crus devoir passer par-dessus ces considérations*, qui m'étaient personnelles, *voyant que de tous les inconvénients le pire était de ne rien faire.* »

N'eût-il pas mieux valu cent fois rester dans l'inaction, comme le voulait le timide et octogénaire Fleury, que de se jeter follement tête baissée dans une telle entreprise, sans avoir la moindre

certitude de la mener à bonne fin? Belle-Isle, dans cette page, a prononcé sa propre condamnation.

« Pressé entre deux impatiences également impérieuses, Frédéric, qui attendait une réponse, et Belle-Isle, qui la dictait, le cardinal se laissa faire et l'offre prussienne fut acceptée. »

Cette scène de haute comédie entre deux personnages si différents l'un de l'autre par les vues politiques et par le caractère, scène dans laquelle fut si aveuglément engagé le sort de la France, est racontée par M. le duc de Broglie avec une verve et un esprit dignes de nos premiers comiques.

C'en est fait. Le ministre des affaires étrangères, Amelot, envoie à notre ambassadeur à Berlin, M. de Valori, un projet d'alliance avec le roi de Prusse, par lequel les deux souverains devront s'engager à faire choix, d'un commun accord, d'un prince pour le trône impérial. Louis XV promet à Frédéric de ne s'opposer en rien « à ce qu'il use des droits qu'il peut avoir sur tout ou partie de la Silésie » et il lui demande en retour de ne mettre aucun obstacle aux droits que peut faire valoir la maison de Bavière sur les États autrichiens. Par cet acte, d'une portée incalculable, Louis XV, en exprimant la prétention de disposer de la couronne impériale en faveur d'un de ses clients, allait détruire pendant de longues années l'ancien équilibre européen successivement établi par les traités de Westphalie et d'Utrecht et soulever contre lui une formidable coalition. Le traité de Nymphenbourg avec Frédéric fut signé le 18 mai 1741.

C'était Belle-Isle qui avait tout entraîné, tout dirigé, tout dicté, absolument comme s'il eût été premier ministre. Non content d'avoir été nommé ambassadeur extraordinaire auprès de la diète et commandant en chef de l'expédition, il se fit encore donner le bâton de maréchal, comme une récompense anticipée de ses futures victoires. L'opinion publique le croyait doué de qualités si extraordinaires, qu'elle pensait de lui ce que le vieux Balzac disait de Richelieu « que c'était un esprit à qui Dieu n'avait pas donné de bornes. »

D'éclatants désastres allaient bientôt réduire à sa juste valeur ce personnage infiniment trop surfait, qui s'était cru capable de mener de front les deux rôles si incompatibles d'ambassadeur et de général en chef.

Esquissons, en un rapide tableau, les principaux événements qui font le sujet des deux ouvrages si remarquables de M. le duc de Broglie.

Au lieu d'entrer en campagne avec des forces capables de porter un coup décisif, on se contenta d'envoyer une armée de

40 000 hommes, destinée à opérer au fond de la Bohême. D'abord l'électeur de Bavière s'empara de Lintz, la ville la mieux fortifiée de l'Autriche sur le haut Danube et qui lui ouvrait les portes de Vienne. Mais, au lieu de marcher sur cette capitale, il préféra s'emparer de la Bohême et donna ainsi le temps à Marie-Thérèse d'aller soulever ses fidèles Hongrois. Puis, au moment même, où grâce à la toute-puissante influence de Belle-Isle, il se faisait couronner empereur à Francfort, les Autrichiens entraient dans Munich, sa capitale. De son côté, Frédéric pénétrait dans la Moravie et battait l'armée autrichienne à Czaslau. Mais Marie-Thérèse, afin d'arrêter ses progrès, lui abandonna fort à propos la Silésie, et Frédéric, devenu le maître légitime d'une province qu'il avait conquise contre toute espèce de droit, n'hésita pas à rompre tous ses engagements envers la France. Sa défection entraîna celle de l'électeur de Saxe, qui déposa les armes et celle du roi de Sardaigne qui se laissa gagner par l'Autriche. L'Angleterre, sortant de la neutralité, envoya un subside de 12 millions à la reine de Hongrie et attaqua partout nos navires. Seule, sans alliés, la France fut obligée de soutenir la lutte. Les Autrichiens avaient repris Lintz, et notre armée, campée en Bohême, fut ainsi coupée de toute communication avec la Bavière, et assiégée dans Prague dont elle s'était comparée par escalade.

Tout ce que put faire le maréchal de Maillebois, à la tête d'une petite armée que lui avait confiée la cour et qu'il ménageait un peu trop, fut de s'emparer d'Egra et de permettre ainsi à Belle-Isle, assiégé dans Prague, de se retirer sur ce point par la vallée du Mein. Belle-Isle, en effet, le principal auteur de tant de désastres, après douze journées de marche et d'héroïques efforts à travers les neiges et les montagnes, put opérer sa retraite sur Egra et sauver 13 ou 14 000 hommes de notre armée. Le brave Chevert, laissé dans Prague avec nos blessés et nos malades, et sommé de se rendre à discrétion, menaça de mettre le feu aux quatre coins de la ville et, grâce à son intrépidité, obtint une honorable capitulation.

Fleury s'éteignait à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, n'ayant pas eu « la force, dit Voltaire, de renoncer au ministère, et de vivre avec lui-même au bord de son tombeau ». Partisan de la paix à tout prix, il laissait la France en lutte avec toute l'Europe.

L'Angleterre qui s'était contentée jusque-là de nous faire une guerre maritime, envoya un corps de troupes, commandé par le roi Georges, électeur de Hanovre, pour se joindre à l'armée autrichienne. Les Anglo-Allemands, en suivant la vallée du Mein, marchaient contre l'armée française campée à Dettingen, et commandée

par le maréchal de Noailles. Ils s'étaient engagés en partie sur un champ de bataille des plus défavorables, et le maréchal, qui avait déjà coupé toutes leurs communications, était sur le point de les cerner, lorsqu'une attaque prématurée du duc de Gramont fit perdre à M. de Noailles tout le fruit de ses savantes combinaisons. Au lieu d'une victoire assurée, nous comptâmes une défaite de plus. Le maréchal de Broglie sauva un corps d'armée qu'il commandait et le conduisit sain et sauf jusqu'au Rhin, où le maréchal de Noailles, de son côté, put opérer sa retraite.

Fleury mort, les courtisans et Mme de Châteauroux, qui aspirait à jouer le rôle d'Agnès Sorel, unirent leurs efforts pour arracher Louis XV à un indigne repos et pour le placer à la tête de ses armées. Au lieu de tenter une nouvelle expédition en Allemagne, on résolut d'attaquer les Pays-Bas. C'était finir par où il aurait fallu commencer. Déjà le roi était entré en Flandre et le maréchal de Saxe s'était emparé de plusieurs villes, lorsque arriva la nouvelle que les Autrichiens s'avançaient sur l'Alsace. Sans hésiter, Louis XV voulut courir de sa personne au secours de cette province, et il se mit à la tête de 50 000 hommes détachés de l'armée du Nord-Est. Mais une grave maladie le força de s'arrêter à Metz. Se croyant en danger, il eut un mouvement digne de ses aïeux : « Souvenez-vous, écrivait-il au maréchal de Noailles, qui défendait l'Alsace, que pendant qu'on portait Louis XIII au tombeau, le prince de Condé gagnait une bataille. » Rien ne saurait peindre le désespoir qui éclata dans la France entière lorsqu'elle apprit que le roi qui marchait à sa défense était en danger de mort; rien ne saurait exprimer la joie profonde qu'elle ressentit en apprenant qu'il était sauvé.

Pendant ces heures de trouble et d'angoisse, l'Alsace et peut-être la Lorraine eussent couru fortune de retomber sous le joug de leurs anciens maîtres, si une nouvelle aussi heureuse pour nous que désastreuse pour l'ennemi n'eût mis fin à l'invasion. Frédéric, épouvanté des victoires de l'Autriche et de son alliance avec la Russie, eut peur pour la Silésie. Il reprit les armes, entra dans la Bohême et s'empara de Prague. Par cette diversion, il avait obligé les Autrichiens à évacuer l'Alsace.

Le malheureux Charles VII, après avoir joué si misérablement le rôle d'empereur, s'était réfugié dans son électorat de Bavière, où il ne tarda pas à s'éteindre. « Le corps de cet infortuné prince, dit Voltaire, fut exposé à l'ancienne mode espagnole, étiquette établie par Charles-Quint, quoique, depuis lui, aucun empereur n'ait été Espagnol, et que Charles VII n'eût rien de commun avec cette nation. Il fut enseveli avec les cérémonies de l'Empire, et, dans cet

appareil de vanité de la misère humaine, on porta le globe du monde devant celui qui, pendant la courte durée de son empire, n'avait pas même possédé une petite et malheureuse province : on lui donna dans quelques rescrits le titre d'invincible, titre attaché par l'usage à la dignité d'empereur et qui ne faisait que mieux sentir les malheurs de celui qui l'avait possédée. » Bossuet n'aurait pas dit mieux.

Maximilien, le fils aîné de Charles VII, à peine âgé de dix-sept ans, traita avec la reine de Hongrie, qui lui restitua les parties de la Bavière dont elle s'était emparée, et l'année suivante, par le traité de Fuessen, il renonça à la succession impériale (1645). François de Lorraine, grand-duc de Toscane, époux de Marie-Thérèse, fut élu empereur à Francfort. « Ainsi, dit Voltaire, la France manqua le grand objet de la guerre, qui était d'ôter le trône impérial à la maison d'Autriche. »

III

Afin de mieux me rendre compte de la portée et de l'originalité des deux nouveaux ouvrages de M. le duc de Broglie, j'ai voulu relire le *Précis du Siècle de Louis XV*, par Voltaire. Bien que très inférieur au *Siècle de Louis XIV*, ce précis n'en est pas moins une œuvre de style, très souvent digne du maître. On y admire çà et là des portraits et des tableaux composés avec beaucoup d'art, sobrement dessinés en quelques lignes et d'une rare élégance. La bataille de Fontenoy, notamment, à part quelques détails incidents qui ralentissent le récit de la marche imposante et intrépide de la colonne anglaise, est un chef-d'œuvre de narration. Mais, il faut bien le dire, ce précis n'est qu'une esquisse fort superficielle du siècle de Louis XV, et il ne semble pas d'ailleurs que Voltaire ait voulu faire plus. Autant qu'il est permis de surprendre le fond de sa pensée, on serait tenté de croire qu'il n'a entrepris cette ébauche historique qu'afin d'avoir un prétexte de peindre en relief ses deux plus grands amis, le duc de Richelieu et le roi de Prusse. Rien dans ce livre n'est étudié ni creusé à fond. Voltaire s'est attaché uniquement à raconter les faits extérieurs, les principaux événements de son siècle, sans essayer d'en pénétrer les causes. Il n'a jamais pu d'ailleurs remonter aux sources, car les archives d'État lui étaient aussi rigoureusement fermées qu'aux historiens de son temps. Tout ce qu'il raconte, il ne le sait que de seconde main, que par conjectures, que par les relations orales de quelques-uns des principaux acteurs, de Frédéric, entre autres, qui ne lui a dit

que ce qu'il avait intérêt à lui dire. Le récit historique des quatre années qui s'étendent de la mort de l'empereur Charles VI jusqu'à l'invasion et à l'évacuation de l'Alsace par l'armée autrichienne, n'occupe pas plus de soixante-quinze pages dans le précis de Voltaire. Dans l'œuvre de M. le duc de Broglie, ce même récit ne forme pas moins de quatre volumes du plus grand intérêt.

Plus heureux que son illustre devancier, M. le duc de Broglie ayant pu pénétrer dans les diverses archives de l'Europe, il lui a été donné d'étudier de près les hommes et les choses, et, avec une merveilleuse puissance d'évocation, il a su leur rendre le mouvement et la vie mieux que n'a pu le faire Voltaire lui-même, qui était leur contemporain. M. le duc de Broglie possède au plus haut degré la plus précieuse des facultés de l'historien : l'intelligence. Aucune question historique, si compliquée qu'elle soit, n'est hors de sa portée. Il semble doué d'un don de seconde vue. Affaires intérieures et extérieures, questions de guerre, d'administration, de finances, rien n'échappe à sa pénétration. Les politiques n'ont plus de secret pour lui et, comme à livre ouvert, il lit dans l'âme à triple fond de Frédéric. Il étudie tout avec passion et ne laisse rien d'inexploré et d'inexpliqué. Si les matériaux à consulter sont immenses, la curiosité du chercheur est infatigable et sa faculté d'assimilation tient du prodige. Au milieu de ce dédale où tant d'autres perdraient le fil conducteur, la sagacité de l'historien ne fait jamais fausse route. Sans cesse éclairé par une lumière intérieure, il va droit au but. Doué d'une rare faculté de synthèse, il sait élaguer tous les détails inutiles qui pourraient nuire au tableau de l'ensemble. Il ne s'attache qu'aux faits caractéristiques. Si je ne me trompe, la composition n'est pas moins rapide que la conception. De là cette verve facile qui coule toujours de source. Lorsque l'historien prend la plume, il écrit, pour ainsi dire, sous la dictée de son esprit, entièrement maître de son sujet. Rien, dans ses beaux livres, qui sente le travail et l'effort. Le fond y est inséparable de la forme. M. de Broglie a eu l'art de diviser son œuvre de la manière la plus heureuse, en tableaux successifs, fort habilement composés et de la plus grande variété. Après les drames les plus émouvants, on assiste aux scènes les plus comiques.

Chaque sujet est traité avec le style qui lui convient le mieux. L'écrivain a trouvé le secret de renouveler sans cesse ses procédés. Autant il nous émeut par les récits épiques de l'arrivée de Marie-Thérèse en Hongrie, de la retraite de Prague, de la maladie de Louis XV, autant il nous égaie et nous tient sous le charme par son piquant épisode de la mission de Voltaire à Berlin.

Arrêtons-nous un instant devant quelques-uns de ces tableaux.

Voltaire, qui, dans son *Précis du Siècle de Louis XV*, semble s'être fait une loi de la concision la plus extrême, a présenté en une seule page saisissante la fameuse scène de Marie-Thérèse au milieu de ses Hongrois. On dirait qu'il s'est attaché à faire plutôt une œuvre sculpturale très habilement groupée, qu'une peinture ou un tableau historique. Ainsi que l'a fort bien fait remarquer M. le duc de Broglie, il a voulu, sans tenir compte de la succession des faits, les plier à l'unité de temps et de lieu, comme dans une tragédie classique. C'est ainsi que, afin d'obtenir un plus grand effet, il a réduit en une seule les trois journées du couronnement de la reine, du vote des membres de la diète, de la levée en masse des Hongrois et du serment de corégence. Et il faut bien avouer que, par cet artifice, il a atteint son but, puisque l'image de son groupe héroïque est restée gravée dans toutes les mémoires. Mais les procédés de l'histoire sont-ils les mêmes que ceux de la sculpture et de la peinture, et son principal objet n'est-il pas avant tout de découvrir la vérité, et de l'exprimer sans apprêt et sans fard? Un Shakespeare, un Augustin Thierry, en présence de pareilles scènes, se seraient bien gardés de les réduire comme Voltaire à leur plus simple expression; sans aucun doute, ils auraient pris un plaisir extrême à en faire ressortir des détails très saillants, qu'il a laissés dans l'ombre. Tel a été aussi le dessein que s'est proposé M. le duc de Broglie et qu'il a exécuté avec un rare bonheur, non pas en condensant sur une seule toile un sujet aussi riche, mais en le traitant, ainsi que l'exigeait la variété de ses principales scènes, en autant de fresques magistrales. Tout en faisant ressortir l'héroïsme de Marie-Thérèse, il n'a pas cru qu'il lui fût permis de passer sous silence la tendresse si touchante de la femme pour un mari « qui était si loin de l'égaler ». Il a eu le bon goût de n'altérer en rien le texte de sa harangue aux magnats, si émouvante même sous les formules officielles. Il n'a pas oublié de nous raconter, et de la manière la plus spirituelle, l'épisode de la rivalité des conseillers allemands et des députés hongrois. Tous les acteurs qu'il met en scène, y compris l'héroïne et les héros, ne sont pas des statues noblement posées et drapées, ce sont des êtres toujours vivants; en vrai moraliste, même lorsqu'il sonde les cœurs les plus magnanimes, l'auteur n'oublie pas de nous signaler toutes les faiblesses qui les rapprochent le plus de la nature humaine. Rien d'ailleurs n'est omis dans ces grands tableaux de tout ce que présentaient alors d'original, de vraiment particulier, les hommes et les mœurs de ce monde à moitié oriental. Les scènes si admirablement peintes par M. le duc de Broglie, et que domine sans cesse la grande figure de Marie-Thérèse, sont si animées, si pleines

d'intérêt, d'étrangeté, de situations dramatiques, que je ne sais pas de lecture à la fois plus émouvante et plus attrayante.

Le récit de la retraite de Prague n'est pas moins remarquable et saisissant. « Les armées françaises, dit Voltaire, furent détruites en Bavière et en Bohême, sans qu'il se donnât une seule grande bataille; et le désastre fut au point qu'une retraite dont on avait besoin, et qui paraissait impraticable, fut regardée comme un bonheur signalé. Le maréchal de Belle-Isle sauva le reste de l'armée française assiégée dans Prague et ramena environ 13 000 hommes de Prague à Egra, par une route détournée de 38 lieues, au milieu des glaces, et à la vue des ennemis. » A ces quelques lignes se borne la narration de Voltaire.

« Il faudrait, dit Sainte-Beuve, chercher un précédent affaibli du malheur de 1812 dans la retraite meurtrière de Prague en 1742. Voltaire et Vauvenargues en ont parlé, mais trop oratoirement, et l'on aimerait mieux des faits précis. Pourquoi Vauvenargues n'a-t-il pas eu simplement l'idée de faire le journal de son régiment? Il est aisé pourtant de conclure de quelques-unes de ses paroles que ce fut, dans de moindres proportions qu'après Moscou, une retraite également fatale et marquée par des extrémités du même genre. »

La narration du duc de Broglie est d'une toute autre importance et d'un tout autre intérêt. Mieux inspiré par la grandeur et le pathétique du sujet, il a tracé quelques-unes de ces pages qui méritent de vivre à jamais dans la mémoire des hommes, et qui ont leur place réservée entre la *Retraite des dix mille* de Xénophon et le *Journal de la campagne de Russie*, par M. de Fézensac. On ne refait pas un tel récit; on ne peut qu'y renvoyer le lecteur. Belle-Isle, couvert de rhumatismes, dans un état de faiblesse extrême, presque incapable de faire un mouvement, fut digne en tous points de « ce valeureux comte de Fontaine, qu'on voyait, dit Bossuet, porté dans sa chaise, et, malgré ses infirmités, montrer qu'une âme guerrière est maîtresse du corps qu'elle anime. » Pendant douze mortelles journées, avec une indomptable énergie, il dirigea seul cette mémorable retraite, aussi savante que périlleuse. Pendant douze jours et douze nuits, sans prendre de repos, sans suspendre sa marche, il trompa sans cesse la vigilance de l'ennemi, et, à travers des forêts impénétrables où il fallait se frayer un passage, la hache à la main, à travers des montagnes presque inaccessibles, couvertes de neige et de glace, après mille souffrances surhumaines qu'il partageait héroïquement avec ses soldats, il parvint à conduire son armée épuisée, mais à peine décimée, à Egra, le port du salut.

Chemin faisant, l'auteur a peint en quelques traits aussi touchants que délicats la noble figure du plus gracieux de nos mora-

listes, qui assistait à cette retraite, et qui en fut une des plus intéressantes victimes. Je ne saurais résister à l'envie de remettre sous les yeux du lecteur ce précieux médaillon :

Luc Clapier, marquis de Vauvenargues, gentilhomme de la noblesse de Provence, capitaine au régiment du roi, n'était remarqué alors de ses chefs que par la tranquille régularité de son service et le respect affectueux dont l'entouraient ses camarades. La gravité de son maintien, un courage stoïque, mais doux et sans orgueil, une habitude de rêverie philosophique, traversée seulement par intervalles de vagues aspirations vers la renommée, lui avaient fait, parmi les officiers de son âge, une place à part qui les surprenait sans les offenser. Au milieu du désespoir et de l'impatience universelle, le jeune sage souffrait sans se plaindre, assurant volontiers qu'il ne s'était jamais mieux porté. Ignorait-il donc, ou ne voulait-il pas savoir que le froid versait dans ses veines un poison subtil, atteignant les sources mêmes de la vie, et que le perfide éclat de la neige frappait d'une infirmité incurable ses yeux éblouis? La guerre allait le rendre à la France pour jamais invalide et presque aveugle. La gloire devait venir pourtant à son heure, mais non pas telle qu'il la rêvait peut-être durant ses mortelles veillées, non pas parée de ces grâces de la jeunesse qui la font (c'est lui qui l'a dit) plus douce que les premiers feux de l'aurore. C'est sa tombe qu'elle devait éclairer d'une lueur pensive et mélancolique.

En passant d'un sujet à l'autre, M. le duc de Broglie sait changer de ton et d'allure avec une aisance parfaite. Rien de plus amusant, de mieux conté, de plus exquis que son récit de la *Mission de Voltaire à Berlin*. L'homme le plus spirituel de son siècle se morfondant à surprendre les secrets de la politique de Frédéric, et, depuis le commencement jusqu'à la fin, joué et dupé par lui avec une finesse et un esprit qui n'ont rien de tudesque : quel plus beau sujet de comédie et quels personnages! Cette comédie, M. de Broglie l'a composée et menée de main de maître, avec une verve d'un comique achevé.

Après la mort du cardinal de Fleury, Voltaire avait eu la singulière idée de prétendre à son fauteuil vacant à l'Académie française. Que l'illustre auteur de tant de chefs-d'œuvre ne fût pas encore de l'Académie, il y avait sans doute lieu de s'en étonner. Mais que l'auteur des *Lettres philosophiques* pût se croire en état de prononcer l'éloge d'un prince de l'Église, on pouvait s'en étonner plus encore. Le scandale d'un tel choix sautait aux yeux. Aussi, malgré l'immense et récent succès de sa tragédie de *Mérope*,

Voltaire ne pouvait-il manquer d'échouer, et il échoua. On peut juger de sa fureur. Son ami le duc de Richelieu imagina de mettre à profit cette disgrâce plus apparente que réelle, pour le faire envoyer secrètement auprès de Frédéric, afin de sonder ses intentions. Quels soupçons pourrait avoir le roi de Prusse sur un homme qui avait si fort à se plaindre de la cour de France? Louis XV et ses ministres trouvent l'idée ingénieuse et s'empressent de l'adopter; toutes les précautions sont prises pour dissimuler la mission et son but, et l'on envoie d'abord Voltaire à la Haye. Son premier soin est de se rendre auprès du ministre de Prusse et de nouer des relations avec le parti hostile à la France. Si grande est sa vanité, qu'il croit naïvement remplir une mission diplomatique des plus importantes, sans se douter le moins du monde que le rôle qu'il va jouer ne saurait convenir à un homme d'honneur. « Quelques découvertes qu'on ait faites dans le pays de l'amour-propre, a dit la Rochefoucauld, il y reste encore bien des terres inconnues. » Voltaire fut un exemple mémorable de la vérité de cette maxime. « Il se croyait, d'ailleurs, sincèrement très propre, dit le duc de Broglie, à traiter d'affaires avec les princes et les gens en puissance, l'art qu'il savait mettre dans son langage lui faisant illusion sur ce qui lui manquait en fait d'adresse et de sagacité véritables. Aussi, dans son contentement, il ne s'arrêta pas à regarder trop près de quelle nature était la tâche qu'on voulait lui confier et si elle ne tenait pas de l'espion plus que de l'ambassadeur... Il ne demanda pas de lettres de créance et pas même d'instructions [1]. » Comme on le voit, l'auteur de l'*Ingénu*, à de certains moments, était assez semblable à ce personnage de de sa création. Bientôt, étourdi par l'importance qu'il se donne, il oublie le rôle dont il est chargé à la Haye, et il offre étourdiment à un jeune poète, un sieur Van Haren, dont il s'est engoué, de le faire désigner pour le poste d'ambassadeur de Hollande à Paris, au lieu et place de l'ambassadeur en titre, le docteur Van Hoey. « C'était un tout jeune homme, récemment nommé aux Etats hollandais où il affectait des allures de tribun, et par son déchaînement passionné contre la France, scandalisait même cette petite assemblée, très malveillante pour nous, mais toujours paisible de caractère [2]. » Il consacrait sa verve à célébrer les vertus de Marie-Thérèse « et à exciter par des vers enflammés le tempérament, à son gré, peu militaire, de ses compatriotes [3] ». Voltaire

[1] *Frédéric II et Louis XV.*
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*

avait été séduit par quelques compliments du jeune poète à ce point de le recommander à notre ministre des affaires étrangères, afin qu'il sollicitât en sa faveur le poste occupé par Van Hoey. Les ouvertures faites par Voltaire à Van Haren ne tardèrent pas à s'ébruiter, et les gazettes de Hollande égayèrent fort leurs lecteurs en leur dévoilant que le prétendu proscrit n'était qu'un agent fort mal déguisé du cabinet de Versailles. Voltaire comprit, mais trop tard, la maladresse qu'il venait de commettre et il s'empressa de partir pour Berlin où le bruit de cette bévue ne tarda pas à le suivre.

Fort bien averti, Frédéric ne lui en fait pas moins bon accueil, il le comble d'embrassades, le couvre de compliments et de fleurs, l'installe dans un appartement d'honneur, l'enivre de son encens, et se tient devant lui absolument clos. Dans les Mémoires qu'il a laissés, notre philosophe dissimule de son mieux toutes les déconvenues qu'il essuya, mais M. de Broglie, pièces en mains et avec un impitoyable enjouement, le met sans cesse en contradiction avec lui-même.

En fin de compte, Voltaire dut quitter Berlin, sans avoir pu surprendre le moindre secret,

> Honteux comme un renard qu'une poule aurait pris,

et Frédéric,

> Car c'est double plaisir de tromper un trompeur,

dut plus d'une fois se frotter les mains d'avoir si bien fait sa dupe de l'homme le plus spirituel de France.

Le jour même de son départ, Voltaire, au désespoir de s'en retourner les mains vides, sans rapporter le plus léger indice des intentions du roi, supplia Frédéric de lui donner un mot, un seul mot de sa main, qui pût être mis sous les yeux de Louis XV et attester que « son langage à Berlin n'avait tendu qu'à rapprocher les deux souverains et à faire tomber les préjugés qui les éloignaient l'un de l'autre. ».

Non seulement Frédéric ne crut pas devoir lui accorder cette légère faveur, mais, pour comble d'ironie, il déclara au malheureux diplomate, au moment de le quitter, « qu'il avait eu tort de ne pas apporter des lettres de créance, ce qui aurait permis de traiter avec lui ». Voltaire, dans ses Mémoires, prétend que Frédéric lui aurait alors glissé dans l'oreille ces simples paroles : *Que la France déclare la guerre à l'Angleterre et je marche avec elle.*

Par malheur, rien de pareil ne se trouve dans les correspon-

dances officielles. Frédéric attendit même qu'il eût quitté Berlin, pour s'ouvrir de ses intentions à notre ambassadeur, M. de Valori. Il le manda dans son cabinet et le pria de se rendre à Versailles pour y porter le plan d'une alliance commune avec la France. Dans l'*Histoire de mon temps*, Frédéric ne dissimule pas ce qu'il pense de cette étrange mission : « Je reçus, dit-il, un ambassadeur poète et bel esprit de la part de la France : c'était Voltaire, un des plus beaux génies de l'Europe, l'imagination la plus brillante qu'il y ait jamais eue, *mais l'homme le moins né pour la politique.* » Il ajoute que Voltaire n'avait pas même entre les mains des lettres de créance *et que sa négociation fut une plaisanterie et en resta là.*

M. le duc de Broglie ne s'est pas contenté d'orner son œuvre de ces grands tableaux d'ensemble, il l'a enrichie encore d'une galerie de portraits d'hommes et de femmes. Les deux figures qui ouvrent cette galerie sont celles de Marie-Thérèse et de Frédéric, si profondément différentes l'une de l'autre. Rien de plus gracieux, de plus vivant, d'une plus grande variété de pinceau, que le portrait de la reine de Hongrie :

La fille de Charles VI, objet de ses inquiètes prédilections, le frêle et dernier rejeton d'une race de souverains terribles et de chevaliers bardés de fer, l'archiduchesse Marie-Thérèse était une aimable princesse, douée de toutes les grâces et animée de tous les sentiments délicats et affectueux qui font d'une jeune femme, dans quelque rang qu'elle soit placée, le charme de sa famille et la parure de sa société. Sa figure, telle que M. d'Arneth nous la décrit, avait plus de séduction encore que de beauté : ses yeux, d'un bleu un peu sombre, étaient pleins de vivacité et de douceur. Sa chevelure blonde retombait en boucles abondantes. La lèvre inférieure un peu avancée (trait héréditaire de la maison d'Autriche) n'ôtait rien à l'agrément d'un sourire qui laissait voir des dents d'une blancheur éblouissante. Son teint était éclatant. Le tour de son visage décrivait un ovale parfait. Le cou se dégageait avec élégance des épaules tombantes. L'expression de sa physionomie révélait la pureté de son âme. L'éducation de la princesse avait été soignée sans dépasser pourtant, en aucun genre, la mesure d'instruction commune aux dames distinguées de la cour. Elle excellait surtout dans les arts d'agrément et chantait (en perfection). Il ne paraît pas qu'on eût pris autant de peine à cultiver ses connaissances littéraires, si on en juge du moins par l'orthographe très défectueuse de ses lettres, écrites tour à tour dans un français un peu germanique, et dans un allemand trop francisé. Elle parlait pourtant couramment plusieurs langues et savait, du latin, ce qui était nécessaire à

une future reine de Hongrie... Chrétienne fervente et fille dévouée, elle ne goûtait que les plaisirs simples et les joies de l'intérieur... Tout en elle, en un mot, semblait fait pour plaire plutôt que pour éblouir. C'était une douce compagne qui égayait une cour un peu assombrie, comme une fleur délicate qui s'épanouit dans les fissures d'un vieil édifice... Sous cet extérieur de grâce féminine se cachait le germe de dons et peut-être de passions plus mâles. Quand elle était amenée à parler soit des maux qui accablaient l'Empire, soit du rôle qu'elle devait y jouer un jour, sa voix et son regard s'animaient et son langage trahissait une netteté d'intelligence et surtout une fermeté de résolution dignes de l'avenir qui l'attendait...

Tels sont les principaux traits de cette noble figure, si bien peinte avec toutes ces nuances à la fois si viriles et si délicates.

Le personnage fort complexe de Frédéric exigeait un tout autre procédé. Comment peindre en deux ou trois pages cet homme qui, pendant toute sa vie, porta constamment tous les masques et joua les rôles des plus ambigus et les plus divers? Comment saisir ce Protée, qui, au gré de ses intérêts, changeait continuellement de formes, et avec une duplicité consommée ne cessait de trahir tour à tour la France et l'Autriche, après avoir été l'allié de l'une et de l'autre? Il n'y avait qu'un moyen de le surprendre dans ses métamorphoses : c'était de le peindre en action. Et c'est ce qu'a fait, avec sa pénétration habituelle M. le duc de Broglie, en l'étudiant depuis sa jeunesse, jusqu'au déclin de sa vie, et en démontrant qu'au fond, malgré tant d'apparentes contradictions, l'homme fut toujours le même.

Tel il apparaît sur la scène aux spectateurs contemporains, tel il se montre à nous dans les coulisses où les publications récentes nous font pénétrer. Le novice de vingt-huit ans se fait voir dès le premier jour, exactement et de tout point semblable à ce que sera plus tard le vieux monarque chargé d'années, de gloire et d'expérience. C'est la même variété d'arts au service de la même unité de vues. C'est une statue coulée en bronze d'un seul jet [1].

Que l'auteur veuille bien nous permettre une seule critique. Peut-être a-t-il glissé un peu trop rapidement sur l'*Examen du* Prince *de Machiavel*, par Frédéric. Nous avons eu la curiosité de relire cet ouvrage, que Voltaire, comme nous l'avons dit, eut la naïveté d'admirer, d'annoter et de publier lui-même à la Haye. Eh bien, il y a, dans ce méchant essai de rhétorique, telle et telle

[1] *Frédéric II et Marie-Thérèse.*

maxime, — où Frédéric se donne des airs de roi philosophe, — qu'il eut été bon peut-être de citer, afin de rendre plus piquant le contraste qu'elles offrent avec certaines actions dans lesquelles il est passé maître en fait de fourberies.

Il serait trop long de parler de tous ces magnifiques portraits de la galerie de M. le duc de Broglie. Il en est deux pourtant que je me ferais un remords de passer sous silence. L'un, celui du maréchal de Saxe, est enlevé, en quelques traits, avec une vivacité et des nuances de style qu'on ne saurait trop admirer :

Maurice était le premier-né des innombrables amours de Frédéric-Auguste, et grâce à ses souvenirs de jeunesse, grâce à la précocité de son heureux naturel, il avait toujours été l'objet des prédilections de son père. Personne ne contestait d'ailleurs que, dans l'héritage paternel, le bâtard avait pris, en fait de qualités brillantes et viriles, tout ce qui n'était pas échu au fils légitime... Mais, soit que le champ fût trop restreint pour le déploiement de ses facultés brillantes, soit que l'ambition se trouve toujours mal à l'aise sur les marches d'un trône où elle n'espère pas monter, c'était sur un théâtre plus vaste que Maurice avait paru, dès le premier jour, impatient de s'élancer. La France avait exercé sur lui, de bonne heure, le charme qui séduisait alors les imaginations. Engagé dans nos armées, il vivait à Paris depuis près de vingt années, livré à tous les entraînements d'une nature fougueuse, plongé dans le tourbillon des plaisirs, qui ne lui faisaient oublier ni le souci de la gloire ni même l'étude des secrets de l'art militaire, ne négligeant aucune occasion pas plus de se divertir que de se battre, animant par sa présence, amusant par sa verve intarissable aussi bien les camps que la cour ou les coulisses des théâtres, et aussi apprécié des gens de guerre qu'aimé des grandes dames ou des princesses de comédie. Une équipée brillante qui l'avait ramené dans le Nord avec l'espoir de s'emparer de la souveraineté de Courlande, ne l'avait éloigné que peu de mois de ce séjour favori ; cette prouesse n'avait fait que le mettre plus en vogue et le rendre plus épris que jamais d'aventures et de renommée. Il se tenait l'oreille au guet, prêt à répondre au premier appel de la fortune.

Physiquement, à en juger par le beau portrait que Rigaud a laissé de lui, le héros, malgré son grand air, ne paraît pas avoir été fort séduisant. Peut-être faisait-il oublier la lourdeur et l'irrégularité de ses traits par la vivacité de son regard et l'aménité de son sourire.

L'autre portrait est celui du duc de Richelieu, l'un des caractères les plus originaux du dix-huitième siècle. Le personnage est si

ondoyant, d'aspects si divers, que, pour le peindre, M. le duc de Broglie a usé du même procédé que pour Belle-Isle et Frédéric. Afin de le rendre plus saisissable, il nous le montre à ses moments les plus décisifs, il nous l'explique par les événements même de son étrange existence. A l'âge de seize ans, le duc de Fronsac (c'était le nom que portait Richelieu du vivant de son père), fait son entrée à Versailles, à la fin du règne de Louis XIV. Toute la cour est charmée de sa beauté, de sa grâce, de la vivacité de son esprit. La froide et insensible Mme de Maintenon est elle-même sous le charme : « Je suis ravie, mon cher duc, écrit-elle au père, d'avoir à vous dire que le duc de Fronsac réussit très bien à Marly. Jamais jeune homme n'est entré plus agréablement dans le monde. Il plaît au roi et à toute la cour. Il fait bien tout ce qu'il fait, il danse très bien, il joue honnêtement, il est à cheval à merveille, il est poli, il n'est point timide, il n'est point hardi, mais il est respectueux; il raille, il est de très bonne conversation, enfin rien ne lui manque. Mme la duchesse de Bourgogne a une très grande attention pour Monsieur votre fils. » La duchesse appelait Fronsac *sa jolie poupée*. Le père, un peu trop alarmé de ces enfantillages, qui n'avaient rien eu jusque-là de dangereux, fit mettre son fils à la Bastille. Pendant quatorze mois que dura sa captivité, l'abbé de Saint-Remi, prisonnier volontaire avec lui, s'évertua vainement à lui donner des leçons d'orthographe. Fronsac n'avait jamais appris sa langue dans les livres, mais, à l'entendre causer, nul ne la parlait mieux que lui et avec plus d'originalité. A peine sorti de la Bastille, il s'engage « dans cette réaction plus vive que sérieuse qui suivit la mort de Louis XIV. Il figure au premier rang dans ce groupe de jeunes fous qui, comme des écoliers trop longtemps comprimés, se hâtent de profiter de l'absence du pédagogue pour secouer toutes les règles non seulement du devoir, mais de la décence. »

Après avoir parlé des premiers débuts du jeune duc, M. de Broglie serre le portrait de plus près, et, loin de se laisser séduire par tant de grâce et d'esprit, il juge le personnage avec une sévérité peut-être un peu trop rigoureuse.

La rencontre qu'il fit alors, dit-il, d'un compagnon de plaisir inattendu décida, sinon du tour que devait prendre sa destinée, au moins du singulier éclat qui devait s'attacher à son nom. Car ce n'était pas moins que Voltaire lui-même qui avait su se faire, parmi ces échappés de l'Œil-de-Bœuf, par droit de conquête et à la pointe de l'esprit, une place où ses relations naturelles ne l'appelaient pas et où sa fierté eut, comme on le sait, plus d'une fois à souffrir. L'amitié de jeunesse qui

s'établit ainsi entre Voltaire et Richelieu, et qui s'est prolongée pendant près de quatre-vingts ans, est certainement un des faits les plus singuliers, je dirai même des plus caractéristiques du dix-huitième siècle. Rien ne peint mieux l'alliance qui s'établit, pendant cet âge de combat, entre les vices de la société qui périssait et les confuses aspirations de celle qui se préparait à naître. Grâce à cette liaison de hasard et aux compliments du grand dispensateur de la faveur publique, Richelieu a pu devenir le plus vicieux et demeurer le plus impertinent des grands seigneurs, sans perdre une popularité de faux brillant qui est arrivée jusqu'à nous. Ce type achevé de tous les travers et de toutes les insolences qui ont perdu l'aristocratie de l'ancien régime; cet académicien par droit de naissance qui ne sut jamais l'orthographe; ce héros, ce vétéran de débauche, qui, en cheveux blancs, se faisait encore gloire de troubler la paix des humbles ménages; ce guerrier dont la bravoure même a toujours un air de parade et dont les exploits conservent, jusque sur le champ de bataille, je ne sais quelle tournure d'opéra-comique; ce conquérant qui a déshonoré la victoire par l'ostentation du pillage; c'est lui, c'est vraiment lui qui figure parmi les correspondants préférés de Voltaire, entre les précurseurs des temps modernes et les réformateurs attitrés de la morale publique et sociale... Richelieu ne justifiait la prédilection de Voltaire que par un dédain mal déguisé, non seulement de tous les scrupules, mais aussi des croyances qui les inspirent... Un libertin de si belle humeur n'avait pu manquer d'être des premiers à déclarer que, pour rendre à Louis XV le sentiment de sa dignité d'homme et de roi, le plus pressé était de l'affranchir des pieuses leçons de son enfance et des liens de son intérieur conjugal. C'était même lui qui avait donné à cette pensée... ce tour vif et cynique : « Pour que le roi soit son maître, il est indispensable de lui faire avoir une maîtresse. » Et après avoir donné l'avis, il songeait à l'application.

On sait avec quelle variété et quelle dextérité il s'acquitta de ce soin.

Si ce n'était pas une témérité d'oser faire une retouche à un portrait tracé par le duc de Broglie, je me permettrais d'être moins sévère. Je suis comme les contemporains du duc de Richelieu : j'ai un faible pour lui.

L'Académie française pouvait-elle refuser sa porte au petit neveu de son fondateur, à un homme de tant d'esprit, sous prétexte qu'il ne savait pas l'orthographe? N'était-ce pas là un défaut commun à beaucoup de grands seigneurs, et même à quelques écrivains de son temps, Vauvenargues par exemple? En revanche, on ne saurait nier que le français qu'il avait appris dans le meilleur

monde, et qu'il parlait et écrivait avec autant d'élégance que de concision, ne valût un peu mieux que celui de la plupart des rhétoriciens et des puristes qui peuplaient alors l'Académie.

Quant à *cet air de parade qui lui donnait, même sur le champ de bataille, je ne sais quelle tournure d'opéra-comique*, j'avoue qu'il ne me déplaît pas. J'y vois une forme de la bravoure. Sans trop sourire des légers travers qu'il se donnait, je ne puis me défendre d'admirer l'homme, qui, par son coup d'œil et sa résolution, détermina le gain de la bataille de Fontenoy; qui montra la plus brillante valeur à Dettingen, à Raucoux, à Laufelt; qui, plusieurs fois vainqueur des Anglais à Gênes, mérita une statue des Génois, et, de Louis XV, le titre de maréchal de France; le héros, qui, sans matériel de siège et sans canon, avec une audace inouïe, s'empara par escalade de Port-Mahon, la ville réputée la plus forte de l'Europe; le capitaine enfin, qui, après avoir conquis le Hanovre, força le duc de Cumberland à capituler à la tête de son armée.

Richelieu, l'arbitre souverain des élégances, l'homme le plus séduisant, le plus corrompu et le plus corrupteur de son temps, a été maintes fois comparé à Alcibiade. S'il eut la plupart de ses défauts, il faut convenir aussi qu'il ne lui cédait en rien par l'éclat de son courage. Sans instruction militaire et diplomatique, guidé par son instinct merveilleux, il mena toujours à bonne fin la plupart de ses expéditions et de ses négociations. Sur les champs de bataille, il déconcertait la vieille tactique de l'ennemi par des coups de surprise d'une extrême hardiesse, et son art suprême à tromper les femmes ne lui fut point inutile pour jouer les plus habiles diplomates. La vraie cause, selon nous, de sa renommée, c'est qu'il réunissait dans sa personne, mieux qu'homme de son siècle, toutes les qualités et les défauts du caractère français, et qu'enfin, il fut toujours heureux. Ce qui fait tout pardonner en France, c'est le succès.

Cette part faite à la critique, il ne me reste plus qu'à louer sans réserve et, dans leur ensemble, les deux derniers ouvrages de M. le duc de Broglie. Ce qui me frappe d'abord, c'est le style qui est, au plus haut degré et dans ses formes les plus variées, le vrai et le grand style de l'histoire. Orateur de premier ordre, reconnu pour tel même par ses adversaires, l'auteur, en prenant la plume a su résister à la tentation de faire de l'éloquence. Sachant mieux que personne que ce serait un grave défaut dans un genre tout différent, il a su se dédoubler, oublier tout ce qui est du domaine de l'art oratoire, et trouver le style qui convient le mieux à la narration. Il a fait plus : il a rompu avec notre vieille école

historique; il a inauguré un genre nouveau, une nouvelle manière d'écrire l'histoire. C'est là ce qui constitue au plus haut point l'originalité de ses dernières œuvres. Pour tout ce qui touche à la concision, les anciens nous ont trop servi de modèle. Serrer les faits de manière à les réduire à leur quintessence et les présenter sous la forme la plus laconique possible a semblé longtemps l'idéal de la perfection. Il est certains livres d'histoire qui paraissent de vrais tours de force en ce genre. Pas une phrase, pas un mot de trop. La mosaïque est savante, bien dessinée, d'une correction irréprochable; chaque mot est si bien ajusté, si bien à sa place, si bien pris dans son sens, qu'il serait impossible de le remplacer par un autre. C'est du vrai style lapidaire. Une seule chose y manque : le mouvement et la vie.

Ce n'est point avec cette symétrie, avec cette précision mathématique, que se présentent les faits de l'histoire dans leur variété infinie. Contingents, comme tout ce qui est de la nature de l'homme, ils changent sans cesse de caractère et de couleur suivant les temps et les lieux. De même que les acteurs, qui, depuis des siècles, se succèdent sur la scène du monde, ils ont leur existence particulière, leur originalité propre. C'est ce qu'a parfaitement compris M. le duc de Broglie. Sous sa plume, l'histoire est une résurrection vivante du passé. Hommes et choses d'un siècle qui n'est plus, il les a évoqués avec une puissance extraordinaire, et il les a fait revivre sous nos yeux tels qu'ils furent en réalité. Lisez toutes les histoires, tous les Mémoires écrits au dix-huitième siècle, et vous verrez, non sans surprise, que M. le duc de Broglie est bien plus contemporain des personnages qu'il nous peint que les contemporains eux-mêmes. Comment l'auteur est-il arrivé à un résultat si surprenant? Jusqu'à nos jours, les archives diplomatiques de l'Europe étaient restées inaccessibles aux historiens. Là dormaient tous les secrets d'Etat de Louis XV, de Frédéric II, de Marie-Thérèse, de tous les princes d'alors; leurs correspondances les plus secrètes avec leurs ministres, leurs ambassadeurs, leurs généraux; leurs projets d'alliance, de coalition, de défection, de déclaration de guerre, leurs pensées et leurs sentiments les plus cachés, en un mot, tout ce qui faisait le fond impénétrable de leur politique, dont les contemporains n'ont jamais connu que les résultats extérieurs et visibles. Mais ce n'était pas tout que d'avoir à sa disposition de tels trésors. Il fallait, pour en tirer parti dans une œuvre de premier ordre, trouver un homme qui unît à la plus rare intelligence, la passion des recherches, le talent de choisir, la plus pénétrante critique, la faculté objective la plus puissante, l'art d'écrire et de peindre le plus consommé.

Cet homme si bien doué s'est rencontré dans M. le duc de Broglie.

Son œuvre, pour la forme, tient le milieu entre ce que nous possédons de plus parfait en récits historiques et en Mémoires; elle participe à la fois des deux genres. L'auteur a voulu peindre la vie telle qu'elle est, et, même sous les masques officiels des grands de la terre, des hommes en chair et en os, agités de toutes les passions qui troublent de simples mortels. Mais s'il a voulu en finir d'une manière aussi éclatante avec certains procédés de notre vieille école historique, il n'a eu garde de s'affranchir de ce qu'il y a d'excellent dans les règles et les préceptes de notre littérature classique. Les proportions et l'harmonie de ses compositions ne laissent rien à désirer; pour peindre ses tableaux et ses portraits, il a su se borner à un certain nombre de traits bien choisis, et les mettre avec art en relief et en perspective.

On croyait épuisées toutes les formes historiques. Celle que M. le duc de Broglie a eu le double mérite de découvrir et de pousser à un si rare degré de perfection sera un modèle de plus pour les historiens de l'avenir.

R. Chantelauze.

LE ROMAN THÉOLOGIQUE

EN ANGLETERRE[1]

Dans la littérature anglaise, le roman tient, peut-être, une place plus considérable que toutes les autres productions de l'esprit, et son influence est assez puissante pour que les écrivains les plus sérieux ne dédaignent pas d'introduire leurs idées dans ce moule qui se prête à recevoir toutes les formes de la pensée. Les théories modernes de la science et de l'art, voire même celles de l'économie politique, prennent souvent le manteau de la fiction pour se rendre plus agréables à leurs lecteurs et, par là, plus populaires. Il n'est pas jusqu'à la théologie qui ne s'en couvre pour y pénétrer d'autorité.

Si, en France, la controverse religieuse ou philosophique n'est guère admise que dans des traités spéciaux, c'est que nous ne serions pas de force à supporter, comme nos voisins, des romans conçus dans un esprit essentiellement dogmatique, qui parlent à l'imagination du lecteur tout en lui servant la nourriture de l'âme. Ce n'est pas chez nous que le fameux *Pilgrim's progress* eût conservé jusqu'à nos jours la vogue qui signala son apparition il y a deux siècles, en imprégnant de sa couleur austère et mystique un nombre infini de minces brochures et de gros volumes qui circulent, en Angleterre, à travers toutes les classes de la société. Le plus souvent le méthodisme s'y mêle à une intrigue correcte pour l'édification des lecteurs, dont un certain nombre est déjà converti à sa doctrine étroite. En regard de ces romans de la littérature courante, toute une école de romanciers élève, de nos jours, autel contre autel, les uns pour attaquer la libre pensée, les autres pour critiquer l'esprit de secte. La plupart représentent les préoccupations et les secrètes aspirations de la société anglaise tourmentée du vague désir de revenir à l'unité religieuse.

[1] *John Inglesant,* by J. Henry Shorthouse; *The romance of the nineteenth centurg,* by W. Hurrel Mallock; *God and the man,* by Buchanan; *The Laodicean,* by Thomas Hardy, etc., etc.

C'est ce courant d'idées qui circule dans quelques-unes des œuvres romanesques dues à des écrivains distingués, et, parmi celles-là, il en est deux qui ont fait, à leur apparition, une assez grande sensation en Angleterre, pour pouvoir servir de pièces à l'appui de notre dire, pour être enfin, quoique dissemblables, rapprochées l'une de l'autre comme étant l'expression de cette recherche inquiète d'une croyance religieuse. Au point de vue de l'étude, il nous a paru intéressant de les faire connaître de ce côté-ci du détroit, où il est probable qu'elles ne trouveront jamais un traducteur qui ait la hardiesse de les faire passer en notre langue. Ceux qui auraient pu entreprendre cette tâche en ont compris l'inopportunité, puisque de tels ouvrages ne répondent ni aux tendances de notre esprit, ni à cette sorte de curiosité qui nous fait jeter un regard sur les romans étrangers pour les comparer aux nôtres. Celui de M. Shorthouse, qui a pour titre : *John Inglesant*, et celui de M. Mallock, qui s'intitule avec raison : *le Roman du dix-neuvième siècle*, ne doivent être considérés que comme des thèses sérieuses présentées à des lecteurs capables de goûter ce singulier mélange de profane et de sacré, prenant forme et couleur dans une intrigue romanesque. D'ailleurs, ce n'est pas tant l'agrément de la fiction qui a dû attirer sur ces deux œuvres l'attention du lecteur anglais, que l'esprit philosophique ou théologique qui est au fond du drame romanesque. Leurs auteurs tiennent un rang élevé parmi les écrivains modernes. L'un est un penseur qui ne s'est révélé que sur le tard, ayant, apparemment, concentré toutes ses facultés sur un sujet qu'il ne voulait livrer au public qu'après en avoir fait un tableau synthétique, dont la lenteur de l'exécution démontrerait l'importance ; l'autre — nous parlons de M. Mallock — est un polémiste ardent, satirique, plein de verve et d'audace, qui n'a de parti pris que contre la libre pensée et la morale scientifique, passant tour à tour d'un écrit où il touche aux plus hautes et aux plus pures questions psychologiques à un pamphlet d'un tour presque burlesque, et qui, enfin, dans le roman que nous citons, a osé mettre en présence les plus nobles aspirations de l'âme et les plus indignes penchants de la nature humaine. Ce livre a soulevé une immense réprobation. Autant celui de M. Shorthouse a rencontré d'admirateurs, autant *le Roman du dix-neuvième siècle* a été maltraité par la critique. Ces jugements contradictoires ont une égale valeur que peut seulement démontrer l'examen attentif des mérites et des défauts qui nous frappent dans ces ouvrages de controverse, déguisé sous une apparence dramatique.

I

John Inglesant s'impose d'abord à notre attention. Cette ample composition renferme tant d'idées et de faits, qu'il faut un fil conducteur pour ne pas s'égarer dans la profusion des détails, et ce fil, ce sera la pensée qui l'a inspirée, c'est-à-dire l'exposé successif des diverses formes du christianisme, à l'effet de s'arrêter à celle qui se rapproche le plus de la vérité révélée.

Certes, ce n'est pas là un sujet qui semble prêter beaucoup à des développements purement agréables ou dramatiques dans le sens du roman. Aussi M. Shorthouse a-t-il donné au sien une base sérieuse : la couleur historique, la représentation d'une époque où s'agitent toutes les passions religieuses, la physionomie enfin de ces romans du temps passé, un peu solennels et didactiques, n'ayant de moderne que cette sorte d'inquiétude particulière à notre siècle, personnifiée par le héros du livre dont l'imagination poursuit sans cesse un idéal qu'il désespère d'atteindre.

Nous ne pourrions mieux faire que de laisser l'auteur expliquer sa pensée qu'il développe, en termes assez abstraits, dans la préface d'une des nombreuses éditions de son ouvrage :

— J'ai essayé, dit-il, de faire voir un esprit éclairé aux prises avec le fanatisme ; d'analyser les caractères du péché et de démontrer l'influence subjective du mythe chrétien. J'ai, de plus, tenté de peindre le *Cavalier* royaliste autrement que comme une brute avinée, au lieu d'attribuer toute la perfection spirituelle au seul *Puritain* et aux ascétiques de toute sorte. J'ai bien compris que j'entreprenais une tâche délicate quand j'ai introduit dans une fiction des personnages historiques, mais je crois justifier cette hardiesse en disant que je n'ai rien avancé qui n'eût pu trouver place dans un ouvrage d'histoire ou de controverse.

C'est avec conscience que M. Shorthouse a accompli la tâche délicate qu'il s'était imposée, et son talent a fait goûter au public anglais le côté sérieux de cette œuvre singulière, dont la partie romanesque est si souvent désordonnée, invraisemblable ou fondée sur ce merveilleux qui n'est admis que dans les contes fantastiques. Nous sommes, chez nous, plus récalcitrants, ou, du moins, nous n'avons pas le sens qui ferait lire avec profit une aussi docte fantaisie. Rebutés par cette forme un peu surannée, nous ne serions pas aptes à découvrir ce que les Anglais y aperçoivent tout d'abord, ce *mythe chrétien*, — ainsi le nomme l'auteur, — dont ils suivent les développements à travers les péripéties d'une intrigue fort

compliquée; mais nous pouvons nous intéresser au mouvement des idées que ce livre reproduit. Quelle qu'en soit la conclusion, il est une preuve écrite d'un état des esprits plus moderne que la donnée du roman, dont nous allons essayer d'analyser les principales situations.

L'auteur suppose la découverte de papiers de famille remontant à la première moitié du dix-septième siècle. Sous prétexte de lacunes, il évite, à l'aide de ce procédé, de recommencer le récit de certains événements trop connus. Le pastiche est assez bien fait pour que le lecteur croie avoir sous les yeux des pages jaunies par le temps et écrites par un biographe inconnu de l'époque néfaste, où le trône de Charles I[er] allait s'écrouler après une suite de fautes et de revers. Les passions politiques des partis avaient allumé la guerre civile, et un parlement républicain accomplissait la révolution sociale à l'aide des passions religieuses.

De toutes parts s'élevaient des sectes dissidentes. Le roi, lié par la promesse de maintenir la religion de l'État, *high Church*, était accusé de favoriser les papistes, sous l'influence de la reine Henriette-Marie, fervente catholique. Le Parlement était, avec Cromwell, puritain ou presbytérien rigoriste, de même que toute l'Écosse, et fortement en opposition avec l'Irlande, catholique jusqu'au fanatisme. On supposait encore la reine dominée par un pouvoir occulte, agent de la cour de Rome. On a deviné l'intervention de la Compagnie de Jésus.

C'est en présence de ces difficultés, de ces tiraillements qui deviendront bientôt des déchirements, que s'ouvre la première partie du roman, celle où l'histoire est suivie pas à pas avec fidélité et n'admet la fiction que pour l'animer par des passions personnelles. Le *drame domestique* est tellement enchevêtré dans le *drame historique*, que l'on peut regarder les êtres créés par le romancier, comme des personnifications. Le P. Saint-Clare, le Jésuite tout-puissant chez la reine, représenterait l'esprit du *jésuitisme;* de même que le héros du livre, John Inglesant, ne serait pas tel jeune homme aventureux dont on nous raconte les hauts faits ou les faiblesses, mais l'âme inquiète, cédant à ce besoin impérieux de trouver la forme qui convient à ses aspirations. Ces sortes d'abstractions, confondues dans la réalité des faits, nous semblent en rapport avec la pensée de l'auteur.

Sans nul doute, M. Shorthouse, en se faisant l'historien de la grande crise religieuse du dix-septième siècle, l'a regardée comme une image de ce qui se passe aujourd'hui en Angleterre. Si les passions n'ont pas la même violence, la même divergence existe dans les esprits sérieux, tellement troublés de se sentir à la fois si

près et si loin du catholicisme, que les uns voudraient revenir à son principe, tandis que les autres se jettent dans la négation absolue de toute doctrine religieuse. Ces deux mouvements en sens contraire ont reçu d'Oxford leur direction. En 1833, le docteur Pusey donnait le signal d'un rapprochement avec l'Église catholique; un peu plus tard le docteur Newman élargissait la voie où se sont précipitées à sa suite un grand nombre d'âmes, et en même temps de ces écoles de science et de lumières partaient des prédications de tout autre sorte : le matérialisme, le positivisme, le darwinisme et jusqu'à l'athéisme étaient professés par des maîtres éloquents. Certains esprits modérés, restant au fond anglais et protestants, se sont demandé si l'on ne pourrait chercher des moyens de conciliation. A leur point vue, le danger est aussi redoutable d'un côté que de l'autre, et c'est pour le conjurer qu'ils s'efforcent d'en déterminer les caractères, chacun selon la nature de son talent. M. Shorthouse a pris à tâche de considérer le catholicisme sous toutes ses faces, tandis que M. Mallock s'en prend à la libre pensée. C'est la singularité de l'argumentation de ces deux romanciers qui nous paraît non moins digne d'attention que les questions mêmes qu'ils débattent. C'est pourquoi nous en poursuivons l'analyse.

John Inglesant descend d'une famille papiste, — c'est là le mot sur lequel les protestants appuient avec horreur, — mais son père, dans des vues ambitieuses, s'est rattaché à l'Église établie, dans laquelle il fait élever Eustace, frère jumeau de John, tandis qu'il a laissé celui-ci à la campagne, sous la direction du P. Saint-Clare, le Jésuite, que l'auteur a le bon goût de ne pas peindre de couleurs trop sombres. L'éducation que reçoit le jeune homme est tout éclectique, afin qu'il conserve assez d'indépendance d'esprit pour pouvoir, dans l'avenir, servir d'intermédiaire entre les communions différentes. Il lui fait étudier Platon et Lucrèce de préférence aux Pères de l'Église.

Cette indifférence systématique est calculée non pour rendre le héros du roman plus intéressant, mais pour lui donner un caractère qui flotte entre toutes les doctrines, de manière à les passer en revue et à discuter le fort et le faible de chacune d'elles. Nous trouvons donc en lui le résumé de ces modes et de ces transformations que subit la conscience, quand elle s'interroge sans trouver nulle part un point fixe auquel se rattacher. John Inglesant est soumis à une foule d'épreuves où sa raison chancelle et où sa foi est bien près de sombrer. D'abord, on nous le montre à la cour de Charles Ier, faisant partie de la garde personnelle du roi, toujours libre de choisir sa voie, à ce point même qu'il est conduit par le P. Saint-Clare chez Hobbes, le matérialiste. Quand il adresse au

philosophe l'éternelle question qui remonte au moins à Pilate : « Où est la vérité? » Hobbes, pour toute réponse, lui développe ses théories contre l'Église catholique, et lui soutient la singulière proposition que les dépositaires du pouvoir sont également les distributeurs de la vérité, doctrine alors nouvelle et des plus autoritaires. Inglesant, comme le jeune homme de l'Évangile, « s'en va tout triste », et quelque peu ébranlé dans la confiance qu'il avait eue, jusque-là, en ses instituteurs. C'est le point de départ d'une lutte intérieure à laquelle il se sentira livré chaque fois qu'une nouvelle forme philosophique ou religieuse sera l'objet de son examen.

En faisant du héros de son livre un rêveur souvent enthousiaste et parfois visionnaire, le romancier a justifié d'avance la mobilité de ses impressions. Il s'agit de voir maintenant si l'intérêt romanesque triomphe de la gravité du sujet. La partie historique, bien rendue, est assez dramatique pour émouvoir le lecteur. Le jeune Inglesant y figure tantôt comme acteur et tantôt comme spectateur. Le lugubre récit des attentats du Parlement contre la royauté, la coupable faiblesse du roi, donnant prise à toutes les accusations, les massacres d'Irlande, la mort du comte de Strafford, de l'archevêque Laud, de Clamorgan, de tous ces serviteurs que Charles Ier se voit forcé d'abandonner à la vengeance du parti républicain, et qu'il doit suivre bientôt sur l'échafaud où il les a laissés monter, toute cette sanglante tragédie trouve place dans un récit habilement fait et entremêlé adroitement de détails qui se rapportent à John Inglesant.

Entre autres scènes destinées à reposer le lecteur d'une trop longue tension d'esprit, celle de l'apparition du spectre de Strafford, après son exécution, est une légende accréditée que le romancier a mise en action. Il y fait jouer un rôle à Inglesant, chargé de la garde du palais la nuit où l'ombre pénétra dans la chambre du roi, comme un muet reproche de son abandon. D'autres scènes mystérieuses sont également empreintes d'une couleur fantastique, et le romancier, afin, sans doute, de ne pas être accusé de crédulité, prend soin de nous avertir que son héros, à la suite d'une blessure reçue à la tête, est sujet à des hallucinations. Ailleurs, il parle de son *don quichottisme* spirituel. Est-ce là une précaution à l'effet de nous avertir qu'il peut se trouver un grain de folie dans la poursuite de l'idéal, même, de cet idéal religieux, qui est l'objet auquel se rattachent tous les fils de la composition?

De la cour de Charles Ier, réfugiée alors à Oxford, Inglesant, que ses qualités séduisantes font bien venir en tous lieux, se rend dans une famille qui vit à l'écart des passions de la terre, pour se

livrer seulement au travail, à la prière, à la pratique de la charité. C'est le couvent, moins les vœux. Cette sorte de communauté est dirigée par un M. Ferrar, dont le nom se trouve réellement dans les écrits de cette époque. Le jeune homme étudie les règles de la maison, et il s'en faut de peu qu'il n'y rencontre son idéal et que le roman finisse là, s'il n'entrait dans la pensée de l'auteur de pousser plus loin l'examen. Donc, Inglesant apprend, dans cette sainte maison, que la vie intérieure est le fondement de la religion universelle, c'est-à-dire *catholique*, mais le catholicisme sainement pratiqué, admettant la confession, la communion, les mortifications, et, toutefois, indépendant de Rome. *No poppery!* (point de papisme!) c'est, en Angleterre, de nos jours, comme du temps de Henri VIII, le grand cri de ralliement.

Pour la première fois, se trouve, à cet endroit du roman, une note assez tendre. Inglesant s'éprend d'une jeune nièce de M. Ferrar, Mary Collett, qui, dans la famille, porte le nom de Patience. Chaque jeune fille y symbolise une vertu chrétienne. Ce sera la Béatrix d'Inglesant, l'étoile qui le guidera un moment, et il lui donne sa foi; mais d'autres intérêts le rappellent, et ce n'est, après tout, qu'un court épisode dans son existence aventureuse...

Le P. Saint-Clare, cette puissance occulte, fait donner à son élève une mission de confiance. Il doit pénétrer dans la ville de Chester, assiégée par les armées républicaines, pour y annoncer l'arrivée de troupes irlandaises envoyées à son secours. Le nom du roi ne doit pas être prononcé. Comme les troupes n'arrivent pas, il est accusé de trahison et livré aux assiégeants lors de la capitulation de la ville. Un écrit de la main du roi aurait pu le sauver, mais il le détruit pour garder sa parole, est conduit à la Tour et condamné à mort. Son procès traîne en longueur, parce que le parti de Cromwell espère toujours tirer de lui des chefs d'accusation contre Charles Ier. Il demeure inébranlable dans sa fidélité au roi.

Les interrogatoires sont rendues avec un talent sévère, sous forme de procès-verbal, et tirées des archives de cette terrible époque, à l'occasion de semblables procès, car il est souvent arrivé à Cromwell de garder longtemps des *cavaliers* prisonniers, afin de leur arracher des aveux compromettants pour leur cause.

De plus, la longueur de cette détention permet au romancier de ne dire qu'un mot des événements politiques qui se passent en dehors de la prison. Vient cependant un moment où Inglesant est condamné à mort. Le lecteur le suit avec anxiété jusqu'à l'échafaud, d'où il s'échappe par suite d'un mouvement populaire. Un person-

nage inconnu s'empare de lui et le ramène à la Tour, où il demeure encore enfermé pendant une année entière. On devine que c'est au P. Clare, qui a des intelligences jusque dans le parlement, qu'Inglesant a dû son salut. Depuis le seizième siècle, les écrivains protestants ont vu partout des Jésuites déguisés et leur ont attribué un pouvoir sans limites. C'est encore au P. Saint-Clare que notre héros doit l'ordre d'élargissement qui lui est apporté par Eustace Inglesant, son frère jumeau.

Ici, la partie romanesque reprend le dessus. Eustace, qui arrive de France, avait épousé une riche veuve anglaise, dont il s'est séparé pour aller vivre à l'étranger en mauvaise compagnie; mais, apprenant que sa femme se laissait dominer par des intrigants de toute sorte, il revient en Angleterre pour la soustraire à leur influence et surtout à celle d'une sorte de bandit italien qu'il avait voulu tuer à la suite d'une orgie. Il engage son frère à l'accompagner; avant de quitter Londres, ils se rendent chez un personnage adonné aux scènes occultes, pour se faire tirer leur horoscope.

Nous regrettons que le défaut d'espace ne nous permette pas de donner tout au long la scène qui a lieu chez l'astrologue. Elle est bien dans le goût d'une époque où les sciences cabalistiques étaient encore en grande faveur. Elle est d'ailleurs décrite avec un sentiment naïf de crédulité et de terreur qui prédomine dans un grand nombre de passages du roman.

Dans cette scène, une enfant, qui fait l'office de *medium*, *voit* un homme assassiné; et la description du lieu où se passe le crime répond à celle d'une salle d'auberge à peu de distance du château qu'habite la femme d'Eustace. Le corps de l'homme ressemble aussi à celui d'un des deux frères, qui, étant jumeaux, peuvent facilement être pris l'un pour l'autre. Cependant, il n'y a pas à s'y tromper lorsque l'astrologue, à la fin de la séance, s'adresse à John Inglesant, en lui disant :

... Vous avez un cœur assez pur pour pénétrer des mystères qui seraient cachés à plus saint que vous, et cependant un esprit assez rebelle pour offenser les puissances célestes par votre opiniâtreté et vos mauvaises pensées. Vous souffrirez beaucoup, maintenant et plus tard, si vous n'apprenez à vous vaincre et à répondre à l'appel de Dieu !

Cette prédiction est l'annonce des événements qui attendent Inglesant. Sous forme de *bonne aventure*, elle est, en quelque sorte, le prologue de la seconde partie du roman, dont le caractère devient plus personnel, moins historique, bien que les événements de l'histoire s'y trouvent encore à leur place.

Il va sans dire que tout ce qui a été vu *dans le cristal*, une des opérations de la *Cabale*, se réalise, malgré les efforts que font les frères Inglesant, pour éviter la redoutable auberge où Eustace trouve la mort. Le meurtrier, c'est bien l'Italien qui s'est échappé, et John Inglesant se met à sa poursuite, en passant en France, où il compte sur l'aide du P. Saint-Clare.

A Paris, il revoit la malheureuse reine Henriette-Marie, entourée des émigrés royalistes, la plupart dans une misère extrême. Nous le retrouvons se livrant de nouveau à cette enquête religieuse que de tragiques événements lui avaient fait abandonner, sauf pendant quelques semaines de maladie qu'il a passées chez la veuve de son frère. Là, il a eu occasion de conférer avec un certain docteur More, professeur de panthéisme, et il a vu de près quelques quakers qui servaient sa belle-sœur avec cette douceur placide particulière à leur secte, mais il n'en a été touché que passagèrement. En France, il va assister à des débats sur des questions de casuistique, et, de plus, il va trouver, dans la pratique, ce partage auquel son esprit semble sans cesse condamné. La reine veut qu'il soit catholique, et il assiste avec elle à la grand'messe, mais les jeunes princes suivent le rite anglican et il communie avec eux. Ensuite il retrouve dans un couvent, et mourante, son ange gardien, Mary Collett, dont il était depuis plusieurs années séparé, mais elle n'a que le temps de lui adresser ses dernières exhortations, en lui recommandant de chercher Dieu seul et de résister aux séductions des Jésuites.

Ceux-ci étaient alors au plus fort de leur querelle avec les jansénistes, au sujet de la *grâce*. On sait que les disciples de Jansénius s'appuyaient sur ces paroles de saint Augustin, confirmées, selon eux, par saint Bernard et saint Thomas d'Aquin, que « la nature humaine n'a de grâce efficiente que celle qu'il plaît à Dieu de lui accorder et de lui renouveler », et que, « sans cette grâce, octroyée seulement au petit nombre, nul ne peut être sauvé ». Les Jésuites, « plus complaisants », d'après leur habitude dit l'auteur, tenaient que, la grâce étant donnée une fois pour toutes à tous les hommes, il dépendait d'eux de la rendre *efficiente* ou *non efficiente*. Cette redoutable question de la grâce, qui entraîne avec elle celles de la prédestination, de l'élection, si chères aux calvinistes, et toutes leurs conséquences, qui ont agité l'Église aussi bien que la conscience humaine, doivent, naturellement, se présenter dans un ouvrage où la plupart des questions théologiques surgissent, chemin faisant, à l'effet de les ramener, plus tard, à une sorte d'unité qui constituerait le véritable idéal religieux.

En attendant, poursuivons, avec Inglesant, ce *chemin de la croix*, où son esprit se heurte à tant d'obstacles. Il ne sait à qui donner raison entre les deux doctrines et, pour s'éclairer, il va consulter un moine bénédictin, que, sous le nom de Hugh de Crécy, il a connu à Oxford, comme l'un des plus savants *fellows* de l'Université et l'une des lumières de l'Église anglicane. Son exemple et ses discours tentent Inglesant, et il se sent prêt à embrasser la vie monastique; mais, lorsqu'il « s'éprouve soi-même », il recule à l'idée de l'abdication de sa personnalité, de son *moi* encore actif et vivant, et, à cette pensée qui, ce nous semble, aurait bien pu lui venir plus tôt, il renonce au couvent, « bien convaincu que les paroles du Bénédictin étaient la vérité même et que, dans la voie qu'il lui indiquait, il trouverait Dieu, mais moins assuré que ce fût la volonté du Christ qu'il acceptât cette vie religieuse, et que, dans toute autre voie, il ne pût aussi bien le trouver et le suivre ». Inglesant nous paraît donner des raisons bien subtiles quant aux mobiles qui peuvent déterminer notre vocation. Tout homme, dit-il, ne doit écouter l'appel du Christ que dans son for intérieur, et l'éloquence humaine, eût-elle le don de nous toucher d'une manière irrésistible, ne peut passer pour l'appel de Dieu même. Comment expliquer les contradictions que nous trouvons quelques pages plus loin, alors qu'il se dit que les paroles du Bénédictin devaient être l'appel de Dieu même. Ces fluctuations sont très humaines, si l'on veut, mais l'esprit du lecteur s'en trouve aussi désorienté que celui du héros du livre.

Ce *moi* vivant va trouver un but pour son activité. Le P. Saint-Clare fait ordonner à Inglesant, par la reine exilée, de se rendre à la cour de Rome, afin d'y ménager aux princes anglais l'appui du Saint-Siège.

A partir de ce moment le récit se colore davantage et, de sobre qu'était le style, il devient brillant comme si le soleil du Midi avait réchauffé l'inspiration du roman. Parfois aussi, l'invention, en dépassant les bornes du possible, amène des effets trop violents, c'est comme une sorte de vertige qui nous gagne dans cette Italie du dix-septième siècle où tout devient aventure. Inglesant est représenté comme entraîné dans le tourbillon de la vie méridionale jusqu'à en oublier ses projets de vengeance. Il y est, cependant, ramené par un incident bizarre et forcé, qui le rapproche d'un certain *cavaliere*, Guardino, type des jeunes libertins italiens de l'époque, lequel a connu Malvolti, le meurtrier d'Eustace Inglesant, et qui s'engage à le découvrir. Le *cavaliere* introduit son nouvel ami dans la mauvaise compagnie. C'est une occasion de faire passer sous les yeux du lecteur les tableaux variés d'une existence étour-

dissante, les mascarades, les orgies, les guets-apens des *bravi*, les intrigues de toute sorte. Pour calmer sa conscience, Inglesant se dit qu'il étudie les mœurs italiennes avant de se rendre à Rome, et qu'il s'assure des protecteurs influents, mais il est surtout retenu par l'amour de la belle Lauretta, sœur de Guardino, que ce dernier a placée sur son chemin pour avoir prise sur le noble étranger qu'il compte exploiter.

Ce qui ôte à ces épisodes le caractère d'un vulgaire roman, c'est que, même dans les parties bizarres de la conception romanesque, M. Shorthouse s'attache toujours à lui conserver la physionomie qu'il lui a donnée au début, tout en portant l'intérêt sur d'autres points et dans une autre sphère d'action. L'étude est sérieuse sous ses apparences désordonnées. C'est l'esprit du temps tel que nous en donnent l'idée les auteurs contemporains, mais peut-être ceux-là mêmes n'ont-ils rendu qu'une vérité relative, s'appliquant aux traits principaux de la vie commune et sans tenir compte des nuances qui les relient. L'Italie de cette époque, terre d'ardentes jouissances, de folles passions, de corruption et de grandeur, est caractérisée dans des tableaux isolés et sans doute vrais isolément, mais nous pouvons supposer qu'une Italie véritable aussi s'éclairerait d'un autre jour aux yeux de la postérité, s'il était possible de la faire apparaître dans son *simple appareil* de tous les moments, dépouillée de l'aspect un peu théâtral qu'elle prend à distance. M. Shorthouse a usé, toutefois, du privilège du romancier, en animant son récit des faits qui lui ont paru singuliers et pittoresques, puis il en arrive à montrer son héros comme épuisé par la surexcitation qui se porte à son cerveau et hanté par des cauchemars si étranges que, pour les chasser, il fuit le monde et court chercher encore la paix du cloître.

Il s'est retiré dans un couvent aux portes de Padoue. C'est là qu'un de ses puissants protecteurs, le cardinal Rinuccini, vient le visiter en compagnie de don Agostino Chigi, et essaye de le raisonner.

— Le monde est trop fort pour moi, lui dit Inglesant, se comparant à Hamlet.

— C'est seulement pour les faibles que le monde est trop fort, lui répond le cardinal, qui est pour l'auteur le type de ces princes de l'Église, tels qu'ils étaient alors, ambitieux et mondains. Le libre arbitre, la raison, la volonté, sont perpétuellement en guerre avec une foule d'incidents imprévus, de forces mécaniques, de difficultés matérielles qui dépassent notre prévoyance ou notre jugement, mais qui ne dépassent pas un habile gouvernement de soi-même. Cette lutte

donne à la vie un certain *stimulant*, une piquante saveur qu'elle n'aurait pas, si nous étions maîtres de tout arranger à notre gré...

— Vous avez lu *Don Quichotte*, Éminence, et, sans doute, vous le tenez pour fou? ajoute Inglesant, après un moment de silence.

— Assurément, il l'était bel et bien, répond le cardinal.

— Je le suis comme lui, reprend Inglesant.

Le cardinal, qui a bien jugé cette nature que la pensée dévore quand l'action lui manque, s'efforce de lui démontrer que le cloître n'est pas fait pour lui. Il lui reproche de flotter entre tous les extrêmes.

— Vous moralisez et vous spéculez sur ce que la vie devrait être au lieu de la prendre comme elle est, lui dit-il. Durant ce temps, elle s'écoule. Vous n'êtes rien, et la vie est finie.

Cette philosophie *païenne*, selon l'expression de l'auteur, remonte le moral d'Inglesant. L'éminence profite de cette conversion nouvelle, et l'attache à sa personne pour le mener enfin à Rome.

Maintenant va s'offrir le contraste entre la foi chrétienne qu'Inglesant a conservée au milieu de ses incertitudes, et le relâchement de cette foi chez les principaux dignitaires du clergé romain, plus occupés des choses extérieures du culte que du principe qu'elles représentent. N'oublions pas que c'est un écrivain protestant qui porte ce jugement, mais il le met dans la bouche du supérieur du collège des Jésuites, lequel dit à Inglesant :

— Comprenez une fois pour toutes et mettez-vous bien dans l'esprit que cette ville ne ressemble à nulle autre, et que bien des choses qui paraissent ici naturelles et à leur place sembleraient ailleurs très étranges et presque inconvenantes. Rome est l'image visible et symbolique du christianisme, et nous sommes ici perpétuellement en face d'une représentation dramatique de la vie du Sauveur, mais Notre-Seigneur a béni les simples d'esprit et il ne rejette pas les offrandes de nos pauvres paysans, même quand elles sont déposées aux pieds d'un Jésus de cire.

Cependant Rome même a un aspect d'une incomparable grandeur, qui s'impose à ces protestants venus pour assister seulement au spectacle, c'est-à-dire aux cérémonies dont ils ne comprennent pas le sens mystérieux. M. Shorthouse le reconnaît avec sincérité et décrit ainsi, par exemple, l'impression que produit sur Inglesant sa première visite à Saint-Pierre :

Quand, après avoir parcouru la nef dans toute sa longueur sans oser murmurer un seul mot, il eut passé sous cette voûte dorée,

sous ce vaste dôme qui semble comme un ciel dans le ciel et sur lequel s'épandent les gloires célestes et des myriades d'étoiles d'or — quand son regard, après avoir plongé dans les larges transepts dont le pavé de mosaïque s'étend à perte de vue, s'arrêta pour contempler, au milieu du plus beau monument élevé par la piété de l'homme, cet autel surexhaussé, tout éclatant de lumières, entouré de colonnes groupées et surmonté de la croix triomphante — quand, enfin, il se sentit comme enveloppé d'une atmosphère de silence et de recueillement et qu'il éprouva, au plus profond de son être, une sorte de terreur religieuse, il faut lui pardonner si, se jetant à genoux sur le pavé brillant, il eut la pensée que c'était bien ici la maison de Dieu et la porte du ciel...

Parmi les personnages que rencontre Inglesant à Rome, celui qui l'attire le plus c'est Molinos, le théologien espagnol, dont la doctrine célèbre faisait alors beaucoup de prosélytes. L'auteur nous donne à cet endroit une bonne définition du quiétisme.

La doctrine de Molinos, dit-il, consistait en cette forme de dévotion que l'on appelle l'état contemplatif, dans lequel la volonté est si soumise à Dieu et si absorbée dans cette union, qu'elle se confond avec Lui par l'effet de cet amour et de ce culte intérieur. N'étant plus exposée aux vicissitudes de la pure imagination ni fatiguée par les actes extérieurs incessamment renouvelés d'une dévotion étroite, elle entre dans la vie de Dieu. et suit partout Jésus-Christ avec une joie secrète et indicible...

La doctrine n'était pas autre chose que le résultat humble et silencieux de l'hommage d'une âme pure et en parfaite quiétude. Elle offrait à chacun l'espérance de cette communion intime — espérance dont la nouveauté et le vague même avaient un charme mystérieux — en échange des formes ordinaires du culte dont la longue habitude et la répétition continuelle paraissaient à bien des gens des formes usées et privées de vie.

M. Shortouse, reproduisant l'esprit de la Réforme, s'attache à démontrer que ce qui grossit le nombre des adhérents au quiétisme, ce fut la mauvaise administration du gouvernement papal et la corruption provenant de l'abus des richesses du clergé romain, de sa puissance sur les âmes, etc. En publiant son *Guide spirituel*, Molinos exposait que sa doctrine ne s'écartait de l'Église catholique romaine que sur un seul point, celui de la confession qui n'était nécessaire avant la communion qu'en cas de péché mortel. Inglesant croit enfin avoir trouvé la forme religieuse qu'il cherchait dans le quiétisme, qui, selon lui, se rapproche de l'Église épiscopale d'Angleterre, sauf pourtant la perfection spirituelle que

doit posséder une âme constamment en présence de Dieu. Molinos le rassure encore sur ce point, à l'aide des raisons que l'on retrouve développées dans les lettres de Mme Guyon et dans la polémique que souleva son hérésie.

A notre sens, c'est ce passage de l'ouvrage de M. Shorthouse qui en est le point culminant. Le fond de sa pensée commence à se montrer avec plus de netteté qu'au milieu des enchevêtrements de la portion historique ou de l'intrigue romanesque. C'est l'autorité, regardée comme une entrave à la liberté de conscience, c'est-à-dire le pouvoir spirituel du pape et l'obligation de la confession, qui éloigne un grand nombre de protestants et s'oppose à la fusion entre les deux Églises. Nous doutons fort que ce compromis soit du goût des catholiques, qui attendront que le besoin d'unité ramène à eux les dissidents de toutes les Églises.

Inglesant, toutefois, se contente du calme momentané que Molinos a versé dans son âme, et il recommence à jouir des délices de Rome, alors dans tout son éclat. Ces descriptions de la ville éternelle sont faites avec un véritable talent, et, bien qu'elles puissent passer pour des digressions, elles nous semblent à leur place dans un ouvrage dont l'intention philosophique autant que religieuse comporte tout ce qui est du domaine de l'intelligence et doit, par conséquent, parcourir toute la gamme des sensations et des sentiments.

Nous sommes pressés d'avancer, et cependant nous ne pouvons abandonner Inglesant avant qu'il n'en arrive à quelque conclusion. Il se rend, chargé d'une mission diplomatique, auprès du vieux duc qui gouverne les provinces ombriennes, afin d'en presser l'annexion aux Etats de l'Église. Le vieillard, livré aux influences luthériennes, se sentant près de sa fin, redoute le sort terrible qui attend l'âme encore sous l'empire des passions, si elle n'a pas racheté ses péchés par l'absolution finale. C'est encore une thèse que ces dissertations casuistiques n'éclaircissent pas suffisamment, mais qui permet d'apercevoir qu'Inglesant lui-même ne laisse pas de s'inquiéter de cet effrayant *devenir*. Le vieux duc, après lui avoir accordé de grandes faveurs, lui demande, en retour, d'aller se mettre aux ordres de sa fille, la grande-duchesse de Toscane.

Nous rentrons en plein roman, car Inglesant, à Florence, retrouve la sœur de Guardino, Lauretta, dont il était épris et l'enlève pour la soustraire à son frère et l'épouser. Ce voyage est pour tous deux une épreuve dangereuse qui amène des scènes de passion fort vives. Une fois de plus, Inglesant peut se comparer à don Quichotte, mais sous d'autres rapports que celui de sa noble folie. Lauretta

ayant cherché un asile dans un couvent, Inglesant retourne à Rome et y arrive le jour même de la mort du pape Innocent X. Suit une description curieuse de l'intérieur du conclave, où Inglesant est enfermé, comme attaché à la personne du cardinal Chigi. La France s'opposait à l'élection de Chigi, et le cardinal de Retz, alors exilé, était un de ses partisans; c'est par cette raison que Inglesant se met en rapport avec le fougueux cardinal, auquel il procure des intelligences hors de la place. L'adversaire de Chigi est le cardinal Barberini, lequel a des *bravi* à sa solde. Un d'entre eux pénètre au Vatican avec de mauvais desseins. C'est Malvolti, l'assassin d'Eustace Inglesant, qui, en voyant paraître son frère, le prend pour le spectre de sa victime et s'enfuit, frappé d'épouvante. Le lendemain Chigi est proclamé pape par les deux tiers des voix, chiffre obligatoire qu'il faut quelquefois plusieurs mois pour atteindre.

Le *cavaliere* Guardino et son acolyte Malvolti ont juré de se venger d'Inglesant, et dès lors commence une poursuite à outrance à laquelle il échappe toujours par miracle, ce qui ranime sa confiance en Dieu et calme son esprit, que l'auteur nous représente souvent comme « touchant les confins de la folie ». Il assiste aux premières cérémonies du carême avec la ferveur d'un véritable catholique, et durant la réception des cendres, à Saint-Jean de Latran, alors que son âme s'élève au-dessus des affections de la terre, ses yeux rencontrent Lauretta. Nous retombons ainsi dans le romanesque, en passant, tour à tour, et sans transition, de la question théologique à la scène de sentiment.

Il se marie, devient père de famille, et nous n'avons plus à noter que quelques incidents assez empreints de merveilleux, où reparaît l'assassin Malvolti. Le roman pourrait se contenter de ce dénouement un peu banal, mais son but ne serait pas encore atteint. Inglesant, cédant au désir de sa femme Lauretta, qui voudrait connaître le sort de son frère, repart à l'aventure, et se rend à Naples, où la peste faisait de grands ravages. Après Boccace, Daniel de Foë et Manzoni, il était difficile de redonner une description de la peste, mais M. Shorthouse a réussi à en représenter les horreurs avec un pinceau véritablement *réaliste*, dans le plus terrible sens du mot.

C'est au milieu des morts et des mourants qu'Inglesant retrouve, sous le froc d'un capucin, Malvolti, qui lui fait le récit de ses crimes, de ses malheurs et de sa conversion miraculeuse. Devenu aveugle et mendiant son pain, il a vu, un jour de Noël, apparaître le Christ, qui lui a accordé son pardon comme au larron sur la croix. Inglesant et lui s'en vont à la recherche de Guardino, et ils arrivent près de Frosinone, au pied des Apennins.

Les deux voyageurs s'arrêtent à une misérable auberge, située à peu de distance d'une *léproserie* d'où les malades ont fui à l'arrivée d'un malheureux lépreux que l'on soupçonne également atteint de la peste. Un paysan, resté seul dans l'auberge, raconte aux étrangers qu'il n'a pu supporter l'aspect horrible du malade, qu'on lui a dit être le *cavaliere* Guardino. A ce nom, le moine aveugle s'élance vers la cabane du lépreux; Inglesant le suit bientôt et le trouve murmurant des prières et des paroles de consolation à l'oreille du pestiféré qui, ayant aussi perdu l'usage de la vue, peut croire qu'un ange du ciel est venu le réconcilier avec Dieu.

Finalement, Inglesant, abîmé dans la contemplation de cette scène, croit voir apparaître Jésus aux côtés du moribond. « Selon Martin Luther, dit l'auteur, ces visions empruntant la figure du Sauveur, et le réformateur avouait en avoir eu de semblables, n'étaient qu'un des pièges tendus par Satan, pour troubler l'esprit des papistes. »

S'il en est ainsi, nous avouons ne pas bien comprendre quelle a été l'intention de M. Shorthouse, en faisant intervenir Satan au chevet d'un pécheur converti auquel le héros du livre donne une sépulture chrétienne. Comme M. Shorthouse ne hasarde rien à la légère, il est permis de supposer qu'il a voulu contredire Luther lui-même.

Quoi qu'il en soit, Inglesant, après avoir réintégré Malvolti dans un couvent de capucins, retourne à sa maison, où la peste a frappé toute sa famille et la plupart de ses domestiques.

La biographie d'Inglesant, à partir de ce moment, est censée ne plus fournir que des fragments incomplets. Il passe encore par le couvent, mais, après un court noviciat, retourne à Rome et redevient un disciple ardent de Molinos. C'est là, on le voit, une des préférences de l'auteur qui semble croire que toute division eût cessé entre les Églises catholiques et protestantes si, d'après les vues de Molinos, la confession n'eût été que facultative. « Malheureusement, dit-il, ce brillant avenir ne se laissa entrevoir qu'un moment. »

La doctrine et la personne de Molinos sont également poursuivies par les Jésuites, qui trouvent, sur les questions de la grâce, bien des points de contact avec le jansénisme et le calvinisme. Molinos ne compte bientôt plus que sur Inglesant, qui lui est resté fidèle. Celui-ci soutient sa cause jusque devant le général des Jésuites, à qui il expose hardiment ses idées sur la confession obligatoire « qui peut, dit-il, empêcher le faible ou le pécheur de s'approcher du sacrement et qui n'est pas nécessaire au fort et au

juste ». Ces arguments, si fréquemment reproduits par les protestants, prouvent, une fois de plus, combien l'orgueil humain à de peine à se plier sous le joug qui l'abaisse, mais nous tenions à montrer que M. Shorthouse les présente avec une louable impartialité, en mettant cette réponse dans la bouche du général des Jésuites :

Vous considérez, dit-il à Inglesant, cette liberté spirituelle à laquelle vous aspirez comme devant être le privilège seulement du petit nombre, c'est-à-dire des gens éclairés et dont la conscience est délicate, mais vous ne vous mettez pas au point de vue de ceux qui, chargés du gouvernement de l'Église, savent qu'il est impossible d'accorder aux uns ce que l'on refuse aux autres. Ce principe de liberté, allant toujours en s'élargissant, a causé en Angleterre et ailleurs des maux incalculables. A l'heure qu'il est, grâce à l'éducation que vous devez à une société si calomniée, vous pouvez encore choisir entre deux routes qui se joignent ici, mais qui, ailleurs, se séparent irrévocablement : entre la liberté et l'obéissance. Quoi que vous en pensiez, c'est la question vitale du christianisme. Entre la soumission absolue à l'autorité ecclésiastique et la liberté complète d'agir et de penser, il n'y a pas un terrain de conciliation, bien que l'on puisse se céder sur quelques points. Vous ne pouvez contester cette proposition, puisque les sectes hérétiques même l'admettent. Elles ne diffèrent que sur la question de savoir à qui, parmi elles, appartient l'autorité, tandis que nous, à Rome, nous n'en connaissons pas d'autre que celle de l'Église catholique.

Cette conversation, que nous rapportons à cause de sa singularité, a lieu au château Saint-Ange, où Inglesant, après la condamnation de Molinos par le Saint-Office, a été renfermé comme compromis dans son affaire. Bientôt après, les Jésuites lui procurent les moyens de retourner en Angleterre, et ici, d'après le romancier, s'arrêteraient les documents biographiques.

On comprend pourtant que M. Shorthouse ne pouvait en rester là, après l'exposé de la plupart des doctrines qui agitent le monde religieux, — non compris les sectes si nombreuses qui les divisent encore, — et qu'il devait, tout au moins, laisser entrevoir une solution quelque peu pratique. Nous la trouvons à la dernière page, mais là encore sous la forme assez vague qu'il lui a plu d'adopter.

Un personnage quelconque écrit à un ami, vers l'époque de la restauration de Charles II, et quand la nation est encore dans la joie du retour de son roi. Cette lettre, datée de Reading, traite de sujets indifférents, entre autres de musique, — il en est souvent question

dans le cours du roman — et, à propos d'un concert d'amateurs, parle d'un certain M. Inglesant, qui a habité l'Italie et doit venir faire sa partie comme violon. On voit donc reparaître le héros du livre, sans qu'on sache ce qu'il est devenu depuis plusieurs années, ce qui fait de lui seulement, l'incarnation d'une idée religieuse dont il doit dire le dernier mot.

La fin du roman n'est plus qu'un dialogue entre Inglesant et un nouvel ami, qui émet la proposition suivante :

L'Église anglicane n'est qu'un compromis, incapable de maintenir une discipline rigoureuse. Elle ne parle qu'avec timidité, tandis que l'Église de Rome n'hésite jamais à se prononcer, ce qui rend sa position plus logique. Si la vérité absolue lui a été révélée, son enseignement est également inspiré; autrement, elle n'eût pas transmis cette vérité à l'humanité de siècle en siècle.

— C'est, réplique Inglesant, l'argument papiste, auquel il n'y a qu'une réponse à faire : la vérité absolue ne lui a pas été révélée.

Et il en conclut que la vérité est seulement en nous-mêmes et qu'elle doit grandir avec nous si nous la cherchons réellement.

C'est, dit-il encore, la méthode que le Christ a suivie, et il a vaincu le monde en se mettant en harmonie avec cette loi de développement graduel qui rentre dans le plan de la sagesse divine.

Puis il reprend d'un ton plus gai en regardant l'horizon : « Le soleil est couché, mais nous le verrons se lever de nouveau ! »

Ce n'est là qu'un sous-entendu. Que faut-il conclure de ces réticences d'un auteur qui s'impose par sa science et sa bonne foi, sinon qu'il est lui-même embarrassé de se prononcer, et qu'il garde la réserve imposée à un loyal sujet, à un protestant de bonne souche vis-à-vis de la religion établie, tout en désirant une nouvelle réforme? Il penche vers le quiétisme, il n'est pas éloigné d'un catholicisme mitigé, en se gardant de Rome et de l'influence des Jésuites, qu'il s'exagère aujourd'hui. Son livre est comme un « Avertissement aux protestants », indiquant le danger que court l'Église anglicane par le fait des sectes dissidentes, surtout de celles qui s'intitulent le *puséysme*, le *Ritualisme*, etc., si rapprochées de l'Église catholique, et aussi par les progrès de la libre pensée, mais il est surtout l'expression de ce malaise qui tourmente tant de bons esprits en Angleterre. Par le nombre croissant des conversions au catholicisme, il est facile de juger du travail latent qui s'est opéré dans les âmes, et que la littérature hostile ou favorable au mouvement accuse sous des formes diverses. Chaque jour voit naître quelqu'une de ces œuvres qui rentrent dans le domaine de

la théologie pure, ou qui portent les traces de cette inquiétude particulière que l'homme éprouve quand il sonde les problèmes de son existence. Il y a là tous les indices d'une préoccupation habituelle chez cette nation d'un tempérament assez sérieux pour ne pas craindre d'arrêter sa pensée sur les plus graves sujets, et de traiter la religion ou la politique comme choses de la vie courante; d'où il suit qu'un romancier est grandement à l'aise quand il lui plaît de mêler au jeu des passions ou aux scènes familières de son drame, les plus hautes considérations de la théologie. Bien que ces matières inépuisables aient peu d'affinités avec la fiction romanesque, sous certains rapports, cependant, nous admettons, même en France, que l'élément religieux se trouve sous la plume d'un romancier. Ce qui, toutefois, mettrait en fuite tout un ordre de lecteurs français, ce seraient des questions de casuistique, des points de doctrines, faisant l'objet d'une controverse à travers l'action du roman. Pour le lecteur anglais, c'est souvent un intérêt de plus, soit que ces graves sujets se présentent sous forme d'abstractions ou qu'ils se montrent sous des figures palpables.

M. Shorthouse est donc naturellement justifié d'avoir encadré dans une composition romanesque ce qui pourrait passer pour une apologétique chrétienne répondant aux questions anxieuses d'une âme à la recherche de la vérité. Seulement, il est permis de trouver dans son œuvre un décousu et une hésitation qui étonnent quand on sait que, loin d'être sortie d'un premier jet du cerveau, elle a été longtemps méditée et élaborée. Nous persistons à croire que cette hésitation est *voulue;* qu'elle peint d'autant mieux l'état moral de ses contemporains, dont son Inglesant, à l'esprit malade, est le représentant.

L'époque, d'ailleurs, qui a quelques points de ressemblance avec la nôtre, a été heureusement choisie par cet écrivain érudit. Au temps de Inglesant déjà, l'étude des Pères de l'Église se confondait avec celle des écrivains de l'antiquité, Platon, Lucrèce, Ovide, de telle manière que les beaux esprits du temps en faisaient un mélange singulier dans leurs écrits. De grands seigneurs, les Warwick, les Manchester, s'essayaient dans un genre à demi fictif, en mêlant, — comme il était aussi de mode dans les arts, — le sacré au profane. Peut-être est-ce un reste de ces études spéculatives qui fait reparaître encore aujourd'hui dans des œuvres d'imagination les questions philosophiques et religieuses. Pour ne citer qu'un petit nombre des ouvrages de ce genre dans lequel se sont essayés des romanciers bien connus, M. Buchanan, entre autres, a naguère publié un roman sous ce titre : *Dieu et l'homme*, où il met en avant les causes finales dans leurs rapports avec les devoirs de l'huma-

nité. Le *Laodicean*, de M. Hardy, s'avance très loin dans le domaine de la métaphysique, mais non sans un mélange de spiritualisme et de sensualisme qu'un goût un peu sévère pourrait rejeter. Le savant auteur de *Philochristus*, — ce titre indique suffisamment l'esprit de ce pieux roman, — a publié les mémoires d'un disciple de saint Paul, dont le héros, *Onesimus*, qui est censé vivre en l'an 60 de notre ère, parcourt l'Orient pour vérifier l'authenticité des Évangiles, et, sous ce prétexte, discute le rationalisme des écoles allemandes modernes.

Tous ces romans, et bien d'autres, plus anciens et plus récents, prouvent qu'à un romancier anglais, ni l'archéologie, ni les sciences, ni la théologie, ni la philosophie, ne semblent incompatibles avec le récit de la vie pratique. Ils prouvent encore que son lecteur admet, comme lui, que toutes les questions auxquelles il peut porter intérêt sont susceptibles d'entrer dans un roman.

Ce droit du romancier, M. Shorthouse en a largement usé, et son livre, qui date de deux ans, a eu un succès retentissant et prolongé. C'est pourquoi nous l'avons analysé avec quelque développement. Il nous reste à parler de celui qu'un éminent philosophe a eu l'audace, — il faut bien se servir de ce mot, — d'écrire presque dans le même esprit, mais sous une forme très différente. Nous avons dit en commençant que le roman de M. Mallock avait scandalisé les lecteurs anglais. On pourrait lui donner pour épigraphe ces vers de notre poète :

> Les vrais religieux me trouveront impie,
> Et les indifférents me croiront insensé.

Mais ce n'est pas encore un livre *indifférent* que celui qui a excité tant de surprise. Il sortait de la plume d'un auteur qui avait déjà affronté son public, en publiant des romans satiriques contre les doctrines matérialistes. M. Mallock avait écrit sur tous les tons. Tantôt, à l'exemple de Swift, il attaquait le *darwinisme*, sous des formes burlesques, dans *le Nouveau Paul et la nouvelle Virginie;* tantôt dans *la Nouvelle république;* il se contentait d'employer la raillerie humoristique pour laisser entrevoir, sous un masque légèrement soulevé, les figures bien connues des professeurs Huxley, Tyndall, Jowett et autres célèbres docteurs de la libre pensée. Dans ce dernier ouvrage, une sorte de Décaméron philosophique, l'auteur reproduit le rêve d'une société régénérée, en laissant chacun des interlocuteurs, selon ses aptitudes particulières, proposer des formules, toutes impraticables. On ne peut nier que ces deux romans n'offrent la caricature plutôt que l'image des personnes et des doctrines attaquées, mais tel est le trait rude et incisif de la caricature

chez les Anglais. Au milieu de ces personnages un peu grimaçants se détache l'esquisse d'une jeune fille nouvellement convertie au catholicisme, qui nous paraît, dans l'intention de l'auteur, résumer l'idéal que les autres personnages du livre ont vainement cherché. Nous notons ce point, ayant à y revenir à propos du *Roman du dix-neuvième Siècle*.

Comme écrivain sérieux, M. Mallock est justement apprécié par les chefs de nos écoles spiritualistes. On voit que, pour les besoins de la cause qu'il soutient, il croit nécessaire de se servir de toutes armes. C'est ce qui donne un caractère particulier au *Roman du dix-neuvième Siècle*, et nous autorise à le mettre en regard du *John Inglesant*, comme un signe des temps, un symptôme accusateur de l'inquiétude qui a saisi tant d'esprits en Angleterre, au sujet de Rome et de ses influences.

Ce qui repousse dans ce roman, disons-le tout d'abord, c'est l'indélicatesse du rapprochement entre la discussion des choses les plus sacrées et l'équivoque d'une situation que l'on ose à peine indiquer. La morale et le bon goût en sont également offensés, et il devient assez difficile, après cet aveu, de rechercher l'intérêt véritable qui gît au fond de l'œuvre. Selon ses détracteurs, ce livre, plein de fièvre, porte le trouble dans quelques esprits, l'ennui chez d'autres, et n'est susceptible de produire aucun bien. Cette sévérité de la critique serait fondée, quant à l'impression de malaise qu'en laisse la lecture, mais ne doit pas empêcher de reconnaître le charme et la vérité des descriptions, la mélancolique beauté des méditations, aussi bien que l'observation fine et sagace des mœurs mondaines. M. Mallock, cette fois un romancier doublé d'un philosophe, n'aura, sans doute, représenté le mal du siècle à son extrême puissance, qu'afin de montrer le ravage produit dans des âmes créées pour le bien par le scepticisme et le doute sous toutes ses formes, cette plaie des temps modernes.

Selon M. Mallock, les systèmes philosophiques de l'antiquité et ceux de nos jours, qu'ils soient préconisés par Épicure et par Spinosa, par Charles Comte et par Darwin, ou, du moins, les sophismes et les erreurs qui en dérivent, démontrent la fausse paix et l'inconsistance de leurs théories. Seule, l'Église, dans ses enseignements, ne saurait nous tromper. Mais, dira-t-on, quelle Église?... On ne peut s'attendre, sans doute, qu'un livre, qu'un roman, qui n'a pas d'autre objet que de peindre les angoisses des âmes jetées hors de leur voie, décide une question si grave. Il s'arrête devant une affirmation et se contente de présenter à son lecteur les principes contradictoires. Ainsi nous dépeint-il le malaise indéfinissable dont souffrent les âmes sans Dieu, — la satiété de la vie du monde en

même temps que l'entraînement vers ses voluptés sans avoir la passion pour excuse, — le désir ardent et inassouvi de trouver la paix en recouvrant la foi, mais sans renoncer à ses penchants coupables. Dans ce *Roman du dix-neuvième Siècle*, où se trouvent confondus le matérialisme et le spiritualisme, la vie du monde dans ce qu'elle a de plus désordonné et le sentiment religieux porté jusqu'à l'ascétisme, M. Mallock a déployé toute la puissance de son talent, toute l'ardeur de sa polémique, et il est arrivé à scandaliser les esprits sages et les âmes honnêtes!

Il n'est pourtant pas inutile de pénétrer un peu plus avant dans les profondeurs de cette œuvre hardie qui renferme de grandes beautés de détail, et qui constate, une fois de plus, le mouvement religieux si controversé que nous signalons dans les romans qui font l'objet de cette étude. Une analyse rapide ne peut guère que faire ressortir le vice du sujet, mais il importe d'en retracer les lignes principales, afin que le lecteur y démêle l'idée prédominante. Un membre distingué de l'aristocratie anglaise, Ralph Vernon, après de longs voyages, revient dans son pays pour prendre part à la politique et se marier, mais bientôt il rompt une union avantageuse parce qu'il y a mis la condition que ses enfants seraient élevés dans la religion catholique. Dès le début, la question théologique s'engage ainsi. Puis Ralph Vernon éprouve le besoin de la solitude, et croit trouver cette solitude au bord de la Méditerranée, à la pointe du golfe Jouan, c'est-à-dire tout près de Nice, la ville du plaisir. Ceci est pour amener le conflit qui va s'élever entre le bien et le mal. L'auteur a représenté le mal sous la forme décevante d'une femme d'une merveilleuse beauté, en qui se réunissent tous les contrastes, l'élévation et la bassesse, l'humilité et l'orgueil, la franchise et la dissimulation. Malgré cet assemblage déplaisant, le romancier s'est efforcé de rendre intéressante la malheureuse Cynthia Walters en lui donnant le sentiment amer de sa propre déchéance, mais il ne saurait diminuer la répugnance que nous ressentons pour ce composé hybride de la jeune fille bien née, mais pervertie, jusqu'à devenir pire qu'une courtisane, par un misérable qui garde sur elle un funeste ascendant. Cette figure de Cynthia, qui rappelle la Chimère antique, pèse sur l'imagination du lecteur de même qu'elle s'est emparée de celle de Ralph Vernon.

Leur première rencontre a lieu dans le salon de Monte-Carlo.

... La scène qu'elle avait sous les yeux paraissait l'attrister plus encore que l'embarrasser... Ses mouvements et son attitude gracieuse révélaient une fière réserve en parfait contraste avec les manières du monde qui l'entourait. Elle était très pâle; son front et son cou avaient

la blancheur de la fleur de magnolia, mais, sur cette pâleur, ses lèvres tranchaient, selon la parole de Salomon, « comme une bandelette d'écarlate », et ses grands yeux lumineux étaient « noirs comme la sombre violette ». Toute sa personne, à la clarté des lustres, ressemblait à une radieuse vision.

L'intimité s'établit très promptement entre Cynthia et Vernon, dont les villas sont voisines. Dès le premier entretien, ils se font des confidences. Vernon comprend à demi le secret qui pèse sur cette lamentable destinée, et comme leurs conversations roulent sur des sujets de casuistique, il s'efforce de relever à ses propres yeux la coupable Cynthia, pour amener graduellement son repentir, mais vient le moment où elle lui dit : « Je ne puis souffrir que vous pensiez du bien de moi. Je suis plus mauvaise que la plus mauvaise des femmes... » En un autre endroit, elle dit encore qu'elle ne peut répondre d'elle-même parce qu'une femme qui a commencé à suivre une mauvaise voie est toujours accessible à la tentation. Ralph Vernon, quand il a renoncé à tout espoir de la régénération de Cynthia, s'abandonne à la passion qu'elle lui inspire, lorsqu'un brusque dénouement met fin à cette situation critique. Le colonel Stappleton, l'odieux séducteur de la jeune fille, le meurtrier de son honneur et de sa conscience, attaqué par Vernon, lui brûle la cervelle au moment même où Cynthia venait de mourir de la rupture d'un anévrysme.

A n'envisager que l'intrigue romanesque, telle que nous venons de la présenter en quelques lignes, il semble qu'un seul ordre de sentiments y domine et que tout ce qui intervient en dehors d'un drame douloureux et criminel soit d'inutiles longueurs. Le drame, cependant, n'est ici qu'un prétexte à l'idée. L'intérêt de l'ouvrage repose sur la lutte entre les puissances qui se disputent notre double nature; et cette conception, à la fois abstraite et positive, n'a pour objet que de représenter les troubles de l'âme en face des grandes questions que se pose involontairement toute créature intelligente. Les subtilités de la dialectique sont discutées par les personnages du roman au milieu des pages les plus passionnées, et elles sont, pour Vernon et Cynthia, comme une sorte d'obsession dont ils ne peuvent se délivrer, surtout à l'occasion du catholicisme, dont ils examinent les dogmes avec un mélange de notions justes et fausses. Ils concluent toujours à rejeter la confession et l'absolution par l'entremise du prêtre, mais si les arguments sont protestants, les tendances sont catholiques, ce qui représente au vrai l'état actuel d'un grand nombre d'esprits en Angleterre.

Écoutons la fin d'un entretien où les deux héros du livre flottent, comme d'ordinaire, entre ciel et terre :

— J'ai failli devenir catholique, dit Cynthia, j'étais sur le bord du précipice et, devant moi s'étendait cet océan de la foi catholique. Je me sentais possédée du désir de m'y plonger, mais je recouvrais mes sens... et je m'applaudis aujourd'hui d'avoir échappé à un suicide moral...

— Pour moi, reprend Vernon, c'est la seule question digne d'intérêt. Toute votre science, toutes vos recherches vous ont-elles conduit à quelque chose de meilleur que le catholicisme?

Ailleurs, il dit encore, poursuivant la même idée : « Le catholicisme repose sur une base fixe, tout en s'appropriant aux changements de la société. » Jusqu'à ces déclarations, nous aurions pu croire que l'auteur ne s'était préoccupé que de combattre, dans une sorte de joute spirituelle, les doctrines matérialistes, « essayant, nous dit-il dans sa préface, de faire voir les fruits de l'athéisme », sans entreprendre l'apologie d'une Église en particulier. Écrivain de haute valeur, il trouvait dans le spiritualisme bien des armes de combat, mais il va plus loin, et en s'avançant sur un terrain brûlant, il semble avoir cédé à un entraînement irrésistible.

Le seul personnage qui, dans le roman de M. Mallock, représente la vertu, la foi, la grandeur du caractère, est un jeune prêtre, catholique nouvellement converti, sorti du régiment des gardes pour se consacrer à Dieu. Les discours de Frédérik Stanley, d'une orthodoxie irréprochable, semblent, par moments, avoir action sur ces âmes tourmentées que l'on croirait fatalement entraînées vers un des cercles de Dante. Vernon tantôt accepte les arguments du jeune prêtre, tantôt engage avec lui le débat sur les questions de la volonté, du libre-arbitre, de la pratique dans le sens que donne l'Église à ces questions, à propos de la situation fausse où Cynthia se trouve engagée et dont elle n'a pas la force de sortir; pour elle, *Abyssus abyssum* est une cruelle vérité. En d'autres endroits, Vernon soutient l'autorité de la révélation et de la tradition et, quand il descend dans sa conscience, il s'écrie : « J'ai passé la nuit avec un spectre, avec ce *moi* que je sens comme mort »; il a, durant cette nuit, adressé au ciel des appels désespérés, en s'inspirant des *Confessions* de saint Augustin, dont il fait sa lecture habituelle.

La question du mérite des œuvres, si controversée par les protestants, paraît entendue au sens catholique quand Vernon dit, en parlant de lui-même, qu'il croit à une âme dont l'existence est un grand mystère, mais dont il tâche, dans la solitude, de ressaisir les débris épars. Selon sa conviction, il ne saurait les rassembler qu'en faisant quelque chose de bien, comme, par exemple, un travail utile à ses semblables. Il y a conscience qu'il ne suffit pas de se présenter à Dieu les mains *nettes*, mais les mains *pleines*.

Le Roman du dix-neuvième siècle aurait donc, poussé par le vent qui souffle en Angleterre, une couleur plus dogmatique encore que romanesque. Jusqu'aux moindres détails, et dans les descriptions même, il s'y reflète quelque chose de ce sentiment confus qui porte bon nombre de protestants à se rapprocher d'une Église à laquelle ils ont jadis appartenu. Quelques-unes de ces pages descriptives offrent un mélange bizarre de mysticité et de volupté qui rend merveilleusement, dans leur expression poétique, la sensation des belles nuits du Midi, durant lesquelles la pensée s'exalte et s'énerve tout ensemble. Au retour de cette soirée où Vernon a rencontré Cynthia pour la première fois, ses pas errants le portent au bord de la mer; nous tenons à donner un de ces passages où la pensée se voile sous les molles langueurs d'un style plein de charme :

Il (Vernon) se sentait comme un homme qui aurait absorbé une dose d'opium moral. Sa poitrine était agitée d'un trouble étrange et doux. C'était comme une sorte de résurrection magique du fougueux roman de ses jeunes années. Appuyant son coude sur une balustrade, il contempla passivement la mer qui s'étendait devant son regard : « Mer idéale, murmura-t-il, tandis que s'élevait en lui un flot de pensées, je ressens de nouveau ton charme d'autrefois! De ta surface enchantée s'élèvent encore des voix indistinctes qui parlent d'ambition, de passion et de musique. Mer de la lune orientale et du crépuscule italien, les yeux des amants les plus célèbres t'ont souvent contemplée! Les chansons d'amour les plus mélodieuses se sont mêlées à tes brises du soir. Pâles vagues incessamment agitées, vous caressez les membres des sirènes; sur votre sein flottent les nautiles et, en moi-même aussi, dans toutes les profondeurs de mon être, mes pensées, mes aspirations, s'élèvent comme des chants de sirènes. Chantent-elles ses yeux ou ses lèvres? Chantent-elles à son esprit de descendre jusqu'à moi »?

Alors il revint à son jardin. Là aussi, c'était un enchantement, Étaient-ce Obéron et Titania qui le mettaient en fête? Les buissons et les fleurs semblaient peuplés d'êtres surnaturels. Dans le désordre de ses sens, il retourna à la place d'où se voyait la mer. Au loin, les lumières de Nice se reflétaient dans l'eau comme une longue traînée d'étoiles d'or. Sur un étroit promontoire plus rapproché et couvert de myrtes, une lumière solitaire tremblotait, faible et à peine visible. Elle venait d'une petite chapelle de la Vierge. Son regard distrait s'y porta. Aussitôt, dans le monde de ses rêves, il revit, flottant comme les vapeurs de l'encens, des autels éclairés, il entendit les sons de la prière : « Étoile de la mer, dit-il à voix basse, Étoile du matin, Refuge des pécheurs, priez pour moi. »

L'invocation qui termine ce passage serait faite pour nous surprendre, si nous ne savions qu'aujourd'hui, la douce puissance qui représente une auguste maternité est, tout au moins, respectée par les protestants. Ne lisons-nous pas cette phrase émanant d'une autorité qui ne doit pas leur être suspecte, nous voulons parler de mistress Beecher-Stowe : « Espérons qu'un jour viendra où la présence, non plus d'Égérie, mais de Marie, le type par excellence de la maternité chrétienne, se fera sentir dans toutes les lois et toutes les institutions de la société. »

Malheureusement, pour M. Mallock et pour ses lecteurs, le grand talent qu'il a déployé sur un fond vicieux ne peut servir à la cause dont il s'est fait le champion. S'il fait ressortir dans des romans satiriques les côtés ridicules ou dangereux des doctrines qu'il combat; s'il montre une véritable éloquence dans une œuvre pleine de flamme, il dépasse les limites de la plaisanterie ou de la passion, et court le risque de perdre le crédit qu'il doit à des écrits philosophiques si justement estimés.

Cependant ce livre, dont nous avons donné un rapide aperçu, est intéressant à plusiurs points de vue. Il est *fouillé*, comme on dit aujourd'hui, avec le scalpel le plus aiguisé; et si cet examen pathologique conduit à des découvertes parfois répugnantes ou douloureuses, c'est qu'il a pénétré au fond de cette double nature humaine, qui offre des misères repoussantes quand on la considère dans son caractère matérialiste, et une grandeur infinie alors que l'esprit a dominé la matière.

M. Shorthouse aurait plus de chance d'être écouté. Toutefois, son livre n'est qu'un exposé, habile et consciencieux sans nul doute, mais qui ne résout rien et ne peint que l'agitation. Sans en goûter la forme, nous reconnaissons la valeur de ce *John Inglesant*, que nos voisins ont lu avec passion. Pour nous, le défaut de cette littérature de controverse, c'est d'être, pour ainsi parler, plus doctrinale qu'humaine. Ces sortes de romans ne sont qu'une *symbolique* mise en action, où les idées, les croyances, les abstractions prennent forme et figure pour se faire mieux entendre. Cependant, il faut rendre justice au sentiment qui porte tant de lecteurs anglais à accueillir aussi favorablement un si grand nombre d'œuvres romanesques destinées à les éclairer et parfois à les guider, et il faut louer le courage et la conviction qui conduisent tant de romanciers, d'allures différentes à marcher sous le même drapeau.

C. Louis Régis.

LA COMÉDIE-FRANÇAISE

PENDANT LE SIÈGE ET LA COMMUNE

Ce qui a le plus étonné nos nationaux, et surtout les étrangers, à l'issue du siège de Paris, ç'a été d'apprendre que la grande et populeuse cité n'avait pas tout à fait oublié ses habitudes de distractions et de plaisirs, durant cette longue et douloureuse épreuve. Elle en modifia seulement la destination, tout en continuant à les pratiquer et à en jouir. Fermée au reste du monde, et cela pendant quatre longs mois; bientôt aux prises avec les difficultés les plus vives de sa subsistance, et soumise aux horreurs d'un bombardement final qui mit en péril plusieurs de ses quartiers et un grand nombre de ses habitants, elle fit montre, jusqu'au bout, de ce qu'on pourrait appeler sa glorieuse insouciance et sa traditionnelle bonne humeur.

Ainsi, dès le premier jour où l'investissement de Paris devint probable, et presqu'au lendemain même de la proclamation de la république, tous les théâtres furent fermés par ordre; mais bientôt les principaux rouvrirent pour donner soit des représentations patriotiques au bénéfice des veuves ou orphelins de la guerre, soit en vue d'achat de canons destinés à la défense nationale, soit enfin pour offrir une diversion véritablement utile à l'esprit et aux idées de la foule, de manière à lui faire oublier momentanément, et pour quelques heures, les gravités toujours croissantes d'une cruelle et inextricable situation. L'Opéra et la Comédie-Française, surtout, donnèrent, à ces divers titres, un certain nombre de représentations d'actualité qui eurent un grand succès. En même temps, les cafés étaient demeurés ouverts, les boulevards regorgeaient de promeneurs; et, bien que la grande capitale ne fût plus nuitamment éclairée que par des moyens restreints et insuffisants, on peut dire que, relativement, ses principales rues et ses boulevards offraient encore le souvenir

et au moins l'apparence des brillantes soirées de ce Paris amuseur et frivole, si célèbre dans les plaisirs du monde.

Mais nous ne voulons nous occuper ici, à propos des distractions de Paris, pendant la durée du siège et de la Commune, que de ce qui concerne spécialement la Comédie-Française. Notre confrère Jules Prével a publié jadis un travail analogue pour l'Opéra. L'histoire documentaire et anecdotique de la Comédie-Française, pour cette même période, offre un égal intérêt, et, même à près de quinze années de distance, elle nous paraît mériter encore d'être retracée.

I

LES DERNIÈRES SEMAINES DE L'EMPIRE A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Bien avant l'investissement de Paris, la Comédie-Française avait ressenti, pour sa prospérité artistique et financière, le contre-coup des graves événements qui se préparaient. Dès le 18 juillet 1870, jour de la déclaration officielle de la guerre, elle prend part elle-même au mouvement patriotique qui enfièvre et enflamme alors si noblement tous les esprits. Ce même jour, on jouait *le Lion Amoureux*, comédie de Ponsard; l'affluence était peu considérable, plus encore en raison de la situation politique que de la chaleur; la recette était cependant montée à 1176 francs, et la salle était à peu près comble, par suite des nombreux billets de faveur donnés aux artistes et à leurs amis. Tout à coup, après le deuxième acte de la pièce, un cri se répand comme un mot d'ordre dans la salle : *la Marseillaise!...* Le chant révolutionnaire, — il était alors considéré comme tel, — avait été autorisé par décision souveraine à dater du jour où le gouvernement avait cru devoir reconnaître que la guerre était inévitable. Toutefois la Comédie-Française n'était pas préparée à cette réclamation du public; mais la salle y mit tant d'insistance, qu'il fallut bien faire annoncer que personne n'était encore en mesure de chanter *la Marseillaise*, et que la Comédie demandait deux jours pour que M[lle] Agar pût la répéter. En attendant, l'orchestre — car il y avait encore à cette époque un orchestre au Théâtre-Français[1] — allait jouer le chant de Rouget de l'Isle. Un moment

[1] Le chef d'orchestre du Théâtre-Français, en 1870, est M. Ancessy, qui avait remplacé, le 1[er] octobre 1868, par M. Rocques, lequel avait succédé directement en 1855 au futur auteur d'*Orphée aux enfers* et de tant d'autres opérettes célèbres, M. Jacques Offenbach. M. Ancessy, étant décédé vers la

après, les musiciens de M. Ancessy exécutaient le refrain fameux que la salle répéta et accompagna aussitôt tout entière.

Le lendemain 19, la recette tombe à 211 francs, avec la comédie nouvelle de MM. Jules Amigues et Marcelin Desboutin, *Maurice de Saxe*[1].

Le 20, on donne de nouveau *le Lion amoureux*, et, cette fois, avec la *Marseillaise*, chantée par Mlle Agar. La recette monte à 1170 francs.

Théophile Gautier a rapproché dans un brillant article publié à ce sujet au *Journal officiel*, la double interprétation de la *Marseillaise* par Rachel[2] et par Mlle Agar. « Si Mlle Rachel, dit-il, avait l'air d'une Némésis vengeresse, Mlle Agar ressemble à une Victoire ouvrant ses ailes d'or. Elle ne chante pas précisément la *Marseillaise*, mais elle mêle, d'une façon très habile, la mélodie à la récitation, et l'effet qu'elle produit est très grand. C'était certes une entreprise hardie que de déclamer ces strophes sur le théâtre même où Rachel les avait rugies avec un accent si terrible; mais l'audace a été heureuse et l'intelligente tragédienne a compris que, si le chant était le même, l'expression devait être différente. Elle y fait prédominer l'élan héroïque et la certitude du triomphe. »

Le succès fut très vif; ce n'était pas Rachel, à coup sûr; Mlle Agar n'a ni la haute dignité, ni le grand air tragique de cette illustre reine de théâtre à jamais disparue; mais, enfin, elle déclamait avec beaucoup de feu et d'emportement le chant de Rouget de l'Isle, et elle y produisit un grand effet, si grand même, que, les événements aidant, elle dut, à partir de ce jour, chanter la *Marseillaise* dans tous les spectacles qui précédèrent immédiatement la fermeture du théâtre, c'est-à-dire quarante-quatre fois.

fin de cette même année 1870, n'a pas eu de successeur; du même coup l'orchestre, en somme bien inutile du Théâtre-Français, a été définitivement supprimé.

[1] *Maurice de Saxe*, pièce en cinq actes, en vers, représentée pour la première fois le 2 juin 1870, avec Got, Maubant, Seveste, Thiron, Barré, Laroche, Coquelin cadet, et Mmes Lafontaine, Lloyd et Granger, dans les principaux rôles. Elle n'a eu que vingt-deux représentations.

[2] Ce n'est pas Mlle Rachel, comme on le croit communément, qui chanta pour la première fois la *Marseillaise* à la Comédie-Française. Le 27 février 1848, dans une représentation au bénéfice des blessés, le public demanda à grands cris la *Marseillaise*. Personne ne la savait au théâtre, mais, pour répondre aux réclamations du public, l'acteur Brindeau vint déclamer en scène l'hymne célèbre. Il y obtint un grand succès, qui se renouvela encore pour lui le 28 février et le 2 mars. Ce n'est, en effet, que le 6 mars 1848, que Rachel s'y fit entendre pour la première fois. Elle la chanta alors trente-cinq fois de suite.

En ces tristes jours, dans cette dernière quinzaine de juillet qui fut si pleine d'espoirs immenses en des victoires triomphales qui devaient si cruellement se changer en d'incommensurables défaites, et dans ce mois d'août, le dernier mois de l'empire, qui devait voir nos armées définitivement paralysées et à la veille d'être pour longtemps dispersées et détruites — en ces tristes jours, les ouvrages, où il était question de la grandeur nationale et des héros qui l'avaient jadis préparée, avaient seuls le pouvoir d'attirer le public au théâtre. Ainsi, à la Comédie-Française, on ne forçait quelque peu la recette, — bien médiocrement toutefois, — qu'avec *le Lion amoureux* et la *Marseillaise*. Il fallait que ce dernier chant complétât tous les spectacles; qu'il fût ou non sur l'affiche, le public le réclamait quand même. Le 21 juillet, *l'Honneur et l'Argent*, de Ponsard, fait 450 francs de recette; le 22, *Maurice de Saxe*, 187 francs; mais le 23, *le Lion amoureux* avec la *Marseillaise* donne 1586 francs; le dimanche 24, la recette retombe à 334 francs, avec *Maurice de Saxe*, et remonte, le lendemain 25, à 924 francs avec *le Lion amoureux*, qui fait encore 1505 francs le 27, toujours accompagné de la *Marseillaise*. Le 31, on monte à 2947 francs avec le même spectacle.

Le 3 août, la Comédie avait repris, avec une certaine solennité, un vieux drame en vers de l'époque romantique, *une Fête de Néron*, par Belmontet et Soumet, lequel avait obtenu deux fois un vif succès à l'Odéon, d'abord en 1829 (le 28 décembre, sous la direction d'Harel), avec Ligier (Néron) et Mlle Georges (Agrippine), puis le 26 février 1861, avec Gibeau et Mlle Karoly, dans ces mêmes personnages. Aujourd'hui, c'est Mlle Agar qui joue le rôle d'Agrippine, et encore Gibeau qui représente Néron. Mais que les temps sont changés! Cette pièce, qui avait jadis si fort impressionné le public, ne donne aujourd'hui que des recettes dérisoires. On fait 435 francs, le 5 août, à la deuxième représentation; 193 francs, le 9; 168 francs, le 16; et 180 francs, le 29. *Une Fête sous Néron* ne peut être jouée que onze fois au milieu de l'indifférence du public, qui n'applaudit toujours dans ces soirées désastreuses que Mlle Agar interprétant la *Marseillaise*.

Cependant, le 6 août, la salle est absolument comble et l'on fait une recette extraordinaire de 7583 francs, l'une des plus fortes que puisse réaliser la Comédie-Française. C'est que la représentation est donnée au bénéfice de la caisse des secours et dons patriotiques pour les blessés de l'armée alors réunie sur les bords du Rhin. C'est le jour même de cette sanglante et terrible bataille de Wœrth-Reischoffen qui inaugure, au lendemain même de la journée de Wissembourg, la série fatale de nos revers. Mais Paris ignore

encore la défaite qui ne devient définitive qu'à l'heure même où commence le spectacle. Dans la journée, une fausse nouvelle, dont l'origine est toujours demeurée inconnue, a répandu dans la ville le bruit d'une victoire formidable que Paris a célébrée de confiance dans le plus vif et le plus immodéré des enthousiasmes. L'espoir de cette victoire, bien que diminué peu après par l'absence de toute dépêche officielle, n'a cependant pas été tout à fait détruit; et cette soirée patriotique, donnée par la Comédie-Française, se ressent encore des émotions si variées qui ont rempli la journée. La foule, qui encombre la salle, est à la fois tumultueuse et pleine d'entrain, et la plupart des morceaux, qui composent la représentation, très habilement choisis et appropriés à la circonstance, excitent de continuels applaudissements [1]. Le succès de Mlle Agar dans la *Marseillaise* est notamment indescriptible.

C'est vraiment la dernière soirée intéressante de la Comédie-Française avant le siège. Tout ce mois d'août, à partir de la grande défaite du maréchal de Mac-Mahon, voit les préoccupations du public se porter partout ailleurs qu'aux plaisirs du théâtre. Les quelques salles encore demeurées ouvertes sont désertées; les recettes ne dépassent plus 800 francs, même dans les meilleurs jours [2]. Le 3 septembre, veille du plus irréparable des désastres et de la chute de cet empire qui nous a conduits à la plus épouvantable des catastrophes, *le Lion amoureux* donne encore une recette de 761 francs. Le lendemain 4, Paris apprend la défaite de Sedan, la reddition de l'empereur; et dans la journée l'empire tombe de lui-même, sans révolution et sans secousse, tel qu'un fruit trop mûr oublié sur l'arbre qui l'a trop longtemps porté tombe, lui aussi, sans qu'aucune secousse ait été nécessaire pour hâter sa chute. Ce jour-là, on avait affiché, à la Comédie-Française, *Mérope*, *le Menteur* et *un Caprice :* « A quatre heures, dit le registre journalier du théâtre, la Chambre, après avoir renversé le

[1] Voici le programme de cette exceptionnelle soirée : *les Ouvriers*, comédie de Manuel; le 1er et le 2e acte du *Lion amoureux;* trois actes des *Horaces*; *le Rhin allemand,* d'Alfred de Musset, et *le Départ,* à-propos en vers de Pailleron, dits par Delaunay; *Pour les blessés,* poésie de Manuel, à deux personnages, par Mlle Favart et Coquelin aîné; le chœur des *Girondins,* par la Société des enfants de Paris; la *Marseillaise,* chantée par Mlle Agar.

[2] Voici quelques curieuses recettes de ce douloureux mois d'août : le 8, *le Duc Job,* 293 francs; le 9, *une Fête de Néron,* 193 francs; le 16, le même spectacle donne la plus basse recette qu'on ait alors faite, 168 francs; le 17, *Mademoiselle de Belle-Isle,* avec Mme Provost-Ponsin, jouant pour la première fois le rôle de Mme de Prie, 522 francs; le 28, *le Barbier de Séville,* avec Mlle Croizette, jouant Rosine pour la première fois, 765 francs; enfin, le 29 août, *une Fête de Néron,* donnant une recette de 180 francs.

gouvernement impérial et Napoléon III, proclame la république française. »

A la suite de ce grand événement, le théâtre crut devoir ne pas ouvrir ses portes. En effet, ce soir-là, la véritable et sérieuse « représentation » se donnait dans la rue!... Le lendemain 5, on joue *le Lion amoureux*, une dernière fois, avec 278 francs de recette; puis le Théâtre-Français ferme tout naturellement, et sans ordres : le sentiment public est tout entier aux grands devoirs que la situation nouvelle impose à la cité et, à dater de ce jour et pour plus d'un mois et demi, la Comédie-Française suspend ses représentations. Le 8 septembre, d'ailleurs, une décision officielle, prise en conseil des ministres, est transmise à tous les directeurs de théâtre par le préfet de police, ordonnant qu'à partir du 10 septembre toutes les salles encore ouvertes seraient provisoirement fermées :

Le Préfet de police,

Considérant que la patrie est en deuil et que l'ouverture des théâtres est en contradiction avec l'attitude générale de la population parisienne;

Considérant que, dans les circonstances graves qui se préparent, toutes les forces vives doivent être consacrées à la patrie, et que les théâtres absorbent chaque jour un certain nombre de sapeurs-pompiers qui pourraient être plus utilement employés,

Arrête :

Art. 1er. — A partir de demain 10 septembre 1870, les théâtres seront fermés.

Art. 2. — Les directeurs sont invités à faire enlever immédiatement les décors qui sont encore sur la scène, les bandes d'air, les rideaux, le mobilier et tout ce qui pourrait, en cas d'incendie, attiser le feu et le communiquer aux bâtiments voisins.

Art. 3. — Ces modifications doivent être exécutées dans les dix-huit heures. Passé ce délai, elles seront effectuées d'office aux frais des directeurs retardataires.

Art. 4. — Les pompiers de service dans les théâtres restent affectés aux besoins ordinaires de la surveillance de la ville.

Paris, le 9 septembre 1870.

Le Préfet de police,
de Kératry.

Le 17, le siège est effectivement commencé; les portes de la ville ne s'ouvrent plus pour le départ de ses habitants; les trains de chemins de fer sont interrompus, toute communication avec le reste de la France est supprimée. A ce moment, un certain nombre

d'artistes du théâtre étaient en congé régulier, et la Comédie n'avait pas jugé nécessaire de les rappeler. Voici, d'ailleurs, d'après le registre des représentations, l'état du personnel artiste de la Comédie-Française pendant la durée du siège [1] :

Sociétaires : MM. Got, Maubant, Coquelin (aîné), Talbot, Lafontaine, Leroux. — Mmes Favart, M. Brohan, Jouassain, Riquer, Ponsin, Dinah-Félix, V. Lafontaine, Émilie Dubois.

Pensionnaires : MM. Chéry, Gibeau, Garraud, Prudhon, Charpentier, Mazoudier, Coquelin (cadet), Seveste, Barré, Laroche, Tronchet, Masquillier, Montet, Kime; — Mmes Lloyd, Agar, E. Fleury, Marquet, Tholer, P. Granger, Croizette, Marie-Royer, Reichemberg.

La plupart des artistes hommes firent partie, soit de la garde nationale, soit de la garde mobile, soit de ces corps plus indépendants, mais militarisés au profit de la défense, et qui portaient chacun le nom de leur organisateur ou de leur chef. Quant aux artistes dames, nous verrons plus loin, quand nous nous occuperons de l'ambulance du Théâtre-Français, qu'elles rendirent, dans la mesure de leurs forces, des services également louables de charité et de dévouement.

II

LES REPRÉSENTATIONS PENDANT LE SIÈGE.

Les représentations furent interrompues jusqu'au 25 octobre; à dater de ce jour, la Comédie-Française donna, jusqu'à la fin de février, terme final officiel du siège, trente-trois représentations, la plupart dans la matinée et presque toutes au bénéfice d'œuvres charitables ou patriotiques.

La première fut donnée le 25 octobre dans la matinée, au bénéfice des victimes de la guerre. Elle eut presque l'importance d'un événement. C'était la première diversion littéraire et artistique faite

[1] Cette liste comprend seulement les artistes qui ont paru dans les représentations pendant le siège.

Quant à Mme Plessy, dont le nom ne figure pas dans la nomenclature, elle demeura cependant à Paris pendant le siège, se tenant, ainsi que le prouve la lettre ci-après, à la disposition de son directeur qui n'eut pas à utiliser ses services.

18 septembre 1870.

Mon cher monsieur Thierry,

Je venais avec l'espoir de vous serrer les mains! Deux fois, je viens, et vous n'êtes pas resté. Enfin au revoir. Nous sommes tous bien malheureux. Pour tous besoins, intérêts du théâtre ou secours, comptez sur moi. Faites, j'en suis! un mot, et je suis toute à vous.

ARNOULD PLESSY.

par un théâtre aux occupations un peu monotones de la grande cité si inopinément et si vite transformée en place de guerre; aussi cette matinée, qui semblait d'abord devoir être unique, eut-elle un retentissement très grand et même un caractère quelque peu solennel; elle était, d'ailleurs, composée d'éléments assez sérieux. Elle fut ouverte par un discours éloquent et ému, prononcé par l'administrateur général du théâtre, M. Édouard Thierry; elle se continua par une ingénieuse conférence de M. Ernest Legouvé, ayant pour sujet *l'Alimentation morale pendant l'état de siège*. Une scène de triste actualité, *les Cuirassiers de Reischoffen*, inspirée à Émile Bergerat par l'héroïsme de notre cavalerie à la bataille de Wœrth-Reischoffen, et dite par Coquelin aîné, souleva l'enthousiasme de la salle. Enfin, la *Marseillaise*, déclamée pour la quarante-cinquième fois par Mme Agar, produisit son effet accoutumé. Des fragments des *Horaces* et du *Misanthrope* (les deux premiers actes) représentaient la part plus spéciale prise par le théâtre à cette belle matinée qui produisit, malgré la grande réduction du prix des places, une recette de 2968 francs, avec salle absolument comble.

Je me bornerai à mentionner la date des trente-deux représentations qui suivent, en spécifiant leur objet, et en signalant, quand il y aura lieu, les circonstances intéressantes qui s'y rapportent.

4 *novembre*. — Représentation au bénéfice de la souscription au bénéfice de la ville de Châteaudun [1]. Recette : 1832 fr. 75 [2].

6 *novembre*. — Matinée au profit de l'œuvre des blessés militaires du Ier arrondissement. Recette : 3025 fr. 25.

13 *et* 17 *novembre*. — Matinées au bénéfice de la société de secours aux blessés. Recettes : 2220 et 2295 francs.

20 *novembre*. — Matinée au bénéfice de l'ambulance des sœurs de France Recette : 3117 fr. 50.

25 *novembre*. — Matinée au bénéfice de la société de secours aux victimes de la guerre, avec le concours des artistes de la Porte-Saint-Martin.

Cette représentation était exclusivement composée de morceaux choisis dans les œuvres de Victor Hugo; et dans le premier projet de son programme, il y devait surtout figurer des pièces empruntées aux *Châtiments*. M. Got, prié par l'organisateur de la représentation, M. Charles Valois, de dire une des pièces principales du célèbre recueil qui contient ces poésies « vengeresses »,

[1] On joue *Andromaque; le Médecin malgré lui; Châteaudun*, poésie inédite de M. de Bornier; et *les Cuirassiers de Reischoffen*, poésie de Bergerat, dites toutes deux par Coquelin.

[2] Ne pas oublier que le prix des places est très sensiblement diminué.

crut devoir refuser son concours dans une lettre qui mérite d'être citée à l'honneur de cet éminent artiste. Elle fut alors très commentée, approuvée par les uns et blâmée par les autres; mais il nous semble que la délicate réserve de M. Got, en cette circonstance, n'était, — au moins à notre point de vue, — que très méritoire et très louable :

Voici cette lettre :

A M. Charles Valois, l'un des membres organisateurs de la représentation donnée à la Comédie-Française, au bénéfice de la Société de secours aux victimes de la guerre, par le Comité de la Société des gens de lettres.

Paris, le 9 novembre 1870.

Monsieur,

Je descends de garde aux remparts et me hâte de répondre à la lettre que vous me faites l'honneur de m'adresser au nom de la Société des gens de lettres.

Je suis autant que personne admirateur passionné des *Châtiments;* j'ai pour amis des amis intimes de Victor Hugo; je serais fier et heureux de servir cette haute renommée dans la mesure de mes forces; et je puis dire enfin que si quelque artiste a droit de se targuer d'indépendance, assurément si je ne suis pas celui-là, je suis du moins un des plus anciens et des plus convaincus. Eh bien, malgré tout, un sentiment que je n'ose pas bien définir ici, mais que j'éprouve invinciblement au fond de la conscience, m'empêche de venir m'associer à la lecture publique des *Châtiments* sur une scène qui acceptait si bénévolement, il y a quelques semaines, le titre de Théâtre des *comédiens ordinaires de l'empereur.*

Les cadeaux, les dîners et les fêtes, et Compiègne et Fontainebleau m'ont toujours soulevé le cœur, je l'atteste, et on le sait; mais si j'étais un des rares opposants de la veille, qu'on me permette aujourd'hui de me tenir encore à part des trop nombreux fanfarons du lendemain [1].

Recevez, etc. E. Got

De la Comédie-Française.

Le programme de cette matinée, consacrée à la seule interprétation de morceaux choisis de Victor Hugo, est curieux à conserver. La représentation débuta par une symphonie d'Haydn et un menuet

[1] Nos ennemis eux-mêmes ont alors rendu hommage au sentiment de haute délicatesse qui a dicté cette lettre, en la reproduisant dans leur *Moniteur* de Versailles. — Voy. le n° 35, t. Ier, p. 557 de l'édition que j'ai donnée, en 1871 et 1872, du *Moniteur prussien de Versailles.*

de Mozart, joués par l'orchestre, et se continua de la manière suivante : *La Coccinelle*, morceau extrait des *Contemplations* (M. Coquelin cadet) ; *Booz endormi*, de *la Légende des Siècles* (Mlle Favart); *Chose vue un jour de Printemps*, des *Contemplations* (M. Coquelin aîné); le cinquième acte d'*Hernani; les Pauvres gens*, de *la Légende des Siècles* (Mme Marie Laurent); *Paroles d'un Conservateur à propos d'un perturbateur*, des *Châtiments* (M. Coquelin aîné); le cinquième acte de *Lucrèce Borgia*, par les artistes de la Porte-Saint-Martin (Mme Marie Laurent, MM. Taillade, Brésil, Paul Clèves, etc...)

On voit que *les Châtiments* ne fournirent plus, par suite de la lettre de Got, qu'un faible appoint à la représentation, et que les pièces plus particulièrement « vengeresses », qui avaient d'abord été choisies, disparurent du programme. Ce fut une preuve de bon goût de la part des organisateurs de cette poétique matinée, et qui ne lui porta pas préjudice, car la recette s'éleva au chiffre éloquent de 5103 fr. 50.

27 *novembre.* — Représentation donnée, dans la matinée, par le 181e bataillon de la garde nationale, au bénéfice de l'œuvre des canons [1]. — Recette : 3106 fr. 50.

A cette date, la Comédie-Française interrompit une fois encore ses représentations. En effet, c'est le moment de la grande et, croit-on, décisive sortie qui a pour but de repousser les Prussiens du côté de la Marne. On est à la veille de la bataille de Champigny.

« Le théâtre, dit le registre du 15 décembre, est resté fermé du 27 novembre au 15 décembre. Les sanglants combats qui s'étaient livrés aux environs de Paris avaient jeté le deuil et la consternation dans la ville. »

Les 15, 18, 22, 25 et 29 décembre, représentations ordinaires sans prétextes particuliers ni incidents quelconques [2].

[1] On joue *le Mariage de Figaro* (2e acte); *Esther* (1er acte); *le Legs; les Précieuses ridicules.* Le spectacle est complété par les intermèdes suivants : *le Maître d'école*, poésie de Bergerat (M. Coquelin); *le Revenant*, de V. Hugo (Mme V. Lafontaine); *les Pigeons de la République*, de Manuel (Mlle Favart); *l'École*, de Manuel (Mme V. Lafontaine); Concerto de violon, exécuté par M. Lévy.

[2] Voici le programme sommaire de ces cinq représentations :

15 décembre. — *Zaïre* (2e acte), *le Jeu de l'amour et du hasard* (1er et 2e actes), *le Malade imaginaire* (2e acte), *le Maître d'école* et *la Lettre du mobile breton* (M. Coquelin aîné); *une Petite bourgeoise*, poésie d'H. de Bornier (Mme V. Lafontaine). — Recette : 1224 francs.

18 décembre. — *Tartufe, les Fourberies de Scapin, le Maître d'école* (M. Coquelin). — Recette : 2382 fr. 75.

22 décembre. — 231e anniversaire de la naissance de Racine : *Esther* et

Le 1er janvier 1871, la Comédie célèbre l'année nouvelle, qui s'ouvre sous de si durs auspices, par une matinée composée du *Misanthrope*, du *Malade imaginaire* et d'une pièce de vers d'actualité, de M. E. Manuel : *Bonjour, bon an!* compliments au public, dite avec beaucoup de feu et d'émotion par M. Coquelin aîné. — Recette : 1244 francs.

Les 2, 8 et 12 janvier, représentations ordinaires[1].

15 *janvier*. — Représentation extraordinaire en l'honneur du 249e anniversaire de la naissance de Molière.

Paris est en plein bombardement[2]. M. Édouard Thierry constate, dans son journal inédit, dont quelques passages nous ont été communiqués, « qu'il y a cependant affluence extraordinaire au bureau de location ».

On joue *le Dépit amoureux*, *Amphitryon*, et M. Coquelin lit une pièce de vers : *A Molière!* composée par M. Gondinet, pour le couronnement du buste du grand comique par tous les artistes.

« On a joué *le Dépit*, dit M. Thierry, dans un décor composé de la loggia d'*Amphitryon* et du rideau de fond qui sert au dernier acte du *Mariage de Figaro*. Le morceau de fromage a eu un succès de circonstance. Tout le monde a poussé une exclamation, en voyant Gros-René le jeter au milieu de la rue. On serait allé l'y ramasser... L'hommage à Molière, de Gondinet, a été acclamé; on a rappelé Coquelin, qui l'avait très bien dit et qui a donné le nom de l'auteur...

les Plaideurs. — 819 fr, 25. — C'est le lendemain du sanglant insuccès du Bourget.

25 décembre. — *Les Femmes savantes; les Deux ménages; le Crapaud*, de V. Hugo (M. Got); *le Revenant*, du même (Mme V. Lafontaine); *le Maître d'école*, de Bergerat (M. Coquelin). — Recette : 1750 fr. 25.

29 décembre. — *Le Menteur* et *George Dandin, une Petite bourgeoise, le Maître d'école* et *le Crapaud*, intermèdes par les mêmes interprètes.

[1] Programme de ces trois représentations :

2 janvier. — *Tartufe* et *les Plaideurs*. Intermèdes : *Bonjour, bon an* (M. Coquelin); *A nos fleuves*, poésie de M. de Bornier (Mlle Favart); *le Crapaud* (M. Got); *les Pigeons de la République* (Mlle Favart); *la Colère d'un franc-tireur*, poésie de Catulle-Mendès (M. Coquelin). — Recette : 1349 fr. 75.

8 janvier. — *Bataille de dames* et *une Tempête dans un verre d'eau*. Intermède : *Bonjour, bon an! A nos fleuves, l'Ecole, Stella, la Colère d'un franc-tireur* et *le Souper des rois*, tiré de *Candide* de Voltaire; ce dernier morceau dit pour la première fois par M. Got. — Recette : 2149 fr. 50.

12 janvier. — *Mademoiselle de Belle-Isle* et *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*. Recette : 1114 fr. 50.

[2] « Cette nuit, dit le journal inédit de M. Édouard Thierry, par intervalles, de terribles volées d'obus. Ce matin, la canonnade ne cesse pas au sud-est. Dans le quartier du Palais-Royal, comme dans le quartier de la Bastille (habité par M. Thierry), détonation d'artillerie sans interruption. »

Sarcey, en uniforme de garde national, était enchanté de voir la salle aussi pleine... »

Pour la cérémonie du couronnement du buste, on avait envoyé la note suivante aux artistes :

« Les artistes hommes sont priés de venir en gardes nationaux, la disette du bois ne permettant pas de faire du feu dans les loges. » Les dames étaient en toilette de ville.

Cette belle et curieuse représentation a donné une recette de 2663 fr.

19 *janvier*. — C'est le jour de la malheureuse bataille de Buzenval. On donne *Tartufe*, *le Médecin malgré lui*, et les vers à Molière, de Gondinet. La recette ne monte qu'à 580 francs.

Le registre du jour porte la mention suivante :

« M. Seveste, artiste de la Comédie, a été, dans la journée, blessé à la jambe (à la bataille de Buzenval); l'amputation est immédiatement faite à l'ambulance du Théâtre-Français. »

Les 22, 26 et 29 janvier, représentations ordinaires [1].

Le 31, relâche à l'occasion des obsèques de Didier Seveste, artiste de la Comédie-Française [2], décédé à l'ambulance du théâtre, le 30, à sept heures du matin, des suites de l'amputation qu'il avait dû subir le 19.

« Plus de 2000 personnes, dit le registre, accompagnent à sa dernière demeure l'artiste-citoyen. »

Au cimetière, devant la Comédie-Française, tout entière réunie, M. Édouard Thierry prononce quelques paroles des plus émouvantes. Les larmes sont dans tous les yeux.

Du 3 au 26 février, dix représentations ordinaires, sans incidents curieux à noter [3]. Nous sommes sous le règne provisoire de l'armis-

[1] Programme de ces représentations :

22 janvier. — *Mademoiselle de Belle-Isle* et *le Dernier quartier*. — Recette : 1004 fr. 50.

26 janvier. — *Le Mariage de Figaro*. — Recette : 2979 fr. 75.

29 janvier. — *Le Misanthrope* et *le Jeu de l'amour et du hasard*. — Recette : 1440 francs.

[2] Jules-Didier Seveste était né à Paris le 4 août 1846. Il était fils de Sébastien, dit Édmond Seveste, qui a été un moment directeur du Théâtre-Français, après 1848, puis du théâtre de l'Opéra-National, lequel devint le Théâtre-Lyrique. Élève de Régnier, et premier prix du Conservatoire aux concours d'août 1863, M. Seveste débuta le 10 novembre suivant, à la Comédie-Française, dans Petit-Jean des *Plaideurs*. C'était un artiste d'avenir qui serait devenu prochainement sociétaire. Au début de la guerre, il était entré dans la garde nationale, puis, en novembre, il s'était engagé dans le corps franc des carabiniers parisiens, commandé par Perelli. Il fut créé chevalier de la Légion d'honneur le 23 janvier.

[3] Voici le programme de ces représentations :

3 février, — *Bataille de dames*, *Il ne faut jurer de rien* (M. Prudhon et

tice [1], et la grande ville est remplie d'une foule énorme de militaires, gardes nationaux et autres oisifs, et désormais sans emploi utile pour la défense. La Comédie leur donne beaucoup de billets gratuits, ce qui explique que la salle soit comble à toutes les représentations, bien que les recettes soient en diminution.

« De ce moment, nous disait Verteuil, le charmant et regretté dernier secrétaire général de la Comédie-Française, de ce moment jusqu'à la fin de la Commune, c'est-à-dire pendant quatre mois consécutifs, nous avons chaque fois donné gratuitement plus de la moitié de la salle [2]... »

Du 26 février au 5 mars, relâche à l'occasion de la signature du traité de paix, et de l'entrée des Prussiens à Paris. « La France étant en deuil, dit le registre du 26 février, le Théâtre-Français fait relâche pour huit jours. »

Nous n'avons donné que sommairement les programmes de toutes

Mme Jouassain jouent pour la première fois les rôles de Valentin et de la baronne). Récit de Rodrigue du *Cid* (M. Maubant); *A Henri Regnault!* poésie de Manuel (M. Coquelin); *la Mère et l'Enfant*, du même (Mlle Favart); *Stella*, de V. Hugo (Mlle Favart). — Recette : 1384 francs.

5 février. — *Une Tempête dans un verre d'eau*; *Il ne faut jurer de rien*; *le Dernier quartier*; *A Henri Regnault*; *le Revenant*; *l'Attente*, de Coppée (Mlle Croizette); *la Robe*, de Manuel (M. Coquelin cadet). — Recette : 1645 francs.

9 février. — *Le Dépit amoureux*; *l'École des femmes*; *Sganarelle*. — Recette : 1024 francs.

12 février. — *Il ne faut jurer de rien*; *le Dernier quartier*; *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*; *la Robe*; *l'Attente*; scène des bavardes du *Mercure galant*, M. Prudhon, Mmes Ponsin, Emma Fleury. — Recette : 1414 francs.

16 février. — *Mithridate*; *Histoire ancienne*; *les Folies amoureuses*; *la Mère et l'Enfant*, poésie de Manuel (Mlle Favart). — Recette : 795 fr. 50.

19 février. — *Tartufe* (2e acte); *le Mariage de Figaro*. — Recette : 2075 fr. 50.

20 février. — *Histoire ancienne*; *Il ne faut jurer de rien*; la scène des bavardes du *Mercure galant* et *le Bonhomme Jadis*, joué pour la première fois par MM. Thiron, Prudhon, Mlle Reichemberg. — Recette : 335 francs.

21 février. — *Le Malade imaginaire* et *Mademoiselle de Belle-Isle*. — Recette : 884 fr. 25.

23 février. — *Cinna*; *Sganarelle*; la scène du *Mercure galant*; fragments de *Démocrite*, de Regnard; *Stella* (Mlle Favart). — Recette : 943 fr. 25.

26 février. — *Le Cheveu blanc*; *Il ne faut jurer de rien*; *les Deux ménages*; fragments de *Don Gracie*, de Molière. — Recette : 2142 fr. 50.

[1] On lit sur le registre du 26 janvier : « Le canon a cessé de gronder. Le gouvernement français est en ce moment en pourparlers avec le gouvernement prussien pour obtenir un armistice et le ravitaillement de Paris, qui en est à sa dernière bouchée de pain... » Et sur le registre du 29 : « L'armistice a été signé hier samedi 28, à Versailles... »

[2] Voyez la notice que nous avons consacrée à Verteuil, brochure in-18, chez Tresse, avec un portrait gravé par Lalauze, d'après un dessin du sociétaire Mounet-Sully, 1882.

les représentations que nous venons d'énumérer. Elles se composèrent parfois de pièces entières, mais bien souvent aussi de fragments de grandes pièces, soit d'actes complets, soit seulement de scènes principales. En effet, on n'avait pas toujours, sous la main, le personnel nécessaire pour jouer une grande œuvre intégralement. En revanche, on déclama, dans ces représentations, un certain nombre de pièces de vers inédites et inspirées à leurs auteurs par les événements successifs de la guerre. En voici les titres, dans leur ordre chronologique. Quelques-uns de ces morceaux sont rapidement devenus populaires :

6 août 1870. — *Le Départ*, poésie de M. Pailleron (M. Delaunay); *Pour les blessés*, scène à deux personnages, de M. Eug. Manuel (M. Coquelin et Mlle Favart);

25 octobre. — *Les Cuirassiers de Reischoffen*, poésie de M. Bergerat (M. Coquelin);

4 novembre. — *Châteaudun*, poésie de M. H. de Bornier (M. Coquelin);

6 novembre. — *Les Pigeons de la République*, poésie de M. Eug. Manuel (Mlle Favart); *la Soirée*, poésie de Th. de Banville (Mme V. Lafontaine);

13 novembre. — *Une Petite ville* (Phalsbourg), poésie de M. A. Delpit (Mlle Croizette);

17 novembre. — *L'Ecole*, scène d'Eug. Manuel (Mme V. Lafontaine); *Lettre d'un mobile breton*, de Coppée (M. Coquelin);

20 novembre. — *Orléans!* poésie d'Ed. Fournier (Mme Provost-Ponsin);

27 novembre. — *Le Maître d'école*, scène d'E. Bergerat (M. Coquelin);

15 décembre. — *Une Petite bourgeoise*, scène de H. de Bornier (Mme V. Lafontaine);

1er janvier 1871. — *Bonjour! bon an!* compliments au public, de Eug. Manuel (M. Coquelin);

2 janvier. — *A nos fleuves!* poésie de H. de Bornier (Mlle Favart); *la Colère d'un franc-tireur*, scène de Catulle Mendès (M. Coquelin);

15 janvier. — *A Molière!* à-propos en vers de M. Gondinet (M. Coquelin);

3 février. — *A Henri Regnault*, à-propos en vers de Eug. Manuel (M. Coquelin); *la Mère et l'Enfant*, poésie de Eug. Manuel (Mlle Favart);

5 février. — *L'Attente*, poésie de Coppée (Mlle Croizette)[1].

[1] La Comédie a reçu, à l'occasion de ses représentations pendant le siège, et des intermèdes d'actualité qui figurent dans la plupart de ses programmes, beaucoup d'envois de pièces de vers de toutes provenances.

Ces intéressantes représentations de la Comédie-Française, dont le programme était toujours composé avec tant de soin, et nous pourrions dire aussi, avec tant de tact, attirèrent toujours la foule. Il y eut, certes, de mauvais jours, et comme chacun sait, hélas! plus de mauvais que de bons. La salle était donc plus ou moins remplie selon que les impressions du dehors étaient plus ou moins vives. On passait si facilement alors, dans cette grande ville, inexorablement séparée du reste du monde, des désespoirs extrêmes aux espérances les plus imaginaires. Mais on aimait à retrouver, dans ces représentations de l'Opéra, de la Porte-Saint-Martin, et surtout de la Comédie-Française, où elles furent données avec le plus de suite et de régularité, un souvenir de ce passé brillant encore si près de nous. Il semblait à chacun que l'oubli du mal présent lui survenait pendant les quelques heures que durait le spectacle.

La Comédie-Française, à laquelle ces représentations ne rapportèrent, en somme, que peu de chose en comparaison des pertes énormes que les maux de la guerre allaient, pour elle comme pour tant d'autres, infliger à sa prospérité et à sa situation, la Comédie-Française se fit grand honneur en offrant jusqu'à la fin, et au milieu des plus grandes difficultés, cette série de soirées littéraires et dramatiques à la population assiégée. Elle tint, en même temps, sa troupe admirable toujours en haleine, la préparant ainsi aux travaux multiples qu'elle devait entreprendre, à l'issue de la guerre, pour reconstituer les grands éléments de sa renommée et de sa fortune.

III

L'AMBULANCE DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Mais la Comédie-Française ne se borna pas à distraire et à amuser le public avec ses représentations théâtrales. Elle prit, d'une

Le dossier spécial, que nous avons consulté aux archives de la Comédie-Française, en contient plusieurs. L'une d'elles, qui n'a pas été dite, mérite au moins d'être signalée. Elle a pour titre : *Aux murailles!* et pour auteur un poète ignoré du nom de Placide Couly, dont nous ne connaissons que cette seule production poétique. Cette pièce a quatre strophes, dont nous citerons la première :

Aux murailles, Paris! volcan, lance tes laves!
Sois digne de ton nom, héroïque cité;
Les peuples sans vigueur deviennent seuls esclaves,
Etonne l'univers par ta virilité!
Toi qui fus en tout temps le cerveau de la France,
Toi que chacun admire et qu'on voudrait souiller,
Fais éclater ta force aux jours de la souffrance,
De l'honneur du pays devient le bouclier!...

autre manière encore, non moins efficace et d'une plus haute moralité, sa part dans les charges qui incombaient à tous pendant cette dure époque. Elle transforma ses foyers en ambulances pour les blessés militaires. En effet, dès les premiers jours du mois de septembre, M. Édouard Thierry, administrateur général, demandait au ministre l'autorisation nécessaire pour accomplir cette charitable transformation des grandes salles privées et publiques du premier étage du théâtre.

Monsieur le Ministre,

... Du moment où nous suspendons nos spectacles, nous pourrions mettre à la disposition de la Société internationale notre péristyle et nos grands foyers. Plusieurs de nos dames se chargeraient de recueillir tout ce qui serait nécessaire en literie. Les médecins du théâtre ne nous refuseraient pas leurs services, et je crois que nulle part les blessés ne recevraient des soins plus empressés et plus intelligents qu'au Théâtre-Français.

Je vous soumets cette idée, monsieur le ministre. Si elle obtient votre approbation, veuillez autoriser le Théâtre-Français à la communiquer à M. de Flavigny et à le prier d'accepter pour la Société internationale une ambulance qui porterait le titre d'*Ambulance de la Comédie-Française.*

Veuillez agréer, etc.

Édouard Thierry.

L'autorisation ministérielle était aussitôt accordée, et les principales dames-artistes du théâtre devenaient dames patronesses, prenant sous leur influente direction le soin des blessés que les hasards du siège allaient faire évacuer sur l'ambulance du théâtre [1]. Un comité fut aussitôt formé; il était ainsi composé [2] :

Administration : MM. Ed. Thierry, administrateur général du théâtre; Verteuil, secrétaire général; Narcisse Fournier, examinateur; Toussaint, caissier.

Artistes du théâtre : MM. Leroux, Lafontaine, Chéry, Kime; Mmes Madeleine Brohan, Favart, Émilie Dubois, Jouassain, Riquer, Provost-Ponsin, V. Lafontaine, Agar, Croizette, D. Félix, Emma Fleury, Lloyd, Marquet, Reichemberg, Marie Royer, Tholer.

[1] La direction du Théâtre-Français reçut à ce propos une lettre du comte Sérurier, vice-président de la Société de secours aux blessés, acceptant, avec une chaleureuse reconnaissance, l'offre de la Comédie-Française d'instituer une ambulance. (Lettre datée du 14 septembre 1870.)

[2] La nomenclature qui suit comprend toutes les personnes attachées à un titre quelconque à l'ambulance et ayant le droit de porter le brassard de la Société de secours aux blessés.

Service de santé : MM. les docteurs Bouillaud, Nélaton, Denonvilliers, Gosselin, Bergeron, Driot, Firmin, Richet, Mallez, Coqueret, Carpentier, Constantin-Paul, Desroches, Fournier, Féréol, Faivre.

Aumônier : M. l'abbé Chartrain, deuxième vicaire de l'église Saint-Roch.

Le comité de l'ambulance lança aussitôt, à un grand nombre d'exemplaires, la circulaire suivante [1] :

AMBULANCE DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Les représentations du Théâtre-Français ont cessé. La Comédie-Française, à qui les circonstances présentes montrent un devoir nouveau, a conçu la pensée de transformer son foyer en ambulance. Pour mettre ce projet à exécution, elle fait appel au concours de tous ses amis. Lits et literie, linge, charpie, vin et argent, nous accepterons tout ce qu'on voudra bien nous donner, ou mettre pour un temps à notre disposition. Il y a de grandes souffrances, mais elles ne seront pas plus grandes que les sympathies qu'elles inspirent; et nous demandons avec confiance lorsque nous demandons au nom de ceux qui ont été frappés en défendant le sol du pays.

Septembre 1870.

Ont signé : Mmes Madeleine BROHAN, Marie FAVART, Clémentine JOUASSAIN, Edile RIQUER.

Le public répondit très généreusement à cette charitable pensée de la Comédie-Française, et les dons affluèrent de toutes parts. J'en ai trouvé la trace très répétée dans le dossier qui conserve, aux archives de la Comédie-Française, le souvenir si curieux et si pénible à la fois de cette page mémorable de son histoire. Le Théâtre reçut des dons de toutes sortes; en voici quelques-uns qui sont plus particulièrement intéressants :

Envoi de 500 francs pour l'ambulance par M. de Kératry, préfet de police (13 septembre).

La maison Arnould (fabrique de broderies) 37, rue Louis-le-Grand, offre au théâtre la somme de 12 fr. 50 que lui doit Mlle X. artiste de la Comédie-Française; elle envoie à cet effet une facture acquittée [2].

Envoi à l'ambulance d'une pièce de vin de Bordeaux de la maison Vergnol (15 septembre).

[1] Cette circulaire a été rédigée par M. Édouard Thierry, administrateur général du théâtre.

[2] Nous ne nommerons pas la jolie sociétaire — toujours jolie quinze ans plus tard. Mais a-t-elle au moins, à ce moment-là, payé les 12 fr. 50?...

Envoi d'une caisse de linge et de charpie, provenant de Montluçon.

M. Jules Amigues envoie du vin, plus une somme de 10 francs, en s'excusant de ne pouvoir faire plus, vu sa pauvreté momentanée (13 septembre).

Envoi d'un lit, par M. Arsène Houssaye.

M. Stern, graveur et papetier, adresse du papier à lettre pour l'usage des blessés.

Mlle Geneviève Bréton [1], petite-fille du libraire Hachette, envoie des livres, avec un joli billet où nous relevons le passage suivant : « Secours purement moral, qui n'est pas sans quelque utilité, je crois, en ayant reconnu déjà les bienfaisants résultats de distraction et de soulagement... »

M. Detouche, orfèvre, envoie 100 francs.

M. Méline, adjoint au maire de l'arrondissement (le Ier), envoie, le 21 novembre, « un dernier bon de viande de bœuf à toucher le plus tôt possible ».

Voici encore quelques curieux documents relatifs aux besoins de l'ambulance :

Le 18 octobre, M. Éd. Thierry demande à la municipalité de lui vendre des pommes de terre :

« La municipalité, répond l'adjoint Méline, en vendra peut-être dans quelques jours, et elle en avertira la Comédie-Française, pour lui être agréable. »

Léon Guillard, membre du Comité de l'ambulance, demande du coke et du charbon de bois et s'attire cette piquante réponse :

« Mon cher Guillard,

« Vous demandez du coke et du charbon de bois! Ignorez-vous que depuis deux mois, il n'en existe plus un seul morceau dans Paris, et qu'il me serait plus facile de vous envoyer la colonne de Juillet que de vous procurer de l'un ou de l'autre de ces combustibles?... »

Le même dossier contient encore des lettres de demandes de concours pour des représentations théâtrales, au profit des blessés, ou bien de l'œuvre des canons, et d'autres lettres de remerciements pour le concours accordé.

« Merci à vous, écrit l'adjoint Méline, merci à vos sociétaires d'avoir contribué au soulagement de nos pauvres blessés; vous avez tous sacrifié vos intérêts à ceux de l'humanité, et la Comédie-Française aura témoigné une fois de plus de ses sentiments patriotiques. »

[1] C'était la fiancée du peintre Henri Regnault.

L'historien Henri Martin, maire du XVIe arrondissement, remercie, en termes également émus, la Comédie-Française de son précieux concours.

Le journal inédit de M. Édouard Thierry donne aussi quelques intéressants détails qui se rapportent à la question de l'ambulance :

« Ce matin (15 janvier 1871), M. Méline a écrit qu'il mettait en réserve un morceau de viande de cheval pour l'ambulance. Mme Madeleine Brohan a envoyé chercher le cadeau par Picard..... Dorius, le garçon d'accessoires, n'est pas venu à la répétition; il a été requis à cinq heures du matin comme garde national pour la crise du pain. Sans doute, le rationnement commence. M. Elissen et le baron Mundy, directeur de la riche ambulance du Corps législatif, sont venus sur le théâtre. M. Mundy a promis d'envoyer une bouteille de lait. »

Note du même jour (15 janvier 1871) : « Vu Amigues. Il tient d'un officier que le fort d'Issy est abîmé, et, suivant son expression, *tremble sur sa base*. Il va faire un article contre le système actuel des ambulances, et me prie de croire qu'il n'a pas dessein d'attaquer celle du Théâtre-Français. »

Les blessés étaient installés dans les deux foyers : le salon carré du public et le foyer privé des artistes. Dans le salon carré se trouvait, à la place où il est encore aujourd'hui, un inestimable chef-d'œuvre de la sculpture française, le *Voltaire assis* de Houdon. Par une mesure de précaution bien explicable, l'administrateur général décida que cette statue serait déplacée et mise en lieu sûr, aussi bien pour éviter un accident qui pouvait survenir par suite de l'encombrement du foyer, que pour soustraire cette œuvre d'art admirable aux hasards du bombardement, dont on commençait à se préoccuper, ou aux suites d'un combat dans les rues, si Paris était emporté de vive force. La statue fut donc placée sous un dessous d'escalier, où elle ne pouvait plus courir de dangers.

Ce simple fait donna lieu à diverses polémiques de certains journaux qui prétendirent que la statue de Voltaire n'avait été enlevée du foyer, où se trouvaient les blessés, que dans un but de « cagotisme », — c'est le terme même dont se sert l'un de ces journaux, — qui était une injure pour les partisans de la libre pensée. Cependant il n'y avait eu, dans l'acte que nous venons de relater, qu'un seul objet en vue : la conservation intacte de la statue. Et cela était si vrai, la Comédie était si loin d'avoir songé à faire de l'enlèvement du *Voltaire* une question religieuse quelconque, que la proposition de son transfèrement dans un local étranger lui avait d'abord été faite par l'administration même du ministère, un peu après le début du siège. M. Thierry avait écrit, à ce sujet, à

M. Ravaisson, une lettre, qui figure au dossier déjà cité [1], et dans laquelle il refuse de laisser sortir le *Voltaire* de l'intérieur même de la Comédie-Française. C'était là, disait-il, une mesure inutile, le théâtre pouvant facilement sauvegarder le chef-d'œuvre de ses galeries. Et il ajoutait :

« Ce serait un profond chagrin pour le Théâtre-Français que de laisser partir, pour si peu de temps que ce soit, une statue, qui est sa propriété et son trésor. »

J'ai rappelé ce petit fait avec quelques détails parce qu'il a eu alors, pendant plusieurs jours, l'importance d'un événement. Mais en somme cet événement se réduisait, comme on vient de le voir, aux plus minimes et surtout aux plus simples proportions.

L'ambulance demeura ouverte du 14 septembre 1870 au 15 février 1871 [2]. Elle reçut, pendant cet espace de temps, cinquante-six blessés. Voici leurs noms et les corps auxquels ils appartenaient :

LISTE DES BLESSÉS RECUEILLIS ET SOIGNÉS A L'AMBULANCE DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE

1. Tacon, 3e chasseurs d'Afrique.
2. Villegoureix, soldat du 64e de ligne.
3. Person, garde mobile (Finistère).
4. Salvy, garde mobile (Vienne), commandant le 1er bataillon.
5. Duveyriès, caporal de francs-tireurs.
6. Hernil, garde national (Seine).
7. Buzeaux, soldat du 90e de ligne [3].
8. Milon, soldat du 71e de ligne.
9. Fazardy, soldat du 35e de ligne.
10. Moratille, soldat du 90e de ligne [4].
11. Cornu, capitaine de la garde mobile.
12. Hugonet, grenadier.
13. Hiss, sergent au 90e de ligne [5].
14. Foubert, soldat au 90e de ligne.

[1] Cette lettre porte la date du 7 octobre 1870.

[2] Ce sont les dates officielles. Il y eut cependant quelques blessés, entrés avant le 15 février, qui ne quittèrent l'ambulance que le 8 mars. L'évacuation complète n'eut donc lieu qu'à cette dernière date.

[3] Décédé le 23 octobre. On lui avait coupé la jambe le 14, ainsi que le constate le triste récépissé ci-après, délivré par les pompes funèbres :

« Reçu de l'ambulance de la Comédie-Française une jambe coupée par suite de l'amputation faite au soldat Buzeaux (Narcisse)... »

[4] Décédé le 20 octobre. Un récépissé de sa jambe coupée, identique au précédent, figure également au dossier.

[5] Décédé le 19 octobre.

15. Heurtel, cavalier au 1er dragons.
16. Jolyduc, soldat du train (1er régiment).
17. Varlet, garde mobile.
18. Sylvestre, lieutenant au 2e de ligne.
19. Escalier, capitaine au 69e de ligne.
20. Duret, soldat au 100e de ligne.
21. Bezens, franc-tireur (Lafon).
22. Labayle, lancier.
23. Hermier, sergent fourier au 136e de ligne.
24. Guérin, brigadier du 2e du train.
25. Chabanon, soldat au 42e de ligne.
26. Toulouse, soldat au 42e de ligne.
27. Gache, soldat au 114e de ligne.
28. Borgey, soldat au 35e de ligne.
29. Tonnellier, soldat de garde mobile.
30. Chevenet, soldat de garde mobile[1].
31. Goosse, soldat au 42e de ligne.
32. Baratte, soldat au 4e mobiles.
33. Piquel, soldat au 2e du génie.
34. Dumas, caporal au 124e de ligne.
35. Blain, soldat d'artillerie de marine (12e batterie).
36. Thibault, tambour au 72e de ligne.
37. Comte de Vigneral, lieutenant-colonel des mobiles d'Ille-et-Vilaine[2].
38. Brune, lieutenant-colonel des mobiles d'Ille-et-Vilaine[3].
39. de Parseval, capitaine au 119e de ligne.
40. Labourot, soldat du 21e d'artillerie.
41. Bureau, sous-lieutenant au 16e d'artillerie.
42. Brosse, volontaire du 1er escadron des éclaireurs de la Seine.
43. Dabé, sergent au 1er mobiles de la Seine.
44. Ruel, lieutenant aux éclaireurs Poulizac[4].
45. Bernard (Jean), volontaire aux éclaireurs Poulizac.
46. Delabarre, volontaire aux éclaireurs Poulizac.
47. De Zanobis, sous-officier aux éclaireurs Poulizac.
48. Ardisson, lieutenant de vaisseau[5].

[1] 37e régiment.

[2] Christian de Vigneral, ancien capitaine d'état-major, démissionnaire. Le soir de la bataille de Champigny, les journaux publièrent la nouvelle de sa mort. Il sortit guéri de l'ambulance, fut promu officier de la Légion d'honneur, le 8 décembre 1870, et il vit encore aujourd'hui.

[3] Mort le 4 janvier 1871.

[4] Mort le 6 janvier 1871.

[5] Mort le 23 janvier. — Le dossier de la Comédie-Française contient une

49. Chevalier, du 109e de ligne.
50. Martin (Augustin), garde national mobilisé de la Seine [1].
51. Buisson, lieutenant du génie.
52. Bertin, sergent-major[2].
53. Décamois, du 110e de ligne[3].
54. Seveste, des carabiniers parisiens[4].
55. Moulassier, soldat du train.
56. Ducas, matelot.

Sur ces cinquante-six blessés, neuf seulement moururent à l'ambulance; les autres furent évacués sur leurs corps respectifs, en état de guérison, ou remis à leurs familles à dater de l'ouverture des portes de Paris, pour achever leur rétablissement, ou bien, hélas! pour succomber aux suites de leurs blessures, mais au moins avec cette consolation de mourir au milieu des leurs.

L'ambulance avait reçu, pendant les cinq mois de son fonctionnement, et en dehors des nombreux dons en nature qui lui furent envoyés de toutes parts, diverses sommes dont le total s'éleva au chiffre de 17 197 francs. Les dépenses ayant été de 15 753 francs, il en résulta un excédent de recettes de 1 944 francs, qui fut distribué en partie, comme allocations diverses, aux familles des blessés.

Georges d'Heylli.

La fin prochainement.

lettre de remerciements de l'amiral commandant la division des marins détachés à Paris « pour les soins donnés au pauvre lieutenant de vaisseau Ardisson » à l'ambulance du Théâtre-Français.

[1] Mort le 4 février.

[2] Mort le 5 février.

[3] Mort le 1er février.

[4] Mort le 31 janvier. — Le jour de l'entrée de cet artiste à l'ambulance, M. Jules Simon adressait à M. Édouard Thierry la lettre suivante :

J'apprends par M. Ét. Arago que M. Seveste a été amputé à la suite de la dernière affaire. Je voudrais savoir si sa situation pécuniaire lui permet d'avoir tout ce qui lui est nécessaire dans sa position ou si le théâtre y supplée. Nous sommes bien pauvres et bien occupés, mais nous trouverions pourtant le moyen de montrer notre bonne volonté à ce brave patriote, à cet artiste distingué, si vous me disiez que cela est utile.

Recevez, etc...

Jules Simon, *ministre de l'Instruction publique.*

EN VISITE

CHEZ L'ONCLE SAM[1]

Dimanche 17. — On m'a beaucoup reproché, dans ces derniers temps, de n'aimer point les Américains et de dénigrer, de parti pris, leurs institutions. C'est une accusation contre laquelle je tiens absolument à protester.

J'ai connu un très grand nombre d'Américains : quelques-uns de mes meilleurs amis appartiennent à leur nation. Ce que j'admire surtout chez eux, c'est cet esprit d'aventures et cette merveilleuse élasticité de l'âme qui fait que les plus grands malheurs ne les abattent jamais, et qui constitue la caractéristique de leur race. J'admire d'autant plus ces qualités chez eux qu'elles sont plus rares chez nous. Un Français, d'un certain âge, ruiné, ne fait plus que végéter. Un Américain essayera, au besoin, de dix carrières différentes et ne désespérera jamais du succès final. De cette différence dans le génie des deux peuples, il y a des exemples frappants et qui ne sont pas à notre honneur.

En 1815, par exemple, deux ou trois centaines de mille hommes sont licenciés en France : les soldats ne se fondent dans le reste de la nation qu'avec une difficulté extrême. Quant aux officiers, il n'y en a pour ainsi dire pas qui parviennent, ou même qui cherchent à se créer une nouvelle carrière. L'immense majorité préfère végéter dans la misère, avec une demi-solde qui suffit à peine à les empêcher de mourir de faim, menant une vie de paresse, de débauches et de privations, et fournissant à Balzac ces types de soudards qu'il a personnifiés dans son *Philippe Rigault*.

Après la guerre de la Sécession, plus d'un million d'hommes sont licenciés en même temps. Une moitié, ceux du Nord, reçoivent, il est vrai, quelques faveurs du gouvernement victorieux, mais les

[1] Voy. le *Correspondant* des 25 décembre 1884 et 10 janvier 1885.

autres, les confédérés vaincus, n'ont d'autres ressources que de rentrer chez eux pour trouver leurs maisons brûlées, leurs usines saccagées et leurs terres incultes. Pour combler la mesure, le gouvernement est entre les mains d'une tourbe de nègres, grisés par leur nouvelle liberté, excités par les *Carpet-baggers* du Nord, qui sont venus exploiter la situation et qui abreuvent d'humiliations leurs anciens maîtres. Peut-on imaginer une situation mieux faite pour exaspérer des hommes aussi fiers et qui venaient de donner la mesure de leur valeur pendant cinq années d'une lutte héroïque.

En quelques mois, cependant, tout s'est apaisé. Chacun est au travail. Le général Robert Lee, une des plus grandes figures des temps modernes, a donné l'exemple. Il a refusé l'offre d'une souscription nationale à laquelle ses vainqueurs eux-mêmes eussent été fiers de concourir, et gagne noblement sa vie comme chef d'institution! Tous les riches planteurs de la Louisiane et du Maryland, élevés au milieu d'un luxe resté légendaire, ont pris bravement la pioche et cultivent eux-mêmes leurs champs de tabac. Leurs femmes, que nous voyions en France nous éblouir par leurs dépenses tapageuses, sont maintenant bien heureuses quand elles récoltent assez de maïs pour nourrir leurs enfants. Ceux-ci vont travailler dans les filatures de coton qui s'élèvent de tous les côtés, et l'on n'entend pas une récrimination. Je connais peu de choses plus belles, dans l'histoire, que cette attitude de tout un peuple.

Voilà ce que sont les hommes en Amérique. Mais, à côté des hommes, il y a les institutions, et il ne faut pas faire à ces institutions l'honneur de leur attribuer un pareil résultat. La race a des qualités qui lui sont propres, et, là comme chez nous, la forme républicaine a eu pour effet de diminuer les qualités et de faire ressortir les défauts. Les Américains eux-mêmes le reconnaissent. M. de Tocqueville le signalait déjà. La race de leurs hommes d'État va constamment en déclinant. Les compagnons de George Washington, élevés à l'école de la monarchie, n'ont jamais été égalés par ceux qui leur ont succédé. D'ailleurs, le même phénomène est bien sensible chez nous. Danton et Raoul Rigault étaient deux coquins, mais le premier était d'une autre envergure que le second.

Les institutions américaines sont, pour la plupart, la conclusion logique de la forme républicaine. Monarchiste jusqu'aux moelles, j'ai la conviction absolue que la république est une forme de gouvernement bonne tout au plus pour des petits peuples pauvres, ou sortant à peine de l'état sauvage, mais qui ramène infailliblement

à la barbarie ceux qui, civilisés déjà, ont eu le malheur de l'adopter. La Convention et la Commune se sont chargées de démontrer surabondamment la vérité de cette théorie, en ce qui concerne la France. Si en Amérique la république paraît avoir réussi aussi bien, cela tient à certaines conditions locales; notamment à l'absence de voisins et à la possibilité d'agrandissement indéfini qui a, jusqu'à présent, empêché la question sociale de se poser bien sérieusement. Mais le retour à la barbarie n'en est pas moins indiqué d'une manière sensible. La loi de Lynch est l'obligation qui incombe à chaque citoyen de se faire justice lui-même, par suite de l'impuissance des institutions qui devraient le protéger; et qu'est-ce qu'un pareil état de chose sinon de la belle et bonne barbarie? Or la loi de Lynch devient tous les jours d'un usage plus fréquent. Dans un seul comté, il y a eu, à ma connaissance, une soixantaine d'exécutions de ce genre en moins de deux ans [1].

Je ne suis donc pas, en principe, un admirateur enthousiaste des institutions américaines. Il en est une cependant que je trouve merveilleuse, c'est leur organisation religieuse : et il me semble, sauf meilleur avis, qu'étant donnée notre civilisatien moderne, l'état de choses qui existe là-bas, sous ce rapport, est l'idéal vers lequel on devrait tendre partout ailleurs.

Quand une religion nouvelle se produit, et cela arrive souvent, ou simplement quand les membres d'une religion déjà existante désirent fonder un nouveau centre de réunion, les intéressés se réunissent en un meeting : on élit un président provisoire, on nomme un conseil d'admistration composé de sept ou huit membres, qui s'appelle *board of trustees*, et puis on dresse un procès-verbal de ces opérations, dans lequel est indiqué le nom de la nouvelle paroisse, les biens meubles et immeubles dont elle est dotée, la liste des paroissiens, et par le simple dépôt de ce document entre les mains d'un officier public, la paroisse est constituée et a acquis la personnalité civile.

A partir de ce moment, le *board of trustees* entre légalement en fonctions : c'est lui qui nomme le ou les ministres du culte, règle toutes les questions d'intérêt et administre, en un mot, dans toute

[1] On croit en France que les faits connus sous le nom de loi de Lynch ne se passent que dans quelques localités à moitié sauvages. C'est là une grave erreur. On peut presque dire qu'en matière d'exécution, la loi de Lynch est la règle. Il ne se passe guère de journée sans que les journaux en rapportent quelques cas isolés. Dans le Sud, notamment, on entend raconter, comme un fait tout à fait usuel, que les citoyens, ennuyés du nombre des criminels qui encombraient la geôle, s'y sont transportés et les ont tous pendus. Jamais il n'y a de poursuites.

la plénitude de sa liberté. Tous les ans, il rend ses comptes à une assemblée générale des paroissiens, qui procède à une nouvelle élection de ses membres.

Dans toute cette organisation, il y a des détails bien curieux. Ainsi, chaque année, la liste des paroissiens de la congrégation, comme on appelle cet ensemble, doit être dressée à nouveau avant l'assemblée générale. Chacun a le droit, à ce moment, de faire effacer son nom : mais si on ne le fait pas, on est engagé, par toutes les décisions que prend l'assemblée, pour la durée de l'exercice suivant. Il arrive souvent que, pour subvenir aux besoins du culte, ces assemblées votent des cotisations obligatoires qui sont de véritables taxes, dont la rentrée peut être poursuivie par toutes les voies de droit. Certains États mettent même leurs collecteurs d'impôt à la disposition des *board of trustees* qui en font la demande; et, quand le cas se présente, ces collecteurs perçoivent ces fonds, comme nos percepteurs qui touchent les impositions communales, en même temps que celles de l'État. Les catholiques se sont toujours refusés à user de ce moyen, mais bien d'autres confessions l'emploient.

Le gouvernement, et par gouvernement je veux dire les États, car ces lois ne sont pas fédérales et chaque État est régi par une législation spéciale, le gouvernement, dis-je, ne se désintéresse pas cependant d'une façon absolue du droit de surveillance. Presque partout des dispositions spéciales sont édictées, afin d'empêcher le développement exagéré de ce que nous appellerions les biens de mainmorte. Mais combien est bienveillant l'esprit dans lequel elles ont été rédigées!

Dans l'État de New-York, par exemple, une paroisse peut posséder un revenu de 6000 dollars (30 000 francs), si elle est dans l'enceinte de la ville; de 3000, si elle est dans la campagne. De plus, on ne fait entrer en ligne de compte, pour l'évaluation de ce revenu, que le produit des immeubles ou des capitaux placés. L'église, la cure, l'école, sont considérées comme improductives. On ne compte pas davantage les aumônes ou cotisations des fidèles, ni même le produit de la location des bancs qui atteint quelquefois une valeur énorme. En Californie, chaque paroisse est autorisée à posséder jusqu'à 20 000 dollars (100 000 francs) de rentes. Dans l'Illinois, cette somme n'est pas fixée, mais les églises ou congrégations ne peuvent posséder qu'une certaine quantité de terres. En revanche, celles-ci sont dégrevées d'impôts. Dans l'Ohio, on a imposé, aux compagnies qui ont fondé toutes les villes, l'obligation de réserver certains terrains à bâtir. Des *trustees* spéciaux administrent ces propriétés, dont les revenus sont

partagés entre toutes les églises qui se fondent dans la ville.

Cette organisation, qui convenait admirablement aux diverses communions protestantes, avait un inconvénient très grave pour les catholiques, pour lesquels l'unité administrative religieuse est moins la paroisse que le diocèse. Cependant les premiers évêques s'en contentèrent; mais, au bout de peu de temps, il se produisit de tous les côtés des faits d'une extrême gravité. Quand les rapports entre l'évêché, le curé et le *board of trustees* étaient bons, tout allait pour le mieux. Mais des froissements se produisaient quelquefois. Certains *board of trustees* se refusaient à admettre les curés désignés par l'évêque; d'autres curés interdits, s'appuyant sur un *board* favorable, émirent la prétention de continuer l'exercice du culte. A ces difficultés d'ordre intérieur vint se joindre tout à coup, vers 1850, une sorte de persécution organisée par un parti moitié politique, moitié religieux, qui portait le nom bizarre de *Know nothing*, et qui avait acquis une très grande influence, en effrayant les Américains de naissance des progrès de l'émigration. Les catholiques étaient attaqués indirectement. On leur reprochait d'être soumis à une organisation religieuse dont les chefs résidaient à l'étranger.

Ils résistèrent énergiquement et ne tardèrent pas à triompher. Il est même à remarquer que c'est la première et dernière fois qu'ils ont agi en masse comme parti politique. Le clergé, n'ayant jamais été traité en ennemi par aucun des deux grands partis qui combattent l'un contre l'autre, a toujours pu se désintéresser des luttes politiques. D'ailleurs, une circonstance particulière lui imposait cette attitude. Les populations catholiques, aux États-Unis, sont principalement d'origine irlandaise ou allemande. Or tous les Allemands sont républicains et tous les Irlandais, sans que personne ait jamais su pourquoi, sont démocrates.

C'est en 1863 seulement que toutes les résistances cessant, nos coreligionnaires ont pu obtenir des lois spéciales réglant définitivement leur organisation. La paroisse, chez eux, constitue bien encore une personne légale, maîtresse absolue de ses biens; mais chaque *board of trustees*, au lieu d'être nommé par les paroissiens, est formé : 1° de l'évêque, président de droit; 2° d'un grand vicaire désigné par lui; 3° du curé également nommé par lui et toujours révocable, car l'inamovibilité n'existe pas; 4° de deux laïques nommés par les trois premiers membres. Dans un ou deux États, la Californie notamment, l'évêché peut aussi être érigé en personne civile, mais alors les comptes de l'évêque devront être soumis au juge du district; enfin, dans beaucoup d'États, on a fait encore d'autres lois spéciales pour les catholiques qui, bien qu'em-

preintes d'une certaine méfiance, sont trop raisonnables pour qu'on songe à s'en plaindre. Aussi, à New-York, une personne qui meurt en laissant un conjoint ou des enfants ne peut consacrer que la moitié de sa fortune à des fondations pieuses. Une autre disposition a pour but d'empêcher les captations. Une donation n'est valable que lorsque le testament qui la constitue est daté d'au moins deux mois avant la mort du testateur.

J'achevais de parcourir une foule de brochures et de rapports traitant de ces matières, qu'un ami obligeant m'avait prêtés hier, quand M... est venu me prendre pour aller à la messe. L'hôtel a, aujourd'hui, dimanche, une physionomie toute spéciale. Dans le hall, le bureau du télégraphe et le *bar* sont fermés, mais les consommateurs ne sont pas pour cela privés de leurs *drinks* favoris. Ils en sont quittes pour les faire monter dans leurs chambres : de nombreux garçons circulent dans les corridors, portant, sur des plateaux, les *cock tails* qui doivent consoler les victimes de l'austérité puritaine. Du reste, cette austérité me semble assez tempérée. Dans les rues, la circulation est certainement moins grande que les autres jours, mais la différence est bien moins sensible qu'en Angleterre. Nous allons à la cathédrale catholique de la cinquantième rue. C'est un magnifique édifice gothique, en marbre blanc. Les deux tours du portail ne sont pas encore tout à fait achevées, bien qu'on ait déjà dépensé quelque chose comme 10 millions de francs, toujours d'après mes brochures. Elles ajoutent que la plus grande partie de cette somme est le produit de souscriptions recueillies sou à sou parmi de pauvres femmes irlandaises. Quand le terrain a été acquis par l'archevêque, il n'avait presque aucune valeur : maintenant c'est le quartier le plus élégant. Derrière l'église se trouve l'évêché.

Au moment où nous entrons, la grand'messe va commencer. En nous voyant hésiter un peu, un jeune homme très bien mis, la boutonnière ornée d'un insigne, se détache d'un groupe qui stationne près de la porte, vient nous demander si nous sommes étrangers et, sur notre réponse affirmative, nous conduit à un *pew* vacant, dont il nous ouvre la porte. J'aime beaucoup cet usage hospitalier que j'ai déjà observé dans quelques églises catholiques en Angleterre.

La musique est remarquablement bonne : il y a surtout deux ou trois solistes qui chantent admirablement. Il paraît, du reste, que la maîtrise de la cathédrale catholique est renommée. Elle ne se compose cependant que d'amateurs. Au prône, un prêtre monte en chaire et, après les annonces d'usage, prêche pendant un quart d'heure environ. La voix est bonne, mais le geste est un peu forcé,

et puis, il a cet accent affecté et chantant qu'ont tous les prédicateurs anglais, et qui nous fait toujours un effet désagréable, à nous autres Français. Je suis frappé de la netteté avec laquelle je perçois ses moindres paroles, quoique je sois assez loin de la chaire. Je finis par découvrir qu'il y a, derrière lui, un écran acoustique, très habilement dissimulé par des peintures et des ornements. La tête de l'orateur se trouve juste au foyer. Le résultat est vraiment extraordinaire : je m'étonne qu'on n'installe pas de semblables appareils dans nos églises, dont l'acoustique est généralement si mauvaise.

En sortant, nous allons déjeuner chez Mme M. Sur notre demande, son frère nous fait visiter la maison. Ici, comme en Angleterre, elles se ressemblent toutes, à tel point qu'il est souvent très difficile de les distinguer l'une de l'autre dans la même rue. Elles ont même, à de très rares exceptions près, les mêmes dimensions, 25 pieds de façade sur 160 de profondeur. Un escalier extérieur en pierre brune, de huit ou dix marches, à rampes sculptées, conduit à une porte de chêne verni, qui ouvre sur un vestibule assez étroit. A gauche un petit salon, généralement muni d'un grand *bow window;* derrière, la salle à manger. Aux étages supérieurs, un salon sur le devant et six ou sept grandes chambres, presque toutes pourvues d'un cabinet de bain ou de toilette. Les cuisines et offices sont au-dessous, se prolongeant, en sous-sol, dans toute la largeur du trottoir de la rue. On y accède par une porte placée sous l'escalier d'entrée.

Tout cela est agencé et machiné d'une manière extraordinaire. Il y a un petit ascenseur pour monter les malles à tous les étages, de l'eau partout; dans beaucoup de maisons, paraît-il, on a dans chaque chambre un robinet d'eau chaude qui est fournie par une usine centrale. Il y a des becs de gaz dans tous les coins; les cheminées aussi sont chauffées au gaz. A la tête des lits, un petit tableau électrique tout hérissé de boutons. L'un sert, en cas de vol, à appeler la police; un autre, les pompiers, en cas d'incendie; un troisième aboutit au bureau d'une agence de commissionnaires; quelquefois, un quatrième va chez le médecin de la famille. On devine qu'on cherche, avant tout, à éviter de l'ouvrage aux domestiques, ou plutôt à se passer, autant que possible, de domestiques. Ceux-ci, surtout les hommes, sont d'ailleurs très difficiles à trouver. Un cocher se paye 5 ou 600 francs par mois, et, s'il est Américain, il tiendra absolument à garder des moustaches en livrée. Par le fait, le service est presque entièrement fait par des femmes, irlandaises ou suédoises, le plus souvent. Cette maison, qui est habitée par quatre ou cinq personnes, dont deux dames, fonctionne, seu-

lement avec deux femmes. En France, il faudrait au moins six ou sept domestiques.

Tout cela est assurément très confortable, très luxueux même, car il y a partout de superbes objets d'art rapportés d'Europe : mais ce sont un luxe et un comfort d'hôtel, qui nous étonnent un peu et auxquels, il me semble, nous nous habituerions difficilement. La vérité est qu'à New-York, comme, du reste, dans les autres villes de l'Amérique, on semble s'être attaché à rendre, surtout au moyen des droits protecteurs, la vie horriblement chère à ceux qui veulent avoir le moindre luxe.

Dans ce quartier-ci, *Madison-Avenue*, le terrain vaut de 2 à 3000 francs le mètre carré. C'est un peu plus du double de ce qu'il coûte aux Champs-Élysées. Une maison comme celle que nous visitons représente un loyer de 20 à 25 000 francs. Un propriétaire parisien ne pourrait pas espérer en tirer plus de 10 000. Tout est à proportion. Une paire de gants coûte 11 ou 12 francs. Un bon tailleur fait payer un habit noir 5 ou 600 francs. Quand une femme va essayer des chapeaux, tous ceux qu'on lui présente viennent de la rue de la Paix, et ont payé un droit de 100 à 110 francs. Ajoutez le prix de Paris, les bénéfices de la modiste américaine, et figurez-vous les notes qui arrivent chez un mari yankee dont la femme a des prétentions à l'élégance. Les souliers de soirée viennent aussi de Paris. Ils payent 40 francs d'entrée. On ne peut avoir une bouteille de champagne à moins de 15 ou 20 francs, et bien des gens là-bas en boivent constamment. La course d'un fiacre se paye 10 francs, si c'est un coupé; 15, pour un landau.

En revanche, les vivres ordinaires sont à bon marché. Le bœuf coûte de 8 à 12 sous la livre; le mouton, de 9 à 15 : le premier est bon, le second fort médiocre. Les légumes sont assez chers. Mais, en somme, un ouvrier ou un petit employé, dont la femme fait le ménage, dépense moins qu'en France pour sa nourriture. Il faut ajouter que, sur ce chapitre, il est moins difficile et que ses vêtements et son logement lui coûteront beaucoup plus cher.

Les politiciens américains sont très fiers de ce résultat qui est, en grande partie, voulu. « Il n'y a aucun inconvénient, disent-ils, à rendre le luxe aussi cher que possible, puisque le luxe ne se compose, en somme, que de superfluités. » Il est certain qu'on peut débiter sur ce thème bon nombre de phrases qui feront toujours un certain effet sur les électeurs. Un paysan limousin, qui tire pour 1500 francs de truffes d'un hectare de pierrailles où rien ne pousserait, trouve peut-être que le luxe a bien quelques bons côtés pour lui. Le principe peut être juste jusqu'à un certain point, mais il ne me paraît pas prouvé qu'il ne résulte pas, pour les Américains

eux-mêmes, quelques inconvénients de l'exagération avec laquelle il est appliqué. D'abord il faut remarquer que ces prix ridicules ne profitent qu'aux intermédiaires et au fisc, qui n'en a pas besoin; car les impôts donnent de tels produits, et les dépenses, malgré tous les gaspillages, sont tellement minimes, que la dette sera bientôt éteinte et qu'on ne sait plus que faire de l'argent. Les salaires sont très peu supérieurs à ceux de Paris : un terrassier gagne de 5 francs à 7 fr. 50 par jour; un plombier, de 10 à 12 fr. 50, et les chômages ne sont pas rares.

Ensuite on n'empêchera jamais un homme qui a de la fortune d'entourer sa famille et de s'entourer lui-même d'un certain luxe. Si la réalisation de ce désir, assurément bien légitime, est par trop onéreuse, il pourra très bien arriver qu'il se transporte dans un autre pays. En faisant payer 100 francs à une femme le droit de faire venir un chapeau de chez M[me] Virot, et 40 celui de porter à ses pieds les chefs-d'œuvre de M. Ferry, vous finirez par lui inspirer la pensée qu'il serait, en fin de compte, plus économique, et certainement plus agréable, d'aller les choisir et les porter elle-même en France. Beaucoup des Américains qui viennent vivre en Europe, chez nous principalement, y viennent chassés qu'ils sont, de leur pays natal, par la cherté de la vie. Les statistiques sont faciles à faire. Il y en a de 15 à 20 000. En prenant le chiffre de 18 000, et admettant que chacun dépense 10 000 francs en moyenne, ce qui n'a rien d'exagéré, puisqu'il s'agit uniquement de gens riches, c'est 180 millions qui sont perdus chaque année pour les ouvriers américains et gagnés par les nôtres[1].

Cette tendance à l'émigration qui se manifeste chez les classes riches est plus sensible en Amérique qu'ailleurs, mais elle n'est cependant pas absolument spéciale à ce pays, car elle n'est que le résultat de l'évolution démocratique qui se produit partout dans le choix du personnel gouvernemental. La fortune, sans obligations, sinon matérielles, du moins morales, est un produit de notre époque. Autrefois la richesse ne se comprenait guère sans l'exercice de certaines fonctions publiques, locales et gratuites le plus souvent : les unes servant à rehausser l'autre. C'est la conservation

[1] Ces chiffres sont manifestement, du reste, fort au-dessous de la vérité. Un seul Américain, bien connu à Paris, qu'il vient de quitter pour aller s'établir à Rome, tirait de ses mines environ 50 millions par an. On estimait la succession de M. Vanderbilt à 1 milliard. Par un phénomène assez étrange, la fortune publique a une tendance telle à se concentrer entre quelques mains, que des hommes d'État américains prétendent qu'un jour ou l'autre le Congrès cherchera à prendre des mesures de nature à la neutraliser. Je ne sais trop ce qu'ils pourront faire.

de ces anciens usages qui retient si longtemps dans les terres l'aristocratie anglaise. Partout où ils se perdent, les campagnes sont abandonnées peu à peu par les gens riches. C'est un mouvement qui s'accentue tous les jours chez nous. A l'exception d'une petite zone aux environs de Paris, il ne se construit plus de châteaux, et les anciens se vident peu à peu, ou ne sont plus habités que très peu de semaines par an. Quand on vend une terre, l'habitation se donne toujours par-dessus le marché, quelle que soit son importance. On finit par se lasser de l'hostilité sourde qu'on sent autour de soi excitée par les petites ambitions locales; de l'oisiveté qui en résulte, et du rôle de tête de turc qu'on est appelé à jouer. Les natures les plus patientes abandonnent la partie, et les gens riches finissent par se cantonner dans les villes. Il en résulte que la séparation des classes n'a jamais été aussi grande qu'elle l'est à présent.

Aux Etats-Unis, jamais, au grand jamais, une personne riche ne songera à vivre à la campagne. La vie de château y serait d'ailleurs impossible. L'organisation municipale s'y oppose absolument. En France, surtout depuis la suppression de l'adjonction des plus forts imposés, un châtelain est souvent suffisamment victimé par un conseil municipal hostile; mais en Amérique, on ne sait pas où les choses pourraient en venir. Le malheureux serait absolument taillable et corvéable à volonté, car les communes n'y sont pas, comme chez nous, en tutelle. Les *comtés*, comme les *towships*, jouissent d'une liberté absolue en matière d'impôt, tant pour la quotité que pour le mode de répartition, à moins cependant de dispositions contraires dans la charte constitutive; et les abus qui en résultent dépassent l'imagination. Des associations de malfaiteurs se forment fréquemment dans le but d'exploiter cette source lucrative de bénéfices. On s'empare du pouvoir d'une manière quelconque, on vote des impôts ou des emprunts, dont on se partage le produit, et puis on disparaît pour aller recommencer ailleurs la même opération. La ville de New-York, elle-même, a été pendant quelque temps entre les mains d'une bande de ce genre. On a évalué à 100 ou 150 millions de *dollars* les sommes partagées par les différents complices, par le *ring*, selon l'expression consacrée. A New-Jersey, la valeur totale des propriétés particulières est inférieure au montant des dettes municipales. Les faits qui sont signalés tous les jours sont si graves, que le Congrès a déjà été plusieurs fois saisi de lois ayant pour but d'établir, pour les élections municipales, un cens assez élevé. Jusqu'à présent, on n'a pas osé aller jusque-là, mais on a amendé, dans un sens restrictif des droits de la municipalité, les chartes constitutives de certaines villes.

Il résulte de tout cela qu'un Américain riche peut bien vivre dans un petit village comme industriel. Il tient ses ouvriers et, par eux, la municipalité : car c'est encore une chose à noter que patrons et compagnies usent, là-bas, très librement et très ouvertement de leur influence, au besoin même, de leur autorité, en matière d'élection. La chose va parfois jusqu'à l'abus, car les partis politiques sont constamment obligés d'engager avec les grandes compagnies, surtout avec celles des chemins de fer, des marchandages qui coûtent souvent cher au trésor ; mais personne ne songe à trouver mauvais qu'un chef d'industrie mette à la porte de son usine un ouvrier qui lui fait de l'opposition. Cela constitue même, pour le suffrage universel, un correctif d'une grande importance.

Mais un propriétaire qui voudrait simplement se retirer à la campagne, pour y vivre de ses rentes, trouverait bientôt la position intenable, car vouloir vivre en Amérique à l'état d'unité isolée, est une prétention à laquelle il faut bien vite renoncer, à moins d'avoir une fortune colossale : auquel cas on impose sa volonté à tous. Son arrivée serait tout de suite le signal d'une ligue de tous ses voisins, et sa fortune serait mise en coupe réglée, sous les prétextes les plus ingénieux, par les soins des petits politiciens faméliques de la localité. « Les Paysans » du fameux roman de Balzac sont tenus en bride par un préfet, un procureur du roi et des gendarmes. Supposez-les absolument libres, et figurez-vous ce que deviendra la fortune du général Montcornet.

En Amérique, on aurait, il est vrai, la ressource de s'emparer des fonctions municipales au moyen de fortes sommes dépensées judicieusement : mais ces dignités ne tentent que ceux qui sont bien décidés à en tirer un bénéfice pécuniaire quelconque. Les mœurs politiques sont telles, que le premier journaliste venu se considère comme ayant le droit absolu de dire tout ce qui lui passe par la tête, sur le compte des hommes du parti opposé, sans se préoccuper, du reste, le moins du monde, de savoir jusqu'à quel point ses affirmations sont fondées [1]. Quand on est grassement payé pour s'entendre appelé, tous les matins, par les crieurs de journaux, « voleur », « assassin » ou « concussionnaire », on peut à la

[1] Au moment où je recopie ces lignes, MM. Blaine et Cleveland se disputent la présidence des Etats-Unis. Les journaux républicains ont prouvé que M. Cleveland, le candidat démocrate, avait abandonné sa femme. A quoi les démocrates ont répondu, en établissant péremptoirement que M. Blaine n'avait jamais été marié avec la sienne. Ces assertions sont-elles fondées ? C'est possible, mais peu probable. Il serait bien extraordinaire que leurs « cas » eussent autant d'analogie.

rigueur en prendre son parti; mais, quand on n'a pas besoin d'un argent aussi chèrement gagné, on fuit comme la peste des positions dont les agréments sont aussi contestables.

Beaucoup d'Américains restent par goût dans les affaires jusqu'à la fin, mais à ceux qui s'en retirent, il ne vient jamais à l'idée de briguer des fonctions publiques. Ils ne peuvent pas aller vivre à la campagne; le séjour à la ville, bien que les exposant moins à des tracasseries, n'est pas absolument sûr; en tous cas, il est horriblement cher, un grand nombre s'empressent donc de mettre l'Océan entre leur pays et eux.

Dans les conditions d'existence qui leur sont faites par la force des choses, le sentiment de la patrie ne peut qu'aller en s'affaiblissant. Les mêmes causes produisent d'ailleurs les mêmes effets dans d'autres pays, constitués politiquement de la même façon. C'est ce qui explique que certains quartiers de Paris, de Rome et même de Londres, sont presque entièrement habités par des étrangers, vivant en Europe depuis des années, souvent même depuis plusieurs générations, et n'ayant pas plus le désir de retourner chez eux que celui d'adopter définitivement la nationalité des pays auxquels ils demandent l'hospitalité. Ils sont Boliviens, Péruviens, Américains de nom; mais, par le fait, ils sont citoyens du monde, adoptant moitié par goût, moitié par force, la cynique devise que l'un des meurtriers de Charles Ier fit inscrire sur sa tombe, à Lauzanne, je crois : *Ubi bene, ibi patria!*

Autrefois, c'était seulement celle des aventuriers et des déclassés. Ce qu'on appelle l'absentéisme ne s'observait guère qu'en Irlande et était l'objet des vitupérations de tous les économistes, qui le signalaient comme une calamité publique. Le fait s'est déjà bien généralisé. Au lieu d'être une toute petite exception, il deviendra la règle, si les classes riches, pourchassées par des démocraties envieuses qui ne veulent pas leur laisser la place à laquelle elles auraient incontestablement droit, finissent par constater qu'une vie errante et un gros portefeuille bondé de valeurs au porteur, constituent seuls une assurance efficace contre les tracasseries et les exactions des gouvernements.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu trop à nous plaindre de cet état de choses, du moins au point de vue matériel, puisque c'est surtout chez nous que ces pèlerins viennent dépenser leurs millions. Cependant il faut se rappeler que, depuis la fin de l'empire, leur nombre tend à décroître, en France, pendant qu'il augmente ailleurs, et que ces hôtes sont, de leur nature, essentiellement nomades. Si, non contents des énormes profits qui résultent pour notre industrie de leur séjour parmi nous, les

étonnants gouvernants auxquels sont livrées nos destinées veulent les tracasser en leur demandant, par exemple, directement, par des impôts exagérés sur le luxe, l'argent qu'ils nous donnent si libéralement d'une manière indirecte, on ne tardera pas à les voir prendre leur volée vers des pays régis par des gouvernements plus experts dans l'art de plumer la poule sans la faire crier. Et ce jour-là, il ne serait pas impossible que quelques Français en vinssent à imiter leur genre de vie, ce qui n'a jamais eu lieu jusqu'à présent.

Lundi 18. — Aujourd'hui, le temps est si beau, mais en même temps si chaud, que nous sommes convenus, M... et moi, d'aller passer l'après-midi et la soirée au Bougival de New-York, à Coney-Island. L'autre jour, nous avons déjà été dans cette île de délices, pour les courses; mais, ce soir, nous allons à l'autre extrémité. Le programme des divertissements que nous comptons nous offrir comporte un bain de mer, suivi d'un dîner sur l'une de ces jetées (*piers*) qui jouent un si grand rôle dans la vie des Anglais en villégiature sur les côtes. Le capitaine D..., un officier d'artillerie français, dont nous avons fait la connaissance à bord de *la Provence*, s'est joint à nous pour cette partie qu'il a déjà faite et dont il dit merveille.

Nous avons pris l'*Elevated Railway* pour nous rendre au *wharf* du bateau. C'est la première fois que nous nous en servons. Je dois dire que, comme moyen de transport, et étant données les énormes distances qui séparent les différents quartiers, on ne peut rien imaginer de plus commode, et la vogue extraordinaire dont il jouit s'explique parfaitement. On accède sur la voie au moyen d'escaliers doubles, abrités par des pavillons construits dans un style chinois du plus heureux effet; les wagons, en disposition d'omnibus, sont admirablement propres, confortables et aérés; ils sont même luxueux : les arrêts sont suffisamment fréquents; enfin, la vue dont on jouit, au passage, des maisons, en plongeant de l'œil, par les fenêtres ouvertes, dans les appartements, donne lieu à des études de mœurs du plus haut intérêt, au moins pour les observateurs. Je ne sais ce qu'en pensent les observés, mais mon cœur de propriétaire saigne quand je pense au sort de mes infortunés collègues, les propriétaires new-yorkais des maisons le long desquelles nous passons; et comme la vue des malheurs d'autrui a toujours pour effet de nous apitoyer sur ceux qui nous menacent, j'adresse une fervente prière à saint Éloi, patron des métallurgistes et des ingénieurs, pour qu'il lui plaise d'éloigner de l'esprit des gens qui nous gouvernent l'idée d'adopter le même modèle pour le « métropolitain », dont on parle tant à Paris. Seulement, il est à

craindre que sa qualité de saint ne lui nuise auprès des membres du Conseil municipal auquel sont confiées nos destinées, et que, par suite, l'intervention de l'illustre conseiller et ami du grand roi Dagobert ne soit plus nuisible qu'utile.

La double voie de l'*Elevated* est, en effet, établie sur une charpente en fer, supportée par des piliers à la hauteur du premier étage. De chaque côté, elle n'est guère séparée des maisons que par la largeur des trottoirs qui sont ainsi convertis en espèces de ruelles sombres. Quant à la chaussée, elle est dans un état de saleté et d'abandon qu'on se figure difficilement. L'*Elevated* n'en est peut-être pas directement la cause, mais, cependant, il y est bien pour quelque chose par l'humidité qu'il maintient en empêchant la circulation de l'air. Il faut dire aussi que partout ici l'entretien des rues et des avenues laisse à désirer. Nous avons le matin été témoins d'un spectacle que j'avais vu quelquefois dans les chemins de terre normands, mais jamais ailleurs. En bas de Broadway, la roue d'un camion s'est enfoncée dans une ornière, à ce point que les chevaux ne pouvaient plus l'en tirer. Le conducteur est tranquillement descendu de son siège, a pris un pic accroché sous sa voiture, a achevé de déchausser cinq ou six des pavés qui le gênaient, a dégagé sa roue et puis est reparti, heureux et fier de son petit travail, qu'un policeman avait considéré avec un certain intérêt.

Les trois étages de l'immense *Ferry boat* sont bondés de promeneurs, qui vont, comme nous, respirer l'air frais de Coney-Island. Cette plage-là n'est pas un rendez-vous élégant. Le personnel qui s'y rend correspond à peu près à celui qui s'ébat, le dimanche, dans le bois de Meudon. Ce sont des boutiquiers aisés ou des employés qui vont faire respirer l'air frais de la mer à leurs familles. Ce qui nous frappe, nous autres Français, c'est la bonne tenue de tout ce monde et l'absence complète du personnel féminin interlope qui abonde tant dans nos fêtes de banlieue. Quand nous accostons à l'immense jetée couverte en fer, qui sert à la fois de casino et de restaurant, tous se précipitent vers un bâtiment à trois étages contenant des milliers de cabines de bains, et l'instant d'après, nous les voyons ressortir vêtus des costumes de bain les plus invraisemblables et courir à la mer.

On a pu faire un code international du droit des gens. Il est bien sujet à quelques surprises et manque un peu de sanction, mais enfin il existe. On est aussi arrivé à un code international de signaux qui, celui-là, fonctionne à merveille ; mais je crois qu'il faut renoncer à l'espoir de voir jamais codifiées les lois de la pudeur. Les points de vue sont trop différents. Il y a d'abord les Japonais

qui, sur ce sujet, sont des nihilistes complets. Je passais un jour avec un missionnaire devant un grand bain public, à Yokohama, dans l'intérieur duquel on voyait, par la porte ouverte, une centaine de dames et autant de messieurs, rouges comme des homards cuits et vêtus à l'avant-dernière mode du paradis terrestre, s'ébattant dans la vapeur d'eau chaude et venant, de temps en temps, toujours dans le même costume, respirer, jusque sur le trottoir, l'air frais de la rue, par groupes de cinq ou six.

— C'est l'usage du pays, me dit le P. X..., en haussant les épaules, de l'air philosophique d'un homme auquel de nombreux voyages ont appris à ne pas s'étonner de grand'chose.

— Mais y a-t-il quelqu'une de vos paroissiennes dans le nombre?

— C'est plus que probable.

— Eh bien, est-ce que vous ne leur faites pas quelques observations?

— Oh! j'y ai renoncé. Elles ne comprenaient pas.

Chez nous, je crois que la remarque est de M. Alphonse Karr, il y a une pudeur d'eau douce et une pudeur d'eau de mer : la première, beaucoup plus sévère que la seconde. A Trouville, les femmes les plus rigoristes n'hésitent pas à se baigner en public. Elles pousseraient des cris de pintades, à la seule idée d'en faire autant à Paris. En Angleterre, la pudeur prend une forme spéciale. Il est absolument interdit de prononcer le mot de pantalon, mais il est très permis d'aller dans le monde sans en porter; témoins les Écossais. Les caleçons de bain y sont inconnus, et même pour les femmes, les costumes ne sont que d'un usage restreint. Je me souviens d'avoir accosté, il y a quelques années, avec une baleinière, une petite plage cachée entre des rochers, non loin de Scarborough. A mon grand étonnement, je tombai sur une troupe de naïades qui prenaient leurs ébats dans l'eau, costumées comme les déesses de M. Bouguereau. Ma présence ne parut pas les déranger beaucoup. Les toilettes anglaises comportent aussi des décolletages tout à fait extraordinaires. J'en appelle aux souvenirs de tous ceux qui ont été dans le monde ou au théâtre, à Londres.

A ce qu'il nous a paru, les Américains semblent se rattacher à l'école anglaise. Le respectable capitaine au long cours, surnommé le Père la Pudeur, qui a été commis, par le conseil municipal de Trouville, à la surveillance de la plage à ce point de vue spécial, aurait sûrement une attaque d'apoplexie causée par l'indignation s'il voyait s'étaler, dans ses domaines, les costumes qu'on porte à Coney-Island. Il y en avait là qui :

> Par en bas, si haut commençaient,
> Et par en haut, si bas finissaient,

qu'ils auraient été dignes de figurer dans les illustrations de M. Grévin. Des petites filles de dix ou douze ans avaient un simple pantalon, soutenu par deux bretelles. Leurs mamans étaient un peu plus vêtues, mais pas beaucoup. Ce qui nous parut original, c'est que plusieurs avaient conservé, pour se baigner, de longs bas de laine jaune. Peut-être leurs jarretières étaient-elles ornées de la fière devise de leurs aïeules anglaises : *Honny soit qui mal y pense!* Toujours est-il que l'effet produit n'était pas heureux.

Sur la plage, plusieurs photographes ont établi leurs appareils et appellent les clients à grands cris. Ils semblent faire des affaires d'or. Des familles entières passent devant l'objectif en costumes de bain. Il paraît que c'est très à la mode en ce moment. A toutes les vitrines de photographes, on voit des jeunes gens qui se sont fait représenter en boxeurs, le buste nu. Nous avons même reconnu, dans le nombre, des figures de connaissance. En ce qui concerne les hommes, la beauté physique est bien plus commune chez les Anglo-Saxons que chez nous : et il est singulier de voir combien elle est appréciée. Ils ont conservé un peu sous ce rapport la tradition de la Grèce antique. Rien n'est amusant comme d'observer les soins que prend de sa personne un jeune officier anglais désireux de faire son petit effet. Du reste, à ce point de vue spécial, il a raison. Une Française dit bien rarement d'un homme : « Il est beau! » et quand elle le dit, c'est presque toujours en mauvaise part. On pense instinctivement à un coiffeur. *He is so handsome!* est une expression qui revient, au contraire, à chaque instant dans la bouche d'une Anglaise ou d'une Américaine et avec une signification toute différente.

Nous nous arrachons cependant à ce spectacle semi-édénique, pour aller dîner sur le *pier*, où nous faisons un exécrable dîner aux sons d'une musique enragée. Ce qui se consomme autour de nous de *soft shell crabs*, de *clams* et autres de ces menues friandises que les Napolitains appellent des *frutti di mare*, n'est pas croyable. Du reste ici, comme dans les hôtels, on en est au régime des innombrables soucoupes servies toutes à la fois et rangées autour de votre assiette. Quel grand homme et quel profond moraliste que M. Brillat-Savarin, et comme il avait raison quand il formulait son fameux axiome : « Dis-moi ce que tu manges et je te dirai ce que tu es! »

Quand on voit les Américains picorant dans tous les plats du bout de leur fourchette, accumulant sur leur assiette une masse hétérogène de victuailles les moins assorties; ayant recours aux condiments les plus extravagants pour assaisonner ces horribles pâtées qu'ils délayent après le repas, jamais pendant, de grands

verres d'eau glacée, on devine une race inquiète et remuante, à laquelle son estomac ne laisse pas un instant de repos. Du Saint-Laurent au golfe du Mexique, et de l'Atlantique au Pacifique, la fâcheuse gastrite règne en souveraine absolue sur tout le continent américain. Depuis leur naissance, femmes et hommes se bourrent de sucreries, et ne font jamais aucun exercice, à moins d'y être absolument obligés : aussi les dents sont des chefs-d'œuvre d'orfèvrerie, et leurs dentistes ont une telle expérience qu'ils inondent le monde entier. Un yankee de vingt ans n'a plus d'estomac ou, du moins, ce qui lui reste de cet organe est si délabré, qu'il est inutile d'en parler. Du reste, ils seraient doublés et chevillés en cuivre, qu'ils ne résisteraient pas aux cinq ou six repas avalés chaque jour, à la hâte, à n'importe quelle heure, aux carafes d'eau glacée absorbées incessamment; enfin à tous les aliments indigestes qu'ils ingèrent depuis leur naissance. Dans ce moment-ci, on sert partout, à tous les repas, des épis de maïs bouilli. On les prend tout chauds, à deux mains, et puis on ronge, à l'instar des écureuils. Quelques-uns les arrosent au préalable de mélasse ! mais presque tous en avalent un ou deux avant chaque repas, comme apéritif,

Notre aimable compagnon D... voudrait nous faire rester jusqu'à minuit, pour assister à un feu d'artifice qui doit couronner la petite fête : mais, voyant que nous sommes décidés à revenir plus tôt, il renonce à ce projet et nous partons ensemble, à neuf heures. Nous l'avons surnommé le capitaine Torpille, non à cause de l'exubérance de son caractère, qui est au contraire doux et *amène* au suprême degré, mais à cause de son goût désordonné pour l'étude de la poudre à canon et des substances fulminantes en général. Toute détonation l'attire : une explosion le charme : un cataclysme, comme celui de Krakatoa, a seul le pouvoir de lui faire perdre, pendant quelques instants, sa bonne humeur habituelle. Il l'indigne, car il voit, dans un fait de ce genre, un empiétement des forces de la nature sur les attributions du corps des artilleurs et artificiers qui devraient être, en tous pays, chargés du soin d'organiser les éruptions, lorsqu'elles peuvent être nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme terrestre.

Il a déjà parcouru une bonne partie du globe, toujours voyageant à ce point de vue spécial. L'Amérique, seule, avait jusqu'à présent échappé à ses investigations. Il l'avait bien traversée, l'année passée, de San-Francisco à New-York, en revenant du Japon, dont la pyrotechnie n'a plus de mystère pour lui, mais sans avoir le temps de s'y arrêter. Aussi cette année, aux premiers beaux jours, a-t-il sollicité du ministre l'autorisation de venir combler une aussi

fâcheuse lacune, et c'est grâce à cette heureuse circonstance que nous nous sommes rencontrés. — On lui a donné une liste des poudreries dont il doit surprendre les secrets. Dès son arrivée, il voulait se précipiter à la recherche de la première. Mais, le soir même de notre débarquement, en ouvrant un journal, j'y vis, aux faits divers, la terrible nouvelle que voici :

IMMENSE DÉSASTRE

300 OUVRIERS SAUTÉS EN L'AIR

LES MORCEAUX EN SONT RETOMBÉS A 3 MILLES DE DISTANCE

EARTHQUAKE-CITY N'EXISTE PLUS ! ! !

D... pâlit en m'écoutant, *Earthquake-City* était précisément la première des poudreries qu'il devait visiter. Elle avait sauté et il n'était pas là ! L'article continuait en disant qu'il n'y avait plus qu'un immense cratère à la place où elle était bâtie. Pendant quelques heures, D... a été inconsolable. Il finit cependant, sur nos instantes prières, par consentir à rester avec nous le temps qu'il aurait dû consacrer à la visite de cette infortunée *city*. Mais après-demain, il doit partir pour aller voir le numéro 2. Celle-là s'appelle *Thunderbolt gulch !* Il paraît que d'ordinaire, dans cet heureux pays, les poudreries sautent tous les trois ans : or celle-ci fonctionne depuis trente-sept mois ; il n'y a donc pas de temps à perdre.

Mardi 19. — C'est demain que nous disons adieu à la *Cité Impériale* et que nous partons pour Chicago, la *Cité des Prairies.* Ces deux expressions reviennent constamment dans la conversation des Américains qui adorent le style noble. C'est une manie républicaine qui a eu sa vogue en France. Comme nous devons ensuite nous enfoncer dans le Far-West, nous complétons nos derniers préparatifs en allant acheter les revolvers et carabines Winchester, qui doivent nous servir là-bas de porte-respect. Il paraît qu'à partir de Chicago, il n'est pas comme il faut de paraître dans la rue sans une ceinture de cuir fauve garnie d'une multitude de petits cylindres servant de cartouchières et de trois étuis, deux pour les revolvers et un pour le *bowie-knife.* D'autres préfèrent porter ces instruments dans des poches spéciales, dites *pistol pockets*, dont sont munis, par derrière, tous les pantalons américains ; mais cette dernière mode est considérée comme moins élégante.

Au fond, j'imagine que tout cet arsenal ne nous sera pas bien utile. D'ailleurs j'ai toujours eu une chance particulière, en ce sens que les aventures dramatiques ont l'air de s'éloigner de moi. D'autres sont plus heureux. Un de nos amis, le baron de la G., qui arrive d'un voyage à travers la prairie du Wyoming, en a eu une

d'un beau calibre. Il avait avec lui quatre hommes et un secrétaire canadien. Une belle nuit, en plein désert, les quatre hommes l'ont abandonné, en volant les attelages. Heureusement, le Canadien, qui se méfiait du coup, put sauver du désastre deux chevaux de selle. Au petit jour, ces messieurs se sont mis à la poursuite des fuyards, les ont surpris pendant qu'ils faisaient reposer les animaux, en ont tué deux, blessé un troisième et ont repris possession, non seulement des chevaux volés, mais encore de ceux des voleurs [1].

Toute la journée est prise par différentes courses. Le soir nous donnons à dîner, chez Delmonico, au docteur X., à sa sœur et à sa nièce ; puis nous allons tous ensemble, à *Madison square Theatre*, voir une pièce intitulée, *The Rajah*, qui a un grand succès en ce moment.

Madison square Theatre est le petit théâtre élégant de New-York, cela correspond à peu près aux *Variétés* ou à *la Renaissance* de Paris. Rien de plus étrange que la disposition intérieure. La salle, entièrement peinte en rouge vineux, est construite dans un style indien un peu éclectique, car il n'exclut ni des bas-reliefs grecs, étalés sur les murs, ni des petites balustres Louis XVI, qui se montrent par-ci par-là. Pas de loges, seulement des galeries ou des tronçons de galeries de formes irrégulières. L'orchestre est dans une sorte de niche au-dessus de la scène. Tout le parterre est occupé par des fauteuils très confortables, au premier rang desquels nous allons prendre place. Devant nous, l'endroit où serait l'orchestre dans nos théâtres est occupé par un massif de plantes et de fleurs, qui nous sépare d'un splendide rideau en peluche rose, brodé d'un sujet japonais représentant une cigogne se promenant dans un paysage aquatique. Au-dessous du parquet en tôle découpée, se trouve, nous dit-on, un réservoir de glace.

[1] L'épilogue de l'histoire a été assez drôle. Quatre jours après, la G. arrive au fort M., il avait heureusement une lettre de recommandation du général Sherman pour le commandant, auquel il raconta son histoire : « Mon cher monsieur, lui dit celui-ci, si je croyais un mot de ce que vous me dites, je devrais vous faire arrêter et vous resteriez je ne sais combien de temps en prison avant d'être jugé ; mais je vois ce que c'est. Vous avez été attaqué par les Indiens ! Vos hommes auront été tués dans la bagarre, quant à vous, vous êtes la victime d'une hallucination particulière, très commune dans ce pays. On est attaqué, on se défend, il semble bien qu'on a eu affaire à des blancs, mais plus tard, en y réfléchissant, on se rappelle que c'étaient des Indiens. Voyez, votre Canadien déclare que c'est comme cela que les choses se sont passées. (Le Canadien affirmait de toutes ses forces.) Je vais faire un rapport dans ce sens. Il faudra que j'envoie une colonne de cavalerie par là. Vous feriez bien aussi de ne pas rester trop longtemps dans ce pays. »

Le fait est que, malgré les 30 degrés qu'il fait encore dehors, la température de la salle est restée délicieusement fraîche. De grands jeunes gens, d'une élégance suprême, en habit noir, remplacent les ouvreuses. Pendant les entr'actes, qui sont très courts, ils circulent gravement dans la salle avec des plateaux chargés de verres d'eau glacée qu'ils offrent aux dames. Tout cela est très luxueux et bien bizarre.

Ce qui se joue est une de ces bonnes petites pièces anglaises en trois *lunchs*, à deux *five o'clock teas*, aux cours desquels deux petites demoiselles bien sages flirtent innocemment avec deux *captains* quelconques, beaux comme le jour (*He is so handsome*), qu'elles finissent par épouser vers dix heures et demie. A cette heure-là, aussi, le traître, qui est un ouvrier gréviste, se repent de ses fautes et devient un parfait honnête homme. Dickens, dans son *Pickwick*, a créé, sous le nom du *Fat boy*, un type de domestique qui mange toujours quand il ne dort pas; cependant il lui arrive quelquefois de faire les deux à la fois. Ce type-là a déjà fait pâmer de rire cinq ou six générations de fidèles sujets de S. M. la reine Victoria. Aussi n'ose-t-on jamais faire une pièce nouvelle sans le *Fat boy* traditionnel. Cependant l'auteur de celle-ci, M. William Young, est un audacieux. Il a voulu innover. Son *Fat boy* mange et dort comme il convient; mais, de plus, il tombe dans une mare : une vraie mare, avec de la vraie eau, qui fait de vraies éclaboussures et rejaillit jusque dans la salle. C'est le « clou » de la pièce, et cela lui assure cinq cents représentations ici, autant qu'il en a eues à Londres.

Du reste, selon l'usage anglais, le programme, venant au secours des intelligences un peu lentes, leur explique d'avance la pièce. Ainsi on nous prévient que miss Gladys Wyncott est la nièce de M. Wyncott surnommé le « Rajah »; que M. Festyll est leur avocat, *a self made man*, un parvenu. Ce dernier renseignement est donné, apparemment, de peur que l'apparence distinguée de l'acteur chargé du rôle ne fasse illusion sur la qualité réelle du personnage. Dans les drames chinois, on fait un peu la même chose. Aux changements de tableaux, un machiniste vient accrocher, bien en vue, un écriteau portant « forêt » ou « château fort », ou la désignation de tel autre lieu où il a plu à l'auteur de transporter la scène de l'action. Il y a aussi quelques mots pour expliquer ce qui va se passer. Ce n'est du reste pas la seule ressemblance qu'il y ait entre l'art dramatique chinois et l'art dramatique anglais. Partout ailleurs que dans ces deux pays, on cherche à faire parler les acteurs, autant que possible, comme des personnes naturelles. Les Chinois estiment sagement que ce n'est pas la peine de

se déranger de chez soi pour entendre des gens causer comme tout le monde. Du reste, ils ont sur ces matières une théorie générale. Ainsi ils trouvent aussi que les personnes qui ont envie de voir des lions naturels n'ont qu'à aller en voir dans une ménagerie. C'est pourquoi, quand ils en représentent, c'est toujours avec une queue tire-bouchonnée et frisée, ce qui est bien plus joli. De même leurs acteurs chantent constamment, sur un ton suraigu, en langue mandarine que personne ne comprend. Les Anglais ne vont pas tout à fait aussi loin, mais leurs acteurs, et surtout leurs actrices, ont une prononciation spéciale, toute de convention, qu'on n'emploie jamais qu'à la scène. Ainsi *away* se prononce partout *éwé*. Au théâtre, on dit *âwâ*. Il y a là une conception particulière de l'art, qui a sans doute sa raison d'être, mais dont les causes premières nous échappent à nous autres étrangers.

S'il faut tout dire, pour nous, l'intérêt gît, non dans la pièce, mais dans la série de costumes que montrent à nos yeux ravis les deux principales interprètes, miss Rillie Deaves et miss Enid Leslie. Elles ont adopté la mode esthétique! Mais comme l'esthétisme, bien que faisant fureur de l'autre côté du détroit, n'est guère encore connu chez nous, une explication est nécessaire.

Les Français se font généralement une idée très fausse du caractère anglais. On s'est toujours plu, je ne sais pourquoi, à nous représenter nos voisins comme des gens flegmatiques et froids; tandis que ce sont, au contraire, les gens les plus enthousiastes et les plus passionnés qui soient au monde. Un Anglais passe sa vie à se monter la tête pour une chose ou pour une autre. J'ajoute qu'avec leur tempérament sanguin et pléthorique, et leur régime éminemment azoté, l'enthousiasme est pour eux une nécessité hygiénique, un exutoire indispensable. C'est cette faculté qui leur permet les interminables parties de *croquet*, de *cricket*, de *polo*, de *foot-ball* et de *law-tennis* qui occupent la moitié de l'existence de leurs jeunes gens : les nôtres, plus compassés, n'y trouveraient qu'un mortel ennui. Quand ils sont vieux, c'est encore à cette précieuse qualité qu'ils doivent de trouver la force nécessaire pour résister à tous ces meetings politiques, philantrophiques ou littéraires, à toutes ces parades diverses où, à force de *speechs*, de chants, de hurlements approbatifs, de grognements contradictoires et de coups de poings concluants, ils parviennent à brûler le superflu de carbone ingéré cinq fois par jour, sous forme de roast-beef, de pudding et de jambon.

De grands courants d'enthousiasme doivent donc sillonner constamment la société anglaise : l'Anglais s'agite, ou l'apoplexie le fauche. Ça été la gloire de quelques ministres, hommes de génie,

d'avoir su canaliser ces courants pour les faire travailler au profit de la grandeur nationale. Ainsi, au commencement du siècle, c'est en employant ce procédé qu'on est arrivé à résoudre la question de l'abolition de l'esclavage. Pendant dix ans, dans toute l'Angleterre, les vieilles dames de chaque localité, laissant leurs maris tranquilles, se réunissaient en meetings monstres, des montagnes de correspondances s'échangeaient, des ballots entiers de mouchoirs moralisateurs, portant imprimés, d'un côté des sentences de la Bible, de l'autre le portrait de M. Wilberforce, partaient de Manchester pour être distribués aux nègres du Grand et Petit-Popo. Bref, on fit si bien que toutes les colonies étrangères furent ruinées à la fois, pour le plus grand profit de l'Inde anglaise. Plus tard, ce fut la question de la haute et de la basse Église qui passionna le public; des milliers de familles ont été divisées irrémédiablement, parce que les uns louaient M. Mackonochy de ce qu'il mettait un surplis blanc et des cierges sur son autel, et que les autres lui contestaient le droit de le faire. Notez que le dogme n'avait rien à voir là dedans. Les partisans, comme les adversaires du surplis et des cierges, étaient de bons protestants; ils se passionnaient uniquement pour le plaisir de se passionner : simple affaire d'hygiène. Quelque temps après, un original s'avisa de fonder un ordre de bénédictins protestants et de se faire appeler le P. Ignacius. Des flots d'encre furent répandus pour savoir s'il devait marcher nu-pieds ou mettre des bottines!

Mais tout cela est de l'histoire ancienne. La passion du moment est l'esthétisme. Qu'est-ce que l'esthétisme? C'est assez difficile à définir. Il y a quelques années vivait à Londres un bon jeune homme, qui s'appelait Oscar Wylde. S'appelant « Oscar », il était poète : il y a des noms qui obligent; mais il ne faisait pas ses frais. Un beau jour, il s'avisa de paraître dans les rues avec une sorte de costume Henry VIII, feutre à plume, longs cheveux épars, pourpoint et haut-de-chausses en velours noir, maillot de soie rouge. En même temps, il annonçait à ses amis qu'il était devenu esthète : on ne comprit pas d'abord, mais on écouta ses explications. Un esthète est un homme qui estime que le culte et la recherche du beau doivent remplir la vie et que, pour trouver, dans l'art, le beau suprême, il faut remonter aux temps « préraphaëlites »; car il paraît que, si tout n'est pas beau dans ce monde, terraqué et sublunaire, c'est la faute au nommé Raphaël Sanzio, qui a fait dévoyer le goût.

Le succès de ces doctrines fut assez mince auprès du sexe laid : mais, parmi les femmes, il fut absolument foudroyant. Actuellement, toutes les « miss » d'un âge un peu mûr sont des « esthètes ».

Une « esthète » doit cependant être maigre et grande. Si l'on ne réunit pas ces deux conditions, il vaut mieux ne pas s'en mêler. Chez elle, le mobilier est sommaire. Quelques bahuts surmontés de « hanaps », des chaises à grands dossiers, favorables aux attitudes désespérées : une désespérance générale étant un des dogmes fondamentaux de la secte; les tableaux, en revanche, abondent. D'abord et avant tout, le portrait du « maître », le col nu, l'œil vague, une fleur de soleil jaune à la main! c'est l'emblème adopté; je ne sais pas bien pourquoi. Et puis ensuite, des primitifs, rien que des primitifs : des vierges longues comme un jour sans pain, au corps mince, désossé, flottant dans des tuniques de couleurs indécises et se détachant sur un paysage dont les villages paraissent sortis d'une boîte de joujoux de Nuremberg, et les fleuves serpentent sur un plat de chicorée semblables à un long cordon bleu arraché au tablier d'une cuisinière. La peinture avant la science! Toute la galerie des Uffizzj tirée à des milliers d'exemplaires par des artistes spéciaux. Il y a maintenant à Londres d'immenses magasins consacrés exclusivement à cette spécialité. Et leurs propriétaires se retirent au bout de trois ou quatre ans à Clapham, après fortune faite.

C'est de ces modèles que doit s'inspirer toute bonne esthète pour composer ses costumes. Pour se figurer l'effet produit, il faut avoir vu, dans un salon, une grande Anglaise efflanquée, s'avançant lentement vers le buffet, vêtue d'une longue robe blanche ou orange, aux plis traînants, avec de petites manches à gigot, la taille sous les seins, les bras allongés par devant et les mains jointes sur l'éventail, et puis, pour coiffure, une forêt de petits frisons sur le haut de la tête et, sur la nuque, un chignon bien serré.

On disait — autrefois — que le ridicule tue. Cela n'est pas plus vrai en Angleterre qu'en France. Il serait même bien plus juste de dire que le ridicule fait vivre, et, ordinairement, très bien vivre — d'abord ceux qui se moquent; ensuite ceux dont on se moque. Le canard de M. Grévy, les biens dotaux de son secrétaire, M. Duhamel, et les favoris de M. Ferry ont rempli d'or la caisse du *Triboulet* et n'ont nullement nui à la prospérité de ce célèbre et sympathique trio. Il en a été de même de l'esthétisme et des esthètes. Dès l'origine du mouvement, du *boom*, comme disent les Américains, le *Punch* en fit sa chose. Les costumes et les propos reproduits dans chaque numéro étaient bien un peu en avance sur ce qui se voyait et se disait dans les salons, mais n'étaient déjà plus que de l'histoire ancienne le mois suivant.

Tous les partisans de M. Oscar Wylde étaient de bons toqués,

mais il n'a jamais été bien démontré que lui-même ne fût pas très malin. En tout cas, la manière dont il sut profiter de ses succès semblerait prouver que c'est à cette dernière opinion qu'il faut s'arrêter. Il avait, surtout, au plus haut point, le talent de se servir des réclames que lui faisaient ceux qui se moquaient de lui. Une pièce, intitulée *The Colonel*, parodiait d'une façon très amusante ses doctrines. Elle eut un succès fou dans toute l'Angleterre. Partout où on la jouait, « Oscar » arrivait et donnait des conférences. Tous ceux qui avaient vu la pièce voulurent l'entendre. Il encaissa des sommes colossales.

Après avoir réformé le mobilier et les costumes, il s'en prit au langage : de même qu'il avait proscrit certaines couleurs, il proscrivit certains mots comme durs et inharmonieux, conseillant de s'en tenir, autant que possible, à quelques exclamations doucement modulées, ponctuées, au besoin, de soupirs explicatifs. Le commerce des âmes n'en demande pas davantage. Dans les petits cénacles qui se formaient, la conversation ne procédait plus que par onomatopées panachées de pamoisons. Un jour, un peintre bien connu, partisan fanatique de la doctrine, se trouvait dans une de ces réunions d'affamés d'idéal. Chacun expliquait ses désespérances spéciales. Quand ce fut son tour, il parla d'un tableau qu'il rêvait : un hommage qu'un groupe de fidèles voulait offrir au maître, pour le consoler des sarcasmes de l'odieux *Punch*. Il s'agissait d'une allégorie à quadruple détente : l'*Illimité*, l'*Indéfinissable* et l'*Accidentel* présidant à la naissance du *Beau*. Trois femmes, ou plutôt trois souffles, des chairs pétries d'idéal penchées sur un bel éphèbe aux formes indécises, sortant d'un nuage rose. Mais, où trouver des modèles? où se cachaient les êtres immatériels qu'il rêvait? et le grand homme poussant un soupir, doucement modulé, acheva sa tasse de thé.

Il se plaignait du manque de modèles. Tout de suite le cénacle lui en désigna trois qui, toutes rougissantes, se mirent à sa disposition. C'étaient la marquise de T., lady Gwendollyn B. et mistress D. V. On les avait connues, grandes et robustes, montant à cheval, tous les matins, dans l'allée d'Hyde-Park; suivant, au besoin, une chasse au renard sans craindre d'aborder les barrières; abordant encore avec bien plus d'entrain les lunchs qui suivaient ces exercices éminemment hygiéniques; maintenant elles étaient toujours grandes, mais elles ressemblaient à des fleurs penchées sur leur tige : un régime vinaigré et les prescriptions du savant Benting avaient eu raison de leur bel embonpoint : leurs vives couleurs avaient été ramenées à la diaphanéité voulue. Quand, au jour dit, elles eurent pris la pose, dans l'atelier, debout sous un palmier,

leurs bras blancs entrelacés, leurs longues draperies « safranées » mariant harmonieusement leurs « teintes pâles d'aurore boréale », et que le « maître » vit son idéal se dégageant de cet ensemble séraphique, son émotion fut telle, qu'il ne put trouver que quatre mots pour exprimer l'état de son âme : *Oh! quite!! too!!! Utter!!!!* Puis, brisant ses pinceaux, il eut une crise nerveuse. Ses modèles accoururent à son secours, lui tapotèrent dans les mains, on mangea quelques sandwichs, arrosées d'un verre de sherry; le tableau en est resté là et, grâce à cette fâcheuse circonstance, l'esthétisme attend encore son symbole.

Avec son zèle ardent et son âme d'apôtre, M. Oscar Wylde ne pouvait pas s'endormir sur ses lauriers. Comme Christophe Colomb, il a voulu, lui aussi, partir pour la conquête du nouveau monde. Tout, du reste, lui faisait présager qu'il trouverait là-bas une gloire aussi pure que celle qu'il laissait derrière lui. D'abord, pour qui avait subjugué les solides filles d'Albion, à l'appétit toujours égal, aux goûts presque masculins, ne s'enthousiasmant qu'à froid, le triomphe ne devait être qu'un jeu quand il s'agirait de miss américaines, nerveuses, fantasques, sans traditions ni estomac, inoccupées et toujours affamées de nouveautés. Ensuite, en ce qui concerne les questions artistiques, il faut reconnaître que les Américains sont d'une modestie absolue. Se défiant de leurs propres lumières, ils aiment à s'en rapporter, pour se former un jugement, au goût du public européen. Ils couvrent d'or une chanteuse, un peintre ou un musicien, non parce que son chant, sa peinture ou sa musique leur fait plaisir, mais uniquement à cause des applaudissements recueillis antérieurement à Paris, à Londres ou à Berlin. Dernièrement le Congrès a frappé d'un droit de 30 pour 100 *ad valorem* les œuvres d'art introduites en Amérique : un mauvais plaisant conseillait à MM. Gérôme, Bouguereau et autres fournisseurs habituels de la clientèle américaine, de signer simplement des toiles blanches que des barbouilleurs couvriraient ensuite, une fois la douane passée, leur assurant que les prix qu'on leur offrirait seraient toujours les mêmes. Il y avait peut-être un peu d'exagération.

N'ayant pu, faute de temps, aller dans le monde américain, il m'est, à mon grand regret, impossible de parler *de visu* des résultats qu'a pu y obtenir M. Oscar Wylde. Au dire des journaux, ses succès ont été nombreux. Non seulement les grands cols rabattus du « maître » et ses maillots rouges ont fait bien des ravages dans les cœurs, mais, chose plus étonnante encore, ils semblent avoir produit une vive impression sur les âmes, d'ordinaire peu candides, des reporters qui l'ont accompagné dans la

grande tournée de conférences qu'il vient de faire dans les principales villes de l'Union. J'ai lu ces jours-ci le compte rendu d'une de ces improvisations. S'adressant, je crois, aux bons fabricants de lard de Chicago, l'orateur déplorait, en termes émus, le faible sentiment du beau que lui semblaient indiquer la manière de s'habiller des habitants, leur coupe de barbe, et surtout le choix des noms qu'ils donnaient à leurs nouvelles villes. Quelques-uns cependant lui avaient semblé heureux. Les mots de *Topeka*, *Winona*, *Omaha*, avaient un consonnance qui frappait harmonieusement son appareil auditif; mais il avait le regret de constater que ces noms-là étaient empruntés aux dialectes indiens, tandis que ceux qui étaient d'une origine exclusivement américaine, comme *Jackass Gulch*, *Turnup Flat* ou *Bluebelly Ravine*, produisaient sur ses oreilles délicates une sensation douloureuse à force d'être antimusicale. Espérons que le son argentin des innombrables dollars que les bons Yankees lui ont payés, pour entendre toutes ces belles choses, aura fini par avoir raison de cette fâcheuse impression.

Cette étude, hélas! bien incomplète, de l'esthétisme m'a entraîné bien loin de *Madison-Theatre*, si loin que le lecteur bénévole ne se rappelle peut-être plus que cet étalage d'érudition avait pour unique excuse la série de costumes scrupuleusement esthétiques que les deux principales interprètes du *Rajah* ont fait défiler devant nos yeux, de huit heures à dix heures et demie. Lorsque ces deux jeunes personnes se furent précipitées, avec un ensemble remarquable, dans les bras des deux *captains* dont elles comblaient les vœux, en s'écriant : *Oh! my love! my love!* A quoi ces deux brillants officiers [1] répondirent d'une voix étranglée par l'émotion : *Oh! my darling! my darling!* la toile tomba au milieu de l'enthousiasme général. Comme le docteur X. tient absolument à nous emmener souper, nous allons avec lui au *Brunswick House*, où nous trouvons une foule de personnes occupées à dévorer des *clams* et des bécasses rôties. Il paraît qu'à New-York, c'est le menu qui correspond au « perdreau froid » et à la douzaine d'ostende que proposent toujours les garçons de nuit des restaurants du boulevard.

A côté du restaurant se trouve le bar, qui, lui aussi, est, à cette heure, encombré de consommateurs. Les cafetiers parisiens doivent envier le sort de leurs heureux confrères new-yorkais. Chez nous, les trois quarts des gens qui fréquentent ces établissements n'y viennent que pour y rencontrer leurs amis ou voir défiler le public :

[1] En chroniqueur consciencieux, je dois dire qu'il serait bien possible que l'un des deux fût un simple avocat.

ils restent assis trois ou quatre heures à une table, en ayant devant eux un verre de bière qui est souvent à moitié plein, encore quand ils se lèvent. Ici, beaucoup de consommateurs ne s'assoient même pas. Ils se tiennent debout, près du comptoir, garni, selon l'usage, d'assiettes sur lesquelles s'étalent des tranches de jambon et de fromage offertes gratuitement au public, et avalent coup sur coup, sans presque parler, toutes ces étranges boissons qui jouent un si grand rôle dans la vie des Américains. Je me souviens qu'à Hong-Kong, un Yankee entreprenant avait établi un bar de cette sorte, où l'on servait gratuitement un véritable déjeuner froid. Il y avait des pâtés, des *soins*, des volailles et des faisans rôtis. Il est vrai qu'un verre d'eau frappée coûtait un demi-dollar. Il fit bien vite des affaires superbes et inspira même de très sérieuses inquiétudes à M. Alcide Parfait, le directeur-propriétaire du restaurant français de Queen's Road : mais celui-ci se sauva par un trait de génie. Sa femme ne parut plus à son comptoir qu'en robe largement décolletée! Elle avait des bras et des épaules superbes! Le bruit s'en répandit immédiatement. Messieurs les midshipmen des stations françaises, anglaises et américaines revinrent en masse; les lieutenants les suivirent : bientôt il fallut ouvrir une salle spéciale pour les capitaines de vaisseau et amiraux qui ne voulaient pas se commettre avec leurs subordonnés, et l'établissement atteignit un degré de prospérité inouï.

M. Hoffman, si tant est que le propriétaire d'*Hoffman's House* porte encore ce nom, ce que j'ignore, n'a pas eu recours à ce moyen de séduction pour l'emploi duquel il faut, du reste, des aptitudes spéciales de la part de la directrice. Il a fait acheter en Europe un certain nombre de bibelots, meubles, tapisseries, statues et surtout tableaux qu'il expose à l'admiration des consommateurs. Quelques-uns sont superbes et presque tous ont une réelle valeur. Nous avons reconnu là notamment le *Satyre lutiné par des nymphes*, de M. Bouguereau, qui eut tant de succès au Salon, il y a trois ou quatre ans. M. Bouguereau a une réputation colossale en Amérique. Le grand luxe des Yankees qui arrivent à la fortune est de pouvoir accrocher, au mur de leur salle à manger, un de ses tableaux. En quoi j'estime qu'ils ont bien raison et donnent, en ce faisant, une preuve indiscutable du grand bon sens qu'on ne saurait leur refuser sous beaucoup de rapports. La peinture a été inventée pour faire plaisir aux gens et non pour les instruire ou leur montrer des choses désagréables, comme veulent nous le faire croire une foule de professeurs aussi savants qu'ennuyeux. Essayez de dîner chaque soir en face d'un tableau de M. Puvis de Chavannes ou d'un luministe, intentionniste, impressionniste quelconque, et

vous verrez dans quel état seront vos digestions au bout de quelques mois de ce régime : tandis que j'ai vu, de mes yeux, au *Hoffman's House*, une vingtaine d'Américains, oubliant leur gastrite, et mangeant d'un bel appétit, qui faisait plaisir à voir, et qu'ils devaient, certainement, à la contemplation des nymphes de M. Bouguereau que, par parenthèse, on a eu la singulière idée de mettre sous verre.

Désireux de boire nous-mêmes à leur santé un « champagne cocktail », nous exposons notre demande au *bar-kerper*, un monsieur superbe, couvert de bijoux, d'une beauté grave et fatale, aux cheveux rejetés en arrière, à la moustache soyeuse et pendante. Il verse dans une sorte d'éprouvette les innombrables ingrédients nécessaires qu'il tire de petites cases spéciales, il les bat au moyen d'un agitateur mécanique, les projette plusieurs fois, à bout de bras, d'un récipient dans un autre, avec l'habileté d'un prestidigitateur; quand il nous voit étourdis et charmés par cette merveilleuse gymnastique, il s'arrête brusquement, décante dans trois petites coupes un liquide flavescent auquel la glace broyée donne une consistance sirupeuse, et puis, détournant ses regards de ces choses vulgaires, il laisse de nouveau flotter son œil dans les espaces. Vivement impressionnés, nous aspirons notre cocktail à travers une paille et, après avoir constaté qu'il était exquis, nous prenons congé de notre ami le docteur et nous regagnons l'hôtel que nous allons quitter, dès demain matin, pour commencer notre tournée dans l'Ouest.

Baron E. DE MANDAT-GRANCEY.

La suite prochainement.

LE MAL DU PAYS[1]

XI

Plusieurs mois s'écoulèrent.

Noël, recommandé au chef de l'institution, avait été l'objet de soins tout particuliers et avait fait de rapides progrès. Ses maîtres se louaient de son intelligence et de son application. On a pu remarquer que les jeunes gens bien doués, qui commencent tard leurs études, regagnent souvent le temps perdu par une force d'attention et de travail que ne possèdent plus ceux dont l'enfance a traîné pendant de longues années sur les bancs du collège; non seulement notre jeune campagnard avait déployé cette énergie apportée de son village, mais il semblait révéler spontanément des aptitudes dont il aurait hérité de ses parents et qui seraient restées longtemps inactives. On reconnaissait en lui quelque chose de l'imagination vive et ardente de sa mère, de l'intelligence nette et cultivée de son père. En un mot, il paraissait moins acquérir que reconquérir une éducation qui lui était naturelle et que les circonstances seules avaient retardée de quelques années.

Il y avait encore à son assiduité et à son ardeur pour l'étude un motif que nul ne soupçonnait et qui n'en était pas moins le plus puissant de tous : c'était le but sans cesse présent à ses yeux et vers lequel tendaient tous ses désirs. Son ambition ne ressemblait pas à celle de la plupart des jeunes villageois que l'on envoie au collège, et qui veulent avant tout s'ouvrir une carrière et quitter pour toujours leur pays; la sienne consistait à retourner à Savigny, pour y vivre avec Denise de l'existence qui lui paraissait la plus heureuse et la plus belle.

Il est vrai que cette pensée constante, si elle l'animait et soutenait son courage, lui causait aussi parfois des troubles profonds et des distractions qui l'absorbaient entièrement. Une chose surtout

[1] Voy. *le Correspondant* des 25 décembre 1884 et 10 janvier 1885.

l'inquiétait depuis quelque temps, c'était l'absence de nouvelles de son pays. Tant qu'il avait été dans la maison de son père, il avait demandé lui-même, par prudence, qu'on ne lui répondît pas; mais lorsqu'il avait été envoyé à Paris, il avait rendu compte de ce grand changement et de l'incident qui l'avait provoqué. Il disait combien ce nouvel éloignement lui avait coûté, mais qu'il l'avait accepté dans l'espoir que son exil en serait abrégé. Cette fois, il priait instamment qu'on lui écrivît et donnait l'adresse de la pension ou plutôt de la prison où il était enfermé. Cependant ni cette lettre ni plusieurs autres qu'il avait jetées furtivement à la poste, dans les rares promenades qu'on lui faisait faire en compagnie de quelques camarades, n'avaient reçu la moindre réponse, et ce silence lui faisait peur. Ce n'est pas qu'il conçût des craintes sur la santé de personne et encore moins des doutes sur la fidélité de ses amis. La confiance de son âge le mettait à l'abri de ces inquiétudes. D'ailleurs, n'avait-il pas entendu Denise promettre de l'attendre *toujours?* Ce mot s'était gravé dans sa mémoire, et il lui semblait aussi impossible qu'elle l'oubliât que de l'oublier lui-même. Ce qui l'effrayait, c'était ce grand silence dont il ne devinait pas la cause. Cette cause pourtant était bien simple, et on l'a déjà devinée. Son père avait recommandé qu'on ne remît au jeune homme aucune lettre qui lui viendrait de son pays et qui ne ferait qu'entretenir ses idées folles et ses regrets. Il avait même demandé que ces lettres lui fussent envoyées, afin de pouvoir suivre par elles la petite conspiration qu'il croyait avoir découverte. C'est ce qui avait eu lieu, et la lecture de ces lettres écrites par le maître d'école ou le curé de Savigny, toutes cependant bien simples et bien innocentes, où on lui recommandait seulement de travailler avec application afin de rendre possible la réalisation du grand projet pour l'avenir, cette lecture, disons-nous, n'avait fait que le confirmer dans la conviction qu'un danger menaçait son fils, et qu'il fallait l'en préserver en faisant bonne garde autour de lui.

Ce silence mystérieux ne plongeait pas moins Noël dans la tristesse, et lui donnait une impression de plus en plus profonde de son abandon. Au milieu de Paris, dont il sentait autour de lui le mouvement et la vie sans y prendre part, mêlé aux élèves de la pension avec lesquels il avait trop peu de rapports de sentiments ou d'idées pour que l'intimité pût s'établir entre eux, il se sentait aussi complètement isolé qu'il l'avait été dans la triste maison de son père et mille fois plus que dans son village.

Ses jeunes compagnons étaient, en général, des fils de famille, dont les études étaient restées fort incomplètes, et qu'il fallait, à la hâte, mettre en état de passer un examen quelconque. Presque

tous avaient une connaissance aussi prématurée du plaisir, qu'ils étaient en retard pour toute autre chose. Ces jeunes gens, à défaut de beaucoup de savoir ou même d'intelligence, avaient du moins cet esprit spécial des écoles et des lycées, qui se compose des mêmes éternelles hâbleries dites dans cet argot que les écoliers vieillis sous le harnais se font gloire de parler, et dans lequel ils ont pris leurs grades bien plutôt qu'ils n'ont acquis ceux de l'Université.

On comprend combien ce jeune paysan arrivant de son village devait paraître ridicule à ces jeunes citadins trop civilisés, et comme ils devaient le cribler de leurs faciles moqueries. Le pauvre garçon ne comprenait pas même ce langage tout nouveau pour lui, et restait ébahi et sans réponse devant ces plaisanteries surannées qu'il croyait naïvement très spirituelles. Il était pénétré du sentiment de son infériorité, et cela ne faisait qu'ajouter à la tristesse et à l'amertume de son isolement.

Dans les premiers jours de son arrivée, ayant encore toute la confiance de son pays et de son âge, Noël avait parlé de ses ambitions et de ses projets d'avenir à quelques-uns d'entre eux, qui avaient feint la sympathie pour encourager ses confidences. Il n'en avait pas fallu davantage pour le couvrir de ridicule aux yeux de ces impitoyables railleurs. Le nom de *maître d'école* lui en était resté, et toute la pension avait trouvé là un thème inépuisable de faciles plaisanteries.

Noël n'avait pas même eu besoin de parler des croyances apportées de son village pour les faire deviner, il lui avait suffi de laisser voir les habitudes conservées de son enfance pour prêter le flanc à de nouveaux quolibets. L'esprit de la pension était suffisamment indiqué par celui de son chef, ami de M. Arnould. C'était le scepticisme le plus complet. Pas un écolier n'y aurait dérogé, puisqu'il est écrit qu'en France tout est mode, que les opinions comme les croyances changent selon le milieu où l'on se trouve, et que ce n'est pas pour nos propres idées que nous nous passionnons, mais pour celles des autres. On se livrait pendant les récréations à de grandes discussions d'où jaillissait plus ou moins de lumière. Sur ce terrain, Noël se montrait plus hardi à se défendre; il rompait force lances contre ses adversaires, mais il était en butte aux assauts de tous, et s'il se retirait de ces combats sans s'avouer jamais vaincu, il n'en recevait pas moins plus d'une blessure secrète dans les parties les plus sensibles de sa conscience.

Heureusement il n'avait confié à personne le plus cher secret de son cœur. Un sentiment de pudeur jalouse l'avait empêché d'en rien dire et il devait s'en applaudir, car ils auraient bien ri ces jeunes gens assez gâtés, mais affectant surtout une précoce perversité, s'ils

avaient su que le jeune paysan avait sans cesse devant les yeux l'image d'une jeune fille pour laquelle il conservait son naïf amour, et que cette pensée seule le préservait de la contagion de leurs confidences et de leur corruption fanfaronnes.

Il aurait été cependant d'un naturel aimant et expansif, mais les moqueries de ses jeunes compagnons l'avaient d'autant plus blessé et l'avaient fait se replier sur lui-même. Chaque jour il devenait plus taciturne et plus sauvage ne causant plus qu'avec ses souvenirs. Avait-il du chagrin, il évoquait le tableau de son pays, de son enfance heureuse, de tous ceux qu'il avait aimés, et cette conversation intérieure suffisait à le consoler, mais aussi elle le rendait de plus en plus étranger à tout ce qui se passait autour de lui, et ses études même en souffraient. Parfois sa distraction devenait si profonde qu'il n'entendait pas même la question qui lui était adressée et que, sortant tout à coup de son rêve, il répondait par quelque naïveté qui excitait l'indignation du maître et l'hilarité de ses condisciples.

Ce n'était pas seulement au moral que Noël souffrait de l'éloignement de son pays, c'était aussi dans ses habitudes qui avaient éprouvé une si profonde modification. Comment cet enfant de village, qui avait toujours respiré à pleins poumons l'air pur des champs, n'aurait-il pas étouffé dans l'atmosphère lourde et délétère d'une grande ville et d'une pension ? Comment son corps, qui avait pris l'habitude des travaux et des exercices de la campagne, n'aurait-il pas éprouvé une dure contrainte de cette vie monotone et sédentaire ? Mais les gênes et les privations physiques étaient en outre des souffrances morales, parce que son imagination lui représentait sans cesse le contraste de ses impressions passées qui étaient devenues sa vie même. Ou plutôt peines morales et malaise physique se confondaient en une seule souffrance, et toujours quelque souvenir passé venait augmenter l'ennui de la vie actuelle. S'il éprouvait la fatigue de l'étude monotone par une lourde journée d'été, il se rappelait l'école du village, sous la direction de maître Lunaire, d'où l'on s'échappait avec tant de joie pour aller courir et jouer le long des haies du village ; s'il souffrait de la malveillance et des froides railleries de ses condisciples, il pensait aux joyeuses parties auxquelles on se livrait tous ensemble au pied de quelque buisson et où tous les enfants ne formaient qu'une seule bande joyeuse, comme tous les troupeaux se confondaient pour paître ensemble ; s'il venait même à se réveiller la nuit dans le dortoir commun qu'il partageait avec sept ou huit compagnons incommodes et bruyants, il regrettait jusqu'à l'écurie où il dormait jadis en compagnie du cheval qu'il entendait broyer sa paille, et où il était réveillé par le chant du coq son voisin. Mais surtout son isolement le faisait penser

à Denise, qui avait vécu avec lui dans une si douce intimité de cœur, et avec laquelle il lui tardait de recommencer pour toujours cette délicieuse existence.

Toutes ces souffrances indéfinissables composèrent bientôt ensemble un état très pénible et dégénérèrent en véritable maladie. Il était atteint de ce mal étrange appelé *le mal du pays*, que l'on regardait comme une maladie de l'âme avant que l'on n'en eût donné une définition scientifique. Je sais que cette maladie assez commune dans les temps reculés et encore un peu barbares est en train de disparaître. La civilisation nous guérira complètement de ce mal, comme d'une foule de préjugés anciens. Déjà nous avons à peine un pays natal, bientôt, grâce au progrès des idées humanitaires, nous n'aurons plus de patrie et nous serons délivrés de tous les sentiments que cette seule superstition suffisait à engendrer. Mais à l'époque où se passe cette histoire, il pouvait se présenter encore quelques rares exemples de cette souffrance étrange chez quelques écoliers arrivant de la campagne, chez quelques jeunes soldats venant de contrées lointaines.

Je me rappelle même avoir rencontré, il y a quelques années seulement, un cas de cette singulière maladie. Nous traversions, un ami et moi, l'un des plus riches cantons de la Brie, où nous savions qu'un jeune cultivateur de notre pays venait tout récemment de se marier et de s'établir : l'idée nous vint de le visiter. La maison que l'on nous désigna, comme étant la sienne, paraissait une bonne maison de culture. Nous y fûmes reçus par une jeune femme qui semblait sur le point de devenir mère, et qui cependant vaquait encore aux soins du ménage. Lorsque nous lui demandâmes à voir notre jeune compatriote, elle nous répondit avec une tristesse, où il entrait quelque dépit, qu'il était un peu souffrant, mais que son mal, peu grave d'ailleurs, semblait d'une nature assez difficile à comprendre. Il reposait en ce moment, mais elle allait le prévenir de notre arrivée. En effet, quelques instants après, nous vîmes entrer un homme à la figure pâle, à la démarche languissante, comme celle de quelqu'un qui sort de maladie. En nous apercevant, sa physionomie s'anima subitement. Il éprouvait un visible plaisir à revoir quelqu'un de son pays, et tout de suite il nous adressa une foule de questions sur ses parents, ses amis, ses camarades d'enfance. Comme la mauvaise humeur de la jeune femme devenait manifeste en entendant cette conversation à laquelle il semblait prendre un trop visible plaisir, il témoigna le désir de nous accompagner quelque temps sous prétexte de nous voir plus longtemps, mais en réalité, je le crois, pour parler plus librement de son pays. C'était par une belle journée d'été. La plaine que nous traversions

était couverte de blés mûrs qui se déroulaient en nappe dorée. Les épis se recourbaient sous le poids du grain ; on entendait pétiller la paille sous les rayons ardents du soleil ; et en présence de cette opulente moisson, on ne pouvait s'empêcher de penser à « la puissance du froment », dont parle l'Écriture. Afin de ranimer notre jeune compatriote, nous lui faisions compliment sur la beauté de ces récoltes où l'on allait bientôt mettre la faux et dont il avait sans doute sa bonne part ; mais il les regardait avec une sorte d'indifférence et, au milieu de cette riche contrée, il nous parlait avec envie des plaines de la Champagne, où le soleil, en ce moment même, dévorait les maigres moissons, et de son village qu'ombrageaient à peine quelques vergers entourés de haies d'épine ou de sureau, le long desquelles il se rappelait avec bonheur avoir fait l'école buissonnière. Il nous estimait heureux de revoir bientôt tout cela ; il se regardait comme en exil au milieu de ce pays fertile, et il aurait été guéri tout de suite, nous disait-il, s'il avait pu nous accompagner. Cependant, il était à demi guéri en nous quittant, rien que par cette libre causerie. J'espère qu'il l'aura bientôt été complètement par sa jeune femme et son enfant. Mais cet exemple ne prouve-t-il pas que le cœur, lui aussi, a sa vie et ses besoins qui lui sont propres, et qu'il peut mourir d'inanition au milieu de l'abondance de toutes choses ?

C'était aussi de ce mal indéfinissable que souffrait le pauvre Noël, et qu'il se consumait de langueur. Heureusement l'année scolaire allait bientôt finir. Il comptait sur son retour prochain, au moins pour quelque temps, dans son pays natal, et il attendait cette époque désirée pour apporter un soulagement à son mal et pour reprendre des forces nouvelles. Comme la plupart des écoliers, il supputait les journées qui le séparaient encore des vacances, et il se consolait dans son malheur en effaçant chaque soir un jour de sa liste. C'est ainsi qu'il calculait parce qu'il ne connaissait pas la conspiration ourdie contre lui. M. Arnould avait déjà déclaré au chef de l'institution qu'il désirait que son protégé passât le temps des vacances à la pension, sous prétexte d'avancer d'autant ses études en retard, mais en réalité dans le but de le dépayser de plus en plus et de le soustraire complètement aux souvenirs de son enfance.

Quand Noël apprit cette détermination barbare à son égard, quand il sut qu'il allait rester seul avec quelques élèves incorrigibles, oubliés comme lui dans l'ennui de cette maison, et qu'il perdait pour une année encore tout espoir de revoir son village, il fut pris d'un véritable désespoir. Ce qui n'avait été jusqu'alors qu'une vague souffrance devint une véritable maladie. Il se mit au lit, et le

médecin appelé pour le soigner déclara, après un mûr examen, que c'était bien un cas de *nostalgie*, maladie presque perdue, et que le malade ne guérirait qu'en retournant, au moins pour quelque temps, au pays natal. M. Arnould, informé de ce qui se passait, vint en personne pour se rendre compte de la vraie situation; et, malgré la vive contrariété qu'il en éprouvait, en présence de ce mal absurde qui déjouait tous ses calculs, il dut se soumettre aux prescriptions de la science et emmener son fils, sous peine d'encourir une grave responsabilité.

A cette époque, — on voit que nous parlons de loin, — le chemin de fer qui devait conduire dans l'Est n'était pas encore terminé. Il leur fallut prendre la diligence, qui mettait plus de vingt heures à faire ce trajet qui s'accomplit maintenant en quatre ou cinq heures à peine. Il ne fallut pas plus de temps pour commencer la guérison du jeune malade. A peine avait-on dépassé la barrière, que la vue des premiers champs et des premiers villages, le long de la route, l'avait déjà ranimé. Ce fut bien autre chose encore lorsqu'en s'éveillant le lendemain, il aperçut les premiers horizons de son pays et qu'en se penchant à la portière, il reçut au visage l'impression de l'air natal qui venait au-devant de lui comme un ami.

M. Arnould observait d'un œil jaloux les progrès de cette rapide guérison. Il se disait que les plans les plus raisonnables et les mieux préparés peuvent être déçus par les circonstances les plus puériles. Il en prit son parti, quoiqu'à regret, et arrêta d'avance un nouveau projet. La route que l'on suivait passait à une demi-lieue environ de Savigny. Lorsque la diligence approcha de ce point et que l'émotion de Noël devenait de plus en plus forte, il lui dit : « Mon ami, nous voici bientôt en face de votre pays que vous désirez tant revoir et où, dit-on, vous retrouverez la santé. Je ne veux pas retarder ce moment. Vous allez tout à l'heure descendre de voiture pour vous y rendre directement à pied. Vous reverrez vos amis; vous respirerez l'air natal pendant quelques semaines. J'espère que cela suffira pour vous guérir, car vous me paraissez déjà sensiblement mieux depuis notre départ. Je vous donne un mois pour achever votre guérison. Nous sommes au commencement de septembre; vous savez que la rentrée des classes a lieu dans les premiers jours d'octobre. Seulement je vous préviens d'une chose, c'est que si à cette époque vous n'êtes pas décidé à quitter définitivement votre village et à renoncer à tous vos projets d'avenir, si vous ne me revenez pas avec la ferme résolution de vous mettre entièrement sous ma direction et d'accepter mon autorité absolue en toutes choses, il est inutile de vous présenter de nouveau, vous serez devenu un étranger pour moi. »

Ayant ainsi parlé, il fit arrêter la diligence, Noël descendit sur la route et la voiture repartit.

XII

Lorsque Noël se vit ainsi subitement abandonné sur la route, après ce rapide voyage et cette brusque allocution, il resta quelques instants interdit. Il suivait des yeux la lourde machine qui s'éloignait et dont il avait encore le bruissement dans la tête; mais ayant ensuite reporté ses regards du côté du village, qui semblait l'attendre là-bas à l'horizon, son indécision et son impression de tristesse ne durèrent pas longtemps.

On touchait à l'automne. La moisson paraissait à peu près terminée. On n'apercevait plus dans les champs que quelques *douzaines* d'avoine non rentrées, quelques regains de trèfle ou de sainfoin en fleur et quelques carrés blancs de sarrasin qui répandaient leur odeur de miel. Il était environ onze heures. Le ciel bleu, couvert de petits nuages blancs comme une mer qui moutonne, tamisait un soleil doux et pénétrant. La plaine était entièrement déserte. C'était l'heure où les laboureurs rentrent pour le repas du milieu du jour. En ce moment la cloche du village se fit entendre, sonnant l'*Angelus* et le midi du village. Il sembla à Noël qu'elle l'appelait et que tout le pays lui parlait par sa voix. Il vit à la fois maître Lunaire tirant la cloche pour célébrer son arrivée; Denise qui disait une courte prière pour le voyageur; la mère Urbain qui trempait la soupe, dont la bonne odeur se répandait dans toute la maison et qui, en la posant sur la table, regrettait que son cher *petiot* n'en prît pas sa part. Alors, se sentant redevenir paysan, il ôta sa tunique et partit; puis, s'animant peu à peu, il prit sa course à travers champs pour abréger le chemin et arriva tout essoufflé à l'entrée du village.

Il aurait bien voulu aller tout droit à la maison d'école, mais, soit timidité, soit habitude, ce fut à celle de ses vieux parents, qui était toujours pour lui la maison paternelle, qu'il se rendit. Lorsqu'il arriva à la porte ouverte et pleine de lumières, et qu'il regarda dans l'intérieur, qui par contraste lui paraissait sombre, deux cris de joie partirent en même temps. C'étaient ceux des deux vieillards qui l'avaient reconnu et qui déjà venaient de leur plus vite à sa rencontre. On s'embrassa et pendant plusieurs minutes ce fut un bruit confus d'exclamations, de demandes et de réponses qui s'entre-croisaient. Puis les premiers transports de joie une fois calmés, la mère Urbain fit asseoir Noël à sa place habituelle et apporta devant lui une assiette de soupe fumante.

Ce fut seulement alors que le regardant mieux, elle s'aperçut de l'altération qui s'était produite dans ses traits, et ce furent de nouvelles questions sur sa santé et sur ce qui avait occasionné en lui ce changement. Noël dut raconter les épreuves qu'il avait subies depuis son départ jusqu'à sa maladie et à son retour. Les braves gens l'écoutaient avec un mélange de pitié pour ses peines mais aussi de joie, puisqu'il leur était revenu et qu'il allait certainement revenir aussi à la santé.

— Va, mon garçon, disait la bonne mère, en remplissant de nouveau son assiette, nous te soignerons bien, et tu te porteras mieux ici que dans vos villes, où l'on ne respire pas un si bon air et où l'on ne devait pas seulement te nourrir, je le vois bien à ta maigreur.

Le repas fut court. Noël n'en avait pas attendu la fin pour demander des nouvelles de maître Lunaire et de Denise. On lui avait répondu qu'ils se portaient bien, mais qu'ils s'étonnaient de ne pas recevoir depuis longtemps de ses lettres, pendant que de son côté il s'affligeait d'être sans réponses. Il se hâta de se rendre à la maison d'école. C'était le moment des vacances. Le maître se promenait dans son jardin, après le repas, en compagnie de sa fille, à laquelle il faisait admirer ses belles planches de légumes, ainsi que ses bordures de pieds-d'alouette et de balsamines. Dès qu'il aperçut son ancien élève, sa figure s'épanouit et il alla au-devant de lui les bras ouverts. Quant à Denise, après avoir rougi de joie, elle restait immobile et les bras pendants, regardant Noël avec un sourire de bonheur, mais aussi avec des yeux attristés par le changement qui s'était produit en lui. Noël la regardait de son côté, s'étonnant de voir, après sa rougeur dissipée, la pâleur de son teint qui annonçait que, elle aussi, elle avait souffert pendant son absence. Tous deux restant ainsi immobiles, ce fut maître Lunaire qui leur cria gaiement :

— Eh bien, jeunes gens, embrassez-vous donc; il y a assez longtemps que vous ne vous êtes pas vus pour cela!

Alors Noël, rougissant de plaisir, s'approcha de Denise et l'embrassa tour à tour sur les deux joues qu'elle lui tendit naïvement. Il fallut ensuite que le jeune homme racontât de nouveau ses aventures depuis son départ : son arrivée à la ville, la manière dont il avait été accueilli par M. Arnould, sa promenade sur le chemin de Savigny, qui avait provoqué son envoi à Paris, ses ennuis à la pension et sa maladie, cause de son retour... Seulement il ne dit rien des menaces que son père venait de prononcer en le quittant et son refus définitif de consentir à leurs projets d'avenir, parce qu'il aurait craint de contrister Denise par cette nouvelle et de faire

revenir maître Lunaire sur ses promesses. D'ailleurs, n'avait-il pas un mois devant lui pour conjurer ce danger, et à son âge un tel délai ne paraît-il pas une éternité qui ne finira jamais?

La conversation fut longue, mais elle n'ennuyait personne. Le maître d'école jouissait d'avance de ce qu'il regardait désormais comme le succès assuré de son idée, Denise, qui avait éprouvé d'abord une douloureuse émotion en apercevant l'altération qui s'était produite dans les traits de Noël, était heureuse de le voir se ranimer en parlant, et sa physionomie exprimant la joie qu'il éprouvait auprès d'elle. Quant à lui, il ne savait qu'une chose, c'est qu'il respirait le même air que Denise, que le mauvais rêve de l'absence était momentanément fini, et le bonheur présent lui paraissait un sûr garant de l'avenir.

Lorsqu'ils eurent assez causé et que ces longues confidences de part et d'autre eurent rétabli entre eux l'équilibre des idées et des cœurs, comme le niveau se fait entre deux courants d'eau qui se rencontrent et qui se confondent, maître Lunaire rappela le premier qu'il serait temps d'aller visiter M. le curé, car il connaissait peut-être déjà l'arrivée de Noël. Ils allèrent donc ensemble au presbytère, non sans dire bonjour en passant à tous les gens du village qui les arrêtaient au passage et se réjouissaient du retour de l'enfant du pays. Le brave instituteur était radieux et montrait avec orgueil son futur gendre, que son habit de lycéen relevait à tous les yeux, et dans lequel on voyait déjà la gloire future de Savigny.

L'accueil de l'abbé Bernard ne fut pas moins cordial. Il parut enchanté de revoir son protégé et son ancien enfant de chœur sous les traits de ce beau et grand garçon, dont la physionomie était devenue plus intelligente encore au contact d'une vie nouvelle, sans avoir rien perdu de son expression douce et modeste. Cependant, avec la prévoyance d'un homme qui connaît les dangers du monde pour la jeunesse, il dit à Noël en lui frappant amicalement sur l'épaule :

— Mon ami, j'espère que tu es revenu avec les bons principes et les bons sentiments de ton enfance? Nous en reparlerons plus tard. En attendant, repose-toi bien et profite de tes vacances pour rétablir complètement ta santé.

Quant à maître Lunaire, qui ne doutait pas un instant que son cher élève n'eût continué à cultiver à Paris les talents qu'il lui avait inculqués, il s'écria tout à coup, comme frappé d'une idée subite :

— Monsieur le curé, voici une fameuse recrue pour le lutrin! Justement c'est dans une huitaine de jours la fête du village; la présence de Noël va relever encore l'éclat de la cérémonie; car,

ajouta-t-il avec solennité, j'aime à croire, garçon, que tu n'as pas négligé l'étude si importante du plain-chant!

Noël rougit un peu en entendant cet éloge entièrement immérité. Il n'osa cependant avouer combien il avait mis en oubli les leçons de son vieux maître et encore moins décliner le rôle qu'il lui destinait, et qui constituait à ses yeux le plus grand honneur qu'il pût faire à son futur successeur. On se sépara sur cette parole, et le jeune homme revint à la maison, heureux de cette première journée, en souhaitant seulement que toutes les autres pussent lui ressembler.

En effet, les jours suivants continuèrent pour lui l'enchantement du retour. Quand ce retour au pays natal est en même temps le retour à la santé, l'impression en est plus délicieuse encore. Le moment de la convalescence est un temps béni, pendant lequel on devient comme le favori de la nature entière. Tout s'empresse à vous fêter : l'air se fait plus doux à respirer, les amis plus affectueux, la bienveillance est sur toutes les lèvres. Soi-même, on goûte chaque chose avec plus de charme et de finesse : la vie est reposée; les plus simples sensations prennent je ne sais quoi de plus léger, de plus aérien, comme si l'on avait acquis de nouveaux sens pour les sentir; et les journées s'écoulent dans cette oisiveté pleine de riens charmants, seule occupation qui soit permise aux convalescents.

Dès le matin, même avant d'être levé et à travers un léger sommeil, il entendait ses vieux parents qui s'ingéniaient à trouver les choses les meilleures que leur pauvreté leur permettait d'offrir à leur jeune malade. Tout le jour il sortait dans la campagne, savourant cette douce saison qui est comme une continuelle caresse. Il marchait lentement le long des chemins, parfois même à travers champs, pour avoir l'impression plus immédiate de la terre sous ses pieds. Les laboureurs l'appelaient de loin pour causer avec lui. On l'interrogeait avec admiration sur Paris qu'il connaissait si peu, sur ses études qui avaient dû le rendre si savant. Il répondait, mais il aimait encore mieux se mêler à leurs travaux selon la mesure de ses forces : il plaçait les javelles sur le lien; il portait les gerbes une à une pour en composer la douzaine, et ces occupations lui paraissaient bien préférables à toutes celles qu'on lui avait imposées depuis plusieurs mois. Le meilleur moment de la journée était encore celui qu'il allait passer à l'école. Pendant que le maître, profitant de ses derniers jours de vacances, redoublait d'ardeur pour cultiver son jardin, il s'asseyait à côté de Denise cousant près de la fenêtre, et ils causaient ensemble pendant de longues heures qui leur semblaient courtes. De quoi parlaient-ils? Il leur eût été difficile de le dire. Les paroles se succédaient sur

leurs lèvres, comme les points sous les doigts de la jeune fille. Ils causaient, sans se lasser jamais, du bonheur présent, de l'avenir encore meilleur, de leurs projets innocents, car il en est de ces jeunes amours comme de la nature, c'est leur pureté même qui fait leur charme éternel.

Cependant, malgré cette douce vie et malgré le bien qu'il en éprouvait, Noël n'était pas encore revenu complètement à la santé. Il avait encore chaque nuit un peu de fièvre provoquée, il est vrai, par l'exercice du jour poussé parfois jusqu'à la fatigue, et même par l'air vif et pur qu'il respirait avec délices, mais qui lui procurait comme une légère ivresse. La mère Urbain se chagrinait de ce mal obstiné et voulait l'en délivrer à tout prix. Pour cela, elle ne songeait nullement à appeler un médecin de la ville, car, Dieu merci, elle n'en avait jamais eu besoin et n'en connaissait aucun. D'ailleurs, il y avait dans le pays même un remède qu'elle regardait comme plus infaillible que tous ceux de la science : c'était l'eau d'une fontaine consacrée au patron du village. Elle guérissait toutes les indispositions et en particulier la fièvre, dont les cultivateurs étaient parfois atteints après les fatigues de la moisson. Il suffisait d'en boire pendant quelques jours pour se sentir soulagé, mais son efficacité était plus grande encore à l'époque de la fête du saint, qui allait justement arriver dans quelques jours. Aussi la pieuse villageoise ne manqua-t-elle pas d'engager Noël à user de cette médication merveilleuse, et il se prêta bien volontiers au désir de la bonne mère.

La fontaine de Saint-Maurille est située à l'extrémité du village, au milieu d'un petit bois de frênes et de peupliers. Elle consiste seulement en un bassin naturel, dont les bords en pente rapide sont couverts d'une herbe épaisse et toujours verte. L'eau ne jaillit pas de terre, elle semble plutôt sourdre du fond du réservoir. Quoique cette eau ait la clarté du cristal, elle paraît d'un vert d'émeraude, à cause des reflets du feuillage qui l'environne et aussi de sa profondeur. On voit distinctement le gravier du fond et l'on croirait presque le toucher du doigt, mais il suffit d'y laisser tomber une pierre pour juger combien cette limpidité fait illusion. Le lieu est frais et recueilli ; c'est une oasis de verdure au milieu de la plaine découverte. Les enfants la connaissent bien, mais il leur est défendu de jouer autour à cause du danger, et aussi pour qu'ils ne troublent pas son eau dont on respecte la pureté. Les oiseaux seuls s'y réunissent de tous les environs, et y font entendre presque sans cesse leurs chants pendant la belle saison. On dirait que cette fontaine est sans écoulement, tant la surface paraît immobile et sans une ride, cependant elle s'échappe goutte à goutte et sans

bruit par une rigole cachée sous un rideau de cresson et de lentilles d'eau, pour aller rejoindre le ruisseau qui passe à quelques pas de distance; mais son murmure absent est remplacé par le frémissement des arbres dont aucune feuille ne bouge en apparence, mais dont la cime, qui s'élève à une grande hauteur, est sans cesse agitée par le plus léger souffle de l'air.

C'est là que Noël se rendait chaque matin, en compagnie de sa vieille mère, pour boire un verre de cette eau froide comme la glace, et dont on ne disait pas cependant qu'elle eût jamais fait de mal à personne. Quand le traitement fut complet et que la fièvre parut avoir cédé, la vieille paysanne ne manqua pas, pour en prévenir le retour, d'accomplir une prescription consacrée par l'usage. Elle coupa une branche de saule, dont elle fit une hart qu'elle lia au pied d'un vieil arbre où l'on en voyait déjà beaucoup de semblables. C'était sans doute dans le but d'y attacher le mal et d'en délivrer pour toujours le malade, comme on voit, dans le livre de Tobie, que l'ange va lier dans le désert l'esprit malin dont Sara était possédée. Cette pratique, du reste, parut avoir un plein succès : la guérison de Noël suivit de quelques jours, et la réputation de la fontaine Saint-Maurille en reçut un nouveau lustre.

Noël s'était prêté bien volontiers au désir de sa vieille mère. Cette pratique avait quelque chose de poétique, elle s'accomplissait dans un lieu cher à son enfance et elle faisait partie des traditions du passé, qui plaisaient toutes à son imagination. D'ailleurs, nous l'avons dit, il avait gardé presque intactes ses croyances, et il avait, pour les défendre, rompu plus d'une lance contre les jeunes esprits forts de sa pension. Cependant, à mesure que le jour de la fête patronale approchait, il se rappelait avec plus d'appréhension les paroles de maître Lunaire. L'idée de prendre part à la cérémonie, de revêtir le surplis, de monter au lutrin, en un mot, de se donner en spectacle, lui paraissait presque effrayante et le remplissait d'une terreur secrète.

Sans doute l'éloignement qu'il éprouvait pour le rôle qu'il serait appelé à jouer venait plutôt de la crainte du ridicule que d'un changement survenu dans les sentiments de son enfance. Et cependant était-il bien resté, sous ce rapport, tel qu'il était parti de son village? Une année d'absence et le voisinage des jeunes gens parmi lesquels il avait vécu n'avaient-ils rien changé à ses dispositions? On pourrait en douter. Chose étrange, il avait résisté à cette influence tant qu'il avait été en lutte contre elle et il avait défendu courageusement ses convictions contre ses camarades sceptiques ou moqueurs; mais maintenant qu'il en était affranchi, il en éprouvait secrètement les effets, il sentait avec étonnement combien de

choses avaient été ébranlées en lui. Il s'était montré croyant fidèle et convaincu au milieu des incrédules, et maintenant qu'il était revenu au milieu des gens simples de la campagne, il n'était pas éloigné de penser comme eux sur plus d'un point. Cette contradiction le choquait lui-même, mais il ne pouvait se défendre de l'éprouver et il ne voyait pas sans une vive appréhension s'approcher à grands pas le moment où il allait être mis à cette rude épreuve.

XIII

Le jour de la fête patronale arriva. Comme elle tombait dans la semaine, le curé n'avait pas d'autres offices à célébrer dans ses annexes, ainsi que cela arrivait le dimanche, et pouvait consacrer tout le temps nécessaire, afin de lui donner le plus de solennité possible. La messe, annoncée pour dix heures, devait être précédée, selon la coutume, d'une procession à la fontaine de Saint-Maurille, pour rendre grâce au patron des cures miraculeuses opérées par son intercession et, cette fois, en particulier, de la guérison récente de Noël.

A l'heure dite, le maître d'école sonna les cloches à toute volée, secondé par les enfants qui sollicitaient cela comme une faveur. Bientôt on vit tous les habitants sortir de chez eux dans leurs habits de fête et s'en aller par les chemins au bruit des gais carillons. Le père et la mère Urbain avaient revêtu pour la circonstance leurs plus beaux costumes : la bonne femme son « déshabillé » de toile perse à ramages, et le mari son habit marron à basques carrées et à larges boutons de métal. On disait par plaisanterie que c'étaient ceux de leur mariage, mais la chose était bien possible tant ils les avaient toujours entourés de soins.

Noël se rendait de son côté à l'église dans son uniforme de lycéen; il marchait plus lentement et avec une visible hésitation, non pour la cérémonie religieuse en elle-même, mais à cause du rôle qui lui était réservé. Car, outre la place qu'il devait occuper au lutrin, il devait en prendre une à part dans la procession dont il était en quelque sorte le héros, et plus le moment approchait, plus il éprouvait une véritable répugnance à se donner ainsi en spectacle. Tout en faisant ces réflexions, il avait fini par tellement ralentir le pas que presque tous les fidèles étaient entrés. Quelques vieilles femmes seules se hâtaient encore, et la cloche faisait entendre ses derniers tintements, comme des gouttes sonores qui tombaient une à une, que le malheureux garçon s'arrêtait encore indécis au dernier tournant du chemin.

En ce moment, il aperçut à la porte de l'église, toute grande ouverte, les préparatifs du départ de la procession. Les enfants de chœur y venaient l'un après l'autre comme des éclaireurs en vedette. Bientôt même, il y vit paraître maître Lunaire en surplis blanc émergeant de l'ombre du grand portail. Il avait relevé ses larges lunettes sur son front et se faisait une visière de la main contre les rayons du soleil, comme pour découvrir au loin le retardataire. A cette vue, qui lui rappela le maître d'école d'autrefois cherchant de l'œil l'écolier en faute pour le punir, Noël se sentit pris d'une terreur panique; même avant d'avoir réfléchi, il fit un mouvement de retraite pour se dérober derrière la haie qui l'abritait encore et prit la fuite à travers les enclos déserts.

A peine avait-il fait une centaine de pas en courant, qu'il s'arrêta étonné de l'acte insensé qu'il venait de commettre. Il fit même un effort pour revenir, mais la crainte, qui était la plus forte, le fit hésiter encore. Plus il avait tardé, plus le retour lui semblait impossible. Une arrivée si tardive ne pouvait plus le sauver des reproches, tout en le livrant au ridicule. Pendant qu'il hésitait ainsi, sa faute devenait irréparable; il le sentait, mais peut-être n'était-il pas fâché de se créer cette excuse, aussi ce fut presque avec soulagement qu'il entendit les chants sortir de l'église, car l'hésitation même n'était plus possible, et il se sentait ainsi délivré de ses doutes mortels.

Alors il s'en alla à petits pas en se dissimulant derrière les haies, comme un coupable. Du reste, il n'avait presque plus besoin de cette précaution. Le pays était désert, tout le monde étant à l'office; mais son isolement ne lui faisait que mieux sentir la gravité de sa faute. De temps en temps il s'arrêtait pour prêter l'oreille aux chants lointains qui s'avançaient toujours et qui semblaient le suivre comme un remords. Sans doute, il aurait pu échapper à cette obsession en prenant de nouveau la fuite, mais une force mystérieuse le retenait et le poussait même du côté où se faisaient entendre les voix. En s'avançant pas à pas, il se trouva bientôt sur le passage de la procession et, en regardant à travers les branches entre-croisées de la haie, il put la voir passer sans que personne soupçonnât sa présence.

En tête, marchaient les enfants de chœur, sur deux rangs, suivis du plus grand d'entre eux portant la croix d'argent, et il se rappela qu'il avait rempli, pendant plusieurs années, cette fonction dont il était très fier. Ensuite venait le cortège des jeunes filles en blanc, au milieu desquelles marchait Denise portant la bannière de la Vierge, dont ses compagnes tenaient les cordons. En aperce-

vant sa fiancée, Noël fut saisi d'émotion. Le recueillement virginal de sa physionomie lui donnait une beauté plus idéale et plus touchante, mais on y distinguait aussi une secrète tristesse qui le frappa comme un reproche, car il devina qu'il en était la cause. Cette tristesse, d'ailleurs, il la partageait; il lui semblait que quelque chose les séparait maintenant, et que l'accord entre leurs cœurs n'était plus aussi parfait que quand ils marchaient l'un près de l'autre dans toute leur candeur enfantine.

Maître Lunaire venait ensuite. Il était seul par la faute de son élève, et sa voix, qui s'élevait dans le vide, alternant avec celle des assistants, semblait l'accuser de cet abandon. Son regard inquiet, presque irrité, paraissait encore chercher autour de lui l'ingrat qui avait trompé sa confiance, et celui-ci trembla d'être aperçu à travers la haie derrière laquelle il se blottissait. Quant au vieux curé, qui marchait le dernier, sa physionomie était grave, mais calme et résignée, et il lisait attentivement dans le livre ouvert très près de ses yeux. Enfin, venait la troupe confuse des fidèles : hommes, femmes, vieillards, enfants, qui suivaient d'un pas plus ou moins lent et chantaient de leurs voix jeunes ou cassées. Pas un habitant du village ne manquait, excepté lui, et il lui sembla que tous s'en apercevaient et étaient attristés de son absence.

Lorsque la procession fut passée, Noël, encore troublé de cette vision, la suivit de loin en se cachant toujours, comme s'il avait eu honte de son isolement et s'il avait voulu expier en partie sa faute, sans avoir le courage d'en faire publiquement l'aveu. Il vit le cortège disparaître dans le bois qui environnait la fontaine, et lui-même, en se glissant d'arbre en arbre, il put se rapprocher et assister, sans être vu, à toute la cérémonie. La foule s'était mise à genoux dans l'herbe autour de la fontaine, tandis que le curé jetait l'eau bénite en psalmodiant quelques paroles au milieu du silence général. Il aperçut même la mère Urbain, qui était allée s'agenouiller à l'écart près de l'arbre auquel elle avait lié la fièvre de son cher *petiot:* Cela, plus que tout le reste, acheva de l'accabler. Il eut honte de laisser ainsi sa vieille mère prier seule pour lui. Était-il donc désormais séparé des siens comme un réprouvé, comme un de ces excommuniés du moyen âge, auxquels il était défendu de se mêler aux prières publiques? Tous les liens entre lui et ce pays qu'il aimait tant, où il avait désiré si passionnément de revenir, étaient-ils donc à jamais rompus?... Cette pensée lui fit peur et il prit la fuite, comme s'il avait espéré d'échapper ainsi à son obsession.

Il courut le long du ruisseau jusqu'à ce qu'il fût en pleine campagne. Alors il s'arrêta comme un coupable qui ne se sent

plus poursuivi et qui respire. La plaine était déserte ; on voyait que tous les travaux avaient été interrompus par la fête : les longues lignes de gerbes attendaient que l'on vînt les moissonner; dans le champ à demi labouré,

Le soc penché dormait à moitié du sillon.

La vie de toutes choses semblait suspendue. Le dimanche, les champs s'ennuient, mais la nature reprend possession d'elle-même, et l'on sent mieux sa vie calme et sereine. Le ruisseau jasait doucement sous sa voûte de verdure; une mésange voltigeait sans bruit autour de son nid suspendu au-dessus de l'eau par un fil; dans le bois, on entendait par moment un chant frais et délicat, c'était celui de la fauvette; la caille rappelait tout au bord du chemin; les perdrix elles-mêmes se rapprochaient, sans crainte du chasseur, on les voyait filer une à une le long d'une *roie*, au-dessus de laquelle s'élevaient de temps en temps leurs petites têtes inquiètes. Tous ces êtres profitaient de l'absence de l'homme pour jouir de leur innocent bonheur.

Noël sentait peu à peu se calmer son inquiétude et la nature le pénétrer de sa sérénité et de sa paix. Elle, au moins, elle ne le repoussait pas et ne lui faisait point de reproches. Il lui semblait même que, déserte comme en ce moment, elle était plus à lui, presque à lui seul. Et lui aussi il sentait qu'il l'aimait toujours autant, qu'il serait heureux de vivre toujours dans sa douce et indulgente intimité. Pourquoi donc fallait-il que des devoirs qui n'étaient plus en rapport ni avec ses idées ni avec ses goûts, il fallait bien se l'avouer, vinssent entraver cette existence qu'il avait toujours rêvée? Et d'ailleurs cette carrière d'instituteur, le refus de son père de l'accepter pour lui et de lui en faciliter l'accès ne la lui rendait-il pas impossible? Donc s'il voulait revenir au village, s'il désirait toujours épouser Denise, — et il le désirait plus que jamais, — ne ferait-il pas mieux d'accepter tout simplement la vie de cultivateur qui lui avait toujours paru la plus désirable et la plus belle?

Cette vie, elle était là, ouverte devant lui; pourquoi ne l'accepterait-il pas dans sa rude et forte simplicité? Que fallait-il pour cela? Un champ à cultiver, un toit pour abriter sa tête. Or il était sûr que ses vieux parents seraient trop heureux, pour le garder, de tout donner et de ne se réserver qu'une place au coin du foyer. Sans doute, il lui faudrait travailler beaucoup pour gagner la vie de tous; mais il était jeune, il se sentait fort, et ses forces seraient décuplées en travaillant pour Denise et auprès d'elle. D'avance il se voyait heureux et puissant comme un roi sous son toit de chaume.

Alors, plus de secours à mendier près d'un père sans pitié et qui resterait toujours un étranger pour lui, plus de pension ennuyeuse dans les murs de laquelle il s'était senti mourir et où il ne voulait plus retourner, plus d'école au village, ni d'enfants ânonnant leur leçon à surveiller dans une classe étouffante, tandis qu'au dehors l'air libre circule et que le ciel bleu se déroule au-dessus des champs en fleurs. En un mot, plus de devoirs fastidieux ni de servitudes écrasantes, rien que la vie rustique avec son indépendance et sa poésie champêtre, car, à vingt ans, tout ce que l'on aime semble facile, tout s'embellit par l'espoir de l'amour et de la liberté.

Tout en pensant ainsi, il avait gagné les hautes terres afin de se sentir plus indépendant et plus seul avec ses rêves. Il revoyait les places où jadis il avait gardé son troupeau en compagnie de Denise et de ses petits camarades, le buisson au pied duquel ils avaient passé tant d'heures sans se préoccuper de la fuite du temps. En y retrouvant les traces d'un foyer éteint, il lui semblait que c'était le leur qu'ils avaient quitté la veille, tant cette époque avait laissé des traces présentes et ineffaçables dans son cœur. C'était le bon temps, source de son amour indestructible pour la campagne; c'est là qu'il avait fait avec Denise ces projets enfantins qui lui paraissaient encore aujourd'hui les plus sages et les meilleurs, car la nature, qui ne trompe jamais, leur avait révélé que là serait le vrai bonheur!

Pendant plusieurs heures il erra ainsi, poursuivant cette pensée qui calmait son agitation du matin, mais qui faisait naître en lui un enthousiasme nouveau qu'il ne pouvait dominer qu'en marchant à grands pas. Depuis longtemps les offices étaient terminés et la cloche de midi avait sonné. Il n'éprouvait ni la faim ni la fatigue, mais il sentait dans quelle inquiétude son absence devait jeter tout le monde et il se rapprochait insensiblement du village. Cependant il hésitait encore à y rentrer, car il devinait à combien de questions il aurait à répondre pour expliquer sa conduite. Peut-être même pressentait-il combien il lui serait difficile de faire partager à tous ses nouveaux projets et à ne pas retomber du haut de ses rêves dans la réalité.

XIV

En arrivant, Noël trouva sa vieille mère plongée dans une grande inquiétude, et il dut lui rendre compte de son absence prolongée. Comme il eût été impossible de lui faire comprendre aucun des sentiments qui venaient de l'agiter, il ne l'essaya même pas et allégua pour excuse le premier prétexte qui se présenta à son esprit. Au

moment d'entrer à l'église, lui dit-il, un malaise subit l'avait saisi et il avait été forcé de rester dehors. Heureusement la promenade et le grand air lui avaient fait du bien et maintenant son indisposition était tout à fait dissipée.

Cette fable innocente, qui du reste ressemblait d'une certaine façon à la vérité, ne fit pas naître le moindre doute dans l'esprit de la bonne femme. Elle était trop heureuse de voir son enfant revenu et mangeant de grand appétit le repas qu'elle s'était empressé de lui servir. Mais ce n'était pas la personne la plus difficile à convaincre, il lui restait encore une préoccupation : savoir comment il aborderait maître Lunaire, dont il aurait certainement à subir un interrogatoire plus sérieux. Cependant, il fallait s'exécuter et il se rendit le soir même à la maison d'école.

L'instituteur se reposait auprès de sa fille des fatigues de la journée. En apercevant le coupable, il laissa deviner son mécontentement, et s'il ne lui demanda pas d'explications il était visible qu'il en attendait. Noël voulait éviter à tout prix les orages qu'un aveu sincère aurait animés, surtout à cause de Denise qui paraissait triste, et qui sans doute avait eu à subir déjà pour lui les reproches de son père. Afin d'éluder toute discussion, il ne trouva rien de mieux que de répéter ce qu'il avait dit à la mère Urbain; tout en rougissant un peu de cette dissimulation que, lui-même, il trouvait peu noble. C'était la première expiation de sa faute.

Maître Lunaire écouta d'un air à demi incrédule le récit de cette indisposition si subite et si vite dissipée. Mais Denise s'étant tournée de son côté et le regardant d'un air suppliant, comme pour lui dire : Vous voyez bien qu'il n'est pas si coupable que vous le croyiez! il n'articula aucun reproche, il se contenta de conserver son attitude froide et sévère pendant le reste de la soirée.

Si Noël avait d'abord dissimulé une partie de la vérité afin d'éviter une explication dangereuse avec le père de Denise, il lui tardait, au contraire, d'avoir avec celle-ci une conversation intime. Il voulait lui tout dire : lui confier d'abord les dernières paroles que M. Arnould lui avait adressées en le quittant, paroles qui lui ôtaient à peu près tout espoir de devenir instituteur un jour et par conséquent de réaliser leur projet sous la forme primitive. Cet aveu, il avait tardé à le lui faire, parce qu'il était tout entier à la joie de la revoir et qu'il ne voulait pas troubler ce moment de bonheur par de tristes prévisions, et d'ailleurs il s'était dit que rien n'était perdu puisqu'ils s'aimaient, que tout était sauvé au contraire, et que leur amour trouverait bien le moyen de triompher de toutes les difficultés.

Ce qui lui paraissait plus grave, c'est ce qui venait de se passer le jour de la fête patronale, car cela l'éclairait sur ses sentiments intimes, dont il n'avait pas soupçonné jusqu'alors le changement. Il était obligé de reconnaître que ses propres dispositions n'étaient plus les mêmes, que si on lui offrait maintenant l'avenir qui avait été l'objet de toute son ambition, il hésiterait à l'accepter. Une seule année d'absence avait suffi pour modifier à ce point ses idées. Il en était étonné et confondu, mais il ne pouvait plus se le dissimuler. Il voulait tout dire à Denise, dût-elle le gronder bien fort, comme elle faisait jadis lorsqu'ils étaient enfants et qu'il avait commis quelque grosse faute. Ce secret lui pesait trop, le mensonge qu'il avait commis, et auquel Denise s'était naïvement associée, chargeait trop sa conscience. Il avait besoin de se faire pardonner, et il espérait que ce pardon ne se ferait pas trop attendre. En effet, ne l'aimait-il pas toujours, ne désirait-il pas autant et plus encore leur mariage? Et puis n'avait-il pas à lui confier ses nouveaux projets, à lui faire partager le rêve qu'il avait fait tout seul pendant sa promenade ou plutôt sa course folle à travers la campagne? Or il devinait que, aux yeux de l'amour, il n'y a que les fautes contre l'amour qui soient irrémissibles, et il n'est pas difficile de convaincre celle qui aime sur tout le reste.

Il cherchait donc à rencontrer Denise pour causer longuement et intimement avec elle, mais cette occasion, qui s'était présentée à toute heure pendant les premiers jours de son arrivée, maintenant qu'il la cherchait, elle lui échappait sans cesse. Soit que maître Lunaire, qui n'avait été persuadé qu'à demi par les explications de son élève et qui conservait en partie sa défiance, fît exprès de contrarier ses tête-à-tête avec sa fille; soit qu'elle-même évitât de se trouver seule avec lui parce que, tout en plaidant sa cause avec chaleur, elle n'avait pas été convaincue et qu'elle devinât en partie les révélations funestes qu'il avait à lui faire; toujours est-il que deux journées entières se passèrent ainsi. La troisième était le dimanche de la fête, et Noël ne voulait à aucun prix que cette date, qui était si grande pour eux, puisqu'elle avait consacré leur amour, passât sans qu'ils fussent encore une fois parfaitement d'accord et sans l'échange de nouveaux serments. Cependant les moments passaient sans qu'une circonstance favorable se présentât. Ce ne fut que la veille au soir et au moment de se quitter qu'il put dire tout bas à Denise qu'il avait un secret à lui confier, qu'il fallait pour cela qu'il la rencontrât seule et qu'il la suppliait de se rendre le lendemain à la place même et à la même heure où ils s'étaient rencontrés l'année précédente. Denise, étonnée de cette demande subite et de cet air de mystère, hésitait à répondre. Elle, qui voyait

son fiancé chaque jour et qui n'avait jamais songé à craindre sa présence, se sentait tout à coup troublée. Mais Noël insista avec tant de feu, ajoutant qu'il y allait de tout leur bonheur et de leur avenir, qu'elle promit de ne pas manquer au rendez-vous.

Le lendemain fut un jour de réjouissance pour tout le monde dans le village, excepté pour eux. La journée leur parut bien longue dans l'attente du soir. Cependant tous deux craignaient presque autant ce moment qu'ils le désiraient. Denise pressentait quelque révélation dangereuse, et Noël, tout en comprenant que le moment était venu de parler, n'était pas sans appréhension sur l'effet que produirait sa confidence et sur les suites qu'elle pourrait avoir pour leur amour. C'était cependant ce jour-là même qu'ils s'étaient rencontrés fortuitement l'année précédente, que leur naïf secret s'était échappé de leur cœur. Tout alors leur paraissait facile, et l'avenir s'ouvrait souriant devant eux. Tout leur devenait favorable, même leur entretien surpris par le curé qui amenait dès le lendemain leurs fiançailles. Il n'y avait qu'un an de cela, mais en un an combien de changements! Son départ, son exil dans la triste maison de son père et dans la plus triste pension de Paris; ses ennuis, sa maladie, son retour; puis, au dernier moment, les dures paroles de son père qui avaient renversé leurs projets; enfin, la découverte qu'il venait de faire en lui-même, découverte qui lui avait fait voir que le passé avait péri, et qu'il était devenu nécessaire de lui substituer un autre avenir. Cet avenir, il l'avait entrevu, il avait foi en lui, mais lui serait-il facile d'y convertir Denise et de lui faire partager sa confiance?

Lorsque la nuit fut venue, tous deux, profitant de ce que chacun était à ses occupations ou à ses plaisirs, se rendirent de leur côté au rendez-vous. Denise n'avait pour cela qu'à traverser le jardin de l'école, dont l'extrémité donnait sur le chemin où déjà Noël l'attendait, caché dans l'ombre de la haie. Ils se rejoignirent, non sans que le cœur leur battît presque aussi fort que l'année précédente, lorsqu'ils s'étaient rencontrés à cette place même. Ils palpitaient alors de l'émotion que leur causaient les sentiments dont ils avaient le pressentiment sans en posséder le secret; ils tremblaient maintenant du secret qu'ils avaient à se dire, sans presque oser s'en faire l'aveu.

Aussitôt qu'ils furent réunis, Denise interrogea Noël avec inquiétude sur ce qui lui avait fait désirer si vivement cette entrevue, et Noël, pour se donner du courage, pour ses derniers aveux, commença par le récit des principaux événements qui s'étaient accomplis depuis son départ, mais il arriva promptement au voyage fait en compagnie de son père et aux paroles prononcées par celui-ci

avant de le quitter. Ces paroles, qu'il n'avait pas encore osé répéter, le plaçaient dans l'alternative cruelle, soit de renoncer à leurs chers projets, soit de les réaliser par leurs propres forces. De ces deux éventualités, il ne pouvait à aucun prix admettre la première, et il n'irait plus jamais implorer l'aide de ce père cruel qui voulait faire payer sa protection par de si barbares exigences. Mais, alors, par quels moyens arriver à la réalisation de leurs rêves ? Ne fallait-il pas renoncer pour lui à l'idée de devenir instituteur et de succéder un jour au père de Denise? La difficulté d'étudier sans quitter le pays, le manque de temps et des ressources nécessaires, la nécessité d'attendre pendant des années cette place et par conséquent le mariage qui devait en être le prix, tout conseillait ce sacrifice ; et d'ailleurs, il aimait mieux l'avouer, parce que ce secret lui pesait depuis plusieurs jours, il ne se sentait plus, depuis son voyage, le même enthousiasme pour ces fonctions d'instituteur qui avaient été l'objet de tous ses désirs. Pourquoi? il n'aurait su le dire, mais des devoirs qui lui seraient imposés par son état, plusieurs lui paraissaient maintenant bien lourds, et c'est ainsi que le jour de la fête patronale, il avait manqué de courage pour remplir le rôle qui lui était assigné, et qu'il avait reconnu avec douleur le changement profond qui s'était accompli dans ses sentiments.

Denise l'avait écouté jusqu'alors en silence, mais lorsqu'il arriva à ce point délicat de ses aveux, elle l'interrompit pour protester contre l'idée qu'il venait d'exprimer et pour lui en faire honte. Elle comprenait bien, la pauvre enfant, que là était le danger, là le germe de tous les malheurs pour l'avenir. Leur amour, leur mariage, leur bonheur, tout n'était-il pas menacé, ruiné d'avance par ce fatal changement qui s'était accompli en lui?... Elle lui parlait d'une voix émue, au fond de laquelle on sentait des larmes prochaines. Noël en fut troublé; il eut peur de l'effet produit par ses paroles imprudentes et il s'empressa d'ajouter :

— Ne me fais pas de reproches, je t'en supplie, ma chère Denise, et surtout garde-toi bien de supposer que je puisse jamais cesser de t'aimer ! Tu sais bien que, séparé de toi, j'ai failli mourir. Si je parle de renoncer au projet approuvé par ton père, c'est que je pense à un autre bien meilleur, puisqu'il nous permettrait de nous marier tout de suite. C'est celui que nous faisions ensemble quand nous gardions notre troupeau et que nous voulions toute notre vie rester cultivateurs et bergers, afin de n'être jamais séparés. Pour cela, il ne faut ni protection ni permission de personne : il suffit de vouloir et de cultiver ensemble cette bonne terre, qui ne demande qu'à nourrir tous ses enfants. Quelle douce vie que celle-là ! Si tu veux,

ma Denise, nous n'en chercherons pas d'autre. Doutes-tu de mes forces? On est bien fort, va, quand on travaille pour celle que l'on aime et avec elle! Du reste, je veux essayer dès demain de quoi je suis capable. Notre voisin Martin doit aller, avec toute sa famille, faucher et ramasser le regain de son pré sur la Marne. Je lui ai proposé de l'aider. Je veux faire mes preuves de bon cultivateur, afin que l'on ne puisse pas me contester le droit d'épouser ma Denise. Est-ce toi, dis, qui refuserais de nous marier ensemble parce que je suis trop pauvre et que mon père refuse de rien faire pour moi à moins que je ne renonce à notre mariage?...

Denise était une fille raisonnable; elle sentait bien que ce changement était dangereux et que l'on ferait difficilement accepter par tous ce nouveau projet de Noël, mais ce projet paraissait maintenant le seul possible, et puis c'était l'amour qui l'avait inspiré et qui le lui soufflait tout bas à l'oreille comme une ardente prière. Pouvait-elle répondre avec la froide raison à cette preuve d'amour qui pénétrait jusqu'à son cœur?

— Oh non! dit-elle avec tendresse. Non, ce n'est pas moi qui refuserai. Avec toi, je ne crains ni la pauvreté ni le travail; car je t'aime aussi, Noël. Je ne puis être heureuse qu'avec toi, et ton bonheur sera toujours le mien...

Elle avait parlé de cette voix grave et tendre qui vient du cœur, qui annonce que l'on a mesuré toute l'étendue d'une promesse et que l'on est décidé à la tenir jusqu'à la fin et tout entière. Noël, transporté de joie, la saisit dans ses bras en la remerciant mille fois... mais il s'interrompit tout à coup en voyant les yeux de Denise remplis de larmes.

— Tu pleures, lui dit-il avec étonnement et presque avec reproche, tu n'es donc pas heureuse?

— Si!... articula à peine la jeune fille de ses lèvres tremblantes.

Et, en effet, son âme débordait de joie, et cependant elle pleurait ainsi que le fait toute femme qui donne son cœur pour toujours, comme si elle devinait que, pour elle, aimer est presque toujours le commencement de souffrir.

En ce moment les sons de l'orchestre se firent entendre, et Noël transporté s'écria :

— Tiens, voilà le bal de nos fiançailles qui commence; veux-tu que nous y allions ensemble?

Denise essaya de résister. Elle était toujours, et surtout en ce moment, bien plutôt portée aux sentiments sérieux et tendres qu'aux expansions de la gaieté, mais le jeune homme, dans l'ivresse de sa joie, lui dit :

— Pourquoi n'irions-nous pas comme toute la jeunesse du pays,

puisque nous sommes fiancés? Personne ne s'étonnera de nous y voir, et notre mariage n'en deviendra que plus certain, puisque nous aurons ainsi témoigné de notre volonté de nous marier bientôt.

La jeune fille, plutôt vaincue que persuadée, se laissa entraîner, et ils allèrent prendre place au milieu des jeunes gens qui manifestèrent bruyamment leur plaisir de les voir. Il n'était pas besoin, surtout à cette époque, de posséder un grand art de la danse pour figurer au bal champêtre de Savigny. La joie en faisait tous les frais. Pour Noël et Denise, qui n'avaient jamais dansé et qui se mêlaient à ces figures confuses sans les comprendre, et même à ces explosions de gaieté sans y prendre part, le bonheur consistait à se tenir par la main, à se perdre et à se retrouver dans la foule où ils ne voyaient qu'eux seuls et où ils marchaient dans l'ivresse de leur amour. Ils restèrent jusqu'à la fin du bal, voulant toujours partir, se laissant toujours entraîner à quelque danse nouvelle, et revinrent avec les autres couples de danseurs qui échangeaient, à voix basse, leurs dernières confidences et leurs derniers serments.

Arrivés à la maison d'école, ils s'arrêtèrent encore longtemps, ne pouvant finir de se jurer, comme pour s'en rendre plus sûrs, d'être bientôt l'un à l'autre. C'était pour eux ce moment suprême où l'amour a toute son ivresse, où l'avenir paraît une réalité que l'on va saisir, où le bonheur ne peut s'élever plus haut... et d'où, bien souvent, il ne fait plus que redescendre.

S. CAMBRAY.

La suite prochainement.

LES ŒUVRES ET LES HOMMES

COURRIER DU THÉATRE, DE LA LITTÉRATURE ET DES ARTS

La fin de 1884 et les débuts de 1885. Les drames du revolver. L'acquittement de Mme Clovis Hugues. Un droit nouveau. Les capitulations du jury. Le *Cri du peuple* et les frères Ballerich. M. Coppée à l'Académie. Le discours du récipiendaire et celui de M. Cherbuliez. Coup d'œil sur l'œuvre de M. Coppée. L'exposition du *Sport dans l'art* et l'Œuvre des faubourgs. — La moisson funèbre de la saison d'hiver : Bastien-Lepage, le sculpteur Idrac, le général Fleury, Eugène Pelletan, Mme Amable Tastu, Edmont About : l'homme et l'œuvre; le *Monsieur de l'orchestre.* — Théâtres : Porte-Saint-Martin : la *Théodora,* de M. Sardou. *Aben-Hamet* et la fermeture du Théâtre-Italien. Opéra : *Tabarin,* de MM. Paul Ferrier et Émile Pessard. Comédie-Française : *Denise,* d'Alexandre Dumas.

I

L'année 1884 a mal fini et l'année 1885 n'a pas bien commencé. L'année 1884 a fini, au dehors, par les tremblements de terre de l'Espagne, qui ont semé la ruine et la mort dans l'un des plus riants pays du monde, dans cette Andalousie dont le nom n'éveille que des pensées de poésie et d'amour; chez nous, par un redoublement de la longue crise, financière, industrielle, agricole, commerciale, dont la traversée se poursuit sans paraître encore près de son terme. Jamais la foire aux étrennes, qui envahit tous nos boulevards entre Noël et le jour des Rois, n'avait été moins animée. Des vides nombreux, surtout sur la rive droite des grands boulevards, trouaient la ligne, jadis ininterrompue, des baraques; les nouveaux jouets étaient rares, et les petits marchands, ceux que, dans l'argot parisien, on appelle les *camelots*, se plaignaient du marasme des affaires non moins amèrement que les grands magasins de confiserie, d'articles de Paris, de nouveautés, et les éditeurs de publications luxueuses. En même temps, le Théâtre-Italien fermait ses portes, et la salle Lévis rouvrait les siennes pour nous donner une nouvelle édition, revue et considérablement augmentée, de ces réunions des groupes révolutionnaires, qui ressemblent à des

batailles de bêtes fauves lâchées les unes contre les autres, où les arguments, qui n'étaient d'abord que des coups de pied et des coups de poing, sont maintenant des coups de casse-tête et des coups de couteau, et où, en attendant qu'ils mangent du bourgeois, les ouvriers sans travail mangent du blanquiste, du possibiliste, du guesdiste, après les avoir préalablement assaisonnés de l'épithète de réactionnaires.

L'année 1885 a commencé par un nouveau drame du revolver, — le « drame de la rue Richelieu », pour faire pendant au « drame du Palais de Justice », et par l'acquittement de M[me] Clovis Hugues, acquittement qui n'avait rien d'imprévu, mais qui n'en est pas moins scandaleux. L'épouvantable sang-froid que cette jeune femme avait montré en tirant ses six coups de revolver sur Morin comme sur une cible, sans que sa main tremblât, et en continuant à le viser au cœur pendant qu'il était à terre, elle l'a montré encore pendant les débats, où, sauf une légère défaillance de nerfs au moment du réquisitoire, rien n'a trahi le moindre trouble de sa part. Impassible et hautaine, se posant en statue de Némésis, elle a revendiqué hautement la préméditation et s'est proclamée sans remords. Et ce qui est peut-être plus grave encore, on a vu un honorable député, appelé comme témoin, ne pas craindre de prononcer devant la justice, sans se laisser arrêter par le président, non seulement la défense, mais l'apologie d'un tel acte, et prétendre qu'il exprimait l'opinion de tous ses collègues du Corps législatif. Du reste, le président des assises n'a pas été seulement impuissant à arrêter le panégyrique de M. Anatole de la Forge, il l'a été également à maintenir l'ordre, et même la décence, dans la salle. Envahie par une foule avide de voir l'héroïne et d'assister aux péripéties de cette dramatique affaire, elle présentait l'aspect d'un théâtre de troisième ordre à la première d'un mélodrame de M. Dennery, ou plutôt d'une brasserie, d'un café-concert, d'une réunion de la salle Lévis. On se disputait, on grimpait sur les bancs, on riait, on murmurait, on applaudissait, on poussait des cris. L'infortuné président avait reçu, dit-on, trente à quarante mille demandes ; le commandant du Palais avait perdu pied, la garde était débordée. Les subalternes, corrompus à prix d'or, avaient livré l'entrée des portes dérobées. Dès neuf heures du matin, toutes les places étaient prises d'assaut. Des avocats et des écrivains de la presse judiciaire ont dû faire le coup de poing contre des intrus dont l'acharnement ne voulait pas céder à leur droit. Des demoiselles s'étaient impudemment faufilées entre les bancs du jury ; et, derrière la Cour, sur les sièges d'honneur, on se montrait des échappés de la police correctionnelle, côte à côte avec les magistrats qui les ont jadis condamnés.

« Un droit nouveau se lève, a dit le président de la Cour d'assises : au droit de légitime défense se substitue le droit de légitime vengeance. » C'est l'avènement, la promulgation solennelle de la loi de Lynch. C'est la justice sociale remplacée par la justice privée. C'est l'offensé juge et partie dans sa cause personnelle, s'érigeant en tribunal, décidant et exécutant lui-même le châtiment du coupable. La police correctionnelle a condamné Morin à deux ans de prison ; mais Mme Hugues juge que ce n'est pas assez, et cette femme forte, appartenant, par son mari et par son père, à un parti qui repousse absolument la peine de mort, la prononce de sa propre autorité, et l'applique. Et quelle mort ! Non pas une mort donnée en une seconde par un homme dont c'est le métier et qu'on lapiderait s'il s'y reprenait à deux fois pour envoyer le condamné dans l'autre monde ; mais une mort qui se prolonge pendant des semaines entières, à travers les tortures de la plus effroyable agonie. Il paraît que la peine capitale n'est odieuse que lorsqu'elle est prononcée par la justice, et qu'elle devient légitime quand on la prononce soi-même, dans sa propre cause.

Bien mieux encore : il paraît et il est ressorti des débats que ce n'est pas précisément l'insuffisance de la peine portée contre Morin qui a armé le bras de la meurtrière. Au contraire, le jugement avait dépassé son attente, et elle manifestait l'intention de demander la grâce du coupable. Ce qui l'a exaspérée, c'est l'envoi des cartes postales, remplies d'injures infâmes, qu'elle continuait à recevoir après comme avant la condamnation, et qu'elle attribuait à Morin. Elles étaient si peu de lui, qu'elles n'ont point cessé à sa mort, et que les experts n'y ont pas reconnu la moindre ressemblance avec son écriture. — Alors c'est qu'elles étaient d'un de ses amis. Si ce n'est toi, c'est donc ton frère, ou bien quelqu'un des tiens... Qui eût jamais cru que Morin dût prendre un jour à nos yeux l'apparence de l'innocent agneau de la fable ? Il en est ainsi pourtant. L'effroyable vengeance exercée contre lui, les souffrances sans nom qu'il a endurées, la disproportion de la faute et du châtiment, son innocence sur le point particulier qui a motivé sa condamnation à mort, ont fait de ce misérable un malheureux digne de pitié. — Eh bien, pas même d'un de ses amis, s'il est vrai que M. Clovis Hugues ait fini par y reconnaître la main d'un de ses anciens coreligionnaires politiques : découverte un peu tardive, et qui ne ressuscitera point la victime, mais qui prouvera peut-être à la meurtrière que, à défaut de l'expiation épargnée par le jury, quelques remords ne seraient point superflus.

Comme circonstances atténuantes à ce déplorable verdict, on fait valoir la sévérité de la peine qui aurait dû être portée contre

l'accusée, même en la réduisant au minimum. Et l'on ajoute qu'elle n'a été réellement acquittée que par deux membres du jury, auxquels se sont joints quatre bulletins blancs, et qui ont annulé ainsi les six voix par lesquels elle était reconnue coupable. Elle n'aurait donc bénéficié, pour ainsi dire, que d'un acquittement de hasard et de faveur, dont la responsabilité remonte surtout aux quatre jurés qui n'ont pas eu le courage de leur opinion. Elle n'en est pas moins acquittée, et Morin n'en est pas moins mort. Il est vrai que la Cour a alloué 2000 francs de dommages-intérêts à son père, qui se portait partie civile. On ne saurait tuer un homme à meilleur compte.

Malgré l'explication des quatre bulletins blancs, ce nouveau verdict n'est pas des plus propres à réhabiliter l'institution du jury, fort ébranlée dans l'opinion depuis quelque temps, et dont le fonctionnement normal appelle tout au moins des réformes et une réglementation sérieuse. Si Mme Hugues avait été jugée huit jours après l'acte qu'elle a commis, nul doute qu'elle n'eût été alors acquittée par la grande majorité et peut-être par l'unanimité du jury. Si sa comparution en Cour d'assises avait tardé d'un mois encore, nul doute, au contraire, que le revirement déjà commencé n'eût achevé son cours et qu'elle n'eût été condamnée. Une institution d'un caractère si mobile, tellement sensible à toutes les influences, soumise à toutes les fluctuations et à tous les revirements de l'opinion, n'offre aucune garantie de justice impartiale, et elle trahira tour à tour, suivant les courants, les intérêts sociaux ou ceux de l'accusé. Sans remonter à Marie Bière, et en nous tenant dans les limites qui nous séparent de notre dernière causerie, que de verdicts incohérents, contradictoires, entachés d'une faiblesse coupable, ont soulevé contre cette juridiction, dont la balance est faussée par tant de causes diverses, les protestations les moins suspectes! Un jour, par exemple, le jury condamne *Autour d'un clocher*, et le lendemain il acquitte *Charlot s'amuse*, après le plaidoyer d'un avocat ingénieux qui a soutenu qu'il n'y a pas plus de mauvais livres qu'il n'y a de mauvais aliments, mais qu'il y a simplement de mauvais esprits et de mauvais estomacs, et qu'il faudrait, pour sa punition, nourrir de champignons vénéneux. Quelques semaines auparavant, il avait acquitté un débiteur insolvable qui, pour se libérer vis-à-vis de son créancier, n'avait rien trouvé de mieux que de tirer quelques coups de revolver sur l'avoué chargé de le faire poursuivre, comme il avait acquitté aussi, l'année précédente, un autre débiteur qui avait fait usage d'un procédé tout semblable contre le prédécesseur du même avoué.

Après de tels exemples et surtout après l'acquittement de Mme Hugues, qui le jury pourrait-il bien condamner? Ce ne sera

pas, assurément, les frères Ballerich (dont il ne reste plus qu'un maintenant), sinon parce qu'ils ont le double désavantage de n'être point des femmes et d'appartenir à la police. Les frères Ballerich, on le sait, ont envahi les bureaux du *Cri du peuple*, l'épée et le revolver au poing, pour demander raison à M. Jules Vallès d'un article absolument odieux, et ils n'ont réussi qu'à se faire arrêter eux-mêmes et à faire tuer l'un d'entre eux. Si jamais circonstances atténuantes méritèrent d'être largement appliquées, c'est bien dans ce cas, où l'on se trouve en présence de deux hommes qui, depuis longtemps exaspérés comme fonctionnaires par la campagne où ce journal n'a épargné contre la police aucune attaque et aucune dénonciation, plongés dans la douleur et le désespoir par l'assassinat d'une mère, énervés par les recherches auxquelles ils s'étaient livrés avec acharnement pour découvrir les coupables, venaient d'être plus violemment surexcités encore par un de ces articles dont la presse radicale se fait un jeu, où on les accusait d'avoir consenti à l'assassinat de leur mère, afin de complaire à l'administration, qui avait besoin de distraire l'attention publique, et à la seule condition d'en profiter pour leur avancement. Des hommes qui ne connaissent point les finesses de la littérature radicale et des fils qui pleurent une mère égorgée sont bien pardonnables de n'avoir rien compris à ce genre de polémique, dont le *Cri du peuple* a si bien l'habitude, que, le lendemain encore, il feignait de croire que les deux envahisseurs de ses bureaux avait agi sous la suggestion du gouvernement. Hélas! loin d'être poussée à l'assaut des citadelles révolutionnaires, on sait trop que la police en est tenue prudemment à l'écart, et c'est, assure-t-on, après avoir vainement demandé l'autorisation de poursuivre le *Cri du peuple* que les frères Ballerich auraient résolu d'agir par eux-mêmes. Si bien que l'administration, qui ne sait point protéger ses agents et les abandonne à des agressions dont l'impunité les démoralise, a sa part de responsabilité dans l'espèce.

Pour achever le tableau de la profonde perturbation morale dont nous sommes les témoins et les victimes, il faudrait y ajouter encore la célébration du quatrième anniversaire funèbre de Blanqui et l'enterrement de la vieille mère de Louise Michel, conduite *civilement* à son dernier asile par les anarchistes qu'elle avait en horreur, avec chant de la *Carmagnole* à la porte du cimetière et accompagnement de drapeaux rouges, qui se changeaient en bannières quand la police manifestait la velléité bénigne de les arrêter, et redevenaient des drapeaux lorsque les orateurs les saluaient de leurs apostrophes enflammées. Mais nous ne voulons pas nous attarder davantage sur ce terrain. Aussi bien, d'ailleurs,

la synthèse serait excessive et forcée, si l'on prétendait résumer en ces seuls événements la fin de l'année 1884 et les débuts de 1885. Grace à Dieu, ils en ont eu d'autres moins lugubres.

Le 18 décembre, l'Académie française, représentée par M. Victor Cherbuliez, a reçu le poète François Coppée, successeur de Laprade. La séance a été brillante et fort courue; les académiciens eux-mêmes se pressaient en nombre imposant sur les bancs de l'Institut, et les femmes étaient venues en foule pour voir et pour entendre leur poète préféré, car on peut, je crois, affirmer sans crainte que, de tous les poètes vivants, M. Coppée est le plus lu par les femmes. C'est un privilège enviable, et il en a un autre qui ne l'est guère moins : d'être le plus jeune des membres de l'Académie.

Nous étions bien sûr que le poète des *Récits et Élégies* parlerait en bons termes du noble auteur de *Psyché*, des *Symphonies* et de *Pernette*, mais il était assez curieux de savoir comment il s'y prendrait pour apprécier un esprit d'une nature si diverse. On se rappelle que Laprade avait succédé à Musset, qui, en poésie, représente le pôle opposé. « Je diffère autant de mon prédécesseur qu'il différait du sien », a dit M. Coppée, dès les premiers mots de son discours. Et cela est vrai, car s'il en diffère moins par l'inspiration morale et le fond des idées, il en diffère davantage par le style, la coupe et le rhythme, par la conception même de la poésie. Nous n'avons pas à redire ici pour la centième fois, et à des lecteurs qui le savent si bien, ce que fut Victor de Laprade. Dans une lettre à son ami et compatriote Chenavard, que j'ai sous les yeux, il se qualifie « le vieux barde druidique, le vieux rapsode platonicien des bords de l'Ilissus ». Entre cet Orphée chrétien aux yeux toujours levés vers les sommets, à l'*os magna sonaturum*, qui a chanté Dieu et l'âme immortelle, la patrie et la famille, les chênes et les monts, l'honneur et l'idéal, en un vers franc, large et plein, où les bijouteries de l'école parnassienne se noieraient comme dans un flot puissant, et le virtuose parisien, recherchant les horizons bornés, les coins de ciel gris et fins, les vies humbles, les âmes maladives, et les chantant dans une forme délicatement ciselée, il y a loin.

M. Coppée a débuté dans la gloire par ce rêve gracieux et charmant de la vingt-cinquième année qu'il a appelé *le Passant*, et qu'il aurait pu mieux intituler encore : *le Songe d'une nuit de printemps*. C'est, en poésie, le pendant du petit *Chanteur florentin*, de Paul Dubois, qui avait paru quelques années auparavant. Depuis lors, sa physionomie poétique s'est incarnée, dans les imaginations féminines, sous les traits de Zanetto, gai, jeune et libre, chantant au clair de la lune un lai d'amour, sa guitare à l'épaule et sur son bras un manteau dont le pan traîne dans l'herbe. Il a prouvé par

ses *Récits*, qui sont de petites *Légendes des siècles*, par ses drames de *Mme de Maintenon* et de *Severo Torelli;* il prouvera demain encore, par le nouveau drame des *Jacobites*, qu'il est capable de vigoureux coups d'aile et qu'il peut, lui aussi, prendre l'essor. Mais il revient de préférence aux horizons parisiens, et sa Muse aime mieux se promener sur la butte Montmartre que sur les sommets des Alpes. M. Coppée est né à Paris, et il en a gardé la marque originelle. La nature qu'il aime et qu'il chante, c'est celle qu'on entrevoit en se promenant à travers la banlieue, ou sur les fossés des fortifications, ou encore du haut d'un troisième étage, dans une échappée sur le parc de l'hôtel voisin, sur le balcon de Jenny l'ouvrière, tapissé de cobéas et de capucines; c'est le bassin des Tuileries et le ruisseau de la rue du Bac. Comme la *Picciola* de Saintine, sa poésie a poussé entre deux pavés. Fils d'un employé très modeste, et d'abord simple employé lui-même au ministère de la guerre, M. Coppée a pris dans ce milieu le goût des courtes perspectives, des tableaux domestiques, des physionomies sans relief, attachantes par la seule sincérité du sentiment, qu'il a chantés dans les *Intimités*, dans les *Humbles*, dans les *Promenades et intérieurs*, dans le *Cahier rouge*. Il n'a pas moins senti les grâces mièvres, les élégantes lassitudes, les fatigues indolentes et efféminées, les passions inquiètes, nerveuses et stériles de ce petit monde parisien, qu'il traduit dans un vers souple et brisé, d'une facture très serrée même en ses abandons apparents, qui se moule avec précision sur son objet, en relevant les moindres détails par un tour rare ou une épithète imprévue. Somme toute, il y a dans son œuvre, autour de la note dominante et caractéristique, une variété de tons, de couleurs et d'accent dont M. Cherbuliez n'a pas suffisamment tenu compte, et à laquelle il n'a point assez rendu justice.

M. Coppée a parlé de Laprade avec une admiration sincère et une sympathie chaleureuse. Sans avoir pénétré bien à fond, sur certains points, dans le talent d'un homme dont l'esthétique ressemble si peu à la sienne, il l'a dignement apprécié, toujours avec une convenance parfaite, souvent avec poésie, parfois avec éloquence. Son discours est un morceau de critique où l'on trouve mieux que les nuances et les raffinements subtils : la simplicité et l'élévation que demandait le sujet, car Laprade n'est pas une nature compliquée; il a la droiture des vieux chênes et l'ingénuité des glaciers. Nous savons particulièrement gré à M. Coppée de n'avoir pas voulu se réserver tous les applaudissements à lui seul et d'en avoir reporté sa part à l'illustre auteur des *Odes et poèmes*, en disant avec une chaleur communicative et en faisant applaudir trois de ses plus belles pièces, qui, si connues qu'elles soient,

ne le seront jamais assez, car elles expriment les plus nobles pensées dans le plus grand et le plus pur langage.

En répondant à M. Coppée, M. Victor Cherbuliez a visé surtout au triomphe de l'esprit, et il l'a obtenu, sans se faire scrupule de le rechercher plus d'une fois aux dépens du récipiendaire. Le temps est passé où la règle générale était de couvrir de fleurs le nouveau venu à son entrée dans le sanctuaire, où une exécution, comme celle d'Alfred de Vigny par le comte Molé, faisait époque et, si l'on peut prononcer un tel mot à propos d'un tel homme, presque scandale. Nous avons assisté à bien d'autres exécutions depuis lors; seulement, au lieu d'appartenir au genre solennel, elles se rattachent pour la plupart au genre badin, et si Cathos et Madelon assistaient aux séances académiques — ce qui n'a certainement jamais lieu, jamais! — elles se diraient l'une à l'autre : « Ma chère c'est le caractère enjoué. Je vois bien que c'est un Amilcar. »

M. Cherbuliez est un Amilcar. Dans son discours, comme dans ses romans, il a tenu à mettre autant d'esprit que s'il avait encore à faire ses preuves. Quelquefois on est tenté de lui demander grâce et de lui dire : « Ah! laissez-nous un moment respirer, et tâchez, s'il est possible, de n'avoir pas tant d'esprit que cela. » Mais non, M. Cherbuliez ne peut pas, cela est au-dessus de ses forces; il faut qu'il en ait toujours, et lorsqu'il tâche c'est d'en avoir plus encore. Il en a voulu trop avoir au sujet de Laprade, qui se prête mal à ce genre d'exercice, et il n'a guère réussi qu'à prouver son inaptitude à le sentir et à le comprendre. Non pas que l'auteur du *Cheval de Phidias* et du *Grand œuvre* soit un esthéticien ignorant ou vulgaire : il a glissé dans sa harangue une petite dissertation sur l'idéal, mais pour chicaner le mot avec une subtilité ingénieuse qui suffirait à expliquer pourquoi il n'a évidemment qu'un goût médiocre pour Laprade.

Quant au jeune récipiendaire, M. Cherbuliez s'est passé la malice de le fustiger confraternellement avec un bouquet de roses, dont il lui a fait sentir tour à tour les épines et les parfums. Il a saupoudré ses éloges d'épigrammes, comme pour en tempérer la fadeur, par une généreuse et salutaire amertume, et doucement, flegmatiquement, il a décoché au poète du *Petit épicier* toute une série de traits piquants, qui ne pouvaient le tuer, ni même lui faire grand mal, mais dont la fine pointe s'enfonçait désagréablement dans l'épiderme. A force de vouloir être spirituel, M. Cherbuliez, qui a naturellement l'humeur ironique, est tombé dans le persiflage, et peut-être même, sans le vouloir assurément, a-t-il côtoyé l'injustice. Il s'est trop complu aux petits côtés du poète, non par hostilité contre lui, mais parce qu'ils prêtaient mieux aux jolis jeux de son

esprit narquois, — refaisant après lui ces croquis familiers où, dans un jardinet au vieux puits, qu'ornent des carrés de choux et de roses, sous les yeux de la ménagère qui tricote, on voit un brave homme en chapeau de paille, armé d'un sécateur qui lui sort à moitié de la poche, débarrasser un espalier de ses chenilles et de ses colimaçons. Toutes les citations qu'il a choisies dans l'œuvre de M. Coppée appartiennent à ce genre de tableaux d'une intimité bourgeoise. Sans doute, il a indiqué les autres faces de son talent, mais sans s'y arrêter et uniquement par devoir, non plus par plaisir. Elles se sont trouvées naturellement rejetées dans l'ombre, et j'imagine que M. Coppée, condamné à entendre cet éloge malicieux, qui l'amoindrissait en semblant lui rendre justice, s'est consolé en ajournant tout bas M. Cherbuliez à la représentation des *Jacobites*.

Si nous n'avons guère de chronique sans une réception à l'Académie, nous n'en avons pas sans une ou plusieurs expositions. Il en est jusqu'à trois que nous pourrions citer : celle des artistes indépendants, qui ne méritait et n'a généralement obtenu qu'un silence discret, mais non respectueux; celle des esquisses pour la décoration de la mairie de Courbevoie, dont nous parlerons seulement quand les artistes primés exposeront leurs projets définitifs; enfin celle du *Sport dans l'art*, qui se fait au profit de l'Œuvre des faubourgs.

Parmi les institutions charitables qui sont l'honneur de Paris, il n'en est point de plus digne d'intérêt que l'Œuvre des malades dans les faubourgs, née, à la fin de 1872, de l'excès toujours croissant des misères matérielles et morales dans ces quartiers excentriques, où l'indigence, le manque de soins, l'insuffisance de la nourriture, la malpropreté, les privations de tout genre, souvent aussi les excès, entretiennent comme un foyer permanent de maladies. Les détresses y abondent. Pas une maison où ne se trouvent des ménagères abandonnées et battues par un mari ivrogne, des enfants qui ont faim, des malheureux cloués dans une chambre infecte par une infirmité ou par la douleur. La misère est plus misérable, si je puis ainsi dire, plus sordide, plus dénuée de secours et de consolation, à ces extrémités lointaines qui semblent ne se rattacher à la grande ville que comme des excroissances difformes et parasites. L'état des esprits et des mœurs, l'habitude d'une vie désordonnée, les vices particuliers aux grandes agglomérations populaires, les doctrines malsaines et les haines sociales contribuent à donner un caractère plus aigu ou plus amer aux souffrances des faubourgs.

L'œuvre est exercée par des dames du monde, habituées pour la plupart à toutes les jouissances du luxe. Les *dames visitantes*,

comme on les appelle, vont elles-mêmes dans ces hideux galetas, dans ces masures semblables à des huttes de sauvages, porter leurs secours et leurs consolations. Les plus zélées, les plus actives de ces volontaires de la charité, ce sont des mères frappées dans leurs entrailles, des veuves dont la douleur a doublé la pitié et qui se consolent en faisant le bien. Vous y rencontrerez aussi quelques pécheresses, humbles comme la Chananéenne de l'Évangile, cherchant dans la charité une expiation et un relèvement. Lorsqu'elles ont fait leurs preuves, on les admet parfois, à titre d'auxiliaires, à partager l'honneur de ces visites en compagnie des dames de charité qui les ont prises sous leur patronage, et ce ne sont pas les moins généreuses ni les moins empressées.

Pour dire toute la vérité, l'Œuvre des faubourgs est plus intéressante que l'exposition organisée à son profit. N'était sa destination, celle-ci n'offrirait qu'un intérêt des plus modérés. Le sport est un mot anglais d'importation relativement récente et de définition difficile, mais qui se comprend couramment et qu'on met à toutes sauces. Littré le définit : « tout exercice en plein air », ce qui est trop vague et trop vaste, car les enfants qui jouent à saute-mouton, les piétons qui courent dans la rue pour se réchauffer, les cochers qui se battent les flancs dans le même but, les soldats ou les pompiers qui s'élancent au pas gymnastique ne font pas du sport, et d'autre part bien des choses qui ne se passent point en plein air, comme la paume, l'escrime, les exercices de manège sont du sport. Larousse, lui, définit le mot : « ensemble d'amusements comprenant surtout les exercices qui ont pour but de développer la force musculaire, l'adresse et le courage ». Cela est plus complet, mais ne l'est pas encore tout à fait. Le mot de *sport* implique une idée d'élégance et de haute vie. Élever des chevaux de labour, ce n'est pas du sport, mais élever des chevaux de courses, c'est du sport; nourrir des chiens pour un équipage de chasse, c'est du sport, mais nourrir des lapins et des oies, ce n'en est pas, à moins que ce ne soient des oies et des lapins savants destinés à figurer dans les exhibitions du cirque Molier.

On voit quel cadre immense embrassait l'étiquette de cette exposition. On y pouvait faire figurer tout ce qui a trait à la chasse, à la pêche, au canotage, au tir, à l'escrime, à la gymnastique, au patinage, à la natation, à l'équitation, aux grands jeux, tels que le cricket et la paume, voire au bâton, à la canne, à la boxe. Il s'en faut des neuf dixièmes que ce cadre ait été rempli, même sommairement, et combien ne pourrions-nous citer de tableaux ou dessins de l'école française, qui, en retraçant l'histoire du sport, auraient en même temps déroulé celle des vieilles mœurs et des vieilles cou-

tumes de notre pays ! Comment une exposition du *sport dans l'art* ne nous donne-t-elle aucune des compositions si nombreuses, et presque toujours si intéressantes, où se trouvent représentées des scènes du tir à l'arc ou à l'arquebuse et des joutes sur l'eau, surtout lorsqu'elle étend son titre et son cadre jusqu'à admettre des scènes arabes de Fromentin, et le *Départ pour la chasse dans les Gaules*, de Luminais? La jolie et spirituelle *Fête de village*, de Swebach, ne se rattache que de bien loin au sport, on en conviendra; les marines de MM. Montenard et Lepic ne s'y rattachent pas du tout, car il serait abusif de les ranger dans la division du canotage; et la *Bonne mère*, de Greuze, s'y rattache moins encore, s'il est possible. Pour les beaux portraits de Gérôme et de Carolus Duran, on a la ressource de dire qu'ils représentent des personnes appartenant au monde du sport, mais pour la *Bonne mère*, bien fin qui pourrait expliquer sa présence, sinon peut-être parce qu'elle est la propriété d'un *sportsman!*

Outre les artistes que nous venons de nommer, vous rencontrerez là des toiles, des dessins, des aquarelles, de Wouvermans, de Fyt, de Weenix, de Boucher, d'Oudry, de Balleroy, d'Alfred de Dreux, d'Eugène Lami, de Decamps, de Jadin, de Troyon, de Ph. Rousseau, de Berne-Bellecour, Lewis Brown et Max Claude, Detaille, de Nittis, G. Jacquet. Les études de Géricault y sont nombreuses, et quelques-unes d'un vif intérêt. Vous y trouverez les portraits de Vermout, de Boisroussel et de l'illustre Gladiateur. Les chenils alternent avec les écuries, les scènes de la vie de château avec celles du turf, les *steeple-chases* avec l'escrime, les rendez-vous de chasse et les curées avec les promenades dans l'allée des Poteaux. Carle Vernet, qui a été lui-même un de nos premiers *sportsmen* avant l'introduction du mot chez nous, tient la plus large et la meilleure place dans cette exposition. En dehors de ses tableaux, on peut regarder avec curiosité, dans le couloir d'entrée, deux dessins de sa jeunesse : une scène de patinage où il nous montre les élégants du règne de Louis XVI, malicieusement croqués d'un crayon alerte, — le comte de l'Aigle, le comte Archambault de Périgord, le marquis de la Valette, que soutiennent deux domestiques, le vicomte Gontaut de Saint-Blancard, les mains dans son manchon, tiré par deux petits Savoyards, le duc d'Orléans, poussant Mme de Buffon assise dans un traîneau, — et une scène de courses, où se retrouvent les mêmes personnages, augmentés de Carle Vernet lui-même fouettant à tour de bras sa monture abattue.

La Société philanthropique prépare pour le mois de mai prochain une deuxième exposition de *Portraits du siècle*, qui promet d'égaler l'éclatant succès de la première. Elle adresse aux collectionneurs

un appel qui sera entendu [1], et nous pouvons ainsi espérer de voir prochainement se renouveler, à l'École des beaux-arts, cette double fête de l'art et de la charité, dont la première édition a laissé un souvenir qui n'est pas encore près de s'éteindre.

II

On ne rencontre, dans le grand salon de la rue de Sèze, aucune toile de M. Bastien Lepage. Ce jeune artiste, que la mort a enlevé à la fleur de l'âge, n'était pas un peintre de sport ni de *high life;* c'était un peintre de la réalité et de la nature, spécialement de la nature rustique, qu'il avait observée face à face, qu'il comprenait, qu'il aimait, qu'il rendait avec une sincérité absolue, sans l'alourdir par aucun système ou la travestir par aucune fausse élégance. Dans son étude de la nature, il portait à la fois des yeux très aiguisés, qui pénétraient les moindres nuances, et ce sentiment personnel sans lequel il n'y a pas d'artiste. Il n'a pu exposer que pendant dix ans à peine, et ces dix ans ont suffi pour lui créer une place, par ses portraits et ses tableaux champêtres, aux meilleurs rangs de notre jeune école. En 1875, son *Annonce aux bergers*, où il avait peint avec un naturalisme patient et une rusticité excessive les mains calleuses de ces hommes des champs, tendues vers un ange dont la peinture avait dû lui donner bien du mal, n'arrivait qu'en seconde ligne dans le concours pour le prix de Rome. Bastien Lepage pouvait peindre avec un sentiment naïf et vrai sa *Petite Communiante*, mais il n'était pas fait pour représenter les anges, non plus que les visions de *Jeanne d'Arc*. Chaque fois qu'il a voulu aborder, ou seulement côtoyer la peinture d'histoire, il a échoué. Parmi ses petits portraits si fins, si clairs, si précis, où l'individualité du type est toujours si bien saisie et qui font tout de suite songer à Clouet, il n'y en a que deux de manqués : celui du prince de Galles et celui de lady L..., parce que, au lieu de les peindre simplement, il a eu l'ambition de les représenter l'une en somptueux habits du temps des Valois, l'autre en costume du moyen âge, sur un fond de vieille tapisserie.

Avant même d'avoir obtenu le second prix de Rome, Bastien Lepage était bien connu par son *Portrait de mon grand-père*, bravement représenté avec toutes ses rides et toutes ses verrues, avec sa

[1] Les offres doivent être transmises à M. le marquis de Mortemart, président de la Société, rue d'Orléans Saint-Honoré, 17.

tabatière de corne et son mouchoir à carreaux, sans aucun artifice de lumière, au beau milieu de son jardin. Depuis lors, nous avons vu paraître successivement, dans les expositions, *Mes parents*, *les Foins*, *la Saison d'octobre*, *le Mendiant*, *le Père Jacques*, *l'Amour au village*, *la Forge*, sans parler des portraits, et dans tous ces tableaux éclatent à peu près les mêmes qualités à côté des mêmes défauts : une originalité incontestable, qui ne relève d'aucune école et où l'on sent une étude directe, constante, personnelle de la nature, un dessin exact, une touche fine et ferme, mais aussi des défauts d'ordonnance et de perspective qui trahissent un peintre bien plus capable d'embrasser des détails qu'un ensemble, ignorant trop les lois de la composition et celles des sacrifices nécessaires. Il faut prendre chacun de ses personnages à part : M. Bastien Lepage les peint à merveille, mais il ne sait pas toujours les mettre à leur place respective, les assortir et les subordonner. Ce n'est pas précisément un réaliste, malgré le réalisme de la plupart de ses figures ; ce serait plutôt un *primitif*, et c'est sous ce nom que l'a mis en scène, dans l'un de ses récits, son ami et compatriote M. André Theuriet. S'il n'a pas toute la simplicité ingénue, toute la délicieuse candeur des primitifs, il en a du moins, autant que le comporte la différence des temps et de l'éducation artistique, la vérité du sentiment, la sincérité du faire, dégagée de toute tradition d'école, l'amour de la peinture claire, modelée en pleine lumière, et le scrupule de l'exactitude.

Bastien Lepage est mort à trente-six ans. Quelques jours après, le sculpteur Idrac mourait à trente-cinq. Son nom était moins connu de la foule, et sa conception de l'art, plus classique, comme il sied à un sculpteur et à un prix de Rome, différait de celle du jeune peintre ; mais sa perte n'est pas moins cruelle pour l'école française, qu'il honorait déjà et qu'il promettait d'illustrer, quoiqu'il n'eût pas encore eu le temps de conquérir une place dans le *Vapereau*. Qui ne se rappelle le *Mercure trouvant le caducée*, d'une invention ingénieuse, d'une exécution élégante et légère, d'une forme charmante ; l'*Amour piqué*, un bronze d'une exquise finesse, le gigantesque *Saint Christophe* et même la *Salammbô*, d'un art moins sévère toutefois et moins pur ? J'ai nommé là presque toutes les œuvres de ce jeune homme, qui avait exposé pour la première fois en 1877, et qu'une mort aussi imprévue que prématurée a frappé au milieu de vingt esquisses, lorsqu'il était sur le point de réaliser, en mettant la dernière main à l'*Étienne Marcel* qui, de par la volonté du conseil municipal, doit orner la place de l'Hôtel-de-Ville, le rêve de tout sculpteur : une statue équestre. Idrac appartenait à cette école de Toulouse, qui a encore fourni à la sculpture contemporaine MM. Mar-

queste, Falguière et Antonin Mercié. On a pu juger, à l'émotion des paroles qui se sont fait entendre sur sa tombe, des regrets qu'il a laissés après lui, et, entre toutes, celles de M. Guillaume, l'un de ses maîtres et l'un des maîtres de l'art par la plume et par l'enseignement aussi bien que par les œuvres, ont témoigné des espérances légitimes que les chefs de notre école fondaient sur lui et méritent de rester comme un honneur pour sa mémoire et une consécration de son jeune talent.

Les débuts de la saison d'hiver ont fait leur moisson accoutumée. Les lettres et la politique ont payé leur tribut comme les arts. Sans nous arrêter à toutes les victimes que leur notoriété plus ou moins grande désigne à l'attention, citons du moins le général Fleury, l'un des amis les plus intimes et des serviteurs les plus dévoués de Napoléon III, couvert de titres et d'honneurs par l'empire, brillant officier d'Algérie, qui, après avoir vaillamment conquis ses premiers grades, n'avait plus été, après le coup d'État, qu'un général de cour; M. Eugène Leterrier, infatigable auteur d'opérettes, qui fut, avec son ami M. Vanloo, le fournisseur habituel de M. Lecocq, comme MM. Meilhac et L. Halévy l'étaient d'Offenbach, et qui, après être monté déjà de la Renaissance au Gymnase, aspirait à monter encore jusqu'à la Comédie-Française; M. Ch. La Rounat, auteur et critique dramatique de second rang, mais directeur de premier ordre, et qui, à deux reprises différentes, avait donné à l'Odéon une impulsion active et féconde, où l'on sentait la main d'un bon administrateur doublé d'un lettré.

La politique avait enlevé Eugène Pelletan à la littérature. L'ancien rédacteur de *la Presse* et du *Bien public*, l'auteur de la *Lampe éteinte*, des *Heures de travail*, du *Pasteur du désert*, de la *Nouvelle Babylone*, n'était plus qu'un vice-président du Sénat. Il faut dire aussi que, malgré quelques travaux de critique et d'érudition, Pelletan ne s'est jamais donné aux lettres sans réserve et sans arrière-pensée. S'il fut un disciple de Lamartine, c'était du Lamartine de 1848. Les questions politiques et sociales l'avaient séduit de bonne heure; la révolution de Février l'entraîna définitivement et le fixa dans des idées dont il ne sortit plus. Ces idées se résumèrent, pour lui, dans celle de la république. Après le coup d'État, lorsque tant d'autres secouaient la poussière de leurs pieds et se couvraient la tête de leurs manteaux, persuadés, suivant le mot de M. Challemel-Lacour sur la tombe de son collègue du Sénat, « que l'édifice des vérités morales s'écroulait tout entier et qu'il ensevelissait la France sous ses ruines », Pelletan lutta, autant qu'on pouvait lutter alors, saisissant tous les moyens et toutes les occasions de secouer la torpeur du pays. Il reprit la plume du

journaliste, il fit des articles, des brochures, des écrits de circonstance, toujours pénétrés des mêmes idées de régénération morale et politique; il fut l'un des écrivains, des conférenciers et même, vers la fin, des orateurs les plus écoutés par l'opinion libérale, qui cherchait en eux l'expression de ses espérances et qui tressaillait à leurs appels. Pelletan joignait, dans ce rôle, une ardeur fébrile à une solennité presque sacerdotale qui lui constituait une personnalité à part. Il ne brillait ni par la variété ni par la profondeur des idées : son bagage se composait d'un certain nombre de thèmes oratoires et de grands lieux communs : le droit, la justice, l'humanité, la patrie, le progrès, dont il fut toujours un champion résolu; mais ces lieux communs étaient pour lui l'objet d'une conviction ardente et constituaient dans son esprit une sorte de religion, dont il parlait sur le ton d'un apôtre et qu'il revêtait des plus riches images. Pelletan avait le tempérament poétique et la métaphore abondante. Il portait, dans la politique, au moins sous l'empire, une métaphysique mêlée d'une sorte de mysticisme. Dans certaines pages de la *Profession de foi du XIXe siècle* et de bien d'autres écrits, il a des allures de sibylle. Mais avec la république il en devait bien rabattre. Comme tant d'autres, M. Pelletan perdit en autorité morale au triomphe de ses idées tout ce qu'a pu y gagner sa position matérielle. Depuis le 4 septembre, le poète et le mystique avaient disparu; il ne restait plus que le député, puis le sénateur républicain, résolu à tous les sacrifices, c'est encore son panégyriste qui nous l'a dit, pour rester inébranlablement fidèle à ses amitiés politiques, et qui n'a jamais jugé à propos de dégager sa solidarité dans aucune des innombrables circonstances où ses vieux clients, la justice et le droit, étaient molestés par la république.

Nous avons appris que Mme Amable Tastu, née en 1798, vivait encore dans les premiers jours de 1885, en lisant la nouvelle de sa mort. Depuis trente-cinq ans, Mme Tastu n'avait plus écrit, et cependant son nom n'était pas oublié : après avoir survécu si longtemps à une retraite absolue, on peut croire qu'il survivra aussi à la mort. Au début de ses *Poésies complètes*, Mme Tastu se demande quel sera le sort de ses modestes chants; il me semble que la réponse est faite : sa célébrité paisible a mieux résisté au temps que des gloires bien autrement bruyantes. Par la date de sa naissance, elle appartenait au premier âge du romantisme; mais si elle se rattache au groupe, elle n'en a jamais eu les turbulences ni les audaces. Les pudeurs de la femme, l'équilibre d'un esprit moyen et tempéré, l'ont toujours empêchée de courir les aventures et maintenue dans une zone poétique intermédiaire. Des élégies de Mme Du-

frenoy à celles de Mme Tastu, la transition est presque insensible. D'ailleurs, elle avait grandi au milieu de la première poésie impériale, et Sainte-Beuve, qui lui a fait place dans sa *Galerie*, raconte qu'elle présenta une pièce de vers, en 1809, à Joséphine. Elle n'a guère pris à la nouvelle école que quelques images et quelques couleurs plus fraîches, un sentiment plus moderne, l'affranchissement du vieil attirail mythologique et poétique. Son début, en 1820, est contemporain des premières *Méditations* de Lamartine, qui devait la chanter plus tard, et antérieur aux *Odes et Ballades* de Victor Hugo. Les *Oiseaux du Sacre* fondèrent sa réputation en 1824, non seulement par le charme d'une poésie élégante et gracieuse, par le sentiment moral et philosophique qu'elle y mêle, à la façon de Mme Deshoulières, mais encore par une pointe de libéralisme qui flattait l'opinion courante. Mme Tastu a remporté un prix d'éloquence à l'Académie française, en 1840, avec un éloge de Mme de Sévigné, qui n'a pas laissé de grandes traces dans l'histoire littéraire. Elle a écrit d'innombrables ouvrages d'éducation, dont plusieurs se réimpriment encore, des livres historiques, des contes, des voyages, des *Tableaux* de la littérature italienne et de la littérature allemande. C'était une femme instruite, qui avait beaucoup lu, qui savait plusieurs langues et s'était inspirée souvent des poètes étrangers. Elle ne s'abandonne jamais complètement à la fantaisie : tout ce qu'elle écrit repose sur un fond solide; elle cherche toujours à moraliser ou à instruire. On peut citer comme un type en ce genre ses *Chroniques de France*, série de tableaux, de récits et même de scènes à la façon de M. Vitet, qui vont des temps barbares aux temps modernes, en s'appuyant sur les documents authentiques et où elle a mis, non le plus de chaleur et d'éclat, mais le plus de solidité et de virilité. D'ailleurs, il ne faut point parler d'éclat à propos de Mme Tastu : c'est la qualité qui lui manque le plus. A défaut de celle-là, elle a de la correction, une pureté élégante, une sensibilité qui jamais ne s'égare, mais qui ne parvient pas toujours à trouver son expression complète, une facture habile, des images heureuses et bien soutenues, de la gravité, un goût attentif et discret, le sentiment de l'harmonie et plus d'égalité qu'on n'en rencontre ordinairement dans les poésies féminines.

Quel contraste entre ce talent paisible, cette renommée en demi-teinte et la bruyante réputation de M. Edmond About! Qui lui aurait prédit qu'il mourrait si vite, lui qui était si vivant, car il n'avait pas soixante-quatre ans, comme l'ont dit plusieurs journaux; il n'en avait même pas tout à fait cinquante-sept. Qui ne se rappelle l'éclat du début littéraire de M. About, en 1855? Après avoir passé par l'École normale, il fut élève de l'École d'Athènes,

où il amassa les matériaux de sa *Grèce contemporaine*. Le sujet ne semblait pas de nature à passionner le public, mais il l'avait tourné à la satire. On raconte qu'il rapportait d'abord de la patrie de Périclès et de Canaris une étude sérieuse, tout à fait favorable au pays et à la cour où il avait été si hospitalièrement reçu, mais qu'un célèbre philosophe, consulté par lui sur son travail, lui représenta que, s'il voulait frapper un grand coup, il fallait prendre le contre-pied d'une thèse si rebattue. Cette réflexion *philosophique* était faite pour le frapper; on pourrait même s'étonner qu'elle ne lui fût pas venue spontanément à l'esprit, mais il était digne de la comprendre. Il retourna donc sa thèse avec l'aisance qu'il devait toujours déployer dans ce genre d'opération. D'ailleurs, en fait d'observation satirique, il était si bien en fond qu'il lui restait encore, après la *Grèce contemporaine*, de quoi écrire, l'année suivante, le *Roi des Montagnes*. Ainsi au premier succès de M. About se mêlait déjà le scandale, qui devait rester la note caractéristique de ses succès et qu'il aura recherché jusque dans sa mort. Il était de la famille de ces esprits turbulents, comme Voltaire et Beaumarchais, qui se plaisent au milieu du bruit, qui le créent autour d'eux et qui en ont besoin pour exciter leur verve.

Tolla souleva un nouvel et plus violent orage. On prononça formellement le mot de plagiat. L'accusation n'était pas sans fondement, quoique formulée en termes excessifs, où il entrait bien un peu de jalousie instinctive contre un homme qui prenait si rapidement possession de la célébrité. En moins d'un an, la fortune littéraire de M. About s'était solidement établie au milieu des contradictions, et elle s'affirmait encore par des échecs non moins éclatants que ses triomphes, car la tempête soulevée par *Tolla* n'était pas apaisée lorsqu'il donna au Théâtre-Français *Guillery*, qui serait, avec l'*Henriette Maréchal* des Goncourt, la chute la plus retentissante de notre époque, s'il n'y avait eu, six ans après, celle de *Gaëtana* à l'Odéon. M. About ne pouvait être vaincu que par lui-même. Il s'est peint sous les traits du héros de cette comédie, qui s'appelait d'abord *l'Effronté!* Remarquons en passant que, comme son maître Voltaire, cet homme d'esprit, ce grand railleur n'a jamais pu réussir dans la comédie.

Il répara cet échec avec les *Mariages de Paris*, *Germaine* et la plupart des récits qu'il écrivait d'une plume alerte, d'un style net, clair, incisif, avec beaucoup d'entrain, de malice et de bonne humeur; et il s'en vengea en entreprenant au *Figaro* une campagne de représailles contre ses ennemis. Il avait trouvé ses deux voies : M. About, en effet, est surtout un conteur et un polémiste. Je dis conteur et non romancier, car, pour mériter ce dernier titre, il lui

manque l'observation profonde, le don de l'invention et le sentiment. Polémiste, il a un aplomb que rien ne déconcerte, un front qui ne rougit jamais, la dent cruelle, la griffe acérée, l'impertinence agressive, l'esprit gouailleur, hardi et méchant. Il était né pamphlétaire, et il se soucia toujours beaucoup moins de convaincre ses adversaires que de les exaspérer.

Dès 1855, M. About avait également abordé la critique d'art, à laquelle il est revenu plusieurs fois, en y restant toujours superficiel et sans véritable compétence. Il avait également un penchant prononcé pour les questions politiques et d'économie sociale : après les avoir traitées sous une forme pittoresque dans des ouvrages tels que les *Echasses de maître Pierre*, il s'y lança tête basse, avec une suffisance étourdie, et il mit à servir les intérêts de l'empire, dans la question romaine, le zèle batailleur d'un enfant perdu et d'un enfant terrible qui tiraillait à l'avant-garde, qui lançait les brûlots, qui devenait parfois compromettant par ses maladresses son absence de mesure et de tact, mais qui plaisait néanmoins et qu'on encourageait, tout en feignant de le retenir et en le désavouant au besoin. Dans cette guerre au pape, où il multiplia les articles et les brochures, il avait trois inspirations : sa haine de l'Église, son goût inné du scandale, enfin le désir d'être agréable et de provoquer la récompense, car il ressentait déjà cette ambition bizarre, qui devait s'accuser plus nettement sous la république, d'être un personnage politique, un homme d'État. De ce côté, il n'a guère éprouvé que des déconvenues, mais qui irritaient d'autant plus sa passion malheureuse. Il se partageait entre le Palais-Royal et les Tuileries, en attendant qu'il fît preuve envers l'empire déchu de cette indépendance du cœur qu'il avait déjà montrée envers la Grèce. L'âme de M. About n'était point des plus fières et se tournait naturellement vers le succès. Tour à tour bonapartiste, orléaniste, et républicain conservateur, il était prêt à se faire radical : en politique, il ne croyait qu'à son intérêt. Par bonheur pour sa renommée, cette longue campagne à l'avant-garde des troupes impériales n'absorba pas toute l'activité de son esprit. *Rome contemporaine* et la *Question romaine* sont ensevelies sous une triple couche d'oubli; mais on relit parfois encore cette série de brillants récits qui se succédèrent entre l'*Homme à l'oreille cassée* et le *Fellah*, et parmi lesquels il suffit de rappeler *Madelon* et la *Vieille Roche*.

Après la guerre, il fonda *le XIXe Siècle*, journal normalien d'un républicanisme ondoyant et variable, mais invariablement anticlérical, dont la prospérité passait pour solidement établie, lorsque de récents débats ont mis à jour sa situation embarrassée. M. About avait renoncé, sans regrets apparents, à la littérature pour le jour-

nalisme, et il s'était retiré dans sa grasse prébende de directeur comme le rat de la Fontaine dans son fromage de Hollande. Depuis lors il n'avait publié qu'un seul livre vraiment littéraire : *le Roman d'un brave homme*, qu'on pourrait recommander comme un récit à la fois spirituel, honnête et même touchant, si toute note religieuse et jusqu'au nom de Dieu n'en étaient systématiquement bannis. Mais son ambition n'était pas satisfaite : il rêvait d'être sénateur et académicien. Sénateur, il n'y arriva pas plus sous la république que sous l'empire. Académicien, il avait fini par y arriver, et encore n'aura-t-il pas été reçu. Sa mort, qui le prive du fauteuil, le délivre du moins aussi, dit-on, de la police correctionnelle imminente. Son successeur à l'Académie devra prononcer deux éloges : celui de Jules Sandeau et celui de M. About. Le second sera moins facile que le premier. S'il ne s'agissait que du talent et du style, le récipiendaire n'éprouverait assurément aucun embarras, car on ne saurait avoir un esprit plus étincelant, une phrase d'une allure plus vive et d'un tour plus français. Mais comment séparer l'esprit du caractère et l'homme de l'écrivain? On pourrait graver sur la tombe de l'auteur du *Progrès* : « Ci-gît un homme qui a voulu faire du bruit, qui en a fait beaucoup, qui n'en faisait plus et qui en fera moins encore. »

Quoique M. Arnold Mortier eût plus d'une fois abordé le théâtre avec succès, — il était un des auteurs du *Train de plaisir*, cette farce amusante qu'on jouait, il y a quelques semaines encore, au Palais-Royal, — il était surtout connu par les chroniques publiées sous son pseudonyme du *Monsieur de l'orchestre.* Qui ne s'est diverti quelquefois, même parmi les esprits les plus graves, à parcourir les *Soirées théâtrales* où ce Hollandais, naturalisé Parisien, retraçait chaque jour, avec une verve infatigable et non sans finesse, la physionomie des premières représentations dans le plus parisien des journaux? Il était l'un des créateurs de ce genre qui peut passer pour un signe des temps, et il en était resté le maître : petit maître dans un genre subalterne et frivole, fait pour charmer les lecteurs du boulevard, s'adressant surtout aux désœuvrés, mais dont l'histoire elle-même peut tirer quelque profit. Figurez-vous, en effet, que nous ayons, pour les deux derniers siècles, les causeries d'un *Monsieur de l'orchestre*, nous rendant compte par le menu des premières représentations du *Cid*, du *Misanthrope*, du *Joueur*, de *Turcaret*, nous décrivant tous les incidents du spectacle, nommant tous les auditeurs de marque, nous montrant Corneille à côté de Molière, Racine en conversation avec Boileau ou avec la Fontaine aux premières loges, nous décrivant même les toilettes d'Armande Béjart et les costumes de la Champmeslé : quelles jouissances pour le curieux; quelle res-

source pour l'érudit! Mais il faut ajouter bien vite que l'utilité de ces renseignements, d'ordre très secondaire en soi, se mesure à l'importance des œuvres, et aussi que leur prix résulte de leur rareté même. Plus ils se multiplient, plus ils s'avilissent. Et c'est précisément la décadence de l'art dramatique qui en accroît le nombre, de même que ce sont généralement les ouvrages médiocres, où l'intérêt littéraire est sacrifié au plaisir des yeux et à la curiosité malsaine de l'esprit, qui fournissent la plus ample matière à ces papotages aussi légers que des bulles de savon. Nous en avons trop aujourjourd'hui, ce qui suffirait à leur enlever toute valeur. Une véritable légion de *soiristes*, comme ils s'appellent dans leur langue facile, s'est jetée sur cette proie, et s'est mise à exploiter une mode qui répondait si bien à l'instinct de *cabotinage* actuel, et qui ne pouvait manquer de le développer encore outre mesure. Le *Monsieur de l'orchestre* a eu sa monnaie comme M. de Turenne, et les journaux graves eux-mêmes ont, pour la plupart, suivi le courant. La *Soirée théâtrale* est devenue une spécialité d'autant plus courue qu'elle peut toujours se passer de style et d'étude, et souvent même se passer d'esprit : elle ne demande que des yeux alertes, des intelligences dans la coulisse, des accointances avec les habilleuses et la connaissance approfondie de l'Annuaire du demi-monde.

III

A défaut du *Monsieur de l'orchestre*, ses imitateurs nous ont amplement renseignés sur tous les dehors de la nouvelle pièce de M. Sardou, sur les splendeurs des costumes et de la mise en scène, sur les incidents des répétitions, sur le prix que des curieux millionnaires ont payé leurs billets, sur le nombre des clous d'or que portent les bottes de tel personnage, ou de pierres précieuses dont est tapissée la robe de tel autre. Ils ne nous ont laissé ignorer le prix d'aucun des objets de toilette qui figurent dans l'ouvrage, le nom d'aucune brodeuse ou d'aucune couturière. Bref, ils nous ont joué une pièce qui peint, aussi vivement que M. Sardou lui-même l'a pu faire dans *Théodora*, les goûts et les mœurs du Bas-Empire.

L'action se passe à Byzance, en l'an 532, dans les premières années du règne de Justinien, au moment de la terrible insurrection des Bleus et des Verts. Nous allons la résumer aussi sommairement que le permet un drame très touffu, qui n'a pas moins de huit tableaux et de trente personnages, sans compter des centaines de figurants, et dont la représentation dure quatre heures et demie. Le premier tableau nous représente l'impératrice Théodora dans sa

gloire, trônant, comme une idole indienne, en robe de drap d'or et le lis en main, sur un large siège ou plutôt sur un lit de repos recouvert de peaux de tigres, donnant ses audiences et recevant les hommages de ses adorateurs. Tout ce premier tableau, suivant le procédé familier à M. Sardou, n'est qu'une longue exposition où l'action ne s'engage nullement, mais qui n'a pour but que de nous initier aux mœurs byzantines et de nous présenter, directement ou indirectement, les principaux personnages. Après avoir joué son rôle d'*Augusta*, elle éprouve le besoin de se divertir et de se désennuyer. La fille du montreur d'ours, l'ancienne danseuse du cirque, la courtisane couronnée a gardé la nostalgie de la boue. Elle aime à courir Byzance la nuit, sans crainte des aventures. C'est ainsi qu'elle a fait connaissance du jeune Grec Andréas, à qui elle s'est donnée pour une honnête petite veuve bourgeoise, du nom de Myrtha, et qui l'adore avec l'aveuglement de l'amour. Mais, avant d'aller le voir, elle passe chez une vieille, qu'elle a connue jadis au cirque d'Alexandrie, du temps qu'elle était l'écuyère Zoé : l'Égyptienne Tamyris, qui vient d'arriver avec une troupe de dompteurs. Tamyris a vendu à Antonine, la femme de Bélisaire, un philtre, grâce auquel le héros ne peut se dérober à l'empire d'une femme qu'il méprise, et Théodora en souhaite un pareil. Elle se fait reconnaître de Tamyris, sans lui révéler sa position présente, et elle se retrempe avec délices dans sa bourbe première, épluchant les légumes, aidant à préparer et goûtant le *fricot* de son ancienne camarade. Après quoi, elle court chez Andréas.

Ce jeune Grec est un vrai Romain, qui garde dans son cœur les traditions héroïques et brûle de rendre la liberté à Byzance. Il hait Théodora d'une haine aussi profonde que Justinien, et ne cache à Myrtha ni ses sentiments ni ses projets. Ses amis et lui veulent profiter de l'état d'effervescence où se trouve la ville, à la suite d'un acte de violence commis par les Bleus, que protège l'empereur. Tandis qu'ils causent, l'émeute qui couve commence à se manifester dans la rue. Une chanson injurieuse contre l'impératrice monte jusqu'à eux, et la fausse Myrtha, livide de honte et de colère, s'efforce en vain de boucher les oreilles de son amant et d'arrêter, sur ses lèvres, l'expression de son mépris. C'est ici seulement que l'action se noue et que l'on commence à entrevoir le drame.

Le plan des conjurés est celui-ci : Marcellus, le centurion des gardes scholaires, leur complice, fera garder les portes du palais par des hommes à lui, et pénétrera avec Andréas dans la chambre de l'empereur, qu'ils jetteront bâillonné au fond d'une barque et qu'ils feront transporter dans un couvent, sur la côte d'Asie. Mais l'agitation populaire, les paroles imprudentes échappées au jeune Grec et

divers autres indices ont mis sur la trace du complot. On veille au palais, et Bélisaire tend un piège aux conjurés. Marcellus, qui entre le premier pour frayer la voie à son ami, est saisi aussitôt. Il jette un cri : « A moi, Andréas! » Ce cri révèle à Théodora le péril immédiat que court son amant, et elle referme vivement la porte par où celui-ci voulait se précipiter. Il s'esquive, croyant tout perdu et Marcellus mort. Mais Marcellus n'a été qu'étourdi par un coup de pommeau d'épée. Théodora demande à l'interroger elle-même à l'écart : elle lui fait comprendre qu'elle aime Andréas, qu'elle veut le sauver et que, malgré sa résolution, il ne pourra s'empêcher de le trahir, vaincu par les atroces souffrances de la torture. Marcellus la supplie de lui épargner cette défaillance dont la seule pensée l'épouvante. Comme elle hésite et recule, il la menace, pour la décider, de crier tout haut le nom d'Andréas, et elle lui enfonce droit au cœur l'épingle d'or qui retient ses cheveux.

Le tableau suivant nous ramène chez Andréas, que Myrtha est venue rejoindre pour le supplier de fuir. Mais, en voulant le sauver, elle veut se sauver elle-même, car elle voit bien qu'elle ne pourra le tromper plus longtemps. Pour les nécessités du drame, il nous faut admettre qu'Andréas, qui habite Constantinople, n'a pourtant jamais vu l'impératrice, et que par conséquent il n'est jamais allé même aux jeux de l'Hippodrome, où elle se montre à tout le peuple. Il prétend y aller ce jour-là. Dans une scène d'amour, à laquelle vient se mêler le chant des morts sur le cercueil de Marcellus, dont on a retrouvé le cadavre, comme la chanson satirique de la rue s'était mêlée à leur premier entretien, elle lui arrache la promesse qu'il n'ira pas et, malgré son serment de discrétion absolue, jusqu'aux noms des conjurés. A peine s'est-elle éloignée que ceux-ci surviennent. L'échec de leur complot les a mis en éveil; ils se sentent trahis : ils soupçonnent la mystérieuse inconnue que reçoit Andréas, et leur défiance est d'autant plus légitime qu'ils se sont assurés que tous les renseignements donnés par elle sur sa prétendue personnalité sont de pure invention. Devant les preuves qu'on lui prodigue, Andréas, atterré, est bien forcé de se rendre, et il s'accuse, avec angoisse, de la mortelle indiscrétion qu'il vient de commettre. Il ne reste plus qu'un parti à prendre : prévenir leur perte en hâtant les événements. Ils profiteront donc des dispositions du peuple pour faire éclater la révolte aujourd'hui même à l'Hippodrome.

Elle éclate, en effet, dans une tempête de cris et de huées, dès l'entrée de César et de l'Augusta. Mais Bélisaire, qui a pris ses dispositions, fait saisir celui qui semble le chef de l'émeute. On l'entraîne dans la loge impériale, et on le jette, les mains liées, aux

pieds de Théodora, qui reconnaît Andréas. Lui-même, il a reconnu la fausse Myrtha, et la couvre d'injures qu'elle ne peut arrêter qu'en le bâillonnant de ses propres mains. Elle s'interpose alors entre l'empereur et lui, et elle écarte le bourreau en déclarant que cet homme lui appartient.

Cependant, au milieu de la mêlée et dans la confusion de la lutte, Andréas a disparu. C'est Tamyris qui l'a recueilli et le cache dans les caveaux du cirque; elle l'apprend à l'impératrice, en venant lui apporter le philtre commandé la veille par Zoé, qu'elle a reconnue, elle aussi, sous les traits de Théodora. Celle-ci court le rejoindre; elle plaide sa cause et s'efforce d'obtenir son pardon. Le jeune homme la repousse avec horreur. Mais elle profite d'un moment de faiblesse pour lui faire boire le philtre d'amour qui doit le ramener à elle. Horreur! Ce philtre n'est autre chose qu'un poison violent que Tamyris, qui le croyait destiné à l'empereur, a préparé pour venger la mort de son fils, saisi parmi les rebelles et livré au supplice. Andréas meurt en maudissant l'infâme, et au même instant, envoyé par Justinien, qui depuis longtemps soupçonnait les trahisons de son épouse et qui, après l'avoir fait suivre, ne garde plus de doute, entre le bourreau muet, un lacet de soie à la main, qu'il passe autour du cou de Théodora, sur le cadavre même d'Andréas. Entassement de péripéties aussi imprévues l'une que l'autre; coup de théâtre en partie double, où M. Sardou n'a pas hésité, pour renforcer son dénouement, à faire à la vérité historique un plus violent accroc que ne le comportent toutes les licences accordées au théâtre lorsqu'il s'agit de personnages aussi connus que Justinien et Théodora.

Il est bien fâcheux aussi que la vraisemblance ne soit pas mieux respectée que l'histoire, et peut-être moins encore, dans cette œuvre qui ne manque assurément ni d'une profonde adresse dans les combinaisons scéniques ni de force dans les situations. M. Sardou cherche l'effet à tout prix, mais c'est un effet, pour ainsi dire, purement physique et nerveux. Il le cherche par l'éblouissement des yeux et par l'ébranlement des nerfs plus que par l'émotion de l'âme. A la fois drame et tableau, drame violent et tableau d'une éblouissante richesse, *Théodora* déroule une action savamment construite et rehaussée de tous les condiments de la plus habile cuisine dramatique, dans un cadre curieusement ouvragé, à travers un décor historique dont la variété répond à la magnificence. Il s'est efforcé, non sans vigueur et sans éclat, grâce au concours de l'action et de la mise en scène réunies, d'y piquer doublement la curiosité d'un spectateur blasé, car la peinture mouvementée et hardie d'une civilisation à la fois raffinée et barbare n'est pas moins

propre à intéresser les « Parisiens de la décadence » par ses analogies que par ses contrastes.

Comme pour accentuer cette intention et souligner ces rapprochements, M. Sardou a introduit dans sa pièce un touriste, venu de Lutèce pour rendre hommage à Théodora, qui charge un patrice de le promener par la ville. C'est la manière dont nous aimons à comprendre le rôle de ce personnage, qui est d'ailleurs un pur hors-d'œuvre relativement à l'action, et qui ne semble d'abord destiné qu'à fournir un prétexte aux explications jugées nécessaires par l'auteur. Chaque fois que M. Sardou éprouve le besoin de nous faire un petit cours d'histoire ou d'archéologie, de justifier un détail de mœurs ou de cérémonial, d'initier le spectateur à un usage bizarre, le Franc Caribert reparaît à la façon d'un compère de revue. On sait bien que M. Sardou, comme il l'a déjà témoigné dans bien des œuvres diverses, depuis les *Merveilleuses* jusqu'à la *Haine*, attache une importance excessive à ces détails de couleur locale, à tout ce qu'on pourrait appeler, dans l'argot du jour, le *bibelot* de l'art dramatique. Néanmoins l'invention de ce rôle épisodique, dans un grand drame d'histoire, nous paraîtrait d'une ingéniosité un peu puérile s'il n'avait pour but de dégager en quelque sorte, dans l'extrême diversité du cadre, des traits de ressemblance, des allusions satiriques que soulignent encore les épigrammes du guide ou des *petites dames* de l'Hippodrome, sur l'innocence arriérée du pays d'où il vient. Ces plaisanteries sur les Parisiens barbares du sixième siècle, qui ne connaissent aucune des jouissances du Cirque et autres semblables, ont beaucoup réjoui les *boulevardiers* de la troisième république, heureux de mesurer la distance qui les sépare de leurs aïeux, et fiers d'avoir si bien travaillé, qu'ils se sont haussés au niveau des splendeurs du bas empire.

C'est aux *Anecdota* de Procope que M. Sardou a pris la substance de son drame et, en particulier, les traits dont il a peint Justinien et Théodora, comme Bélisaire et Antonine. On sait que les *Anecdota* sont la contre-partie des *Histoires*. Tandis que le fonctionnaire couvrait officiellement ses maîtres de louanges serviles, il se vengeait des déconvenues de son ambition et de sa propre lâcheté, en déchargeant sa bile dans cet écrit secret, monument de sa propre infamie plus encore que des crimes et des débauches de la cour byzantine. Quel que soit son talent et malgré ses protestations hypocrites, Procope a enlevé d'avance tout crédit à ses invectives par la bassesse impudente du mensonge qu'il confesse, et c'est sur lui que son *Histoire secrète* devrait avoir attiré le mépris de la postérité. Mais elle a trouvé pour complices la mauvaise réputation du bas empire et la malignité de l'opinion, et l'on puise sans

scrupule à cette source impure, sous prétexte qu'on ne saurait calomnier une si triste époque.

Antonine et Bélisaire ne sont guère qu'esquissés par M. Sardou, l'une dans sa perversité froide, l'autre dans la faiblesse morale qui fait de ce grand capitaine, si brave devant l'ennemi, un humble courtisan et un mari berné, également lâche à la faveur et à son amour. Le Justinien de la pièce est tout à fait celui de Procope : un tyran poltron et cruel, vil, stupide et fourbe, une sorte de pédant sanguinaire, de cuistre hagard et hébété. Le personnage une fois admis, il faut reconnaître que l'auteur l'a marqué de traits énergiques, comme l'acteur Garnier l'a rendu d'une façon saisissante; mais je me refuse à reconnaître dans cette sombre caricature, qui rappelle en tous points le « monstre odieux » de la complainte des *Deux aveugles*, Justinien le Grand, qui semblait devoir être protégé contre un tel excès de satire par la double gloire militaire et législative de son long règne. Assurément, la grandeur de Justinien fut mêlée de beaucoup de petitesses, mais ce n'est pas lui qu'il est juste de choisir pour en faire le type de l'affreux César byzantin, objet de risée, de mépris et d'horreur, et si l'on prétend ne me montrer que ses vices et ses bassesses, sans tenir aucun compte de ses qualités, et confondre Justinien avec un Constantin Copronyme, alors je me révolte et refuse de suivre l'auteur.

Sa Théodora est aussi celle de Procope, mais du moins nettoyée de l'ordure qui l'eût rendue insoutenable à la scène. C'est bien toujours la courtisane devenue Augusta, la danseuse et l'écuyère couronnée, voluptueuse et despotique, violente, superstitieuse et cupide, d'une ambition scélérate, d'une volonté audacieuse et perverse, dénuée de tout sens moral et laissant parfois l'aventurière éclater sous l'impératrice. Mais si la Théodora de M. Sardou a toujours les mœurs corrompues, elle ne les a plus infâmes; il l'a rendue capable d'amour dans son libertinage. Pour un tel monstre, c'est un progrès moral que cet adultère imaginé par M. Sardou, puisqu'il est accompagné de tendresse et de dévouement.

Il vient un moment où les deux augustes époux, — le fils du cocher et la fille du maître aux ours, — se disputent comme deux charretiers : leur condition première remonte à la surface; c'est de la couleur locale, peut-être un peu forcée. Théodora a pris, en courant les rues de Constantinople, les façons de parler et les idiotismes des faubourgs parisiens : « Non, là, vrai, mon camarade... » Elle va jusqu'à s'écrier : « César d'hippodrome, dépose ton héroïsme de *fer-blanc*. » Voilà une métaphore qui avance de plus de mille ans. Il est difficile d'éviter tout anachronisme dans une pièce de ce genre, quelle que soit l'attention que l'on mette à en ressusciter le

langage et les mœurs : nous pourrions le prouver amplement en épluchant le style de M. Sardou, où se sont glissées plusieurs locutions d'une tournure toute contemporaine, et il est probable que si le maître des cérémonies de la cour de Byzance ressuscitait, il en noterait bien d'autres dans les costumes, les décors et les cortèges, malgré les efforts combinés du directeur et de l'auteur. Mais vraiment celui-là dépasse la permission.

Du reste, il faut le dire, *Théodora* est une pièce écrite d'une langue hâtive et lâchée, sans physionomie, sans couleur ni relief. Les caractères sont peints à la détrempe, avec plus de force que d'art. L'intrigue même n'offre rien de très neuf : on a vu bien des fois déjà sur la scène ce dédoublement d'un personnage, adoré sous son masque, abhorré sous son vrai nom, et l'horreur de la découverte tragique qui dévoile à Andréas l'objet de sa haine dans l'objet de son amour. M. Sardou en personne nous avait déjà montré quelque chose d'analogue dans *Patrie*. Mais au théâtre, c'est moins la nouveauté du fond qui importe que celle de la forme, et le seul reproche que nous veuillons faire à l'action de *Théodora*, c'est qu'elle se développe artificiellement, non par le jeu naturel des passions et des caractères. Les incidents naissent de l'imagination de l'auteur, quand ils devraient naître de la nature des choses. Les situations ne sont point amenées par la logique du drame; ce ne sont que des coups de théâtre.

La pièce ne peut être séparée de la mise en scène, ni même, jusqu'à un certain point, des acteurs. J'entends surtout parler de M[me] Sarah Bernhardt. Certes, M. Marais joue avec beaucoup de chaleur et de conviction le rôle d'Andréas ; mais il n'y est pas nécessaire, tandis qu'on ne conçoit guère Théodora en dehors de M[me] Sarah Bernhardt. L'auteur a taillé expressément sa pièce, comme précédemment *Fédora*, sur ce patron, non seulement sur le talent de la comédienne, mais sur sa personne et, on pourrait le croire à certaines scènes, sur sa vie et ses aventures même. Pas de Sarah, pas de Théodora. Ce n'est plus le grand art des maîtres; c'est l'habile tour de main des modistes. Il en est de cet ouvrage comme d'un opéra où tout, — les décors, la musique, la danse, — concourt au même titre que le livret à l'effet qu'on veut produire. *Théodora* doit être pris dans son ensemble. M. Sardou a fait entrer en ligne de compte, dans cette reconstitution dramatique de la Byzance impériale, les décorations de Carpezat, Robecchi, Rubé et Chaperon, le chant des orgues, les hymnes liturgiques, la musique de Massenet, les cortèges éblouissants d'or et de pierreries, le manteau d'apparat à traîne immense, long de 12 pieds, ce fameux manteau de 8000 francs, dont on nous a décrit minutieusement

toutes les magnificences et qu'on a applaudi avec transport, autant que la pièce proprement dite. On a d'ailleurs également applaudi chaque décor, et c'était justice. Aussi *Théodora* perdrait presque autant à être lu qu'un opéra dont on ne connaîtrait que le *libretto*. On n'en aura que le squelette dans la brochure, et je serais étonné que M. Sardou, l'habile homme! s'exposât à un pareil déchet avant d'avoir épuisé tout l'intérêt des représentations. Ces représentations elles-mêmes, faut-il le dire? ne satisfont pas complètement l'esprit. C'est un merveilleux spectacle, à coup sûr, mais il écrase et fatigue, parfois il distrait de la pièce. L'effet définitif n'est pas en proportion d'un si colossal effort; il est surtout matériel et extérieur, si je puis ainsi parler. Il excite la curiosité, il ébranle le système nerveux, il secoue plus qu'il n'émeut. Il ne s'en dégage pas un de ces intérêts profonds et puissants qui tiennent à l'étude sérieuse de l'âme humaine, à la vérité de l'observation morale, à l'art de peindre les caractères et de mettre en jeu les passions.

Deux opéras nouveaux se sont produits au jour de la rampe depuis notre dernière causerie. Mais l'*Aben-Hamet*, de M. Th. Dubois, a eu la mauvaise fortune de paraître sur la scène du Théâtre-Italien quelques jours seulement avant la fermeture, lorsque ce théâtre, ouvert avec tant de fracas, dirigé avec une si fanfaronne incapacité, se débattait déjà dans les convulsions finales de l'agonie, au milieu de vingt projets contradictoires auxquels il s'attachait tour à tour, comme un homme qui se noie, pour prolonger sa triste existence. Nous devons donc nous borner à constater en deux lignes le succès d'estime obtenu par cette œuvre éclectique, où se détachent trois ou quatre morceaux saillants, d'un charme réel et d'un beau style, mais sans cette unité d'inspiration et ce caractère personnel qui font les œuvres hors ligne.

Aben-Hamet ne pouvait sauver le Théâtre-Italien, et ce n'est pas non plus *Tabarin* qui relèvera les affaires de l'Opéra. Nous aurions souhaité aux nouveaux directeurs un succès plus éclatant et plus décisif pour leurs débuts, mais ils avaient trouvé *Tabarin* dans l'héritage de leurs prédécesseurs, déjà à moitié monté, et on peut considérer cette première partie comme une liquidation d'arriéré.

Le livret n'est autre que la pièce de M. Paul Ferrier, donnée à la Comédie-Française en 1875, et accommodée par l'auteur au genre de l'Opéra. Elle avait été si médiocrement heureuse sur la scène de la rue Richelieu, qu'on a peine à comprendre qu'elle ait pu exciter l'envie d'un autre théâtre. Mais M. Pessard aura été sans doute séduit par l'idée d'avoir à montrer son talent sous une double face, comme l'avait été M. Coquelin, car le sujet de *Tabarin* tourne brusquement au tragique lorsque sa femme lui est enlevée pendant

la représentation d'une farce, et les sanglots du mari trompé viennent se jeter à travers les grimaces du bouffon. Ce Tabarin est une variante du Triboulet de Victor Hugo.

Le sujet pouvait fournir la matière d'un acte intéressant; M. Paul Ferrier l'a délayé en deux et, bien qu'à l'Opéra on ait changé le lieu de la scène d'un acte à l'autre, afin d'y introduire plus de variété, l'action traîne et languit. Ce défaut a rejailli sur la musique, dont plusieurs morceaux sentent aussi le remplissage. Mais le défaut principal est ailleurs. M. Pessard n'a pas su prendre résolûment son parti. Avec un thème semblable, il fallait, je crois, faire résolûment de la musique bouffe en rapport avec la condition des personnages, jusqu'à la scène finale où le contraste eût éclaté avec d'autant plus de force. Mais le compositeur, qui a pourtant, lorsqu'il veut, la main fine et légère, et qui ne manque ni d'élégance ni de verve, paraît avoir été induit aux idées ambitieuses par le désir de déployer tous ses moyens dans ce vaste cadre de l'Opéra, qu'il abordait pour la première fois. Là où il fallait la musique du *Philtre* ou du *Comte Ory*, on dirait qu'il a songé à celle des *Huguenots*. La dispute de Tabarin et de Francisquine prend des proportions excessives; le chœur des habitués du Pont-Neuf, qui prient le gai compère de ne pas les abandonner, charmant d'abord et bien dans le ton, finit par s'échauffer et s'exalter jusqu'à des sonorités d'un lyrisme par trop pathétique, et l'on pourrait croire qu'il s'agit des bourgeois d'une ville assiégée suppliant un grand capitaine de rester au milieu d'eux pour sauver leurs femmes et leurs enfants; le duo d'amour de Francisquine et de Gauthier, — le clerc de la basoche qui s'est engagé pour ses beaux yeux dans la troupe de Mondor, — se hausse au ton du duo de Raoul et de Valentine. Comment le compositeur n'a-t-il pas été averti de sa méprise rien que par le divertissement si franchement comique, et même burlesque, où l'on voit deux commères mimer devant la baraque de Tabarin la dispute de la *Fille de Mme Angot?* Cet intermède fait disparate dans une partition d'un ensemble si solennel. La broderie de M. Pessard est trop lourde pour le canevas. Il y a une disproportion presque constante entre le sujet et l'expression musicale, et il a diminué par là l'effet dramatique du contraste de la scène finale, où l'ordurier farceur pleure la commère dessalée qu'il battait à tour de bras, avec la solennité du vieux Priam gémissant sur le trépas d'Hector et la ruine d'Ilion.

On trouve bien dans *Tabarin* quelques tentatives, quelques ébauches d'airs bouffes; mais ou bien ils sont ternes et sans caractère, comme le chœur des buveurs au lever du rideau et l'air à boire que la voix et le style de Melchissedec font seuls applaudir;

ou bien ils ne tardent pas à enfler la voix et à changer de caractère, comme la dispute des deux époux et le finale du premier acte, d'ailleurs construit avec beaucoup d'habileté, et qui mériterait tous les éloges s'il était plus complètement en situation. On y trouve aussi un ou deux morceaux d'une facture légère et gracieuse, tels que le chœur des bouquetières. Mais M. Pessard a évidemment concentré tous ses efforts sur la partie sérieuse, ou plutôt il tourne presque toujours au sérieux. Il en est résulté une partition d'une nature hybride et incertaine, n'ayant pas de caractère dominant, par là même point de relief, et ne produisant qu'une impression médiocre; œuvre honorable, estimable, mais, disons le mot, légèrement fastidieuse, et surtout nullement en rapport avec les idées qu'éveille le nom de Tabarin.

Denise, dont la Comédie-Française vient de donner la première représentation, forme un contraste parfait avec *Théodora :* c'est une pièce intime et moderne, sans aucun frais de costumes ni de mise en scène, qui se passe tout entière en quelques heures dans le même décor, conformément aux préceptes d'Aristote. Cette fois, les *Messieurs de l'orchestre* n'ont eu qu'une maigre récolte. Mais, malgré l'étroit espace où M. Alexandre Dumas les a resserrés, ces quatre actes sont si terriblement complexes; il se passe tant de choses, entre le déjeuner et le dîner, dans le salon de ce château de Bardannes, où le dimanche a amené quelques voisins en visite, qu'il ne nous reste ni assez de place ni assez de temps pour entreprendre l'analyse et l'appréciation détaillées de l'ouvrage. Pour l'une et pour l'autre, nous nous bornerons à l'essentiel.

Après avoir dissipé sa fortune, le comte André de Bardannes, encore jeune, s'est retiré dans ses terres, où il vit avec sa sœur Marthe, récemment sortie du couvent, et la famille de son régisseur Brissot, ancien officier décoré, qui a quitté le service pour faire un mariage d'amour, et dont la fille Denise est l'institutrice de Marthe. Brissot était jadis l'homme de confiance d'un vieux camarade de régiment devenu homme d'affaires, M. de Thauzette, mort depuis. Il a été recommandé au comte par Mme de Thauzette, une ancienne *amie*, femme légère sur le retour, et mère d'un grand garçon, mais encore coquette et séduisante. Cette veuve peu scrupuleuse n'a guère au cœur qu'une vertu : l'amour passionné de son fils, viveur effréné, Lovelace toujours en quête d'une sensation nouvelle, et beaucoup moins scrupuleux encore que madame sa mère.

Vous pensez bien qu'André aime secrètement Denise, quoique celle-ci garde avec lui, comme avec tout le monde, une réserve empreinte de mélancolie. De son côté, Fernand de Thauzette aime, je veux dire recherche en mariage Marthe, dont la dot viendrait

fort à point redorer son blason, et qui croit à son amour. Sa mère la demande pour lui à André, et en reçoit un refus catégorique, basé sur la méchante réputation et le vilain passé du jeune drôle. Piquée de ce refus, elle se venge par des insinuations sur le compte de Denise, insinuations qu'elle ne peut justifier nettement, malgré les sommations du comte, mais qui n'en laissent pas moins une trace profonde dans ce cœur ombrageux et jaloux. Désormais il n'aura plus de cesse qu'il ne les ait vérifiées. Il entreprend donc une enquête et en vient à interroger Fernand lui-même, qui lui jure sur l'honneur qu'il n'y a rien eu de sérieux entre Denise et lui, mais simplement une innocente amourette d'enfants. Rassuré, soulagé, heureux, André récompense Fernand en lui accordant la main de sa sœur, malgré la déplorable opinion qu'il a de lui, ce qui nous semble peu digne d'un si parfait gentleman.

Mais la terrible vérité, que Brissot ignore comme Mme de Thauzette, que Fernand lui a cachée, moins par discrétion et par honneur que par cupidité, pour n'apporter aucun obstacle au mariage qu'il convoite, c'est Denise elle-même qui va la lui révéler, dans l'emportement et l'indignation de sa loyauté, en apprenant que le comte a accordé à cet être méprisable la main de la jeune fille qu'elle aime, malgré les injustes soupçons de celle-ci, et qu'elle a juré de protéger, fût-ce aux dépens de sa vie, de son honneur même. Fernand a menti : il a abusé d'une amitié d'enfance et de sa confiance en lui pour la séduire, la veille d'un duel, en lui promettant de l'épouser s'il en revenait. Elle l'a cru ; son trouble et son effroi devant le péril qu'il allait courir se sont faits les complices de son amour. Un enfant est né, et le misérable a abandonné l'enfant avec la mère. On est parvenu à dérober le fatal secret à M. Brissot, en envoyant Denise chez une vieille amie, dans le Midi, pour y rétablir sa santé. L'enfant est mort ; et André, écrasé d'abord, finit par être ému et par pleurer avec elle.

Mais cette confession, le père l'a entendue. Il apparaît tout à coup : « Va-t'en ! » crie-t-il à la malheureuse qui fuit éperdue. Puis, se retournant vers André : « Monsieur le comte, je vous demande pardon d'avoir introduit dans votre maison des gens comme nous. » André s'éloigne sur les pas de Denise, et Brissot, resté seul, voit tout à coup entrer le séducteur qui vient chercher je ne sais quel objet au salon. Il bondit sur lui, le terrasse, va l'étrangler. « — C'est un assassinat, lui crie Fernand. — Tu as raison, dit-il en se relevant ; mais va dire à ta mère qu'elle a une heure pour me demander la main de ma fille ; si elle n'est pas venue dans une heure, n'importe où tu seras, je te tue ! »

Ici l'intérêt du drame est à son apogée. Il n'est pas d'âme, si

calme et si froide qu'elle puisse être, et malgré toutes les objections, toutes les réserves qu'elle sente se lever en elle, qui ne soit ébranlée par ces coups de théâtre, ou plutôt ces coups de foudre répétés. Le rideau tombe à la fin du troisième acte, au milieu de l'émotion universelle. Il se relève, pour le dernier, sur une scène admirable encore, entre M. et Mme Brissot, où l'honneur paternel se heurte en phrases rapides et saisissantes avec la tendresse de la mère, et où de ce choc jaillissent quelques-uns des mots les plus beaux et les plus vibrants de la pièce. Cependant Mme de Thauzette s'est résignée : pour sauver son fils, elle vient, humble et domptée, demander la main de Denise, que le père lui accorde devant le comte André et son ami l'ingénieur Thouvenin, appelés par lui comme témoins et garants de cet engagement. Le drame semble fini ; il l'est en effet, mais c'est ici que la thèse, qui rôdait à la porte et l'avait déjà plusieurs fois entre-bâillée, fait définitivement son entrée triomphale. Resté seul avec André, tout frémissant encore et qui parle de tuer Fernand, Thouvenin le prêche et se déploie tout entier. Il ne faut pas tuer Fernand : pourquoi ? Parce que, pensez-vous, ce serait enlever à Denise la réparation à laquelle elle a droit, au moment où elle va l'obtenir. La raison de Thouvenin est tout autre : c'est parce qu'on dirait qu'il a tué le fils de son ancienne maîtresse devenu l'amant de sa maîtresse nouvelle. Il ne faut pas davantage que Fernand épouse Denise. Cette solution banale, conforme à tous les précédents, ne satisfait pas le grand cœur de Thouvenin : il l'écarte ; il a mieux. C'est lui, André, qui doit épouser Denise quand même. Il en meurt d'envie sans oser se l'avouer, par respect humain, et s'il ne le fait pas, il sera malheureux. Son aveu la grandit, puisque c'est à lui qu'elle l'a fait, sans y être contrainte, par loyauté pure, par dévouement à sa sœur, et il crée entre eux deux un lien indestructible. « Je vous défie de ne pas épouser Mlle Brissot ! Bénie soit cette lutte où vous vous révoltez encore, mais dont vous sortirez triomphant et qui doit vous révéler ce qu'il y a de plus grand, ce qu'il y a de divin dans l'homme : la pitié et le pardon... »

Ainsi parle, avec une solennité lyrique, cet apôtre du nouvel Évangile selon Dumas. Un autre lui répondrait sans doute qu'on peut pardonner et avoir pitié sans épouser, et que la conséquence n'est nullement contenue dans les prémisses, mais André n'y songe pas, parce qu'il est amoureux. Un amour qui a résisté à une telle épreuve n'aurait pas besoin de la conférence de Thouvenin pour remporter la victoire ; à plus forte raison doit-il céder lorsque Marthe elle-même, jadis l'ennemie de Denise, dont elle souffrait impatiemment la surveillance et dont elle accusait les intentions, vient se faire l'auxiliaire de celui-ci. Éclairée maintenant sur le

compte de celle qu'elle accusait, en apprenant l'héroïsme de son aveu, elle lui demande pardon, et lui offre de l'emmener avec elle au couvent, puisqu'elles ont été trompées par le même fiancé et qu'elles ont commis toutes deux la même faute, car, dans son ignorance ingénue, elle se croit aussi coupable que Denise pour avoir aimé, malgré son frère, celui qu'elle ne doit plus épouser. Elles vont partir, mais au moment où elles franchissent le seuil, le cœur d'André éclate enfin dans le cri qu'on attendait et qui la rappelle. Ainsi la situation a complètement tourné, et tous les personnages ont tourné avec elle, non seulement André, mais sa sœur Marthe, qui vraiment ne nous avait pas été présentée d'abord sous des traits assez sympathiques pour nous faire espérer cette métamorphose et qui, dans ses allures décidées et un peu sèches, n'avait guères pour elle que son horreur du mensonge; Denise, dont la fierté ne nous semblait pas faite pour se plier à ce dénouement; et Brissot lui-même, qui ne demande plus pardon au comte d'avoir introduit chez lui des gens comme eux, mais, sans transition, se proclame maintenant aussi heureux qu'il se proclamait désespéré tout à l'heure. Avec le caractère d'André, et celui de Denise, et aussi avec Fernand toujours en vie, je n'oserais répondre du lendemain; mais ce n'est point mon affaire et, en attendant, Thouvenin triomphe, ce qui est le principal.

Il y a deux choses dans *Denise :* la pièce et la thèse. La pièce est certainement nouée d'une main forte et puissante. Les caractères sont originaux et variés, les situations saisissantes et presque toujours neuves par quelque point, même lorsqu'elles ont déjà servi. Certes, les défauts n'y manquent pas. L'action s'engage, ou plutôt se dégage assez tard, au milieu d'une complication d'intrigue et d'un entre-croisement de personnages dont on a d'abord quelque peine à s'expliquer nettement les positions respectives. Bien que le nombre de ces personnages ne soit pas considérable, il en est au moins trois de complètement inutiles, les Pontferrand, et un autre tout à fait en dehors de l'action, qu'il mène néanmoins par la parole t par la parole seule. C'est seulement vers la fin du troisième acte qu'on discerne où l'auteur nous conduit. Mais quand il a serré le nœud, il nous tient, comme Brissot tient Fernand, à nous étouffer. On ne respire plus. Je ne sais si l'on a jamais mis au théâtre une série de situations plus poignantes que toute cette dernière moitié du troisième acte et le commencement du quatrième.

Le dialogue est coupant, hardi, tendu. M. Dumas a la haine du lieu commun. Il met une des faces de son esprit dans chacun de ses personnages; il leur prête des mots, des traits, des maximes qui laissent transparaître l'auteur et qui tournent aisément à la

brochure. De ces traits à l'emporte-pièce, de ces mots frappés en médailles, qui se gravent dans l'esprit et qu'on n'oublie plus, *Denise* en est remplie : la définition du devoir par Fernand s'ajoutera à celle des affaires par Jean Giraud, et la théorie de la sensation à celle des vibrions. On les applaudit au passage, et même, par une bévue assez amusante, le parterre, qui n'est pas tenu d'être érudit, a applaudi trop vite une pensée de Pascal (et non de la Bruyère, comme l'ont dit quelques critiques, qui lui ont reproché sa méprise en en commettant eux-mêmes une autre), citée par le grand Thouvenin, avant d'avoir été averti qu'elle n'était point de M. Dumas. Ses personnages, même les bonnes gens comme les Brissot, ont tous autant d'esprit que lui. Remarquons cependant que le tissu si ferme et si brillaut du dialogue ne laisse pas d'être un peu laborieux, de manquer, çà et là, de naturel et d'aisance, qu'il n'a plus la rapidité des premières pièces, où M. Dumas ne songeait qu'à être un auteur dramatique, et qu'il trahit une tendance visible à s'allonger en prêche ou en thèse.

La thèse, nous y revenons, est un singulier mélange de vérités morales et de paradoxes qui vont parfois jusqu'au sophisme. *Denise* pourrait s'intituler le *Triomphe de Thouvenin*, ou encore : *les Idées de M. Thouvenin*, pour faire suite aux *Idées de Mme Aubray*. Quand cet infatigable discoureur, ce moraliste à jet continu, chargé d'exprimer les théories de l'auteur et qui est le Rémonin de la nouvelle pièce, s'écrie : « La vérité absolue, voulez-vous la savoir? Ce n'est pas de mentir au risque de sa vie et de son honneur pour sauver la réputation d'une femme dont on a été l'amant, c'est de ne pas être l'amant de cette femme; c'est de respecter la première femme que l'on a connue et aimée, sa mère, dans toutes les femmes que l'on rencontre ensuite, n'importe où on les rencontre; c'est de ne pas les faire déchoir si elles sont en haut, c'est de ne pas les abaisser encore si elles sont en bas; c'est de n'associer à sa vie et pour l'éternité qu'une seule femme, celle qu'on épouse. » Nous crions : Bravo, en faisant toutefois remarquer que l'Amérique est depuis longtemps découverte et que ce conférencier très laïque en revient simplement au catéchisme. Mais nous ne saisissons pas très bien par quelles déductions ce premier point peut conduire à celui-ci : qu'André doit épouser Denise, mise à mal par Fernand, en d'autres termes, qu'il faut prendre celle qu'on aime, telle qu'elle est et sans s'inquiéter de son passé. Non content d'égaler l'Évangile, ce qui serait bien suffisant, M. Dumas veut tantôt le refaire et tantôt le dépasser. Vis-à-vis de la femme coupable, il a deux solutions, également excessives : *Tue-la* et *Épouse-la*. Moins cruel que lui pour la femme adultère, nous serions moins miséricordieux pour la fille

déchue, et nous croyons qu'on peut se borner à réclamer la pitié pour elle, alors même qu'elle a tous les mérites comme Denise, et qu'elle a été trompée, ce qui implique toujours, d'ailleurs, une faiblesse et une faute de sa part, sans aller jusqu'à demander la réparation de la faute à celui qui ne l'a point commise. Si l'amour d'André est assez robuste pour passer par-dessus cet obstacle, la chose le regarde et nous n'avons rien à lui dire. Mais quant aux théories de Thouvenin et à la philosophie spéciale qu'il professe sur ce cas délicat, en l'écoutant, nous ne pouvions nous empêcher de songer à un autre mot de ce Pascal qu'il connaît bien puisqu'il le cite ailleurs : « L'homme n'est ni ange ni bête, et qui veut faire l'ange fait la bête. »

Denise est jouée par les acteurs de la Comédie avec un talent qui touche à la perfection. Dans cet excellent ensemble, qui comprend, parmi les femmes, Mlles Reichemberg, Bartet, Blanche Pierson, Pauline Granger; parmi les hommes, Got, Worms et les deux Coquelin, on ne sait vraiment qui nommer à part sans faire une injustice aux autres. Il nous paraît pourtant difficile de ne pas dire que Mlle Pierson a bien conquis cette fois son titre de sociétaire, et que M. Got s'est montré supérieur à lui-même par la vérité énergique avec laquelle il a joué les scènes terribles du troisième acte.

Victor Fournel.

REVUE CRITIQUE

I. *Le Christianisme et les temps présents,* par M. l'abbé Bougaud, t. V : *la Vie chrétienne.* — II. *La Vie dans le mariage,* par M. Antonin Rondelet. — III. *La Maison et l'Eglise, souvenirs d'un enfant catholique,* par M. Auguste Nisard. — IV. *Claude de France, duchesse de Lorraine,* par M. de Magnienville. — *Elisabeth d'Autriche, femme de Charles IX,* par M. de Beauriez. — V. *Comment on devient belle,* nouvelles, par M. le vicomte de Bornier.

I

Le tourbillon des livres de jour de l'an passé, nous nous trouvons en face d'un grand nombre de publications antérieures, laissées en détresse sur la voie, et auxquelles il n'est que juste de revenir. Malheureusement peut-être, force nous sera-t-il, vu la quantité, d'être bref sur chacune, cette fois.

Au premier rang à tous égards, pour l'importance du sujet et le talent de l'auteur, s'offre le volume complémentaire du bel ouvrage de M. l'abbé Bougaud : *le Christianisme et les temps présents.* Ce volume, le cinquième de l'ouvrage, a pour titre particulier : *la Vie chrétienne* [1].

Le travail de M. l'abbé Bougaud est un de ceux qu'il faut refaire chaque siècle, parce que chaque siècle a ses infirmités intellectuelles et morales, ses obscurités d'esprit, ses préventions contre la vérité, ses faiblesses, ses passions. A toutes les époques on a dû redresser un certain nombre d'idées fausses répandues à l'endroit du christianisme, le défendre contre ses ennemis, raffermir ses membres dans leur foi plus ou moins ébranlée, et y ramener leur cœur refroidi. Et, toutes les fois, il a fallu se placer au point de vue du temps, pour agir efficacement sur lui. C'est ce qu'a fait aussi M. Bougaud, on le sait, car, bien que non achevé encore, son livre a vivement frappé par là; c'est sous ce jour d'ailleurs que nous l'avons présenté nous-même en en signalant les premiers volumes. L'auteur y a démontré, nous l'avons dit, l'obligation pour l'homme d'abord d'avoir une religion, puis celle de rechercher la vraie, car il ne peut y en avoir qu'une marquée de ce caractère; il y a établi, de plus, que le catholicisme peut seul revendiquer ce titre et qu'on ne saurait être véritablement chrétien qu'à la condition de faire partie de la grande et sainte société qu'on appelle l'Eglise. Les origines de l'Église catholique, sa constitution, ses caractères divins, sa vie impérissable, sa différence avec les fausses Eglises, ses rapports avec les sociétés humaines forment, dans le tome IV, remarquable entre tous, le couronnement splendide de cette œuvre apologétique, qu'on pourrait regarder comme achevée, si elle était celle d'un philosophe, au lieu d'être celle d'un prêtre. Mais la mission d'instruire n'est pas la seule que le fondateur de l'Église ait donnée à ses apôtres ; ce n'est pas assez pour

[1] In-8°, librairie Poussielgue frères.

eux d'expliquer les éternels problèmes qui préoccupent la conscience de l'homme; ils doivent lui en montrer les conséquences pratiques, lui tracer les devoirs qui en découlent, l'initier à la vie supérieure qu'il doit mener et par laquelle il doit préluder ici-bas à celle dont il est appelé à jouir, un jour, dans le ciel. « Notre cinquième et dernier volume traitera de cette vie, dit M. l'abbé Bougaud, non pas au point de vue théorique que nous avons naturellement touché plus d'une fois, mais au point de vue pratique, que nous avons à peine effleuré. Comment cette vie divine entre-t-elle dans l'âme et s'y développe-t-elle? Par quelles institutions Dieu l'y soutient-il quand elle faillit, la ressuscite-t-il quand elle est morte? De quelle manière l'élève-t-il à sa perfection? Comment cette vie, persistant dans l'âme malgré tant de périls, protégée, défendue, alimentée, accrue divinement, nous conduit-elle au ciel, à la béatitude éternelle? Voilà les questions qui nous restent à traiter. »

Ces questions ne sont pas nouvelles, mais l'étude qu'en fait ici l'auteur est pleine d'aperçus nouveaux et particulièrement propres à frapper les esprits de ce temps; car, c'est sur ce point, comme sur tous les autres, le trait particulier de cet ouvrage, de présenter la vérité par le côté où la génération actuelle est le plus apte à la saisir, et de rechercher, pour les dissiper, les erreurs dont on l'a le plus abusée, ou dont on l'a plus particulièrement prévenue. Ainsi en est-il d'abord pour la foi, le premier élément de la vie supérieure, à la notion de laquelle l'auteur prépare graduellement l'esprit, qu'il montre comme la base de tous les rapports des intelligences entre elles, dont il signale le rôle considérable et trop peu remarqué dans la science et la philosophie elles-mêmes, et qu'il venge éloquemment du reproche de restreindre la liberté de l'homme et d'abaisser sa dignité, en faisant ressortir, comme preuve, l'admirable conduite de l'Église, qui n'a jamais sacrifié la foi à la raison, ni la raison à la foi. S'il s'en fût tenu là sur ce chapitre, M. Bougaud n'eût été encore qu'apologiste. Or, nous l'avons dit, il a aspiré à faire davantage; après s'être efforcé, de faire des chrétiens éclairés, il a cherché à faire, comme il le dit, des chrétiens pratiquants. Voilà pourquoi à cette nette et brillante exposition de la foi catholique, s'ajoute une vive exhortation à la cultiver, à s'y attacher fortement au milieu des orages dont elle est assaillie, parce que, lorsqu'on la conserve, c'est la plus féconde des douceurs de la vie chrétienne.

La prière, qui est le second devoir et la seconde condition de la vie chrétienne, n'est pas moins déraisonnablement combattue aujourd'hui que la foi; mais les préventions dont elle est l'objet et les arguments qu'on lui oppose ne sont ni plus rationnelles ni plus solides. Les procédés dont M. Bougaud se sert, dans cette seconde étude des conditions de la vie chrétienne, sont du reste les mêmes. De même qu'il a montré que tout le monde croit, il montre que tout le monde prie; les objetstions tirées du soi-disant abaissement de l'homme qui prie, non plus que celles que l'on emprunte à la prétendue fatalité des lois de la nature, ne tiennent point devant, nous ne dirons pas les réfutations, mais les hautes et lumineuses considérations où entre l'auteur au sujet de la création et de l'idée que, à la bien observer, elle donne du Créateur. Nous ne saurions, on le comprend, que signaler le caractère des raisons à l'aide desquelles M. Bougaud combat le faux orgueil de la science étroite des adversaires de la prière : l'accent attendri

avec lequel il parle de cette communication filiale de l'homme avec Dieu n'est pas l'une des moins puissantes qu'offrent ces pages à la fois pleines de logique et d'émotion.

Il en faut dire autant de celles où l'auteur aborde un sujet qui n'est pas un moindre scandale pour l'incrédule et devant lequel le croyant lui-même n'est pas sans éprouver un secret frémissement : la confession, avec cette différence toutefois que c'est seulement après l'avoir défendue dans une savante dissertation historique contre l'inepte imputation d'être une invention de prêtres, que l'auteur nous montre tout ce qu'il y a de douceur au fond de ce vase d'amertune, tout ce que l'intelligence y trouve de lumière, tout ce que l'âme y puise de vigueur pour son renouvellement spirituel. De la confession à la communion, tout s'élève, dans le livre de M. Bougaud, la pensée, la parole, l'accent du cœur. Ce chapitre de l'Eucharistie, que clôt le récit dramatique et profondément émouvant de la mort d'une jeune fille assistée par l'auteur à ses derniers moments, est le plus beau de l'ouvrage et ce que M. l'abbé Bougaud a écrit de plus large et de plus senti; l'âme du prêtre y vibre et son cœur s'y épanouit. Ce n'est point ici que finit son livre, comme on pourrait le penser; si l'union de l'homme à Dieu, telle qu'elle s'opère mystiquement dans l'Eucharistie est une des fins de la vie humaine, ce n'en est pas la dernière : la dernière est l'existence éternelle au ciel. C'est par un regard jeté sur cette destinée suprême et sur les questions si mal comprises et si mal étudiées généralement, que se termine cette grande et belle étude du christianisme et des temps présents.

Un épilogue s'y ajoute touchant une question sans l'examen de laquelle l'ouvrage ne remplirait pas tout son titre, celle de savoir ce que deviendra l'Église au milieu des transformations politiques et sociales qui s'accomplissent à l'heure qu'il est et qui doivent, on n'en saurait douter, modifier profondément l'avenir. Certes, M. Bougaud ne se dissimule pas ce qu'il y a d'intentionnellement menaçant pour l'Église dans la direction imprimée à la science, à la politique, à l'économie sociale; mais s'il s'en afflige pour les maux passagers qui peuvent en résulter, pour les pertes d'âmes qui doivent s'ensuivre, il n'en craint point les résultats ultérieurs et définitifs, parce que l'Eglise a passé, non seulement sans y succomber mais en y grandissant, par des crises analogues, sinon plus rudes, et que c'est d'elle que procèdent ces évolutions, ces changements dont l'approche épouvante les âmes timides et à courte vue. « Aveugles, s'écrie M. Bougaud, qui ne voient pas que cette transformation a été préparée par l'Eglise; qu'elle est le fruit lentement mûri de l'Evangile, la conséquence de l'application de ses principes divins aux choses sociales; que, sans l'Evangile et l'Eglise, on en serait encore aux monstruosités de l'état païen; et que c'est l'Eglise seule qui, prenant la société dans ses bras, l'a introduite au milieu du monde agité et glorieux des libertés publiques, où seule elle peut la maintenir dans la prospérité, dans l'honneur et dans la paix. Plus aveugles encore ceux qui ne voient pas que Dieu, ayant voulu ces fruits sociaux de l'Evangile, a disposé son Église en conséquence; qu'il a mis en elle toutes les ressources nécessaires, et qu'en particulier, depuis quatre-vingts ans, il la prépare discrètement et puissamment à paraître sur ce nouveau champ de bataille, où elle va entrer plus forte, plus jeune, plus féconde, mieux armée que jamais, sûre du présent, maîtresse de l'avenir. » C'est sur

cette pensée que se ferme le livre de M. l'abbé Bougaud. « Je l'ai commencé, dit l'auteur, dans un mouvement de foi ; je veux le finir sur un cri d'espérance. »

II

La Vie dans le Mariage[1]. Voilà un livre bien utile vraiment, aujourd'hui que le divorce nous est rendu ! Nous avons bien à faire de ces beaux conseils sur la prudence dont il convient d'user avant de s'engager dans les liens du mariage, et sur la façon d'en remplir les devoirs afin d'y maintenir la concorde et d'en assurer les nobles fins. Tout cela était bon au temps où la loi nous rivait au joug conjugal ; mais actuellement que le mariage est une association libre, susceptible d'être rompue, et qu'on peut se séparer légalement d'un conjoint qui a cessé de plaire, cette docte consultation ne saurait plus intéresser que les esprits attardés ou cuirassés de préjugés religieux et bourgeois, qui entendent le mariage comme dans le vieux temps !

Cela est vrai ; mais par suite de l'élévation que le christianisme avait mise dans nos mœurs, il reste encore assez de ces arriérés pour assurer à l'auteur de *la Vie dans le Mariage* de nombreux et sérieux lecteurs ; et, hâtons-nous de le dire, il n'est aucun de ceux que le sujet touche, n'importe à quel degré ou à quel titre, qui ne puisse lire cet ouvrage. « On ne rencontre pas dans ce livre, dit M. Rondelet, un seul mot qui puisse alarmer une âme de vingt ans. L'auteur a voulu faire un livre honnête et utile... J'offre, ajoute-t-il, ces conseils aux personnes mariées qui voudraient remédier à l'imperfection de leur bonheur, — aux pères et mères qui ont à cœur de préparer l'éducation de leurs enfants, — enfin aux jeunes gens et aux jeunes filles dont, aujourd'hui plus que jamais, la pensée a tant besoin d'être prévenue et gouvernée. »

Naturellement c'est aux lecteurs de cette première classe que se recommande tout d'abord l'ouvrage, par la raison bien évidente qu'il vaut mieux prévenir « l'imperfection du bonheur conjugal » que d'avoir à y « remédier ». On ne parviendra jamais, sans doute, à s'assurer d'avance la jouissance d'une félicité complète dans le mariage, non seulement parce que la perfection n'est le lot de rien dans cette vie, mais parce que, avec quelque soin que se soient étudiés ceux qui s'unissent par mariage, ils ne se connaissent jamais complètement, — attendu que le mariage, évolution profonde de la vie, les change souvent sans qu'ils en aient personnellement conscience. Ce n'est pas toutefois une raison pour négliger les conseils que l'auteur donne aux intéressés dans les préliminaires de cette grande détermination, mais c'en est une pour ne pas s'y reposer et se croire dispensé de veiller ultérieurement sur soi comme sur autrui.

M. Rondelet n'est pas de l'opinion de ces parents gauchement prudents qui s'interdisent de parler mariage à leurs enfants et sur les lèvres desquels, en famille, ce mot s'arrête toujours à moitié : il veut que l'on ne cherche point à l'escamoter, que ce mot soit articulé franchement, que l'union conjugale soit présentée comme une de nos principales fins. « Le mariage, dit-il, n'est pas seulement le couronnement de la vie par le bonheur ; il en est aussi l'achèvement par le progrès. » Donc pas de pudeur mal entendue ! et ce n'est pas lui qui recu-

[1] *La Vie dans le Mariage*, par Antonin Rondelet, 1 vol. in-12. Librairie académique. Perrin, éditeur.

lerait, ajoute-t-il, « devant une locution qu'il lui semble que personne n'oserait avouer et dont le sens est aussi élevé qu'honorable : *le besoin de se marier* ». Mais autant il tient à ce qu'on envisage de face la question du mariage, autant veut-il qu'on y procède avec sagesse, non point seulement avec la sagesse des affaires, la sagesse notariale, si nous osons ainsi parler, — et qu'il suppose admise, — mais avec la sagesse philosophique et chrétienne, qui a en vue le bonheur moral des époux. Mais si l'auteur a semblé large sur l'idée, il pourra paraître sévère, rigoureux même sur la réalisation. Les conditions sur lesquelles il veut que l'on appuie, de part et d'autre, ne sont point seulement celles de tous les temps et que la simple raison exige, ce sont surtout celles qui naissent de nos mœurs d'aujourd'hui et de notre état social actuel. L'éducation des jeunes gens et des jeunes filles a bien changé dans ces dernières années. M. Rondelet en fait une vive et juste critique, montrant, en ce qui concerne les filles notamment, l'inanité effective des diplômes à l'obtention desquels il est de mode, pour elles, de préluder à leur entrée dans le monde. Loin d'être une garantie d'instruction réelle, ces attestations universitaires ne sont le plus souvent qu'un certificat de suffisance et de pédantisme. « Le jeune homme appelé à se marier au temps présent ne peut donc guère se flatter, dit-il, de rencontrer une femme dont l'esprit soit vraiment mûri, ou vraiment en mesure d'achever toute seule sa formation. C'est une tâche qui lui incombe en grande partie. » Mais en est-il lui-même bien capable, et le brevet de bachelier, à supposer qu'il ait obtenu ce titre vers lequel converge tout le système d'enseignement actuel, en a-t-il fait un homme? Il n'y a donc pas grand fond à faire là-dessus, d'une part comme de l'autre.

Une chose qui est de bien autre considération que l'éducation dans le mariage, c'est la religion. Il fut un temps où l'identité de foi dogmatique et même de croyance pratique était une condition absolue dans les familles chrétiennes, et il est encore aujourd'hui bien des pères et des mères catholiques qui refuseraient d'accorder la main de leur fille à un homme qui non seulement ne professerait pas la même foi, mais qui y serait étranger dans la vie journalière. Ces rigidités sont rares et l'auteur lui-même ne les partage pas. « Il n'est pas défendu, dit-il, citant le mot d'un prêtre vénérable, de choisir la tâche la plus lourde. » Il reconnaît toutefois que contracter un mariage en dehors d'une conformité entière de croyances effectives religieuses, « n'est assurément pas le moyen de mettre de son côté les chances de la paix intérieure et du bonheur domestique ». Nous passons sur un autre point plus secondaire des préliminaires du mariage, que M. Rondelet nous semble traiter avec bien de la gravité : les fréquentations avant comme après l'acceptation, dont les inconvénients sont plus nombreux peut-être, en effet, que les avantages, mais qu'on ne saurait éviter après tout. Ceci dépend des circonstances et est affaire de mesure. N'en est-il pas un peu de même des usages récemment et universellement établis dans la cérémonie du mariage : des solennités de la signature du contrat, de la pompe de la cérémonie à l'église, du voyage de noces, etc. Sans doute, il y a là une dérogation à la pudique et chrétienne simplicité de ce grand acte dans les temps anciens, et il est bon d'en signaler le vice secret, la vanité; l'auteur le fait avec esprit et d'une façon assez mordante; mais espérer de remonter le courant, en cette matière comme en bien d'autres, serait une illusion. Combattez

toujours, austères moralistes, mais ne vous flattez pas trop de vaincre.

Ce que M. Rondelet a dit de l'innocuité de son livre, où il n'y a pas un mot capable d'alarmer une âme de vingt ans, est incontestable. Mais, si ce n'est pas dans les termes, c'est par le fond que la lecture peut n'en être pas sans quelque inconvénient, selon nous, pour certains lecteurs au moins, — certaines lectrices surtout. On peut lire sans étonnement, quand on a l'expérience de la vie, par exemple, que l'homme peut démoraliser la femme, et la femme démoraliser le mari, sans le vouloir, bien entendu, ni l'un ni l'autre; mais il est un âge où cette révélation est capable, par sa crudité, de produire dans une âme innocente une sorte de scandale. Tout le chapitre intitulé : *les Crises du mariage* n'est-il pas, dans sa généralité, pour faire le même effet? Quelle douloureuse surprise, pour qui a toujours vu l'union régner au foyer, entre le père et la mère, d'apprendre qu'il y a des familles où règne, au lieu de cela, une division cruelle, et de penser qu'on peut être réservé, quoi qu'on fasse, à pareille destinée! N'est-il point démontré, dans ce terrible chapitre, que les orages ne surviennent pas toujours des deux côtés à la fois, et qu'on ne saurait toujours les conjurer? M. Rondelet est l'apôtre du mariage, qui est, proclame-t-il, la destinée de l'humanité, et en dehors duquel on ne reste que par dévouement ou par égoïsme. Mais est-il bien sûr que l'étude si pénétrante qu'il en donne ici en elle-même soit particulièrement faite pour en ranimer le goût un peu languissant aujourd'hui chez nous? Il est, à notre avis, des choses sur lesquelles il convient de ne pas jeter à l'avance trop de lumière.

III

Deux choses sont inséparables dans les souvenirs d'enfance des vieillards d'aujourd'hui, la maison paternelle et l'église. C'est que, au temps de leur enfance, c'est-à-dire dans les premières années qui suivirent la Révolution, les survivants de la génération qui s'en va, avaient vu la religion se ranimer, et l'éducation redevenir, dans la classe moyenne et la classe populaire au moins, complètement chrétienne. La plupart sont restés sympathiques à ce temps et ne se rappellent pas sans émotion ces jeunes années, où les joies des solennités domestiques alternaient avec celles des solennités religieuses.

Cette émotion anime, dès la première page, unie à des considérations de l'ordre le plus élevé théologiquement et littérairement, un intéressant volume de souvenirs sur cette époque, publié par M. Auguste Nisard [1]. Nos lecteurs savent avec quelle chaleur et quelle suavité le doyen de la Faculté des lettres, à l'université catholique de Paris, sait parler de ces sujets qui touchent à la fois à la religion et aux lettres, dont il a le double culte, et comme, sous sa plume, la piété prend vite le ton lyrique. Ici encore son récit s'élèverait volontiers à la poésie, s'il n'était tempéré par de gentilles anecdotes, de frais tableaux et des rapprochements littéraires non moins curieux qu'inattendus. Faut-il s'en étonner, quand on le voit suivre le cycle divin des fêtes liturgiques de l'Eglise, qui, commençant à la célébra-

[1] *La maison et l'église, souvenirs d'un enfant catholique,* par Auguste Nisard. 1 vol. in-12. Bray et Retaux, édit.

tion des fêtes de Noël, arrive à Pâques à travers l'austère quarantaine, et entre dans la saison fleurie de l'été par l'excursion pastorale des Rogations, ces *Ambarvalles chrétiennes*, comme il dit dans sa langue d'érudit, puis se continue par la communion des enfants, la Fête-Dieu avec ses processions, ses bannières, flottant dans les airs, ses blancs reposoirs, et se ferme à la funèbre mais si humaine commémoraison des morts. Comment rester simple narrateur devant de si gracieux spectacles; comment, avec de si beaux et si touchants sujets, retenir le flot d'émotions que ces souvenirs de jeunesse ramènent, les réflexions que font naître ces réapparitions rayonnantes du passé dans la froide réalité du présent! M. Nisard n'en a pas été maître; souvent son récit est plein de ces effusions ondoyantes autour du sujet qu'on pourrait appeler les « points d'orgue » de la narration, modulations de sentiments et d'idées qui semblent s'être échappées d'elles-mêmes. Nous avons nommé la première communion parmi les souvenirs auxquels l'auteur se reporte. On ne sera point surpris si nous disons que c'est celui qui a inspiré les pages les plus suaves de son livre. Ajoutons pourtant que les réflexions dont nous parlions tout à l'heure n'y manquent pas non plus, témoin ce petit trait à l'adresse de ce temps-ci. Parlant du spectacle qu'offrait l'église de sa paroisse, « tous les bancs des deux côtés de la nef, dit-il, à commencer par le plus en vue de tous, le banc-d'œuvre ou des marguilliers étaient au grand complet; et, quand je dis marguilliers, je ne dis pas des gens de peu : c'étaient les notabilités de l'ordre administratif, à savoir : le maire, M. de V. et ses adjoints, comme lui, de bonne noblesse provinciale. On n'en était pas encore venu, en ce temps-là, à cette hypocrisie publique, la plus lâche et la plus bouffonne des hypocrisies politiques, de faire ouvertement la guerre à l'Eglise et de lui donner en dessous ses enfants à élever : ambition servile d'une espèce inconnue à Tacite, et que le seul pinceau de Molière serait de force à fustiger. Les municipalités monarchiques ne se défendaient pas, comme d'un crime de lèse-nation, de toute participation au culte public ».

« Molière... Tacite! » Nous ne sommes pas ici, on le voit, avec un dévot étroit, mais avec un catholique lettré qui, aussi bien que les livres de l'Eglise et des théologiens, connaît à fond ses classiques et en goûte mieux qu'un autre les éternelles beautés. Où cette intelligence profonde des saintes Ecritures et des commentaires que l'Eglise en offre dans ses offices se révèle plus particulièrement, c'est dans le beau tableau, la vivante peinture que fait M. Nisard des splendides solennités des fêtes du Saint-Sacrement, telles qu'elles se célébraient dans sa petite ville, au temps de son enfance. Il parle avec l'accent du cœur de cet annuel témoignage de reconnaissance des chrétiens envers l'amour divin, et avec une rare compréhension des rites symboliques qui en accompagnent la manifestation. La lecture de saint Thomas a laissé sa trace dans ces pages; celle du théâtre antique et de sa tragédie à demi sacerdotale s'y révèle aussi et particulièrement saisissante — ce qui sera une surprise, peut-être, mais non un scandale, nous l'espérons bien — à l'endroit du jour des morts, le chapitre le plus élevé peut-être, le plus saisissant de tous assurément. C'est sur cette dernière des fêtes liturgiques de l'année que finit le volume. M. Nisard a pénétré fort avant dans les mystères de ce culte des trépassés, si conforme à notre nature, à nos dispositions d'esprit et à nos sentiments, qu'il offre de nombreuses analogies chez tous les peuples qui

nous ont devancés sur la terre. Celles que, dans l'antiquité, il présente, par le fond et sur quelques points de détail avec les chants et les cérémonies catholiques, ne pouvaient échapper à M. Nisard, qui connaît si bien son monde grec et romain. Les curieux rapprochements qu'il fait à cet égard ne sont pas tout ce que nous aimerions à signaler, dans ces effusions mêlées de si hautes considérations; mais, forcés de nous borner, nous nous arrêtons à ce point de vue religieux et littéraire que résument les lignes suivantes, par lesquelles nous voulons finir :

« Les lettres païennes et les lettres sacrées se touchent de près sur les sommets de l'art et dans la morale universelle. Il y a des chants de Sophocle qui respirent la piété et les saints transports du roi prophète. Vous diriez des mélodies religieuses. En aucun temps et en aucun lieu, la religion universelle, innée en l'homme, ne s'est tue sur le Dieu du genre humain, sur « ce grand Dieu », comme Bossuet se plaît à le nommer. Je ne force pas les rapports et je ne sors pas du divin en comparant, sinon pour le degré de spiritualité, au moins pour la belle et poétique ordonnance des choses, notre liturgie des morts à ces chœurs — pourquoi ne pas dire à ce rituel pathétique — de la tragédie grecque! C'est le mode de nos lamentations alternées. N'entendons-nous pas sur la scène grecque les vivants qui s'abouchent avec les morts par la prière et par les évocations? Le dialogue s'établit entre ceux du monde supérieur et ceux du monde inférieur. C'est déjà un commerce des âmes à travers les abîmes infinis qui séparent « la dure race de Japet » de l'empire des mânes. De même, et à la très pure lumière du spiritualisme chrétien et de la foi catholique, l'Eglise communique avec les trépassés par des rites et des paroles qui vont les éveiller dans leur poussière. Elle écrit, et elle veut que nous croyions avec elle, que ces morts sont sensibles à nos actes propitiatoires. N'est-ce pas que ces versets pleins de piété et d'espérance, auxquels les morts donnent en quelque sorte la réponse, forment entre eux et nous un dialogue mystique de la plus touchante familiarité? Nous leur parlons et ils nous entendent, la foi nous l'assure, de leurs travaux qui ont pris fin, du repos où ils sont entrés, de la lumière perpétuelle qui s'est levée sur leurs têtes. Eux de nous répondre, avec des abattements d'humiliation immenses et dans la contrition de leurs os, qu'ils ont péché à la face du Seigneur, que Dieu est leur sauveur et leur lumière, et qu'ils verront, — que dis-je? — qu'ils voient sa justice.

« Oh! de combien de coudées la mélopée grecque et les couplets des chœurs antiques sont-ils dépassés par les lamentations des âmes de nos morts! »

IV

Deux jeunes femmes, deux princesses charmantes viennent d'être signalées dans les lointains troublés et confus de notre histoire, où elles figuraient à peine de nom jusqu'ici, et qui nous font l'effet de ces nébuleuses que le télescope découvre de temps en temps dans l'orbite des grandes planètes. Elles vécurent quelques années l'une et l'autre à la cour de France, dans la seconde moitié du seizième siècle. Elles y marquèrent par la pureté de leur vie, la grâce de leur esprit et la bonté de leur cœur. L'une est Claude de France, duchesse de Lorraine, fille de Henri II, qu'il ne faut pas confondre avec Claude de France, fille de Louis XII, mariée au duc d'Angoulême, plus tard François Ier, et dont l'histoire est bien connue; la seconde est Elisabeth

d'Autriche, femme de Charles IX, morte veuve et sans enfants, dont le nom ne figure guère que dans les généalogies. Les traces qu'elles ont laissées dans l'histoire sont peu nombreuses, parce que leur part dans les événements publics a été peu considérable; mais ce que l'on sait de leur rôle dans la vie intérieure est de nature à faire regretter ce qu'on en ignore. Là est l'intérêt des travaux qui viennent de leur être consacrés, à l'une et à l'autre. Le premier, fruit de nombreuses recherches à l'étranger comme en France, est de M. R. de Magnienville, qui doit appartenir, si nous ne nous trompons, au groupe patriotique des érudits lorrains, dont le centre est à Nancy [1]; le second [2] a pour auteur M. Louis de Beauriez, dont le cadre est peut-être un peu large pour l'esquisse qu'il y a placée.

Tout à peu près est inédit dans ce que M. de Magnienville nous apprend de Claude de France, car, à l'exception de la très rapide et très superficielle notice de Brantôme, nous ne sachions pas qu'aucun écrivain ait spécialement parlé d'elle. C'est dans les rapports, pour la plupart manuscrits, des ambassadeurs étrangers, dans les inventaires, les comptes et registres de la chancellerie lorraine, et surtout dans les lettres de la princesse elle même, que M. de Magnienville a puisé ce qu'il nous apprend de la fille du roi Henri II et de la femme du duc Charles III. Le portrait qu'il nous en fait n'est pas complet, il s'en faut, bien des parties n'en sont que crayonnées et il y manque bien des traits; mais, dans les accessoires, il y a des particularités d'une assez piquante nouveauté. Tel est, par exemple, ce tableau de l'intérieur du père de la jeune princesse, de Henri II, tracé dans une de ces dépêches par le célèbre ambassadeur de Charles-Quint, Simon Renard. Après avoir parlé du conseil que le roi tenait après son lever et des audiences qu'il donnait ensuite, le diplomate ajoute : « Ladite audience finie, il se retire dans sa chambre et là reçoit encore privément quelqu'un, si l'occasion s'en donne et que ce soit personnage de respect. Sur une heure après le midi, il se trouve envers la reine et Mme Marguerite (sa sœur), devisant avec elles pour quelque temps ; et jointement après avoir parlé à elles, il s'adresse à la sénéchale de Normandie, puis joue à la paume, qui est son exercice ordinaire, ou va à l'*Assemblée*, n'ayant rien cessé de ce qui attouche à la chasse; et, sur le soir, après son souper, il devise avec les principaux de sa noblesse et autres capitaines, selon que l'occasion se offre... » Mais ce que Simon Renard a oublié de dire, remarque M. de Magnienville, et qu'on a plaisir d'apprendre, ajouterons-nous, « c'est la tendresse presque sans bornes de Henri II pour ses enfants. Ce roi, qui consacrait une si large part de son temps aux affaires du royaume, qui était si adroit aux exercices des armes, qui aimait les lettres, le faste et les grands coups d'épée, oubliait tout et savait tout quitter dès qu'il s'agissait de ces têtes si chères. » Et là-dessus, le biographe de Claude de France entre dans les plus gentils et les plus authentiques détails.

Quand la petite princesse vint au monde le 12 novembre 1547, son arrivée fut une petite déception pour son père qui désirait un fils; mais il en prit vite son parti et dit gaiement devant la cour qui

[1] *Claude de France, duchesse de Lorraine*, par M. R. de Magnienville, 1 vol. in-12. Librairie académique, E. Perrin, édit.

[2] *Élisabeth d'Autriche, femme de Charles IX et son temps*, par L. de Beauriez. 1 vol. in-12. Librairie Gervais.

était consternée, raconte l'ambassadeur d'Espagne : « Les fils viendront après les filles! » Et il ne songea plus qu'aux cérémonies du baptême, qui eut lieu avec solennité. Elle fut élevée au château de Saint-Germain, par les soins de Mme d'Humyères, et, dès son enfance, se montra toute gracieuse. Ce fut, avec la bonté, le trait particulier et constant de son caractère. La tendresse paternelle de Henri II se manifesta encore à cette occasion; c'est du Piémont, où il était pour les affaires de la guerre, qu'Henri II écrivit pour faire aménager la vieille demeure et régler l'étiquette qu'il entendait faire observer à l'égard de ses filles. Claude grandit là à côté de sa future belle-sœur, l'adorable et malheureuse Marie Stuart. M. de Magnienville a recueilli, sur la façon dont vivaient là ces enfants destinés à des fortunes si diverses, quelques renseignements malheureusement peu nombreux, mais qu'on lira avec plaisir. « Il faisait beau voir, écrivait le marquis de Northampton, cette petite cour, non ambulante comme celle de Sa Majesté, mais sédentaire et séparée, qui était d'ailleurs une vraie école de gentillesse et généreux exercices. » La jeune princesse en fut tirée de bonne heure pour passer à la cour de Catherine de Médicis, réputée pour d'autres « exercices », mais d'où heureusement elle sortit presque enfant pour épouser le duc de Lorraine, non toutefois sans avoir reçu cette éducation lettrée à laquelle avait présidé Ronsard et dont en avaient si bien profité sa sœur Élisabeth et Marie Stuart, qui s'entendaient également bien à tourner un vers, comme on sait. Claude ne paraît pas s'être distinguée en ce genre : son hâtif mariage, les nombreux enfants qu'elle donna à son mari, les soins d'une santé délicate, lui laissèrent peu de temps et de liberté pour l'étude. Tout porte à croire cependant qu'elle ne resta étrangère à aucune des questions passionnées du temps. La petite cour de Lorraine était, elle aussi, dans le mouvement de l'époque, mais, au point de vue religieux du moins, y garda une attitude plus réservée : le protestantisme n'entraîna point l'esprit du duc ni celui de sa femme. « Peu enclin aux mesures violentes, le duc de Lorraine ne prit d'abord, dit M. de Magnienville, que celles qui lui parurent indispensables. Une sorte de cordon sanitaire interdit aux adeptes de la religion nouvelle l'entrée du duché, et défense fut faite à tout Lorrain de s'enrôler au dehors ou de servir sous les drapeaux de la France, sans autorisation expresse. Mais, pour parer au péril, Charles III ne borna pas ses efforts à si faibles barrières. Fermement résolu à détruire le mal, il voulut mettre la cognée au pied même de l'arbre. La doctrine était attaquée : ce fut à l'enseignement qu'il fit appel. Une université fut fondée à Pont-à-Mousson, avec mission d'enseigner la pure doctrine à la jeune génération qui allait grandir au milieu des hésitations et des incertitudes de cette époque troublée. Des pères de la Compagnie de Jésus furent chargés de professer la théologie, le droit, la médecine, la philosophie et les belles-lettres. L'événement donna raison aux vues du duc, et s'il ne put préserver ses États des vexations et des maux matériels que leur causèrent, à différentes reprises, les incursions des armées protestantes les traversant pour se rendre en France, du moins ces préjudices furent-ils à peu près les seuls qui affligèrent la Lorraine. Jamais le luthéranisme ne put jeter de profondes racines dans cette terre foncièrement catholique. »

La bonne et pieuse duchesse dut applaudir à ces sages mesures, si elle ne les inspira, car sa foi catholique, dans laquelle l'avait élevée

Mme d'Humyères, qui l'accompagna en Lorraine, ne fut jamais troublée. Elle mourut jeune, du traitement au moins imprudent d'une accoucheuse, laissant un testament touchant qui témoigne encore aujourd'hui de la pureté de sa foi et de la bonté de son cœur. Quelques lettres qui restent d'elle font également respecter et aimer sa mémoire. « Pareilles à ces vases qui ont autrefois renfermé la myrrhe et l'encens, elles conservent encore, dit son biographe, un parfum exquis : celui d'une délicate et indéniable bonté. »

Parmi les trop rares lettres de Claude de France, il y en a une sur la dernière fille de l'empereur Maximilien, cette douce, bonne, pieuse et modeste Élisabeth d'Autriche, qui devait être sa belle-sœur et mourir jeune aussi, sans avoir eu, comme elle, la consolation de laisser une postérité à son mari, d'avoir échappé aux orages de l'époque et aux sanglantes tragédies du pays où elle vint régner, mais où elle ne fit, en réalité, que souffrir. Elle ne tient guère plus de place dans l'histoire que la duchesse de Lorraine. Comme elle, elle mériterait d'être plus connue; car le peu que l'on sait d'elle dispose en sa faveur. Nous comprenons l'attrait qu'a inspiré à M. Louis de Beauriez cette jeune princesse, sacrifiée à des intérêts politiques, et qui vécut sans joies, loin de son pays, dans un milieu passionné, violent et dans la compagnie obligée d'une mère comme Catherine de Médicis. Si ce n'est de la sympathie, c'est de la pitié au moins qu'inspire l'épouse de Charles IX. A notre sens, le travail que vient de publier M. de Beauriez aurait pu, et avec plus d'avantage, être conçu et exécuté autrement. Le cadre, nous l'avons déjà dit, en est trop grand, la figure s'y perd. Le cadre lui-même est à peine assemblé et les pièces n'en sont ni suffisamment ajustées ni assez assujetties. Comment aussi faire tenir dans un volume de moins de trois cents pages ce seizième siècle, si complexe et si plein d'événements ! Ce que nous eussions mieux aimé, ce qui eût été plus neuf, plus dans le caractère actuel des études historiques, c'est une simple biographie, puisée aux sources, nourrie et appuyée de documents, dans le genre de celle de Claude de France, dont nous venons de parler. Le réel talent d'écrivain et l'énergie des sentiments catholiques que montre l'auteur d'*Elisabeth d'Autriche*, dans le canevas quasi-oratoire qu'il s'est tracé, se fussent déployés aussi bien, croyons-nous, sur un plus large, plus neuf et plus solide fond d'histoire.

V

M. de Bornier n'est pas seulement un poète de race, un héritier de Corneille dans la tragédie — dont il néglige un peu peut-être, soit dit en passant, le noble domaine, — c'est encore un conteur charmant. De la même plume qui a fait parler la fille de Roland, il a écrit, en se jouant et comme pour se reposer de ses conceptions dramatiques, non de ces romans prolixes, comme la librairie en verse, chaque jour, à foison sur le marché littéraire, mais des *Nouvelles* spirituelles, fraîches et pures, dont quelques-unes sont de gracieuses idylles prises au cœur même de la vie champêtre d'aujourd'hui. Sous ce titre piquant : *Comment on devient belle*, la librairie Dentu vient d'en publier un premier volume, dont nous pouvons, après expérience, recommander la lecture

en famille, pour les soirées d'hiver. Rien de Florian ni de Bouilly, cependant, dans ces honnêtes récits, dont les héroïnes ne sont pas plus des pensionnaires que les héros ne sont des bergers. La vie de Paris y fait presque partout vis-à-vis à celle de la province et des champs, et partout l'attrait d'abord si séduisant de l'une finit par céder au charme doucement captivant de l'autre. Le *Fils de la terre* et la *Chasse aux provinciaux* sont, entre autres, des peintures délicates de cette rénovation par le contact avec les cœurs simples et droits des cœurs flétris ou glacés par l'habitude d'une existence factice et toute de convention. On aime les convertis de M. de Bornier, parce que son récit fait bien ressortir le mérite des combats qu'ils ont soutenus, tout hésitants et tout faibles qu'ils aient pu être d'abord. « Hélas! comme il est long, s'écrie l'un d'eux, ce sommeil de la conscience! Comme elle est difficile à vaincre, et même à constater en nous cette maladie de l'âme, cette atonie des nobles instincts, cette mort apparente de la vraie vertu et de l'honnêteté réelle! »

Ce ne sont point là des histoires précisément édifiantes, mais il s'en dégage d'indirectes leçons de mœurs légèrement relevées de malice et de gaieté, — témoin celle qui donne son titre à tout le volume : *Comment on devient belle*. Henriette de Gerlande, jeune et riche héritière, paraît devoir être belle un jour, mais ne l'est pas encore, du moins aux yeux de son cousin, M. de Trincarvel, apprenti diplomate en quête d'une femme qui le fasse arriver vite et qui dédaignant sa parente, fait une cour empressée à Mlle de Sauveplane, mieux en position de l'aider à parvenir. Mais celle-ci, de son côté, préférant à un diplomate en herbe un diplomate tout venu, donne sa main au titulaire d'une grande ambassade. Trincarvel aussitôt de se tourner vers Henriette : Que vous êtes belle! lui dit-il. Et il la demande en mariage. Les autres histoires de M. de Bornier ne sont pas moins jolies, en leur genre. Mais ce serait un mauvais service à se rendre à soi-même que d'essayer de les conter après lui.

P. Douhaire.

SOUVENIRS D'UN VIEUX CRITIQUE

Par Armand de Pontmartin [1].

C'est toujours une bonne fortune pour le *Correspondant* d'avoir à annoncer l'apparition d'un nouveau volume de M. de Pontmartin. Faire son éloge paraîtra bien superflu dans un recueil où l'on a pu apprécier dès longtemps son ingénieuse critique et sa manière séduisante de conter. Mais de même qu'on aime à revenir sur les mérites de ses amis, il y a plaisir à constater une fois de plus qu'un auteur qui nous a captivés continue à justifier notre prédilection. C'est à ce seul titre que nous parlons aujourd'hui de la cinquième série des *Souvenirs*, où le *Vieux critique*, — au fond toujours jeune, — passe en revue d'un œil impartial les œuvres d'une génération qui n'est plus la sienne.

M. de Pontmartin s'est fait une réputation d'homme d'esprit qui nuit peut-être à sa renommée de critique. Il sème les mots heureux sans compter, parfois même il les prodigue : étincelante est sa cau-

[1] Cinquième série, un vol. in-12, 1884, Calmann Lévy.

serie, sa pointe pénétrante et acérée. Il excelle dans ce genre intermédiaire entre la critique et la nouvelle, qu'il a presque créé, il y a plus d'un quart de siècle, et où il est resté le seul maître. Tout lui est prétexte à rapprochements, à souvenirs, à découvertes rétrospectives. Avec quel art il voltige sur les sujets les plus variés, de Michelet à Cham, de Roumanille au P. Didon, soulignant ici une allusion d'un mot fin, là ouvrant une parenthèse pour tracer un portrait, narrer une anecdote, évoquer une ombre! C'est proprement un charme, et on se laisse aller à cette verve entraînante dont le jet spontané coule sans effort. Parmi ces croquis à la plume, peut-on ne pas remarquer ceux de la *Comtesse Diane* et de *Paul de Saint-Victor?*

« Voilà un homme ou une femme », dit-il, parlant de la première, « d'une rare intelligence ». Il ou elle avance dans la vie. Chaque jour lui apporte un sujet de réflexions, une expérience parfois douloureuse, souvent piquante, toujours instructive. C'est un trésor lentement amassé, une gerbe où quelques gouttes de sang tachent, çà et là, les épis et les bluets. L'observation, secondée et affinée par la *sensibilité*, — mot que nous avons supprimé et ce n'est pas à notre honneur, — a fait matin et soir sa cueillette. On a regardé beaucoup autour de soi, et encore en soi-même. De toutes ces épargnes on pourrait extraire un roman, un drame, une comédie, un recueil de satires, un gros volume de morale; on les concentre et on en extrait un tout petit livre de *Maximes*, qui tiendrait dans le creux de la main. N'est-ce pas aussi, dans la plus exacte acception du mot, une essence? Et nous plaindrons-nous, s'il s'y mêle des senteurs un peu subtiles, si un faiseur de *concetti* est tenté de dire que c'est de l'*esprit d'esprit*, comme il y a de l'esprit de vin? »

Quel commentaire plus charmant et quelle plus précieuse dentelle mettre en marge de ce *la Rochefoucauld* au petit pied? Maintenant, qu'on tourne le feuillet, et l'on nagera en pleine lumière, en plein idéal, dans l'article consacré à l'auteur des *Deux Masques :*

« Avec Saint-Victor, on est incessamment transporté dans une région féerique où les abeilles de l'Hymette bourdonnent autour des marbres du Parthénon, où les dieux et les déesses de l'Olympe, dépouillant les formes que leur a prêtées le paganisme, deviennent des esprits aériens, mêlés aux souffles de la brise, aux rayons d'un soleil de mai, aux brumes matinales, suspendues comme un voile de gaze sur la calme surface des lacs. Sa palette a des tons de nacre et d'opale qu'envieraient les blancheurs de l'aube et les rougeurs du couchant. Sa prose se vaporise pour envelopper l'intangible et saisir l'insaisissable. Il réussit aussi bien à évoquer de sa baguette magique les gracieuses visions, écloses sous le beau ciel de la Grèce, que les ondines et les sylphes, chers à la poésie germanique. Il n'est jamais plus à l'aise que quand le réel le conduit à l'idéal et l'idéal à l'infini. »

Tout n'est peut-être pas d'un or aussi pur dans ces morceaux : il s'y mêle bien quelques paillettes de clinquant. Mais ces légers défauts n'ôtent que bien peu au mérite de M. de Pontmartin. Et il faut regretter une fois de plus, en ce temps de vacances académiques, qu'un talent si littéraire ne reçoive pas la seule récompense qui convienne tout ensemble à l'homme et à l'écrivain.

Léon Charpentier.

CHRONIQUE POLITIQUE

24 janvier 1885.

Point d'émotion vive, pendant ces deux semaines, pour la foule qui vit au jour le jour en politique. Les élections sénatoriales qui s'accompliront demain se seront préparées presque sans agitation, sinon sans bruit. Nos législateurs se sont à peine réunis au Palais du Luxembourg, au Palais-Bourbon ; ils ont aussitôt pris un nouveau congé. Les ministres ont pu vaquer en paix à leur besogne occulte. On ne saurait donc s'étonner que le public ait si volontiers occupé aux scandales du temps les loisirs de sa curiosité. Il a eu, certes, de quoi la contenter : l'acquittement de Mme Clovis Hugues, qui avait tué son calomniateur, Morin, à l'heure même où elle invoquait contre lui un dernier jugement ; le drame des frères Ballerich, de ces deux policiers qui étaient venus, l'épée et le revolver au poing, tirer personnellement vengeance d'un folliculaire infâme ; l'enterrement civil de M. Edmont About, mort si tristement, non seulement sur le seuil de cette Académie où il était attendu, mais sur celui de ce tribunal où il était appelé. Ces évènements et quelques autres ont forcé les observateurs les plus indulgents, ceux qui philosophent le moins, à méditer un peu sur les mœurs de la République. Il leur a bien fallu reconnaître qu'elle avait quelque peine à être le régime idéal de la vertu, selon sa promesse, et qu'elle n'adoucissait pas plus les mœurs qu'elle ne les purifiait. Assurément, il y a plus d'une cause à la perturbation qui règne dans la conscience de notre société française. Que le mal n'en soit pas entièrement imputable à la République, nous le voulons bien. Mais, si un gouvernement pratique le laisser-faire moral, en bornant son devoir à ne pas pratiquer le laisser-faire matériel ; si ce gouvernement désorganise ses propres pouvoirs et s'il affaiblit partout, en soi et autour de soi, le sentiment du respect ; s'il favorise les cabotins et les cyniques ; s'il accorde l'impunité aux tribuns et aux journalistes qui prêchent toutes les doctrines de la folie révolutionnaire et du crime ; s'il enseigne par ses exemples comme par ses discours la haine et le

mépris de la religion; s'il a même un chef qui n'use de sa magistrature que pour grâcier les scélérats, est-ce qu'un tel gouvernement n'a pas sa responsabilité dans cet affaissement général de la moralité, dans cet avilissement de la justice et dans ce goût croissant de la violence?.....

Le Sénat ne siègera pas avant le 29 janvier; la Chambre rouvrira ses portes, le 27. Agréable période de silence et d'obscurité pour nos gouvernants! Du moins, pendant ce délai, ne leur sera-t-il demandé aucun compte ni du budget ni des crédits dépensés d'avance au Tonkin. Cependant, si peu qu'ait duré au Palais-Bourbon l'exercice du droit parlementaire, M. Jules Ferry n'a guère eu à s'en féliciter. M. Raoul Duval l'a interrogé sur la démission et le remplacement du général Campenon. Vainement, il est vrai. M. Jules Ferry a refusé de dire quelles raisons avaient induit le général Campenon à se retirer si brusquement, et ce refus n'a trompé personne : il reste certain que le général Campenon, effrayé des téméraires projets de M. Jules Ferry, n'a pas voulu lui prêter son assistance pour la grande guerre dont il menace la Chine. Mais, si M. Jules Ferry a pu taire le secret historique de leur querelle et si la majorité a consenti à n'en apprendre rien de plus que M. Raoul Duval, c'est le seul avantage de M. Jules Ferry dans cette journée. Le général Lewal, qu'il présentait à cette majorité complaisante en le couronnant de tant de fleurs et de lauriers, a mal justifié par sa première harangue les emphatiques louanges de M. Jules Ferry. Il a manqué de modestie : ce qu'il faut toujours pardonner à un soldat, surtout à un soldat dont on a si passionnément célébré la science et qui a encore dans les oreilles certaines fanfares de cet automne. Mais il a manqué aussi de discrétion et de prudence. Il n'a pas été plus maître de sa langue que de son style oratoire. Qu'il ait l'éloquence romantique, soit! Il n'aurait même aucun genre d'éloquence que nous n'en serions pas plus sévères pour lui. Le maréchal Soult, qui violait aussi bien les lois de la grammaire que celles de la rhétorique, était pourtant un excellent ministre de la guerre, tel qu'on pourrait en souhaiter un à la République. Tout le monde n'est pas apte, dans les camps, à s'appliquer la maxime de Montluc : « Je crois que c'est une très belle partie à un capitaine que de bien dire. » Donc, nous ne chicanerons pas le général Lewal sur le choix un peu aventureux de ses mots, quand, à la mode des médecins et des gazetiers du jour, il parle de cette armée qui ne doit pas demeurer « accroupie et hypnotisée devant la trouée des Vosges. » Ce qui nous trouble, c'est la hardiesse avec laquelle il veut bien l'envoyer, cette armée, à une extrémité du monde, pour y mettre en haleine son activité. Ce qui

nous inquiète, c'est de sentir dans ses réticences une vague intention d'entreprendre une expédition de Pékin. Le général Lewal a, décidément, besoin que M. Jules Ferry l'instruise un peu dans son art de dissimuler. Est-ce qu'au gré de M. Jules Ferry, il n'a pas été trop libre encore, trop franc, trop ingénu, en annonçant une « petite mobilisation »? On croit maintenant savoir quelle serait cette « petite mobilisation » : elle consisterait à ramener sous le drapeau les disponibles pour suppléer les volontaires qui s'en iraient au Tonkin. En outre, si le général Lewal s'abstient de mobiliser un corps d'armée, il mobilise néanmoins certaines unités qui, comme les bataillons de chasseurs, avaient leur place marquée, pour telle ou telle guerre européenne, dans le plan de la mobilisation. Osera-t-on, après ces aveux et en regard de ces préparatifs, nous affirmer plus longtemps que cette expédition du Tonkin ne change rien à l'état de notre pays, que c'est comme une guerre de luxe, qu'on la fait sans entamer nos forces, qu'elle ne nous coûte de sacrifices que sur notre superflu et que l'intérêt national est sauf?

En vérité, les affaires de la France sont bien mystérieuses, à l'extérieur, et la foule n'en a pas davantage, à l'intérieur même, une connaissance exacte. Il semblerait qu'à la veille de ces élections sénatoriales, une lumière pénétrante eût dû éclairer la situation tout entière de la République. Eh bien! non. La nation ne voit pas encore tout le mal, bien que le malaise qui commence à la tourmenter la rende un peu plus curieuse en la rendant un peu plus défiante de cette république dont les promesses dorées l'ont si sottement séduite. — Et les délégués! vous écrierez-vous. Les délégués! ces électeurs qui composent l'élite du suffrage universel! — Ceux-là pourraient voir, assurément, s'ils le voulaient, et le tableau que nos amis, M. Bocher, M. le duc de Broglie, M. le marquis de Vogüé, leur ont présenté, en leur rappelant dans leurs circulaires électorales les fautes de la République, et ses misères, et ses périls, aurait pu suffire à leur édification. Mais quoi! la plupart de ces délégués ferment les yeux ou feignent de ne rien voir : les uns, parce qu'ils sont des sectaires, dans leur républicanisme opiniâtre; les autres, parce qu'ils sont des complices, des bénéficiaires, ou même, de bonne foi, des ignorants timides dont le préfet régente les votes. La loi nouvelle n'aura pas déçu le calcul de M. Jules Ferry : elle a, par ses artifices, augmenté le nombre des délégués qui veulent à tout prix continuer pour la pauvre France l'illusion de cette république menteuse, tyrannique, imprévoyante, prodigue de notre sang comme de notre argent. Phénomène digne d'attention! Ce suffrage restreint sera fidèle à la République, pour toutes sortes de causes particulières, tandis que le suffrage universel l'abandonne peu à peu, ou plutôt de plus en plus,

pour des causes générales. On nous prédit que, demain, les élections sénatoriales seront presque partout favorables à la République ; mais on nous prédit également que les élections législatives lui seront contraires dans ces mêmes départements où les candidats de M. Waldeck-Rousseau recevront demain leur toge de sénateur. C'est que la souffrance est non seulement réelle, mais de plus en plus profonde dans la nation. Au grand jour où, définitivement désillusionnée, elle s'armera de ses bulletins, on ne corrompra point sa douleur, on ne bridera pas sa colère si aisément qu'on l'aura pu pour une petite troupe de délégués. Dans ce sens, M. Lambert de Sainte-Croix, protestant contre la loi nouvelle, contre cette loi faite uniquement « pour corriger au profit d'un parti la fortune du scrutin », avait bien raison de préférer au suffrage restreint des délégués le suffrage universel de la nation.

Le Sénat ressemble un peu à un navire qui sombre; il n'y a plus que la mâture et le pavillon qui surnagent. Nous autres conservateurs, nous lui voulons envoyer des hommes pour le sauver. Les radicaux n'en prétendent choisir que pour l'aider à disparaître dans l'abîme. Ils ont inscrit dans leur programme, à Paris et ailleurs, cette formule caractéristique : « Suppression du Sénat. » Leurs candidats jurent donc qu'ils ne seront sénateurs que pour supprimer le Sénat. Sont-ils sincères? Dans cet apparent accord de leur logique et de leur ambition, est-ce que l'ambition n'aurait pas, au secret de leur pensée, la part la plus forte? Devenus sénateurs, la fonction ne leur fera-t-elle pas aimer l'institution? Ne se laisseront-ils pas vieillir tout doucement de neuf années sur leur chaise curale, en attendant l'heure d'en demander l'écroulement pour eux et pour leurs collègues? Nous pourrions citer quelques-uns de ces démocrates qui ont oublié très opportunément, au Palais du Luxembourg, leur serment de détruire le Sénat. Volontiers nous parierions que, sans compter le profit, l'honneur d'être sénateur aura la même vertu pour plus d'un des élus de cette catégorie. A côté d'eux, une cinquantaine de députés briguent avec une certaine franchise le mandat de sénateurs pour le posséder à jamais. Il ne leur déplairait point, à ceux-là, que le Sénat fût éternel, si modestes que pussent être ses attributions. Ils entrent au palais du Luxembourg comme dans un lieu de repos. Ils y fuient les caprices de l'inconstante popularité. Ils préfèrent sans vergogne le plaisir d'y garder neuf ans leur dignité sereine de sénateur à la gloire de représenter pleinement et directement le peuple, durant quatre années, sous la voûte orageuse du Palais-Bourbon. Hormis deux ou trois, ce ne sont pas ceux-là qui accroîtront par leurs talents l'autorité du Sénat. Quelle médiocrité! Comme la vulgarité de

leurs titres parlementaires ou autres les destine, non moins que la volonté impérieuse de M. Jules Ferry, à n'être dans le Sénat que de pâles subalternes! Quant à nous, quel que soit demain le sort de nos candidats, nous serons fiers des candidatures que nous avons offertes à la France, et la comparaison de celles que la République leur a opposées ne peut que rehausser cette fierté. On est un grand orateur; on a l'éloquence la plus rare, celle qui est spontanée et qui part d'un cœur vibrant; on est en même temps un savant financier, un administrateur expérimenté; on a, pour traiter des affaires, non seulement la compétence la plus sûre, mais le jugement le plus probe, le bon sens le plus équitable et la parole la plus lumineuse; on est un patriote ardent, qui anime de son amour du pays tous ses discours, tous ses votes; on ne donne, dans le Parlement et hors du Parlement, que des exemples de loyauté, de désintéressement, de modération et de courtoisie. Et on a pour compétiteur un Gravier! On est un politique réputé dans toute l'Europe, un politique capable de vues nettes et profondes; on connaît à merveille l'histoire, on est de ceux qui savent lire dans l'avenir; on a une âme supérieure, une élévation naturelle des idées et des sentiments, avec beaucoup d'esprit; on s'est distingué par son courage dans des circonstances difficiles; on a porté sans illusion et sans faiblesse les charges les plus lourdes; on a illustré un nom déjà illustre; on est de l'Académie française; on laisse à la tribune des chefs-d'œuvre de grâce et d'ironie aussi bien que de raison et de dialectique. Et on a pour compétiteur un Lecointe! On est un diplomate sagace, prudent, habile, qui a dignement servi la France dans les ambassades de Constantinople et de Vienne; on a conquis sa place parmi les plus érudits, à l'Institut; on a recueilli les plus nobles traditions; on inspire à ses concitoyens, par ses qualités personnelles, l'affection et le respect; agriculteur et industriel, on a généreusement mêlé ses intérêts aux leurs; on est le défenseur zélé de tous leurs droits dans le conseil du département; on se voit désigné par l'estime publique pour tous les hauts emplois. Et on a pour compétiteur un Peaudecerf!... Nous plaignons les électeurs qui n'auront pas mesuré la différence de ces candidatures : c'est qu'ils n'auront pas considéré tout ce que la France doit attendre des mérites d'un sénateur et peut imposer à son dévouement, même en cette ère de république.

Les républicains, confiants jusqu'à la jactance dans un verdict électoral que M. Waldeck-Rousseau leur a promis de si bien sophistiquer, affectent de croire que les élections du 25 janvier consolideront la République. En quoi? Nous l'ignorons. Est-ce que son principe en sera plus stable? Est-ce que son gouvernement en sera

meilleur? Il nous semble que ni l'un ni l'autre de ces avantages ne sera plus particulièrement garanti à la République, parce qu'il se trouvera sur les bancs de la majorité une vingtaine de sénateurs de plus, aux ordres despotiques et variables de M. Jules Ferry. M. Jules Ferry avait dans le Sénat un nombre déjà suffisant de courtisans et de valets. Est-ce que le contrôle du Sénat a trop gêné la liberté de son génie? Et, si ce contrôle s'amoindrit encore, est-ce que M. Jules Ferry s'empressera davantage à nous composer un budget économique? En deviendra-t-il plus puissant en Europe et en Asie? En aura-t-il plus de facilité à diriger heureusement ses expéditions lointaines? Nous en doutons. Mais, quoi qu'il advienne, il est plaisant de déclarer dores et déjà que ces élections sénatoriales seront une nouvelle proclamation de la République. Les républicains semblent ainsi trop confesser que la République, dans son incertitude continue, a besoin d'être continuellement proclamée. Et puis, quand ils reprochent à nos amis de n'avoir pas posé avec leurs candidatures la candidature même de la Monarchie, les républicains oublient quelles précautions ils ont jugé nécessaire de prendre en révisant l'article 8 de la Constitution. Nous interdire de demander à la France, dans le Parlement, le rétablissement de la Monarchie et se prévaloir ensuite de notre silence, parce que nous ne le demandons pas expressément par devant les électeurs du Sénat, voilà une manière bien républicaine d'argumenter à l'aise! Les arrogants et subtils logiciens de la République pourraient surtout se moquer de nous, si nous avions été assez naïfs pour accepter comme une lutte de la Monarchie et de la République cette lutte électorale où nous avions à subir les conditions d'une loi tellement frauduleuse, tellement violente. Quoi! cette loi devait précisément nous soustraire, nous extorquer toutes les chances honorables qui étaient en nos mains. M. Waldeck-Rousseau énumérait d'avance à son parti les victoires qu'avec cet instrument de corruption et d'oppression il pouvait escompter. Et nous aurions eu la niaise complaisance de lui procurer le genre de triomphe qu'il souhaitait si spécialement, au profit plus ou moins doctrinal de la République!... Nous prions les républicains de se tranquilliser. Cette lutte de la Monarchie et de la République, elle aura son temps; elle est fatale; ils ne seront libres ni d'en éviter l'occasion ni d'en diminuer la gravité. Elle est déjà au fond des cœurs; elle sera tôt ou tard dans les faits : les événements eux-mêmes la préparent de jour en jour. Nous attendrons et ce ne sera pas en vain. Les espérances que nous réservons, patiemment mais virilement, n'en auront que plus de force et d'éclat, à l'heure suprême où elles agiront enfin sur la volonté de la France, pour son salut...

M. Jules Ferry, s'il faut s'en fier à la vantardise de ses confidents indiscrets, serait sûr d'avoir en mars et en avril sa saison de gloire, dans l'Extrême-Orient, et, pendant cette période propice, il procéderait brusquement au renouvellement de la Chambre : il convertirait en bulletins électoraux les bulletins militaires de là-bas. Mais M. Jules Ferry, on ne le sait que trop, est présomptueux par nature; il se trompe aussi souvent qu'il trompe les autres. Plût à Dieu, certes, que, pour l'honneur et la sécurité de la France, M. Jules Ferry pût achever vers le printemps sa dangereuse et coûteuse besogne du Tonkin! La conjecture en est, hélas! plus que difficile. Les combats heureux que le général Négrier et le colonel Donnier ont livrés dans la région de Chu et de Kep n'ont servi de rien, stratégiquement : ce sont des succès, non des progrès; le drapeau n'a pas avancé d'un pas sur cette route de Lang-Son déjà si ensanglantée. La faiblesse numérique de nos troupes a obligé le général Brière de l'Isle à retarder les opérations jusqu'à l'arrivée des renforts qu'on lui expédie de semaine en semaine, par portions. Les Chinois ont pu masser autour de Lang-Son une armée qui s'accroît sans cesse, que des officiers européens dirigent et qui commence à se battre avec autant de ténacité que de bravoure. Nos canonnières elles-mêmes sont arrêtées désormais sur toutes les rivières qu'elles sillonnaient si rapidement l'an dernier : de distance en distance, elles rencontrent des barrages et des fortifications qu'elles ne peuvent franchir que sous un feu de plus en plus meurtrier. Dans le Delta, la piraterie a repris toute son audace d'autrefois. A Hué, on est sur le qui-vive. On a, dans le Cambodge, une insurrection à réprimer. Devant Formose, l'amiral Courbet en est toujours réduit à l'inaction. Déjà les journaux ministériels laissent entendre qu'une armée de trente mille hommes nous est nécessaire en pleine campagne, pour la conquête complète et définitive du Tonkin. Trente mille hommes qui pourraient manquer à la patrie, dans quelques mois, le soir d'une bataille indécise, si, par infortune, la France avait soudain sa propre frontière à défendre! Mais supposons, avec M. Jules Ferry, que l'amitié de M. de Bismarck protège la France, non moins généreusement qu'efficacement. Il reste que M. Jules Ferry nous dise combien de temps durera la série de tous ces sacrifices et à quelle date la France, qu'il a mise, pendant cette ère d'embarras lointains, presque à la discrétion de l'Allemagne, recouvrera sa liberté d'action nationale. La Chine, qui reçoit tant d'encouragements secrets et qui sent si peu dans l'immensité de son empire les coups dont nous la frappons çà et là, semble disposée à prolonger indéfiniment la lutte. Elle n'ignore pas que la France, dans l'état présent de ses affaires, ne peut pas envoyer à Pékin cinquante mille

hommes. C'est pour M. Jules Ferry le vice irrémédiable de son entreprise. Et, quand il obtiendrait de M. de Bismarck la permission d'aller, sous les murs de Pékin, brûler à son tour un Palais d'été, est-ce véritablement à cet usage que le parti qui a tant déclamé depuis douze ans sur la revanche sacrée de l'avenir, avait juré d'employer la puissance à peine renaissante de la France? Est-ce que la République n'aurait été faite que pour le gaspillage de nos destinées comme pour celui de notre argent?...

Que M. de Bismarck, comme on le murmure dans l'antichambre de telle ou telle chancellerie, ait son pacte ou non avec M. Jules Ferry, il est certain que, provisoirement, il lui a voué toute sa bienveillance. « Jamais, s'écriait-il récemment devant le Reichstag, jamais, depuis 1866, nos rapports avec la France n'ont été si bons : c'est le résultat de l'avènement en France d'un gouvernement prévoyant qui sait estimer à son prix le bienfait de la paix. » Nous voudrions pouvoir dire que les « rapports » de la France avec l'Angleterre sont aussi « bons ». Mais l'Angleterre le témoigne mal, en mettant en vigueur dans tous ses ports de l'Extrême-Orient cet « Enlistment act » qui prive l'amiral Courbet de la faculté d'y approvisionner ou d'y réparer ses vaisseaux. C'est que la jalouse Angleterre n'est pas seulement mécontente de notre expédition du Tonkin; elle est inquiète de l'hostilité que M. Jules Ferry, sous les auspices de M. de Bismarck, lui manifeste en Egypte. Loin de nous la pensée d'approuver la politique pratiquée en Egypte par l'Angleterre! Il est visible que, malgré les hésitations intermittentes et les scrupules passagers de M. Gladstone, l'Angleterre veut établir au Caire sa domination exclusive, jusqu'au jour où son protectorat lui aura réellement et totalement conquis l'Egypte. La République lui a déjà en partie livré l'Egypte par l'incapacité de sa diplomatie. Elle est fort empêchée aujourd'hui par sa politique coloniale de disputer puissamment à l'Angleterre ce qu'elle pourrait encore préserver en Egypte, au nom de ses traditions et de ses droits les plus respectables. Assurément, elle ne peut accorder sa sanction entière aux propositions de lord Granville. L'Angleterre demande tout pour elle-même, quand elle prétend réduire l'intérêt de la Dette, administrer les Domaines et les Daïra, garantir seule l'emprunt nouveau. La France, au contraire, ne demande pour elle-même rien ou presque rien, quand elle propose d'augmenter le chiffre de l'emprunt; de donner à cet emprunt la garantie de l'Europe; de conserver l'administration actuelle des Domaines et des Daïra; enfin de s'abstenir d'aucune réduction du coupon et de créer un impôt équivalent. Rien de plus contradictoire que ces propositions diverses de la France et de l'Angleterre. C'est à M. Jules Ferry de prendre garde que la

contradiction ne tourne à la dispute et que la dispute ne rompe les liens des deux peuples. Le gouvernement anglais paraît consentir à négocier en discutant les contre-propositions de la France. Il y a donc encore pour M. Jules Ferry un moyen, non seulement de gagner du temps, mais de faire l'accord. Le cas est périlleux. Il faudrait que M. Jules Ferry fût aveugle, s'il ne discernait pas le dessein de celui qui l'aiguillonne et le soutient dans cette querelle. Mettre la France face à face avec l'Angleterre en Égypte; les exciter l'une contre l'autre; isoler la France du côté de l'Angleterre comme on l'a isolée sur tout le reste de l'horizon; provoquer même entre elles une inimitié qui puisse s'enflammer, un jour ou l'autre, jusqu'à la fureur d'une guerre; puis, délaisser la France : le voilà, le dessein! Si M. Jules Ferry n'en a pas la certitude, du moins faut-il qu'il en ait le soupçon. Il est averti. Qu'il veille donc! Qu'il veille aux incidents, aux hasards! Qu'il veille aux complications!

L'Angleterre elle-même est dans l'alarme aujourd'hui. Tardivement, mais sans rien épargner, elle a poussé, à travers les cataractes du Nil et le désert, l'expédition qui devait délivrer Gordon, si toutefois Gordon continuait encore à Kartoum cette résistance féerique comme presque toutes les choses de l'Orient. Le général Wolseley, habitué sur la terre d'Afrique à de faciles triomphes, a conduit l'expédition avec une confiance héroïque qui n'aura que trop, ce semble, rivalisé avec celle de Gordon, ce soldat illuminé. L'avant-garde, que commandait le général Stewart, a été inopinément assaillie par une nuée d'Arabes, autour des puits d'Abuklea, à plus de cinquante lieues du gros de l'armée. Les cavaliers du Mahdi ont enfoncé le carré que les Anglais, selon leur tactique habituelle, avaient formé en marchant bravement à l'ennemi. Stewart est sorti vainqueur de cette mêlée; il s'est hâté de partir pour Metammeh où il espère rencontrer, sur le Nil, les navires de Gordon. Mais il a laissé sur le champ de bataille 168 hommes, tués ou blessés : perte grave pour une troupe qui en comptait à peine 1500. Et, s'il trouve entre les puits d'Abuklea et la rive du Nil un autre tourbillon de ces cavaliers du Mahdi, quel sera son sort? C'est la question que s'adresse en ce moment l'Angleterre anxieuse. Cette guerre du Soudan, elle est pressée de la finir, ne fût-ce que pour mieux finir le règlement de ses affaires égyptiennes. Au surplus, que de difficultés cette Angleterre, toujours ambitieuse, toujours avide d'étendre sa grandeur et d'amplifier sa fortune, n'embrasse-t-elle pas dans son activité! Elle épie, du coin de l'Afghanistan, la marche de la Russie, dont les étendards vont cheminant de plus en plus proche vers les confins de l'Inde. Elle a des pourparlers avec la Turquie pour le littoral du

Soudan. Elle forme, plus ou moins franchement, des plans avec l'Italie qui cherche sa voie le long de la mer Rouge et qui aspire à la possession de la Tripolitaine. Elle prend, à la conférence de Berlin, une attitude assez fière; elle se fait hardiment au Congo la part de l'indépendance. Si elle capitule à demi devant l'Allemagne, qui plante son pavillon à Angra-Pequeña, aux Camerons, dans la Nouvelle-Guinée, elle se précipite à toutes les compensations qu'elle peut saisir : elle s'empare de l'archipel des Louisiades et des îles voisines. Les difficultés de sa politique intérieure ne sont pas moins nombreuses, les soins n'en sont pas moins complexes. Mais l'Angleterra n'a pas seulement, entre les flots qui lui servent de frontières, une situation incomparable pour lui communiquer, avec le sentiment de sa sécurité, celui de la hardiesse; elle a le fondement d'une grande monarchie pour y appuyer sa force nationale. L'autre jour, en complimentant le fils majeur du prince de Galles, M. Gladstone lui écrivait : « Si le souverain a été soulagé par nos institutions modernes de quelques-unes de ses charges, il n'en reste pas moins vrai qu'il n'y a eu aucune époque dans l'histoire du monde où les héritiers du trône aient pu contribuer d'une façon plus efficace à la stabilité d'un grand système historique, par leur dévouement à leurs devoirs et par un brillant exemple donné au pays. » Heureuse royauté que celle qui reçoit un tel éloge du ministre le plus libéral et même le plus démocrate qu'elle ait jamais eu! Heureuse surtout de recevoir cet éloge, parmi les unanimes applaudissements de la nation!

Auguste Boucher.

L'un des gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS, 18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES.

DE L'ARMÉE

Les difficultés de toute nature auxquelles a donné lieu récemment la question des renforts à envoyer au Tonkin, et qui ont été assez graves pour entraîner le changement du ministre de la guerre, ont éveillé de nouveau l'attention publique sur la valeur de nos réformes militaires. On s'est demandé avec inquiétude, en suivant les discussions passionnées de la presse, si, après le temps, les efforts et l'argent qu'elles nous ont coûtés, on n'était pas arrivé, pour l'armée, à une organisation assez puissante pour se plier aisément à toutes les combinaisons d'une politique mobile à l'excès comme l'opinion publique qu'elle représente. C'est, effectivement, le caractère de ce provisoire perpétuel que l'on appelle le régime républicain d'obéir aux caprices et aux fantaisies des foules, plus souvent guidées par la passion que par la raison, de subir l'influence du moment plutôt que de suivre les calculs persévérants d'une politique stable et traditionnelle, basée sur la connaissance des intérêts généraux de l'Europe minutieusement étudiés.

Ce n'est pas, dira-t-on, parce que nous aurons 40 ou 50 000 hommes chargés de soutenir notre politique coloniale dans l'extrême Orient que les forces immenses de la France pourront être le moins du monde altérées. Qui sait où cette entreprise peut nous conduire? Nous avons commencé notre prise de possession au Tonkin avec moins de 500 hommes, et nous y voilà maintenant avec plus de 50 000 soldats ou marins engagés, et l'on peut être certain que l'on ne s'arrêtera pas là.

N'a-t-on pas assez reproché la folie du Mexique à l'empire, et n'est-ce pas à cette faute, pour laquelle il n'y avait pas assez d'anathèmes, que l'on a attribué notre abstention dans les graves événements de 1866, source de tous nos malheurs?

J'ai lu dernièrement, je ne sais plus où, le tour de force accompli

par un célèbre joueur d'échecs en jouant trente parties à la fois avec trente partenaires différents. Il faut encore une plus grande habileté pour jouer simultanément plusieurs parties sur le vaste échiquier des batailles; et l'empereur Napoléon, qui était cependant un rude jouteur, a succombé à ce jeu-là.

Je sais bien que nous avons les meilleures assurances qu'aucune complication n'est à craindre en ce moment. C'est fort possible, et je crois même que la guerre, qui, sous le maréchal de Mac-Mahon, paraissait toujours à la veille d'éclater par les procédés malveillants et irritants de l'Allemagne, nous menace aujourd'hui moins que jamais. C'est peut-être même là, pour le dire en passant, tout le secret de la durée et de la force du cabinet actuel, qui a la singulière fortune d'être protégé par le puissant chancelier allemand. Notre orgueil national peut en souffrir; saurait-il s'en étonner!

Un ancien diplomate, qui, de son poste d'observation, était si bien placé, en 1870, pour suivre jour par jour et apprécier avec une rare sagacité les événements qui allaient se précipiter, a, par ses piquantes révélations, levé le voile qui couvrait bien des mystères. Il nous a retracé la profonde habileté avec laquelle M. de Bismarck avait préparé de longue main le conflit franco-prussien pour nous faire tomber dans le piège qui nous était tendu, et su mettre de son côté toutes les meilleures chances pour frapper d'un coup mortel le gouvernement qui avait eu l'imprudente et patriotique hardiesse de s'opposer à ses tortueuses et ambitieuses menées. Or, de toutes les alliances que le premier ministre prussien avait su se ménager en Europe, celle conclue avec le parti révolutionnaire entrait dans ses savantes combinaisons pour une très large part. C'est sur des mouvements intérieurs en France qu'il comptait le plus pour mener rapidement à bonne fin son action militaire et compléter son œuvre de destruction, et la journée du 4 septembre était préparée avant le commencement même des hostilités. On peut donc admettre que M. de Bismarck est disposé à reconnaître aujourd'hui par sa bienveillance, à condition qu'elle ne lui coûtera aucun sacrifice, les services qui lui ont été rendus en d'autres temps.

Mais qu'une crise violente éclate en Europe, et à voir tous ses congrès, toutes ses conférences, réunis à Berlin, à Londres, toutes les notes échangées entre les différents cabinets, on peut croire quelque grosse question internationale prête à devenir la cause d'un conflit. Eh bien, qu'une crise éclate, toute cette politique étroite, mesquine, au jour le jour, d'intérêts personnels, pourra-t-elle prévaloir contre le courant irrésistible du vrai sentiment

national. Il faut donc être armé. Il est des instants suprêmes dans la vie des nations où le guide le plus sûr est plutôt l'instinct brutal du peuple que les combinaisons profondes et obscures des plus habiles. Le soulèvement de l'Espagne en 1808 en est la preuve.

M. de Bismarck le sait bien. C'est pour cela que nous sommes au Tonkin et que la politique coloniale a été inventée un beau jour, au grand dommage de nos intérêts et même de l'armée qui s'y aguerrit moins qu'elle n'y est exposée à perdre les habitudes de discipline et d'ordre qui doivent faire sa force.

Un observateur peu suspect de malveillance pour l'ordre de choses actuel, le P. Didon, dans son très intéressant ouvrage sur l'Allemagne, donne cette appréciation que l'on ne saurait trop méditer :

« L'antagonisme qui existe entre la Prusse et la France n'est pas une question de revanche. C'est la lutte pour la prééminence.

« M. de Bismarck, qui se tient toujours prêt pour les éventualités de l'avenir, met sa sécurité moins dans la force de ses Poméraniens que dans la faiblesse de la France. Aussi vaincre la France surprise, c'est peu : il faut la mutiler. La mutiler ce n'est rien, il faut la rendre impuissante, l'isoler, la pousser dans les aventures lointaines. »

C'est assez clair, et l'on dirait que ce passage, écrit il y a plus de deux ans, l'a été pour les besoins de la cause.

En étant au Tonkin, nous faisons donc le jeu de M. de Bismarck, qui, en échange, nous promet « sa protection » en cas de complications subites et inattendues. Mais, le cas échéant, tiendrait-il son engagement et, le voulant, pourrait-il le tenir?

En tous cas, il est un devoir patriotique, c'est celui, quelles que soient les garanties offertes par une alliance étrangère si puissante, si loyale même qu'on la suppose, de ne confier l'honneur et le salut du pays qu'à son armée nationale, rendue puissante par sa forte et solide organisation autant que par son ardent patriotisme.

Un exemple pris à l'étranger.

En 1810 l'empereur Napoléon était au faîte de sa puissance. Il venait d'épouser l'impératrice Marie-Louise et, par un article secret du traité de Vienne, il avait, en fixant l'effectif que l'armée autrichienne ne pouvait dépasser, imposé à son beau-père l'obligation de désarmer et de se confier à lui pour le protéger contre toute agression de quelque côté qu'elle pût venir. Trois ans ne s'étaient pas écoulés, la fortune lassée se tournait contre nous, et l'Autriche, subitement debout et en armes, contribuait, pour sa très large part, à abattre dans les plaines de la Saxe le dominateur de l'Europe, son allié et son protecteur de la veille. Comment donc ce miracle

s'était-il accompli et comment l'Autriche, après des revers dont elle semblait ne devoir plus se relever, avait-elle pu mettre sur pied et comme par enchantement une nombreuse et puissante armée? Le prince de Metternich, dans ses instructifs Mémoires, nous en donne le secret. Le gouvernement avait eu la sage prévoyance, en licenciant la majeure partie de ses forces, pour se conformer aux conditions de son vainqueur, de conserver et d'entretenir précieusement ses excellents cadres, de sorte que le jour où il se décidait à rentrer en lutte contre l'ennemi commun, il n'avait plus qu'à rappeler ses nombreuses réserves pour passer, sans autre préparation, du pied de paix le plus réduit au pied de guerre le plus formidable.

De cette leçon d'histoire nous pourrions retenir plus d'un enseignement.

Je ne sais pas s'il convient que l'armée reste comme accroupie et hypnotisée devant la trouée des Vosges; mais ce dont je demeure pleinement convaincu, c'est qu'il faut que la France se tienne toujours prête à profiter d'une occasion favorable qui infailliblement se présentera plus ou moins prochainement, et que, pour qu'elle puisse remonter au rang que ses destinées lui ont déjà marqué à la tête des nations de l'Europe, elle ne doit pas éparpiller ses forces aux quatre coins du monde. L'armée devant être l'instrument principal de cette œuvre de relèvement, sa forte et puissante organisation doit être le principal souci de nos hommes d'État, car si les erreurs de la politique peuvent être réparées, les malheurs à la guerre entraînent des conséquences incalculables.

Je me propose donc d'examiner si nos institutions militaires actuelles présentent le degré de force et de stabilité que l'on a cherché à leur donner.

Avant tout, on peut se demander si une Assemblée nombreuse, si patriotique et si bien disposée qu'elle soit, est capable de mener à bonne fin une œuvre pareille, et si elle ne sera pas toujours exposée à subir des influences politiques ou l'entraînement de beaux discours qui l'éloigneront du seul but qu'elle doive se proposer : l'intérêt de l'armée. Toute loi militaire impose nécessairement de douloureux sacrifices et de pénibles devoirs au pays. On ne connaît jamais bien la limite exacte où s'arrêtera sa résignation. Le législateur, au nom de l'humanité, mais aussi pour le soin de sa popularité, est donc toujours disposé à lui en alléger le poids, au détriment de la bonne constitution de nos forces nationales.

En jugeant aujourd'hui les choses à distance, on ne peut s'empêcher de reconnaître que l'Assemblée souveraine de 1871, en votant les lois militaires sous l'empire desquelles nous vivons, a fait

plutôt acte d'entraînement qu'œuvre d'étude et de raison. On était au lendemain de la guerre; la honte de la défaite, bouillonnant au fond du cœur de tout patriote, troublait la sûreté de son jugement, et elle n'a peut-être pas assez rendu justice à la vieille armée de Crimée et d'Italie, d'Inkermann et de Sébastopol, de Magenta et de Solférino, tombée glorieusement sous le nombre, à Frœschwiller, à Gravelotte, à Saint-Privat, à Bazeilles, en faisant son devoir avec une vaillance à laquelle les ennemis eux-mêmes avaient rendu un sanglant hommage.

Par opposition, et pour le triomphe d'un parti qui déjà se préparait habilement à s'emparer du pouvoir, il fallait exalter outre mesure l'importance et la valeur des armées improvisées de la Défense nationale.

J'ai hâte de le dire, ces malheureuses victimes d'une politique d'intérêts personnels, que l'on déguisait sous l'apparence de grands sentiments patriotiques, ont donné bien plus que l'on n'était en droit d'espérer d'elles. Par l'hiver le plus rigoureux, sur des routes couvertes de neige, sans souliers, sans habits et souvent sans pain, elles se sont montrées admirables de bonne volonté, d'obéissance et de résignation. Elles ont prodigué leur sang et leur existence partout où de leur confortable abri il a plu aux directeurs de cette campagne sans espoir de les envoyer. Que pouvaient-elles faire contre les nombreuses armées allemandes, enivrées de leurs succès, aguerries par toute une série d'heureuses campagnes et vivant dans l'abondance sur le pays dont elles avaient absorbé toutes les ressources? Faire ce qu'elles ont fait. Mourir pour le devoir, sinon pour la patrie, qui n'exigeait pas un pareil sacrifice. Mais il était nécessaire de faire croire à la possibilité de la victoire pour rester dans la fameuse légende de la Révolution : les volontaires de 92 en guenilles et en sabots battant toutes les armées de Pitt et de Cobourg par la seule vertu de leur foi républicaine. Des véritables causes de son triomphe d'alors sur l'Europe coalisée, il n'en était pas question.

L'issue également fatale des deux grandes phases de notre malheureuse campagne avait imprimé à l'opinion publique un courant contre lequel il n'y avait pas à lutter. Les gens sages et sensés se bornaient à protester en silence. Dans la première période de la guerre, on accordait que nous avions été écrasés sous le nombre; dans la seconde, on reconnaissait que l'instruction professionnelle avaient fait défaut aux armées improvisées sorties des entrailles du pays à l'appel du dictateur.

De plus, on se souvenait d'une parole prononcée à la tribune de la Chambre des députés, en 1868, lors de la discussion de la loi

sur la réforme de l'armée présentée par le maréchal Niel. Appréciant la cause des succès de l'armée prussienne dans la précédente campagne, M. Thiers avait dit : « C'est le maître d'école qui a triomphé sur les champs de bataille de la Bohême », et on avait donné à cette révélation toute nouvelle alors un sens beaucoup trop étroit. Oui, l'instituteur joue un rôle très considérable en Prusse pour l'éducation de la jeunesse ; mais moins par ce qu'il enseigne à l'enfant que par les sentiments d'obéissance, de respect et de discipline qu'il développe en lui, en l'habituant, dès son plus jeune âge, à la pensée qu'il aura un jour comme soldat de grands devoirs à remplir et en l'y préparant. Cette direction donnée à l'esprit public date de Frédéric II, qui confiait les écoles en province à des sous-officiers invalides. L'instruction était peu développée ; mais, à défaut de science, ces sous-officiers enseignaient à leurs élèves un patriotisme en action, confondant, dans leur cœur, la patrie avec le roi, la discipline avec le devoir. En France, on s'était imaginé que l'instruction primaire répandue dans les masses était la principale cause des victoires des armées allemandes, et on entendait dire partout que si nous avions été battus, c'est que nos officiers ne savaient ni la géographie ni l'allemand.

Ce sont ces idées plus ou moins fausses qui ont été le point de départ de nos réformes militaires. Qui ne se rappelle encore la réaction violente qui se produisit partout aussitôt qu'après la paix les régiments furent à peu près reconstitués : des cours publics de langues étrangères, de sciences, d'histoire naturelle s'ouvrant n'importe où, dans les camps, dans les casernes, dans tous les centres de réunion ; les officiers se remettant sur les bancs, pour ainsi dire, pour étudier avec autant de zèle que d'ardeur tout ce que l'on jugeait bon de leur enseigner ? Comme organisation d'armée, le programme le plus radical : plus de vieux soldats maintenus sous les drapeaux, tous ces vétérans considérés comme des non-valeurs encombrant inutilement les rangs ; plus de prime de rengagement, aucun avantage pécuniaire, aucun de ces marchés honteux faisant marchandise de la vie humaine, et ce principe fut mis en tête de la loi de recrutement comme une sorte de déclaration des droits du soldat, tout citoyen se devant à la défense de la patrie. Il a fallu depuis en rabattre quelque peu, et, après bien des recherches infructueuses, on est revenu aux primes de rengagement et on a reconnu qu'une somme convenable payée argent comptant était encore le moyen le plus simple et le plus facile de conserver quelques sous-officiers que l'on parvient à retenir sous les drapeaux pour les utiles et bons services qu'ils y rendent. Le temps est proche où on fera un nouveau pas en avant dans cette voie que

l'on n'aurait pas dû quitter. Mais alors le programme universellement adopté était : tout le monde à la caserne et tout le monde à l'école.

En se rappelant aujourd'hui l'engouement extrême dont on s'était pris pour le système prussien, engouement qu'activaient encore de nombreuses publications dues à la plume de militaires ne rêvant plus que nouveautés et réformes, on doit s'étonner que l'Assemblée nationale n'ait pas adopté d'un coup et en bloc toute l'organisation allemande, comme si ce qui convient à un peuple pouvait également s'appliquer à un autre.

Au milieu de ce concert de louanges pour une importation étrangère, se faisaient encore entendre quelques voix autorisées, celle de M. Thiers entre autres, qui recommandaient la prudence. Ceux-là disaient avec raison que nos anciennes institutions militaires avaient eu, elles aussi, la consécration de victoires tout aussi éclatantes que celles remportées naguère par les armées allemandes, et qu'il ne fallait pas se hâter de les détruire, sans être bien sûr que ce que l'on voulait mettre à leur place convenait au génie et au tempérament de notre nation. De cette lutte d'opinions, qui n'est pas encore terminée, il résulta l'œuvre que nous voyons, œuvre bâtarde, hybride, provenant de deux systèmes très différents, et sans que l'on puisse dire si elle en a emprunté les qualités plutôt que les défauts. Les deux principes, mis en présence, semblent sinon se contredire absolument, du moins être en désaccord. Le service universel, personnel et obligatoire, et le volontariat d'un an, substitué au remplacement; le temps de service actif réduit, et le contingent annuel scindé en deux portions; la quasi-permanence des garnisons sans le recrutement régional; je me hâte d'ajouter que lorsque ces deux dernières mesures seront définitivement adoptées, ce sera la fin de tout esprit militaire, sans parler de ce que pourront être leurs conséquences politiques.

Certes, il y avait de très bonnes choses à emprunter aux Allemands : leur éducation du soldat, leurs méthodes d'instruction, leur très forte discipline; mais quant aux bases fondamentales de leur organisation militaire, c'est une autre question.

Les institutions militaires sont pour l'armée ce que la constitution civile est pour l'ensemble de la nation. Il faut, pour qu'elles soient fécondes, qu'il y ait un rapport exact et complet entre elles et l'état social et politique du pays, qu'elles s'adaptent parfaitement, pour ainsi dire, au tempérament du peuple. Si cet équilibre est rompu, le résultat est tout autre que celui sur lequel on comptait.

Je serais presque tenté d'appliquer ici, à notre organisation mili-

taire, les sages paroles que le prince de Bismarck, à peine arrivé au ministère, adressait à ceux des députés prussiens qui, effrayés de l'avenir, voulaient emprisonner son génie dans les liens du parlementarisme.

« Aux doctrinaires, disait-il, qui veulent appliquer à l'Allemagne la constitution anglaise, l'œuvre la plus exclusivement nationale et locale qui fût jamais, je réponds : Ces invocations à l'Angleterre sont notre malheur. Donnez-nous toutes choses anglaises que nous n'avons pas, donnez-nous la piété anglaise et le respect anglais pour la loi, donnez-nous tout entière la constitution anglaise, mais aussi toutes les conditions de la propriété foncière anglaise; donnez-nous la richesse anglaise et le bon sens anglais, donnez-nous tout ce que nous n'avons pas, et alors je vous dirai : Vous pouvez nous gouverner à la manière anglaise. »

Je dis de même : donnez-nous l'état politique et social de l'Allemagne et alors pourrons-nous peut-être lui emprunter avec avantage son organisation militaire.

Or l'Allemagne, pays essentiellement monarchique et aristocratique, féodal même encore, sous certains points, a nécessairement des mœurs politiques et militaires, très différentes de celles de la France, État républicain et démocratique, où la noblesse, non seulement ne forme plus une caste privilégiée, n'a plus de rang reconnu, n'exerce plus de fonctions à elle réservées; mais encore est maintenue, en quelque sorte, dans un état de suspicion; car, par une singulière contradiction, la passion ardente des distinctions de toute nature se combine on ne peut mieux chez nous avec celle non moins violente d'un nivellement farouche, qui est le caractère propre du mouvement révolutionnaire qui nous emporte.

La nécessité des réformes militaires qui s'est imposée à nous, au lendemain de la guerre, s'était déjà produite en Prusse après la campagne tout aussi désastreuse de 1806-1807. La vieille armée de Frédéric le Grand, qui avait combattu à Iéna et à Auerstædt, était le type le plus complet de l'armée de métier, recrutée un peu partout, composée en partie d'étrangers qui ne connaissaient plus d'autre patrie que le drapeau sous lequel ils combattaient.

Les Prussiens qui y servaient étaient séparés du reste de la nation, dont la vie propre continuait, malgré la guerre, presque sans en souffrir. Les officiers étaient cosmopolites comme leurs soldats. Les uns et les autres étaient maintenus par la discipline la plus dure. Mais cette armée, admirable instrument entre les mains d'un grand capitaine, avait l'immense inconvénient d'être une et de ne pouvoir se renouveler. Elle avait complètement disparu dans la tourmente. Il fallait en reconstituer une autre de

toutes pièces et dans des conditions particulièrement difficiles, sous l'œil soupçonneux du vainqueur, dont il ne fallait pas éveiller la méfiance. Il fallait aussi, cependant, que les bases de cette organisation, jetées dans les entrailles mêmes de la nation, fussent assez solides pour pouvoir résister au choc terrible de la lutte suprême que l'on sentait prochaine et pour laquelle on se préparait. C'est ce problème, qui semble singulièrement ardu, que des hommes animés d'un ardent patriotisme eurent le rare talent de résoudre, en tirant de leurs propres inspirations une œuvre originale absolument nouvelle pour l'époque et sur laquelle toutes les armées européennes ont une tendance à se modeler aujourd'hui.

Ils prirent pour base de leur organisation militaire le même principe que celui admis par la Convention : toute la nation appelée à concourir à la défense de la patrie. Ils constituèrent ainsi une armée exclusivement nationale, le recrutement atteignant toutes les classes de la population ; les soldats ne restant sous les drapeaux que juste le temps nécessaire pour leur instruction militaire, mais devant y revenir tous indistinctement au premier appel pour le temps de guerre. La force de cette armée devait consister dans le recrutement excellent des cadres, choisis avec un soin extrême, et dans la discipline des soldats, fortement établie sur le sentiment de la religion et du patriotisme se confondant ici avec le dévouement au souverain.

C'était la question des cadres qui, de beaucoup, était la plus importante. C'était le lien qui devait réunir en faisceau toutes les forces de la nation. Or, pour être dignes de cette haute mission, il fallait qu'ils fussent instruits, exercés, rompus à toutes les choses du métier des armes, respectés des masses. Ces cadres étaient tout trouvés. Ils existaient tout naturellement dans la hiérarchie sociale du pays. Il n'y avait qu'à le faire passer dans l'armée où la noblesse avait servi de tout temps et où elle occupait les principaux grades.

En Prusse, depuis la fondation du royaume et sa délivrance du joug polonais, les nobles n'ont pas cessé de vivre au milieu des paysans, protégeant leurs intérêts, s'occupant de leur bien-être, étant pour eux des amis. Le paysan prussien ne voyait donc pas en eux ses ennemis naturels, d'avides oppresseurs, mais, au contraire, des protecteurs éclairés ; et, aujourd'hui encore, le paysan retrouve avec confiance et bonheur le noble dans les rangs de l'armée. Il a pour lui, malgré toutes les sévérités d'une discipline inflexible, le plus grand dévouement. Ce sont ces sentiments réciproques qui font la force de l'armée prussienne.

Le P. Didon, dans son ouvrage sur l'Allemagne, fait un tableau

superbe et à retenir du rôle supérieur réservé à l'officier et des grands devoirs qu'il a à remplir.

« L'esprit de l'armée prussienne, dit-il, réside en ses officiers. Il est donc nécessaire que le corps des officiers sorte des meilleures fractions de la nation, des classes, qui, dans la vie de chaque jour, exercent une autorité naturelle sur les masses...

« Pour guider, en face de la mort, une masse d'hommes et conserver toute son influence sur elle, il faut des qualités supérieures. Elles ne peuvent être innées chez tous ; mais elles s'acquièrent en grande partie par l'éducation et la fréquentation des hommes les plus distingués et les meilleurs...

« Un corps d'officiers entre en décadence, et son influence baisse, lorsque les membres qui le composent commencent à ne plus s'occuper de leurs hommes avec la même sollicitude et se bornent à les commander. Dès que leur autorité se manifeste avec fracas, elle est entièrement menacée...

« Plus la discipline est mauvaise dans une armée, et plus la forme qu'elle revêt est despotique...

« A la guerre, l'officier doit toujours prêcher d'exemple et s'exposer plus même que ne l'exige le but que l'on veut atteindre en combattant. C'est en montrant une valeur hors ligne qu'il éveillera les nobles instincts de ses soldats et enflammera leur courage. Ce n'est qu'à ce prix que l'on peut accomplir de grandes choses à la guerre.

« Le pire ennemi d'un corps d'officiers apte à bien remplir ses grands devoirs est l'égoïsme. Donc toute profession favorisant cet égoïsme lui est contraire.

« C'est pour toutes ces raisons que la classe des officiers occupe nécessairement une place privilégiée dans l'État : noblesse oblige.

« Ceux qui se trouvent, au contraire, dans une condition dépendante inférieure ne se sentent que rarement portés à se signaler par une action d'éclat. La servitude d'une situation précaire exerce autant que tout autre servitude son action déprimante, et le sentiment de sa dignité est nécessaire à l'officier... » etc.

Certes, voilà de nobles sentiments très clairement exprimés. Je suis très fermement convaincu que, loin d'être le patrimoine exclusif des officiers auxquels ils sont enseignés comme base essentielle de leur éducation militaire, ils sont aussi communément répandus chez nous que dans n'importe quelle autre armée; mais c'est déjà quelque chose que d'en recommander la pratique. Ils indiquent aussi à quelles considérations d'ordre supérieur répond le mode spécial de recrutement des cadres de l'armée allemande.

Les officiers, unis par une solidarité absolue, constituent, pour

ainsi dire, une sorte de grande communauté militaire, quelque chose comme un ordre de chevalerie. Ils exercent sur leur propre recrutement une telle action, une telle autorité, que ce n'est qu'après avoir été accepté unanimement par ses futurs camarades qu'un officier est nommé par l'empereur dans le régiment où il est appelé à servir.

Ce que l'on exige avant tout d'un candidat officier, ce sont les qualités du cœur et du caractère, les plus utiles certainement pour les devoirs qu'il aura à remplir, surtout au début de sa carrière. L'instruction savante ne vient qu'en seconde ligne, et ceux destinés à parvenir aux hauts grades auront plus tard tous les moyens et toutes les facilités de l'acquérir aussi largement que possible.

C'est là le point essentiel, capital, de cette organisation très habile et très sagace, créée au commencement du siècle pour faire face à une situation extraordinairement critique, et qui a fini par être décidément adoptée après de longs et quelquefois de laborieux tâtonnements. Les événements de 1849 et de 1850 étaient de nature à faire douter de sa solidité, et c'est peut-être de là que vint l'erreur, partagée en 1866 par le plus grand nombre, sur la puissance respective des armées prussiennes et autrichiennes. Les guerres récentes ont prouvé sa force et son élasticité; mais elle n'a pas encore subi l'épreuve décisive de la défaite, qui seule marquera sa véritable valeur.

On peut ajouter que la Prusse a été, dès son origine, et cela pour les conditions vitales de l'existence, de l'indépendance et du développement de l'État, une véritable monarchie militaire. Qu'elle fût gouvernée par un grand électeur, un roi ou un empereur, le souverain s'est toujours réservé le commandement suprême, direct et effectif de l'armée, s'appliquant sans cesse à en augmenter la force, à perfectionner son organisation, à en connaître les chefs, à distinguer de la foule les hommes de talent, et ayant grand soin surtout de la soustraire à l'action parlementaire.

Mais, ce militarisme allemand, on dirait vraiment qu'il nous est inconnu et que nous n'en voyons que le mécanisme apparent, sans nous douter de l'âme invisible et du ressort moral qui mettent en mouvement cette formidable machine et en font la véritable puissance.

Ce ressort moral, cette arme invisible, c'est bien moins l'instruction et la science des soldats et des cadres que l'éducation virile donnée aux enfants et à la jeunesse, aussi bien dans les écoles de village que dans les hautes universités, et qui a pour but de développer dans toutes les classes de la nation le patriotisme, l'esprit martial et l'esprit religieux. Sans être pessimiste, on peut craindre

que les enfants, en France, élevés dans les bataillons scolaires, organisés dans les grands centres de population, particulièrement à un point de vue politique, n'y acquièrent pas aisément ces habitudes de discipline et d'obéissance, cet esprit d'ordre et d'hiérarchie, universellement répandus en Allemagne et qui rendent si prompte et si facile l'éducation militaire du jeune soldat.

Nous voyons donc, en Allemagne, le corps des officiers recruté d'une façon spéciale, suivant un principe invariable et dans un rapport parfait avec l'état social du pays. Il forme, pour ainsi dire, la charpente fixe et indestructible de tout l'édifice militaire dont la construction est complétée avec tous les matériaux dont se compose cette nation où l'on naît soldat.

En France, les conditions sont-elles les mêmes? Non, assurément, nous sommes bien obligés d'avoir recours à d'autres procédés pour nous rapprocher du même résultat, c'est-à-dire pour donner les bases les meilleures au recrutement normal et régulier des cadres nécessaires à l'armée prodigieusement accrue depuis la guerre.

Il n'existe plus d'aristocratie de naissance dans notre état social passionnément égalitaire. Elle n'est plus qu'une simple parure de mode pour ceux qui y pourraient encore prétendre; mais elle ne leur constitue plus de droits et, partant, plus de devoirs. Cependant on a dû songer à la remplacer par quelque chose; car il faut bien reconnaître quelques titres à ceux appelés à commander aux autres, et on a admis comme seul titre à ce droit l'aristocratie de l'intelligence, sinon l'aristocratie de l'argent. En théorie, c'est parfait; mais dans la pratique, que de mécomptes, que de difficultés l'on rencontre. La création de l'École polytechnique et de l'École spéciale militaire (Saint-Cyr) a eu pour résultat de constituer à la jeunesse studieuse et intelligente un privilège justifié, mais considérable. Le grade d'officier est acquis d'emblée à tout jeune homme ayant, à un âge déterminé, subi victorieusement les épreuves du concours et de l'examen de sortie. Mais nos deux Écoles suffisent-elles à leur tâche? En aucune façon. Le recrutement provenant de cette source est forcément très restreint et ne saurait être augmenté, nous dirons tout à l'heure pourquoi.

En fait, la majeure partie des vacances d'officiers est donnée à des militaires sortant de la troupe. Voulût-on faire autrement, que l'on n'en aurait pas la possibilité, et ensuite dans notre État démocratique et égalitaire, c'est la logique des choses. Seulement, il convient de constater la différence radicale des deux systèmes et les conséquences qui en résultent.

En Allemagne, le recrutement des cadres de l'armée, se faisant

exclusivement dans une certaine classe de la nation vouée tout entière au métier des armes, fournit une pépinière inépuisable d'officiers ayant tous la même origine sociale. Il constitue ainsi une corporation très homogène, très serrée, ayant dans la nation une place à part, privilégiée et exerçant, par son union indissoluble qu'aucun sentiment hostile ou de parti ne peut pénétrer, une puissance incontestable toujours mise aveuglément au service de la patrie représentée par le souverain.

En France, le recrutement est double : les officiers sortant de l'École, ceux provenant de la troupe. On a bien été frappé de cette sorte de dualité et on a cherché à y porter remède, en imposant un stage de quelques mois dans une école militaire aux sous-officiers proposés pour l'avancement. On a voulu donner ainsi à tous, à défaut d'autres, une même origine professionnelle. A-t-on réussi à faire disparaître ou, au moins, à atténuer les inconvénients de cette double origine? Pour moi, je ne le crois pas; c'est une question fort délicate et qui demande à être examinée de près. Mais, dans l'état actuel des choses, nos corps d'officiers sont composés d'invidualités souvent très brillantes, très instruites, toujours animées des plus grands sentiments de patriotisme, de courage et d'abnégation, reliées entre elles sans doute par la camaraderie de régiment, par la confraternité d'armes, par le souvenir des mêmes dangers affrontés en commun; mais ils ne forment plus une communauté compacte, puissante, animée du même esprit, obéissant à la même pensée. Il n'est que trop vrai que les divisions de parti qui existent dans le pays se retrouvent avec la même intensité dans l'armée. Sans aucun doute, elles disparaîtraient complètement en face de l'ennemi; mais, en temps de paix, leur action désagrégeante se fait sentir.

Ensuite de trop nombreuses démissions viennent chaque année troubler l'harmonie et altérer la solidité de notre édifice militaire. C'est un mal presque inconnu en Allemagne, où un officier qui, avant l'âge de la retraite, quitte l'armée d'une manière quelconque, autrement que pour entrer dans la diplomatie, perd de sa considération. Il ne se trouve plus dans le milieu ni à la place où son rang social l'appelle.

La démission est pour l'armée ce que l'émigration est pour un peuple : une cause d'affaiblissement d'abord, un symptôme de malaise ensuite. Il faut bien le dire, le mal sévit plus particulièrement parmi les jeunes gens appartenant à des familles riches ou portant un nom aristocratique, et je trouve dans l'histoire un enseignement qu'il n'est pas hors de propos de reproduire. « L'empire romain tomba en dissolution quand l'armée fut abandonnée par

l'aristocratie et ne se recruta plus que dans la démocratie. Alors les fils de sénateurs furent remplacés par des officiers de fortune dont quelques-uns furent de très habiles généraux, mais dont beaucoup ne furent que des ambitieux vulgaires, ayant plus de souci de leurs intérêts particuliers que de ceux de l'empire. »

On quitte très volontiers l'armée, parce que l'esprit militaire se perd chaque jour en France, où l'éducation de la jeunesse, dirigée dans un sens systématiquement hostile à la religion, tend plutôt à l'affaiblir qu'à le développer, et l'on se porte avec empressement vers la carrière lucrative et les fonctions civiles bien plus avantageuses et tout aussi considérées, si ce n'est plus, que le métier qui consiste à verser son sang et à prodiguer sa vie pour la patrie. Il n'est pas hors de propos de dire ici que le sentiment religieux est celui qui contribue le plus au développement de l'esprit militaire, parce qu'il n'y a que la religion capable d'inspirer ces grandes idées d'abnégation, de sacrifice, de devoir et de fermeté devant la mort.

L'École de Saint-Cyr fournit à peine le quart et certainement pas le tiers des officiers nécessaires à la cavalerie et à l'infanterie.

A l'École polytechnique, non seulement les carrières civiles, les Mines, les Ponts et chaussées, les Télégraphes sont l'objet des préférences des élèves sortant à la tête de leur promotion; mais encore nombre de jeunes gens qui n'ont pu les obtenir et qui sont réduits par leur classement inférieur à accepter l'épaulette dans le génie ou l'artillerie, donnent leur démission à leur sortie de l'École pour se consacrer à l'industrie, qui leur offre bien plus d'avantages. En un mot, on y concourt pour ne pas être militaire. Le même esprit se retrouve plus tard; car nous voyons deux corps éminemment savants, celui du contrôle et celui de l'intendance, recueillir précisément ceux que le concours pour les carrières civiles n'avait pas pourvus au début de la vie.

Quant aux jeunes gens appartenant à des familles riches, c'est l'immense exception lorsqu'ils restent dans l'armée, passé un certain âge. Le volontariat d'un an n'est même le plus souvent pour eux qu'un remplacement déguisé, donnant lieu à bien plus d'abus et à de bien plus graves inconvénients que ceux que l'on a pensé détruire en supprimant la faculté de se soustraire, à prix d'argent, aux obligations du service militaire. C'est encore une importation allemande qui réussit parfaitement de l'autre côté des Vosges, où elle est comprise d'une tout autre façon que chez nous, et qui ne s'accorde nullement avec nos mœurs actuelles. En Allemagne, le volontariat est la véritable pépinière des officiers de réserve et de

Landwehr, qui sont pour l'armée de très utiles auxiliaires. En France, c'est l'asile où se réfugient tous les jeunes gens qui cherchent à se débarrasser le plus vite possible et à tout prix de leurs obligations militaires.

Pour se rendre bien compte de la portée et du caractère de ces réformes militaires, il faut se rappeler qu'elles ont été arrêtées sous l'influence de rêveurs et d'utopistes qui, la veille, avaient pour programme la suppression des armées permanentes et leur remplacement par les levées en masse. La guerre les avait fait revenir un peu de leurs illusions, mais pas complètement, à beaucoup près. La nation en armes était toujours leur idéal. Ils attribuaient bien un peu la mauvaise issue de la guerre à l'inexpérience des jeunes troupes, à leur manque d'instruction professionnelle, mais ils reportaient plus loin et plus haut la responsabilité de notre défaite. L'adoption du service universel personnel et obligatoire était une sorte de transaction à laquelle ils consentaient et qui suffisait à résoudre le problème.

On s'imaginait aussi qu'en faisant passer tout le monde indistinctement sous le joug de la discipline militaire, on allait discipliner la nation et changer son caractère. C'était une singulière illusion. L'armée est ce qu'est la nation dont elle émane, au milieu de laquelle elle vit. Elle en a l'esprit, elle en partage les sentiments et les préventions. Elle en subit toute l'influence.

Les Écoles militaires étant loin de suffire au recrutement des corps d'officiers de toutes armes, on a dû nécessairement, pour combler la différence, recourir aux mêmes moyens qu'autrefois et choisir, parmi les sous-officiers, ceux jugés les plus capables et les plus dignes de franchir l'échelon supérieur. C'est ici surtout que la théorie décevante du maître d'école vainqueur sur les derniers champs de bataille a reçu l'application la plus fausse et la plus fâcheuse dans ses conséquences, en accordant à un semblant d'instruction générale, la plupart du temps illusoire, des avantages qui devraient être réservés aux seules qualités militaires.

On se plaint dans toutes les armes, dans tous les régiments, partout, de la pénurie de plus en plus grande des vieux sous-officiers, de ces serviteurs si utiles, si dévoués à leurs modestes devoirs, si observateurs de la tradition, et sachant maintenir la discipline dans la troupe, plus par leur exemple que par l'autorité bien limitée dont ils sont revêtus. Je ne veux pas examiner toutes les causes qui ont amené un état de choses très préjudiciable aux intérêts vitaux de l'armée, cela nous entraînerait trop loin, mais on peut dire qu'après la guerre, par suite de la réaction

violente qui s'est produite contre ce qui existait, on a fait tout au monde pour dégoûter les vieux sous-officiers et les écarter de l'armée. On n'y a que trop bien réussi; aujourd'hui on voudrait les retenir et on n'y arrive pas. La façon dont l'avancement est distribué dans les grades inférieurs y contribue pour une très large part.

Je craindrais en entrant dans des détails trop minutieux et trop techniques de me faire mal comprendre. Je veux seulement établir la comparaison entre ce qui se passait autrefois et ce qui se fait aujourd'hui. La différence semble insignifiante et tout en faveur du système actuel : elle a une portée immense et produit des résultats tout opposés à ceux que l'on devait se proposer.

Autrefois, un sous-officier arrivait à l'épaulette uniquement sur la présentation de ses chefs hiérarchiques, qui ne tenaient réellement compte que de sa conduite, de son honorabilité, de ses qualités militaires et de la somme d'instruction générale jugée nécessaire pour son nouveau grade. De plus, la part d'avancement était rigoureusement la même pour chaque régiment. C'était une garantie contre l'arbitraire, et la règle était strictement observée. Elle devrait l'être aujourd'hui plus que jamais, avec la permanence des garnisons, dont l'effet le plus certain est d'apporter de si notables et de si regrettables différences dans la composition des corps de troupe. En est-il toujours ainsi? Nous allons voir. C'est bien toujours le chef de corps qui soumet à l'autorité supérieure la liste de ses sous-officiers susceptibles d'être proposés pour l'avancement. Le général se borne à la viser; car les modifications qu'il pourrait y apporter seraient de peu d'importance. Ce sont des commissions d'examen composées de trois ou quatre officiers, dont le plus élevé est du grade de colonel ou de lieutenant-colonel, qui établissent le classement général des candidats par numéro de mérite, suivant le degré d'instruction qu'elles reconnaissent à chacun d'eux. Ces commissions ne tiennent aucun compte des régiments auxquels appartiennent les sous-officiers examinés, de sorte qu'un régiment voit tous ses candidats acceptés, tandis que le régiment voisin a tous les siens repoussés. C'est justice, pensera-t-on, puisque c'est par ordre de mérite que la liste est établie. Ce serait justice peut-être si ces commissions, qui n'interrogent ces aspirants à l'épaulette que sur des matières enseignées à l'école régimentaire, d'après le programme officiel des cours, l'histoire, la géographie, la topographie, l'allemand, etc., etc., pouvaient, en même temps, apprécier en eux les qualités que l'on doit rechercher *avant toutes choses* chez un officier : les qualités du cœur et du caractère, et dont il n'est tenu aucun compte dans cette espèce de concours. Et puis

quelle source d'abus! Je ne parle pas de l'effet produit dans un régiment par l'échec de tous ses candidats et des récriminations sans fin qui en sont la suite. En bonne conscience, croit-on que cette situation soit de nature à encourager les sous-officiers et à les disposer à rester au service?

Le moindre reproche que l'on puisse faire à un pareil système est son défaut d'impartialité. Les examinateurs pour l'École polytechnique, pour Saint-Cyr, sont des savants, indépendants, tout à fait étrangers à l'armée, ne sachant, souvent, pas même le nom des jeunes gens dont le sort est entre leurs mains, et, cependant, je n'oserai pas affirmer qu'ils restent absolument insensibles à toute influence. Mais, ici, c'est bien autre chose. Ces commissions d'examen, composées d'officiers de l'armée, pense-t-on, de bonne foi, qu'elles ne céderont pas à quelque recommandation venant de haut lieu ou qu'elles n'auront pas quelque indulgence intéressée pour le fils d'un officier général, par exemple, qui sera peut-être appelé demain à noter, à classer, à juger les officiers qui en font partie? Il n'y a donc là aucune sincérité.

Et, en somme, qui donc profite le plus de ces examens que l'on présente comme une innovation merveilleuse, et en vue desquels le jeune soldat est uniquement préparé dès son arrivée au régiment, au grand dommage de son instruction militaire proprement dite? Ceux qui y répondent le moins mal sont des jeunes gens qui ont fait des études au collège ou dans des pensions préparatoires, et qui ont retenu quelques bribes des matières qu'ils y ont apprises. Ce sont ceux qu'à la caserne on appelle « des ratés de Saint-Cyr ». Or l'armée a-t-elle donc intérêt à constituer des avantages particuliers, et dont tout à l'heure nous allons montrer les inconvénients, à ces jeunes gens n'ayant qu'une éducation manquée et n'ayant pas su profiter d'une situation privilégiée? Un jeune homme, dans certaine condition de famille, n'ayant eu dès son enfance que de bons exemples sous les yeux, ayant eu toutes les facilités possibles pour s'instruire et n'ayant même pas pu parvenir à se faire admettre à Saint-Cyr, a, nécessairement, fait preuve ou d'inintelligence ou de paresse ou de manque d'amour-propre, et, certes, l'un ou l'autre de ces cas n'est pas un titre à la faveur. Quelques-uns de ces jeunes gens peuvent se former tard et finir par avoir un certain mérite, c'est possible; mais on raisonne sur des généralités et non sur des exceptions.

Ces facilités trop grandes d'arriver à l'épaulette présentent aussi des inconvénients d'un caractère plus sérieux et plus général. Quand la jeunesse plus ou moins studieuse sera convaincue, comme déjà elle commence à l'être, que l'on peut obtenir le grade

d'officier à peu près aussi vite en débutant comme soldat dans un régiment qu'en passant par Saint-Cyr, elle travaillera beaucoup moins, n'ayant plus un stimulant assez puissant, et le niveau intellectuel baissera d'autant dans les cadres de l'armée. Je disais plus haut que le recrutement des cadres par les écoles d'officiers était arrivé à sa limite extrême et qu'il n'était pas possible de l'augmenter. La raison en est bien simple. A mesure que l'admission pour Saint-Cyr, en réalité notre seule école militaire, devient plus facile, le nombre des candidats diminue tellement, que la proportion entre les admis et les refusés va bientôt atteindre un chiffre insignifiant.

Et puis, quelle fausse direction donnée maintenant à l'esprit militaire dans les corps de troupe? Un jeune homme arrive au régiment soit comme engagé volontaire, soit comme faisant partie du contingent. Il paraît intelligent et susceptible d'obtenir de l'avancement. Immédiatement on le met à part, dans une catégorie spéciale. La libération fait, chaque année, de tels vides dans les cadres d'inférieurs, qu'il faut bien s'y prendre longtemps à l'avance pour être en mesure de les combler lorsqu'ils se produiront. Mais ce n'est pas au point de vue de l'instruction militaire, comme il serait naturel de le croire, que l'on va s'occuper de développer les aptitudes de cet apprenti caporal. Cela, c'est l'affaire de l'école de Saint-Maixent ou de Saumur, quand il ira, et s'il y va. Au régiment, on l'envoie à l'école régimentaire, et là, on s'efforce de lui apprendre la grammaire, l'histoire, l'arithmétique, la géographie, etc., etc., une foule de choses fort utiles à savoir sans doute, mais qui, pour le moment, se confondent, se brouillent dans sa tête, et dont l'étude plus ou moins prématurée restera les trois quarts du temps lettre morte pour lui. C'est précisément l'affaire de Saint-Maixent ou de Saumur et non du régiment, où ce jeune soldat n'est nommé caporal, sous-officier et proposé pour officier, que sur des notes dont la valeur est déterminée par des coefficients algébriques. Franchement, est-ce là la meilleure voie à suivre pour imprimer un vigoureux élan à l'esprit militaire de l'armée?

N'est-ce pas Voltaire qui, pendant la guerre de Sept ans, écrivait à son ami le roi de Prusse : « Faut-il donc tant de science pour apprendre à tuer les hommes? » Adressée à Frédéric le Grand, cette boutade n'était qu'une pédante impertinence que se permettait le célèbre philosophe, trop disposé à n'admirer d'autre gloire que la sienne. Mais, dans le cas particulier dont il s'agit, elle ne reçoit qu'une trop juste application. Au lieu de farcir la tête de tous ces jeunes gens-là d'une foule de choses qu'on leur enseigne mal et qu'ils ne retiennent pas, il faut s'appliquer à leur élever le

cœur et à leur former le caractère. Le plus grand présent, dit-on, que la Providence puisse faire à une nation, c'est de lui donner un général en chef, parce que l'homme digne d'exercer de si hautes et de si redoutables fonctions doit réunir tous les genres de talent qui constituent sinon l'homme de génie, du moins l'homme supérieur. Il doit surtout avoir le caractère. Mais faut-il donc que tous les officiers possèdent cette science qui excitait si inopportunément la raillerie de Voltaire ?

Au moins, en créant ces nouvelles écoles militaires que j'appellerai du premier degré, est-on arrivé à faire disparaître cette sorte d'antagonisme que l'on supposait devoir exister entre les officiers de provenances différentes ? Eh bien, à parler franc, je ne le crois pas, et je dirai plus : le système, tel qu'il est compris et appliqué, ne peut qu'accentuer davantage encore cette séparation, en supposant qu'elle existât auparavant. Les uns restent avec leur supériorité d'instruction attestée par des preuves irrécusables et par la spécialité des fonctions auxquelles ils sont appelés de préférence ; les autres, avec un peu de jalousie d'une supériorité qu'ils contestent nécessairement, et aussi avec cette sorte de prétention qui est le propre d'une demi-science ou d'une instruction superficielle. Pourquoi donc avoir changé ce qui existait autrefois ? C'est en voulant combler un fossé qu'on ne s'apercevait même pas avoir creusé et que, si on n'y prend garde, on élargira au point de le rendre infranchissable. Aujourd'hui encore, l'armée compte bien des généraux qui « sont partis le sac sur le dos » pour parvenir aux plus hauts grades et qui y font tout aussi bonne figure que leurs collègues provenant du fameux « bataillon d'officiers ». Je constate seulement que les expédients imaginés pour donner à nos officiers une même et commune origine, le rêve des égalitaires, dans une corporation forcément et nettement hiérarchisée, n'ont pas abouti jusqu'à présent.

Le mieux est donc de rendre aux écoles d'élèves-officiers de Versailles, de Saint-Maixent et de Saumur leur véritable et primitive destination. Les sous-officiers proposés pour l'avancement ne doivent l'être qu'en raison de leurs qualités militaires. Ils ne sont envoyés dans une école que pour y recevoir l'instruction générale qui peut leur faire défaut ; mais ce n'est nullement après un concours illusoire, source d'abus attentatoires à la discipline, et à la suite d'examens aussi inutiles que peu sincères, que cette désignation doit être faite. Comment ! c'est une commission d'examen, composée d'un chef de bataillon, d'un sous-intendant militaire et présidée par un lieutenant-colonel, qui viendrait modifier la liste de classement établie par un général de division

et redresser le jugement porté par cet officier général sur chacun de ses candidats ! C'est attentatoire, au premier chef, aux règles les plus élémentaires de la discipline. L'examen doit avoir lieu à la sortie de l'École, pour pouvoir apprécier le fruit qu'en ont retiré les élèves-officiers et les classer entre eux suivant leur mérite respectif. S'ils ont lieu également à l'entrée, c'est uniquement pour constater que les candidats ont l'aptitude et l'intelligence nécessaires pour apprendre et non le savoir qu'ils y vont acquérir.

Alors les vieux sous-officiers (vieux relativement, bien entendu), ne se sentant plus écartés de parti pris, ne voyant plus leurs modestes mais honnêtes services méconnus au profit d'un semblant d'instruction possédé par de tout jeunes gens, qui, la plupart du temps, n'ont d'autre mérite que la faveur, et ayant, au contraire, en perspective une honorable carrière à parcourir, seront bien plus disposés à rester sous les drapeaux, où un intérêt certain les retiendra. Ils arriveront quelquefois un peu tard à l'épaulette, c'est possible ; mais ils n'en seront pas moins de très utiles serviteurs, sachant parfaitement le détail du métier, destinés, la plupart, à ne pas dépasser le grade de capitaine, dont leur ambition se contentera. Ils formeront ce que l'on peut appeler cette excellente classe moyenne des officiers en quelque sorte légendaire, qui constitue la base de granit indestructible sur laquelle on peut, en toute confiance, faire reposer le poids de notre édifice militaire, bien lourd au jour de la mobilisation.

Notre goût pour l'imitation nous permettra-t-il de nous arrêter en chemin? Encore un pas de fait en avant, et nous aurons, nous aussi, adopté définitivement le recrutement régional et, comme conséquence inévitable, la permanence des garnisons. On peut même dire qu'elle est, dès à présent, passée dans les usages militaires. Que de régiments n'ont pas changé de garnison depuis la guerre, c'est-à-dire depuis quatorze ans, et combien d'autres sont encore là où ils ont été formés.

En Allemagne, c'est la règle générale. Malgré les inconvénients reconnus, elle se justifie par des considérations majeures d'ordre social et politique. Elle découle nécessairement du système d'organisation établi, et tant que la centralisation n'aura pas absorbé l'autonomie des provinces, il y aura des régiments de Polonais, de Poméraniens, de Silésiens, de Brandebourgeois, etc., etc., tenant garnison là où ils se recrutent exclusivement. Mais le correctif à cette mesure, qui pourrait finir par altérer l'esprit militaire, se trouve dans la puissance des cadres et leur action constante sur leurs soldats. En effet, on ne saurait trop le répéter, tout

le caractère de l'organisation militaire allemande est là : transporter purement et simplement dans l'armée les cadres sociaux de la nation, afin de faire concourir à sa solidité toutes les forces vives dont on dispose. Compris de la sorte, le recrutement régional est parfait et produit tous ses effets utiles. Le soldat retrouve avec confiance au régiment un chef qu'il connaît et qu'il respecte, dont il est lui-même connu et dont la famille exerce vis-à-vis de la sienne une sorte de patronage. Ce recrutement ne fait donc que resserrer davantage les liens qui unissaient déjà la troupe à ses officiers et, de plus, il convient merveilleusement à l'organisation politique de l'Allemagne, dont l'unification s'est faite en respectant l'autonomie des États.

Mais nous, sommes-nous dans les mêmes conditions? En France, la permanence des garnisons n'est qu'une pure question d'économie colorée de quelques prétextes spéciaux. En vérité, c'est pour ne pas dépenser quelque peu d'argent dans des déplacements jugés inutiles que les régiments sont systématiquement immobilisés dans leurs garnisons.

On prétend que la mobilisation en sera rendue plus prompte et plus facile, et que les réservistes reviendront avec plus d'empressement dans leur ancien régiment, étant certains d'y retrouver les officiers sous les ordres desquels ils ont précédemment servi. C'est une double erreur. La mobilisation ne sera ni plus prompte ni plus facile, attendu que, de toutes façons, le réserviste rappelé doit toujours se rendre au régiment le plus voisin de son domicile régulier. En second lieu, il ne sera pas certain de retrouver les cadres qu'il y a laissés. Avec l'avancement sur toute l'arme, les corps d'officiers se renouvellent sans cesse, et, en outre, une statistique assez curieuse, en signalant le caractère mobile d'une grande partie de la population, établit qu'une très forte proportion des réservistes ne devra plus être domiciliée, au moment de la mobilisation, dans les résidences où ces réservistes étaient établis au moment de leur incorporation sous les drapeaux. Enfin, les rapports qui existent entre la troupe et les officiers ne sont pas les mêmes en France qu'en Prusse. En tous cas, à mon sens, les inconvénients de la mesure dépassent de beaucoup les avantages, et voici quelques-uns de ces inconvénients.

Inégalité des recrutements des hommes de troupe et des cadres, et influence très sensible de cette inégalité sur la valeur même des régiments. Les régiments stationnés près de Paris et dans les grands centres, attireront toujours à eux les meilleurs éléments, au grand détriment des corps de troupe moins bien partagés. Ici, il y aura trop grande abondance de sujets de mérite et de choix; là,

pénurie presque complète; et déjà, avec le système tel qu'on le pratique, il y a des régiments qui ont les plus grandes difficultés à pourvoir aux vacances qui se font tous les ans, au moment de la libération dans les grades inférieurs.

Les régiments finiront par subir l'influence des milieux où ils resteront trop longtemps, ils prendront un aspect, un esprit particuliers, et l'unité de l'armée en sera altérée.

Les officiers, très inégalement répartis au point de vue de l'origine, ceux provenant de l'École abondant ici, ceux venant de la troupe se groupant ailleurs, perdront rapidement le goût de la grande famille militaire par la facilité qu'ils trouveront à se créer de plus agréables relations au dehors. Les corps d'officiers ne tarderont pas à voir leur force de cohésion diminuer sensiblement.

En résumé, avec un pareil système, on marcherait en droite ligne à l'extinction de l'armée telle que nous la connaissons et à son remplacement par une sorte de grande milice provinciale, dont les bataillons scolaires formeraient sans doute le recrutement d'élite.

De ce qui précède, on arrive, ce me semble, à cette conviction qu'il est indispensable, pour qu'une organisation militaire présente le caractère de force, de solidité et de durée qu'elle doit avoir, qu'elle soit en rapport parfait avec l'état social et politique du pays; ensuite qu'elle assure au recrutement des cadres une source féconde d'éléments de premier choix : car, il faut que l'on en soit bien convaincu, aujourd'hui surtout, avec ces foules immenses rappelées pour la guerre sous les drapeaux, du mérite des cadres dépend la valeur d'une armée. Témoin, la Turquie, qui, avec les meilleurs soldats du monde, possédant toutes les vertus guerrières, la discipline, le courage dans le danger, la patience et la fermeté dans toutes les épreuves, la sobriété, le dévouement, la foi religieuse, voit sa puissance militaire décliner chaque jour par la composition vicieuse de ses corps d'officiers.

Mais il est encore une troisième et non moins essentielle condition à remplir.

Pour qu'une armée réponde à tout ce que le pays est en droit d'exiger d'elle, il faut de toute nécessité qu'elle soit organisée en vue du but spécial à atteindre.

Ainsi, par exemple, voici trois grands États de l'Europe, l'Angleterre, la Russie et l'Allemagne; leurs armées semblent précisément avoir été formées d'après ce principe, dont il n'est pas possible de s'écarter sans courir de grands risques.

L'Angleterre se fie uniquement à son armée navale pour la défense de son territoire et pour la protéger contre un débarque-

ment contre lequel ses corps de milices et ses volontaires, réduits à leurs seules forces, seraient, sans aucun doute, dans l'impuissance de la protéger. Elle ne connaît pas le recrutement régulier par l'appel de contingents annuels. Son armée de ligne, dont le rôle est de porter au loin son action et d'assurer sa domination sur d'immenses territoires coloniaux, n'est composée que d'engagés volontaires, pris n'importe où et toujours prêts à s'embarquer, soit pour aller tenir garnison au Cap ou à Gibraltar, soit pour aller soutenir en Égypte ou dans l'Afghanistan, sur un point quelconque du globe, la politique ou les intérêts britanniques. C'est une armée spéciale qui convient à l'immense développement de sa puissance coloniale.

Si, de là, nous passons en Russie, que voyons-nous? Un système mixte, encore très compliqué et embarrassé, malgré tous les efforts faits depuis la guerre de 1877 pour arriver à plus de simplicité dans la mobilisation, mais cependant, en rapport avec la situation de cet immense empire semi-européen, semi-asiatique, et les destinées auxquelles il est appelé.

D'un côté, les conditions physiques de la Russie, son énorme population éparpillée sur de vastes espaces mal reliés entre eux, par des moyens de communication imparfaits et insuffisants; son climat, la nature du sol, des obstacles presque infranchissables, rendent fort difficiles et fort lentes, tout au moins sur une partie du territoire, les opérations préliminaires pour le passage du pied de paix au pied de guerre.

D'autre part, les nécessités d'une politique séculaire patiemment, mais inflexiblement suivie, l'obligent à avoir toujours une partie de ses forces prête à entrer en action. Il lui faut se garder à l'ouest contre les éventualités d'une lutte suprême, devenue inévitable entre les Slaves et les Germains, et qui faillit éclater il y a deux ans bientôt. Au midi, tandis qu'elle maintient son armée d'occupation au Caucase, pour garder sa nouvelle conquête et être en mesure de profiter des événements qui ne peuvent manquer de se présenter, en Orient, elle poursuit vers l'est sa marche en avant dans l'Asie centrale. Elle touche, d'une part, aux portes de l'Inde, de l'autre, aux frontières de la Chine. Il est donc tout naturel que, dans ces conditions toutes particulières, la Russie ait conservé une organisation militaire spéciale, et que, tout en adoptant plusieurs réformes indiquées par les progrès de la science, elle ait gardé certaines institutions qui lui sont propres : ses Cosaques, ses troupes des confins, ses colonies militaires, son mode de recrutement, la durée du service plus longue.

L'Allemagne nous présente un système militaire qui est devenu un type pour ainsi dire classique et sur lequel toutes les armées

européennes cherchent de plus en plus à prendre modèle. C'était inévitable. Depuis 1864, la Prusse a eu constamment les succès les plus éclatants sans jamais subir la terrible et suprême épreuve de la défaite. Chacun a voulu voir dans cette organisation, jugée avec raison très savante et très forte, parce que précisément elle remplit les trois conditions que j'ai indiquées plus haut, la cause unique de ses victoires. On n'a pas voulu examiner si des circonstances étrangères à cette organisation, et dont certainement l'impartiale histoire fera un jour mention, n'y avaient pas contribué pour une large part. Mais, peu importe; aujourd'hui ce qu'il convient d'établir, c'est qu'elle répond parfaitement au but que le législateur s'est proposé : la défense de la patrie ou la reprise des territoires allemands que la conquête avait détachés de la patrie commune.

A ce prix, mais à ce prix seulement, la nation peut consentir aux charges énormes et aux sacrifices que de pareilles institutions lui imposent. La mobilisation, c'est la vie civile de tout un peuple suspendue, c'est toute la population valide enlevée à ses travaux, à ses intérêts, à ses affections, c'est la famille du pauvre laissée sans secours et sans protection pendant que son chef va exposer sa vie, verser son sang sur le champ de bataille ou mourir misérablement dans quelque hôpital inconnu. Oui, pour un but si noble et si élevé, personne ne doit pouvoir se soustraire aux grands devoirs qu'il impose. C'est la nation tout entière debout et en armes, encadrée par ses chefs naturels.

C'est absolument dans cet ordre d'idées que nos réformes militaires ont été entreprises dès 1872, et poursuivies avec une très grande suite et une très grande fixité jusqu'à la chute du maréchal de Mac-Mahon. Que voulait-on unanimement alors? Protéger nos frontières contre une nouvelle invasion jugée possible, probable même, et donner au pays les moyens les plus énergiques pour défendre son indépendance et repousser l'agresseur : rien autre. A cette époque, il n'était question ni du Tonkin, ni de la Chine, ni de Madagascar, ni du Congo, ni même de la Tunisie, et encore moins de la fameuse politique coloniale, inventée à plaisir pour éparpiller nos forces aux quatre coins du monde.

C'est ici que l'on manque au principe qui semble devoir être un axiome, tant il est, à mon sens, une règle fondamentale : l'armée appropriée au but que l'on se propose. Ce ne sont pas le moins du monde les institutions qui nous font défaut ou qui manquent à leurs destinées : c'est l'orientation de la politique qui a pris une direction tout autre et qui a dévié de sa route primitive.

Si l'on veut avoir une armée répondant à tous les cas qui peuvent se présenter ou que l'on peut imaginer, certes, ce n'est pas l'organisation actuelle qui nous la donnera; et, à tant faire, il vaut mieux mille fois revenir tout simplement à la loi de 1832 légèrement amendée. Elle avait des avantages que l'on n'est pas loin de reconnaître aujourd'hui.

Avant l'organisation actuelle, à laquelle l'on semble vouloir imputer tous les mécomptes causés par les expéditions lointaines récentes, les troupes étaient inégalement réparties en vingt et une divisions territoriales, répondant plutôt à des circonscriptions administratives qu'à des commandements militaires actifs. Elles ne recevaient leur formation de guerre en brigades, divisions et corps d'armée, avec les états-majors correspondants, qu'au moment de leur entrée en campagne ou pour leur réunion temporaire dans les camps, soit d'instruction, soit d'observation, ou bien encore, pour quelques situations exceptionnelles, comme à Paris, à Lyon. Mais, en temps de paix et en garnison, les régiments n'étaient, en règle générale, que des unités sans liaison entre elles et relevant seulement de l'autorité locale. Dans de pareilles conditions, rien n'était plus facile au ministre de la guerre que de former de grands détachements. Il puisait, dans la masse, un régiment ici, un autre là, partout où cela lui convenait, guidé uniquement par la commodité de ses combinaisons, et sans craindre de porter atteinte à l'ensemble d'un système qui restait ce qu'il était après comme avant ces prélèvements. Les expéditions de Rome, de Chine, du Mexique n'ont pas été faites autrement.

Mais ces procédés commodes, suffisants pour une entreprise circonscrite et limitée, ne peuvent plus être de mise pour une grande guerre, où une heure a son importance, et dont ils rendent lents, confus, désordonnés les préparatifs et les dispositions préliminaires. Un des principaux objets de notre organisation actuelle a été précisement de prévenir le retour de ces inconvénients majeurs, dont nous n'avons que trop connu le danger. Tout est prévu à l'avance; le moindre détail est minutieusement réglé, afin de pouvoir gagner sur l'adversaire, pour le commencement des opérations, non plus des jours, mais des heures, tant la question de temps et de rapidité est, plus que jamais, un des éléments de succès les plus essentiels. On conçoit donc l'hésitation d'un ministre de la guerre à troubler l'harmonie d'une organisation laborieusement établie, où toutes les parties sont si étroitement liées que l'on ne peut toucher à une sans altérer l'ensemble, qui n'est encore qu'imparfaitement connue, puisqu'elle n'a pas encore été mise en pratique, et qui demande une fixité absolue,

afin qu'au moment, toujours si troublant, de la mobilisation chacun connaisse si bien son devoir, qu'il puisse le faire sans la moindre hésitation.

Cette organisation si vantée, dit-on, offre encore bien des lacunes, puisqu'avec une armée qui compte près de cinq cent mille hommes sous les drapeaux, on éprouve les plus grands embarras pour envoyer dans l'extrême Orient les quelques milliers d'hommes de renfort jugés indispensables. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si les difficultés que l'on rencontre pour envoyer au Tonkin les secours nécessaires ne tiennent pas aussi à d'autres causes. Il y a là sans doute quelques motifs politiques ou autres, et je ne cherche pas à soulever le voile mystérieux qui les couvre, pour ne m'occuper que de poursuivre ma démonstration.

Le trouble considérable jeté dans tous les services de la guerre par cette question des renforts, qui se renouvelle périodiquement, est une preuve manifeste que l'on a dérogé à ce principe essentiel de tout système militaire durable : l'accord entre l'organisation de l'armée et la mission qui lui est réservée. On se heurte maintenant à des difficultés sans nombre que l'on n'avait pas prévues, et l'on en est réduit, pour les résoudre, à des expédients qui, loin d'être une solution définitive, ne sont que la source de complications sans cesse renaissantes.

On réclame maintenant, avec plus d'instances que jamais, la création d'une armée coloniale qui, dans l'esprit de beaucoup de théoriciens, doit concilier tous les intérêts et faire disparaître, comme par enchantement, tous ces embarras, toutes ces difficultés, qu'avec raison on trouve insupportables. C'est une erreur. L'armée coloniale ne sera qu'un expédient comme les autres, beaucoup plus coûteux et beaucoup moins réalisable, voilà tout. Si nous voulons être une grande puissance coloniale, ayons une puissante armée coloniale et adoptons le système anglais. Si nous voulons maintenir notre rang en Europe et pouvoir prendre part, dans un intérêt purement français, aux grandes luttes dont le continent sera nécessairement encore témoin un jour ou l'autre, gardons les institutions que nous avons. Elles nous permettent d'obéir à la loi du nombre qui s'impose aujourd'hui, au moins momentanément, et peuvent mettre, au jour suprême, entre les mains d'un gouvernement patriote, jaloux de l'honneur national, toutes les forces vives dont dispose la France, hommes et choses.

Si maintenant on me demande si ces institutions sont durables, je répondrai certainement oui, jusqu'à la prochaine grande guerre, qui pourrait bien marquer la fin d'un système aussi excessif. Ces armées innombrables, si difficiles à manier, à faire vivre, à main-

tenir en ordre, semblent, malgré toute la science et les talents des chefs supérieurs, un retour vers la barbarie. Plus les armées s'accroissent et moins l'art de la guerre devient un art. Sans doute, le général aura encore une grande part dans le succès ; mais ce que Frédéric II appelait : Sa Sacrée Majesté le Hasard, en aura une plus grande encore, et par suite celle qui revient aux soldats sera plus considérable que jadis. Or, plus les armées sont nombreuses et plus il est difficile d'y maintenir l'ordre, l'obéissance et la discipline, et moins ces qualités existent (sans parler de celles propres aux soldats qui ne s'acquièrent que par une longue pratique) et plus les armées nombreuses sont faciles à battre. Les armées modernes, composées, au moment de la guerre, dans une proportion excessive, de soldats réservistes, prennent l'apparence d'une véritable invasion de peuples ; et la fortune pourrait bien leur faire rencontrer un homme de génie qui, à la tête d'une petite armée d'élite, leur infligerait une défaite comme celles que les Huns essuyèrent dans les champs Catalauniens, les Teutons à Aix, les Cimbres à Verceil. Ce serait la fin de ces mêlées nationales et le retour aux petites armées de métier, à la tête desquelles les grands capitaines faisaient de si grandes choses.

Pour en revenir à l'armée coloniale, c'est au moment de l'expédition de Tunis que l'idée prit faveur. Elle a, depuis, fait grandement son chemin. Un projet d'organisation, étudié dans ses moindres détails, fort séduisant à première vue, a été déposé, il y a longtemps déjà, sur le bureau de la Chambre des députés. On se demande pourquoi il n'est pas encore venu à l'ordre du jour. Pourquoi? parce qu'il est impossible de ne pas reculer devant les conséquences financières et militaires que la discussion doit en faire ressortir.

C'est une armée nouvelle qu'il s'agit de créer de toutes pièces, parallèlement à l'armée nationale et en concurrence avec elle, avec des avantages particuliers de prime, de solde et de traitement pour ceux qui voudraient y servir. Quel faux principe! Je suppose que l'on réussisse à former cette armée par de pareils moyens et qu'un assez grand nombre de soldats, dans toute la force de l'âge, tentés par les avantages qui leur seraient offerts, acceptent d'y entrer. A-t-on réfléchi aux conséquences qui en résulteraient? Ce serait l'armée nationale énervée, écrémée de ses meilleurs éléments au profit de l'armée coloniale, c'est-à-dire le principal sacrifié à l'accessoire! Et ce serait le gouvernement lui-même qui provoquerait ses meilleurs et ses plus solides soldats à renoncer à la possibilité de défendre le sol de la patrie, s'il venait à être encore foulé par le pied de l'étranger, pour aller courir je ne sais quelle aventure qui leur serait plus profitable.

Les troupes de l'armée d'Afrique étaient autrefois recrutées dans une certaine proportion parmi les volontaires, je le sais. Mais quelle différence! D'abord, elles ne recevaient pas un traitement qui leur fût particulier. Elles avaient purement et simplement les indemnités accordées aux troupes en campagne. C'était l'époque du service à long terme et des primes de rengagement qui retenaient beaucoup de vieux soldats sous les drapeaux. Ensuite l'armée d'Afrique était toujours la première appelée dès que la guerre éclatait et où qu'elle éclatât. L'armée coloniale pourrait-elle envoyer ses contingents, en temps utile, s'il fallait défendre la frontière, alors qu'elle serait elle-même occupée au Tonkin, en Chine, à Madagascar? Car ce ne serait que pour ces expéditions lointaines que l'on songerait à la créer, notre 19e corps d'armée étant plus que suffisant pour l'Algérie et la Tunisie.

Les troupes dites de punition, les bataillons d'Afrique, les compagnies de discipline pourraient, dit-on, servir de noyau à cette armée coloniale, ou tout au moins apporter leur appoint à sa composition. A mon humble avis, la mesure serait détestable. La guerre, surtout dans ces pays d'une civilisation toute spéciale, entraîne avec elle beaucoup de désordres de toute nature et, malheureusement, aguerrit souvent moins les troupes qu'elle ne les démoralise. Ce sont donc des expédients condamnables que d'exposer de préférence à la tentation ceux-là mêmes qui, par leur nature vicieuse ou déréglée, sont plus sujets à y succomber. Je ne fais pas ici de sensiblerie ni de fausse philanthropie. Ce que j'en dis, ce n'est même pas par pitié pour des ennemis qu'il est sans doute nécessaire de combattre avec les armes qu'ils emploient contre nous : c'est pour nos troupes, pour les mettre en garde contre une contagion qui pourrait les atteindre. Dans ces pays lointains, tout porte au relâchement de la discipline : les mœurs, le climat, les nécessités de la guerre. Une mauvaise composition ne ferait qu'ajouter un péril de plus à toutes ces causes de dissolution.

Il est un détail qui n'est pas à dédaigner. On a bien fait le calcul approximatif de la dépense qu'entraînerait la création de cette armée coloniale, la solde spéciale, les primes de rengagement, les indemnités et les frais de toutes sortes. Mais où trouvera-t-on les fonds nécessaires pour y pourvoir? Le budget, ce me semble, est déjà assez mal en équilibre; et celui de la guerre atteint un chiffre tellement élevé, que l'on ne peut guère songer à le dépasser. Il est bien question, il est vrai, de faire des économies sur d'autres chapitres; par exemple, de réduire dans des limites plus restreintes les cadres d'officiers dans l'artillerie, le génie et la cavalerie. Soit. Il est possible qu'en temps de paix ces armes n'aient pas besoin

d'un personnel aussi nombreux, que l'on serait cependant fort heureux de retrouver au moment de la guerre, pour encadrer une foule d'hommes rappelés sous les drapeaux et qui, à cause de leur éducation imparfaite, auraient besoin d'une direction plus forte et plus énergique. Mais qu'est-ce que cela? On ne peut faire d'économies sérieuses que sur les gros effectifs, en les réduisant à leur limite extrême, et c'est ce que l'on fait tous les ans, en renvoyant une classe par anticipation, quatre, cinq, six mois avant l'époque fixée pour sa libération. Cet expédient, contre lequel on proteste en vain, à cause du trouble qu'il jette dans tous les régiments, est le seul moyen que l'on ait encore trouvé pour équilibrer le budget de la guerre, qui, sans cela, à chaque fin d'exercice, se solderait infailliblement en déficit.

Compte-t-on, par hasard, sur les richesses des colonies lorsqu'on les aura conquises, sur les fameuses mines de charbon de Kelung ou les pépites du Tonkin, pour couvrir la dépense de leur conquête? C'est, on en conviendra, un peu l'histoire de la peau de l'ours. En attendant, c'est le budget qui en supporte tout le poids, et, par conséquent, c'est la cause de nouveaux impôts pour la France, qui reste plus que jamais le pays le plus imposé de l'Europe. Il y a loin de là à cette politique de dégrèvements promise par nos gouvernants actuels comme don de joyeux avènement.

Je ne m'arrête pas à vouloir démontrer que la politique coloniale, dont il est tant question, est une conception aussi merveilleuse et aussi productive que la banque du Mississipi du célèbre financier Law, et qu'elle est très probablement destinée au même avortement. Il n'y a plus de politique coloniale, comme on l'entendait autrefois, avec avantages particuliers réservés uniquement à la mère-patrie. Il n'y a plus qu'une politique commerciale, industrielle et maritime, dont profitent indistinctement tous les États, mais surtout ceux qui ont su donner le plus grand développement à leur commerce, à leur industrie et à leur marine. A ce titre, les débouchés que nous cherchons à ouvrir dans l'extrême Orient, au prix de tant de sang répandu et de tant de sacrifices, pourraient bien servir d'autres intérêts que les intérêts français. Et quel moment choisit-on pour se lancer à la conquête de cette nouvelle Colchide? Celui où nous répudions l'alliance de l'Angleterre, qui détient les clefs de la route qui y conduit, par le canal de Suez que nous lui avons laissé prendre, et où nous nous plaçons sous la protection de l'Allemagne, qui nous a poussés à cette aventure, et dont nous trouvons constamment des représentants dans les rangs de nos ennemis.

Je suppose, enfin, l'armée coloniale décrétée et la question

d'argent résolue. Si cette armée ne trouve pas à se recruter par les moyens que l'on suppose, comment l'entretiendra-t-on? Car tous ces engagements obtenus par l'appât de primes en argent, d'avantages de solde et de traitement, ne sont que des prévisions hypothétiques; à en juger par le peu d'empressement que les soldats, dans les conditions les plus favorables, mettent aujourd'hui à rester au service après leur premier congé fait, on peut véritablement craindre qu'il ne s'en présente pas en nombre suffisant pour aller affronter l'inconnu sous des climats qui ne jouissent pas précisément d'une bonne renommée.

Toutes les fois qu'il est question de nouveaux départs pour le Tonkin, il est fait grand bruit du nombre extraordinaire de soldats de tous les régiments demandant à être incorporés dans les bataillons désignés pour partir. En supposant le fait vrai, il n'aurait absolument pas la signification qu'on veut lui donner, en représentant la guerre du Tonkin comme populaire dans l'armée. J'y verrais plutôt un symptôme alarmant, quelque chose comme la preuve que le soldat supporte impatiemment la vie de garnison et l'assujettissement à une discipline moins forte que tracassière, et que, s'il demande son changement, c'est pour échapper à tout prix aux ennuis et aux dégoûts de la caserne. Mais je mets en fait que, de tous ces hommes de bonne volonté, il n'y en aurait pas la dixième partie qui consentît à rester un jour de plus aux colonies après le temps de service expiré.

Si, donc, le projet ministériel finit par être adopté par le parlement, je ne vois pas d'autres moyens que le recrutement annuel, par tirage au sort, pour la formation et l'entretien de l'armée coloniale. Alors à quoi bon changer ce qui existe? car nous l'avons, l'armée coloniale. Les troupes de marine, infanterie et artillerie, avec un peu plus d'élasticité dans les cadres, sont parfaitement suffisantes pour garder nos colonies. Pour en conquérir de nouvelles, si, contre toute raison, on continue à vouloir se donner ce luxe que nous pourrions payer bien cher un jour, pourquoi adopter une formation permanente, qui deviendra un embarras le jour où la cause qui l'aura motivée aura cessé d'exister?

En ce moment, le spectacle que nous avons sous les yeux est vraiment attristant. Voilà plus de deux ans que la question du Tonkin est inventée, et on en est encore, au ministère de la guerre, chaque fois qu'il est question d'envoyer de nouveaux renforts, à trouver une combinaison qui puisse donner au moins une apparence de satisfaction à de si grands intérêts si légèrement engagés. On semble toujours pris à l'improviste, sans pouvoir parvenir à arrêter un plan suivi pour faire face à des difficultés qui se renou-

vellent sans cesse. Tout le monde se plaint et avec raison : le commandant du corps expéditionnaire, qu'on lui marchande pour ainsi dire homme par homme, et qu'il n'arrive jamais à pouvoir disposer de moyens suffisants pour repousser définitivement l'ennemi, qui, toujours battu, revient chaque fois plus nombreux et mieux armé; les régiments sur lesquels on prélève les détachements destinés au Tonkin, qu'on leur prend leurs meilleurs soldats et qu'on réduit leurs effectifs au point de leur faire perdre toute capacité militaire.

L'expédition de Tunis, qui a été faite exactement dans les mêmes conditions, aurait dû tout au moins servir de leçon et indiquer les dispositions à prendre pour parer à des inconvénients si faciles à prévoir.

Songe-t-on réellement à mobiliser un corps d'armée ou seulement ce que le ministre, par un heureux choix d'expression, appelle la petite mobilisation, c'est-à-dire cette catégorie d'hommes désignée dans le langage administratif par cette dénomination : « A la disposition du ministre », les dispensés, les soutiens de famille, les fils aînés de veuves, etc., etc.? Je n'en crois absolument rien. Le gouvernement ne tentera pas l'épreuve, il reculerait devant la réprobation générale que soulèverait une pareille mesure. A tant faire, au lieu de mobiliser un corps d'armée, il vaudrait mieux l'immobiliser, c'est-à-dire en consacrer un, constitué tel qu'il est, à cette singulière aventure. Au moins, il y en aurait encore dix-sept qui resteraient complètement intacts pour parer aux éventualités qui pourraient survenir. Mais, avant d'en arriver là, il y a encore bien des quatrièmes bataillons et des bataillons de chasseurs à pied non affectés à un service spécial et que l'on pourrait mettre en route.

Il faut conclure. Je le ferai aussi brièvement et aussi nettement que possible.

Notre organisation militaire a été complètement détournée de son but par les nécessités de cette politique coloniale, destinée à servir de mystérieux intérêts que ne comprend pas le bon sens public. C'est un instrument faussé qui, si l'on n'y prend garde, ne conviendra bientôt plus à l'usage auquel il était destiné.

Nos réformes militaires n'ont été entreprises que pour la défense et le relèvement du pays, et c'était alors un sentiment de patriotique vigilance et non d'engourdissement hypnotique qui nous faisait à tous tenir les yeux constamment fixés sur la trouée des Vosges.

Aujourd'hui, qui dit guerre entend mobilisation : car la force de l'armée réside principalement dans ses réserves, formant plus des

deux tiers de l'effectif total. Or on ne comprendra jamais que les intérêts que nous avons à soutenir au Tonkin, à Madagascar, en Afrique, partout où il plaira au président du conseil d'engager l'honneur de la France, soient assez puissants pour suspendre la vie civile de tout ou partie du pays et de rappeler au service toute une classe de citoyens mariés, chefs d'établissement ou occupés à se créer un avenir, et dont le départ pour la guerre serait peut-être la ruine de milliers de familles. Cela seul suffirait à faire condamner à jamais un système qui permettrait de pareilles exagérations.

Une armée coloniale, avec un recrutement spécial, est une pure utopie qui ne se réalisera pas. On aura peut-être deux armées, dont l'une prendra le nom d'armée coloniale, au lieu de porter le titre de troupe de la marine : c'est possible; mais leur organisation, à part quelques détails sans importance, sera la même, et les inconvénients que l'on a la prétention d'éviter ne pourront que s'aggraver. Nous marchons fatalement vers le service de trois ans, qui s'impose sous un gouvernement d'opinion comme celui sous lequel nous vivons, et les soldats que l'on renverra aux colonies seront donc encore plus jeunes que maintenant et moins en état de résister à l'action d'un climat meurtrier.

L'armée sortant du peuple doit avoir, dit-on, les sentiments du peuple. C'est une thèse philosophique à soutenir, mais dont la discussion nous entraînerait trop loin. On peut se demander, toutefois, si une nation où domine avant tout la passion de l'égalité, où le *Credo* politique est le libre examen de toutes choses, où la subordination constante de l'autorité militaire au pouvoir civil est un dogme; on peut se demander, dis-je, si cette nation peut s'accommoder de l'organisation militaire d'un peuple vivant sous un régime monarchique et aristocratique, et où les inconvénients du service universel sont largement compensés par la très forte autorité qu'exercent encore les cadres sur ces foules armées et par la sévère discipline qu'ils peuvent y maintenir.

N'y a-t-il pas quelque chose d'inconciliable entre cet esprit public si avide de liberté et le respect de la hiérarchie, l'obéissance passive, la confiance absolue et le dévouement à son chef, qui doivent être les sentiments de l'armée. La théorie des baïonnettes intelligentes a été prêchée avec assez d'éclat, pour qu'il en reste encore quelque chose dans l'esprit et dans le cœur de jeunes gens ardents et inexpérimentés, très disposés à croire que l'indépendance, pour ne pas dire l'insubordination, c'est de la dignité et l'obéissance de la servitude.

L'armée offre l'image d'une pyramide démesurément large à la base et s'élevant par échelons successifs jusqu'à son sommet,

couronnée par un chef unique qui veut être obéi sans réflexion, sans restriction.

Quant à nos cadres, ils s'appauvrissent par de trop nombreuses démissions, qui, chaque année, font des vides regrettables dans les corps d'officiers. Leur recrutement, en dehors de celui provenant de l'École polytechnique et de l'École de Saint-Cyr, ne me paraît pas heureusement dirigé. On accorde à des semblants d'instruction des avantages qu'il faudrait réserver plus particulièrement aux véritables qualités militaires. Il faut partir de ce principe, que l'homme a horreur de la mort et que des sentiments très élevés ou une discipline très forte peuvent seuls le maintenir inébranlable en face d'un grand danger. Aux avantages de la science, aux ressources mêmes de l'intelligence, je préfère les qualités du cœur et la fermeté du caractère, qui permettent à l'homme de guerre d'affronter courageusement le péril et de dompter son instinct de conservation.

Nous restons en présence de ce dilemme : ou le service réduit et des armées très nombreuses, des foules armées, ou le service à long terme et des armées peu nombreuses auxquelles il sera possible d'inculquer toutes les vertus guerrières dont elles doivent être animées. Il faut choisir : la qualité ou la quantité.

Ne l'oublions pas, c'est toujours à la tête de petites armées que les grands capitaines, comme Gustave-Adolphe, Charles XII, Condé, Turenne, Napoléon, ont remporté leurs plus brillants succès.

Je suis convaincu que nos institutions militaires actuelles nous conduiront jusqu'à la prochaine grande guerre continentale, et qu'après nous reviendrons à l'armée de métier, capable de protéger le pays sans troubler la vie de toute la nation.

Un Vétéran.

LE REVIREMENT ÉCONOMIQUE

CHEZ NOS VOISINS

UNE LIGUE PROTECTIONNISTE

EN ANGLETERRE

Les préjugés économiques, surtout lorsqu'ils sont revêtus d'une forme scientifique, sont bien difficiles à déraciner. M. Léon Say, président de la *Société d'économie politique*, a déclaré, dans la séance du 6 octobre 1884, que l'immense majorité des membres de cette association demeurait fidèle à la doctrine de la liberté absolue du travail et du commerce, et entendait continuer à « défendre la cause des intérêts généraux contre les attaques des intérêts particuliers toujours acharnés à provoquer le renchérissement artificiel des produits. »

Ainsi la crise désastreuse que subit notre industrie, les doléances de notre agriculture si éloquemment exprimées par M. Pouyer-Quertier et le marquis de Dampierre, les menaces toujours grandissantes de l'importation américaine, n'ont pas eu pour effet de faire dévier d'une ligne les principes des savants adeptes du *Journal des Économistes*. Ils trouvent que tout est pour le mieux dans la plus prospère des républiques; point n'est besoin d'empêcher la ruine du travail national, en établissant des taxes sur les produits étrangers ou en dégrévant le sol et les matières premières. La loi de l'offre et de la demande est la seule règle qui puisse fixer le taux des salaires, et, quant à l'excès de production, malgré tous ses dangers apparents, c'est le plus inappréciable des bienfaits.

Heureusement, la grande majorité des sénateurs et des députés ne poussent pas aussi loin le culte des doctrines de l'École officielle. Ils ont compris qu'il s'agissait pour eux du renouvellement de leur mandat législatif — les électeurs sont parfois clairvoyants quand leurs intérêts matériels sont en jeu — et ils commencent à jeter par-dessus bord la liberté absolue du travail et du commerce, sans réfléchir qu'ils répudient une parcelle des principes de la Révolution dont ils sont les héritiers.

Le mouvement de réaction économique tend à se généraliser. — L'Amérique, les colonies britanniques, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, ont, depuis un temps plus ou moins long, secoué le joug des préjugés doctrinaux en matière d'économie politique ; la France, instruite par une ruineuse expérience, se décide à les imiter. — Une seule grande puissance, l'Angleterre, reste donc fidèle au libéralisme économique.

Les richesses de son sol, la stabilité de ses institutions, les immenses débouchés qu'elle possède dans toutes les parties du monde ont, pendant longtemps, expliqué sans la justifier pleinement cette vie d'*exception*, mais les crises agricoles, les menaces du radicalisme et les revendications de l'Irlande, la législation douanière des colonies qui aspirent de plus en plus à une complète autonomie, ont changé la face des choses. Le Royaume-Uni voit poindre à l'horizon une ère qui ne ressemble pas à celle de la prospérité indéfinie, et l'astre radieux du *Cobden-Club* pourrait bien être à son déclin. Un groupe d'économistes, appartenant pour la plupart au parti conservateur, a reconnu qu'on pouvait bien sacrifier une doctrine purement spéculative aux intérêts réels du pays et à la liberté de l'échange (*Free-trade*), ils ont opposé le principe de l'équité de l'échange (*Fair-trade*).

*
* *

Dans la partie la plus centrale de Londres, au sud de *Trafalgar-square*, vis-à-vis l'immense palais *the National-Gallery*, se trouve *Cockspur-street*, et au premier étage de la maison qui porte le numéro 23 est établi le siège central de la *National Fair-trade League*.

C'est en mai 1881, si mes souvenirs sont exacts, que fut créée cette association. Les débuts en furent modestes. Quelques conférences, des articles de journaux, cinq ou six brochures lancées dans la circulation par l'intermédiaire de la presse provinciale, tels furent à l'origine les seuls indices extérieurs de l'existence de la *ligue*. Aujourd'hui, elle a pris son essor; ses ramifications s'étendent jusqu'aux comtés les plus éloignés du Royaume-Uni. La *Fair-trade League* est devenue une puissance avec laquelle les partisans du *Cobden-Club* sont tenus de compter.

C'est une pénible humiliation pour ces derniers, qui espéraient avoir découvert en économie politique des propositions mathématiques aussi rigoureuses, aussi indéniables que celles d'Euclide. Au début de son cours, le professeur Bonamy Price ne déplore-t-il pas, en termes touchants, la stupidité et la perversité de certains esprits qui l'obligent à traiter la question du libre-échange? Et

M. Farrer s'imagine jouer le rôle d'un écrivain démontrant les règles de la grammaire, quand il entreprend d'exposer le même sujet.

La *ligue* ne s'est pas préoccupée outre mesure des menaçants dédains de ses adversaires, et elle a continué son œuvre d'active propagande. Le président est le comte de Dunraven.

Les membres du comité exécutif, sont : MM. Sampson S. Lloyd, ancien président des Chambres de commerce du royaume, *président du comité;* Henry Hawkes, *borough coroner;* Edw. Charles Healey; John Henderson, directeur de la *City-Bank Oxford;* S. Cunliffe Lister (minoterie de Manningham); Henry Mitchell, ancien président de la Chambre de commerce de Bradford; Ed. Montague Nelson; Arthur Pryor; Harold Gore-Browne, *secrétaire.*

Ces noms ont leur éloquence ; si l'on a mis en avant des hommes d'affaires, des industriels, des commerçants, c'est pour bien établir que la ligue n'est l'organe d'aucune coterie politique, et que la défense du travail national est le seul objectif de ses efforts.

Un programme succinct des revendications poursuivies a été publié sous la forme d'un *tract* de propagande; c'est un résumé très habilement condensé, qu'il convient de transcrire en entier.

LIGUE NATIONALE DU FAIR-TRADE

INDÉPENDANTE DES PARTIS POLITIQUES

Principes et objet.

Le système actuel appelé *libre-échange* n'ayant nullement réussi à assurer de libres débouchés à l'extérieur pour les produits anglais, en échange de la libre admission des produits étrangers en Angleterre; cet état de choses étant évidemment préjudiciable au bien-être et à la prospérité de la nation, et mettant en danger l'avenir des classes laborieuses; cette ligue a été créée : pour proposer des mesures fiscales capables d'empêcher les produits des États étrangers qui refusent de pratiquer le *libre-échange* avec le Royaume-Uni, de venir rivaliser indûment sur les marchés anglais avec les *produits du travail national*, et pour provoquer. au moyen d'une entente législative entre la métropole et ses colonies ou dépendances, une extension du commerce dans notre propre empire.

Politique préconisée.

I. Tous les TRAITÉS DE COMMERCE, comportant des arrangements fiscaux, pourront être dénoncés en prévenant une année d'avance, et contiendront la condition expresse qu'aucune *clause de nation favorisée* accordée à une puissance étrangère ne sera à l'avenir supérieure en

avantages aux arrangements conclus entre le Royaume-Uni et les colonies; en un mot, il faut éviter tous les engagements qui pourraient, à un moment donné, nous empêcher d'adopter la politique commerciale que commanderaient les intérêts de l'empire et la conduite des États étrangers.

II. LES IMPORTATIONS DES MATIÈRES PREMIÈRES utiles aux industries nationales seront exemptes de tout droit, pour que nous puissions lutter victorieusement dans la vente des produits manufacturés.

III. DES DROITS D'IMPORTATION seront établis sur les produits des nations qui refuseront d'admettre les nôtres en franchise ou avec une taxe équitable.

IV. UNE TAXE MODÉRÉE sera perçue sur les objets de consommation de l'étranger, tandis que les mêmes objets seront libres de tous droits s'ils proviennent d'un point quelconque de notre Empire. On atteindra ainsi un double but :

A. Les ressources de notre empire se développeront; le capital, l'activité, l'industrie de l'Angleterre, serontcon centrés dans les pays soumis à notre domination, au lieu d'être disséminés chez des puissances étrangères où on les transforme en forces commerciales hostiles.

B. Nos colonies et dépendances verront grandir chez elles les industries alimentaires que nous enrichissons actuellement chez les États protectionnistes, où des tarifs restrictifs amènent la diminution de notre commerce d'exportation.

Tel est le programme d'action de la *ligue.* On y trouve le reflet de cet égoïsme national qui, chez les Anglais, se confond exactement avec le patriotisme, mais ne saurait être blâmé sur le terrain économique.

Les conclusions sont nettes, judicieusement établies. En quelques heures de travail, on en ferait sortir un projet de loi, un *bill* armé de toutes pièces. Mais, avant de porter officiellement un semblable débat devant le Parlement de la Reine, les promoteurs du *Fair-trade* ont jugé nécessaire de provoquer et de réfuter les objections de leurs adversaires; ils ont voulu saisir du différend l'opinion publique, et l'ensemble des brochures publiées sous leurs auspices constitue un véritable cours d'économie politique en matière d'échange, dont le programme que nous venons de transcrire forme la préface explicative.

I

Une nation peut-elle indéfiniment acheter plus qu'elle ne vend, consommer plus qu'elle ne produit, sans compromettre les intérêts de ceux qui vivent du travail? En 1882, le chiffre des importations

s'est élevé, dans le Royaume-Uni, à 413 millions de liv. st., et le total des exportations n'a pas dépassé 307 millions. Cette proportion, loin d'être anormale, tend au contraire à s'accentuer davantage, et les statistiques de 1883 portent à 426 millions de livres la somme des importations, tandis que les exportations n'atteignent que 304 millions. Les adeptes du *Cobden-Club* admirent ces résultats et les considèrent comme des indices de prospérité nationale. « Ne vaut-il pas mieux recevoir plus qu'on ne donne », écrit sir Louis Mallet [1]. « Si les pays étrangers acceptent 50 liv. st. de marchandises anglaises en échange de 90 livres de leurs produits, faut-il nous plaindre de leur générosité? »

Occupez-vous des importations, répètent à l'unisson les économistes de l'école officielle; les exportations n'ont besoin d'aucun secours : *Take care of the imports, and the exports will take care of them selves.* La richesse d'une nation est donc en raison directe de l'accroissement des importations.

Dans une lettre adressée au *Times*[2], M. Sampson S. Lloyd, au nom de la *Fair-trade League*, oppose de sérieux arguments à cette théorie.

C'est en 1861-62 que les principes du libre-échange arrivèrent à leur complet épanouissement. Depuis cette époque, trois périodes septennales se sont écoulées en donnant les résultats suivants :

		Liv. st.		Liv. st.
1862-68. . .	Importations :	1886 millions.	Exportations :	1487 millions.
1869-75. . .	—	2400	—	1969
1876-82. . .	—	2723	—	1894

La moyenne annuelle de l'excès des importations sur les exportations est donc de

57 millions pour la première période.
62 — pour la deuxième —
119 — pour la troisième —

D'après la théorie *cobdenite*, les années 1876 à 1882 seraient les plus heureuses de la vie commerciale du Royaume-Uni. Or il est avéré qu'elles ont été marquées par une véritable décadence matérielle.

Si la situation des ouvriers était prospère, comment expliquerait-on que des libéraux, comme lord Brabazon, en fussent réduits à conseiller au gouvernement d'encourager à tout prix l'émigration des travailleurs [3]?

[1] « Reciprocity » : *A letter addressed to Mr T. B. Potter, M. P. as Chairman of the Commitee of the Cobden-Club*, by sir Louis Mallet, C. B. — Cassell, Peter, and Galpin.

[2] 20 octobre 1883.

[3] *Nineteenth Century*, novembre 1884. State directed Emigration.

M. Snape, dans un discours prononcé au club conservateur de *Barton-upon-Irwell*, s'exprime ainsi :

Regardez près de vous, à *Eccles*, l'effrayante dépréciation qu'ont subie les propriétés foncières. Les maisons abandonnées se comptent par centaines. Allez à Manchester et voyez le nombre des magasins fermés; il y a sept ou huit ans, des faits semblables étaient sans exemple. De ma vie je n'ai remarqué autant de boutiques vides. Dans *Market-street*, *Deansgate*, et dans les principales rues, des files d'habitations sont à louer; autrefois, quand un locataire déménageait, six se présentaient pour le remplacer.

Au mois de décembre dernier, des délégués des districts est et sud-est de Londres se réunirent à l'hôtel Trafalgar, *Leman-street*, sous la présidence du capitaine T. Lemon, président de la Société des marins anglais; et ils furent unanimes à réclamer du gouvernement et de la *Législature* une action énergique pour arrêter la ruine commerciale.

M. T. M. Kelly, secrétaire général, donna lecture d'une lettre très sympathique du marquis de Salisbury. Le noble lord promet son entier concours à la cause ouvrière : malheureusement les libéraux sont encore au pouvoir, et pour eux le sort des classes laborieuses est une chose d'ordre secondaire.

Le gouvernement est en train de conclure un marché avec une maison allemande, pour la fourniture des canons à gros calibre de la flotte. Ce fait, affirmé par un membre du Parlement, le baron H. de Worms, soulève dans l'auditoire les plus énergiques protestations.

Dans les centres industriels, les docks sont encombrés de marchandises dont l'écoulement n'est plus possible. Si l'on arrête la production, c'est la ruine immédiate des chefs d'industrie; d'autre part, on ne peut produire à meilleur compte, puisque les statuts des *Trades-Unions* s'opposent formellement à toute diminution du salaire des travailleurs. Donc l'établissement de tarifs protecteurs est le seul remède qui puisse agir efficacement, en mettant une digue au flot toujours croissant de l'importation étrangère [1].

Les économistes de l'école officielle citent souvent l'élévation progressive du commerce total des importations et des exportations de l'Angleterre, comme une preuve décisive de l'excellence de la politique fiscale suivie par le gouvernement. Les statistiques démontrent que l'augmentation du commerce a été un fait universel. Le Royaume-Uni en a bénéficié comme les autres nations soumises à un régime économique différent, mais dans des proportions beau-

[1] *Fair-trade notes.*

coup plus modestes. L'argument se retourne donc directement contre ceux qui ont eu l'imprudence de l'invoquer.

Les tableaux suivants, dressés par M. Sampson S. Lloyd, en fournissent une preuve d'autant plus frappante, qu'ils prennent comme un des termes de comparaison l'année 1840, si souvent mise à contribution par les cobdenites et par M. Gladstone.

COMMERCE TOTAL (IMPORTATION ET EXPORTATION) DES PRINCIPAUX ÉTATS EUROPÉENS PENDANT LES ANNÉES 1841 A 45; 1861 A 65; 1876 A 80, ÉVALUÉ EN MILLIONS STERLING [1].

	1841-45	1861-65	1876-80
	—	—	—
Royaume-Uni	116	438	641
France	73	267	385
Autriche.	22	78	190
Belgique.	18	87	183
Russie	23	53	167
Hollande.	23	52	111
Italie.	—	67	97
Espagne.	—	27	36

En 1840, le commerce du Royaume-Uni égalait presque celui de toutes les nations du continent réunies. On voit qu'il n'en est pas de même en 1880.

Du précédent tableau, on peut déduire la raison de la progression du commerce, en envisageant d'abord les quarante années de 1840 à 1880 et les vingt années de 1860 à 1880.

MOYENNE DU POUR CENT DE L'AUGMENTATION DU COMMERCE ÉTRANGER DES PRINCIPAUX ÉTATS EUROPÉENS

	40 ANNÉES 1841-45 — 1876-80		20 ANNÉES 1861-65 — 1876-80
	—		—
Belgique. . .	817 pour 100	Russie. . . .	215 pour 100
Autriche. . .	765 —	Autriche. . .	144 —
Russie. . . .	626 —	Hollande. . .	114 —
Royaume-Uni .	453 —	Belgique. . .	111 —
France. . . .	429 —	Italie. . . .	46 —
Hollande. . .	382 —	*Royaume-Uni* .	46 —
		France . . .	44 —
		Espagne. . .	34 —

Si l'on examine, en s'appuyant sur des statistiques analogues, la marche progressive du commerce des États-Unis d'Amérique, on voit que des années 1841-45 aux années 1876-80, le commerce

[1] L'Allemagne a subi trop de changements territoriaux pour qu'on ait pu la comprendre dans cette statistique.

s'est élevé de 54 à 244 millions de liv. st. par an; ce qui donne 352 pour 100 d'accroissement moyen. La période de 1861-65 correspondant à la guerre de sécession, on ne saurait la considérer comme une période normale; nous prendrons donc pour base l'année 1860, avec ses 136 millions de liv. st.; les années 1876-80 ont produit 244 millions de liv. st. L'augmentation est au moins égale à 80 pour 100, tandis que celle du Royaume-Uni n'est que de 46 pour 100; et encore faut-il remarquer que la majeure partie de la flotte marchande des États-Unis a été détruite pendant la guerre civile.

La France vient toujours immédiatement après l'Angleterre dans les tableaux de statistique commerciale; les faits exposés par les membres de la *Fair-trade League* et l'enseignement qui s'en dégage ont donc pour nous un intérêt direct.

II

Le 4 avril 1882, à *Somerset-house*, sous la présidence de M. Caird, la Société de statistique de Londres se réunit pour discuter les conclusions d'un rapport de M. R. Giffen, sur *l'usage des statistiques des importations et des exportations*[1].

La séance fut très mouvementée. Dans son travail, publié en brochure et répandu partout comme un pamphlet de propagande, M. Giffen avait directement pris à partie la ligue du *Fair-trade;* il avait en quelque sorte revendiqué pour les disciples de Cobden le privilège d'interpréter les chiffres. Il était impossible de ne pas protester contre une aussi exorbitante prétention et de ne pas relever le défi.

M. W. J. Harris ouvrit le débat et commença en ces termes :

Monsieur le président, messieurs,

La brochure de M. Giffen a pour titre : *The Use of Import and Export Statistics*. On aurait aussi bien pu l'intituler : *Une mise en accusation des Fair-traders*. Quoi qu'il en soit, j'accepte le débat. On lit, à la page 47, qu'il est on ne peut plus difficile d'apprécier les avantages respectifs des systèmes du *libre-échange* et de la protection appliqués à des nations diverses ou à la même nation, à des époques différentes de sa propre histoire; et l'auteur continue en disant que les conditions économiques externes sont exposées à des modifications incessantes. C'est justement la thèse que soutiennent les *Fair-traders;* nous sommes d'avis qu'une politique qui était favorable à l'Angleterre lorsque toutes les nations du globe venaient s'approvisionner à nos marchés, peut lui être au contraire défavorable quand les puis-

[1] *The Use of Import and Export Statistics.*

sances étrangères trouvent en grande partie sur leur propre territoire les produits dont elles ont besoin.

Le débat ainsi engagé, M. Harris étudie l'influence décentralisatrice des chemins de fer, de la vapeur, de l'électricité; il démontre que les capitaux tendent de plus en plus à se dénationaliser. Étant donné l'état de choses actuel, les industries, dans les pays où l'on pratique le libre-échange absolu, sont dans la position d'un soldat désarmé, traqué de tous côtés par l'ennemi. L'Angleterre supporte des charges énormes, environ 130 millions de liv. st. par an. Cela suffit pour mettre son industrie dans une condition d'infériorité vis-à-vis les nations dont les impôts sont moins élevés. Comme résultat, c'est l'équivalent d'une taxe établie sur les matières premières.

Une autre considération est utile à noter : l'Anglais qui possède des biens en Amérique paye ici les droits américains. M. Giffen évalue à 100 millions de liv. st. les revenus annuels des propriétés de ce genre, et il admet que les propriétaires sont quittes envers la mère patrie s'ils lui envoient en marchandises et en produits manufacturés l'intérêt du capital.

Les importations exagérées ont, au contraire, les plus désastreux effets; les marchés sont encombrés et tout se vend au-dessous du prix rationnel. La seule façon pour l'Angleterre de rentrer dans ses fonds, de compenser la perte que lui font subir les capitalistes qui font fructifier leur argent à l'étranger, consisterait à frapper de droits énormes les importations.

Le plus important facteur de la richesse d'un peuple est évidemment l'agriculture. Comparons les conditions dans lesquelles sont respectivement placés le Royaume-Uni et les États-Unis. En Angleterre et dans le pays de Galles, les diverses taxes que subit une bonne terre à froment s'élèvent à 12 shillings par acre. Dans les États de l'ouest de l'Amérique, une terre d'égale ou de meilleure qualité supporte un droit de 6 pence. Le producteur anglais a donc une surcharge de 11 s. 6 d.

Avant de songer à adopter les principes du libre-échange, il était de première nécessité de dégrever le sol.

Les Américains envisagent le commerce d'exportation et d'importation sous un aspect tout différent. Ils consomment chez eux tout ce qu'ils peuvent consommer; le surplus est considéré comme une bonne aubaine et on s'en débarrasse à n'importe quel prix. Aussi la seule tradition dont ils ne s'écartent pas dans l'ordre économique est de ne jamais imposer les exportations. Tout le reste dépend des circonstances.

La richesse, le climat, l'immensité des territoires, font des États-

Unis une nation singulièrement privilégiée; mais cela ne devrait pas suffire pour infirmer les doctrines du Cobden-Club. Vérité en deçà de l'Océan, erreur au delà. Est-ce pour en arriver à cette conclusion que Smith et Ricardo ont créé l'économie politique officielle et ont posé les infaillibles règles en dehors desquelles il n'y a pas de prospérité pour les peuples?

Dans un discours récent, le sénateur *Morrell* constate que les droits énormes dont on a frappé le fer et l'acier venant de l'étranger n'ont pas fait monter d'un centime les prix courants. Il soutient que si les ports américains avaient reçu en franchise nos produits, le taux des salaires et les matières premières auraient été en hausse. Par conséquent, l'argent que retire le gouvernement américain par la perception des droits serait resté en Angleterre.

*
* *

Lorsque les agriculteurs se plaignent de la concurrence étrangère et déclarent qu'il leur est impossible de lutter avec quelques chances de succès, les libre-échangistes ont une réponse toute faite : La culture du blé est trop onéreuse, renoncez-y sans arrière-pensée, transformez vos champs en prairies et élevez des bestiaux. Si les bestiaux importés d'Amérique se vendent trop bon marché, faites repasser sur vos terres le soc de la charrue et produisez du maïs, du colza, de la betterave. En un mot, changez de culture jusqu'au jour où des prix rémunérateurs viendront vous récompenser de vos travaux.

Mais ce jour peut ne venir jamais, et en admettant que la terre se prête de bonne grâce aux expériences fantaisistes auxquelles on prétend la soumettre, les habitants du nouveau monde, défricheurs d'un sol fécond qui leur est concédé presque gratuitement, auront encore pendant plusieurs siècles peut-être, sur les agriculteurs de la vieille Europe, des avantages capables de défier toute concurrence.

Les changements de culture causent d'ailleurs un dommage très sensible à la richesse d'un pays. On s'en fera une idée en constatant la perte moyenne annuelle (en argent) subie dans la culture seule du blé pendant les quinze dernières années. Les chiffres sont calculés à raison de 27 boisseaux par acre et 50 shillings par quartier[1].

	1868-70 — Liv. st.	1871-73 — Liv. st.	1874-76 — Liv. st.	1877-79 — Liv. st.	1880-82 — Liv. st.
Valeur annuelle de la production.	32 923 125	31 893 750	29 725 312	27 447 187	25 860 937
Perte annuelle en prenant pour base 1868-70. . .	—	1 029 375	3 197 813	5 775 938	7 062 188

[1] Quart de quintal.

En outre, la perte de la paille, équivalente au moins à 30 shillings par acre, et la ruine de tous ceux qui ont voulu remplacer la culture du blé par celle de la rave doivent être ajoutées au chiffre du déficit total[1].

Les importations de blé étranger s'élèvent actuellement à 9 millions de quartiers, et il faudrait abaisser le prix du quartier d'au moins 15 shillings, — en prenant pour base sa valeur en 1868-70, — pour contre-balancer la première perte signalée dans la statistique précédente.

On ne saurait prétendre qu'il y ait eu d'autre part une réelle compensation, bien qu'on ait transformé 2 millions d'acres en prairies naturelles ou artificielles.

Le nombre des bêtes à corne et des moutons[2] existant actuellement dépasse de fort peu le total atteint il y a quinze ans. Le résultat final a donc été le suivant : Des cultures qui profitaient à la fois aux cultivateurs et à la communauté ont été remplacées par des exploitations moins avantageuses, occupant à peine le quart des paysans qui vivaient autrefois sur le même sol. Les populations rurales ont été obligées de se réfugier dans les villes, et comme le temps d'arrêt dans le développement industriel a suivi de près la décadence agricole, il en est résulté d'effroyables crises et une misère générale. Les pouvoirs publics doivent s'appliquer par tous les moyens dont ils disposent à mettre fin à cette triste situation et à ces dangers.

Les considérations matérielles et morales ne sont peut-être pas les seules dont il soit nécessaire de tenir compte. La politique a aussi ses droits, et une nation doit trouver sur son sol la presque totalité de ce qui est nécessaire à son alimentation.

Un second blocus continental ou même une grande guerre maritime suffiraient pour prouver expérimentalement la nécessité de ce principe économique.

III

Lorsque le *Customs and inland Revenue bill* fut discuté à la Chambre des communes, au mois d'avril 1883, les *Fair-traders* jugèrent utile d'attirer sur leurs doctrines l'attention du gouverne-

[1] *Notes and Tables*, by James Edgcome.

[2] Le léger accroissement qu'on constate pour les bêtes à corne se rapporte au total des bêtes de bétail, et non pas au poids; la pauvreté des cultivateurs, l'emploi des charrues mues par la vapeur et d'autres causes encore font amener dans les marchés des bêtes très jeunes qu'on n'aurait pu vendre autrefois.

ment, et M. Farrer-Ecroyd prononça devant le Parlement une virulente harangue contre l'école de Manchester[1].

L'économie politique a été faite pour l'homme et non l'homme pour l'économie politique, comme le croient fermement les *cobdenites*. L'année dernière, si mes souvenirs sont exacts, l'honorable baronet, membre pour l'Université de Londres, nous dit que si nous exportions fort peu de marchandises dans les pays comme les États-Unis en échange du chiffre énorme des importations, cette situation nous était éminemment favorable, et il demanda si nous serions heureux de payer en argent la différence. L'honorable membre du Parlement n'assiste pas à la séance; je le regrette, car je l'aurais prié de nous dire s'il estime que nous payons à nos colonies australiennes trois fois autant pour les objets d'importation qu'aux États-Unis, parce que leurs importations d'Angleterre sont triples des nôtres. De tels arguments sont difficiles à soutenir.

On cite souvent comme une preuve de prospérité l'extension toujours croissante de notre marine marchande. Il est facile de prouver que cette extension est la conséquence de la dépression qui s'est produite dans nos industries nationales. Supposez une mauvaise récolte et une diminution dans le total des têtes de bétail; il faut demander à l'étranger un surcroît de moyens de subsistances, et tous les armateurs en profitent. De même si nos industriels, pour ne pas se ruiner en Angleterre, sont obligés de s'expatrier, et si nous recevons de l'étranger les objets que nous devrions fabriquer dans nos villes, cela favorise la marine marchande au détriment des intérêts généraux du pays. L'argument invoqué est donc une preuve de misère et non pas de prospérité.

M. Farrer-Ecroyd continue en comparant les revenus dérivés des industries nationales avec ceux qui proviennent des sources de richesses de l'étranger. Quel est le revenu annuel des placements étrangers et quelle est la taxe légitime prélevée par le gouvernement?

Quelle est l'augmentation ou plutôt la diminution subie dans le total annuel des salaires qui se rapportent aux industries textiles, comparée aux résultats d'il y a dix ans? Quels sont les impôts de toutes sortes que supporte en notre pays un capital de 1000 liv. st. placé en terres, en immeubles, en actions de chemin de fer, et quelle est, à l'étranger, la condition d'un capital analogue?

Ce sont des questions vitales pour deux classes sociales : les ouvriers des industries anglaises et les propriétaires soumis aux

[1] *Speech of W. Farrer Ecroyd* M. P. delivered in the House of Commons. thursday, april 26th 1883. — London : P. S. King and Son.

taxes. Les commerçants, les intermédiaires, ont peut-être des intérêts différents, mais ces intérêts-là sont-ils plus respectables, plus dignes d'être protégés que ceux des producteurs? La guerre de 1870-71 a enrichi un grand nombre de commerçants français, et cependant il ne viendrait à l'idée de personne de soutenir que l'invasion allemande a contribué à faire la fortune de la France.

Les colonies et l'Inde sont pour le Royaume-Uni les marchés les plus prospères. Les ports américains, français, allemands, espagnols, se ferment peu à peu à nos produits; l'Italie, la Turquie, le Japon et même la Suisse, cette terre classique du libre-échange, n'offrent plus des marchés sur lesquels on puisse fonder de sérieuses espérances. Le Mexique et les États-Unis viennent de conclure une convention commerciale uniquement dirigée contre les industries anglaises. Enfin, dans l'Asie centrale, en Chine, à Madagascar, au Congo, des guerres ou des crises politiques viennent arrêter l'essor de nos relations commerciales et porter atteinte à nos intérêts les plus légitimes.

Les traités de commerce, poursuit M. Farrer Ecroyd, n'ont pas été, comme on se l'imaginait, les précurseurs du *libre-échange* universel. Les droits actuellement imposés par la France sont destinés à diminuer des trois quarts le chiffre total de nos exportations dans ce pays. Les traités de commerce peuvent être une partie intégrante, une nécessité de notre système économique, mais je soutiens que ce système est vicieux et que, par la force des circonstances, il est devenu préjudiciable aux vrais intérêts de la nation.

Les négociations continuelles relatives à la conclusion, à la prolongation, aux modifications de ces traités sont funestes au commerce; elles introduisent dans les transactions un élément d'incertitude défavorable aux grandes entreprises. Une politique nationale ferme, nettement établie, aurait valu infiniment mieux que cette position d'attente qui vous laisse exposé aux caprices des autres États.

Le système actuel est souverainement injuste pour les classes laborieuses et pour les producteurs au bénéfice de la classe des seuls consommateurs, car les premiers ont contre eux la rivalité du monde entier et les derniers l'ont pour eux. Les impôts énormes qui atteignent le sol et les immeubles — nos instruments de production — ont pour conséquence de favoriser les marchandises étrangères amenées sur nos marchés. Nous n'avons donc pas tué la protection; nous avons, au contraire, imaginé un système protecteur contre nous, au profit de l'étranger. Tout cela retombera forcément sur la classe des travailleurs : les bénéfices disparaissent les premiers, les revenus diminuent, et par une loi inévitable, les salaires diminuent également. Le système actuel est éminemment contraire aux propriétaires ancrés

sur le sol anglais, tandis qu'il protège ceux qui possèdent des biens instables (*moveable*) et étrangers. Le résultat est facile à prévoir : une tendance prononcée se manifeste pour acheter des terres à l'étranger, et entreprendre au-delà des mers des fondations industrielles dont les produits viennent ensuite inonder nos marchés ; et, d'autre part, notre agriculture et nos industries nationales sont en pleine décadence.

Le gouvernement anglais a obligé l'empire indien à recevoir ses produits libres de tous droits, mais il ne s'est engagé à aucune réciprocité. Non seulement rien n'a été fait pour développer les ressources et les moyens de transport de cette reine des colonies, mais encore on a frappé de taxes énormes le thé, qui est une de ses meilleures productions. Les voies ferrées actuellement exploitées aux Indes ont à peine une longueur de 10 000 *milles*. L'accroissement annuel des réseaux des États-Unis atteint presque ce chiffre.

Si l'on frappait d'un droit de 3 ou 4 shillings par quartier les blés étrangers, en recevant en franchise le blé venant de l'Inde, il est fort probable que cet encouragement suffirait pour stimuler la construction de nombreuses lignes de fer, et faire baisser dans des proportions considérables le prix des transports.

La *protection*, ce mot si effrayant et si plein d'horreurs secrètes, a pourtant sa place marquée dans la législation anglaise. L'*Irish land Act* protège contre toutes les compétitions rivales une classe entière d'agriculteurs, et pas la plus pauvre, puisque les valets de ferme ne participent pas aux avantages qu'il octroie [1]. C'est une loi de protection et de privilège, ce qui n'empêche pas le parti radical de demander une plus large application des principes qui ont présidé à sa confection. Les *Factory Acts*, qui limitent les heures de travail dans les ateliers, constituent par ce fait même une entrave à la liberté des contrats. Les pays qui n'ont pas adopté des mesures législatives semblables peuvent produire à meilleur compte que nous, et comme leurs marchandises ne subissent aucun droit pour entrer dans nos ports, il en résulte que la loi qui sauvegarde la santé et le bien-être du travailleur anglais a pour conséquence finale de compromettre ses intérêts matériels.

La politique préconisée par la ligue du *Fair-trade* a donc des précédents à invoquer, mais n'en aurait-elle pas, le but moral et matériel qu'elle poursuit suffirait pour légitimer les efforts de ses partisans. Avec cette politique, nos capitaux et toutes les forces que développe l'esprit d'entreprise apporteraient à nos colonies des sources de richesse jusqu'ici réservées aux États-Unis et aux autres États protectionnistes.

[1] *Association catholique*, 15 mars 1882. — *La question agraire en Irlande.*

L'agriculture prendrait, aux Indes, une immense extension. Les routes, les chemins de fer, les canaux se multiplieraient à l'envi, et seraient pour les populations des gages de bien-être et de sécurité. En un mot, l'empire des Indes aurait en Angleterre un marché de jour en jour plus important pour ses produits alimentaires, et le Royaume-Uni aurait, sur les rives du Gange, d'excellents débouchés pour ses produits manufacturés. Il serait alors possible d'abaisser les taxes locales qui pèsent si lourdement sur nos ouvriers et nos paysans.

Une dernière considération doit dominer toutes les autres : cette politique coloniale consoliderait l'empire, rendrait plus étroits les liens qui rattachent ses membres disséminés et donnerait à l'unité anglaise des fondements indestructibles.

Autrefois la confiance régnait dans les esprits; l'espérance, l'enthousiasme, sont d'énergiques stimulants qui, dans l'ordre économique comme dans l'ordre moral peuvent produire des miracles. Un des plus grands poètes de l'Angleterre a exprimé cette idée en termes éloquents :

L'*Espérance* gouverne une terre toujours verdoyante;
Tous les sujets de cette Reine aux yeux brillants
Sont confiants et gais :
Sur un signe d'elle, les nuages s'évanouissent;
Ambitionne-t-elle quelque chose, le bonheur s'approche
Et la Fortune aplanit les voies [1].

Aujourd'hui le monde du travail est en proie à un profond découragement; l'esprit d'entreprise tend à disparaître; les capitaux se *dénationalisent;* un antagonisme réel existe entre la classe des employeurs et celle des employés, la misère augmente dans des proportions vraiment effrayantes; l'ensemble de ces faits constitue un danger national, et il faudrait être aveugle pour en méconnaître la gravité.

IV

Lorsque les partisans de la liberté absolue de l'échange, — qu'ils se nomment les disciples de *Cobden* ou les adeptes du *Journal des*

[1] Hope rules a land for ever green;
All powes that serve the bright eyed Queen
Are confident aud gay :
Clouds at her bidding disappear,
Points she to aught, — the bliss draws near —
Aud fortune smooths the way.

économistes, — ont épuisé contre leurs adversaires la série des arguments fondés sur les statistiques, les progrès indéfinis de la production, le développement du commerce, ils exposent leur *ultima ratio*, et font appel à l'opinion publique en invoquant *la vie à bon marché*. Tout droit sur les blés ou les bestiaux importés est un crime de lèse-démocratie, et les candidats aux élections législatives qui laissaient deviner l'intention de défendre devant le Parlement les intérêts des agriculteurs et des industriels, baptisés du surnom de *Candidats du pain cher*, ont été pendant longtemps condamnés sans pitié par le suffrage populaire.

Un revirement sensible commence à s'opérer en France ; les pouvoirs publics se sont émus du nombre des pétitions collectives qui leur arrivaient des quatre coins du pays ; ils ont craint que le suffrage universel retourné ne leur refusât une nouvelle investiture politique, et ils ont pris l'initiative des mesures de protection.

Le gouvernement propose sur les blés une élévation de droit de 2 francs : la commission des douanes de la Chambre des députés a décidé de proposer un droit de 2 fr. 40.

Sur les farines, le gouvernement propose une élévation de 4 fr., tandis que la commission demande 4 fr. 80.

Sur l'avoine, la commission et le gouvernement sont tombés d'accord pour proposer un droit de 1 fr. 50. Rien n'est proposé sur le seigle.

Sur l'orge, la commission seule propose un droit de 2 francs. En revanche, elle ne consent pas à augmenter les droits sur le bétail.

Dès que l'écho de ces projets parvint en Angleterre, une profonde indignation se manifesta dans les sphères du *Cobden-Club*. La France n'est pourtant pas le seul pays d'Europe qui ait songé à secouer le joug des doctrines libre-échangistes. Une proposition analogue à celle du gouvernement français a été faite en Allemagne, et les libéraux-nationaux l'ont énergiquement appuyée. Le droit actuel sur les blés est d'un marck pour 100 kilogrammes, et lorsqu'il fut voté en 1879, les journaux démocrates prétendirent que le prix du pain allait s'élever immédiatement. C'est le contraire qui eut lieu et, en dépit de toutes les prévisions, le prix du pain diminua de jour en jour après le vote de la taxe. Le droit était insuffisant pour paralyser la concurrence étrangère, et les blés d'Amérique, de Russie, de Roumanie, de l'Inde et d'Australie étaient importés en quantités énormes. Aussi la ruine des classes agricoles est-elle presque complète, et l'on demande de toutes parts l'établissement d'un droit de 3 marcks. Cette mesure, loin d'amener le renchérissement du prix du pain, aura à peine pour résultat d'en arrêter l'abaissement. Les consommateurs ne per-

dront donc absolument rien, si ce n'est l'espérance d'un abaissement ultérieur, et les cultivateurs auront pour eux quelques chances de ne pas mourir de faim.

Les consommateurs, écrit M. Hervé-Bazin [1], « si tant est qu'il faille se mettre à ce point de vue, ont tout intérêt à accepter la protection rationnelle et mesurée des industries de leur pays, afin d'assurer l'équilibre et la permanence des prix ».

Lorsque le comte de Derby présida en 1882 le banquet annuel du *Cobden-Club*, il resta fidèle aux traditions de l'école officielle et accusa ses adversaires de vouloir taxer le *pain du pauvre* [2]. M. Sampson S. Lloyd, au nom du comité exécutif de la *Fair-trade League*, répondit à cette accusation.

On peut très bien concevoir qu'il arrive une époque où les taxes établies sur les denrées alimentaires venant de l'étranger amèneront l'élévation des prix et le renchérissement de la vie matérielle. Il y a quarante ans environ, il est incontestable que ces faits se sont produits. Le sol était devenu insuffisant pour nourrir la population toujours croissante des trois Royaumes; et il était nécessaire de faire venir de très loin les denrées de première nécessité. Plusieurs mauvaises récoltes et des famines aux colonies avaient contribué à rendre la situation plus critique encore. C'est à ce moment que, pour remédier à un danger pressant, mais temporaire, le gouvernement inaugura une politique favorable aux importations; ce qui était bien naturel, la demande étant plus forte que l'offre.

De nos jours, les signes algébriques de l'inégalité sont renversés. Il n'est plus utile de faire une suppliante invitation aux producteurs de l'étranger. La vapeur et la mécanique ont diminué les distances; on a mis en culture des territoires à peine connus de la précédente génération. La prospérité matérielle de tous les peuples, sauvages ou civilisés, protectionnistes, libre-échangistes ou présumés tels, s'est accrue dans des proportions merveilleuses. L'*offre* est devenue de beaucoup supérieure à la *demande*, et souvent un abaissement très sérieux du prix des céréales a été le corollaire anormal des années de très maigre récolte.

La consommation annuelle du blé dans le Royaume-Uni s'élève à 24 millions de *quarters* en chiffres ronds. Le sol national en produit en moyenne 11 millions et les colonies et dépendances,

[1] *Traité élémentaire d'économie politique.* — Lecoffre, 1885.

[2] A reply to the charge of *Taxing the poor man's loaf.* A letter to the Right hon. the Earl of Derby.

4 millions. Les 9 millions qui forment la différence proviennent de l'importation étrangère, principalement de la Russie et des États-Unis, deux États dont la législation commerciale est complètement hostile à l'Angleterre.

D'après les plus rigoureuses statistiques sur les céréales, l'excès de production des régions de l'Est et de l'Ouest atteint annuellement 30 500 000 *quarters*, les États-Unis étant pour 20 millions dans ce total. Les nations autres que la Grande-Bretagne consomment environ 10 500 000 quarters; on nous *offre* donc 20 millions de *quarters*, quand nous n'en *demandons* que 9 millions.

Lorsque les conditions économiques de la vie d'un peuple sont ainsi modifiées, est-il patriotique, est-il sensé d'imiter les théoriciens de l'Ecole officielle et de pousser jusqu'à ses dernières limites l'expérimentation d'un régime désastreux?

Supposons qu'on mette un droit de 5 shillings sur les blés étrangers. Le Trésor public perçoit de ce fait 2 250 000 liv. st., et nous admettons, bien que cela soit fort contestable, que la totalité de cette somme est supportée par les consommateurs anglais. Cette ressource supplémentaire permet de réduire les charges qui grèvent les produits alimentaires issus du sol national. On peut aussi l'employer à dégrever le thé, le café, le tabac, toutes choses qui constituent pour le travailleur un luxe indispensable. Ces mesures seules suffisent pour obliger les États dont les tarifs sont hostiles à l'Angleterre, à nous accorder les conditions d'échange *équitable* qu'ils nous refusent aujourd'hui.

Les fermiers du *Far-West* ne sont pas libres de choisir leurs débouchés, et comme il a été démontré que le prix de revient de leur blé débarqué à Liverpool était de 35 shillings par *quarter*, tandis que le blé anglais coûte 45 shillings, on voit qu'il faut être bien pessimiste pour redouter une famine due au renchérissement des céréales.

Il n'est pas inutile de se souvenir que depuis l'époque où le libre-échange fut implanté en Angleterre, la structure de la société a subi des modifications sensibles. Dans les questions d'intérêts matériels, le comte de Derby prétend qu'il y a un antagonisme inévitable entre un petit groupe de riches et la masse des commerçants et industriels qui donnent la main à la grande majorité des travailleurs. Pour que la formule soit encore vraie maintenant, il faut bien expliquer que le petit groupe de riches ne comprend plus les propriétaires terriens. Il est uniquement composé de capitalistes et de spéculateurs. A l'aide de placements étrangers, en faisant la *commission*, en utilisant, dans toutes les parties du monde alternativement, les sommes d'argent disponibles, les capitalistes ont

prospéré au moment même où l'on constatait le dépérissement des industries nationales [1].

Il y a quarante ans, la démocratie anglaise pouvait dire avec raison : *On a fait des lois qui sont un obstacle à la vie à bon marché : abolissons-les* [2]. Aujourd'hui cette même démocratie peut s'écrier à bon droit : *On a fait des lois qui permettent aux capitalistes seuls de s'enrichir, et qui tendent à nous empêcher de trouver du travail sur notre sol natal : abolissons ces lois.* Le mécontentement populaire une fois déchaîné, les plus graves dangers sont à craindre, et les *Fair-traders* seront aussi impuissants que les *cobdenites* devant le désarroi social. Sir Charles Dilke a prétendu que la *protection* devait avoir pour conséquence naturelle le socialisme. La théorie paraît étrange, et les esprits non prévenus admettront beaucoup plus volontiers que la fortune rapide et excessive d'un petit nombre de capitalistes aux dépens des classes laborieuses prépare un excellent terrain pour la semence des idées communistes.

*
* *

Dans un article publié par l'*Économiste français* [3], M. Arthur Mangin donne pour devise aux partisans de *Fair-trade*, qu'il appelle des néo-protectionnistes : *Réciprocité*, *compensation*, *liberté d'action*. L'épithète et la devise n'ont rien qui puisse nous effrayer.

Il y a protection et protection. La protection est irrationnelle et néfaste quand elle a pour effet de substituer des entreprises précaires à des industries utiles et prospères; elle prépare les crises commerciales, les grèves, l'instabilité, et aboutit au paupérisme. Bastiat l'a spirituellement ridiculisée dans sa *Pétition des fabricants de chandelles contre la lumière du soleil, adressée à MM. les membres de la Chambre des députés.*

Mais il y a aussi la protection qui cherche à prévoir les causes capables de bouleverser les lois naturelles de la production, de l'échange et de la distribution des richesses. L'État a le droit de prendre les mesures préventives nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts.

Les économistes de l'école officielle contestent absolument ce droit de légitime défense. Rossi et Stuart Mill seuls admettent que, dans des circonstances toutes spéciales, pour nationaliser une industrie, il n'est pas absolument interdit d'imposer certains pro-

[1] A reply to the charge of *Taxing the poor man's loaf.*

[2] Here are laws which make our food dear; let us get rid of them.

[3] 20 décembre 1884.

duits étrangers, et cette concession a soulevé dans l'école de solennelles protestations.

Un exemple frappant vient à l'esprit. L'industrie des sucres fut introduite en France par un décret impérial du 25 mars 1811, qui, pour parer aux effets du blocus continental, affectait 32 000 hectares à la culture de la betterave et donnait en outre une forte prime d'encouragement. « Depuis cette époque, écrit M. Hervé-Bazin [1], l'industrie des sucres a fait des progrès constants jusqu'en 1876. En 1828, elle donnait déjà 6000 tonnes; en 1850, 76 000; en 1860, 100 000; en 1875, 450 000. » N'est-ce pas une preuve de l'impulsion que peut donner une protection industrielle bien entendue?

Les doctrines du *Fair-trade* ou du *néo-protectionisme* comptent en France plus de partisans encore qu'en Angleterre. Les craintes manifestées par nos adversaires en font foi. M. Léon Say, M. de Molinari, M. Paul Leroy-Beaulieu, M. Octave Noël, M. Georges Michel et tous les collaborateurs des journaux économiques libéraux ont jugé nécessaire de constituer une *ligue* pour défendre le dogme de la liberté absolue du commerce.

Au titre primitivement proposé de *Ligue antiprotectionniste*, l'assemblée générale des adhérents a préféré celui de *Ligue nationale contre le renchérissement du pain et de la viande.* Ce détail suffit pour faire prévoir le genre de polémique et la somme de bonne foi que nous réservent ces adversaires. Par bonheur, une grande partie de leurs arguments sont frappés de caducité, et les masses populaires commencent à ne plus se laisser gouverner par des mots. Dans le monde des intérêts, les faits ont plus de poids que les principes abstraits, et la misère générale des agriculteurs et des ouvriers exige impérieusement des réformes économiques. Tout fait donc supposer qu'il sera fait bonne justice de cette association que M. Pouyer-Quertier a déjà baptisée : *la Ligue organisée contre le salaire et l'existence même de l'ouvrier* [2].

La *Fair-trade League* a répondu par avance à la plupart des accusations que ne manqueront pas de formuler, contre ceux qui ne partagent pas leurs idées, les ligueurs du *Journal des Économistes*. C'est pourquoi nous avons voulu signaler aux lecteurs de cette Revue les principales publications de la ligue anglaise et indiquer à grands traits l'enseignement qui s'en dégage.

Raoul Loky.

[1] *Traité élémentaire d'économie politique.*
[2] Discours de Gisors.

LA RÉVOLUTION

ET LES ACADÉMIES

Nommé secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques à l'unanimité, et sur la désignation de M. Mignet lui-même, M. Jules Simon a voulu payer sa dette de reconnaissance à la compagnie, dont il est en quelque sorte deux fois membre, par son histoire d'une *Académie sous la révolution*, qui est, avant tout, l'histoire des origines, des vicissitudes, des travaux, de la classe de l'Institut de 1795, dont nous sommes plus particulièrement les héritiers. Est-il besoin de dire que ce livre est écrit avec une connaissance parfaite des hommes et des choses, avec cette élévation de la pensée, cette justesse et cette mesure dans les jugements, cette agréable facilité, cette élégance soutenue qu'on rencontre dans toutes les œuvres de M. Jules Simon? Notre intention n'est pas de faire une analyse de cette histoire, mais de reprendre le même sujet, en nous aidant de quelques travaux personnels sur la même question, et en nous permettant de différer avec notre éminent secrétaire perpétuel sur certains points plus ou moins importants.

I

Jetons d'abord un coup d'œil sur ce qu'étaient ces académies qui allaient être si brutalement frappées par la révolution. Je n'ai rien à ajouter à ce que chacun sait de l'éclat et des services des grandes académies de Paris, de l'Académie des sciences, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et surtout de l'Académie française. A partir du milieu du dix-huitième siècle et de l'élection de Voltaire, l'Académie française avait pris la tête du mouvement philosophique; c'était, dit très bien M. J. Simon, comme une demi-académie des sciences morales et politiques.

Regardons plutôt les académies de province qui, toute proportion gardée, et dans des sphères plus restreintes, étaient arrivées à leur plus haut degré d'importance et de prospérité. Dans toutes les parties de la France, nous les voyons exercer autour d'elles une influence de plus en plus grande, et garder un prestige qui va en augmentant jusqu'à la veille même de 89. La preuve en est surtout manifeste par l'éclat de leurs concours, par le nombre et la qualité des concurrents qui se disputent leurs récompenses. Les prix académiques, même de province, semblent la voie la plus rapide et la meilleure pour se faire une place dans la république des lettres et pour arriver à une prompte renommée.

Il est curieux de parcourir leurs listes de concurrents et de lauréats pendant la dernière partie du dix-huitième siècle. Que de noms on y trouve devenus diversement célèbres dans l'histoire des lettres et de la révolution, à partir de Rousseau et de la fameuse question de l'académie de Dijon ! Plus tard, cette même académie de Besançon a couronné Carnot, pour un éloge de Vauban. Champfort, Lemontey, François de Neufchâteau, Gaillard, Laharpe, Delille, tous futurs membres de l'Académie française ou de l'Institut, se sont disputé les prix de l'académie de Marseille, qui était une des académies de province affiliées à l'Académie française. Bernardin de Saint-Pierre et Mme Roland concourent tous deux, mais sans emporter le prix, pour cette question de l'académie de Besançon, encore fort agitée aujourd'hui : *De la condition des femmes dans la société*. Parmentier et l'abbé Millot méritent aussi d'être notés parmi les lauréats de cette académie. Sur la liste des lauréats de l'académie de Bordeaux, je vois deux noms célèbres dans les sciences, Mairan et Lahire fils, comme, à Toulouse, Clairaut et Bossut. Nîmes, qui, comme Marseille, était affiliée à l'Académie française, a couronné Daunou, pour un éloge de Boileau. Nous retrouverons encore Daunou dans un autre concours, en face d'un concurrent tel qu'aucune académie, de province ou de Paris, n'en vit jamais un autre destiné à devenir plus illustre.

Bon nombre de révolutionnaires, ou plutôt de futurs révolutionnaires, même des plus fanatiques et des plus ardents, ont commencé par viser à ces modestes prix académiques de la province. Grégoire a été couronné, par l'académie Stanislas de Nancy, pour un éloge de la poésie. A Metz, en 1784, un essai sur la régénération physique et morale des Juifs lui vaut une autre couronne. Qui fut plus avide que Robespierre de toutes les distinctions et les succès académiques? Plût à Dieu qu'il n'en eût jamais ambitionné d'autres! Il lit de fades petits vers à la Société d'Arras; il y fait un discours, non moins fade et fleuri, en faveur de l'introduction des femmes

dans les académies. Avec Lacretelle, de Paris, avocat comme lui, il partage un prix proposé par l'académie de Metz, sur la question des peines infamantes. Il est moins heureux à l'académie d'Amiens, où il concourt pour l'éloge de Gresset. Qui croirait qu'un des reproches que lui font les juges est de donner trop de place à l'éloge des vertus du roi Louis XVI, dont il sera l'impitoyable bourreau, au détriment de Gresset qu'il s'agissait de louer?

Voici encore d'autres révolutionnaires, véritables bergers de Florian, agneaux académiques, sous la peau desquels nul n'eût soupçonné des loups dévorants. Fabre d'Églantine doit son surnom au prix de l'églantine qu'il a gagné aux Jeux Floraux de Toulouse. Quel homme bon, doux et sensible que Couthon, à le voir et l'entendre au milieu de ses confrères de l'académie de Clermont! Avec quelle voix tendre et émue ne leur a-t-il pas fait un édifiant discours sur la patience? Aussi a-t-il mérité d'être nommé membre du bureau de charité de sa paroisse. Marat n'a jamais dû avoir des dehors aussi doucereux, bien qu'il parût d'abord n'être, lui aussi, qu'un sujet académique et n'avoir d'autre souci que de faire couronner ses mémoires scientifiques. A Rouen, il remporte un prix sur l'électricité, mais après avoir échoué à Lyon. L'Académie des sciences ayant mal accueilli ses travaux, nul plus que Marat pour se venger ne contribua par ses pamphlets à exciter les passions populaires contre tous les corps savants et en particulier contre l'Académie des sciences. Nous avons gardé pour la fin de cette liste un nom qui domine tous les autres, celui du jeune Bonaparte. Lieutenant d'artillerie en garnison à Valence, il concourut pour le prix Raynal à l'académie de Lyon. La question, aussi vague que déclamatoire, était celle-ci : *Quelles vérités et quels sentiments importe-t-il le plus d'inculquer aux hommes pour le bonheur?* Les mémoires étaient nombreux; et, c'est Daunou qui, dans cette bataille, l'emporta sur celui qui devait en gagner tant d'autres. Il faut encore citer parmi les hommes de la révolution, qui ont débuté par les palmes académiques, Garat, plusieurs fois lauréat de l'Académie française. Plusieurs autres siégèrent dans diverses académies de province. Roland faisait partie de l'académie de Lyon; Malouet, de celle de Marseille; Rœderer, de celle de Metz.

Certes, tous ces noms ne sont pas également propres à recommander les académies provinciales. Autour d'elles, ou dans leur sein, voilà bien des hommes dont les mains seront bientôt teintes de sang. Est-il vrai cependant de dire, avec Chateaubriand, qu'à cette époque elles étaient devenues un foyer de faction? Ils n'avaient rien encore de factieux et de sanguinaire ces hommes aux dehors si doux et si pacifiques, qui sollicitaient leurs suffrages et leurs récom-

penses. Tout ce qu'on peut en conclure c'est que les académies de province étaient plus ou moins, comme l'Académie française, dans l'esprit du temps, et qu'elles attiraient à elles les hommes agités de ce même esprit et tous ceux qui voulaient se faire un nom. Loin d'être un obstacle aux idées sagement réformatrices de 89, on peut dire qu'elles leur avaient préparé les voies. Constituées comme de petites républiques, où tous étaient sur le pied de l'égalité, où nul n'entrait que par l'élection, n'auraient-elles pas dû trouver grâce même devant des républicains?

Enfin elles avaient rendu des services qui auraient dû les faire respecter, non seulement au développement général des esprits, mais à l'enseignement même de diverses branches particulières des lettres, des sciences et des beaux-arts. Ce n'étaient pas uniquement des assemblées de beaux esprits occupés de petits vers ou d'œuvres purement littéraires; elles contenaient en grand nombre des érudits, des historiens et des archéologues, qui faisaient l'histoire de la province, de chaque ville, de chaque monument; elles avaient des savants qui, même en dehors de Paris, contribuaient au progrès de la science. Plusieurs académies de province avaient encouragé, patronné les plus belles expériences et les plus grandes découvertes du siècle, comme les ballons, l'électricité et la vapeur. Elles s'occupaient aussi des questions sociales et économiques, Turgot même les avaient consultées sur ses réformes.

Les provinces étaient en outre redevables à leur zèle, à leur libre initiative, aux dons, aux sacrifices, au dévouement de leurs membres, de presque tous leurs établissements, de toutes leurs institutions scientifiques littéraires et artistiques. La plupart des bibliothèques publiques, des musées, des observatoires, des jardins de botanique, des cabinets de médailles, des écoles gratuites de dessin, des cours publics de physique et de chimie, étaient leur œuvre ou placés sous leur patronage. A Dijon, Rouen, Montpellier, Toulouse, et ailleurs encore, les directeurs et professeurs de ces cours étaient des académiciens non rétribués. A leur sort était attaché le sort de tous les établissements qu'elles avaient fondés et qu'elles entretenaient. Néanmoins elles devaient succomber à l'envie et aux passions révolutionnaires.

Dès les premiers excès, elles essayèrent, effrayées, de s'arrêter sur la pente et firent cause commune avec les modérés; il n'en fallut pas davantage pour les rendre suspectes. D'ailleurs, il suffisait qu'elles eussent appartenu à l'ancien régime pour qu'elles fussent enveloppées dans la même ruine. Non seulement elles avaient vécu et prospéré sous la monarchie, mais elles s'étaient fait gloire d'avoir dans leur sein des princes et des grands seigneurs. Il y avait

dans les académies de province, comme dans celles de Paris, une classe d'honoraires, protecteurs, grands seigneurs, gouverneurs, évêques, intendants, hauts magistrats, qui y étaient reçus, non pas tant comme lettrés ou savants, que comme amis des lettres et des sciences.

Au nom de l'égalité absolue, nous allons voir ces membres honoraires proscrits, non sans aigreur et sans ironie, dans tous les projets de réorganisation soumis à l'Assemblée constituante et à la Législative. M. Mignet, dans l'éloge de Lakanal, a résumé parfaitement en ces quelques lignes tout ce qui a perdu les académies et tout ce qui aurait dû les sauver.

« Les ennemis du passé qui le poursuivaient dans ses œuvres ne devaient le respecter dans aucune de ses institutions. Les académies restaient encore debout. Ces petites et glorieuses républiques avaient été fondées pour le service ou l'ornement de l'esprit humain, en l'honneur ou à l'avantage de la civilisation; et dans leur sein, des hommes supérieurs, en s'élisant les uns les autres et vivant sous la même loi, avaient donné le premier exemple de la liberté sous la monarchie et de l'égalité au milieu des distinctions héréditaires. La royauté n'avait pas trouvé leur constitution trop républicaine, la république trouva leur existence trop aristocratique, leur perte fut résolue. »

II

Elles ne périrent pas cependant tout d'un coup : elles furent d'abord, pour ainsi dire, frappées d'interdit et mises en vacances indéfinies, comme les parlements, avant d'être anéanties. Dès 1789, l'Académie française, découragée et entrevoyant sa fin prochaine, a le tort de s'abandonner elle-même et d'aller au-devant de sa perte en ne remplissant plus ses places vacantes. Le 18 septembre 1792, interdiction de pourvoir aux places vacantes est faite à toutes les académies sans distinction. Quoiqu'on ne fût pas encore sous le règne de la Terreur, nulle n'osa protester. L'arrêt suprême devait être prononcé par la Convention. Entre l'Assemblée constituante et la Convention, il y a, comme le remarque M. Jules Simon, cette différence : en détruisant les anciennes académies, la première songeait à les remplacer immédiatement, tandis que la seconde n'avait de souci que de les anéantir, et ne songea à les réorganiser que deux ans plus tard, quand elle n'avait plus que quelques jours d'existence pour faire amende honorable, devant le monde civilisé, de tant de décrets sauvages et de ruines accumulées pendant sa terrible dictature.

Avant l'organisation définitive de 1795, trois projets de reconstruction académique avaient été présentés à l'Assemblée constituante et à l'Assemblée législative. Le premier est contenu dans le célèbre rapport de Talleyrand à la Constituante, sur l'instruction publique; l'autre a été trouvé dans les papiers de Mirabeau après sa mort, et publié par Cabanis; le troisième est de Condorcet à l'Assemblée législative. Comme celui de Talleyrand, il fait partie d'un rapport sur la loi générale d'instruction publique. Nous ne voulons pas les analyser dans tous leurs détails, mais seulement appeler l'attention sur les points principaux de ressemblance ou de différence avec notre organisation actuelle.

Ils ont tous les trois un trait commun, celui de rattacher les académies au plan d'une organisation générale de l'instruction publique, dont elles ne sont que le degré suprême et le couronnement. Talleyrand réunit les trois grandes académies de Paris en un seul corps sous le nom d'Institut national, qui est le nom qu'elles doivent garder.

L'idée qu'il se fait de la grandeur de leur objet, de l'Institut national, est digne de Bacon et de Leibniz. « Il doit embrasser, dit-il, tout ce que la raison comprend, tout ce que l'imagination sait embellir, tout ce que le génie peut atteindre. » Quoique succédant aux académies de Paris, il ne veut pas que ce soit un Institut exclusivement parisien, isolé dans sa majesté du reste de la France; il doit être l'Institut de France, un Institut universel. Telle sera aussi la pensée de Condorcet et des auteurs du décret de l'an III. Il doit lier par des rapports utiles les départements à la capitale et la capitale aux départements, donner et recevoir par un commerce non interrompu d'essais et de recherches, répandre et recueillir, toujours fort du concert de toutes les volontés. Il est destiné à rattacher à lui, comme à un point central, tous les efforts, tous les travaux, toutes les recherches, afin de faire de tant de matériaux épars, de tant d'édifices isolés, un ensemble imposant et unique. Talleyrand reproche aux anciennes académies de n'avoir aucun accord entre elles, et de n'avoir pas été disposées pour s'aider et correspondre mutuellement. « Les préjugés, dit-il, y dominaient, la naissance y remplaçait le savoir. » Ce sont les honoraires qu'il a ici en vue et qu'il sacrifie au nom de la liberté et de l'égalité.

L'Institut a pour mission non seulement de découvrir, mais d'enseigner la vérité. L'enseignement supérieur doit être, dit le rapporteur, comme une extension de ses séances. L'Institut hérite d'une trentaine de chaires de haut enseignement existant à Paris, dispersées dans divers établissements, tels que le Collège de France, le collège des Quatre-Nations, le Jardin du roi.

Ces chaires doivent être exclusivement occupées par ses membres. Les anciennes académies sont proscrites, mais non les anciens académiciens, qui tous doivent trouver leur place dans le nouvel Institut. Il n'est divisé qu'en deux grandes classes ayant chacune dix sections, mais, en réalité, chacune de ces deux classes se divise en deux groupes séparés qui forment quatre académies distinctes. Sur les dix sections de la première, il y en a six qui représentent les sciences avec les arts qui s'y rattachent ; les quatre autres sections comprennent la médecine et l'agriculture ; elles ont à part leur budget, leurs assemblées, leurs élections.

Même subdivision dans la seconde classe; les six premières forment une académie des sciences morales et politiques, où se trouve absorbée l'ancienne Académie française. Les quatre autres sections comprennent la peinture, la sculpture, l'architecture, la musique et la déclamation ; elles constituent une académie des beaux-arts. Nous retrouverons cette section de déclamation avec les comédiens du Théâtre-Français, avec Molé, Préville, Monvel, dans l'Institut de 95. Ils y rempliront d'ailleurs un office utile dans les séances publiques, celui de lire bien, à la place d'autres académiciens qui lisent mal, comme il s'en rencontre.

Pour donner la perfection à ses travaux, ce grand Institut doit être pourvu de tous les instruments et de toutes les ressources nécessaires. C'est ici que Talleyrand semble s'inspirer des idées de Bacon et de Leibniz, sur la dotation, sur l'outillage, qui sont indispensables à une grande académie, surtout à une académie scientifique. « Les uns, dit-il, auront besoin d'un laboratoire, d'une collection d'instruments, de machines, de modèles ; aux autres il faudra un jardin, un champ, une ménagerie, un troupeau ; tous réclameront le secours d'une bibliothèque », à laquelle même il ajoute une imprimerie riche de caractères de tous genres. Le décret de 1795 reproduira, mais seulement en partie, les vœux de Talleyrand. Il y est dit, en effet, dans l'article 11 : « Chaque classe de l'Institut aura une collection des produits de la nature et des arts, ainsi qu'une bibliothèque relative aux sciences dont elle s'occupe. » Tout cela est resté à l'état de projet et de vœu dans l'organisation définitive, sauf une bibliothèque dont la dotation dérisoire vient d'être encore diminuée par une commission du budget, peu amie apparemment des sciences, des lettres et des académies[1]. L'Assemblée

[1] La commission des finances a retranché, cette année, 10 000 francs sur le budget de l'Institut. Sans l'opposition du ministre, elle en eût retranché davantage. Ce retranchement portera surtout sur la bibliothèque, quoiqu'elle n'ait qu'une dotation presque dérisoire. On aurait eu plus d'égards pour une bibliothèque scolaire.

constituante avait désigné le Louvre comme la demeure des arts; c'est là que Talleyrand loge l'Institut. Il entre même dans le détail des locaux et des salles qui seront affectés à chaque classe, suivant ses besoins. En outre, il donne à chacune des annexes magnifiques, le Jardin du roi, des laboratoires, des bibliothèques. Enfin, l'Institut n'est plus dans la dépendance du roi, mais dans celle du corps législatif, auquel il devra rendre compte de ses travaux.

Le projet de Mirabeau, resté dans ses papiers, n'a pas eu la publicité de la tribune. M. J. Simon le loue d'être plus simple que celui de Talleyrand; s'il est plus simple, on n'y trouve ni la même ampleur, ni la même élévation d'idées; à tout considérer, il nous semble inférieur. Mirabeau l'a-t-il composé avant ou après le rapport de Talleyrand? J'inclinerais à croire qu'il est antérieur, sinon il l'eût mis davantage à profit, sinon encore il n'aurait peut-être pas gardé ce nom suspect d'Académie, qu'on ne trouvera plus dans tous les autres projets ou décrets de réorganisation jusqu'à la Restauration.

Nous venons de voir que Talleyrand mettait l'Institut national sous la dépendance, non plus du roi, mais du corps législatif. Mirabeau subordonne encore davantage l'Académie nationale et toutes les académies ses filles, qui se formeront en province, à son image, non seulement à l'Assemblée nationale, mais à tous les corps élus des départements. Ce joug aurait été sans doute bien plus lourd que celui des rois et des princes dont on l'affranchissait, au nom de la liberté et de l'égalité.

Les académies sont encore ici placées dans le domaine de l'instruction publique. Le comité d'éducation, que le corps législatif nommera dans son sein, les départements auront l'administration des académies, comme de tous les établissements d'instruction publique. Leurs règlements intérieurs devront être approuvés par le département qui aura même le droit d'intervenir dans les élections. Comme Talleyrand, Mirabeau commence par faire table rase de toutes les académies existantes, et d'abord des trois grandes académies de Paris, pour reconstruire avec leurs débris son Académie nationale, divisée en trois classes, l'une philosophique, l'autre littéraire et la troisième scientifique. Pour les beaux-arts, il établit une académie entièrement à part, composée de cinq sections, de sorte que sa division diffère peu de la division précédente. Sous le nom de classe philosophique, nous retrouvons les sciences morales et politiques de Talleyrand. M. J. Simon préfère, à tort, suivant nous, ce nom de sciences philosophiques. Quelque large qu'il fasse l'acception du mot de philosophie, la dénomination de sciences morales et politiques s'étend mieux à toutes les sections ou sciences comprises dans ce vaste cadre. Avec la meilleure volonté du monde,

il n'est pas facile de faire rentrer l'économie politique, la statistique ni même les finances dans la philosophie. Ici également les honoraires sont exclus des cadres académiques. Il y aura, dit-il ironiquement dans l'Académie, des philosophes, des littérateurs, des savants, mais point d'honoraires. Rien de moins sage, de moins libéral, de moins académique que la façon dont il règle les élections. D'abord les membres sont élus par toutes les classes réunies, disposition que nous retrouverons, et dont on verra les inconvénients démontrés par la pratique, dans le règlement de 95. Mais ce qui nous semble bien plus fâcheux, c'est le mode de présentation des candidats. La liste, en effet, est dressée non par la section où la vacance a eu lieu, mais par une commission prise en dehors de l'Académie parmi les membres du comité d'éducation et du département. Il est impossible d'imaginer une règle plus contraire à la dignité, à l'indépendance et au bon recrutement des académies.

III

De l'Assemblée constituante passons maintenant à l'Assemblée législative et à Condorcet. Dès 1775, Condorcet avait songé à améliorer l'organisation des académies de Paris et de la province. Il ne se proposait pas alors de les anéantir, mais de les rendre plus fécondes, en associant ensemble les académies de Paris et celles de la province. Ce projet d'une confédération académique, quelque curieux qu'il soit, n'a pas été compris par les éditeurs dans la grande édition de ses œuvres. Il était resté perdu dans les papiers inédits de Condorcet, que possède la bibliothèque de l'Institut. Je suis, je crois, le premier qui l'ait fait connaître, heureux de trouver un antécédent et un témoignage si considérable à l'appui de mes propres idées d'association académique [1].

Chargé, douze ans plus tard, du rapport à la Législative sur les académies et sur l'instruction publique, ses idées, et surtout son langage, ont subi plus d'un changement; mais il est demeuré fidèle à la pensée d'unir Paris à la province par des liens scientifiques.

Dans le plan de Condorcet, plus étroitement encore que dans celui de Talleyrand, les académies font corps avec l'instruction publique; elles en sont le dernier échelon. Le premier est l'école primaire qui existe dans chaque commune; au-dessus de l'école de la commune, est l'école du district, qui correspond à nos écoles primaires supérieures; au-dessus encore sont les instituts de département, semblables à nos collèges ou lycées d'aujourd'hui. Condorcet

[1] Voy. la *Revue de France*, 1er février 1881.

réserve ce nom de lycée pour les établissements d'enseignement supérieur. Les lycées doivent être au nombre de neuf dans toute la France. Enfin, au faîte de ce grand édifice, il met la Société nationale des sciences et des arts qui, loin d'être isolée dans sa grandeur, sera, en vertu même de son institution, en relation constante avec tout ce qui est au-dessous d'elle.

La Société nationale se partage en quatre classes. La première est celle des mathématiques qui, à elles seules, la constituent tout entière, à quoi on reconnaît bien que nous avons affaire à un mathématicien. La seconde classe est celle des sciences morales et politiques, qui comprend une section de métaphysique et d'analyse des sentiments moraux. Dans l'Institut de 95, elle deviendra la section de l'analyse des idées et des sensations. C'est probablement de l'ouvrage d'Adam Smith, sur les *Sentiments moraux*, traduit par Mme de Condorcet, qu'aura été tiré ce second titre d'analyse des sentiments moraux. La troisième classe comprend les mathématiques appliquées à la physique, jointes à la médecine, à l'agriculture et à la navigation. Condorcet avoue lui-même qu'en réunissant ensemble des choses si diverses, il s'écarte des idées reçues. Enfin la quatrième classe comprend la grammaire, les lettres, l'érudition et les arts d'agrément.

Cette classification est moins naturelle et plus sujette à critique que celles de Talleyrand et de Mirabeau. On peut surtout reprocher à Condorcet de faire deux académies des sciences, tandis qu'il confond en une seule l'Académie française, l'Académie des inscriptions et belles-lettres et les beaux-arts. Nous n'entrerons pas dans le détail des sections dont chaque classe est composée; mais nous remarquerons la règle générale d'après laquelle tous les membres de chaque section doivent être répartis par parts égales entre Paris et les départements. Les membres des départements ne sont pas de simples correspondants, mais jouissent des mêmes droits que les membres résidents, et sont avec eux sur le pied d'une entière égalité. C'est une disposition qui reparaîtra dans l'organisation de 95, et dont nous aurons occasion de juger la valeur.

La Société nationale de Condorcet ajoute à toutes ses autres attributions la direction et la surveillance de l'instruction publique à tous ses degrés. C'est elle qui élit tous les professeurs de l'enseignement supérieur, lesquels à leur tour élisent les professeurs des instituts. La Société nationale ne sera pas seulement une grande académie, mais le conseil supérieur et le ministère même de l'instruction publique.

Comme nous ne sommes pas encore tout à fait en 93, Condorcet veut bien permettre aux anciennes académies de subsister, mais seulement à l'état de sociétés libres. « Les lettres patentes, en

vertu desquelles elles ont été établies, sont révoquées par le présent décret. » Après ce congé définitif donné à tous les anciens corps savants, il souhaite en ces termes, et à la mode déclamatoire du temps, la bienvenue républicaine à ceux qui sont appelés à prendre leur place : « L'Assemblée nationale, reconnaissante envers les sciences et la philosophie, dont les lumières ont produit la révolution française et fondé la liberté et l'égalité, déclare que les fonctions des membres de la Société nationale, des professeurs, des lycées, des instituts, des écoles, sont des plus importantes de la société, et elle met ceux qui les exercent parmi les fonctionnaires publics. » Apparemment ce titre de fonctionnaire, nouveau dans la langue, avait un prestige qu'il a depuis longtemps perdu. Je doute que les membres actuels de l'Institut fussent aujourd'hui bien flattés d'être proclamés et tous indistinctement des fonctionnaires publics par le ministère ou même par un vote des Chambres.

IV

La Législative n'eut pas le temps de discuter et de voter le projet de Condorcet; mais les anciennes académies étaient condamnées sans appel dans la pensée des tyrans du jour; il ne restait plus qu'à les frapper, ce fut l'œuvre de la Convention. Il a fallu qu'un homme de savoir et d'esprit, comme M. Despois, fût bien égaré par l'esprit de parti et par la passion révolutionnaire pour oser nous représenter la Convention comme une sorte de génie bienfaisant des sciences et des lettres, et même des académies. Il n'a donné le change à personne, et il n'a trompé que lui-même en intitulant ironiquement et par antiphrase cette singulière apologie de la Convention, *Vandalisme révolutionnaire*. A moins d'être dans le secret, qui n'a pris ce titre au sérieux, et comme une juste appréciation des décrets et des actes de la révolution? Ce ne sont pas d'ailleurs, qu'on veuille bien le remarquer, des royalistes, des émigrés, des réactionnaires qui ont les premiers imprimé cette tache ineffaçable au front de la Convention, mais ceux qui avaient vu de plus près les révolutionnaires à l'œuvre, et ceux même qui, jusqu'à un certain point, avaient été plus ou moins les complices. C'est Lakanal, c'est Grégoire qui, du haut de la tribune, les ont ainsi ravalés au niveau des plus barbares d'entre les barbares du quatrième et du cinquième siècle. En outre de la suppression des académies, que de collèges fermés, que de bibliothèques, que de musées saccagés ou dispersés, que de monuments de l'art, religieux et historiques, abattus ou mutilés, justifient cette accusation de vandalisme tournée en dérision par M. Despois!

Le 8 août 1793, la Convention, comme Condorcet l'avait proposé à la Législative, rendit l'arrêt de mort contre les anciennes académies de Paris et de la province. Toutes les académies et sociétés littéraires, patronnées et dotées par la nation, sont supprimées par l'article 1er du décret. Il est vrai que, d'après l'article 5, « les citoyens ont le droit de se réunir en sociétés libres pour contribuer aux progrès des connaissances humaines ». M. Despois ne manque pas de se raccrocher à cet article hypocrite pour célébrer le libéralisme de la Convention et pour prendre à partie, non pas les proscripteurs, mais les pauvres académiciens proscrits et ceux qui se sont niaisement apitoyés sur leur sort. « De quoi donc, dit-il, avec une sorte d'ingénuité ironique et cruelle, avaient-ils à se plaindre? Ils perdaient leurs pensions, mais ils demeuraient libres de se réunir comme autrefois, pour l'amour des sciences et des lettres; rien ne les obligeait à se cacher. » Ils étaient libres, sans doute, d'après l'article 5, de se réunir, mais sous peine d'être pris et guillotinés; ils étaient libres comme les prêtres dans leurs églises, comme les nobles dans leurs châteaux.

C'est en vain qu'en raison des nombreux et éclatants services rendus à la patrie et à la défense nationale, Lakanal fit effort pour sauver au moins l'Académie des sciences de la destruction universelle; elle ne fut pas plus épargnée que ne devait l'être Lavoisier lui-même.

Quelques mois plus tard, un autre décret, qui était la conséquence du premier, confisquait tous leurs biens et les déclarait propriétés de la république. Avec les académies périssaient ces institutions littéraires et scientifiques qu'elles avaient fondées et qu'elles entretenaient de leurs deniers. Il est impossible d'imaginer plus de ruines de tout genre et une nuit plus profonde d'un bout de la France à l'autre.

Cependant la France ne pouvait demeurer longtemps à cet état de tribu sauvage. Deux ans plus tard, après la chute, au 9 thermidor, de la Montagne et du Comité de salut public, la Convention, plus maîtresse d'elle-même, songea à relever les ruines accumulées autour d'elle. Est-il bien exact de dire que la même Convention releva ce qu'elle avait détruit? Ce n'était plus la même, ou du moins elle s'était à moitié renouvelée par l'exil ou la mort des meneurs du Comité de salut public, des plus violents terroristes, et par le rappel des membres proscrits qui étaient en prison ou cachés. Oserai-je dire qu'à la comparer à ce qu'elle avait été en 93 et dans la première moitié de 94, elle était devenue quelque peu réactionnaire?

C'est seulement à la veille de se dissoudre, et presque à son

dernier jour, qu'elle songea à reprendre les plans de Talleyrand et de Condorcet, et à fonder l'Institut de France. Nous allons maintenant passer, de l'examen de simples projets d'académies ou d'instituts sur le papier, à un Institut en acte, qui a eu corps et vie, et qui, avec un certain nombre de modifications plus ou moins graves, s'est prolongé jusqu'à nous. Il ne faut pas dire, comme M. Jules Simon, que ce fut la grande œuvre de la révolution. Il nous semble que c'est lui faire plus d'honneur qu'elle n'en mérite à proprement parler; ce ne fut pas, en effet, une création, mais une réparation tardive, une restauration de ce qu'elle avait elle-même renversé dans sa fureur de tout détruire.

A Daunou appartient l'honneur d'avoir fait décréter par la Convention, le 21 octobre 1795 ou le 3 brumaire an IV, le rétablissement des anciennes académies sous le nom, emprunté à Talleyrand, d'Institut national [1]. S'il paraissait à propos de les rétablir, il ne parut pas opportun de leur rendre leur nom d'académie, nom d'ancien régime qui était demeuré suspect. Il en fut de même pour les académies de province, dont la réorganisation successive suivit un peu plus tard celle de l'Institut. Elles ne reparurent d'abord que sous le nom de lycées, d'instituts départementaux, d'athénées, de sociétés de lettres ou de sciences. Ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, l'Académie de Lyon renaquit en 1800 sous le nom d'Athénée, et ne reprit que deux ans plus tard son ancien nom d'Académie des sciences, arts et belles-lettres.

La Convention, sur le rapport de Daunou, vota le décret organique qui fonda l'Institut, mais elle n'eut pas le temps d'achever son œuvre; ce sont les Cinq-Cents qui votèrent le règlement proposé par Lakanal dans les premiers jours du Directoire. Entrons dans quelques détails sur cette organisation primitive de l'Institut, en insistant sur les principales différences qu'elle présente avec l'Institut, tel qu'il est aujourd'hui. Nous n'avons maintenant qu'à choisir ce qu'il y a de plus intéressant dans le tableau si complet que nous donne M. J. Simon de toutes les parties de l'œuvre commune de la Convention et des Cinq-Cents. Nous verrons bien des tâtonnements au début, des ressorts qui jouent difficilement, des articles du règlement d'application difficile et qu'il faudra modifier, d'autres qui subsistent aujourd'hui. Non moins grand encore est l'intérêt des portraits fidèles qu'il nous donne de tous ces académiciens de la première heure, pendant la période du Directoire.

[1] C'est le décret organique de l'Institut, titre VI du décret sur l'instruction publique.

V

Si on compare le nouvel Institut avec les trois ou les quatre académies qu'il remplace, ce qui doit frapper d'abord, c'est que, malgré la diversité de ses parties, les législateurs n'en ont fait qu'un seul corps. L'idée de former une société unique des représentants les plus distingués de toutes les branches des connaissances humaines mérite assurément les éloges qu'on lui a donnés. Mais, poussé à l'excès, cet amour de l'unité, qui était une des modes du temps, eut plus d'un inconvénient dans la pratique et dans les détails du règlement, si bien qu'il fut une entrave plutôt qu'un secours et un soutien. Il y avait avantage à ce que toutes les classes pussent délibérer en commun sur des questions communes et sur les intérêts généraux du corps tout entier; on ne pouvait qu'approuver qu'ils fussent tous, savants, lettrés, artistes, sur le même pied d'égalité; qu'ils eussent les mêmes titres, les mêmes privilèges, le même costume, puisqu'il devait y avoir un costume. Mais ce fut un tort, suivant les justes critiques de M. J. Simon, de faire élire les membres de chaque classe, non par la classe elle-même, mais par l'Institut tout entier. Ainsi un géomètre se trouvait-il appelé à juger des titres d'un poète ou d'un musicien et la compétence des choix était-elle mise en péril à chaque élection. Ce fut un autre tort d'appeler toutes les classes à concourir indifféremment à tous les travaux, à tous les rapports dont l'Institut était chargé, et de substituer aux séances publiques de chaque Académie en particulier des séances solennelles où toutes les classes étaient réunies. Le public d'aujourd'hui, quelque goût qu'il ait pour les séances académiques ne supporterait ni la longueur de ces séances qui duraient quatre heures et plus, ni la prodigieuse bigarrure des lectures et des programmes qui embrassaient tout dans leur universalité, depuis une analyse chimique ou une expérience sur les gaz jusqu'à une pièce de vers et une cantate. Bientôt on dut reconnaître qu'il fallait laisser à chaque classe la spécialité de ses travaux et la responsabilité de ses élections.

L'Institut était partagé en trois classes. La première reproduisait l'ancienne Académie des sciences; la seconde était celle des sciences morales et politiques, qui, pour la première fois, avaient droit de cité dans les corps savants officiels. L'Académie française, celle des inscriptions et belles-lettres, et même les beaux-arts, étaient compris dans la troisième classe, qui offrait un véritable amalgame de poètes, d'érudits, de grammairiens, de peintres et même de comédiens. Les comédiens en effet avaient aussi leur place dans la section de musique et de déclamation empruntée au projet de Tal-

leyrand. L'Institut était proclamé l'Institut, non de Paris, mais de toute la république; il devait être, d'après les termes mêmes du décret, en relation constante avec les savants de la province, suivant la pensée commune à Talleyrand, Mirabeau et Condorcet. De là l'idée d'un partage égal de fauteuils académiques entre Paris et les départements, ce qui paraîtrait sans doute bien étrange aujourd'hui. Le nombre des membres était fixé à cent quarante-quatre résidant à Paris, et à un nombre égal d'associés résidant dans les départements. Ces associés n'étaient point de simples correspondants, comme il y en a aujourd'hui, sans autre droit que de s'asseoir à côté des académiciens titulaires, et qui, une fois nommés, correspondent ou ne correspondent pas. C'étaient des membres au même titre, et avec les mêmes privilèges que les membres résidents. Ils devaient être en égal nombre avec eux, non seulement dans l'Institut entier, mais dans chaque classe et dans chaque section.

Le Directoire choisit le premier tiers; ce premier tiers élut à son tour le second, et ces deux tiers réunis se complétèrent par l'élection du troisième. Il n'était pas facile de nommer tout d'un coup et à la fois cent quarante-quatre membres résidents, mais il fut plus difficile encore de faire choix dans les départements du même nombre de membres non résidents. Pour en compléter le nombre, il fallut faire plus d'une interprétation un peu forcée du règlement ou bien ne pas reculer devant des noms fort obscurs. Comment trouver, par exemple, dans la province trois comédiens renommés à mettre à côté de trois comédiens de Paris? On fut heureux d'en découvrir un ou deux retraités dans les environs. De Tracy demeurait à Auteuil; ce fut un des membres non résidents de la section d'analyse des idées et des sensations. On fit un autre membre non résident de Laromiguière, bien qu'il demeurât alors à Paris, parce qu'il était de Toulouse où il avait passé la plus grande partie de sa vie. Grâce à ces subterfuges, il arriva que cette section eut des membres non résidents plus illustres que ceux de Paris. Mais toutes les autres sections n'eurent pas la même fortune.

Aujourd'hui, comme Paris attire de plus en plus tous les hommes distingués de la province, un tel partage serait encore plus impossible. Il fallut d'ailleurs y renoncer peu après sous le consulat; les membres non résidents furent transformés peu à peu en correspondants. Nous sommes partisans, comme les auteurs de ce règlement, d'une alliance étroite entre l'Institut de Paris et les départements, mais nous l'entendons d'une autre façon, ainsi que plus d'une fois nous l'avons expliqué. Sans changer rien à la composition de l'Institut telle qu'elle est déjà, nous voudrions que des liens

fussent établis entre l'Institut et les académies les plus considérables des départements. Ces liens, analogues aux affiliations qui, au dix-septième et au dix-huitième siècle, rattachaient certaines académies de province, soit à l'Académie française, soit à l'Académie des sciences, imposeraient quelques obligations, quelques contributions réciproques, avantageuses pour les sciences d'observation et pour l'émulation des sociétés savantes. Ce n'est pas ici d'ailleurs le lieu d'entrer dans les détails tels que je les conçois, de cette sorte de confédération académique s'étendant à toute la France [1].

Chacune des trois classes, comme nous l'avons dit, était divisée en sections, de même que dans tous les projets antérieurs. Les sections ont été conservées dans nos trois Académies, des sciences, des beaux-arts, des sciences morales et politiques. M. J. Simon n'approuve pas le sectionnement. J'avoue qu'il a des inconvénients dans certaines circonstances, celui, par exemple, de retarder l'élection d'un candidat de grand mérite, mais qui manque des titres spéciaux pour telle ou telle place vacante. Il se peut encore que les candidats abondent d'un côté, tandis qu'ils sont plus rares pour telle ou telle autre section. Mais par contre les sections n'ont-elles pas des avantages qu'il faut bien aussi considérer avant de les condamner? Le premier de tous, à mon avis, est d'écarter les candidats sans spécialité, à titres vagues et douteux. Dans l'état actuel, on ne peut se présenter au choix d'une section quelconque qu'à la condition d'apporter un certain bagage avec soi d'œuvres bien déterminées. En outre, ne serait-il pas à craindre de voir l'envahissement des spécialités d'abords plus faciles ou plus à la mode, au détriment de spécialités plus hautes et plus sévères, qui doivent avoir leur part et leur place dans l'Institut? Les naturalistes, les agronomes, les géographes, les médecins ne pourraient-ils, par exemple, quelque jour absorber les mathématiciens à l'Académie des sciences; ou les économistes envahir les places des philosophes, à l'Académie des sciences morales et politiques? Je crois donc que les sections, du moins sans une application trop rigide et avec une certaine élasticité, ont leur raison d'être et doivent être conservées.

Un autre détail du règlement est le costume. Le costume vint plus tard et ne fut institué que sous le consulat, en l'an IX, presque à la veille de l'empire. Le costume est pour M. J. Simon l'occasion de quelques réflexions philosophiques sur cette vanité qui est toujours la même, et ne fait que changer d'uniforme, sur le désir

[1] Voy. notre ouvrage sur l'*Institut et les Académies de province*. In-18. Hachette.

de se distinguer qu'il appelle le démon de la différence. Le costume actuel de l'Institut, avec ses broderies vertes, est le même que celui de l'an IX; mais, depuis la monarchie de Juillet, c'est-à-dire il y a plus d'un demi-siècle, il est tombé plus ou moins en désuétude. A part le bureau, à part le récipiendaire et ses parrains, dans les séances publiques; à part quelques membres de la députation aux funérailles, qui d'ordinaire le cachent sous un paletot, il n'est généralement plus porté. Soit pour l'harmonie du coup d'œil, soit pour ne pas laisser dans leur isolement les quelques membres obligatoirement costumés, M. J. Simon semblerait incliner à le rendre obligatoire pour tous [1]. Il faut, dit-il, le porter ou le supprimer. Il y a un troisième parti, à ce qu'il nous semble, celui de respecter les habitudes prises et de laisser aller les choses comme elles vont, sans nulle contrainte, ni pour ni contre le démon de la différence.

L'indemnité allouée à chaque membre de l'Institut date de la fondation même. Cette indemnité n'est point une innovation libérale de la révolution. Sous la monarchie, les académiciens avaient des jetons de peu de valeur, il est vrai, puisqu'ils n'étaient que d'un franc et demi, jusqu'en 1785 où la cour en doubla le poids. Mais la plupart des académiciens, à part les grands seigneurs et les honoraires, avaient du roi des pensions de 1000 ou de 1200 francs. Des pensions de même valeur leur étaient allouées par Talleyrand et Mirabeau, avec cette clause expresse, que, pour ne pas blesser l'égalité, nul, quelque riche qu'il fût, ne pourrait les refuser. C'était donc une tradition à suivre, pour peu que la république, sortie de la tourmente, tînt à honneur de ne pas faire moins pour les lettres et les sciences que les régimes précédents. D'ailleurs, comme nous l'avons vu, le rapport de Condorcet n'avait-il pas promu les membres de l'Institut à la dignité de fonctionnaires, et, en cette qualité, n'avaient-ils pas droit à un traitement? Au nom de la commission des finances, le citoyen Villers proposa donc aux Cinq-Cents de voter une indemnité de 1500 francs pour chaque membre de l'Institut. Mais la détresse des finances de la république d'alors, non moins grande encore que la détresse de celle d'aujourd'hui, fut cause que ce vote n'eut pas lieu sans opposition, malgré les motifs que fit valoir le citoyen Villers, dans son discours du 7 prairial an IV. « Il ne s'agit pas, dit-il, d'opulence pour les membres de l'Institut, mais de leur donner un traitement

[1] Une tentative en ce sens vient d'être faite et a échoué ou du moins a subi un ajournement. La commission centrale administrative devait saisir d'une proposition de ce genre l'Institut tout entier dans sa séance trimestrielle du 7 janvier. Mais, au dernier moment, elle ne s'y est pas décidée. L'Institut ne s'est donc pas prononcé, et les choses restent comme elles étaient.

qui les attache encore davantage aux sciences, s'il est possible, et qui leur permette d'en faire l'objet principal de leurs soins. Il faut que l'homme de lettres ne soit pas forcé de chercher dans des occupations étrangères des ressources pour son existence ; il faut qu'il soit au-dessus des nécessités de la vie, et qu'enfin il soit intéressé à assister aux séances de l'Institut. »

Loin d'ailleurs de présenter cette indemnité comme un témoignage de la magnificence et de la libéralité de la république envers les sciences et les lettres, il s'excuse sur le malheur des temps de n'en pas demander davantage, et il fait entrevoir aux nouveaux académiciens un avenir meilleur. « Dans des temps plus heureux, dit-il, lorsque la nation se sera ressentie des avantages de cet établissement, il sera possible de verser sur lui avec plus d'abondance la munificence nationale. »

Cette indemnité de 1500 francs, qui paraissait si mesquine au rapporteur des Cinq-Cents, est restée la même depuis près d'un siècle, et sous tous les gouvernements, quoique sa véritable valeur soit à peine le tiers de ce qu'elle était alors, et quoiqu'il y ait eu des temps plus prospères, où, comme dit le citoyen Villers, la munificence nationale aurait pu se verser plus abondante sur l'Institut.

Dès les premières séances de l'Institut, se présenta la question des funérailles qu'il convenait de faire aux membres décédés. M. J. Simon rapporte les discussions curieuses auxquelles elle donna lieu et qui sont un trait caractéristique de l'époque. On sortait du chaos ; il n'y avait ni culte, ni cérémonie funèbre, ni police des cimetières ; la décence, pas plus que l'hygiène, n'était respectée. On transportait, dit J. Simon, les corps comme des colis, de la façon la plus expéditive et la moins coûteuse, on les ensevelissait sans témoins. L'Institut voulut pour ses membres des funérailles plus décentes et plus dignes, en quoi il se fit honneur, et donna un excellent exemple à tous les citoyens devenus trop oublieux du respect des morts. La discussion fut longue à cause de la diversité des croyances et des systèmes, à cause de l'athéisme des uns, de la foi religieuse de quelques autres. Finalement, il fut décidé que l'Institut prendrait à sa charge les funérailles de chacun de ses membres, qu'il assisterait en corps aux obsèques, que le bureau de la classe à laquelle le défunt appartiendrait, plus six commissaires, l'accompagneraient en costume de cérémonie.

Il est encore, pour les corps savants, une meilleure manière, et vraiment académique, d'honorer leurs morts, c'est de payer un juste tribut à leur mémoire, de louer, comme il convient, leur vie et leurs travaux. Dans ses études sur l'organisation des académies de Paris et de la province, Condorcet ne cesse pas, non sans raison,

de recommander l'éloge des académiciens morts, afin d'exciter par là l'émulation des jeunes savants. Secrétaire de l'Académie des sciences, il avait lui-même rempli longtemps avec zèle, sinon avec le même succès que Fontenelle, cette pieuse tâche scientifique. Il a même dit, quelque part, que les éloges de Fontenelle avaient plus fait pour l'encouragement des sciences que les pensions de Colbert et du grand roi.

Le nouvel Institut ne manqua pas de conserver et de consacrer à nouveau cette noble tradition académique. Il fut décidé que des notices sur tous les académiciens décédés, sans exception, seraient lues, non pas après un plus ou moins grand nombre d'années écoulées, mais dans la séance publique qui suivrait immédiatement leur décès. L'usage de ces notices ou éloges s'est continué jusqu'à nous; mais combien d'ombres d'académiciens errent autour du palais de l'Institut, attendant ce dernier honneur? J'ai entendu dire qu'il y en avait plus de soixante à la seule Académie des sciences. Combien ne faut-il pas en ajouter de l'Académie des inscriptions et de l'Académie des sciences morales? Ceux-là seuls qui ont un nom illustre et qui ont eu un rôle, non seulement dans la science, mais dans les affaires de ce monde, ont quelque chance de voir leur tour arriver. On ne peut en accuser MM. les secrétaires perpétuels de ces trois académies, puisque l'usage veut que ces notices soient des morceaux d'apparat et soient lues en une séance solennelle qui n'a lieu qu'une fois par an.

Plus heureux sont les morts de l'Académie française qui a autant de séances publiques que de réceptions, et où chacun est aussi assuré d'avoir son éloge funèbre que d'avoir un successeur. Plus heureux aussi sont les morts de l'Académie des beaux-arts, quoique moins solennellement traités. Là, en effet, s'est introduit l'excellent usage de faire lire en séance particulière par chaque nouvel académicien une notice sur celui dont il prend la place. Je voudrais qu'il en fût de même aux trois autres académies. L'ensemble de ces notices serait d'un grand intérêt pour l'histoire des séances, des lettres, des beaux-arts et des académies; il n'y aurait plus deux classes d'académiciens, les uns honorés d'un éloge, les autres sans nulle perspective d'un panégyrique quelconque. L'égalité serait entre eux après la mort, comme pendant la vie.

VI

Dans la dernière partie de l'histoire de M. J. Simon, nous voyons à l'œuvre l'Institut qui vient d'être fondé. Il y passe en revue tous les membres résidents et non résidents, depuis les plus célèbres

jusqu'aux plus obscurs; il nous fait assister à leurs séances, il analyse leurs travaux, dont ils furent trop souvent distraits par des élections presque continuelles et par des informations, administratives plutôt que scientifiques, sans cesse demandées de la part des bureaux du ministère de l'intérieur.

Non seulement chaque classe était appelée à concourir, comme nous l'avons dit, aux élections des deux autres, mais elle avait à renommer son bureau tous les six ou même tous les trois mois : les secrétaires perpétuels, ou même annuels, avaient été supprimés au nom de l'égalité, mais aux dépens de l'ordre, de la suite et de la direction du travail de chaque classe. Ce tableau de l'Institut, depuis 1795 jusqu'à la réorganisation de 1803, est une curieuse histoire, littéraire et philosophique, de cette période de renaissance et de transition. Toutefois, l'auteur s'arrête de préférence aux membres de la seconde classe, qu'il considère comme ancêtres de la compagnie qui est plus particulièrement la sienne, et pour laquelle il témoigne d'une sorte d'affection filiale.

Aussi dans les divers jugements qu'il en porte, je lui reprocherai un peu trop d'indulgence pour certains personnages révolutionnaires et une admiration poussée peut-être un peu loin pour la classe en général et pour ses travaux. Je lui pardonne de passer légèrement sur le fanatisme de Lakanal, en raison des services rendus aux lettres et aux sciences, en raison de sa lutte, en commun avec l'abbé Grégoire, contre le vandalisme, et de la part qu'il a eue à la fondation de l'Institut; mais je le trouve bien indulgent pour le directeur Lareveillère-Lepeaux, membre de la section de morale. Je veux bien que, contrairement à l'opinion commune et à bien des témoignages, il passe à tort pour l'auteur et le chef de la secte des théophilanthropes. Mais n'est-il pas l'odieux complice de Barras et de Rewbell, dans cette triste journée du 18 fructidor, que d'ailleurs M. J. Simon condamne comme il convient? C'est l'adhésion de Lareveillère-Lepeaux au complot de Barras et de Rewbell qui a rendu possible le 18 fructidor et tout ce qui s'ensuivit, y compris la trahison envers leurs deux collègues proscrits, déportés sans nul jugement. Je ne puis, au contraire, qu'applaudir au charmant portrait qu'il nous fait du bon Laromiguière, philosophe ingénieux, écrivain excellent. Laromiguière a eu l'honneur d'avoir vu et d'avoir cherché à corriger le défaut capital du *Traité des sensations* de Condillac, qui était alors comme l'évangile philosophique de la France pensante. Son tort a été de croire, à son tour, qu'il avait dit le dernier mot de la science. Dans sa vieillesse, il se railliait, avec un malicieuse bonhomie, des jeunes et ardents philosophes qui se flattaient d'avoir ouvert de nouvelles

voies et fait des découvertes dans l'âme humaine, après lui et Condillac. Cousin lui ayant fait visite à son lit de mort : « Eh bien! lui dit-il en souriant, trouvez-vous encore quelque chose? »

Ses confrères de la section, Cabanis, Destutt de Tracy, Volney, Garat, sont de purs sensualistes, ou même des athées et des matérialistes. Il faut cependant faire une exception pour de Gérando, entré après eux dans la section, qui, lui aussi, s'écarta de Condillac et ouvrit le premier la voie à l'étude de l'histoire de la philosophie, dans son *Histoire des systèmes comparés relativement aux principes de nos connaissances*. Quelle vie extraordinaire et bien remplie que celle de de Gérando, qui remporta un prix de philosophie à l'Institut, étant encore simple soldat à l'armée du Rhin, et qui fut plus tard un administrateur non moins habile au service de l'empire que soldat intrépide!

Dans la section de morale, M. J. Simon s'arrête de préférence au plus célèbre et au plus populaire de tous ses membres, à Bernardin de Saint-Pierre. Il raconte sa vie agitée et aventureuse, il dépeint son humeur inquiète et difficile; il loue l'imagination, la sensibilité, le savoir de l'écrivain. Il le loue surtout d'avoir osé, dans un rapport sur un prix de morale, professer sa foi en Dieu devant une classe d'où le nom de Dieu était proscrit et où l'athéisme dominait, sans se laisser intimider par les protestations, par les sarcasmes de Cabanis, de Naigeon et de la grande majorité de ses confrères scandalisés. Cette anecdote est un signe du temps que M. J. Simon a bien fait de mettre en lumière.

Nous le trouvons un peu dédaigneux à l'égard d'un autre membre de cette même section, Mercier, l'auteur de l'*An* 2440, de l'*Ancien* et du *Nouveau tableau de Paris*, de *Paris à la veille de* 89, de *Paris pendant la révolution*, et d'une foule de drames qui firent autrefois verser bien des pleurs. Cet hyperbolique Mercier, comme l'appelle Carlyle, dans son *Histoire de la révolution*, a sans doute eu tort de se complaire beaucoup trop dans les hyperboles et les paradoxes; mais, au travers de bien des exagérations et des bizarreries, il a eu plus d'une idée utile, plus d'une vue juste par où il devançait son temps. Il est loin d'ailleurs d'être aussi peu connu aujourd'hui que le suppose M. J. Simon. Ses tableaux de Paris sont consultés et cités par tous les historiens de Paris et de la révolution, par Maxime Ducamp, Carlyle, Taine, Babeau, etc. Pourquoi ne pas le louer aussi, comme Daunou, d'avoir voté contre la mort du roi et d'avoir protesté contre l'expulsion des girondins?

Daunou était de la section de science sociale, avec Cambacérès, Siéyès et Pastoret; il eût pu, à cause de l'étendue et de la diversité de ses connaissances, avoir place dans d'autres sections et même

dans deux classes différentes. Mais il avait été décidé que nul ne pouvait appartenir à deux classes, par cette excellente raison qu'on ne peut pas être élu deux fois à la même fonction.

Si nous laissons de côté des individualités plus ou moins marquantes, que nous ne pouvons toutes passer en revue, pour considérer cette deuxième classe dans son ensemble, dans son esprit et ses travaux, il nous est impossible de la mettre aussi haut que notre illustre confrère dans l'histoire de la pensée humaine. Quelque estimables que soient un certain nombre de ses mémoires, quel que soit l'intérêt de quelques-unes de ses discussions, combien d'autres en est-il qui n'ont pas plus mérité l'attention des contemporains que la nôtre, et qui, comme la pasigraphie qui y a tenu une si grande place, ne devaient aboutir à rien? Si Tocqueville, dans un discours à notre Académie des sciences morales et politiques, a trop dénigré la deuxième classe de l'Institut de 1795, j'incline à croire que M. J. Simon l'a trop louée. Elle n'a rien eu de grand : ni les travaux ni les doctrines, ni l'indépendance et le courage. L'athéisme semblait y avoir concentré toutes ses forces et, dans son intolérance, ne voulait souffrir, on l'a vu par Bernardin de Saint-Pierre, aucune contradiction. D'ailleurs, c'est sur M. J. Simon lui-même que je veux m'appuyer pour tempérer le jugement trop élogieux par où il termine. En racontant ses origines, il lui fait l'honneur de la rattacher à l'Académie française, à moitié, depuis le dix-huitième siècle, philosophique et morale, mais il ajoute : « Son histoire ne fut pas tout à fait digne de sa naissance ; le système de Condillac l'étouffa, les fonctions publiques l'absorbèrent. Elle catalogua beaucoup, trouva peu et ne fit aucune propagation. » Voilà, certes, un jugement sévère pour une académie qui a eu plus particulièrement pour mission de faire avancer l'esprit humain, et que nul éloge ne peut racheter. Ces sensualistes, ces matérialistes, ces athées, firent-ils au moins quelque preuve d'indépendance et de courage contre la tyrannie du Directoire? Ils ne montrèrent que de la lâcheté, quand, au 18 fructidor, cinq des leurs, Carnot, Barthélemy, Pastoret, l'abbé Sicard, Fontanes, qui tous, sauf Carnot, appartenaient à la seconde classe, furent proscrits et envoyés à Sinnamary. Non seulement ils ne protestèrent pas, mais, par peur ou par une soumission servile, ils s'empressèrent de pourvoir aux places vacantes. Faisons cependant une honorable exception pour un membre de la section d'histoire, Lisle de Salle, qu'il ne faut pas confondre avec Antoine de la Salle, le traducteur de Bacon et l'auteur original d'un *Système des compensations*, supérieur à celui d'Azaïs. Seul entre tous, Lisle de Salle eut le courage de protester. Ce personnage, aujourd'hui bien plus oublié

que Mercier, avait eu, vingt ans auparavant, quelques jours de célébrité, à cause de la condamnation d'un long, bizarre et indigeste ouvrage, intitulé *De la Philosophie de la nature*. Il n'en était pas d'ailleurs à son premier trait d'opposition et de courage; en 1793, il avait osé publier un mémoire sur la tolérance, qui le fit jeter en prison, d'où il ne sortit qu'au 9 thermidor. Enfin, en plein règne de l'athéisme, il venait d'écrire un mémoire *en faveur de Dieu*, comme il devient à propos qu'on en fasse aujourd'hui. La deuxième classe n'avait donc pas encore, à ce qu'il nous semble, suffisamment justifié son existence, pour qu'il soit juste de reprocher au Premier consul, comme un attentat à la pensée humaine, de l'avoir fait disparaître dans une nouvelle organisation académique, meilleure à bien des égards. Si la deuxième classe lui a porté ombrage, ce n'est pas au point de vue de son courage et de son indépendance, mais à cause seulement de son opposition aux idées religieuses auxquelles il voulait ramener la France. Ses membres, d'ailleurs, ne furent nullement fructidorisés, mais simplement répartis dans d'autres classes et d'autres sections.

En même temps qu'il supprimait la seconde classe, par une sorte de compensation, comme M. Caro l'a justement remarqué, il restituait une existence séparée, une vie propre à l'Académie française, organe bien plus éclatant de la libre pensée, pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle, que ne le fut la deuxième classe sous le Directoire. En effet, dans la nouvelle organisation de l'an XI, l'Académie française renaissait sous le nom de classe de langue et de littérature française, et prenait la place des sciences morales et politiques. La troisième classe, d'histoire et de littérature ancienne, correspondait à l'Académie des inscriptions et belles-lettres; la quatrième classe était celle des beaux-arts. Cet Institut, remanié et retouché par la main du Premier consul, se rapproche beaucoup plus de ce que nous sommes aujourd'hui, malgré la suppression de la seconde classe, que l'Institut primitif de la Convention et du Directoire.

Je ne sais jusqu'à quel point l'Académie actuelle des sciences morales et politiques doit reconnaître pour sa mère cette deuxième classe. Mais si réellement elle est sa fille, combien n'en diffère-t-elle pas par l'esprit, par les doctrines et aussi par l'indépendance? Bernardin de Saint-Pierre y pourrait parler de Dieu tout à son aise; et si une atteinte devait lui être portée par un gouvernement quelconque, elle aurait au moins, je crois, le courage de protester.

Francisque Bouillier.

L'AUTRE

I

On célébrait à l'église Sainte-Clotilde, un certain mardi de la fin de l'hiver, le mariage d'un vicomte quelconque avec la fille d'une comtesse quelconque. Rien ne manquait à l'éclat banal de la fête. Les chants étaient beaux et les fleurs prodiguées. On ne s'était pas refusé le luxe d'un prélat pour prononcer l'homélie attendrissante sur les vertus des nouveaux époux, les mérites transcendants et les illustrations de leurs parents. L'union était, du reste, suffisamment bien assortie pour permettre d'entrevoir des chances moyennes de félicité conjugale, et pour ne pas donner d'avance un caractère ironique aux chaleureuses félicitations de la sacristie. La mariée pouvait être réputée laide ou jolie, suivant le degré de bienveillance de l'observateur. Les avantages extérieurs du marié étaient pareillement chose de goût et d'appréciation, les conditions d'âge, de naissance et de fortune assez équilibrées. Bref, c'était un mariage fort convenable, sur lequel il n'y avait pas à se livrer à beaucoup de commentaires, à moins de malignité ou de dépit.

L'ingénue était douée de vingt-quatre printemps. J'estime, par une foule de raisons, que c'est un âge excellent pour le mariage. Seulement, il y a lieu de se hâter, et les jeunes filles qui l'ont atteint ont droit de devenir impatientes. Dès qu'elles l'ont dépassé, en effet, elles entrent dans un premier cadre de réserve où elles commencent d'entrevoir la perspective des veufs, des vieux garçons grisonnants, sinon de la coiffe de sainte Catherine, ou de ne pas repousser absolument l'éventualité d'autres sacrifices. L'idéal, le pur idéal de la rêverie s'est éloigné. Souvent il s'est éloigné bien plus tôt. Une jeune fille de vingt-quatre printemps n'a pas été sans ébaucher un petit roman, sinon plusieurs. Elle n'a pas été sans écarter aussi quelques recherches qui ne lui semblaient pas la réalisation de l'idéal. De là, au moment où elle se décide, comme venait de se décider l'ingénue de Sainte-Clotilde, bien des troubles. N'a-t-elle pas manqué des occasions de mieux faire? Et devait-elle renoncer à l'espoir de faire mieux? Questions agitées dans des perplexités médiocrement flatteuses pour le prétendant qui attend une réponse, qui, peut-être, n'a pas moins hésité à la provoquer, qui parfois

n'est pas encore bien certain de celle qu'il désire. On se décide pourtant, on s'engage, et pendant la période plus ou moins enchantée des assiduités, il est convenu, — et il n'est pas trop rare qu'on arrive sincèrement à se le persuader de part et d'autre, — que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

L'assistance était nombreuse. Les retardataires qui n'avaient pas tenu à entendre l'homélie de l'orateur mitré se trouvaient relégués au bas de la nef, où ils se rapprochaient suivant leurs affinités et jasaient même à voix basse. On sait que le recueillement n'est pas précisément la loi distinctive de ces cérémonies. Parmi les retardataires étaient quelques contemporaines de la mariée, qui avaient à veiller soigneusement sur elles pour témoigner, à la sacristie, une satisfaction sans mélange. Leurs mères n'avaient pas à manifester une sympathie moins expansive, qu'elles devaient s'être fait l'effort d'exprimer déjà, lors de la soirée du contrat et de l'étalage des cadeaux.

Deux jeunes filles qui se traitaient d'amies, Natalie de Soisy et Christine de Maffliers, parées des plus fraîches toilettes et escortées de leurs mères, entrèrent par des portes différentes. Natalie appela du regard Christine, en lui montrant des chaises inoccupées, et l'attira près d'elle. Christine était belle. Il n'est pas adroit de se donner, quand on n'y est pas absolument obligée, une voisine trop belle, mais c'est moins périlleux à l'église qu'au bal, et Natalie croyait peut-être n'avoir rien à craindre de la comparaison. En quoi l'avis de plusieurs eût été qu'elle se serait trompée. Toutes deux chuchotèrent bien un peu. Elles étaient à peine agenouillées qu'elles virent paraître un vieil ami de leurs deux familles, le baron du Mesnil. Droit et de haute taille, le baron, sous ses cheveux blancs, avait encore bonne mine et grand air. Il n'était pas seul. Un jeune homme, de fort bonne mine aussi et de tournure élégante, l'accompagnait. Les deux jeunes filles s'interrogèrent rapidement et en même temps. Le jeune homme leur était inconnu, ce qui détermina chez elles un double mouvement de curiosité, en leur semblant permettre d'attacher sur lui leurs yeux avec d'autant moins de scrupule.

Le baron, suivi de son aide de camp, bouscula quelques chaises et finit par s'arrêter trois ou quatre rangs en avant, où deux places se trouvaient vides. Ce ne fut qu'alors, et en se retournant, qu'il parut reconnaître les visages amis auxquels il adressa un salut gracieux et souriant. Le jeune homme aussi se retourna, et plusieurs fois. Il était dispensé de toute salutation, et promenait autour de lui un regard errant.

Ce fut, pour Natalie et sa mère, l'intérêt dominant du surplus de la cérémonie. Elles faisaient peu d'attention aux autres survenants. Elles remarquèrent que le baron avait échangé une seule

fois, après s'être retourné, quelques paroles avec son voisin, et conservait depuis une attitude immobile. Sans se concerter et sans se communiquer leurs impressions, elles se rencontrèrent d'accord dans une appréciation d'ensemble très favorable au voisin. Je crois bien qu'elles furent aussi d'accord en accueillant la pensée que sa présence devait être l'effet d'une préméditation qui n'avait pas pour unique but la cérémonie. Il est clair que Christine aurait pu faire les mêmes réflexions. Natalie ne songeait pas à son amie. On saura tout à l'heure pourquoi.

Dès que les têtes se furent inclinées légèrement sous la bénédiction pastorale du prélat, l'assistance s'ébranla, pendant que la *marche nuptiale* de Mendelssohn éclatait dans la tribune. C'est le moment du grand brouhaha tumultueux, de la confusion des rangs et de la confusion des langues. Tandis que le gros flot remonte par le milieu de la nef, il y a les savantes manœuvres des indépendants qui se dirigent par les bas côtés, en protestant contre le principe que la ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre. Il faudra bien que tous soient arrêtés dans l'entonnoir dont l'étroit goulot est la porte de la sacristie. Les architectes des églises et ceux des théâtres commettent tous la même faute. Ils ne savent pas élargir les issues.

Natalie et sa mère suivirent le gros flot et se trouvèrent, peut-être à dessein, séparées de Christine, qu'elles ne revirent plus. Elles étaient plus attentives au baron et ne le perdaient pas des yeux. Elles remarquèrent que le jeune inconnu se séparait aussi de lui, mais délibérément et en lui serrant la main, pour gagner une porte de sortie. Cette fois, la démonstration d'une intention étrangère à la fête était bien manifeste. Il est assez fréquent de ne se montrer qu'au défilé. On a été vu et la politesse est faite. Assister, au contraire, à toute la cérémonie pour se retirer sans avoir été vu est un genre d'innocence qui n'a guère d'exemples. L'inconnu ne pouvait donc pas être un invité. Au plus épais de l'entonnoir, Natalie et sa mère se trouvèrent coudoyer le baron, qui leur adressa des paroles de courtoisie avec une parfaite aisance et continua de cheminer près d'elles. Elles avaient bien envie de l'interroger. Elles n'osèrent pas.

Vint enfin leur tour de défiler devant les héros de la fête. Pauvres héros ennuyés, subissant, pendant une heure, l'inspection d'une sorte de conseil de révision, dont tous les membres vont opiner à la sortie. C'est le lieu des observations malignes ou jalouses, et souvent celui de quelques drames intimes. Les convenances de société peuvent avoir de dures exigences, ainsi que la discrétion. Parfois une jeune fille vient assister au triomphe de la rivale qui

lui a été préférée. Elle est obligée de lui sourire, de l'embrasser si c'est une amie, et elle passe, en rougissant, devant le triomphateur embarrassé de qui elle avait rêvé d'être recherchée, qui même avait pu, par des hommages qu'il regrette, autoriser cette espérance. D'autres fois, c'est le jeune homme dont la recherche a été récemment découragée qui doit dissimuler son dépit, en s'attachant à cacher la blessure de sa vanité, sinon celle de son cœur. D'autres fois enfin, ce sont les époux eux-mêmes qui se voient salués par des spectres, porteurs de regrets ou de reproches, évoqués d'un passé qu'ils souhaiteraient d'avoir oublié.

J'ignore ce que furent, ce jour-là, les drames du défilé. Les préoccupations de Natalie et de sa mère étaient ailleurs. Le baron s'éclipsa vite, sans les attendre. Elles remontèrent dans leur voiture, où elles ne se dirent pas un mot.

C'est le moment de raconter ce qui motivait principalement, ce qui légitimait leur excitation.

Près de six mois auparavant, quand elles étaient à la campagne au fond de la Bourgogne, le baron du Mesnil, qui habitait l'Anjou, avait écrit à la comtesse de Soisy une lettre galante et assez mystérieuse, dans une forme semi-plaisante. Il s'informait si Natalie n'avait pas encore fait son choix, et l'avertissait, dans ce cas, de se tenir sur ses gardes. Un jeune homme, qu'il ne nommait pas, mais dont il faisait un éloge très expressif, devait être sur la trace de Natalie, qu'il avait un jour aperçue, un seul jour, et qui lui avait laissé un souvenir charmé. Il voulait absolument la revoir, à son aise et plusieurs fois, sans être vu, afin de ne pas se compromettre. Le prince charmant, c'est ainsi que l'appelait le baron, s'informait donc des habitudes de la jeune fille, et pourrait être en observation là où il serait le moins soupçonné. Quand elle se promènerait autour du château, il serait peut-être caché dans un massif. Quand elle irait à la messe du village, il serait derrière un pilier. Si un élégant cavalier passait sur la route, ce serait probablement lui. Tout cela était agrémenté de phrases romanesques, voire même de madrigaux alternativement adressés à la mère et à la fille. Le baron avait la faiblesse d'aimer à rimer. Il y avait comme deux péroraisons. L'une, la plus sérieuse d'apparence, exprimait des vœux pour la conjonction des astres ou des atomes. L'autre, en post-scriptum, était au moins énigmatique. Elle était conçue en ces termes : « Quelle est la jeune fille qui n'a pas été poursuivie par un prince charmant ? J'ai oublié de vous nommer le mien. C'est l'idéal. »

La comtesse de Soisy ne vit là d'abord qu'un amusement. Le baron lui était connu pour un homme d'esprit léger, d'humeur assez originale et taquine, qui se plaisait aux mystifications. Pour-

tant la sollicitude en éveil de la mère n'était pas sans accueillir quelques doutes. Elle répondit en badinant elle-même, et s'abstint de montrer la lettre à Natalie. Elle s'attachait à ne pas paraître prendre au sérieux une communication qui s'était trompée de date, et qui aurait dû arriver le 1er avril. Et pourtant elle déclarait avoir besoin d'un supplément d'information sur le prince charmant, pour savoir si elle ne devrait pas le faire expulser de son parc, lorsqu'il aurait l'audace de s'y introduire. Elle ajoutait qu'une jeune fille délicieuse, qui ne vieillissait pas, qui se nommait l'imagination, suivait aussi partout, et depuis longtemps, les traces du baron.

La réplique se fit attendre une semaine, et cette fois l'épître était entièrement en vers. Je ne sais qui a défini d'un mot la poésie, en disant qu'elle est de l'exagération. Je ne prétends pas que ce soit une définition d'une justesse rigoureuse, qualité que les définitions possèdent rarement, mais il est bien certain que la poésie exagère, et qu'elle a le droit d'exagérer. Si l'on peut donner ce beau nom de poésie à des vers de circonstance et de société, on reconnaîtra que la rime permet des hyperboles qui seraient déplacées dans la prose. Bien des femmes, bien des jeunes filles même, ont reçu des hommages rimés qui avaient presque l'accent de déclarations passionnées, sans que la chose tirât à conséquence. Elles se plaisent à les montrer autour d'elles. Elles brûleraient ou elles cacheraient des billets beaucoup moins expressifs. Le baron ne se refusait donc pas, au gré de la rime, les galanteries immodérées, mêlant l'éloge de Natalie à celui du prince charmant qui la suivait, qu'il la conjurait de ne pas repousser, insistant sur la réalité du roman dont il avait surpris le secret et dont il lui était encore interdit de nommer le héros.

Ce n'était pas éclaircir les doutes de la comtesse qui, surexcitée, s'avisa tout à coup de consulter son mari, ce qui n'arrivait que dans les grandes occasions. M. de Soisy s'emporta, en s'exprimant durement sur le compte du vieux galantin qui ne saurait jamais avoir la gravité de son âge. Peut-être avait-il une rancune ancienne d'autres galanteries du baron. Natalie se trouva entrer au moment de l'explosion de cette mauvaise humeur, ce qui amena un nouvel incident.

Sans consulter à son tour sa femme, qui essayait vainement de l'arrêter, le comte tendit à Natalie les deux lettres qu'il froissait avec colère.

— Tiens, s'écria-t-il, voilà les sottises qu'on écrit à ta mère et qui ne mériteraient que d'être jetées au feu. C'est une invention qui n'a pas plus de sens commun que l'inventeur, et j'espère bien que tu seras assez raisonnable pour n'en pas croire un mot.

Ce fut une petite scène de famille. Le comte sortit, laissant

Natalie lire en présence de sa mère les projets de poursuite du prince charmant. La comtesse était irritée de l'incartade de son mari, et, par esprit de contradiction peut-être, plus disposée à donner créance à l'aventure.

— Ma mère, demanda doucement Natalie, insuffisamment persuadée, parut-il, par la boutade violente du comte, est-ce que vous pensez qu'il peut y avoir là quelque chose de sérieux?

— Je l'ignore, ma fille, répondit la comtesse. Ton père se fâche toujours, et ce n'est pas le moyen de bien juger les choses. Je suis moi-même trop émue. Assurément, cela ressemble à une plaisanterie et ç'a été ma première pensée. Aussi je ne t'avais pas montré ces lettres.

— Est-ce que, reprit Natalie, je ne pouvais pas entendre une plaisanterie?

— Sans doute, ma fille, mais si par hasard ce n'en était pas une...

— Il me semble que cela m'intéresserait encore davantage.

— Tu as raison, je ne sais plus ce que je dis, c'est la faute de ton père.

— C'est cependant lui qui m'a montré ces lettres, que vous ne me montriez pas.

La riposte était assez vive et point faite pour adoucir l'humeur de la comtesse. Ainsi qu'il arrive dans les ménages qui se querellent, Natalie défendait d'ordinaire celui de ses parents que l'autre accusait.

— C'est un reproche, reprit assez aigrement la comtesse. Crois-en donc ton père, puisque tu as plus de confiance en lui qu'en moi.

Elle sortit à son tour, et Natalie, restée seule, relut à loisir, moins rapidement que la première fois, les deux lettres. Elle y était l'objet de compliments qui, même rimés, chatouillaient sa vanité, et il lui convenait de prendre pour sincère cette partie au moins de la correspondance, le baron ayant toujours été très gracieux pour elle. La vérité est qu'il lui convenait aussi de ne pas réputer complètement imaginaire le personnage du prince charmant. Elle avait été aperçue une fois, c'était ce qu'elle aimait le plus à relire. Elle avait donc plu, elle avait laissé un souvenir durable. Qu'on désirât la revoir, ce n'était pas un sujet de mortification, ni peut-être d'inquiétude. Elle espérait bien n'avoir rien à perdre à être revue. Son poursuivant inconnu était vanté comme un assemblage de toutes les perfections, y comprises celles de la naissance et de la fortune. Le vieil ami n'avait pu donner sur elle que les informations les plus favorables. Tout cela n'était encore que le commencement d'un roman, mais d'un roman bien attachant, et ne devait pas être une chimère. Le vieil ami l'affirmait dans la seconde épître, et n'aurait certainement pas prolongé un badinage qui serait devenu

de mauvais goût. Il l'avait habituée à trop de bienveillance pour qu'elle le crût capable de continuer une espièglerie changée en malice. Bref, Natalie était près de commettre une confusion qui a été commune chez bien des femmes, et de prendre l'épître pour l'évangile.

Quand elle en fut là de ses réflexions, elle éprouva le besoin de rejoindre sa mère et le désir de l'apaiser d'abord, pour tâcher de lui communiquer ensuite la même persuasion. Le premier moyen qui s'offrait naturellement était celui d'excuses caressantes, accompagnées de protestations de confiance. Un second moyen, moins pur, que la vertu eût été de ne pas employer, se présentait aussi à son instinct de diplomatie. Natalie couvrit donc sa mère de baisers.

— Pardonnez-moi, dit-elle, un moment de vivacité dont je suis toute confuse. N'est-ce pas un peu la faute de mon père, qui m'avait déconcertée par sa violence?

La comtesse s'attendrit aussitôt.

— Oui, mon enfant, répondit-elle en lui rendant ses baisers. Tu as eu tort, mais j'ai eu tort aussi. Les hommes ne comprennent pas ces choses-là, et j'aurais dû n'en parler qu'avec toi. Désormais, n'en disons plus un mot devant ton père.

La promesse fut aisément obtenue. De ce moment data, entre la mère et la fille, une période d'intimité plus grande, le comte de Soisy s'étant mis à l'écart par sa véhémente sortie contre les visées romanesques que toutes deux ne voulaient pas abandonner et dont elles ne pouvaient plus parler devant lui.

A partir de ce moment aussi, il y eut chez toutes deux une agitation assez comique. La comtesse, facilement obéie, exigea que sa fille fût, dès le matin, plus constamment soignée dans sa toilette et ne se produisît qu'avec tous ses avantages. Natalie ne se promenait plus sans rêver au prince charmant, qui pouvait être caché derrière chaque buisson. Parfois un bruit de feuilles la faisait tressaillir. Elle rougissait, elle baissait les yeux, elle s'arrêtait involontairement, n'osant toutefois regarder. Un autre bruit plus strident retentissait, c'était un merle moqueur qui s'échappait du buisson en sifflant et la frôlait presque de son aile. D'autres fois un rustre montrait sa tête rougeaude au-dessus de la haie où elle avait soupçonné le prince charmant, et la saluait avec la familiarité villageoise. « Comme vous êtes belle dès le fin matin, on dirait que vous allez à la noce. » C'était bien à la noce qu'allait l'imagination de Natalie. Il ne passait pas un cavalier sur la route sans qu'elle eût une anxiété, avant de reconnaître l'huissier ou le médecin du village. Mais c'était à la messe le dimanche qu'elle avait le plus de trouble et de distractions, interrogeant chaque pilier d'un regard

furtif et se croyant surveillée. La comtesse n'était pas moins excitée. Elle questionnait le facteur rural, les fournisseurs, le cantonnier, le garde, s'informant si l'on n'avait pas vu rôder un inconnu. Le garde n'avait poursuivi que des braconniers, à l'affût d'un autre gibier que Natalie, et dont le signalement correspondait peu à celui du prince charmant. Le cantonnier avait toujours vu des inconnus et donna plusieurs fois des lueurs d'espérance qui ne tardaient pas à se dissiper.

Cependant les semaines, puis les mois s'écoulaient, sans qu'on eût aucune révélation du prince charmant. La comtesse et sa fille se lassaient de l'attente et, qui pis est, se dépitaient. Pour comble de disgrâce, le comte, qui avait remarqué le manège, ne se refusait pas de triompher et devenait cruellement railleur. Ce n'était pas généreux, mais il avait sa petite vengeance à satisfaire, et la vengeance est rarement généreuse, même dans l'intérieur de la famille.

— Ma chère amie, demandait-il chaque soir, vous n'avez toujours pas de nouvelles du prince?

La comtesse s'irritait, finalement Natalie pleura, et le comte, jugeant son triomphe suffisamment assuré, cessa de railler.

Quand, au commencement de février, on reprit à Paris les quartiers d'hiver, l'attente du bel inconnu s'était changée en ressentiment contre le baron, qui aurait risqué d'être fort mal reçu s'il s'était présenté en ce moment, et qui n'avait plus donné signe de vie. Mais la rencontre de Sainte-Clotilde vint de nouveau faire trotter les imaginations. Il n'est pas téméraire de conjecturer que la comtesse et sa fille crurent fermement, cette fois, à l'apparition du prince charmant. Toutefois, la crainte d'être encore déçues fit qu'elles ne se pressèrent pas de se communiquer leurs soupçons. Chacune d'elle préférait que l'initiative vînt de l'autre. Elles n'avaient cependant aucun doute qu'elles n'eussent une pensée commune, et elles hésitaient à l'exprimer. Il en est souvent ainsi. Il n'y a pas de secret aussi bien gardé, dans l'intimité, que celui qui a été deviné.

Le comte s'était dispensé d'assister au mariage. Il se dispensait volontiers de ce qui ne l'amusait pas, à moins d'être déterminé par un devoir social bien impérieux. Il professait même à cet égard une théorie. Dans la circonstance, il s'était dit, avec assez de raison, que les époux sauraient bien se passer de sa bénédiction et ne remarqueraient pas son absence. Le soir, après le dîner, il parla négligemment de la cérémonie par manière de conversation, en demandant à sa fille qui elle avait vu. Natalie se garda bien de mentionner le bel inconnu, et sa circonspection alla jusqu'à ne pas nommer le baron du Mesnil. Rien ne rend plus vigilant sur ses paroles que la crainte d'une interrogation.

II

Il ne fut pas question de l'inconnu dans la maison de Christine de Maffliers. Ce n'était pas tout à fait par les mêmes raisons. La mère de Christine, lisant son office, n'avait dirigé sur le jeune homme aucune attention particulière.

Le samedi suivant, les deux jeunes filles se retrouvaient dans un bal, et assises auprès l'une de l'autre. Chacune d'elles fit la remarque que sa voisine paraissait avoir un souci. Elles n'avaient pas la physionomie radieuse, épanouie, qu'elles apportaient d'ordinaire à ces réunions.

J'ai souvent été frappé de l'observation que les jeunes filles, entre elles, sont beaucoup plus gaies que les jeunes femmes. Je ne veux pas dire qu'elles soient plus heureuses, ce qui est un ordre d'idées bien différent, et je constate un simple fait sans en tirer de conséquences moroses. Je ne parle pas des jeunes femmes qui ont des chagrins. Les jeunes filles n'ont-elles pas les leurs? Mais les jeunes filles, en général, s'abandonnent plus franchement au rire, jasent avec plus de vivacité; elles gazouillent, comme les oiseaux au printemps, par une loi de nature. Et cependant leur sort n'est pas fixé, elles en ont toutes l'incessante préoccupation, que n'a plus la jeune femme, et elles se font, à travers les apparentes expansions de la confiance, mille cachotteries; n'importe, elles gazouillent. La jeune femme a déjà senti quelque chose de la gravité, de l'austérité de la vie. Peut-être la raison de la différence est-elle aussi que les jeunes filles, dans la disponibilité de leur besoin d'aimer, croient sincèrement à l'affection des contemporaines qu'elles appellent leurs amies et dont elles recherchent la société. Avec quels élans elles s'embrassent et réitèrent ces démonstrations extérieures de tendresse! Rien de pareil entre jeunes femmes. Elles ont vite compris qu'elles n'ont pas d'amies. Elles ont mieux, ou du moins elles ont autre chose.

Ce soir-là Natalie et Christine ne gazouillaient pas. La première accueillait avec indifférence, presque avec maussaderie, les invitations des danseurs, et les ajournait à un terme qui est invraisemblable au commencement d'un bal. Ces ajournements sont souvent un calcul de coquetterie, et avaient bien pu être cela les années précédentes. Un autre sentiment les inspirait aujourd'hui; Natalie voulait se réserver. Au fond de son cœur, elle s'attendait à voir paraître le bel inconnu; il ne lui convenait pas d'être obligée de le renvoyer à une longue échéance. Justement, le baron du Mesnil était un ami du maître de la maison, et avait dû, sans doute, faire inviter son aide de camp.

Il est vrai de dire, en outre, que lorsqu'une jeune fille de vingt-quatre ans opère une rentrée dans les salons où l'on danse, elle y trouve bien du changement ; elle est presque un anachronisme, une survivante d'un autre âge. En six ans, dans les deux dernières années surtout, des générations ont en quelque sorte disparu, l'épidémie du mariage a exercé ses ravages, et, là comme ailleurs, il faut bien convoquer les recrues pour remplacer les manquants. Je voudrais employer une plus gracieuse image, je craindrais qu'elle ne fût pas trouvée gracieuse par Natalie. Des fleurs plus fraîchement écloses ont succédé à celles qui ont été cueillies, ou se mêlent à celles qui commencent à se flétrir. On était même dans un salon, je suis tenté de dire dans une serre, qui s'ouvrait pour un bouton de rose, et comme la fille de la maison avait un frère encore plus jeune qu'elle, la plupart des papillons sortaient à peine de la chrysalide.

Pour des danseuses de l'âge de Natalie, les assidus d'une époque qui est déjà le bon vieux temps sont toujours assez clair-semés. Quelques-uns peuvent avoir d'excellentes raisons personnelles de n'être pas très empressés; d'autres ont des motifs plus généraux de témoigner une certaine lassitude, arrivent tard, promènent des airs blasés, sont récalcitrants aux excitations des maîtresses de maison et déclarent mélancoliquement qu'ils ne dansent plus. J'ai connu un de ces rétifs qui ne se laissait jamais présenter à une danseuse sans s'informer brutalement de la dot.

Il y avait trop longtemps que Natalie fréquentait les salons pour que les membres de la noble corporation des flaireurs de dots eussent à lui être présentés. Quant aux imberbes des nouvelles couches sociales qui daignent se trémousser en conscience, s'ils sont moins avancés en comptabilité, ils n'adressent, d'ordinaire, que lorsqu'ils se trouvent au dépourvu, leurs hommages aux filles majeures. Celles-ci viennent à s'apercevoir qu'elles sont attardées, sinon encore surannées, à se dire que c'est leur dernier hiver frivole et qu'elles jouent leur va-tout.

Natalie faisait ces réflexions, entremêlées de quelques autres. Elle était fort peu sensible aux grâces des adolescents qui papillonnaient autour des fleurs nouvelles, moins insensible peut-être à l'éclat de ces fleurs, et plus portée à le discuter qu'à en être éblouie. Distraite, elle regardait tous les jeunes gens qui entraient. Aucun d'eux n'était celui qu'elle attendait.

Il était près de minuit quand elle fut mise à une délicate épreuve. Elle vit entrer le vicomte de Bruadan, qui, sans hésiter, se dirigea vers elle, le visage souriant. Celui-là n'était pas un inconnu, mais un revenant. L'hiver précédent, il était absent de Paris, il voyageait à l'étranger. Antérieurement, il avait bien été, pour Natalie,

un des assidus du bon vieux temps. Le bruit de son prochain mariage avec elle avait même pris assez de consistance, et ce n'avait pas été un bruit désagréable aux oreilles de Natalie. On ne savait pas si le vicomte, ainsi qu'on le dit dans ma province, avait jamais parlé français, ou s'il s'était spontanément éloigné. Après deux années écoulées, il était un oublié. Le monde ne s'occupe pas longtemps des absents.

Il salua la comtesse de Soisy, qui eut presque une exclamation de joie en lui tendant la main par-dessus la tête de Natalie. Il salua aussi Christine et sa mère, qui furent moins démonstratives. Ce fut avec Natalie qu'il engagea aussitôt la conversation.

— Mademoiselle, dit-il, c'est une bonne fortune inespérée de vous retrouver ici.

— Pourquoi inespérée? demanda la jeune fille.

Le vicomte fut un peu embarrassé. Sa pensée était qu'après deux ans il s'attendait à ne revoir Natalie que mariée. Il n'aurait pas été très galant d'exprimer cette pensée, à moins de le faire en termes si galants eux-mêmes, qu'ils auraient été compromettants dès les premiers mots.

— Pardonnez-moi, répondit-il. Tout est pour moi matière à surprise, et il me semble que j'ai rêvé deux ans. J'ai besoin de me reconnaître. Il serait peut-être plus poli de vous dire que je venais ici pour vous; ce serait un petit mensonge. J'y venais par une sorte de curiosité bien désintéressée. Mais je ne mentirai pas en ajoutant que je me réjouis de l'avoir eue, puisque je vous revois. Et tenez, j'entends le prélude d'un quadrille; afin de prolonger l'entretien, j'ai envie de vérifier si je n'ai pas trop désappris les figures, car je ne danse plus. Mais vous allez sans doute me rejeter bien loin... comme vous le faisiez autrefois.

— Pas du tout, je suis libre, s'écria Natalie en prenant vivement le bras du vicomte.

La jeune fille rougit de sa parole, qui pouvait avoir plusieurs sens. Elle était libre, parce qu'elle venait de refuser un jouvenceau, et parce que le bel inconnu n'arrivait pas. Elle ne se troublait pas du procédé envers le jouvenceau. Elle se troublait davantage de l'inconnu, qui pouvait arriver encore.

On a remarqué que le vicomte avait eu le soin de se classer tout d'abord dans le corps désabusé des danseurs en retraite. Il se trouva condamné à la petite corvée assez énervante, et peu propice aux premiers empressements, de se chercher un vis-à-vis parmi la foule des imberbes, qui tous étaient déjà pourvus. La vigilance de la maîtresse de maison lui vint en aide comme il commençait à se désespérer, et lui envoya un débutant timide qui fut doublement

secourable, en sauvant de l'abandon une délaissée qui commençait à se désespérer elle-même. Natalie avait eu le temps de méditer encore sur la situation. Elle venait d'apercevoir, derrière la haie qui obstruait une porte, la tête blanchie de M. du Mesnil, laquelle, grâce à la haute taille du baron, émergeait au-dessus des têtes blondes ou brunes, et le baron lui avait adressé un sourire dont la signification lui semblait manquer de clarté. Était-il seul? C'était ce que se demandait Natalie.

Des pensées tumultueuses assaillirent donc la jeune fille. Qu'avait à faire à pareille heure, dans un bal, un homme de l'âge du baron, s'il était seul? Non, il devait être venu là pour accompagner et présenter l'inconnu, et c'était sous les yeux de l'inconnu que Natalie allait danser avec le vicomte.

La sagesse des nations apporte des leçons assez contradictoires. Il n'est pas bon de poursuivre deux lièvres à la fois, mais il est prudent d'avoir plus d'une corde à son arc ou à sa lyre, et l'on doit craindre de lâcher la proie pour l'ombre. C'est bien un gibier que chacun poursuit dans un bal, et l'orchestre est une fanfare. C'est bien un arc que l'on tend ou une lyre qu'on tâche de faire résonner, et, si l'ombre de l'inconnu était bien séduisante, le vicomte de Bruadan n'était pas une proie à dédaigner. L'esprit de Natalie avait parcouru tout le champ de ces proverbes en moins de temps qu'il n'en faut pour les écrire et pendant que le vicomte se livrait à la poursuite de cet autre gibier, aussi vulgaire que nécessaire, qui s'appelle un vis-à-vis. Il avait suffi qu'elle aperçût la tête blanchie du baron.

— Excusez-moi, dit le vicomte en se rapprochant d'elle. Il y a deux ans, j'aurais su mieux prendre mes précautions. Vous avez la preuve que, sans vous, je ne songeais pas à danser. Que voulez-vous? Je ne retrouve pas mes amis, et ne connais pas un de ces collégiens. Deux ans, c'est donc un siècle!

Le vicomte se parlait à lui-même et ne réfléchissait pas que l'observation était médiocrement gracieuse pour une jeune fille qui, elle aussi, avait deux ans de plus. Un nuage passa sur le front de Natalie qui ne répondit pas, et le vicomte ajouta, en fixant sur elle un regard assez pénétrant :

— Du moins je vous retrouve, ce qui est pour moi un ample dédommagement.

C'était un replâtrage, genre de maçonnerie qui, d'ordinaire, n'obtient guère plus de succès dans les choses de la conversation que dans celles de l'architecture, et ne cache pas mieux les brisures ni les fentes. Je crois cependant que Natalie s'en serait volontiers contentée, sans le problème posé par la présence du baron.

L'entretien cependant s'anima peu à peu, et fut un questionnaire réciproque. J'ai déjà dit que, deux ans auparavant, le vicomte avait été l'attentif de la saison, et un attentif fort bien accueilli. Quand une correspondance de sentiment a eu lieu, et qu'elle n'a été rompue par aucun éclat, il en reste toujours quelque chose, et elle se renoue aisément. Pourquoi n'avait-elle pas eu plus tôt un dénouement que semblait présager un attrait mutuel, d'accord avec de nombreuses convenances? Personne peut-être ne l'avait su au juste.

Je trace une simple esquisse des mœurs de la société policée, ou si l'on aime mieux vernissée, et non pas la peinture dramatisée des grandes passions. Dans le monde des salons, les grandes passions sont rares. Je ne prétends pas qu'elles soient sans exemple. Je crois bien que Natalie ne les avait jamais ressenties. Les caprices, plus ou moins durables, les inclinations éveillées, les préférences, les rêves, les petites surprises du cœur, ne sont pas rares. Seulement, les influences de l'éducation, les conventions sociales, les exigences de la vie, la question des carrières, la question d'argent surtout, viennent à la traverse. Ajoutez cette espèce de loi sociale, si contraire à celle de la nature, qui met une dizaine d'années de distance entre les âges des époux. Par la conséquence nécessaire de cette contrariété des deux lois, on peut dire, en fait, de presque toutes les femmes, qu'elles ont aimé un homme avant d'en épouser un autre; de presque tous les maris, que leur cœur avait battu plus d'une fois. Je ne récrimine pas, je constate. Les classiques flambeaux de l'hyménée ne s'allumeraient pas souvent, s'ils n'avaient à éclairer que le couronnement des premières amours, et, de bonne foi, il faudrait à l'ingénue qui agrée les vœux d'un capitaine de cavalerie une forte dose de candeur pour croire qu'il n'a jamais rêvé qu'à elle. J'engage le capitaine à ne pas trop compter lui-même qu'il ait été le premier rêve d'une ingénue de vingt-quatre ans.

Or le vicomte de Bruadan avait à peu près l'âge du capitaine. Natalie lui avait plu, c'était certain, et il n'avait pas déplu à Natalie. Le degré de cet intérêt est chose plus indécise. Peut-être s'était-il éloigné, précisément parce qu'elle lui plaisait et qu'il ne la jugeait pas assez dotée. Pour n'être pas très purement romanesque, cette explication n'en serait pas plus invraisemblable. Peut-être, la retrouvant libre, il était mieux disposé à céder à un attrait qui avait persévéré. Peut-être il avait eu des déceptions qui rendaient ses prétentions plus modestes. Peut-être subissait-il, inconsciemment encore, l'attrait des souvenirs réveillés.

Il fut très empressé, jusqu'à l'imprudence. Comme le quadrille s'achevait, le baron du Mesnil, se faufilant à travers les couples, vint dire à Natalie quelques paroles bienveillantes. Il en dit quel-

ques autres à Christine, qui, n'ayant pas quitté sa chaise, avait eu tout le loisir d'observer son amie. Celle-ci observait aussi, et crut remarquer que la physionomie du baron avait des grâces particulières lorsqu'il s'adressait à Christine. Il s'opérait un ébranlement général vers la salle du buffet. Ce ne fut pas à Natalie, ce fut à Christine que le baron offrit résolument le bras. Le vicomte était là. Il offrit le sien à Natalie, qui l'accepta.

Un trouble nouveau envahit tout à coup l'esprit de Natalie. Si c'était Christine qui était l'objet de la poursuite du bel inconnu de Sainte-Clotilde! Natalie n'en avait pas encore eu le soupçon. Elle se remémorait que c'était bien à sa mère que le baron avait écrit les lettres qui annonçaient les entreprises du prince charmant. Oui, sans doute, mais le baron était léger, mais le prince charmant avait pu se transformer, mais, si c'était le même héros de roman, il avait vu Christine près d'elle, mais Christine était belle, et n'avait jamais paru plus belle à Natalie, qui la suivait en la voyant sourire au baron. Il y a des moments où la jalousie enlaidit le visage qui lui cause de l'ombrage, d'autres au contraire où elle le pare de tout l'éclat qu'elle redoute, et fait plus que lui rendre justice. Natalie en était là. Elle n'écoutait pas le vicomte, elle ne pouvait pas s'arracher à la contemplation du baron, qui causait à voix basse, et d'une manière très animée, avec Christine. Parfois elle se croyait regardée, elle se croyait raillée, et elle tremblait maintenant de voir apparaître le fantôme de l'inconnu.

Il est clair que l'aimable vicomte ne pouvait pas pénétrer le mystère du trouble silencieux de Natalie. On doit lui pardonner d'avoir accueilli une explication plus encourageante, aussi s'enhardissait-il. Le silence n'est-il pas souvent une éloquente réponse à des propos de tendresse? Natalie, d'ailleurs, ne resta pas toujours muette et elle vint à prêter une oreille plus complaisamment attentive. Elle était là partagée entre deux rêves. Le rêve ancien, un peu rêve de cœur, pas bien profondément, qui la pressait d'une voix si douce, qu'il dépendait d'elle de réaliser, et le rêve d'orgueil qui semblait se dissiper et s'enfuir, ou, qui pis est, se réaliser pour une rivale. Elle voulait douter, elle doutait. Elle voulait garder encore ses deux rêves, ne pas risquer d'en bannir un par sa faute, ne pas risquer de les bannir tous deux. Dans son anxiété, elle eût interrogé le baron, elle eût interrogé Christine, elle ne le pouvait pas. Ils étaient là devant elle, et elle sentait qu'ils la surveillaient.

Du moins elle n'était pas surveillée par les adolescents ahuris qui la bousculaient, buvant du punch et du champagne, lui marchant sur les pieds, ou, le front perlé de sueur, fendant la foule et

s'évertuant à porter, aux dames de leurs pensées, des sorbets que, dans leur précipitation étourdie, ils renversaient parfois sur les robes. Si n'avaient été les toilettes, on eût dit la promiscuité de deux pensionnats mêlés pour une folle partie de campagne. Au milieu de la bruyante cohue, debout aux extrémités du buffet, deux amies, les deux doyennes du pensionnat des demoiselles, recevaient négligemment de la main des maîtres d'hôtel des coquilles de glaces qu'elles oubliaient de porter à leurs lèvres. L'une conversait avec un jeune homme, l'autre avec un vieillard, et celle-ci était la plus radieuse.

Un prélude de l'orchestre vint mettre fin à la petite orgie de bonne compagnie et ramener la jeunesse dans les salons.

— Ma belle enfant, dit le baron à Natalie, vous me paraissez en disposition de bien vous amuser. Tant mieux, et bonne chance. Moi, je n'ai plus rien à faire ici, et je vais me coucher. Bonsoir.

Natalie commenta ces paroles. Elles étaient brèves, et le baron était d'ordinaire plus verbeux. Elles étaient assez significatives. Le baron allait se coucher et n'avait donc pas de rendez-vous avec l'inconnu, qu'évidemment l'on ne devait pas attendre désormais. Il déclarait n'avoir plus rien à faire ici. Il avait donc eu quelque chose à y faire? Et il n'avait parlé qu'à Christine. C'était donc le but qui l'avait attiré. Aristote n'aurait pas contesté la logique de ces raisonnements. Le vicomte de Bruadan, lui, restait, et tout au rebours du baron, il avait dit à Natalie en la ramenant :

— Je ne comptais que traverser ce salon, où j'étais venu sans but. Je sais bien maintenant ce qui m'y retient.

Aristote n'aurait pas eu plus de peine à conclure que n'en eut Natalie. Celle-ci remarqua encore qu'en se retirant, le baron donnait au vicomte de Bruadan une cordiale poignée de main.

Les deux amies reprirent leurs chaises, à côté l'une de l'autre. Elles gardaient le silence. Elles ne s'étaient engagées par aucune promesse pour la valse prochaine, elles refusèrent les invitations tardives des jouvenceaux disponibles, ressource suprême des délaissées. Ces hommages de la dernière heure ne sont pas toujours aussi dédaignés, Que de fois ils sont encore acceptés avec joie par les pauvres filles ou les filles pauvres, que la faveur n'a pas avantageusement classées sur la cote du succès! Elles ont pu voir la stratégie des maîtresses de maison, stimulant la paresse des traînards et faisant mouvoir l'arrière-garde. Elles ont été témoins des résistances, elles ont cru entendre les murmures de l'insubordination, elles ont compris qu'elles sont le sujet du conflit. A la fin, un docile, un timide, ou un brave, entraîné par le commandement, marche vers la position désignée, non pas avec l'impétuosité

de l'assaut, et formule une sommation. La forteresse capitule aussitôt, de crainte que la sommation ne soit pas renouvelée. Ce n'est pas très fier, mais la mêlée du bal n'est pas celle où l'on se glorifie d'être imprenable, et la vérité est que les jeunes filles n'y sont pas conduites pour être des bastions inexpugnables. L'humiliation est qu'elles ne soient pas attaquées. Rester sur sa chaise est donc bien pénible! Une seule chose est, paraît-il, plus pénible encore : rester chez soi.

Les deux amies n'avaient pas capitulé. Elles vinrent à être embarrassées de leur embarras même. Natalie, particulièrement, étouffait. Elle voulait essayer d'entr'ouvrir au moins une fenêtre.

— Comme tous ces collégiens valsent mal, dit-elle. Ne trouvez-vous pas que, de notre temps, les danseurs étaient beaucoup plus agréables?

On voit qu'elle commençait à dire : de notre temps! C'était la première fois que lui échappait cette parole, constamment empreinte d'une certaine amertume.

— Je pense, répondit Christine, qu'on vante et qu'on regrette toujours le passé. Nos danseurs ont aussi été des collégiens, et j'avoue que je n'ai conservé d'aucun d'eux un souvenir bien enchanteur.

— Pas même de M. de Montlignon? reprit Natalie, qui crut faire une malice, ce qui n'est pas un bon moyen de provoquer une confidence. Mais elle n'était pas absolument maîtresse de ses nerfs, et les nerfs sont un mauvais guide en diplomatie.

— Pas même de M. de Montlignon, répéta Christine sans aucune émotion. Savez-vous qu'il est un respectable père de famille.

— Déjà?

— Oui, j'ai reçu hier des dragées du baptême.

— Entre nous, convenez, ma chère, qu'il ne vous déplaisait pas.

— J'en conviens de tout mon cœur, mais cela dépend du point de vue. Entre nous, ma chère, s'il m'avait plu d'une certaine manière..... mais j'ai tort, on n'a jamais le droit de rappeler ces choses-là.

— Au contraire, à une amie. Contez-moi donc cela, je n'en ai rien su.

— Et vous n'en saurez rien. Je vous accorde qu'il était, ou plutôt qu'il est parfaitement aimable et distingué, et que j'avais grand plaisir à causer avec lui.

— On s'en apercevait.

— Je ne m'en cachais pas. De plus, faible mérite, qu'il valsait fort bien, presqu'aussi bien que le vicomte de Bruadan.

Une vive rougeur monta aux joues de Natalie, à qui l'offensive avait assez mal réussi. Elle éprouva le besoin d'une diversion. En

était-ce bien une que de nommer en ce moment le baron du Mesnil? A coup sûr, ce n'était pas étranger au phénomène psychologique de l'association des idées.

— Qu'a donc pu, s'écria-t-elle, vous raconter si longuement le baron du Mesnil?

— Permettez, ma chère, répondit Christine. Si c'était un secret ?

— Apparemment, ce n'était pas celui du baron qu'il venait vous confier à minuit et au bal.

— Pourquoi pas? Et si c'était le mien?

— Il me semble... que je serais digne de l'entendre.

— Et si par hasard c'était le vôtre?

— Le mien? Vous plaisantez! Ce n'est pas de moi que le baron du Mesnil pouvait avoir à vous entretenir.

— Qu'en savez-vous? Ce qu'il y a de bien certain, c'est que je ne vous ai pas desservie, et que vous n'aurez pas ce reproche à me faire. Mais ne m'interrogez pas. Franchement, je ne puis pas en ce moment vous en dire davantage.

Natalie fut tout à fait déconcertée. Elle agitait une nouvelle hypothèse. C'était d'elle que le baron était venu entretenir Christine, d'elle et de son secret, c'est-à-dire de l'inconnu. Christine ne l'avait-elle pas insinué? C'était bien invraisemblable. Mais quelle est l'invraisemblance qui ne peut pas hanter un esprit obscurci! Les nuages de la pensée, comme ceux de l'atmosphère, prennent les formes les plus fantastiques, qui se succèdent rapidement dans un horizon échauffé. Et Christine ne l'avait pas desservie! Tout cela restait bien nébuleux. Si le baron avait été là, Natalie aurait couru le supplier de s'expliquer. Mais il était sorti, et quand le reverrait-elle? Et elle rencontrait le regard du vicomte de Bruadan, debout et grave derrière les blondes têtes tournoyantes, du vicomte qui attachait ses yeux sur elle, et elle n'avait rien éclairci du mystère, et le brouillard s'était encore épaissi par l'insinuation de Christine. Comment, devant Christine, accueillir de nouveaux hommages du vicomte?

Natalie ne voyait, pour l'heure présente, de ressource que dans la fuite. Oui, mais une fuite plausible, une retraite en bon ordre, qui ne ressemblât pas à une déroute. Fuir avant Christine et sous les yeux de Christine, c'eût été une déroute. Si Natalie n'était devenue si timide vis-à-vis de son amie, elle lui aurait dit : De grâce, donnez le signal et allons-nous-en.

Ce fut de Christine que vint le salut. Peut-être y mit-elle de la bienveillance compatissante. Tout au moins, elle se sentait gênante.

— Décidément, ma chère, dit-elle d'une voix très simplement amicale, je ne m'amuse pas au bal. Je n'ai plus rien à faire ici.

Natalie remarqua que c'était la même phrase qu'avait prononcée le baron. Christine continua :

— Restez si vous vous amusez davantage. Moi, je vais m'esquiver.

— Rester sans vous au milieu de toute cette petite jeunesse? répondit Natalie. Oh! non, certes, je vous jure que je n'aspire qu'à m'esquiver aussi.

Christine se leva vivement en se retournant vers sa mère. Natalie imita le mouvement.

— Qu'est-ce donc? demanda la comtesse de Maffliers.

— Ma mère, dit Christine, il est plus de minuit, et je suis un peu devenue comme Cendrillon, sauf que je ne laisserai ici aucun soulier. Je vous prie d'être fatiguée et de me donner l'ordre du départ.

— Et toi? dit la comtesse de Soisy plus étonnée.

— Je vous fais la même prière.

— Combien je vous envie, dit une voisine.

La valse se terminait, c'était un moment favorable pour s'échapper dans la confusion. Les deux amies purent constater que les jouvenceaux ne s'interposèrent pas en leur barrant le chemin et en les suppliant de rester, comme avaient coutume de faire les danseurs d'une autre époque, lorsqu'elles sortaient avant la fin du bal. C'était encore un signe des temps. Seul, le vicomte de Bruadan, près de qui Natalie avait soin de passer, témoigna une surprise inquiète.

— Vous partez déjà? lui dit-il à l'oreille.

— C'est nécessaire, ma mère est très fatiguée... et j'ai peut-être d'autres raisons.

— Quand vous reverrai-je?

— Après-demain, au bal de Mme de Cauville... si j'y vais.

— Je ne suis pas invité.

— Vous le serez.

Natalie tendit la main au vicomte, en lui adressant, comme trait de Parthe, un sourire et un regard où elle se flatta d'avoir mis, par un savant artifice qui est un instinct féminin, la juste mesure de grâce encourageante qu'autorisait la prudence. Je ne suis pas certain que le vicomte mît aussi la juste mesure dans la manière dont il pressa la main de Natalie, ni que celle-ci s'en plaignît, s'il y avait un peu d'excès.

Alfred DE COURCY.

La fin prochainement.

LA DOCTRINE DE L'ÉVOLUTION

ET LA NOUVELLE THÉORIE DE LA VIE

I

Il ne faut pas entreprendre de raisonner, en matière de sciences ou de philosophie, d'après les seules lumières du sens commun. Le sens commun, sans les connaissances acquises, est sujet à beaucoup d'erreurs.

On raconte qu'un homme de lettres, fort célèbre d'ailleurs, étudiait sur le tard les mathématiques : il s'agissait des sections coniques, et son maître voulait lui démontrer comment un plan qui coupe un cône, sans être parallèle à la base, le coupe suivant une ellipse. L'écrivain se fâchait, disant : « Vos démonstrations n'y feront rien : mon simple bon sens me dit que le bout qui tourne vers la base sera plus large que celui qui est tourné vers la pointe. » — Il fallut renoncer à l'algèbre et lui apporter, pour le convaincre, un pain de sucre, scié en travers.

Il est cependant un raisonnement *a priori*, dont la certitude nous paraît incontestable, une vérité de sens commun que nous nous sentons incapable de révoquer en doute. Si les corps doués de vie ne sont que des machines; si les lois de la machine organisée sont les mêmes que celles de la machine inorganique; si l'on peut considérer tous les phénomènes matériels de la vie comme de simples phénomènes physico-chimiques, n'est-on pas conduit à concevoir deux mondes, l'un pour les machines animales, l'autre pour les esprits; à imaginer deux substances, l'une insensible et pondérable, l'autre invisible et idéale?

Ne sent-on pas, à mesure que la première est rabaissée et confondue avec la matière brute, que la croyance en la seconde se dégage et s'affirme; et que, en un mot, moins le corps est vivant, et plus il faut que l'âme soit vivante?

Un corps vivant paraissait autrefois aux vitalistes posséder trois qualités et pouvoir être étudié à trois points de vue différents : par sa pesanteur, il était soumis, comme les pierres ou les métaux,

aux lois mécaniques de l'attraction; par sa composition, il pouvait être livré aux analyses de la chimie; enfin, par la vie dont il était doué, on le distinguait de tous les autres. La tendance positiviste ne va à rien moins qu'à confondre tous les règnes, à ne voir partout qu'une même cause, qu'une même substance, qu'un même ordre des phénomènes. Le signe particulier de certaines opinions régnantes, c'est à la fois la négation de l'âme et l'horreur de la vie.

C'est là un manque de logique. Descartes fut aussi, pour tout ce qui concerne la vie, un mécanicien. Mais Descartes croyait à deux substances, dont l'une n'était ni pondérable ni étendue, et avait la même réalité objective que celle qui est étendue et pondérable. Descartes croyait à deux mondes; et le monde invisible lui paraissait celui dont l'existence est la plus certaine et dont les phénomènes nous sont le mieux connus. Convaincu de l'existence de l'âme intelligente et sensible, il lui était loisible de rabaisser le corps à n'être plus qu'une machine. Mais il semble que le mépris du corps l'avait conduit à la plus précise affirmation de l'âme.

Dans la physiologie moderne, on a rejeté avec dédain les vieilles erreurs des vitalistes; on a beaucoup raillé ce principe mystique qui résiderait, on ne sait où, dans les corps vivants. On est mécanicien, mais sans réserve, sans reléguer les phénomènes mentaux dans un monde invisible.

Faut-il s'étonner de cet état des esprits? Non : les méthodes de travail permettent souvent de prévoir à quel terme elles doivent conduire; et un pareil système devait être le produit des études philosophiques telles que les positivistes les ont conçues et définies.

Le positivisme prétend ne s'appuyer que sur les données de la science; il s'est condamné à ne raisonner que sur les phénomènes qui peuvent être observés au moyen de nos sens. Mais, d'autre part, le positivisme ne peut ni ne veut être confondu avec la science proprement dite. Il doit répondre à d'autres besoins de l'esprit humain; il ne saurait s'enfermer dans le domaine restreint de l'observation matérielle. Il faut bien tenir compte de tous les penchants qui existent réellement dans les divers esprits des hommes et de toutes les aptitudes dont ils sont doués. Le savant se contente d'observer des faits matériels, et de déterminer les conditions des phénomènes, sans en jamais connaître les causes premières.

Ce genre d'études ne peut suffire au philosophe. Celui-ci poursuit obstinément la recherche des causes premières et de l'essence des choses : cette recherche, soit qu'il espère ou qu'il désespère, comme Spencer, de la voir aboutir, est au fond de toutes ses pensées. S'il renonce à la poursuivre d'une façon absolue et se résout à avouer l'impossibilité de définir la cause première des

phénomènes, au moins son esprit généralisateur cherchera-t-il à relier entre eux le plus grand nombre possible de phénomènes sous la même loi, et poussera à cette recherche bien plus loin que ne fait le savant. Ne supposez pas qu'il suffise au philosophe de dire : « Les corps s'attirent »; ou bien : « Les corps se combinent dans des rapports exacts de poids et de volume, avec ou sans concentration, avec perte ou avec absorption de chaleur. » Il voudra savoir, ou du moins deviner, quelque chose de plus.

On voit jusqu'où le positivisme est conduit : à la nécessité d'inventer une philosophie qui ne sorte pas du domaine de la science, mais qui soit autre chose que la science. Il s'enfonce dans une impasse.

M. Auguste Comte a cru résoudre le problème, en publiant à la suite, sous le nom de *Cours de Philosophie positive*, une collection de médiocres manuels d'astronomie, de géologie, de chimie, d'histoire naturelle, reliés entre eux par une classification fort arbitraire et d'ailleurs fort peu nouvelle. Il établit hardiment une séparation entre les objets que notre esprit peut connaître et ceux dont la connaissance lui est interdite; et n'hésite pas à ranger parmi ces derniers la composition des astres, ne prévoyant pas l'emploi de l'analyse spectrale.

M. Herbert Spencer est, sans nul doute, un savant plus complet et plus original, et un penseur plus puissant. La merveilleuse variété d'idées et de renseignements qu'il met au service de sa cause intéresse et éblouit le lecteur, et lui fait oublier le fonds du système. La *Biologie*, la *Psychologie*, les *Études sociales* de M. H. Spencer sont des ouvrages où toutes les connaissances actuelles sont contenues, et où des hypothèses ingénieuses sont présentées avec un art inimitable. Mais, auprès de ce maître si attachant, il faut se laisser instruire sans se laisser convaincre. Car son système, issu du positivisme, a gardé la marque de cette défectueuse origine.

« Qu'est-ce que la philosophie? dit M. H. Spencer. Ce n'est que la science portée à son plus haut degré possible de généralité. » Généraliser : tel est le rôle permis au philosophe; et s'il est digne de ce nom, il embrassera d'un seul regard tous les phénomènes de l'univers, et il en fournira l'explication par une seule et même formule. Il doit généraliser bien plus que Newton, lorsqu'il donna la loi de la gravitation; bien plus que Lavoisier et Guyton de Morveau, quand ils établirent le système des équivalents chimiques; bien plus que Gehrardt et que Würtz, les auteurs de la théorie atomique. Si le philosophe ne savait pas s'élever à des notions encore plus générales que n'ont fait ces savants, il ne

serait qu'un astronome, un physicien, un chimiste, un naturaliste. Il n'y aurait point de philosophie.

La philosophie nouvelle prétend rapprocher les résultats fournis par chaque science en particulier, elle espère établir, au-dessus de toutes ces données diverses, une loi unique et universelle, dont toutes les autres lois ne seront que des applications. Elle ne saurait se contenter même des plus vastes hypothèses scientifiques. Darwin a rapproché dans la même conception toutes les espèces vivantes; il a considéré les espèces diverses comme les divers âges de l'animal universel, aux têtes innombrables, qui vit de toute la vie jetée sur le globe. Ce n'est pas assez pour le génie de M. Herbert Spencer : sa synthèse, sa généralisation, s'étendent encore plus loin. Il veut embrasser tous les phénomènes, depuis ceux qui se montrent dans les nébuleuses du ciel jusqu'à ceux dont la conscience humaine est le siège; depuis la marche des astres jusqu'à celle des sociétés, depuis les réactions des acides et des bases jusqu'à la formation des mots; il considère pêle-mêle tous les faits, soit organiques, soit super-organiques : ce sont ses expressions, et il cherche la formule unique de tout l'univers.

Toute chose, dit le philosophe anglais [1], est constamment en train de croître ou de dépérir, d'accumuler de la substance, ou de la laisser échapper, d'*intégrer* ou de *désintégrer*. Toute chose change constamment d'état, se contracte ou se dilate. Les quantités de matière et de mouvement contenues dans un agrégat quelconque augmentent ou diminuent; il en résulte un progrès dans la contraction ou dans la dilatation. Par exemple, les rayons du soleil tombent sur une masse refroidie; ils activent en elle le mouvement moléculaire et lui font occuper plus d'espace : si le phénomène continuait, la masse deviendrait liquide, puis gazeuse. Au contraire, si le mouvement moléculaire s'arrête, le gaz deviendra liquide et le liquide, solide. Mais il ne s'agit pas seulement ici des changements provenant d'addition ou de perte de matière; il ne s'agit pas seulement des contractions et des dilatations dues à des variations de température. Non, tout changement, dû à une cause quelconque, intervenant dans un objet quelconque, ayant pour résultat d'en laisser les parties autrement disposées, amènera un progrès dans l'*intégration* ou la *désintégration*. Il suffira que les parties *redistribuées* n'occupent plus le même espace. Et le nombre des chances pour que l'espace occupé ne soit plus le même après agitation est l'infini contre un.

Avec plus ou moins de complications, nous voyons partout deux

[1] *First principles,* p. 282-283, *passim.*

tendances contraires, deux efforts en sens opposés. Des deux antagonistes, tantôt l'un, tantôt l'autre obtient un triomphe passager. C'est qu'un être a opéré son *évolution*, ou bien, au contraire, qu'il a subi sa *dissolution*. En toute chose, le philosophe anglais distingue deux éléments : la substance, le mouvement. La substance s'agglomère, se contracte, et le mouvement se dissipe : c'est l'*évolution;* le mouvement revient disperser, *désintégrer* les parties : c'est la *dissolution*. En l'un et l'autre cas, rien n'est définitif, rien n'est stable; et l'état des choses change continuellement.

Il nous est possible de suivre M. Spencer tant qu'il ne nous parle que des forces physiques et de la matière pondérable. Mais il exige de nous un effort de conception bien plus difficile : il veut appliquer les mêmes lois à des phénomènes psychologiques et même sociaux. Matières mortes ou animées, cristaux ou cellules, minéraux ou espèces vivantes; bien plus, société, beaux-arts, littérature, tout ce que nous voyons ou tout ce que nous comprenons, tous les objets perçus par nos sens ou notre entendement, M. Spencer veut tout rassembler dans la même conception. D'abord l'astronomie lui montre les corps célestes se concentrant au sein de la nébuleuse primitive; les atomes dispersés de la matière se rapprochent et s'agglomèrent, en perdant du mouvement, qui se répand sous forme de chaleur rayonnante. Puis la géologie lui fournit des exemples d'évolution. Sans parler du temps où des chaleurs excessives maintenaient les métaux à l'état liquide ou même à l'état gazeux, il revient à l'époque où la surface de la terre était encore à la température du fer rouge; et par conséquent, où l'immense quantité d'eau qui en couvre les trois cinquièmes était vaporisée. Cet énorme volume de gaz s'est concentré à mesure que la somme de mouvement contenu dans le globe terrestre rayonnait à travers l'espace. Une petite partie reste encore à l'état gazeux : elle serait liquide sans la force vive venant du soleil, et sans cesse absorbée par la terre.

M. Spencer passe à la nature vivante. Toute plante se développe en absorbant des éléments gazeux qui étaient répandus dans l'espace. La première évolution organique, c'est le rapprochement et l'agrégation de cette matière diffuse. L'animal concentre en lui-même les éléments disséminés dans les végétaux. La cellule, élément microscopique de tous les êtres, ne fait qu'appeler à elle et s'incorporer la matière qui l'environne. La cellule, enfermée dans l'ovaire, commence, lorsqu'elle est fertilisée, une évolution plus active : elle attire vers un centre germinatif la substance de l'ovule. Ce processus de concentration se poursuit à mesure que l'être animé se développe. La matière se consolide et les parties se

combinent entre elles. Le cœur du mammifère est d'abord un long vaisseau, secoué par des pulsations : il se replie sur lui-même, et l'organe se constitue. Les cellules biliaires s'accumulent et s'unissent pour former le foie..... « Imaginez, dit M. Spencer, un mouchoir étendu pour recevoir différents objets; rapprochez les coins, nouez-les, faites un paquet du mouchoir et de son contenu : c'est une *intégration*, analogue à celle des organes de notre corps[1]. »

« Ces *intégrations* organiques n'ont pas lieu seulement dans un organisme unique; une concentration s'opère entre plusieurs individus. Les animaux ont généralement une tendance à vivre en troupeaux. Ceux qui chassent en meutes ou qui sont gouvernés par des chefs, ou qui ont des sentinelles, se rapprochent pour travailler à une œuvre commune. Ceux qui sont polygames sont resserrés par des liens encore plus étroits. Chez les insectes doués d'instincts sociaux, il arrive qu'un individu ne puisse plus vivre, s'il est séparé des autres. Si l'on embrasse d'une seule vue l'ensemble des êtres organisés, on voit qu'ils dépendent les uns des autres, et que tout le monde vivant est arrivé à une *intégration* parfaite : les animaux se nourrissent de plantes, les plantes de l'acide carbonique exhalé par les animaux; parmi les animaux, les carnivores ne peuvent se passer des herbivores; la plupart des plantes cesseraient de se reproduire sans le secours des insectes; et les espèces particulières de plantes ont besoin d'espèces particulières d'insectes. En somme, la faune et la flore de chaque région forment un agrégat, si intimement uni, que les espèces dépaysées périssent le plus souvent au milieu des animaux et des plantes d'une autre région[2]. »

Voici d'autres exemples de condensations *super-organiques*, suivant l'expression qu'emploie M. Spencer. Les hommes primitifs vivent dispersés, en petits groupes errants; puis les familles se réunissent et forment des tribus. Quand la civilisation progresse, le peuple s'agglomère dans les villes. Et, de même qu'on voit dans le corps d'un animal élevé les cellules se différencier et former les unes le système vasculaire, d'autres le tissu conjonctif, d'autres le système nerveux; on voit dans le corps social les individus se grouper pour former ces grands organes qu'on appelle l'armée, la magistrature, le commerce, le clergé.

Il se fait des classes dans la société et même des castes. Les classes ont leurs subdivisions. Parmi les commerçantes, on voit des groupes qui s'adonnent à un certain genre de commerce et qui en acquièrent le monopole. Maîtres et ouvriers d'un même métier se

[1] *First principles*, p. 312.
[2] *Ibid.*, p. 315 et 316.

rapprochent et se concentrent en un même endroit. York fabrique des draps : on n'en fait plus à l'ouest de l'Angleterre. Les poteries ont quitté le comté de Derby, où elles étaient autrefois florissantes, pour le comté de Stafford. Dans Londres même, les éditeurs sont à Paternoster-row; les marchands de grains, à Marklane; les mécaniciens, dans Greal-George-street; les banquiers, au cœur de la Cité.

Les langages obéissent aussi à la loi de l'évolution. Les langues primitives possèdent peu de mots monosyllabiques; un mot, un nom, est toujours une sorte de périphrase; plusieurs autres mots en sont les éléments, souvent demeurés séparables; la cohésion, la fusion des syllabes, fusion par laquelle plusieurs syllabes doivent disparaître, ne s'est pas encore opérée. *Chien* et *arc* se disent, en langue pawnie, *ashakish* et *teeragish;* le mot jour a sept syllabes, et le mot *diable* en a six [1].

Les guerriers indiens ont sans doute bien raison d'être taciturnes : il n'y a que la nomenclature de la chimie moderne qui ait pu produire des vocables aussi longs et aussi peu harmonieux.

Dans les sciences, une évolution s'est opérée. Les unes, fondées sur l'observation, ont fait rentrer tous les êtres animés dans un petit nombre de classes. Les autres, les sciences de raisonnement, ont su expliquer divers phénomènes par le même principe. Ainsi le mouvement, la chaleur, la lumière, l'électricité, sont considérés comme les divers effets de la même cause.

Dans l'industrie, les nouveaux appareils résultent de la combinaison, de la concentration de divers outils autrefois employés séparément. Quand l'homme ou le cheval étaient les seuls moteurs connus, le moteur était distinct de l'appareil qu'il mettait en mouvement. Dans la locomotive, la chaudière est combinée avec le mécanisme sur lequel agit la vapeur. Voyez une de nos manufactures : la même chaudière à vapeur met en œuvre de nombreuses machines très compliquées : la manufacture tout entière constitue un grand appareil, dont toutes les parties sont animées par la même force.

Enfin, M. Spencer arrive aux arts et à la littérature. Les arts primitifs manquaient d'unité; un livre d'histoire était une longue chronique; la peinture égyptienne déroulait sur les monuments des séries de personnages et d'animaux. Le chroniqueur du moyen âge, le peintre primitif, ne savaient pas traiter un sujet. Aujourd'hui, dans le livre ou dans l'œuvre d'art, l'intérêt se resserre, se condense autour d'un point central.

Ainsi l'énigme universelle, le secret de la formation de toutes choses, c'est l'évolution. Et l'évolution n'est qu'une concentration,

[1] En hébreu, jour se dit *iom* et en assyrien, *yum*.

soit de la substance flottante des nébuleuses, soit des gaz carbonés autour d'une cellule végétale, soit des bêtes en un troupeau, soit des hommes autour d'un chef, soit des idées éparses et vagues, qui se réunissent pour constituer une œuvre. La concentration ou, si l'on veut, l'intégration universelle, là est le secret. Et si l'on ne devait point arriver à ce concept, il n'y aurait rien au monde qui fût digne du nom de philosophie. Le philosophe contemple à la fois, sans distinction, tous les objets de nos connaissances : fantômes mouvants, qui changent sans cesse, apparaissent un instant concentrés et se dissolvent aussitôt dans l'espace. Il les voit comme les flots de la mer qui montent, retombent et se relèvent avec une forme nouvelle. Et la substance de tous ces objets est aussi inconnue, aussi insondable que le fond de la mer dont nous ne voyons que la surface agitée : c'est l'*incognoscible*. La nature des choses est inconnue, mais dans leurs manifestations, quelles qu'elles soient, M. Spencer entrevoit un procédé unique, une loi universelle.

N'est-ce pas là abuser des mots et prendre les images du style figuré pour des réalités? Les idées les plus générales ne sont pas toujours les plus profondes. A vouloir embrasser trop d'espace, notre vue se brouille et notre regard s'éteint; le spectacle devient vague et finit par s'effacer, quand le spectateur se recule au-delà des limites naturelles. En littérature, on voulait autrefois n'employer que des expressions générales : c'était priver le style de précision et d'éclat. En philosophie, les idées trop générales deviennent ou des paradoxes ou des évidences. Tantôt elles nous trompent, tantôt elles nous font sourire. Qu'est-ce que cette concentration universelle, cette intégration de la matière, et cette dépense de mouvement? J'imagine une main humaine serrant une poignée d'argile humide, en faisant ruisseler l'eau, et pétrissant, pour leur donner une cohésion et une forme, les molécules de la terre. Ce n'est pas la main d'un sculpteur, car l'effort est lent et inégal; aucun esprit n'y préside, aucun résultat n'est cherché, et la forme se dégage vague et mal définie, c'est la main maladroite d'un enfant. Ainsi s'amassent les nébuleuses; ainsi s'entassent, pour devenir des astres isolés, les débris du voile déchiré de la matière cosmique. Ainsi se sont agglomérées les vapeurs qui autrefois enveloppaient notre monde, et qui se sont transformées en flots de l'Océan. Ainsi se pétrit, au moyen d'éléments épars dans l'atmosphère, la substance des feuilles et la chair des fruits. Ainsi se condensent les sociétés d'animaux ou d'hommes; êtres multiples, dont chaque individu devient un organe, inséparable des autres. Ainsi se préparent, dans le cerveau des grands hommes, les chefs-d'œuvre de l'art ou de la science, derniers fruits de l'évolution,

produits sublimes de la concentration des idées éparses, rapprochées et combinées en un seul esprit, appliquées à un seul objet.

Ou bien il ne faut voir dans toute cette théorie qu'un étrange abus des mots et des figures, ou bien il faut que M. Spencer ait singulièrement exagéré, et qu'il ait étendu, bien au-delà des limites de l'expérience, le principe de la transformation des forces. On sait que la même force se présente sous forme de mouvement, d'énergie chimique, de chaleur, de lumière. Là se termine la série des phénomènes constatés par la science. Pour le salut de la philosophie, il a fallu trouver moyen de transformer la force en vie, en sensation, en liens sociaux. « L'unité dans la science, s'écrie M. Spencer, tel est le but de la philosophie. La vérité que je viens d'exposer sous sa forme générale ne me fait pas avancer vers ce but, si je ne l'étudie dans ses principales manifestations particulières. Partout et toujours l'état des choses change, et, corrélativement, des forces se transforment. Et cela depuis la course des astres jusqu'aux divers courants de nos idées. Il faut comprendre ce grand fait : les forces, sans cesse métamorphosées, n'augmentent et ne décroissent jamais. Il nous faut donc contempler toutes les espèces de changements qui ont lieu, afin de savoir d'où viennent les forces qu'ils supposent et ce que deviennent ces forces. »

Combien est illégitime cette extension excessive d'un principe trouvé vrai pour les premiers cas, mais duquel on ne saurait chercher des applications ni dans le monde moral ni même dans les phénomènes de la vie !

La chaleur du soleil fait évaporer les eaux. Les nuages, poussés vers la cime d'une montagne neigeuse, se condensent ; la pluie tombe et alimente les rivières qui roulent leurs eaux vers la mer. Ici la chaleur s'est transformée en mouvement. Nous avons vu, il y a cinq ans, les fleuves arrêtés par la gelée : tout mouvement avait disparu. Tout à coup, en quelques heures, survint la débâcle. Des glaçons, gros comme des pierres de taille, tournoyaient et se bousculaient. Des ponts étaient renversés ; des poutres étaient brisées comme des fétus. Une énorme quantité de chaleur avait été absorbée et réapparaissait sous la forme d'une force motrice incalculable. Mais voici que, par l'effet de la même chaleur et à la lumière du soleil, des plantes à chlorophylle ont absorbé l'acide carbonique de l'air, et opéré la synthèse de leur propre substance. Les substances ainsi formées ont servi de nourriture à un animal. Dira-t-on que les forces issues du soleil, absorbées directement par la plante, indirectement par l'animal, ont reparu sous forme de force vitale ? Ou bien n'est-il pas vrai que les synthèses organiques qui s'opèrent autour d'un germe, ne pouvant être contrefaites par

aucun artifice, par l'effet d'aucune force, il faut voir dans la vie un phénomène distinct des phénomènes physiques ; et, dans la lumière et la chaleur, les conditions, mais non les causes de la vie? Là, se rencontre le premier problème.

Puis vient le problème de la pensée. « Les forces que nous appelons mentales, dit M. Spencer, rentrent dans la même généralisation. Cette assertion peut étonner certaines personnes. Mais les faits la justifient ou plutôt la rendent nécessaire[1]. » Voici la théorie en quelques mots.

Une force se transforme en une sensation. J'éprouve une pression ou une secousse; je vois, j'entends, je me brûle. « Si les énergies qui produisent en moi ces effets étaient autrement employées, elles tordraient ou briseraient des objets matériels, les feraient vibrer, en provoqueraient la combinaison chimique, ou les feraient passer de l'état solide à l'état liquide. Si donc tous ces phénomènes ne sont que des manifestations de la même énergie transformée, il en faut dire autant de la sensation. Point d'hésitation possible; car entre les forces physiques et les sensations, de même qu'entre les forces purement physiques, la relation n'est pas seulement *qualitative*, mais *quantitative*. La masse qui fait tomber le plus bas le plateau du dynamomètre produit sur ma main la plus puissante pression... L'impression que je ressens de la vibration d'une cloche, d'une corde ou d'une colonne d'air, varie en raison de la force déployée. Des fluides ou des solides échauffés m'affecteront proportionnellement à la montée du mercure dans le tube du thermomètre... »

Il est bien hardi d'affirmer qu'entre la force physique et la sensation produite, il existe une relation non seulement de genre, mais de quantité. Chargez un homme de 50 kilogrammes; et, sans rien dire, ajoutez 500 grammes à la charge : il ne s'en apercevra pas. Des expériences ont été faites à ce sujet en Allemagne, prouvant qu'entre la charge et l'effort, il y avait progression géométrique. Chacun sait combien la sensation de chaleur nous renseigne mal sur l'état de la température : après un hiver rigoureux, nous avons chaud à 4 ou 5 degrés; en été, à 7 ou 8 degrés, nous avons froid. Le plus souvent, une sensation fréquemment répétée cesse d'être perceptible; quelquefois, elle devient intolérable. La force physique transformée serait donc, dans les mêmes circonstances, tantôt anéantie et tantôt multipliée.

Une expérience nous semblerait intéressante. Voici de l'eau bouillante, un patient y plonge sa main. Une certaine quantité de

[1] *First. pr.*, p. 212.

chaleur est absorbée par la matière de la main et en élève la température; en même temps une vive douleur est produite. Mais le patient est chloroformé : la douleur ne se produit pas; c'est un terme de l'équation qui manque. La quantité de chaleur absorbée en sera-t-elle moindre? Il le faudrait, car dire qu'une force se transforme en une autre, c'est mesurer la force sous ses deux états, et trouver la même quantité. Tant de calories égalent tant de mouvement ou tant de sensation.

M. Spencer pense aussi que le phénomène inverse peut avoir lieu et que la sensation peut se transformer en force. Il est prouvé, dit-il, que toute sensation provoque une contraction du cœur; et il est probable que cette contraction s'étend à tout le système vasculaire. La respiration devient aussi plus active.

Si la sensation est assez puissante, elle met en mouvement même les muscles qui dépendent de la volonté. — Un membre s'agite quand on le chatouille. Sous une douleur vive, le corps se débat violemment. Un bruit soudain fait frémir; un breuvage amer fait faire une grimace; le pied et la main se retirent brusquement de l'eau trop chaude. Les émotions, comme les sensations, provoquent toujours des contractions du cœur et du système vasculaire, parfois des sécrétions des glandes; enfin, lorsqu'elles sont très vives, les muscles de la face, du corps et des membres s'agitent sous leur impulsion. Les sourcils se froncent, les poumons se dilatent, le pied frappe la terre; une autre fois la figure se contracte et les mains se tordent; une autre fois encore des sourires éclairent la face et le corps semble plus léger; ou bien l'homme se sent frissonner, et se débat avec frénésie : il a connu la colère, le chagrin, la joie, la terreur, le désespoir.

Il y a bien des hommes, et des plus sensibles, qui ne se livrent jamais à toute cette pantomime. D'ailleurs, ici encore, il n'y a aucun rapport, aucune proportion entre la cause et l'effet. Une phrase prononcée sur le même ton, et produisant sur l'oreille le même effet matériel, pourra, soit passer complètement indifférente, soit inspirer la colère ou le chagrin. L'air ne vibrera pas davantage, le tympan ne sera pas plus violemment ébranlé que vous disiez à votre interlocuteur : « Il fait beau temps », ou bien « Vous êtes un misérable », ou bien encore « Votre père est mort ce matin ».

« Ces modes de l'incognoscible, dit M. Spencer, que nous appelons mouvement, chaleur, lumière, affinité, se transforment l'un en l'autre; et se transforment aussi en ces autres modes de l'incognoscible que nous appelons sensation, émotion, pensée. — Ces derniers, à leur tour, peuvent revenir directement ou indirectement à leurs formes primitives. »

Le mot de mode de l'incognoscible n'a rien de choquant pour nous, car les substances ne seront jamais définies. L'esprit et la matière sont au fond inaccessibles à la raison humaine. Seulement tantôt la raison sait distinguer deux principes irréductibles, et tantôt elle se livre à des sophismes pour se persuader que toutes choses sont identiques. Quand on traite des *modes de l'incognoscible*, dire qu'ils se transforment l'un dans l'autre, c'est dire qu'entre deux modes successifs on a pu établir une mesure constante, une exacte proportion : tant de vitesse égale et peut fournir tant de chaleur, ou tant d'électricité. Autrement ce n'est rien dire du tout. Or il n'y a point d'équation possible entre la force et la sensation. Il n'y en a pas davantage entre la sensation et la force. En ce dernier cas, M. Spencer est bien forcé de tenir compte d'un facteur dont il ne parle guère : la libre volonté.

Il est à peine besoin maintenant de dire pourquoi nous n'admettons pas la transformation des forces physiques en forces sociales. La thèse repose sur cette affirmation : Toutes choses égales d'ailleurs, la plus puissante société est la plus populeuse. Dès lors tous les arguments ci-dessus employés peuvent resservir. La société la plus populeuse est celle qui mange le plus soit de végétaux nourris par le soleil, soit d'animaux nourris de végétaux : donc la société tire ses forces du soleil. Mais la phrase incidente : « Toutes choses égales d'ailleurs », veut être expliquée. Il faut supposer l'état intellectuel et moral, l'instruction du peuple, la législation, arrivés au même degré ; il faut se représenter, de part et d'autre, des hommes éminents parvenus aux emplois publics. Alors le nombre pourra décider de la suprématie ; autrement les anciens Grecs eussent été inférieurs aux barbares. Or tous ces avantages que nous supposons égaux, est-ce le soleil qui les procure ? Est-ce le soleil qui instruit les enfants, qui dirige les magistrats, qui inspire les savants et les artistes ? Et qui dicte des plans aux généraux pour leur faire gagner des batailles ?

III

Comment l'humanité en est-elle venue à tolérer et à discuter ces théories étranges ? Il semble, en vérité, quand on les examine, que l'horizon se rétrécit et que la nature se décolore ; on se sent pour ainsi dire embarrassé dans un réseau de figures géométriques : le parallélogramme des forces, avec sa résultante, apparaît partout où l'on avait cru voir les arbres reverdir et les fleurs pousser. On

n'est plus sûr d'être libre ; on n'a plus conscience d'agir mal ou bien : les actes résultent des sensations transformées dont on ne saurait répondre. Il n'y a plus de peine, il y a encore moins de plaisir. Ce n'est plus le règne de l'esprit. Ce n'est plus même le règne de la vie, c'est le règne de la mécanique. Ce triste règne n'a commencé à s'établir qu'après de longs siècles de discussions.

Le matérialisme d'Épicure était bien différent du nôtre. Loin de prétendre que l'être vivant fût une simple machine, la poésie antique, sitôt que la matière s'agitait, imaginait un être vivant : c'était le seul moteur connu. Nous voulons concevoir une vie mécanique, et le nom d'être animé n'aura bientôt plus de sens pour nous. Au contraire, le paganisme animait et se plaisait à peupler le monde entier. L'univers d'Homère et de Virgile n'est point une solitude ; la scène où ils nous conduisent est toujours encombrée de personnages mystérieux ; des voix y résonnent ; toutes les forces de la nature prennent l'aspect, le langage et les sentiments des hommes, et les passions des héros s'agitent au milieu de la discorde des divinités.

Le culte de la nature, dans l'antiquité, n'a été que le culte de la vie. Dans les arbres, les vents, les fleuves, les grottes, les fontaines, se cachaient des peuples de dieux à la figure humaine. Un jeune homme conduisait le char du soleil, les colères d'un vieillard ébranlaient l'Océan, une femme était sortie de l'écume de la mer ; dans toutes les sources, des jeunes filles miraient leurs visages ; des satyres habitaient les bois. Sous ces fictions poétiques, dont l'art a tiré tant d'inspirations merveilleuses, il faut reconnaître le culte de la vie et de la beauté.

L'homme a quelquefois rêvé de créer, par les seuls ressources de l'art, un être vivant. Mais la fable antique ne ressemble guère à la nôtre. Pygmalion, parvenu à la perfection de l'art, voyait frémir le marbre rose et sourire les lèvres de Galathée. Le docteur Faust, ayant probablement réussi à opérer chimiquement la synthèse des albumines à pouvoir rotatoire droit ou gauche, finit par faire sautiller Homunculus. Ce sont là deux rêves bien différents !

Devant le spectacle charmant que la nature leur offrait sur les côtes de la Sicile ou de la Grèce, on comprend que l'imagination des anciens ait animé toutes choses : ces forêts avaient des voix, cette mer enserrait le rivage avec une tendresse féminine, ce soleil était le poète le plus brillant et l'athlète d'une course prodigieuse. Et sous les rayons qu'il prodiguait, la vie éclatait de toutes parts, et l'amour était partout. L'humanité ne concevait point de chaleur, de lumière, d'harmonie, de force, de beauté, en dehors de la vie.

Lorsque l'humanité crut en un seul Dieu, elle se débarrassa de toutes ces fantaisies poétiques, elle n'eut plus besoin d'imaginer des agents animés pour soulever les flots et pousser les nuages. Elle conçut l'idée de la loi établie, une fois pour toutes, par le Créateur, et, intervenant comme cause seconde, au lieu de la volonté et de l'activité divines, cause première que le paganisme faisait partout apparaître. Elle admit que, sans l'impulsion directe d'un Dieu, la matière morte pouvait être un foyer d'action et d'énergie. Ceci revient à dire qu'elle comprit pour la première fois la possibilité du mouvement en dehors de la vie. Tel nous paraît être un des traits distinctifs du monothéisme. Le vent souffle : le païen dit : c'est un géant invisible qui s'est gonflé les joues. Le juif ou le chrétien répondent : c'est la matière qui obéit à la loi de Dieu.

Lisez la *Genèse* : le Créateur sépare les eaux de la terre, crée la lumière, prépare enfin la demeure des vivants, avant de faire apparaître la vie. Le monde minéral est achevé pendant les deux premières de ces périodes que l'Écriture appelle des jours, et les lois de la matière morte sont établies. Avant qu'une cellule vivante ait été formée, le soleil luit, et la lumière et la chaleur arrivent à la terre. Les continents et les mers se sont séparés, l'atmosphère respirable enveloppe le monde, les nuages s'élèvent au-dessus des eaux, les courants atmosphériques les entraînent et les déplacent, leur rencontre produit la foudre, leur concentration les fait fondre en pluie encore inutile sur les champs stériles où aucune graine n'est tombée. Ainsi, lumière, chaleur, mouvement, se sont manifestés sans la vie et avant la vie. Elle paraît enfin; d'abord sous ses formes inférieures, puis avec tout l'appareil des plus parfaites; aux végétaux, aux êtres aquatiques, succèdent les oiseaux, les mammifères et l'homme.

Mais il est naturel à l'homme de s'enthousiasmer tour à tour pour les systèmes les plus opposés. Les admirables lois de la matière étant connues, le culte exclusif de la matière s'est emparé des esprits. Une nouvelle scolastique s'est constituée : comme l'ancienne, elle n'autorise que certaines formes de raisonnement et n'admet qu'un genre de certitude. Rien n'est certain, pour elle, sans l'expérience, et par expérience elle entend le contrôle des sens. Car les phénomènes sensibles lui paraissent les seuls observables, et les seuls auxquels la science puisse assigner des lois. De là résulte un grand dédain pour tout le monde invisible, dont les éléments n'ont point de poids ni d'étendue. Les uns soutiennent que ce monde n'existe pas; d'autres disent que, s'il existe, il n'est point donné à la science d'y pénétrer, et qu'il ne faut point s'en occuper.

Tel est M. Auguste Comte. Il en est enfin qui se donnent un mal infini pour appliquer des méthodes usitées en physique à l'étude des âmes ou des sociétés; malgré les plus ingénieux efforts, ils ne réussissent, suivant nous, à faire illusion que par un singulier abus des mots et en donnant des comparaisons pour des réalités. Tel nous paraît être M. Herbert Spencer.

Quoi qu'il en soit, beaucoup d'hommes ont adopté des doctrines, qui prétendent au monopole de la sagesse et du sens commun. La science, ce nom est devenu plus dogmatique, plus impérieux que ne fut jamais celui de religion. La science a pris, pour eux, un caractère d'unité absolue. Ses méthodes sont partout les mêmes et s'appliquent aux objets les plus divers. Ils savent que la matière produit la force, et que la force se transforme, devenant tour à tour lumière, chaleur, électricité. Avec les procédés qui avaient servi à étudier la matière morte, ils ont examiné l'être vivant, et se sont dit que les métamorphoses de la force étaient plus nombreuses encore, et que ce qui était lumière ou chaleur pouvait devenir vie. Enfin les plus hardis ne se sont pas arrêtés à la vie végétale, mais ont vu de nouveaux aspects de la force dans les attributs de la vie la plus élevée, dans les sensations, les émotions et la volonté.

C'est ainsi que la science rendit sa législation uniforme. On raisonna d'abord sur les atomes comme sur des corps pondérables, et on s'efforça d'introduire les lois de la mécanique dans la chimie. La chimie vit des réactions, qu'elle avait observées dans ses tubes ou ses capsules, s'accomplir au sein des organismes vivants; elle vit le sang se charger d'oxygène et se brûler, en échauffant le corps et en exhalant le gaz acide carbonique, et dès lors elle se crut maîtresse de tous les secrets de la vie. La physiologie constata que l'exercice de l'intelligence dépendait du jeu régulier de certains organes; qu'à certaines paires de nerfs était attachée la sensibilité et à d'autres la volonté; que différents poisons étaient capables d'atteindre ces différents organes et de faire disparaître les facultés correspondantes; que les facultés comme les organes se développaient par le travail et grâce au milieu approprié, et se transmettaient par l'hérédité; et dès lors la physiologie crut pouvoir se substituer entièrement à l'étude de l'âme. Bien plus, ce n'est pas à une machine humaine en particulier, c'est à l'humanité tout entière, à ses passions collectives, à ses besoins, à ses entreprises, à ses divisions qu'on a prétendu appliquer des lois mécaniques. Il ne faut pas croire que M. Comte emploie une figure de rhétorique, lorsqu'il intitule : *Physique sociale*, la sixième partie de son cours de philosophie positive.

Ainsi, entre l'âme et le corps, entre le corps et la matière organique, entre la matière organique et la matière minérale, entre les énergies et les affinités chimiques de cette dernière et ses qualités physiques, sa pesanteur et sa mobilité, on a cru supprimer toutes les différences : les divers procédés que l'esprit humain avait employés pour l'étude du monde ont été rapprochés. La psychologie est devenue une branche de physiologie; celle-ci, un chapitre de la chimie; et cette dernière, une application de la mécanique.

Tel est le champ de recherches que s'est ouvert la philosophie moderne, renonçant à l'étude des causes et des substances; son effort généralisateur prétend embrasser et rapporter aux mêmes principes les lois établies par des sciences les plus différentes. C'est cette philosophie qui a modifié le langage usuel, et parle de la *Science* comme d'une doctrine unique et universelle. C'est elle que M. Hæckel a appelée « philosophie monistique », par ce motif qu'après avoir affiché sur la nature de tous les phénomènes le scepticisme le plus complet, elle affirme, d'un ton très dogmatique, l'unité de tous ces phénomènes. Ce n'est pas là ce que le P. Gratry attendait de la science comparée. « Sous ce rapport, dit-il [1], les Allemands nous donnent l'exemple, seulement le panthéisme en égare un grand nombre. Le faux principe des hégéliens opère dans le domaine des sciences la parodie de ce que nous annonçons ici. Ils prétendent qu'il n'y a qu'une science, parce que tout est absolument un; qu'il ne faut plus morceler la science en logique, morale, physique, métaphysique, théologie; tout cela, disent-ils, est précisément un et identique, parce que tous les objets sont identiques, tout étant Dieu. » Est-ce bien du panthéisme qu'est née la philosophie monistique? Je crois que beaucoup des défenseurs de cette dernière seraient plus disposés à déclarer, à l'exemple de M. Louis Büchner, que tous les objets sont identiques, tout étant matière. Peu importe d'ailleurs. Stuart Mill nous apprend que la définition d'un nom est la somme totale des propositions essentielles qui peuvent être formées avec ce nom pris pour sujet [2] ; et Condillac nous dit que la définition est une analyse. A ce compte, le positivisme est bien loin de pouvoir définir soit Dieu, soit la matière; et dès lors, défendre l'un ou l'autre des deux termes, c'est se livrer à une pure querelle de mots. Tels des aveugles de naissance affirmeraient que tout est blanc ou que tout est noir, ignorant ce qu'est le noir et ce qu'est le blanc.

Unité de la loi, explication unique et générale de tous les phé-

[1] *Logique*, traduction, Louis Peisse, vol. I, p. 151.
[2] *Les Sources*, première partie, p. 106.

nomènes, tel est le but qu'on poursuit, mais en laissant forcément de côté l'étude d'une multitude de phénomènes qui ne sont pourtant point imaginaires. Il faut laisser hors la loi unique tous les faits moraux, tous les phénomènes dont l'esprit de l'homme est à la fois le théâtre et l'agent : car, entre ces phénomènes et ceux qui se manifestent en la matière tangible et pondérable, il n'y a point d'analogie; ou, du moins, les rapports qu'on s'efforce d'établir sont chimériques, issus de l'abus des mots et sans contrôle scientifique. La loi unique, la philosophie monistique exclut de la réalité tout fait qui n'est point affirmé par une expérience physique. Dans ce monde unifié, il n'y a plus place pour rien de ce qu'autrefois on appelait humain. Oui, si le vieux poète Térence, qui se disait ému de tout ce qu'éprouvaient les hommes, suivait certains cours de médecine ou de philosophie, il se demanderait en sortant ce qui reste de l'homme, et il ne rencontrerait plus d'objet digne de son attention. L'humanité n'est plus. On peut dire seulement que la matière, obéissant à des lois fatales, produit tantôt des nuées, tantôt des cristaux, tantôt des hommes, suivant l'ordre immuable d'apparition de ces fantômes divers.

Si les bergers du temps de Virgile entendaient des cris dans les montagnes, des rires dans les bois, des menaces dans les bruits de la mer et du vent, ils se trompaient sans doute. Mais, s'il faut en croire la théorie de l'évolution, ils se trompent aussi les hommes qui parlent de l'instinct de leurs chiens, du courage de leurs chevaux; ils se trompent encore ceux qui croient à des plaisirs, à des peines, à des devoirs, à des volontés, à la tendresse de leurs amis. Tous les phénomènes observables ne sont que des modes successifs et équivalents de l'incognoscible, des transformations de la Force. La Force, principe inconnu et indéfinissable, tantôt mouvement, tantôt lumière, tantôt chaleur, peut devenir aussi sensation, émotion, volonté. La Force échauffe les métaux et anime le génie des hommes, elle dilate les vapeurs et elle développe les sociétés. Et en des circonstances si différentes, opérant sur des objets si dissemblants, elle se comporte toujours de même. De sorte que les âmes et les pierres, les sociétés et les astres obéissent aux mêmes lois : les lois de l'évolution.

Nous avons déjà laissé voir combien d'objections psychologiques et morales pouvaient se présenter contre la doctrine de l'évolution étendue à tout l'univers. Nous essayerons de montrer les difficultés qu'elle rencontre même sans sortir du domaine de la physiologie et de la chimie.

Denys Cochin.

La suite prochainement.

LA COMÉDIE-FRANÇAISE

PENDANT LE SIÈGE ET LA COMMUNE[1]

IV

LA COMÉDIE-FRANÇAISE PENDANT LA COMMUNE

Le 5 mars 1871, le traité de paix étant signé, la Comédie-Française rouvrit ses portes, — un dimanche, — par une représentation donnée en matinée, et qui était composée de la manière suivante : *le Menteur*; *Don Garcie de Navarre* (fragments); *les Folies amoureuses*. Suivait un intermède : *le Revenant*, de V. Hugo (Mme V. Lafontaine); *Histoire d'une âme*, de Manuel (Mlle Croizette); *A un prophète allemand*, poésie d'Armand Renaud (Mlle Favart); on fit seulement 1 163 francs de recette.

La Comédie n'était, d'ailleurs, qu'incomplètement reconstituée. Les artistes éloignés de Paris n'y purent rentrer que difficilement et à intervalles inégaux. On obtint, avec beaucoup de peine, des laisser-passer pour ceux qui avaient été, à l'issue du siège, visiter leurs familles en province. Ainsi, — pour ne citer qu'un exemple, — Mme E. Guyon écrivait, le 6 mars, à son directeur :

A M. ÉDOUARD THIERRY

Dijon, le 6 mars 1871.

Monsieur,

Me voici à Dijon, espérant de jour en jour pouvoir partir. L'administration prussienne du chemin de fer devait se démettre aujourd'hui de son autorité; il n'en sera rien avant le 12, me dit-on.

Le chef de gare prussien me délivrerait bien un billet pour Paris, mais ne répond pas du voyage. On peut me laisser dans une gare et ne m'y reprendre que le lendemain; je puis être obligée de faire un certain chemin à pied, portant mes bagages; je puis voyager avec les bestiaux, les colis... Vous le savez, j'ai quelques amis dans l'administration française; aussitôt la première possibilité je pars, avant le 12, si je trouve un coin avec les nôtres, sinon pas avant, puisque la chose paraît impossible.

[1] Voy. le *Correspondant* du 25 janvier 1885.

J'espère trouver vous et les vôtres en santé, sinon heureux. Ici le cœur est serré; à chaque pas surgit un Allemand.

Toutes mes anciennes amitiés.

Émilie GUYON.

La Comédie continue cependant ses représentations, malgré le désarroi momentané de la troupe. Le 9 mars, *le Pour et le Contre*, *les Deux ménages* et *Gabrielle*, avec Régnier, qui va bientôt quitter définitivement la Comédie-Française, donnent une recette de 2625 fr. 75 [1]. Le 10, reprise du *Mariage de Figaro* (1551 fr. 50). Le 12, assez grosse recette (2788 fr. 50) avec *Gabrielle* [2]. Le 14, on fait 1808 fr. 50, avec *le Supplice d'une femme* (Régnier); *les Ouvriers; Histoire ancienne* et *le Dernier quartier;* le 16, rentrée de Delaunay dans *la Nuit d'octobre* et de Bressant dans *le Jeune mari* (1700 francs) [3]. Le 17, *Amphitryon* et *le Malade imaginaire*, 1403 fr. 50.

Le samedi 18 mars, éclate le mouvement insurrectionnel qui aboutit à la Commune. On avait affiché, pour le lendemain dimanche, *les Ouvriers* et *l'Honneur et l'Argent.* Mais, faute de public, le théâtre ferme ses portes. Le 23, on avait affiché le même spectacle; dans la journée, survient la triste affaire de la place Vendôme, et la Comédie renonce de nouveau à jouer :

« Les tristes événements de la place Vendôme, dit le registre du jour, nous ont obligés à retourner notre affiche et à attendre, pour rouvrir, que la tranquillité soit revenue dans Paris. »

Le théâtre rouvre le 28 et donne, jusqu'à la fin du mois, quatre représentations dans le vide [4]. Les recettes dérisoires vont commencer. Ces quatre représentations sont même les dernières qui doivent produire, jusqu'à la chute de la Commune, des recettes relativement aussi fortes!... A dater de ce jour, en effet, les événements deviennent plus graves, et, la guerre civile étant commencée par l'action militaire extérieure, les recettes vont subir une décroissance continue.

Ce même jour 31 mars, pendant que le canon gronde, hélas! tiré

[1] Le spectacle est complété par un intermède : *Histoire d'une âme; A un prophète allemand*; et *la Buvette,* poésie de Manuel.

[2] *Le Mari à la campagne* complète le spectacle.

[3] On joue, en outre, *une Tempête dans un verre d'eau* et *la Joie fait peur,* dernière représentation de Régnier.

[4] Voici le programme et les recettes de ces quatre représentations :

28 mars : *Tartufe* et *l'Avare :* 646 francs.

29 mars : *l'Honneur et l'Argent* et *les Deux Veuves* (Coquelin cadet jouant pour la première fois le rôle de Labarraque) : 696 francs.

30 mars : *le Duc Job :* 719 francs.

31 mars : *les Jeux de l'Amour et du Hasard; Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée; les Plaideurs* : 431 fr. 50.

cette fois par des Français contre des Français, la Comédie accompagne à sa dernière demeure l'ancien sociétaire Samson, décédé le 29 mars, à huit heures du soir, à Auteuil, à l'âge de soixante-dix-huit ans[1]. Ce même jour encore, M. Régnier quitte définitivement la Comédie-Française, après quarante années de services[2].

C'est au moment même où la Comédie-Française, à bout de ressources, épuisée dans sa fortune, préparait les moyens de sa reconstitution, que le mouvement insurrectionnel de mars éclata. Ce fut pour elle un coup terrible, dont même elle faillit mourir. En effet, parmi les nombreuses propositions émises dans ses conseils pour sortir d'embarras, figure un projet de liquidation définitive de l'illustre Société. De longtemps on ne pouvait compter sur des recettes suffisantes, et cependant les frais journaliers et généraux couraient toujours. Il s'agissait donc avant tout de vivre et par conséquent de trouver, avant tout, le moyen de vivre. L'administrateur général proposa de contracter un emprunt qui permît de parer aux nécessités présentes et qu'on devait espérer momentanées. Mais à quel taux eût-on trouvé un prêteur dans les circonstances actuelles, en admettant même qu'on en eût trouvé un? Enfin un emprunt ne devait-il pas aggraver encore, au moins dans l'avenir, les lourdes charges de la Comédie?

C'est alors que l'un des plus éminents sociétaires, M. Got, prit l'initiative d'un projet très hardi et très nouveau pour les habitudes de la Comédie-Française, et qui offrait, en outre, des chances de réussite plus que discutables. La Comédie ne devant pas, en raison des événements, songer à gagner à Paris l'argent qui lui était nécessaire, ne pouvait-elle tenter de le gagner à l'étranger? Ne trouvât-elle, dans les bénéfices possibles de cette entreprise, que les ressources nécessaires pour vivre au jour le jour, elle n'aurait pas

[1] Le *Journal officiel* de la Commune annonce la mort de Samson dans son numéro du 1er avril. L'article nécrologique qui concerne l'ancien sociétaire se termine par l'appréciation suivante de son talent : «... Il avait une excellente diction, le geste sobre et une grande finesse dans le jeu... » L'*Officiel* de la Commune donnait avec assez d'exactitude les nouvelles artistiques et littéraires. Il était même quelquefois trop empressé à publier celles qui lui paraissaient intéressantes. Ainsi on lit, dans son numéro du 28 avril, la nouvelle suivante : « On annonce de Turin la mort de Mme Pauline Viardot, créatrice du rôle de Fidès dans le *Prophète*... etc., » laquelle Mme Viardot est encore heureusement en pleine santé dans le cours de la présente année 1885.

[2] M. Régnier ne donna sa représentation de retraite, en raison des événements, qu'une année plus tard, le 10 avril 1872. Elle produisit l'énorme recette de 18 952 francs. Voyez, sur cet éminent artiste, la notice publiée par nous à la librairie Tresse, avec portrait à l'eau-forte, en cette même année 1872.

ainsi à charger l'avenir d'une dette considérable, et elle pourrait au moins attendre, sans trop compromettre sa fortune, des temps plus propices et meilleurs. La proposition de M. Got, qu'il fut chargé de développer dans un rapport spécial, fut soumise au comité, approuvée par lui, ratifiée par le ministre, et le voyage de Londres fut décidé. Nous n'avons pas à nous occuper ici de l'historique de cet heureux voyage, que nous avons déjà publié [1] et dont les brillants résultats sauvèrent en effet la Comédie-Française. Nous n'en parlerons plus qu'incidemment, et seulement lorsqu'il se rattachera par un point quelconque à notre récit.

La Comédie-Française avait donc, en ce moment, grâce au mouvement communaliste, à résoudre trois grosses et capitales questions : le voyage de Londres ; le séjour à Paris ; enfin la nécessité de trouver, avec le gouvernement insurrectionnel, un *modus vivendi* qui fût en même temps compatible avec sa propre dignité. Il fut d'abord question de fermer tout à fait le théâtre à Paris, pour ne pas avoir à alimenter deux sources de dépenses, et de conduire la Comédie-Française tout entière à Londres, où se fût également centralisée la presque totalité des frais généraux. Mais ce moyen présentait plus d'une difficulté et surtout plus d'un danger. On ne pouvait songer à quitter Paris sans une autorisation de la Commune, qu'elle eût sans doute refusée à la Comédie-Française s'éloignant en masse ; d'autre part, il était bien aventureux, bien périlleux même, d'abandonner le bâtiment de la Comédie et les richesses artistiques qu'il contient à la simple garde de quelques employés sans autorité suffisante pour les défendre contre des gens qu'on savait à l'avance peu scrupuleux en matière d'envahissement et de saisies, et qui n'eussent pas manqué, en effet, de regarder le départ de toute la Comédie-Française et la suppression complète de ses représentations comme un acte de défiance et de réaction au premier chef. Il fut donc décidé que la moitié du personnel partirait pour Londres, pendant que l'autre moitié continuerait à donner tant bien que mal des représentations à Paris. Quant à la manière de vivre avec le gouvernement de la Commune, elle était dictée par la nécessité, mieux encore par la force même des choses : il fallait au besoin lui résister jusqu'à la dernière extrémité, mais tout d'abord avoir l'apparence de lui obéir.

[1] Nous avons publié, sous ce titre : *la Comédie-Française à Londres*, l'historique des deux voyages faits en Angleterre par le Théâtre-Français en 1871 et en 1879. (Un vol. in-18, chez P. Ollendorf. Paris, 1880.) Ce volume contient notamment le *Journal inédit de Got* pour le voyage de 1871. C'est le récit le plus curieux, le plus simple et le plus exact de cet heureux voyage, dont nous donnons plus loin, dans la conclusion même du présent travail, le fructueux résultat financier.

La première décision prise — rester à Paris — il fut aussitôt résolu qu'on reprendrait le plus tôt possible les représentations, qu'on jouerait à peu près tous les jours, en présence de n'importe quelle recette, si dérisoire qu'elle pût être, enfin qu'on accorderait des billets de faveur, de manière à remplir la salle, à tous ceux qui, à un titre quelconque, pourraient se croire en droit d'en demander. On devait ainsi sauver l'immeuble lui-même de la Comédie-Française, qui occupe, en effet, par sa situation, en temps de révolution ou d'émeute, une position stratégique de premier ordre, puisqu'il commande à la fois plusieurs rues et que ses deux façades ont ouverture sur deux places importantes où viennent aboutir ces rues. Il était donc à craindre que la Commune ne voulût, à un moment donné, installer à la Comédie même quelque grand état-major central, dans le genre de celui qui fonctionnait à la place Vendôme, et le séjour à Paris, ainsi que la prolongation des représentations, suffirent seuls à écarter cette menaçante éventualité.

Ce n'est que le 26 avril que les artistes composant la troupe de Londres quittèrent Paris [1]. La troupe tout entière présente prit donc part aux premières représentations données à Paris, pendant la Commune, à l'exception de Bressant, qui était parti pour Londres le 1er avril, avec Got, pour y organiser les représentations de la Comédie-Française. Il y demeura en permanence, tandis que Got revint à Paris le 19, joua plusieurs fois, s'occupa en même temps d'obtenir de la Préfecture de police les laisser-passer indispensables pour le voyage à Londres [2], et ne repartit définitivement que le 26 avec la troupe excursionniste.

[1] Font partie du voyage de Londres : *Sociétaires*, MM. Got, Delaunay, Bressant, Talbot, Coquelin (aîné), Febvre; Mmes Favart, Dubois, Jouassain, Ponsin. Quatre sociétaires, M. Leroux, Mmes Nathalie, Guyon et Riquer, n'ont pu, pour diverses causes, se joindre à leurs camarades, ni prendre part aux représentations de Paris. — Les *Pensionnaires* dont les noms suivent complètent la troupe de Londres : MM. Chéry, Barré, Garraud, Boucher, Mlle Marie Royer. La troupe a pour régisseur le sous-régisseur de Paris, Charles Chevallier.

[2] Got raconte avec beaucoup de verve dans son journal, reproduit dans notre volume *la Comédie-Française à Londres*, aux dates des 20 et 21 avril, sa demande d'audience au citoyen Raoul Rigault et cette audience même. Voici les extraits essentiels de ce récit :

20 avril. « Il faut hâter les choses, et puisque j'ai à demander à la Préfecture de police une autorisation de départ pour notre personnel futur à Londres, pour ceux surtout qui, n'ayant pas encore quarante ans, peuvent être pris de force pour les bataillons de guerre de la Commune, j'écris une demande d'audience à l'ex-préfet Rigault, et je lui expliquerai mes raisons d'homme à homme. J'aime mieux avoir affaire au diable même, qu'à beaucoup de saints dont j'ai tant de raisons de me défier. »

21 avril. « La réponse de l'ex-préfecture de police (*sic*) ne s'est pas fait

Du 1er au 26 avril, la Comédie donne vingt et une représentations. Il est encore assez facile de varier le répertoire, l'administrateur ayant alors la troupe, aussi entière que possible, sous la main. Mais, comme bien on pense, le public payant n'accourt guère. La première représentation du mois (1er avril), composée de *Histoire ancienne*, *l'École des Femmes* et *les Deux veuves*, donne une recette de 248 francs. Le lendemain, 2 avril, *Tartufe*, avec Talbot jouant pour la première fois le rôle de Tartufe, et *le Voyage à Dieppe* font monter la recette à 501 francs. Le 4, elle redescend, avec *le Bonhomme jadis* et *les Femmes savantes*, à 278 fr. 50 cent. Enfin le 5, *le Légataire universel*, avec Coquelin cadet jouant pour la première fois le rôle de Crispin, et *Au Printemps* ne produisent qu'une faible recette de 185 francs. Il est vrai que les affaires militaires de la Commune s'embrouillent, et qu'elle vient de subir ses premiers échecs, qu'elle s'empresse, toutefois, de transformer par voie d'affiches en triomphes incontestés.

A dater du 26 avril [1], c'est la jeune troupe qui va donner tout entière. Voici le tableau des artistes qui la composent :

attendre. Soyons juste : les affaires de chancellerie vont plus vite que sous les tyrans. J'ai vu l'ex-préfet Rigault buvant des chopes ! mais comme j'ai eu bon nez pourtant de frapper là tout droit !... »

22 avril. « J'ai dans ma poche un laisser-passer nominatif de la Commune pour dix-sept personnes... »

[1] Voici le tableau des représentations données jusqu'à cette date, depuis le 5 avril, dernière représentation citée :

9 avril. — *Tartufe*; *Histoire ancienne*; *une Tempête dans un verre d'eau :* 495 francs.

10 avril. — *Les Enfants d'Édouard*; *le Dépit amoureux* (Thiron jouant pour la première fois Gros-René) : 478 francs.

11 avril. — *Le Pour et le Contre*; *Au printemps*; *l'École des femmes :* 174 francs.

12 avril. — *Les Enfants d'Édouard*; *le Dépit amoureux* : 151 fr. 50.

13 avril. — *Le Légataire universel* (Thiron dans Crispin, pour la première fois) et *le Médecin malgré lui :* 233 francs.

14 avril. — *Andromaque* et *les Jeux de l'Amour et du Hasard :* 234 francs.

15 avril. — *Tartufe* et *le Dépit amoureux* (Mlle Croizette jouant Lucile pour la première fois) : 202 francs.

16 avril. — *Les Enfants d'Édouard*; *le Malade imaginaire :* 510 fr. 50.

17 avril. — *Le Médecin malgré lui*; *les Jeux de l'Amour et du Hasard*; *le Bonhomme Jadis :* 169 fr. 50.

18 avril. — *Andromaque*; *Au printemps :* 98 fr. 50.

19 avril. — *Tartufe* et *le Dépit amoureux :* 193 fr. 50.

20 avril, — *Le Duc Job :* 529 fr. 50.

21 avril. — *Les Deux Veuves*; *le Legs*; *Il ne faut jurer de rien :* 369 fr. 50.

22 avril. — *Le Duc Job :* 338 fr. 50.

23 avril. — *Histoire ancienne*; *les Jeux de l'Amour et du Hasard*; *Valérie* (Mlle Croizette jouant pour la première fois Valérie) : 647 fr. 50.

MM. Gibeau, Mazoudier, Charpentier, Masquillier, Kime, Coquelin cadet, Thiron, Montet, Tronchet.

Mmes E. Fleury, Devoyod, Lloyd, Abline, Granger, Dewintre, Tholer, A. Plessy, Croizette, Delmary, Agar, Cassothy, Reichemberg.

Il faut ajouter à cette liste le nom du vieux comédien Boudeville, qui joua, le 9 mai, le rôle de Cliton, dans *le Menteur*, et un jeune premier, du théâtre Cluny, H. Richard, qui parut dans divers rôles de son emploi [1].

La liste qui précède donne le tableau des pensionnaires qui n'ont pas été du voyage de Londres et qui, par conséquent, devaient être présents à Paris. Mais diverses circonstances en éloignèrent momentanément plusieurs. Nous citerons, par exemple, le tragédien Gibeau, qui habitait une des banlieues de Paris visitées par les obus de la guerre civile, et qui exprimait dans les termes suivants à son directeur le regret de son abstention obligée :

14 avril 1871.

Cher monsieur Thierry,

Je ne sais si cette lettre vous parviendra; je vous l'écris plongé dans le désespoir; depuis près de huit jours nous sommes au milieu d'une horrible bataille; les obus et les balles tombent comme grêle, impossible de sortir des caves; ma maison est criblée de projectiles, tout sommeil nous est interdit. Ayez pitié de cette horrible position et ne m'en veuillez pas; vingt fois j'ai tenté d'entrer à Paris depuis samedi dernier, et vingt fois j'ai échoué; et en admettant le succès, pouvais-je laisser les miens abandonnés à une situation pareille? Ce n'est pas avec un homme comme vous qu'il faut insister et si, comme directeur, vous devez me blâmer, je suis sûr que comme homme et comme fils vous m'absoudrez complètement. Quoique nous ayons encore reçu deux balles cette nuit dans la chambre de mon père, la situation depuis ce matin paraît se détendre de notre côté. Tout semble se concentrer sur Neuilly et Courbevoie, mais les éclaireurs de Versailles sont en vue, et si Asnières est occupé de nouveau, nous serons probablement anéantis. Encore une fois prenez-moi en pitié, mais croyez bien que je guette la moindre circonstance pour aller vous porter mes excuses.

Votre dévoué,

GIBEAU.

Le passage suivant d'une lettre adressée par M. Éd. Thierry à M. Got donnera une idée des difficultés avec lesquelles l'administrateur général était alors journellement aux prises :

24 avril. — *L'École des femmes*; *le Malade imaginaire :* 195 fr. 50.

25 avril. — *Le Bonhomme Jadis*; *Tartufe* (premier début de Mlle Abline, lauréat du Conservatoire, dans le rôle de Mme Pernelle) : 210 fr. 50.

[1] Décédé en 1883.

11 mai 1871.

... Ici, nous faisons, comme vous à Londres, des raccords et des répétitions à n'en plus finir. Vous savez probablement que Boudeville nous est venu en aide. Avec lui, nous avons eu le *Menteur*, où il a joué le rôle de Cliton, et nous allons avoir le *Mariage de Figaro*, où il jouera Antonio. Un jeune comédien du théâtre Cluny, qui se nomme Richard, s'est mis aussi, *pour l'honneur*, à notre disposition, ce qui nous fait à peu près deux amoureux, car nous n'en avions qu'un, hélas! nous n'avions que Charpentier [1], pour la tragédie comme pour la comédie, et nous ne pouvions pas même jouer les deux actes du *Dépit amoureux*. Il n'est pas possible de se figurer une plus étroite pénurie...

En dépit de tout, nous allons finir par avoir quelques pièces montées, et nos jeunes filles, qui se multiplient, font des progrès qui se remarquent. Quant au public, il est abondant, mais peu lucratif. La garde nationale nous visite en bonne voisine, et nous lui sommes une diversion agréable pour les ennuis du poste. La municipalité du Ier arrondissement a même failli nous envoyer une tragédie. Elle l'a, en effet, envoyée, brochure et auteur! J'ai objecté que je n'avais pas de comité de lecture : — « Nous vous en ferons un », m'a-t-on dit; — que je n'avais pas d'acteurs : « — Nous vous en fournirons. » Cela m'a bien un peu inquiété; mais enfin j'ai vu l'auteur, et j'espère que nous en resterons là...

Éd. THIERRY.

C'est avec cette troupe décimée et vaillante, mais toujours sur la brèche, que la Comédie put traverser, à peu près sans encombre, toute la durée du mouvement communaliste. Du 26 avril au 21 mai, elle donna vingt-six représentations [2] assez suivies bien qu'infruc-

[1] « Nos pensionnaires, écrivait M. Thierry à Got, le 2 mai, ont appris jusqu'à trois grands rôles en une semaine; Charpentier a joué 46 fois en 28 jours ».

[2] En voici sommairement la liste, avec le curieux chiffre des recettes :
26 avril. — *Phèdre*; *le Legs :* 193 francs.
27 avril. — *Les Enfants d'Édouard*; *le Médecin malgré lui* : 179 fr. 50.
28 avril. — *Athalie* (2e acte); *le Legs*; *le Malade imaginaire :* 145 fr. 50.
29 avril. — *Phèdre*, *le Dépit amoureux :* 114 francs.
30 avril. — *Les Enfants d'Édouard*; *le Médecin malgré lui :* 353 fr. 50.
1er mai. — *Andromaque*; *le Malade imaginaire :* 91 francs.
2 mai. — *Le Dépit amoureux*; *Tartufe :* 142 francs.
3 mai. — *Le Bonhomme Jadis*; *les Femmes savantes :* 194 fr. 50.
4 mai. — *Les Enfants d'Édouard*; *le Médecin malgré lui :* 111 francs;
5 mai. — *Valérie*; *les Femmes savantes:* 132 francs.
6 mai. — *Tartufe*; *le Bonhomme Jadis :* 290 francs.
7 mai. — *Valérie*; *les Deux ménages*; *le Bonhomme Jadis* : 494 fr. 50.
8 mai. — *Andromaque*; *les Femmes savantes :* 86 francs.
9 mai. — *Valérie*; *le Menteur* (avec Boudeville, dans Cliton) : 136 fr. 50.

tueuses au point de vue de la recette. En effet, le secrétaire général Verteuil, demeuré à Paris immuablement attaché à son poste, et qui, avec l'administrateur général Édouard Thierry, et l'archiviste Léon Guillard, en même temps conservateur du bâtiment, représentait l'administration de la Comédie-Française[1], Verteuil, chaque soir, remplissait de son mieux la salle. Nous avons pu rétablir, d'après ses souvenirs, et aussi d'après ceux de notre cher et si regretté ami Léon Guillard, en quelque sorte le tableau d'une des soirées théâtrales de la Comédie-Française pendant la Commune.

L'élément militaire y dominait naturellement : ce n'étaient dans les stalles, dans les loges, que personnages brillamment galonnés, que généraux ou colonels, ou hauts fonctionnaires civils[2] de la Commune, accompagnés de « leurs dames » en toilettes également exagérées et voyantes. Car les femmes de tous ces promus de l'émeute s'étaient promues, elles aussi, de leur propre initiative à la dignité de grandes dames. Elles représentaient l'aristocratie, le faubourg Saint-Germain de l'insurrection, occupant les premières places, s'y faisant remarquer par leur attitude tantôt empruntée, tantôt bruyante, en compagnie de leurs maris qui, la plupart, n'étaient que des maris de passage et d'emprunt, se donnant de grands airs d'importance dans leur gloire d'un jour. Ignorants presque tous, habitués, en matière de spectacle, aux scènes de mélodrames ou de vaudevilles de barrière, le grand répertoire de la Comédie-Française qu'on leur servait imperturbablement tous les soirs était tout nouveau pour eux, *Phèdre*, *Andromaque*, *Tartufe*,

10 mai. — *Le Bonhomme Jadis*; *le Malade imaginaire*; *le Legs* : 120 francs.
11 mai. — *Les Enfants d'Édouard*; *les Deux ménages* : 175 fr. 50.
12 mai. — *Les Femmes savantes*, *le Bonhomme Jadis* : 119 francs.
13 mai. — *Les Projets de ma tante*; *le Menteur*; *Valérie* : 123 fr. 50.
14 mai. — *Oscar ou le Mari qui trompe sa femme*; *Tartufe* : 359 fr. 50.
15 mai. — *Le Bonhomme Jadis*; *les Projets de ma tante*; *les Deux ménages* : 103 francs.
16 mai. — *Phèdre*; *Oscar*, etc. : 169 francs.
17 mai. — *Les Projets de ma tante*; *le Menteur*; *les Deux Veuves* : 80 fr. 50.
18 mai. — *Les Enfants d'Édouard*; *Oscar*, etc. : 228 francs.
19 mai — *Le Bonhomme Jadis*; *les Deux Veuves*; *le Malade imaginaire* : 92 fr. 50.
20 mai. — *Phèdre*; *le Legs*; *les Projets de ma tante* : 54 francs.
21 mai. — *Le Bonhomme Jadis*; *le Menteur*; *Oscar*, etc. : 182 francs.

[1] Étaient également présents à Paris : le régisseur général Davesne; le contrôleur général Detournelle et le caissier Toussaint.

[2] Certains gros bonnets de la Commune préféraient les petits théâtres de genre égrillard. Il est de notoriété que le farouche Raoul Rigault, implacable comme procureur général de la Commune, s'était laissé séduire par les charmes d'une petite actrice des Délassements-Comiques qu'il allait voir jouer et applaudir tous les soirs, et qui obtint de lui quelques grâces, jusqu'alors vainement implorées, en échange de ses faveurs.

les Femmes savantes, étaient de biens gros morceaux littéraires à digérer pour ces estomacs peu préparés à des mets de si haute recherche. Ils gardaient toutefois, durant la représentation, l'attitude qui convenait à leur situation prépondérante dans le gouvernement ou dans l'armée, mais ils bâillaient en silence, s'ennuyaient à qui mieux mieux, et ne se gênaient pas pour se le dire entre eux en quittant le spectacle [1].

Quant aux jeunes membres de la Commune ou aux officiers subalternes, également couverts d'aiguillettes et de galons dorés, ils occupaient le balcon ou l'orchestre, courant de loge en loge pour saluer leurs chefs et faire la cour aux dames. Plus haut, aux troisièmes loges, ou dans les galeries supérieures, on voyait de simples gardes nationaux « et leurs épouses » ; le parterre était également rempli d'une foule moins habituée encore au genre de la Comédie-Française, et chacun semblait comme étonné de s'y voir. Pour l'observateur et le curieux, c'était là un spectacle bien nouveau, étrange et triste à la fois, que celui de ce théâtre, qui était le premier du monde, momentanément envahi par ce personnel gouvernemental d'illégale fabrique, qui avait alors la prétention de représenter la haute société parisienne, et qui, par le fait, en occupait éphémèrement la place. Le mélange offert par ce singulier public donnait à ce spectacle les apparences d'une sorte de grande représentation populaire et gratuite — gratuite à bien des titres, en ce moment-là!... — se renouvelant tous les soirs, mais cependant sans affluence extraordinaire ni empressement excessif. A toutes les représentations beaucoup de vides existaient dans la salle, malgré le nombre des billets donnés, ce qui s'explique, en dehors des causes que nous venons d'exposer, par les préoccupations du dehors et la gravité des circonstances.

Notre ami Verteuil a longtemps conservé quelques-uns des billets autographes dans lesquels ces puissants d'un jour réclamaient des places de faveur. Il y en avait de bien amusants et de bien curieux, de bien humbles et aussi de bien arrogants; des demandes quasi-impératives et des supplications ultra-polies; beaucoup de requêtes à la troisième personne, sur papier à en-tête de quelque bureau de mairie, ou de quelque état-major communard, ornées de nombreux cachets rouges mis là, sans doute, pour certifier leur authenticité. Certains de ces billets donnaient à M. Éd. Thierry, ou

[1] Verteuil nous a raconté avoir entendu un colonel de la Commune, qui venait d'assister avec une dame à une représentation des *Femmes savantes*, dire à cette dame, au sortir du spectacle, ces paroles qui caractérisent littérairement toute la Commune : « Eh bien, voilà donc ce que c'était que cette littérature corrompue de l'empire! pas même amusante... »

à Verteuil, du « citoyen » gros comme le bras, et du « salut et fraternité » comme conclusion épistolaire. Tel colonel de légion demandait des places pour lui « et sa dame » ; tel autre sollicitait des stalles de galeries pour de simples gardes de sa légion, dont beaucoup devaient être accompagnés de leurs femmes. Bon nombre de ces billets manquaient de l'orthographe la plus élémentaire. Quelques-uns même étaient rédigés en italien ou en allemand : la Commune avait un recrutement militaire si cosmopolite !... Mais à toutes ces demandes l'administration répondait toujours favorablement ; elle allait même au devant, en offrant prudemment, de temps à autre, des billets gratuits aux municipalités ou aux états-majors de son voisinage.

Grâce à ces habiles concessions et à quelques autres d'un ordre différent, les rapports de la Comédie-Française avec la Commune n'eurent presque rien de périlleux ni même d'hostile. Cependant il fut de ces concessions que la Comédie ne se résigna jamais à faire : ainsi elle se refusa toujours, malgré de pressantes sollicitations des maîtres du jour, à donner, sur la scène qu'illustraient bientôt depuis deux siècles tant de chefs-d'œuvre immortels et de comédiens éminents, des représentations au profit des œuvres de la Commune et au bénéfice de ses blessés.

Dans le commencement d'avril, un soi-disant général Duval ayant été fusillé aux avant-postes de la défense, par ordre du général Vinoy, le gouvernement de l'Hôtel de Ville ordonna en son honneur des funérailles solennelles et décida qu'une représentation théâtrale serait donnée au bénéfice de sa veuve. Pour ajouter à son éclat, la Commune aurait désiré que cette représentation pût avoir lieu à la Comédie-Française ; mais l'administration du théâtre décida qu'elle s'y refuserait absolument. Elle éluda d'abord habilement la demande, ajourna sa réponse, et finalement, à force d'adresse, de prudence et d'insinuations, elle parvint à se soustraire au pénible honneur qu'on voulait lui faire ; mais elle ne s'en tira qu'à l'aide d'un compromis. La Comédie-Française ne donna pas « chez elle » la représentation projetée au bénéfice de la veuve Duval ; mais elle y concourut en prêtant ses artistes qui s'en allèrent jouer — en maugréant *in petto* — *Tartufe* sur la scène de la Porte-Saint-Martin [1].

[1] Voici les parties du Journal de Got, déjà cité, qui se rapportent à cet incident :

Jeudi 20 *avril.* — Voilà-t-il pas qu'on veut me fourrer dans un bénéfice donné *par ordre* (par ordre !...) pour la veuve du *général* Duval.

Oh ! cette fois je m'insurge contre l'insurrection, et je ne jouerai pas là-dedans ; n'ai-je pas, en bonne conscience, l'excuse de mon retour précipité (de Londres) et de mon prochain *redépart*...

Vendredi 21 *avril.* — J'ai vu l'ex-préfet Rigault... N'avait-on pas dit (qui ? je donnerais beaucoup pour le savoir, mais le bon Rigault n'a pas voulu

Le mois suivant, un docteur Rousselle, directeur général des ambulances de la Commune, organisa, au profit des blessés de la garde nationale, un grand concert au palais des Tuileries. C'est dans la salle des maréchaux, en même temps que sur la scène du théâtre du palais, que la cérémonie avait lieu. Le susdit docteur sollicita le concours de la Comédie-Française. Tout d'abord, la pensée de tout le monde fut de le lui refuser. Mais après réflexion, l'administration décida que Mlle Agar, alors pensionnaire du théâtre, irait déclamer à ce concert une simple pièce de vers n'ayant aucun caractère politique ou social. On choisit, à cet effet, le *Lion blessé* de Victor Hugo, que M[lle] Agar déclama dans le cours de la solennité communarde du 11 mai [1]. Le 18 mai, dans une autre solennité du même genre, M[lle] Agar déclama encore deux pièces de vers : l'*Hiver*, d'Hégésippe Moreau, et la *Lyre d'airain*, d'Aug. Barbier [2].

On a beaucoup reproché à M[lle] Agar cette participation aux deux concerts extraordinaires que nous venons de mentionner. Les journaux de Versailles lui ont adressé ces reproches au lendemain même du premier de ces concerts, et la feuille officielle du gouvernement de Paris crut devoir, par représailles, faire allusion à ces articles de blâme [3]. Plus tard, quand Paris fut rendu à lui-même et au gouver-

me le révéler) que j'avais refusé personnellement de jouer au bénéfice de la veuve Duval! Heureusement l'ex-Rigault m'a affirmé, plus que familièrement, *qu'il s'en foutait* (*sic*) et qu'il allait tout bonnement faire jouer *Tartufe* à la Porte-Saint-Martin.

Samedi 22 avril. — En effet, ce n'était pas une blague. Je vois aujourd'hui, dans la rue, la Comédie-Française affichée avec *Tartufe*, M[me] Plessy et notre troupe, *au bénéfice de la veuve du général Duval,* au théâtre de la Porte-Saint-Martin. C'est trop bleu! Si jamais l'histoire réclame tout cela, on dira bien sûr encore que c'était pour sauver la Comédie-Française, — vous verrez...

[1] La solennité donnée au bénéfice des blessés de la Garde nationale comprenait trois concerts simultanés : l'un dans la salle des maréchaux, le second dans la salle de spectacle, le troisième (musique militaire) dans le jardin réservé. Il y avait des entrées à divers prix, dont les plus élevés étaient de 5 francs et de 3 francs. C'est dans la salle des maréchaux que M[lle] Agar se fit entendre « avec le magnifique talent qu'on lui connaît, dit le *Journal officiel* de la Commune du 12 mai, et le galbe si expressif qui donne encore du relief à sa diction ».

[2] Ce concert était donné « sous le patronage des membres de la Commune ». Il avait lieu dans trois endroits différents du palais et en plein jour : salle des maréchaux (à 2 heures); galerie de Diane (à 4 heures); salle du théâtre (à 6 heures).

[3] Voici le passage de l'*Officiel* de la Commune (numéro du 20 mai) relatif à cet incident :

« La citoyenne Agar a soulevé comme d'habitude les transports enthousiastes de l'auditoire. L'artiste a dû se trouver bien vengée des attaques malveillantes et mensongères de Versailles, et l'ovation dont elle a été l'objet, les applaudissements frénétiques et les bravos, les rappels dont elle

nement régulier, on continua longtemps à faire un crime à Mlle Agar et à quelques autres artistes de la part qu'ils avaient prise aux solennités littéraires et lyriques données officiellement par la Commune. On oublia alors une chose, c'est que le concours de Mlle Agar, — pour ne nommer qu'elle [1], puisqu'elle seule nous occupe ici, — ne fut pas accordé à ces solennités sur sa propre initiative. C'est sur l'invitation même de l'administrateur général de la Comédie-Française que Mlle Agar se rendit aux deux concerts des Tuileries, de même que Mme Plessy et ses camarades du théâtre de la rue de Richelieu s'étaient rendus — par ordre — le mois précédent, à la Porte-Saint-Martin pour y jouer *Tartufe*. Mais la réaction d'opinions qui suivit la chute de la Commune ne permit pas de faire alors cette réflexion si simple, et ce fut au milieu d'un déchaînement de véritables injures que fut d'abord apprécié l'acte reproché à Mlle Agar. Le jour ne s'est fait que lentement et même que fort incomplètement sur cette affaire dont nous tenons les détails d'une source sûre et même officielle, D'ailleurs, M. Édouard Thierry lui-même a donné publiquement, depuis, à Mlle Agar toutes les justifications auxquelles, en cette circonstance, sa conduite avait droit.

Au milieu de ces difficultés, la Comédie était assaillie par le règlement d'autres questions d'ordre tout différent, mais non moins capitales et importantes pour sa sécurité et pour son salut : les questions se rapportant à sa situation financière. La caisse était vide ou à peu près. Il résulte d'une situation dont j'ai le tableau sous les yeux, qu'au début du mois de mai la Comédie possédait, en tout

a été accablée, ont dû lui prouver que le peuple sait, lui aussi, protéger les arts à sa façon, lorsqu'il apprécie le caractère de l'interprète... »

[1] On a signalé alors tout spécialement à la vindicte publique Mlle Agar, Mme Bordas et M. Michot, comme si ces trois artistes avaient seuls pris part aux solennités de la Commune. Or, voici la liste des artistes, mentionnés par l'*Officiel* de la Commune comme ayant concouru aux deux concerts des 11 et 18 mai, et qui devaient figurer dans la représentation solennelle du 21 mai à l'Opéra, laquelle n'eut pas lieu par suite de l'entrée des troupes de Versailles dans Paris.

1er *Concert :* M. et Mlle Caillot (Théâtre-Lyrique), Mme Teisseire (chansonnettes), M. Danbé (violon solo).

2e *Concert :* Mme C. André, MM. Henri Roze, F. Désaulnée.

Représentation extraordinaire et officielle au Théâtre-Lyrique : MM. Noailles, Michot, Villaret, Thiron (?), Pacra, Arnaud, Plessis; Mmes Morio, Arnaud, Amiati.

Opéra : L'orchestre, dit l'*Officiel* du 20 mai, sera dirigé par le citoyen Haydn (lisez Hainl). Mmes Lacaze, Ugalde, Arnault; MM. Villaret, Melchissédec, Morère.

Pour quels motifs ces divers artistes n'ont-ils pas été compris dans la réprobation qu'ont surtout encourue les trois premiers cités? Ils avaient, tous, en somme, donné leur concours de la même façon et au même titre.

et pour tout, pour faire face à la fois aux dépenses de la troupe de Paris et de celle de Londres, une somme de 12 267 francs. Or, les seuls appointements du personnel artistique et administratif représentaient 23 380 fr. 60 cent. pour Paris, et 14 495 fr. 60 cent. pour Londres, soit un total de 37 884 fr. 20 cent. C'était à la fin de mai que le payement de cette grosse somme était obligatoire [1]. Aussi

[1] Voici ce curieux tableau.

TRAITEMENT MENSUEL DES ARTISTES ET EMPLOYÉS DE LA COMÉDIE PRÉSENTS A PARIS ET A LONDRES

Mois de mai 1871

PARIS

	Sociétaires :		
M.	Leroux. . . .	1 000	»
Mmes	Nathalie. . . .	1 000	»
	Guyon. . . .	1 000	»
	E. Riquer. . .	625	»
	Pensionnaires :		
MM.	Tronchet. . . .	250	»
	Montet. . . .	216	60
	Gibeau. . . .	500	»
	Kime.	416	65
	Coquelin cadet. .	316	65
	Thiron. . . .	666	65
	Mazoudier. . .	200	»
	Charpentier. . .	250	»
Mmes	E. Fleury. . .	500	»
	Devoyod. . . .	450	»
	Granger. . . .	450	»
	Lloyd.	375	»
	Dewintre. . .	200	»
	Marquet. . . .	500	»
	Reichemberg. .	400	»
	Delmary. . . .	150	»
	Tholer. . . .	216	65
	Agar.	583	30
	Croizette. . . .	400	»
	Abline. . . .	150	»
	A. Plessy. . .	1500	»
	Administration :		
MM.	Thierry. . . .	1 500	»
	Davesne. . . .	500	»
	Verteuil. . . .	500	»
	Toussaint. . .	500	»
	Detournelle. . .	375	»
	Guillard. . . .	500	»
	Fournier, lecteur.	250	»
	Lafitte, id.	166	65
	Employés se div.	6 730	45
	Total pour Paris :	23380	65

LONDRES

	Sociétaires :		
MM.	Got.	1 500	»
	Delaunay. . .	1 500	»
	Bressant. . . .	1 500	»
	Talbot. . . .	833	30
	Coquelin. . . .	1 116	60
	Febvre.	958	35
Mmes	Favart.	1 500	»
	Dubois. . . .	1 000	»
	Jouassain. . .	833	30
	Ponsin. . . .	708	30
	Pensionnaires :		
MM.	Chéry.	500	»
	Barré.	683	30
	Garraud. . . .	500	»
	Boucher. . . .	350	»
Mme	M. Royer. . .	666	65
	Employés :		
MM.	Chevallier. . .	175	»
	Perreau. . . .	100	»
Mme	Lauberat. . . .	70	80
	Total pour Londres :	14 495	60

Total général pour le mois de mai (Paris et Londres).	37 884	20

les lettres d'Éd. Thierry et de Verteuil, adressées à Got, pendant ce terrible mois, sont-elles toutes inquiètes, désespérées même. La Comédie-Française, à Paris, ne compte, en effet, que sur les recettes de Londres pour sortir d'embarras. De l'argent! écrit presque chaque jour Verteuil à Got, de l'argent[1]!

Les recettes faites à Paris ne pouvaient constituer un appoint sérieux et venir grandement en aide pour combler le déficit. Ces recettes étaient, en effet, dérisoires. J'en ai déjà donné le curieux tableau par détail, mais il est nécessaire de le résumer ici. Du 28 mars au 21 mai, c'est-à-dire pendant toute la durée de la Commune, la Comédie-Française a donné à Paris cinquante et une représentations. La plus forte recette a été celle du jeudi 30 mars, qui s'est élevée, avec *le Duc Job*, à 719 francs. La recette du dimanche 20 mai (jour de l'entrée des troupes dans Paris), avec *Phèdre*, *le Legs* et *les Projets de ma tante*, a été la plus faible : 54 francs[2]. Cinq autres soirées, à l'égal de cette dernière, n'atteignirent pas 100 francs, savoir :

18 avril. — *Andromaque* et *Au Printemps :* 98 fr. 50.

1er mai. — *Andromaque* et *le Malade imaginaire :* 91 francs.

8 mai. — *Andromaque* et *les Femmes savantes :* 86 francs,

17 mai. — *Les Projets de ma tante*, *le Menteur*, *les Deux veuves :* 80 fr. 60.

19 mai. — *Le Bonhomme Jadis*, *les Deux veuves*, *le Malade imaginaire :* 92 fr. 50.

En somme, les cinquante et une représentations données à Paris pendant la Commune produisirent une recette totale de 13 552 fr., soit une moyenne de 265 fr. 72 par jour. Était-ce avec cela qu'on pouvait donner mensuellement 23 380 francs au personnel de Paris, et 14 495 francs à celui de Londres?

En revanche, à Londres, l'entreprise de la Comédie-Française avait réussi au-delà de toute espérance. Les recettes, faibles dans le principe, devinrent rapidement satisfaisantes et finirent par dépasser 6000 francs : au règlement définitif, le total général des recettes donna un chiffre de 112 528 francs. Lorsqu'on eut prélevé sur cette somme tous les frais de l'expédition de Londres et tous ceux occa-

[1] Voyez, à ce sujet, notre volume déjà cité : *la Comédie-Française à Londres.* Ajoutons que, pour alléger à ce moment les charges de la comédie, M. Éd. Thierry avait réduit son propre traitement, et que Mme Plessy avait imité le généreux exemple de son directeur.

[2] Il y a eu mieux que cela, comme recette, au début de la république de 1848. Le 21 mai, jour d'une fête nationale et d'une grande revue, on devait jouer *les Aristocraties* et *Dominique*. Or, à six heures du soir, on avait fait une location s'élevant à 23 francs. Par suite, on jugea sagement à propos de ne pas ouvrir les portes.

sionnés par le déficit des recettes de Paris, lorsqu'on eut, en un mot, éteint toute les dettes de la Comédie, il resta encore une somme nette et liquide de 17 000 francs. Le voyage de Londres avait donc préservé la Comédie-Française d'une catastrophe financière inévitable.

Le théâtre, qui avait fermé le 21 mai, ne rouvrit ses portes que le 4 juin, par une reprise du *Mariage de Figaro*, où parurent pour la première fois Coquelin cadet [1], dans Figaro; Kime, dans Bartolo; et Mmes Croizette, dans Suzanne; et Nathalie, dans Marceline. La troupe de Londres continuait, en même temps, ses fructueuses représentations en Angleterre. Elle les termina seulement le 8 juillet. Mais quand elle revint à Paris, et que la Comédie-Française se trouva enfin tout entière réunie, l'administration de ce grand théâtre avait passé en d'autres mains. M. Édouard Thierry, son administrateur général, fatigué, surmené par tant de travaux, de veilles, d'inquiétudes [2] et de privations, avait demandé, — alors qu'eut cessé toute crainte de danger et qu'eut été conjurée la crise financière qui menaçait le théâtre — à se retirer définitivement. Pendant plus de dix mois sur la brèche, — d'août 1870 à juillet 1871, — il avait, au milieu des circonstances les plus difficiles, présidé « au sauvetage » du théâtre et empêché, avec le concours de Got et de tous ses vaillants camarades composant la troupe de Paris et celle de Londres, la ruine même de l'illustre Société dont il avait la haute administration. Il en a emporté, comme récompense, l'éternel honneur avec lui !

M. Émile Perrin lui succéda le jour même où la troupe de Londres donnait sa dernière représentation en Angleterre. Et sous la direction de ce pilote éminent et habile, de nouvelles et brillantes destinées étaient réservées à ce grand équipage qui a nom la Comédie Française.

Georges d'Heylli.

[1] Nous avons omis de signaler à sa date la nomination de cet artiste distingué comme médaillé militaire, pour services rendus pendant le siège en qualité de sergent au 8e bataillon du 3e régiment de la garde nationale mobilisée de Paris. (Décret du 29 janvier 1871.)

[2] Aux difficultés du siège et aux graves soucis de la Commune, étaient venues s'ajouter, dans les derniers jours, les appréhensions de la perte totale du bâtiment même de la Comédie-Française. Les incendies des Tuileries, du Louvre et surtout du Palais-Royal menacèrent sérieusement la maison de Molière; on en fut heureusement quitte pour la peur. La Comédie recueillit même dans son enceinte beaucoup d'objets sauvés par elle de l'incendie du Palais-Royal, ancienne demeure du prince Napoléon. Le fauteuil d'acajou orné de cuivre, qui se trouve encore aujourd'hui aux archives du théâtre, provient du cabinet du prince au Palais-Royal, et a été laissé par lui à la Comédie-Française, en souvenir du service qu'elle a alors rendu à son mobilier personnel et privé.

LA MARQUISE DE FORBIN D'OPPÈDE[1]

VI

Des ouvrages que Mme de Forbin entreprit, il n'en est que trois, à notre connaissance, qu'elle jugea dignes de l'impression. Encore, un de ces trois écrits, et le plus considérable par son sujet, par les années de travail qu'il lui avait coûtées, fut-il condamné par elle à un éternel oubli. Nous dirons par quelles admirables considérations de foi, de charité et d'humilité elle fut amenée à ce sacrifice, quand nous aurons rappelé et analysé les deux volumes qu'elle consentit à publier, et qui suffisent à la placer très haut parmi les écrivains de son sexe.

Le premier de ces deux ouvrages ne semble d'abord qu'une réédition d'un écrit ascétique oublié depuis près d'un siècle, sans que Mme de Forbin ait dû beaucoup y mettre du sien. Voici, en effet, sous quel titre elle le publia : RÈGLEMENT *donné par Mme la duchesse de Liancourt à la princesse de Marsillac, avec une notice sur la duchesse de Liancourt, par la marquise de Forbin d'Oppède.* Mais quand on ouvre le volume et qu'on se rend compte de ce que l'auteur appelle modestement une *notice*, on reconnaît que cette notice est une étude des plus intéressantes, pleine d'érudition et de sagacité, sur Port-Royal et le jansénisme; qu'elle forme un travail historique, approfondi, développé, écrit de main de maître, et qui tient à peu près la moitié du volume. Le règlement laissé par la duchesse de Liancourt à sa petite-fille, qui avait épousé le prince de Marsillac, fils et héritier du duc de la Rochefoucauld, auteur des *Maximes*, est par lui-même un écrit du plus haut intérêt; et ces conseils empreints du plus pur esprit de l'Évangile, adressés par une vraie chrétienne à une jeune femme peut-être plus admirable encore, forment, par leur austérité, un contraste frappant et peu flatteur avec la vie de la plupart des femmes du

[1] Voy. le *Correspondant* du 10 janvier 1885.

monde de nos jours, même de celles qui passent pour régulières et même pieuses.

Deux articles de ce règlement écrit par une des plus grandes dames du siècle de Louis XIV, pour sa petite-fille, aussi grande dame qu'elle, suffiront à donner une idée de son esprit et de son style.

Notre naissance et notre mort dénuées de toutes choses nous doivent bien faire considérer, ma chère fille, que nous n'avons pas plus de droit naturellement aux biens de la terre que les plus pauvres, et que même ceux qui la cultivent auraient plus de raison d'y prétendre que nous.

Et un peu plus loin :

Vous savez que vos domestiques sont de même nature et de même qualité que vous devant Dieu, puisqu'ils viennent aussi bien que vous d'Ève et d'Adam; qu'ainsi leurs ancêtres ont été aussi grands que les vôtres; qu'ils ont été régénérés par Jésus-Christ, que, s'ils sont plus vertueux que vous, ils auront durant toute l'éternité une place plus éminente dans la gloire, et qu'il n'y a que les historiens, les titres, la mémoire des hommes, les emplois et le bien, qui aient manqué à leur race, pour les faire voir aussi nobles que vous.

Ces graves préceptes d'humilité, d'égalité et de fraternité chrétienne, la duchesse de Liancourt ne se contentait point de les écrire, elle les réalisait dans sa vie avec une admirable générosité; et voici comment Mme de Forbin, après avoir cité des traits de son inépuisable charité pour les pauvres, achève le récit de ses vertus :

Cette charité qui se manifeste par des secours donnés aux indigents est celle que le monde apprécie et comprend le mieux, et elle est aussi, il faut en convenir, la plus douce et la plus facile à pratiquer. Mais il y en a une autre, celle qui doit présider à nos rapports avec nos égaux et nos inférieurs, au milieu des complications, des froissements, des embarras de la vie de tous les jours, qui n'a aux yeux du vulgaire ni le même prestige ni le même attrait. C'est ainsi que nous voyons trop souvent des personnes, prêtes à ouvrir leur bourse aux malheureux, hautes, difficiles, susceptibles avec leurs proches et leurs serviteurs, et âpres à revendiquer leurs droits. Il n'en était pas ainsi de Mme de Liancourt. Sa charité était de tous les temps et s'appliquait à toutes les personnes. Son argentier l'avait volé, elle se contenta de le renvoyer; mais cet homme plein de ressentiment chercha à profiter des troubles de la Fronde pour faire piller l'hôtel

de Liancourt. La duchesse, une fois la paix rétablie, ayant appris qu'il était malade et tombé dans la plus grande misère, le fit secourir en secret avec beaucoup de soin, défendant qu'on lui dît que c'était elle qui l'assistait. Elle nourrissait de même en cachette un autre homme qui, après lui avoir manqué de fidélité, s'était ouvertement déclaré son ennemi. Une autre fois elle aidait de sa bourse un gentilhomme peu aisé qui, lui ayant intenté un procès, n'avait pas les moyens de rester à Paris pour y solliciter son affaire. Un premier arrêt ayant été rendu contre le pauvre gentilhomme, celui-ci vint représenter à la duchesse qu'il avait perdu faute d'argent, son avocat n'ayant pu faire les avances requises afin de se procurer une pièce importante. Mme de Liancourt fournit la somme nécessaire pour avoir copie de la pièce, et perdit son procès.

Mais, si la biographie de M. et Mme de Liancourt, de leur existence royale au château de Liancourt, de la conversion du mari par l'action de sa femme, et du progrès de l'un et de l'autre, jusqu'à leur mort, dans la pratique des plus austères vertus, est plein d'intérêt sous la plume de Mme de Forbin, le tableau qu'elle trace de la société et de l'Église de France, au milieu du dix-septième siècle, de l'origine du jansénisme, des vertus primitives de Port-Royal, des œuvres de ses éminents solitaires et de ses religieuses, puis du ravage exercé par l'esprit de secte parmi ces beaux commencements et de la misérable et déloyale hérésie à laquelle tant de vertus, de travail et de génie vinrent enfin aboutir; ce tableau, disons-nous, offre un intérêt plus puissant encore et témoigne d'une vigueur de pensée et de style que nous n'avons jamais rencontrée à un pareil degré dans l'œuvre d'une femme. Nous osons même dire que, parmi nos plus éminents historiens modernes, il en est peu qui aient écrit des pages supérieures à celles de cette étude vraiment magistrale. On nous permettra d'en citer un fragment assez long pour donner une idée de la fermeté d'esprit et de la forte et belle langue de notre écrivain :

Sans doute, dès la première heure, Jansénius et Saint-Cyran, esprits sincèrement pieux, mais étroits et personnels, avait semé l'ivraie avec le froment dans ce champ qui promettait une riche moisson. L'ivraie, croissant avec le temps, devait étouffer le grain; seulement ce mélange n'était pas facile à reconnaître avant les années de pleine maturité. M. Thiers a comparé ingénieusement l'historien à l'anatomiste, qui, le scalpel en main, retrouve dans le cadavre les traces anciennes du mal qui, durant de longues années, a miné celui dont la santé semblait bonne à tous les yeux. Le chirurgien arrive ainsi à constater la nature et l'origine du lent et secret travail de destruction par lequel

la mort a été amenée. Et nous également, en étudiant après coup l'histoire de Port-Royal, nous discernons le germe du mal qui l'a perdu; mais, au dix-septième siècle, cette clairvoyance était moins aisée. Ce mal n'était autre que l'esprit sectaire, l'esprit de *particularisme*, pour employer une expression toute moderne. Or, rien n'est plus contraire à l'esprit catholique. Dès l'instant qu'on veut former une Église dans l'Église, s'y distinguer par des doctrines recherchées, par le mépris plus ou moins avoué de ceux qui ne pensent pas comme nous ou nos amis, on risque fort, quoiqu'on en ait et quelque désir sincère qu'on éprouve de rester dans l'Église, de n'appartenir bientôt plus qu'à sa propre petite Église. L'esprit sectaire est un esprit d'orgueil, le produit de cette passion si dangereuse et si subtile qui grandit sur les ruines de toutes les autres et se nourrit de ce qu'on leur retranche. L'orgueil est proprement la tentation des justes, de ceux qui ont su éviter les vices grossiers. Les jansénistes y succombèrent par degrés, et en vinrent à prendre pour la vérité totale la portion de vérité qu'ils s'étaient en quelque sorte appropriée et qu'ils avaient faite leur. Ils procédaient par exclusion. S'il s'agit de doctrine, ils s'attachent au seul saint Augustin, sans tenir presque aucun compte des autres Pères et docteurs; s'il s'agit de morale, ils s'appliquent à méditer les jugements de Dieu dans ce qu'ils ont de plus redoutable, et sa justice leur fait presque oublier sa miséricorde; s'il s'agit de piété, c'est la pénitence qu'ils envisagent uniquement, et cette doctrine, cette morale, cette piété, excellentes à condition de n'être pas isolées, prennent chez eux un caractère étroit. Ils dérivent un ruisseau du grand fleuve catholique et arrivent à se persuader que ce ruisseau est le fleuve même... C'est ainsi que, cédant chaque jour davantage à l'esprit sectaire, Port-Royal en vint à s'infliger de cruels démentis, et non seulement à s'écarter du but qu'il s'était proposé d'abord, mais à lui tourner en quelque sorte le dos et à s'engager dans une voie contraire à sa voie primitive. Cette école féconde de justes et de chrétiens achevés, nous ne disons pas de saints, car Port-Royal ne s'est jamais élevé jusqu'à la sainteté, en arriva de chute en chute à ne plus produire que des visionnaires et des fanatiques. Au début, on s'était proposé un retour à la discipline ecclésiastique idéale de la primitive Église, à la majesté d'un sacerdoce plus libre dans l'exercice légitime de son autorité, et à un épiscopat plus puissant et plus indépendant. Par la suite, on vit ces mêmes religieuses de Port-Royal, qui s'étaient détachées de la grande famille cistercienne pour se placer sous la main de l'évêque diocésain, braver en face l'archevêque de Paris, doublement leur supérieur, et disputer avec lui sur des questions théologiques que leur sexe et leurs règles les obligeaient également d'ignorer. On vit de simples prêtres, des péni-

tents, des solitaires qui n'avaient pas reçu de l'Église la mission d'enseigner et dont quelques-uns, se croyant indignes des fonctions sacerdotales pour lesquelles ils avaient été ordonnés, s'abstenaient humblement de dire la messe, prétendre instruire et diriger l'Église ella-même, et refuser obstinément toute soumission à leurs supérieurs légitimes. On vit, ô misère humaine, ceux qui avaient voulu rétablir en toutes choses, et surtout dans le service de Dieu, la vérité et la sincérité la plus absolue, avoir recours, pour éluder une condamnation, à de pitoyables subterfuges... Les jansénistes en arrivèrent à admettre sans examen, pourvu qu'il s'agît de leurs amis, les choses qu'ils reprochaient à leurs adversaires d'inventer. Ils crurent, non seulement aux miracles opérés par la Mère Angélique, dont les grandes vertus faisaient autorité, mais à ceux de l'abbé de Pontchâteau et du diacre Pâris. En un mot, Port-Royal et les jansénistes de la seconde génération finirent par tomber dans une décadence puérile et sénile à la fois, telle qu'il ne fallut rien moins que d'odieuses persécutions pour attirer quelque intérêt sur les ruines du monastère et faire oublier la triste issue de cette tentative de rénovation chrétienne commencée avec tant d'éclat... Les mauvais jours du jansénisme à son déclin, Mme de Liancourt, heureusement, ne les a pas connus. Elle appartient à la première période, à celle où le bien était évident, et le mal à l'état latent. Elle est de ce Port-Royal primitif, au contact duquel se formaient les grands chrétiens et les grandes chrétiennes... Nous ne saurions assez le redire, si M. et Mme de Liancourt prirent de l'esprit de Port-Royal ce qui s'y rencontrait d'austère et de pieux, ils ne lui empruntèrent aucune vue étroite, aucune teinture de cet esprit sectaire dont sut si bien se garantir une autre janséniste, Mme de Sévigné, si chrétienne et si raisonnable sous ses dehors mondains. On ne trouve ni le duc ni la duchesse mêlés aux manœuvres, aux combinaisons, aux intrigues où se complaisaient Mme de Longueville, Mme de Sablé et nombre d'autres illustres jansénistes des deux sexes; et s'ils se retiraient volontiers à Port-Royal, c'était avant que l'orgueil y eût établi son règne.

Ces citations où la sincérité de Mme de Forbin, sa foi, sa haute raison et l'élégante justesse de son expression, apparaissent si vivement, suffisent à montrer qu'il y avait en elle un écrivain, et que, malgré ses dimensions, ce petit volume, publié par elle en 1881, a le caractère et la portée d'une grande œuvre.

Son second ouvrage est plus considérable, non seulement par son étendue, qui est celle d'un gros volume in-8°, mais par les immenses recherches qu'il suppose et par la vaste érudition qu'il révèle. Sous ce titre : *la Bienheureuse Delphine de Sabran et les*

saints de Provence au quatorzième siècle, il renferme une double étude de la société religieuse et de la société politique à une des époques les plus confuses du moyen âge, dans ces royaumes de Naples, de Sicile et de Provence, où les droits, résultant de l'hérédité, des alliances, de la conquête, tantôt divisés, tantôt réunis sur une seule tête, rendent l'écheveau de l'histoire si difficile à démêler. Pour se reconnaître dans ce labyrinthe, pour suivre, pendant plus de quatre cents pages, les saints personnages dont Mme de Forbin raconte la vie, de Provence à Naples, des monastères et des demeures féodales aux palais des rois, des austérités et des extases d'une vie pénitente et mystique à l'activité des champs de bataille, aux missions diplomatiques et aux offices de cour, il fallait à l'auteur une puissance de conception, une souplesse d'exécution, une possession de son sujet dans son plan et dans ses détails, qui ne lui font jamais défaut et qu'on ne se lasse point d'admirer. Pour dégager le récit des détails historiques, théologiques ou archéologiques qui l'entraveraient, Mme de Forbin les a consignés dans des notes placées au bas de chaque page, qui forment, à elles seules, un ouvrage considérable. Cette précaution prise, elle poursuit l'histoire de ses deux principaux personnages, saint Elzéar de Sabran et la bienheureuse Delphine, sa virginale épouse; elle groupe autour d'eux les autres figures secondaires, non par leur rang ou leur sainteté, mais par le degré plus ou moins étroit de leurs relations avec ses héros, et dessine tour à tour les physionomies de papes, comme Urbain V, récemment béatifié; de religieuses, comme la bienheureuse Roselyne de Villeneuve; d'évêques, comme saint Elzéar de Villeneuve et saint Louis de Brignoles, mort, évêque de Toulouse, à l'âge de vingt-trois ans; de souverains, comme Robert, roi de Provence, de Sicile et de Jérusalem, et de sa femme Sanchie, que leur parenté avec Elzéar et Delphine de Sabran, leurs rapports d'affection et de vie commune avec eux et leur piété singulière, rendaient dignes de figurer dans leur histoire.

Les tableaux divers des magnificences de la cour de Naples, des existences féodales dans les vieux châteaux de Provence, des vertus, des mortifications et des œuvres admirables de charité des saints époux et de leur entourage, se succèdeut avec un art et en même temps un naturel remarquables. A côté de scènes et de peintures qui rappellent ce qu'il y a de plus mystique et de plus céleste dans la vie des saints, on trouve des détails pleins d'intérêt et d'érudition sur le mouvement intellectuel, artistique et littéraire de ce siècle qui tient à la fois du moyen âge et de la renaissance. Ce passage d'un monde à un autre, qui, pour le chrétien, est une décadence bien plutôt qu'un progrès, est raconté et apprécié par

l'auteur avec une élévation de pensée et de style dont une citation permettra de juger.

Le treizième siècle, écrit-elle, est le plus fécond et le plus intéressant des siècles qui appartiennent au moyen âge, et nous offre, pour ainsi dire, le couronnement de cette période historique parvenue à une entière floraison. Tout ce que le système féodal avait de grand et de bon, tout ce que cette forme sociale, étrangère à l'antiquité classique comme à l'antique barbarie, mais née du contact de ces deux antagonistes, pouvait produire d'original, de fort, de généreux, se manifeste alors. L'architecture ogivale, la sculpture, la peinture qui dépouille les traditions surannées des Byzantins pour s'inspirer à la fois des débris exhumés de l'art romain et de la nature, la philosophie scolastique, les institutions politiques, judiciaires et sociales, tout est en progrès et s'élève à une hauteur dont la chrétienté ne saura malheureusement pas se faire un degré pour monter encore davantage. C'est le siècle de Dante, de Giotto, des architectes anonymes de nos belles cathédrales, de saint Thomas d'Aquin, de saint Louis, etc. Mais, à partir du quatorzième siècle, on voit les meilleures institutions, celles qui avaient été la raison d'être du système féodal, s'altérer et se corrompre. Les défauts du système s'exagèrent, les qualités s'atténuent, et la chrétienté retombe peu à peu dans l'anarchie et la désorganisation. Ce n'est qu'à la suite de longues et sanglantes guerres que se dégage péniblement du chaos une forme sociale nouvelle, destinée à disparaître à son tour au dix-septième siècle devant un système purement monarchique et héréditaire. L'Église du moyen âge a connu au treizième siècle ses plus beaux jours; dans tous les rangs, dans tous les milieux se rencontraient alors une foule de saints et de saintes allant à Dieu par des voies diverses, et prouvant par leur exemple qu'il n'y a point de conditions d'existence, quels que soient leur éclat ou leur obscurité, qui empêchent de pousser jusqu'à l'héroïsme l'amour de Dieu et du prochain. Mais pour l'Église en tant qu'institution civile, comme pour la société laïque, la décadence commence au quatorzième siècle et se précipite, par suite de la translation néfaste du Saint-Siège à Avignon. L'époque où vécut le roi Robert, et avec lui les divers saints dont nous cherchons pieusement les traces, doit donc être considérée comme une époque de transition, où les coutumes, les idées, les mœurs anciennes, se modifient et font place à des habitudes nouvelles. Ce prince inaugure à Naples ce qu'on a appelé la première renaissance. L'élégance et le luxe de la cour de France n'ont pas attendu le dix-septième siècle et la renommée de Louis XIV pour s'imposer aux autres cours. La magnificence introduite dans leurs palais par les petits-fils de

saint Louis, et encore exagérée par les premiers Valois, le fréquent retour des fêtes et des tournois où les deux sexes luttaient de recherche dans leurs parures et se couvraient à l'envi de broderies et de bijoux, tous ces excès, dont la guerre de Cent ans allait être à la fois le résultat et l'expiation, et qui annonçaient la fin du régime féodal dévoyé, étaient copiés par les autres nations. Les rois angevins, restés toujours très français de goûts et d'habitudes, devaient céder encore plus facilement que d'autres princes à un entraînement qu'excusait leur origine, et reproduire dans leurs États, même au prix de dépenses trop fortes pour leurs revenus, une image de la mère patrie. Les grandes charges de leur couronne, l'étiquette qui réglait la hiérarchie de leurs courtisans, la pompe, la somptuosité de leurs fêtes, tout chez eux rappelait la France, et le palais de la porte Capouanne pouvait rivaliser avec celui qu'occupaient nos rois au bord de la Seine.

Jusqu'à la mort de saint Elzéar de Sabran, qui mourut à trente-sept ans dans les sentiments d'un prédestiné, les pages historiques, les récits de bataille, de fêtes royales auxquelles il assistait de corps pendant que son esprit était perdu en Dieu, se succèdent et alternent avec les pages et les réflexions ascétiques. Mais, après le départ du saint pour le ciel, la seconde partie du livre est consacrée presque exclusivement au récit du veuvage, des vertus et des œuvres héroïques, de la vieillesse et de la mort de la bienheureuse Delphine, sa digne épouse. Mme de Forbin se complaît à retracer cette vie de sainte, qui rappelle en bien des points les dernières années de la vie de sainte Élisabeth de Hongrie. Ce sont les mêmes austérités, la même charité pour les pauvres, le même dépouillement personnel, les mêmes persécutions supportées avec la même résignation sereine, et ces deux cents pages donnent à l'ouvrage le caractère prépondérant et définitif de l'hagiographie. C'est ce que fait remarquer Mgr Place, dans la belle lettre adressée à l'auteur et publiée en tête du volume. Mme de Forbin le constate elle-même et s'en glorifie humblement dans la dernière page de son livre, où l'émotion de la chrétienne, habituellement contenue, se fait jour et s'épanche en accents pleins de mélancolie et de charme :

Ni les destructions opérées par les huguenots pendant les guerres de religion, ni celles, plus récentes, accomplies par les révolutionnaires, n'ont effacé le souvenir des saints de Provence. Le temps, qui respecte si peu de choses, a respecté la mémoire de saint Louis de Brignoles, de la bienheureuse Roselyne, de saint Elzéar, de la bienheureuse Delphine, et enfin du pape Urbain V, récemment béatifié par Pie IX, à la demande de Mgr Place, évêque de Marseille,

interprète des vœux des Provençaux. Ils sont restés populaires chez leurs compatriotes, et, chaque jour, des pèlerinages, des translations de reliques, des fêtes patronales, attestent la vénération dont ils sont l'objet. Leurs vertus et leurs miracles se racontent encore, dans les lieux qu'ils ont habités, comme des faits arrivés d'hier. Puissent ces pages, consacrées au récit de leur vie, accroître les hommages qui leur sont rendus, et exciter, avec le sentiment de l'admiration qu'on ne saurait refuser à leur charité héroïque, le désir de les imiter en quelque chose! Puisse surtout l'intercession de ces chers saints, dont je rencontre à chaque instant la trace, en foulant cette terre où ils ont passé, m'obtenir la grâce d'être reçue parmi eux, lorsque sonnera l'heure, qui ne saurait désormais tarder, où je devrai les suivre dans un monde meilleur! — Jour de Noël, 1882.

Ce pressentiment mêlé de tristesse et d'espérance, ce retour sur soi-même, si rare chez Mme de Forbin, rapprochés de cette date, éveillent dans le cœur de ceux qui l'ont connue et aimée une douloureuse émotion. C'est le jour de Noël 1882 qu'elle traçait ces lignes, les dernières de son dernier écrit, et, le 28 février 1884, elle allait rejoindre dans l'éternité *ces chers saints* dont elle avait si bien raconté l'histoire. Qui croirait jamais, en lisant ce volume si fortement composé, si éloquent, si érudit et si pieux, mené d'une main si sûre et si ferme de la première à la dernière page, que c'est l'œuvre d'une mourante? Devant cette preuve irrécusable d'une intelligence vivante et debout dans une chair défaillante et proche de sa dissolution, on ne peut retenir le sentiment et le cri d'une inconsolable admiration.

Les deux ouvrages de Mme de Forbin, dont nous venons de parler, datent de ses dernières années, l'un ayant été publié en 1881, et le second au commencement de 1883. Mais longtemps auparavant, elle avait composé une première œuvre d'une importance capitale, à laquelle elle avait travaillé pendant de longues années, et qui avait été la principale occupation de sa vie intellectuelle [1]. Ce n'était rien moins que l'*Histoire du concile de Trente*. Quelle femme a jamais conçu le dessein d'un pareil ouvrage? Et quelle autre que Mme de Forbin eût été capable de le mener à bonne fin? Elle le fit, elle ne recula devant aucune des montagnes d'obstacles qu'il fallait soulever pour y parvenir; nous entendons par là les in-folio latins et français à lire, les études historiques et théolo-

[1] Elle avait écrit également une *Histoire de Sixte-Quint*, en deux volumes, qu'elle allait donner à l'imprimeur, quand elle apprit la publication de l'ouvrage de M. de Hübner sur le même sujet. Elle renonça immédiatement à publier le sien. (*Note de l'auteur.*)

giques à faire, les origines de la Réforme, l'état social et religieux de l'Europe au seizième siècle, les plaies de l'Église et les remèdes, en un mot, les choses et les hommes à approfondir; puis, après les matériaux amassés, l'ordre et la lumière à mettre dans ce chaos, le départ si important et si difficile à faire entre les réformes à accomplir et les destructions à éviter, entre l'assistance divine qui ne manque jamais à l'Eglise et l'infirmité humaine, conséquence de la liberté que Dieu respecte dans ses ministres comme dans ses fidèles, dans les chefs comme dans les ennemis de la société chrétienne! Mme de Forbin, à force d'intelligence, d'énergie morale, de travail persévérant, accomplit cette œuvre effrayante, et après bien des années, elle termine la première partie de son ouvrage, c'est-à-dire l'histoire de la première session du concile de Trente. Ce gros volume écrit, rédigé, corrigé sans aucun doute d'après les conseils et les observations qu'elle avait recherchés, elle le livra à l'imprimeur, donna le bon à tirer, mais pas encore l'autorisation de publier. Elle voulait auparavant soumettre l'ouvrage dans son ensemble aux ecclésiastiques et aux laïques les plus compétents à ses yeux dans des questions aussi délicates.

La consultation fut sérieuse, chrétienne, approfondie. Les avis furent partagés; les uns approuvèrent sans réserve le dessein du livre et son exécution; d'autres, sans y relever aucune erreur doctrinale et sans faire à l'auteur un cas de conscience de le publier, lui exprimèrent des doutes et des craintes sur les résultats d'une publication de ce genre. Elle avait tracé le tableau des misères à réformer dans l'Église, de l'état du clergé dans certaines portions de la chrétienté, avec la franchise poussée parfois jusqu'à la témérité qui était dans son caractère et avec la liberté d'une foi au-dessus de toute atteinte, parce qu'elle reposait sur les bases inébranlables de la soumission raisonnée à l'autorité de l'Église et de la plus sincère humilité. Mais, parmi les croyants de nos jours, ne s'en trouverait-il pas qui se scandaliseraient à la vue de ces misères, au contact de ces plaies, et la moyenne du peuple chrétien était-elle à la hauteur d'une pareille épreuve? Dans les temps de foi, où l'air même qu'on respirait était imprégné de christianisme, on pouvait, sans rien craindre, parler au Souverain Pontife lui-même avec la liberté sans limite de saint Bernard, en ses remontrances au vicaire de Jésus-Christ. Mais dans un temps où les vérités sont tellement diminuées parmi les hommes, que le langage de saint Jean Chrysostome et celui de Bossuet sur les devoirs des riches envers les pauvres ne serait point toléré par beaucoup de fidèles, et que le P. Lacordaire fut accusé de socialisme pour avoir reproduit, en les atténuant, les avertissements de

ces grands évêques, était-il opportun de rappeler et de remettre en une aussi vive lumière une des époques les plus troublées et les plus douloureuses de l'histoire de l'Église? Tel était le scrupule que plusieurs des conseillers les plus autorisés de Mme de Forbin lui exposèrent en toute simplicité, lui laissant d'ailleurs toute la liberté et la responsabilité du parti à prendre.

Une des personnes qui connurent et aimèrent le plus Mme de Forbin nous écrivait d'elle : « Le trait principal de son caractère était la droiture, la sincérité. Une certaine témérité d'esprit lui faisait parfois accueillir des opinions hardies. Mais elle les savait abandonner avec une simplicité et une loyauté bien rares. Cette sincérité était non seulement dans son esprit, mais aussi dans son cœur. » Elle en donna une preuve éclatante dans cette mémorable circonstance. Elle écarta d'abord toute pensée de correction, de modification de son livre, non par la crainte d'un nouveau travail, mais parce qu'il répugnait à sa loyauté de rien retrancher de ce qui lui paraissait devoir être dit. Son esprit supérieur voyait, dans les misères mêmes de la partie humaine de l'Église, rapprochées de l'œuvre finale du concile de Trente, d'une si forte et si admirable doctrine, la preuve de l'assistance promise par le Sauveur à ses apôtres jusqu'à la fin du monde. C'était un monument dont toutes les parties se tenaient et dont il lui paraissait impossible de rien retrancher, sous peine d'en détruire l'harmonie. La seule question pour elle était donc de savoir s'il fallait publier ou supprimer tout l'ouvrage, — question douteuse et par conséquent libre d'après cette maxime : *In dubiis libertas.*

Nous ne savons si elle hésita longtemps; renoncer au résultat de nombreuses années de travail, de fatigues, de recherches immenses, à l'illustration légitime qui pourrait en rejaillir sur son nom, et, considération plus puissante sur une âme comme la sienne, à l'impression salutaire que cet ouvrage pourrait exercer sur les esprits distingués auxquels elle prétendait surtout s'adresser, c'était un cruel sacrifice; pour l'accomplir, il fallait cette force d'esprit, de foi, de volonté, qui l'avait portée à entreprendre une telle œuvre. Elle se trouva à la hauteur de ce devoir. A la maxime : *In dubiis libertas* « Liberté dans le doute », elle préféra une autre non moins célèbre : *In omnibus charitas* « En toute chose la charité. » Elle se dit que la crainte de scandaliser les âmes faibles devait l'emporter sur le désir et l'espérance de satisfaire et d'édifier les âmes fortes; que la charité qui porte à se taire est d'ordinaire plus méritoire et plus sûre que celle qui fait parler, surtout pour qui n'a point charge d'âmes, et que, dans tous les cas, l'humilité était certainement du côté du silence. Elle accom-

plit donc son sacrifice avec sa simplicité et sa décision accoutumées. Elle retira de chez son éditeur tous les exemplaires déjà imprimés, les supprima et condamna son livre à la mort avant qu'il eût vu le jour. Acte héroïque, un des plus méritoires et des plus grands assurément qu'un chrétien puisse accomplir, car, pour un auteur, détruire de ses mains un ouvrage conçu, enfanté avec tant de travail, amené à travers des années de soucis et de peines à sa pleine croissance et à sa forme parfaite, c'est renouveler le sacrifice d'Abraham jusqu'au glaive et au bûcher inclusivement, c'est immoler Isaac, l'enfant de prédilection. La gloire que Mme de Forbin retira devant Dieu de son abnégation dépasse d'une distance infinie celle que la publication de son livre eût pu lui assurer devant le monde; et, même au point de vue de la gloire humaine, le souvenir de son sacrifice compensera et dépassera celui de son ouvrage perdu. Car la grandeur d'âme a de tous temps attiré le respect des hommes, et ceux-là mêmes l'admirent encore qui ne sont plus capables de la pratiquer.

VII

Après avoir parlé des ouvrages publiés par Mme de Forbin, et de celui qu'elle eut l'héroïsme de supprimer à la veille même de sa publication, nous devrions n'avoir plus rien à dire d'elle en tant qu'écrivain. Mais la haute et bienveillante confiance de Mgr Place, dépositaire et légataire de ses papiers, nous permet de rendre compte d'un manuscrit important, le seul qu'elle ait amené à un point suffisant non pour pouvoir être publié, mais pour pouvoir être étudié avec intérêt, résumé et placé, dans quelques fragments plus achevés, sous les yeux du lecteur; l'impossibilité même de publier cette étude sur *Lucrèce Borgia*, dans l'état de préparation et d'imperfection où l'a laissé la mort de Mme de Forbin, nous donne le droit et nous fait presqu'un devoir de la faire connaître avec les détails et les citations convenables dans ce travail consacré à sa vie et à ses œuvres.

Tel qu'il est, le manuscrit de Mme de Forbin semble être un résumé vivant et savant de l'ouvrage publié, il y a quelques années, sur Lucrèce Borgia, par l'écrivain allemand Gregorovius, qui, fixé à Rome par ses études historiques et ses recherches d'érudit, a réhabilité sans enthousiasme, sans parti pris, mais par le seul respect de la vérité, cette femme si indignement calomniée par le roman et par le drame. Mme de Forbin elle-même, plutôt portée à juger sévèrement la fille d'Alexandre VI et la sœur de César Borgia, semble accomplir, en faisant connaître l'œuvre du savant

allemand, un pur devoir de justice. Ce n'est qu'avec une indifférence parfaite et sans aucun attrait pour cette princesse dont les contemporains exaltent la beauté, l'esprit, l'honnêteté et le charme irrésistible, qu'elle accepte et reproduit ces témoignages indiscutables et d'une authenticité qu'aucun lettré ne conteste. Pas plus que Gregorovius, elle n'en tire des conclusions absolues; elle se borne, après lui, à constater et à reconnaître que, de sa naissance et de son premier mariage à la mort de son père, on ne trouve dans les écrits, dépêches et témoignages du temps, aucun fait, aucun mot précis et direct qui l'accuse, et qu'à partir de 1501, époque de son mariage avec le duc Alphonse d'Este, à vingt et un ans, jusqu'à sa mort arrivée en 1518, tous les témoignages se réunissent pour célébrer ses qualités de souveraine, d'épouse, de mère, l'honorabilité de sa vie et sa mort édifiante.

Le début de l'écrit de M[me] de Forbin est tout à fait remarquable par la virilité de la pensée et de l'expression. C'est la partie la plus achevé de son travail, et c'est à ce titre que nous le citerons.

Parmi les opinions généralement admises à notre époque, dit-elle, il n'en est guère de mieux établie que celle qui met nos historiens contemporains au-dessus de leurs devanciers. Cette supériorité incontestable est une sorte de compensation à la stérilité dont semblent frappées d'autres branches de la littérature. Si nous n'avons aucun nom à opposer à ceux de Bossuet, de Pascal, de Corneille et de Molière, nous pouvons avancer, sans crainte d'être démenti, que l'on chercherait en vain aux dix-septième et dix-huitième siècles des écrivains comparables à MM. Mignet, Guizot, Thiers et Thierry, pour ne parler que des plus éminents, car, à leur suite, une foule d'autres sont entrés dans la voie qu'ils avaient ouverte et ont consacré leur vie à un genre de travail devenu le délassement des hommes d'État. Tous les pays ayant participé à ce mouvement et plus d'un disciple s'étant montré digne d'être appelé maître à son tour, notre temps peut s'attribuer l'honneur d'avoir produit, non seulement de plus grands, mais de plus nombreux historiens que les siècles passés; et le public, de son côté, a accordé une attention toujours croissante aux ouvrages historiques, à mesure qu'ils devenaient plus parfaits et plus multiples. Malheureusement, cette popularité même est devenue un danger et amène quelques symptômes de décadence, tels que le goût exagéré des détails et celui des paradoxes. On en vient quelquefois à préférer l'érudit qui a eu la bonne fortune de mettre la main, dans la poussière d'une bibliothèque, sur un document inconnu, à celui dont le jugement éclairé assigne à chaque événement sa véritable portée, met chaque fait à sa place, ne donne pas aux détails une importance

nuisible à l'ensemble, nous introduit, en un mot, dans un édifice achevé, au lieu de nous laisser errer dans un magasin de bric-à-brac. Notre curiosité éveillée par des chefs-d'œuvre, mais gâtée par la satiété et le besoin de nouveauté qu'elle engendre, est devenue d'une exigence insatiable. Elle n'a plus souci de la dignité de l'histoire ni presque de sa pudeur; nul détail ne lui semble trop intime ou trop trivial pour l'occuper. Elle veut, soit des documents inédits, même lorsqu'ils ne sont restés tels que parce qu'ils n'ont pas été jugés dignes de voir le jour, soit des jugements en opposition directe avec tous ceux que nous avons appris à respecter.

Ces réflexions nous étaient suggérées par deux livres d'une valeur littéraire fort inégale, mais consacrés tous deux à la réhabilitation de personnages appartenant à une même famille, Alexandre VI et Lucrèce Borgia. Un religieux de l'ordre de Saint-Dominique, le P. Olivier, s'est occupé du père; un savant allemand, j'allais dire romain, tant son séjour prolongé dans la ville éternelle l'a identifié à son histoire et ses souvenirs, Gregorovius, s'est attaché à la fille.

Après cet exorde magistral, Mme de Forbin, abandonnant à *des plumes plus autorisées que la sienne* le soin de distinguer la part d'exagération qui peut se mêler à la vérité dans la justification absolue d'Alexandre VI par le P. Olivier, laisse de côté l'œuvre de l'historien dominicain: elle se contente de dire, au sujet de ce pape trop célèbre, que :

Si une histoire qui n'a rien de sérieux a réuni dans un seul caractère tous les vices d'une époque, en chargeant gratuitement sa mémoire de crimes contre nature aussi odieux qu'invraisemblables, les catholiques qui savent quels devoirs lui imposait sa tiare et qui ne peuvent oublier celui dont il s'intitulait le vicaire sur la terre ne sauraient songer à l'absoudre.

Puis elle arrive à la vie de Lucrèce, dont elle dit très justement :

Si le nom de Lucrèce Borgia est dans toutes les mémoires, c'est un nom qu'on se contente généralement de vouer à l'infamie sans chercher à se former une idée nette de celle qui l'a porté. Le drame et le roman se sont beaucoup plus occupés d'elle que l'histoire, qui ne lui a accordé jusqu'ici qu'une attention distraite. Le livre du savant Gregnorinus met un terme à cette iniquité, et il fait succéder aux ténèbres peuplées de honteuses imaginations la lumière de l'histoire impartiale et de la vérité. Gregorovius, montre dans son ouvrage le parti qu'on peut tirer de documents soigneusement étudiés pour réveiller et satisfaire la curiosité. Il répond à ce légitime besoin de notre temps de regarder de près, avant d'admettre une opinion même

généralement établie, aux faits sur lesquels elle se fonde et à ne se laisser persuader que sur preuves.

Ces preuves qui, à nos yeux, justifient Lucrèce Borgia de tout reproche d'inconduite, et qui, dans tous les cas, la justifient invinciblement de tout crime et de toute immoralité scandaleuse, Mme de Forbin les cite après Gregorovius, qui établit leur authenticité et leur autorité sur des bases inattaquables. Ce sont, pour la plupart, des dépêches confidentielles adressées aux divers souverains d'Italie, aux rois de France et d'Espagne, par leurs ambassadeurs à Rome et plus tard à Ferrare, où Lucrèce, devenue duchesse souveraine d'Este, résida pendant les dix-sept dernières années de sa vie. Toutes ces dépêches parlent d'elle avec respect, et la plupart rendent hommage non seulement à ses grâces et à ses talents, mais à ses vertus. Nous nous contenterons de rappeler en quelques mots les circonstances principales de sa vie, pour faire toucher du doigt l'audace des romanciers et des dramaturges qui l'ont traînée dans la boue et dans le sang.

Née en 1480, elle fut mariée trois fois par son père, qui, malgré sa profonde affection pour elle, lui choisissait des époux par raison d'État et calcul politique. Elle épousa, d'abord, en 1494, à quatorze ans, Jean Sforza, fils et héritier du tyran ou seigneur de Pesaro, dont le pape fit casser le mariage deux ou trois ans plus tard, à la suite de déclarations invraisemblables, il faut l'avouer, des deux époux, qui en établissaient la nullité. Ces déclarations leur furent-elles imposées? On peut le supposer, mais rien ne le prouve. Peu de mois après, Lucrèce épousait le jeune Alphonse d'Aragon, duc de Vicelli, qu'elle semble avoir aimé beaucoup, dont elle eut un fils mort douze ans plus tard, et qui mourut lui-même victime d'un meurtre qu'on attribua à César Borgia, son beau-frère. Grièvement blessé, le pauvre prince alla tomber dans l'appartement de sa femme qui s'évanouit en le voyant en cet état. Pendant un mois, elle le veilla, avec un dévouement infatigable, préparant elle-même ses aliments de peur du poison, et fit tout ce qu'elle put, mais en vain, pour le disputer à la mort. Ce fut quelques semaines après qu'elle accoucha de l'enfant qu'elle portait en son sein au moment du meurtre de son mari. Elle resta à Rome pendant les deux années suivantes, et c'est à cette époque que ses détracteurs placent les désordres dont ils l'accusent sans preuve. Pas un auteur contemporain sérieux ne donne un motif plausible à ces accusations.

Enfin, au mois de janvier 1501, âgée de vingt et un ans, elle épousa le prince Alphonse d'Este, fils aîné et héritier du duc

d'Hercule, un des plus puissants souverains du nord de l'Italie, dont Ferrare, capitale du duché d'Este, renfermait alors plus de 100 000 habitants, une université célèbre, une cour brillante où affluaient les écrivains, les artistes et les poètes. D'après les lettres des contemporains, elle était alors si pleine de grâce, de talent et de modestie, qu'elle charma les envoyés du duc d'Este : « Elle a dit au pape, écrivaient-ils à leur maître, qu'elle ne ferait jamais déshonneur à Sa Sainteté par sa conduite, et nous sommes bien assurés qu'il en sera ainsi, autant qu'il nous est permis d'en juger; car, plus nous la voyons et plus nous examinons de près sa vie, plus nous admirons sa bonté, son honnêteté et sa prudence. Nous remarquons aussi que la vie qu'on mène dans sa maison est non seulement chrétienne, mais pieuse. »

Quand le duc Hercule, le duc Alphonse et le peuple de Ferrare la connurent, ils ratifièrent ce jugement. Son beau-père et son époux, qui avaient subi plutôt que recherché cette alliance, furent bientôt conquis par ses qualités personnelles, et la traitèrent toujours avec autant d'égards que d'affection. Ces sentiments et ces procédés survécurent même à la mort d'Alexandre VI, arrivée peu d'années après, et à l'effondrement de sa famille.

Quand Alphonse d'Este, devenu duc souverain par la mort de son père, s'absentait de Ferrare, il confiait à Lucrèce le gouvernement de ses États, et elle s'acquitta toujours de cette charge de façon à gagner le cœur de ses sujets. Elle continua vis-à-vis des artistes et des beaux esprits le patronage dont le duc Hercule les avait couverts. Elle donna à son mari de nombreux enfants, dont cinq survécurent, trois fils et deux filles. Un de ses fils devint plus tard gendre du roi de France par son mariage avec Mme Renée, fille de Louis XII. Enfin, à la suite de couches malheureuses, elle mourut très pieusement, âgée de trente-huit ans, après avoir écrit au pape Léon X une lettre admirable de foi et d'humilité.

Son corps, ajoute Mme de Forbin, fut déposé dans le cloître des religieuses du *Corpus Domini*, à côté de la mère du duc Alphonse, au milieu des témoignages de regret du peuple de Ferrare et d'Alphonse lui-même, s'il faut en croire ce que Frédéric de Gonzague, témoin oculaire, mandait à son oncle, le marquis de Mantoue : « Le duc, disait-il, a accompagné lui-même le cercueil de son épouse, dont la mort a plongé toute la ville dans le deuil, et le duc plus que personne. On raconte de grandes choses d'elle. Depuis plus de dix ans, elle portait un cilice, et, depuis deux ans, elle se confessait tous les jours et communiait deux et trois fois par mois. »

Voilà la femme dont les romanciers et les dramaturges ont

souillé la mémoire de mille crimes, dont Victor Hugo, dans un drame qui malheureusement vivra, a fait une créature scélérate, réunissant aux débauches de Messaline les crimes de la Brinvilliers, meurtrière de ses trois maris, empoisonneuse publique, mourant sans enfants légitimes, et assassinée par un fils naturel, produit d'une union monstrueuse. C'est à ce degré que des hommes, dont l'inspiration malsaine et la passion dépassent encore le talent, portent le droit qu'ils s'arrogent de falsifier l'histoire, d'outrager la vérité et d'assassiner les morts!

Telle est l'étude, malheureusement inachevée, que Mme Forbin a consacrée à Lucrèce Borgia, et dont nous avons voulu rendre compte avec quelque développement, afin de contribuer, dans la limite de nos forces, au résultat qu'elle poursuivait en l'écrivant. Avant de la terminer, qu'il nous soit permis de reproduire une heureuse inspiration de l'auteur et d'évoquer, à son exemple, la grave et douce figure d'un homme qui a placé le nom de Borgia aussi haut dans la gloire des saints et la vénération des peuples, que César Borgia l'avait abaissé dans le crime. Le petit-fils du malheureux duc de Gandie, le troisième général de l'ordre naissant des Jésuites, le grand saint François Borgia, modèle admirable de piété et de pénitence, vint à Ferrare, bien des années après la mort de Lucrèce, pour rendre visite au duc Hercule II, son cousin. Mme de Forbin se le représente et nous le montre « à genoux sur le tombeau de sa grand'tante, priant auprès des restes mortels de la fille d'Alexandre VI, et achevant d'expier ce que ses pénitences n'auraient pas suffi à effacer ». Ne retrouve-t-on pas, dans ce rapprochement ingénieux et saisissant, toute la délicatesse de la femme unie à l'élévation de la chrétienne? Et n'est-ce pas un coup de maître, après les images pénibles que certains noms éveillent dans toute âme catholique, malgré les justes redressements de l'histoire, de laisser le lecteur sous l'impression plus consolante et plus douce de la puissance divine de l'Église qui suscite des saints de la race des pécheurs, noie les fautes du père dans les larmes du fils, et couvre d'un manteau de sainteté et de gloire les souvenirs les plus douloureux de son passé?

VIII

Après ce que nous avons dit, dans le courant de notre récit, des vertus et de la foi de Mme de Forbin, nous n'avons plus que peu de choses à en dire. Il convient cependant de préciser et de compléter sous ce rapport notre rapide et consciencieuse étude, et d'y ajouter en même temps ce que nous avons pu connaître de

ses bonnes œuvres. On a déjà vu en action et à plusieurs reprises la fermeté, la loyauté et l'humilité, qui étaient les qualités dominantes de son caractère et de son âme. Il y avait dans cette femme délicate, aux yeux bleus pâles, à l'apparence frêle, une virilité qui se manifestait dans tous ses actes, comme elle apparaît dans son style. Par virilité, nous n'entendons pas ce que sont les hommes, mais ce qu'ils devraient être, car, à parler franchement, nous en connaissons bien peu qu'elle ne surpassât de beaucoup par son énergie morale et la force de sa volonté. Sa parole était nette, ferme, ne disant jamais que ce qu'elle voulait dire, mais disant toujours la vérité, et ne cherchant même pas, la plupart du temps, à l'entourer de ces voiles discrets, en usage dans le monde, qui l'enveloppent si bien que souvent ils l'étouffent. Telle nous l'avons vue dans ses livres, telle elle était dans sa conversation; sa franchise croissait avec son intérêt ou son amitié. Dans un des voyages qu'elle fit en Suisse, elle s'arrêta à Einsiedeln, où les religieux qui desservent ce sanctuaire célèbre étaient alors victimes d'une odieuse persécution. Elle alla les visiter et leur porter le témoignage de son respect et de sa sympathie; mais, au milieu de ses condoléances, elle ne put s'empêcher de leur dire, avec une franchise qui sans doute les étonna, « qu'il y avait des réformes à faire chez eux et que la persécution leur ferait du bien ».

Jamais personne ne traita de plus haut ses infirmités et ne maintint plus énergiquement la domination de l'esprit sur la matière. Elle était, on peut le dire, impitoyable pour son corps, non à la manière des saints, par un principe surnaturel de mortification, mais par raison, par caractère et par habitude. L'esprit de foi et de résignation chrétienne se joignant à cette énergie naturelle, elle se trouva toujours à la hauteur de toutes les épreuves; elle supporta pendant de longues années des souffrances qui l'eussent bien vite terrassée, si elle se fût abandonnée; et bien des fois, la prolongation de sa vie parut, à beaucoup de ceux qui la connaissaient le mieux, une sorte de miracle dû à la force de sa volonté. On eût dit que la mort, la voyant si résolue à vivre, s'éloignait d'elle et remettait d'année en année à lui porter le dernier coup. Son activité dévorante alimentait sa vie plus encore qu'elle ne la consumait, et chez elle la lame, tout en usant le fourreau, le maintenait et le retenait, comme un puissant aimant retient le fer et l'empêche de tomber.

Nous avons dit la vivacité et la profondeur de ses affections, malgré une apparente froideur qui n'était qu'à la surface : « Jamais, nous écrit une de ses meilleures amies, amitié ne fut plus sûre et plus fidèle que la sienne. » Elle ne se donnait pas facilement, mais quand elle s'était donnée, elle ne se reprenait pas.

C'était un peu de la même façon qu'elle aimait Dieu. Sa piété était solide, reposant sur une foi inébranlable, rapportant tout à l'auteur et au réparateur de la vie, mais ne se répandant pas en paroles nombreuses, et ne sortant de l'oraison intérieure que par des œuvres de foi et de charité. Peut-être eût-elle incliné un peu du côté de l'austérité janséniste, si sa sincère humilité ne l'avait toujours garantie de tout faux pas et maintenue ou ramenée dans la droite voie de la dévotion catholique. C'est ainsi que ses habitudes de piété ne firent que croître avec le temps, et que, sous l'influence de sages directeurs, notamment de Mgr Place, alors évêque de Marseille, auquel elle avait donné toute sa confiance, elle en arriva à la pratique si consolante et si douce de la communion fréquente. Pour une personne aussi sérieuse et qui ne faisait rien à la légère, communier souvent, c'était se perfectionner, se sanctifier de plus en plus. Plusieurs années avant sa mort, elle avait pris l'habitude de s'unir à son Dieu dans l'eucharistie trois fois par semaine. Elle continuait cette pieuse pratique jusque dans ses voyages, et dans son avant-dernier séjour à Rome, en 1881, on la vit communier avec une foi profonde dans tous les sanctuaires.

Après la communion, ses principales dévotions étaient la lecture spirituelle, à laquelle elle ne manquait jamais, la récitation quotidienne de tout ou partie du chapelet, la prière prolongée et fréquente pour les morts, enfin et surtout l'assistance à la messe. Il était rare qu'elle y manquât, sauf en cas d'insurmontables infirmités; quand l'aggravation de sa santé ne lui permit plus de se rendre à l'église le matin de bonne heure, elle obtint de l'autorité ecclésiastique la faveur d'avoir une chapelle particulière à Paris comme à la campagne : elle pouvait ainsi assister au saint sacrifice sans sortir de chez elle. Elle était membre de l'association des *Enfants de Marie*, dont le siège est à la maison des Dames du Sacré-Cœur, rue de Varennes, et qui compte dans son sein l'élite des dames chrétiennes du faubourg Saint-Germain. Tant que sa santé le lui permit, elle en suivit exactement les exercices, spécialement les retraites annuelles, célèbres par les prédications successives du P. de Ravignan, du P. de Pontlevoy et du P. Olivaint, de sainte mémoire.

Quant à ses œuvres de charité, elle en parlait peu et nous ne pouvons dire que peu de choses de celles dont elle s'occupait, à Paris du moins, car pour Saint-Marcel, les témoignages ne nous manquent pas. Son premier initiateur aux bonnes œuvres fut le vicomte Armand de Melun, le plus cher de ses amis, ce grand homme de bien, dont le nom personnifie la charité des chrétiens vivant dans le monde; qui, rempli d'une profonde compassion pour les misères du peuple, spécialement de la jeunesse, doué d'un

vrai génie d'organisation, s'éleva rapidement, d'une sorte de philanthropie chrétienne où l'amour des âmes ne venait qu'au second plan, à la pleine conception de la charité catholique, passa de la régularité à la ferveur, à la plus ardente dévotion, et fonda toutes ses œuvres sur l'union indissoluble de ce double amour de Dieu et des hommes dont il est dit dans l'Évangile : « Qu'il renferme toute la loi et les prophètes. »

Séduite par l'esprit charmant de M. de Melun, qui causait avec une grâce et une verve infinies, attirée par l'élévation de ses idées, par la façon dont il exposait ses œuvres et plaidait la cause de ses innombrables clients, Mme de Forbin fut une de ses nombreuses conquêtes dans la haute société où il recrutait des serviteurs et des servantes des pauvres, des protecteurs et des patronnesses pour ses entreprises charitables. Elle ne lui donna point seulement son amitié et sa confiance; elle lui promit de lui donner son concours le plus actif, soit pour l'œuvre du patronage de la jeunesse, soit pour d'autres œuvres d'une importance un peu moindre, telles que l'œuvre de *la Miséricorde*, qui a pour but l'assistance des pauvres honteux. Découvrir ces misères particulièrement poignantes parce qu'elles n'osent se montrer, les visiter à domicile, les soulager par la double aumône des secours matériels et des témoignages d'affection et de respect, telle est la tâche douloureuse et consolante des membres de l'œuvre de *la Miséricorde*, et c'est une de celles que Mme de Forbin accepta et remplit avec le plus d'empressement.

On nous a assuré que, par un pacte ingénieux d'amitié et de charité conciliant le désir qu'elle avait de voir souvent M. de Melun avec sa crainte de dérober aux pauvres un temps précieux, Mme de Forbin, souffrante et retenue chez elle par les soins de sa santé, le traitait en médecin et lui payait chacune de ses visites par une aumône pour ses œuvres : aimable application de ce double principe que la charité prend toutes les formes et reçoit de toutes les mains.

Elle fut encore associée par Mme de Gontaut à l'œuvre de la visite des malades dans les hôpitaux, œuvre de dévouement et de charité, qui demande à chacun de ses membres d'aller à des jours déterminés visiter les pauvres malades dans les asiles de la douleur, s'asseoir à leur chevet, s'entretenir avec eux, leur parler de Dieu, de l'utilité des souffrances, des consolations de la foi, et de fouler aux pieds les répugnances et les craintes de la nature pour accomplir un des plus grands devoirs de l'amour chrétien et de la fraternité humaine.

Telles étaient, à Paris, les œuvres dont Mme de Forbin s'occupait avec un zèle particulier. A la campagne, où ses loisirs étaient plus

grands et ses devoirs de châtelaine plus étroits, ses actions charitables étaient plus en vue, et son dévouement avait des témoins qui ne se sont point tus après sa mort. Avant de leur donner la parole, disons quelques mots de cette terre de Saint-Marcel qu'elle aimait tant et qui fut le théâtre des bonnes œuvres que nous allons raconter.

Dès l'année 1854, M. de Forbin se trouva, par suite d'un partage avec sa sœur, propriétaire de Saint-Marcel, de la Verdière et d'Oppède, dont l'antique château n'offrait plus que des ruines. Entre la Verdière, dont l'habitation grandiose et presque féodale renfermait ses souvenirs d'enfance et avait toutes ses préférences, et Saint-Marcel, il n'eût pas hésité; mais il n'était pas seul à satisfaire, il était marié, et ce fut Saint-Marcel qui devint la résidence habituelle des époux à la campagne. Leibnitz a dit une parole si divinement belle que, n'eût-il dit que celle-là, je le tiendrais pour un grand homme : « Aimer, c'est mettre sa félicité dans la félicité d'un autre. » Peut-être M. de Forbin ignorait-il cette sublime définition de l'amour, mais il en connaissait l'application, et c'est pourquoi il sacrifia ses goûts à ceux de sa femme. Il faut avouer, d'ailleurs, que les raisons ne lui manquaient pas pour justifier cette préférence. La terre de Saint-Marcel appartient à la famille de Forbin depuis l'an 1400; elle était entrée dans la branche d'Oppède par le dernier rejeton de la branche de Forbin-Gordanne, colonel de la garde royale, qui ne s'était pas marié. Dans son testament, il avait témoigné le désir qu'elle fût habitée par quelqu'un de la famille. La situation de Saint-Marcel, à 8 kilomètres de Marseille, la proximité du chemin de fer et de la mer, la facilité des arrosages par le canal de Marseille, l'agrément du parc comprenant 50 hectares fermés de tous côtés, les proportions du château qui convenaient mieux à un ménage sans enfants que celles de la Verdière, tout contribuait à faire pencher la balance en faveur de cette propriété. Ce fut donc là que M. et Mme de Forbin s'établirent et qu'à partir de 1854, ils passèrent presque tout le temps qu'ils ne consacraient pas à Paris ou à des voyages. Mme de Forbin se plaisait à surveiller les plantations d'arbres verts, donnait ses soins au potager et se préoccupait surtout de l'agrément de ses hôtes, auxquels elle se faisait une fête d'offrir les primeurs de ses légumes et de ses fruits. Citons, parmi les plus célèbres de ces hôtes, M. Mignet, M. Cousin, le P. Gratry, le P. Lacordaire, Mgr Dupanloup, Mgr Mermillod et Mgr Place, qui y venait très souvent pendant qu'il était évêque de Marseille. Chacun de ces visiteurs ecclésiastiques ne manquait pas de dire la messe dans la chapelle du château.

Pour raconter les œuvres de charité auxquelles Mme de Forbin se livra pendant de longues années dans cette demeure de prédilec-

tion, nous ne croyons pouvoir mieux faire que de laisser parler la digne supérieure des religieuses chargées du soin des malades et de l'éducation des enfants à Saint-Marcel. La longue lettre écrite par elle, au courant de la plume et du cœur, et adressée à Mme la marquise de Villeneuve-Bargemon, cousine germaine et amie intime de Mme de Forbin, est plus touchante, par la simplicité, l'émotion et l'autorité du témoin oculaire, que tout ce que nous pourrions dire de nous-mêmes.

Parler de notre chère et si regrettée bienfaitrice est pour nous une vraie consolation. Si, pendant la vie, il est dangereux de louer le bien, il me semble qu'après la mort c'est presque un devoir de le révéler. Mme de Forbin aima les pauvres d'une vraie charité. Non contente de leur donner l'aumône matérielle, elle voulait leur porter elle-même secours et consolation. Lorsque sa santé le lui permettait, elle m'accompagnait chez nos malades dans la campagne. Dans le village même, elle n'osait le faire, tant elle redoutait l'ostentation.

Quelle que fût la société qui l'entourait, Mme de Forbin recevait toujours les servantes des pauvres, et quittait tout pour entendre notre requête et s'occuper de pourvoir aux besoins que nous lui représentions. Que de fois l'avons-nous vue, malade elle-même à faire pitié, monter dans sa chambre pour y prendre les objets destinés aux malheureux. Sa charité lui redonnait des forces; elle se faisait un devoir de payer de sa personne pour servir les pauvres.

Je me souviens l'avoir vue, pendant le rude hiver de 1870, nous arriver un soir, les pieds mouillés et toute transie de froid. Elle venait de visiter, en ville, une ambulance confiée à des infirmières protestantes, et, tout émue des besoins des malades, elle voulait nous les confier, avant de songer à prendre pour elle-même quelque soulagement. Elle nous fit acheter et confectionner, non seulement le linge nécessaire aux pauvres soldats, mais encore les objets utiles aux infirmières pour leur service, espérant par ce moyen les rendre plus attentives à soigner ces chers malades.

Non contente de nous donner, au lieu d'une maison de louage dont le voisinage était déplorable, un local bien aéré et mieux situé, souffrant de voir nos salles de classes insuffisantes pour le nombre des élèves, elle a travaillé pendant dix ans à préparer les magnifiques salles qui réunissent aujourd'hui cent soixante-dix-huit élèves, et la salle d'asile qui peut contenir cent cinquante enfants.

Je ne sais comment vous dire ce qu'était Mme de Forbin pour nos chères élèves; elle se transformait pour elles, et qui n'a connu Mme de Forbin qu'au milieu du monde ne l'a qu'à moitié connue. La voyez-vous visitant *tous* les cahiers des classes, donnant à chaque enfant des

encouragements, riant et nous émerveillant par ces mots aussi fins que délicats qu'elle seule savait dire. Quelle bonté dans ses paroles!

Et ce n'était pas par ses seules visites que Mme de Forbin témoignait de son intérêt aux enfants. A la fin de l'année scolaire, elle donnait plusieurs prix qui consistaient en livrets à la caisse d'Épargne. Elle ne cessait, dans chacune de ses visites, d'encourager les élèves au bien, et leur adressait, dans chaque classe, les paroles les plus touchantes, dont le souvenir vivra longtemps dans le cœur de nos enfants.

Telle était la foi active de Mme de Forbin, telle sa tendresse pour les membres souffrants de Jésus-Christ, tel son dévouement infatigable pour les œuvres de charité. Dans cette grande dame si répandue, si recherchée par la société la plus brillante, dans cet écrivain hors ligne, il y avait, chose plus rare et plus précieuse mille fois, une véritable chrétienne. Elle était de celles dont les hommes peuvent faire cet éloge que les anges rediront éternellement dans le ciel : « Elle a aimé Dieu et les pauvres, et, ce faisant, elle a accompli toute justice. »

IX

Cette existence si une dans sa diversité, consacrée aux relations sociales, aux plaisirs intellectuels les plus purs et les plus élevés, aux études les plus graves, aux œuvres charitables les plus méritoires, spécialement à cette œuvre par excellence qui consiste à aimer Dieu spécialement, à le prier et à le servir en toutes choses, à suivre non seulement les lois de son Église, mais les conseils de son Évangile, Mme de Forbin la mena jusqu'à la fin, sans autres changements que ceux que lui imposait la diminution croissante de ses forces. Pour elle, comme pour tous les hommes, les épreuves diverses qui accompagnent la vieillesse, les deuils, la disparition successive de ses parents, de plusieurs de ses plus chers amis, visitèrent et précipitèrent de plus en plus ce long déclin qui précède et prépare la fin de la journée. Son vénérable père partit le premier pour l'éternité, le 17 décembre 1869, en son château de Bois-le-Roi. Agé de quatre-vingt-sept ans, plein de jours et de mérite devant Dieu, il s'éteignit au milieu des larmes de tous les siens, dans la paix et sous la bénédiction du Seigneur. Ce deuil intime fut suivi de près du grand deuil national dont Mme de Forbin ressentit vivement toutes les douleurs; et les désastres sans nom de la fatale guerre de 1870 rouvrirent la source à peine fermée de ses larmes. Retirée, pendant ce terrible hiver, dans la solitude

de Saint-Marcel, elle y suivait d'un regard anxieux tous les événements, priait pour la France et travaillait pour le soulagement de nos pauvres soldats qu'elle allait, dans la mesure de ses forces, visiter et consoler aux ambulances de Marseille. La perte de sa plus chère amie, Mme de Menton, morte en 1871, victime de son dévouement pour nos malheureux compatriotes, fut, de tous les coups personnels que lui porta la guerre, le plus cruel à son cœur.

Ce fut aussi avec un profond chagrin qu'elle vit mourir, à quelques années de distance, deux hommes qu'elle aimait et estimait entre tous, M. Augustin Cochin, qui expira en 1872 dans toute la force de l'âge, lui aussi victime de la guerre, terrassé par les angoisses du père et du citoyen pendant la longue horreur du siège de Paris; et le vicomte Armand de Melun, qui rendit sa belle âme à Dieu en 1877, après une vie consacrée tout entière au soulagement des misères matérielles et morales de l'humanité. Mais la douleur qui, pour Mme de Forbin, surpassa toutes les autres fut la mort de sa mère, qui ne la précéda dans la tombe que de bien peu d'années.

Depuis son veuvage, Mme de Villeneuve, toujours pleine de force physique et morale, partageait son temps entre ses deux filles; une longue maladie, qui mit Mme de Forbin à deux doigts du tombeau en 1873, la retint pendant plusieurs mois sous le toit et aux côtés de cette chère fille. C'était à Paris, dans l'hôtel de l'avenue de Tourville, où celle-ci avait passé l'hiver et était tombée malade au printemps. Un moment, le danger parut si grave, qu'elle fut administrée. M. de Forbin lui prodigua les soins de l'ami, de l'époux le plus tendre, et Mme de Villeneuve ne put qu'assister son gendre dans son admirable dévouement sans le dépasser ni le remplacer, car Mme de Forbin, pendant toute la durée de sa maladie, n'était tranquille que lorqu'elle voyait son mari auprès d'elle. Ce fut surtout dans la période de sa convalescence que sa présence et la compagnie quotidienne de sa mère furent utiles et douces à Mme de Forbin. Cette longue intimité de tous les jours ajouta encore à l'affection mutuelle de la mère et de la fille, et quand, le 2 janvier 1880, Mme de Villeneuve, âgée de quatre-vingts ans, alla rejoindre dans l'éternité celui qu'elle avait aimé plus que tout en ce monde, la douleur de Mme de Forbin fut profonde. Elle sentait que sa fin à elle-même approchait, et qu'elle n'était sans doute pas destinée à survivre longtemps à sa mère. Cependant, elle n'aspirait nullement à quitter la terre, et sans redouter particulièrement la mort, elle tenait à la vie et eût été heureuse, malgré ses infirmités, d'en prolonger longtemps la durée. Le sentiment de la tendresse de son mari et du vide que lui laisserait son absence,

si elle venait à mourir avant lui, eût suffi, à défaut d'autre raison, pour lui rendre la vie aimable et la mort redoutable.

Dieu lui fit la grâce, avant de la retirer de ce monde, de lui permettre de rendre à ce cher mari les soins qu'elle avait reçus de lui pendant tant d'années. Il tomba malade à son tour, et ce fut elle qui le soigna, durant toute sa maladie, avec un dévouement, un oubli d'elle-même, une force d'affection qui dominèrent jusqu'au bout les défaillances de son corps.

Cinq ans avant sa mort, Mme de Forbin, sentant le besoin d'une personne de confiance qui pût lui tenir assidûment compagnie, lui faire la lecture, écrire sous sa dictée et suppléer à ce que l'âge et la maladie lui enlevaient chaque jour de force physique, fit choix d'une personne d'un mérite rare, rehaussée par une modestie plus rare encore, Mlle Jeanne Dœllinger, qui consentit à se dévouer à elle et qui fut la compagne, l'amie et le témoin de ses dernières années. Nous avons déjà fait, dans notre récit, plus d'un emprunt aux notes que Mlle Dœllinger a bien voulu nous envoyer, et c'est en grande partie avec ses souvenirs que nous allons raconter la fin de cette vie si bien remplie et trop tôt terminée. On verra, d'après le témoignage fidèle de sa compagne, que Mme de Forbin resta la même jusqu'à son dernier jour.

Mme de Forbin, nous écrit Mlle Dœllinger, était la personne que j'ai le plus aimée après mes parents, et que je ne saurais me consoler d'avoir perdue. Je regretterai toujours de ne l'avoir connue que les cinq dernières années de sa vie. Ses souffrances continuelles l'obligeaient alors de passer la plus grande partie de l'année à la campagne, où elle menait une vie très calme et très régulière. Ne se levant jamais que vers les dix heures à cause de sa mauvaise santé, elle travaillait avec d'autant plus d'activité dans son lit. Avant huit heures du matin, elle avait déjà récité ses prières, fait une lecture spirituelle, souvent entendu la messe (dans la chapelle du château), donné ses ordres aux domestiques, et je la trouvais dans son lit, avec une petite table couverte de livres, de papier, un encrier à côté, et sa main tenant une plume. C'était, avec peu d'exceptions, le seul temps de la journée, de huit heures à dix, qu'elle consacrait à ses écrits. Avant le déjeuner de midi, elle lisait dans sa chambre ou faisait un tour au jardin, toujours avec un livre sous le bras; je ne la voyais jamais sortir sans livre. Elle lisait partout, en voiture, en chemin de fer, sans se reposer jamais, et elle était toujours sourde à mes supplications de ne pas le faire quand elle souffrait de maux de tête. Après le déjeuner, quand elle n'allait pas en ville pour quelque acquisition, ou faire une visite dans le voisinage, elle s'occupait de peinture. Les dernières années, elle ne

peignait plus que sur de la faïence, mais avec un goût et un talent remarquables, d'après des dessins et modèles anciens. Pendant qu'elle peignait, je lui faisais la lecture en français, souvent aussi en anglais. Le reste de l'après-midi était consacré à la lecture et à sa correspondance si étendue. Elle aimait beaucoup à écrire ou à dicter des lettres et le faisait avec une grande facilité. Avant le dîner, il me fallait tous les jours lui faire une lecture en allemand; c'était ordinairement un livre d'histoire. Elle s'intéressait à tout ce qui se passait à l'étranger. La soirée était très courte. Mme de Forbin aimant beaucoup la musique, je devais lui en faire tous les soirs, pendant qu'elle lisait son journal. M. de Forbin nous lisait ensuite des articles du *Correspondant* ou de la *Revue des Deux Mondes*, et à neuf heures précises, on montait se coucher.

Mme de Forbin récitait tous les jours deux ou trois dizaines de chapelet et l'office des morts, et faisait deux fois par jour une lecture spirituelle. Tous les quinze jours, un prêtre venait la confesser, et, trois fois par semaine, elle recevait la sainte communion. Ne pouvant pas descendre dans la chapelle, très froide, que M. de Forbin possédait dans l'église paroissiale, c'est dans la chapelle du château qu'elle entendait la messe.

A Paris, dans ses derniers séjours, la distribution de la journée était la même; il n'y avait que les nombreuses visites qui dérangeaient nos lectures. Elle recevait tous les jours de trois heures à sept, et, une ou deux fois par semaine, elle avait quelques personnes, le plus souvent des savants, à dîner. Mais, alors même, la soirée ne se prolongeait guère au-delà de dix heures. J'ai toujours remarqué chez elle un goût très prononcé pour la vie et pour la société. Ses souffrances continuelles ne l'avaient jamais empêchée de s'intéresser à tout ce qui se passait dans le monde. Elle aimait beaucoup à être entourée et m'exprimait souvent son chagrin de ne pouvoir plus sortir le soir. Et quand le mois de janvier arrivait et que nous étions encore à la campagne, elle me répétait que c'était sa plus grande privation de ne pouvoir aller à Paris, comme autrefois.

Je ne vous parlerai ni de son esprit si distingué, ni de son grand savoir, ni de cette conversation qui charmait tous ceux qui l'approchaient, mais de cette modestie, faisant si peu de cas de sa science, toujours prête à céder la parole à un autre pour l'écouter, que j'eus l'occasion d'admirer si souvent. Elle était très sensible aux misères d'autrui, et sa charité était toujours prête à les soulager. A la campagne, elle voyait souvent les sœurs pour se rendre compte des pauvres, s'informer de leur état moral et physique, et elle ne manqua jamais de leur procurer le nécessaire. Ce que j'admirais le plus dans son caractère, c'était *une énergie incomparable*, une force de volonté qui, en union avec sa profonde piété, l'aida tant de fois à ne pas suc-

comber à ses souffrances, à les supporter avec une résignation sans pareille, une énergie qui étonnait tous ceux qui la connaissaient et qui était son soutien dans les moments les plus difficiles de sa vie.

C'est encore cette énergie incomparable qui lui donna la force d'entreprendre son dernier voyage en Italie, à Rome et à Naples, que sa santé lui eût interdit. Entrepris six semaines avant sa mort, il avait principalement pour but de visiter les lieux que ses saints de Provence, saint Elzéar et la bienheureuse Delphine, avaient illustrés pendant leur séjour en Italie. Sa santé, qui, dans les premiers jours de son arrivée à Naples, paraissait s'en trouver bien, alla bientôt déclinant de jour en jour, et ne lui permit pas de faire, comme elle en avait l'intention et le désir, le pèlerinage d'Ariano (c'était un des domaines et la résidence principale de ses chers saints).

Après un séjour de deux ou trois semaines à Naples, elle s'arrêta à Rome pendant huit jours, et malgré un état de santé de plus en plus grave, elle eut encore la force de se traîner dans les musées, aux archives, dans toutes les églises qu'elle avait tant de fois visitées, partout enfin où il y avait quelque chose à revoir, à apprendre, quelque souvenir artistique, littéraire ou religieux à réveiller dans son âme. On eût dit qu'elle voulait prendre congé de tout ce qui avait élevé, charmé ou sanctifié sa vie. Elle voulut aussi revoir le pape Léon XIII, qu'elle avait déjà vénéré en 1881. Elle sollicita, obtint une audience, et c'est, dit-on, en attendant longtemps son tour d'audience dans les salles du Vatican, sans son manteau qu'elle avait eu l'imprudence de laisser dans sa voiture, qu'elle prit froid et contracta le germe de la fluxion de poitrine qui devait l'emporter. Il semble cependant peu probable qu'elle ait couvé si longtemps une maladie qui ordinairement atteint son paroxysme au bout de neuf jours. Quoi qu'il en soit, elle vit le Souverain Pontife, reçut sa bénédiction sans se douter que c'était presque une bénédiction *in articulo mortis*, et poursuivit à petites journées son voyage de retour en France. Elle voulut passer deux jours à Sienne, retenue, non par la puissante originalité de cette ville qui a gardé, à un point inexprimable, l'empreinte du moyen âge, mais par la grande sainte de la cité, sainte Catherine de Sienne, pour laquelle elle avait une singulière prédilection. Après une journée de repos à Gênes et deux autres à Cannes, où tous ceux qui la virent furent effrayés de son changement, elle arriva à Saint-Marcel, le 20 février, à bout de forces, mais non de courage. Son mari, qui l'attendait avec une impatience pleine d'inquiétude, ne put la revoir si affaiblie sans une vive émotion.

Mais, accoutumé à son état de souffrance, il ne conçut point de crainte immédiate pour sa vie.

Tous autour de lui partageaient son illusion. Comment en eût-il été autrement? On la voyait, malgré l'extrême fatigue du voyage, malgré une toux qui, depuis trois ans, allait toujours en augmentant, malgré un état de maigreur qui donnait à son corps un aspect presque diaphane, reprendre à peu près sa vie habituelle; descendre vers midi, prendre ses repas avec son mari et Mlle Dœllinger, ou plutôt y assister. Était-il possible de croire, devant une telle énergie, à la fluxion de poitrine qui dévorait les restes de sa vie? Elle lutta ainsi pendant cinq jours. Le sixième, n'en pouvant plus, elle se résigna à ne plus quitter sa chambre ; mais elle voulut encore quitter son lit, et pendant deux heures, elle resta assise dans un fauteuil ; c'était la dernière fois qu'elle se levait. Dès le matin de ce même jour, elle avait fait appeler son confesseur et achevé de purifier son âme dans le sacrement de pénitence. Elle eût vivement désiré communier, mais, ne se croyant pas en danger imminent, elle n'osa pas le faire en viatique. Elle voulut attendre au lendemain ou au surlendemain, espérant pouvoir assister à la messe dans sa chapelle et y recevoir le pain de vie. Hélas! c'était au ciel seulement qu'elle devait désormais s'unir à son Dieu. Le lendemain, elle était devenue si faible, si épuisée, qu'elle avait de la peine à prononcer quelques mots et plus encore à prendre une cuillerée de potion.

Et pourtant, chose étrange, personne autour d'elle ne pensait encore à une fin prochaine. Elle s'était relevée tant de fois, son énergie l'avait sauvée si souvent! Pourquoi ne résisterait-elle pas à cette fluxion de poitrine et ne ferait-elle pas un nouveau bail avec la vie? Ce jour-là encore, 27 février, elle voulut que sa fidèle compagne lui fît une lecture qu'elle suivait avec plus ou moins d'attention. Cependant elle avait gardé toute sa présence d'esprit, en même temps que sa fermeté. Voyant, à un certain moment, Mlle Dœllinger s'attendrir, elle lui dit doucement mais fortement : « Ne pleurez pas, mon enfant, je ne veux pas de scène d'attendrissement. » Vers le soir, elle demanda qu'on récitât auprès d'elle le chapelet et les prières des malades, mais elle ne songea pas à demander les prières des agonisants. La nuit se passa en des douleurs cruelles, supportées avec une grande patience. Son état s'aggravant à vue d'œil, on lui administra le sacrement de l'extrême-onction, et le jeudi matin, vers six heures, elle s'endormit doucement et passa sans connaissance de la vie à la mort. C'était le 28 février 1884. Elle avait vécu soixante et un ans et onze mois.

Si elle fût morte à Paris, toute la haute société, les membres les plus éminents du clergé, les représentants des œuvres chari-

tables, de l'Académie française et des arts, eussent fait à son cercueil un cortège d'honneur, et contrairement à ce qui se passe souvent dans les cérémonies de ce genre, les yeux de plusieurs se fussent mouillés de larmes pendant le service funèbre. Mais si la pompe extérieure et l'assistance illustre manquèrent à ses obsèques, elle reçut à Saint-Marcel des témoignages de respect plus touchants encore et y fut accompagnée jusqu'à sa demeure dernière par des larmes peut-être plus précieuses devant Dieu. Le bruit de sa mort aussitôt répandu remplit non seulement sa maison, mais tout le village et les environs, d'une inexprimable douleur. De tous les côtés on vit arriver des couronnes destinées à orner la chambre mortuaire et à honorer sa dépouille mortelle; celle offerte par l'école des sœurs brillait entre toutes les autres; les enfants les plus pauvres, dont Mme de Forbin était la bienfaitrice et comme la mère, avaient tenu à y participer. Du matin au soir, depuis le moment de sa mort jusqu'à celui des funérailles, les habitants de Saint-Marcel, hommes, femmes, enfants, se succédèrent sans interruption près de son cercueil, priant et pleurant sur ses restes inanimés. Avec elle, il semblait que la providence visible du village eût disparu. Mais il n'en était rien. Outre que Dieu n'a besoin de personne, et que tous ses serviteurs, même les plus grands et les plus saints, sont des serviteurs inutiles, Mme de Forbin avait pensé à l'avenir de ses œuvres, aux intérêts spirituels et temporels de ses pauvres, de ses enfants de Saint-Marcel, et, dans son testament, elle les avait légués, comme son plus précieux héritage, au cher et digne compagnon de sa vie. On peut donc dire qu'à l'exemple du Sauveur, elle les aima jusqu'à la fin : *usque in finem dilexit eos.*

Sa maladie avait été si courte, sa fin si inattendue, que la nouvelle en parvint simultanément à ses amis, et les frappa d'une douloureuse stupeur. Dans l'état de santé où elle languissait depuis deux ou trois ans, sa mort devait paraître à tous l'événement le moins imprévu; loin de là, elle les surprit comme elle avait surpris son entourage et son mari lui-même. A force de la voir vivre contre toute prévision, ils s'étaient déshabitués de la pensée de la voir mourir. Leur douleur n'en fut que plus vive; par ses rares qualités, elle avait pris dans leurs âmes une telle place que le vide laissé par sa mort ne saurait être comblé. Sa mémoire est de celles que le temps n'efface pas, et cette femme est une des rares personnes de nos jours de qui l'on puisse dire : « Ce fut un homme. »

Ses dernières dispositions, que nous avons déjà citées en partie, rendent témoignage des vertus les plus caractéristiques de sa vie. L'interdiction absolue écrite dans son testament de rien publier de sa correspondance témoigne de son humilité. Le legs si touchant

de ses pauvres et de ses œuvres à son mari témoigne de sa charité. Enfin, l'image et les paroles choisies par elle-même comme devant figurer sur le pieux *memento* destiné à rappeler son souvenir à ses amis témoignent de son sentiment élevé de l'art et de sa foi virile et profonde en Jésus-Christ, seul fondement des espérances éternelles. L'image est cette admirable figure de Frà Angelico, représentant le Christ couronné d'épines, les yeux bandés, insulté par les soldats de Pilate, et tenant le globe dans sa main. Quant aux paroles, tirées des prières des agonisants, les voici dans leur auguste simplicité.

Reconnaissez, Seigneur, votre créature, qui n'a pas été faite par des dieux étrangers, mais par vous seul, Dieu vivant et véritable.

Seigneur, réjouissez son âme par votre présence; ne vous souvenez pas de ses iniquités passées; car, bien qu'elle ait péché, elle a cru au Père, au Fils et au Saint-Esprit; elle a conservé en elle le zèle du Seigneur et fidèlement adoré le Dieu qui a tout créé et qui l'a rachetée par Jésus-Christ Notre-Seigneur.

L'humble confession de ses fautes, la crainte de Dieu, la confiance en sa miséricorde, la foi en Jésus rédempteur, c'est tout. D'ailleurs pas une de ces paroles de louanges qu'on retrouve trop souvent dans les inscriptions funéraires, et qui accablent les morts pour amuser la douleur ou flatter la vanité des vivants.

Il faut en finir et nous détacher de cette figure si attachante dont nous avons cherché à rendre le charme sérieux, la forte simplicité, l'élévation morale peu commune. S'il nous fallait préciser et résumer en une parole la belle vie que nous venons de raconter, nous trouverions cette parole dans le portrait de la femme forte, tracé par l'Esprit de Dieu dans la sainte Écriture. Après avoir dit, comme l'écrivain sacré : *Confidit in ea cor viri* « Le cœur de son mari a mis sa confiance en elle »; et cet autre mot non moins approprié : *Palmas suas extendit ad pauperem* « Elle a étendu ses mains vers le pauvre », nous nous arrêterions à cet éloge suprême, qui caractérise mieux que tout autre l'activité chrétienne et féconde de Mme de Forbin pendant toute sa vie : *Panem otiosa non comedit* « Elle n'a pas mangé son pain dans l'oisiveté. »

Le marquis DE SÉGUR.

LE MAL DU PAYS[1]

XV

Le moment était venu pour ceux qui possédaient des prés d'en faucher les regains. Il n'y avait guère que des foins artificiels dans les terres sèches de Savigny, mais les cultivateurs les plus aisés possédaient quelques morceaux de prairie sur les bords de la Marne, qui passe à une lieue de là environ. C'est pour eux presque autant une partie de plaisir qu'un travail de faire cette récolte. Toutefois afin de recommencer moins souvent ce voyage, il n'est pas rare que l'heureux propriétaire invite quelques parents ou amis à l'aider dans cette opération; et c'est ainsi que Noël, comme il l'avait annoncé à Denise, devait prêter son concours à leur voisin, espérant que ce serait une occasion pour lui de reprendre avec éclat ses travaux de cultivateur, et de déployer à la fois sa force et son adresse.

On devait partir de grand matin afin d'arriver sur le pré dès le point du jour. C'est le moment le plus favorable; d'une part, parce que la chaleur est moins forte; de l'autre, parce que la faux mord plus facilement sur l'herbe encore imbibée de rosée, tandis qu'une fois que le soleil l'a séchée, la lame glisse sur ce gazon fin et presque ras, comme sur du velours. Les faucheurs partirent donc avant l'aube. Quant aux femmes, qui devaient venir faner, elles n'arriveraient que plus tard avec les voitures qui ramèneraient au village le foin déjà sec et ramassé en moncelets.

La vallée de la Marne, dans la partie qui traverse les plaines de la Champagne, n'y forme qu'une légère dépression. C'est plus loin, en se rapprochant de Paris, que les coteaux, couverts de vignes et souvent couronnés de bois, se relèvent et donnent au site quelque chose de plus pittoresque. Cependant, même dans cette partie moins accidentée, le cours tranquille de la rivière, que les Romains appelaient *Matrona*, peut-être à cause de la noble lenteur avec laquelle se promènent ses eaux, les saules et les oseraies aux tons fins et grisâtres qui la bordent, les longues lignes de peupliers d'Italie qui partagent ces prairies et qui fuient jusqu'à l'horizon, tout contribue à donner au paysage un caractère de fertilité et de fraîcheur qui contraste avec l'aridité des plaines environnantes.

[1] Voy. *le Correspondant* des 25 décembre 1884, 10 et 25 janvier 1885.

Quand les travailleurs arrivèrent sur le terrain, le soleil se levait à peine, et ils se mirent au travail pour profiter des heures les plus favorables. Ils partirent avec ardeur, chacun prenant une « passée » de la largeur d'un trait de faux. Les plus expérimentés et les plus forts marchaient les premiers afin de donner l'élan; les autres suivaient par échelons; puis, arrivés au bout du pré, ils revenaient prendre une nouvelle fauchée. Noël avait été placé le dernier, comme étant le plus jeune et le moins habile de la bande. Il n'avait guère fait ce rude métier avant son départ, et bien que couper le foin léger soit une tâche moins lourde que d'abattre le blé aux épis chargés de grains, on craignait que ses jeunes bras ne fussent pas de force à y résister longtemps. Cependant il faisait tous ses efforts pour ne pas rester trop en arrière, par amour-propre sans doute, mais aussi parce qu'il y allait de son avenir qui lui semblait attaché à cette épreuve.

Hélas! bien qu'il eût près de dix-neuf ans et qu'à cet âge beaucoup de jeunes villageois aient acquis presque toute leur force, il n'était pas de taille à lutter avec eux. Il n'avait jamais été très robuste, et il avait suffi de cette année d'absence et d'une existence si différente, pour le déshabituer des rudes travaux de la campagne. Ses compagnons avaient beau lui crier de se ménager et de ne pas tenter une lutte inégale, cette sorte de compassion ajoutait encore à son ardeur, et il faisait des efforts surhumains pour se maintenir à son rang. Cependant la distance entre lui et ceux qui le précédaient allait toujours en augmentant. Bientôt ce ne fut plus lui qui suivit les autres, ce furent les autres qui le talonnèrent, et il perdit ainsi successivement plusieurs rangs. Tant que dura la fraîcheur du matin, il tint encore bon, mais à mesure que le soleil montait et transformait la brume matinale en une chaleur humide et lourde, ses muscles commencèrent à se détendre. Une soif ardente le dévorait et plus il buvait, malgré le conseil de ses compagnons, de l'eau perfide qui coulait sous ses yeux, plus ses membres couverts de sueur s'alanguissaient. Ce ne fut que par un effort héroïque de volonté qu'il put persister jusqu'à l'arrivée des femmes, qui amenèrent les voitures vers onze heures.

Ce fut le signal du dîner, qui eut lieu sur le pré à demi coupé comme sur le champ de bataille. Pendant le repas, le pauvre Noël fut raillé sur ses forces, qui étaient plutôt celles d'un citadin que d'un franc villageois. Ces plaisanteries étaient plus empreintes de gaieté que de malveillance, et Noël faisait effort pour y répondre avec bonne humeur, mais, malgré lui, il se sentait pris de tristesse et de découragement en voyant que ses forces trahissaient déjà son courage, et que l'espoir auquel il s'était rattaché lui échappait. Heureusement les femmes le prirent sous leur protection et l'en-

gagèrent à laisser la faux pour les aider dans le travail plus facile de la fenaison ; ce qu'il accepta bien volontiers.

Ce fut un véritable délassement pour lui, après le rude labeur du matin, que de prendre une fourche légère pour secouer l'herbe à demi séchée qu'il s'agissait de retourner et d'exposer de l'autre côté aux rayons du soleil. Cela se faisait avec gaieté et comme en se jouant. Cependant, quoiqu'en dise Mme de Sévigné, qui prétend que faner c'est batifoler dans un pré, et que quand on en sait tant, on sait faner, ce jeu, lorsqu'il est continué tout le jour, devient fatigant. La chaleur augmentait encore à mesure que se succédaient les heures lourdes de l'après-midi. L'humidité même de ces prairies, qui de loin leur donne un air de délicieuse fraîcheur, se transformait, sous l'action du soleil, en une atmosphère moite et affadissante qui se concentrait entre ces longues lignes d'arbres que n'agitait pas le moindre souffle, et l'on finissait par regretter la chaleur sèche et saine des hautes plaines qu'évente un air léger et où circule presque toujours quelque brise rafraîchissante.

Ce fut bien pis encore, lorsque, après avoir retourné le foin, il s'agit de le ramasser en monceaux et de le charger sur les voitures. Il fallait, d'une fourche à trois dents, saisir la plus grosse quantité possible de ce foin pour l'emporter jusqu'au tas, ou le tendre à des femmes qui, montées sur le char, l'empilaient et le pressaient par couches de plus en plus élevées, jusqu'à ce que la voiture haute et large, bien serrée sous la perche et peignée tout autour, s'en allât, lourdement balancée aux heurts du terrain inégal, jusqu'à ce qu'elle eût gagné la route, où elle pouvait rouler facilement jusqu'au village.

Ce travail se faisait allègrement par cette jeunesse vigoureuse qui se poursuivait et se poussait gaiement sur les tas de foin. On n'entendait de toutes parts que des chants, des rires, des cris de joie. Noël aurait bien voulu se mêler à ces jeux, mais, si riante que fût l'occupation, elle n'en était pas moins une autre fatigue ajoutée à la fatigue du matin, et il se sentait brisé ! Ses mains, devenues plus tendres depuis qu'elles ne tenaient que la plume, n'avaient pu manier si longtemps le manche de la faux et celui de la fourche sans se couvrir d'ampoules très douloureuses qui paralysaient ses mouvements. Après avoir été en butte aux moqueries des faucheurs, il excitait maintenant le rire des faneuses qui le plaisantaient sur la délicatesse de ses mains blanches et le renvoyaient à ses études.

Avant la fin de la journée, il lui fallut renoncer à ce travail comme à l'autre. Non seulement il se sentait envahi par la lassitude, mais par un malaise qui lui rappelait celui dont il souffrait en arrivant au pays, et, par le conseil des femmes et des jeunes filles, devenues tout à coup sérieuses et compatissantes en le voyant

souffrir, il alla s'étendre à l'écart sur un tas de foin encore imbibé de chaleur quoiqu'à l'ombre, du haut duquel il dominait toute la scène qui s'étalait sous ses yeux.

Il était environ cinq heures. Le soleil commençait à descendre derrière les longues lignes de peupliers dont il dorait la cime jaunissante et dont il allongeait l'ombre sur la prairie. La partie coupée du pré paraissait d'un vert ravivé au milieu du vert grisâtre et mûrissant de l'herbe encore debout, et les passées des faucheurs s'y dessinaient comme des rubans moirés. Dans l'ombre fraîche enfermée entre les lignes d'arbres, on voyait se détacher les couleurs vives du costume des faneuses et de leurs grands chapeaux de paille ; on entendait les éclats lointains de leurs voix et de leurs rires sonores. L'odeur délicieuse du foin coupé, qui flottait dans l'air du soir, apportait jusqu'à Noël de légers aromes qui assoupissaient ses sens et le plongeaient insensiblement dans un doux engourdissement.

Tout en se livrant au repos, il jouissait de ce spectacle avec un plaisir mêlé de tristesse. Il avait assez vécu depuis un an de la vie intellectuelle pour laquelle il avait de réelles aptitudes ; il avait assez goûté les descriptions poétiques dans les livres anciens et modernes qu'on lui avait fait lire, pour que son amour instinctif de la nature fût devenu plus fin, plus délicat, et pour qu'il saisît mieux le charme des images qu'il avait sous les yeux. Il se disait : Oui, j'aime la nature, je sens le bonheur qu'il y aurait à vivre au milieu d'elle, à en savourer les délices. J'ai toujours éprouvé cet attrait et je le sens peut-être mieux encore depuis que j'en ai été sevré pendant longtemps. Peut-être même suis-je le seul, parmi ceux qui sont ici, à comprendre les beautés de la vie champêtre, car si ceux qui travaillent là-bas en éprouvent instinctivement le bien-être, ils n'ont guère le loisir d'analyser leurs sensations. Mais si c'est moi qui en jouis le plus par l'imagination, je suis le plus incapable d'en prendre réellement possession, et me voici gisant à l'écart, bon tout au plus pour contempler cette scène, mais non pour m'y mêler. Il faut donc que je reste toujours isolé et rejeté du milieu de tous. J'étais laboureur et berger à la ville, et l'on riait de ma naïveté ; me voici comme un citadin au village, incapable de tirer de cette terre que j'aime ma subsistance et celle de ma famille, tandis que ces êtres simples jouissent paisiblement de cette existence que j'ai toujours rêvée. Ah ! nature, nature ingrate ! tu es sans pitié pour ceux qui ne savent que t'aimer ! Il faut, pour être aimé de toi, savoir t'embrasser avec des bras virils et te rendre féconde... à moins que l'on ne soit un riche heureux qui jouisse oisivement de tes beautés, ou un grand poète qui tire de toi des moissons de poésie et les partage à la foule ! Mais tout homme qui, comme moi, n'est qu'un travailleur impuissant ou un

rêveur inutile, à demi paysan, à demi poète, est un être superflu, également rejeté de tous, et qui n'a pas de place sur la terre!...

Ainsi pensait le pauvre Noël, tandis que la fièvre qui commençait à l'envahir brisait ses membres et surexcitait en même temps son cerveau. La nuit était presque venue et l'on donna le signal du départ. Ses compagnons, le voyant dans cet état de prostration et dans l'impossibilité absolue de marcher, le hissèrent sur une des hautes voitures et l'étendirent sur le foin encore tiède du soleil de la journée. Il s'y endormit, à demi bercé par le roulis de cette couche élastique. Quand on arriva au village, les étoiles brillaient au ciel. Il fallut le descendre, tant la fatigue et la fraîcheur de la nuit avaient déjà raidi ses membres, et la mère Urbain dut l'aider à se mettre au lit, où il ne tarda pas à se sentir envahi par des visions confuses où s'entremêlaient les douloureuses sensations et les tableaux éblouissants de la journée.

Le lendemain, lorsqu'il voulut se lever, il se sentit dans l'impossibilité de le faire, et sa tête retomba lourdement sur l'oreiller. Sa mère, effrayée, courut chez le curé, qui était la Providence en pareille circonstance. L'abbé Bernard, après avoir examiné le malade, put rassurer la famille et déclara que, selon lui, il n'y avait là qu'une fièvre de courbature causée par une fatigue excessive prise imprudemment pendant un état de convalescence, mais qu'à moins de complications, le malade en serait quitte pour une huitaine de jours de repos et de soins. Il promit, du reste, de venir le visiter tous les jours et de surveiller la marche de cette indisposition.

XVI

Le curé de Savigny ne s'était pas trompé. La fièvre fut ardente; elle alla même jusqu'au délire, et plus d'une fois la mère Urbain, entendant son enfant battre la campagne et parler, pendant son sommeil léthargique, tantôt du bal dont il entendait la musique et où il dansait avec Denise, tantôt des prés qui brillaient au soleil et qu'il devait faucher à lui tout seul, fut effrayée et courut de nouveau chez l'abbé Bernard, qui venait sur-le-champ, mais qui la rassurait toujours en lui répétant que la maladie suivait son cours, mais qu'elle aurait sa résolution dans le temps prescrit. Et en effet, au bout de quatre ou cinq jours, il y eut une détente, la fièvre disparut peu à peu, mais une grande faiblesse lui succéda et il fut évident que la convalescence serait assez longue.

Lorsque Noël commença à recouvrer la netteté de ses idées, il sentit aussi renaître en lui le sentiment de sa situation. Toutes ses inquiétudes et tous ses ennuis l'envahirent de nouveau, et il se trouva si malheureux, qu'il maudit presque sa guérison. Quand il

était revenu malade au pays, il y arrivait du moins avec toutes ses illusions d'avenir, aussi avait-il senti avec délices le retour de la santé; tandis qu'à présent que ses espérances avaient péri l'une après l'autre et qu'il restait en présence de difficultés inextricables, il se demandait s'il n'aurait pas mieux valu mourir que de continuer cette dure épreuve.

Cependant, tant qu'il était encore souffrant, il profitait du privilège des malades : tout le monde l'entourait de sollicitude et de soins; personne ne lui demandait compte de sa conduite passée ni ne lui adressait de reproches. Denise, aussitôt qu'elle avait appris sa maladie, était venue le voir. Elle avait eu besoin pour cela de choisir les heures où elle pouvait sortir sans éveiller les soupçons de son père, car le maître d'école, malgré son pardon apparent, avait conservé un fond de méfiance contre son ancien élève, et la scène du bal, qu'il avait apprise, n'avait fait qu'accroître son irritation. La mère Urbain, qui voyait le bien que la présence de la jeune fille faisait à son fils, l'accueillait toujours avec joie et favorisait ces courtes entrevues. Dès qu'elle était assise auprès du lit du malade et que celui-ci tenait une de ses mains dans la sienne, il paraissait plus tranquille, son délire cessait et la fièvre même semblait diminuer. Plus tard, lorsque la convalescence fut commencée et qu'il eut conscience de ce qui se passait autour de lui, le calme semblait rentrer dans ses idées et un bien-être se peignait dans tous ses traits. C'était à grand'peine qu'il la laissait partir. On aurait dit qu'il craignait que ce fût pour toujours.

— Encore quelques instants, ma bonne Denise, lui disait-il en la retenant par la main. Il n'y a que ta présence qui me fasse du bien. Tant que tu es là je ne souffre plus, je suis calme, il me semble impossible que l'on nous arrache l'un à l'autre. Je ne sais même si je désire beaucoup guérir tout à fait : te voir, sentir ta main dans la mienne, t'entendre quelquefois me parler, il me semble que cela me suffirait pour toujours. Mais dès que tu es partie, mes craintes recommencent et j'ai peur de l'avenir...

Denise essayait de le rassurer et d'éloigner ses tristes pressentiments en lui promettant de ne jamais l'abandonner et de lui rester toujours fidèle, mais elle partageait en secret toutes ses craintes. Les jours passaient cependant sans paraître les justifier. Il y avait, comme d'un commun accord, une suspension de toute hostilité, afin de laisser au malade le temps et le repos nécessaires pour achever sa guérison, mais, au fond, la situation n'était pas modifiée. D'abord maître Lunaire était presque le seul du village qui ne fût pas venu voir Noël pendant sa maladie, malgré son ancienne amitié pour lui; puis M. le curé, pendant sa visite quotidienne, s'il ne faisait aucun reproche, aucune allusion, conservait du moins

une physionomie froide, une attitude réservée, qui contrastaient avec sa cordialité ordinaire. Le jeune malade, avec cet instinct très délicat et très sensible que possèdent ceux qui souffrent pour tout voir autour d'eux, avait deviné ces dispositions peu bienveillantes à son égard et pressenti le danger qui le menaçait.

Au bout de huit ou neuf jours, il lui fut permis de se lever et de faire quelques pas autour de la maison. Il était encore très faible et très pâle, car sa maladie antérieure, dont il n'était encore qu'imparfaitement guéri, avait donné plus de gravité à cette dernière indisposition. Cependant la jeunesse, le bon air, la saison encore douce aidant, il sentit peu à peu ses forces renaître et il put étendre, encore à bien petits pas, ses promenades sur les chemins du voisinage en se tenant à l'abri de l'air le long de quelque haie exposée à ce bon soleil de septembre dont les plus chauds rayons ne lui paraissaient que comme une tiède caresse.

Un jour même il alla jusqu'aux environs de la maison d'école, dans l'espoir de rencontrer Denise et de pouvoir causer avec elle; mais la fenêtre près de laquelle ordinairement elle travaillait était fermée, c'était au contraire celle de la classe que l'on voyait largement ouverte et par laquelle on entendait la voix des enfants récitant leurs leçons et celle du maître qui, de temps en temps, les reprenait d'un ton grave. C'est que, d'après les prescriptions plus sévères de M. l'inspecteur primaire, l'école s'ouvrait maintenant beaucoup plus tôt qu'autrefois, c'est-à-dire huit jours après la fête du village. En entendant ces voix monotones, en respirant presque l'air chargé de miasmes et d'ennui de cette école de village, Noël sentit encore mieux combien cette existence d'instituteur, qui lui avait paru jadis comme la plus belle, lui paraîtrait lourde et fastidieuse maintenant que l'horizon pour lui s'était déplacé; et comme en ce moment la parole de maître Lunaire s'éleva pour réprimander un élève, il fut pris d'une peur involontaire, comme à l'époque où il était écolier lui-même, et, se faisant tout petit pour passer inaperçu sous la fenêtre, il prit la fuite et disparut.

Le lendemain, il dirigea sa promenade du côté du presbytère. Il sentait bien que son devoir était d'aller remercier M. le curé des bons soins qu'il lui avait prodigués durant sa maladie. Mais, chaque fois qu'il en avait pris le chemin, un sentiment de crainte l'avait arrêté. Ce jour-là il n'eut pas le temps de discuter avec sa conscience. En approchant, il aperçut tout à coup l'abbé Bernard qui se promenait sur le chemin au bout de son jardin, en lisant son bréviaire, et comme il avait été vu lui-même, il comprit qu'il n'était plus temps de reculer. Le bon curé lui témoigna d'abord sa satisfaction de voir que sa santé était décidément meilleure et qu'il était entré en pleine convalescence. Puis, le prenant doucement sous le

bras, il s'achemina avec lui du côté de son jardin. Il le fit asseoir, auprès de lui, sur un banc, à l'ombre de la haie, non loin de cinq ou six ruches d'abeilles qui faisaient leur récolte de miel pour l'hiver sur les dernières fleurs de ses plates-bandes, et alors prenant une voix plus grave, quoique encore amicale et paternelle, il lui dit :

— Mon cher enfant, je suis d'autant plus aise de te voir que j'ai à t'entretenir de choses sérieuses dont je ne voulais pas te parler tant qu'elles pouvaient entraver ta guérison. Il est temps toutefois que nous nous en expliquions franchement ensemble. Tu te rappelles ce qui s'est passé, ici même, il y a un an environ : tu me faisais l'aveu de ton amour pour Denise et de ton désir de l'épouser. Tout en doutant fort du consentement de maître Lunaire, je te promis de le voir; je lui demandai pour toi la main de sa fille et je l'obtins, mais tu sais à quelle condition. Tu devais aller demander à ton père les moyens d'étudier afin de devenir instituteur à ton tour. Ce ne fut pas sans inquiétude que je te vis quitter le pays. Tu partais avec de bons sentiments et de saines croyances, était-ce avec elles que tu nous reviendrais? J'avoue que j'en ai douté, et l'événement ne m'a donné que trop raison. Cependant j'ai eu bon espoir quand je t'ai vu revenir ici, regrettant ton pays et tes amis et souffrant encore de ta longue absence; mais mon illusion n'a pas été de longue durée. On t'a vu rarement à l'église; mais surtout le jour de la fête patronale, tu as manqué à la parole que tu avais donnée au maître d'école de le seconder dans cette circonstance. Tu as, il est vrai, allégué une indisposition subite, mais je n'y ai guère cru. Il est bien plus probable que tu avais honte de figurer dans cette cérémonie, à laquelle assistait pourtant tout le village, et d'y remplir un office auquel tes futures fonctions te destinaient. Comment encore as-tu manifesté ton repentir de cette faute? En allant au bal trois jours après, en y entraînant Denise, qui n'y avait jamais paru, et en te signalant, m'a-t-on dit, par une joie folle qui a été remarquée de tout le monde. Ce n'est pas tout : afin de mieux manifester ta volonté de rompre avec le passé et de t'affranchir de toute autorité, tu as voulu revenir à l'existence de cultivateur; tu as cru donner ainsi une preuve de ta force et de ton indépendance. Hélas! tu n'as fait que mieux démontrer ta faiblesse. La maladie qui a suivi cette vaine tentative t'a signifié brutalement ta défaite. Ainsi tu as perdu à la fois et les sentiments qui auraient pu faire de toi un bon maître d'école, et les forces nécessaires à un robuste cultivateur. En si peu de temps, la ville a donc fait de toi un esprit fort et un corps débile, un homme de la nouvelle génération enfin; aspirant à tout et incapable de toute chose, également déclassé à la ville comme au village. Voilà ce que j'avais craint et ce qui est arrivé. Et maintenant que vas-tu devenir? Il paraît que ton père t'a posé cette alternative : ou

revenir au village pour toujours et ne plus compter en rien sur sa protection, ou retourner à la ville et alors renoncer à tout projet de mariage pour te soumettre entièrement à sa volonté. C'est Denise qui m'a confié cela, afin d'excuser le plus possible ta conduite. Et moi aussi, je te poserai ce dilemme : ou nous revenir tout à fait et reprendre les habitudes et les sentiments du passé, ou partir pour toujours. Veux-tu même que je te dise sincèrement mon opinion? Eh bien, quoique je t'ai aimé enfant et que je me sois intéressé à ton avenir, quoique je me sente encore de l'attachement pour toi malgré ton changement, je te dirai, — et cela même à cause de l'intérêt sincère que je te porte, — je te dirai : Pars! retourne à la ville auprès de ton père qui t'attend et qui, sensible à cette déférence, s'attachera peut-être définitivement à toi; profite de sa bonne volonté et de son concours pour acquérir une véritable instruction et pour te créer une position sérieuse. J'espère que tu y arriveras, car tu as toujours montré de l'intelligence et de l'application. Sans doute dans une situation mieux définie, tes idées reprendront leur calme et leur aplomb; tandis que si tu restais ici, tu serais non seulement incapable d'y vivre de ton travail, mais bientôt las et dégoûté de cette existence pour laquelle tu n'es plus fait; tu as regretté le village à la ville; tu regretterais la ville au village, chose bien plus triste et plus dangereuse, car tu sentirais d'autant plus se développer en toi les idées dont tu as rapporté le germe et que tu répandrais comme une peste parmi nous. Pars donc, tandis qu'il en est temps encore, avant que Denise, dont l'âme est si loyale, le cœur si dévoué, ne soit tout à fait malheureuse de renoncer à vos projets de mariage, ou plus malheureuse encore si, en devenant ta femme, elle découvrait que ce n'est pas le bonheur, mais le malheur que tu lui as apporté. Pars du moins en honnête garçon qui s'aperçoit de son erreur et qui ne veut pas aggraver sa faute involontaire. Pars sans même chercher à la revoir avant de t'éloigner; vos adieux ne pourraient qu'être très pénibles et rendre le chagrin de Denise plus profond. Je te promets, si tu fais cela, de lui annoncer ta résolution, d'excuser ta conduite, de la consoler autant qu'elle pourra l'être... Tu pleures, mon enfant... Ah! oui, sans doute, je sais bien que tu es malheureux aussi. La vie n'a pas été bien douce pour toi; c'est pour cela que je te plains plus que je ne te blâme. Mais, mon ami, c'est précisément parce que le sort se montre plus rigoureux à ton égard qu'il faut t'armer contre lui de plus de courage. Quoi qu'il arrive, reste toujours honnête homme; conserve les bons sentiments que tu as reçus dans ton enfance; n'oublie jamais que tu avais trouvé dans ce pays une famille, des amis qui t'aimaient, qui désiraient ton bonheur, qui te suivront avec intérêt dans ta nouvelle carrière. Ce seront là ta plus grande force et ta plus grande conso-

lation dans tes futures épreuves. Tu en triompheras, je l'espère... Mais si, un jour, quand tout ceci sera oublié, après avoir beaucoup lutté, tu avais de grands chagrins, si tu éprouvais de grands revers, reviens, ne fût-ce que pour quelques jours, parmi nous, pour y reprendre des forces. Tu n'y trouveras pas de grands secours, car nous sommes pauvres et nous le serons toujours, mais tu y trouveras encore des amis, tous prêts à t'ouvrir leurs maisons et leurs cœurs... Adieu, mon enfant, va, et sois bien persuadé que si je t'ai parlé ainsi, au risque de te causer beaucoup de chagrin, c'est qu'il le fallait pour le bien de tous... Tu le reconnaîtras un jour.

Noël avait écouté en silence cette longue remontrance. D'abord il avait voulu l'interrompre pour protester contre ces accusations et ces reproches, mais, dominé par l'autorité du vieux prêtre et par l'habitude de s'y soumettre depuis son enfance, il avait baissé la tête et s'était tu, d'autant plus que, dans le fond de sa conscience, il était obligé de reconnaître la vérité de presque tout ce qu'il entendait. Quand ensuite le bon curé, touché de la tristesse qu'il apercevait sur le visage du jeune homme, commença à lui parler d'une voix plus douce et plus paternelle, faisant allusion aux amitiés qu'il laisserait derrière lui et qui lui resteraient fidèles, le chagrin du pauvre garçon devint de l'attendrissement; il sentit les larmes monter à ses yeux. Enfin lorsque le vieillard, touché lui-même et ayant peine à contenir son émotion, lui dit adieu en lui serrant affectueusement la main, il essaya de répondre, mais ses lèvres tremblantes ne purent articuler aucun son et il s'enfuit tout à coup, sentant qu'il allait éclater en sanglots.

Il marcha, ou plutôt il courut longtemps au hasard, fuyant les paroles cruelles, même dans leur compatissance, qu'il venait d'entendre et qui retentissaient encore derrière lui, mais surtout éprouvant le besoin de beaucoup d'espace pour rendre la respiration à sa poitrine oppressée et pour exhaler en cris le désespoir qui l'étouffait. Il alla ainsi jusque sur les hauteurs, guidé par son instinct, sachant qu'il trouverait là, non seulement la solitude, mais la tristesse et l'abandon conformes à ses sentiments, car à défaut de la pitié des hommes, il avait besoin de celle des choses. Était-il assez malheureux! Il lui semblait que le monde entier s'était ligué contre lui, pauvre orphelin, qui cependant occupait une si petite place sur la terre. En revoyant ces lieux qu'il avait parcourus si souvent avec Denise pendant son enfance, alors qu'ils menaient leurs troupeaux aux champs, les places où ils s'étaient assis ensemble refaisant sans cesse leur rêve innocent de vie champêtre, il se demandait pourquoi ils n'avaient pu réaliser ce vœu si humble et en apparence si légitime. Ah! sans doute c'est parce qu'il était trop modeste. Le

monde rejette les faibles, il méprise leur humilité comme un témoignage d'impuissance. Il faut lui faire violence pour s'imposer à lui et pour qu'il vous accepte. Alors, relevant la tête vers le ciel comme pour le prendre à témoin de la justice de sa cause et de son serment, il s'écria : Eh bien! puisqu'il faut avoir de l'ambition, j'en aurai! Je quitterai ce pays puisqu'il ne veut pas de moi. J'irai trouver mon père, dont le jugement me paraissait un blasphème et qui avait peut-être raison. Je me remettrai entre ses mains. Je travaillerai, je deviendrai fort, peut-être célèbre. Je reviendrai alors, mais ce ne sera plus comme un malade et un vaincu qui vient implorer sa place au soleil, ce sera comme un conquérant et comme un maître! J'obtiendrai Denise, non plus de la pitié mais de la vanité de son père, ou plutôt de son seul consentement à elle, et nous serons heureux, malgré tout le monde, sur cette terre que nous posséderons et où nous réaliserons tous nos rêves!

Ayant ainsi fait le serment que chacun profère au moins une fois dans sa jeunesse, il revint vers le village, résolu à partir sur-le-champ puisqu'il le fallait et à entreprendre sans retard cette lutte suprême dont il espérait sortir vainqueur.

XVII

Quand Noël rentra au pays, la nuit était presque venue. Il était excédé de fatigue, mais encore soutenu par toutes les émotions qui venaient de l'agiter. Ses vieux parents l'attendaient pour souper. La mère Urbain, inquiète de sa longue absence et presque effrayée de l'altération de ses traits, après l'avoir grondé de son imprudence, l'engagea à se mettre à table, mais il toucha à peine aux mets qu'elle plaça devant lui, et, prétextant la lassitude causée par sa longue promenade, il alla se coucher. En étendant ses membres brisés sur le lit dur où son enfance avait connu de si bons et si tranquilles sommeils, il se demanda si ce n'était pas la dernière nuit qu'il passait sous le toit maternel, s'il reviendrait jamais ainsi qu'il venait de se le promettre; s'il n'eût pas mieux valu pour lui mourir de sa dernière maladie que d'entreprendre cette lutte suprême dont l'idée l'avait exalté pendant quelques heures, mais qui lui apparaissait, maintenant qu'il était seul à seul avec elle dans l'ombre de la nuit, comme si remplie de dangers et de souffrances.

Il était trop agité pour pouvoir dormir; s'il s'assoupissait pendant quelques minutes, il se réveillait subitement, en proie à quelque nouveau cauchemar. Une sorte de fièvre était à la fois dans son sang, fouetté par l'agitation, et dans son cerveau, en proie à tant de pensées tumultueuses. L'une d'elles cependant se détachait de

plus en plus évidente, c'est qu'il lui fallait partir et que le plus tôt serait le meilleur, car il échapperait ainsi aux douleurs et aux humiliations qui l'attendaient au réveil et qu'il trouverait encore en lui-même le courage dont il avait besoin et qui peut-être plus tard lui ferait défaut.

Enfin, ne pouvant reposer et las de se débattre au milieu de ce chaos de résolutions contraires, il prit le parti de se lever. Cependant il ne pouvait partir au milieu de la nuit sans prévenir ses vieux parents, qui ne se doutaient pas encore de son étrange résolution, et surtout sans dire un dernier adieu à Denise, à Denise qui avait toujours été si bonne et si dévouée pour lui au milieu de l'abandon de tous, à Denise enfin qu'il aimait plus que jamais par l'impossibilité même de l'obtenir, et qu'il allait laisser surprise et désolée de sa fuite. Il avait bien promis à l'abbé Bernard de ne pas chercher à la voir, mais il n'avait pas promis de ne pas lui écrire. Il alluma une lumière à tâtons; il arracha quelques pages blanches à ses anciens cahiers de devoirs, répandit un reste d'encre à demi séchée sur un coin de la table, et pendant longtemps il écrivit dans le désordre de ses sentiments, mais dans l'effusion naturelle de son cœur.

« Chère Denise, on veut que je parte. On dit que si je restais, ce serait pour ton malheur et pour le mien. On voudrait même que je te quitte pour toujours et que je renonce à t'aimer, mais cela c'est impossible. N'est-ce pas, ma Denise, que nous nous aimerons toujours et que, malgré tous les obstacles, nous serons unis un jour? Te rappelles-tu le temps où nous allions aux champs et où nous faisions ensemble de si beaux projets? Nous nous disions que nous serions mari et femme, que rien ne pourrait nous séparer, que nous travaillerions l'un près de l'autre en cultivant cette bonne terre que nous aimions et dont nous nous croyions aimés. Nous ne nous doutions guère alors que des désirs si simples seraient si difficiles à réaliser!

« Cependant il a fallu partir une première fois, aller mendier la protection de celui que l'on dit mon père, bien qu'il ne m'ait jamais traité en fils, tandis que je laissais ici des parents dévoués que mon départ désespérait. Quelle chose étrange, n'est-ce pas? Denise, que ce qu'on appelle la raison! J'ai souffert de cette absence jusqu'à en mourir. Est-ce ma faute à moi si j'aime mieux mes amis que les étrangers, et ce pays où j'ai grandi que les villes de pierre où je ne connais personne? On me dit là-bas que je ne guérirai que dans mon village, et quand j'y reviens, ici, demandant la santé et une petite place au soleil, on me répond qu'il n'y a pas de place pour moi et qu'il faut que je reparte au hasard dans ce grand monde qui ne veut pas de moi et que je déteste...

« Eh bien, oui! puisqu'il le faut, je partirai; j'irai trouver mon

père que je maudissais parce qu'il ne voulait pas de notre mariage; je lui demanderai son appui; je travaillerai, je deviendrai fort, riche peut-être; mais ce sera pour te conquérir, pour t'obtenir malgré toutes les résistances. Combien de temps me faudra-t-il pour cela? je n'en sais rien, mais tu m'attendras, n'est-ce pas, chère Denise? Tu l'as dit le jour de nos fiançailles, tu as dit : *Toujours!* Je l'ai entendu et je l'ai répété aussi dans mon cœur; c'est le plus beau mot de l'amour!

« Adieu donc, jusqu'à ce que je revienne et cette fois pour ne te quitter jamais. Je penserai tous les jours à toi. C'est toi qui me protégeras de loin comme de près, qui me donneras du courage, qui me feras vaincre tous les obstacles. Mais si, malgré tous mes efforts, je ne pouvais réussir, si j'étais bien malheureux et bien malade comme je l'ai été, je reviendrais encore auprès de toi, ma bonne Denise, pour que tu me guérisses et que tu me consoles, et je suis sûr que tu ne me repousserais pas...

« Adieu encore! Je t'écris la nuit et je partirai au point du jour sans essayer de te revoir. Je l'ai promis, et d'ailleurs si je te revoyais, aurai-je encore le courage de partir? Et puis je ne te verrais pas seule sans doute, nous ne pourrions causer librement ensemble, tandis qu'en t'écrivant, je suis seul avec toi, je t'embrasse en baisant ces feuilles de papier, et je te crie, avec la certitude que tu m'entends : Adieu, Denise, adieu!... ou plutôt au revoir et à toujours!... »

Quand il eut fini, c'est-à-dire rempli tout le papier blanc qui était devant lui, il éteignit sa lumière et il s'aperçut que l'aube blanchissait déjà les vitres grisâtres de son étroite fenêtre. Alors il commença rapidement les préparatifs de son départ. Il remit son costume de collégien qu'il avait quitté depuis quelque temps pour reprendre ses habits de paysan, espérant que ce serait pour toujours. Quand il fut prêt, il entra dans la chambre de ses vieux parents qui dormaient encore d'un sommeil profond, eux qui n'avaient jamais éprouvé de ces terribles anxiétés. Ils s'éveillèrent en sursaut et furent bien étonnés en apercevant Noël déjà habillé et comme prêt à partir. Il leur annonça qu'il était obligé de les quitter subitement parce que son père, en lui permettant de venir au village pour voir ses amis et pour remettre sa santé, ne lui avait accordé qu'un nombre de jours déterminé, qu'il était arrivé au terme de ses vacances et qu'il ne pouvait manquer au rendez-vous sans perdre tout le fruit de son précédent voyage. Il les priait de ne pas lui en vouloir et de lui épargner leurs reproches pour ne pas augmenter son chagrin de partir, qui était assez grand déjà, et on ne le devinait que trop à l'altération de sa voix. D'ailleurs, ajouta-t-il, je reviendrai bientôt, je l'espère, et cette fois, ce sera pour ne plus vous quitter...

Les deux vieillards ne pouvaient répondre à tout ce qu'ils entendaient que par des exclamations confuses. Ils voulaient tous deux se lever, la mère Urbain pour préparer à déjeuner à son cher petit; le père pour atteler le vieux cheval pour faire un « bout de conduite » au voyageur; mais il ne leur en laissa pas le temps et d'ailleurs la chose était inutile : son appétit n'était pas encore ouvert, et il n'était pas fâché de marcher pour s'échauffer un peu, car la matinée paraissait presque froide. Il pria seulement sa mère de remettre à Denise la lettre qu'il déposait sur la table et de lui bien dire surtout qu'il penserait toujours à elle. Puis il embrassa les deux vieillards dans leur lit et partit en courant pour se donner du courage.

Quand il fut dehors et prêt à prendre le chemin de la ville, un désir irrésistible lui vint de passer encore une fois devant la maison d'école. A peine le jour commençait-il à poindre. Le village était désert; il n'y rencontra personne et il put s'approcher de la fenêtre de Denise sans être vu, mais cette fenêtre fermée et le rideau blanc baissé prouvaient qu'elle dormait encore. Il aurait voulu l'éveiller pour lui dire adieu, mais il n'aurait pu le faire sans être entendu de son père, dont il redoutait la présence. Sur le bord extérieur de la fenêtre, il y avait deux ou trois pots de fleurs rustiques et en particulier un pot de lavande odorante. Il en cassa une branche afin de l'emporter comme souvenir, puis, frappant légèrement la vitre de l'ongle, avec le bruit qu'aurait pu faire le bec d'un oiseau, il cria à demi-voix : « Adieu, Denise, adieu!... » et il s'enfuit sans attendre la réponse. La fenêtre ne s'ouvrit pas, mais Denise a raconté depuis qu'à ce moment même elle rêvait de Noël, qui partait en lui criant de loin adieu! et qu'elle s'était réveillée en sursaut et tout en larmes, en se demandant si la voix qu'elle venait d'entendre était une réalité ou faisait partie de son rêve... Ce ne fut qu'en recevant, quelques heures plus tard, la lettre de Noël des mains de la mère Urbain, qu'elle apprit la triste nouvelle; et tout en devinant à demi ce qui s'était passé, il resta mystérieux pour elle, comment la voix de Noël avait pu coïncider précisément avec son rêve qui lui révélait à la même heure toute la vérité.

La campagne était couverte d'un brouillard froid et même d'un givre blanc. A peine Noël avait-il quitté le village, qu'en se retournant il n'en aperçut plus qu'une vague image à travers la brume, comme si le pays avait eu hâte de se dérober à ses yeux, et il en éprouva une pénible impression. Cependant, à mesure qu'il gagnait les hauteurs, l'air semblait s'éclaircir, soit qu'il fût plus sec et plus léger, soit que la couche de vapeurs fût moins épaisse au-dessus de sa tête, et l'on pouvait deviner la clarté du jour déjà grandissant, à travers la voûte transparente, comme la lumière d'une lampe à travers son globe dépoli. Une alouette, qui avait quitté son sillon

glacé pour s'élever au-dessus des nuages, chantait déjà dans les hauteurs du ciel. Sans doute, elle apercevait à l'horizon le soleil visible pour elle seule et se délectait dans sa lumière, tandis que tout était encore morne et froid sur la terre. Noël en l'écoutant se disait pour se consoler que c'était assurément un heureux pronostic, et que l'oiseau de son pays lui annonçait l'aurore prochaine de jours meilleurs qu'il n'entrevoyait pas encore. Il accueillit cette espérance avec la confiance de son âge, reprit son chemin avec plus de courage.

La route pourtant lui parut bien longue jusqu'à la ville, car les forces n'étaient pas encore revenues depuis sa double indisposition, et les émotions de la veille, suivies d'une nuit agitée, les avaient encore ébranlées. Il mit presque tout le jour à faire les quelques lieues qui l'en séparaient, s'arrêtant souvent pour se reposer et pour rêver. A mesure qu'il avançait, ses pensées changeaient d'objet, elles allaient du pays qu'il venait de quitter au but de son voyage et aux épreuves qu'il allait subir.

Lorsqu'il sonna à la porte de la petite maison du professeur, ce fut encore Mlle Rose qui vint lui ouvrir. Sa physionomie exprima plutôt la surprise que la joie de le revoir. M. Arnould lui-même resta comme stupéfait de ce retour si inattendu et si prompt. Il aurait probablement ressenti une véritable déception et même un réel chagrin si Noël n'était pas revenu, mais, en le voyant arriver avec un air humilié, malheureux, en apparence plus souffrant que quand il l'avait quitté, il ne douta pas que le jeune homme n'eût éprouvé une véritable déception au milieu des personnes et des choses qu'il était allé revoir avec tant d'espérance, et à l'instant même ses sentiments en éprouvèrent un changement. Avec la méfiance jalouse qui était le fond de sa nature, il se dit que sans doute ce n'était pas par sympathie, mais par nécessité que son fils lui revenait, qu'il était trop heureux de recourir à l'offre qu'il lui avait faite et de se soumettre complètement à sa direction. Il eut peur de s'être trop avancé et d'être pris pour dupe, et fit à l'arrivant une réception plutôt réservée que franchement amicale.

Noël n'avait pas compté sur l'accueil empressé et encore moins sur les caresses de son père. On aurait même pu dire peut-être qu'il ne les désirait pas. Car des témoignages de tendresse l'auraient obligé à y répondre et à confier ses nouveaux desseins, sous peine d'ingratitude; et ses récentes émotions, les sentiments qui le rattachaient encore au passé, ses espérances même pour l'avenir, ne le disposaient pas beaucoup à ces effusions. Sans donc s'émouvoir outre mesure de l'attitude froide de M. Arnould, et sans entrer avec lui dans de longs détails sur ce qui venait de se passer, il lui dit seulement qu'il n'avait pas trouvé dans son pays le rétablissement complet de sa santé, comme on l'avait espéré; mais qu'il n'en sentait pas moins

ses forces en partie revenues et qu'il arrivait exactement à l'époque prescrite pour reprendre ses études avec une nouvelle ardeur.

Le professeur fut un peu surpris de ce ton résolu et de ce langage ferme chez un jeune homme qu'il avait quitté, quelques semaines auparavant, faible, languissant, l'imagination remplie de visions romanesques. Cette transformation subite ne pouvait avoir d'autre cause que quelque grande désillusion. Il se réjouit en secret d'un événement qui secondait ses projets et il essaya, mais en vain, d'en pénétrer le secret. Le jeune villageois paraissait peu disposé aux confidences. Son père respecta son chagrin, sans doute encore trop récent pour être expansif, et se contenta de lui demander s'il avait définitivement renoncé à ses anciens projets, et s'il était bien décidé cette fois à entreprendre des études complètes et à entrer dans une carrière sérieuse. Noël répondit, avec toute l'ardeur de ses nouvelles résolutions, qu'il était prêt à se mettre courageusement à l'étude, et que toute son ambition était maintenant de s'ouvrir une carrière dans laquelle il pût se distinguer.

Cette ardeur pour apprendre et cette volonté d'arriver étaient tout ce qui pouvait le plus flatter le savant et réveiller en lui quelque chose du sentiment paternel. Il s'y trompa lui-même, surmontant pour un moment la timidité de son caractère et la gaucherie naturelle de ses mouvements, il prit son fils dans ses bras et l'embrassa avec une sorte d'effusion. Mais ce mouvement, qui venait moins du cœur attendri que de la vanité satisfaite, n'eut pas de longues suites, et tous deux, le père et le fils, entre lesquels la glace n'était pas encore rompue, retombèrent bientôt dans la contrainte de leurs rapports ordinaires.

Du reste, ils ne devaient pas rester longtemps ensemble. Le jour de la rentrée des classes approchait, et Noël lui-même ne voulait pas plus perdre un instant des études dont il attendait de si grands résultats pour l'avenir, que M. Arnould ne tenait à conserver auprès de lui ce grand garçon dont la présence chez lui le compromettait. Une personne qui ne désirait pas moins voir disparaître le nouveau venu, c'était M[lle] Rose, dont il alarmait, par sa présence, les projets et les espérances pour l'avenir, aussi déploya-t-elle un grand zèle pour hâter les préparatifs de départ.

Quelques jours après son arrivée, Noël reprenait la route de Paris et rentrait dans la pension où il avait déjà passé quelques mois. Une lettre l'avait précédé, qui le recommandait aux soins du chef de l'institution, renouvelait la prescription déjà faite et traçait tout un plan d'études pour l'avenir.

S. Cambray.

La fin prochainement.

REVUE DES SCIENCES

L'INTÉRIEUR DE LA TERRE

ET LES TREMBLEMENTS DE TERRE

Les nouvelles navrantes qui nous sont arrivées d'Espagne depuis le mois dernier rappellent les plus douloureux souvenirs de l'histoire géologique de notre globe. Le désastre a été immense; on ne saura que peu à peu toute son étendue. Dans la seule province de Grenade, le nombre des maisons détruites s'élève à plus de 3400, et celui des maisons lézardées à plus de 1000. Des crevasses de plusieurs kilomètres de largeur se sont formées en plusieurs endroits au pied des montagnes, entraînant des maisons dans leurs profondeurs. Il en est une, notamment, près du village de Zaffarraya, qui a plus de 4 lieues de longueur. A Guevejar, il existe aussi une crevasse de 3 kilomètres, dont la largeur atteint 15 mètres et dont la profondeur est inconnue; la flamme d'une bougie placée à 7 mètres de la surface a sa flamme poussée vers l'extérieur et s'éteint; ailleurs, de l'acide sulfureux s'échappe des fissures; ailleurs encore, jaillit des fentes de l'eau sulfureuse à la température de 42 degrés. Beaucoup de terrains tertiaires ont glissé sur les pentes, entraînant les maisons. A Guevejar, plusieurs maisons ont avancé de 27 mètres. Il s'est produit de grandes dénivellations, et, à côté des accumulations de terre et de roches atteignant plus de 1500 mètres de hauteur, il s'est formé aussi plusieurs lacs, notamment, à l'extrémité sud de la crevasse de Guevejar, un petit lac de 300 mètres carrés et de 9 mètres de profondeur. Le régime normal des sources a été modifié, le débit a augmenté et la température des eaux a monté de plusieurs degrés. Une commission, nommée par l'Académie des sciences de Paris et placée sous la direction de M. Fouquié, vient de partir pour l'Espagne. Nous aurons donc dans quelques mois une étude complète du phénomène.

En attendant, on peut dire que les secousses ont surtout affecté toute une zone où le sous-sol est absolument disloqué; les roches y sont brisées, plissées, ployées, comme l'a montré jadis un géologue anglais, M. Mac-Pherson. Cette zone s'étend à la fois des deux côtés de la Sierra-Nevada. Les secousses s'y sont propagées de l'ouest à l'est jusqu'à Valence. Les points extrêmes du mouvement sont Milena d'Aragon et Madrid au nord, Lisbonne à l'ouest, et Valence à l'est.

Dans la région méditerranéenne la plus éprouvée, les deux points extrêmes sont Ertepona, à l'ouest de Malaga, sur la côte, et Turon; l'étendue est d'environ 190 kilomètres en ligne droite. En somme, la zone affectée est celle que notre maître, M. Élie de Beaumont, avait appelée l'axe volcanique de la Méditerranée. Nous pensions que, cela étant admis, les Açores, et toute la ligne située à peu près sur le parallèle de 38 degrés de latitude, devaient avoir d'abord subi l'influence des oscillations, et nous émettions cette opinion à l'Académie des sciences, quand précisément M. Fouquié reçut une lettre de M. de Praia lui annonçant que le 23 décembre plusieurs secousses énergiques avaient été ressenties dans le groupe des îles Açores. En même temps, M. Daubrée annonçait que deux bricks, l'*Isabel* et la *Clémentine*, avaient senti en mer des tremblements de terre, le premier dès le 18 décembre, le second le 23, par 33° de latitude nord et 12°,30′ de longitude ouest de San-Fernando. Le mouvement a commencé à l'ouest et s'est propagé vers l'est. Fait curieux, qui a passé inaperçu et qu'il est bon d'enregistrer, c'est que, à San-Francisco et aux environs, on a constaté au commencement de janvier plusieurs oscillations; or San-Francisco se trouve à très peu près sur le même parallèle que l'axe de la Méditerranée. Autre remarque : on a constaté aussi à la même époque un tremblement de terre assez énergique à Valparaiso. Or cette ville se trouve par environ 35° de latitude sud. On dirait, à moins que le hasard ne s'en mêle, que l'effervescence observée au nord se retrouve au sud à peu près à la même distance de l'équateur; on pourrait dire exactement à la même distance, car on sait que l'équateur thermique et que le bourrelet maximum des mers et de l'atmosphère empiète de quelques degrés sur l'équateur vrai vers le nord.

Depuis et avant le grand tremblement de terre de Lisbonne, l'Espagne a été souvent affectée par des oscillations plus ou moins graves. On peut poser en effet comme principe que « ce qui a tremblé tremblera ». Il en est ainsi pour toutes les régions à tremblements de terre. Ainsi, pour ne citer que l'époque moderne, le sol de l'Espagne a tremblé en 1733, 1775, 1777, 1778, 1783, 1790. En 1802, les secousses ont duré plusieurs mois; en 1804, fortes secousses à Malaga et à Motril; 1822, 1823, les secousses se sont répétées 200 fois en 24 heures. En 1826, secousses d'avril en juillet; secousses violentes en décembre. En 1828, oscillations nombreuses; en 1829, 15 janvier, 21 mars, secousses violentes qui renversèrent, dans le vallée de la Segura et dans la province de Valence, 3000 maisons et tuèrent plus de 400 personnes. On nota de 40 à 50 secousses par jour jusqu'au 26 mars; elles continuèrent jusqu'en avril. En 1836, 15 janvier, à Gibraltar; puis 21 novembre, à Valence. En 1841, secousses en août à Séville et à Malaga. En 1845, c'est le tour de la province de Murcie, etc. Cette liste pourrait être prolongée jusqu'à l'époque actuelle. La région méridionale de l'Espagne est condamnée aux oscillations, et le tremblement de terre actuel n'est que la continuation d'un phénomène pour ainsi dire permanent. Bien que les secousses aient diminué d'intensité depuis

quelques jours, on ne saurait affirmer que tout va rentrer dans le repos; après des mois de tranquillité apparente, on a vu souvent les oscillations reprendre avec plus ou moins d'énergie. Et le fait n'est pas spécial à l'Espagne. Le phénomène est capricieux et de durée variable. Le grand tremblement de terre de la Calabre, en 1784, a duré trois ans. Le tremblement de terre de Belluno, en 1873, persista six mois. Dans la région rhénane, entre Darmstadt et Mannheim, existe un endroit nommé Grossgerau, qui tremble très souvent à la suite de périodes de repos plus ou moins longues. Secousses en 1588, en 1785; puis, après un intervalle presque séculaire, tremblements en janvier 1869, repos d'un mois et plus de 600 secousses jusqu'à la fin de l'année; elles se sont renouvelées jusqu'en 1873. Ce qui a tremblé tremblera.

On a relevé seulement de 1865 à 1873 le nombre respectable de 1184 tremblements de terre bien accusés en 517 endroits différents. Et nous ne parlons pas des très nombreuses secousses qui ont été ressenties dans les Alpes. Rien qu'en 1881, les relevés de MM. Forel et Soret indiquent pour la Suisse un nombre considérable de tremblements de terre ressentis à Berne, Lucerne, Interlaken, Ouchy, Lausanne, Olten, Fribourg, Schaffouse, Martigny, Davos, etc. La terre tremble presque continuellement sous les zones de montagnes où l'équilibre des masses rocheuses est loin d'être stable.

Les causes des tremblements de terre sont encore entourées d'obscurités. Il est clair qu'il suffit d'un tassement, d'une rupture d'équilibre dans les assises souterraines pour amener des chutes, des dislocations et des secousses. Il doit en être ainsi pour certaines oscillations de peu d'importance. Mais quand on voit les tremblements de terre persister des mois, il est difficile de se contenter de cette explication, et il devient plus logique de faire entrer en jeu les forces souterraines auxquelles on doit la production des volcans et le soulèvement des montagnes. Cette question en amène une autre : Quelle est la nature des forces souterraines? en d'autres termes, comment est constitué l'intérieur de la terre? Nous entrons ici en plein domaine des conjectures; cependant le problème peut être abordé et serré d'un peu près.

Les anciens géologues et même des plus illustres parmi les modernes, Humboldt, L. de Buch, Élie de Beaumont; de nos jours, Hébert, admettent que la terre est formée d'un noyau liquide ou visqueux entouré d'une écorce, d'une croûte, qui est la surface terrestre. L'écorce du globe reposerait sur un océan de minéraux et de métaux en fusion. Sur un globe de 1 mètre de rayon, l'écorce n'atteindrait guère que $0^{m},01$ d'épaisseur. Nous danserions sur une mer de feu, et notre planète n'aurait que 10 lieues d'épaisseur. Le mode d'évolution des astres donne, en effet, de la vraisemblance à cette hypothèse; ils sont tous ou gazeux, croit-on, ou liquéfiés, ou encroûtés. La terre traverserait en ce moment la période moyenne d'encroûtement.

Au contraire, d'après Saussure, Poulet-Scrope, Lyell, Darwin, etc., la

terre serait solidifiée, et les phénomènes volcaniques ou les tremblements de terre seraient dus à des réactions chimiques souterraines. Les chimistes ont montré que chaque éruption volcanique est composée pour les $\frac{4}{5}$ au moins de vapeur d'eau, et dans les matières rejetées on trouve tous les éléments de l'eau de mer; enfin tous les volcans s'élèvent sur des îles ou le long des côtes. Aussi ils admettent que c'est l'eau de mer qui, en pénétrant dans des profondeurs, attaque les roches; il se fait des réactions chimiques avec élévation de température. La vapeur d'eau atteint des pressions énormes, soulève la lave qui constitue le soubassement terrestre, et les volcans entrent en activité. Bref, chaque volcan aurait son réservoir plus ou moins distinct où les réactions chimiques donneraient naissance à ce que les anciens géologues appelaient « les forces souterraines ».

Cette théorie a pris d'autant plus de consistance chez les géologues de notre temps, que les travaux mathématiques de Clairault, de Legendre, de Plana et surtout de MM. Hopkins et W. Thomson, ont montré que la fluidité intérieure du globe est absolument incompatible avec la valeur de l'aplatissement du sphéroïde terrestre, $\frac{1}{294}$ et avec le phénomène astronomique de la précession des équinoxes. De plus, a-t-on objecté, et Ampère le premier, si l'intérieur du globe était fluide ou liquide, cela produirait des marées tellement violentes que l'écorce ne pourrait y résister. Enfin, dernier argument invoqué par la vieille théorie et qui, constatations faites, se retourne contre elle : la température va en augmentant dans les couches profondes à mesure qu'on descend; donc le foyer central est brûlant, et la terre n'étant pas refroidie au centre est encore à l'état liquide. L'observation a montré qu'il n'en est pas ainsi. L'accroissement de température qui est d'environ 1 degré par 30 mètres vers la surface n'est plus que de 0°,9 au-delà de 600 mètres; de 0°,8, toujours pour la même distance en profondeur, à partir de 650 mètres; puis de 0°,7 vers 850 mètres; et enfin de 0°,5 au-delà de 1100 mètres. L'accroissement paraîtrait donc devenir nul vers 2000 mètres, profondeur bien petite comparativement au rayon du globe qui est de 6 371 000 mètres. Pour toutes ces raisons, c'est l'hypothèse du globe solide qui triomphe en ce moment, et nous voilà aux antipodes des anciennes opinions.

Nous avouons ne pas partager la nouvelle manière de voir. Les arguments invoqués par les géologues de l'école moderne et par les géomètres manquent de solidité. C'est ce que nous allons établir en quelques lignes.

En ce qui concerne la température des profondeurs invoquée de part et d'autre, elle n'éclaire pas la question. Il est clair que l'écorce terrestre, si faible qu'on la conçoive, ne peut avoir moins de plusieurs lieues; un écran de matière peu conductrice, de plusieurs lieues, doit nous mettre absolument à l'abri de la chaleur centrale; et, s'il en était autrement, le globe se refroidirait assez, siècle par siècle, pour que son volume se modifiât et que l'astronomie nous en revélât les variations. La chaleur centrale nous échappe, et ce n'est pas sur une épaisseur de

1500 mètres qu'on peut en apprécier l'influence; il faudrait s'enfoncer de plusieurs lieues. Les augmentations de températures observées sont propres aux couches superficielles; elles résultent des lentes actions chimiques, des ébranlements qui donnent de la chaleur, des fermentations, et la chaleur ainsi produite peut bien décroître à mesure qu'on s'enfonce dans des zones qui sont à l'abri des vibrations superficielles et des réactions chimiques diverses. Il en est ainsi au moins pour les assises stables et pour les terrains non fracturés et qui n'ont pas subi de dislocations profondes.

L'argument invoqué par les géomètres relatif à la valeur de l'aplatissement terrestre est à considérer; mais que signifie-t-il? MM. Hopkins, Thomson et M. Roche disent : L'hypothèse de la fluidité complète de l'intérieur du globe, parfaitement admissible tant que l'aplatissement superficiel diffère peu de $\frac{1}{300}$, est incompatible avec la valeur en ce moment adoptée de $\frac{1}{294}$. Le phénomène de nutation, c'est-à-dire le balancement qu'éprouve l'axe de la terre par suite des attractions du soleil et de la lune sur son renflement équatorial, devrait être tout autre qu'il n'est si notre globe était formé d'une écorce rigide remplie par un fluide. L'objection s'applique surtout à la nutation semi-annuelle due au soleil et à la nutation de quinze jours due à la lune. Enfin, ajoute-t-on, comme l'avait fait remarquer Ampère, si la terre était intérieurement liquide, les marées seraient telles, que la croûte solide devrait se briser à chaque marée, laissant aux vagues un passage libre pour s'écouler au dehors [1].

En un mot, que signifient les arguments des mathématiciens? Simplement ceci : c'est que le sphéroïde terrestre ne peut être formé d'une partie solide superficielle et d'une masse liquide intérieure. Il faut, pour mettre d'accord l'analyse mathématique et les faits, que tout le globe tourne comme d'une seule pièce, que le noyau et l'écorce ne fasse qu'un, que toute la masse ait le même mouvement. Ceci n'aurait pas lieu avec un intérieur liquide.

Ainsi la réponse de l'analyse est claire. Il faut que tout le globe, intérieur et extérieur, tourne comme un même bloc. Cette condition renverse, en effet, si l'on veut, les opinions anciennes; si l'on veut, car il suffirait, comme l'a montré Delaunay, d'admettre, pour faire tomber le raisonnement, que le liquide intérieur fût visqueux, et il tournerait avec l'écorce autour de l'axe terrestre à la façon d'un bloc unique. L'argumentation des géomètres n'est donc pas péremptoire.

Aux théories anciennes et modernes, nous demandons la permission d'en substituer une autre qui nous paraît mieux satisfaire aux données multiples du problème.

Non, l'intérieur du globe n'est pas liquide. Non, l'extérieur du globe

[1] On ne prend pas garde, en raisonnant ainsi, qu'on rend impossible la formation de la croûte terrestre; car l'objection s'applique à tous les temps, et la marée aurait autrefois comme maintenant brisé la croûte en formation.

n'a pas encore été solidifié par refroidissement. Nous sommes conduits à rejeter ces opinions extrêmes. On a oublié en effet, en formulant ces hypothèses, un fait capital sur lequel il faut insister. Les découvertes modernes ont montré que toutes les vapeurs, tous les gaz, quand on les soumet à des pressions de plus en plus grandes, passent successivement d'abord à l'état liquide, puis à l'état pâteux, et enfin à l'état solide. La vapeur d'eau, si l'on augmente la pression, repasse à l'état liquide; si on l'augmente encore, on peut la transformer en glace, *même à chaud*. De même, on peut liquéfier l'air et même le solidifier, en le refroidissant et en le comprimant. Sans refroidir et même en chauffant, si l'on pouvait produire avec un appareil de laboratoire des pressions suffisantes, on obtiendrait tous les gaz solides. Il existe pour chaque gaz une limite, un point critique au-delà duquel il lui faut se transformer, et, selon la pression qu'il supporte, passer à l'état liquide et enfin à l'état solide.

Or tous les mondes de notre système qui dérivent d'une nébuleuse primitive ont d'abord été gazeux et à une température énorme; puis ils se sont condensés en sphères distinctes. Les pressions sont entrées en jeu; les matériaux les plus comprimés vers le centre de chaque globe se sont liquéfiés. Il est impossible de concevoir des gaz, même portés à de hautes températures, ne finissant pas par se liquéfier sous des pressions de plusieurs millions d'atmosphères. C'est pourquoi la distribution de la matière dans chaque astre a dû se faire ainsi : au centre, les matériaux les plus lourds, métaux, etc., liquéfiés malgré leur haute température et même visqueux ou pâteux; au-dessus, une zone de matériaux liquéfiés; enfin à la superficie, dans la zone à faibles pressions, la matière à l'état gazeux [1]. Telle doit être encore aujourd'hui la distribution de la matière dans le soleil. Un noyau pâteux ou solide, la masse la plus lourde, une zone encore liquide, puis la couche superficielle de gaz et de vapeurs incandescentes. Les taches solaires résulteraient simplement des éruptions de la masse liquide dans l'atmosphère des gaz incandescents. Le rayon solaire vaut 112 fois le rayon terrestre, soit environ 650 000 kilomètres. On pressent ce qu'une colonne de matière de cette hauteur doit peser sur le centre. Il s'agit de plusieurs millions de fois la pression actuelle de notre atmosphère terrestre. On le voit, il n'est pas possible de concevoir un astre fluide dans toute sa masse. Jusqu'ici on avait mis seulement en ligne de compte, pour expliquer l'évolution des astres, le refroidissement; il faut y joindre la pression qui joue un rôle considérable.

La radiation à travers l'espace de ces globes incandescents leur a enlevé au début de grandes quantités de chaleur. Le refroidissement s'est à peu près effectué en raison inverse de leurs masses respectives. On comprend qu'un boulet mette plus de temps à se refroidir

[1] Absolument comme sur terre, nous voyons d'abord au fond des rivières la glace se former; au-dessus l'eau, au-dessous la vapeur d'eau.

qu'une balle. Les durées des refroidissements des astres, en ne tenant pas compte du voisinage du soleil, sont approximativement représentées par les valeurs de leurs masses. Soleil, 354 930 000; Jupiter, 338 034; Saturne, 104 411; Neptune, 20 879; Uranus, 14 789; la Terre, 1; Vénus, 0,885; Mercure, 0,175; Mars, 0,132; la Lune, 0,012.

Il est clair que le rayonnement extérieur, en refroidissant les vapeurs incandescentes, a déterminé des condensations; les matériaux liquéfiés sont tombés comme une pluie brûlante sur les zones intérieures liquéfiées par pression; ils leur ont emprunté de la chaleur et se sont de nouveau volatilisés. Ces transformations inverses que nous voyons encore sur le soleil se sont renouvelées incessamment, jusqu'à ce que la superficie de la zone liquéfiée par pression se soit refroidie à son tour et ait commencé à se figer. Alors, comme des glaçons brûlants qui se souderaient, la matière liquide s'est peu à peu prise en masse, se brisant et se soudant de nouveau. Et peu à peu, à la longue, s'est constituée une première enveloppe dont la tension a équilibré les pressions intérieures. Alors les condensations externes se sont produites plus abondamment, augmentant l'épaisseur de la première croûte et diminuant les pertes de calorique de toute la masse. Le noyau pâteux interne et la zone liquide superficielle ont été à peu près séparés des gaz extérieurs par une enveloppe rudimentaire. Le refroidissement intérieur est devenu très faible. Telle est la première phase de la formation de la croûte terrestre.

A la suite des temps, le refroidissement gagnant, l'écorce s'est contractée, l'équilibre a été rompu et le liquide rompant l'enveloppe aux points les plus faibles s'est déversé au dehors et d'autant plus facilement que les condensations extérieures avaient diminué la pression atmosphérique primordiale. De là les premiers épanchements de roches anciennes, basalte, trachyte, et les premiers soulèvements qui se sont reproduits aux différents âges, avec d'autant plus d'énergie que la tension intérieure est devenue plus forte. Cette tension a passé par un maximum dépendant de l'épaisseur de la croûte, et c'est à ce maximum que correspondent les époques des grands soulèvements de montagne. Nous ne pouvons, dans cet exposé succinct, entrer dans les détails. Il convient seulement de remarquer que, dans cette théorie, toute évacuation en dehors de la zone liquide implique un renouvellement de cette zone aux dépens de la matière pâteuse centrale; en sorte que le refroidissement en se propageant de haut en bas, détermine la solidification des masses intérieures par épanchement et consolidation du plafond, mais en maintenant toujours une couche au moins visqueuse entre l'écorce et le noyau pâteux ou solidifié par pression.

Il faut donc concevoir l'écorce terrestre à sa base comme formée d'aspérités gigantesques, de cavités, de piliers, de grands creux correspondant aux montagnes, de cavernes plus ou moins pleines de gaz à la partie supérieure et de laves à la base. La mer ignée intérieure s'épanche et s'élève dans ces cavités, sans cesse en équilibre

instable de pressions. On ne peut plus évoquer contre cette manière de voir l'argument des marées intérieures, car le liquide est visqueux, de peu de profondeur, et ses mouvements sont en partie brisés par les anfractuosités du plafond. Néanmoins les effets de marée doivent subsister très réduits. L'argument des marées plaide d'ailleurs en faveur de notre hypothèse; nous répétons que l'on n'a pas pris garde que, en supposant le globe solidifié aujourd'hui, après avoir passé avant par l'état liquide, il eût bien fallu qu'à un moment donné, les marées fussent gigantesques, et elles auraient empêché la croûte de se former. Il faut bien que de tout temps l'état liquide n'ait pas existé.

En définitive, nous sommes conduits à admettre l'existence sous l'écorce d'une mince enveloppe liquide, d'une mer en fusion superposée à des matériaux pâteux par pression, alimentant sans cesse la mer liquide par changement d'état à chaque rupture d'équilibre entre la tension extérieure et la tension intérieure.

Dans ces conditions on reste d'accord avec les faits d'observation et avec l'analyse mathématique. La terre tourne, en effet, comme un bloc unique. Il est assez curieux qu'en admettant dans le calcul l'hypothèse que nous venons d'indiquer, on tombe précisément sur une valeur de l'aplatissement terrestre de $\frac{1}{294}$ [1].

Enfin, à l'appui de notre opinion, nous citerons celle de M. Cordenous, professeur à Padoue, qui disait récemment : « Puisque tout tend à prouver que la solidification de notre planète n'est relativement parlant que superficielle, il faut que son intérieur soit encore à l'état demi-liquide, visqueux ou de fusion. Tout au moins, doit-il exister, autour d'un noyau central solide, *une mer de lave continue*, sur laquelle repose la croûte terrestre. »

Dès lors tous les phénomènes sismiques s'expliquent facilement. Les régions du globe exhaussées, les contrées à montagnes ont été à l'origine les points faibles ; la lave a pénétré dans les profondeurs ; elle s'y élève encore comme l'eau dans un corps de pompe. Les moindres variations de pression à l'intérieur et à l'extérieur retentissent sur ces cheminées gigantesques ; le niveau s'élève ou s'abaisse, les vapeurs se compriment ou se dépriment. La répartition des continents et des mers joue son rôle. La pression est plus grande sous les mers que sous les terres; la lave est plus près de nous sous les terres. Les eaux marines, les eaux pluviales pénètrent peu à peu par imbibition dans les grandes profondeurs ; elles finissent par arriver aux cheminées où pénètre la lave. Elles se transforment en vapeur, et sous cet excès de pression les volcans entrent en éruption; ailleurs les gaz et les vapeurs, la lave elle-même, donnent des coups de bélier dans les masses profondes, et alors se manifestent les tremblements de terre.

[1] M. Roche a trouvé de son côté, par une savante analyse mathématique du problème, que le globe ne peut être formé que d'un petit noyau métallique lourd, d'une zone superposée de densité 7, dont le volume occupera les $\frac{4}{7}$ du volume total, d'une zone liquide et enfin de l'écorce terrestre.

On a remarqué, en effet, que les pays de tremblements de terre sont montagneux ou voisins de volcans; les principaux volcans sont eux-mêmes généralement alignés le long du littoral, près de la mer.

Il est une croyance ancienne qui remonte au moins à Aristote et à Pline, c'est celle qui établit une certaine relation entre les tremblements de terre et les dépressions barométriques. La pression extérieure diminuant met, en effet, plus facilement en jeu la pression intérieure. M. Laur, ingénieur des mines à Saint-Étienne, a repris cette ancienne théorie et la soutient. Il existe près de Saint-Étienne, à Montrond, un geyser, un forage qui donne alternativement de l'eau et des vapeurs. L'éruption est très accentuée, quand à une forte pression barométrique succède une dépression. M. Laur prétend que son geyser de Montrond lui révèle l'état du terrain des profondeurs; et quand le geyser entre en franche éruption, il faut redouter les tremblements de terre. Depuis deux mois, le geyser de Montrond est en pleine effervescence. Il est de fait que le 3 août 1883, M. Laur écrivait que le geyser était si actif, qu'il craignait une nouvelle catastrophe à Ischia. Or c'est le 3 août que se produisit la secousse la plus violente sur le territoire de l'île.

De même, aussi, on a noté que les années très pluvieuses sont des années à tremblement de terre. La pression barométrique est basse en effet, et les eaux d'infiltration ont plus de facilité pour pénétrer dans les profondeurs. Enfin les influences lunaires seraient loin d'être nulles, puisqu'elles peuvent agir sur la mer superficielle intérieure, de façon à faire monter ou descendre la lave dans les anfractuosités souterraines et à déterminer des variations correspondantes dans la pression extérieure. Si l'on ne met pas facilement en évidence les actions lunaires, c'est que les tremblements de terre ont des causes multiples et qu'on les confond tous dans les statistiques que l'on a dressées. Le P. Secchi et M. Palmieri ont cependant très bien constaté, pendant l'éruption du Vésuve en 1855, une véritable marée volcanique avec son retard diurne et constant.

Quoi qu'il en soit et pour terminer cet exposé déjà trop long, nous conclurons en répétant : non, l'intérieur de la terre ne peut être encore solidifié par refroidissement; non, il n'est pas liquide. La terre est un globe pâteux au centre, entouré d'une mince zone liquide et d'une enveloppe solide. Cette hypothèse est la seule qui s'accorde avec les résultats de l'analyse mathématique et avec les phénomènes résultant d'un équilibre instable, que nous révèle de toutes parts la géologie moderne.

Henri de Parville.

CHRONIQUE POLITIQUE

9 février 1885.

Non, la loi électorale que M. Jules Ferry avait si spécialement forgée pour le renouvellement du Sénat, n'a pas opéré, comme les ministériels l'espéraient. Non, cette loi d'élimination, quasi d'extermination, n'a pas eu, comme ils nous le prophétisaient, la vertu d'expulser du Sénat tous les conservateurs désignés à la vindicte républicaine. M. Waldeck-Rousseau s'était vanté assez cyniquement de faire élire ses candidats « dans trente et un départements au moins sur trente-sept. » Eh bien! le parti conservateur a élu les siens, non pas dans six départements, mais dans dix. Il y avait trente-neuf conservateurs à remplacer sur les bancs du Sénat et c'est à peine si la loi nous laissait la certitude d'en ramener douze. Or, ils sont revenus vingt. Dans les conditions désavantageuses de la lutte, chacune de ces victoires a, en vérité, le prix du double, presque du triple, tant était grande la difficulté de vaincre! L'opinion publique a donc résisté, bien plus qu'on ne le présumait, aux efforts exceptionnels que le gouvernement a employés pour agir sur elle et contre elle. On peut même affirmer qu'elle a réagi. En 1876, nos amis avaient le pouvoir entre leurs mains et les élections leur furent plus que favorables; mais pour la dernière fois. En 1879, les conservateurs ne nommaient que seize de leurs candidats. En 1882, treize seulement. Puisque nous sommes condamnés à régler sur ce genre de statistique l'histoire du temps et à chercher tour à tour les jugements de la France dans les suffrages de ses électeurs, nous sommes en droit de dire que les élections sénatoriales de 1885 attestent un changement dont nous avons à nous féliciter, si faible qu'il soit encore. Supposez que les élections municipales se fussent accomplies récemment, les mécomptes et les désillusions que les fautes de la République ont multipliées dans l'opinion publique depuis le mois de mai 1884 auraient multiplié aussi dans les conseils municipaux le nombre des délégués conservateurs. Supposez surtout que l'ancienne loi eût continué d'être en vigueur, c'est trente-cinq élus, et non vingt, que nous aurions comptés à droite, le 25 janvier. Mais, ces calculs fussent-ils hypothétiques, nos adversaires ne sauraient prétendre que nos consolations soient vaines : car, si la grande tricherie préparée par M. Waldeck-Rousseau n'a pas pu davantage, n'est-ce pas la preuve

que la nation commence à se défier des charlatans et des oppresseurs qui la gouvernent?

Les conservateurs ont gagné trois sièges dans le Nord et le Pas-de-Calais, vastes départements que la République se flattait d'avoir définitivement conquis : c'est un gain plein de promesses pour les élections législatives. Dans le Calvados, dans l'Ardèche, dans la Charente, dans les Côtes-du-Nord, dans le Finistère, M. Bocher, M. Delsol, M. Mayran, le maréchal Canrobert, le général Brémond d'Ars, M. de Champagny, M. de Tréveneuc, M. de Carné, M. Leguen, M. Soubigou, M. de Raismes, le contre-amiral Halna du Fretay, ont été réélus, presque tous triomphalement. Nous saluerons parmi les nouveaux sénateurs M. Paris, M. Hamille, M. Fiévet, M. Blavier, M. Libert, M. Halgan, M. de l'Angle-Beaumanoir et M. Lacombe. Nos amis ont eu dans cinq ou six départements une minorité qui égale presque la majorité : M. le duc de Broglie obtient 523 suffrages, tandis que le général Lecointe, son indigne et heureux compétiteur, en recueille 533; M. de Fourtou en oppose 565 aux 584 de M. Dusolier; M. Paulmier en a 556 contre les 589 de M. Lavalley; et les annales secrètes de ces élections pourraient raconter quels artifices, quelles pratiques déloyales, quelles violences corruptrices ont servi les candidatures péniblement victorieuses de MM. Lecointe, Dusolier et Lavalley. Derrière M. le marquis de Vogüé, dans le Cher, et M. de Châteaurenard, dans Lot-et-Garonne, il y a aussi une minorité honorable, importante. De même, M. Aclocque, M. Terme, M. le duc de Fitz-James voient s'accroître autour de leurs noms le nombre des conservateurs. Sauf dans six ou sept départements où les républicains ont pu librement se combattre les uns les autres avec une fraternité dont M. Challemel-Lacour reste le héros et le modèle, les conservateurs ont été partout vaillants; ils ont partout rallié à leurs candidatures plus d'électeurs qu'ils ne l'avaient calculé; et, parmi eux, les royalistes au premier rang : car le parti bonapartiste, divisé par ses princes, est celui qui a subi le plus de disgrâces dans ces élections. Les conservateurs ont même si bien fait sentir à la République, le 25 janvier, leur force renaissante et toute l'énergie de leurs espérances, que, des 42 départements où les élections sénatoriales venaient de s'accomplir, un cri de défiance et d'alarme s'est élevé vers M. Jules Ferry : les députés républicains ont maintenant peur du scrutin de liste...

Ce n'est certes pas à dire que ces élections, tout en nous encourageant, ne nous aient causé quelque tristesse. Les électeurs ont été ingrats pour plus d'un de nos amis, pour M. de Mérode, M. Henri Fournier, M. Tailhand, M. de Fourtou, M. de Parieu, M. Brunet, M. de Bosredon. Nous regretterons vivement aussi, au

Palais du Luxembourg l'absence de M. Lambert de Sainte-Croix, qui ne s'est pas représenté. Quant à la France, la République l'aura déshonorée en excluant du Sénat M. le duc de Broglie. Il n'y avait pas seulement pour le Sénat, même républicain, une gloire véritable à posséder un orateur, un politique, un historien comme M. le duc de Broglie : les suffrages de l'Europe, s'ils avaient pu se substituer à ceux de l'Eure, l'auraient sans conteste fait sénateur; l'Europe garde le respect des grandes renommées et elle croit encore, si dédaigneuse qu'en puisse être notre démocratie française, à la nécessité des grands talents dans un État parlementaire. De plus, il y avait pour la République une certaine pudeur à ne pas se montrer si âprement jalouse d'évincer du Sénat l'éloquent et habile contradicteur qui gênait tant par ses critiques l'audace présomptueuse et imprévoyante de M. Jules Ferry. Mais reconnaissons qu'il eût été aussi naïf de former ces vœux qu'il le serait de pousser ces soupirs, devant la République. Est-ce que la République est libre d'être libérale? A-t-elle la faculté d'être si discrète et si délicate? Ne faut-il pas qu'elle obéisse à la tradition jacobine? Et, entre tous les gouvernements, n'est-elle pas, par ses origines, par sa fatalité, celui du parti le plus ombrageux, le plus avide, le plus intolérant et le plus exclusif qui soit au monde? Toutefois, il ne faudrait pas qu'elle s'enorgueillît trop du coup d'ostracisme dont elle a frappé M. le duc de Broglie. Elle a eu tant de mal à le perpétrer, son méfait électoral! Le secours de la loi elle-même, avec tous les moyens arbitraires qu'elle lui procurait, n'a pu lui suffire. M. le préfet de l'Eure désespérait de ses propres manigances. On a été obligé de mettre à sa disposition un expédient suprême, un truc magique, dans cet arrondissement des Andelys où les délégués semblaient rester rebelles à toutes les séductions ordinaires dont il avait usé et abusé. Quatre jours avant l'élection, une lettre de M. Raynal, ministre des travaux publics, vient, comme par miracle, apprendre au préfet, aux délégués, qu'il a « l'intention de proposer le classement au nombre de 200 kilomètres de chemins de fer à concéder à la compagnie de l'Ouest, de la ligne de Saint-Pierre du Vauvray aux Andelys. » C'était bien un acte de corruption électorale. Comme M. Jules Ferry aurait tonné, il y a quelque vingt ans, contre le gouvernement coupable d'un pareil acte! On sait qu'en outre, neuf délégués avaient été choisis irrégulièrement. Leur vote a été illégal : le Conseil d'État l'annulera, pour peu qu'il observe la justice et demeure fidèle à la coutume. Mais le Conseil d'État l'osera-t-il? Et le Sénat daignera-t-il écouter la protestation des électeurs qui se plaignent du « procédé » de M. Raynal? Nous avons déjà une raison d'en douter. Les Jacobins du Sénat sont impatients;

M. Tolain ne veut pas qu'on attende la décision du Conseil d'État. Quoi! les républicains qui ont été, dans cette élection, les compétiteurs de M. le duc de Broglie, ont eu à peine la majorité absolue, M. d'Osmoy, grâce à quatre suffrages, et le général Lecointe, grâce à un seul! On a épuisé la ressource frauduleuse de toutes les promesses! On n'a plus de faveurs à distribuer, même en chemin de fer! On risquerait donc, en recommençant l'élection, de laisser élire M. le duc de Broglie! Voilà un scandale auquel la République en doit préférer un autre. Sinon, la loi électorale de M. Waldeck-Rousseau, la réforme constitutionnelle de M. Jules Ferry n'auraient guère servi.....

Pour bien manier les volontés des délégués, M. Waldeck-Rousseau et ses agents n'avaient, le 25 janvier, qu'à imiter les Jacobins. Rappelez-vous comment, en 1793, les Jacobins traitaient les délégués des assemblées primaires. La Convention avait convoqué ces assemblées primaires pour ratifier ses lois constitutionnelles. On vote peu; par frayeur, par fatigue ou dégoût, 4 ou 5 millions d'électeurs s'abstiennent. Sept mille délégués seront nommés, la plupart sur la désignation des Jacobins qui terrorisent le canton. Oh! il est singulier, le respect des Jacobins pour la liberté électorale! On somme tous les inscrits, notamment les suspects, de voter et de voter oui. Le ministre Gohier écrit, dans sa circulaire du 6 juillet : « C'est aujourd'hui que, cités devant l'autel de la patrie, ceux qui veulent la République vont être nominativement connus, et que ceux qui ne la veulent pas, soit qu'ils parlent, soit qu'ils se taisent, également se décéler. » On dénonce les particuliers qui refusent leur suffrage; on destitue des administrateurs, pour ce délit. Quelques mois plus tard, il y aura des électeurs guillotinés, « pour avoir voté contre la Constitution de 1793. » Presque partout, le club de la localité a imposé le vote. Voici les délégués appelés à Paris. Il faut les assujettir à la Convention, il faut qu'ils deviennent ses dociles et fiévreux instruments. On prend toutes les précautions despotiques contre leur indépendance. Un décret de la Convention « autorise le Comité de sûreté générale à faire arrêter les commissaires suspects; » ce Comité devra surveiller ceux des délégués « qui, chargés d'une mission particulière, voudraient tenir des assemblées, attirer leurs collègues à leur opinion et les engager dans des démarches contraires à leur mandat. » Avant qu'ils n'entrent à Paris, des agents spéciaux du Comité exécutif les fouillent et décachettent leurs lettres. Dès qu'ils passent la barrière, des « inspecteurs » apostés par la Commune s'emparent d'eux et les mènent à la mairie. On leur délivre des billets de logement, les gendarmes les conduisent un à un au domicile prescrit. Ils sont parqués. On intimide, on rabroue, on menace les

dissidents; ils n'osent plus parler : on leur montre la guillotine qui travaille sur la place de la Révolution. Quant aux autres, on renforce, on exalte leur jacobinisme. On a choisi quatre-vingt-seize sans-culottes pour les accompagner, les patronner, les endoctriner. On leur joue « des tragédies républicaines »; on les amène par troupes dans les tribunes de la Convention; on les fait « fraterniser avec les autorités du département de Paris »; on les invite aux séances du club des Jacobins. Ils défilent processionnellement devant la barre de la Convention et ce ne sont que harangues, cris, embrassades; ils viennent parader à la fête du 10 août, autour de l'estrade du Champ de Mars; ils apportent à la Convention l'arche qui contient l'acte constitutionnel. Puis, quand ils sont dûment disciplinés et qu'ils ont l'enthousiasme nécessaire, on les inspire, on leur communique la pensée secrète de Robespierre : ils demandent « que la Convention ne se sépare pas avant la fin de la guerre »; et la Convention se hâte d'accepter le mandat qu'ils lui offrent; elle perpétuera son règne; les délégués, selon le mot de Danton, l'ont « revêtue de toute la force nationale. » Ils n'ont plus qu'à retourner dans leurs provinces, pour y servir le Comité de salut public...

Les Jacobins du jour n'ont pas eu tant de peine à prendre. C'est aisément qu'à les entendre, la République a remporté, le 25 janvier, « une éclatante victoire » sur les Monarchistes et « sur les ennemis du Sénat. » Soit. Ne nous attardons pas à d'inutiles disputes. Accordons-leur, à ces ingénieux et ardents apologistes de la République, accordons-leur cette double satisfaction. Pour justifier leur contentement, il reste que le Sénat devenu plus républicain, fasse mieux les affaires de la République et que M. Jules Ferry, avec l'assistance de ce Sénat, fasse mieux les affaires de la France. Nous verrons. Déjà, au palais du Luxembourg, M. Jules Ferry était le maître d'une majorité très complaisante; seulement, elle sera plus servile. Que si elle est en même temps plus nombreuse, elle n'en permettra que mieux à M. Jules Ferry de dédaigner les conseils et le concours des quelques modérés, des quelques sages, qui composent encore un groupe au centre gauche. Quant à la dignité, à l'autorité de ce Sénat si peu puissant, nous craignons que les élections du 25 janvier n'aient pas plus augmenté l'une que l'autre. A peine distingue-t-on, parmi les sénateurs nouveaux, un homme de talent ou deux. Dans la Chambre, la majorité que M. Jules Ferry commande s'est appauvrie des vingt-neuf prétoriens qui ont endossé avec tant d'empressement la toge de sénateur, le 25 janvier. Il en est d'autres qui ne sont plus rien : députés, ils ont eu l'ambition de se métamorphoser en sénateurs; ils ne l'ont pas pu. Tels M. Joseph Fabre, M. Marrot, M. Armez, M. Duclaud et ce M. Neveux, un ministériel si souple et si subtil. Tel même

M. Spuller, oui, M. Spuller, que l'amitié de M. Gambetta avait élevé si haut et que la protection de M. Jules Ferry couvrait encore. M. Spuller a été repoussé par les électeurs de Paris. Ils ont mieux aimé un démagogue plus modeste, un révolutionnaire plus franc, un conseiller municipal, M. Georges Martin, qui veut supprimer le Sénat et qui a commencé sa notoriété dans une pharmacie par un homicide involontaire, en supprimant l'existence d'un enfant. Grave échec pour le parti régnant, humiliation bien dure pour M. Jules Ferry : Paris est donc las de la domination de ces exploiteurs qui s'appellent les « opportunistes » et M. Jules Ferry a trouvé dans la personne de M. Georges Martin son Barodet! Mais quoi! M. Jules Ferry n'est pas un timide, il n'a pas non plus tant d'opiniâtreté qu'il en a l'air : il saura, s'il en est besoin, accommoder sa politique à celle des radicaux, selon qu'il sentira de plus en plus de leur côté la faveur populaire. Provisoirement, quelle consolation n'a-t-il pas, non seulement à voir les bancs du Sénat se couronner de célébrités républicaines qui s'inclinent si volontiers devant sa gloire, comme les Brossard, les Parry, les Pradal, les Lades-Gout, les Couturier, mais à voir un Péraldi et un Marion y représenter l'austérité de la République, un Peaudecerf sa justice, un Marcou son honneur!...

La Chambre et le Sénat ont repris leur fonction, leur travail. Pour combien de temps, la Chambre? C'est le mystère. Jusqu'à ce qu'il plaise à M. Jules Ferry de décider si la Chambre achèvera tranquillement son règne ou si elle anticipera les élections qui doivent la renouveler, les députés s'acquitteront plus ou moins mal de leur besogne, avec une attention distraite. Qui songe au budget de 1886? On a délibéré, mais peu consciencieusement, sur le budget extraordinaire de 1885. Ce budget semble réduit à un chiffre relativement minime de 200 millions. Mais prenez garde. Il y a là un mensonge. N'oubliez pas qu'à ces 200 millions il faut joindre quelques grosses sommes savamment dissimulées : d'abord, 188 millions dus par l'État aux compagnies des chemins de fer; puis, 500 millions dépensés, sous forme de crédits supplémentaires, pour les écoles, pour les expéditions, pour ceci, pour cela. La République a trois budgets, quand il n'en faudrait à la France qu'un seul, et, dans ces trois budgets, les comptes ne sont ni clairs ni sincères : M. Léon Say et M. Germain vous l'attesteront à l'envi. Ce sont des budgets qu'on pourrait appeler électoraux, tant ils sont bien façonnés pour duper l'électeur en lui cachant le déficit. Le contribuable finira-t-il par reconnaître la tromperie? Oui, sans doute, mais hélas! à force d'avoir souffert le mal. Il a fallu aussi cette cruelle expérience à nos agriculteurs, dont la foule s'était laissé si naïvement séduire par les pompeuses

promesses et les déclamatoires flatteries des Gambetta et des Ferry. Ils peuvent constater aujourd'hui ce qu'elle est, ce qu'elle vaut pour eux, « la République des paysans ». Si le gouvernement républicain n'est pas l'unique auteur de leur détresse, si la crise agricole a des causes générales et dont plusieurs échappent à la prévoyance humaine, il n'en est pas moins manifeste que la République refuse à notre agriculture les remèdes efficaces. Et pourquoi? parce que ses démocrates, si sensibles à la moindre plainte des ouvriers des villes, méprisent celles des ruraux, sans même discerner les rapports économiques qui lient les intérêts des uns à ceux des autres. La Chambre délibère depuis quelques jours sur les droits protecteurs que nos agriculteurs ont réclamés. Nous ne pouvons préjuger sa décision. Ce sera du moins une occasion d'apprécier la sollicitude que la République a si souvent affecté d'avoir pour l'agriculture. Le débat, on le remarquera bien, aura précédé de peu les élections.

M. Jules Ferry voudrait bien hâter les choses et mener la fortune, de manière à faire coïncider avec les élections les événements heureux qu'il espère au Tonkin pour telle ou telle période et pendant un certain temps. Mais, quand on met la main à des combinaisons si difficiles, il faut une tout autre prévoyance et une tout autre sagacité que celles de M. Jules Ferry. Ce n'est pas une victoire qui suffit, çà et là, dans une pareille entreprise. Pour l'opinion publique désormais inquiète et défiante, la question n'est pas de savoir si nos troupes peuvent, malgré leur petit nombre, lutter avec les masses de l'armée chinoise, enlever d'assaut les retranchements où les Célestes s'abritent de montagne en montagne et courir vaillamment, un jour à Lang-Son, un autre jour à Co-Bang ou même à Laokaï. La vraie question, c'est de savoir jusqu'où il faudra pousser ces aventures héroïques, où et quand s'arrêtera cette guerre, quelle sera la fin de tant de sacrifices et d'embarras. La vraie question, c'est de savoir quand la France, dont l'action s'est de plus en plus engagée dans cet Extrême-Orient depuis dix-huit mois, recouvrera sa liberté pour assurer en Europe sa propre destinée, parmi les hasards périlleux qui peuvent l'assaillir. Certes, la France est fière des exploits que ses soldats et ses marins accomplissent là-bas. Elle apprend avec joie que le général Brière de l'Isle, qui s'avance vers Lang-Son et qui tourne à droite et à gauche, par des chemins presque inaccessibles, les positions de l'armée chinoise, s'est emparé, le 4 février, des trois forts qui commandaient le camp de Don-Song. Elle tressaille du même orgueil, quand une dépêche lui annonce que, dans la nuit du 31 janvier au 1er février, son brave amiral Courbet, si tristement immobile devant Formose de par la volonté de M. Jules Ferry, a

repoussé l'ennemi qui était venu l'attaquer dans ses nouvelles redoutes. Mais la fumée d'une bataille glorieuse peut-elle cacher à la France, plus d'un jour ou deux, l'état réel de nos affaires, là-bas? Maître de Lang-Son, le général Brière de l'Isle ne sera-t-il pas entraîné plus loin? Ou reviendra-t-il à Hanoï, après avoir établi une garnison à Lang-Son? Attendra-t-il dans le Delta que la saison lui permette de compléter, autour de Co-Bang et vers Laokaï, la conquête du Tonkin? Cette conquête achevée, faudra-t-il moins de 20 000 hommes pour la garder sur les frontières vagues où les pirates et les Chinois nous tiendront sans cesse en haleine? Quant à l'amiral Courbet, n'est-il pas impuissant à Formose? Ses navires sont fatigués; les machines s'en détraquent; et voilà qu'il n'est plus libre de réparer ni de ravitailler sa flotte dans les ports anglais. Ses troupes sont décimées par les maladies; elles sont même bloquées dans les fortins qu'elles occupent. Les bataillons qu'on lui envoie l'un après l'autre ne lui servent qu'à combler les vides. N'est-ce pas une expédition qui devient désastreuse? Quelle paix M. Jules Ferry croit-il ainsi imposer à la Chine? Tentera-t-il audacieusement, au lendemain des élections, l'effort dont parlent ses confidents les plus intimes? Est-ce à Pékin qu'il prétend porter alors l'ultimatum décisif, avec deux corps d'armée? Cet inconnu commence à effrayer la France. On ne peut songer aux fautes commises par M. Jules Ferry et à celles dont il paraît encore capable, sans se demander si M. Gambetta l'a jugé trop sévèrement et s'il s'est trompé, quand il a dit au général Campenon : « Cet homme-là perdra la France! »

Des nouvelles bien dramatiques ont agité l'Angleterre pendant ces dernières semaines. Les scélérats qui avaient déjà essayé de détruire quelques-uns des grands édifices de Londres et l'un de ses ponts, ont osé davantage encore : ils ont voulu faire sauter par la dynamite la tour de Londres et l'une des salles du Parlement, au palais de Westminster; les ravages y ont été terribles. Ainsi, leur fureur s'exerçait non seulement sur les antiques monuments de l'Angleterre, mais sur ceux mêmes qui sont pour le peuple anglais comme le dépôt sacré de son histoire. Quelle était donc leur rage révolutionnaire? Quels crimes n'avait-on pas à craindre de leur perversité satanique? Comment prévenir leurs attentats? Comment les punir? A peine cette émotion se calmait-elle à Londres qu'une dépêche extraordinaire, stupéfiante, y arrivait d'Égypte. Khartoum était pris! l'étendard du Mahdi flottait sur les murs de Khartoum! Et cela, quand, au Caire comme à Londres, on croyait Khartoum délivré!... La dépêche n'était que trop vraie. Le colonel Wilson, au moment où les navires de Gordon l'amenaient tout triomphant devant Khartoum, avait été reçu à coups de fusil : depuis quarante-huit heures,

la trahison d'un pacha avait livré la ville aux bandes du Mahdi; le colonel Wilson voyait de ses propres yeux le palais du gouverneur dévasté par les pillards; de Gordon nul ne savait le sort. Il avait fallu retourner sur ses pas. Le colonel Wilson redescendait le Nil, escorté de rive en rive par les balles des Arabes. Mais un accident aggravait encore sa douloureuse mésaventure : ses deux navires s'échouaient sur un ilôt, à quelques kilomètres de Goubat. Quelle déception pour l'Angleterre ! Sa tristesse a été profonde; sa colère aussi. Elle s'est demandé si, vraiment, M. Gladstone, avec ses scrupules et ses rêveries, avait bien le cœur anglais, quand il retardait de mois en mois, par ses hésitations, l'expédition du général Wolseley. Elle se demande surtout quel sera en Orient, du Soudan au littoral de l'Arabie et jusque dans l'Inde, le retentissement de cet échec. Mais son viril courage ne l'a pas abandonnée dans cette dangereuse conjoncture. Elle n'a poussé qu'un cri : « Sauver Gordon ou le venger ! » Son gouvernement a confié au général Wolseley le soin tout entier de l'honneur et de l'intérêt national; il sera libre d'agir comme il le jugera bon, quels que soient les moyens qu'il réclame. Mais l'embarras du général Wolseley est extrême. Ses armes sont en ce moment dispersées de Wadi-Halfa à Debbeh, à Korti, à Gadkul, à Goubat. Il faut que d'abord il les concentre en partie. Et que fera-t-il ensuite? Marcher sur Khartoum, il ne le peut actuellement. Reculer et rentrer dans la Basse-Egypte, il ne le peut davantage : ce serait diminuer, du Caire à Calcutta, le crédit moral de l'Angleterre; ce serait mortellement affaiblir, dans tout son empire musulman, sa dignité souveraine. Le général Wolseley ira-t-il à Berber, plutôt que de battre en retraite? Il est trop tôt pour deviner aucun de ses desseins. Mais ce qui est sûr, c'est que M. Gladstone se trouve en danger, lui aussi, et que le ministère, non moins compromis par les excès de M. Chamberlain que par les erreurs dont M. Gladstone est principalement responsable dans sa politique égyptienne, n'aura plus désormais qu'une existence très précaire. Plus d'un changement pourrait s'opérer en Europe, dans le jeu diplomatique des puissances, si, aujourd'hui, M. Gladstone et son parti cessaient de gouverner à Londres. Il ne faut pas que M. Jules Ferry en doute; peut-être n'aurait-il pas non plus à s'en féliciter beaucoup.

Il semble que l'amour des acquisitions lointaines, le besoin de posséder des colonies, ait saisi ensemble tous les peuples de l'Europe. Quelle concurrence en Afrique et en Asie! Les nations s'en vont sur toutes les mers, comme à pleines voiles, partout où il reste un rivage inexploré, un territoire inoccupé, une région indivise, où elles puissent planter l'une avant l'autre leur drapeau. Elles se précipitent avidement à une sorte de partage du monde qui

n'est pas encore partagé : elles n'ont rassemblé à la conférence de Berlin leurs représentants que pour régler un peu cette émulation. Elles se hâtent, comme si l'espace devait bientôt leur manquer! L'Allemagne prend, tantôt sous le nom d'un négociant, tantôt sous celui d'un savant, tout ce qui lui paraît libre sur la côte d'Afrique : c'est le pays situé au nord de Sierra-Leone; c'est, à l'est d'Angra Pequena, la Béthanie; ce sont même des archipels dans le grand Océan. L'Angleterre, que stimule cette convoitise de l'Allemagne, élargit de tous côtés, sur le littoral africain, son domaine colonial. Une flotte italienne vogue dans la mer Rouge, cherchant quoi conquérir entre le cap Guardafui et la rivière de Juba. Il paraît qu'elle va débarquer des troupes à Massouah, où l'Angleterre laisserait M. Mancini se créer une prétention, sans respect des droits ni du sultan ni du khédive. Le Portugal, malgré l'admonestation des puissances réunies à la conférence de Berlin, persiste à vouloir garder comme son bien propre la rive gauche du Congo, à l'embouchure du fleuve. Un État, qui n'a encore qu'un titre vague et un drapeau fictif, se forme dans le Congo comme une sorte d'apanage princier de la Belgique : la France négocie avec cet État, lui cède Stanley Pool et se constitue, par transaction et par échange, tout un royaume de Congo. L'Afrique est donc envahie. Quel prophète pourrait annoncer ce qui sera, ce qui se fera, dans cinq ou six siècles, sur ces continents que les rivalités de l'Europe se disputent en ce moment? Quelles transformations s'y seront accomplies? L'Afrique deviendra-t-elle, sous son soleil brûlant, une autre Europe? L'Asie, au contraire, avec ses races prolifiques et intelligentes que notre civilisation aura munies de tous ses instruments, aura-t-elle échappé à la domination de l'Europe? L'horizon est large pour ces vues de l'histoire et l'imagination peut rêver hardiment devant ce tableau. Ne regardons que dans le temps présent et nous constaterons que si l'Europe, entraînée par ces expéditions, détourne d'elle-même ses ambitions et son activité, elle peut apaiser chez elle, entre ses frontières diverses, les mouvements de ses vieilles jalousies et de ses vieilles haines. Mais, à vrai dire, cette politique coloniale ne fait que déplacer les difficultés : elle transporte au loin les occasions des conflits et peut-être les multipliera-t-elle tôt ou tard. Se quereller soit pour une baie, dans la mer Rouge, soit pour un village, au Congo, ou bien se battre pour les Vosges, qu'est-ce que nos petits-fils aimeront le mieux?

Auguste Boucher.

L'un des gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS, 18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES.

UN PAPE PRISONNIER

ROME — SAVONE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS[1]

III. — LES CHEMINS DE L'EXIL.

Nous avons vu Pie VII assiégé dans ses appartements et chassé de son palais par les soldats de l'envahisseur; nous avons vu le général Radet ne pouvant se défendre d'une émotion sincère, en présence du pape revêtu de ses habits pontificaux et entouré de sa cour. Dans cette rencontre du droit et de la force, le faible apparut investi d'une puissance morale, qui, pendant un instant, changea les rôles. Le vainqueur, interdit, baissa la tête; il semblait attendre un ordre de son prisonnier. La main qui portait le sabre triomphant, contrainte d'obéir à un impérieux instinct, donna le salut des armes à la majesté désarmée du pontife et du roi qu'elle allait arrêter. Quelques minutes suffirent pour léguer à la postérité l'exemple de cet involontaire hommage à la plus auguste des légitimités, à la souveraineté de la justice, que la bouche de l'homme peut insulter, que son bras peut frapper et proscrire, que son âme ne sait pas méconnaître. Ce saisissement, cette émotion, eurent la durée d'un éclair.

A la porte du Quirinal, sur cette place de Monte Cavallo, qu'avait embellie Pie VII, où, dressés par ses soins pendant les jours heureux, les deux colosses de pierre, attribués à Phidias et à Praxitèle, s'élevaient au-dessus des troupes massées, comme de muets

[1] Voy. le *Correspondant* des 25 novembre et 25 décembre 1884, et 10 janvier 1885.

témoins, une voiture attendait, lourde voiture de voyage, qui annonçait l'exil, et dont la caisse, fermant à clef, était déjà l'image de la captivité. Portant tous deux leurs insignes, qu'ils n'avaient point voulu quitter [1], le Saint-Père et son fidèle ministre y furent promptement assis; un gendarme verrouilla les portières, et, sur le siège couvert d'une capote, s'élança vivement le général Radet. On descendit au petit trot la rue *Pia*, aujourd'hui appelée rue du *Vingt-Septembre*, pour nous rappeler un autre assaillant et un autre vaincu; après s'être dirigé d'abord vers la porte du même nom, où l'art de Michel-Ange et le souvenir de l'invasion piémontaise redisent les gloires et les deuils de la papauté, le cortège ayant franchi la porte *Salara*, fit un long circuit hors des murs, en suivant une route occupée par des troupes de cavalerie, qui, le sabre nu, formaient, de distance en distance, des postes nombreux. Il gagna la porte *del Popolo*, y trouva des chevaux prêts à être rapidement attelés, et de là poursuivit sa course. A cinq heures du matin, les postillons et l'escorte des captifs prenaient, à fond de train, la route de Florence. Afin d'éviter tout retard, les brigades de gendarmerie furent prévenues qu'elles auraient à fournir les relais de l'escorte et les courriers chargés de porter les ordres [2].

Radet avait pu procéder à l'enlèvement avec toute la célérité qu'exigeait son hardi coup de main, et les bagages du Saint-Père ne lui furent pas une cause d'embarras; un crucifix et un bréviaire étaient les seuls objets qu'emportait le souverain dépossédé. Dans le tumulte produit par les scènes violentes de la nuit, les serviteurs effarés avaient-ils oublié les préparatifs que réclamait la sentence prononcée contre leur maître? Pressés par les soldats, n'avaient-ils pas eu le temps d'achever ces apprêts? Ou bien, trompé par Radet, et croyant, sur la parole donnée, qu'il allait être conduit chez le général Miollis, le pape se serait-il mépris au point de ne pas songer immédiatement à un plus long trajet? Le cardinal Pacca, dans ses Mémoires, reproche à Radet de s'être refusé à laisser aux camériers le moindre délai et d'avoir faussement annoncé qu'il mènerait ses prisonniers au palais Doria, demeure de Miollis. Le pape, dit-il, arrivé à la porte *del Popolo*, se plaignit de la supercherie qui le réduisait à s'éloigner de Rome « sans suite, sans provisions aucune et sans autres habits que ceux qu'il avait sur lui ». Cette plainte était assurément motivée; mais

[1] Lettre du général Miollis à Napoléon, 7 juillet 1809.

[2] Tous les détails relatifs au départ de Pie VII, et à son voyage jusqu'à Florence, proviennent de nombreuses publications que nous avons citées précédemment, à l'occasion de l'enlèvement du pape; il nous a paru inutile, pour ce motif, de surcharger le texte de renvois.

le pontife, justement offensé qu'on eût ajouté à ses épreuves la dérision d'un mensonge, cédait plutôt, croyons-nous, à un mouvement de dignité qu'à la surprise d'une dernière déception. Il savait, à n'en pas douter, quel sort lui était réservé. N'avait-il pas dressé de sa propre main la liste des personnes qu'il désirait avoir à sa suite? S'il pouvait croire qu'il paraîtrait devant Miollis, sa pensée ne s'était pas arrêtée à l'étape du palais Doria, avec l'espoir d'un sursis. Son dénuement ne marquait ni une négligence ni une illusion; il restait un trait de sa vertu. L'esprit de renoncement inspirait sa conduite, et son détachement des choses du monde était proverbial. « Le bon pape, disait l'ancien ministre de France à Rome, M. Cacault, ne dépense rien pour lui et n'a que deux habits et deux chaussures. » A l'heure du départ, il oublia son second habit, comme il eût fait d'un objet de luxe. Pour subvenir aux dépenses de l'exil, il avait dans sa poche, à côté d'une petite tabatière en bois, une maigre bourse contenant 1 *papetto*, d'une valeur égale environ à 20 sous de notre monnaie; le cardinal ministre possédait 3 *grossi* ou 15 sous. Une libéralité réciproque leur ayant permis de confondre leurs deux fortunes, 35 sous représentaient pour eux tout le trésor pontifical. Mais la perte d'une couronne ne pouvait appauvrir ce moine, dépositaire de la tiare, qui, au temps de la prospérité, avait continué de pratiquer la pauvreté du cloître, gardé sur le trône les habitudes monastiques, et réglé sa vie, toujours austère, comme s'il eût pensé que le manteau et le bâton du pèlerin seraient les emblèmes de son pontificat.

Après avoir traversé le Tibre, sur le *ponte Molle*, l'escorte prit la route qui conduit à Sienne, par la Storta, Viterbe et Radicofani. Radet put saluer, en passant, le tombeau de Néron, dont l'ombre eut sans doute un sourire à la vue du successeur de Pierre, chassé de cette Rome où la foi du Christ avait vaincu les Césars. Au village de Boccanello, situé sur le mont Marius, la croix qui surmonte la coupole immense du temple dédié au premier pape martyr apparut une dernière fois aux yeux attristés de Pie VII.

Le principal souci du lieutenant de Miollis était d'atteindre au but avant que la nouvelle de l'enlèvement se fût répandue. Par la rapidité de sa marche, il se flattait de réussir et d'écarter le danger des manifestations. Les portières de la voiture solidement verrouillées lui enlevaient toute crainte d'évasion, et les stores baissés le rassuraient contre les regards indiscrets. Malgré ses précautions, le secret qu'il eût voulu garder fut souvent divulgué. Il courait à perdre haleine, mais la rumeur venant de Rome le gagnait de vitesse. Pour comble de disgrâce, cette course précipitée ébranlait les forces physiques du Saint-Père, qui,

souffrant d'une rétention, éprouvait des douleurs rendues plus aiguës par les secousses et la fatigue : bientôt la fièvre le saisit, et il fallut perdre une journée à Radicofani, où purent rejoindre les personnes de la suite, Mgr Doria, maître de chambre; Mgr Pacca, neveu du cardinal; dom Jean Soglia, chapelain secret, plus tard archevêque d'Éphèse; le chirurgien Ceccarini, l'aide-camérier Moiraghi, accompagnés d'un cuisinier et d'un palefrenier. Le confesseur de Pie VII manquait seul à l'appel; Miollis, le jugeant « fanatique et faiseur de miracles », n'avait point autorisé son départ [1]. Radicofani était la première halte sur la terre étrangère; dans une pauvre auberge de ce village toscan, le pape et ses compagnons commencèrent l'apprentissage de l'exil.

A Rome, l'événement de la nuit n'avait pas tardé à être connu. L'attitude du peuple, silencieux et calme, offrit un saisissant contraste avec le trouble des esprits. Miollis se félicitait de cette trompeuse apparence. Ses lettres à Napoléon et à Fouché nous l'ont montré également appliqué à présenter l'arrestation du Souverain Pontife comme la conséquence inévitable de la résistance organisée dans le Quirinal, et à éloigner toute appréhension de désordre. C'était à ses yeux un double moyen de justification. Bravé par les habitants du palais pontifical, qui lui opposaient des « barricades » et des « retranchements [2] », il n'avait pu modérer l'ardeur des assaillants; sa générosité n'eût-elle pas été appelée faiblesse, n'eût-elle pas diminué le prestige de l'autorité impériale? Maître de la rue, il n'avait à réprimer aucun conflit; n'était-ce pas assez pour se croire maître des esprits et à l'abri de toute critique? Cependant son argumentation, qu'il souhaitait de rendre irrésistible, n'exprimait pas sa propre conviction, car, afin de paraître sans reproche, il obligeait sa conscience à lui reprocher une double feinte. Les « barricades » et les « retranchements » du Quirinal n'étaient pas de ces obstacles qu'un soldat se vante d'avoir emportés, tout au plus pouvaient-ils tenter un avocat en quête de circonstances atténuantes. Ils n'expliquaient point les entraînements de la victoire, mais ils font comprendre les difficultés du plaidoyer. L'emploi de la force ne rencontra, en effet, que de faibles barrières, uniquement destinées à le rendre manifeste, et il n'y eut pas de résistance effective. Quant au sentiment

[1] Lettre du général Miollis à Napoléon, 7 juillet 1809. (On remarquera la contradiction qui existe entre le passage de cette lettre, relatif au confesseur, et celui de la lettre du 6 juillet 1809, adressée à Fouché et citée au chapitre précédent; Miollis y disait : « Trois prélats *avec le confesseur*... partent présentement ».)

[2] Lettre du général Miollis à Napoléon, 6 et 7 juillet 1809.

public, il était contenu par la crainte, absorbé par la douleur; et Miollis n'ignorait pas que le silence du deuil n'a rien de commun avec l'indifférence ou la soumission. Toutefois, il lui plaisait d'y chercher un indice rassurant; « le calme et la sécurité, disait-il à Fouché, se sont maintenus dans Rome[1] ». Telle est, du reste, l'expression ordinaire de la satisfaction officielle, telle la formule qu'ont coutume de répéter, dans tous les temps et en tout pays, les violateurs du droit. Ils essayent de tromper l'opinion ou de se tromper eux-mêmes; et, par une ironie, dont il faut demander le secret à la puissance des lois éternelles, qui s'imposent à la passion humaine, jusque dans ses révoltes, ils parlent d'ordre et de sécurité, à l'heure où ils en ébranlent les fondements. L'oppresseur, qui condamne l'opprimé à souffrir et à se taire, ressemble au vainqueur, qui, sur la terre conquise, fait la solitude; l'un et l'autre, dans leurs œuvres de dévastation morale et matérielle, saluent l'image de la paix. Tacite le rappelait à la Rome païenne, lorsque, prêtant sa voix à un chef barbare, il lui faisait jeter ce cri, qui résume le néant de la tyrannie et l'orgueil de son mensonge : *Ubi solitudinem faciunt pacem appellant.* Notre société moderne n'a point changé la nature de l'homme; elle a entendu cette excuse du despotisme dominant des ruines : « L'ordre règne à Varsovie. » Et, au milieu de nos discordes civiles, sous la bénigne république de 1848, un préfet de police, qui eut depuis des imitateurs, ne prononçait-il pas ces paroles demeurées célèbres : « Faire de l'ordre avec du désordre. » On put sourire alors de cette maxime, mais, dans sa naïve emphase, elle avait une portée philosophique; elle était la traduction fidèle d'une pensée qui accompagne toutes les usurpations de la force, substituée au droit, par la volonté d'un maître ou le caprice d'une foule. Nulle violence, nulle entreprise contre la morale sociale, ne se sont accomplies dans le monde, sans que l'ordre et la paix aient été invoqués, pour les faire absoudre, et parfois les consacrer, car les peuples, hélas! pardonnent volontiers à qui blesse la justice, et confisque la liberté, en leur promettant le repos.

Miollis avait laissé porter une criminelle atteinte au droit le plus sacré, à la liberté la plus précieuse; il avait toléré le plus dangereux des désordres, celui qui trouble et provoque la conscience religieuse. Lui aussi, dans le morne silence, où la Rome chrétienne avait l'aspect d'une solitude, il célébrait la paix; devant la muette douleur de la ville éplorée comme une veuve, il s'écriait : l'ordre

[1] Lettre du général Miollis à Fouché, dont l'original est entre nos mains, 6 juillet 1809.

règne. Et il n'imaginait pas, en sa faveur, un meilleur témoignage que cette phrase, écrite d'une main satisfaite. « Le calme et la sécurité se sont maintenus. » Le gouverneur des États romains y trouvait la preuve du devoir accompli, mais l'homme ne s'interrogeait-il pas sur d'autres devoirs oubliés? Le calme extérieur, dont il s'applaudissait, reflétait-il le calme de son âme? Il ne paraît pas s'être préoccupé des revanches de l'éternelle justice, mais son langage portait l'empreinte d'une moins noble inquiétude; il comprenait sa responsabilité et voulait justifier sa conduite. Cinq années de luttes religieuses lui apprirent que l'ordre et la paix ne se réduisent pas à la tranquillité de la rue.

Pendant que Miollis envoyait ses bulletins à Napoléon et à Fouché, Radet avait fait diligence pour s'éloigner de Rome. Nous l'avons quitté à Radicofani, où, à son grand déplaisir, les souffrances du Saint-Père le contraignirent de s'arrêter. Le lendemain soir, il galopait de nouveau sur la route de Florence. Avant de toucher au terme de sa course, il eut à subir d'autres ennuis. Au sortir de Poggibonzi, un accident faillit lui créer de sérieux embarras; lancée à toute vitesse, sur une pente rapide, la voiture fut renversée, et Radet lui-même tomba dans une mare où se vautraient des pourceaux. Se relever, secouer la fange dont il était couvert, changer d'équipage fut l'affaire d'un instant, et pour fâcheux que fût le contre-temps, un plus grave souci l'attendait. Les habitants de la Toscane accouraient de toutes parts, et leurs démonstrations devenaient importunes. Après avoir essayé de les disperser, désespérant de vaincre la pieuse obstination de ces paysans, qui se précipitaient au-devant du cortège, montaient sur les roues et sur les chevaux, il eut l'adresse de rendre ces manifestations inoffensives; son escorte, impuissante, était à bout d'expédients, mais non pas son esprit. La ferveur des populations, qui, au début, avait paru menaçante, lui inspira une tactique qu'elle devait elle-même favoriser, et désormais la bénédiction du pape lui ouvrira un passage au milieu des foules prosternées. Le procédé était ingénieux; Radet en admira la finesse et n'excéda pas la mesure d'une louange méritée, lorsque, dans son premier rapport du 13 juillet 1809, avec une crudité de langage que devait répudier sa seconde relation de 1814, il se décerna ces éloges : « J'arrivai, sans dormir et par tous les moyens de ruse de mon métier, à la Chartreuse de Florence... J'ai eu à percer et à franchir de très grandes réunions de peuples mal disposées, dont je ne me suis débarrassé qu'en leur criant : A genoux! leur faisant donner la bénédiction et ordonnant aux postillons de fouetter. Par ce moyen, les rassemblements étaient à genoux, que nous étions au galop, et cela m'a réussi

partout [1]. » Ces ruses ne relèvent pas beaucoup l'honneur du métier que remplissait Radet, mais elles mettent en un vigoureux relief le sentiment populaire, que la domination impériale n'avait pu étouffer.

A 2 milles de Florence, s'élève, sur la plate-forme du *monte Acuto*, un vaste édifice, dont les murailles crénelées et flanquées de tours offrent, au premier aspect, l'apparence d'une forteresse gothique. C'est la Chartreuse de Florence. Fondée au quatorzième siècle par Nicolo Acciajualo, grand sénéchal du royaume de Naples, elle a reçu, d'âge en âge, le magnifique tribut des plus illustres bienfaiteurs. Stendhal n'a pas oublié, comme il convenait à un esprit fort, de témoigner une vertueuse indignation, à la vue de « tant de richesses entassées, pour donner à dix-huit fakirs le plaisir de se mortifier » ; avec son sens pratique et raffiné, il pensait qu'il eût été « plus simple de mettre au cachot les fakirs » en quête de mortifications, et « de faire de cette chartreuse la prison centrale de toute la Toscane [2] ». Au temps de notre récit, la transformation, rêvée depuis par Stendhal, n'était qu'ébauchée ; on s'était contenté de chasser les moines, en leur allouant une pension annuelle de 6 à 800 francs, et quelques-uns restaient encore pour la garde du monastère. Si la Chartreuse pouvait déjà servir de prison, elle était, du moins, réservée aux pontifes romains. Onze ans auparavant, un pape y avait déjà connu l'amertume de la captivité ; les appartements qu'il avait habités gardaient les traces de son passage et semblaient attendre un nouvel hôte. Pie VII, son successeur et son parent, comme lui né à Césène, y arriva dans la soirée du 8 juillet 1809, et reposa sur le lit qu'avait occupé Pie VI. Si nous en croyons le cardinal Pacca, en pénétrant dans ces lieux où son prédécesseur avait été retenu pendant neuf mois par le Directoire, le Saint-Père se serait rappelé avec une poignante émotion la brutalité des commissaires républicains arrachant leur victime de sa couche pour la conduire en France. La scène odieuse à laquelle Pacca fait allusion eut pour théâtre le palais ducal de Parme, mais ce pénible souvenir n'en était pas moins le présage d'une égale infortune. Lorsque Pie VI, infirme et malade, dut être transporté à Valence, exposé sur son lit aux outrages des commissaires français, il entendit cet ordre sauvage, donné d'une voix brève par ses persécuteurs : « Il faut que le pape parte mort ou vif. » Cette consigne implacable, Pie VII allait la connaître et en subir les rigueurs.

L'infante d'Espagne, Marie-Louise, fille du roi Charles IV,

[1] Rapport du général Radet au ministre de la guerre (13 juillet 1809).
[2] *Rome, Naples et Florence,* par Stendhal.

régente du royaume d'Étrurie, n'était plus à Florence, pour recevoir, au palais Pitti, l'auguste chef de l'Église, comme aux jours qui précédèrent et suivirent le sacre de Bonaparte. La Toscane avait été soumise au joug de Napoléon, qui venait de lui envoyer, pour grande-duchesse, sa sœur Élisa Baciocchi. Amie des lettres, douée d'un esprit éclairé et dominateur, mais bizarre et fantasque, Élisa se fût volontiers appliquée, malgré ses caprices de femme et de princesse parvenue, à se rendre populaire et à sagement gouverner; elle eût souhaité de jouir en paix du lustre que répandait sur elle l'astre impérial, sans être entraînée dans son orbite. Incapable toutefois de résister trop ouvertement aux volontés de son frère, elle n'avait à leur opposer que les goûts et la philosophie d'une disciple d'Épicure. Si son tempérament répugnait à certaines violences, sa conscience n'en était pas blessée, et le sentiment religieux, moins que tout autre, eût pu soutenir ses velléités d'indépendance. Comme sa sœur Pauline, elle n'avait rien d'une princesse dévote, ou seulement pieuse; elle ne se refusait pas à respecter les croyances de ses sujets, mais c'était dans la mesure voulue, pour éviter des tracas, des difficultés politiques, et dans la limite tracée par ses convenances, ses plaisirs ou ses fantaisies. En décidant de fixer sa résidence d'été au palais de Massa, n'avait-elle pas ordonné sans scrupule de raser la cathédrale de cette cité, afin d'ouvrir à ses regards les perspectives d'un plus vaste horizon? On comprend aisément qu'avec ce caractère et ces habitudes, elle restait assez indifférente aux épreuves de la papauté. Personne, du reste, autour d'elle n'aurait songé à lui enseigner des devoirs qu'elle ignorait. Les dignitaires ecclésiastiques, qui figuraient à sa cour, n'avaient d'autres fonctions que d'en rehausser l'éclat et se contentaient de ce rôle. Son grand aumônier était ce cardinal Zoudadari, archevêque de Sienne, qui, pendant l'invasion du domaine pontifical, avait professé que « toutes les lois des souverains émanaient de Dieu [1] ». Sa ferveur de courtisan allait bientôt le conduire à Paris, et tandis que Pie VII sera détenu à Savone, il remerciera l'empereur, au nom des Toscans, de la protection accordée à sa patrie et à la religion. Les basses flatteries de ce prélat firent-elles frémir les ombres des temps passés, « les âmes fières des Nicolas d'Uzzano, des Capponi, des Alamanni? » On le disait à Florence, et Zobi l'affirme, dans son *Histoire de la Toscane;* elles n'étaient pas faites, en tout cas, pour éveiller les remords ou la pitié « d'Élisa Napoléon [2] ».

[1] Lettre pastorale de l'archevêque de Sienne, précédemment citée.

[2] C'était le nom que l'empereur donnait à sa sœur dans toutes ses dépêches.

A la porte de la Chartreuse, le général Radet avait achevé sa mission. Ayant remis ses prisonniers entre les mains d'un colonel de gendarmerie et d'un employé de la police, il s'était retiré, tout heureux d'avoir mené à bon terme son expédition. Peu d'instants après, un chambellan apportait au Souverain Pontife les compliments de la grande-duchesse, en lui faisant courtoisement les « offres d'usage [1] ». Le pape et son compagnon ne demandaient que du repos, ils reçurent avec bonheur l'assurance qu'ils ne seraient pas troublés durant la nuit ni le jour suivant. A peine cependant avaient-ils pu s'abandonner au sommeil qu'un officier, du nom de Mariotti, vint leur signifier de se préparer au départ. Cette décision brisa l'âme du Saint-Père, mais ne lui arracha qu'un soupir de résignation. « Que la volonté de Dieu soit faite! » murmura-t-il avec simplicité. La journée qui commençait était un dimanche, il sollicita la permission de célébrer ou d'entendre au moins la messe; un double refus répondit à sa prière [2]. Souffrant, anéanti, le visage décomposé, « d'une couleur verte », dit Pacca, il laissa échapper cette plainte : « Je vois bien qu'ils veulent me faire mourir de force et de mauvais traitements. » Son trouble ne fut que passager; une autre douleur plus cruelle lui était réservée, et il la supporta sans défaillance; l'ordre de quitter la Chartreuse devait le séparer du ministre dévoué, qui avait soutenu son courage, et qu'Élisa fit conduire également, mais par une autre route, hors de ses États. Ce brusque départ contrastait durement avec les assurances données. « Il faut que le pape parte mort ou vif », c'était la sentence du Directoire contre Pie VI; ce fut celle que Pie VII dut subir.

Que s'était-il passé? Quelle réflexion soudaine avait opéré ce revirement dans les intentions de la grande-duchesse? La relation italienne de l'aide-camérier Moiraghi met sur les lèvres du Saint-Père cette réponse hautaine au chambellan d'Élisa : « Je ne connais point la dame dont vous me parlez, et je n'ai besoin en rien de ses services. » Ces paroles, que contredit le récit du cardinal Pacca, expliqueraient-elles le changement survenu? La sœur de l'empereur avait-elle voulu punir une offense à son orgueil de femme et de souveraine? Nous sommes ici réduits à des conjectures; mais, si la princesse cédait à une irritation d'amour-propre blessé, elle avait une raison plus sérieuse pour se départir de tous ménagements. La foi ardente de ses sujets et la crainte de son frère lui rendaient redoutable le séjour du pontife. Sa responsabilité

[1] *Mémoires* du cardinal Pacca.

[2] Relation authentique de l'assaut donné au palais Quirinal, traduite de l'italien par M. Lemierre d'Argy.

put l'émouvoir; elle l'estima pesante, et quand un fardeau paraît trop lourd, le plus sûr moyen de sortir d'embarras est encore de s'en décharger. Elle ne dissimula ni sa pensée ni son ennui, et le langage qu'elle tint à Radet indique bien l'état de son esprit. En quittant la Chartreuse, vers les onze heures du soir, le général était allé, auprès d'Élisa, à la villa du *Poggio imperiale*. Admis à lui présenter ses hommages, tandis qu'elle prenait un bain, il put l'intéresser à ses exploits, tout en lui parlant sans la voir. La singularité de cette audience est un trait des mœurs du temps, bien que la précaution de ne pas se montrer dans un aussi galant déshabillé fût alors d'une modestie peu commune. La conversation s'engagea, et la *Notice* qui rapporte l'incident attribue à la grande-duchesse ce propos significatif : « Général, vous nous faites là un cadeau bien embarrassant[1]. » Elle avait la ressource de passer à d'autres ce « cadeau » gênant, et elle dut penser que plus tôt elle en serait délivrée, moins de souci elle aurait. A la suite de son entretien avec Radet, sa résolution était prise; elle décida que le pape et le cardinal partiraient immédiatement, le premier par la route de Gênes, le second par la route de Bologne. Miollis avait écrit à l'empereur qu'il conviendrait de séparer le Saint-Père du cardinal Pacca[2] : peut-être donna-t-il le même avis à Florence. Quoi qu'il en soit, la séparation des prisonniers ne fut point l'effet d'une nouvelle rigueur; une mesure de prudence en était l'unique motif. Depuis quelque temps, on signalait des mouvements populaires dans les pays limitrophes de la Toscane; « le brigandage y donnait quelques inquiétudes »; « une sorte d'insurrection » venait même d'agiter les campagnes voisines de Bologne, où « un inspecteur de police et plusieurs gendarmes avaient été égorgés[3] ». Élisa, en personne prévoyante, divisait les risques.

Le 9 juillet, à quatre heures du matin, sous la conduite de l'officier Mariotti, le Saint-Père, en compagnie de Mgr Doria, de dom Soglia, de l'aide-camérier Joseph Moiraghi, fut enlevé de la Chartreuse. Le voyage ne laissa pas que d'être singulièrement pénible. Sur la route *del Corso*, que son aspect sauvage a fait appeler « la route du diable », il fallut porter le pape dans une litière; le cortège évitait les voies les plus fréquentées, et le mauvais état des chemins ne lui permit d'arriver à la Spezzia que le 11 juillet. Mais les difficultés de communication, non plus que la vigilance des autorités, ne pouvaient arrêter les nouvelles répan-

[1] *Notice historique pour servir à l'histoire de Napoléon Buonaparte.*

[2] Lettre du général Miollis à Napoléon, 7 juillet 1809.

[3] Rapport du directeur de la police dans les départements de la Toscane, 7 juillet 1809.

dues de proche en proche sur le voyage du Souverain Pontife, et partout, hommes, femmes, enfants venaient, empressés et nombreux, se jeter à genoux le long des routes, ou dans les rues des villages[1].

Le 12 juillet, le pape est à Chiavari, chef-lieu du département des Apennins; les ordres qui régleront sa marche lui seront désormais signifiés au nom de son ancien sujet, le prince Camille Borghèse, « gouverneur général des départements au-delà des Alpes ». Elisa Napoléon avait eu hâte d'éloigner Pie VII de ses États; le mari de Pauline Bonaparte ne s'empressera pas moins de lui faire rapidement franchir la frontière de son gouvernement. Ignorant les desseins de son impérial beau-frère, craignant de se compromettre, il estimait, lui aussi, que le « cadeau » était « embarrassant », et des raisons toutes particulières appuyaient son opinion. Quelques années avant, pour donner un gage de ses convictions révolutionnaires, il avait brûlé, à Rome même, ses titres de noblesse; mais en consumant des parchemins, le feu n'avait point détruit le souvenir de ce que devait sa famille à la papauté; la pensée de cette dette d'honneur ne pouvait qu'aiguillonner son zèle. Un rapport confidentiel de M. d'Auzers, « directeur de la police des départements au-delà des Alpes », nous initie aux projets du prince et aux mesures de sûreté déjà prises ou préparées; on y verra une preuve de plus que l'empereur n'avait envoyé aucune instruction sur la conduite à tenir envers le Saint-Père : et qu'à Turin, comme à Florence, on était sans ordres, sans direction supérieure. Voici en quels termes M. d'Auzers écrivait, le 11 juillet, au ministre de la police[2] :

Son Altesse impériale le prince gouverneur général vient de recevoir un courrier extraordinaire de S. A. I. la grande-duchesse de Toscane, porteur de dépêches annonçant que le pape a été enlevé secrètement de Rome le 8 de ce mois, qu'il allait arriver à Florence, qu'il devait être dirigé par le royaume d'Italie; mais que, craignant un mouvement à Boulogne (*sic*), sa route venait d'être changée. D'après ces nouvelles dispositions, le pape doit être conduit, aujourd'hui 11, à la Spezzia, demain, à Chiavari, où un général, chargé de l'escorte, le général Manoli, je crois[3], le remettra entre les mains de M. le préfet des Apennins.

[1] Relation italienne, traduite par M. Lemierre d'Argy.

[2] Les nombreux rapports que nous aurons à citer dans le cours de cette étude, et qui émanent de la Toscane ou des départements au-delà des Alpes, font partie d'un dossier spécial que nous possédons.

[3] Le directeur de la police, d'Auzers, se trompait sur la date de l'enlève-

D'après cet avis officiel, Son Altesse impériale le prince gouverneur général a pris sur-le-champ les mesures nécessaires pour que le pape traversât le gouvernement général d'une manière sûre, rapide et secrète. Il a chargé M. le colonel de la 27e légion de gendarmerie de cette conduite importante. C'est un ancien militaire, intelligent et actif, sur lequel on peut compter. Il vient de partir secrètement de Turin, avec les instructions et autorisations convenables. Il fera en sorte que le pape ne fasse que traverser la ville de Gênes, et de nuit si cela est possible; il sera dirigé ensuite sur Alexandrie, où il pourra se reposer quelques heures, si sa santé l'exige. En partant d'Alexandrie, on fera en sorte qu'il ne s'arrête plus jusqu'au mont Cenis, en ayant l'attention de ne pas lui faire traverser Turin, ce qui est facile au moyen de quelques lieues de traverse. Si cela est nécessaire, on arrêtera, pendant vingt-quatre heures, la distribution des lettres venant d'Italie, ce qui est possible sans que le public ait de soupçon de cette mesure. Au moyen de toutes ces précautions, j'espère que le pape traversera tout le gouvernement général des départements au-delà des Alpes dans le plus parfait incognito... D'après les ordres de Son Altesse impériale, M. le colonel de la 27e légion de gendarmerie escortera le pape jusqu'à Grenoble, où il attendra les dispositions que prendra le gouvernement. Cette ville a été choisie, comme réunissant le double avantage de sûreté et de proximité; elle est fortifiée, elle a deux dépôts de garnison et est la résidence du général commandant la division. Si l'itinéraire qu'a transmis Son Altesse impériale la grande-duchesse peut-être suivi exactement, je crois que le pape sera au mont Cenis le 15 courant. Aussitôt que j'aurai été informé que ce passage a été effectué, je m'empresserai d'en rendre compte à Votre Excellence.

A Gênes, les autorités étaient fort perplexes. Le préfet avait reçu de Florence l'avis d'être « prêt à recevoir deux cardinaux amenés de Rome par ordre de l'empereur »; la lettre de la grande-duchesse ajoutait que le prince Borghèse « donnerait ses instructions[1] ». Il les donna, en effet, mais tardivement; la fable des deux cardinaux s'était déjà évanouie devant le bruit public qui annonçait l'arrivée du Saint-Père, et le malheureux préfet dut reconnaître dans la rumeur populaire un guide plus sûr que la parole d'Élisa. Une lettre, écrite par l'officier chargé de diriger l'escorte et transmise

ment, qui avait eu lieu le 6 et non le 8 juillet, comme sur le nom de l'officier commandant l'escorte; celui-ci se nommait Mariotti et n'était pas général.

[1] Lettre du préfet de Gênes au conseiller d'État, chargé du IIIe arrondissement de la police générale de l'empire, 14 juillet 1809.

par le général Montchoisy, commandant la division, lui apprit la qualité du prisonnier, dont l'entrée à Gênes se trouvait fixée au jeudi 13 juillet.

Sans ordres aucuns, écrit-il au ministère de la police, nous concertâmes toutefois nos mesures et nous convînmes que deux voitures seraient envoyées au-devant du pape, jusqu'au lieu où la route leur permettrait le passage; que là, le pape serait invité à quitter sa chaise à porteur; que nous nous rendrions nous-mêmes, le général et moi, au-devant de lui, et que nous le conduirions au palais Salicetti, où tout allait être préparé pour le recevoir et le conserver jusqu'à l'arrivée d'instructions [1].

Le colonel de la 27ᵉ légion de gendarmerie vint, dans la soirée du 12 juillet, changer tous ces plans; le prince Borghèse ne croyait pas utile de garder sur son territoire le Souverain Pontife; il jugeait plus expédient, en attendant des ordres, de l'envoyer à Grenoble. Mais « le parfait incognito » qu'espérait obtenir le directeur de la police d'Auzers ne pouvait être gardé; continuellement arrivaient à Gênes, « de Chiavari, de Sostri, de la Spezzia et d'autres lieux de la rivière du levant, des personnes qui avaient vu et reconnu Pie VII, et le commissaire général de police Joliclerc, en homme tout disposé à ne pas reculer devant des violences isolées, avouait tristement qu' « il n'y avait pas moyen de les contraindre toutes au silence ». Il ajoutait ce détail, qui aurait suffi à expliquer la divulgation du secret : « Le pape voyage avec ses habits pontificaux, il s'est obstiné à ne pas les quitter [2]. » Cela seul révélait le caractère de sa dignité, et l'on s'étonne que, sur ce point, son obstination ait été respectée.

Néanmoins, l'envoyé du prince Borghèse, le colonel Boisard, « témoigna sa surprise et son mécontentement de la publicité donnée à l'événement; il se mit à l'œuvre et déploya tous ses talents stratégiques pour tourner la ville de Gênes. » Un rapport du commissaire Joliclerc retrace ainsi l'incident :

M. le colonel Thouvenot, commandant la gendarmerie de ce pays, accoutumé à juger *tout* du fond de son cabinet, communiqua ses inquiétudes à son collègue Boisard, qui résolut de faire arrêter le cortège dans quelque village, en avant de Gênes, et de faire embarquer secrètement le pape, pendant la nuit, pour éviter le passage dans la ville et pour descendre à Saint-Pierre d'Arena, où les voitures iraient

[1] Lettre du préfet de Gênes au conseiller d'État, chargé du IIIᵉ arrondissement de la police générale de l'empire, 14 juillet 1809.

[2] Rapport du commissaire général de police, à Gênes, 12 juillet 1809.

l'attendre, afin de continuer la route sur-le-champ. M. Thouvenot fut ou dut être expédié de suite à la rencontre du cortège, pour agir dans ce sens. Vers onze heures du matin, M. le colonel Boisard eut avec le général, le préfet et moi, une conférence dans laquelle il nous fit part de son plan; on lui observa que, d'après les précautions prises, il n'y avait aucun risque à faire passer le Saint-Père dans la ville; qu'au surplus on pouvait la lui faire traverser dans le plus *grand incognito*, après minuit, par exemple, en chaise à porteurs, ainsi qu'il avait voyagé depuis qu'il était en Ligurie, et qu'arrivé à Saint-Pierre d'Arena, il monterait en voiture, pour continuer sa route; que, par mer, il ne laissait pas que d'y avoir quelque danger [1]; que d'ailleurs cela fournirait aux malveillants un prétexte de crier à la violence, au martyre, etc. Après lui avoir fait, dis-je, toutes ces réflexions, comme en définitif (*sic*), il était chargé *seul* de la direction de cette affaire, nous ne pûmes que déférer à son système. Cela étant une fois décidé, j'ai fait, comme je le devais, tout ce qui a dépendu de moi pour aider M. le colonel Boisard à remplir sa mission, selon son propre plan. J'ose dire qu'il avait besoin de ce secours, lui qui ne connaît pôint les localités, qu'au reste son collègue, le colonel Thouvenot, ne connaît guère mieux [2].

Nous ne voudrions pas insister outre mesure à l'unique fin d'établir un fait que nous avons, à plusieurs reprises, essayé de mettre en lumière; mais l'intérêt de la vérité historique ne commande-t-il pas de ne négliger aucune preuve de nature à confirmer ce que nous avons déjà dit sur les inquiétudes causées à tous les degrés de la hiérarchie politique par l'absence d'une direction émanant de l'empereur? L'attitude du préfet de Gênes mérite à cet égard une observation. S'il laissa le champ libre à Boisard, ce fut moins par déférence que par un sentiment de prudente réserve, et il n'avait garde d'imiter le commissaire Joliclerc, se vantant d'avoir prêté « secours » au colonel. Son langage, au contraire, ne visait qu'à diminuer son rôle.

M. Boisard, dit-il, m'a fait par écrit la demande d'une voiture solide et à quatre roues; il m'a désigné le lieu où je devais la faire trouver, avec quatre chevaux, à onze heures du soir. J'ai fait ce qu'il a désiré et j'ai su ce matin, par les domestiques que j'avais chargés d'accompagner cette voiture, que, vers trois heures du matin, on était venu la chercher, qu'on l'avait conduite vers Saint-Pierre d'Arena, où bientôt après le pape était arrivé en bateau [3].

[1] Ce danger provenait surtout des croisières anglaises.
[2] Rapport du commissaire général de police, à Gênes, 14 juillet 1809.
[3] Lettre du préfet de Gênes, déjà citée, 14 juillet 1809.

Que de précautions pour écarter tout soupçon d'initiative, et comme ce haut fonctionnaire s'efface volontiers dans une si grave circonstance ! Un pape lui est annoncé par voie administrative, il le passe administrativement à l'homme qui a pouvoir de lui en délivrer un reçu ; il suit l'impulsion donnée, mais il n'a pas l'assurance qu'elle vienne du maître, et il reste passif. Si le délégué du prince Borghèse lui fait une demande, il faut qu'elle soit « écrite » ; bien plus, ce sont ses domestiques qui lui apprennent le transport du pontife par mer, ainsi que le débarquement à Saint-Pierre d'Arena. Cette prétention d'avoir ignoré les préparatifs et les résolutions du colonel Boisard est formellement démentie par le commissaire Joliclerc, qui assistait à la conférence, où, en présence du général et du « préfet », le colonel exposa « son plan » ; mais moins elle est fondée, plus évidente est la preuve que le préfet de Gênes appréhendait jusqu'à l'apparence d'avoir surveillé une entreprise dont le caractère ne lui paraissait pas clairement défini. Son ignorance prétendue n'était qu'une feinte ; il voulait se ménager, à l'occasion, un moyen d'excuse, une sorte d'alibi moral.

Embarqué nuitamment aux environs du village de la Castagna, le Saint-Père, après plusieurs heures de navigation, débarqua, en effet, à Saint-Pierre d'Arena, et gagna ensuite Alexandrie, où le cardinal Pacca l'avait précédé ; mais il n'eut pas la liberté de l'y voir pendant les deux jours de repos qui lui furent accordés. L'autorité militaire le tenait dans une dépendance de plus en plus étroite et refusait même de tolérer auprès de lui la présence d'un confesseur[1]. Pie VII et son ministre ne devaient se revoir qu'à l'hospice du mont Cenis. D'Alexandrie le pape alla-t-il à Mondovi, ainsi que le rapporte l'auteur de la relation italienne que nous avons souvent citée? M. d'Haussonville a tenu pour exact cet itinéraire, et, en lisant le récit des démonstrations éclatantes dont cette ville aurait été témoin, il semblerait que le fait ne pût être douteux. Nos recherches dans les documents officiels nous invitent cependant à ne le point admettre. Les rapports administratifs ne parlent pas de Mondovi, mais ils indiquent clairement quelle fut la durée du trajet entre Alexandrie et les environs de Turin. Or la distance qui sépare Alexandrie de Mondovi et Mondovi de Turin aurait dû être parcourue en huit ou neuf heures, et un simple regard sur la carte rend cette supposition absolument invraisemblable. Lorsque Napoléon aura commandé de transférer son prisonnier de Grenoble à Savone, Pie VII alors traversera Mondovi, où une inscription

[1] Bulletin, nº 1, du conseiller de préfecture de l'Isère, Girard, 24 juillet 1809. (*Chroniques dauphinoises*, par A. Champollion-Figeac.)

rappelle que, le 14 août 1809, il accomplit sa soixante-septième année, sous le toit d'Annibal Fauzone Germagnani, au milieu des pieuses démonstrations de la cité [1]. Aussi pensons-nous que les historiens se sont mépris, en adoptant la version de la relation italienne, et qu'ils ont confondu les dates des deux voyages que dut accomplir le Souverain Pontife, à quelques semaines d'intervalle.

Les rapports, dont nous venons d'invoquer le témoignage, nous permettent de suivre les captifs jusqu'aux portes de Grenoble ; ils renferment quelques détails que nous n'avons vus nulle part ailleurs, et leurs auteurs ont une incontestable autorité, jointe à une rare précision. C'est d'abord le général Alexandre Lameth, préfet du Pô, qui, dans sa correspondance confidentielle, écrit, le 17 juillet, au conseiller d'État Vincent, chargé du IIIe arrondissement de la police générale de l'empire :

J'ai l'honneur de vous informer que le pape a passé ce matin vers dix heures dans les environs de Turin. Son Altesse impériale ayant bien voulu conférer avec moi sur les mesures prises ou à prendre pour son passage dans le département, et principalement à Turin, le prince a ordonné qu'un relai fût envoyé à environ trois quarts de lieue de la ville, à un chemin de traverse, qui conduit de la route de Stupinis (Stupinigi) à celle de Rivoli ; le pape avait quitté celle d'Alexandrie à Turin, à Moncalier (Moncalieri), en traversant le Pô sur le pont de cette ville. On avait été instruit ici que le pape avait couché à Alexandrie, mais le bruit ayant été répandu à dessein qu'il avait passé la nuit précédente, il n'y a eu aucun concours de peuple sur la route qu'on avait supposé qu'il pouvait tenir. Il couchera ce soir au mont Cenis, en conséquence l'on peut regarder comme certain que la tranquillité publique ne sera pas troublée par cette circonstance critique [2].

De son côté, et à la même date, le directeur de la police, d'Auzers, envoyait à Paris les informations suivantes :

Le pape est parti d'Alexandrie à une heure après minuit. Il voyage dans une voiture à huit chevaux, suivi de deux autres à six [3]. Il est

[1] Épigraphe du baron Vernazza.

[2] Lettre confidentielle du général Alex. Lameth, préfet du Pô, 17 juillet 1809.

[3] La suite du pape s'était augmentée depuis le départ de Rome ; voici l'état nominatif qui fut envoyé à Paris par le directeur de la police, d'Auzers, le 17 juillet 1809 : *Suite du pape* — Mgr D. George Daria, maître de chambre ; D. Jean Soglia, chapelain ; Camille Ceccarini, chirurgien ; Charles Porta, médecin ; Joseph Moiraghi, adjudant de chambre ; André Morelli, *idem* ;

arrivé ce matin à huit heures, à une maison près la grande route, entre Poirino et Truffarello, où il a trouvé un déjeuner que je lui avais fait préparer. Personne ne se doutait que ce fût pour lui. A midi, rendu à Avegliano, à 6 lieues par-delà Turin, il a désiré dîner, et a été conduit chez M. le maire, où il doit arrêter une heure, afin d'être rendu de jour à l'hospice du mont Cenis. Il est possible que l'état de sa santé, car il paraît très fatigué, le fasse séjourner un jour à cet hospice. Alors il n'arriverait que le 20 courant à Grenoble...

Le pape n'a point traversé Turin. Son passage dans le Piémont n'a produit aucune sensation fâcheuse, au moyen des précautions qui avaient été prises. Le manque de chevaux a fait que M. le cardinal Pacca, secrétaire d'État, ainsi que le reste de la suite du pape, n'ont pu partir d'Alexandrie que vers sept heures du matin [1].

Un bulletin du 20 juillet complète ces renseignements :

Le pape, ayant été fatigué de son voyage, a dû s'arrêter deux jours à l'hospice : il a donc dû partir ce matin pour aller coucher à Aiguebelle, et demain à Grenoble. M. le cardinal Pacca, ainsi que la suite, a couché avant-hier à Lanslebourg, hier à Saint-Jean-de-Maurienne, où ils séjourneront aujourd'hui, afin que le pape reprenne l'avance et arrive le premier à Grenoble [2].

Confié à la garde du chef d'escadron Gaillot, commandant la gendarmerie du département de Marengo, Pacca n'avait cessé d'être séparé de son souverain, après une courte entrevue à l'hospice du mont Cenis; il l'attendit, contrairement aux prévisions de d'Auzers, non à Saint-Jean-de-Maurienne, mais à Lumbin, sur la route de Grenoble. Arrêtons-nous un instant à ce village de l'Isère, où, dans la demeure du conseiller de préfecture Savoye, les captifs goûtèrent un peu de soulagement à leurs peines. Là, pour la première fois, ils entendirent une voix indépendante témoigner en leur faveur; ils sentirent un de ces souffles généreux qui relèvent les vaincus et flétrissent les violents; ils connurent cette douceur, dont l'opprimé peut seul dire le prix, de trouver un écho à leurs intimes souffrances. La compagne de leur hôte avait esprit et cœur;

Barthélemi Padroncini, domestique de Mgr Doria; Charles Bertoni, palefrenier; Vincent Collagni, *idem*; Haire Palmieri, domestique; Paul Campa, Giovanne di Frutteria; Sante Jarghini, cuisinier. *Suite du cardinal Pacca* — Mgr Pacca, son neveu, prélat; Cosme Pedicini, secrétaire du cardinal; Michel Schonesausen, valet de chambre; Philippe Mazzanti, domestique de Mgr Pacca, prélat.

[1] Rapport de M. d'Auzers, directeur de la plice des départements au-delà des Alpes, 17 juillet 1809.

[2] *Ibid.*, 20 juillet 1809.

par ses soins, ses prévenances délicates, elle se plut à tempérer les amertumes de l'exil. En présence de l'officier Gaillot, oublieuse de sa position officielle, avec une noble franchise, elle osa blâmer la conduite du gouvernement et honorer les proscrits. « Dans cette maison », écrit, en ses Mémoires, le cardinal Pacca, « je m'aperçus que j'étais sur la terre hospitalière de France ». Le vieux sol du royaume très chrétien, devenu la proie d'un despote, où le geôlier commandait à sa guise, restait pour le prisonnier une terre hospitalière! Une femme avait fait ce miracle. Elle conservait à son pays, avec le fier renom des temps passés, le parfum de cette fleur de chevalerie, dont les Françaises étaient accoutumées jadis à recevoir l'hommage, que depuis, quand l'égoïsme glaça les courages, quand les hommes eurent peur, elles réchauffèrent dans leur sein et gardèrent précieusement comme un dépôt sacré. Devant l'empereur, les têtes les plus hautes s'inclinaient humblement, et la dignité virile s'accommodait au joug; mais les femmes lui échappaient, et, au milieu de la prostration universelle, leurs lèvres avaient le secret de glorifier la justice, de maudire l'iniquité. Ce fut toujours leur privilège; aux heures des grandes défaillances, elles restent debout, et, lorsque tout s'affaisse sous la force, il semble que le droit, l'honneur, les vertus et les puissances de l'âme trouvent dans leur faiblesse une imprenable citadelle.

Réconfortés par leur court séjour à Lumbin, le pape et le cardinal durent continuer leur route; mais ils obtinrent la faveur d'être réunis dans la même voiture. Cinq lieues seulement les séparaient encore de Grenoble, et à mesure qu'ils approchaient du but, leur marche devenait triomphale. Une multitude recueillie couvrait la route; des troupes de jeunes filles s'avançaient en jetant des fleurs, et souvent, au risque d'être foulées par les chevaux, elles s'élançaient, avec un pieux enthousiasme, pour baiser la main qui bénissait la foule agenouillée. C'était un spectacle émouvant, bien propre à inspirer ces réflexions que publia dans la suite le compagnon du Saint-Père, et qui marquent la forte trempe donnée à la conscience religieuse de notre race par la foi traditionnelle.

Depuis plusieurs siècles, non seulement les pays hétérodoxes, où les préjugés contre le Saint-Siège se sucent avec le lait, mais encore quelques pays catholiques et la France plus particulièrement, retentissent de déclamations furibondes contre Rome. Là, des écrivains sont sans cesse occupés à montrer aux peuples cette métropole du christianisme comme le siège de la tyrannie; ils répandent les plus atroces calomnies sur le clergé romain, et peignent les actions des Souverains Pontifes sous les couleurs les plus noires et les plus

hideuses. Il semble donc, par la manière dont se forment ordinairement les jugements humains, qu'ils auraient dû parvenir à allumer une haine universelle contre les papes; il semble que les peuples égarés auraient dû fuir la présence d'un pape, comme on fuit à l'aspect d'un monstre... Cependant le contraire est arrivé. Soit que Pie VII et son prédécesseur aient voyagé en souverains dans les pays étrangers, soit qu'ils aient paru escortés par les gendarmes, ainsi que des criminels, partout les villes et les provinces se sont précipitées sur leur passage, pour les saluer de leurs acclamations... Il est permis de voir dans ces événements extraordinaires quelque chose de surhumain [1].

Le 21 juillet, à six heures du soir, au milieu d'un immense concours de peuple, qui lui faisait la plus magnifique ovation, le pape entrait dans la capitale du Dauphiné, comme « le meilleur des pères, revenant après une longue absence au sein d'une famille chérie, ardemment empressée à lui prodiguer les marques les plus touchantes de son amour et de son respect [2] ».

Il avait été interdit au clergé d'aller au-devant du cortège et de sonner les cloches; mais les laïques purent se livrer aux plus chaleureuses démonstrations, et des militaires en grand nombre se faisaient remarquer par leur respectueuse attitude. Ces soldats n'étaient point, comme le crut l'historien de Pie VII, le chevalier Artaud, les survivants de la valeureuse garnison de Saragosse; ils appartenaient à la légion portugaise, où, retenus par les séductions de la gloire, plus fortes que les attaches de la patrie, servaient, sous le commandement du marquis d'Alorno, les descendants des plus nobles familles du Portugal [3]. Les autorités locales avaient été prises au dépourvu : « Que dire et que faire, écrit un témoin oculaire, le savant Champollion, quand une dépêche du prince gouverneur des départements au-delà des Alpes vous annonce inopinément le voyage imprévu du chef suprême de l'Église et qu'à l'arrivée de la dépêche, le vénérable pontife n'est plus qu'à quelques lieues de la ville? » La lettre du prince Borghèse, par une bizarrerie difficile à comprendre, avait été confiée au « courrier ordinaire d'Italie, distribué le matin » du 21 juillet. A la préfecture, on ignorait si l'on allait « recevoir le souverain de toute la chrétienté ou un illustre prisonnier politique [4]. Le

[1] *Mémoires* du cardinal Pacca.

[2] *Ibid.*

[3] *Le Palais de Fontainebleau, ses origines,* etc., publié d'après les ordres de l'empereur, par Champollion-Figeac.

[4] *Ibid.* et *Fourier et Napoléon, l'Égypte et les Cent-jours, Mémoires* et *Documents inédits,* par Champollion-Figeac.

préfet était absent, et cette circonstance devait encore augmenter les embarras et les incertitudes de son suppléant. Le département de l'Isère avait alors à sa tête un homme éminent, dont l'éloignement en cette délicate conjoncture ne pouvait manquer de laisser un grand vide parmi ses subordonnés. Dix-neuvième enfant d'un artisan d'Auxerre, successivement disciple des Bénédictins, dont il avait porté l'habit jusqu'à la suppression des ordres monastiques, élève de l'École normale, répétiteur à l'École polytechnique, membre de la Commission scientifique qui suivit en Égypte l'armée du général Bonaparte, secrétaire perpétuel de l'Institut d'Égypte, commissaire français près du divan du Caire, chef de l'administration de la justice égyptienne, Jean-Baptiste Fourier occupait, depuis 1802, la préfecture de Grenoble. Bien qu'il eût voué ses talents au service de la science, Napoléon ne lui avait point permis de se dérober au service de l'État; confiné dans une ville de province, il sut y conquérir une gloire durable, en écrivant sa *Théorie analytique de la chaleur* et la préface de la *Description de l'Égypte*, remarquables travaux, dont le mérite devait lui ouvrir les portes de l'Académie des sciences et de l'Académie française. Il fut, en même temps, un de ces administrateurs habiles, modèles de sagesse et de prévoyance, qui contribuèrent puissamment à l'éclat du gouvernement impérial, assez prévoyant, de son côté, pour rehausser, par ses choix, le prestige des fonctions administratives, et en maintenir longtemps les titulaires au même poste, au contact des mêmes populations. Fourier, prétendait un ancien président du parlement de Dauphiné eût été capable de « donner des leçons de théologie aux évêques et de politesse aux parlementaires d'avant 1789 »; d'un commerce agréable, il recherchait l'élite de la société, « accueillait avec faveur la classe anciennement privilégiée », se faisait aimer des « notabilités nouvelles » pour « son administration douce et attentive, très éclairée sur toutes les questions importantes, amie de l'ordre et de la paix, ennemie des formalistes-jurés, des chicaneurs et des gros dossiers[1] ». On conçoit aisément l'influence personnelle qu'un tel préfet exerçait autour de lui, et combien il était difficile de le suppléer en un moment où l'on pouvait justement redouter une certaine effervescence dans un département qui avait toujours eu la réputation d'être difficile à administrer.

Lorsque le pape arriva en Dauphiné, Fourier était à Paris, où le ministre de la police générale lui apprit l'événement de Grenoble. « Votre remplaçant n'est pas très fort, lui dit-il, mais vous pouvez

[1] *Chroniques dauphinoises*, par A. Champollion-Figeac.

rester; je vais vous débarrasser de votre voyageur [1]. » Fouché venait, en effet, de recevoir cet ordre de l'empereur : « Si le pape est entré en France, faites-le rétrograder sur Savone et San-Remo [2]. »

Napoléon devait changer bientôt d'avis; il sera, toutefois, trop tard pour revenir sur cette première décision, à laquelle Fouché se hâta d'obéir, estimant sans doute que le « débarras » ne serait pas moindre pour lui que pour le préfet de l'Isère. Celui-ci eut ainsi la bonne fortune de ne point se trouver en face de Pie VII, et il « s'est toujours félicité du hasard qui le préserva de cette rencontre [3] ». Le remplaçant officiel de Fourier était M. Calaud de la Salcette, conseiller de préfecture, ancien grand vicaire de son oncle, l'archevêque d'Embrun, cousin du général du même nom, qui avait commandé à Rome; mais, à côté de ce personnage, un autre conseiller de préfecture, nommé Girard, était le remplaçant effectif du préfet. L'absence de Fourier livrait donc l'autorité préfectorale à une dualité administrative, et cela même sans doute ne déplaisait pas à Fouché; c'est du moins ce qu'un érudit dauphinois nous laisse deviner, dans un passage de ses intéressantes *Chroniques*, où il parle de la situation difficile faite au préfet intérimaire, M. Calaud de la Salcette, « représentant nominal du ministre de l'intérieur, sans aucun pouvoir réel, parce que la conduite de cette affaire relevait du ministre de la police, et que ce ministre avait à Grenoble son agent secret, M. Girard [4] ».

Au rapport de Champollion, le préfet intérimaire « fit tout pour allier son respect avec sa responsabilité, avec le maintien de la tranquillité publique; si sa haute taille et son âge donnaient peu de grâces à ses manières, ses intentions ne pouvaient être accusées [5] ». Mais le rôle actif appartenait au conseiller Girard, qui, accompagné du maire Renauldon, du général Costantini, reçut le Souverain Pontife, et prit toutes les mesures « pour la sûreté de la personne de Sa Sainteté et du cardinal Pacca [6] ». Installé à l'hôtel de la préfecture, et non à l'évêché, comme l'a cru M. Thiers, le pape occupa l'appartement même de Fourier; le cardinal, d'après les instructions du prince Borghèse, fut de nouveau séparé de son maître et conduit à l'hôtel Belmont, avec son neveu Tibère Pacca,

[1] *Fourier et Napoléon, l'Égypte et les Cent-jours,* etc., par Champollion-Figeac.

[2] Lettre de l'empereur au comte Fouché, 18 juillet 1809. (*Correspondance de Napoléon Ier*.)

[3] *Fourier et Napoléon*, etc., déjà cité.

[4] *Chroniques dauphinoises,* etc., déjà citées.

[5] *Fourier et Napoléon,* etc., déjà cité.

[6] Lettre du conseiller de préfecture Girard au ministre de la police, 22 juillet 1809.

deux domestiques et l'officier Gaillot. Si nous nous en tenions aux apparences, il y aurait lieu de reconnaître qu'aucun égard ne fut refusé aux prisonniers. Champollion, ayant été chargé, en sa qualité de bibliothécaire de la ville, de leur fournir des livres, eut l'occasion de se rendre tous les jours à la préfecture, et « il vit partout, déclare-t-il, prévenances, vénération, soumission même, la responsabilité de l'autorité publique réservée [1] ». Pacca, d'autre part, ne cache point qu' « il était traité dans sa prison, avec une véritable magnificence [2] ». Nous verrons cependant qu'une stricte économie présidait aux dépenses autorisées, et il nous sera donné d'apprécier ce que, sans la fascination du règne impérial, un esprit droit, honnête et chrétien, pouvait appeler prévenance, vénération, soumission envers le chef de l'Église, quelle idée se faisaient alors des droits de l'autorité publique ceux-là qui pourtant voulaient les mettre d'accord avec « les devoirs du chrétien ». Les notions de justice et de liberté avaient été troublées à ce point, que les meilleurs n'étaient pas éloignés de tenir pour généreux tout arbitraire qui évitait les excès du scandale. Les victimes elles-mêmes ne jugeaient pas leurs persécuteurs, selon la loi commune, et nous accueillons sans surprise cette déposition d'un contemporain : « Le pape fut entouré à Grenoble de respect et de soins, et s'en montra satisfait [3]. » Encore qu'il pût être justement touché des sentiments manifestés par toutes les classes de la population, cette satisfaction résignée avait une autre origine; au milieu de ses épreuves, il gardait une pensée d'affectueuse complaisance pour Napoléon.

« L'empereur m'en fait de bien cruelles, disait-il au chef de son escorte, mais je l'aime toujours et je regrette que ma conscience ne me permette pas de faire ce qu'il veut exiger de moi [4]. » Cette faiblesse du cœur ne l'entraîna jamais à oublier sa dignité. Lorsqu'un jour, prévenu de son dénuement par Mgr Doria, Boisard avait proposé de lui remettre, contre une demande écrite, la somme dont il aurait besoin, il s'informa si l'argent offert était l'argent du gouvernement, et, sur la réponse affirmative du colonel, il témoigna qu'il n'en voulait pas [5].

Pendant dix jours, Pie VII vécut à Grenoble, incertain de sa destinée, consacrant de longues heures à la prière et à la lecture.

[1] *Fourier et Napoléon,* etc., déjà cité.

[2] *Mémoires du cardinal Pacca.*

[3] *Le Palais de Fontainebleau,* etc., déjà cité.

[4] Lettre du conseiller de préfecture Girard au ministre de la police, 22 juillet 1809.

[5] *Ibid.*

Peu à peu, une partie du public en vint à douter qu'il fût véritablement séquestré. Il pouvait prendre l'air dans un jardin, dont les grilles étaient fermées; le voyant se promener, on se persuada qu'il était libre, puisqu'il ne demeurait pas dans un cachot. Ce raisonnement ne fut pas seulement goûté du vulgaire, et, à d'autres époques, ne le retrouvons-nous pas également en crédit auprès d'intelligences cultivées, désireuses d'applaudir à d'autres entreprises contre l'Eglise romaine? Le témoin éclairé que déjà nous avons entendu partagea le doute de ses concitoyens : « On ne sait pas, assure-t-il, si le pape était considéré comme un prisonnier; l'autorité publique, dépourvue de toute instruction, s'appliqua à concilier les devoirs du chrétien avec ceux de sa charge [1]. » Les bulletins confidentiels, envoyés au ministère de la police par le conseiller Girard, nous apprendront comment fut opérée cette conciliation difficile.

Dans sa première dépêche, l'agent secret de Fouché s'exprimait en ces termes :

J'ai fait pourvoir à la nourriture de Sa Sainteté et de toute sa suite convenablement, et quoique je n'aie fait rendre aucun honneur extérieur au Souverain Pontife, j'ai eu pour lui tous les égards convenables. Je lui ai demandé de me faire connaître s'il désirait se promener dans le jardin attenant à son logement et qui est à l'usage du public; s'il veut s'y montrer, un officier de planton ne le perdra pas de vue. On a dressé une chapelle dans la maison, où l'aumônier de Sa Sainteté a dit la messe. L'impatience du public pour voir le Saint-Père est extrême, surtout celle du clergé. J'ai cru que je devais attendre vos ordres, avant de permettre aux ecclésiastiques et aux autres personnes de le visiter. Je vous prie instamment de me transmettre des instructions précises... Je ne dois pas vous dissimuler, Monseigneur, que, dans le public, on entend quelques murmures sur la conduite tenue à l'égard du Saint-Père; les ecclésiastiques surtout s'apitoient sur le sort du pontife et de la religion. On veut interpréter les motifs de la conduite du gouvernement dans cette circonstance; les uns disent qu'on a enlevé le pape et qu'on l'a conduit en France, parce qu'il avait lancé un décret d'excommunication contre l'empereur; les autres que le pape avait le projet de se rendre en Sicile; que les Anglais devaient l'enlever et le conduire à Palerme ou en Espagne; d'autres disent qu'il s'est démis de la papauté, et qu'il avait convoqué les cardinaux pour faire élire un autre pape. Cet événement extraordinaire frappe tous les esprits, les agite; mais j'ai lieu de croire que

[1] *Le Palais de Fontainebleau*, etc., déjà cité.

la tranquillité ne sera pas troublée, et je ne négligerai aucun des moyens qui sont à ma disposition pour la maintenir. Si Votre Excellence jugeait convenable que le pape résidât pendant quelque temps à Grenoble, il me paraîtrait convenable de le loger dans une campagne à quelque distance de la ville, où une garde, sous le titre de garde d'honneur, veillerait à sa sûreté et empêcherait les communications dangereuses... Le cardinal Pacca me fait demander la permission de communiquer avec Sa Sainteté. Je ne crois pas devoir l'accorder, jusqu'à ce que je connaisse vos intentions. Je dois vous faire observer que le pape et le cardinal ont voyagé dans la même voiture, depuis Lumbin jusqu'à Grenoble, et que leur séparation, que j'ai cru devoir ordonner, d'après la lettre du directeur de la police de Turin, écrite par les ordres de Son Altesse impériale le prince Borghèse, a paru les affecter l'un et l'autre [1].

Malgré son calme apparent, Pie VII était en proie à de sombres préoccupations; quand Girard lui demandait « comment il se portait », il avait coutume de répondre : « Bien pour le physique, mais mal pour le moral. » Sa physionomie reflétait sa tristesse; « il avait habituellement l'air assez soucieux », et s'interdisait tout sujet de distractions, « parce que l'Église était en deuil ». Il déclara au maire, lui proposant de le mener dans les environs de Grenoble, « qu'il ne voulait monter en voiture que pour aller à Rome [2] »; mais, chaque jour, sous le regard vigilant des autorités civiles et militaires, il se plaisait à bénir le peuple, qui se pressait contre les grilles du jardin, où il lui avait été permis de se promener. « Cette condescendance et cette apparition du pape, au milieu des principaux fonctionnaires, remarquait Girard, ont paru satisfaire le public, et les murmures ont cessé. » Le correspondant de Fouché s'inquiétait néanmoins. Son projet de reléguer le pontife dans une campagne isolée n'avait pas eu de suite; il sollicitait des ordres, mais le ministre de la police restait silencieux, et, de fait, qu'aurait-il ajouté aux précautions de son subordonné? Le Saint-Père et le cardinal étaient gardés à vue, on ne leur laissait avoir aucune relation avec le dehors. Lorsque Pacca sortait en voiture, Girard et le chef d'escadron Gaillot l'accompagnaient; son gardien ayant une fois consenti, sans avertir le défiant conseiller, à le promener dans un lieu solitaire, reçut une verte réprimande. Le malheureux

[1] Lettre du conseiller de préfecture Girard au ministre de la police, 22 juillet 1809.

[2] Tous ces déteils et ceux qui suivent sont extraits des bulletins du conseiller de préfecture Girard; ces bulletins ont été reproduits par M. A. Champollion-Figeac, dans ses *Chroniques dauphinoises*.

secrétaire d'État avait été signalé comme un « personnage adroit et instruit », c'était assez pour qu'il devînt nécessaire de poster à sa porte un caporal avec plusieurs soldats, et, dans son antichambre, un officier de garde. Si « quelques personnes pieuses » étaient admises à entendre la messe des exilés, cette tolérance n'était qu'un moyen de police, pour connaître et surveiller les plus dévoués partisans de la cause religieuse; elle ne tarda pas, du reste, à sembler excessive, et de nature à provoquer des « attroupements ». La consigne que s'imposait Girard était d'une extrême simplicité : toute autorisation, quelle qu'elle fût, devait être refusée jusqu'à ce que le gouvernement eût fait connaître ses résolutions. Or le gouvernement, ne se pressant point de parler, avait l'avantage de voir ses intentions d'autant mieux servies que son mutisme était plus absolu. Les confesseurs étaient particulièrement suspects à Girard; comme Miollis et Boisard, il les trouvait sans doute « fanatiques et faiseurs de miracles »; en tout cas, il les jugeait d'un commerce dangereux pour le bon ordre.

Hier soir, lisons-nous dans le bulletin du 27 juillet, M. Doria, *maestro di camera*, m'a fait demander la permission d'introduire un prêtre pour confesser Sa Sainteté. Je n'ai pas cru devoir le lui permettre... Je ne doute pas que, dans cette demande, il n'y eût tout autre motif que celui de purifier sa conscience, puisqu'il n'a pas manqué de dire sa messe ce matin, comme à son ordinaire.

Il s'indignait de voir que le maire eût accordé pareille faveur à Pacca; c'était trop de complaisance.

J'ai invité le maire, écrit-il, à ne pas se mêler de ce qui concerne la police relative à Sa Sainteté.

Le caractère de sa mission est par là clairement indiqué; ses œuvres sont des œuvres de police, et il ne craint pas de le proclamer :

J'ai fait encore intercepter quelques lettres adressées à Rome, je prie de les faire parvenir à leur adresse le plus promptement possible, si elles sont indifférentes, afin que les personnes de la suite du pape continuent à n'avoir pas de méfiance.

On espionne l'entourage du Saint-Père; la moindre parole est rapportée, le plus insignifiant papier lu et commenté. De l'argent est-il envoyé de Rome, Girard en reçoit l'avis, mais n'ose pas toutefois le confisquer :

M. Barthelon, banquier très estimable de cette ville, est venu me communiquer une lettre de son correspondant de Turin, les sieurs Nigra frères, par laquelle on le prie de vouloir bien compter 10 000 écus romains à Sa Sainteté. Le banquier de Turin avait été chargé de ce payement par le sieur Torlonia, banquier à Rome. Je n'ai pas cru devoir m'opposer à ce que cette somme fût comptée. M. Barthelon a offert au pape de lui faire d'abord remettre 6000 francs à compte, et d'acquitter successivement le reste de la somme. Le pape a consenti sans difficulté à cet arrangement, et il a paru satisfait de l'offre qui lui était faite. Il a lu la lettre du banquier de Turin, et n'a point demandé si les fonds qui lui sont offerts appartiennent au gouvernement.

Mais, le surlendemain, Pie VII ayant sollicité la remise de 10 000 francs, cette somme lui est payée, et aussitôt Girard s'émeut :

Je désire que le gouvernement veuille bien me faire connaître s'il n'y a aucun inconvénient à ce que la somme entière de 54 000 francs lui soit comptée successivement.

Les dépenses sont soigneusement réglées.

Un cuisinier est chargé de fournir à la nourriture de Sa Sainteté et de toutes les personnes de sa suite.

La préfecture de l'Isère ne dispose, à cet effet, d'aucune ressource, il faut emprunter ou imposer aux fournisseurs de faire des avances. Le système est défectueux et propice aux abus; mais le rigide conseiller ne badine pas avec les comptes :

Je me suis fait présenter un état de la dépense faite, depuis six jours, pour la table du Saint-Père et de sa suite, et celle du cardinal Pacca et de sa suite. Le nombre de personnes nourries, y compris les officiers de gendarmerie chargés de la garde, les officiers de planton et les gens de peine employés, s'élève au nombre de vingt-huit. Toutes ces personnes déjeunent, dînent et soupent. Le compte du fournisseur s'élève à 1800 francs, sans y comprendre la dépense relative à l'ameublement. Je viens d'ordonner quelque réduction, et je veillerai à ce qu'une économie convenable soit observée dans tous les articles de la dépense.

L'attention qu'il apporte à vérifier des additions ne le détourne pas du souci qui l'obsède de ne laisser s'établir aucun rapport

entre le Souverain Pontife et le clergé, il y revient fréquemment, comme au point principal de sa mission :

J'ai résisté à toutes les instances et importunités des membres du clergé, qui voulaient faire des visites en corps et adresser des compliments.

Sa résistance ne cède même pas devant l'évêque de Grenoble, accrédité cependant auprès de lui par le ministre des cultes.

M. l'évêque de Grenoble avait consenti à différer sa visite au pape, jusqu'à l'époque où le gouvernement m'aurait fait connaître les rapports que Sa Sainteté doit avoir avec le clergé. Néanmoins, hier 28, ce prélat m'a demandé avec insistance de lui accorder l'autorisation de voir le Souverain Pontife; j'ai persisté à la lui refuser, et je me suis appuyé sur ce qu'ayant demandé des ordres à ce sujet, je ne dois pas les prévenir ou les contrarier par mes démarches.

Le cardinal Fesch, oncle de l'empereur, ne sera pas plus heureux; il ne pourra obtenir, pour son grand vicaire, la grâce d'une exception. Ces ordres, que Girard ne cesse de réclamer, ne lui seront point envoyés. Fouché est certainement renseigné, par la police du prince Borghèse, sur le voyage du pape, mais il trouve profit à se réserver; il est en mésintelligence avec ses collègues, et l'arbitraire de son agent peut suppléer à son silence. Cet arbitraire eut, en effet, libre cours, et traversa impunément une négociation à laquelle Napoléon attachait le plus haut prix. Par une dépêche du 15 juillet, l'empereur avait pressé son ministre des cultes « de prendre des mesures pour pourvoir aux évêchés vacants »; s'il affectait de ne voir dans la bulle d'excommunication « qu'une pièce ridicule », l'institution des évêques nommés lui tenait au cœur. « Il est nécessaire, disait-il, de savoir quel est le parti que le pape veut prendre. Les cardinaux Fesch, Caprara, comme archevêque de Milan; Caselli, comme archevêque de Parme; Maury, comme évêque de Montefiascone, aujourd'hui réuni à la France; l'archevêque de Tours, et d'autres évêques de cette réputation doivent écrire au Saint-Père pour lui demander ce qu'il veut faire, lui représenter que les affaires spirituelles et temporelles ne peuvent être confondues, et que s'il n'institue pas les évêques, aux termes du concordat, il élèvera un schisme dans l'Église, et que, s'il y a des troubles, ce sera au détriment de la religion. » Napoléon se réclamait du concordat, mais il négligeait d'examiner ce que valait ce traité de paix, après les attentats commis contre le chef de l'Église. N'avait-il pas fourni lui-même, lorsqu'il s'était emparé de

Rome, un juste motif de refuser au spoliateur du Saint-Siège les formules usitées dans les bulles d'institutions canoniques? Ces bulles, où la chancellerie romaine omettait de lui donner la qualification de « très cher fils », il les avait alors renvoyées avec dédain [1]; mais maintenant son désir de mettre fin à la vacance des sièges épiscopaux est si vif, qu'il ne reculera point devant une concession. « Je ne demande pas mieux, ajoutait-il, qu'il ne soit pas fait mention de moi » ; le ministre des cultes dira que « Sa Majesté ayant nommé un tel à tel évêché, la chancellerie est priée d'envoyer l'institution canonique. Par cette cessation de correspondance entre moi et le pape, il ne sera pas question de moi dans ces pièces. Il ne faut pas cependant que le pape dise qu'il nomme de son propre mouvement, mais qu'il institue, sans raisons ou allégations inutiles [2] ».

M. Bigot de Préameneu, tandis qu'il allait faire à Rome, auprès du cardinal di Pietro et de la commission consistoriale, des instances qui ne pouvaient aboutir sans un acquiescement préalable du Souverain Pontife, avait soin de préparer une négociation directe avec Pie VII; pour la seconder, le cardinal Fesch déléguait un de ses grands vicaires, et l'évêque de Grenoble devait intervenir personnellement, suivant un programme convenu. Mais le conseiller Girard veillait au salut de l'empire, et les négociateurs furent éconduits. La correspondance du ministre des cultes avec l'empereur nous présente le curieux récit de cette mésaventure :

Sire, je dois rendre compte à Votre Majesté de ce qui vient d'arriver dans l'exécution des ordres qu'elle m'a donnés, pour proposer au pape une modification dans les bulles d'institution canonique à délivrer aux évêques nommés. Les prélats, délégués par Votre Majesté, ont adressé des lettres respectueuses autant que fortes et pressantes. Son Altesse Mgr le cardinal Fesch a regardé comme le meilleur moyen de réussir, celui d'envoyer, de Lyon à Grenoble, porter sa lettre par un de ses grands vicaires nommé Courbon, très habile théologien et très bien intentionné. Son Éminence m'a écrit pour que je m'assurasse s'il aurait la facilité d'arriver et de parler au pape. J'ai envoyé mon secrétaire général demander au ministre de la police s'il était besoin de quelque passeport ou permission. Il m'a fait répondre qu'il n'en était aucunement besoin. M. Courbon a fait le voyage et n'a pu lui parler. J'avais adressé quelques lettres à l'évêque de Grenoble, pour les remettre et je lui avais donné des instructions pour conférer avec

[1] Dépêches de MM. Ortoli et Alberti, déjà citées, juin 1809.

[2] Lettre de l'empereur au comte Bigot de Préameneu, 15 juillet 1809. (*Correspondance de Napoléon Ier*.)

le pape. Je mets sous les yeux de Votre Majesté sa réponse qui me parvient à l'instant[1]. Il paraît que les ordres donnés par le ministre de la police ont été mal entendus, mal exécutés. L'arrestation du pape et ce qui se passe à Grenoble ne peuvent être secrets. Cela chagrine les évêques et les prêtres. Rien ne m'annonce qu'il en puisse résulter des troubles, mais les ecclésiastiques pourraient commencer à concevoir des inquiétudes[2]...

Vainement l'abbé Courbon montra-t-il « la lettre originale par laquelle le ministre des cultes assurait que Sa Sainteté était libre de recevoir qui il lui plairait[3]; non seulement il fut privé, quoique « très bien intentionné », d'avoir accès auprès du pontife, mais Girard ne voulut même pas faire parvenir à Pie VII la missive que le cardinal Fesch avait dû écrire, conformément aux prescriptions impériales, et qu'il avait confiée à son grand vicaire, sans y être, il est vrai, autorisé par l'empereur[4]. L'évêque de Grenoble ne put également, « ni voir le pape ni obtenir qu'on lui remît les lettres de Leurs Éminences les cardinaux Caprara et Maury, dont il était porteur[5] ». Le malentendu que dénonçait M. Bigot de Préameneu, entre son ministère et celui de la police générale, la liberté laissée à un agent secret de Fouché, petit employé de province, de s'opposer, dans son ignorance, à une importante négociation, ne sont-ils pas un éloquent témoignage du désordre moral qui menace les gouvernements, où tous les principes sont sacrifiés à la souveraineté de l'arbitraire? Assurément c'était une faute et une bravade contre le sens commun que de proposer une transaction à un pape réduit par la violence de son adversaire à ne pouvoir rien accorder s'il ne voulait être accusé de se soumettre. La volonté dominatrice de l'empereur, devenue, dans son empire, la seule règle reconnue, la seule loi obéie, lui inspirait de ces audaces contre toutes les règles et toutes les lois. Pour premier châtiment de son erreur, Napoléon reçut une leçon souvent donnée aux despotes; maître absolu, il pouvait tout ordonner; mais que, par l'effet de la passion, d'un oubli, de la distauce, ou de quelque autre accident humain, il omît de prévoir une circonstance, un détail, et son omnipotence venait accuser elle-même la faiblesse de son système. La puissante machine administrative, sortie de ses mains, avait pour unique

[1] Cette lettre de l'évêque de Grenoble est reproduite plus loin.
[2] Lettre de M. le comte Bigot de Préameneu à Napoléon, 7 août 1809.
[3] Lettre du cardinal Fesch au ministre des cultes, 7 août 1809.
[4] Lettre de l'empereur au comte Fouché, 6 août 1809. (*Correspondance de Napoléon Ier*.)
[5] Lettre du cardinal Fesch au ministre des cultes, 7 août 1809.

moteur son action personnelle et incessante; ce qui échappait à ses calculs tombait aussitôt dans le domaine de la dispute; l'harmonie qu'il avait établie parmi ses serviteurs, sur le fondement d'une savante discipline, était alors rompue; les rivalités de ses commis apparaissaient comme la revanche de leur servitude, et ses combinaisons pouvaient échouer devant l'inexpérience ou la médiocrité du plus obscur fonctionnaire.

Ce que pensa l'empereur de l'étrange insuccès réservé aux efforts de son ministre des cultes, nous l'ignorons. Il ne le connut, du reste, que lorsqu'il n'était plus possible de le réparer. Son éloignement enlevait fréquemment toute opportunité à sa prodigieuse dépense d'activité, et les événements marchaient plus vite que ses courriers. Deux ou trois jours après l'envoi de sa lettre du 15 juillet, relative à l'institution canonique des évêques, il apprenait l'enlèvement de Pie VII. Son parti avait été bientôt pris : « Empêcher que le pape n'entrât en France, et, s'il y était entré, le faire rétrograder vers Savone et sur San-Remo »; menacer le cardinal Pacca de « payer de sa tête » toute instigation contre les Français et le « faire enfermer à Fénestrelles », tel était, on s'en souvient, le texte de son ordre du 18 juillet. Mais, avant que le ministre de la police en eût connaissance, le pape était en Dauphiné; et, quand Fouché l'aura déjà fait « rétrograder », l'empereur conseillera, le 6 août, de « le garder à Grenoble »; le 15 septembre, il se plaindra qu'on « n'ait pas saisi ses intentions », et, blâmant « le mouvement sur Savone », il le déclarera « funeste, comme tous les pas rétrogrades [1] ».

Les instructions impériales du 18 juillet avaient été immédiatement transmises par Fouché, dans deux dépêches portant cette mention : *A M. le conseiller de préfecture de l'Isère, Girard, à lui seul;* elles étaient datées du 27 juillet, et l'une d'elles commençait par ces mots, qui étonnent à première vue : « *J'ai lieu de penser, d'après la correspondance que je reçois d'au-delà des Alpes, que le pape doit maintenant être arrivé à Grenoble.* » Girard les reçut le 1er août [2]. Qu'on veuille bien ici remarquer les dates qui déterminent le temps nécessaire à la transmission des correspondances, et, si l'on n'a pas oublié que la missive du conseiller de l'Isère, annonçant à Fouché l'arrivée du pape, était du 22 juillet, on reconnaîtra qu'elle n'avait pu parvenir à sa destina-

[1] Lettres de l'empereur au comte Fouché, 18 juillet, 6 août, 15 septembre 1809. (*Correspondance de Napoléon Ier* et *Histoire de l'empire*, par Thiers, liv. XIX.)

[2] Le texte de ces deux dépêches se trouve reproduit dans les *Chroniques dauphinoises,* déjè citées.

tion avant le 27, c'est-à-dire le jour même où le ministre de la police venait d'expédier les ordres de Napoléon. Ainsi s'explique la phrase que nous avons soulignée, et ainsi, contrairement aux allégations de la plupart des historiens, dont M. d'Haussonville a suivi la trace, se trouve établie, croyons-nous, la non-intervention de Fouché dans la conduite tenue par Girard, jusqu'au moment où il enjoignit de conduire le pape à Savone et d'enfermer à Fénestrelles le cardinal Pacca.

Ce dernier avait le secret pressentiment du sort qui l'attendait, et s'était ingénié pour faire remettre un billet au Souverain Pontife; il voulait, par de respectueux avertissements, le prémunir contre les pièges tendus à sa bonne foi, et surtout contre les sollicitations de certains cardinaux, qui, dociles instruments du pouvoir, « n'étaient pas de la race de ces hommes par lesquels s'opère le salut d'Israël [1] ». Les pressentiments du cardinal n'étaient que trop fondés. Cependant cette première journée d'août vit les cœurs s'ouvrir à l'espérance. Le bruit s'était répandu que le public serait enfin admis à communiquer librement avec le Saint-Père; les autorités confirmaient la nouvelle; les dames de la ville se visitaient pour échanger de joyeuses pensées; la cité tout entière était dans l'allégresse; la confiance qu'un rien ébranle, qu'une illusion nourrit, s'affermissait par d'ingénieux rapprochements entre la fête de ce jour où l'Église célébrait la délivrance de saint Pierre, et l'événement attendu. Nul ne se doutait combien les apparences étaient trompeuses.

La veille, Girard, lui-même, ne soupçonnait point qu'il fût au terme de sa mission. Comme d'habitude, il avait rédigé son bulletin quotidien — ce devait être le dernier — et il informait Fouché que, « les circonstances le déterminant à tenir le pape dans un grand isolement, il s'occupait de lui procurer un logement à la campagne, à une lieue de la ville [2] ». L'occasion lui manqua de réaliser ce projet, qu'il avait caressé, dès l'arrivée de Pie VII. Son rôle était fini, et il manifestera bientôt le désir de s'éloigner d'un poste, où il s'était aliéné le sentiment public. Était-il victime, comme il le prétendait, de son « zèle » et de sa « discrétion » dans l'exécution des ordres de Fouché? Nous avons dit d'après les documents quelle est notre opinion touchant l'extrême réserve du ministre de la police; nous n'y reviendrons pas. Girard put vanter sa « fermeté dans une circonstance aussi délicate », mais il dut se sentir assez mal défendu contre « les

[1] *Mémoires* du cardinal Pacca.

[2] Bulletin, n° 8, du conseiller de préfecture Girard, 31 juillet 1809. (*Chroniques dauphinoises*.)

mauvais propos débités sur son compte », pour s'être décidé, après le départ du pape, à écrire ces lignes, où perçait son dépit : « Je ne continuerai pas moins à surveiller avec la plus grande activité le clergé et les dévots, jusqu'à l'arrivée de M. le préfet. A cette époque, je quitterai Grenoble, ainsi que j'ai eu l'honneur de l'annoncer à Votre Excellence, pour me retirer dans un autre département[1]. » Sa dureté, sa rudesse et sa grossièreté avaient froissé une population de mœurs tempérées et polies; il en fut averti, un jour qu'il s'était couvert devant le Souverain Pontife, par les cris de la foule qui l'obligea de mettre chapeau bas[2]. De maladroites rigueurs détruisirent, en partie, l'impression favorable produite par les promenades journalières du Saint-Père, et le cardinal Fesch, en se plaignant de les avoir subies, ajoutait avec raison : « Il n'est pas moins désolant que les agents du gouvernement, tels que ce conseiller de préfecture, en agissent avec le pape d'une manière aussi dure. Le clergé et les catholiques de Grenoble ont été plus frappés de ses mauvais procédés envers le pape que de l'apparition de Sa Sainteté au milieu d'eux[3]. » Un autre prélat déposa aussi contre Girard, dans une lettre adressée au ministre des cultes, et nous ne saurions mieux clore ce résumé des faits relatifs au séjour de Pie VII en Dauphiné, que par la reproduction de cette pièce, dont l'auteur était l'ancien précepteur de Joseph Bonaparte, Mgr Claude Simon, appelé, en 1802, à l'évêché de Grenoble. Par sa date, elle trouve naturellement ici sa place, et les détails qu'elle renferme achèveront d'éclairer le lecteur. Mgr Simon ne se piquait point d'intrépidité, et son humeur le portait à la conciliation. N'avait-il pas accepté de tenter une négociation avec le chef de l'Église, au sujet des évêchés vacants ! S'il ne put réussir, ce ne fut point sa faute, et voici comment il rendit compte de son insuccès à M. Bigot de Préameneu :

Grenoble, le 2 août 1809[4].

Monseigneur,

Dès que j'eus reçu (1er août, à neuf heures du matin) la lettre de Votre Excellence, en date du 28 juillet dernier, je m'empressais de donner avis de la commission honorable, dont vous me chargiez, à M. Girard, conseiller, faisant les fonctions en l'absence du préfet, et

[1] Lettres de Girard au ministre de la police, 7 et 16 août 1809. (*Chroniques dauphinoises.*)

[2] *Mémoires* du cardinal Pacca.

[3] Lettre du cardinal Fesch au ministre des cultes, 7 août 1809.

[4] Nous reproduisons cette lettre d'après le texte publié par M. A. Champollion-Figeac, dans les *Chroniques dauphinoises.*

je le priais de demander au Saint-Père l'heure à laquelle il voudrait bien m'admettre à son audience. Cette lettre fut répondue par une promesse verbale de m'écrire le lendemain, et, *dans la nuit même à deux heures et demie du matin*, c'est-à-dire aujourd'hui, le Saint-Père est parti : on croit que c'est pour Valence ou Nice.

Je ne sais si son gardien a eu des ordres particuliers de le tenir au secret, ce qu'il y a de certain, c'est que le saint pontife n'a joui d'aucune espèce de liberté, qu'il n'a reçu aucun honneur, aucune visite, que personne n'a été admis à le voir, sinon quelques femmes qui ont reçu sa bénédiction dans son appartement, et que mon clergé et moi-même avons été constamment exclus de sa présence et consignés nommément, quoique j'aie sollicité cette faveur par deux fois différentes. Le seul délassement qui lui a été permis dans sa captivité, c'est de se promener tous les jours dans le jardin de ville contigu à la préfecture, sur les cinq heures du soir, avec la précaution d'en faire sortir ceux qui s'y promenaient. Les grilles du jardin étaient entourées d'une foule innombrable de personnes de toutes les conditions, qui attendaient très respectueusement la bénédiction du Saint-Père. Sa Sainteté était flattée de ce témoignage de respect et de dévotion, et elle donnait à tous sa bénédiction, comme un père à ses enfants. Si ces rassemblements ont été annoncés au gouvernement, comme un mouvement du peuple en faveur du Saint-Père, je dois rendre cette justice à la ville de Grenoble, qu'elle est sincèrement attachée à l'empereur; du reste, je m'abstiendrai de faire aucune réflexion. Daignez agréer tous mes regrets de n'avoir pas même été admis à entamer les négociations dont vous m'avez honoré, et recevoir le nouvel hommage de mon profond respect,

† CLAUDE, *évêque de Grenoble.*

Le 2 août, au milieu de la nuit, Pie VII fut encore une fois enlevé, et remis à la garde du colonel Boisard; suivant l'euphémisme employé par le ministre de la police et par Girard, il devait « continuer son voyage [1] » sur Savone, en passant par Valence, Avignon, Aix et Nice. Une heure après, à trois heures un quart du matin, avait lieu le départ du cardinal Pacca, que le chef d'escadron Gaillot conduisit à Fenestrelles. Les intentions de l'empereur n'avaient jamais varié à l'endroit du secrétaire d'État; il le poursuivit toujours d'une implacable rancune, et, tandis que le pape était, à ses yeux, « un homme bon, mais ignorant et fanatisé », il désignait le cardinal aux sévérités de Fouché, l'accusant d'être

[1] Lettre de Fouché au conseiller Girard, 27 juillet 1809; lettre du conseiller Girard à M. le conseiller d'État Anglès, 2 août 1809. (*Chroniques dauphinoises.*)

« un homme instruit et un coquin, ennemi de la France, qui ne méritait aucun ménagement [1] ». Les personnes de la suite eurent l'autorisation d'accompagner le Saint-Père; quant au neveu et au secrétaire du cardinal, le ministre n'ayant rien prescrit à leur sujet, ils furent menés à Turin, par un gendarme, pour être mis à la disposition du prince Borghèse, comme personnages « très suspects et très dangereux ». Ce signalement suffit à les faire interner dans la ville d'Alexandrie; le prince les y plaça « provisoirement sous la surveillance des autorités locales », en attendant que le gouvernement prononçât sur leur destination ultérieure. Tel était l'abus de pouvoir que pouvait se permettre tout fonctionnaire de l'empire; le conseiller Girard décidait, sans hésitation, du sort des compagnons de Pacca, exilés volontaires, demeurés, à ce titre, en possession de leur liberté, par cette seule raison que « Son Excellence le sénateur ministre n'avait rien statué à leur égard »; l'arrêté pris contre eux n'était pas autrement « motivé [2] ». Fouché répara son omission, en envoyant le neveu du cardinal, Mgr Tibère Pacca, rejoindre son oncle à Fenestrelles, et en faisant venir à Paris, sous escorte, le secrétaire Pedicini [3]. Mais ce ne fut pas le seul oubli du sénateur ministre; Girard dut lui rappeler qu'il avait à « rembourser une somme de 6000 francs, empruntée à la demande du colonel Boisard, pour les frais de route du pape et du cardinal [4] ». Les négligences de l'autorité supérieure ne ralentirent point, du reste, l'activité du conseiller de préfecture, et « les mesures avaient été si bien prises », pour le départ des prisonniers, « que le public n'en fut informé que plusieurs heures après [5] ».

Malgré le secret gardé sur l'itinéraire qu'avait tracé le ministre de la police, le passage du Souverain Pontife à travers les populations catholiques du midi de la France amena des manifestations peu favorables au mystère dont le gouvernement eût voulu s'entourer. Dès la première étape, Boisard eut le désagrément de voir se renouveler les scènes qui, précédemment, lui avaient causé déjà tant d'ennuis et d'irritation. En arrivant à Valence, il raconta lui-même ainsi les péripéties du voyage :

[1] Lettre de l'empereur au comte Fouché, 6 août 1809. (*Correspondance de Napoléon Ier.*)

[2] Lettre du conseiller Girard au comte Anglès, 2 août 1809; rapport du directeur de la police d'Auzers, 4 août 1809.

[3] Notes du ministère de la police pour M. d'Auzers, directeur de la police à Turin, 8 août 1809. Dans ces notes, le nom du secrétaire du cardinal est écrit : Pedoncini.

[4] Lettre du conseiller Girard au comte Anglès, 2 août 1809.

[5] *Ibid.*

Parti de Grenoble vers deux heures du matin, notre route jusqu'à Saint-Marcellin a été paisible et bonne. Il a fallu s'y arrêter pour que le pape y prît quelque nourriture; bientôt nous avons été assiégés par les femmes qui voulaient des bénédictions; ce n'a pas été sans embarras que nous nous sommes tirés de leurs mains, cependant tout a été tranquille et décent. Au sortir de Saint-Marcellin, nous avons été accueillis par la pluie et le tonnerre, l'un et l'autre ne nous ont plus quittés jusqu'à Valence, où nous couchons ce soir; l'orage a été effrayant; pendant six heures au moins, la pluie est tombée avec une abondance peu commune, elle a inondé l'intérieur des voitures et particulièrement celle du Saint-Père, ce qui nous a contraints d'arrêter un moment à Romans, où la foule a assiégé le pape, avec un fanatisme inconcevable. J'ai craint un moment qu'il fût étouffé. A notre arrivée à Valence, personne ne s'est présenté; nous sommes descendus à la poste, M. le préfet, que j'avais prévenu, m'ayant fait dire qu'il n'avait pas de logement à offrir... M. l'évêque s'est présenté, mais, sur mes observations, il s'est aussitôt retiré sans voir le pape [1].

Boisard ne disait point qu'il avait été insulté pendant qu'il s'efforçait de contenir le peuple; ce fut la brigade de gendarmerie qui reçut les éclats de sa colère, il lui reprocha d'avoir « mal fait son devoir » et « la mit aux arrêts ». En relatant cet incident, le préfet de la Drôme s'applaudissait du calme et de la discrétion dont les habitants de Valence avaient donné l'exemple [2].

Jusqu'aux portes d'Avignon, l'affluence des « dévots » et des « dévotes », pour parler le style des rapports administratifs, ne produisit aucun désordre. On offrait au Saint-Père « des fleurs et des fruits »; on s'inclinait pour recevoir sa bénédiction, et rien ne vint troubler la marche du cortège [3]. Mais l'antique cité, qui, naguère encore, avait le chef de l'Église pour légitime souverain, se rappelait les liens étroits de la double fidélité qui l'unissait au pontife romain, et que le décret de l'Assemblée législative, les traités de Tolentino et de Lunéville, n'avaient point altérée. La ville entière s'était portée hors des murs; entraînés par la fougue méridionale, au milieu des plus ardentes démonstrations, avec cette vivacité de gestes, cette richesse de paroles, qui, chez les races du Midi, traduisent et amplifient les impressions de l'âme, « tous juraient obéissance au pape » et maudissaient ses persécuteurs.

[1] Rapport du colonel Boisard au préfet de l'Isère, Valence, 2 août 1809.
[2] Lettre du préfet de la Drôme au ministère de la police. Valence, 8 août 1809.
[3] Rapport du sous-préfet de Montélimart à M. Girard, conseiller de préfecture de l'Isère. Montélimart, 5 août 1809.

Pendant vingt minutes, ce fut un véritable délire d'enthousiasme; les cris des gendarmes impuissants, la voix inquiète et irritée de leur chef, se perdaient dans une immense clameur s'élevant du sein de la multitude comme un chant de triomphe. Éperdu, la menace à la bouche, Boisard saisit ses pistolets, se fit jour au travers de la foule et réussit à dégager la voiture, qui partit en toute hâte [1]. Après une nuit de repos à Aix, le cortège, passant par Brignoles et Fréjus, prenait le chemin du littoral, et, le 7 août, entrait à Nice, où il séjourna durant trois jours.

Dans cette ville, que la révolution avait annexée à la France, les traditions catholiques étaient demeurées vivaces; les ducs de Savoie lui avaient donné jadis le titre de « cité très fidèle », et l'attachement à leur maison n'y avait rien perdu de sa force; la présence de Pie VII ne pouvait manquer de surexciter à un haut degré les sentiments religieux et politiques de la population. Le préfet de Nice, M. du Bouchage, n'était pas à son poste, mais son remplaçant, le conseiller Sauvaigne, avait toute sa confiance. « C'est sur vous, lui écrivait-il, que va retomber le fardeau »; et il se rassurait, sachant que ce dépôt précieux serait en des mains prudentes, habiles à concilier toutes les convenances avec le maintien de l'ordre [2]. Un historien niçois, M. Durante, a recueilli les souvenirs du conseiller Sauvaigne et les a consignés dans des pages pleines d'intérêt, que nous nous reprocherions de passer sous silence.

Vers les onze heures du matin, le 7 août 1809, Pie VII, dit M. Durante, arriva au pont du Var, qu'il dut franchir à pied en raison des dégâts causés par une crue récente. Sous un soleil brûlant, « dix mille personnes étaient à genoux, sans proférer une parole ». Le pape s'avança seul, laissant ses gardes derrière lui. « Au milieu du pont, la reine d'Étrurie, avec ses deux enfants, et l'évêque de Nice, Mgr Colonna d'Istria », étouffaient leurs sanglots, en se jetant aux pieds du pontife, qui, dans un mouvement d'indicible émotion, saisit « le jeune infant et le souleva vers le ciel, comme pour demander la fin de ses malheurs, au nom de cette innocente victime ». « Que les temps sont changés! » s'écria la reine, l'infortunée Marie-Louise de Bourbon, qui, veuve à vingt et un an, chassée du trône à vingt-cinq, traînée par les gendarmes à Fontainebleau, livrée à la calomnie et aux outrages, n'avait pas encore épuisé la coupe des douleurs [3]. « Tout n'est pas amertume,

[1] Relation italienne, traduite par M. Lemierre d'Argy.

[2] *Précis historique sur Nice*, par Toselli.

[3] Marie-Louise de Bourbon, fille de Charles IV, roi d'Espagne, femme de Louis de Bourbon, qui, en échange du duché de Parme, réuni à la

répondit le pape; nous ne sommes, ô ma fille, ni à Florence ni à Rome, mais voyez ce peuple, écoutez ses transports! » Et, levant les mains au-dessus de la foule prosternée qui le saluait de ses acclamations, il appela sur elle les faveurs célestes.

Remonté en voiture, le Saint-Père, « vers l'heure de midi », fit son entrée dans la ville, dont les rues étaient jonchées de fleurs, les maisons ornées de tentures, et descendit à l'hôtel de la préfecture, où le conseiller Sauvaigne avait préparé des appartements. « Pendant les trois jours de repos que le colonel Boisard accorda à l'illustre prisonnier, les habitants abandonnèrent leurs occupations, bourgeois et militaires, matelots et paysans, riches et pauvres, tous voulaient voir le pontife et recevoir sa bénédiction. » Devant une démonstration aussi imposante, le colonel ne put, comme à Grenoble, repousser l'évêque et son clergé, ni s'opposer aux audiences publiques. Pour satisfaire la multitude, « inondant les avenues, entassée sur le rivage de la mer, sous les balcons du palais, le long du rempart et du gravier qui s'étend jusqu'au Paglion », le pape dut, plusieurs fois par jour, se montrer à ces regards avides. « Tous les soirs, la ville fut brillamment illuminée, et la nuit ne mettait fin ni aux attroupements ni aux cantiques d'actions de grâce. » Exilée à Nice par Napoléon, à la suite des conférences de Bayonne et soumise à la plus rigoureuse surveillance, la jeune reine d'Étrurie eut elle-même l'autorisation de visiter, à deux reprises, le Saint-Père. Lors de sa dernière entrevue avec cette princesse, ayant vainement cherché quelque présent à lui faire, Pie VII « arracha le gland de son chapeau et la pria de l'accepter, comme un gage de sa paternelle affection », gage éloquent, aussi, du dénuement auquel il était réduit. La veille de son départ, la piété des marins lui offrit une scène vraiment pittoresque et grandiose. « A la nuit tombante, la mer, en face de l'hôtel de la préfecture, se couvrit d'une longue rangée de barques, élégamment pavoisées et illuminées, traçant un vaste demi-cercle le long du rivage. » Un immense rassemblement s'était formé, « plus de seize mille personnes » imploraient la bénédiction : « Que le Saint-Père daigne apparaître, criaient toutes ces bouches naïves, pour nous obtenir du ciel la fin de nos malheurs, une mer sans naufrage et une pêche

France, après la mort de son père l'infant Ferdinand, duc de Parme, reçut la Toscane, avec le titre de roi d'Étrurie. Cette princesse, devenue, par la mort de son mari, régente du royaume d'Étrurie, fut dépossédée en 1807, avec son fils en bas âge, Charles-Louis, qui portait le nom de Louis II, à la suite d'un traité conclu entre la France et l'Espagne. Internée à Nice, elle fut ensuite emprisonnée à Rome, jusqu'à la chute de Napoléon. Elle a écrit ses Mémoires en italien; M. Lemierre d'Argy en a donné une traduction française.

abondante! » Le colonel Boisard n'osa pas résister. Pie VII se présenta devant le peuple, qui, d'un même élan, se prosternait, respectueux et recueilli, « dans un solennel silence, à peine troublé par le murmure des vagues ». Les mains tendues vers le ciel, lentement, d'une voix grave et forte, mais entrecoupée par l'émotion, il prononça les paroles de la liturgie et bénit la cité. Le ciel était sans nuages, tout parsemé d'étoiles; la mer, parfaitement calme, reflétait les feux symétriques des bateaux; les fusées projetaient leurs lueurs plus vives sur ce beau spectacle; et une pensée consolante, un rayon d'espérance, pénétrèrent le cœur éprouvé du pontife.

Le 11 août au matin, Boisard se mit en route; se défiant des populations de la rivière de Gênes, il décida de faire un long détour par le col de Tende, Mondovi et Ceva; mais, sans parler des Niçois, qui, durant un long trajet, accompagnèrent le pape; les montagnards, sur tout le parcours, descendaient en masse de leurs sommets, et de nouvelles bandes, à chaque instant, grossissaient leurs rangs. Ces fiers paysans exprimaient, par leurs regards, par leurs gestes, les sentiments dont ils étaient animés, et se les communiquaient à voix basse. Si Pie VII eût dit un mot ou fait un signe, « ils auraient tout tenté » pour le délivrer. Leur attitude, en inquiétant l'escorte, sut inspirer à Boisard des attentions et des prévenances qui ne lui étaient pas habituelles; on le vit complaisant, et soumis, prendre les ordres de son prisonnier pour régler les heures de marche. A Sospello, à Tende, où le clergé se rendit en procession au-devant du convoi papal[1]; à Mondovi, où les carillons des églises sonnèrent à toute volée; partout ce ne fut qu'une suite ininterrompue de touchantes ovations. Le long du chemin, les habitants des campagnes agitaient des cloches suspendues aux branches des arbres, et la nuit venue, des feux étincelaient soudain à travers le feuillage. Les montagnes, les vallées et les plaines, les plus humbles hameaux, les villages, les bourgs et les villes retentirent des mêmes accents de respect et d'amour[2].

Le prince Borghèse avait appris l'envoi du pape à Savone; mais aucune information ne lui indiquait sa règle de conduite, et il se hâta de faire adresser à Paris, par le directeur de la police, d'Auzers, ces demandes confidentielles et pressantes : « Son Altesse impériale le prince gouverneur général reçoit dans l'instant une ordonnance de gendarmerie, porteur de dépêches annonçant qu'en vertu des ordres de Son Excellence le sénateur mi-

[1] Ces renseignements, et ceux qui précèdent sur le séjour de Pie VII à Nice et sur son départ de cette ville, sont empruntés à l'historien niçois, M. Durante.

[2] Relation italienne, traduite par M. Lemierre d'Argy.

nistre, arrivés à Grenoble le 1er août dernier, le pape et sa suite doivent être conduits à Savone. Son Altesse impériale m'ordonne de vous rendre compte qu'elle n'a reçu encore aucune instruction relative à leur translation. Elle désire connaître de quelle manière le pape doit être traité à Savone; sur quel pied doit être établie sa maison; par qui seront supportés les frais que nécessitera cet entretien? Quelle mesure de sûreté doit être prise pour sa garde, dans une ville à peu près ouverte, sans garnison, et en outre un port de mer exposé à toutes les attaques que pourront faire les nombreuses escadres qui croisent en ce moment dans la Méditerranée? Doit-on laisser communiquer le pape avec les personnes qui demanderont à le voir? Si cette permission est limitée, jusqu'où doit-elle s'étendre? Quelle doit être la conduite des fonctionnaires publics de Savone à son égard? Pourra-t-il recevoir les membres du clergé qui demanderont à le voir? S'il désire officier publiquement, celui lui sera-t-il accordé? Quelle marche tiendra-t-on relativement à la correspondance épistolaire, qu'il voudra peut-être entretenir? Son Altesse impériale m'ordonne de vous soumettre toutes ces questions, en vous priant d'en provoquer l'explication auprès de Son Excellence le sénateur ministre[1]. »

La direction des affaires du pape était dans les attributions d'un conseiller d'État, chargé du IIIe arrondissement de la police générale; ce fut ce fonctionnaire qui transmit à M. d'Auzers les explications sollicitées. Mais nul n'était en mesure, à Paris, de satisfaire la légitime impatience du prince Borghèse. Le ministère de la police se contentait de faire remarquer que « le Saint-Père voyageant à petites journées », les autorités « auraient le temps » de prendre « les dispositions nécessaires ». Quant à ces dispositions, elles étaient indiquées aussi sommairement que possible : « En attendant les ordres de Sa Majesté », le prince Borghèse avait à « se concerter avec le préfet de Montenotte, pour que le pape fût logé convenablement et que son séjour à Savone n'excitât aucun événement de nature à troubler la tranquillité publique »; il était invité à prescrire « les précautions qui seraient le mieux accommodées aux localités ». « M. le préfet, ajoutait l'auxiliaire de Fouché, a un bon esprit et la confiance de ses administrés, il devra employer toute son influence, pour contenir, dans de justes bornes de modération, l'agitation que la présence du Saint-Père pourrait occasionner; le pape ne devra communiquer qu'avec ceux des étrangers qui y seront autorisés par le ministre[2]. » Cette

[1] Lettre confidentielle du directeur de la police d'Auzers. Turin, 4 août 1809.
[2] Réponse faite par le ministère de la police à M. d'Auzers. Paris, 8 août 1809.

réponse était loin d'avoir la précision que le prince Borghèse eût désirée; mais l'intervention directe de l'empereur allait enfin dissiper toutes les indécisions.

Les lenteurs du voyage, les arrêts à Nice et à Mondovi, avaient été sans doute calculés de manière à laisser aux courriers de Schœnbrunn le temps d'arriver. Néanmoins, les ordres de Napoléon ne furent connus à Turin que dans la matinée du 20 août, et déjà le Souverain Pontife avait achevé sa course. Parti le 16 de Mondovi, il dînait le même jour à Ceva et couchait à Millesimo, dans la demeure de Mme del Caretto; le lendemain, il s'arrêtait quelques instants à Carcara, où les évêques de Savone et de Lodi étaient venus à sa rencontre, avec le préfet du département de Montenotte, M. de Chabrol, qui, livré alors à ses seules inspirations, donnant lui-même l'exemple du respect, autorisa volontiers le maire de ce village, M. Ferreri, et le peuple de la contrée à manifester librement leurs sentiments de vénération. Ce fut la dernière halte du captif, promené depuis quarante-trois jours, des deux côtés des Alpes, dans l'appareil d'un criminel d'État. Le sous-préfet de Ceva s'était joint à l'escorte; il remit la personne du pontife, qui voyageait en chaise, aux mains de M. de Chabrol, et lui en demanda « un reçu par écrit [1] ». Le 17 août, à onze heures du matin, Savone, jadis féodal manoir, offert à Étienne IV, comme un présent à l'apôtre saint Pierre, par l'héritier de Charlemagne [2], Savone, qui avait vu couronnés de la tiare deux fils de ses pêcheurs, Sixte IV et Jules II, recevait dans ses murs leur successeur Pie VII, prisonnier sans appui, n'ayant pour diadème que l'auréole de la souffrance, et brisé sous l'étreinte d'un audacieux prétendant à l'empire de Charlemagne.

H. de Mayol de Lupé.

La suite prochainement.

[1] Lettre de M. de Chabrol à M. Ferreri, maire de Carcara, pour l'autoriser à recevoir Pie VII dans sa propre demeure; note de la sœur Madeleine Gozzo, du couvent de la Purification de Savone (ces deux pièces sont conservées par M. le chanoine Caorsi, à Savone). « Bulletin journalier de ce qui s'est passé relativement à Sa Sainteté, depuis son arrivée dans le département de Montenotte », journées du 16 et du 17 août 1809. Ce bulletin journalier, rédigé par le préfet de Montenotte, fait partie d'un dossier spécial, qui est entre nos mains.

[2] Louis le Débonnaire fit donation perpétuelle au pape Étienne IV du manoir de Savone, « situé sur la frontière des Gaules ». Pie VII, pendant son séjour en France, à l'occasion du sacre, rappela cette donation dans une lettre à l'empereur, où il réclamait les domaines enlevés au Saint-Siège.

M. EDMOND ABOUT

I

La tribune était abattue, la presse était bâillonnée. La grande voix de Berryer était muette. Lacordaire venait de descendre, pour n'y plus remonter jamais, de la chaire de Notre-Dame. Lamartine entrait dans ce long silence que ses lèvres ne devaient plus rompre. Victor Hugo était en exil. Le coup d'État du 2 décembre avait balayé l'éloquence et la poésie, comme le vent d'hiver chasse devant lui les feuilles mortes. Presse, tribune, éloquence, poésie, on avait remplacé tout cela par des spéculations d'un autre ordre. M. de Falloux ne donnait plus, au Palais-Bourbon, la réplique à M. Jules Favre; mais on suivait fiévreusement, au palais de la Bourse, les péripéties de la lutte entre M. Péreire et M. Jules Mirès. C'était l'heure où M. de Morny, qui n'était pas encore duc, prononçait cette parole, qui depuis a si bien fait son chemin au théâtre et dans le monde : *Les affaires, c'est l'argent des autres!* La jeunesse elle-même reniait la liberté et n'avait plus d'ardeur que pour le plaisir. La philosophie, la politique et les lettres; l'antiquité, Rome et la Grèce : sottises que tout cela! Grands mots et grandes phrases avec lesquels on en avait heureusement fini! L'heure des petites phrases, des petits livres et des petits écrivains était enfin arrivée : M. About parut.

Il débuta, au mois d'août 1854, par un volume intitulé *la Grèce contemporaine*.

Chateaubriand, dans l'*Itinéraire*, Lamartine, dans le *Voyage en Orient*, avaient parlé avec admiration de cette terre féconde en héros et en chefs-d'œuvre. Pendant dix ans, de 1820 à 1830, la France s'était passionnée pour la Grèce, pour cette petite nation chrétienne luttant contre la barbarie musulmane, s'efforçant de reconquérir son indépendance perdue et de faire revivre son nom aboli. L'auteur de l'*Itinéraire* et des *Martyrs* marchait, comme

c'était son droit, au premier rang des *Philhellènes*, et derrière lui se pressaient en foule orateurs, publicistes et poètes, Lamartine, Villemain, Béranger, Delphine Gay, Guizot, le duc de Broglie, Benjamin Constant, Casimir Delavigne, Victor Hugo :

En Grèce! en Grèce! adieu, vous tous! il faut partir!

Quelle bonne fortune de prendre en défaut ces hommes d'autrefois et leur enthousiasme naïf pour ces choses inutiles, la poésie, la foi, la liberté; de montrer que ces libéraux et ces royalistes avaient joué un rôle de dupes, que leurs clients étaient un ramassis d'escrocs et de voleurs de grand chemin, beaucoup moins dignes d'intérêt que les Turcs, ces pauvres Turcs si méchamment mis à mort à Navarin!

On comprend qu'une pareille thèse, et c'était celle de M. About, répondait admirablement, à l'heure où parut son livre, aux dispositions de l'esprit public. Elle avait de plus pour elle, à ce moment, de revêtir, en apparence du moins, un caractère de patriotisme. La guerre d'Orient venait de commencer, et aux Philhellènes de 1824 avaient succédé les Turcophiles de 1854. Comme les Grecs étaient soupçonnés de nourrir pour les Russes de secrètes sympathies, journalistes et dessinateurs, à commencer par M. Havin et par M. Grandguillot et à finir par Cham et par Daumier, *chargeaient* à l'envi les descendants de Miltiade et de Thémistocle. M. About sortit des rangs, sa petite flûte à la main, et marcha bravement en tête : il fut le fifre du régiment.

II

Né à Dieuze, dans la Meurthe, le 14 février 1828, M. Edmond About, après de brillantes études au collège Charlemagne, était entré à l'École normale en 1848, le troisième de sa promotion; M. Taine était le premier et M. Francisque Sarcey le cinquième. Il eut pour condisciples, pendant les trois années qu'il passa dans la maison de la rue d'Ulm, outre MM. Taine et Sarcey, MM. Challemel-Lacour, Chassang et Gustave d'Hugues [1], — MM. Weiss, Lenient, Assolant, Eugène Jung, Adolphe Perraud, aujourd'hui évêque d'Autun et membre de l'Académie française [2], — MM. Libert, Merlet, Paul Albert, Heinrich, doyen de la Faculté des lettres de Lyon [3],

[1] Promotion de 1846.
[2] Promotion de 1847.
[3] Promotion de 1848.

— MM. Edmond Villetard, l'un des auteurs du *Testament de César Girodot*, Hermile Reynald, Gréard, Prévost-Paradol, reçu le vingtième et le dernier de sa promotion [1], — MM. Crouslé, Alaux et Fustel de Coulanges [2]. Ce qu'un tel milieu avait de favorable, ce que la rencontre de tant d'esprits si diversement distingués devait amener de rivalités heureuses, de discussions ardentes, et quel profit en devait retirer une intelligence aussi ouverte, aussi déliée que celle de M. About, on le comprend de reste. « On vivait, dit Sainte-Beuve, qui a tracé de l'École normale, pendant ces trois années de 1848 à 1851, un tableau qui n'est plus à refaire, on vivait dans une excitation perpétuelle. Pour que rien ne manquât au contraste et à l'antagonisme, il y avait quelques élèves catholiques fervents qui sont entrés depuis à l'Oratoire; c'était donc une lutte de chaque jour, une dispute acharnée, le pêle-mêle politique, esthétique, philosophique, le plus violent. Les maîtres, très larges d'esprit ou très indulgents [3], laissaient volontiers courir devant eux bride abattue toutes ces intelligences émules ou rivales, et n'apportaient aucun obstacle, aucun *veto* aux questions controversées... Il y avait en ces jeunes têtes si doctes, si enivrées de leurs idées et si armées de la parole, excès d'intolérance, d'outrecuidance, c'était inévitable; on s'injuriait, mais on ne se détestait pas; les récréations, avec leur besoin de mouvement et d'exubérance physique, raccommodaient tout, et quelquefois le soir on dansait tous ensemble, tandis que l'un d'eux jouait du violoncelle et un autre de la flûte [4]. » A ces détails il convient d'ajouter ceux que nous fournit l'un des anciens élèves de l'École normale, contemporain de MM. Taine et About, M. D. Ordinaire : « Taine lisait Kant et Spinosa pour se distraire et passait le reste de son temps à *feuilleter* ses camarades : c'était son mot. About nous faisait de beaux contes pour rire, et dans ses moments graves étudiait Homère et la Bible, tout comme Bossuet. Les autres lisaient les journaux ou en faisaient, rimaient des chansons, dont quelques-unes sont restées populaires dans l'Université, lisaient Balzac, George Sand ou Proudhon. Nous étions rangés en deux camps, qui s'appelaient *voltairiens* et *athées*, avec le même esprit de charité que les jeunes gens de l'autre révolution s'appelaient *classiques* et *roman-*

[1] Promotion de 1849.
[2] Promotion de 1850.
[3] M. Dubois (de la Loire-Inférieure) était directeur en chef et administrateur de l'École; M. Vacherot, directeur plus spécial des études; MM. Jules Simon, Havet, Berger, Gérusez, maîtres de conférences.
[4] *Nouveaux lundis*, t. VIII. Articles sur M. Taine.

tiques[1]. » Dans lequel de ces deux camps avait pris place M. About, c'est ce que M. Ordinaire ne nous dit pas. Dans les deux, j'imagine, car s'il se piquait d'être voltairien, le futur auteur de *Madelon* se faisait gloire d'être athée.

Ses trois années d'étude terminées, pendant que son camarade Taine était envoyé successivement à Nevers comme suppléant de philosophie, à Poitiers comme suppléant de rhétorique, à Besançon comme *chargé de cours de sixième*, plus habile ou plus heureux, M. About obtint d'aller en Grèce, à l'École française d'Athènes. Il a plus tard avoué qu'en entrant à l'École normale, « son intention était de n'enseigner jamais. Je passais par là, ajoute-t-il, pour aller plus loin, et avec le ferme propos de ne point m'arrêter à mi-route. Ce parti-pris de voyager me permit de voir Rome, Athènes et Constantinople[2]. » Peut-être cette façon de voyager aux frais de l'Université, *avec le ferme propos* de ne jamais lui rien rendre en échange de ce qu'il en recevait, pourrait-elle passer pour une espièglerie un peu forte; mais il paraît bien que la bonne dame, *alma parens*, n'a pas tenu rigueur à l'enfant prodigue, et il ne nous appartient pas de nous montrer ici plus sévère qu'elle.

Au début de l'*Itinéraire*, Chateaubriand nous apprend qu'il quitta la France pour se rendre en Grèce le 13 juillet 1806, et qu'il prit passage à Trieste, le 1er août, sur un petit bâtiment marchand. M. About a bien voulu, à son tour, nous faire connaître qu'il s'était embarqué à Marseille sur le *Lycurgue*, le 1er février 1852, et que, le 9, il était descendu au Pirée. Il revint en France, au bout de deux ans, rapportant un mémoire sur l'*île d'Égine*, et un pamphlet sur la *Grèce contemporaine*. Personne ne s'avisa d'ouvrir le mémoire, tout le monde voulut lire le pamphlet. *Quand ils ont tant d'esprit*, a dit quelque part l'auteur des *Messéniennes, les enfants vivent peu;* c'est ce qui est arrivé à la *Grèce contemporaine*. Dans ce volume spirituel de ton, écrit d'un style clair et piquant, M. Edmond About laisse trop voir que, s'il se moque du roi Othon, de la reine Amélie et de leurs ministres, il se moque pour le moins autant de ses lecteurs. Il a ramassé des cailloux sur les rives de l'Ilissus et, comme un écolier en vacances, il s'amuse à les jeter aux débris mutilés qui bordent le fleuve.

La statistique occupe une large place dans ces pages écrites au pied de l'Acropole, à deux pas des jardins d'Académus. L'auteur ne nous fait grâce d'aucun détail, pas même de l'encaisse métallique de la banque d'Athènes au 31 décembre 1852. Il prélude, par un

[1] Voy. Sainte-Beuve, t. VIII, p. 493-496.

[2] *Dernières lettres d'un bon jeune homme*, p. 317.

amas de chiffres et de considérations économiques, aux livres *utilitaires* qu'il consacrera plus tard à la France, à l'Italie et à l'Égypte *contemporaines*. Telle est la conscience de notre calculateur improvisé, il pousse si loin le scrupule de l'exactitude et du renseignement, que nous savons, grâce à lui, que le roi Othon, qui avait trente-neuf ans en 1854, a dû en avoir quarante en 1855, et que la reine Amélie, après avoir eu trente-cinq ans en 1854, n'en avait pas moins de trente-six en 1855[1]. Que ces chiffres et beaucoup d'autres, que M. About étale complaisamment, fussent palpitants d'actualité au moment où ils parurent, je n'en disconviens pas; mais je ne voudrais point répondre qu'ils n'eussent aujourd'hui quelque peu pèrdu de leur intérêt.

La *Grèce contemporaine* conserve-t-elle du moins quelque valeur comme récit de voyage? On y trouve deux ou trois descriptions très réussies et en particulier une peinture des rives du Ladon qui serait parfaite, si elle n'était gâtée par quelques-unes de ces plaisanteries dont l'auteur est prodigue, et qui sont plus dignes de l'École normale que de l'École d'Athènes. « Je venais, dit-il, de prendre un bain dans l'Érymanthe, bien malgré moi et par la volonté du grand Épaminondas, mon cheval : *cet animal a la même passion que M. de Chateaubriand : il veut emporter de l'eau de tous les fleuves qu'il traverse.* » Chateaubriand est sa bête noire, et il ne lui a pas ménagé les épigrammes. Elles n'étaient point pour faire grand tort à l'auteur du *Génie du christianisme;* tout au plus ont-elles servi à montrer que Chateaubriand était quelque peu prophète, puisqu'il avait annoncé ces attaques vingt ans d'avance et qu'il avait, dès 1846, donné de M. Edmond About ce joli portrait... avant la lettre : « Je n'attends des générations nouvelles que le dédain, et je le leur rends; elles n'ont pas de quoi me comprendre; elles ignorent la foi à la chose jurée, l'amour des institutions généreuses, le respect de ses propres opinions, le mépris du succès et de l'or, la félicité des sacrifices, le culte de la faiblesse et du malheur[2]. »

III

Le succès de la *Grèce contemporaine* ouvrit à M. About les portes de la *Revue des Deux Mondes;* dans les premiers mois de 1855, il y publia un roman, *Tolla Feraldi*.

Tolla renfermait une peinture de la société romaine, où se retrouvaient les qualités et les défauts dont l'auteur avait fait

[1] *La Grèce contemporaine*, 2e édition, p. 291.
[2] *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. X, p. 181.

preuve en décrivant la société d'Athènes : beaucoup de verve, une ironie mordante, un style où l'élégance s'alliait à la simplicité; mais en même temps l'abus des *mots*, la recherche du trait, l'absence du naturel.

Si M. About n'avait pas réussi à composer un tableau, il avait du moins tracé une spirituelle esquisse. Nul ne songeait à s'en étonner. Ce qui surprit agréablement les lecteurs de la *Revue* et plus particulièrement les amis de l'auteur, ce fut de trouver, dans son nouvel ouvrage, de la sensibilité, de l'émotion, voire même de l'éloquence. Il y avait là des lettres écrites par l'héroïne qui venaient du cœur et qui allaient au cœur : peu s'en fallut que M. Edmond About n'obtînt un succès de larmes! Ceux qui le connaissaient le mieux n'étaient pas éloignés de crier au miracle. Soudain le miracle fut expliqué de la façon du monde la plus naturelle : les lettres de Tolla n'étaient point de M. About, qui n'avait eu que la peine de les traduire, et, cela fait, de les donner comme de lui. Ce fut M. Julian Klaczko, fureteur habile autant qu'écrivain distingué, devenu depuis l'un des collaborateurs de la *Revue des Deux Mondes*, qui révéla le fait, avec preuves à l'appui, dans deux articles de la *Revue de Paris*, intitulés : *La seconde édition d'un roman inédit*, *lettre à M. About*, *auteur de Tolla*[1]. De son côté, M. Paulin Limayrac, qui donnait alors dans la *Presse* ses *coups de plume sincères*, signala ce qu'il y avait d'un peu... grec dans le procédé de l'ancien élève de l'École d'Athènes[2]. « Là-dessus, suivant le joli mot de M. de Pontmartin, *tolle* général, et haro sur l'homme d'esprit chargé de reliques italiennes[3]. » Il essaya bien de tenir tête à l'orage, mais sa défense parut faible, et voici en quels termes M. Quérard, au tome Ier de ses *Supercheries littéraires*, a résumé le débat :

Il a été démontré que ce livre, publié par M. About comme étant

[1] *Revue de Paris*, 1er et 15 juin 1855. Voy., également, la réclamation de M. About, adressée, par voie d'huissier, à M. Louis Ulbach, directeur de la *Revue de Paris*, et la réponse de ce dernier. (*Revue de Paris*, 1er juillet 1855.)

[2] *Une question de probité littéraire, Vittoria Savorelli et Tolla*, par M. Paulin Limayrac. (*La Presse*, 18 juin 1855.)

[3] *Les Jeudis de Mme Charbonneau*, p. 111. — Dans ses Causeries littéraires, dont la réunion forme une histoire complète et détaillée du mouvement littéraire en France, de 1853 à 1884, M. Armand de Pontmartin a eu plusieurs fois occasion de parler de M. About et de ses ouvrages. Rien de plus spirituel et de plus judicieux que ces articles, dont quelques-uns sont de véritables chefs-d'œuvre, notamment celui qui a paru ici même, sousce titre : *MM. Edmond About et Gustave Flaubert. Le Roman bourgeois et le Roman démocrate.* (Voy. *le Correspondant* du 25 juin 1857. *Nouvelles Causeries du Samedi.*)

de sa composition, n'est que le remaniement de celui intitulé : *VITTORIA SAVORELLI*, *istoria del secolo XIX*. Parigi, dai torchi di Béthune et Plon, 1841, in-8 de 20 feuilles. C'est une réelle histoire de famille. Le jour même que l'original pénétra en Italie, un prince D., qui ne joue pas un beau rôle dans cette histoire, fit acheter et détruire l'édition entière. Cette supercherie ayant été signalée, M. About avoua tardivement son emprunt, mais en disant qu'il avait beaucoup retranché de l'original italien [1]...

M. About reconnaît, en effet, au cours de sa défense, « qu'il s'est permis de puiser dans un dossier authentique les premiers éléments de son œuvre ; que les personnages de Lello et de Tolla, et les principaux traits de leur histoire lui ont été fournis par un livre italien ». — « Une traduction de ce livre, dit-il encore, serait plus qu'ennuyeuse. On n'y trouverait d'excellent que quatre ou cinq lettres où la douleur s'élève jusqu'à l'éloquence : il est inutile d'ajouter que ce sont les lettres de Tolla. Je les ai traduites en les abrégeant [2]. » Et ailleurs : « Mes lecteurs ont eu les lettres de Tolla dans toute leur pureté, sinon dans toute leur intégrité. J'en ai retranché beaucoup, j'en ai transporté quelques passages dans la narration, mais je n'y ai presque rien ajouté [3]. »

Au reproche d'avoir dissimulé l'existence du livre italien, il répond que la *Revue des Deux Mondes* avait inséré, au bas de la dernière page, cette note : *Vittoria*, *istoria del secolo XIX*. Paris, 1841. Et il ajoute, avec une naïveté touchante : « Avec ce renseignement et le *Journal de la Librairie*, le bibliomane le plus inexpérimenté aurait retrouvé en cinq minutes l'éditeur, l'imprimeur, et ce titre complet de *Vittoria Savorelli* [4]. »

Ainsi, après avoir emprunté le sujet, les héros et les principaux traits de son roman, après avoir *traduit* à peu près textuellement les lettres qui sont le meilleur même de son œuvre, M. Edmond About se croyait en règle pour avoir, sans éclaircissements, sans explication, glissé au bas d'une page, en le dénaturant, le titre d'un livre inconnu, dont l'édition entière a été détruite et dont on chercherait vainement un exemplaire, lui-même le reconnaît [5], à la bibliothèque de la rue Richelieu ! Cela n'est pas sérieux, et si l'on

[1] *Les Supercheries littéraires dévoilées,* par J. M. Quérard, 2e édition, t. Ier, p. 167.

[2] Préface de la deuxième édition de *Tolla.*

[3] *L'Histoire et le Roman de Tolla.* Article de M. Edmond About (*Revue contemporaine,* mai 1855).

[4] Préface de la seconde édition de *Tolla.*

[5] *Revue contemporaine,* t. XIX, p. 716.

ne veut pas aller, avec M. Paulin Limayrac, jusqu'à voir, dans *le cas de M. About*, un acte d'*improbité littéraire*, il est difficile de ne pas y reconnaître, avec M. Quérard, une *supercherie* peu digne d'un homme de talent.

IV

Quelques mois seulement s'étaient écoulés depuis la publication de *Tolla*, lorsque, le 1[er] février 1856, le Théâtre-Français donna la première représentation de *Guillery*, comédie en trois actes. Les comédiens ordinaires de l'empereur avaient mis le plus vif empressement à recevoir la pièce de M. About, qui fut jouée sans aucun retard et avec une solennité inusitée. A qui le jeune écrivain était-il redevable de ces faveurs exceptionnelles? A sa réputation naissante, au bruit déjà fait autour de son nom? Sans doute; mais aussi peut-être à ses relations avec un prince, voisin et ami de la Comédie-Française, et qui n'avait point dédaigné de servir de compère à *Guillery*.

Les trois actes de *Guillery* sont absolument dépourvus des qualités les plus essentielles au théâtre : nulle entente de la scène, nul esprit d'observation, nulle vraisemblance et nulle vérité dans les caractères; d'originalité, pas l'ombre. C'est le pastiche d'un pastiche, une imitation maladroite du *Conseiller rapporteur*, cette comédie plus que légère de Casimir Delavigne, jouée également au Théâtre-Français, le 21 avril 1841, et dont l'auteur eut du moins la pudeur de ne pas livrer son nom au public, le soir de la première représentation. M. Edmond About, qui avait intitulé d'abord sa pièce *l'Effronté*, n'éprouva point le même scrupule; mal lui en prit; car, dès la seconde représentation, les sifflets et les huées furent tels, que la pièce dut être retirée. Depuis 1852, on ne sifflait plus; aussi cette protestation des spectateurs contre une pièce grossièrement immorale et contre un auteur qui écrivait dans le *Moniteur officiel* devint-elle un petit événement. Elle soulagea la conscience publique et fut le premier symptôme du réveil de la jeunesse, un *premier avertissement* donné aux patrons de M. About.

Il a recueilli *Guillery*, avec quelques autres pièces qui ne sont point indignes de ce voisinage, dans un volume auquel il a donné le titre, assurément très bien trouvé, de *Théâtre impossible*.

L'auteur contesté de *Tolla*, l'auteur sifflé de *Guillery*, avait beaucoup d'injures à venger. Il s'acquitta de ce soin avec infiniment d'esprit et de conscience dans les *Lettres d'un bon jeune homme à sa cousine Madeleine*, signées VALENTIN (*de Quevilly*)

et publiées par le *Figaro*, d'octobre à décembre 1856. Le *bon jeune homme* n'a point réimprimé ces lettres, par charité pure, je pense, et pour ne point chagriner une seconde fois ses adversaires. Heureusement le *Figaro* est plus facile à trouver que *Vittoria Savorelli*, et j'ai là sur ma table les treize lettres *à ma cousine Madeleine*. Elles ont beaucoup vieilli, je dois le dire, et je n'y verrais guère à prendre qu'une charmante balancelle sur Paulin Limayrac, si elle n'était de Théodore de Banville, et si vous ne la pouviez lire tout à votre aise dans les *Odes funambulesques*.

Le 3 janvier 1857, le *bon jeune homme* commença une nouvelle campagne. Il se chargeait de faire, chaque samedi, au *Figaro*, un *Courrier de Paris*, signé *Vicomte de Quevilly*, en mémoire sans doute de feu le vicomte de Launay. Dès la seconde semaine, M. de Villemessant était obligé de se séparer de son chroniqueur. Voici ce qui s'était passé. Le samedi 3 janvier, Mgr Sibour avait été assassiné par Verger dans l'église Saint-Étienne du Mont. Le 11 janvier, on lisait dans l'article du vicomte de Quevilly : « Verger, comme tous les assassins qui ont réussi, a employé le couteau. C'est l'arme de précision. Jacques Clément, Ravaillac, Louvel, Verger, sont de la même école. Je mets à part Charlotte Corday. » On ne laissa pas de trouver en haut lieu que cet éloge de l'*arme de précision* était au moins intempestif, et, comme un bien averti en vaut deux, M. de Villemessant jugea prudent de se séparer d'un chroniqueur qui, s'il avait beaucoup d'esprit, avait peut-être moins de tact. Le plaisant de la chose, c'est que M. Edmond About était alors un fervent bonapartiste, feuilletonniste attitré du *Journal officiel*, ne négligeant aucune occasion de dauber sur les adversaires du gouvernement impérial, comparant ce dernier à « la grande pyramide d'Égypte », dont la masse indestructible se riait des efforts enfantins de ses ennemis impuissants ! Nous savons comment il avait reconnu l'hospitalité de la Grèce. Il devait s'acquitter, en même monnaie, vis-à-vis du *Figaro*. Un jour, dans une lettre à Mgr Dupanloup, publiée par l'*Opinion nationale*, il qualifia la feuille où il avait écrit pendant plus de trois mois de « journal de scandale ». Venant de M. About, le mot était impayable.

V

En cette même année 1856, qui vit la chute de *Guillery* à la Comédie-Française et la campagne du *bon jeune homme* au *Figaro*, M. Edmond About donna au *Moniteur* les *Mariages de Paris* et le *Roi des montagnes*.

« Le *Roi des montagnes*, écrivait-il quelques années plus tard, sans être un chef-d'œuvre, est assurément ce que j'ai publié de mieux. » J'ai le plaisir d'être complètement d'accord avec M. About. Cette histoire de brigands, qui a pour théâtre la plaine de Marathon, est amusante d'un bout à l'autre. C'est une *charge* sans doute, mais une charge excellente, et dont l'auteur a pleinement atteint un résultat certes fort enviable : il a fait rire honnêtement les honnêtes gens.

J'ajoute avec lui que ce n'est point un chef-d'œuvre. Les derniers chapitres contiennent une dose trop forte d'empoisonnements et d'égorgements : il y a là un luxe de boucherie qui passe la permission. Il y a, en revanche, dans tout le livre une profusion de métaphores à faire pâmer d'aise Cathos et Madelon. Je n'en citerai que quelques-unes : « Les bijoux du Palais-Royal dont elle était émaillée semblaient autant de points d'exclamations destinés à signaler les imperfections de son corps. » — « Son regard aurait fait mûrir les pêches de votre espalier. » — « Si vous avez jamais visité des forges à minuit, vous avez dû remarquer la lueur étrange que projette une plaque d'acier chauffée au rouge brun : voilà tout justement la couleur de ses regards. » C'est un amoureux qui parle, veuillez le noter, et apprenez de lui ce qui se passe quand on le devient : « Il me sembla que quelque chose s'était brisé dans la boîte osseuse de ma poitrine, au-dessous de l'os appelé sternum. »

CATHOS

Vous avez plus de peur que de mal, et votre cœur crie avant qu'on l'écorche.

MASCARILLE

Comment diable! Il est écorché depuis la tête jusqu'aux pieds [1].

Malgré ces défauts, le *Roi des montagnes* n'en reste pas moins le meilleur ouvrage de M. About. Dans ce genre même où il semblait devoir plus particulièrement réussir, et qui, n'exigeant ni sérieux dans l'invention ni vérité dans les caractères, demande seulement de l'esprit (M. About en avait à revendre), il a vainement récidivé. Il ne lui fut pas donné de retrouver l'inspiration heureuse sous laquelle il avait écrit, un jour de soleil et de belle humeur, pour son seul plaisir et pour le nôtre, sans arrière-pensée physiologique ou humanitaire, l'amusante histoire du botaniste Hermann et de ses compagnes, les deux Anglaises, tombées au pouvoir d'Hadgi-Stravos.

Le *Roi des montagnes* avait l'avantage de se passer au pays de

[1] *Les Précieuses ridicules,* scène x.

l'*Odyssée*, dans la patrie de ce sage Ulysse, qui a mis le premier en pratique le vieux proverbe : *A beau mentir qui vient de loin.* L'*Homme à l'oreille cassée* se passe à notre porte. En donnant pour cadre à un conte fantastique Paris et Fontainebleau, M. About allait au-devant d'un péril que son habileté n'a point suffi à conjurer, ainsi que le montrera une courte analyse.

Le 18 mai 1859, — M. About est le premier de nos romanciers pour l'exactitude... des dates, — Léon Renault, ingénieur civil, revient de Russie en France, à Fontainebleau, pour épouser sa cousine Clémentine. Le soir même de son arrivée, il lui raconte l'histoire d'une momie qu'il a achetée à Berlin et qu'il s'empresse de mettre sous les yeux de sa fiancée, non sans déchirer maladroitement l'ourlet de l'oreille droite. Cette momie est celle d'un ancien colonel du 23e de ligne, fait prisonnier par les Russes, au mois de novembre 1813, atteint de congélation dans la forteresse où on l'avait renfermé, cru mort et vendu comme tel au savant professeur Meiser, inventeur d'un procédé de dessiccation grâce auquel un être vivant, fût-ce un vieillard cacochyme, pouvait être endormi, indéfiniment conservé et réveillé au bout de cent ans et plus, pour peu qu'on lui rendît les 60 litres d'eau nécessaires au mouvement de la machine humaine. « La faculté de renaître n'est pas le privilège d'une seule espèce; on l'a constaté chez des animaux nombreux et divers : les *volvox*, les petites anguilles ou anguillules;... les *rotifères*, qui sont de petites écrevisses armées de carapaces, munies d'un intestin complet, de sexes séparés, etc., etc. » C'est Léon Renault qui enseigne toutes ces belles choses à sa cousine, le soir même de son arrivée, dès leur première entrevue. Il ne pouvait évidemment rien trouver de mieux que cette dissertation sur les volvox et les rotifères pour célébrer le bonheur qu'il éprouvait, après trois ans d'absence, à revoir Clémentine, *dont il était très amoureux*. La leçon d'histoire naturelle ne devait pas être perdue : Clémentine s'éprend aussitôt *d'une vraie passion pour cette momie anonyme* [1]. Nos romanciers d'autrefois, ceux du vieux jeu, appellent cela le *coup de foudre*. « Clémentine rouvrit la boîte de noyer, s'agenouilla devant la momie et la baisa sur le front. » A partir de ce moment, elle ne veut plus entendre parler de la célébration de son mariage avec Léon. « Elle recherchait maintenant la compagnie du docteur Martout, l'ami de M. Pouchet, de Rouen; elle discutait avec lui ; elle voulait voir des expériences sur la résurrection des rotifères... Aux tendresses les plus touchantes de son futur, la jeune fiancée répondait par des discussions sur le principe

[1] P. 54.

vital [1]. » Cependant le colonel Fougas, — une lettre du neveu du docteur Meiser avait fait connaître son nom, — est rappelé à la vie, le 17 août 1859, après un sommeil de quarante-six ans; il rouvre les yeux, aperçoit Clémentine, s'élance sur elle et, la couvrant de baisers : « Clémentine, s'écrie-t-il, les destins amis te rendent à ma tendresse! Je retrouve la compagne de ma vie et la mère de mon enfant [2]! » Il veut l'épouser, mais il faut auparavant qu''il aille à Paris pour voir l'empereur et se faire réintégrer dans son grade. Nous assistons ici à une nouvelle édition de ce vieux conte renouvelé de la Grèce... ancienne : *le réveil d'Epiménide.* Pour n'être pas neuf, le cadre prêtait néanmoins à des détails piquants; il pouvait servir à mettre en opposition les hommes et les choses, les événements, les idées et les mœurs de deux époques, le premier et le second Empire, qui, à côté de plus d'une analogie, présentent tant et de si nombreuses dissemblances. M. About est passé à côté de son sujet sans paraître le soupçonner. Aussi bien, ce qu'il voulait faire, ce n'était point un conte satirique, mais un roman physiologique et matérialiste, destiné à servir de pièce justificative au système de son ami *M. Pouchet, de Rouen*, sur la génération spontanée. Quoi qu'il en soit, le colonel Fougas se rend de Paris à Dantzick pour recueillir un héritage d'un million, revient à Fontainebleau le 5 septembre, met son million aux pieds de Clémentine et se dispose à la conduire à l'autel, quand il s'aperçoit tout à coup, — il était temps, — que Clémentine est sa petite-fille. En conséquence, Léon épouse sa cousine, et, à l'issue du repas de noce, le brave colonel, qui n'a pu obtenir, à raison de son grand âge, d'être promu au grade de général de brigade, se suicide : c'était le 17 septembre 1859.

Je ne reprocherai pas à l'auteur de l'*Homme à l'oreille cassée* de nous avoir fait un conte à dormir debout, mais je rappellerai que la première condition à remplir, lorsqu'on écrit un conte fantastique, c'est de croire, ou tout au moins d'avoir l'air de croire *que c'est arrivé.* Le pire, en pareil cas, c'est de craindre de paraître dupe. Or cette crainte est justement ce qui préoccupe par-dessus tout M. Edmond About. A chaque phrase, presque à chaque mot, il cligne de l'œil vers son lecteur et, désignant ses personnages, semble lui dire : « Hein ! comme je me moque de ces gens-là! »

Ce n'est pas qu'il ne multiplie les détails techniques, les chiffres précis, les dates exactes, et qu'il ne nous donne sur chaque question *le dernier état de la science;* mais de quel intérêt peuvent être ces

[1] P. 75.
[2] P. 141.

dissertations scientifiques greffées sur des incidents grotesques? On peut sans doute introduire la science dans le roman, et M. About n'a fait ici qu'imiter Edgar Poë et l'une de ses histoires extraordinaires : *la Vérité sur le cas de M. Valdemar*. Dans le *cas de M. Valdemar*, comme dans celui du colonel Fougas, il s'agit de rechercher jusqu'à quel point ou pour combien de temps on peut arrêter les empiètements de la mort. Chez le conteur américain, comme chez le romancier français, le procédé est le même : arriver, à l'aide des données fournies par la science et grâce à l'extrême précision des détails, à rendre vraisemblable ce qui est impossible. Voilà la ressemblance. Voici maintenant la différence : il a suffi à Edgar Poë d'un petit nombre de pages pour exciter l'intérêt, la pitié, la terreur; M. Edmond About a noyé son sujet en un volume au milieu duquel surnagent à peine quelques mots heureux et quelques scènes amusantes.

L'*Homme à l'oreille cassée* était loin de valoir le *Roi des montagnes*. Le *Nez d'un notaire* ne vaut pas l'*Homme à l'oreille cassée*, et le *Cas de M. Guérin* ne vaut pas le *Nez d'un notaire.*

C'était en 1862. M. About et *Gaëtana* (nous aurons à revenir sur cette sœur cadette de *Guillery*) étaient tombés de compagnie sous les sifflets les plus drus, les mieux nourris, qui aient jamais fait retentir les voûtes sonores de l'Odéon. Cette fois encore, le spirituel écrivain avait une revanche à prendre. La demander au théâtre, il n'y fallait pas songer. Il revint au roman et écrivit le *Nez d'un notaire*.

Maître L'Ambert, notaire à Paris, donne un coup de poing sur le nez d'Ayvas-Bey, secrétaire de l'ambassade ottomane. Ayvas-Bey coupe le nez de Me L'Ambert. Un chat qui passait par là emporte le précieux appendice; le notaire court après le chat, qui se jette dans un puits en communication avec les catacombes. Ne pouvant suivre plus loin la maudite bête, Me L'Ambert rentre chez lui et fait appeler le docteur Bernier, chirurgien de l'Hôtel-Dieu, professeur de clinique, etc., etc. Ce savant homme met la main sur un Auvergnat, *Chébachtien* (*sic*) Romagné, qui, pour 100 louis, laisse coudre son bras au visage du notaire. Au bout d'un mois on les sépare, et Me L'Ambert se trouve à la tête d'un nez magnifique. Les choses vont au mieux pendant quelque temps; mais un beau jour le nez s'enfle et rougit : on se met en quête de Romagné, que l'on trouve ivre-mort. Un peu plus tard, le nez pâlit et s'effile : c'est que Romagné est malade et ne mange plus. Un soir, dans un salon du faubourg Saint-Germain, Me L'Ambert parle auvergnat : Romagné a un rhume de cerveau. Pour couronner ses mésaventures, le notaire se dispose à prendre femme; le jour de la noce,

son nez disparaît et sa fiancée s'évanouit : Romagné, qui vient d'entrer chez un *mécanichien* (*sic*), a eu le bras *pinché* (*sic*, *sic*) dans un engrenage.

Sur ce thème, l'auteur de la *Grèce contemporaine* a écrit deux cents pages qui ne valent pas le seul vers de Regnard :

Que feriez-vous, monsieur, du nez d'un marguillier?

L'idée première seule est assez drôlatique : elle appartient à Méry, et on la retrouverait dans un vieux numéro du *Corsaire* de 1849[1]. M. About s'est bien gardé d'avouer son emprunt : à *Corsaire* corsaire et demi.

Avec le *Cas de M. Guérin*, je suis, je l'avoue, beaucoup moins à mon aise qu'avec le *cas de Me L'Ambert*. Le *Cas de M. Guérin* est un de ces livres qui ne relèvent pas de la critique littéraire; il a dû paraître d'abord en feuilleton dans la *Gazette médicale*, et si l'auteur, comme je me plais à le croire, a fait hommage du premier exemplaire à M. le chirurgien en chef de l'hôpital clinique de la rue d'Assas, il n'aura sans doute pas manqué d'écrire en tête du volume ces deux vers des *Femmes savantes* :

Le sort de cet écrit a droit de vous toucher,
Car c'est dans votre cour que j'en viens d'accoucher.

VI

En toutes choses, comme Petit-Jean, M. About commence bien et finit mal. Nous venons de le voir pour ses *Contes;* il nous faut aussi le constater pour ses romans, ses nouvelles et ses pamphlets.

En terminant la préface de la seconde édition de *Tolla*, il disait : « Je sais qu'il me reste encore quelques incrédules à convaincre et que la paternité de ce roman me sera acquise lorsque j'en aurai fait d'autres. Je me lève matin et j'écris un peu tous les jours pour prouver que je ne suis pas un plagiaire. » Le mouvement était beau, l'intention était bonne : l'événement y a-t-il répondu?

Encore bien que le roman ne soit point, comme la comédie, une *œuvre du démon*, il y faut mettre autre chose que de l'esprit. Le romancier digne de ce nom doit savoir observer et savoir peindre; il doit avoir en lui la passion qui échauffe, l'originalité qui crée, la puissance qui fait vivre. Or la puissance, l'originalité, la passion, le don d'observer et de peindre, M. About n'a rien de tout cela.

[1] Numéro du 18 février 1849.

Ses personnages ne vivent pas; ce sont des marionnettes dont il tient les fils et qu'il fait parler lui-même. Aussi ont-ils tous de l'esprit et tous le même esprit. Qui en a entendu un les a tous entendus; qui en connaît un les connaît tous.

Des qualités que j'indiquais tout à l'heure, la première et la plus essentielle est l'originalité. C'est justement celle qui manque le plus à l'auteur de *Tolla*. Venu au moment où le succès posthume de Balzac atteignait son apogée, il a imité Balzac. Il a fait de son mieux pour éviter les défauts du maître; il a ramené ses héros à des proportions bourgeoises; il a taillé de petits bonshommes dans ses statues; il a réduit ses gros volumes aux dimensions exiguës de la *Bibliothèque des chemins de fer;* il a estompé ses immoralités, corrigé ses hardiesses; en un mot, il n'a rien négligé pour devenir le *Balzac des familles*.

En dépit de ses efforts, son entreprise est demeurée vaine. Si incomplet qu'il fût, le talent de Balzac était énorme, et l'auteur des *Parents pauvres* est un géant auprès de l'auteur de *Germaine*, qui pourrait tout au plus prétendre à l'honneur d'être le *Balzac de Lilliput*. Lorsqu'on voit, en effet, M. About chercher à emprisonner le gros et grand Balzac dans un habit à la mode de 1856, on ne peut se défendre de songer à ce tailleur lilliputien qui prenait mesure à Gulliver d'*un habit à la mode du pays*.

Nous n'avons point dessein, on le comprend, de faire une étude particulière de chacun des romans de M. Edmond About; il nous suffira de dire quelques mots de celui qui a eu le plus de succès et où l'on s'accorde généralement à voir son œuvre la plus forte, le roman de *Germaine*.

Le comte Gomez de Villanera, qui a 1 400 000 francs de rente, désire légitimer l'enfant qu'il a eu de Mme Chermidy (saluez, lecteur, ou plutôt ne saluez pas une ancienne connaissance, Mme Marneffe des *Parents pauvres*). « Mariez-vous pour quelque temps, dit Mme Chermidy à son amant; épousez une jeune fille qui reconnaîtra notre fils le jour du contrat. Le docteur Le Bris vous trouvera ce qu'il vous faut... parmi ses malades. » Le docteur Charles Le Bris, *un des hommes les plus aimés de Paris*, un *charmant homme de bien*, se charge volontiers de demander, pour le comte de Villanera, la main de Mlle Germaine de la Tour d'Embleuse, qu'il soigne depuis longtemps, qui est phthisique et n'a plus que quatre mois à vivre. C'est le 1er janvier 1853 que la demande est faite. M. About, nous avons eu déjà occasion de le constater, est d'une merveilleuse précision en ce qui touche l'*art de vérifier les dates* appliqué au roman. Sur ce chapitre, il laisse bien loin derrière lui George Sand, Balzac et Jules Sandeau. Ni Balzac n'a été capable de nous

apprendre en quelle année Eugénie Grandet a épousé le président de Bonfons, ni Jules Sandeau de nous dire le jour où le bon docteur Herbeau, monté sur sa vieille jument Colette, a fait pour la première fois son entrée au château de Riquemont. Quant à George Sand, vous pourriez lire vingt de ses volumes avant d'y trouver une seule date, et M. About a dû être souvent tenté de lui dire :

Dans le calendrier lisez-vous quelquefois?
Vous verrez qu'aujourd'hui c'est le premier du mois.

Donc le 1er janvier 1853, le docteur Le Bris demande au duc de la Tour d'Embleuse, — une doublure du baron Hulot, de Balzac, — la main de sa fille, et il offre au futur beau-père, de la part de son futur gendre, 50 000 francs de rente. Un mois après, la noce avait lieu à Saint-Thomas d'Aquin. Les nouveaux époux partent pour l'Italie, en compagnie de cet excellent docteur Le Bris, et, après avoir visité Rome, Naples, Sorrente et Castellamare, vont à Malte, puis à Corfou, dont le climat procure à la comtesse un mieux inespéré. Mme Chermidy, qui est restée à Paris, où elle trouve le moyen de se faire offrir par le duc de la Tour d'Embleuse le million qu'il a reçu en échange de sa fille, et de se faire livrer par-dessus le marché les lettres de Germaine, apprend qu'elle va guérir. Comment arrêter en chemin cette guérison qui renverse tous ses projets? Elle cherche un forçat, s'en procure un, le respectable Mantoux, dit *Peu-de-chance*, et lui fait donner à table par un professeur de médecine légale, et sans que celui-ci s'en doute, les renseignements les plus précis sur l'emploi des poisons, scène empruntée au roman des *Intimes*, de Raymond Brucker et Léon Gozlan. Après cette honnête préparation, Mantoux est introduit, par l'intermédiaire et sous le patronage du duc, dans la domesticité de la comtesse. Il débarque à Corfou, achète quelques grammes d'acide arsénieux et se met en devoir d'empoisonner Germaine à petites doses. Naïf et trop innocent forçat! Il avait été pourtant à bonne école, mais il ignorait que l'arsenic, absorbé à doses très faibles, est un remède contre la phthisie. Grâce aux bons soins de Mantoux, la guérison marchait à grands pas, lorsqu'une imprudence de Germaine vient tout compromettre. Le docteur Le Bris écrit à Paris que tout est perdu. A cette nouvelle, Mme Chermidy part pour Corfou, y débarque, *le 24 septembre*, et trouve Germaine remise sur pied. Profondément déçue, elle charge Mantoux de donner un coup de couteau à la comtesse, et lui promet pour cela 50 000 fr., non sans l'avoir averti, au préalable, qu'elle en a 100 000 dans son secrétaire. Mathieu Mantoux a lu l'*Innocence d'un forçat :* il ne

trouve rien de mieux à faire que d'imiter son prédécesseur Bonnemain et de copier servilement une scène entière de la jolie nouvelle de Charles de Bernard. Il tue Mme Chermidy et vole les 100 000 fr. Le duc de la Tour d'Embleuse, arrivé de Paris ce même soir à la recherche... de sa fille? — non, de Mme Chermidy, — pénètre dans la chambre et passe les dernières heures de la nuit accoudé sur le cadavre : il était devenu fou. La justice n'a pas de peine à établir que c'est lui qui, dans un accès de folie, a tué Mme Chermidy : ainsi finit *Germaine*, ainsi finit également l'*Innocence d'un forçat*. A peine Bonnemain a-t-il assassiné M. Gorsaz, que Mme Gorsaz, frappée de folie comme le duc de la Tour d'Embleuse, entre dans la chambre, s'assoit à côté du cadavre de son mari et joue avec des pièces d'or ensanglantées. L'enquête judiciaire démontre, d'une façon péremptoire, que c'est elle qui a commis le meurtre dans un accès de somnambulisme.

Comme on en peut juger par cette analyse, le livre de M. About n'est qu'un pastiche de Balzac et de Charles de Bernard; point d'invention, point de caractères, point de situations ni de personnages qui méritent d'être pris un seul instant au sérieux. Il n'y a là d'ailleurs rien qui doive étonner, puisque l'auteur lui-même ne prend pas au sérieux ce qu'il écrit. En veut-on un exemple? A l'endroit le plus tragique, au début du chapitre consacré à raconter l'assassinat de Mme Chermidy, chapitre intitulé : *le Couteau*, M. About s'amuse à parodier le début du premier livre de *Télémaque :* « Mathieu Mantoux ne pouvait se consoler de la guérison de Germaine. Dans sa douleur, il négligeait son service et s'égarait en rêvant autour de la villa. »

VII

Cette absence de sérieux est, avec l'absence d'originalité, le défaut capital de tous les romans de M. About, de la *Vieille Roche* comme de *Germaine*, de l'*Infâme* comme de *Madelon*, — de *Madelon*, qui commence à merveille, mais qui verse bientôt dans l'économie politique et dans le mélodrame, et demande tour à tour ses inspirations à Eugène Sue et à la *Maison rustique au XIXe siècle*.

Lorsqu'il ne pille pas Balzac, Charles de Bernard, Léon Gozlan, Méry ou quelque autre, M. Edmond About se pille lui-même. On a vu le point de départ de *Germaine*. Mme Chermidy conseille à son amant d'épouser une jeune fille qui reconnaîtra leur fille adultérine. Dans l'*Infâme*, M. Brégeot conseille à son fils Léon de marier sa maîtresse avec Jean-Pierre Gautripon, son ami intime :

cela lui permettra de continuer ses relations avec elle, d'en avoir des enfants qui seront légitimes et de se marier, pendant ce temps-là, avec une fille de grande maison, comme il convient au fils de l'un des plus riches entrepreneurs de maçonnerie de Paris. N'allez pas vous récrier! Gardez-vous bien de conclure, avec vos préjugés étroits, à l'*infamie* de M. Brégeot père, qui est un fort galant homme, ni à celle de M. Brégeot fils, qui est un charmant garçon plein de cœur et de dévouement, ni surtout à celle de Gautripon, qui est un martyr et un saint. Apprenez, en effet, que Gautripon (Jean-Pierre) élève comme siens les enfants de son ami Brégeot, couvre de son nom et de sa présence Mme Gautripon et tue proprement en duel ceux qui trouvent à redire à sa conduite! Apprenez encore que ce héros pour lequel M. About n'a point assez de fleurs et de couronnes, s'il habite le splendide hôtel de l'avenue des Champs-Elysées, dont l'ami Léon paye le loyer, se retire discrètement, la nuit venue, dans une pauvre mansarde de la rue de Ponthieu, et que, s'il dîne, le soir, à l'hôtel Gautripon, il déjeûne, le matin, rue de la Vieille-Estrapade, au cabaret du *Fidèle cocher*.

On ne me saura pas mauvais gré, je l'espère, de ne point pousser plus avant une analyse impossible. Je tiens pourtant à faire remarquer que M. About, après avoir fait un premier emprunt à *Germaine*, en fait un second à un autre de ses romans, *la Vieille Roche*. Les dernières pages de la *Vieille Roche* nous avaient montré le comte Gontran de Mably, un viveur émérite, renonçant à Paris et au Jockey-Club, pour aller exploiter une papeterie dans les environs de Grenoble, — ce qui n'avait point suffi, d'ailleurs, à le mettre bien dans les papiers de la critique. — A son tour, l'admirable Gautripon prend sa retraite, avec ses enfants, — pardon, avec ceux de l'ami Brégeot, — non plus dans l'Isère, mais dans le Nord, à la filature des *Trois-Croix*, « bien connue sur les principaux marchés de l'Europe, construite à neuf par un homme pratique, et outillée dans la perfection ». M. About a-t-il compris que ce dénouement industriel était un peu trop cousu de fil blanc? On est tenté de le croire, lorsqu'on le voit accumuler, pour finir, les horreurs les plus fantastiques. Léon Brégeot, qui rôde la nuit autour de l'usine, veut en escalader les murs et se fêle le crâne. L'affaire fait du bruit, et Gautripon quitte la France pour l'Italie, la filature des *Troix-Croix* pour la ferme de Castelmonte, en Calabre, où il arrive avec Mme Gautripon et les trois enfants. Il y est rejoint, un beau jour, par un officier en chemise rouge, cet excellent, ce brave Brégeot, Léon Brégeot lui-même, devenu un des lieutenants de Garibaldi (ce n'est pas nous qui le faisons dire à M. About). A quelque temps de là, des bandits napolitains atta-

quent la ferme, et Gautripon, atteint de dix ou douze blessures, meurt en exprimant le vœu que son fidèle ami Brégeot épouse Mme Gautripon; il meurt, non sans avoir savouré la douceur de ces paroles que lui adresse l'auteur, par la bouche d'un de ses personnages : *Tu es bon, tu es noble, tu es grand! tu es le premier entre tous les hommes!*

L'industrie joue un grand rôle dans les dénouements de la *Vieille Roche* et de l'*Infâme*. Dans les *Échasses de maître Pierre* et dans *Ahmed le fellah*, elle tient toute la place et dit à l'imagination, au sentiment, à la poésie :

La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir.

Maître Pierre est un berger des Landes qui assainit, qui défriche, qui fait du drainage en grand, gagne 25 000 livres de rente et raconte son histoire à M. About.

Ahmed est un fellah des bords du Nil qui applique avec succès à la terre de la vieille Égypte les méthodes agricoles les plus modernes, gagne 500 000 livres de rente, et raconte son histoire à M. About.

Maître Pierre est aimé de Marinette, une honnête fille qui, depuis douze ans, ne le quitte pas plus que son ombre, et dont les échasses sont toujours voisines des siennes. Il l'aime et l'épouserait volontiers, n'était la crainte que son mariage ne nuisît au défrichement des Landes. M. About le rassure, prend en main la cause de Marinette, la plaide, la gagne et s'éloigne au galop de ses trois chevaux. « Quand je retournai les yeux, dit-il, un vaste compas se dessinait au milieu de la route : c'était Marinette dans les bras de maître Pierre. »

Ahmed est amoureux de miss Grace, qui donnerait, sans trop de répugnance, sa main à un musulman, mais qui se laisse arrêter par d'autres obstacles. Heureusement, M. About est là pour les aplanir et lui montrer le néant des préjugés qui la retiennent. En Égypte comme dans les Landes, auprès de miss Grace comme auprès de maître Pierre, le spirituel avocat ne perd pas ses paroles. Au moment de s'éloigner de Port-Saïd, il se retourne vers le *Butterfly*, à bord duquel se trouve Ahmed en robe bleue et miss Grace en peignoir blanc : « Pendant huit ou dix minutes, deux figures humaines, l'une vêtue de bleu, l'autre de blanc, s'entretiennent avec vivacité à l'arrière; on distinguait des gestes animés, pour ne pas dire violents. La robe bleue s'incline comme pour prendre humblement congé et s'approche du bordage; le peignoir blanc ouvre ses bras, les deux taches n'en font plus qu'une. »

On le voit, M. About ne se fait pas faute de faire servir deux fois ses dénouements et, dans ses romans agricoles, de tirer deux moutures du même sac. Au fond, du reste, *Ahmed le fellah* n'est pas autre chose qu'une longue et ennuyeuse réclame en faveur du vice-roi d'Égypte, de son gouvernement et de ses ministres. Le roman n'est là que pour faire passer le panégyrique. Rien de plus insignifiant que les amours d'Ahmed et de miss Grace; d'Ahmed, qui mène de front la culture *intensive* et le culte de la beauté, et de miss Grace, qui traite son amoureux de grand *gorille noir*. Honny soit qui mal y pense! Le vrai héros du livre, c'est le khédive, — le khédive de 1869, — un *client* qui payait généreusement ses avocats, un homme d'esprit qui, appréciant à leur valeur les talents de M. About, avait mis un bateau à vapeur à sa disposition, lui avait fourni des cuisiniers, l'avait comblé des attentions les plus délicates, si bien que notre auteur, en quittant l'Égypte, n'a pu manquer de dire au vice-roi ce que disait à Éraste l'immortelle Marinette (ce n'est pas de celle de *maître Pierre* que je veux parler) :

Pour vous, on emploira toutes sortes d'efforts.

Qu'ils aient pour théâtre la France ou l'Égypte, les romans *utilitaires* de M. Edmond About sont la glorification du *PROGRÈS*, le seul Dieu devant lequel s'incline l'auteur du *Nez d'un notaire*. Il lui a du reste consacré tout un volume sous ce titre même : *le Progrès*[1]. Dans ce gros livre, il expose compendieusement sa métaphysique, sa morale et sa théodicée. « *LE CERTAIN*, écrit-il bravement, c'est qu'entre les grands singes passionnés et intelligents de l'Afrique centrale et les premiers hommes nus, désarmés, ignorants, farouches, toute la différence consistait en un degré de perfectibilité[2]. » Plus loin il parle des « carnassiers *SES* précurseurs[3]. » Il affirme que l'homme a commencé par être « UN SOUS-OFFICIER D'AVENIR DANS LA GRANDE ARMÉE DES SINGES[4]. »

Le matérialisme ne s'est jamais affiché avec plus d'impudeur. Voici en quels termes notre philosophe définit le bien : « Le bien, c'est l'existence. » A cette question : « Quel est l'idéal du progrès? » il répond : « C'est le maximum du bien désirable ici-bas, c'est que la vie atteigne en quantité et en qualité les dernières limites du possible... Ce but est souverain; pour l'approcher, *tout*

[1] 1 vol. in-8, 1864.
[2] *Le Progrès*, p. 16.
[3] P. 18.
[4] P. 21.

est permis. Aucun des actes qui tendent là ne peut être jugé mauvais sur le globe ni ailleurs. C'est la seule occasion où la fin justifie les moyens [1]. » Il évite le mot *devoir* avec autant de soin que le mot *Dieu :* « Vous remarquerez peut-être, si vous lisez ce livre jusqu'au bout, que j'évite le mot *devoir*, quoiqu'il soit très sonore, très clair et très noble. C'est que je me suis interdit la plus furtive excursion dans la métaphysique [2]. » En sa qualité de positiviste, « rebelle à toutes les séductions de l'hypothèse, » il se gausse de la religion et des miracles, mais, dans les élans de sa dévotion au Progrès, il écrit avec un sérieux admirable : « L'industrie est une providence. C'est à elle que nous devrons un jour d'être tous éclairés et tous honnêtes. *Elle fera des hommes sans préjugés et sans vices, comme elle a créé des taureaux sans cornes : le miracle n'est pas plus grand* [3]. »

Nous avons dû signaler, dans les romans de M. About, une absence d'imagination vraiment remarquable. Cela tient peut-être à ce qu'il réservait, pour ses ouvrages d'économie politique, celle qu'il avait reçue en partage. S'il a éte romanesque une fois dans sa vie, c'est précisément dans ce livre sur *le progrès*, dédié d'ailleurs *à Mme George Sand.* Dans son chapitre sur l'association, il propose d'établir, à Paris et dans tous les chefs-lieux de département, une centaine de clubs, installés sur le même pied que le « Jockey », où, moyennant « un sou par jour, » tous les commis-voyageurs de France seront nourris aussi bien qu'au Jockey-Club de Paris, prendront le meilleur café, trouveront les meilleurs livres. « Pour la nourriture de l'esprit, on traiterait avec la société Franklin, qui établirait partout des bibliothèques constamment renouvelées. Un voyageur prendait un livre à son cercle en quittant Paris (*Germaine*, par exemple ou *Madelon*), et l'échangerait jusqu'à vingt fois de club en club, tout le long de sa route [4]. » On parle d'élever un monument à M. Edmond About. Si la reconnaissance n'est pas un vain mot, MM. les commis-voyageurs se doivent à eux-mêmes de souscrire les premiers à ce monument « intime et cordial ».

VIII

Utilitaire ou non, nous venons de le voir, le roman était trop lourd pour les épaules de M. Edmond About, plus aptes, ce semble,

[1] *Le Progrès*, p. 19.
[2] P. 42.
[3] P. 53.
[4] P. 86 à 91.

à porter le poids plus léger de la nouvelle. Les *Mariages de Paris* forment un recueil agréable et pour lequel je serais moins sévère que l'auteur lui-même, écrivant, dans les *Dernières lettres d'un bon jeune homme :* « Le public s'est montré trop doux pour les *Mariages de Paris*, un volume de nouvelles *fort médiocres* et que je n'écrirais plus si c'était à refaire [1]. » On doit bien penser que cet accès de modestie dura peu. Publiant, à quelque temps de là, les *Mariages de province*, M. About se posait, dans la dédicace, cette question prodigieuse : « Dans vingt ans que préférera-t-on des *Mariages de Paris* ou des *Mariages de province?* » Cela était écrit en 1867. En 1887, la France aura sans doute à trancher plus d'une question. Je serais bien étonné si celle-ci l'agitait beaucoup.

M. Émile Montégut a fait un juste et suffisant éloge des nouvelles de M. Edmond About lorsqu'il a dit : « Elles sont assez récréatives sans doute, mais elles ont le grand tort de n'être que cela [2]. » Elles renferment infiniment d'esprit (avec M. About, c'est toujours là qu'il en faut revenir), mais c'est tout et ce n'est pas assez. Cet esprit d'ailleurs ne laisse pas d'être un peu vulgaire, grossier souvent, presque toujours sans délicatesse et sans légèreté. Quelques citations sont ici nécessaires. Je les emprunte à *Trente-et-Quarante*, « un chef-d'œuvre » suivant les amis de l'auteur, les mêmes, il est vrai, qui lui ont rendu le mauvais service de le comparer quelquefois à Voltaire :

Le capitaine Bitterlin suivait le drapeau, comme les chiens suivent leur maître.

En 1839, il fut père d'une fille qui naquit entre le 310e et le 311e kilomètre de la route de Strasbourg à Paris.

A quatre heures du soir, heure militaire, M. Bitterlin sortait sa fille comme un palefrenier sort ses bêtes.

Ce grand diable de nez, qui coupait en deux la figure du capitaine, comme les Apennins divisent l'Italie, avait dû faire des malheureuses en 1820.

M. Penouille réunit le mouchoir à un vaste cartilage, et fait retentir les airs d'une fanfare mélodieuse.

Les ronflements de ce gros homme avaient quelque chose de sinistre : vous eussiez cru entendre les ophicléides du jugement dernier.

Il savait que la terre n'est pas une vallée de chocolat au lait, ni de potage à la reine.

[1] *Dernières lettres d'un bon jeune homme*, p. 318. — 1862.
[2] *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1859.

Avec quel empressement il ouvrit les fenêtres et poussa les volets! « Il fit la lumière et vit que cela était bon », comme dit l'autre.

Ce dernier trait montre bien que M. Ordinaire ne s'est pas trop avancé lorsqu'il a dit, dans sa lettre à Sainte-Beuve : « M. About étudiait Homère et la Bible, tout comme Bossuet. »

Une dernière citation. La fille du capitaine est élève de Saint-Denis. Le jour où Emma Bitterlin rentre à la maison paternelle, et échange l'uniforme de la Légion-d'Honneur contre une jolie robe d'été, son père « jure qu'elle est d'une beauté indécente ». Et M. About, avec la délicatesse de sentiment qui lui est propre, ajoute :

La terreur du capitaine, pour être un peu exagérée, ne paraît pas absolument sotte. Elle sera comprise de tous ceux à qui la nature a confié les fonctions gratuites du dragon des Hespérides. Lorsqu'on garde les oranges et qu'on n'en mange pas, on regrette de bonne foi qu'elles soient si belles et si appétissantes. Le cas d'un mari est tout différent : d'abord, les oranges sont pour lui; ensuite, il a la ressource de les manger toutes, si ses dents sont bonnes, et de laisser le zeste aux voleurs. C'est pourquoi la même corvée qui chargeait de soucis le front d'un père ou d'un frère aîné apparaît comme un jeu adorable à tous les jeunes maris.

Et plus loin :

Un soir qu'Irma était un peu rêveuse pendant le dîner : « Attention! lui cria M. Bitterlin, voilà que tu fais de l'œil à la carafe! »

Une autre fois, comme elle l'embrassait en lui prenant la tête dans ses deux mains, il la repoussa durement et s'oublia jusqu'à lui dire : « Tu es lorette! tu finiras mal. »

Depuis l'époque où il jouait de la sorte avec ce qu'il y a de plus pur et de plus sacré dans le cœur de l'homme, le respect du père pour sa fille, M. Edmond About s'est marié, il a eu des enfants; il a vu grandir ses filles, il a été pour elles, nous sommes heureux de lui rendre ici ce témoignage, le meilleur des pères; s'il a relu cette page, est-ce qu'il n'a pas regretté amèrement de l'avoir écrite?

IX

Pour compléter cette étude sur M. About, il nous reste à dire quelques mots du critique d'art, de l'auteur dramatique, du polémiste et de l'homme politique.

M. Edmond About a consacré de nombreux volumes aux expositions de peinture qui se sont succédé de 1855 à 1884. On lui doit un *Voyage à travers l'Exposition universelle des Beaux-Arts en* 1855, *Nos artistes au Salon de* 1857, *le Salon de* 1864, *le Salon de* 1866, *le Salon de* 1884. Les Salons de Paul de Saint-Victor et de Théophile Gautier sont des merveilles de couleur et de style. Leur plume vaut le pinceau. A côté d'eux, M. About, avec son crayon finement taillé, a tracé de jolies esquisses, d'un dessin très net, mais un peu sec. Il se plaît à faire montre de ses connaissances techniques; il ne se refuse pas le plaisir de développer de savantes théories sur l'art, sur la ligne et la couleur. Seulement on sent trop que toutes ces belles choses, il vient de les apprendre à l'instant et qu'il n'est qu'un vulgarisateur habile et superficiel. Ce n'est pas de lui qu'on aurait pu dire ce que l'on a dit de M. Guizot : « Ce qu'il a appris de ce matin, il a l'air de le savoir de toute éternité. »

Auteur dramatique, M. Edmond About compte presque autant d'insuccès que de pièces. La chute de *Gaëtana*, drame en cinq actes et en prose joué à l'Odéon, le 3 janvier 1862, est une date dans l'histoire du théâtre sous le second Empire. La langue française s'enrichit même, à cette occasion, d'un mot nouveau. En 1862 et pendant les années qui suivirent, quand on voulait parler d'une pièce outrageusement sifflée, on disait : Cette pièce a été *gaëtanée*. Après avoir tué le drame de M. About, les siffleurs voulurent l'enterrer. A l'heure de minuit, au son d'une mélopée funèbre, ils se rendirent en bel ordre au domicile de l'auteur, qui demeurait alors au passage Saulnier, et là, sous ses fenêtres, ils entonnèrent à pleine voix un chœur lamentable. Avant de se séparer, la bande nocturne fit une seconde station rue de Valois, sous les fenêtres du *Constitutionnel*, dont M. About était alors l'un des rédacteurs. Cet enterrement de *Gaëtana* n'avait rien de civil : de quelle amertume ne dut-il pas remplir le cœur du malheureux écrivain! Il épancha sa douleur dans une *Préface* et une *Post-face* légèrement maladroites et qui ne manquèrent pas de rappeler à plus d'un lecteur ces vers de Victor Hugo :

Je suis émerveillé
Comme l'eau qu'il secoue aveugle un chien mouillé.

Il représentait que son drame était « un *capital*, fruit légitime de sept ou huit mois de labeur », et que ce capital, hélas ! « avait péri sans profit pour personne! » On l'avait *dépouillé du produit matériel de ses veilles!* « Si j'étais allé, ajoutait-il, me jeter à la Seine du haut d'un pont, avouez, messieurs, que vous auriez fait là

une belle besogne[1]. » Heureusement, il n'en avait point eu l'idée, et pour cause : il n'ignorait point qu'un homme d'esprit comme lui pouvait, sans se jeter à la Seine, trouver moyen de se faire prendre dans les filets de Saint-Cloud.

Le dramaturge sifflé était du reste dans son droit quand il maudissait ses juges et leur reprochait de l'avoir condamné sans l'entendre. Il est vrai que, s'ils l'avaient écouté, ils auraient reconnu bien vite, pour peu qu'ils eussent lu Charles de Bernard, que l'idée première et les principaux développements de *Gaëtana* étaient empruntés à l'*Innocence d'un forçat*. M. Edmond About, nous l'avons vu, avait déjà fait deux emprunts à cette nouvelle. C'était le troisième, et cela vraiment passait la permission. Grâce au tapage, nul ne s'en douta. On aurait pu siffler le plagiaire; on se contenta de siffler le journaliste et l'homme politique. C'est de ce dernier qu'il nous faut parler maintenant.

A son retour d'Athènes, en 1854, l'auteur de la *Grèce contemporaine* avait trouvé l'empire à l'apogée de sa puissance, maître incontesté du présent, et, en apparence du moins, maître aussi de l'avenir. Il avait bien pu se moquer de ce pauvre diable de roi Othon, qui avait une liste civile de 900 000 francs et une armée de 8500 hommes. L'idée ne lui vint pas, on peut le croire, de manquer de respect à Napoléon III, qui avait une liste civile de 25 millions et une armée de 400 000 hommes. L'empire était fort : M. About alla tout d'un trait à l'empire, comme l'alouette vole au miroir. Il offrit ses services, qui furent agréés. Nul, parmi les officieux, ne fit montre de plus de zèle, ne poussa plus loin l'adulation. Il a des accents lyriques pour célébrer Napoléon III, et salue en lui « le bienfaiteur de la nation ». La splendeur du Corps législatif, — le Corps législatif de 1859, — lui cause un véritable éblouissement : « Cette Assemblée ne jouit plus du *privilège ridicule* d'interrompre à tout moment la marche des affaires, de remplacer l'action par le discours, l'union par la coalition, l'intérêt public par la vanité privée, le progrès sérieux d'un grand peuple par le frétillement de quelques petites ambitions oratoires. » Le fonctionnement des candidatures officielles l'émeut jusqu'aux larmes : « Il suffit qu'un candidat se présente au nom du gouvernement pour qu'il soit élu d'emblée. Le paysan, l'ouvrier, le bourgeois se dit dans son gros bon sens : « Puisque l'empereur veut celui-là au « Corps législatif, c'est celui-là que nous devons lui envoyer. » Heureuse intimité, trois fois heureux mariage d'un homme et d'une nation ! »

[1] *Les Émotions d'un auteur sifflé,* par M. Edmond About.

Rien de ce qui touche à l'empire et à l'empereur ne le laisse froid. S'il ne ménage guère l'auteur des *Châtiments* et les livres que celui-ci envoie de Guernesey, gros livres « de difficile concoction, véritable meule d'antithèses, de concetti, d'amphigouris et de galimatias accumulés [1] »; s'il *blague* « l'exil de M. Victor Hugo qui n'est pas exilé », « cet interminable exil qui pourrait bien n'être qu'une spéculation [2] » destinée à faire plus abondamment pleuvoir les gros sous dans la tirelire du poète, en revanche, il professe hautement son admiration pour les drames de M. Mocquard, chef du cabinet de l'empereur. Il est de ceux d'ailleurs pour lesquels il n'y a qu'un pas des Tuileries au Palais-Royal, et le jour où le prince Napoléon pose devant lui, il trouve, pour le peindre, des tons chauds et rutilants qui n'appartiennent point d'ordinaire à sa palette un peu grise :

Le voilà bien, ce César déclassé que la nature a jeté dans le moule des empereurs romains, et que la fortune a condamné à se croiser les bras sur les marches d'un trône; fier du nom qu'il porte et des talents qu'il a révélés, mais atteint au fond du cœur d'une blessure invisible, et révolté secrètement contre la fatalité qui pèse sur lui... ; fils légitime et non bâtard de la révolution française; né pour l'action... C'est lui qui, par curiosité, par désœuvrement, pour éteindre un peu les ardeurs d'une âme active, est allé se promener, les mains dans les poches, au milieu des banquises du pôle Nord, où sir John Franklin avait perdu la vie... C'est lui qui, hier encore au Sénat, s'est placé d'un seul bond au rang de nos orateurs les plus illustres, écrasant la papauté comme un *lion du Sahel* écrase d'un coup de griffe une vieille chèvre tremblante, puis, tournant les talons et revenant à sa villa de la rue Montaigne, où l'on respire la fraîcheur la plus exquise de l'élégante antiquité... C'est bien lui qui sollicitait l'honneur de conduire les colonnes d'assaut au siège de Sébastopol, et *qui est revenu à Paris en haussant les épaules, parce que la lenteur d'un siège lui paraissait stupide* [3] *!*

M. About a tous les courages : il exalte l'héroïsme du prince Napoléon; il insulte, dans la personne de Pie IX, au droit vaincu, à la majesté désarmée. A la veille de l'invasion des États pontificaux, il écrit bravement : « Le pape n'a besoin de soldats ni pour la conquête ni pour la défense; car ses voisins sont des princes catholiques qui se feraient un cas de conscience d'armer contre un vieil-

[1] *Causeries,* 1864.
[2] *Op. cit.*
[3] *Dernières lettres d'un bon jeune homme,* p. 240.

lard inoffensif. » Quant à lui, comme il n'est ni prince ni catholique, il dirige contre ce vieillard, ses ministres et son gouvernement, un gros pamphlet rempli des plus grossières injures, des plus violents outrages. Ses amis se mettent alors à trembler pour sa liberté, pour sa vie peut-être. Ils assurent que son courrier lui apporte chaque matin des lettres où on lui dit, comme autrefois à Paul-Louis : *Edmond, les cagots te tueront!* Lui-même voit se dresser, pour la première fois, dans ses rêves, le spectre de la police correctionnelle, mais c'est un spectre de féerie : il est vêtu de rose, et l'auteur de la *Question romaine*[1] ne fait qu'en rire. Patience! un jour viendra où ce spectre reparaîtra à son chevet, et cette fois il sera vêtu de noir; il lui suffira de se montrer pour changer en cyprès les palmes vertes de l'académicien. En 1859, nous n'en sommes point encore là. Non seulement M. About n'est pas encore de l'Académie, mais il aiguise contre elle ses plus fines épigrammes, et pour un peu, il demanderait la suppression de cette institution surannée, de cette « aristocratie élective », qui ne fait pas bon ménage avec la « démocratie impériale », de cette assemblée décrépite « que l'Europe nous envie peu, qui ne fait pas son dictionnaire et qui chante pouille au gouvernement[2] ». Il rappelle à l'ordre, il traite de haut, lui, l'auteur du *Nez d'un notaire*, ces petits esprits qui s'appellent M. Villemain ou M. Cousin! Mais c'est surtout l'évêque d'Orléans qui a le privilège de le mettre hors des gonds. Mgr Dupanloup ose tenir tête à l'empereur, il n'approuve pas sa politique et il se permet de le lui dire! M. About n'en revient pas! C'est lui qui vengera les injures de Napoléon III et du prince Napoléon. Il s'emploie de son mieux à cette besogne, faisant flèche de tout bois, multipliant les diatribes contre cet « homme d'Orléans », qui est l'ennemi de César, contre « cet employé salarié du gouvernement », ce « fonctionnaire qui fait plus de bruit qu'une demi-douzaine d'insurgés », dont les « homélies révolutionnaires » excitent à la révolte « les formidables sociétés ultramontaines qui recrutent les hommes par milliers. » Et comme avec M. About la gaieté française ne perd jamais ses droits, ces dénonciations sont agrémentées de plaisanteries charmantes sur le « vinaigre d'Orléans » et sur les « Dupanlouves du Loiret[3]! »

X

Deux sentiments d'une égale violence se partageaient le cœur de M. About : il désirait avec une égale passion de voir tomber le pou-

[1] Mars 1859.
[2] *Le Progrès*, p. 333.
[3] *Lettres d'un bon jeune homme à sa cousine Madeleine.*

voir temporel de la papauté et de voir grandir et se développer la puissance de la Prusse. Nous aurions voulu qu'il nous fût possible de passer sous silence ses deux brochures, *la Prusse en* 1860 et *la Nouvelle carte d'Europe;* mais comment ne pas rappeler qu'il a signé de son nom, six ans avant Sadowa, ces lignes écrites à Saverne, publiées à Paris, pensées à Berlin :

Nous nous sommes pris d'une vive sympathie pour les Allemands à mesure que nous les avons mieux connus... L'Allemagne est portée par une aspiration légitime vers l'unité et le progrès. Les Allemands ont compris qu'il était inutile et presque ridicule de nourrir trente-sept gouvernements lorsqu'il suffirait d'un seul. Ils pressentent l'énorme accroissement de force et de prospérité, de dignité et de grandeur, que la centralisation leur donnera quelque jour, et ils marchent au but d'un pas résolu, malgré toutes les entraves. Jamais cette noble nation n'a été plus grande que de 1813 à 1815, car jamais elle n'a été plus une... L'Allemagne n'avait qu'une seule passion, qu'un seul cœur; elle se leva comme un seul homme, et *la défaite de nos armées prouva ce que pouvait l'unité allemande...*

Que l'Allemagne s'unisse; *la France n'a pas de vœu plus ardent ni plus cher...* Que l'Allemagne s'unisse; qu'elle forme un corps assez compact pour que l'idée de l'entamer ne puisse venir à personne. La France voit sans crainte une Italie de 26 millions d'hommes se constituer au midi; elle ne craindrait pas de voir 32 millions d'Allemands fonder une grande nation sur sa frontière orientale...

Le peuple allemand aime la Prusse. Il regarde ses progrès avec une admiration sympathique et un intérêt filial. Si elle se décidait à jouer le rôle du Piémont, tous les Allemands s'empresseraient de lui aplanir les voies. Aujourd'hui surtout, le régent du royaume, S. A. R. le prince de Prusse, paraît être l'objet d'une adoration poussée jusqu'au fanatisme. Nous sommes heureux d'apprendre que l'unité allemande a trouvé son centre et rien ne pourrait nous être plus agréable que de voir la nation se grouper autour d'un esprit ferme et d'un cœur droit [1].

En 1861, M. About revient à la charge. Dans une seconde brochure qui a pour titre : *la Nouvelle carte d'Europe*, il fait tenir ce langage à Napoléon III, s'adressant au prince régent : « La monarchie prussienne peut s'agrandir en Europe. Le moyen âge a laissé autour d'elle une multitude d'États microscopiques, découpés au gré du hasard dans une seule et même nation. Réunissez en un seul

[1] *La Prusse en* 1860, par Edmond About. Paris, chez Dentu.

corps ces malheureuses petites monarchies. Consultez les peuples, ils seront trop heureux de se fondre dans un grand royaume et *d'économiser* 90 *pour* 100 *sur les frais généraux* du gouvernement. Dès que l'opinion publique se sera prononcée, annexez hardiment, arrondissez-vous, prenez du corps. *Tout le monde s'en trouvera bien et surtout les nouveaux sujets de la Prusse.* C'est pourquoi nous n'hésitons point à vous donner, dans le nord de l'Allemagne, tout ce qui ne nous appartient pas [1]. »

— « Est-il possible? » demande le prince de Prusse, qui n'en peut croire ses oreilles. Eh! mon Dieu! oui, cela était possible, et les rêves de l'auteur de la *Nouvelle carte d'Europe* se devaient réaliser bientôt. Ses deux brochures contiennent en germe la politique néfaste qui nous a coûté l'Alsace et la Lorraine. Le nom de M. About, — et c'est par là seulement qu'il vivra, — ne se pourra plus séparer du souvenir de nos désastres : on le lira toujours au bas de cette page, la plus triste de notre histoire.

Tant de bons et loyaux services rendus par M. Edmond About à la personne de l'empereur et à sa politique méritaient assurément une récompense éclatante, et cependant la récompense ne venait pas. On lui octroyait bien, de temps à autre, un bout de ruban, celui de chevalier de la Légion d'honneur le 15 août 1858, celui d'officier le 15 août 1867. Il était des dîners du Palais-Royal. Il était aussi des fêtes de Compiègne, où il savait se rendre utile et où les dames de la cour daignaient applaudir à ses petits vers qui ne valaient pas sa prose. On le recevait aux Tuileries, et c'est lui qui, aux soirées intimes, tournait la manivelle du piano mécanique, aux accords duquel valsaient les invités. Mais c'étaient là menues faveurs, de celles qui s'accordent à un courtisan sans conséquence. L'auteur de *Guillery* avait des visées plus hautes : il rêvait d'un siège au Corps législatif, en attendant le Sénat. Malheureusement, les ministres ne paraissaient pas le prendre au sérieux. M. Rouher s'obstinait à ne voir en lui qu'un *amuseur*. C'était à croire que le *bon jeune homme* avait élu domicile, non dans cette coquette villa de Saverne, dont il aimait à entretenir ses lecteurs, mais dans ce *château du Guignon*, dont il a écrit la *légende* quelque part [2]. Pour se déguignonner, il frappa un soir à la porte du cabinet de l'empereur. Il en sortit ayant accepté les fonctions occultes de conseiller intime. Il devait adresser au souverain, une fois par semaine, plus

[1] *La nouvelle carte d'Europe,* 1861. M. About a réédité cette brochure dans ses *Lettres d'un bon jeune homme.*

[2] *Le château du Guignon, légende trop historique et malheureusement Savernoise.* CAUSERIES, par Edmond About, p. 333.

souvent, quand il y aurait lieu, des renseignements particuliers sur les mouvements de l'opinion. Prévost-Paradol, qu'il mit dans sa confidence et qu'il essaya de déterminer à partager sa tâche, lui joua le mauvais tour de révéler le fait. La page de Prévost-Paradol est curieuse et doit ici trouver place :

M. About a été longtemps et était naguère encore imbu de la doctrine de la souveraineté du but, et plus que bienveillant pour le gouvernement personnel. Démocrate ardent et convaincu, quoique brouillé dès ses premiers pas avec le parti démocratique, plein de confiance dans la puissance et la bonne volonté d'un seul, admettant volontiers l'existence d'une sorte de gérant qui exercerait pendant la minorité intellectuelle du peuple français une dictature bienfaisante, M. About portait dans ce genre de chimère une bonne foi dont ses amis pouvaient seuls connaître la mesure, car ses adversaires et tout le public lui trouvaient trop d'esprit pour croire une telle erreur très sincère. Pour moi, je n'ai pas oublié (il me pardonnera, je l'espère, cette indiscrétion inoffensive et tout à sa louange) le jour, déjà bien éloigné, où il me proposa, avec une amicale candeur, de venir travailler à huis clos, avec lui et une troisième personne, au bonheur public. Mais l'esprit a ses droits, quoi qu'on en dise; il réveille tôt ou tard le jugement, et cette bizarre erreur de M. About ne pouvait durer toujours.

L'indiscrétion de Prévost-Paradol enlevait à son ancien camarade de l'École normale ses dernières chances. Le *guignon* décidément persistait; il devait durer jusqu'à la fin. Dans les premiers mois de 1870, il y eut une distribution de faveurs qui atteignit ceux-là même qui avaient combattu l'empire avec le plus d'ardeur. Prévost-Paradol était nommé ministre plénipotentiaire près les États-Unis. M. J.-J. Weiss, qui s'était signalé, dans le *Journal de Paris*, par la vivacité de son opposition, devenait secrétaire général du ministère des beaux-arts et conseiller d'État en service extraordinaire. Le journal dans lequel écrivait alors M. About, commentait ainsi ces nominations : « La nomination de Prévost-Paradol est *un précédent à enregistrer*... On peut donc arriver sans faire queue pendant un quart de siècle dans les emplois inférieurs ; *les plus lestes* couperont la file, désormais... Weiss et Paradol ont rompu le charme : *Place à l'esprit*[1]. » On ne s'offre pas plus galamment. Inutiles avances! Tout *leste* qu'il fût, M. About n'avait pu encore parvenir à *couper la file*, lorsque la guerre éclata. Réalisant *le vœu le plus ardent et le plus cher* de l'auteur de *Tolla*, *l'Allemagne s'était unie*, et

[1] *Le Soir*, n° du 18 juin 1870.

bientôt nos premières défaites venaient *prouver ce que pouvait l'unité allemande.* Un autre que M. About eût été écrasé sous le poids de la responsabilité que faisait peser sur lui le souvenir de ses deux brochures, *la Prusse en* 1860 et *la Nouvelle carte d'Europe.* Il ne paraît pas en avoir été troublé outre mesure. De l'armée, qu'il accompagna pendant quelque temps, il envoyait des correspondances au journal *le Soir.* Je trouve, dans une de ses lettres, la preuve qu'il avait conservé, au milieu de ces terribles circonstances, une étrange liberté d'esprit : « Nos officiers ont des tentes. Les soldats disent : Ah ! ce n'est pas la TENTE qui nous manque, c'est l'oncle ! »

XI

L'empire tombé, M. Edmond About n'avait, ce semble, qu'un parti à prendre : renoncer à la politique, revenir aux lettres pour ne les plus quitter, et, puisque aussi bien il n'y avait plus place, au lendemain de nos désastres, pour ses petites histoires et ses petits contes d'autrefois, se consacrer tout entier à quelque grand travail, à une œuvre sérieuse, saine et forte, où se seraient déployées à l'aise les qualités de son remarquable talent. Ses débuts avaient été pleins de promesses ; le jour était venu de les tenir enfin.

Ce livre, dans lequel il aurait donné toute sa mesure, il ne l'a pas écrit. Tandis que, à côté de lui, son ancien camarade M. Taine compose, dans le silence du cabinet, sans souci du succès facile et de la popularité vaine, son *Histoire de la littérature anglaise* et ses *Origines de la France contemporaine*, M. Edmond About continue à se gaspiller et finit par se perdre. Il lui faudrait rompre avec la politique et il se rengage tout à fait avec elle. Ni les caprices ni les ingratitudes de cette fausse maîtresse ne le peuvent rebuter ; pour la suivre, il délaisse celle qui ne trompe pas, l'étude (que d'attraits sous ce nom modeste !), l'étude pure, désintéressée, généreuse et féconde. Il ne veut pas voir que seule elle peut être l'honneur de son âge mûr, comme elle a été la gloire de ses jeunes années. Il ne comprend pas qu'une heure viendra où, contemplant de ses derniers regards le toit paisible sous lequel elle s'abrite, il dira, les yeux pleins de larmes, le cœur plein de regrets : « Le bonheur était là ! »

Peu de mots nous suffiront maintenant pour terminer ce travail, que le lecteur voudra bien nous pardonner d'avoir fait aussi long.

A l'empire a succédé la république. M. Edmond About n'est plus impérialiste, — est-il besoin de le dire ? — Il est républicain. Il transporte son dévouement, son zèle, ses services, de Napoléon III à M. Thiers. Ne lui demandez pas d'écrire un nouveau roman ; il a

bien d'autres soucis : il veut être ambassadeur. M. Thiers lui refuse cette satisfaction ; peut-être trouve-t-il que M. About n'est point d'assez bonne maison ; ou peut-être a-t-il gardé souvenir de certain pamphlet de 1865, dans lequel l'auteur des *Lettres d'un bon jeune homme* le traite comme un simple Jésuite et le met en scène sous le nom de *L. A.* [1] *Clair, ancien démocrate, ancien conservateur, ancien ministre, ancien chef de l'opposition, ancien bonapartiste, ancien chef du parti de l'ordre, actuellement député de la gauehe et penchant vers la droite* [2].

En 1872, M. Edmond About abandonne le *Soir*, pour prendre la direction du *XIX*e *Siècle*. Le 24 mai 1873, au gouvernement de M. Thiers succède celui du maréchal Mac-Mahon. Cette fois, chose inouïe ! il ne passe pas dans le camp des vainqueurs. Son opposition devient surtout extrêmement vive après le 16 mai 1877. Les bourgeois de la rue du Sentier (c'étaient, ma foi, des gens d'esprit !) se disaient alors : « Votons contre le maréchal ; son gouvernement va sombrer, la chose est sûre ; sans cela, M. About ne serait pas contre lui ! »

Sa campagne en faveur des 363 avait été menée avec un entrain merveilleux, avec un succès éclatant, et il lui était permis d'espérer qu'il serait le 364e. On lui fit sans doute l'honneur de trouver qu'il avait trop d'esprit pour cela, et on le laissa à la porte de la Chambre. J'estime que l'on fît bien : il avait du talent, il eût déparé la collection.

Si cruelle qu'elle fût, cette déception, venant après tant d'autres, ne le découragea point. Trompée du côté du palais Bourbon, son ambition se tourna vers le palais Médicis. Dès qu'un siège était vacant au Sénat, il posait sa candidature. Hélas ! le Luxembourg est voisin de l'Odéon : c'était chaque fois une chute nouvelle, et l'on entendait alors, sur les bancs du vieux palais, des rires étouffés, qui étaient comme un dernier écho des sifflets de *Gaëtana*.

L'Académie lui fut plus clémente. Sans lui garder rancune de ses épigrammes d'antan, pas même de la page où il demandait la démolition du palais Mazarin et la relégation des Quarante au musée des Antiques, elle le nomma, au mois de février 1884, pour remplacer cet homme aimable, ce vrai romancier qui avait nom Jules Sandeau. Mais il était dit que rien ne réussirait plus à celui qui avait été autrefois « l'heureux About ». Il ne put prononcer son discours de réception, il ne lui fut même pas donné de l'écrire, condamné qu'il était alors à se défendre, dans sa maison du

[1] L. A. Ce sont les initiales des prénoms de M. Thiers (Louis-Adolphe).

[2] *Les Conseillers d'un orateur libéral, scène de la vie politique.*

XIXe Siècle, contre ses actionnaires qui voulaient procéder à son expulsion et le menaçaient d'une poursuite qui n'avait rien d'académique. Cette lutte brisa ses forces et hâta sa fin, si elle ne la détermina pas. Il est mort le 16 janvier 1885, n'ayant pas encore accompli sa cinquante-sixième année.

XII

En revenant, comme je viens de le faire, sur la vie de M. Edmond About, je n'ai pu me défendre d'un souvenir. Il a écrit plus d'un conte fantastique; mais aucun d'eux ne vaut le *Pierre Schlemilh* de Chamisso, si populaire en Allemagne et en Angleterre. Pierre Schlemilh possède le sac merveilleux de Fortunatus, d'où l'on peut tirer de l'or sans l'épuiser jamais. Et pourtant il est le plus malheureux des hommes, parce qu'il a perdu son ombre : il court après elle par monts et par vaux, et sa vie se consume en cette vaine poursuite. M. About, lui, avait reçu en don le talent, qui vaut mieux que le sac de Fortunatus. Il en tire d'abord quelques jolis volumes; et leur succès est le plus vif du monde. Mais le voilà soudain qui s'avise que, même avec le talent, on ne peut se passer d'une position politique, d'une ambassade, d'un ministère, ou, à tout le moins (le sage se contente de peu), d'un siège à la Chambre ou au Sénat; et, à partir de ce moment, il s'engage dans une poursuite folle, qui ne finira qu'avec sa vie. La joie de l'esprit, le repos, l'étude, le succès légitime, la gloire, il sacrifie tout cela pour courir après une ombre!

On sait ce que lui a coûté cette erreur. Le livre qu'on était en droit d'attendre de lui, il ne l'a pas fait. Il a successivement abordé tous les genres, mais comme il a recherché avant tout le succès rapide, immédiat, il n'a nulle part marqué profondément sa trace, pas même dans le roman et le pamphlet.

Romancier, il a composé des récits amusants, mais d'une observation superficielle, d'une invention hâtive, sans émotion et sans idéal, secs autant que spirituels, faits à souhaits pour être lus en chemin de fer, — et oubliés sur le coussin du wagon.

Polémiste et pamphlétaire, il a manié gentiment le fleuret, mais à la façon d'un amateur, — un amateur de première force, je le veux bien, — qui, dans une salle d'armes, fait des passes et des voltes avec adresse. On voit trop qu'il s'agit là pour lui d'un simple jeu d'escrime. Il tourne de jolies épigrammes, il n'a pas ni l'indignation d'un satirique, ni la passion d'un combattant. Le polémiste chez M. About manque de conviction, comme le conteur

manquait d'imagination. C'est un romancier qui n'a pas su faire tenir debout un seul de ses personnages, — un pamphlétaire qui n'a pas couché sur le carreau un seul de ses adversaires : il n'a jamais tué son homme. Ses articles et ses brochures ne survivront pas aux circonstances qui les ont inspirés. L'auteur des *Lettres d'un bon jeune homme*, de la *Grèce contemporaine* et de *la Prusse en* 1860, n'aura rien à démêler avec la postérité. Il ne s'inquiétait que de la galerie : c'est pour elle qu'il a travaillé — pour elle et pour le roi de Prusse.

J'entends bien ce que l'on dit : — M. Edmond About n'était ni un romancier ni un satirique dans le sens élevé du mot, mais c'était un maître écrivain. — Certes, je fais cas comme je le dois de cette forme claire, simple, naturelle, de cette phrase courte, alerte et souple. Est-ce à dire que l'on soit un grand écrivain à si bon marché et n'y faut-il pas autre chose, ce « superflu si nécessaire », dont parle Voltaire quelque part, l'éclat de la pensée, l'originalité de l'esprit, et par-dessus tout cette vive et personnelle empreinte dont tout homme supérieur marque son œuvre, — toutes qualités qui font défaut à l'auteur des *Mariages de Paris?* Il eût pu les acquérir sans doute, mais il lui a manqué pour cela de le vouloir et de s'y appliquer résolument et avec suite. On ne devient un grand artiste qu'à la condition d'avoir le respect de son art et d'ajouter à ses facultés naturelles ce ferme support, la conscience.

Au terme de cette longue étude, — au sortir de la lecture que je viens de faire des ouvrages de M. Edmond About, de ces vingt-cinq ou trente volumes, dont l'esthétique et la morale, la philosophie et la politique se résument en ceci : *Le Vrai*, *le Beau*, *le Bien consistent à économiser* 90 *pour* 100 *sur les frais généraux*, — j'éprouve, je l'avoue, le besoin de respirer un autre air, de saluer un rayon de soleil, d'entendre un chant d'oiseau. Je voudrais trouver quelque beau récit, plein de grâce et de fraîcheur, où se refléteraient les émotions et les enchantements de la jeunesse, où la sensibilité tempérerait la malice, d'une observation franche et délicate, d'une ironie charmante et voilée. Je voudrais un roman qui serait doux et triste comme la vie, un romancier qui serait un poëte. — Je vais relire Jules Sandeau.

Edmond Biré.

EN VISITE
CHEZ L'ONCLE SAM[1]

II

CHICAGO

Dans un hôtel européen, le moment du départ réserve toujours aux voyageurs des surprises bien désagréables. On se sent pris tout d'abord d'attendrissement en remarquant le prix dérisoire auquel est taxé l'usage de la chambre, grande et bien éclairée, que l'on vient de quitter; puis, on interroge ses souvenirs, et l'on tâche de se remémorer dans quelles circonstances on a bien pu brûler ces innombrables bougies à 2 francs l'une, dont l'ensemble forme un total si grassouillet. Il y a aussi des feux à 3 francs dont on n'a plus que le mémoire. Et puis viennent, en colonnes serrées, les chocolats du matin, les tasses de thé du soir, les mille et un riens qui, par piqûres imperceptibles, pompent si bien la bourse de l'infortuné voyageur, qu'il est tout surpris de la trouver aussi flasque que celle de l'hôtelier lui semble rebondie. Du reste, quand cette première opération est terminée, il n'est pas au bout de ses peines. De tous les points de l'horizon, il voit surgir les domestiques, si rares autrefois, quand on avait besoin d'eux, si multipliés maintenant, qui viennent lui rappeler, d'une voix mielleuse, que les pourboires constituent leurs seuls bénéfices!

Bien différente est la méthode américaine. Quand nous avons été, avant-hier matin, demander notre note à notre ami le beau *clerk* du *Fifth Avenue Hotel*, il a regardé son gros livre, a relevé la date et l'heure de notre arrivée, nous a demandé quand nous comptions partir, a fait le décompte des jours et des heures, a

[1] Voy. le *Correspondant* des 25 décembre 1884, 10 et 25 janvier 1885.

calculé le prix à raison de 6 dollars par vingt-quatre heures, ou fractions de vingt-quatre heures; puis il nous a tendu, d'un geste gracieux, le petit papier sur lequel il avait résolu cette règle de trois, et nous n'avons plus eu qu'à passer à la caisse. Nous étions stupéfaits d'admiration. Pas un supplément! je pourrais ajouter, pas un pourboire! Car lorsque j'ai voulu glisser mon offrande dans la main de la respectable vieille « lady » qui faisait ma chambre, elle a eu un beau mouvement de pudique indignation, et ce n'est que sur mes explications bien catégoriques et mes protestations d'inaltérable respect qu'elle a daigné l'accepter.

Du reste, nous n'étions pas au bout de nos étonnements. Le *clerk* nous ayant déclaré que le *coach* de l'hôtel allait nous conduire au *wharf*, nous avons vu s'avancer la reproduction exacte de la voiture de S. A. Sérénissime le duc de Brunswick; celle qui sert, ô décadence! à amener les acrobates des écuries sur la piste de l'hippodrome; non pas découverte, comme elle l'est maintenant, mais fermée, comme lorsqu'elle abritait contre les indiscrétions du soleil les perruques roses de son auguste maître. La caisse, suspendue à huit ressorts, est peinte en rouge; sur les panneaux, un peintre, rempli de bonne volonté, a enluminé des petites bergeries Watteau du plus heureux effet. Nous croyons d'abord à une mystification; mais comme les passants ne s'attroupent pas et que personne n'a l'air de s'inquiéter de cette prodigieuse machine à laquelle sont attelés deux petits chevaux d'allure misérable, conduits par un cocher en veste déguenillée et en chapeau mou, nous nous installons triomphalement sur les coussins de velours rouge de cet étonnant équipage; on empile nos bagages sur la plate-forme des valets de pied, et nous nous acheminons, d'un bon trot, vers le *wharf*, au bas de la ville. Il paraît que le *coach* est une institution nationale, à New-York. Tout hôtel qui se respecte doit en avoir un. C'est probablement en souvenir de MM. de Rochambeau et de la Fayette, car c'est absolument la voiture de cour du temps de Louis XVI.

C'est au *Pennsylvania Railroad* que nous allons confier le soin de nous transporter à Chicago. Pourquoi avons-nous préféré cette ligne aux trois ou quatre autres faisant le même trajet, dans le même temps, et qui sollicitent la faveur du public à grand renfort d'affiches et de réclames de toutes sortes? C'est toute une histoire. En Amérique, on vend des billets de chemin de fer un peu partout; dans les hôtels, dans des boutiques spéciales, dans les bureaux de tabac. On vous en vend même, paraît-il, quelquefois de faux. Les prix ne sont pas non plus très fixes. D'abord les lignes qui se font concurrence changent constamment leurs tarifs; ensuite les agents

eux-mêmes sacrifient quelquefois une partie de leurs remises pour attirer la clientèle; de sorte qu'il peut arriver que tel billet coûte moins cher chez le marchand de cigares du coin que chez le liquoriste d'en face. Avant-hier, un de nos amis, nous ayant appris que, pour les express, il était prudent de retenir ses places d'avance, a tenu absolument à nous conduire lui-même chez un honorable industriel, de la probité duquel il se portait garant et qui cumulait, paraît-il, avec la profession de marchand de billets, celle de haut dignitaire d'une loge de francs-maçons. Ces messieurs se sont abordés en échangeant, avec un sérieux admirable, force gestes cabalistiques; le résultat a été que nous avons reçu chacun une petite enveloppe contenant sept ou huit tickets que nous devrons remettre successivement, à titre de tribut, aux employés des lignes étrangères dont le *Pennsylvania* emprunte les voies pour nous transporter à destination. Tout cela est bien extraordinaire.

Ce qui ne l'est pas moins, c'est le prix que cela nous coûte. De New-York à Chicago, il y a 1027 milles, soit 1640 kilomètres. Nous voyageons dans ce qu'on appelle un train *limited*, qui ne peut recevoir que soixante voyageurs environ et qui se compose de deux wagons-lits, un restaurant, un fumoir et un fourgon; les bagages sont transportés gratuitement, quel qu'en soit le nombre; le trajet se fait en vingt-six heures, la Compagnie s'engageant à vous rembourser 5 dollars, s'il y a deux heures de retard, et la place ne coûte que 125 francs. En France, une simple place de première classe coûterait, pour le même trajet, environ 170 francs, sans compter les suppléments de bagages. Chez l'oncle Sam, il faut que deux villes soient bien éloignées pour que la course de l'hôtel à la gare ne coûte pas plus cher que le ticket que vous vend la Compagnie de chemin de fer, pour vous transporter de l'une à l'autre.

Était-ce « parce que » franc-maçon, ou « quoique » franc-maçon? c'est là une discussion qui me mènerait trop loin. Toujours est-il que notre marchand de billets ne nous a pas volés : toutes les barrières, assez clairsemées d'ailleurs, de la gare se sont ouvertes devant nous, et le *conductor* du wagon Pullman, un superbe mulâtre à la casquette galonnée, nous a conduits à la section indiquée par le numéro d'ordre de nos tickets. Nous en prenons possession, et puis nous circulons d'un bout à l'autre du train pour en examiner l'installation.

Nos compagnons de voyage arrivent les uns après les autres. Deux jeunes filles de dix-sept ou dix-huit ans, fort jolies, probablement des *School girls* qui vont rejoindre leurs parents à Chicago, montent à leur tour sur la plate-forme. Elles n'ont, bien entendu, pas l'ombre d'un chaperon, mais ne paraissent pas souf-

frir d'un excès de timidité. Assis un peu plus loin, nous observons leurs petites manœuvres.

— *Annie dear!* susurre la première, à travers son petit nez rose.

— *Minnie dear!* répond la seconde de la même manière.

— Quel est le numéro de notre section?

— Numéro 3. Nous y voilà, *Minnie dear*.

Le *conductor* qui les suit, pliant sous le faix d'un amoncellement de bibelots de tous genres, les dépose avec une satisfaction évidente; les deux petits nez roses émettent de nouveau quelques sons, lui font changer l'arrimage de leurs paquets, ce qu'il exécute avec une patience exemplaire, et puis, quand il va s'en aller :

— *Annie dear*, reprend la première, si nous nous installions de l'autre côté, dans la section numéro 4; la vue est plus belle à gauche qu'à droite.

— C'est qu'elle est prise. Voyez ces couvertures, répond *dear Annie* en montrant les nôtres.

— Oh! cela ne fait rien, ce sont des hommes, *Conductor!* portez toutes nos affaires de l'autre côté.

Sans hésiter une minute, le *conductor* jette au milieu du couloir nos *impedimenta*, et se met en devoir d'obéir. Heureusement Annie fait remarquer qu'à gauche, on a bien la vue, mais qu'on a aussi le soleil : à la suite de cette judicieuse réflexion, on fait faire un nouveau voyage, celui-ci définitif, à nos bibelots comme aux leurs, et nos deux charmantes petites personnes s'installent à leurs places.

Je suis prêt à reconnaître, en toute humilité, qu'en France, surtout depuis quelques années, nous n'avons pas pour le beau sexe tout le respect auquel il devrait avoir droit. Dans les omnibus de Paris, par exemple, on voit souvent des femmes debout sur la plate-forme, exposées à la pluie et à la boue, pendant que des jeunes gens se prélassent à l'intérieur; je ne parle pas des véritables insultes auxquelles elles sont trop souvent exposées quand elles voyagent seules et dont la répression est honteusement insuffisante, lorsqu'il y en a une : mais il me paraît qu'en Amérique, on pèche un peu par l'excès contraire. Dans les rues de New-York, une femme fait arrêter un omnibus; il est plein; elle désigne la place qui lui convient, et il faut que le malheureux qui s'y est installé la lui cède; je ne l'ai pas vu, mais il paraît que ce fait se produit journellement par les temps de pluie. Dans les hôtels, les *lifts* (ascenseurs) sont de véritables petits salons, aménagés pour sept ou huit personnes, au moins; si une seule femme y entre, tous les hommes doivent se tenir debout, quand même il reste des places vacantes. Mais rien n'est drôle comme d'observer ce qui se

passe quand, dans un endroit public, comme un compartiment de chemin de fer ou un salon d'hôtel, un homme se trouve fortuitement rester seul en présence d'une femme, par suite du départ des autres voyageurs. Le malheureux, dès qu'il s'aperçoit de son isolement, se précipite sur son chapeau et se sauve comme s'il avait le diable à ses trousses : c'est que, si, en semblable conjoncture, il plaît à une donzelle quelconque de déclarer qu'on lui a manqué de respect, quels que soient d'ailleurs ses antécédents, l'infortuné pigeon est impitoyablement condamné à épouser ou à payer une somme formidable. Pour un assez grand nombre de jeunes personnes, c'est une profession. Elles apportent, dans leur tablier, à l'heureux époux de leur choix, une dot, quelquefois très considérable, formée des dépouilles conquises de la sorte. Du reste, les pauvres séducteurs ne sont pas mieux traités par les lois anglaises : témoin le colonel Baker, de galante mémoire. En Écosse, l'exercice de cette profession est encore plus dangereux. Si un petit jeune homme, souvent un peu ivre, a le malheur de se présenter dans un hôtel avec une « conquête », et que le couple soit inscrit sur le registre des voyageurs comme mari et femme, cette dernière a le droit de faire constater la chose officiellement le lendemain, et le mariage est validé *ipso facto*. Il ne se passe pas d'année que cette admirable institution ne donne lieu à des opérations de chantage, quelquefois montées sur un pied colossal.

Pendant que nous nous livrons à ces petites études de mœurs, et que je consigne, sur mes notes de voyage, la résolution de ne jamais confier mes filles à une gouvernante américaine, le train s'est ébranlé, et nous traversons, à toute vapeur, les rues de la bonne ville de New-Jersey. Pendant que le mécanicien siffle à plein diaphragme, le chauffeur fait sa partie, en sonnant à toute volée, une énorme cloche établie sur le coffre à vapeur de la locomotive. La précaution n'est pas inutile, car la voie n'est protégée par aucune espèce de barrière : les piétons se garent comme ils peuvent ; les chevaux des tramways que nous croisons viennent se cabrer, le nez sur les marchepieds des wagons : on écrase souvent du monde, mais on ne paraît pas s'inquiéter outre mesure de cette éventualité. D'abord les machines sont ornées, à leur avant, d'un appareil en forme de pyramide renversée, nommée « ramasse vache » *cow-catcher*, qui rejette sur la banquette tout ce qui peut encombrer la voie : ensuite les passages à niveau sont munis d'un écriteau portant en petites lettres, assez peu visibles :

QUAND VOUS ENTENDREZ SONNER LA CLOCHE,
MÉFIEZ-VOUS DU TRAIN !

Il faut donc convenir qu'avec un pareil luxe de précautions, ceux qui se font couper en deux sont dans leur tort.

J'ai souvent entendu affirmer, par les doctrinaires républicains, l'influence moralisatrice des chemins de fer. J'avoue qu'autrefois je ne comprenais pas bien, ayant toujours constaté que la construction d'une ligne ferrée était, pour les campagnes avoisinantes, le signal d'une véritable invasion de malandrins et de braconniers qui faisaient le désespoir et quelquefois la terreur des gendarmes et des gardes champêtres. Mais j'en ai vu établir récemment une, sur le modèle américain, c'est-à-dire sans barrières, dans le petit village que j'habite quelques mois chaque année, et mon opinion s'est modifiée, car j'ai pu constater que cette construction a eu des résultats aussi subits qu'inattendus. Autrefois, le dimanche, au sortir de la messe, on voyait, chez nous, alignés sous le porche de l'église, le contingent habituel de vieux mendiants loqueteux, sourds et idiots, que fournit toute population rurale : on y voyait, également, cinq ou six vieilles dames contournées d'une manière extraordinaire, aux trois quarts aveugles, qui, enveloppées, en toute saison, dans leurs grandes « devantières » brunes ou noires, demandaient l'aumône d'une voix lamentable. Nous avions toujours aussi, par-ci par-là, le long des routes, sept ou huit « coureux de pouches », « taupiers » ou maquignons, grands humeurs de piots, bons ivrognes s'entretenant soigneusement entre deux eaux-de-vie, et ne dégrisant jamais du jour de l'an à la Saint-Sylvestre.

Le chemin de fer a été inauguré un 1er mai : le 30, dix-sept de ces braves gens étaient déjà écrasés, rien que dans mes environs. Il n'y reste plus ni un ivrogne, ni un sourd, ni un aveugle. Tous ceux qui se reforment sont écrasés à leur tour, en un clin d'œil; et les pauvres gendarmes, n'ayant plus à verbaliser contre personne, pour vagabondage ou ivresse sur la voie publique, ne bougent plus de leur caserne, où ils se grisent de désespoir, à l'exemple du nouveau juge de paix républicain qu'on nous a envoyé pour remplacer l'ancien, qui allait à la messe. J'ai fini par comprendre quel puissant instrument de moralisation, et même de sélection darwinienne, était un chemin de fer. Seulement, il faut qu'il n'ait pas de barrières, comme chez les Yankees, qui éprouvent une joie féroce à lire, chaque semaine, le relevé des malheureux ivrognes écrasés, offerts en holocauste à la farouche déesse de la Tempérance.

Bientôt, laissant derrière nous les faubourgs, nous entrons en rase campagne, non pas une campagne hérissée de guinguettes et de petits vide-bouteilles, comme on en voit en Europe, auprès des grandes villes : nous traversons, au contraire, une plaine nue, des

friches couvertes d'une herbe assez maigre, coupées de canaux vaseux que la mer basse laisse vides : on se croirait dans un pays désert, si l'on ne voyait pas, de tous les côtés, les trains innombrables, arrivant de tous les points du compas, qui vont s'engouffrer dans les faubourgs de la ville, dont on distingue encore, derrière nous, les hautes cheminées d'usine embrumant l'horizon. Tous les rochers qui affleurent sont couverts de réclames en gros caractères blancs ou noirs. Il y a, notamment, un monsieur, il s'appelle Shenck, autant qu'il m'en souvient, un fabricant de pillules anti-dyspeptiques, qui doit dépenser de bien grosses sommes de cette manière. Il paraît que des escouades de barbouilleurs, engagés à son service, ont parcouru, ces années dernières, tous les sites les plus agrestes des États-Unis, et que, au cœur des Montagnes Rocheuses, comme sur les falaises de la Nouvelle-Angleterre, on peut maintenant voir affirmée, en lettres colossales, l'incontestable supériorité des produits pharmaceutiques de la maison Shenck.

De loin en loin, nous coupons des vallées d'un aspect plus riant. Quelques taillis, où dominent les chênes et les saules, couvrent généralement les bords marécageux des cours d'eau. Partout où la terre est excellente, elle est cultivée : mais nulle part nous ne voyons trace de cette lutte contre la nature, de cet âpre labeur, grâce auquel nos paysans ont si souvent transformé l'aspect primitif des lieux : cependant voilà deux cents ans que ce pays-ci est peuplé. Mais les Américains sont un peu comme les enfants qui mangent d'abord les raisins de leur baba. Ils aiment mieux s'en aller, à des centaines de lieues de chez eux, chercher des terres vierges que de s'occuper de celles qui auraient besoin d'être un peu amendées. Il est curieux de voir comme, sous ce rapport encore, ils diffèrent de nous. Dans nos colonies, en Algérie et ailleurs, on a toutes les peines du monde à créer de nouveaux centres : les arrivants cherchent toujours à rester près des anciens. Aux États-Unis, cette tendance à l'expansion n'est pas nouvelle. Au moment de la guerre de l'Indépendance, la population, relativement bien peu nombreuse, couvrait déjà une superficie énorme. Une colonie française commence toujours par une ville d'où sortent des isolés qui peuplent les campagnes environnantes : chez les Anglo-Saxons, les villes ne se fondent, généralement, que pour subvenir aux besoins commerciaux des campagnes déjà peuplées.

De ces habitudes, il résulte que la population se répartit d'une manière assez bizarre. Des millions d'hommes ont été peupler les pays situés à l'ouest du Mississipi ou même du Missouri, en faisant une guerre d'extermination aux malheureux Indiens, tandis que, tout près de New-York, la population est, sur bien des points,

assez peu dense. Dans le nord de cette ville, il existe toute une région montagneuse, appelée les *Adirondacks*, qui est, paraît-il, presque complètement déserte, et qui était à peine connue il y a peu d'années. Les côtes elles-mêmes ne sont pas très peuplées. Il n'y a pas bien longtemps, certains villages du littoral nord étaient si isolés, qu'ils étaient devenus des nids de naufrageurs aussi habiles dans leur art que les fameux gars de Pen-march, dans le Finistère, qui attiraient les navires sur les rochers, en attachant un fanal aux cornes d'une vache qu'on faisait ensuite promener le long de la grève, par les nuits sombres. C'était l'industrie du pays : tout le monde s'en mêlait. Mon ami, le général du paquebot, racontait que, dans le Massachusetts, je crois, un ministre prêchait un jour, pendant l'office du dimanche. Le vent avait soufflé en tempête toute la nuit, et on entendait la mer briser tout près de l'église. Tout d'un coup, au moment le plus pathétique du sermon, la porte s'ouvre, un pêcheur tout ruisselant d'eau se précipite dans l'intérieur du temple, en criant :

— Alerte, les enfants! il y a un navire à la côte. Qui est-ce qui vient le piller?

Tout le monde se lève.

— Attendez, mes très chers frères, s'écrie le révérend, avec tant d'autorité et d'une voix si éclatante, que chacun s'arrête instinctivement.

Il dégringole de la chaire en ramassant sa robe, vient se mettre au premier rang, et puis partant à toute vitesse dans la direction de l'épave :

— *Now, my beloved brethren! Let us start fair!* (Partons maintenant, mes très chers frères! Au moins personne n'a d'avance!)

Les fermes que nous voyons, de distance en distance, sont presque toujours bâties sur de petits coteaux, au centre de l'exploitation. Ce sont de petites maisons à un étage, peintes en blanc. Autrefois on racontait, dans la marine, que les charpentiers hollandais avaient toujours, sur leurs chantiers, quelques centaines de brasses de galiotes toutes faites; quand un armateur désirait renouveler son matériel flottant, il allait expliquer son cas à son compère le constructeur qui, d'un trait de scie, lui coupait la longueur voulue; on obtenait de la sorte une sorte de cylindre auquel on ajustait, tant bien que mal, un avant et un arrière; on lançait le résultat dans le canal le plus voisin, et la Hollande comptait une galiote de plus. Je crois, en mon âme et conscience, que les Américains ont adopté un système analogue pour la construction de leurs bâtiments ruraux, tant ils se ressemblent comme largeur et

hauteur, la longueur seule diffère. Du reste, cela a un avantage : quand on s'ennuie quelque part, on coule des glissières sous sa maison et on l'emmène un peu plus loin; j'ai vu, l'autre jour, faire cette opération dans un faubourg de New-York.

Pendant notre séjour dans cette ville, j'ai été passer deux matinées dans un village agricole de la banlieue, où j'avais affaire. J'ai visité trois ou quatre de ces fermes; rien ne répond moins à l'idée que nous nous faisons de la vie rurale que ce que j'y ai vu. La station est une petite baraque en planches. L'unique rue, que bordent deux ou trois douzaines de maisons en bois, cabarets, épiceries, *dry good stores*, est une espèce de cloaque où pousse une belle végétation et où s'ébattent huit ou dix gros cochons noirs. Ils semblent vivre sur un pied de très grande intimité avec une multitude de petits garçons qui pataugent, nu-pieds, dans la boue, vêtus uniformément d'un pantalon, débris de la défroque paternelle, soutenu par une seule bretelle, d'une chemise de flanelle en loques et d'un chapeau défoncé. Sur l'un des côtés de la chaussée, il y a une ligne de tramways, allant je ne sais où. Trois routes aboutissent à la gare; je les essaye toutes, l'une après l'autre; nous sommes au mois de juin, et les deux premières sont de véritables fondrières, sillonnées d'ornières profondes de 30 ou 40 centimètres, où personne ne s'est jamais avisé de jeter une pelletée de pierres cassées. La troisième paraît un peu moins mauvaise, mais, au bout de cinquante pas, je suis arrêté par un gros ruisseau vaseux sur lequel on a jeté une planche pour les piétons; quant aux voitures, elles passent à gué, dans deux ou trois pieds d'eau et de boue. J'en vois une qui exécute cette opération; c'est un *buggy* bien attelé d'assez beaux chevaux; il contient deux jeunes gens très élégants, le frère et la sœur, probablement, qui vont prendre le train. Un domestique nègre les accompagne, assis sur le siège de derrière. Voilà l'état des chemins, et nous sommes à 12 ou 15 kilomètres d'une ville de 1 500 000 âmes. Quels cris pousseraient les habitants du Vésinet, s'ils avaient une route pareille pour aller à la gare!

On est en train de faire les foins dans les prés. Pas trace de cette joyeuse animation qui, dans ce moment-là, rend nos campagnes si vivantes. Pas une femme ne travaille. Des bonshommes, en chemise de couleur, avec des cols en papier blanc, des pantalons et des gilets noirs, circulent gravement sur des faucheuses et des faneuses mécaniques, dont on entend seulement le cliquetis sonore. L'un d'eux a un chapeau haut de forme; un autre se rhabille pour rentrer chez lui; je me frotte les yeux pour m'assurer que je ne me trompe pas: il a un vieil habit noir! On dirait une bande de notaires

et d'avoués en rupture d'études, mais pas en goguette, car ils ont tous l'air de porter le diable en terre.

On me fait pénétrer dans plusieurs maisons où nous avons à prendre quelques renseignements. Nulle part je ne trouve de ces grandes cuisines, aux poutres brunies par la fumée, sans lesquelles il n'existe pas de fermes chez nous. On entre dans une espèce de salon; pas de cheminée; des poêles formés d'une sorte de gros cylindre horizontal, ayant une apparence scientifique dont je n'augure rien de bon. Cela contient une foule de petits récipients où l'on peut faire cuire le pain, couler la lessive, préparer au besoin les réactions chimiques les plus compliquées, mais d'où ne sortiront jamais, je le gagerais, un bon pot-au-feu, ni un poulet rôti bien doré. Dans un coin, il y a toujours un harmonium ou un piano; dans un autre, une bibliothèque; et puis, dans ce cadre, s'agitent des grandes femmes maigres, habillées de robes longues à prétentions; les jeunes, quelquefois jolies, mais les vieilles, toujours jaunes, sèches et renfrognées; accueillantes comme une porte de prison. Si jamais je trouvais les choses montées sur ce pied-là chez un de mes fermiers, je serais tellement sûr de ne pas recevoir un sou à la Saint-Martin prochaine, que je lui chercherais immédiatement un remplaçant.

Les hébergages, étables et écuries, sont aussi en bois. D'ailleurs, tout cela est réduit à sa plus simple expression. Les fourrages sont en meules à peine recouvertes. Le foin est bien médiocre; les tas de fumier paraissent à peu près abandonnés. Cependant, ici, on fume un peu la terre. Mais au Canada, il y a peu d'années encore, on ne le faisait jamais. Un de mes amis, le marquis de B., y a d'immenses propriétés près de Montréal; les fermiers se louaient beaucoup de la proximité de la rivière, « parce que, disaient-ils, au printemps, nous portons tout notre fumier sur la glace et, quand la débâcle arrive, nous en sommes débarrassés ».

En somme, ces gens-ci sont bien heureux de ne pas avoir de fermages à payer. C'est à tort qu'on les appelle des fermiers, car ils sont tous propriétaires. S'il en était autrement, je ne sais pas trop comment ils se tireraient d'affaire. D'abord, ils me semblent se confiner tous strictement dans une spécialité. Les uns sont seulement nourrisseurs, d'autres produisent des fruits (*fruit farm*), les autres des poulets (*chicken farm*) ou des dindons (*turkey farm*), dont ils ne récoltent même pas la nourriture. Ils ont sans doute d'excellentes raisons pour agir ainsi et y trouvent un avantage quelconque; cependant un pareil système devrait être détestable. Dans une exploitation agricole bien menée, chaque branche de production vient en aide aux autres : les débris de la laiterie nour-

rissent les cochons; la volaille picore, entre les jambes des chevaux et des bœufs, bien des graines qui seraient perdues; quelques œufs sont bien utiles pour *parer* la viande des veaux, au moment de les livrer au boucher; de plus, les soins que nécessite cette diversité de produits fournissent du travail pour toutes les saisons et à chaque membre de la famille. On en arrive à ne plus avoir de morte-saison. Qu'est-ce que peut faire de son temps un fermier américain, quand il a porté ses fruits au marché ou qu'il a livré ses dindons au marchand de volaille? Au fond, je crois qu'ici la femme et les enfants ne travaillent pas du tout, mais que le mari ne travaille guère non plus.

Tous ces gens-là font-ils de bonnes affaires? S'ils étaient dans la même situation que nos fermiers, je répondrais hardiment que cela est impossible. Mais il faut songer aux avantages qu'ils ont! Pas de fermages à payer, ou, ce qui revient au même, de la terre excellente à un prix d'acquisition dérisoire; on me parle de 7 ou 800 francs l'hectare : pas d'impôt, pas de service militaire; transports par voie ferrée, très abondants et très économiques; matériel agricole à vil prix. Quant à leur genre de vie, il est entièrement différent de celui des nôtres. Les deux budgets, du cabaret pour l'homme, et de la toilette pour les femmes, doivent être très supérieurs à ce qu'ils sont chez nous : mais ils peuvent se rattraper largement sur celui de la nourriture. D'un bout de l'année à l'autre, ils ne boivent que du thé ou de l'eau et ne mangent que du mauvais pain, des pommes de terre bouillies et du lard. Ceux qui sont gourmands ajoutent à ce menu invariable des haricots! *Bacon and beans!* Jamais nos paysans ne voudraient se mettre à ce régime...

Au moment où je recopie ces lignes, j'arrive de chez un de nos fermiers où j'ai été voir cinq ou six étalons percherons qu'il vient de vendre aux Américains. On m'a fait sortir un de ces magnifiques animaux, aux formes colossales. Il s'est mis à bondir dans la cour, entre les pommiers, sa longue queue traînant par terre, enlevant comme des plumes les deux hommes pendus à son licol qui essayaient de le maintenir et qui, après une courte lutte, sont parvenus à le calmer. J'admirais leur adresse.

— Vous avez là deux gars qui ne sont pas maladroits! ai-je dit au fermier qui, la chambrière à la main, sa casquette de soie à trois ponts bombée sur sa tête, les regardait faire en adressant au cheval des mots d'amitié, ponctués de quelques petits coups de fouet.

— Mais oui! répondit celui-ci, avec son accent traînard, bien sûr! ils ne sont point maladroëts! Pour des gars qui savent bien présenter un cheval, c'est des gars qui savent bien présenter un

cheval, Voilà seulement huit jours qu'ils me sont rentrés; ils étaient en Amérique, ajouta-t-il.

— Eh bien, sont-ils contents de leur voyage?

— Ah! ne m'en parlez point, monsieur le baron. Voilà trois chevaux qui sont vendus 6000 francs pièce. Je dois les livrer dans quinze jours, au Havre, à M. Smith, Smish, je ne sais pas, moi: ces gens-là vous ont des noms à coucher dehors. Il me demande de lui donner quelqu'un pour les conduire jusqu'en Amérique. Croyez-vous qu'il n'y a pas moyen de décider ces fainéants-là à y retourner? Si c'était un effet de votre bonté de leur en toucher un mot? Je voudrais bien le contenter pourtant, M. Smith. C'est un bon acheteur; voilà plus de six ans qu'il vient chez nous.

A ce moment, l'un des hommes, un grand garçon blond, frisé, amenait près de nous son cheval tout à fait calmé, frottant, d'un air de bonne humeur, sa grosse tête grise contre l'épaule de son conducteur, en hennissant doucement.

— Vous ne voulez donc pas retourner là-bas, mon garçon? lui dis-je. Est-ce que vous avez eu à vous plaindre?

— Ah! ben sûr non, monsieur le baron; je ne me plaignons point. On m'avait promis 600 francs pour six mois. On me les a donnés, avec 10 pistoles, par-dessus le marché. Mais on m'en promettrait bien 1200 que je n'y retournerions point.

— Mais pourquoi?

— Ah! c'est pas que ça soit une mauvaise maîtrise, mais, monsieur le baron sait bien, rien à manger, toujours du mauvais pain et du lard. Et puis, quand on a trotté des chevaux toute une journée, pas seulement un verre de cidre à boëre; rien que du thé. Je ne pouvions point me plaindre, puisque les maîtres mangeaient comme nous; mais c'est des sauvages, ces gens-là.

Il parlait, mot pour mot, comme le garçon de Delmonico. Quel étrange peuple nous sommes et comme il nous est impossible de nous plier aux habitudes des autres! Après tout, il faut croire que les nôtres sont les meilleures, puisque les étrangers les prennent si facilement et qu'ils ne peuvent pas plus les quitter, quand ils les ont une fois adoptées, que nous ne pouvons nous faire aux leurs.

A onze heures, nous arrivons à Philadelphie. La ligne traverse ensuite un pays légèrement accidenté, qui nous semble bien supérieur, comme développement agricole, à ce que nous avons vu jusqu'à présent. Nous apercevons de tous côtés de nombreux bâtiments de ferme : quelques-uns bâtis en pierre ou en brique. Les herbages et les prés ont aussi l'air plus soigné. Par moments, on se croirait dans une campagne française ou anglaise, tant les habitations sont rapprochées. Mais l'absence de tout jardin bien cultivé

auprès des maisons et de toute route entretenue est toujours remarquable. Les clôtures sont aussi bien extraordinaires; elles se composent invariablement de douze ou quinze gros baliveaux maintenus l'un sur l'autre par quatre piquets et séparés, à chaque extrémité, par d'autres en nombre égal, qui font avec les premiers un angle de 25 ou 30 degrés. Au lieu d'être clos simplement par une haie ou par des lisses, le champ se trouve entouré, de la sorte, d'un véritable mur en zigzag, dont la construction coûte probablement très peu de chose comme main-d'œuvre, mais absorbe une quantité de bois formidable, et doit faire saccager toutes les forêts du voisinage. Du reste, le gaspillage de bois qui se fait dans ce pays est incroyable. Nous traversons plusieurs massifs boisés sans voir les traces d'un aménagement quelconque. Nulle part il ne reste un bel arbre debout.

Nous sommes, paraît-il, dans la partie la plus peuplée et la mieux cultivée de la Pennsylvanie et même des États-Unis. Beaucoup des villages et villes que nous traversons existaient, et même étaient déjà florissants au dix-huitième siècle. C'est dans cette région que se sont livrés les principaux combats de la guerre de l'Indépendance, entre *insurgents* et royalistes. A deux heures nous arrivons à Harrisburg, une jolie ville de 30 000 habitants, autrefois la capitale de l'État. Indépendamment de ses richesses agricoles, ce pays-ci est un grand centre métallurgique. A chaque instant, nous voyons des hauts-fourneaux d'une importance considérable, autour desquels de véritables petites villes se sont formées. Nous traversons la *Susquehannah* sur un beau pont en fer, qui a près d'un kilomètre de longueur; bientôt nous nous engageons dans une ravissante vallée, celle de la *Juniata*, qui va nous conduire jusqu'aux pieds des *Alleghanies*. Le caractère montagneux du paysage va constamment en s'accentuant. La population diminue beaucoup. Nous côtoyons, pendant deux ou trois heures, les bords de la *Juniata*, que surplombent des collines élevées, couvertes d'épais taillis de chêne à travers lesquels d'innombrables cours d'eau viennent, en cascades, rejoindre la rivière. Ce pays-ci est réellement ravissant, d'une grâce fraîche et sauvage dont nous jouissons délicieusement.

Malgré l'extrême vitesse du train, on n'est vraiment pas trop secoué. La voie est excellente, mais ce que nous ne nous lassons pas d'admirer, c'est le comfort et même le luxe de nos wagons. A l'intérieur, toutes les boiseries sont ornées de marqueteries italiennes, en érable sur citronnier, d'un goût parfait. Des tapis épais couvrent les parquets; les tentures des canapés et les rideaux sont confectionnés avec une sorte d'étoffe de fantaisie, très moel-

leuse, du plus heureux effet; toutes les serrures sont nickelées et reluisent comme de l'argent. Ces wagons Pullman appartiennent tous, paraît-il, à leur inventeur, qui paye seulement un droit de circulation aux Compagnies. Ils sont construits dans d'immenses ateliers situés près de Chicago, par quantités énormes, ce qui permet d'employer, pour chaque détail, un outillage complet, grâce auquel la construction atteint un degré de perfection incroyable.

Tout cela est entretenu avec une propreté méticuleuse. Le fumoir est meublé de grands divans et de fauteuils en rotin, mobiles. Un gardien spécial tient à la disposition des voyageurs des livres qu'on peut acheter ou louer. Il y a aussi un bureau avec tout ce qu'il faut pour écrire, à l'usage de ceux qui veulent employer leur temps à faire leur correspondance. En somme, il est impossible de rêver une manière de voyager plus agréable.

Vers midi, on vient annoncer le déjeuner. Nous pénétrons dans le wagon-restaurant, qui est muni, à l'une de ses extrémités, d'une cuisine complète, dans laquelle opèrent trois cuisiniers en vestes blanches, et d'un office, d'où un maître d'hôtel surveille les performances de deux garçons mulâtres. De chaque côté il y a six petites tables, avec du linge bien blanc et un gros bouquet de fleurs dans un vase, sur chacune. Le menu, sans être aussi sardanapalesque que celui du *Fifth Avenue Hotel*, est étonnamment varié et abondant, et on nous sert un repas excellent.

Mlles Minnie et Annie n'ont pas cessé, depuis ce matin, de manger des bananes et des pêches qu'elles achetaient à un gamin qui circule dans le train. Cela ne les empêche pas de venir s'asseoir à la table voisine de la nôtre, et nous en profitons pour prendre en note leur menu et faire connaître aux jeunes Françaises qui seraient tentées d'envier la liberté dont jouissent les *miss* américaines la déplorable façon dont ces dernières s'en servent, au grand dommage de leurs estomacs.

Elles ont commencé, pour s'ouvrir l'appétit, par grignoter deux ou trois épis de maïs bouilli, bien chauds; puis on leur a servi, cassés dans un verre, deux œufs. Elles les ont libéralement saupoudrés de sel, de poivre et de cayenne, ont battu du bout de leur couteau et ont *bu* le tout avec une visible satisfaction. Ensuite elles se sont fait apporter un concombre et deux grosses tomates crus, les ont découpés en tranches minces qu'elles ont mangées en salade, sans huile, mais avec force condiments délayés dans deux grandes cuillerées de vinaigre. Suffisamment rassasiées, elles ont terminé ce repas extravagant par une compote d'abricot! O Minnie *dear*, et vous, suave Annie, avez-vous au moins inscrit

sur vos tablettes l'adresse de M. Shenck? Quelle consommation vous ferez, d'ici à peu, de ses pilules antidyspeptiques.

Comme boisson, ces demoiselles n'ont consommé que du lait frappé. Un ou deux autres de nos compagnons de voyage en font autant. Mais l'immense majorité se contente d'un verre d'eau glacée. Cependant un monsieur commande, avec une certaine ostentation, une bouteille de vin de Bordeaux. Il est vrai qu'il le boit frappé, sans avoir l'air de se douter de l'hérésie qu'il commet. Mais c'est comme cela qu'un jeune homme se ruine de réputation : en Amérique, le fait de boire un verre de vin en public est jugé aussi sévèrement par l'opinion publique que peut l'être, à Paris, une promenade à l'allée des Acacias, dans la voiture d'une grande horizontale. Le ministre anglais que nous avions sur le paquebot m'a confié qu'il avait l'habitude de boire toujours un ou deux verres de sherry à son déjeuner, mais que ses collègues de l'Église épiscopalienne l'avaient conjuré de s'en priver pendant tout le temps de son séjour en Amérique, s'il ne voulait pas causer un affreux scandale.

Quant à nous, foulant aux pieds toutes les convenances, nous nous livrons depuis quelques jours à une étude approfondie des vins californiens. Nous en buvons une bouteille d'un cru différent à chacun de nos repas. C'est avec un vif regret que je suis obligé de reconnaître qu'ils sont généralement fort bons, quoiqu'on les boive toujours trop jeunes. De ce côté-là, aussi, je crains bien que l'avenir ne nous réserve des surprises bien désagréables.

La culture de la vigne est très récente en Amérique, mais elle s'y développe tous les jours. En Californie, 300 000 acres, quelque chose comme 120 000 hectares, sont déjà en plein rapport. On calcule que chaque année il s'en ajoute, en moyenne, 12 000 nouveaux hectares, et cela pourra continuer longtemps, car ce seul État contient autant de terrains que la France entière, propres à cette culture. Il a déjà produit, l'année dernière, 3 millions d'hectolitres de vin. De plus, des expériences tentées dans la Virginie, les Carolines, le Kentucky, le Tennessee, le Nouveau-Mexique, l'Arizona, l'Arkansas, et même sur certains points de l'Ohio et de l'État de New-York, ont prouvé que dans toutes ces régions la vigne prospérait. Elle y donne même déjà des rendements très satisfaisants.

Il est intéressant, mais peu rassurant, d'observer le rapport de la production indigène à l'exportation. Dans les sept années qui se sont écoulées de 70 à 76, la production indigène a passé de 3 millions de gallons à 15 millions (1 gallon = 4 litres). Le total ayant été de 60 millions. Dans la même période, l'importation a

décru de 11 millions à 5 millions de gallons, et le total a été de 52 millions.

Dans la période septennaire suivante, de 77 à 83, l'importation n'est plus que de 40 millions, tandis que la production monte à 134.

La plus grande partie des vins importés rentre dans la catégorie des vins de Champagne. Cependant nos vins rouges sont consommés aussi en quantités notables. Ils entrent maintenant, assez fréquemment, dans la composition des fameux *drinks* qu'inventent tous les jours les *bar-keepers* américains : je serais bien agréablement étonné si, d'ici à peu d'années, ce marché-là ne nous était pas presque complètement fermée. Il est bien peu probable qu'on puisse jamais lutter avec nos grands crus de vins rouges. Le caractère américain se refuse aux soins minutieux qu'exigent toutes les productions de grand luxe ; mais les champagnes inférieurs sont imités ; et les saint-julien aussi ; les énormes droits d'entrée aidant, les *Catawbas* et autres crus locaux font aux nôtres une concurrence qui se fait déjà sentir, et qui pourra bien devenir désastreuse.

Un peu avant six heures, nous arrivons à Altoona, où le train s'arrête quelques instants dans une grande gare construite et pavée en bois, comme toutes les autres, du reste : celle-ci est bordée de maisons et d'hôtels comme une place ordinaire. Le paysage a pris, depuis quelque temps, une apparence de plus en plus grandiose. Il y a trente ans, en 1850, quand le *Pennsylvania Railroad* établit ici de grands ateliers de réparation, pour la ligne qu'il venait d'ouvrir, le pays n'était qu'une vaste forêt absolument déserte. Maintenant, Altoona est une jolie ville de 20 000 habitants, dont les rues sont sillonnées de tramways. Une énorme locomotive vient s'accrocher à celle qui nous a amenés, car nous allons commencer l'escalade des rampes à l'aide desquelles on traverse les Alleghanies, et l'on passe du bassin de l'Atlantique à celui de la mer du Mexique. Les chauffeurs bourrent leurs fourneaux d'anthracite, le seul combustible usité ; les énormes cheminées, en forme de cônes renversés, laissent échapper des flots de fumée ; les deux mécaniciens, appuyés sur leur mise en train, se consultent de l'œil, et puis, d'un tour de main sec, ils précipitent la vapeur dans les tiroirs : les *conductors* crient, à tue-tête, le traditionnel *All a board;* et pendant que les voyageurs s'entassent, en grappes pressées, sur les petits escaliers qui conduisent aux plates-formes des wagons, le train se met lentement en marche, aux sons de l'éternelle cloche qui rappelle aux citoyens de la bonne ville d'Altoona qu'ils feront bien de se garer. Bientôt, sortant du réseau des larges rues coupées à angle droit, nous rentrons dans la forêt et abordons le versant de la montagne.

Je ne sais pas quelle est au juste la cote de la rampe le long de laquelle nos deux locomotives nous entraînent, mais cela doit être quelque chose de formidable. Je ne connais, en France, que la ligne du Pecq à Saint-Germain qui puisse lui être comparée.

Quant au paysage, il est admirable. L'immense forêt de résineux que nous traversons a, malheureusement, été dévastée. Les géants, qui, pendant des siècles, avaient abrité les bivouacs des Indiens, servent probablement maintenant de traverses à la voie. En tout cas, on ne voit plus que leurs souches noircies par le temps. Pas un seul arbre de belle dimension n'est resté debout. Mais, de loin, on ne s'aperçoit pas trop de ces vides, et les massifs, éclairés obliquement par le soleil qui baisse, prennent des tons ardoisés qui feraient le bonheur d'un paysagiste. Le tracé de la ligne a été dessiné avec une *maestria* admirable que favorise, du reste, le système de roues conjuguées par quatre, dont sont munis tous les wagons et qui permet des courbes d'un rayon étonnamment court. Pas un ouvrage d'art important : sauf, tout en haut, un tunnel de 2 ou 3000 mètres. Partout ailleurs on côtoie des croupes de montagne dans lesquelles on a taillé des lacets avec une hardiesse qui fait bien de l'honneur aux ingénieurs chargés des études. Une de ces courbes, connue sous le nom du *Horse Shoe Bend*, a été jugée digne d'être représentée sur tous les prospectus et indicateurs de la Compagnie. Elle est tellement accentuée, qu'un train, qui descend, commence par passer à 200 mètres environ de nous, de l'autre côté d'un précipice, avant de nous croiser, un kilomètre plus bas.

A peu de distance du tunnel qui nous a fait franchir le faîte de la montagne, nous arrivons à Cresson, une station thermale très fréquentée, où l'on a construit, tout près de la gare, un immense caravansérail dans un site ravissant. Puis la descente commence. Nous longeons, presque tout le temps, un torrent nommé le *Conemaugh Creek*, qui roule vers la plaine, de cascade en cascade, toutes les eaux, teintées de rouge par le sol ferrugineux, que lui apporte chaque petite vallée de la montagne. Ce pays-ci doit être le paradis des pêcheurs de truites. Il paraît, du reste, que les baigneurs de Cresson n'ont, en fait de sport, que l'embarras du choix et qu'ils trouvent à tirer, dans les environs, d'innombrables cerfs et même quelques ours. Dans tous les cas, ils peuvent se vanter de passer leur saison d'eaux dans un des plus beaux pays que j'aie jamais vus.

A neuf heures, nous atteignons Pittsburgh, sur la Monongahela : une ville de plus de 200 000 habitants, en comptant ceux qui habitent un faubourg peu éloigné nommé Alleghany-City. C'est

l'un des centres métallurgiques les plus importants de toute l'Amérique. La nuit, très noire, est illuminée par les feux d'innombrables hauts-fourneaux qui flamboient à l'horizon. Nous ne nous y arrêtons qu'un instant, et puis nous repartons, au milieu des roulements d'un formidable orage.

Vers dix heures, nous quittons le fumoir, pour retourner dans notre wagon, qui est maintenant transformé en dortoir. Le couloir central, brillamment éclairé, est bordé dans toute sa longueur d'une série de grands rideaux, fendus en leur milieu, qui tombent du plafond, abritant chacun sous son ombre discrète, deux couchettes superposées garnies de draps bien blancs et d'oreillers marqués au chiffre de la Compagnie. Un système de boutons et de boutonnières, dont sont munis les rideaux, achève la transformation en alcôve de chaque section. Le seul point que je trouve défectueux, dans ces arrangements, c'est que rien n'étant disposé pour faciliter l'ascension du lit supérieur, cette opération exige des aptitudes gymnastiques de premier ordre et doit offrir, surtout pour les femmes, de très sérieuses difficultés, car il faut attraper la barre qui supporte les rideaux, s'en servir comme d'un trapèze et se hisser à force du poignet.

Au moment où je pénètre dans ma section, Mlles Annie et Minnie sortent du boudoir réservé aux dames où elles ont été, sans doute, revêtir leur toilette de nuit que recouvre discrètement un immense waterproof. Elles se glissent, l'une après l'autre, sous leur rideau; au bout d'un instant, une main apparaît qui dépose, successivement, dans le couloir, deux petites paires de bottines, puis nous entendons le bruit d'une courte discussion, des rires étouffés; les rideaux s'agitent, furieusement secoués par une masse, de forme arrondie, que, par des efforts aussi vains que verticaux, on cherche à entraîner vers l'étage supérieur; les éclats de rire du rez-de-chaussée redoublent : enfin, pour employer le terme usité dans les cours de gymnastique, un dernier rétablissement paraît avoir été mieux combiné que les autres, en ce sens que les rideaux reprennent soudain leur verticalité. Malheureusement, un petit pied rose, emmanché d'un bas de jambe blanc et nacré, a traversé leur fente, à la hauteur de la couchette supérieure : et, retenu dans l'entre-deux des boutons, il fait des efforts désespérés pour rentrer au bercail. Par bonheur, les boutonnières bienveillantes résistent juste assez pour nous laisser admirer ce charmant spectacle : enfin, elles cèdent, et tout rentre dans l'ordre.

Après avoir consigné, à la hâte, sur mon livre de notes, un croquis de cette petite scène, heureux d'avoir pu, dans la même journée, étudier la nature américaine sous des aspects aussi

variés, je mets à mon tour ma tête sur l'oreiller et ne tarde pas à être plongé dans le plus profond des sommeils. Malheureusement, au bout d'une heure, à peine, j'en suis arraché brusquement par trois personnages à casquettes galonnées qui viennent me demander un ticket. Il paraît que nous changeons encore de Compagnie; mais, comme on m'apprend en même temps que j'aurais pu m'épargner cette formalité désagréable, moyennant un léger pourboire, en donnant lesdits tickets, d'avance, au conducteur, je n'ai vraiment pas le droit de me plaindre.

Le rideau retombe et je cherche à reprendre mon somme : mais je n'y parviens pas tout de suite. C'est que mon attention est attirée par une étrange mélodie qui se brode sur le grondement sourd du wagon. Elle est formée de tous les ronflements qui s'échappent des douze alcôves. Par moment, tous ces nez en délire, se réunissant, avec un ensemble merveilleux, en un *rinforzando* formidable, arrivent à des sonorités qui font trembler les vitres. Quels organes surmenés que ces nez américains! Pendant tout le jour, ils parlent; pendant toute la nuit, ils ronflent! jamais ils ne jouissent d'un moment de repos.

Cependant, d'autres fois, pour une cause inconnue, il se fait un grand silence. Mais bientôt un exécutant donne le signal de la reprise; et, tout de suite, les autres se joignent à lui. Nos petites voisines font leur partie dans ce concert. Je distingue très bien, par moments, les notes encore un peu hésitantes et timides qui me viennent de leur côté. Leurs papas se sont peut-être imposés de grands sacrifices pour leur éducation, et voilà comme elles ont profité des leçons de leurs bons maîtres. Car, à New-York, il existe, pour les jeunes personnes, des « maîtresses de sommeil gracieux », *teacher in the art of graceful sleeping*, et cet art est, paraît-il, le complément indispensable de toute éducation un peu soignée. Je n'ai malheureusement pas pu assister aux cours, dont sont, d'ailleurs, probablement exclus les *gentlemen;* mais la *Police Gazette*, par laquelle j'ai appris leur existence, publie des renseignements pleins d'intérêt sur la manière dont ils se font. D'après ses dires, et aussi d'après les croquis explicatifs qu'elle reproduit, une monitrice, qu'on choisit naturellement aussi avenante que possible, est revêtue d'un costume approprié; puis elle s'étend sur un lit somptueux, installé dans l'amphithéâtre, et y prend, successivement, les attitudes gracieuses et serpentines que recommandent les auteurs. Le professeur se borne à donner quelques explications que les élèves prennent en note. Dans les pensionnats, on passe de la théorie à la pratique. La matrone, chargée de cet enseignement, parcourt les dortoirs pendant la nuit, s'arrêtant à chaque

lit : et quand une élève ronfle, dort la bouche ouverte, ou a simplement la fâcheuse habitude de se coucher en chien de fusil, elle est immédiatement réveillée, reçoit une verte semonce, ou, suivant le cas, est seulement invitée à rectifier sa position [1].

A d'autres moments, mais ceci n'est qu'un vieil usage importé des écoles anglaises, les jeunes filles sont invitées à répéter, très vite et pendant plusieurs minutes, des phrases composées de mots dans lesquels la lettre *p* revient le plus souvent possible : comme par exemple : *Poor papa paid Peter's potatoes!* Cet exercice ayant, paraît-il, pour effet certain de rapetisser la bouche, d'épaissir les lèvres et de leur donner une apparence de bouton de rose, tout à fait engageante.

Malgré mon peu d'autorité, je me permets humblement de signaler à M. Jules Ferry ces détails, qui ont peut-être échappé aux investigations des inspecteurs d'académie envoyés par lui dernièrement aux États-Unis, pour y étudier les méthodes d'enseignement. Il appartient, ce me semble, au grand ministre qui a déjà comblé tant de fâcheuses lacunes dans notre éducation nationale, de fonder une chaire de « Sommeil gracieux » dans chacun des lycées de filles dont il dote si libéralement, à nos dépens, la plupart de nos grandes villes. Cette création serait tout à fait de nature à rehausser le prestige de ces utiles institutions qui, jusqu'à présent, ne semblent pas avoir réussi à inspirer aux populations toute la confiance dont elles sont si bien dignes. Ce serait d'ailleurs, et cette dernière considération a bien son importance, au point de vue gouvernemental, le dernier coup porté à l'éducation congréganiste ; car j'ai peur que les Dames du Sacré-Cœur et des Oiseaux, auxquelles on imposerait ce programme, ne révèlent une grande incompétence pour ce genre de professorat. La malheureuse sœur qui dirige la classe de mon village a déjà beaucoup de peine à enseigner la gymnastique aux douze gamines qui lui sont confiées. Encore n'arrive-t-elle pas à satisfaire, sous ce rapport, monsieur l'inspecteur, homme fort sévère, qui, cependant, serait, je crois, bien embarrassé s'il lui fallait faire la moindre culbute.

[1] Est-il besoin d'ajouter que je laisse à la *Police Gazette* la responsabilité de toute cette histoire, dans laquelle il n'y a peut-être bien pas un mot de vrai Il serait d'ailleurs fort injuste de se faire une opinion sur la société américaine d'après les dires d'une feuille de ce genre. Cependant les Américains et les Anglais ne se font pas faute de juger nos femmes d'après ce que leur en apprennent nos romans et nos pièces de théâtre, dont les auteurs semblent, il est vrai, s'être donné le mot pour persuader au monde entier que l'adultère est la base de notre société et le complément forcé de tous les mariages français.

Que sera-ce, mon Dieu, si on exige que la pauvre fille surveille le sommeil de ses élèves au point de vue de la grâce !

Il est grand jour quand nous sommes réveillés par le tapage que fait le mulâtre galonné, en démontant les cloisons qui séparent les alcôves. Tous nos compagnons de voyage sont déjà debout, assiégeant les cabinets de toilette où nous allons les rejoindre. Un coup d'œil, jeté sur le paysage, nous prouve que nous n'aurions pas perdu grand'chose à continuer notre somme. Hier, nous étions en Suisse : mais aujourd'hui que les montagnes sont bien loin derrière nous, on se croirait plutôt en Hollande. Pour employer l'expression locale, nous sommes en pleine prairie, mais dans une prairie déjà bien entamée par la civilisation et qui n'a plus du tout l'aspect de celles qu'a décrites Fenimore Cooper. Derrière chaque ondulation du terrain s'abrite une petite maison de bois, peinte en blanc. Les stations sont de gros villages. Nous traversons même plusieurs villes importantes. On sent un ferment de vie bouillonner partout.

Que de changements se sont produits ici depuis cinquante ans. Nous sommes encore dans l'Indiana ; mais nous allons entrer dans l'Illinois, qui contient maintenant presque autant d'habitants que la Belgique : 3 078 636, au dernier recensement. Précisément, ces jours derniers, un vieux vétérinaire belge me racontait ses débuts dans ce pays, en 1836 je crois. Il voyageait dans un chariot, avec toute une caravane. Chaque jour, on tuait le gibier nécessaire à la nourriture du lendemain. Un soir, il s'était éloigné du campement, en suivant un ruisseau. Arrivé à un endroit, où une digue de castors avait formé un petit étang, il descendit se cacher dans les roseaux qui le bordaient, espérant tirer des canards à l'affût. Il y était depuis quelques minutes, quand un bruit sourd lui fit retourner la tête. A quelques pas de lui, sur le haut de la berge, défilait une bande de cent ou cent cinquante Indiens, à cheval, le buste nu, recouvert de la peinture de guerre. Heureusement, ils passèrent sans le voir. Plusieurs portaient, à leur lance ou à la bride de leurs chevaux, des scalps encore tout sanglants. A l'endroit ou il était caché, il a fait, vingt ans plus tard, construire un petit kiosque, au fond de son jardin, où il vient prendre le frais et boire de la bière qui sort d'une grande brasserie établie, par un ami, de l'autre côté du ruisseau. Il y a là, maintenant, une ville qui s'appelle Monmouth, où passent deux ou trois chemins de fer et qui contient 15 ou 20 000 habitants.

Par moments, cependant, nous traversons des zones de terrains marécageux envahis par une végétation rabougrie : des résineux, dont je ne puis reconnaître l'espèce, trempent leurs racines dans

de véritables lagunes, remplies d'une eau noire et croupissante, marbrée, çà et là, de larges plaques irrisées, sur lesquelles s'ébattent des bandes de canards et de sarcelles que le passage du train ne paraît pas préoccuper outre mesure. Ce pays-ci doit être un nid à fièvres pendant l'été, à rhumatismes pendant l'hiver. Mais ces considérations n'arrêtent pas les émigrants, qui calculent seulement le nombre de récoltes successives qu'on pourra tirer de ce bel humus noir, accumulé, depuis tant de milliers d'années, à l'ombre des taillis. Sur bien des points, on a construit des habitations qui sont déjà entourées de quelques champs. La première année, on écorce une couronne autour de chaque arbre qui meurt au printemps. Le premier gros orage qui passe le jette par terre. On le brûle pour s'en débarrasser. Les vaches mangent avidement l'herbe qui pousse entre les souches : au bout d'un an ou deux, celles-ci seront assez pourries pour se laisser déchausser par les énormes charrues attelées de huit ou dix paires de bœufs : et, à l'automne suivant, le fermier pourra envoyer à Chicago un train chargé de son blé.

Enfin à dix heures trente, nous entrons dans une immense gare : le train vient s'arrêter le long de quais pavés en bois, qui doivent fournir de bien terribles éléments de combustion aux incendies si fréquents dans ce pays : nous sommes à Chicago.

Il me semble me souvenir que, dans la première partie de ce très véridique récit, j'ai été un peu dur pour les rues de New-York. C'est que je n'avais pas encore vu celles de Chicago. Toutes sont cependant pavées en bois : mais, pour employer une expression chère aux ingénieurs des chemins de fer, l'infrastructure, au lieu d'être, comme à Paris, une surface soigneusement bétonnée, est ici simplement un plancher composé de bordages de sapin, posés à plat sur le sol. C'est là-dessus que reposent les pavés. Dès que les bordages sont pourris, ce qui ne tarde guère dans un pays aussi humide, les pavés s'enfoncent, et il se forme des ornières de 25 ou 30 centimètres, remplies d'une eau noire et croupissante qui exhale les odeurs les plus abominables. On ne peut se figurer ce que c'est, à moins de l'avoir vu. Et nous sommes au mois de juin !

Par exemple, les moyens de transport sont plus perfectionnés qu'à New-York. Dans la cour de la gare, nous trouvons des omnibus pour nous conduire à l'hôtel. Ils sont attelés de beaux chevaux gris pommelé qui font honneur à leurs pères percherons. L'Illinois est depuis quinze ans le grand centre d'importation de ces admirables animaux, et dès le premier coup d'œil que nous jetons aux attelages des camions et des innombrables charrettes que nous croisons dans les rues, nous pouvons constater l'heureuse influence du vieux sang normand sur la production

chevaline de ce pays. Il paraît qu'à la troisième génération, il n'en reste plus rien : mais les résultats obtenus, au cours des deux premières, sont si remarquables, que les Yankees semblent prendre très facilement leur parti de l'obligation où ils se trouvent d'importer toujours de nouveaux reproducteurs.

Dans ces rues, le mouvement est prodigieux. La circulation est certainement beaucoup plus active qu'à New-York. Nous passons dans un tunnel qu'on a creusé sous un large cours d'eau. Plus loin, nous traversons une autre rivière sur un pont tournant, du haut duquel nous voyons une multitude de grandes goëlettes amarrées contre les quais des deux rives; des grues, agitant leurs grands bras au milieu des mâtures enchevêtrées; des petits remorqueurs, entraînant vers le lac des navires dont l'équipage, groupé à l'avant, déborde, avec de longues gaffes, aux endroits difficiles; toute la joyeuse confusion d'un port de mer : enfin, notre omnibus s'arrête devant un immense édifice, occupant, à lui seul, tout un *block;* par la porte entr'ouverte, nous distinguons un *hall* immense, encombré d'une foule de gens qui se bousculent. On se croirait à une bourse. Nous sommes simplement arrivés au *Grand Pacific Hotel.*

E. DE MANDAT-GRANCEY.

La suite prochainement.

L'AUTRE[1]

III

Malgré une impatience assez légitime, la comtesse de Soisy ajourna l'interrogatoire qu'elle éprouvait le besoin de faire subir à Natalie, sur la rencontre et les attentions du vicomte. Outre que les assiduités du baron du Mesnil étaient de nature à moins exciter la curiosité d'une mère, la comtesse de Maffliers, depuis trois ans, n'interrogeait plus Christine.

Christine était belle, plus belle que Natalie. Elle était riche et non pas opulente. Pendant la première période de son entrée dans le monde, lorsqu'elle avait de dix-huit à vingt ans, elle avait été l'objet de tous les hommages. Il n'y avait pas de fête où elle ne fût attirée, et dont elle ne fût la reine. Période enchantée, qui n'a que le tort d'être nécessairement courte. Souvent ces enchantements ont un autre tort. Ils étourdissent et ils enivrent. Christine avait su se préserver de l'enivrement du succès. A tous ses charmes, elle joignait celui de la modestie.

Naturellement, il fut question pour elle de beaucoup de projets de mariage, et dans les commérages des salons, et dans l'intérieur même de la famille. Elle était un point de mire. Elle eut, paraît-il, des objections à ceux qui furent sérieux, puisqu'elle atteignit sa majorité sans être mariée. Ce fut une satisfaction pour plus d'une mère jalouse, et peut-être pour plus d'une amie. Naturellement aussi, on se répandit en divers commentaires sur les motifs. On ne manqua pas de jaser d'une inclination contrariée; seulement on n'était pas d'accord sur l'objet de cette inclination. Christine, constamment affable et gaie, ne témoignait aucune mélancolie qui vînt à l'appui de l'hypothèse. On dit qu'elle avait été trop difficile et avait laissé échapper les bonnes occasions. On parla de pertes de fortune éprouvées par son père, ce qui rendait les prétendants circonspects. On racontait, à la fin de chaque hiver, ce qui n'était pas exclusif des autres explications, qu'elle avait pris la résolution de se faire religieuse et qu'on ne la verrait plus. Trois circonstances accréditaient ce bruit. On savait, bien qu'elle

[1] Voy. le *Correspondant* du 10 février 1885.

ne s'en vantât jamais, que Christine avait subi brillamment, à l'Hôtel de Ville, les examens d'institutrice. Douée d'une très belle voix, elle ne chantait, en dehors de l'intimité, que dans les chapelles, où ce fut une mode d'aller l'entendre. Enfin, elle présidait, sous la direction des sœurs de Charité de son quartier, une association de jeunes filles qui s'occupait spécialement d'un orphelinat. Cela la mettait en très fréquentes relations avec la supérieure, une femme d'élite, qui lui portait une vive affection. On supposait que, dans ces conciliabules, il n'était pas seulement question des orphelines.

A la campagne, Christine se livrait, plus directement et plus assidûment, à l'exercice de la charité. Elle faisait une classe, elle visitait et soignait les malades. Connue dans tous les hameaux, entourée des bénédictions des pauvres gens, elle recueillait un genre de suffrage universel que n'avaient pas encore influencé les circulaires de la préfecture. Cependant, l'hiver venu, on la voyait reparaître dans les salons de Paris, toujours souriante et belle, et l'on commençait à s'habituer à cette physionomie originale, en se lassant de chercher à l'expliquer. Le monde se lasse de tout, et les Athéniens se lassaient de la sagesse d'Aristide. Je ne dis pas qu'on prononçât l'ostracisme contre Christine, mais ce n'est jamais impunément qu'une jeune fille se produit plus de trois ou quatre ans. Bien des maisons où elle avait brillé s'étaient fermées, et elle risquait qu'on oubliât de l'inviter dans plusieurs de celles qui s'ouvraient. Pour obtenir qu'on n'oubliât pas Natalie, la comtesse de Soisy avait eu plus d'un effort à faire et avait dû recourir au bon moyen, celui d'annoncer des bals elle-même. Tout au rebours, la comtesse de Maffliers, qui en avait donné, s'était abstenue l'année précédente, ce qui avait encore été considéré comme une abdication. Aussi les hommages s'éloignaient. Pour la première fois, prenant à minuit la résolution du départ, Christine venait de dire ce que peut-être elle pensait depuis longtemps, que décidément elle ne s'amusait plus au bal.

Natalie eut une nuit agitée et dormit mal. Elle s'habilla de bonne heure. Quand le lendemain d'un bal se trouvait un dimanche, ce qui était le cas, la comtesse de Soisy avait l'habitude de n'aller à la messe qu'après le déjeuner, tandis que sa fille était souvent plus diligente. Natalie se réjouit de cette circonstance et sortit accompagnée de sa femme de chambre. Elle se proposait de frapper à la porte du baron du Mesnil. C'était un acte assez audacieux, d'autant plus que, n'étant pas autorisé par sa mère, il exigeait une recommandation de secret à la duègne. Celle-ci, heureusement, était entièrement dévouée à la jeune fille, dont elle avait été la nourrice.

A travers les troubles de la nuit, Natalie s'était confirmée dans la pensée de cette démarche qui lui semblait nécessaire, comme le seul moyen de s'éclairer. N'avait-elle pas promis au vicomte de Bruadan de le faire inviter à la soirée de M[me] de Cauville? C'était déjà demain, il n'y avait pas de temps à perdre. La promesse avait été sans doute une imprudence, irréfléchie celle-là, produit d'un mouvement spontané, et plus excusable en elle-même que celles qui allaient en être les conséquences. Mais il eût été bien grave d'y manquer, et c'était encore sur le baron que Natalie comptait pour la tenir, si toutefois il y avait lieu de la tenir. Je crois que Natalie ne se serait pas fait grand scrupule de l'oublier, ce qu'elle aurait même considéré comme un devoir, au cas où l'enquête qu'elle affrontait eût été favorable au roman qui la séduisait davantage. Ainsi s'enchaînent les actes de notre vie, anneaux suspendus les uns aux autres. Prenons garde où nous attacherons le premier. Sous l'oppression d'une anxiété, une jeune fille de la meilleure éducation, se cachant de sa mère avec la complicité commandée d'une soubrette, allait faire ses confidences à un homme, le tout en se rendant à l'office divin, où elle ne devait pas se refuser une prière pour le succès de son escapade. Les mères austères la condamneront. Était-elle bien coupable? Je demande l'indulgence... pour son âge. Je la demande surtout aux mères possédées de la passion de marier une fille de vingt-quatre ans.

Bien que sa paroisse fût Saint-Thomas d'Aquin, Natalie, dominée par un souvenir, se dirigea vers Sainte-Clotilde. Elle en avait une autre raison, le baron demeurant tout près. Elle était à peine dans la rue qu'elle aperçut distinctement, de l'autre côté, le bel inconnu. Elle eut une palpitation violente. Elle se crut guettée, elle se crut suivie, et chemina les yeux baissés, sans se retourner. Au fait, la supposition n'était pas invraisemblable. Pour un jeune homme en observation, c'est un procédé aussi sûr qu'élémentaire que d'attendre, le dimanche matin, non loin de la demeure de l'objet guetté. On risque seulement de déjeuner un peu tard. Je laisse deviner avec quel art doivent être combinés les mouvements d'une jeune fille qui se croit suivie. Natalie monta en tremblant les degrés du perron. L'église n'était qu'à moitié remplie. Natalie se plaça juste sur la même chaise qu'elle avait occupée à la cérémonie du mariage. Devant elle, elle aperçut aussi la tête du baron du Mesnil. Ce fut un nouveau tressaillement. Ceci n'avait rien d'étrange ni qui dût sembler prémédité. Quoi d'étonnant à ce que le baron fût à neuf heures à la messe de sa paroisse? L'association des idées était encore cependant bien naturelle. Le baron était seul, et ne fut rejoint par aucun jeune homme.

Natalie réfléchit judicieusement qu'elle n'avait plus besoin d'être signalée. Elle ne se retournait pas, elle se contentait de jeter de côté quelques regards furtifs, qui ne rencontraient pas l'inconnu. Elle se disait que la Providence lui apportait avec une merveilleuse opportunité le baron, parce qu'elle pourrait se faire ramener à l'hôtel sans avoir à frapper à sa porte, ce qui dispensait d'une confidence à la duègne. Tout était donc à souhait. Mais une véritable disgrâce éclata. Au lieu de l'inconnu qui ne se montrait pas, elle vit se dresser le fantôme de Christine qui, accompagnée de sa mère, remontait par le milieu de la nef et passait sous les yeux du baron, de Christine, à qui le baron adressait un salut gracieux et qui aurait pu se placer auprès d'elle. Elle se prosterna aussitôt, pour se cacher, dans l'attitude d'un profond recueillement. Pendant que dura cette longue prosternation, peut-être son imagination vit-elle reparaître un autre fantôme qu'elle avait banni, celui du vicomte de Bruadan.

Quand, à l'appel de la sonnette de l'enfant de chœur, Natalie se releva lentement, elle était du moins affranchie de la terreur du voisinage qu'elle avait redouté. La nef était entièrement remplie. Entourée d'indifférents qui la rassuraient, Natalie ne savait même pas bien si la vision du passage de Christine n'avait pas été une illusion. Ce n'en était pas une, cependant, que la haute taille et les cheveux blancs du baron.

Natalie ouvrit son livre. Le signet était resté à la messe du mariage. Encore distraite, elle relut ces choses enflammées, et surtout inflammatoires, que les mères les plus prudentes ne craignent pas de mettre, dorées sur tranche, entre les mains de leurs filles, et que, plus sévère, je conseillerais de supprimer dans les paroissiens des jeunes filles. La cérémonie en elle-même est déjà bien suffisamment excitante. Il en est de cela comme des toilettes immodestes des salons, et si l'usage a parfois de dures rigueurs, il a parfois aussi d'étranges indulgences. Natalie relisait donc : « Que le Dieu d'Israël vous unisse, lui qui a eu pitié de deux cœurs solitaires... L'homme abandonnera son père et sa mère pour s'attacher à sa femme, et de deux qu'ils étaient ils ne seront plus qu'un... Vos fils seront autour de votre table comme de jeunes plants d'oliviers... ô Dieu qui, dès le commencement du monde, avez formé l'homme à votre image, vous lui avez donné pour son aide inséparable la femme que vous avez formée de lui-même... vous avez consacré le mariage par un mystère excellent... Regardez d'un œil favorable votre servante qui, devant être unie à son époux, implore votre protection. » Natalie était peut-être excusable d'implorer, dans les sentiments d'une pieuse componction, le Dieu secourable

qui daignerait prendre pitié de son cœur solitaire. Seulement, l'homme dont elle serait l'aide inséparable, et avec qui elle ne ferait qu'un, était encore insuffisamment défini.

Tout à coup, en relevant ses yeux de dessus son livre, elle reconnut dans l'assistance le vicomte de Bruadan. Était-ce la désignation de la Providence? Et celui-là aussi ne l'avait-il pas suivie?

Ce n'était pas fait pour lui rendre le calme de l'esprit. Quand, l'office divin étant terminé, la foule s'écoula, elle eut soin de sortir en même temps que le baron, et sur le perron, s'armant de tout son courage :

— J'ai à vous parler, lui dit-elle.

— A moi, ma belle enfant?

— Oui, à vous, et de choses sérieuses.

— En vérité, des confidences?

— Peut-être.

— Prenez mon bras, mon enfant. Vous rentrez chez vous, je pense? Je vais vous ramener, non pas, j'espère, comme une brebis égarée.

— Comme une brebis qui craint de s'égarer...

— Ah! mon Dieu! vous m'effrayez.

— Dans ses conjectures.

— J'ai souvent été le confident des jeunes gens, je ne l'avais pas encore été des jeunes filles. Il paraît que mes cheveux ont assez blanchi pour que j'obtienne cet honneur peu envié, mais vous pouvez vous fier à moi. Je suis discret comme un poisson. Je vous écoute.

Natalie avait pris en effet le bras du baron et descendait le perron. En ce moment passait à droite le vicomte de Bruadan, à gauche le bel inconnu. Tous deux saluèrent profondément, puis s'éloignèrent dans des directions opposées. Tous deux, près de disparaître au coin d'une rue, se retournèrent en même temps, semblant s'offrir ainsi à la comparaison.

— Ma chère enfant, dit le baron, c'est peut-être de cela que vous voulez me parler. Un jeune homme bien occupé de vous, n'est-il pas vrai?

— Lequel? demanda Natalie.

— Comment, lequel? Le vicomte de Bruadan, si je ne me trompe. J'ai remarqué hier soir ses attentions. Est-ce qu'il y a des difficultés de la part de vos parents? Disposez de moi, je vous prie.

— Et l'autre?

— L'autre? répéta le baron en faisant un mouvement de surprise. Vous ne le connaissez pas, et je n'ai rien à vous dire de lui.

— Rien? Pas même son nom?

— Je suppose qu'il ne le cache pas, mais quand je vous le dirais...

Natalie déconcertée fit un effort suprême :

— Ce n'est donc pas moi qu'il suivait ce matin, ni qu'il regardait mardi, au mariage d'Estelle?

— Non, mon enfant, ce n'est pas vous.

Il semble que cette réponse péremptoire aurait dû suffire à Natalie et la soulager d'une perplexité. N'était-ce pas le doute qu'elle avait voulu éclaircir? L'impression produite ne fut pourtant pas celle de l'apaisement, et, l'œil devenu plus ardent, elle s'écria :

— Alors c'est Christine?

O mystères du cœur! Elle souhaitait qu'il lui fût répondu que ce n'était pas Christine. Elle était précipitée du rêve que son imagination avait caressé pendant plusieurs mois dans la solitude de la campagne, qui avait repris une forme si séduisante, à la cérémonie du mariage d'Estelle, et auquel, prosternée devant le même autel, elle venait de s'attacher encore avec une confiance bien plus vive. Il ne lui plaisait pas que le rêve se réalisât au profit de celle qu'elle appelait sa meilleure amie. Elle en oubliait la réalité palpable du vicomte de Bruadan. Qui sait? Dans cette crise de dépit jaloux, elle aurait sacrifié le vicomte, pourvu qu'elle eût l'amère joie d'apprendre que Christine n'était pas la triomphante rivale recherchée, préférée par un inconnu. Je n'affirme pas qu'après ample réflexion elle eût été prête au même sacrifice; mais, en ce moment d'émotion, elle ne réfléchissait pas. Nous n'aimons pas qu'un autre cueille, sous nos yeux, le fruit doré auquel nous désespérons d'atteindre. Bien plus, nous n'aimons pas qu'un autre cueille le fruit que nous avons dédaigné. Or Natalie n'avait certes pas dédaigné l'inconnu, et c'était bien le fruit doré qu'elle désespérait de cueillir.

— Ma chère enfant, répondit gravement le baron, ceci pourrait être le secret d'autrui, et je vous ai dit que je suis discret comme un poisson. Ne m'interrogez pas à cet égard.

Il y eut un silence. Natalie était oppressée. Le baron continua :

— Parlons plutôt du vicomte de Bruadan, dont je pensais que vous aviez à m'entretenir. Ce sera bien parler de vos affaires.

— Bah! dit Natalie, un jeune homme comme il y en a tant.

— Pas tant. Il est fort distingué de naissance et de manières, il s'est instruit en voyageant, il est très supérieur à la plupart de vos danseurs.

— Oh! mes danseurs, c'est de l'histoire ancienne.

— Raison de plus, mon enfant. Est-ce qu'il n'en était pas un?

— Sans doute, et très assidu.

— Et très fidèle, malgré l'absence.

— Vous croyez? dit Natalie, qui déjà commençait à prêter une oreille plus complaisante.

— Et puis, ajouta le baron à voix basse, non sans serrer un peu le bras de Natalie, il est évident que vous lui plaisez.

— Vous croyez? répéta la jeune fille, en baissant aussi la voix.

— Est-ce que je ne vous observais pas hier soir? Je sais ce qu'il vous a dit, ce que vous lui avez répondu.

— Vous nous avez entendus? s'écria Natalie rougissante.

— Ne rougissez pas, mon enfant. Ne veniez-vous pas me faire des confidences? Non, je n'ai rien entendu, mais j'ai tout vu. Les regards ont un langage. Et tenez, je parie que vous vous êtes donné quelque rendez-vous.

— Je vous remercie, j'allais l'oublier. N'êtes-vous pas très lié avec Mme de Cauville?

— Très particulièrement.

— Pourriez-vous faire inviter à la soirée de demain... M. le vicomte de Bruadan?

— Rien de plus facile.

— C'était cela que j'avais à vous demander.

— Ah! ce n'était que cela, ma belle enfant? Il fallait donc commencer par là. Ce sera fait, et je vous conseille d'être très aimable. Si vous le désirez, j'irai moi-même présenter le vicomte.

— Que vous êtes bon! oh! merci.

On voit que Natalie avait eu le temps de réfléchir. Elle n'avait déjà plus le goût des grands sacrifices. Elle était arrivée devant l'hôtel de sa mère, et prenait congé du baron, quand une idée subite l'envahit, en assombrissant sa physionomie :

— L'autre n'y sera pas, au moins? dit-elle.

— Quel autre, ma chère enfant?

— Vous savez bien, l'inconnu que vous ne voulez pas nommer.

— Comment, vous pensez encore à lui? C'est très mal, et vous m'inquiétez pour le vicomte.

— Je vous demande s'il y sera, reprit Natalie impatientée.

— Non, il n'y sera pas, il ne sera même plus à Paris.

— Alors, c'est entendu. Je compte sur l'invitation, et de nouveau merci.

Ainsi Natalie ne supportait pas la pensée de recevoir les hommages du vicomte sous les yeux de l'inconnu. Elle aurait plutôt manqué à sa promesse, elle se serait plutôt privée du bal, au risque d'éloigner le vicomte. La trace de l'inconnu n'était donc pas bien effacée! Celle que le rêve grave dans l'imagination peut être plus profonde que celle qui a été gravée dans certains cœurs.

Natalie, assez agitée, regagna sa chambre, puis alla embrasser sa mère, dont la toilette n'était pas achevée.

— Nous aurons à causer quand je reviendrai de la messe, dit la comtesse. Tiens, voici un avis qui nous fera rester demain soir à la maison.

Et elle tendit à sa fille une circulaire annonçant que, pour cause d'indisposition subite, le bal de Mme de Cauville n'aurait pas lieu. C'était renverser l'échafaudage auquel s'était rattachée Natalie.

IV

— Ma foi, se disait le baron en se dirigeant vers son appartement, cette petite Natalie est décidément une tête éventée. Assurément je suis l'ami de sa famille, je ne demanderais pas mieux que de lui voir faire un bon mariage et d'y aider. Elle en meurt d'envie, ce que je ne trouve pas mauvais; c'est de son âge, et elle a vu défiler presque toutes ses contemporaines. Et puis son intérieur n'est pas folâtre, entre son père et sa mère qui se querellent. Ma chère amie la comtesse tourne à l'aigre, après avoir été coquette. Elle ne se console pas de vieillir, ce que je reconnais n'être pas agréable. Mon ami Soisy a des habitudes de garçon qui seraient plus pardonnables chez moi : toujours aux courses ou à son cercle, et jouant la grosse partie, un peu plus qu'il ne convient à un père de famille, ce qui n'a pas facilité le mariage de Natalie. C'était une chance inespérée que de rencontrer cet honnête Roger de Bruadan, qui revient de voyage et n'a pas entendu les cancans depuis deux ans. Je l'ai vu hier si empressé, que j'ai cru la chose conclue et préparais mon compliment, ainsi que mon cadeau. Et voilà que cette petite poupée défraîchie n'est occupée que de l'autre? Quelle chimère! Comme si elle était digne de l'autre! Alors elle était hier bien ridicule, et je crains, en vérité, que ce pauvre Roger ne fasse là une sottise. Ce ne sont pas mes affaires. Il m'a perdu de vue depuis des années, et c'est heureux qu'il ne s'avise pas de me demander des conseils. Je serais fort embarrassé. En attendant, je vais concourir à la sottise en le faisant inviter à ce bal de demain, où il achèvera de se compromettre. Je l'ai promis, et l'on ne peut pas trahir ses amis.

Le baron était rendu à sa porte. On lui remit un paquet de lettres et de papiers qu'il n'ouvrit que dans sa chambre. — Combien de lettres de quête, de réclames de marchands de vin, tous propriétaires des meilleurs crus, et de circulaires financières vais-je trouver là, se dit-il. Il n'est guère de ces papiers qui n'en veuillent à mon argent. Ah! en voici un qui est plus désintéressé. Mme de Cauville décommande son bal. Tant mieux. Je suis dispensé de la commission, et de ma part de responsabilité. Je n'ai rien à écrire. Natalie aura reçu le même avis. Elle s'arrangera comme elle voudra, et pourra rêver encore à l'autre.

Le baron ne tarda pas à se mettre à table. — Ce n'est pourtant

pas gai, pensa-t-il, de déjeuner toujours seul. Bah! cela vaut mieux que de se quereller. N'importe, quelques blondes têtes, quelques jeunes plants d'oliviers feraient bien là, autour de ma table. — Et le vieux garçon, à demi attendri, fouillant dans la mémoire du passé, rêva, lui aussi, à l'autre.

Rentré dans sa chambre, il parcourait négligemment les journaux, en société d'une tasse de café, quand il entendit sonner. Il vit paraître le vicomte de Bruadan.

— Monsieur, dit le jeune homme, je suis coupable, et vous apporte d'abord des excuses. J'ai eu le tort de négliger, depuis trop longtemps, un des meilleurs amis de mon père, si je ne me trompe...

— Vous ne vous trompez pas, mon cher Roger, interrompit le baron en serrant affectueusement la main du jeune homme, vous pourriez même dire son plus intime ami. J'étais le témoin de son mariage. Mais c'est si ancien, trente ans, et vous étiez si enfant quand vous l'avez perdu! Vous êtes tout excusé. Vous êtes son portrait frappant, ce qui suffirait à me rendre tout ressentiment impossible. Vous avez conservé, je crois, votre excellente mère?

— Grâce à Dieu, reprit Roger. Elle ne quitte jamais sa province, ce qui est peut-être encore une excuse...

— Assez, assez. Vous allez prendre une tasse de café avec moi?

— Très volontiers. Ce bienveillant accueil, dont je suis fort touché, m'encourage. J'ai vu ce matin, à votre bras... Mlle de Soisy. Vous la connaissez donc beaucoup?

— Beaucoup.

— J'ai eu aussitôt l'idée de venir vous demander des informations... ou des conseils, vous comprenez dans quel but.

— N'est-ce pas un peu tard? Je vous ai remarqué hier.

— Oui, j'ai été imprudent. Encore une faute. Que voulez-vous? C'était un intérêt qui se réveillait, après deux ans d'absence. Je vous jure que je n'ai pas prononcé de ces paroles qui engagent irrévocablement un galant homme. Les jeunes gens, au bal, en disent bien d'autres.

— Ce n'est pas ce qu'ils font de mieux.

— D'accord. Pensez-vous que les jeunes filles, elles aussi, ne soient jamais imprudentes?

— Et Natalie l'a été?

— Je ne dis pas cela, ce serait une indélicatesse.

— Cependant, mon cher Roger, si vous me consultez, il faut bien que je connaisse, comme on dit au palais, les pièces du dossier.

— C'est juste. Ah! monsieur, pardonnez-moi : je vous proteste que je ne suis pas un fat. Eh bien, oui, il m'a semblé que Mlle de Soisy... comment dirai-je? m'écoutait trop complaisamment, ce qui m'a un peu effrayé.

Ici l'auteur s'arrête pour inviter ses jeunes lectrices à méditer cette leçon.

Roger continua :

— Sa dernière parole surtout m'a troublé. Elle m'a promis de me faire inviter pour demain au bal d'une certaine Mme de Cauville. Il est clair que si je reçois l'invitation et si je m'y rends, c'est un engagement. Si je ne m'y rends pas, c'est une rupture et une impertinence.

— C'était moi qui devais vous faire inviter.

— Vous?

— Mais rassurez-vous, le bal n'aura pas lieu.

Et le baron tendit à Roger l'avis qui a été déjà mentionné.

— Ah! tant mieux, dit vivement le jeune homme. Du moins j'ai le temps de réfléchir, d'aller consulter ma mère... et de vous consulter, surtout.

— Surtout! répéta le baron.

Il y eut une pause. Le baron frottait de la main et mordait sa barbe blanche.

— Savez-vous, jeune homme, s'écria-t-il d'une voix presque sévère, que vous me placez dans une situation affreuse? Je suis l'ami de Mlle de Soisy et j'entends être le vôtre. Adressez-vous ailleurs.

— Je crains de comprendre, dit simplement Roger.

C'est en effet l'écueil des demandes d'informations matrimoniales. Ne pas répondre, c'est répondre trop; ne pas conseiller, c'est dissuader, et l'on ne gagne rien à s'abstenir. Souvent l'abstention est même plus grave qu'une information défavorable, parce qu'elle ouvre le champ à de plus larges conjectures.

— Ne vous hâtez pas tant, reprit le baron. Vous allez me forcer, pour me tirer d'affaire, à l'application d'une de mes théories, fondée sur une vieille expérience. Je prétends qu'en pareille occasion la sagesse est de tâcher de discerner ce que souhaite la personne qui consulte, afin de ne lui donner que des informations et des conseils conformes à ses désirs. Autrement on s'expose à se faire des ennemis. Plus jeune, j'ai eu la naïveté d'être un informateur d'une scrupuleuse sincérité. Je me suis aperçu que ce n'était pas cela qu'on voulait. Des gens m'ont tourné le dos en passant outre et en m'accusant d'être une mauvaise langue. Je me suis corrigé. Il est clair que la perfection n'étant pas de ce monde, il n'y a pas de jeune fille absolument parfaite, quoique je pense en connaître une, une seule, qui ne vous est pas destinée. Je pourrais donc avoir du bien, et du moins bien, non pas certes du mal, à vous dire de Mlle de Soisy, comme de toute autre jeune fille que je connaîtrais autant. Entre nous donc, bien franchement, que désirez-vous?

— Monsieur, hier, à onze heures et demie, j'aurais vivement désiré des conseils affirmatifs. A minuit, j'en étais moins certain.

— Et à présent?

— A présent, après vous avoir entendu, moins certain encore. Cependant, je suis un homme d'honneur. Si je croyais, pardonnez cette hypothèse, je vous jure de nouveau que ce n'est pas de la fatuité, si je croyais, par l'imprudence de mes hommages d'il y a deux ans, avoir blessé le cœur de cette jeune fille, de telle sorte que ce fût à mon souvenir qu'elle serait demeurée fidèle en refusant tous les autres partis, et on lui en a certainement offert de meilleurs, je considérerais comme un devoir, surtout après que j'ai renouvelé hier ces hommages, de ne pas hésiter, et c'est alors dans ce sens que je solliciterais vos conseils.

— Bravo! dit le baron en pressant la main de Roger d'une vive étreinte, voilà qui est vraiment d'un galant homme, et vous grandissez de cent coudées dans mon estime. Je ne vous connaissais pas, mon cher ami. Vous êtes plus que jamais le portrait de votre père. Rassurez-vous. C'est d'un autre que Natalie a la tête occupée, je ne dis pas le cœur. C'est d'un autre qu'elle venait me parler ce matin avec émotion, et vous ne seriez qu'un pis-aller.

— Est-il possible? s'écria Roger. Quand elle m'accueillait comme elle l'a fait hier, elle était occupée d'un autre? C'est donc une coquette?

En soumettant à l'analyse les pensées qui tourbillonnèrent en ce moment dans l'esprit de Roger, on découvrirait peut-être qu'à la satisfaction de la liberté reconquise se mêlait un peu de confusion de vanité. Du moins, s'il était à l'abri de ce mouvement, il était une bien rare exception dans la race des enfants d'Adam. Il n'est jamais agréable, lorsqu'on s'est cru aimé, d'apprendre tout à coup qu'un autre était l'objet des préférences.

— Mon Dieu, non, répondit le baron, ce n'est pas précisément une coquette. C'est une fille de vingt-quatre ans qui a grande envie de se marier avant d'en avoir vingt-cinq. Elle a espéré faire un mariage qui la flatterait davantage, voilà tout. Obligée de renoncer à cet espoir, elle vous acceptera, faute de mieux, de tout le cœur dont elle dispose. Rien de plus naturel, et l'on ne voit que cela dans le monde.

Ce n'était pas fait pour attendrir Roger, qui reprit :

— Alors, il me semble que je suis bien libre.

— Parfaitement, mon cher ami.

— Et je n'ai plus qu'à vous supplier de me conseiller de conserver ma liberté.

— Nous y voilà, et je rentre dans ma théorie. Je vous conseille donc de retourner auprès de madame votre mère, à qui vous voudrez bien présenter mes très affectueux souvenirs, et de ne plus penser

à Mlle de Soisy. N'ayez pas de regrets. Ce n'est pas la femme qui vous convient.

— Je le pressentais. Ai-je quelque chose à dire ou à faire?

— Rien, que de faire vos malles. Vous serez absent. Vous l'étiez bien depuis deux ans. Quelle chance que ce bal de demain n'ait pas lieu! C'est cela qui eût été embarrassant, et je bénis l'indisposition de Mme de Cauville.

— Et si vous revoyez... Mlle de Soisy, que lui direz-vous?

— Ah! oui, je ne pars pas, moi. Je lui dirai... que ce n'est pas ma faute, ni la vôtre, si ce bal n'a pas lieu.

— Ce pourrait être une raison insuffisante.

— C'est juste. Ni si elle était trop occupée de l'autre, quoiqu'il y ait bien un peu de ma faute.

— Comment donc cela?

— C'est inutile à raconter, je me parlais à moi-même. En définitive, je m'en tirerai du moins mal que je pourrai. Allez en paix, mon ami, comme disent les confesseurs. Je vous absous. Vous me plaisez fort; je ne vous oublierai pas, et qui sait? j'aurai peut-être mieux à vous proposer.

Le jeune homme et le vieillard se séparèrent avec de vives démonstrations. Roger emportait bien l'apaisement d'une perplexité, mais aussi un déplaisir et presque un remords. Malgré l'absolution du baron, il se reprochait encore d'avoir été trop galant la veille. Il eut un autre déplaisir et de nature aiguë. Comme il sortait, il se rencontra presque face à face avec la comtesse de Soisy, qui se hâtait vers le perron de Sainte-Clotilde. Il salua, et la comtesse, en s'inclinant, eut un sourire des plus affables. Roger, éperdu, s'enfonça dans la rue de Grenelle. Au coin de la rue du Bac, il aperçut le comte de Soisy. Pour l'éviter, il revint précipitamment sur ses pas. Il ignora qu'il avait passé deux fois devant la demeure de Natalie, et que la jeune fille l'avait vu de sa fenêtre.

Natalie ne douta pas de la préméditation, et en ce moment elle ne pensa pas à l'autre. Par malheur, avant de se retirer de la fenêtre, elle vit aussi passer l'autre, et il se trouva que l'autre leva les yeux, ce que n'avait pas fait Roger. Elle eut bien de la peine à ne pas croire encore à une préméditation, malgré la réponse décourageante du baron. Elle se reprit à hésiter et à espérer.

Voici simplement ce qui s'était passé pendant le déjeuner.

— Vous êtes rentrées de bien bonne heure, contre votre habitude, avait dit le comte, en se mettant à table.

— Avant vous, je pense, répondit la comtesse.

— Vous vous trompez. Je vous ai entendues. Vous ne vous amusiez donc pas?

— Demandez à Natalie. Vous devez comprendre que ce n'est pas pour m'amuser que je vais au bal.

— Apparemment. Vous n'en auriez pas dit autant quand vous y alliez pour votre compte. Vous m'y avez traîné assez souvent.

— Histoire ancienne.

— Quelle sotte figure a le mari d'une femme qui danse, surtout s'il la regarde danser.

— Aussi vous ne me regardiez pas.

— Pour n'avoir pas l'air d'un jaloux. Un jaloux! je l'ai été cependant, quelques années. Comme tout change! Je me réfugiais dans les chambres où l'on jouait, et il me fallait bien jouer, pour tuer le temps, pendant que madame valsait. C'est vous qui m'avez donné le goût des cartes, dont vous vous plaignez aujourd'hui.

La comtesse comprit, à la mauvaise humeur de son mari, que les cartes, ce soir-là, devaient n'avoir pas été heureuses.

— Puisque je me suis corrigée de danser, reprit-elle, vous auriez pu vous corriger des cartes.

— Sans doute, ma chère amie. Mais il y a des défauts dont on ne se corrige pas en vieillissant.

— Je m'en aperçois trop.

Ce n'était pas mal pour le début d'un repas de famille, et Natalie jugea qu'il était à propos d'intervenir.

— Je ne m'amusais pas, en effet, dit-elle, et c'est moi qui ai prié ma mère de rentrer. Il y avait un tas de petits danseurs novices qui auraient dû être accompagnés de leurs bonnes, et jouer plutôt aux cerceaux. Si je n'avais retrouvé le vicomte de Bruadan...

— Comment, interrompit vivement le comte, il était là? Il est donc de retour? A-t-il été aimable pour toi?

— Très aimable.

— Même très empressé, ajouta la comtesse.

— Ta mère doit se souvenir de ce que je lui disais, il y a deux ans. C'était une occasion à ne pas laisser échapper, et elle a eu tort de ne pas m'écouter.

— J'ai toujours tort, dit la comtesse. J'aurais eu beau vous écouter, puisqu'au lieu de s'avancer davantage, il est parti...

— Il fallait l'empêcher de partir, et savoir le retenir, ma chère amie. C'est en cela que consiste l'habileté des mères. Mais vous aviez des visées plus ambitieuses, comme votre absurde roman de l'automne dernier. Est-il au moins bien fini, celui-là? J'espère, Natalie, que tu ne t'attends plus à voir paraître ton prince charmant derrière les buissons, ni à l'église, ni même dans la rue de Grenelle?

Natalie rougit et ne répondit pas. Le domestique qui servait allait et venait, ce qui n'était pas favorable à la prolongation de

l'entretien sur un pareil sujet. Profitant d'une sortie momentanée du chambellan, le comte reprit :

— Puisque le revenant s'est encore montré empressé, le plus sage serait de renouer cela.

— Ce serait votre avis? dit la comtesse d'un ton négligent.

— Oui, mon avis formel et mon désir, qui n'ont pas pour vous une grande valeur.

— Hé bien, c'est une chance heureuse, nous sommes entièrement d'accord sur ce point.

— Tant mieux. Une fois n'est pas coutume. Alors, hâtez-vous, c'est le cas d'être habile. Et toi, Natalie, entends-tu bien? plus de chimères, l'âge en est passé.

Le domestique rentrait.

— Pourquoi n'iriez-vous pas aux courses? s'écria le comte. C'est l'occasion de rencontrer... tout le monde.

— En effet, dit la comtesse, si Natalie le veut bien. Seulement le temps n'est pas engageant, et je crains qu'il n'y ait personne. Mon baromètre baisse beaucoup.

— Le mien remonte, et nous ne sommes déjà plus d'accord. Tâchons de le rester... sur un point plus important. Il y a deux ans que cela devrait être fait. S'il vous plaisait de donner un bal, ce serait peut-être utile.

— Vous y consentiriez?

— Puisque je le propose. Je consens à tout.

Natalie s'étonna de cette condescendance de son père, qui n'avait jamais paru aussi impatient de la marier. La surprise de la comtesse était mêlée d'une certaine inquiétude. Quelques bruits lui étaient revenus sur des pertes de jeu. Le comte de Soisy n'aurait pas été le premier qui, au moment d'un ébranlement de fortune, aurait donné une fête pour essayer de rétablir son crédit, ni le premier qui aurait tâché de précipiter le mariage de sa fille avant que sa situation fût connue. Cette pensée fit passer un nuage sur le front de la comtesse, et n'était pas pour diminuer sa propre impatience.

Suivant son habitude, le comte sortit aussitôt après le déjeuner. La comtesse, regardant la pendule, s'aperçut qu'elle devait se presser pour ne pas manquer la messe d'une heure. Elle courut prendre son chapeau et son manteau.

— Ma chère enfant, dit-elle, nous causerons à mon retour de bien des choses. Tu vois comme tout s'arrange. Il n'y a pas à hésiter puisque nous avons le consentement de ton père.

Ce fut alors que Natalie, restée seule, s'approcha, rêveuse, de la fenêtre, d'où elle vit passer deux fois le vicomte de Bruadan, qui

ne la regardait pas, et d'où ensuite elle eut l'émotion de voir passer l'autre, par qui elle se crut regardée.

V

Où allait l'autre? Chez le baron du Mesnil, qui lui avait donné rendez-vous. C'était la troisième confidence de la matinée, ce qui est beaucoup, pour un homme qui avait une pareille réputation de légèreté.

— Eh bien, dit en entrant le lieutenant Gaston de Lentilly, qui n'était pas là un inconnu, qu'avez-vous à m'apprendre?

— Rien de bon, mon cher ami, répondit le baron. Je m'en doutais. Cette jeune fille ne veut pas se marier.

— C'est dommage.

— Oui, c'est dommage. Ce qui peut vous consoler, c'est que si elle avait eu d'autres idées, elle ne vous eût probablement pas attendu.

— Je le crois aisément. Elle a dû être bien recherchée?

— Beaucoup, il y a trois ou quatre ans. On n'en parle plus. Sans quoi, c'est d'elle que je vous aurais parlé moi-même, en vous dissuadant de courir après une autre jeune fille moins digne de vous. Je n'ai pas manqué de lui dire que vous auriez été digne d'elle.

— Vous êtes trop bienveillant. Et je comprends qu'elle ne vous ait pas cru.

— Ce n'est pas cela.

— Quelque souvenir, auquel elle reste fidèle.

— J'ai osé le lui demander.

— Et qu'a-t-elle répondu?

— Elle ne l'a pas nié.

— Oui, une pareille femme n'a pu aimer qu'une fois. Et il existe dans le monde un homme qu'elle a aimé, qu'elle aime encore... qui s'est marié à quelque coquette sans doute...

— Oh! non. J'ai deviné qu'il n'existe plus, et elle en est convenue.

— Ah! c'est cela! Et elle ne l'a pas oublié!

— Elle sera fidèle comme une veuve, m'a-t-elle dit, en se révélant d'un seul mot.

— Comme peu de veuves. C'est beau, c'est touchant, et c'est rare.

— Pas si rare. Si vous pénétriez bien des mystères que cachent les couvents... Que de cœurs brisés ils abritent!

— Les hommes ne sont pas capables de ces héroïsmes.

— Regardez-moi bien, mon ami. Je n'ai pas l'air d'un héros, n'est-il pas vrai? Et je n'ai aucune prétention à l'être. Je suis un frivole et ce qu'on appelle un vieux galantin. J'ai fait la cour à toutes les femmes, prodiguant et dissipant mes hommages, et cela

depuis plus de trente ans. J'en ai été ridicule, je le sais, je le suis encore, et peu m'importe. A mon âge, une jolie femme m'émeut encore, surtout si elle me rappelle certains traits... Ç'a été ma manière de me cacher. Le cœur que je dispersais ainsi était un cœur brisé. Moi aussi je n'ai vraiment aimé qu'une fois, et je suis resté fidèle à un souvenir. C'est pour cela que je suis vieux garçon. Je vous étonne, n'est-ce pas?

— Non monsieur, s'écria Gaston attendri, vous ne m'étonnez pas.

— Merci, dit le baron, en passant la main sur son front, à travers ses cheveux blancs.

Le vieillard garda quelque temps le silence. Il était plongé dans la méditation. Il eut un petit rire convulsif et reprit :

— Quelle folie de remuer ces cendres! Vous du moins, mon cher Gaston, vous oublierez facilement un caprice fugitif.

— Pas si facilement.

— Allons donc! Savez-vous quelle jeune fille Christine m'a aussitôt recommandée pour vous?

— Je ne l'ai pas chargée d'une pareille commission.

— Elle s'en est chargée. Elle vous présente justement son amie, Natalie de Soisy, comme si elle savait votre aventure.

— J'espère, monsieur, que vous ne lui avez pas raconté...

— Convenez que c'était tentant. Mais j'aurais craint de vous rendre moins intéressant, quoiqu'il soit toujours flatteur pour une jeune fille de produire cet effet à première vue. Ah! les jeux de l'amour et du hasard, comme dit Marivaux! C'en est presque plaisant. Si cette pauvre Natalie n'avait pas eu mardi un si dangereux voisinage, vous ignoriez l'existence de l'autre, et, ma foi, vous épousiez Natalie.

— Moi, monsieur? jamais. Je ne vous comprends pas. C'est d'elle que j'ignorais l'existence.

— Ah çà, mon jeune ami, vous m'inquiétez et vous avez la mémoire trop courte. Voilà plus de six mois que vous m'avez fait mettre martel en tête à cette pauvre Natalie, qui ne rêve qu'à vous.

— Vous me confondez. Je vous jure, sur mon honneur, que je ne savais pas qu'elle fût au monde.

— Décidément, Christine vous a fait perdre la tête. Il faut donc que je vous apprenne votre propre histoire, et ce que j'ai eu le malheur d'y ajouter. C'est bien vous, vous-même, le lieutenant Gaston de Lentilly, qui m'avez confié, il y a six mois, que vous aviez rencontré Mlle de Soisy, qu'elle vous avait plu, que vous vouliez la revoir sans être vu d'elle. C'est vous qui m'avez questionné sur sa famille, sa résidence, ses habitudes, en m'annonçant l'intention de suivre ses traces. J'ai cru devoir en avertir sa mère,

je vous accorde que vous ne m'en aviez pas chargé, et je lui ai dit, sans vous nommer, tout le mal que je pense de vous. La mère aura montré mes lettres, et l'imagination de Natalie a trotté. Si bien trotté, qu'elle trotte encore, à moins qu'elle ne galope, et que, ce matin, Natalie venait me parler ouvertement de vous.

— De moi?

— De vous-même. Et elle est en train de manquer pour vous un excellent mariage, qu'elle ne retrouvera pas.

— Au nom du ciel! qu'elle ne le manque pas, et qu'elle cesse de penser à moi, qui n'ai jamais pensé à elle.

— Ce n'est pas Mlle de Soisy que vous veniez contempler mardi à Sainte-Clotilde, quand, voyant près d'elle l'autre, vous avez, ce que je vous pardonne d'ailleurs, préféré l'autre?

— Mais non, ç'a toujours été l'autre, et je comprends enfin. Je ne suis pas si versatile, et le malentendu dure depuis l'année dernière. C'est bien Mlle Christine que j'avais rencontrée et remarquée en m'informant de son nom. Il faut qu'elle ait eu dès lors son amie pour voisine. Il faut qu'on se soit trompé sur ma désignation. On m'a nommé Mlle de Soisy, et je me souviens maintenant que c'est sur Mlle de Soisy que je vous avais questionné. C'est donc elle que j'aurais eu la mystification de poursuivre en Bourgogne, où j'aurais reconnu mon erreur, si des ordres de service ne m'avaient empêché d'accomplir ce projet, que j'ai eu le temps d'oublier.

— Elle ne l'a pas oublié, elle.

— Depuis, j'avais su mon erreur. J'étais loin de vous, je n'ai pas songé à vous en écrire, cela me semblait alors sans intérêt. Arrivé mardi matin à Paris, j'ai couru aussitôt chez vous, je vous ai trouvé à votre porte. « Suivez-moi, m'avez-vous dit, cette jeune fille sera là. » Je vous ai suivi. Ce n'était pas le lieu des grandes explications. Je ne crois pas me tromper, c'est bien de Mlle de Maffliers que vous m'avez parlé à l'oreille, en m'offrant vos bons offices.

— En effet, l'idée m'en est venue aussitôt.

— Je ne pouvais pàs deviner, moi qui ne venais que pour elle! Je n'ai pas fait la moindre attention à Mlle de Soisy, et j'ignore si elle est brune ou blonde.

— Elle est blonde.

— Justement Mlle de Maffliers est brune, en sorte que j'aurais eu de la peine à prendre le change.

— Ce n'est pas la seule dissemblance, mon cher ami. N'importe, je suis consterné. C'est moi qui ai fait tout le mal. Non pas que je regrette pour vous Natalie... mais cette pauvre enfant vous aurait oublié...

— M'oublier, encore une fois, quand je ne suis rien dans sa vie!...

— Rien? Ah! mon ami, vous étiez, vous êtes encore l'idéal. Je vous avais tant vanté!

— Avec plus de succès, paraît-il, reprit Gaston amèrement, qu'auprès de l'autre.

Pendant que cet entretien avait lieu, la comtesse de Soisy, de retour de la messe, avait mandé dans sa chambre Natalie, pour attaquer aussi un entretien solennel.

— Ma chère enfant, dit-elle après l'avoir embrassée avec effusion, je puis enfin te parler. Tout s'arrange à merveille, et même tout se précipite. La Providence s'en mêle. Nous avons le consentement empressé de ton père, la seule chose qui pût me laisser quelque crainte. Dans un mois tu seras mariée, et bien mariée, grâce à Dieu... et avant Christine. Un jeune homme charmant, qui est amoureux de toi, et qui ne te déplaît pas, tu peux en convenir. Tout est réuni.

On sait qu'une mère ne marie jamais sa fille sans que tout soit réuni, et sans que la Providence s'en soit mêlée. Natalie ne témoigna pas autant de joie radieuse qu'en attendait peut-être la comtesse, laquelle prit cette réserve pour une honnête pudeur et continua :

— Devine ce que je viens de découvrir. J'étais pourtant assez sotte pour en avoir douté.

— Quoi donc, ma mère?

— Ce personnage mystérieux, dont le baron du Mesnil s'était amusé à faire un héros de roman, le prince charmant...

— Eh bien, ma mère?

— Eh bien, tu ne devines pas? c'était lui.

— Qui, lui? s'écria Natalie en tressaillant.

— Le vicomte de Bruadan.

— Mais non, vous vous trompez... c'est un autre.

— Je ne me trompe pas. J'ai cru hier, comme toi, que c'était un autre, quand le baron paraissait connaître à peine M. de Bruadan, et affectait de ne causer qu'avec Christine. C'était un jeu joué de cet original de baron, pour nous intriguer.

— Est-il possible! qu'avez-vous donc appris de nouveau?

— C'est certain, te dis-je. A preuve que je viens de le voir, de mes yeux, sortant de chez le baron. Et je te demande un peu ce qu'il allait y faire, si ce n'était pas pour lui parler de toi. Je parie que nous aurons avant peu une lettre du baron, une lettre en vers peut-être, la fin du roman. Il doit être occupé à la composer.

Natalie eut un éblouissement. Elle essaya bien de discuter, en rapprochant toutes les circonstances. Le vicomte n'avait-il pas voyagé à l'étranger? Oui, mais il n'avait pas dit depuis quand il était de retour. Ce pouvait être depuis six mois. Ce pouvait

être à son retour qu'il s'était informé d'elle, auprès du baron, en recommandant de ne pas le nommer. Qui sait? Il l'avait peut-être suivie effectivement en Bourgogne, peut-être revue. Les lettres du baron contenaient bien des badinages, mais le baron, qui devait avoir promis le secret, était discret à sa manière, en plaisantant. Le portrait flatteur qu'elles avaient tracé du prince charmant n'était-il pas ressemblant? Ce n'était pas, à la vérité, le vicomte de Bruadan que Natalie avait vu la première fois à Sainte-Clotilde. Mais elle l'y avait bien vu le matin, et elle l'avait revu deux fois dans la rue, rôdant sous sa fenêtre. Quoi d'étonnant à ce que le baron connût un autre jeune homme, et n'y avait-il pas aussi d'autres jeunes filles à la cérémonie de Sainte-Clotilde, sans compter Christine? Christine elle-même n'avait-elle pas insinué la veille que le secret dont l'entretenait le baron était celui de Natalie? Interpellé le matin, le baron avait bien déclaré que ce n'était pas Natalie qu'avait regardée l'inconnu de Sainte-Clotilde. Rien de plus, tout s'expliquait maintenant, jusqu'aux réticences du baron qu'on savait taquin, qui s'était amusé du quiproquo, et qui était assurément bien capable d'en composer une épître en vers dans la journée. Roger avait exprimé de l'étonnement de rencontrer Natalie au bal? Pure feinte, puisqu'il n'avait parlé qu'à elle, et avec quel accent! Il n'y était venu que pour elle, et, à l'heure présente, il sortait de chez le baron!

La comtesse de Soisy, aidée d'un conseiller plus intime, dissipa donc aisément tous les doutes, et la conviction de la mère fut communicative. Il fut avéré que Roger était bien le prince charmant du roman. Quand Natalie en fut suffisamment persuadée, elle arriva vite à trouver que Roger avait des avantages extérieurs très supérieurs à celui de l'inconnu. L'image de l'autre, si séduisante une heure auparavant, s'était complètement obscurcie. Il en est ainsi de bien des choses. L'aspect des objets est dans la dépendance du point d'optique, et l'imagination est une lanterne magique.

Natalie et sa mère rivalisaient donc désormais d'ardeur confiante. Il était fâcheux que cette soirée de Mme de Cauville, où se fût précipité le dénouement, n'eût pas lieu. Mais le comte avait ouvert deux bons avis, aller aux courses et annoncer un bal. Il était déjà un peu tard pour suivre le premier. En y songeant cependant, la comtesse sonna, donna ordre d'atteler, hâta sa toilette avec une agitation fiévreuse. Il était quatre heures et demie quand elle fit dans les tribunes une entrée presque tapageuse. Elle était rayonnante, prodiguait les sourires et les grâces, répandait l'annonce du bal qui remplacerait celui de Mme de Cauville. Elle ne demandait que trois jours pour les préparatifs, regrettant de ne pas oser ris-

quer le tour de force de le donner dès le lendemain. Sa physionomie était bien celle d'une mère qui va faire faire à sa fille un mariage inespéré. Natalie avait quelque peine à montrer de moindres rayonnements. Comme les attentions du vicomte de Bruadan avaient été remarquées et commentées, il y eut des allusions et des compliments dont la comtesse se défendait mal. Natalie chercha bien un peu des yeux le vicomte, sans s'inquiéter de ne pas le voir. Elle ne lui avait assigné aucun rendez-vous en ce lieu, et l'heure était si avancée! Elle se consola même en se disant qu'il n'y aurait pas été à sa place, puisqu'il ne devait pas espérer de l'y rencontrer. Elle ne vit pas davantage l'autre. Elle ne le cherchait plus.

Deux jours se passèrent en préparatifs. On avait envoyé demander au baron du Mesnil l'adresse de Roger, afin de lui expédier une invitation. Le baron hocha la tête et se contenta de tracer au crayon sur un papier le nom de l'hôtel où était descendu le jeune homme. Il n'était pas tenté de composer une épître en vers galants, et ne se serait pas senti en verve.

Le mardi, à la fin de la journée, Natalie et sa mère commencèrent à se troubler de n'avoir aucune révélation du vicomte de Bruadan, de qui elles attendaient au moins des cartes. Elles ne se communiquèrent pas leurs impressions. La comtesse, n'y tenant plus, sortit seule tout à coup, et se rendit à l'hôtel désigné. Elle apprit que le vicomte était reparti dès le dimanche soir. Elle courut, anxieuse, au domicile du baron. Il était parti depuis une heure pour sa province, en disant qu'il serait indéfiniment absent.

C'est en recevant l'invitation au bal de la comtesse qu'il avait pris cette résolution. On jugera qu'elle manquait de bravoure. J'en conviens. Mais il n'y a lâcheté à fuir que lorsqu'il y a devoir à rester. Quel devoir retenait le baron? Le mal qu'il avait fait, à supposer qu'il eût à se le reprocher, était sans remède. Assurément il n'était pas responsable du malentendu qui avait été la source de toute cette histoire. Il l'était bien des conseils qu'il avait donnés à Roger et qui avaient déterminé la fuite du jeune homme. C'est cela qui, aux yeux de la comtesse et de Natalie, eût été une trahison envers l'amitié, c'est sur cela qu'il ne supportait pas la pensée d'avoir à s'expliquer. Était-ce bien une trahison?

En définitive, Roger représentait une amitié plus ancienne et plus chère, et c'était Roger, ce n'était pas Natalie, qui s'était fié à lui en implorant ses conseils. C'était Roger qu'il n'avait pas voulu trahir, et c'était Roger qui s'était présenté le premier en client. Cette question de priorité suffit à tirer d'embarras les avocats consultés sur un litige. « Je regrette de ne pouvoir être de votre avis, » répondent-ils naïvement au retardataire. « J'ai déjà engagé

le mien à votre adversaire. » Le baron avait eu, pour exprimer le sien, des motifs de sincérité d'un ordre plus élevé. S'il croyait avoir le droit de fuir, il croyait avoir à remplir un devoir de courtoisie, celui d'écrire, et il avait écrit. Seulement sa lettre n'était pas encore parvenue lorsqu'était sortie la comtesse.

La comtesse, elle, n'avait pas la ressource de fuir. Il fallait rentrer, braver la colère du comte, et désoler Natalie.

Le dîner fut morne. Après le dîner, on apportait sur un plateau de nouveaux monceaux de cartes, avidement saisies par Natalie, qui cherchait encore en vain celles du vicomte. On apportait aussi diverses lettres. Natalie et sa mère reconnurent en même temps sur l'enveloppe de l'une d'elles l'écriture du baron, et se regardèrent. Toutes deux comprenaient que la destinée de Natalie devait être enfermée sous ce pli, qui allait se déchirer. La jeune fille, ignorante de l'enquête de sa mère, avait conservé plus d'espérance.

Est-ce lentement, est-ce au contraire d'un mouvement brusque que l'on déchire l'enveloppe du mystère d'une destinée? Tantôt l'un et tantôt l'autre, souvent l'un et l'autre. On hésite, on ajourne, on médite. Le cœur bat, la respiration est suspendue, les nerfs se tendent. Tout à coup éclate le mouvement violent. Ainsi fit la comtesse. Elle froissa dans sa main la lettre du baron, elle lut d'un regard distrait, parfois avec un sourire amer, des remerciements, des excuses, des demandes d'invitations. C'était bien de cela qu'il s'agissait! Enfin, elle mit en pièces le pli mystérieux, et sous l'œil ardent de Natalie, elle lut ce qui suit : « Je suis poursuivi par une bien méchante étoile, madame. J'ai manqué tous les mariages dont je me suis occupé, à commencer par le mien. »

La comtesse n'aurait pas eu besoin d'aller plus loin, elle était instruite, et le baron avait mis la conclusion dans l'exorde. Elle dirigea vers Natalie un regard consterné, et continua : « Tout le mal est venu d'un déplorable malentendu dont je vous jure que je ne suis pas coupable. Le jeune homme dont je vous avais annoncé la recherche il y a six mois n'était pas M. de Bruadan. Celui-ci est venu à connaître l'intérêt qu'avait pris à cet inconnu mademoiselle votre fille, il en a conçu du dépit et s'est aussitôt retiré. Il est parti dimanche, et ne reviendra pas à Paris. Il va encore voyager. Cela prouve la profondeur de sa blessure, mais ne renverse pas moins les projets auxquels je m'étais associé avec tant de sympathie. Désolé d'y avoir été mêlé si malencontreusement, je prends moi-même le parti de quitter Paris. Je me condamne à la retraite puisque je porte malheur, et vous priant de me pardonner une entremise qui a si mal réussi, je mets à vos pieds des hommages qui sont des adieux. »

La comtesse, sans rien dire, tendit la lettre à Natalie, déjà préparée à y trouver le renversement de ses espérances. L'exclamation qui lui échappa était inattendue de sa mère.

— Je savais bien, dit-elle, que c'était l'autre, et le baron ne nomme pas encore l'autre.

Natalie eût été prête à revenir à l'autre, à l'inconnu. Elle se serait consolée de perdre Roger, tant l'ébranlement de son imagination avait été profond, tant, chez elle, suivant l'observation qui avait écarté d'elle les sympathies du baron, la tête l'emportait sur le cœur.

Ses yeux restaient secs. Malheureusement, le comte de Soisy, à qui l'on ne pensait pas, et qui parcourait silencieusement les journaux, se révéla par une intervention brutale.

— Il me semble, dit-il, que j'ai le droit de savoir ce que contient cette lettre.

Il la saisit, la lut, et s'écria d'une voix pleine de sarcasme :

— Vous n'avez que ce que vous méritez toutes deux, pour avoir écouté les sornettes de ce baron. Vous voilà ridicules vous-mêmes. A votre aise, mesdames, je vous laisse avec vos chimères.

Il se leva et sortit du salon. Ce fut alors que Natalie pleura.

Le bal fut contremandé, ainsi que l'avait été celui de Mme de Cauville, pour cause d'indisposition subite de la comtesse de Soisy, et, comme la fuite est contagieuse, la comtesse emmena aussi sa fille à la campagne.

Il y a cinq ans de cette histoire, qui, commencée par une cérémonie nuptiale, ne se termine par aucun mariage. Roger de Bruadan est devenu un voyageur célèbre. Gaston de Lentilly a continué brillamment sa carrière militaire, en renonçant à poursuivre l'idéal entrevu. Christine n'a plus dansé. Elle ne s'est pas faite religieuse. Elle entoure de soins pieux sa mère, se prodigue au service des pauvres, et est restée, pour le monde qu'elle a traversé avec tant d'éclat, une énigme. Le comte de Soisy est mort depuis trois ans. La comtesse a supporté sans trop d'effort les douleurs du veuvage. Elle a été plus sensible au délabrement de sa fortune, dont cependant, en s'y appliquant avec beaucoup d'ordre, elle a réussi à sauver quelques débris. Natalie approche de la trentaine et c'est une échéance qu'elle redoute singulièrement. Elle paraît touchée des attentions d'un colonel aux moustaches grises. Je souhaite que, s'il formule ses vœux, elle ne soit pas encore distraite par la pensée de l'autre, — car elle n'a pas oublié l'autre.

Alfred DE COURCY.

LA DOCTRINE DE L'ÉVOLUTION

ET LA NOUVELLE THÉORIE DE LA VIE[1]

II

L'éditeur de M. Herbert Spencer, dans une image gravée sur la couverture de ses œuvres, a voulu donner un symbole du système de philosophie que nous venons de résumer à grands traits. D'un amas de cristaux, aux arêtes aiguës, on voit se dégager la tige d'une plante; le long de la tige rampe une chenille et sur la fleur est posé un papillon. Autour du dessin, on lit ces mots : *A system of philosophy.* L'image est incomplète, ou plutôt le système comprend des éléments que l'image ne saurait rendre. Après la matière inanimée, après la vie, après la transformation des espèces, après les phénomènes du monde visible, la théorie embrasse les phénomènes du monde invisible et idéal. La pensée de l'auteur ressemble, en vérité, au spectre solaire : il y a des rayons brillants et colorés, il y a d'autres rayons qui se perdent dans la nuit.

Tel qu'il nous est présenté, ce symbole de l'évolution suppose tranchée une question capitale. La fleur se dégage des cristaux, la vie apparaît au sein de la matière minérale : Quelle a été l'origine de la vie? De quel germe est issue la plante? Est-elle issue d'un germe? En un mot, le phénomène de la génération spontanée est-il vrai? S'il n'est pas vrai, ce n'est plus par des déductions métaphysiques ou des considérations morales que la théorie de l'évolution est attaquée; c'est en plein jour, au nom de la science, au nom des faits observés et de la méthode expérimentale.

Oui, c'est en pleine lumière que la théorie de l'évolution nous semble attaquée. C'est par l'observation scientifique, et par la méthode expérimentale, c'est-à-dire par les armes qu'elle a choisies. Ce n'est pas au nom de quelque autre système philosophique. On nous montre la fleur sortant des cristaux, c'est-à-dire la vie apparaissant spontanément au sein de la matière inanimée. Nous savons maintenant que la vie n'apparaît pas spontanément; nous savons qu'elle est une force particulière, opérant certaines actions qu'on

[1] Voy. le *Correspondant* du 10 février 1885.

ne peut ni ramener ni comparer à d'autres; et qu'enfin elle ne saurait se commencer sans le germe. Si les germes de vie n'avaient pas été créés en ce monde, en vain les métaux auraient réagi les uns sur les autres; en vain toutes les combinaisons, absorbant ou dégageant la chaleur, se seraient opérées; en vain les eaux évaporées se seraient élevées dans les airs, pour retomber en pluie sur le sol aride; en vain les vents auraient soufflé, et les rivières auraient coulé. Aucun objet vivant ne serait pas apparu; de la masse des cristaux la plante ne serait pas sortie.

Tels sont les faits. Or, si la matière, préparée pour la vie et placée dans les conditions favorables à la vie, n'est pas capable de s'organiser, de prendre spontanément la forme d'une cellule, et de commencer à se nourrir et à se reproduire, la conception générale de M. Spencer ne se tient plus; il n'y a plus continuité dans l'évolution. Un anneau manque à la chaîne, un feuillet du livre est déchiré. Il devient bien inutile de dépenser des trésors d'habileté à démontrer comment la force peut se changer en pensée, et comment, *vice versa* la pensée, ou la sensation peuvent réapparaître à l'état de force. A quoi bon vouloir assimiler la force à ces manifestations supérieures de la vie, s'il est prouvé qu'entre la force et la vie, même prise sous ses formes les plus humbles, il y a une distance infranchissable? Nous comparions les conceptions de M. Spencer au rayon de soleil analysé par un prisme, et nous disions qu'on y constatait la présence de rayons lumineux et de rayons obscurs, suivant qu'il traite de la matière visible, ou qu'il se perd en des efforts inutiles, pour rapprocher la matière de la pensée : ici les lois mêmes de la matière visible lui donneraient tort, et il semblerait que l'un des rayons lumineux fût nettement intercepté par un écran.

La science expérimentale avait seule ici le droit d'être interrogée. Elle a répondu aujourd'hui d'une façon décisive, et personne n'ignore que depuis les célèbres expériences de M. Pasteur la théorie des générations spontanées est abandonnée. Mais cette réponse est toute récente, et jusqu'à nos jours la science avait hésité. Aristote avait enseigné que tout corps humide, en se desséchant et, tout corps sec, en devenant humide, engendraient des animaux. Virgile décrivait la naissance des abeilles qui s'envolent toutes formées des entrailles corrompues d'un taureau. Lucrèce racontait comment les corps vivants sont sortis de la terre. De même que la mythologie antique imaginait des personnes divines derrière toutes les forces de la nature et supposait des sentiments et des passions partout où elle voyait s'agiter la matière, de même la philosophie antique, sous l'influence des mêmes croyances,

devait être portée à confondre le mouvement et la vie, et ne point s'étonner lorsque la matière, étant capable de mouvement, semblait devenir animée. L'erreur a duré jusqu'aux temps modernes. Van Helmont fut un des génies les plus originaux du dix-septième siècle, un des créateurs de la méthode expérimentale; c'est lui qui eut l'idée de cultiver un arbuste dans une provision de terre soigneusement pesée, de peser aussi l'eau dont il l'arrosait; et de comparer enfin, au bout d'un an, le poids gagné par l'arbuste aux poids de la terre et de l'eau : la plante avait gagné plus qu'elle n'avait reçu, et Van Helmont soupçonnait les phénomènes de la respiration et de la nutrition des végétaux aux dépens des gaz environnants : phénomènes expliqués et décrits par Priestley près de deux cents ans plus tard! Cependant cet esprit si clairvoyant affirmait « que les odeurs qui s'élèvent du fond des marais produisent des grenouilles, des limaces, des sangsues ». Il donnait une recette restée célèbre pour faire naître des souris : en bourrant une vieille chemise dans un pot, contenant un peu de grain. Il croyait que l'herbe de basilic pilée et abandonnée sous des briques, au soleil, se changeait en scorpions!

Plus on avance, et plus on est obligé, en cherchant des exemples de génération spontanée, de descendre dans l'échelle des êtres. Au dix-huitième siècle, après les travaux de Leuwenhock, de Redi, il ne s'agissait plus que des espèces microscopiques : on ne disait plus, avec Van Helmont, que les souris, mâles et femelles, naissent adultes. Redi avait remarqué que les vers de la viande putréfiée étaient des larves de mouche; il avait enveloppé d'une gaze fine un morceau de chair fraîche, avant de l'exposer à l'air, et les vers ne s'y étaient point montrés. Mais, à propos des infiniment petits, la théorie était encore généralement acceptée : Buffon en était partisan. Deux abbés, très orthodoxes l'un et l'autre, l'Anglais Needham et l'Italien Spallanzani, tinrent pour et contre; ce qui montre que la doctrine religieuse peut se désintéresser de cette discussion. Un fait, découvert par Spallanzani, fit comprendre comment, en des circonstances nombreuses, l'erreur des défenseurs de la génération spontanée avait pu s'accréditer. Il montra que la vie pouvait être intermittente, rester latente pendant longtemps, puis réapparaître; et que les êtres inférieurs, privés des conditions favorables à leur existence, cessaient de se remuer, de respirer, de se nourrir, mais non de vivre, puisqu'ils restaient doués de la faculté de renaître, quand les conditions de leur vie leur seraient rendues. Les anguillules du blé niellé, observées par Spallanzani, restent à l'état de poussière quand on les a desséchées : au bout de plusieurs années, une goutte d'eau, jetée sur cette poussière, suffit à ranimer et à

faire remuer les anguillules. Souvent des poussières douées de vie latente et passant à la vie active durent faire croire que la matière s'était organisée et animée spontanément.

De nos jours, — avant les travaux de M. Pasteur, — les opinions des naturalistes et des philosophes restaient partagées. Darwin ne croit pas à la génération spontanée : le système qu'il professe n'a pas besoin de cette hypothèse. La théorie de l'évolution exposée par M. Spencer commence dès les temps de la nébuleuse primitive, embrasse tous les phénomènes astronomiques et géologiques, prétend expliquer l'apparition de la vie, le progrès des espèces vivantes, le développement de la sensibilité et de l'intelligence, enfin la formation des sociétés. Darwin ne décrit que l'évolution des règnes vivants à la surface du globe, suivant la loi de progrès qui résulte à la fois de l'hérédité et de la prédominance des êtres les mieux armés pour la lutte, les mieux appropriés à leur milieu. Sa conception, bien moins ambitieuse, est restreinte à de bien plus justes limites.

« Je pense, a dit M. Darwin, que tous les animaux descendent de quatre ou cinq premiers ancêtres, et que les premiers types des plantes ont été peut-être encore moins nombreux. Peut-être devrais-je, par raison d'analogie, faire un pas de plus, et professer que tous les animaux et toutes les plantes proviennent d'un seul prototype. Il y a quelque grandeur dans cette manière d'envisager la vie : le souffle du Créateur aurait donné la vie, avec ses diverses puissances, à quelques êtres primitifs, peut-être à un seul; et tandis que cette planète décrivait ses orbites immuables, conformément à la loi définie de la gravitation, des formes infiniment variées, surprenantes, magnifiques, issues d'une origine si simple, se sont multipliées et continuent à se multiplier. »

Quelle belle pensée! D'un côté le Créateur commande à la matière morte. Une loi immuable s'établit, les mêmes mouvements se répètent invariablement à travers les siècles. Mais, d'autre part, il crée la vie : et la loi qu'il lui donne est d'un autre ordre. C'est une loi de progrès. Une puissance latente existe dans le prototype des êtres vivants : cette puissance se développera bientôt en des êtres innombrables ; elle attirera en eux la matière environnante, la contraignant à entrer en des combinaisons chimiques, jusqu'alors inconnues, à se prêter à des fonctions très complexes, à revêtir des formes infiniment variées. Saisis par la vie, l'eau, l'air, le carbone, iront tantôt réparer des muscles et tantôt renouveler des feuillages. Ils deviendront muraille dans le tronc du chêne, ressort dans le jarret du cheval ou du cerf, cuirasse d'écailles chez les poissons. La vieille planète tourne toujours, et cependant

son écorce tressaille, fleurit, s'anime. Les descendants du premier germe ont peuplé sa surface. Ils se sont pliés à toutes les conditions, armés contre toutes les difficultés, vêtus suivant tous les climats; ils sont devenus de plus en plus beaux, forts, aptes à l'existence; car, pour cette foule sans cesse grossissante et proliférante, la place était trop petite, et les moins beaux, les moins forts, les moins bien appropriés à leur destinée devaient succomber dans la lutte. Tout le monde vivant est sorti de ce premier germe, jeté tout seul sur la terre déserte, mais animé du souffle du Créateur.

M. Herbert Spencer voudrait bien se débarrasser de la nécessité de croire aux générations spontanées. Il est trop au courant des progrès de la science, et il a l'esprit trop clairvoyant pour ne pas juger que cette théorie ne tient pas devant l'expérience. Il veut s'en passer; il entreprend même de démontrer qu'elle est contraire à la doctrine de l'évolution, parce que l'évolution suppose, dans les phénomènes de la nature, une continuité, qui serait rompue si la matière s'organisait tout d'un coup. Malgré la profonde habileté du philosophe, on sent quelque embarras dans sa réponse. Elle est adressée à un journal américain qui l'avait interrogé, et publiée à la suite de ses *Principles of Biology*. Elle contient, après les raisons que nous venons de dire, la déclaration suivante :

« J'accorde que la synthèse de la matière organique et l'évolution de la vie sous ses formes inférieures peuvent s'opérer par l'effet des lois physiques. Il me semble pourtant plus vraisemblable que la matière vivante se soit élaborée aux temps où la surface de la terre n'était pas encore tout à fait refroidie, où la température était de celles qui rendent instables les composés organiques supérieurs. En tous cas, lorsque ces composés se sont pliés aux formes les plus élémentaires, le protoplasma a dû se diviser en fragments plus petits, plus indéfinis, plus inconstants, que dans les plus infimes rhizopodes..... Avant d'arriver aux formes relativement bien définies des infusoires ordinaires, il a dû s'écouler une longue série de siècles. »

Ainsi les infusoires et les rhizopodes que nous connaissons ne naissaient pas spontanément. Mais la synthèse de la matière organique aurait pu s'opérer en dehors des êtres vivants, grâce au jeu des forces physiques, sur la croûte mal refroidie du monde. Et dans les temps reculés où ces phénomènes s'accomplissaient, des êtres très inférieurs à ceux qui nous semblent les plus rudimentaires, des embryons de rhizopodes ou d'infusoires, se seraient lentement formés.

Ce n'est là que reculer la solution du problème. L'époque ne fait rien à l'affaire, et quant à la température, celle du globe

mal refroidie devait être moins favorable à la vie que la température actuelle de nos climats. En second lieu, ces intermédiaires entre le vivant et le minéral sont de pures hypothèses.

M. Spencer s'est défendu de croire aux générations spontanées ; mais, au fond, dans les paroles que nous venons de citer, il donne son adhésion à la théorie. Seulement il paraît penser que les choses continueront comme par le passé : après les souris, après les grenouilles et les limaces, après les vers de la viande putréfiée, la science en est arrivée à traiter des infusoires, des rhizopodes : un jour viendra où ces infusoires et ces rhizopodes, comparés aux êtres infimes qu'on aura découverts, paraîtront aussi gros, aussi avancés en organisation que nous semblent aujourd'hui les souris et les grenouilles. Parler ainsi, ce serait ne point connaître les vrais caractères de la vie. Il ne faut pas confondre la vie et l'organisation. Dans l'être supérieur, doué d'une organisation complète, la vie proprement dite s'accomplit au sein des cellules; et elle opère de la même façon dans les cellules de l'être supérieur et dans les cellules de l'être élémentaire. L'organisation varie à l'infini : la vie est une, il n'y a qu'un règne vivant, Claude Bernard l'a montré; et de même qu'on a su rattacher toutes les manifestations de la force au même principe, il faut rattacher au même principe toutes les manifestations de la vie. Il y a des corps vivants et des morts; entre les uns et les autres il n'y a point d'intermédiaires.

Dire que les êtres qui nous paraissent les plus rudimentaires sont déjà des êtres perfectionnés, qu'il y en a d'encore plus infimes que nous ne connaissons pas, c'est proposer une hypothèse soutenable et ce n'est pas contredire aux données actuelles de la science. Mais rien n'autorise à croire que les êtres hypothétiques, trop petits pour être vus par nous, vivent autrement que ceux que nous connaissons. Ils vivent ou ils ne vivent point : ils ne sauraient, quels qu'ils soient, vivre à moitié. Si la science voit aujourd'hui des différences et des degrés dans l'organisation, elle n'en voit pas dans la vie proprement dite : une cellule vivante respire et se nourrit de même, qu'elle soit isolée ou qu'elle fasse partie d'un grand animal. Au surplus, ce système qui consiste à chercher entre la vie et la mort un état intermédiaire, à imaginer des êtres qui soient à moitié vivants, a été soumis à l'expérience. C'est là ce que M. Fremy appelait l'*hémiorganisme*. Malgré toute l'habileté de discussion et les essais ingénieux de ce célèbre chimiste, la thèse a dû être abandonnée. Les corps demi-organisés que l'on croyait le plus près d'être organisés tout à fait, le jus de raisin, par exemple, se conservaient intacts, s'ils étaient tenus à l'abri des germes.

L'un des partisans les plus ardents et les plus éminents de la

doctrine de l'évolution, M. Bastian, professeur à l'université de Londres, attaque vivement MM. Darwin et Herbert Spencer, et leur prouve, comme nous le pensons, que l'évolution suppose forcément à la matière le pouvoir d'engendrer spontanément la vie. Ses arguments nous semblent d'une parfaite logique. Qu'est-ce, dit M. Bastian, que notre doctrine de l'évolution? C'est la doctrine de l'uniformité et de la continuité dans l'univers. Elle nous apprend à considérer les phénomènes de tout genre comme les effets de causes agissant sans interruption. Elle n'admet ni rupture soudaine ni arrêt inexpliqué dans la chaîne des phénomènes naturels.

D'après elle, les diverses substances tendent, dans certaines limites, à devenir de plus en plus complexes... La nébuleuse primitive, en se refroidissant et se condensant, acquit une plus grande rapidité de rotation autour de son axe : des masses furent projetées hors de sa circonférence; et ces sphères, condensées à leur tour, continuèrent à décrire des ellipses autour de la masse primordiale. Notre planète, comme les autres, passa de l'état gazeux à l'état liquide, et enfin sa surface devint solide, à mesure que sa chaleur se dissipait par rayonnement à travers l'espace. Jusqu'à cette époque de l'histoire de la terre, aucun être vivant n'était apparu. « La terre, dit sir William Thomson, était prête pour la vie. Il y avait des roches solides ou pulvérisées, de l'eau, une atmosphère échauffée et éclairée par un brillant soleil : c'était un jardin, attendant l'éclosion de la première plante.

Comment les choses alors ont-elles pu se passer? L'hypothèse de sir William Thomson, relatée par M. Bastian, est fort étrange ; la terre aurait été fécondée par contagion, par la chute d'un bloc, tombé de quelque vieux monde en ruines, qui lui aurait apporté des germes. Elle aurait reçu les germes de la vie, comme nous pouvons recevoir ceux de la fièvre typhoïde, auprès du lit d'un malade. Mais d'où venaient les germes qui étaient en cet autre monde? Ce n'est pas là répondre : et M. Bastian ne cite cette opinion qu'à titre de curiosité.

Il n'est pas beaucoup plus indulgent pour l'hypothèse de Darwin. Il commence par lui opposer l'objection suivante, qui ne laisse pas que d'être assez embarrassante.

Si toutes les espèces actuelles descendent en ligne directe des espèces rudimentaires, antérieures à l'époque cambrienne, comment expliquer l'existence de ces myriades d'organismes infimes, presque sans structure, que nous voyons aujourd'hui? D'où viennent les bactéries, les amibes, les torulas? « Si la matière vivante [1], dans

[1] P. 32.

les conditions où elle a été, et où elle est encore, est virtuellement capable de subir d'étranges changements, et de devenir de plus en plus compliquée; si du protoplasma informe (il faut dire informe, pour nos sens) tous les différents aspects de la vie ont été dérivés, comment se fait-il qu'une portion de cette même matière vivante soit restée depuis tant de siècles presque informe et sans structure? »

L'argument ne manque pas de force. Si la vie depuis l'origine du monde s'est perpétuée à travers toutes les espèces et tous les êtres, en suivant un progrès continu, d'où proviennent les êtres inférieurs qui existent aujourd'hui? Ceux-là ont donc échappé au progrès? Ils sont restés semblables à leurs misérables ancêtres? Et dans la lutte pour l'existence, qui assure la survivance du plus parfait, ces êtres imparfaits ont survécu? Non : il faut mieux reconnaître que tous les jours la matière arrive à l'état de vie inférieure; tous les jours de nouvelles sources jaillissant de la terre envoient aux fleuves un petit affluent; et de même tous les jours sortent de la terre des substances déjà animées, des êtres informes, jetés dans le torrent de la vie, appelés à opérer aussi leur évolution, et à s'élever lentement jusqu'aux formes les plus parfaites après des siècles de luttes et de transformations.

M. Bastian attaque l'hypothèse de Darwin à un autre point de vue. Les idées, les expressions religieuses, qui n'ont jamais épouvanté Darwin, ne sauraient lui agréer. On a vu comment le grand naturaliste anglais admet la croyance en un Dieu créateur. On retrouvera la même affirmation à la dernière page de son livre fameux : *the Generation of Species*. Il ne faut avoir aucune notion de l'œuvre de Darwin, pour l'accuser d'avoir voulu propager l'athéisme. Il enseignait seulement qu'au lieu de créer des espèces aux caractères immuables, Dieu a créé un seul être vivant, ancêtre unique d'innombrables familles qui devaient, suivant les lois de leur évolution, apparaître, croître, dégénérer comme le font les individus. Nous croyons que Dieu a créé la matière et l'a soumise à des lois, dont tous les phénomènes auxquels nous assistons, — phénomènes astronomiques, géologiques, chimiques, — ne sont que les applications répétées à travers les âges. De même Dieu, en créant l'être vivant, aurait fixé, une fois pour toutes, les lois de la vie; et la formation, la succession des espèces, ne seraient que des cas particuliers de ces lois.

Phraséologie mystique, dit M. Bastian. Sans doute le transformisme de Darwin et l'idée de la lutte pour l'existence sont conformes à la doctrine de l'évolution. Mais que peut-il entendre par la création d'un seul ou de quatre ou cinq prototypes? Autant

vaudrait nous conter l'histoire d'Adam et d'Ève[1]. Voici la vraie théorie évolutionniste : « Pour nous, déclare M. Bastian[2], la vie, dans les conditions actuelles du monde, est l'un des résultats naturels de la concentration croissante de notre antique nébuleuse. »

M. Bastian est plus satisfait de M. Spencer, qui, du moins, n'a pas besoin de l'hypothèse d'un Créateur. Mais il le met en contradiction avec lui-même, et lui prouve qu'il est contraint d'admettre la génération spontanée. Il lui pose, en termes précis, la question suivante : Avant l'apparition du premier être vivant, la matière est devenue de plus en plus complexe, jusqu'à former le protoplasma; puis ce premier vivant est apparu; puis ses descendants se sont succédé et se sont perfectionnés suivant les lois du transformisme. Telle est la doctrine. Mais cette première apparition de la vie, cette *archébiosis*, suivant l'expression de M. Bastian, ne s'est-elle manifestée qu'une seule fois? Pourquoi M. Spencer dit-il qu'il est plus probable que ce phénomène n'ait eu lieu que dans les premiers temps du monde? Pourquoi le professeur Huxley a-t-il nié, avec plus d'énergie que M. Spencer, la possibilité de l'*archébiosis* à l'heure actuelle? Pourquoi le phénomène, s'il a jamais eu lieu, ne se répéterait-il pas toutes les fois que la matière organique se trouve placée dans des conditions favorables à la vie?

« Vous nous enseignez, dit M. Bastian à Spencer et à Huxley, que des causes naturelles ont donné la vie à la matière et que le libre jeu des affinités chimiques a réalisé ce phénomène en continuant d'agir sur des substances déjà parvenues à un certain degré de complexité moléculaire; vous croyez que les substances simples, les substances minérales et cristallines, se constituent comme elles l'ont toujours fait; vous croyez que les substances complexes qui prennent des formes végétales ou animales se sont créées, au début, par des causes physico-chimiques, et qu'aujourd'hui encore elles se multiplient par l'effet des mêmes causes : et vous ne voulez pas que le protoplasma vivant se constitue aujourd'hui, comme à l'origine du monde, conformément aux lois éternelles de la nature!... Vous ne faites point de différence entre l'*origine* et l'*accroissement* lorsqu'il s'agit de substances cristallisables : pourquoi le faire, si vous croyez à l'évolution, lorsqu'il s'agit de substances vivantes[3]? »

Telle était la discussion engagée entre les partisans du même système philosophique. A notre avis, M. Bastian avait raison, et le système ne peut exister sans l'hypothèse de la génération spontanée. L'unité de la vie constatée pour tous les êtres que nous

[1] Bastian, *Origin of Life*, p. 12.
[2] *Ibid.*, p. 11.
[3] *Origin of Life*, p. 17.

connaissons, avancés ou non en organisation, nous autorise à croire que les êtres, inférieurs aux rhizopodes et encore inconnus de nous, vivent comme les autres. Rien ne sert de multiplier, en imagination, les intermédiaires. Le moment où une cellule vivante est apparue, douée de ces deux propriétés absolument étrangères à la matière morte, se nourrir et se reproduire, est un moment dont M. Herbert Spencer ne sait pas nous raconter l'histoire. Ajoutons que l'histoire telle que M. Bastian nous la raconte est contredite par les faits.

Quand M. Pasteur entreprit l'étude de la génération des infiniment petits, il eut pour principaux adversaires, en Angleterre, M. Bastian ; en France, M. Pouchet. Il ne s'agissait plus, comme au temps de Redi, d'envelopper de gaze un morceau de viande fraîche, pour empêcher les mouches d'y déposer leurs œufs. Pourtant le principe des expériences était toujours le même. Défenseur de l'*hétérogénie* (c'est le nom qu'il avait donné à sa théorie), M. Pouchet observait des liquides facilement corruptibles, le sang, le lait, l'eau de foin, le bouillon de viande; il voyait se multiplier les infusoires, les vibrions, les moisissures. M. Pasteur lui démontra que, lorsque les germes contenus en ces liquides avaient été tués par la chaleur, les liquides restaient purs. Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les expériences nombreuses par lesquelles M. Pouchet et M. Bastian furent convaincus d'erreur. Étant donné que les germes des êtres infiniment petits, ou ces êtres eux-mêmes, à l'état de vie latente, se conservent parmi les grains de poussière qui demeurent à la surface des objets solides, et que le moindre souffle d'air fait tournoyer dans l'espace; étant admis que ces poussières vivantes, à la rencontre d'un terrain propice, recommencent à proliférer, à se nourrir, à vivre; on comprend la fermentation, la putréfaction, la moisissure des liquides organiques. L'être, en se nourrissant, altère successivement la substance nourricière, absorbe certains produits, dégage des produits nouveaux. Si l'air est purifié et n'apporte aucun germe dans un liquide pur, aucun être vivant ne se montrera. Or l'air peut être purifié soit par la chaleur, soit par le passage à travers une substance filtrante, comme la bourre de coton. Dans les discussions qu'il eut avec M. Pouchet, puis avec M. Bastian, M. Pasteur prouva toujours que ses contradicteurs s'étaient fait illusion soit en ne purifiant pas leurs liquides de culture, soit en employant des vases aux parois desquels des poussières vivantes adhéraient encore, soit en ne filtrant pas convenablement l'air, au moment de son entrée dans les vases.

La nouvelle théorie fut appelée « théorie de la panspermie atmosphérique ». Le nom est mal choisi. L'atmosphère ne contient

pas partout des poussières vivantes; l'air n'est pas toujours chargé de germes. Les germes sont répandus sur la surface des objets solides, parfois entraînés par les eaux, parfois aussi enlevés par un coup de vent, comme les poussières minérales, et soutenus en l'air à peu de distance du sol. Dans ses parties élevées l'atmosphère est pure, l'air est dépouillé de tous ces objets que leur pesanteur retient près de la terre. M. Pasteur le prouva en répétant ses expériences sur de hautes montagnes. Le vrai nom est théorie des germes : sans un germe qui contient en puissance tout le *devenir* d'un être, et dont la puissance commence à entrer en action dès que le germe a rencontré un milieu favorable, jamais des êtres vivants ne se sont formés.

Il nous faut maintenant revenir à la théorie de l'évolution. Nous avons montré que ce système ne pouvait pas se passer du fait de la génération spontanée, et nous avons dit comment il avait été scientifiquement constaté que ce fait était faux. Montrons maintenant que, dans toute cette discussion, nous avons fait aux évolutionnistes la part beaucoup trop belle. Ils disaient, avec sir William Thomson : quand la terre, à la suite de son refroidissement, de sa concentration, des combinaisons de plus en plus complexes, intervenues entre ses éléments, est devenue prête pour la vie comme un jardin fécond attendant la première semence, alors l'être vivant est apparu. Quand des liquides organiques, exposés à l'air, échauffés par le soleil, ont été prêts à nourrir des cellules vivantes, alors des cellules vivantes se sont formées spontanément dans ces liquides. Mais les conditions de l'hypothèse sont inexactes. La terre végétale du jardin, l'humus n'est pas une matière minérale : c'est un amas de débris de plantes ou d'animalcules. Et ces liquides organiques, d'où proviennent-ils? De quelles veines, de quelles mamelles auraient coulé ce sang ou ce lait dans lesquels seraient nés les premiers vibrions? Ce foin coupé dont on fait des infusions, où apparaissent les bactéries et les kolpodes, où suppose-t-on qu'il ait pu croître? Erreur étrange! On veut expliquer la naissance du premier, du plus humble vivant, sur la surface du globe : et l'on recourt à des expériences dont la condition nécessaire est l'existence d'êtres vivants bien plus parfaits! On veut décrire l'origine de la famille : et cela n'est possible que si l'on a autour de soi les descendants de cette famille, les plus avancés en organisation. On prétend chercher l'auteur premier de la race, on veut nous faire assister à sa naissance : et on ne songe pas qu'on est allé se placer au milieu des cadavres et des débris de ses derniers rejetons. Si la génération spontanée était vraie, elle n'aurait lieu qu'au sein de la matière organique : or il n'y avait point de

matière organique en ce monde, avant qu'il n'y eût un être vivant. Nos adversaires sont pris dans un cercle vicieux.

Ils essayent de s'en échapper, et nous répondent que la chimie, en notre siècle, sans l'aide de la vie, a réussi à fabriquer quelques substances organiques. La chimie a entrepris de contrefaire l'œuvre de la vie. Autrefois, elle ne pensait qu'à détruire, à décomposer, à analyser. Aujourd'hui elle étudie les corps, en les refaisant. Elle entreprend la synthèse, au lieu de poursuivre toujours l'analyse; elle rapproche les éléments, au lieu de les séparer. Les beaux travaux de M. Berthelot et de M. Wöhler ont ouvert la voie : on a fait la synthèse de l'urée, de l'acide formique, de l'alcool éthylique. N'est-il point possible de supposer que, avant le refroidissement complet du globe et pendant le temps où ses matériaux réagissaient les uns sur les autres, de semblables synthèses se soient opérées? La vie réussit, sans effort et sans bruit, sous les rayons tempérés du soleil, à réduire l'acide carbonique et l'eau, à rapprocher le carbone et l'hydrogène. Longtemps la chimie a considéré de pareils résultats comme des contradictions aux lois de la matière minérale. C'étaient là, au point de vue chimique, des impossibilités. Aujourd'hui, au moyen de courants électriques et en portant les corps à des températures excessives, la science a imité quelques-unes des œuvres de la nature.

Ce sont là des arguments dont on aurait tort d'exagérer la portée. Il suffit, pour le montrer, de rappeler à grands traits les faits sur lesquels porte la discussion. La matière organique, prise dans le végétal ou dans l'animal, est formée de substances très complexes. Les plus complexes, celles qu'on peut regarder comme les produits supérieurs de la synthèse opérée par la vie, sont les sucres et les albumines. Les sucres contiennent les trois éléments : carbone, hydrogène, oxygène. Les albumines contiennent un quatrième élément, l'azote. Ces produits supérieurs sont soumis pendant la vie à une combustion lente; combustion activée par tout effort et toute dépense d'énergie. Les albumines complexes se dédoublent et se transforment en des albumines plus simples : la plus simple de toutes est l'urée, produit de sécrétion, déchet de la combustion vitale; et l'urée se dédouble elle-même en eau et en carbonate d'ammoniaque. La matière organique a ainsi fait retour au monde minéral. Les sucres subissent une série de décompositions analogues, et finissent par donner de l'acide carbonique et de l'eau. Quand l'animal est mort, ce sont les ferments microscopiques qui décomposent la matière organique : les albumines finissent aussi par se résoudre en eau et en carbonate d'ammoniaque; les sucres, avant la combustion complète, fournissent, suivant les fermentations

auxquelles ils sont soumis, de l'alcool, puis de l'acide acétique, ou bien de l'acide lactique et de l'acide butyrique.

Or les produits dont la chimie a opéré la synthèse sont toujours des produits de combustion, des débris, des déchets de l'être vivant, tels que l'alcool, l'urée, l'acide formique. Ce ne sont jamais les albumines à formule complexe, ni même les sucres, produits les plus parfaits de la synthèse vitale.

Existe-t-il une limite entre les produits organiques supérieurs et inférieurs? Est-il un caractère qui permette de séparer les uns des autres? Ce caractère a été déterminé, et cette limite, jusqu'à présent, n'a pas été franchie par les plus habiles chimistes. Les produits organiques supérieurs sont doués d'un étrange pouvoir. Dissous dans l'eau, et traversés par un rayon de lumière polarisée, ils font tourner d'un certain angle, soit à droite, soit à gauche, le plan de polarisation. Il y a une relation, fort imprévue, entre ce pouvoir des corps dissous et leur forme cristalline. Il existe des cristaux *droits* et des cristaux *gauches*, semblables entre eux, comme la main droite est semblable à la main gauche; mais qui ne peuvent pas davantage être superposés l'un à l'autre : le sens de la déviation de la lumière polarisée correspond au sens de la forme cristalline. Il faut supposer qu'après la dissolution d'un corps droit ou gauche, ses molécules disjointes sont encore dissymétriques. Telles les marches disjointes d'un escalier en vis : leur forme fait connaître si l'escalier tournait à droite ou à gauche.

Or tous les corps organiques supérieurs, les albumines, les sucres, la dextrine, la cellulose, sont ce qu'on appelle des corps actifs, doués du pouvoir de dévier vers la droite ou vers la gauche le plan de la lumière polarisée. Et jamais, par aucun artifice de laboratoire, il n'a été possible de préparer directement un corps droit ou un corps gauche. Malgré la synthèse de l'alcool, de l'urée, de l'acide formique, nous avons le droit de le dire encore : on ne fabrique pas, en dehors de l'être vivant, de matière organique. On ne contrefait pas l'œuvre de la vie. On ne saurait provoquer artificiellement la formation d'une cellule; on ne peut pas davantage reproduire les matériaux dont elle est faite. Les corps que l'on a su reproduire ne sont que les déchets de la vie, faisant retour à la matière inerte et déjà voisins des corps minéraux.

Ainsi donc, pour expliquer la première apparition de la vie en ce monde par la génération spontanée, il n'est point légitime de choisir comme matériaux de l'expérience le sang, le lait, le jus de raisin, l'infusion de foin. Il fallait attendre l'apparition des cellules vivantes au sein d'une solution de matières minérales;

car ces matières seules devaient exister au monde, avant la naissance de la première cellule.

Sans un germe, les matières même formées par la vie, tirées de l'être vivant, sont incapables de reproduire un autre être vivant; et à plus forte raison les matières minérales doivent rester stériles. Au contraire, si l'on dépose un germe même au sein d'une matière absolument minérale, il trouvera moyen de se nourrir et de proliférer. M. Pasteur a vu des levures et des moisissures se développer dans des milieux purement minéraux. M. Boussingault a ensemencé un haricot dans du sable calciné; il l'a arrosé avec de l'eau distillée, et le haricot a poussé : les deux petites feuilles qui sont sorties de ce sol aride ont fixé l'acide carbonique de l'air, absorbé le carbone, et, par l'action de la vie, se sont élaborés l'albumine, la cellulose, le sucre, et cette chlorophylle, cette matière verte qui donne à la plante sa couleur : toutes substances que la chimie est impuissante à reproduire, car rien n'imite l'œuvre de la vie, et rien n'y saurait suppléer. Il faut donc le reconnaître, la création du premier germe ou du premier être est la seule hypothèse admissible. Hors de là les suppositions les plus ingénieuses sont contredites par les faits.

J'ai lu, dans un petit traité de mythologie, une légende des Lapons sur l'origine du monde. Au commencement des âges coulait, à travers l'espace, un fleuve de feu; le fleuve peu à peu se concentra et se refroidit jusqu'à donner cet amas de glaçons qui est la terre. Jusque-là les sauvages, inventeurs de la légende, n'étaient pas loin de pouvoir s'entendre avec nos hommes de science. Mais, tout aussi embarrassés que M. Bastian pour expliquer l'apparition du premier vivant, ils racontèrent simplement qu'un beau jour un glaçon s'était mis à parler, et était devenu un homme. Ni l'*archébiosis* de M. Bastian, ni la doctrine de l'hémiorganisme, ni la lente évolution imaginée par M. Spencer, ne sauraient fournir, de ce grand problème, une solution beaucoup meilleure.

Il n'y a point de vie sans germe, et si des germes n'y avaient été créés, la terre, tempérée, humide et féconde, serait jusqu'à la fin des siècles demeurée stérile et déserte.

III

La vie est-elle, conformément à la doctrine de l'évolution, une transformation, un mode de la force motrice, comme la chaleur ou l'électricité? Non sans doute : la vie n'apparaît jamais sans un germe qui la contient en puissance. Elle agit sur les molécules de

la matière d'une façon que la chimie ne peut contrefaire, et opère la synthèse de substances qui ne se rencontrent que dans les corps vivants.

Cependant les phénomènes vitaux peuvent être soumis à l'observation et à l'expérience comme tous les phénomènes naturels. Les auteurs de nos traités de physiologie, presque unanimes à rejeter les vieilles idées vitalistes de Stahl et de Bordeu, disent avec raison que la vie n'est pas une sorte d'entité mystique. Il n'y a rien de mystique dans la vie. C'est une force : il faut bien l'appeler ainsi, puisqu'elle exerce son action sur la matière pondérable et qu'elle provoque certaines combinaisons entre les atomes.

Mon corps est fait de matière momentanément amenée à l'état de vie. Cette même matière aurait pu être amenée à d'autres états : elle pourrait être brûlante, ou lumineuse, ou animée d'un mouvement vibratoire. Les atomes qui constituent la matière vivante fourniraient, si la synthèse vitale n'avait eu lieu, d'autres molécules : des molécules d'eau, ou d'acide carbonique, ou d'ammoniaque. La matière vivante se résoudra bientôt en divers produits minéraux. Mon corps est pondérable, et ses éléments peuvent être analysés : c'en est assez. Il me faut reconnaître que la force qui l'anime est de celles dont l'observation et l'expérience permettent de déterminer les lois. Les lois de la vie sont mal connues, sans doute, et l'étude en est délicate; mais la méthode expérimentale, la méthode même qui a servi à l'étude des autres forces agissant sur la matière doit mener aussi cette étude à bonnes fins. Il est certainement possible de déterminer les conditions d'un phénomène vital, comme d'un phénomène calorifique ou lumineux. L'esprit ne conçoit pas que ces conditions ne soient un jour parfaitement connues, malgré l'extrême complication et la mobilité des phénomènes. La chimie physiologique saura un jour conserver la rigueur et la précision de la chimie minérale.

Gardons-nous de conclure de là qu'il puisse jamais devenir légitime de confondre les phénomènes physiologiques avec les phénomènes physico-chimiques proprement dits. Un savant de grand mérite, M. Marey, a écrit un livre intitulé : *la Machine animale*, où il s'efforcer de démontrer que, si les physiologistes d'autrefois ont pu tracer une limite entre le monde minéral et le monde vivant, la science d'aujourd'hui a détruit toute séparation entre ces deux mondes. Il répudie ces bizarres idées qui faisaient de la vie une sorte de puissance mystique, échappant aux lois communes qui régissent la pesanteur et la chaleur. Il rappelle que les manifestations les plus diverses de la force partent du même principe; que la même énergie peut se présenter sous des formes très dif-

férentes, avec des effets dissemblables; il cite l'expérience fameuse qui consiste à tirer à volonté d'une pile électrique soit le mouvement, soit la chaleur, soit enfin l'agitation moléculaire rendue sensible par la séparation des éléments de l'eau. Ainsi a été établi le principe fondamental de l'unité de la force. Non seulement on a prouvé la possibilité de transformer la force, mais on a montré que la force se transformait en entier; on l'a mesurée sous ses diverses formes, et on a trouvé qu'une somme d'énergie calorifique répondait à une somme donnée d'énergie motrice.

Mais entre le mouvement, la chaleur ou la lumière et la vie, on chercherait en vain une commune mesure. Nous l'avons déjà montré : il faut chercher dans le monde physique les conditions, non les causes de la vie; et rien ne peut être comparé au principe d'activité qui réside dans le germe.

La vie est donc une force d'un genre particulier, et non une transformation des autres forces de la nature. Une hypothèse nous fera bien comprendre. Supposons un instant que le principe de l'unité des forces ne soit pas vrai, et qu'il y ait quatre agents appelés mouvement, chaleur, lumière, électricité, irréductibles l'un à l'autre et produisant chacun un effet distinct. Nous dirions : la vie est un cinquième agent qui n'est ni plus ni moins mystique que les quatre premiers. On a prouvé la transformation, la substitution possible des quatre premiers. Le mouvement, la chaleur, la lumière, l'électricité sont quatre effets d'une même cause, quatre aspects d'un même agent. Mais on n'a rien prouvé pour le cinquième. Les phénomènes vitaux diffèrent de tous les autres phénomènes. Nous aurons donc le droit de dire : il y a deux forces capables d'agir sur la matière, la force qui produit le mouvement sous ses différentes formes, et la force qui produit exclusivement la vie. Ce sont deux forces physiques sans doute, mais irréductibles l'une à l'autre; et on pourrait appeler l'une force motrice, et l'autre force vitale.

Maintenant une question se pose devant nous : où commence la vie, et, dans l'être qu'elle anime, quel est son rôle et quelle est sa place particulière? Et d'abord est-il plusieurs espèces de vies, à l'usage des végétaux ou des animaux, des êtres vivants inférieurs ou supérieurs? Non, la vie est une; malgré la prodigieuse variété d'aspects des animaux et des végétaux, il y a une propriété commune à tous, qui nous fait dire qu'un être est vivant ou ne l'est pas. Nous ne saurions nous y tromper. Lamarck disait : « Les facultés qui sont communes à tous les corps vivants n'exigent point d'organes particuliers pour les produire. » Cette faculté, commune à tous, petits et grands, pouvant se faire entendre aux

muets, doués de la puissance de se mouvoir ou destinés à végéter sur place, c'est la vie : quelles sont ses manifestations propres, et où devons-nous l'étudier?

La vieille erreur mythologique qui confondait l'idée de mouvement avec l'idée de vie a laissé des traces profondes dans les habitudes d'esprit et dans le langage même des peuples. La vie, c'était le mouvement; la mort, c'était le repos. Pour les premiers physiologistes, le jeu des poumons aspirant l'air, la vigueur des bras et des jambes, le battement du cœur, la course du sang dans les veines, étaient les seules manifestations de la vie. Ils espérèrent en pénétrer le secret, en déterminant la forme et le mécanisme des organes par lesquels tout ce mouvement s'accomplissait.

Claude Bernard a répondu aux anatomistes par quelques belles comparaisons qui font bien comprendre sa pensée.

« L'anatomie descriptive, disait-il quelquefois, est à la physiologie ce que la géographie est à l'histoire. » Elle vous indique des noms et des emplacements, comme un géographe vous jette des noms de Londres ou de Pékin, avec la latitude et la longitude. Songe-t-il qu'en ce moment même, dans chaque maison de ces villes colossales, il y a des pleurs ou des joies, des affaires négociées, des projets conçus, des succès, des ruines, des deuils, des naissances? Ce n'est pas son affaire...

Une autre comparaison, que Claude Bernard aimait à citer, était du vieux chirurgien Méry : « Les anatomistes, disait Méry, sont des commissionnaires qui courent les rues : les maisons leur sont fermées et ce qui s'y passe est un secret pour eux. » Le *Fantasio* d'Alfred de Musset, en cela semblable à la plupart des hommes (car au fond tout le monde se connaît bien), prétend connaître son esprit comme sa ville natale : il s'est enivré dans tous les cabarets, il a causé dans tous les salons, il s'est agenouillé dans toutes les églises, il s'est vautré dans tous les mauvais lieux. C'est la cité de l'esprit qu'il a pu connaître, éclairé par cette lumière donnée à tous qu'on appelle la conscience. Mais il n'y a point de conscience physiologique, et de la cité de notre corps, la plupart ne connaissent même pas les rues, sans parler du secret des maisons. Quelle étrange ignorance! La conscience psychologique était intuitive et prime-sautière; celle du corps pourrait être appelée une conscience *a posteriori*. Dans cette cité du corps, nous sommes restés longtemps déroutés et perdus, distinguant à peine les quartiers divers, frappant aux portes et ne recevant point de réponse, étrangers chez nous-mêmes. Après des siècles d'expériences et d'observations, nous avons conquis la connaissance du plan général de notre être, c'est-à-dire de

la disposition et de la manière de fonctionner de nos organes. Nous pensions arriver aux sources mêmes de la vie. Mais il faut pousser plus loin.

Le travail des organes est mis au service de la vie, mais ne constitue point la vie. Ma main saisit un aliment et le porte à ma bouche. Mes dents le broient, et il est envoyé à mon estomac. Mon estomac, mes intestins, digèrent l'aliment; il y devient soluble, puis il est absorbé, lancé dans le torrent circulatoire. Mon sang, poussé par la pompe foulante du cœur, parcourt toutes les parties de mon corps, apportant l'eau, la nourriture et l'air qu'il est allé chercher dans les poumons. Tout ce travail n'a eu pour objet que de mettre les dernières parties de mon être en relation, en cours d'échanges avec le monde extérieur.

Combien d'êtres vivants ne disposent pas de tous ces appareils, et cependant, plongés dans un milieu où ils trouvent les trois éléments nécessaires, eau, nourriture, oxygène, vivent de la même vie que l'animal supérieur, muni d'organes! Quelques êtres organisés peuvent même être privés de leurs organes sans mourir. Un batracien possède des poumons et son sang circule; cependant on peut le vider de tout son sang et lui enlever ses poumons sans le tuer; il respirera par l'épiderme comme une plante. Un mammifère même respire aussi par l'épiderme : un muscle coupé, séparé de l'organisme, continue à absorber de l'oxygène, à produire de l'acide carbonique. M. Claude Bernard avait exposé toutes ces idées à l'un de ses cours. Il résumait sa pensée et la rendait saisissante au moyen d'une troisième comparaison encore tirée des villes.

Paris, disait l'éminent professeur, a besoin de routes, de canaux, de rivières qui lui apportent le bois, le vin, les viandes, les grains. Mais ces routes, ces canaux, ces rivières, nécessaires à Paris, ne sont point Paris. Tels sont les organes; ce sont des auxiliaires, des accessoires. C'était là répéter, en la mettant au niveau des connaissances actuelles, la vieille fable *les Membres et l'Estomac*. Seulement, avec les bras et les jambes, il faudrait aujourd'hui compter, parmi les simples serviteurs de la vie, le cœur, les poumons, le système nerveux et l'estomac lui-même.

Bichat, cessant de chercher le secret de la vie dans la disposition et le jeu des organes, étudia les propriétés des tissus, et en donna la classification. Il distingua deux formes de la vie.

« La vie nous offre, disait-il[1], deux modifications remarquables. L'une est commune au végétal et à l'animal; l'autre est le partage spécial de ce dernier. Jetez en effet les yeux sur deux individus

[1] *La vie et la mort*, chap. 1er.

de chacun des règnes vivants, vous verrez l'un n'exister qu'au dedans de lui, n'avoir avec ce qui l'environne que des rapports de nutrition ; naître, croître et périr, fixé au sol qui en reçut le germe; l'autre allier, à cette vie intérieure dont il jouit au plus haut degré, une vie extérieure qui établit des relations nombreuses entre lui et les objets voisins, marie son existence à celle de tous les autres êtres, l'en éloigne ou l'en rapproche suivant ses craintes ou ses besoins, et semble ainsi, en lui appropriant tout dans la nature, rapporter tout à son existence isolée.

« On dirait que le végétal est l'ébauche, le canevas de l'animal, et que, pour former ce dernier, il n'a fallu que revêtir ce canevas d'un appareil d'organes extérieurs propres à établir des relations. »

Au-dessous de ces lignes, Magendie écrit en note : « Il s'en faut bien que cette division entre les animaux et les végétaux soit aussi tranchée qu'on le suppose ici [1]. »

Cependant Bichat n'établit pas de distinction tranchée, puisqu'il suppose que les deux règnes possèdent un fonds commun. A ses yeux, l'animal parfait ne fait qu'allier un certain mouvement extérieur à sa « vie intérieure », qui est celle du végétal.

Claude Bernard, l'illustre élève de Magendie, dans ses leçons de physiologie générale, reprenait souvent la thèse de l'unité de la vie. Contrairement à des opinions reçues, il montrait que les plantes respirent comme les animaux. Priestley avait enfermé des souris dans une atmosphère confinée où elles étaient mortes, après avoir consommé tout l'oxygène disponible : dans cette atmosphère impropre à la vie animale, il avait introduit des pieds de menthe qui s'étaient fort bien portés. De ses expériences et de celles de Lavoisier, on avait conclu que les animaux absorbaient l'oxygène et produisaient l'acide carbonique; tandis que les plantes fixaient le carbone de l'acide carbonique et mettaient en liberté l'oxygène. Ce fut une grande satisfaction pour les esprits portés à chercher les causes finales de la nature. Les deux règnes se corrigeaient l'un l'autre, et les végétaux étaient les épurateurs de l'atmosphère infectée par les animaux.

Les expériences de Ingenhouz et de Claude Bernard lui-même, sur la respiration des végétaux ne sont pas venues contredire ce système. Mais elles établirent deux points. D'abord les végétaux ne fixent le carbone de l'air que sous les rayons directs du soleil : la lumière diffuse ne suffit pas à provoquer ce phénomène. En second lieu, les végétaux, le jour comme la nuit, exhalent l'acide carbonique. En sorte que la propriété de fixer le carbone est pour

[1] Magendie, notes à l'édition, de 1822, *La vie et la mort*, p. 6.

eux un moyen de se nourrir plutôt que de respirer, et qu'en somme ils respirent à la manière des animaux. Encore cette propriété nourricière appartient-elle aux seuls végétaux munis de la teinture verte appelée chlorophylle, teinture que tous les végétaux ne possèdent pas, et que certains animaux possèdent. La barrière élevée entre les deux règnes est ainsi renversée et l'unité de la vie apparaît.

Mais où donc étudier la vie? Bichat, le premier, avait eu le mérite de reconnaître que l'organe n'était pas l'agent direct de la composition de l'animal. Faut-il la chercher avec lui dans les propriétés du tissu, dans les fonctions de ces vingt et un tissus qu'il distingue dans l'animal supérieur? C'est pénétrer plus loin dans le problème : ce n'était pas le pousser à bout, car le tissu n'est pas le dernier élément histologique de l'animal.

M. Claude Bernard et les physiologistes de son école, ceux qui ont réuni les deux règnes animal et végétal en un seul règne vivant ne se sont pas contentés, comme Bichat, d'observer les fonctions des tissus. Ils ont remarqué que tous les tissus étaient formés de *cellules*, et c'est dans la cellule qu'ils ont cherché le secret de la vie.

Ainsi considérée, la vie est la même partout. Dans les êtres supérieurs, il existe comme des colonies de cellules, formant les tissus, les organes, les appareils disposés et différenciés suivant des lois héréditaires. Chez les espèces inférieures, les cellules apparaissent isolées.

La physiologie a été ainsi amenée à faire l'objet de sa principale étude des êtres infiniment petits.

Pour bien connaître la vie, il a fallu et il faudra l'étudier chez eux. Sous ses formes parfaites, la vie n'est qu'un accident à la surface de la terre; la vie répandue dans les espèces inférieures joue un rôle immense dans la nature. Les infiniment petits sont les agents les plus actifs de la circulation du carbone et de l'azote, soit qu'ils décomposent la matière organique morte, soit qu'ils s'attaquent aux vivants pour les détruire. Ces poussières vivantes sont mêlées souvent aux poussières minérales, mais elles s'en distinguent par la faculté de se nourrir et de se reproduire dès qu'elles rencontrent un milieu favorable. Quand les conditions sont mauvaises, leur vie latente demeure en elles. Ces êtres décomposent le sucre, la cellulose formée dans les végétaux. Ils décomposent aussi les cadavres des animaux. Ils peuvent enfin même attaquer l'organisme des vivants, et les faire mourir; mais leur virulence est variable, et lorsque ces êtres, artificiellement atténués et rendus inoffensifs, ont été cultivés dans l'organisme d'un animal, ils lui font subir

une modification telle, que l'animal reste désormais réfractaire aux atteintes du même virus.

Enfin, ces êtres, qui sont les derniers parmi les vivants, n'apparaissent jamais sans un germe; ils ne naissent point spontanément. Combien de conséquences ont résulté de ces découvertes, pour l'industrie, pour la médecine, pour la philosophie naturelle! L'industrie n'a plus à craindre les accidents qui venaient gâter le vin, la bière, le vinaigre, si elle a su employer les ferments convenables et garantir ses produits des germes malfaisants. La médecine devra bientôt reconnaître que les maladies contagieuses n'apparaissent pas sans que des poisons vivants, des virus aient été importés; ou du moins sans que ces virus, d'abord atténués et inoffensifs, aient rencontré des conditions de développement de nature à leur faire retrouver leur virulence.

Enfin l'école de philosophie qui cherchait à généraliser outre mesure les formules de la science et à expliquer par le jeu des forces physiques toute l'évolution de l'univers, est arrêtée dans le cours de ses démonstrations; le livre de l'évolution est interrompu dès l'un des premiers chapitres.

Tout un monde vivant, monde fécond en surprises, a été aperçu dans le champ du microscope. Depuis Leuwenhœck, qui, dès le dix-septième siècle, muni d'instruments imparfaits, commençait ses investigations, jusqu'à Schwann, Cagniard de Latour, et les micographes de notre siècle, combien de mystères ont été expliqués! Il était réservé à M. Pasteur de pénétrer plus avant que tout autre dans ce nouveau monde, d'en définir les lois, d'y reconnaître les diverses espèces vivantes, par leurs formes et leurs fonctions physiologiques; car ces êtres, qui ne sont que des cellules isolées, sont différents d'aspect et jouent des rôles divers dans la nature.

Si l'on prend une goutte d'un liquide qui fermente ou qui se putréfie à l'air libre, le microscope y fera découvrir des myriades d'êtres vivants. En forme de bâtonnets, de sphères ou d'ovales, ils pullulent rapidement, formant des grappes ou des chapelets qui se rompent et se rétablissent. En quelques heures on voit une cellule fille sortir de la mère : elle est d'abord presque imperceptible, mais elle atteint bientôt les dimensions de la première. Le chimiste abandonne à l'évaporation un liquide minéral; il retrouve des cristaux de forme déterminée. Le physiologiste livre aux poussières de l'air une solution organique parfaitement limpide : au bout de quelques jours, elle est trouble, parfois couverte d'un voile visqueux, souvent envahie par des efflorescences vertes; et s'il l'examine au microscope, il découvre les longues lianes et les grappes du penicillium, les sphères et les ovales des torulas et des levures,

les vibrions, petits bâtonnets qui s'agitent et se déplacent agilement. La surprise est la même, mais l'impression est bien différente, car l'aspect de la matière varie, suivant qu'elle se conforme aux lois rigides et géométriques de la force physique, ou qu'elle a reçu l'impulsion de la vie.

La cellule, quelle qu'en soit la forme, se compose de l'utricule et du protoplasma. C'est ainsi qu'on appelle le contenant et le contenu. Le contenant est fait d'une matière très résistante, la *cellulose*, matière composée de carbone, d'hydrogène et d'oxygène, assez voisine, par sa composition chimique, de l'amidon et des sucres, mais tout à fait insoluble. La cellulose fournit les fibres résistantes des tissus végétaux et animaux. En industrie, on l'isole, on la débarrasse des graisses ou des albumines; on fait du cuir de la cellulose animale; du fil, du papier, de la cellulose végétale.

Le contenu de la cellule, le protoplasma, c'est la matière vivante. Le protoplasma, substance de composition chimique mal définie, contenant toujours de l'hydrogène, de l'oxygène, du carbone et de l'azote, généralement un peu de soufre et de fer; quelquefois nommé *protéine*, à cause de ses variations qui échappent à l'analyse; enfin, absolument rebelle à prendre la forme géométrique du cristal, le protoplasma se nourrit et se reproduit. Dans un *milieu* favorable, c'est-à-dire au sein d'un liquide alimentaire et avec la température voulue, le protoplasma emprunte aux substances environnantes les éléments qui lui conviennent et en rejette le résidu.

Le protoplasma peut être nu ou enveloppé de cellulose. Les sondeurs anglais ont ramené d'une profondeur de 5000 mètres une matière gélatineuse informe, qui se nourrissait et se reproduisait. M. Hæckel a appelé *bathybius* cet être vivant, le dernier de l'échelle, ce dont on a voulu conclure qu'il était le plus ancien. Le bathybius n'est plus seul à présent : on lui a constitué une famille de *protozoaires*, peu nombreuse à la vérité et différant entre eux par des caractères peu saillants.

Chez les infusoires, le protoplasma est aussi privé de toute enveloppe. L'*amibe* est une masse gélatineuse, homogène, amorphe. Cet être infime paraît cependant capable de se mouvoir spontanément. L'amibe émet des prolongements, des pseudopodes, les accroche aux obstacles qui se présentent et attire son corps à la remorque. La *sarcomonade* est une sphère munie d'un long cil vibratile, qui est un véritable organe de locomotion. Même sans être encaissé dans la cellulose, le protoplasma peut prendre une forme vague et présenter une ébauche d'organisation.

Le protoplasma : voilà donc, dans les êtres infiniment petits qui sont des cellules isolées et dans les êtres parfaits qui sont des

agglomérations, des colonies de cellules différenciées; voilà la matière douée de vie. Et par ce mot, il faut entendre que les molécules de cette matière sont dans un état tout à fait particulier et inimitable, animées d'un mouvement impossible à transformer en aucun autre, à confondre avec aucun autre. Ce mouvement, cette force unique en son genre leur permet de se nourrir et de se reproduire, en accumulant et en conformant à leur image les éléments de certains corps voisins. Il se fait un travail de synthèse de la substance organique, un travail de construction de la cellule et du tissu, qui est le propre de la vie. Nutrition et reproduction, tels en sont les caractères. Nous les retrouvons partout les mêmes, du haut en bas de l'échelle des êtres, chez le plus parfait animal, comme chez le plus humble microbe. Et nous avons montré que, dans le domaine particulier de la vie, les résultats qu'elle fournit lui appartiennent exclusivement et qu'en l'état présent de la science, les forces physiques et chimiques utilisées dans les laboratoires sont incapables de contrefaire ses effets ou ses produits.

Mais l'être vivant ne fait pas que se nourrir et se reproduire : il s'use et il se détruit; il ne fait pas que vivre, il meurt tous les jours. En lui rien n'est stable ni définitif. En même temps que s'opère la synthèse de la substance vivante, l'analyse commence. La matière amenée par la vie au degré de complexité qui la rend propre à réparer nos muscles et à renouveler notre sang se brûle et retourne peu à peu à l'état minéral. L'édifice élevé et entretenu par la vie se consume lentement dans l'oxygène : il est soumis aux attaques de la force physique environnante, de cette force qui s'agite au sein de la matière morte. L'albumine se dédouble et se résout en urée; l'eau et l'acide carbonique, derniers produits de combustion, s'exhalent du corps.

Observez un amas de petits cristaux solubles, imbibé d'eau par capillarité : vous le voyez se déliter et s'atténuer jusqu'à disparaître. Supposez que cet objet soit doué de la faculté de regagner ce qu'il perd et de se nourrir aux dépens même du liquide qui le dissout. Telle est la force vitale luttant contre la force physique; et en l'expliquant ainsi, on peut adopter la belle définition de Bichat : « La vie est l'ensemble des fonctions qui résistent à la mort. »

La résistance diminue, la décomposition est activée par tous les genres de travail. Une marche, une lutte, un effort quelconque presse la combustion, amène une perte de carbone accompagnée d'un rayonnement de chaleur, et une perte d'azote sous forme d'urée. On a soutenu même qu'un travail intellectuel augmentait la sécrétion de l'urée. Il n'y a point de travail sans dépense. Il est vrai que la dépense, quand elle n'est pas excessive, est suivie d'une

plus active réparation. Le muscle exercé se développe et s'endurcit : après que la substance vivante a été usée par le travail, la vie, si l'individu est jeune et ne commet point d'excès, refait son œuvre plus puissante et plus vigoureuse.

Voici donc deux phénomènes opposés : la construction et la destruction, la synthèse et l'analyse. Par le premier, les matériaux tirés du monde minéral : eau, acide carbonique, ammoniaque, ont formé les substances organiques supérieures, les albumines et les sucres. Par le second, les substances organiques ont fait retour au monde minéral, et l'eau, l'acide carbonique, l'ammoniaque, ont reparu.

Nous devons établir ici une distinction essentielle. Quand nous disions que la vie est une force unique en son genre, dont aucun artifice chimique ne saurait contrefaire l'ouvrage, nous ne parlions que du premier phénomène, le phénomène de synthèse. Faire la synthèse de la substance organique, emmagasiner la chaleur et la force à l'état latent, voilà qui n'appartient qu'à la vie. Mais la combustion de la substance, avec dégagement de chaleur et production d'acide carbonique et d'eau, est un phénomène chimique, ce n'est plus un acte vital : l'usure de ce que la vie a créé ne lui appartient plus et n'est plus de son fait; il faut reconnaître là des effets chimiques et mécaniques.

On pourrait donc déterminer, à proprement parler, dans l'être vivant, le domaine de la vie et le domaine de la machine.

La synthèse appartient à la vie; il faudrait dire les synthèses, car il y en a deux : celle de la substance, celle dont nous nous sommes occupé seulement jusqu'ici; puis celle de la forme. La première est inimitable : on ne fabrique ni albumine ni sucre. La seconde, celle de la forme héréditaire, celle qui fera que du germe microscopique sortira un être semblable à ses parents, confond encore plus la raison. Pourquoi ce germe donnera-t-il naissance à un chêne et cet autre, à un frêle arbuste? Pourquoi, si nous prenons l'être adulte, cette même viande, absorbée par un homme ou par un chien, va-t-elle revêtir la forme humaine ou prendre celle du chien! Il y a une forme idéale, une sorte de moule invisible à l'avance, auquel l'œuvre de vie se pliera. Il ne faut rien voir là de mystérieux et de supérieur à la nature; mais il faut bien constater des phénomènes étrangers à toutes les lois de la physique et de la chimie.

Mais passons au second ordre de phénomènes, aux phénomènes d'analyse et de destruction du corps vivant : ici l'œuvre par la substance se décompose et, d'autre part, la forme disparaît. On rentre dans le domaine de la physique et de la chimie, ou, si l'on veut, de la machine animale.

Claude Bernard distinguait le poison des organes, qui déchire les tissus et brise la machine, comme l'arsenic; et le poison de la vie, qui engourdit la cellule et tarit la source de son énergie : ce poison, est le chloroforme. Claude Bernard l'appelait aussi le réactif de la vie.

Bichat avait distingué la vie végétative et la vie organique ou vie de relations avec l'extérieur. La distinction est maintenue : mais c'est la vie végétative seulement que l'on doit proprement appeler la vie; le reste n'est qu'un travail physico-chimique. Tous les rapports de l'animal avec l'extérieur, exigeant une dépense de la substance accumulée, une décomposition et une déformation de la matière organique, doivent être comptés parmi les phénomènes physico-chimiques. C'est au moyen de machines véritables que se manifeste la vie de relations.

« Un double mouvement s'exerce, disait aussi Bichat. L'un compose sans cesse, l'autre décompose l'animal. » C'est le travail vital qui compose, et ce sont les forces physico-chimiques qui décomposent; elles produisent, en consumant l'œuvre de la vie, la locomotion, la chaleur, le son, et tout le travail de relation avec l'extérieur, accompli par les organes.

Tous ces appareils compliqués que possède l'être supérieur pour apporter à la cellule vivante l'eau, l'oxygène et la nourriture, sont des machines. Il y a production de chaleur par la combustion respiratoire et production de force motrice. Tous ces autres appareils par lesquels l'être supérieur communique avec ses semblables, et qui lui permettent de proférer un son, de se déplacer lui-même ou de saisir un objet, sont aussi des machines.

Quand M. Marey a écrit son livre intitulé : *la Machine animale*, le titre était parfaitement légitime, au moins pour la partie où il traite des moyens de locomotion des animaux. Il paraît considérer l'extérieur plutôt que le dedans de la machine. Les aiguilles de la montre, les roues de la locomotive, semblent l'intéresser plus que les échappements des cylindres ou les tiroirs de la chaudière. Il ne s'appesantit point sur la pompe foulante du cœur, le soufflet des poumons, les fils conducteurs du système nerveux; ce sont ces leviers appelés bras et jambes qui attirent particulièrement son attention : leurs mouvements combinés, leurs *allures*, sont décrits et mesurés par lui avec un soin minutieux. Ce sont bien là des machines, et comment n'en serait-ce pas?

Qu'appelle-t-on une machine? Un appareil qui utilise la force physique suivant les lois de la mécanique. Et comment la vie de relation avec le monde physique pourrait-elle avoir lieu sans l'emploi de la force physique et sans l'application des lois de la méca-

nique? Le corps vivant est un objet pondérable, soumis aux mêmes lois que tout autre objet non doué de vie. Si je me jetais de cette fenêtre, ma chute serait identique à celle d'un bloc de pierre ou de bois ayant la même masse et subissant la même attraction. Si ma main enveloppe le réservoir d'un thermomètre, elle fait monter la colonne de mercure, comme le ferait l'approche d'un foyer de même température et de même conductibilité. Je parle : puis-je proférer un son sans provoquer une vibration de l'air. Je mange : et il faut que mes aliments m'arrivent sous forme liquide; est-il d'autre moyen que de les broyer, procédé mécanique, et de les dissoudre, procédé chimique?

Il n'est qu'une machine qui puisse agir sur d'autres machines. Or j'ai le droit d'appeler machines tous ces objets matériels et pesants qui m'entourent; je ne puis entrer avec eux en relations sans être une machine moi-même. Il le faut; et je le suis toutes les fois que je veux agir sur le monde extérieur. Mais alors je ne vis pas; je brûle, je consume la substance accumulée en moi par la vie.

Ainsi doit se restreindre le domaine de la vie dans l'être animé. La création appartient à la vie. L'usure et la décomposition sont du domaine de la physique et de la chimie.

Et ainsi s'explique la belle parole de Claude Bernard : « La vie, c'est la mort. » Ce n'est point là un paradoxe. Ce que l'homme appelle la vie, c'est-à-dire le mouvement, le travail, c'est la destruction des éléments que sa vie a réunis : c'est, à proprement parler, sa mort. Toutes les actions volontaires ou non, qui sont accomplies par l'être organisé et le mettent mécaniquement en rapport avec le monde extérieur, l'usent et le consument. N'appelez pas vie la marche, la lutte, les cris ou la parole, les gonflements de la poitrine aspirant l'air, même les battements du cœur et des valvules artérielles, la course interrompue du sang. Ces manifestations, privilège du petit nombre, inconnues chez tous les êtres rudimentaires, ne s'opèrent qu'aux dépens de la substance accumulée.

Ne soyons pas surpris quand on nous démonte la machine animale, et qu'on nous fait voir en nous-même des canaux, des pompes foulantes, des soufflets, des fourneaux d'oxydation, des rames, des leviers. Tous ces engins ne sont pas l'être vivant; ils sont autour de lui et s'alimentent de ses ruines. La vie est une force unique et irréductible, mais elle n'est pas ce que l'homme a dû penser d'abord. C'est la mort qui marche, qui lutte, qui pousse des cris. La vie opère dans le silence et le secret.

Denys Cochin.

LE MAL DU PAYS[1]

XVIII

Cette fois ce ne furent pas seulement des mois, mais des années qui s'écoulèrent.

Noël avait terminé ses études; non pas sans doute des études complètes que son âge et ses débuts tardifs ne comportaient point, mais telles cependant qu'elles pouvaient suffire à lui faire obtenir un diplôme et à lui permettre d'entrer dans une carrière quelconque. Il avait déployé pour cela, non seulement des aptitudes naturelles et l'application dont il avait fait preuve dans son enfance, mais encore toute l'ardeur que lui inspiraient ses nouveaux projets d'avenir. Ses condisciples ne le reconnaissaient pas. Ce n'était plus le garçon naïf, arrivant de son village et laissant lire candidement dans son cœur. Il était devenu grave et même taciturne, s'isolant de tous et travaillant avec une obstination entêtée. On pouvait facilement deviner en lui une idée fixe qui le soutenait et le faisait redoubler d'efforts, mais cette idée, il ne la communiquait à personne. Du reste, s'il avait moins de camarades, il avait aussi moins de ses anciens railleurs que cet air réservé et froid déconcertait. Il était resté jusqu'alors une sorte de grand enfant; ses chagrins récents et ses desseins secrets en faisaient presqu'un homme.

Lorsqu'il eut passé victorieusement son examen, il s'empressa d'en faire part à M. Arnould, et il attendit sa réponse avec curiosité, mais avec confiance. Il ne doutait pas que son père, se départant enfin de la réserve et du mystère dont il s'était enveloppé jusqu'alors, n'eût un mouvement spontané du cœur et ne lui fît enfin connaître les brillants projets qu'il avait formés pour lui : en un mot, il se croyait sur le point de réaliser toutes ses espérances.

Sa surprise et sa déception furent d'autant plus profondes en lisant la lettre du prudent professeur. Sans doute, celui-ci le félicitait de son récent succès, mais il ne lui dissimulait pas que ce n'était encore là qu'un premier degré, après lequel il lui en restait beaucoup d'autres à franchir. Si le retard de son instruction pre-

[1] Voy. *le Correspondant* des 25 décembre 1884, 10 et 25 janvier, et 10 février 1885.

mière se trouvait ainsi réparé en partie, il avait encore de grands efforts à tenter pour en rétablir complètement le niveau. Le champ des études sérieuses ne faisait que s'ouvrir devant lui, et il devait s'armer, pour le parcourir tout entier, d'une énergie d'autant plus grande que les faibles ressources dont il disposerait en augmenteraient encore pour lui les difficultés. Assurément son protecteur ne refusait pas de lui venir encore en aide, comme il l'avait déjà fait, dans la mesure de ses propres moyens, mais c'était surtout sur lui-même que le jeune homme devait compter, imitant en cela l'exemple de celui qui lui écrivait. Car, lui aussi, né de parents pauvres, il avait dû se suffire, et ce n'était qu'en professant d'abord dans une classe infime et en menant de front les devoirs du maître avec ceux de l'étudiant qu'il avait pu compléter son éducation et s'élever insensiblement dans sa carrière. Il ne doutait pas que le chef de l'institution, qui était son ami et auquel il en faisait la demande, n'offrît au nouveau bachelier une position qui lui permettrait d'achever ses études, tout en gagnant modestement sa vie.

En terminant cette lecture Noël s'aperçut qu'il tombait du haut de ses illusions dans la réalité, et cette réalité lui sembla bien triste. Il ne protesta point pourtant; ses dernières épreuves l'avaient rendu trop résigné, et en même temps trop fier pour cela. Il accepta la position qui lui fut faite par le maître de pension. C'était celle de surveillant et de répétiteur des élèves les plus faibles et les plus attardés. Moyennant les heures données à ses nouvelles fonctions, il achetait la liberté de celles qu'il consacrerait à ses travaux personnels. Combien cette existence différait de celle qu'il avait rêvée, et comme il était loin du but qu'il s'était flatté d'atteindre en peu d'années, dans son ignorance de la vie!

Il ne pouvait s'empêcher de comparer la carrière dont on l'avait détourné, et à laquelle il avait fini par renoncer lui-même comme étant trop modeste et trop triste, avec celle qui était offerte à son ambition, et la comparaison n'était pas à l'avantage de cette dernière. Il n'avait pas à montrer à lire à des enfants de village ignorants et timides, mais à lutter contre le mauvais vouloir et la paresse de jeunes gens abrutis par dix années de collège. Pouvait-il se trouver plus heureux, surtout quand il considérait qu'à Savigny il aurait vécu dans le pays qu'il aimait, avec des gens dont il se savait aimé, auprès de Denise, qui lui aurait adouci tous les ennuis; tandis qu'à Paris il se sentait environné de l'indifférence universelle et de la malignité de ses élèves, n'ayant pour confidente et pour amie qu'une étroite cellule sous les toits, où il vivait tristement, en compagnie de sa lampe et de quelques livres? Et c'était là le résultat de tant d'efforts et d'espérances avortées!

Encore s'il avait eu un but précis, une ambition bien définie, cette pensée secrète aurait pu le soutenir dans la lutte; mais il ne voyait devant lui aucune voie qui pût lui abréger le chemin et le rapprocher du but : son âge lui interdisait de penser à aucune école du gouvernement; l'exiguïté de ses ressources lui défendait de tenter une carrière libérale; il restait donc enfermé à jamais dans l'instruction publique, pour laquelle il n'éprouvait aucun enthousiasme, et encore se voyait-il soumis à des devoirs humiliants et d'un ennui écrasant, sans espoir, par la faute de son instruction incomplète, de s'y ouvrir jamais un brillant avenir. Toutes ses espérances sombraient donc à la fois. Il ne pouvait même faire connaître à Denise la cause de son silence, car tous ses liens avec le pays étaient rompus. Et cependant il aurait voulu lui dire : J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour tenir ma parole, mais les obstacles sont plus forts que ma volonté. Il me faudra bien des années, peut-être, pour les surmonter et pour réaliser nos chers projets. Pardonne-moi et ne m'oublie pas, car, moi aussi, je pense à toi, et ton souvenir seul peut me soutenir dans cette épreuve.

Bientôt il tomba dans la tristesse et le découragement, puis peu à peu il glissa, sans le savoir, dans l'amertume des sentiments et dans cette irritation de l'esprit qui assombrissent les existences manquées. C'est la lie que dépose toute liqueur qui s'aigrit et qui fermente. Le milieu dans lequel il vivait ne fit que développer ces funestes dispositions. Il s'était lié avec quelques jeunes gens qui, comme lui, avaient nourri des ambitions ardentes, à qui des succès universitaires plus ou moins brillants avaient donné les plus belles illusions, qui avaient rêvé l'illustration ou la gloire, et qui, de déceptions en déceptions, étaient tombés dans les plus humbles fonctions sociales, qu'ils n'acceptaient qu'avec une profonde humiliation et en dévorant en secret leurs idées de révolte. Rien n'élève l'âme et ne fortifie le cœur comme la pauvreté que l'on accepte et l'humilité que l'on aime; rien n'aigrit le caractère et ne déprave l'esprit comme l'obscurité et la misère que l'on subit en les maudissant.

Ces jeunes gens, qui tous avaient de l'intelligence, dont quelques-uns même étaient doués de facultés supérieures, s'indignaient contre un état social qui ne savait ni comprendre leur génie ni utiliser leurs talents. Dans leurs conversations enflammées, ils se vengeaient de ce qu'ils appelaient les iniquités de ce monde par les critiques les plus acerbes et les doctrines les plus subversives. Ils juraient de le refaire tout entier, fallût-il pour cela commencer par le saper jusque dans ses fondements. Cependant plusieurs d'entre eux avaient été élevés aux frais de l'État et avaient reçu de lui la culture intellectuelle dont ils voulaient se servir pour le renverser.

Loin de se regarder comme les obligés de la société et de lui vouer leur reconnaissance, ils la considéraient comme une marâtre qui ne méritait que leur haine et leur mépris.

On dit volontiers dans notre temps : formons des générations nouvelles, répandons à flots l'instruction et les lumières, donnons un coup de sonde dans les couches profondes où dorment, encore inutiles, des réservoirs d'intelligence et d'énergie, faisons en jaillir des sources inconnues qui féconderont la terre et qui en renouvelleront la face. Ces idées paraissent grandes et généreuses, et cependant combien ne renferment-elles pas d'illusions et même de cruautés involontaires? En allant chercher tant d'êtres dans leur obscurité, en les arrachant à leur existence humble mais tranquille, combien ne prépare-t-on pas de désillusions et de malheurs, en suscitant en eux des ambitions désordonnées, en faisant briller à leurs yeux tant de mirages trompeurs, puis en les abandonnant, inutiles et méprisés, sur la route, combien n'accumule-t-on pas de haines vengeresses dans leurs cœurs! La société actuelle, qui distribue plutôt à cette ardente jeunesse l'éducation de l'esprit que celle de l'âme, ressemble trop souvent à la louve romaine allaitant des enfants sans mère, au risque d'en faire de véritables louveteaux. A ceux que l'on a élevés ainsi il faut avoir à donner sans cesse le monde à conquérir et à gouverner, ou l'on s'expose à ce qu'ils se retournent contre leur imprudente bienfaitrice et mordent jusqu'au sang le sein qui les a nourris.

On approchait alors de 1848. Depuis la révolution de 1830, plus de quinze années s'étaient écoulées; c'est à peu près le délai fatal qui sépare nos crises politiques, parce que c'est celui qu'il faut à une génération nouvelle pour grandir et pour arriver à sa complète expansion. Aussi commençait-on à sentir dans l'air des souffles avant-coureurs de l'orage. Tout était fièvre dans l'esprit public : la presse, le parlement, le théâtre, rivalisaient à qui surexciterait le plus les passions publiques. Dans le quartier même des études, les professeurs en vogue ressemblaient plutôt à des tribuns politiques, agitant des torches révolutionnaires du haut de la tribune, qu'à des maîtres répandant autour de leur chaire les pures lumières de l'esprit. On sortait de leurs cours comme de véritables clubs, et toute cette jeunesse enflammée brûlait de prendre part aux luttes de la place publique.

Notre jeune provincial était toutefois préservé en partie des passions violentes de ses amis, presque tous enfants de la ville, et qui en avaient reçu l'éducation plutôt que celle de la famille. Quant à lui, tout orphelin qu'il était, il avait sur eux cet avantage d'avoir été élevé au village, au milieu des impressions les plus calmes, et cela

était encore pour lui un préservatif. Il y a dans toute âme qui a respiré d'abord des influences salutaires un fonds de santé morale qui, sans doute, ne la préserve pas de toute contagion du mal, mais qui lui donne la force d'y résister plus longtemps et d'en guérir, comme un corps robuste, nourri de l'air salubre de la campagne, réagit mieux contre une atmosphère empestée. Il pouvait céder, comme ses amis, aux entraînements de la pensée et aux passions de la jeunesse, mais lorsqu'il rentrait dans son étroite cellule, où il se retrouvait au milieu des souvenirs de son enfance, il revenait aussi à des émotions plus calmes et meilleures. Dans ses moments de tristesse et d'abattement, une pensée surtout avait encore le privilège de le consoler et de lui rendre courage. Même après ses plus grands égarements et ses plus profonds oublis, une figure lui apparaissait dès qu'il l'évoquait : c'était celle de Denise. Elle venait à lui, avec son sourire tendre et son regard loyal, comme si elle n'avait rien su de ses fautes, que sa pureté même l'empêchait de deviner. Elle lui disait que, même après tous ses malheurs et toutes ses chutes, il lui restait encore quelque part un port dans le naufrage, un cœur qui ne l'avait pas oublié, et il s'endormait dans cette pensée comme sous la protection d'un bienfaisant génie.

Ses amis ignoraient tous ce secret de son cœur. Ils auraient été bien surpris s'ils avaient deviné que, tout en partageant trop souvent leurs faiblesses, il gardait au fond de lui ce souvenir du passé comme une pieuse relique. Ils n'auraient pas été moins étonnés s'ils avaient su qu'au sortir de conversations où il avait tant discuté avec eux et où il avait semblé partager leur scepticisme en toutes choses, il revenait parfois, lorsqu'il était seul, aux premières croyances de sa vie, et s'ils l'avaient vu même parfois entrer furtivement dans une église. Cela lui arrivait surtout par quelque grand jour de fête, à Notre-Dame, ce temple qui ne paraît avoir d'autres fidèles que la foule qui passe là, comme un troupeau sans pasteur, pour y évoquer quelques impressions des croyances antiques qui semblent encore descendre de ses voûtes, auxquelles ont monté les pieuses aspirations de tant de siècles ; car, même quand on a perdu la foi de ses jeunes années, on aime encore à sentir ces grands doutes de l'âme qui la rattachent à l'infini. Resté dans l'ombre du porche, à l'entrée de la grande nef et accoudé à quelque barrière, il plongeait ses regards dans les profondeurs du sanctuaire, où luttait la clarté des cierges de l'autel avec les derniers rayons du soir descendant des hautes verrières, comme luttaient l'ombre et la clarté dans son cœur ; il écoutait les chants religieux auxquels répondait la grande voix des orgues résonnant au-dessus de sa tête comme un ouragan, et si, parfois, dans un silence universel, venait

à s'élever dans le lointain la voix claire d'un enfant de chœur, chantant avec la limpidité d'une âme de cristal, il croyait s'entendre lui-même pendant les jours de son enfance. Mais surtout lorsque, l'office terminé et la foule à demi écoulée, venait à sortir du fond d'une chapelle lointaine un cantique chanté par des orphelines, il lui semblait reconnaître une voix parmi ces voix virginales, et ses yeux se remplissaient de larmes.

Ce n'étaient pourtant là que des moments d'arrêt dans le mouvement qui l'entraînait, et qui devenait de plus en plus général et irrésistible autour de lui. La révolution de Février éclata, non à la manière d'un météore qui traverse le ciel, mais comme une explosion qui soulève le sol partout miné. Lancé subitement dans l'espace, on se crut élevé jusqu'aux astres, en attendant le moment où l'on devait retomber à terre pour s'y briser. Ces époques, où tout ordre social semble avoir disparu, si elles effrayent les modérés et les sages, exaltent toutes les imaginations en travail, parce qu'elles leur ouvrent des horizons sans limites. Paris tout entier eut, pendant des semaines, cette fièvre de l'inconnu. Ceux qui ont vu ces jours étranges ne les oublieront jamais. Ouvriers, artistes, marchands, chassés de l'atelier, de la fabrique, du comptoir par le chômage universel, et à qui la république avait fait ces loisirs, vivaient dans la rue comme les anciens sur l'*Agora* ou le *Forum*. On s'abordait entre étrangers, en se demandant des nouvelles de la chose publique. Deux individus ne pouvaient causer ensemble sans que bientôt tout un groupe de curieux se formât autour d'eux et prît part à l'entretien. On discutait à perte de vue sur les événements du jour et sur les théories politiques et sociales du moment. Tout étant bouleversé et la révolution ayant des contre-coups à Vienne, à Rome, à Berlin, on en profitait pour refaire la carte d'Europe et pour achever de démolir la société jusqu'à la base, afin de la rebâtir sur un plan nouveau. On aurait dit un peuple qui avait renoncé à tous les travaux matériels pour ne plus s'occuper que des spéculations de l'esprit. Pendant quatre mois on vécut de cette vie cérébrale, qui faisait oublier toutes les misères du jour et tous les dangers du lendemain. A défaut de tout le reste, on était riche d'espérances. Au milieu des menaces perpétuelles de la guerre civile et de la guerre étrangère, on ne parlait que d'harmonie universelle et de fraternité de tous les peuples... jusqu'au jour où la grande voix du canon, s'élevant tout à coup au milieu de Paris, fit taire toutes les voix et réveilla ces dormeurs éveillés de leurs rêves humanitaires.

Noël, qui avait partagé toutes les illusions de la foule, éprouva, comme elle, une immense désillusion. Il avait eu ses propres

désastres au milieu des cataclysmes publics. Il avait perdu sa place et avec elle ses seuls moyens d'existence. Les élèves s'étaient dispersés et la pension avait été fermée. Il essaya de prendre la parole dans la presse, où tout le monde entrait et faisait de la politique à tue-tête comme dans la rue; mais personne n'écoutait plus personne et il ne parvint pas à se faire entendre. Il alla voir un célèbre professeur en qui il avait eu foi, comme dans un prophète de vérité, afin de lui demander un conseil, une direction à travers le chaos des idées environnantes. L'oracle resta muet, ou ne prononça que des sentences aussi solennelles que vides de sens. Il était atterré, comme un enfant qui a allumé un incendie pour faire une belle flamme et qui regarde avec étonnement brûler la maison. Son cours était suspendu pour laisser la place aux événements, et c'était heureux pour lui, car il n'aurait su que dire en attendant qu'il eût repris son assurance et remis sur pied ses théories. Sa voix, qui avait semblé si vibrante dans le silence religieux de son auditoire et dans l'attente d'un avenir inconnu, paraissait ridiculement aigre et petite en face des grands bruits du dehors. Il ressemblait à la mouette qui annonce bien les prochains orages, mais qui ne peut plus se faire entendre une fois que la tempête est déchaînée.

Noël se retira attristé et déconcerté dans son admiration. Il retomba dans le tumulte de la rue; il eut faim, il traversa d'indicibles misères, jusqu'à ce qu'enfin il arriva de chute en chute jusqu'aux ateliers nationaux, où s'écoulaient tous les éléments sociaux en décomposition et où ils achevaient de fermenter pour la grande crise finale. Un petit événement personnel, au milieu du désastre universel, vint mettre le comble à son malheur.

Un jour, dans cette foule composée des êtres les plus étrangers les uns aux autres et qui n'étaient rassemblés que par une misère commune, il rencontra un jeune ouvrier qui l'aborda en l'appelant par son nom. La figure de ce jeune homme ne lui était pas étrangère, mais il hésitait encore quand celui-ci se fit connaître. C'était un garçon d'un village voisin de Savigny, menuisier de son état, et que ses occupations conduisaient dans les pays environnants. La révolution, en faisant cesser les travaux dans toute la France, l'avait laissé momentanément sans ouvrage, et il était accouru à Paris, comme tant d'autres, pour y prendre sa part du bonheur universel dont il y aurait, disait-on, pour tout le monde : il y avait trouvé, lui aussi, la misère et la faim, et, comme Noël, il vivait des 30 sous par jour que la patrie allouait à tous ses enfants pour remuer inutilement de la terre, image du chaos des idées et des choses du moment. Ce fut du moins une joie pour eux

de se rencontrer et de pouvoir parler ensemble de leur pays.

Le jeune homme avait quitté son village depuis deux mois environ; il ne connaissait pas les dernières nouvelles de la contrée. Cependant Noël ne manqua pas de lui demander tout ce qu'il savait de Savigny. Il apprit que l'obscur hameau de la Champagne avait eu aussi ses révolutions. L'esprit de trouble et de division s'était mis entre ses habitants. Le conseil municipal avait été changé; le maître d'école, démis de ses fonctions et remplacé par un jeune instituteur imbu des idées nouvelles. Le pauvre Lunaire paraissait si frappé de cette destitution qu'il était tombé malade, et l'on ne savait s'il en reviendrait. Toutefois le nouvel instituteur, soit parce qu'il se voyait mal accueilli d'une partie de la population qui tenait encore pour le vieux maître et qu'il voulût gagner ses bonnes grâces, soit tout simplement parce qu'il y était porté d'inclination, avait demandé Denise en mariage, et l'on espérait que cette union, que l'on regardait comme prochaine, remettrait l'harmonie dans le pays.

Inutile de dire l'impression profonde que cette nouvelle inattendue produisit sur Noël. Sans doute, il n'avait guère le droit de compter sur la fidélité persévérante de Denise qu'il avait délaissée depuis si longtemps; peut-être même ne pensait-il plus à des projets, déjà si lointains, que comme à la plus incertaine des éventualités, mais ils étaient restés pour lui comme un dernier refuge, comme une suprême espérance dans le naufrage de toutes choses. Cet abandon de celle qu'il avait tant aimée et dont le cœur lui avait si complètement appartenu, consommait son isolement en ce monde. Rien ne l'y retenait plus désormais, et il lui sembla qu'il ne lui restait plus qu'à mourir. Les jours suivants, il crut sentir que ce qui était devenu presque un vœu allait se réaliser. Il devint si malade qu'on dut le transporter à l'hôpital où, vingt-quatre heures après, il était pris d'une fièvre violente.

Cette nouvelle catastrophe fut peut-être un bonheur pour lui. Dans l'état d'exaltation et de désespoir où il était, il aurait fatalement pris part à la terrible insurrection de Juin, qui allait éclater, et il avait mille chances pour se faire tuer sur une barricade ou pour être englobé dans l'immense déportation par laquelle la république liquidait toutes ses splendides promesses. Ce fut du milieu du délire de la fièvre qu'il entendit le commencement du combat. Le bruit de la fusillade s'éloignant ou se rapprochant l'aidait seul, ainsi que ses compagnons d'infortune, à suivre les péripéties de la lutte. Pendant quatre grands jours d'été, qui semblaient s'allonger pour laisser plus de temps à la bataille, la voix sinistre du canon se fit entendre depuis l'aube jusqu'après le coucher du soleil, ne

laissant qu'un court intervalle de repos mêlé d'effroi, comme les silences mortels qui se font entre deux coups de tonnerre dans un orage de nuit. Il lui semblait que c'était la fin du monde, et que tout allait mourir en même temps que lui.

Il en revint pourtant. Après quinze jours de souffrances pendant lesquels il livra, lui aussi, son grand combat à la mort, il se retrouva sur son lit, faible, exténué, et, comme la société d'alors, semblant sortir de son tombeau, mais sentant que la crise était passée et qu'il vivrait. Il n'en était guère plus heureux pour cela. Qu'allait-il faire de la vie qui lui était rendue dans de si tristes conditions? Allait-il falloir recommencer ces luttes dont il était si las, sans savoir seulement dans quel but il combattrait?...

Pendant qu'il était dans cet état de doute et de découragement interrompu de courts sommeils, ou plutôt de cet état de torpeur qui succède aux grandes crises, on apporta pour lui une lettre que l'on déposa sur son lit et qu'il aperçut à son réveil. Cette lettre l'avait cherché pendant longtemps dans le désordre universel, et c'était presque miracle qu'elle lui fût parvenue. Il la prit, la retourna entre ses doigts, hésitant à l'ouvrir et se disant qu'elle allait sans doute lui apprendre quelque nouveau malheur, quoique la mesure parût en être comble. Enfin il en brisa le cachet. Elle était datée de la petite ville où habitait son père et signée d'un nom inconnu. C'était celui d'un médecin qui venait de soigner M. Arnould pendant une longue maladie. Il écrivait à Noël, par ordre de son malade, qui était en même temps son ami, pour lui dire que son père n'avait probablement plus que quelques jours à vivre, et qu'il désirait le voir avant de mourir.

Tout le monde était donc frappé dans ce temps funeste! Partout, en effet, on apercevait le contre-coup des terribles événements qui venaient de s'accomplir. Les uns avaient été ruinés dans leurs intérêts, les autres ne l'étaient pas moins dans leurs espérances et dans leurs illusions les plus chères. Enfin, ces derniers jours de lutte à main armée venaient de mettre le comble aux malheurs publics en décimant des milliers de familles. Aussi n'apercevait-on de toutes parts que des maisons fermées, des figures hâves et ravagées, et des femmes en noir qui semblaient porter le deuil de la patrie.

Noël fut saisi de cette nouvelle subite de la maladie et peut-être de la mort de son père. Ainsi deux êtres qui se tenaient de si près et qui pourtant avaient vécu si loin l'un de l'autre venaient d'être frappés en même temps et probablement du même coup, car le vieux professeur, qui venait d'assister à l'effondrement des idées de toute sa vie, devait en avoir éprouvé une immense déception. Le coup que le jeune convalescent ressentit à la lecture de cette lettre

n'était peut-être pas le chagrin qu'un fils aurait dû éprouver en apprenant la mort prochaine de son père, mais cela même lui semblait très amer, car c'est une des grandes tristesses de la vie que d'être moins affligé qu'on ne devrait l'être.

Il voulut du moins expier ce qu'il regardait comme une faute contre la nature, en faisant tout ce qui était en lui pour remplir un dernier devoir; et, quoiqu'il conservât à peine l'espoir de revoir le mourant, en considérant le retard de la lettre et les termes pressants de l'appel, il résolut de partir. Si on lui avait parlé, un instant avant, de se lever seulement, il eût regardé la chose comme impossible. Cependant il le fit, au grand étonnement de tous, et une heure après, il quittait l'hôpital, encore pâle et chancelant, plus semblable à un malade qui vient demander des secours qu'à un convalescent qui peut se considérer comme guéri.

XIX

Ce qui devait rendre l'exécution de ce voyage plus difficile encore pour Noël, c'était l'indigence excessive de ses ressources. La faible somme qui restait au fond de sa bourse lui interdisait absolument de penser à prendre une voiture. Du reste, le chemin de fer qui devait conduire plus tard dans cette direction était à peine ébauché, et la diligence qui faisait encore le service lui aurait coûté beaucoup plus d'argent qu'il n'en possédait. D'un autre côté, ses forces paraissaient bien insuffisantes pour qu'il pût entreprendre la route à pied. N'importe, il était décidé à tenter cette dernière épreuve et il partit, comme l'aurait fait un pèlerin, en se remettant aux mains de la Providence.

Il fut bien longtemps à sortir de la ville, où les pavés qui avaient servi à faire les barricades étaient à peine replacés dans les rues, et où l'on apercevait encore partout les traces de la bataille. Dès qu'il eut dépassé la barrière, il lui sembla qu'il respirait plus librement et qu'il laissait derrière lui l'immense fardeau du passé. Il marchait toutefois bien péniblement sur cette longue route, bordée d'usines, d'auberges, de bâtisses sordides, qui ressemblait à un faubourg qui se serait prolongé indéfiniment. D'autres voyageurs passaient auprès de lui, s'éloignant aussi de Paris. Après la grande crise qui venait de s'accomplir et la dispersion des ateliers nationaux, beaucoup d'ouvriers, qui avaient été attirés vers la grande ville par des espérances fallacieuses, s'en retournaient dans leur province, chassés par la faim et guéris pour longtemps des révolutions. Ils marchaient leurs outils sur l'épaule, assez allègres encore, car eux ils portaient du moins, dans leurs bras robustes,

la vie du lendemain, et tous en dépassant le pauvre éclopé lui adressaient un encouragement à demi railleur. C'est que sa misère d'habits en lambeaux était bien plus déplorable que la leur, et lui-même il en avait honte.

La nuit approchait; la fatigue et la faim se faisaient sentir, et bientôt il allait être obligé de chercher un gîte, et cette idée l'effrayait, car, malgré sa pauvreté absolue et malgré les idées d'égalité au nom desquelles venait d'être faite la récente révolution, ce n'était qu'avec une profonde répulsion qu'il aurait accepté l'hospitalité de l'une de ces hôtelleries sordides où les ouvriers « ses frères » entraient en chantant. Sur ces entrefaites une diligence vint à passer. C'était l'heure où presque toutes sortaient de Paris dans différentes directions, celle-là était peu chargée de voyageurs. Le conducteur en apercevant ce piéton qui ne marchait qu'à grand' peine le héla pour lui demander s'il voulait monter. Noël ne demandait pas mieux. Il proposa à tout hasard la faible somme qui lui restait. L'accord fut bientôt fait. On le hissa jusqu'à l'impériale, et il se glissa sous la bâche où il trouva un peu de paille parmi de rares bagages. Il s'y installa tant bien que mal et la voiture repartit.

Le lendemain, lorsque l'aurore commença à poindre, le voyageur s'éveilla brisé et morfondu; mais, en sortant la tête de sa retraite, il fut ravi d'apercevoir un ciel rose et de respirer un air pur dans lesquels il crut déjà reconnaître ceux de son pays. Il se sentit ranimé et se rappela les impressions qu'il avait éprouvées la première fois qu'il était revenu. Il était malade déjà, mais il était plus jeune de quelques années qui lui paraissaient des siècles, et il avait encore le cœur rempli d'espérance, tandis que maintenant il se sentait définitivement vaincu. Et cependant il n'en éprouvait pas moins un sentiment de douceur et de bien-être en revoyant les horizons de son enfance, comme l'animal blessé qui revient à son sillon et ne lui demande plus qu'un abri pour mourir.

En passant en face de son village et en apercevant de loin, entre les arbres, ses quelques toits sur lesquels semblait reposer la même paix qu'à son départ, comme si rien ne s'était passé dans l'intervalle, il se demanda quel secret ils cachaient. Il aurait bien voulu, comme la première fois, descendre de voiture et courir jusque-là pour connaître le mystère, mais un autre devoir s'imposait d'abord à lui et il avait juré de le remplir. Il continua donc. Cependant, avant d'entrer dans la ville, il quitta la voiture et prit par les remparts pour cacher sa misère, et il alla frapper secrètement à la porte de la maison de son père.

Ce fut encore Mlle Rose qui vint lui ouvrir. Elle ne le reconnut pas d'abord, tant il paraissait changé. On aurait dit plutôt un pauvre

voyageur qui demande assistance qu'un fils qui rentre au foyer paternel. Quand il se fut nommé, l'accueil n'en fut pas beaucoup plus sympathique pour cela. Son retour n'était évidemment ni prévu ni désiré par elle. Par la porte entr'ouverte on apercevait deux ou trois commères du quartier autour d'une table, où toutes ensemble prenaient sans doute des consolations et des forces contre le malheur qui menaçait cette maison. A la demande de Noël, qui s'informait de l'état de M. Arnould, Rose répondit d'une voix plaintive que le pauvre monsieur était bien malade, si malade qu'il ne pouvait recevoir personne par l'ordonnance même du docteur. Noël insista, et la contestation allait devenir pénible, lorsque, heureusement, un personnage nouveau intervint. C'était précisément le médecin qui donnait des soins au professeur, et qui, sur sa prière, avait écrit à son fils pour lui faire connaître son désir. Il était d'une franchise un peu rude, et son titre de médecin aussi bien que d'ami lui donnait autorité dans la maison. Dès qu'il sut de quoi il s'agissait, il écarta sans façon Mlle Rose, qui, du reste, s'empressa de s'effacer en s'excusant, et prenant le jeune voyageur par le bras, il le fit entrer et monter avec lui.

Le vieux professeur, qui, de sa chambre, avait entendu quelque chose du colloque, s'agitait et faisait effort pour appeler de sa voix éteinte. Il se calma en apercevant les nouveaux venus et retomba épuisé sur son lit. Noël fut effrayé de l'altération profonde de ses traits. Sauf un peu de rougeur produite par une agitation momentanée et qui se dissipa rapidement, son teint avait déjà une lividité cadavérique. Ses yeux vacillants, comme une flamme qui va s'éteindre, paraissaient seuls encore vivants dans son visage. Il jeta sur le jeune homme un regard où brillait la satisfaction d'un désir réalisé. Il fit un mouvement pour lui tendre sa main amaigrie, adressa un regard de remerciement à son vieil ami, puis, remuant les lèvres, sembla vouloir demander la cause du bruit qu'il venait d'entendre; mais comme le docteur répondait que Mlle Rose s'était permis de vouloir empêcher le jeune homme d'entrer, le pauvre malade, repris de sa faiblesse ordinaire, murmura les mots de zèle, de dévouement inconsidéré, en jetant un coup d'œil suppliant comme pour prier qu'on ne le forçât pas à faire un acte de volonté avant de mourir.

Le médecin, tout en grommelant quelque chose entre ses dents, adressa au malade les questions ordinaires sur sa santé, mais on devinait facilement que c'était seulement pour l'acquit de sa conscience et par habitude professionnelle, car il ne conservait plus aucun espoir de le sauver. Cette fois la conversation fut plus courte que d'habitude. L'ami du professeur, qui avait reçu depuis longtemps les confidences de son vieux camarade, pensa qu'il devait avoir hâte

de se trouver seul avec Noël, et ne voulant pas retarder cette suprême entrevue, pour laquelle les instants étaient peut-être comptés, il sortit en laissant en présence le père et le fils, et il donna, en descendant, des ordres sévères pour que l'on respectât leur tête-à-tête.

Dès que la porte fut fermée, le vieux professeur tourna les yeux du côté de Noël, qui se tenait debout, très ému de cette scène, mais ne trouvant pas la force d'articuler un mot. En voyant les traits du jeune homme qui ne paraissaient guère moins altérés que les siens, et ses habits délabrés qui disaient assez quelles misères il avait dû traverser, la physionomie du moribond exprima la pitié et le remords d'avoir méconnu si longtemps ses devoirs. La persistance de son regard indiquait encore une autre préoccupation. Comme à l'époque de leur première entrevue, il était frappé d'une ressemblance qui réveillait en lui des souvenirs lointains, écartés pendant longtemps, mais qui lui revenaient avec une nouvelle force à ce moment suprême. Un nom, prononcé tout bas, passa deux ou trois fois entre ses lèvres tendues : Fanny!... c'est Fanny!... et une larme, qui avait peut-être attendu vingt ans pour couler, s'amassa sur son œil et roula sur sa joue desséchée comme une première goutte de pluie glissant sur la vitre froide.

La main du vieillard fit un geste que Noël comprit. Il s'approcha du lit, et, tendant l'oreille, il perçut, plutôt qu'il n'entendit, les mots entrecoupés qui avaient peine à dépasser les lèvres du mourant :

— Ecoute!... J'ai désiré te voir avant de mourir... J'ai plusieurs choses à te confier... Je voulais te reconnaître... mais cela se fera après ma mort... Le docteur a tous les papiers nécessaires... tu le verras plus tard... Ne fais pas valoir tes droits à ma succession... J'ai promis à quelqu'un de lui laisser cette maison, qui est de peu de valeur... mais j'ai réservé ta part... Prends une clef sous mon oreiller... ouvre le secrétaire... Dans le premier tiroir, à droite, tu trouveras un portefeuille... il contient quelques souvenirs... des lettres... des cheveux de ta mère... une petite somme en billets de banque... Ce sont les économies de toute ma vie... c'est peu, mais cela peut devenir l'indépendance... l'avenir!...

Quand Noël eut exécuté toutes ses prescriptions et fut revenu près de son lit, le malade se montra plus tranquille. Il fit signe qu'il voulait encore parler. Sa voix s'affaiblissait de plus en plus. Elle paraissait remonter dans sa poitrine, comme le son d'une corde qui se raccourcit. Cependant, s'il parlait plus bas, il le faisait en apparence avec moins d'efforts : la grande lutte contre la mort était finie. L'âme à demi déliée reprenait sa liberté et semblait se rapprocher peu à peu des lèvres comme pour une suprême confidence. Il prononçait avec un plaisir visible les mots qu'il s'était interdits jusqu'alors :

— Mon fils!... mon cher fils!... je n'ai pas fait pour toi ce que je voulais... Je t'aimais pourtant... mais un poids était sur mon cœur... j'ai beaucoup souffert toute ma vie... j'ai commis de grandes fautes sans vouloir le mal... J'ai mal agi avec ta mère... ta mère si douce, si tendre!... J'ai été bien coupable envers elle... mais elle était si bonne, qu'elle m'a pardonné... Pardonne-moi aussi... Mon malheureux caractère orgueilleux et timoré a été cause de tout... Je craignais plus la honte du mal que le mal lui-même... J'ai trop vécu de la vie abstraite... J'ai cherché ce qui grandit l'esprit plutôt que ce qui améliore le cœur... et cependant un bon sentiment vaut mieux qu'une belle pensée... la moindre vertu est préférable à toute la science de la terre... J'ai été puni de mon orgueil... J'ai voulu m'élever par l'intelligence... j'ai vécu dans les réalités les plus vulgaires et les plus tristes... Il faut plus d'unité... Je ne crois plus... J'ai perdu la faculté de croire comme celle d'aimer... Mais s'il n'y a qu'une vie, il faut, du moins, la diviniser... Sans cela, trop de honte engendre trop de dégoût... N'imite pas mon exemple, mon enfant... vis purement... Si tu aimes, marie-toi... aie des enfants que tu puisses aimer... élever en face de tous... Le bonheur est là... adieu... adieu... comme ta mère... pardonne!...

La voix s'éteignit. Noël devina que cette pauvre âme, qui avait passé soixante ans sur la terre et qui ne s'était épanchée que dans cette dernière minute, venait de s'évaporer dans un dernier souffle, et il eut la sensation qu'elle avait baisé sa joue en passant. Subjugué par une force supérieure, il tomba à genoux près du lit et s'abîma dans un long et douloureux recueillement. Lui aussi, il avait senti trop tard le sentiment filial. Il aurait voulu crier un mot de tendresse à ce pauvre cœur qui cessait de battre sans avoir été consolé, mais il n'avait pu lui parler que par une étreinte muette de la main, à laquelle la main déjà froide avait imperceptiblement répondu. Il se dit que, du moins, il lui payerait autrement sa dette; que c'était à son âme, fille de cette pauvre âme frustrée de tous les sentiments, de toutes les affections humaines, à vivre pour elle, à réparer ses malheurs et ses fautes. Il fit tout bas le serment avec lui-même de n'avoir, quoi qu'il arrivât, que des sentiments nobles et loyaux, et d'être sinon grand devant les hommes, du moins honnête et probe dans le plus secret de son cœur, afin de mourir pardonné de tous et en paix avec lui-même. Quand il sortit de cette méditation, il avait grandi de beaucoup d'années et se sentait définitivement un homme.

Lorsque la mort du professeur fut connu dans la maison, des lamentations bruyantes s'élevèrent de la pièce où les femmes tenaient leur conciliabule. Pour échapper à cette scène, fort peu tou-

chante, Noël sortit et se rendit chez le médecin, auquel il annonça la catastrophe si subite, mais qui n'était pas inattendue pour le vieux praticien. Il savait, par expérience, combien souvent la vie persiste chez un moribond par l'effet d'une attente vers laquelle convergent toutes ses forces, qui se dissolvent ensuite, une fois le désir satisfait. C'est ce qui était arrivé au malade, qui voulait vivre jusqu'à ce qu'il eût revu son fils et qui était mort en le voyant. Le docteur annonça à Noël qu'il avait reçu de son ami, pendant sa dernière maladie, une confidence d'ailleurs bien superflue, car personne parmi les amis du défunt ne doutait des liens qui l'attachaient au prétendu neveu de Mlle Rose. Il lui déclara, en même temps, qu'il avait entre les mains tous les papiers nécessaires pour une reconnaissance légale, et qu'il se tenait à sa disposition pour toutes les démarches nécessaires. Noël, de son côté, annonça que son père venait de lui faire la même déclaration, en lui remettant un portefeuille dont il ne connaissait pas encore le contenu. Il remercia le docteur de son offre, mais lui dit qu'il n'en profiterait que plus tard, parce qu'il avait d'abord à exécuter un voyage duquel dépendait tout son avenir.

Toutefois il ne voulait partir qu'après avoir rendu les derniers devoirs à celui pour lequel il ne se sentait les sentiments d'un fils que depuis quelques heures, mais à qui il devait d'autant plus les témoigner avec une respectueuse déférence. Il s'apprêta à paraître d'une façon convenable à la cérémonie du lendemain. Il ne voulut pas cependant y prendre la place à laquelle sa naissance lui donnait droit. Par égard même pour le mort qui avait fui pendant toute sa vie ce qui pouvait attirer les regards sur sa personne, il suivit humblement le cortège composé des collègues du défunt et de tous ceux qui, ayant partagé toujours ses opinions politiques et religieuses, voulaient faire de ses funérailles une sorte de manifestation de la libre pensée.

Noël dut entendre en silence les nombreux discours qui furent prononcés sur le bord de la fosse. Plusieurs professeurs et quelques membres d'une société secrète, dont le défunt avait été l'affilié le plus mystérieux et le plus prudent, vinrent faire de lui un éloge qui avait surtout pour but de rejaillir sur les vivants. Cette éloquence toute d'apparat ne faillit en rien au programme ordinaire. On célébra en termes pompeux les hautes visées de cette intelligence d'élite qui s'était exclusivement consacrée à la recherche de la vérité, mais on ne dit pas que sa vie avait été pleine d'erreurs et de misères. On exalta ce courageux lutteur qui avait travaillé à l'affranchissement de l'esprit humain, sans ajouter combien il avait eu de faiblesse et de défaillance en face de ses propres devoirs. On représenta cet ouvrier de la première heure, mourant du moins avec sérénité au milieu du triomphe de ses idées et avec la vision d'un

splendide avenir, mais on se garda bien d'ajouter qu'il avait assez vécu pour constater l'inanité de ses théories et que cette amère déception n'avait pas été étrangère à sa fin prématurée. Enfin on le proposa pour modèle à tous les citoyens dignes de ce nom, tandis qu'il venait de confesser les misères de son existence et de demander humblement pardon de ses fautes.

Pendant ces harangues vaines et pompeuses, ce fils qui pleurait seul à l'écart, et dont la présence humiliée protestait contre ces éloges, se disait tout bas : Heureux celui dont les vertus réelles n'ont pas besoin de ces panégyriques trompeurs et dont l'éloge est fait par les larmes de ses parents et de ses amis !

En quittant cette tombe à peine fermée et tandis que se dispersait cette foule banale, dont le deuil de commande avait déjà fait place à l'indifférence et à l'oubli, Noël se mit à la recherche d'une autre sépulture qui devait être cachée dans un coin obscur et que personne ne songeait à visiter : c'était celle de sa mère. Guidé par quelques renseignements du gardien et surtout par un instinct auquel il obéissait avec confiance, il finit par la découvrir à l'autre extrémité du cimetière et à l'ombre d'un mur comme on aurait caché la victime d'un crime secret. Le modeste tombeau était surmonté d'une croix, sur laquelle on lisait encore, à peine reconnaissable, le nom de Fanny D***, et recouvert d'une herbe épaisse que personne n'avait foulée depuis vingt ans.

Noël s'y agenouilla et causa longtemps avec cette douce victime dont les malheurs démentaient les discours sonores que l'on venait de prononcer tout près de là. Ce fut pour lui une de ces heures décisives où l'on voit la vie telle qu'elle est et où l'on pèse toutes choses au poids de leur mérite réel. Il comprit qu'il y avait en ce monde deux mondes : celui des banalités et des mensonges officiels et celui des réalités cachées et souvent tristes ; d'un côté les coupables que l'on glorifie, de l'autre les victimes que l'on condamne ou que l'on oublie. Il se dit que, quel que fût désormais son sort, si même il lui restait une existence sur la terre, il se dit qu'il ne serait jamais du monde où l'on ment même pour obtenir les plus grands éloges, mais de celui où l'on aime, dût-il en souffrir beaucoup.

Puis il partit pour Savigny, afin de connaître quel avenir lui était réservé.

XX

C'était la seconde fois que Noël revenait à Savigny, mais il y revenait dans des dispositions bien différentes. A son premier voyage, il était déjà malade, et il accourait au pays pour lui demander la guérison de sa santé et la réalisation prochaine de ses rêves. Il

n'y avait de cela que peu d'années, mais de quel poids ces années ne pesaient-elles pas sur sa tête! S'il éprouvait encore le même besoin de repos et de bonheur, ce désir était accompagné de toutes les défiances que la vie lui avait déjà données. Aussi, la première fois, en apercevant le clocher de son village, il avait pris sa volée, à tire d'aile, comme un jeune oiseau qui revole à son nid; tandis que cette fois il n'avançait qu'à pas lents, s'arrêtant souvent et se demandant s'il ne ferait pas mieux de retourner en arrière, avant même de chercher à connaître son destin.

Il avait pris par des chemins détournés, afin de ne rencontrer personne, tant il avait honte de rentrer en vaincu dans le pays où il avait rêvé de revenir en vainqueur et de s'imposer à tous par le succès. Toutefois, sa plus grande préoccupation, il faut le dire à son honneur, était moins encore d'exciter la pitié que de retrouver des cœurs indifférents et désormais fermés pour lui. N'avait-il pas lieu de le craindre après une si longue absence et surtout après ce que lui avait raconté son jeune compatriote?

Quoique l'on fût au milieu de l'été, la journée était sombre et pluvieuse, ce qui déjà le disposait à la tristesse. Les hirondelles volaient très bas et s'étaient peu à peu rapprochées de lui en grand nombre, l'enveloppant de leurs cercles et l'entourant de si près qu'il entendait parfois le frôlement de leurs ailes. Que lui voulaient-elles, ces petites messagères en deuil? Venaient-elles au-devant de lui pour lui souhaiter la bienvenue? S'efforçaient-elles d'enlacer ses pas, afin de retarder la douloureuse surprise qui l'attendait?

Tout en s'adressant ces questions, il était arrivé jusqu'à l'entrée d'une garenne assez rapprochée du village et à la faveur de laquelle il pouvait couvrir sa marche. Bien souvent, pendant son enfance, il s'était assis à son ombre avec Denise, alors qu'ils faisaient paître leurs troupeaux dans les champs voisins. Les arbres en avaient peu grandi, et il les reconnaissait encore comme des camarades d'enfance. Le vent humide, qui soufflait dans leurs cimes, en tirait cette plainte douce et triste qui ressemble tant à une voix humaine. Que lui disait-elle aussi cette voix bien connue? Regrettait-elle le passé, prédisait-elle l'avenir? Il n'en savait rien encore, mais ce qu'il sentait bien, c'est que dans le malheur et l'abandon on devient sensible, même à la compassion des choses, et en entendant cette plainte qui semblait pleurer avec lui ou sur lui, il sentit ses yeux se mouiller de larmes.

En arrivant au bord de la garenne, il aperçut tout à coup le village à une petite distance. Il pouvait distinguer à travers les arbres des vergers les toits de la plupart des chaumières, d'où montaient en ce moment les tranquilles fumées du soir. Que renfermaient-elles,

ces maisons qui semblaient si paisibles et pour lesquelles le temps semblait avoir passé inaperçu, tandis qu'il soulevait ailleurs tant de tempêtes? Quels secrets allaient-elles lui révéler? Il s'arrêta longtemps devant ce tableau, comme devant une muette énigme. Enfin, comme la nuit approchait, il s'arma de courage et descendit rapidement au pays. Il n'osa cependant aller tout droit à la maison d'école, dans le doute de ce qui l'y attendait, et se rendit d'abord à la chaumière de ses vieux parents qu'il considérait toujours comme le foyer paternel.

Quand il arriva à la porte, dont la partie supérieure était seule ouverte, il s'appuya sur le « pronet » pour jeter un regard dans l'intérieur. C'était l'heure du repas du soir : un pain et une cruche d'eau étaient posés sur la table, mais personne n'était assis sur le banc. La mère Urbain, seule, allait et venait par la salle en s'occupant des soins du ménage et en portant, de temps en temps, un morceau à sa bouche. La mort était certainement entrée dans cette maison ; elle seule pouvait expliquer l'absence du père Urbain. C'est qu'en effet, depuis un an déjà, il n'existait plus, bien que son jeune compatriote ne lui en eût rien dit, et depuis cette époque la pauvre veuve ne s'était plus assise pour prendre ses repas, prétendant que « ce n'était pas la peine », et que cela lui ferait encore mieux sentir son isolement. Elle mangeait donc sur un coin de la table, sans même interrompre ses travaux, comme une personne que l'on attend et qui prend une bouchée debout avant de partir.

Devant cette scène empreinte de tant de tristesse, Noël était resté immobile et muet. La vieille paysanne, apercevant dans la clarté de la porte l'ombre d'un étranger, crut sans doute à la présence d'un de ces pauvres voyageurs qui sillonnaient les campagnes depuis les derniers événements de Paris, et qui attendaient un secours, trop fiers pour mendier. Elle prit un morceau de pain sur la table et l'apporta en murmurant quelques paroles de compassion. Alors Noël, tendant la main, lui dit :

— Merci, ma mère, vous ne reconnaissez donc pas votre fils?

La pauvre femme, en entendant cette voix, fut saisie d'une telle émotion que la parole lui manqua et que ses jambes fléchirent sous elle. Noël se précipita pour la soutenir et, après l'avoir embrassée, il la conduisit vers le foyer pour la faire asseoir. La pauvre veuve, lui montrant, dans l'autre coin de la cheminée, la sellette autrefois occupée par le père Urbain, lui dit :

— Tu vois!... et les larmes l'empêchèrent d'en dire davantage.

— Oui, répondit Noël en lui pressant la main, j'ai tout compris ; et il s'assit sur cette sellette en face d'elle, comme pour lui en cacher le vide, puis ils se mirent à causer.

Noël, n'osant parler d'abord de Denise, dans la crainte de ce qu'il pourrait apprendre, commença par demander des nouvelles de maître Lunaire.

— Mais tu ne sais donc pas? s'écria la mère Urbain. Le pauvre homme n'existe plus depuis un mois. Ils l'ont fait mourir en lui retirant l'école; il n'a pas pu survivre à cet affront.

— Et Denise? demanda Noël en tremblant.

— Denise est bien triste et bien seule depuis la mort de son père.

— Elle n'a donc pas épousé le nouvel instituteur! On disait pourtant qu'il l'avait demandée en mariage.

— C'est vrai, mais tu penses bien, reprit la mère Urbain avec indignation, que Denise a trop de cœur pour épouser l'homme qui a causé, même sans le vouloir, la mort de son père. Elle préfère, dit-elle, se faire sœur de Charité que de consentir à une chose pareille.

— Est-ce qu'elle pense réellement à entrer en religion?

— Elle en parle souvent depuis la mort de son père, cela du reste n'a rien d'étonnant; tu sais que Denise, lorsqu'elle était encore une jeunesse, a passé un an ou deux au couvent des orphelines, où la sœur de son père est religieuse. Il lui en est resté la vocation pour élever les enfants ou pour soigner les malades. D'ailleurs, Denise est une personne bonne et dévouée qui s'ennuie de n'avoir plus personne à aimer et qui souffre beaucoup quand ceux qu'elle aime viennent à mourir ou, — ajouta la vieille femme avec un coup d'œil de reproche, — à l'oublier.

— Parle-t-elle encore de moi quelquefois? demanda Noël avec inquiétude.

— Elle m'en a parlé longtemps et souvent, car ce n'était qu'avec moi qu'elle en pouvait parler. Son père continuait à être irrité contre toi et ne voulait plus entendre prononcer ton nom. M. le curé disait que tu ne reviendrais probablement jamais au pays, et que cela vaudrait peut-être mieux pour tout le monde. Mais Denise, après avoir lu la lettre que tu m'avais chargée de lui remettre, et qu'elle a toujours gardée depuis, Denise avait dit qu'elle était sûre que tu reviendrais tôt ou tard et déclaré qu'elle n'en épouserait jamais d'autre que toi. Une personne comme elle ne change point de parole. Cependant, depuis la mort de son père, elle a perdu courage et confiance, et maintenant elle parle souvent de se faire religieuse, parce qu'elle prétend que le sort d'une pauvre fille qui n'a plus de famille est trop triste et qu'elle a besoin de s'en faire une autre parmi les malades et les pauvres. Je crois qu'elle a raison, car aujourd'hui les hommes sont si oublieux et si changeants, que l'on aurait bien tort de s'obstiner à les aimer.

— Vous croyez donc, bonne mère, que je suis de ces hommes-là et que j'ai oublié Denise?

— Je n'en sais rien; mais toi, garçon, qui m'interroges toujours, commence donc par me dire si tu l'aimes encore et si tu penses toujours à l'épouser?

— Ma mère, répondit Noël, je vous dirai cela quand j'aurai vu Denise et que j'aurai causé un quart d'heure avec elle. Sans doute, ajouta-t-il en se levant, elle habite encore la maison de son père, car je ne pense pas que l'on continue à y tenir l'école.

— Non, ils ont acheté une autre bâtisse où ils parlent de faire de grosses dépenses. Rien ne leur paraît trop beau ni trop cher pour le nouvel instituteur, et ce sera bientôt, je pense, le maître du pays. Mais Denise n'en a pas moins quitté leur maison depuis la mort de son père. Elle s'y trouvait trop tristement toute seule, et elle demeure présentement chez son oncle Baptiste, en attendant qu'elle quitte le pays, ce qui ne tardera peut-être guère.

— Je voudrais bien la voir, mais pas chez ses parents, afin de causer librement avec elle. Est-ce qu'elle ne vient jamais ici?

— Souvent, au contraire. Nous parlons ensemble des morts... et, ajouta-t-elle, en fixant sur lui ses petits yeux gris, parfois aussi des absents...

— Eh bien, ma mère, tâchez donc qu'elle vienne le plus tôt possible.

— Ce ne sera pas bien difficile. Aussitôt qu'elle saura que tu es ici, je crois qu'elle ne tardera guère à accourir.

— Faites-lui dire seulement que quelqu'un désire lui parler, sans me nommer, j'aime mieux cela.

La mère Urbain, tout en trouvant que les jeunes gens avaient de singuliers caprices, se prêta au désir de Noël, et elle donna commission à une petite fille du voisinage d'aller chercher Denise. Comme elle l'avait prévu, la jeune fille ne se fit guère attendre. Elle entra en souhaitant le bonsoir à sa vieille amie et en lui demandant ce qu'elle avait à lui dire. Noël était resté assis dans le coin le plus obscur de la cheminée, tournant le dos à la porte et si ému, qu'il aurait eu peine à se lever. Denise, en entrant, avait aperçu, sans le reconnaître, cet étranger mystérieux que la vieille femme lui cachait à demi, et elle s'était sentie troublée sans savoir pourquoi.

— Denise, dit la mère Urbain, il y a là quelqu'un qui désire te parler de Noël...

La pauvre fille n'eut qu'un cri :

— Noël est mort!

Et elle chancela comme si elle allait tomber. Noël se précipita à temps pour la recevoir dans ses bras en s'écriant :

— Non, Denise, non, je ne suis pas mort, et si tu m'aimes toujours je suis le plus heureux des hommes!...

Pendant que cette scène se passait, la vieille paysanne, toute troublée, était parvenue non sans peine à allumer la lampe suspendue au manteau de la cheminée, et les deux amants pouvaient se voir. Denise, encore pâle d'émotion, souriait et pleurait à la fois. Elle détacha lentement sa tête de la poitrine du jeune homme qui continuait à la tenir embrassée, et en le regardant elle s'aperçut de l'altération profonde de ses traits. Alors sa physionomie s'attrista tout à coup.

— Tu as donc été malade? demanda-t-elle avec inquiétude.

— Oui, j'ai beaucoup souffert de toutes les manières, mais puisque je te retrouve tout est fini et je ne pense plus aux maux passés. D'ailleurs s'ils revenaient, c'est toi qui te chargerais de les guérir. On dit que tu voulais te faire sœur de Charité. C'est moi qui serai ton seul malade; tu n'as pas besoin d'en chercher d'autres.

— Je le veux bien, répondit Denise en souriant, mais pour cela il ne faudra plus nous quitter; d'autant plus que les voyages ne t'ont jamais réussi.

— Tous mes voyages sont finis, ma Denise chérie. Ils m'ont fait beaucoup de mal, il est vrai, mais ils m'ont du moins appris une chose : c'est que rien n'est si bon que toi, et que c'est toi seule que je puis aimer.

Ils auraient volontiers passé le reste de la nuit à causer ainsi. Il fallut que la mère Urbain leur rappelât qu'il était tard et qu'ils pourraient reprendre la conversation le lendemain.

Les jours suivants, en effet, ils recommencèrent à parler du passé et de l'avenir, c'est-à-dire de leur prochain mariage. Noël alla voir le vieux curé de Savigny pour lui faire part de leur projet, dont rien désormais ne pouvait empêcher la réalisation, et aussi pour faire sa paix avec lui. L'abbé Bernard n'eut pas de peine à reconnaître que Noël était définitivement revenu des erreurs comme des épreuves de sa jeunesse. Il apprit avec plaisir son prochain mariage avec Denise, et se réjouit de bénir bientôt leur union.

Noël l'avait trouvé se promenant dans son jardin et lisant son bréviaire avec une parfaite sérénité. On aurait dit que, malgré ses quatre-vingts ans, les années et les événements récents avaient passé sur lui sans le toucher. Il fut surpris de ce calme, lui qui avait ressenti si fortement le contre-coup des agitations politiques, et il ne put s'empêcher de lui en exprimer son étonnement.

— Mais, monsieur le curé, vous n'avez donc pas été ému par le cataclysme qui vient de changer la face du pays et qui a dû cepen-

dant vous faire trembler, plus d'une fois, pour les idées et les choses qui vous sont chères?

— Emu, si! — mais non agité, ni inquiet.

— C'est que vous n'avez pas assisté à cette révolution à Paris, mais que vous l'avez vue seulement du fond de ce village, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

— Peut-être plus que tu ne crois, mon ami. Savigny a éprouvé aussi ses passions politiques, et une révolution s'observe tout aussi bien dans le fond d'un petit village, comme on voit mieux une éclipse de soleil dans un sceau d'eau. Ce sont les mêmes passions, seulement elles n'éblouissent pas, parce qu'elles sont dépouillées de leurs rayons. Pourquoi du reste aurais-je perdu confiance? N'en ai-je pas vu bien d'autres depuis que je suis au monde? Rien ne dépassera, je pense, la grande révolution à laquelle j'ai assisté. On aurait dit alors que c'en était fait du vieux monde et des anciennes croyances. Les églises étaient fermées, les prêtres en fuite, et si je n'avais été volontaire dans les armées de la république, j'aurais probablement été forcé de fuir comme tant d'autres. Or, quelques années plus tard, je devenais curé de cette paroisse, l'église se rouvrait et les habitants y accouraient en foule, heureux de revenir aux coutumes de leur jeunesse. J'ai vécu depuis sous beaucoup de régimes et j'ai toujours vu que le premier soin de chacun d'eux était de détruire ce qu'avait fait le régime précédent, sous prétexte de réparer ses fautes et de supprimer ses abus... jusqu'à ce que le gouvernement suivant se charge de faire le contraire. C'est ce qui pourrait bien arriver dans un temps rapproché, si j'en juge par la fatigue universelle...

— Je vois, monsieur le curé, que vous n'avez pas une très haute opinion de notre pauvre humanité en général et en particulier de la France.

— Mais si!... Je pense, au contraire, que les hommes en général et nos chers Français en particulier ont un besoin incessant de justice et de vérité, dont Dieu a déposé le sentiment au fond de leur conscience, et qu'ils tendent sans cesse à cette conquête. Seulement, comme ils ont beaucoup de passions et peu de lumières, ils ne vont pas directement au but, ou, s'ils l'atteignent, ils ne savent pas s'y tenir. Dans leur ardeur, ils le dépassent, puis, s'apercevant de leur erreur, ils reviennent en sens contraire et le dépassent de nouveau ; cherchant toujours l'équilibre et ne le rencontrant jamais.

Noël était d'autant plus disposé à croire, comme le vieux prêtre, que tout tendait au bien et finissait pour le mieux, que ses épreuves et ses malheurs l'avaient ramené à Savigny et avaient préparé son mariage avec Denise. Ce mariage eut lieu quelques semaines plus

tard, et les nouveaux époux s'installèrent dans la vieille maison d'école. On avait ouvert le portefeuille et l'on y avait trouvé une douzaine de mille francs. Une faible partie avait servi à restaurer le vieux logis et le reste avait été placé de manière à assurer la stricte sécurité du ménage, dont les goûts étaient restés aussi simples que ceux des autres habitants du village. Noël, par déférence pour la volonté de son père, avait fait régulariser l'acte par lequel celui-ci reconnaissait sa paternité, mais il avait continué à porter le nom de son enfance, seulement il était devenu pour les gens du pays : « M. Noël », et jouissait à la fois de leur considération et de leur amitié.

J'ai connu depuis les différents personnages de cette histoire. Noël avait trouvé ce calme de l'esprit et du cœur que nous appelons le bonheur, et après lequel il avait couru vainement pendant sa jeunesse. Il le devait en grande partie à sa femme, en laquelle il avait trouvé, à défaut d'un esprit brillant, l'âme la plus saine et les sentiments les meilleurs. Denise ressemblait aux paysages de son pays : il y avait en elle plus de ciel que de choses de la terre. Elle avait deux enfants encore tout jeunes. Son mari, en attendant qu'il s'occupât de leur éducation, les laissait complètement sous la direction de leur mère, et lui-même, par esprit d'imitation sans doute, il avait fini par s'abandonner avec eux à son sens droit et à son inépuisable tendresse.

Il cultivait son jardin, comme maître Lunaire, mais là ne se bornaient pas ses occupations. Il avait trouvé en outre un emploi conforme à ses goûts, et qui était presque la réalisation de ses anciens projets : il était devenu inspecteur des écoles primaires d'une certaine circonscription autour de Savigny. Il faisait toutes ses tournées à pied, et cela lui procurait le plaisir de traverser souvent les grandes plaines où s'était écoulée son enfance, et dont le souvenir l'avait poursuivi jadis dans ses voyages ; mais s'il n'a plus le *mal du pays*, il en a toujours la tendre affection.

Quant à ses opinions politiques ou religieuses, on les connaît peu parce qu'il n'en parle jamais. Cependant il cause quelquefois avec le curé de Savigny lorsqu'ils se promènent ensemble dans l'un ou l'autre de leurs jardins, qui sont contigus. Ils ne sont pas toujours du même avis sur toutes les questions, mais ils sont du moins d'accord en un point : c'est qu'il faut travailler sans cesse à l'amélioration de l'espèce humaine, en commençant par l'enfance, et que ce n'est pas trop pour cette œuvre de la coopération de tous les hommes de bonne volonté.

S. Cambray.

REVUE CRITIQUE

I. *La Charité privée à Paris,* par M. Maxime du Camp. — II. *Philosophie du droit social,* par Mgr Hugonin, évêque de Bayeux. — *Le Charlatanisme social,* par le P. Félix. — III. *Mémoires de Saint-Simon,* édités par M. de Boislisle, t. IV. — *Mémoires du marquis de Sourches,* t. IV. — IV. Romans russes : *Humiliés et offensés,* par Th. Dostoïevsky, traduit par M. Humbert. — *Le Crime et le châtiment,* par le même, traduit par M. Derély. — *La Guerre et la paix,* par le comte Léon Tolstoï. — V. *Les Verges,* satires contemporaines, par M. Gaston David.

I

M. Maxime du Camp vient d'ajouter, à ses savantes et curieuses études sur Paris, un volume complémentaire d'un intérêt touchant et d'un saisissant à-propos. La physionomie de Paris n'est plus celle du temps où l'auteur nous en décrivait le vivant et brillant organisme [1]. La crise sociale et commerciale l'a assombrie, le malaise y est visible et trahit une souffrance générale vainement dissimulée. Évidemment l'Assistance publique est loin de répondre en ce moment, — si jamais elle l'a fait, — au but pour lequel elle a été instituée : l'esprit dans lequel elle est aujourd'hui dirigée suffirait seul à l'expliquer. Rien ne saurait donc appeler plus vivement l'attention et éveiller plus de sympathie que le tableau de ce qui se fait, en dehors de l'État, pour les malheureux. C'est, dans ses grands traits, ce tableau des œuvres de la charité privée à Paris que nous offre le récent volume de M. Maxime du Camp [2]. Ce travail, qui lui revenait de droit, l'auteur l'a fait non seulement, comme tous ceux que nous lui devons, avec conscience et loyauté, mais avec un vif sentiment d'admiration et de gratitude. Il est vrai de dire qu'elles sont, en effet, admirables et touchantes, ces œuvres inspirées par la foi, et qu'à moins d'avoir, comme la triste engeance en ce moment au pouvoir, la haine de tout ce qui est d'inspiration religieuse, on ne saurait voir sans en être ému le bien qu'elles font et celui qu'elles ont fait déjà depuis le peu de temps qu'elles existent. Les créations de la charité privée dont il est parlé ici : les *Petites Sœurs des Pauvres*, les *Frères de Saint-Jean de Dieu*, les *Dames du Calvaire*, les *Sœurs aveugles de Saint-Paul*, l'*Orphelinat des apprentis*, l'*Œuvre des jeunes poitrinaires*, l'*Hospitalité de nuit*, etc., sont effectivement de date assez récente; aucune ne remonte plus haut que la seconde moitié de ce siècle. La Révolution avait détruit tout ce que la foi chrétienne avait fondé d'institutions charitables; les gouvernements

[1] *Paris, ses fonctions, ses organes, sa vie,* 6 vol.

[2] *La Charité privée à Paris,* 1 vol. in-8°. Librairie Hachette.

qui lui succédèrent, voyant la nécessité d'y suppléer, imaginèrent un système de secours administratifs, à l'aide duquel ils crurent pouvoir faire face à tous les besoins, à toutes les misères publiques. La déception fut prompte; et la charité chrétienne, dont on avait espéré se passer, vit bientôt un nouveau et plus vaste champ s'ouvrir devant elle. Ce qu'elle a fait, à côté de l'État, bien que souvent jalousée et contrariée par lui, fournirait la matière d'une grande et merveilleuse histoire.

Le livre que nous annonçons n'en est qu'un chapitre et bien incomplet encore, puisqu'il n'y est question que de la charité privée à Paris, et que M. du Camp ne s'est arrêté qu'à ce que ce cadre offre de plus saillant. Mais avec quel cœur ce chapitre est écrit! M. Maxime du Camp n'admire pas seulement ces hommes et ces femmes qui dévouent leur vie tout entière au service des malheureux, et dont ils ne se réservent aucune jouissance; il les aime et ne peut se tenir parfois de le leur dire : « Sœur Marie, je vous ai reconnue; lorsque, devant vous, la supérieure a prononcé mon nom, vous avez tressailli et votre tête s'est abaissée, comme si elle eût voulu disparaître sous les ailes blanches de votre coiffe. Votre aïeul maternel, le général..., était mon proche parent; lorsque j'étais enfant, j'ai souvent joué avec votre mère, car nous étions à peu près du même âge. Je vous ai vue petite, je vous ai vue jeune fille; vous souvenez-vous qu'un soir vous m'avez chanté l'*Adieu* de Schubert? Vous aviez un cou charmant que je prenais plaisir à regarder. Votre frère est comte et suit son chemin dans la vie. L'existence avait bien des séductions pour vous. Quand vous avez été majeure, on vous a dit : « Il est temps de te marier. » Vous avez répondu : « Je « serai l'épouse mystique de Celui qui *est*, et je soignerai ses pauvres. » Vous avez vêtu la lourde robe, vous avez coupé vos cheveux blonds; ont-ils blanchi? Je n'ai pu le voir, et vous êtes devenue la mère de ceux qui gémissent..... »

L'ami, le parent de sœur Marie pouvait-il chercher ailleurs que dans la foi l'explication de la vie de dévouement qu'elle avait choisie? Le secret en pouvait-il être ailleurs? Non, évidemment. M. du Camp ne le demande à nulle autre cause. « Il n'est que loyal, dit-il, de reconnaître que toutes les fondations charitables, où tant d'infortunes ont été secourues jadis et le sont aujourd'hui, sont dues, en principe, à la croyance religieuse. J'en conclus que, dans le labyrinthe de la vie, le meilleur fil conducteur est encore la foi. »

Sous la plume d'un catholique, ces paroles seraient sans grande autorité. Mais quelle valeur ne prennent-elles pas quand celui qui les a écrites ajoute : « Je parle d'une façon désintéressée, car je n'ai pu la saisir, — la foi; — j'ai eu beau l'étudier et admirer ses œuvres, je lui reste réfractaire, malgré moi; mais si je savais où est le chemin de Damas, j'irais m'y promener. »

M. du Camp est-il aussi loin qu'il le croit de cette route où les yeux frappés de cécité religieuse s'ouvrent à la lumière en y arrivant? Nous espérons que non. N'est-ce pas déjà en approcher, de fait, que de voir

si juste dans les œuvres de ceux qui y ont passé et de se sentir poussé à le dire?

« Poussé », M. Maxime du Camp l'a été, il nous le confesse lui-même, par esprit de justice d'abord, et un peu aussi par esprit de contradiction. Il n'a pu résister au besoin généreux de louer le bien qui se fait sous l'inspiration de la foi et de flétrir l'hypocrisie haineuse qui, ne pouvant ou n'osant l'empêcher, s'ingénie bassement à l'entraver. « Le temps est propice, ce semble, dit-il; l'inquisition s'est faite « laïque et obliga« toire », comme l'enseignement qui, en invoquant le principe de liberté, démontre qu'il n'aime point la concurrence. On s'est donné le luxe d'un peu de persécution, persécution sans effusion de sang, je le reconnais : on n'a convié personne au chemin de ronde de la Grande-Roquette ni de la rue Haxo; mais persécution cruelle, car on a frappé des âmes qui en restent désorientées; on a dispersé des hommes qui se plaisaient à vivre les uns près des autres, chassé loin des hôpitaux la consolation qui apaisait la souffrance; on a enlevé des écoles l'image du Juste injustement condamné; on a été brutal; on a été bête. Une parole mauvaise a été prononcée qui sert de mot d'ordre dans cette campagne entreprise contre les œuvres de la foi; on a dit : « Le cléricalisme, c'est l'ennemi! » On se paye de mots, comme toutes les fois que l'ignorance gouverne. C'est là une phrase à effet, une phrase de rhéteur qui veut donner quelque pâture à la crédulité publique et qui, pour diriger l'attention loin de ses actes personnels, désigne à la haine des badauds les hommes auxquels il est interdit de se défendre : « Pierre, remets ton glaive « au fourreau! » On a triomphé : on a vaincu des Jésuites, des Oblats, des Dominicains; on a conquis quelques écoles où des sœurs de Charité enseignaient ténébreusement à des petites filles qu'il faut être docile, laborieux et véridique. Celui qui a prononcé le mot néfaste que tant de commentaires ont dénaturé est mort à l'âge même de la pleine possession et de la maturité; ses obsèques ont démontré comment il fallait interpréter sa parole : nul prêtre n'a prié sur sa dépouille; toutes les superstitions étaient derrière le char funèbre, mais la religion en avait été éloignée. Je scandaliserai peut-être ses amis, en leur disant qu'une messe perpétuelle a été fondée pour le repos de son âme. L'intention est bonne; qu'elle soit excusée! »

Oui, peut-être le temps est-il bon pour dire cela; peut-être la crédulité du vulgaire commence-t-elle, en effet, à se lasser du cléricalisme qu'on lui jette en pâture, pour tromper un appétit qui a besoin de meilleur aliment. En tout cas, c'est une bonne et noble action, à laquelle on ne saurait trop applaudir, en ce moment surtout, que cette révélation, — le mot n'a rien d'exagéré, — des œuvres de la charité privée, si nombreuses à Paris, et qu'ignore, non-seulement, comme le dit M. Maxime du Camp, « la multitude qui n'a point le loisir de s'arrêter et de regarder de quelles mains tombe l'aumône », mais que ne connaît guère que de nom, et dont ne soupçonne généralement ni l'importance ni l'admirable organisation, l'honnête foule des chrétiens qui en sont, presque à leur insu, les habituels soutiens.

II

Il y a trois ans, le *Correspondant* a publié, en deux parties, un article de Mgr l'évêque de Bayeux, dont ceux de nos lecteurs qui s'occupent plus particulièrement des questions sociales ont, nous n'en doutons pas, gardé le souvenir. Ce travail reprenait en sous-œuvre ces questions qui passionnent si vivement notre époque et dont, parce que les principes en sont mal compris, les solutions peuvent être si dangereuses. Le docte prélat, qu'une publication sur ce sujet, faite, en province et presque sous ses yeux, dans un mauvais esprit, avait en quelque sorte provoqué, était plus prêt que personne à repousser l'attaque; il avait, quinze ans auparavant, étudié ces problèmes dans ses leçons de philosophie à la Sorbonne, et depuis, malgré ses occupations et ses préoccupations épiscopales, il n'avait cessé d'en suivre la discussion, au milieu des polémiques du temps. Aussi s'en empara-t-il vraiment en maître, et, dans les pages que nous donnâmes ici, posa-t-il d'une main ferme, on s'en souvient, les véritables bases de l'institution sociale, montrant comment elle naît, à quelle fin elle tend et sur quelle réciprocité de devoirs et de droits elle repose.

Quoique complet en lui-même, cet « essai », — c'est le nom modeste que Mgr Hugonin donne à ce coup d'œil d'ensemble sur la société, — n'était, en réalité, qu'une introduction, que le prélude d'un traité spécial dont le besoin n'était que trop manifeste. Le désir en fut exprimé au prélat de divers côtés, et c'est à ces sollicitations que nous devons le volume qu'il nous donne aujourd'hui sous le titre de *Philosophie du droit social* [1]. « Les honorables encouragements que nous avons reçus nous ont décidé, dit-il, à continuer l'œuvre que nous avions entreprise et dont le *Correspondant* a bien voulu publier les premiers chapitres. Après avoir étudié les principes de la philosophie sociale, nous en avons fait une application à la société civile en particulier. Notre dessein serait, si Dieu le permet, ajoute Mgr de Bayeux, de les appliquer successivement à la société dogmatique et à la société religieuse, afin de mieux saisir les rapports qui unissent ces trois sociétés essentielles au développement du genre humain. »

Pour aujourd'hui, c'est à la première partie du sujet que s'arrête Mgr Hugonin, et, quoique d'étendue moyenne, son volume l'embrasse tout entier, parce que, bien que toujours d'une clarté parfaite, le langage en est sobre et concis. Après les préliminaires que nos lecteurs connaissent, c'est-à-dire après l'exposé des principes de la science des lois qui doivent diriger l'homme dans l'exercice des droits et dans l'accomplissement des devoirs qui naissent de l'établissement de la société, l'auteur entre, à leur propre lumière, dans l'étude de la société civile, commençant par l'examen critique des systèmes qui prétendent la constituer et la régler, et ceux, en particulier, de Rousseau et de M. de Bonald, qu'il repousse à des titres divers, mais avec une égale énergie,

[1] Un vol. in-8°, Plon et Nourrit, édit.

attendu, entre autres raisons, que l'un et l'autre impliquent la subordination absolue de l'individu à la société ou à l'État et entraînent sa dégradation. A ces systèmes, diversement mais également condamnables, Mgr l'évêque de Bayeux oppose et propose la célèbre théorie de la société civile de Rosmini, à l'exposition et à la défense de laquelle sont consacrées les deux dernières parties de son livre. « Convaincu, dit-il, que l'abbé Rosmini a éclairé d'une lumière nouvelle le domaine des sciences morales et juridiques, qu'il appartient à ce groupe de penseurs profonds qui augmentent le trésor du savoir humain, nous avons voulu faire connaître ses doctrines à nos compatriotes, et, pendant que tant d'autres s'efforcent d'importer au milieu de nous les tristes enseignements de l'école positiviste et athée de l'Angleterre, nous avons entrepris de leur opposer les enseignements spiritualistes d'un prêtre qui fut certainement un grand chrétien et l'un des plus profonds philosophes de notre époque. »

Mgr Hugonin croit, et nous croyons, comme lui, qu'il y a une véritable opportunité à répandre parmi nous les doctrines trop peu ou trop mal connues de ce grand esprit, en ce moment où celles du *Contrat social* semblent renaître avec une nouvelle vigueur et menacent, comme il le dit si justement, la liberté de tous au nom d'un libéralisme hypocrite. Le prélat se fait du reste l'interprète de ce simple prêtre avec toute la dignité de son caractère d'évêque. « Notre rôle, dit-il, est celui de vulgarisateur, tout en conservant, à l'égard du maître dont nous essayons de reproduire les enseignements, l'indépendance et la responsabilité qui distinguent le disciple de l'écolier. »

Mgr l'évêque de Bayeux avait toute autorité pour parler de ces questions supérieures; en associant à son nom celui de Rosmini, il donne à son ouvrage, sinon une valeur, au moins un intérêt de plus.

Ces questions restées jusqu'ici dans les régions élevées, d'où elles n'auraient pas dû sortir, sont aujourd'hui descendues dans la foule, où les ont portées des charlatans politiques qui les exploitent au profit de leurs intérêts égoïstes. Démasquer, devant leurs dupes, ces empiriques nouveaux, plus dangereux que les autres, serait un grand service à rendre à la société. Le P. Félix l'a compris, et c'est dans cette pensée qu'a été écrit, en vue des masses, le livre qu'il a récemment publié sous ce titre : *le Charlatanisme social* [1], titre qu'au premier abord on pourra trouver un peu étrange, ainsi qu'il l'avoue tout le premier, mais dont on reconnaîtra la piquante justesse à l'explication qu'il en donne. « Nous entendons par là, dit-il, cet empirisme moderne prônant parmi nous l'infaillibilité des remèdes humains pour nous guérir de notre socialisme, c'est-à-dire de notre mal social, — infaillibilité chimérique dont nous nous proposons de démontrer l'absolue inanité. »

C'est en effet ce que fait le P. Félix, en étudiant à part toutes les

[1] 1 vol. in-8°, Roger et Chernoviz, édit.

panacées proclamées souveraines et en mettant à jour leur impuissance à toutes : la philosophie, la science, la richesse, plus particulièrement vantées. Chacun de ces spécifiques est analysé rigoureusement, dans sa conception et dans ses effets, et ramené à sa valeur relative, que l'auteur n'a pas l'injustice de nier, mais qu'il ne veut pas laisser exagérer, comme on le fait. Science, philosophie, richesse, ont du bon, assurément ; leur culture, leur développement bien entendus offrent des ressources incontestables pour le soulagement du mal dont souffre aujourd'hui la société ; mais ils n'en sont pas le souverain remède, ainsi que le crient à grand renfort de voix ceux qui s'en sont constitués les prôneurs particuliers et y trouvent leurs petits profits. « Certes, dit le P. Félix, nous voulons bien le reconnaître : dans quelques-uns d'entre eux, tout n'est pas également à dédaigner ; mais un vice radical les atteint et les condamne tous à l'inefficacité : c'est que tous font abstraction, — alors même qu'ils n'y font pas directement opposition, — de ce qui peut seul donner à leur remède la puissance de guérir ; ils font abstraction de toute vérité dogmatique et de toute vertu morale ; ils font abstraction de l'âme, de la religion, abstraction de Dieu. C'est ce qui explique pourquoi tous ces remèdes, bien loin de pouvoir nous en guérir, n'ont que la puissance d'aggraver notre mal. »

Ce nouvel ouvrage du célèbre conférencier de Notre-Dame est une réduction, sous une forme plus concise et plus vive, de son grand enseignement oratoire ; un appel nouveau, fait, non précisément aux foules perverties et trop ivres de colère et de haine pour comprendre qu'on les trompe, mais aux hommes de bien et sans prévention, pour les inviter à méditer sur les seules conditions de salut qui restent à la société, et à choisir, entre les remèdes proposés de toutes parts, le seul dont on ne parle pas et le seul certain cependant, « le remède divin ».

III

Le tome IV des *Mémoires du marquis de Sourches* a paru, ces jours derniers, à la librairie Hachette, en même temps que le quatrième volume de la nouvelle édition des *Mémoires de Saint-Simon*, par M. de Boislisle. Nous n'avons pas à revenir sur ce qui distingue ces éditions des précédentes, celle de Saint-Simon, notamment, dont nous avons parlé plusieurs fois et dont nos lecteurs savent que M. de Montalembert a donné, ici même, le premier, l'idée. Le consciencieux érudit qui s'est chargé de cette publication lui en a lui-même renvoyé l'honneur, et, plus il avance dans son travail, plus M. de Boislisle s'applique à réaliser la pensée dont il s'est inspiré ; les notes dont il enrichit le texte de Saint-Simon, de plus en plus étendues et des plus riches en renseignements utiles et neufs, répondent de tout point aux vœux de M. de Montalembert. Ce n'est pas seulement à l'étude des généalogies tant recommandée que s'attache l'éditeur, mais à la biographie des personnages, jetés en si grand nombre et si peu scrupuleusement par le narrateur dans son impétueux récit. Les compléments d'information,

les rectifications, les redressements, abondent dans les additions et remarques de M. de Boislisle. La géographie y tient aussi une place fort large et d'autant plus nécessaire que Saint-Simon nomme simplement les lieux où se passent les événements dont il parle, sans entrer, la plupart du temps à leur sujet, dans aucun détail; nous en citerons, entre autres exemples, les curieux renseignements sur la Carthagène des Indes, où Pontis fit, avec Ducasse, en 1677, une si romanesque et si fructueuse descente. Les événements de cour et de palais, quand ils touchent aux lettres, au théâtre, aux arts, sont aussi l'objet de plus d'une remarque curieuse ou piquante. Il n'y a pas jusqu'à la grammaire, à laquelle Saint-Simon donne, comme on sait, tant d'entorses, qui n'ait sa part d'observations. Outre les *additions* de Saint-Simon au *Journal de Dangeau*, placées ici, comme dans les précédents, à la fin du volume, M. de Boislisle a complété ce tome IV, sous titre d'*Appendice*, par plus de cent pages de pièces historiques inédites, importantes à double titre, comme complément ou comme contrôle du récit de Saint-Simon, et parmi lesquelles on remarquera l'intéressante histoire des *Conseils sous Louis XIV*, travail neuf et qui, bien qu'inachevé encore, est presque déjà un ouvrage.

Les *Mémoires du marquis de Sourches* ne ressemblent en rien, on le sait, à ceux de Saint-Simon; au lieu de ces récits ardents, de ces portraits tracés à grands coups de pinceau, ou passionnément retouchés et surchargés de couleur, on ne trouve ici qu'un enregistrement quotidien des faits et gestes de la cour du grand roi et des événements dont la nouvelle y arrive. L'auteur tient avant tout à ne pas laisser dans son journal un jour vide de notes; quand parfois cela lui arrive, il en éprouve une véritable contrariété, comme en avril 1692, par exemple, où il est jusqu'au 4 sans rien apprendre, et où il n'a pas le moindre poisson à servir. « Le commencement du mois d'avril ne fut pas fertile en nouvelles, dit-il, et les quatre premiers jours se passèrent sans qu'on eût aucun sujet pour repaître sa curiosité. » La « curiosité », voilà à quoi obéit le marquis de Sourches, et non aux intérêts de caste, à l'esprit de haine et de dénigrement qui anime trop souvent son formidable contemporain. Son objectif est bien aussi la cour, mais il n'est point courtisan; c'est un homme qui ne cherche guère qu'à être bien informé; et il l'est, en général, et, sur certains points, mieux que pas un de ceux qui, comme lui, ont tenu note des événements du temps, mieux, en bien des endroits, que Saint-Simon lui-même. Or les événements dont il est question dans ce quatrième volume sont considérables. Ces trois années, 1692, à 1695, appartiennent à la période des brillantes campagnes de Louis XIV. En 1692, Tourville est défait, mais avec quelle gloire! à la Hogue. En 1693, deux grandes victoires sont remportées, celle de Luxembourg à Nerwinde et celle de Catinat à la Marsaille; 1694 est signalé par la brillante campagne du maréchal de Noailles en Catalogne, et par les hardis exploits de Jean Bart. Déjà pourtant la physionomie des choses devient sinistre : Luxembourg

meurt, Namur nous est repris, Calais, le Havre, Saint-Malo sont bombardés, et de nouveaux et plus forts impôts sont établis. La paix de Ryswick va se conclure, paix glorieuse encore, mais impatiemment attendue, et qui aura coûté cher. Qui ne comprend ce qu'il doit y avoir de curieux à parcourir le carnet d'un homme de ce temps, bien placé pour entendre tout ce qui se dit autour de Louis XIV et qui en prend note chaque jour avec exactitude et honnêteté !

IV

« Trop de romans ! » s'écriait, il y a quelque temps, M. de Pontmartin, dans un de ses *Samedis*. Le célèbre critique parlait ainsi de ces produits exubérants de la littérature actuelle à son point de vue personnel, en journaliste ennuyé d'en rencontrer incessamment devant lui et de ne pouvoir en dégager ses comptes rendus hebdomadaires. Mais, à la considérer en elle-même, cette superfétation du roman n'est-elle pas un peu à regretter aussi? Y a-t-il là, en effet, un bien satisfaisant symptôme de l'état des esprits? Nous ne saurions le dire. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il est général, et que, dans toutes les littératures, le roman déborde aujourd'hui, s'y transforme et s'y divise en nombreuses écoles. Le fait, constaté en Angleterre, comme chez nous, vient d'être signalé, pour l'Amérique, dans un très curieux volume de M. Th. Beutzon, *les Nouveaux romanciers américains* [1], sur lequel nous comptons revenir.

Il en est de même pour la Russie, où les romanciers sont nombreux, comme on sait, et ont, sur certaines classes, une influence plus considérable que nulle part ailleurs. Eux aussi mériteraient une étude, et cette étude aurait toute chance d'être bien accueillie; car, si on les connaît peu chacun, leur réputation en général n'est plus à faire. Depuis trente ans bientôt que nous les avons, des premiers, signalés chez nous, où ils étaient à peu près ignorés [2], ils se sont acquis une haute et vive estime. Leur originalité nous est particulièrement sympathique, témoin le succès, aussi grand en France qu'en Russie, dont a joui l'un des plus féconds d'entre eux, et non le moins indigène pourtant, Iwan Tourguénieff, mort, il y a quelques mois, à Paris. Tout le monde l'a lu, et il n'est personne qui ne soit resté sous le charme de ses vivants tableaux de mœurs.

Tourguénieff n'est pas cependant le plus curieux; il a eu, comme peintre de la vie russe, des émules plus pénétrants et plus profonds que lui, — un, entre autres, dont d'habiles traductions viennent de faire passer dans notre langue deux ouvrages d'un intérêt actuel et très saisissant [3]. Th. Dostoïevsky, — c'est, ou c'était son nom : nous

[1] 1 vol. in-12, Calmann-Lévy, édit.

[2] *Les Conteurs russes,* 1 vol., in-12. Librairie Gervais.

[3] *Humiliés et offensés,* traduction de M. Humbert. 1 vol. E. Plon, édit. — *Le Crime et le châtiment,* traduction de M. Derély, 2 vol. Même éditeur.

ne savons s'il est vivant encore, — est descendu plus avant, à notre avis, dans l'âme du Russe qu'aucun de ceux qui ont essayé de nous y faire lire, et en a le mieux mis à jour le fond, demeuré excellent, malgré les perversions qu'il a subies. Le monde où il nous introduit est le moins connu à l'étranger et le plus curieux pourtant, à savoir, la masse non classée qui tient le milieu entre l'aristocratie proprement dite et le peuple : la moyenne propriété de la province et la petite bourgeoisie des villes. Il y a là force étudiants pauvres, force jeunes filles sorties brevetées des instituts impériaux, et condamnées, par défaut de fortune, à gagner leur pain dans les ingrates et dangereuses fonctions d'institutrices privées; puis, au second plan, des parents obscurs, indigents, en adoration devant la supériorité de leurs enfants, dont ils attendent un bien-être ou des secours qui ne leur manquent que trop souvent. Ce qui se rencontre là d'espoirs déçus, d'illusions perdues, d'égarements cruellement expiés, de souffrances secrètes ou avouées, est inimaginable. Nulle part ailleurs la crise que traverse la société n'est plus douloureuse et plus alarmante. Les deux récits de Th. Dostoïevsky en offrent de vivants tableaux.

Le premier est à la campagne, chez un seigneur dont l'intendant a une fille, pour laquelle s'éprend trop naturellement, dans l'isolement d'un village perdu au milieu des terres, le fils unique de la maison, mais à laquelle il ne saurait s'unir et qu'il doit abandonner pour faire un mariage conforme à sa fortune et à sa naissance. La résignation de la pauvre délaissée, qui reconnaît sa faute et s'incline sous le coup qui la frappe, est extrêmement touchante. Ce qu'il l'est plus encore, ce qui est vraiment attendrissant, c'est la scène du pardon que la fille repentie obtient de son père, dont le cœur laisse échapper à flots l'expression d'une tendresse d'autant plus vive qu'elle a été plus énergiquement refoulée.

Saint-Pétersbourg est le théâtre du second drame : *le Crime et le châtiment*, dont l'intérêt est d'autant plus grand que l'acteur principal appartient à la ténébreuse secte des nihilistes. Roskolnikoff, — c'est son nom, — est un étudiant pauvre qui a le sentiment de sa valeur, mais qui souffre de la misère à laquelle il est réduit et où, malgré lui, il réduit sa mère, pauvre veuve d'employé n'ayant qu'une maigre pension qu'il lui faut partager avec sa fille, forcée, pour sauver son honneur, de s'enfuir de la maison où elle avait été placée comme institutrice. Obsédé par la pensée des souffrances qu'il impose aux deux seuls êtres dont il est aimé, énervé par la faim qui le dévore, humilié par les haillons dont il est à peine vêtu, et le cerveau surmené par de fantastiques théories sociales, il a, dans un moment de délire, assassiné une vieille prêteuse sur gage, avec la pensée, non pas précisément de lui voler son argent, mais d'employer le fruit de ses odieuses usures à se mettre en mesure de réaliser ses rêves philanthropiques et sociaux. Mais, nature honnête au fond, il n'a pas plus tôt frappé l'usurière et mis la main sur son trésor, que, là où il voyait des raisons, il n'aperçoit plus que des sophismes ; que le doute l'ébranle,

qu'il éprouve une torture affreuse en face des braves gens et surtout de sa mère et de sa sœur qui continuent à lui témoigner une affection presque respectueuse et à se montrer fières de lui. Son crime lui pèse tant, qu'il est, à chaque instant, près de le révéler, qu'il cache le trésor de l'usurière sans l'employer, et qu'à la fin, incapable d'opposer plus longtemps les raisonnements de son esprit aux reproches de sa conscience, il va se dénoncer lui-même et se livrer à la justice. Le travail des mines de la Sibérie auquel il est condamné, la vue de sa fiancée qui l'a suivi, la lecture du livre des Evangiles que cette pieuse et courageuse jeune fille lui a remis silencieusement et qu'il finit par ouvrir, la pensée de sa mère à qui l'on a laissé ignorer sa condamnation et qui le croit en mission pour le gouvernement, son cœur enfin qui n'a point subi la dépravation de son esprit, opère peu à peu sa régénération. Roskolnikoff est bien le vrai type slave, et le milieu où l'auteur nous le montre est également d'une frappante vérité. A cet égard et comme étude de la Russie d'aujourd'hui, les deux romans de Th. Dostoïevsky, très remarquables du reste au point de vue littéraire, ont une importance de premier ordre.

On croit assez généralement que ces romans de mœurs sont le genre exclusif des Russes. C'est une erreur; il s'écrit là-bas, comme ici, des romans de toutes sortes. Les romanciers russes ne s'en tiennent pas au présent et sont bons émules de Walter Scott. Nous connaissons d'eux certaines fictions rétrospectives qui témoignent hautement de leur habileté à faire revivre le passé de leur histoire. Telle est, en particulier, celle du comte Léon Tolstoï : *la Guerre et la paix*, dont vient de paraître [1] une traduction signée « une Russe », qu'à son élégante facilité on prendrait pour l'œuvre d'une Française, et des plus lettrées.

Le passé que nous peint le comte Tolstoï est de fraîche date, il est vrai, et ne lui a pas coûté, à reconstituer, de bien grandes recherches. Si l'auteur n'est pas précisément un jeune homme, — ce que nous ignorons, — il a pu voir encore certains débris de la société curieuse qu'il a voulu nous remettre sous les yeux, dans l'intérêt d'un patriotisme quelque peu idéal sans doute, mais qui n'est pas au moins doublé de malveillance pour l'étranger, — pas même pour la France du temps dont il parle.

La société que met ici en scène le comte Tolstoï est celle d'Alexandre Ier, imitation brillante, mais un peu factice, de celle que la Révolution avait étouffée chez nous dans le sang. Nos malheurs ne l'avaient guère éclairée. On en était, en Russie, dans le monde aristocratique, — le seul qui comptât à l'époque où commence le récit du comte Tolstoï, — juste où nous en étions nous-mêmes à la veille de 1789; on y vivait de la même façon, on s'y nourrissait des mêmes idées, on y caressait les mêmes utopies, on y parlait presque exclusivement la

[1] 3 vol. in-12, Librairie Hachette.

même langue. Peu s'en faut qu'en pénétrant avec l'auteur dans les salons et les intérieurs de la noblesse russe, on ne se figure avoir retrouvé Versailles ou Paris d'autrefois. Mêmes amusements, mêmes intrigues galantes, mêmes conversations, sauf une préoccupation dont rien ne distrait longtemps et qui devient d'année en année plus envahissante, celle de Napoléon, dont les victoires se succèdent et causent une émotion qui augmente à mesure que ses armées se rapprochent davantage des frontières russes. Tant qu'il ne s'est agi que des Allemands, qu'on aime peu à Saint-Pétersbourg et encore moins à Moscou, leurs défaites et leur humiliation ont médiocrement touché, si même elles n'ont pas secrètement réjoui; mais quand l'alliance de Tilsitt menace de se rompre, il en est autrement : l'inquiétude saisit les âmes, sans rompre pourtant tout à fait les habitudes. C'est là, dans l'attente, dans l'espoir, dans l'anxiété, dans l'effarement dont est progressivement saisie la société russe par la marche ascendante, vertigineuse et menaçante enfin de la fortune de Napoléon; c'est, disons-nous, dans le drame politique des sept années qu'embrasse l'ouvrage du comte Tolstoï, plus que dans la fiction où il l'a encadré, que réside l'intérêt profond qu'il excite, — intérêt qui serait plus vif encore et plus soutenu, selon nous, si la forme en était plus simple, et s'il était franchement dégagé de ses trop nombreux accessoires romanesques. Le temps que l'auteur a voulu faire revivre est trop près encore pour prêter à l'idéal et faire mirage. Si, pour des raisons qu'on peut soupçonner, l'auteur a dû renoncer à l'histoire pure, le passé littéraire lui offrait de meilleurs moules que le roman historique pour arriver à son but, — les Mémoires apocryphes, par exemple, qui se seraient prêtés aussi bien à ses charmantes scènes de mœurs, à ses vivants portraits, à ses épisodiques récits de guerre, et où il aurait pu également attaquer à son aise les réputations usurpées, comme il l'a fait impitoyablement pour celle du comte Rostopchine, et transformer la fuite épeurée des Russes devant l'invasion des Français en un patriotique et habile système d'émigration. L'apothéose nationale qui couronne son récit eût trouvé là aussi bien sa place. Quant à sa théorie philosophique de l'histoire, nous ne savons trop, par exemple, quelle forme eût pu en éclaircir les idéales et nuageuses profondeurs.

V

Le volume de satires contemporaines de M. Gaston David, *les Verges*, dont nous annoncions, en novembre, la publication prochaine, et dont la communication de quelques pièces nous avait permis de donner un avant-goût. a paru dans le courant du mois dernier [1], au plus fort de l'affluence des livres d'étrennes, sans que, par suite, il nous ait été possible de le signaler. Ce que nous en avions dit suffisait pour nos

[1] Gaston David, *les Verges, satires contemporaines*. 1 vol. in-12. Librairie académique, Perrin, éditeur.

lecteurs, depuis longtemps sympathiques au poète et alléchés par nos citations; mais nous tenions à appuyer davantage sur l'évolution imprévue, croyons-nous, qui s'est faite dans son esprit et dans son talent, mais qu'explique assez le répugnant spectacle que nous donne la secte, — disons plutôt la clique, — qui s'est emparée du gouvernement, en France. L'auteur des *Verges* n'était pas né pour la satire; sa muse aimait à chanter le beau, qu'elle recherchait partout, dans la nature comme dans l'homme. M. Camille Doucet, secrétaire perpétuel de l'Académie française, disait de lui, il y a six ans, en rendant compte de son frais recueil des *Jours d'été :* « Déjà connu de l'Académie, déjà mentionné avec estime dans l'un de nos derniers rapports, M. Gaston David se distingue toujours par une grande pureté de langage et une rare délicatesse de sentiments. Il est de ceux avec qui l'on compte et sur qui l'on aime à compter. »

L'espoir du spirituel académicien n'aura pas été déçu à la réception de ce nouveau volume; le poète a grandi, en effet, mais autrement que ne comptait probablement M. Camille Doucet. Pouvait-on en effet prévoir, en 1878, ou soupçonner même que le jeune homme qui avait débuté par les *Chants intimes* et continué par les *Jours d'été* tournerait à la satire? Mais aurait-on prédit, avant 1860, que le chantre des Alpes, le platonique auteur de *Psyché*, des *Poèmes évangéliques* et des *Symphonies*, le doux Laprade, deviendrait l'émule, le continuateur de Juvénal? Non, sans doute, parce que sous la monarchie de Juillet on ne pouvait prévoir les bassesses de l'empire; pas plus qu'on ne pouvait imaginer, malgré la triste idée qu'elle avait déjà donné d'elle, en 1878, que la république en viendrait, au bout de quelques années, à l'impudente oppression qu'elle exerce aujourd'hui? C'est la nausée de la corruption impériale qui, montant jusqu'aux hauteurs où se tenait Laprade, le força à en descendre et à sangler les *Muses d'Etat*, les *Tribus* et les *Courtisans*. Même suffocation a pris M. Gaston David, dans la pure atmosphère où il se maintenait. Cependant, nature essentiellement délicate, l'indignation ne lui a pas mis le fouet vengeur à la main; au lieu du knout qu'ils mériteraient, c'est de verges seulement qu'il frappe la bande des cyniques qui nous ruinent et nous déshonorent. Mais du moins ses coups sont vifs, ils portent aux bons endroits, comme nos lecteurs ont pu déjà s'en convaincre, et comme son volume en offre de nouvelles preuves.

P. Douhaire.

PROBLÈMES ET CONCLUSIONS DE L'HISTOIRE DES RELIGIONS,

Par M. l'abbé de Broglie, ancien élève de l'École polytechnique, professeur d'Apologétique à l'Institut catholique de Paris [1].

C'est une heureuse pensée que celle qu'a eue M. l'abbé de Broglie de publier les principales conférences qu'il a données à l'Institut catho-

[1] Putois-Cretté, rue de Rennes, 30. In-12 de 416 pages.

lique de Paris, depuis qu'il y occupe la chaire d'Apologétique chrétienne. Le volume, que nous avons entre les mains, ne renferme pas tout ce qu'il a donné à ses auditeurs, mais il contient cependant la substance de son enseignement.

Trois grandes pensées divisent et résument son ouvrage : et ces trois pensées, on peut les exprimer par ces trois mots : Ressemblances, différences, transcendance.

Toutes les religions se ressemblent : qui ne le sait, hélas! et qui ne le répète de notre temps? Toutes les religions se ressemblent. Donc toutes les religions se valent, conclut-on rapidement. Et ce n'est pas seulement le peuple qui tire cette conclusion; ce sont aussi les gens instruits et éclairés, ceux au moins qui ont besoin d'étouffer leurs remords ou de se faire illusion, ceux, en particulier, qui sont à la recherche d'une excuse pour leur indifférence. « Toutes les religions se valent! » Nous craignons bien que cette parole ne constitue, en fait de religion, le symbole d'une grande partie des classes bourgeoises et ouvrières, surtout dans les grandes villes.

Et cependant, si on sait que toutes les religions se ressemblent, on ne le sait pas assez; car, si on le savait mieux, on ne tirerait point la conclusion que toutes les religions se valent. En effet, à côté des ressemblances quelquefois frappantes, surtout dans certaines pratiques extérieures, on remarquerait des différences nombreuses, profondes, bien accusées; différences qui mettraient à néant la dangereuse conclusion : « Toutes les religions se valent! » On comprendrait alors que toutes les religions ne se valent pas; on saurait même faire son choix, et on n'hésiterait pas à se dire : Voilà ce que je dois croire, voilà ce que je dois pratiquer!

M. l'abbé de Broglie a donc fait une œuvre de vraie apologétique chrétienne, en recueillant, dans un volume plein de faits et d'idées, la substance de son enseignement. A une époque comme la nôtre : à une époque où tous les peuples se voient et se visitent, se mêlent et se fusionnent; à une époque où toutes les religions se touchent et se coudoient, où les brahmes et les bouddhistes s'installent déjà dans nos cités pour y dresser leurs temples et y ouvrir leurs pagodes, l'apologiste chrétien ne saurait trop faire la lumière sur les cultes qui nous avoisinent ou nous environnent. Rien ne peut donner plus d'éclat et de relief à la divinité du Christianisme.

Le livre de M. le professeur d'Apologétique chrétienne s'ouvre par un exposé succinct sans doute, mais cependant assez complet des principales religions qui se partagent le monde. L'auteur, en faisant ressortir les ressemblances et les différences de tous les cultes, prépare les voies aux conclusions qu'il se propose de tirer ou d'établir. C'est la partie du livre de M. de Broglie qui paraîtra la plus neuve, car on ne sait guère, en général, parmi nous, en quoi les religions se ressemblent et en quoi elles diffèrent. Le nombre des personnes qui, en France, se font une idée exacte des cultes de l'Inde et de la Chine, est certainement très restreint.

Toutefois, la partie la plus intéressante des *Problèmes et des Conclusions*, celle qui repose le mieux l'esprit et qui satisfait le mieux le cœur, est la dernière, celle que l'auteur appelle, avec juste raison, la transcendance du Christianisme. Et cependant, il n'y a là rien de bien nouveau, rien qu'un chrétien éclairé et instruit n'ait lu et ne connaisse; mais tout est dit avec tant d'art et de soin que l'exposé en semble rajeuni : les preuves sont mieux groupées ou mieux déduites; c'est pourquoi elles font plus d'effet.

Nous ne doutons pas que ce livre n'ait beaucoup de lecteurs, et nous espérons que l'auteur continuera longtemps encore le cours de ses très utiles et très intéressantes leçons.

Abbé Martin,
Professeur à l'École supérieure de théologie de Paris.

Un jeune docteur en médecine, porteur d'un nom aimé au *Correspondant* et bien connu de tous les lettrés, M. Charles Fournel, vient de publier à la librairie Dentu un volume qui intéresse l'histoire de Paris autant que l'histoire médicale. C'est à ce double titre que nous recommandons à nos lecteurs *l'Hôpital Beaujon depuis son origine jusqu'à nos jours*. Dans cet ouvrage, qui a été d'abord une des thèses les plus remarquables passées devant la Faculté de Paris, ils trouveront successivement l'histoire du fondateur, le célèbre financier Nicolas Beaujon, cet épicurien de la philanthropie, dont le faste et les folies remplissent les chroniques du règne de Louis XV et surtout de Louis XVI, puis celle de l'orphelinat fondé par lui et de l'hôpital qui en est sorti, dans toutes les vicissitudes et les transformations qu'ils ont traversées; enfin le tableau financier, administratif, médical de cet établissement, sans oublier, bien entendu, l'esquisse de la vie et des travaux des principaux médecins et chirurgiens qui y furent attachés. Des pièces justificatives et un plan terminent le volume. Grâce à ses recherches dans les Archives nationales et dans celles de l'Assistance publique, ainsi que dans les études de notaires, le docteur Charles Fournel a pu trouver des documents inédits et inconnus d'une réelle importance, compléter et rectifier la biographie de Beaujon, combler beaucoup d'autres lacunes et redresser des erreurs répétées partout. Son livre mérite donc les encouragements de la critique historique, comme il a mérité les applaudissements de la Faculté. L. V.

CHRONIQUE POLITIQUE

24 février 1885.

Il y a des gémissements dans la République, ou plutôt, comme l'Enfer de Virgile, la République a ses *Lugentes campi* qui retentissent d'un murmure de plus en plus profond; car c'est une région de plus en plus peuplée de ces républicains qui pleurent leur idéal perdu et qui soupirent, par intervalles, après un gouvernement meilleur dont ils n'osent encore ni considérer la forme ni proférer le nom. Jeudi, un journal qui compte parmi ses inspirateurs les plus assidus deux sénateurs et deux députés républicains, MM. Léon Say et John Lemoinne, Ribot et Charmes, poussait cette lamentation, devenue familière sans doute à ses amis désespérés : « Si M. Thiers sortait de sa tombe, il aurait le droit de demander ce qu'on a fait de la France depuis sa mort. Il constaterait le déficit dans les finances, le désordre dans l'administration, la démoralisation dans l'armée, le trouble dans les consciences, et, pour couronner le tout, le drapeau de la France engagé au loin dans les plus funestes aventures. » Ces paroles mélancoliques, malicieusement répétées à la tribune du Sénat par M. Blavier, ont fait beaucoup de bruit. Que ne les entendons-nous sur les lèvres de M. Thiers lui-même? Quel discours éloquent ne prononcerait-il pas, au spectacle de tous ces maux et de toutes ces fautes de la République?... Parmi les républicains que la République désabuse, M. Germain ne s'est pas contenté, lui, d'exhaler, d'un ton lugubre, une plainte comme celle-là; il a mêlé à ses regrets une sorte de vœu qui n'est pas si hypothétique, si chimérique, qu'il n'a paru le croire. Il a dit à un journaliste ces mots qu'il n'a pas reniés le lendemain, quand le *Figaro* les a publiés : « Si nous avions en France un gouvernement dirigeant comme celui qu'a l'Allemagne, et si nous étions capables d'en supporter la direction, avant dix ans nous aurions le premier rang parmi les nations européennes, et rien ne pourrait nous le faire perdre... Mais nous sommes bien loin de cela, hélas!... Je ne suis ni royaliste ni impérialiste, ni spécialement attaché à aucune forme de gouvernement. J'admettrai volontiers cependant que la Monarchie puisse mieux que le régime actuel donner au pays le gouvernement dont il a besoin... » Eh bien, ils sont nombreux, dans les rangs du parti républicain, ceux qui commencent à parler, plus ou moins

haut, comme M. Germain, et nous ne connaissons rien qui caractérise mieux l'état actuel de la République : ceux qui l'avaient accréditée devant la France n'ont déjà plus foi en elle.

Dans tous les actes de ce gouvernement, rien qui marque l'amour suprême et passionné de la France, le vrai soin et l'unique souci de sa gloire et de sa prospérité. S'efforcer seulement au bien général, il en semble incapable. Nulle part il n'aura fait sentir à la nation une énergique volonté d'améliorer la situation du pays, le dessein opiniâtre de perfectionner les instruments de sa fortune et de sa grandeur. Le mot de progrès, ce mot si cher à la rhétorique républicaine, est bien encore dans le dictionnaire de nos ministres. Mais, la chose, qui la voit? Qu'est-ce qui progresse, sous leur direction? Qu'est-ce du moins qui progresse, au bénéfice de la patrie et de la société? Ce gouvernement n'est que celui d'un parti victorieux, qui campe, occupé tout entier à garder sa conquête en même temps qu'à exploiter sa victoire. Ses lois, ses décrets, ne sont que des moyens égoïstes d'affermir ou d'étendre sa puissance. Il n'est pas jusqu'à ses entreprises extérieures où ce genre d'intérêt ne règle toutes ses opérations. En 1793, c'était, dans le gouvernement de la République, la lutte pour la vie et pour le pouvoir. En 1885, c'est la lutte pour le pouvoir, exclusivement. A quoi pense-t-il, ce gouvernement, depuis le commencement de l'année? Aux élections. Et de quoi parle-t-on dans les antichambres des ministères, dans les couloirs ou sur les bancs du Palais Bourbon? Du scrutin de liste et du scrutin d'arrondissement, oui certes; mais aussi de la date à laquelle ces élections s'accompliraient. Or dispute-t-on du mode de scrutin selon les principes et n'est-il question que d'appliquer la doctrine traditionnelle du parti? Non pas. On ne s'évertue qu'à bien calculer les chances électorales de tel groupe et de tel autre. Quant à la date des élections, on n'ignore pas que M. Jules Ferry avait l'intention secrète de la précipiter. Pourquoi? D'abord, parce qu'une sorte de coup de main électoral pouvait lui être favorable, dans sa brusquerie; ensuite, parce qu'il prévenait ainsi certains effets de ses fautes et parce qu'il s'épargnait certains désavantages des événements. La majorité, au contraire, veut retarder la date de ces élections. Et pourquoi? En apparence, parce qu'elle prétend s'acquitter de son mandat, conformément à son devoir constitutionnel, jusqu'à la fin de sa quatrième année; en réalité, parce qu'elle est incertaine de son sort, parce qu'il lui semble que sa popularité a besoin de sacrifices nouveaux et parce qu'abréger son règne, c'est diminuer avant l'heure fatale ses honneurs et ses honoraires, c'est se priver d'une portion des ressources qui peuvent lui assurer la fidélité de ses électeurs. Elle rétablirait assez volontiers le scrutin de liste, si elle avait une confiance absolue

dans la bienveillance et dans la loyauté de M. Jules Ferry. Malheureusement, ces vertus de M. Jules Ferry, elle n'ose pas s'y fier. Elle a peur qu'il ne la trompe, quand il déclare que la Chambre doit conserver légalement son mandat jusqu'au mois d'octobre et qu'elle peut seule demander sa propre dissolution. Voilà comment tout est obscur et changeant dans les dispositions réciproques du gouvernement et de la majorité. La loi électorale n'est pour l'un et pour l'autre qu'une affaire et l'affaire n'est qu'une intrigue...

Si la morale de l'intérêt domine avec cette bassesse chez nos ministres et parmi nos députés républicains, le Sénat, tel que l'ont fait les élections du 25 janvier, donne-t-il du moins à la République quelques beaux exemples d'un civisme supérieur? Console-t-il, rassure-t-il les honnêtes républicains qui ont naïvement mis en lui leur dernière espérance? Nullement. La majorité du Sénat, en prenant à la Chambre son appoint de trente députés « opportunistes » ou radicaux, semble lui avoir pris également ses passions, son esprit. Elle est devenue intolérante, elle a maintenant le goût de l'arbitraire et de l'ostracisme, elle abuse brutalement de sa prépondérance comme celle de la Chambre. Pour tout dire, M. Tolain, dont le jacobinisme paraît plus libre et s'enhardit de jour en jour, régente déjà plus d'à demi cette majorité, tandis que M. Ninard la guide, à la lumière de sa logique versatile! M. Tolain ne permettra pas, non seulement que le Sénat invalide l'élection du département de l'Eure, mais qu'il attende le jugement du Conseil d'État. Quoi! l'équité du Sénat laisserait à M. le duc de Broglie le droit d'en rappeler aux électeurs! Et M. Tolain risquerait de voir M. le duc de Broglie rentrer au palais du Luxembourg avec tout l'éclat d'une célébrité que les électeurs auraient comme fortifiée! On saura ce soir si le Sénat aura obéi à cette volonté de M. Tolain, servi par la sophistique avocassière de M. Ninard. Mais les Jacobins qui ont été sacrés sénateurs le 25 janvier n'ont-ils pas obtenu un premier triomphe dans la personne de M. Chalamet, aidé par M. Tolain? A leur suggestion, le Sénat a ordonné une enquête sur l'élection du Finistère, bien qu'il ait reconnu que les votes des électeurs ne pouvaient être contestés. Avant de valider l'élection du Finistère, il a estimé qu'il fallait procéder à une enquête. Il est vrai que les quatre élus sont des royalistes... Toutefois, quand on invite le Sénat à ordonner une enquête sur cette même élection de l'Eure dont les irrégularités sont assez graves pour avoir nécessité l'examen du conseil d'Etat, le Sénat hésite. Il hésite, parce que les deux élus sont des républicains. Quelle impartialité! Quelle justice! Et, si la majorité que les Ninard, les Chalamet sont venus accroître et animer de leur souffle inaugure par de tels actes sa souveraineté sénatoriale, quelle com-

plicité elle promet à l'empire audacieux de M. Jules Ferry, pour toutes ses fraudes et toutes ses folies!

Le Sénat a commencé à discuter le budget de 1885. Car nous sommes sous le régime des douzièmes provisoires et, bien que d'avance M. Jules Ferry se fût si vivement courroucé d'avoir à subir « l'humiliation » d'un pareil régime, son gouvernement paraît la supporter d'un cœur assez léger. La veille même de ce débat, le *Journal officiel* témoignait que les recettes de l'année 1884 avaient été inférieures de 57 240 300 francs au rendement calculé par M. Tirard. Décidément, l'arithmétique de M. Tirard n'a pas l'exactitude d'une science mathématique. Ce pauvre ministre des finances qui avait commis, il y a trois ans, une erreur de 300 millions dans l'une de ses additions budgétaires, en a commis trois, en 1884, dans l'estimation de l'impôt : les trois font une différence de plus de onze millions. Ce qui est surtout grave, c'est que les erreurs de M. Tirard sont toujours des bévues opportunes : il a l'art de ne s'en rendre coupable que dans les périodes où elles peuvent utilement dissimuler au contribuable une partie de la vérité. Samedi, dans un discours aussi précis qu'éloquent, M. Chesnelong a démontré qu'en dépit de toutes les tromperies employées pour équilibrer le budget aux yeux du public confiant, le déficit était de 300 millions pour le budget ordinaire et de 200 pour le budget extraordinaire. M. Tirard a été contraint encore à plus d'un aveu pénible : ils ne lui coûtent pas plus qu'à M. Jules Ferry les mensonges! On n'oubliera pas, notamment, ces paroles qui ont été entendues du Sénat et que le délinquant a raturées dans le texte du *Journal officiel :* « Le budget ordinaire de 1885, pris séparément et si l'on ne le rattache pas aux dépenses extraordinaires, est en équilibre. » La déclaration mérite de rester légendaire. Elle trahit le procédé ingénieux de nos financiers républicains. Il est bien manifeste qu'en allégeant chaque année le budget ordinaire pour surcharger le budget extraordinaire, on pourra toujours équilibrer ostensiblement le budget ordinaire : ce qui romprait dans l'un l'équilibre, on le transporte dans l'autre; quoi de plus simple? La majorité des Ninard et des Chalamet, des Testelin et des Naquet, ne désapprouvera jamais ce genre de duperie; elle ne veut que s'illusionner... Quant à celle dont M. Méline et M. Rouvier se disputent la faveur, dans la Chambre, elle est de plus en plus partagée. La discussion de la loi qui établirait sur les céréales un droit protecteur se prolonge outre mesure. La nécessité de ce droit ne paraît certes plus douteuse à ceux qui ont écouté de bonne foi les discours où les trop justes doléances de l'agriculture se sont exprimées, à la tribune de la Chambre. Mais à quel chiffre la majorité réduira-t-elle ce droit? Après la réduction que la majorité est en train

d'opérer graduellement, sera-ce encore une taxe efficace? Les impôts tour à tour imaginés par M. Germain, par M. Paul Bert et quelques autres, pour suppléer à cette taxe, sont-ils autre chose qu'un leurre? Et toute cette discussion ne menace-t-elle pas d'être aussi vaine qu'elle est bruyante? N'assistons-nous pas à une comédie parlementaire plutôt qu'à une délibération législative? Il faudra bien qu'on en finisse cette semaine; le jeu ne saurait durer.

Au dehors même du Parlement, la réputation de la République va s'avilissant de plus en plus. La République, malgré toute la complaisance que lui doit sa nouvelle magistrature, a des infortunes judiciaires : les scandales sont trop nombreux, trop honteux; on est obligé de sévir contre des républicains que leur républicanisme n'a pas suffi à préserver de leurs vices! Le tribunal correctionnel de la Seine vient de condamner, par exemple, un trio d'industriels et d'escrocs qui trafiquaient des dignités et même des fonctions de l'État : ils fournissaient spécialement les décorations, ils procuraient même des préfectures et des sous-préfectures. C'était un certain Buret, qui figurait parmi les auxiliaires de M. Gambetta, dans le comité électoral de la rue de Suresne; un Chesnel, qui était employé au ministère du commerce; un Soudry qui, en qualité de commissaire, avait représenté la République à l'Exposition de Melbourne. Ces émules de Boland avaient corrompu de grands personnages qu'on n'a pas osé appeler à la barre du tribunal. On se murmure d'oreille en oreille leurs noms. Buret, à en croire son avocat, avait « la main longue » : il avait dans ses archives des lettres significatives de M. Luteau et de M. Caban, l'un chef adjoint du cabinet de M. Waldeck-Rousseau, l'autre attaché au ministère de l'agriculture. Ce qui a été révélé n'est pas pour confirmer la doctrine des sectaires qui nous vantaient la République comme le gouvernement même de la vertu. Ce qui est resté mystérieux dans ce procès rend suspecte la pureté de tel ou tel fonctionnaire républicain. Il y a là pour la République un dommage moral d'autant plus grand que d'autres soupçons s'élevaient déjà contre plus d'un de ses serviteurs les plus dévoués. M. Cazot n'a-t-il pas dû dépouiller sa robe de premier président pour s'apprêter à comparaître devant les juges qui auront à punir les larcins de la Compagnie d'Alais au Rhône? M. André de Trémontels, ancien préfet de la Corse, accusé de prévarication et de vol par M. Demangeat, ancien préfet de l'Aveyron, n'a-t-il pas laissé passer le délai où, judiciairement, il pouvait se justifier? Et n'est-ce pas un journaliste républicain, M. Camille Dreyfus, qui a pu impunément poser devant le public cette question si hardie : « Est-il vrai que, si on achète les complaisances des agents subalternes à deniers comptants, on con-

quiert les bonnes grâces du maître par des complaisances de telle nature, qu'un fonctionnaire marié, qui se respecte, ne laisse pas franchir à sa femme le seuil de la place Beauveau? Est-il vrai qu'on renouvelle Barras et les amabilités du Directoire? » En vérité, la République n'a plus qu'à baisser les yeux, si elle a quelque peu de cette pudeur qu'elle promettait d'avoir jusqu'à l'excès, et, quand les accusations qui frappent les plus hauts dignitaires de la République n'étonnent plus et n'irritent plus, c'est un mauvais signe.

« Où en sommes-nous? » Ceux qui ont vu, aux funérailles de Jules Vallès, l'essai nouveau du parti de la Commune, ont pu se le demander non sans terreur. Jamais, depuis 1871, il n'y avait eu sur le pavé de Paris une telle confusion révolutionnaire. L'homme dont les communards glorifiaient la mémoire avec cette pompe insolente avait été au premier rang parmi leurs pamphlétaires et leurs tribuns. Farceur sinistre; ingrat à sa famille; jetant l'insulte à sa mère; furieux contre la société par dépit et par envie; orgueilleux avec cynisme; avide de stupéfier le monde par sa rancune; se travaillant à montrer une âme incapable de pudeur; tournant l'imprécation à l'habitude et au métier; jaloux de paraître un être singulier; studieux de bizarrerie; charlatan amer et déclamateur forcené; plein d'une imagination sombre qu'il s'appliquait à rendre violente; laborieux arrangeur de phrases et de mots étranges; faux misérable et peureux de la misère; amoureux du luxe et des grandeurs. Les anciens chefs de la Commune avaient été convoqués à l'enterrement; Rochefort les conduisait. Sur le cercueil s'étale l'écharpe que Vallès revêtait à l'Hôtel de Ville. Derrière le corbillard, une douzaine de drapeaux rouges flottent librement. Au bout d'un bâton danse une couronne violette avec cette inscription : « Les socialistes allemands de Paris. » Dès qu'elle a paru dans le cortège, un groupe d'étudiants qui ne peut réprimer sa patriotique indignation, s'est écrié : « A bas l'Allemagne! Vive la France! » Les communards crient de leur côté : « Vive la Commune! Vive l'Internationale. » Les deux clameurs se répondent quelque temps. Bientôt les étudiants se précipitent sur la couronne. Ils sont repoussés. Les communards défendent leurs frères, ces socialistes allemands. Deux fois le combat recommence. Le sang coule. Deux fois encore les étudiants succombent dans la mêlée. Honneur à la Commune et à l'Allemagne! elles sont victorieuses ensemble sur ce pavé de Paris... La couronne arrive intacte au cimetière du Père-Lachaise. Mais, tout le long de la voie, il y aura eu mille poussées, mille huées, immenses les unes et les autres. La police n'était pas là. Elle avait abandonné la rue à la Commune. M. Waldeck-Rousseau était plus vigilant, moins débonnaire, une

huitaine de jours auparavant, quand il déployait un si luxueux appareil de sévères précautions, pour interdire la place de l'Opéra aux ouvriers sans travail qui voulaient s'y réunir. Soit donc. Il paraît que cette foule d'honnêtes gens et de bons Français que les communards ont offensés et provoqués par leur parade, derrière le cercueil de Jules Vallès, n'avait aucun droit à la protection du gouvernement. Eh bien! quel qu'ait été, dans cette journée, le secret dessein du gouvernement, il n'en reste pas moins sûr que la Commune a reconquis la liberté de la rue. « Vive la Commune! » n'est plus un cri séditieux. Et ce n'est pas non plus un emblème séditieux que ce drapeau rouge qui, en 1871, s'élevait contre le drapeau national, sur Paris ensanglanté et incendié. La Commune a dû se croire reconnue comme l'une des formes possibles et légales de la République. Elle a mis à l'épreuve la faiblesse du gouvernement. Elle a discipliné dans cette procession ses forces. Elle a recouvré sa confiance. Ses agitateurs oseront davantage, à la prochaine occasion. Il se peut que, devant cette menace, M. Jules Ferry ne tremble pas et que le président de la République demeure serein. Il se peut qu'ils sourient avec un dédain ironique, si on les avise d'être un peu plus attentifs à ces premiers grondements, à ces premiers symptômes de perturbation. Il sied pourtant qu'ils se rappellent bien cette maxime de Rochefort, écrite dans la *Marseillaise* le lendemain des obsèques de Victor Noir : « La Révolution, c'est l'imprévu. »

Reportons nos regards au Tonkin. Là du moins, ce n'est pas le drapeau rouge qui triomphe et l'armée, cette armée qui représente la France elle-même, répare noblement, pour la fierté de la patrie, les fautes de la République, celles de M. Jules Ferry et de sa diplomatie. Le général Brière de l'Isle, après avoir occupé le camp retranché de Dong-Song, tourné Bac-Lé et Truong-Khanh, dépassé Phuoc-Long, avait continué sa pénible marche à travers la montagne, en surmontant tous les obstacles dont elle était hérissée. Le 11 et le 12 février, il battait une dernière fois les troupes chinoises. Le 13, il entrait dans la citadelle de Lang-Son et s'emparait de Ki-Lua; il touchait presque à la frontière de la Chine. Six jours plus tard, il revenait par Bac-Lé à Hanoï; la route était libre. Il laissait à Lang-Son le général de Négrier, pour garder la place et faire face à l'ennemi. Toute cette série d'opérations a été vraiment glorieuse : le général Brière de l'Isle a mené sa petite armée avec autant d'habileté que de courage. Vers le même temps, l'amiral Courbet reprenait la mer et se mettait à la recherche de la flotte chinoise. Il a dû respirer loin de ce fatal rivage de Formose où M. Jules Ferry l'avait immobilisé, pendant ce blocus qui nous a été si meurtrier et si inutile. Comme si la

prise de Kelung pouvait effrayer la hautaine et astucieuse patience de cette Chine qu'en 1860, l'occupation de Canton même n'avait pas décidée à traiter! Le 14 février, Courbet surprenait cinq navires chinois dans l'archipel des îles Chusan, à Sheipoo. La nuit, il envoie contre eux deux canots à vapeur qui portent des torpilles; nos audacieux marins les attacheront aux flancs des navires chinois. Ils arrivent dans l'obscurité. Le bruit de leur machine les trahit. Pendant quelques minutes, un feu terrible les enveloppe; ils avancent pourtant. Trois des navires chinois s'enfuient; deux sont éventrés et coulent : l'un avec vingt-six canons, l'autre avec sept. Instructive leçon dans l'art de la guerre maritime. A Sheipoo comme dans la rivière Min, nos torpilles sont victorieuses. Le vieux courage français, celui qui approchait si vite l'ennemi et qui se ruait sur lui l'épée ou la baïonnette au poing, a retrouvé un instrument. Mais ces beaux faits d'armes du général Brière de l'Isle et de l'amiral Courbet changent-ils là-bas l'état des choses? Certes, les hostilités ne peuvent plus s'appeler de simples « représailles ». Si, de belligérant à belligérant, la guerre n'est pas déclarée, elle est cependant notifiée aux neutres; elle a donc désormais une forme un peu plus précise. M. Patenôtre a quitté Shanghaï, laissant sous le pavillon du consul russe la concession française. Mais n'ayons pas d'illusion. La prise de Lang-Son et le combat naval de Sheipoo n'auront pas intimidé la Chine. Ce ne sont pas des coups qui lui soient sensibles. Elle continuera sa résistance, en comptant demain aussi bien qu'hier sur la distance et sur le temps, sur l'immensité de son empire, sur la masse inépuisable de sa population, sur nos embarras militaires ou internationaux, sur les secours occultes qu'elle reçoit, etc. La Chine ne pourrait fléchir qu'à Pékin. Or elle n'ignore pas les conditions dans lesquelles la guerre de 1870 a laissé la France. Pourquoi est-ce M. Jules Ferry qui les a oubliées?...

Les tragiques événements du Soudan sont mal connus encore; dans les nouvelles qu'on en a, la fable continue de se mêler à l'histoire. Il paraît certain que Khartoum a été pris le 26 janvier. Un traître aurait ouvert les portes de la ville aux troupes du Mahdi; Gordon aurait été assassiné, en sortant du palais du gouverneur. Le général Wolseley, malgré le récit contradictoire du mudir de Dongola, semble ne pas mettre en doute la mort de Gordon, tout en n'osant rien affirmer. Il a donné ses ordres, comme si Khartoum était occupé par le Mahdi et comme s'il n'avait plus à sauver Gordon. Il concentre en ce moment ses forces trop dispersées. Deux combats l'ont averti cruellement qu'il ne fallait pas les aventurer davantage. Le 10 février, le général Earle qui remontait la rive du Nil et qui devait rejoindre Stewart sous les murs de Me-

tammeh a été obligé de livrer bataille, près de Dulka, à un ennemi nombreux et vaillant qu'on ne pensait pas y rencontrer. La lutte a duré cinq heures. Les Anglais n'ont été victorieux qu'après des efforts héroïques : Earle est mort sur le revers des retranchements où il conduisait à l'assaut ses highlanders; le lieutenant-colonel Eyre, du régiment de Shafforshire, a eu le même sort. Sur le Nil, c'est à grand peine qu'on a pu délivrer le colonel Wilson, dans l'île où il s'était réfugié. Enfin, les bandes du Mahdi sont venues de Khartoum et de Metammeh attaquer, à Gubat, le camp où le glorieux vainqueur d'Abuklea, le général Stewart, s'était abrité : le général Buller, qui a remplacé Stewart, mort de sa blessure, ramène ses soldats de Gubat à Gadkul, par le désert de Bayuda; puis, il descendra jusqu'à Korti, où Wolseley a son quartier général. Brakenbury, qui commande les troupes dont se composait la colonne du général Earle, s'avancera, lui, jusqu'à Abou-Hamed, où s'ouvre le désert de Korusko. Le plan de Wolseley est de se diriger sur Berber, pendant que le général Graham, avec les régiments expédiés de l'Inde et de l'Angleterre, s'y dirigera de Souakim. Plus tard, vers l'automne, Wolseley fera son expédition de Khartoum. En attendant, on saura dans le monde oriental que l'Angleterre ne recule pas : son étendard l'attestera, du haut des murs de Berber. Car l'honneur de l'Angleterre est aujourd'hui en péril. Au Cap, dans l'Inde, en Arabie, il faut qu'elle veille. La Russie menace de profiter de ses embarras : on annonce qu'une armée russe est sur la route de Penydeh et que des agents russes négocient à Hérat. La Reine, usant des pouvoirs que la loi lui confère, a décidé la mise de l'armée sur le pied de guerre. Les colonies offrent leurs bataillons. L'Angleterre regarde virilement le danger. Mais quel juste blâme la postérité infligera un jour à M. Gladstone, si le Parlement ne le lui inflige pas, selon la motion de sir Stafford Northcote et de lord Salisbury! Ses doutes, ses lenteurs, ses chimères ont valu à l'Angleterre le désastre de Khartoum; le sang de Gordon est sur les mains de M. Gladstone.

L'Angleterre a beaucoup de rivaux et plus d'un ennemi; mais elle a également des amis, elle est sûre d'avoir toujours des alliés; sa situation géographique et les conditions particulières de sa puissance nationale sauvegardent sa liberté d'action en même temps que son existence. Il est vrai que M. de Bismarck affecte à l'égard de l'Angleterre un certain ton cavalier et comminatoire, qui ressemble un peu à celui d'un provocateur, sinon d'un bravache; il est osé avec elle, même impertinent; personne, depuis un siècle, n'avait rudoyé l'orgueil britannique comme il l'a fait dans les querelles qu'il a eues avec lord Granville pour Samoa et la Nouvelle-Guinée : témoin la correspondance qu'il a publiée dans son Livre

Blanc. Mais ces menaces de M. de Bismarck sont-elles si sérieuses? Son insolence est-elle si sincère? L'Angleterre refuse de le croire. Elle n'a guère à regretter d'avoir participé à cette conférence de Berlin où, à entendre d'avance les fanfares des gazetiers berlinois qui glorifiaient tout ensemble M. de Bismarck et M. Jules Ferry, l'Europe allait si souverainement humilier l'Angleterre et enchaîner ses ambitions. Dans cette conférence l'Angleterre n'a rien perdu, elle a gagné : on a consacré en Afrique ses principes commerciaux; on a reconnu son droit exclusif dans la région du Niger; enfin elle a elle-même établi les règles pour toutes les acquisitions qui s'opéreront désormais sur le littoral africain. La France a-t-elle été aussi heureuse à la conférence de Berlin, bien qu'elle y fût comme placée sous la protection de M. de Bismarck? Sans doute elle y a vu se délimiter assez largement ses possessions; mais elle subira dans tout son domaine du Congo un régime commercial qui gênera souvent ses intérêts et qui pourra même entraver sa puissance; elle aura, de plus, à y subir l'intervention des neutres : bien des causes de conflits se cachent dans cette double convention. Si elle a eu l'honneur de concilier par son arbitrage les prétentions du Portugal avec celles de l'Association internationale, c'est à ses propres dépens : pendant que le Portugal cédait à l'Association nationale le territoire dont elle revendiquait la propriété sur la rive droite du Congo, M. Jules Ferry cédait au Portugal un territoire authentiquement français, l'enclave qui s'étend de Loanda à Massabé. Quant au nouvel État qu'on a créé comme une sorte de principauté belge, sous le drapeau de l'Association internationale, et qui, avec une superficie de deux millions et demi de kilomètres carrés de part en part traversés par le Congo, sera quatre-vingts fois plus grand que la Belgique, cinq fois plus grand que la France, l'avenir nous apprendra dans quel dessein M. de Bismarck a voulu nous donner là-bas ce vague voisinage. Que l'Italie, qui, bravant la susceptibilité de la Turquie et affrontant l'hostilité de l'Abyssinie, vient d'occuper Massouah et Beïlul, continue, d'accord avec l'Angleterre, ses conquêtes le long de la mer Rouge, aurons-nous à nous féliciter réellement de tout ce que la politique africaine de M. Jules Ferry aura fait et laissé faire? A quoi bon l'empire colonial que M. Jules Ferry veut nous fonder dans l'Indo-Chine, si les vaisseaux français ne peuvent plus passer dans l'isthme de Suez et la mer Rouge qu'avec la permission de l'Angleterre et de l'Italie?

Auguste Boucher.

L'un des gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS, 18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES.

DU MARIAGE ET DU DIVORCE

ÉTUDE SOMMAIRE SUR LA LOI DU 27 JUILLET 1884

I

Par une loi récente, longtemps discutée, longtemps repoussée, le divorce vient d'être rétabli en France.

Au moment où la discussion devant le Sénat allait se clore, un sénateur qui n'y avait pas pris part, mais qui ne l'aurait certainement pas déparée, M. Louis La Caze, se contenta de présenter quelques considérations générales, qu'il termina par ces paroles solennelles :

« Le divorce, à mes yeux, c'est la perte d'une part du patrimoine sacré de la France; c'est une diminution de son grand esprit et de son grand cœur; c'est une déchéance; nous ne la signerons pas. »

La gravité de ce reproche tombant de si haut, et s'accordant, faut-il le dire, avec mes propres impressions, m'a inspiré la pensée d'en examiner de près la valeur. Une étude de ce genre ne pouvait qu'avoir de l'attrait pour moi. Quand on a passé sa vie à étudier, à faire ou à appliquer des lois, c'est presque retrouver les anciens temps que d'en reprendre les habitudes; c'est, en tout cas, remplir dignement des loisirs involontaires, et qui ne m'ont pas été faits par un Dieu.

II

Par sa nature même, la question du divorce se présente sous plusieurs aspects; elle a son côté religieux, son côté légal, son côté moral, et même quelquefois son côté politique. Les écrits divers qui s'y rapportent remontent aux temps les plus reculés; dans les temps modernes, ils se groupent autour des lois diverses qui ont été rendues sur la matière; mais lorsqu'on les a rassemblés devant soi, leur grand nombre vous décourage, et on se prend à

désirer un fil conducteur qui diminue le danger de se perdre au milieu de ces rapports multipliés, de ces discours en sens divers, et de toutes ces dissertations savantes.

Dans ces circonstances, il m'a semblé que le travail le plus utile serait celui qui, après s'être inspiré de tous ces documents, s'attacherait à n'en reproduire que la substance, sans prétendre à un autre mérite que celui de la méthode, de la précision et de la clarté. A mon avis, il n'est pas de discussion si vaste qui ne puisse considérablement se réduire, et, le plus souvent, une bonne raison suffit pour trancher la difficulté la plus ardue. C'est ainsi que le pilote, qui cherche sa route au milieu des mers, n'a besoin que de quelques étoiles au ciel ou de quelques points culminants à l'horizon, pour s'orienter et pour se conduire.

III

Après une épreuve peu encourageante et d'assez courte durée, le divorce vient de reprendre dans la législation française une place qu'il y avait perdue depuis plus d'un demi-siècle. Le premier besoin qu'on éprouve en l'y voyant rentrer, c'est de se demander par qui, comment, et à quel propos, il y a été introduit.

En 1789, la France existait depuis quatorze cents ans, sans avoir jamais connu ni pratiqué le divorce. Il est vrai que l'autorité dont le mariage dépendait était celle de l'Église catholique elle-même, et qu'on ne s'expliquerait guère qu'elle eût concédé une liberté si absolument contraire à ses doctrines. Mais on ne saurait non plus méconnaître que, sur un grand nombre de ses théories ou de ses pratiques, les luttes et les résistances ne lui ont jamais été épargnées, et qu'à l'endroit du divorce, il n'y a pas trace d'un effort qui ait été tenté, ou d'une simple doléance qui se soit fait entendre dans le but de secouer un joug trop onéreux qu'elle aurait imposé à ses fidèles.

Tout à coup la révolution éclate. Il n'est, pour ainsi dire, pas une seule de nos institutions sur laquelle elle ne se soit empressée de porter la main. Plus spécialement, elle a proclamé le principe de la sécularisation de l'État; elle a retiré les registres de l'état civil des mains du clergé; elle a déclaré expressément, dans un article de la constitution de 1791, que l'union conjugale ne serait plus à ses yeux qu'un contrat civil, et cependant elle n'a pas touché à l'indissolubilité du mariage.

Elle ne le fera qu'un an plus tard, alors que, déviant de sa route et dépassant son but, elle tombera de chute en chute jusqu'à cette

série d'excès dont il lui faudra rougir et qui finiront par la perdre.

Le divorce qu'elle a établi en 1792 peut être considéré comme un de ces excès, car, dès le début de cette innovation, le nombre des divorces s'éleva au-delà de toutes les prévisions; plus tard il égala le nombre des mariages; plus tard même il le dépassa, ce qui permettait au député Mailhe de dire à la Convention : « Vous ne sauriez arrêter trop tôt le torrent d'immoralité que roulent ces lois désastreuses »; ce qui permettait au député Reynaud de dire au conseil des Cinq-Cents : « Il n'y a plus de mariage, il est changé en concubinat successif »; ce qui permettait à Mercier de dire au Directoire : « Le divorce est devenu le sacrement de l'adultère ». Langage emphatique sans doute, mais dont l'emphase même augmente la signification, alors surtout que ce sont les anciens partisans du divorce qui le tiennent.

Cependant la main puissante du Premier consul s'efforce de ramener la révolution dans les voies régulières dont elle est sortie. Le Code civil s'élabore; la question du divorce se présente naturellement à l'esprit des jurisconsultes chargés de ce soin, et, après bien des hésitations dont on retrouve la trace dans leurs délibérations, ils le maintiennent, mais ils le maintiennent en le corrigeant et en cherchant à le dépouiller de tout ce qui l'avait rendu odieux et ridicule.

Il ne m'en coûte pas de convenir que le maintien du divorce, à ce moment-là, est un fait grave en faveur de ceux qui ont voulu le rétablir aujourd'hui; mais, sinon pour en détruire, au moins pour en atténuer la portée, je convie les hommes de bonne foi à jeter un regard attentif sur les documents qui constituent l'histoire de la France et celle du divorce à cette époque, et je leur annonce qu'ils en verront jaillir cette double vérité : la première, c'est qu'à raison même des écarts auxquels le divorce avait donné lieu, sa suppression absolue était un acte de résistance impossible; et la seconde, c'est qu'en usant de son influence sur les jurisconsultes qui l'entouraient, pour faire maintenir le divorce qu'il n'aimait pas, le Premier consul, déjà préoccupé de l'avenir qu'il voyait s'ouvrir devant lui, ne s'est pas placé au-dessus de toute considération personnelle. Non! livrés à eux-mêmes et en d'autres temps, ni Portalis, ni Tronchet, ni Treilhard lui-même ne lui auraient fait une place dans nos lois; l'ennemi étant dans la citadelle, on n'a pas osé l'en faire sortir, mais aucun de ceux qui en tenaient les clefs n'aurait voulu lui en ouvrir les portes.

Dix ans après, la Restauration arrive, et avec elle un esprit nouveau souffle sur la France. L'état civil n'est pas restitué aux mains du clergé, mais la Charte proclame que la religion catholique

est la religion de l'État ; il y a dès lors une contradiction évidente entre la loi civile qui autorise le divorce et la loi religieuse qui le prohibe, et la loi de 1816 se hâte de l'abolir sans en donner d'autre raison que celle tirée de la nécessité de rétablir l'harmonie entre deux lois également respectables.

Laconisme fâcheux, omission regrettable, car c'est cette absence de motifs plus amples et plus séculiers qui permettra d'attribuer à cette loi un caractère de réaction religieuse, qui la fera descendre de la région sereine des lois sociales à laquelle elle appartient, et qui la laissera ainsi fatalement exposée à toutes les fluctuations de la politique.

C'est ainsi que de 1830 à 1848 la proposition de rétablir le divorce a été renouvelée quatre fois, que quatre fois elle a réussi devant la Chambre des députés, et que quatre fois aussi la Chambre des pairs lui a impitoyablement barré le passage.

C'est ainsi encore qu'en 1848, immédiatement après la révolution, et comme s'il y avait eu péril en la demeure, un garde des sceaux israélite, chez qui une imagination trop vive venait souvent égarer les mouvements d'un cœur généreux, M. Crémieux, fit rendre, par le gouvernement provisoire, un décret ordonnant qu'une proposition de loi pour le rétablissement du divorce serait présenté à l'Assemblée nationale. On serait tenté de croire à une urgence excessive en voyant ainsi le gouvernement se donner pour ainsi dire un ordre à lui-même comme pour satisfaire les impatiences de l'opinion publique ; mais il paraît que l'urgence existait moins dans l'esprit du pays et de l'Assemblée que dans celui du garde des sceaux, car le décret précurseur de la loi resta à l'état de lettre morte et ne fut suivi d'aucune proposition.

Il n'a fallu rien moins que le cataclysme de 1870 pour ressusciter la question du divorce ; et, cette fois encore, ce sera un député israélite, M. Naquet, qui deviendra le coryphée de cette nouvelle campagne.

Nul plus que moi ne respecte les convictions pourvu qu'elles soient sincères ; autant que qui que ce soit j'admire la persévérance qui révélerait au moins un caractère, alors même que le but qu'elle poursuit ne permettrait plus de l'appeler une vertu ; mais quand un homme se fait l'apôtre d'une idée qui touche aux fondements de la famille et de la société, et quand, d'un aveu unanime, c'est lui qui finit par la faire triompher, il est au moins permis de se demander de quelles doctrines cette idée procède et quelle en est pour ainsi dire la filiation.

Or, en 1869, M. Naquet a publié un livre duquel il résulte qu'il a appartenu à l'école socialiste la plus avancée ; que, pris d'une

compassion aveugle pour les classes pauvres et pour les enfants malheureux, il a considéré « le mariage comme une institution dangereuse, attentatoire à la liberté, amenant la dégénérescence de l'espèce, manquant de sanction sérieuse, universellement violée, génératrice de vice, de misère et de mort, et qu'en conséquence il fallait anéantir la famille, l'héritage et la propriété, et leur substituer l'État exerçant sur tous les citoyens une paternité sociale et devenant le dispensateur de tous les biens ».

La loyauté me fait un devoir d'ajouter immédiatement que M. Naquet a plus tard désavoué ces doctrines, et que ce désaveu est fait en termes si énergiques, qu'ils ne permettent pas de douter de sa sincérité. « Si j'avais le pouvoir d'appliquer par des décrets les principes que j'ai émis dans mon livre, a dit M. Naquet, ma main se dessécherait avant de signer de tels décrets. »

Mais pourquoi faudra-t-il qu'à quelques années d'intervalle, ce socialiste converti vienne nous apprendre une fois de plus que l'homme ne se dépouille pas plus aisément de ses premiers instincts qu'un vase d'argile ne se dépouille de l'odeur dont il a été une première fois imprégné. *Servat odorem testa diu.*

Nous sommes en 1876. De professeur qu'il était à la Faculté de médecine, M. Naquet est devenu législateur. A cette époque, il a dépassé l'âge des entraînements, et la gravité même de ses nouvelles fonctions ajoute à la responsabilité de ses actes. Or ne voilà-t-il pas que sa première pensée se tourne encore vers cette institution du mariage qu'il a une première fois tant maltraitée, et que de gaieté de cœur il va proposer le rétablissement du divorce?

Ce n'est pas tout; on se souvient que deux divorces différents ont déjà été expérimentés en France; il y a eu le divorce échevelé de la Convention et le divorce plus contenu de l'Empire. Eh bien, le croira-t-on, c'est au premier de ces deux divorces que M. Naquet donne sa préférence; et ce ne sera, comme il le dit lui-même, que lorsque l'Assemblée aura accueilli sa proposition par un éclat de rire, que, revenant à des sentiments plus doux, il se résignera à battre en retraite et à ne plus proposer que le second.

En présence de toutes ces évolutions, le respect tardif que M. Naquet professera pour l'union conjugale ne pourra pas nous inspirer une grande confiance; il aura beau affirmer qu'il ne propose le rétablissement du divorce que pour fortifier et consolider le mariage, cette affirmation ne rassurera personne, et ce sera beaucoup faire que de la passer au compte de ses illusions afin de n'avoir pas à douter de sa parole.

Quoi qu'il en soit, c'est en 1879 qu'il fait sa nouvelle proposition. La réserve relative qui la protège lui épargne, cette fois,

l'éclat de rire de l'Assemblée et lui vaut même un vote favorable de la Commission d'initiative parlementaire. Mais, deux ans plus tard, après une discussion approfondie, et contrairement à l'avis de la Commission, développé dans un rapport remarquable de M. Léon Renault, son projet vient échouer devant la Chambre, sans même avoir pu y obtenir l'appui du gouvernement, qui, par l'organe de M. Cazot, alors ministre de la justice, déclare que l'établissement du divorce ne serait au moins pas opportun, « parce qu'il n'est pas en ce moment dans la pensée populaire; parce qu'il ne répond à aucune manifestation d'opinion; parce que, sans l'ardeur et l'éclat de la propagande faite par M. Naquet sur tous les points du territoire, personne ne parlerait de lui aujourd'hui; et parce qu'enfin il convient de se préoccuper de l'effet fâcheux qu'il pourrait produire sur le pays, surtout au moment où des élections nouvelles vont s'y faire ».

Les élections ont lieu, en effet, peu de temps après, et elles renforcent la majorité républicaine. Quelque bonne volonté qu'on y mette, il est tout à fait impossible d'y trouver une signification quelconque au profit du divorce, puisque, sauf de très rares exceptions, les professions de foi de tous les candidats sont entièrement muettes sur ce point. Mais M. Naquet se plaît à leur attribuer ce sens et, se prévalant de cette prétendue manifestation, il se hâte de reprendre son projet favori; il le promène de ville en ville, comme pour l'acclimater sur ce sol français qu'il ne croit pas assez hospitalier pour lui; il remplace bravement l'avis des compagnies judiciaires par l'avis de quelques meetings populaires dont la composition ne présente aucune garantie, et enfin, fort de cette consultation nationale d'un nouveau genre, il se représente en 1882 devant la Chambre, où une majorité assez imposante finit par se prononcer en sa faveur.

Mais, pour que ce succès devienne définitif, il faut traverser encore l'épreuve du Sénat, et aborder ce terrible aréopage où une proposition du même genre a déjà échoué quatre fois sous un autre gouvernement. M. Naquet ne perd pas courage; et comme, dans l'intervalle des sessions, il a échangé son siège au Palais-Bourbon, contre un siège au Luxembourg, en père tendre et dévoué, il y conduit lui-même son enfant. Leurs premiers pas n'y sont pas heureux, car, malgré la différence des temps, l'air n'a pas encore changé dans ce palais, au moins en ce qui concerne le divorce, et la commission nommée pour examiner son projet commence par lui être hostile. Malheureusement la délibération se prolonge; des changements nombreux s'opèrent par des démissions ou des décès dans le personnel des commissaires; le divorce se rassure à mesure que des

figures nouvelles apparaissent; il se radoucit, il se modère, il se plie à des transactions, et il finit par être adopté en principe, à l'aide de la voix d'un sénateur qui l'abhorre, mais qui croit pouvoir lui faire grâce, pour le cas où il ne s'appliquera qu'à des mariages stériles, et à condition qu'il ne reposera que sur certaines causes restreintes et parfaitement déterminées.

Concession honorable sans doute, puisqu'elle n'a été inspirée que par de bons sentiments, mais condescendance funeste, puisqu'en sacrifiant le principe au prix d'une transaction qui demeurera infructueuse, elle n'aura eu pour résultat que de déplacer la majorité, d'entraîner la retraite du rapporteur primitif et de priver ainsi l'institution du mariage devant le Sénat, de l'appui que l'autorité de sa Commission lui aurait certainement prêté!

Quoi qu'il en soit, le débat public s'engage; soutenus sans doute par la grandeur du sujet, les orateurs qui combattent le divorce s'élèvent à des hauteurs que l'éloquence parlementaire a pu quelquefois atteindre, mais qu'elle n'a jamais dépassées; le gouvernement se décide à prendre couleur, et M. Martin-Feuillée, ministre de la justice, qui avait voté contre la loi à la Chambre des députés, la soutient au contraire au Sénat, à la seule condition qu'on en retranchera le divorce par consentement mutuel du Code civil, placé, soit dit en passant, sous une rubrique qui trompe, et entouré de telles difficultés pratiques qu'il n'avait jamais été appliqué. Au reste, et comme on doit naturellement s'y attendre de la part de quelqu'un que ses précédents embarrassent, le secours que le ministre apporte au projet ne diminue en rien le respect qu'il a pour l'indissolubilité du lien conjugal, et en même temps qu'il défend le divorce, il a soin de défendre aussi le mariage; mais il le défend, comme l'année d'avant il avait défendu la magistrature, c'est-à-dire que, tout en exaltant le principe qui en fait la vie, il consent à ouvrir la brèche par où peut passer sa ruine.

Grâce sans doute à ce patronage officiel qu'elle n'avait pas obtenu jusqu'alors, la loi est enfin votée, ce qui fait qu'à quelques mois d'intervalle, sans nécessité et sans profit pour personne, ce sera sous les auspices et avec le concours d'un garde des sceaux de France que deux des plus grandes institutions françaises auront été entamées!

A la lueur de ces faits, dont nul ne pourra contester la rigoureuse exactitude, et que je ne me suis permis de rappeler qu'à cause des enseignements qu'ils contiennent, il semble qu'il ne soit plus possible de nier que la loi qui a rétabli le divorce n'était pas une loi nécessaire; qu'elle ne répondait à aucun besoin public, et qu'il est difficile de la considérer comme une satisfaction donnée

à une sorte de revendication nationale. Or faire une loi de ce genre sans y être pour ainsi dire contraint par une pression irrésistible de l'opinion, c'est déjà un tort; on verra combien ce tort s'aggrave, si on veut bien nous suivre dans l'examen rapide que nous allons faire.

IV

Rien ne me paraît plus nécessaire, au seuil même de cet examen, que de fixer avec netteté la part qui, de nos jours, doit encore être faite à la religion dans la question du divorce.

Une concession à faire, et que personne ne me paraît avoir refusée jusqu'à présent, c'est que, d'après les principes de la société moderne, la loi civile en France est devenue absolument indépendante de la loi religieuse, que dès lors la prohibition du divorce prononcée par l'Église n'enchaîne en rien la liberté de l'État, qui peut user, comme il lui plaît, de son pouvoir de légiférer, et qui a le droit de réglementer l'institution du mariage aussi bien que toutes les autres.

Mais, en retour de cette concession, j'en demande une autre qui s'impose pour ainsi dire d'elle-même; je veux que si la loi religieuse n'oblige pas l'État, l'État ne se croie pas obligé de se mettre en contradiction avec elle; je veux même que, non content de s'abstenir de cette intolérance à rebours qui serait par trop séculière, il s'abstienne encore de froisser le sentiment religieux de tout un pays, alors surtout qu'aucune nécessité impérieuse ne sera venue l'y contraindre.

Or, si je puis admettre que la pensée de rétablir le divorce en France n'a pas été inspirée par le désir de se mettre en opposition avec la loi religieuse, j'estime au moins que la loi qui le rétablit froisse le sentiment religieux de l'immense majorité de la nation française.

La France, chacun le sait, est une nation éminemment catholique. En comparaison du nombre de ceux qui professent cette religion, les époux désunis en général, et, mieux encore, les époux désunis appartenant à un autre culte, ne sont qu'une très petite minorité; et c'est pour plaire à cette minorité imperceptible, qu'on blesse dans leurs sentiments et qu'on inquiète pour leur foi des millions et des millions de catholiques. C'est, en effet, les blesser dans leurs sentiments, que d'introduire solennellement dans une loi de l'État une liberté que leur religion condamne, et c'est les inquiéter pour leur foi, que d'offrir aux passions humaines une tentation nouvelle à laquelle ils savent bien que quelques-uns des leurs pourront eux-mêmes succomber. Cette inquiétude est

d'autant plus légitime, qu'elle vient à la suite d'une foule d'autres qui leur ont déjà été inspirées, soit par les tendances qui règnent dans les hautes régions du pouvoir, soit par les conséquences excessives qu'on a maintes fois tirées contre eux du principe de la neutralité de l'État et de la sécularisation de la société civile.

La loi de 1816, tant accusée et dont il semble qu'on veuille se venger aujourd'hui, n'avait pas, tant s'en faut, heurté le sentiment public au même degré. Elle n'avait pas même, quoi qu'on en dise, méconnu le principe de la sécularisation, au nom duquel on veut rétablir le divorce. En effet, elle ne l'abolissait pas parce que la religion catholique le prohibait, elle l'abolissait parce que la religion catholique qui le prohibait était la religion de l'État, et parce qu'il fallait faire cesser l'antinomie qui existait entre deux lois, toutes les deux également nationales, et dont l'une autorisait ce qui était prohibé par l'autre.

C'est Montesquieu lui-même qui, bien avant 1816, avait signalé la nécessité d'établir cette harmonie, quand il avait dit que « chez les peuples qui ont une religion d'État, c'est à la loi de la religion à décider si le lien conjugal sera indissoluble ou non, car si la loi de la religion avait établi le lien indissoluble, et si la loi civile avait déclaré qu'il peut se rompre, ce seraient deux choses contradictoires ».

La loi de 1816 n'était donc qu'une conséquence obligée de la charte de 1814; et si cette raison n'existe plus aujourd'hui, il ne s'ensuit pas ni qu'elle ne fût pas bonne au moment où elle a été donnée, ni qu'elle fût la seule qu'on pût donner, ni qu'en disparaissant elle ait emporté toutes les autres.

Qu'on n'essaye donc plus de représenter les catholiques comme des adversaires obstinés du principe de la sécularisation. Non, ils reconnaissent que la prohibition du divorce prononcée par la loi religieuse n'imposait plus aucun frein légal au législateur civil, mais ils ajoutent que leur importance numérique seule lui imposait un frein moral qu'il n'aurait pas dû méconnaître.

Voyons maintenant si le droit civil lui-même ne lui en imposait pas un plus obligatoire et plus étroit.

V

S'il est un point sur lequel tout le monde soit d'accord, c'est que le contrat de mariage n'est pas un contrat ordinaire dans lequel le consentement des deux époux qui a suffi pour le former puisse également suffire pour le détruire. La raison en est que, dans un contrat de ce genre, l'intention de ceux qui le forment est

de le former pour la vie; que l'ordre public y est intéressé; que les parties qui y stipulent ne stipulent pas pour elles seules; que la famille qui en doit naître et que la société qui doit en profiter ne peuvent pas demeurer indifférentes à son exécution.

C'est là ce qu'ont pensé tous les philosophes et tous les moralistes; c'est ce qu'enseignent tous les jurisconsultes, c'est ce que proclament toutes les définitions qui ont été données de ce contrat. *Maris et fæminæ justa conjunctio perpetuam vitæ consuetudinem continens*, disaient les anciens; *l'union de l'homme et de la femme pour perpétuer leur espèce et partager leur commune destinée*, disent les modernes.

Or, s'il en est ainsi, comment le pouvoir civil, qui a reconnu, sanctionné, consacré lui-même la perpétuité du lien conjugal, aura-t-il jamais le droit d'en autoriser la rupture?

Ce n'est pas qu'en parlant ainsi, je veuille me ranger à l'opinion de ceux qui, avec les meilleures intentions du monde, mais, à mon avis, par erreur, ont voulu nier au législateur civil le droit d'autoriser le divorce soit parce que le mariage procède du droit naturel plutôt que du droit civil, soit parce qu'il constitue un état plutôt que l'exécution d'une convention. Non, et au point de vue purement séculier auquel je me place, je reconnais que le mariage est un contrat civil et dépendant uniquement du droit civil; mais j'ajoute que, puisque le droit civil le reconnaît et le proclame indissoluble, il ne peut pas autoriser sa dissolution, à moins que l'affirmation d'une règle et sa négation ne puissent exister côte à côte dans la même législation.

C'est en vain qu'on objecterait que la loi est toujours souveraine, et qu'en vertu de cette omnipotence, il dépend toujours d'elle de faire des exceptions aux règles qu'elle a posées. Cette théorie, juste en elle-même, ne l'est plus lorsque la règle à laquelle l'exception doit s'appliquer est de l'essence même du contrat pour lequel elle est faite; elle ne l'est plus lorsque le maintien de la règle touche à d'autres intérêts que celui des parties contractantes; enfin elle ne l'est plus lorsque l'exception doit s'étendre à des contrats préexistants, formés sous l'empire de la règle seule et protégés par le principe de la non-rétractation des lois.

En fût-il autrement, il n'en serait pas moins acquis que ce ne serait que par exception à un principe du droit civil lui-même que le divorce pourrait être autorisé, et, même ainsi réduite, notre démonstration aurait encore son utilité, car elle nous donnerait au moins le droit d'être plus difficiles dans l'appréciation des raisons de fait sur lesquelles les partisans du divorce se fondent et dont nous allons maintenant essayer de nous rendre compte.

VI

Le divorce, dit-on, est une conséquence nécessaire des imperfections de l'humanité.

S'il existe des époux heureux, il en est pour lesquels le mariage n'a été qu'une amère déception, et la loi civile a le devoir de leur venir en aide en leur fournissant le moyen de se soustraire au joug intolérable sous lequel ils gémissent.

Cette faveur, ajoute-t-on, due à la fragilité de la nature humaine, n'a rien d'insolite.

L'Église elle-même l'a faite dans les premiers temps.

Un grand nombre de nations voisines de la France en jouissent.

La France elle-même, en admettant la séparation de corps, admet un divorce mutilé qui a plus d'inconvénients que le divorce complet et qui n'en a pas les avantages.

Il convient de suivre pas à pas chacune de ces propositions.

Sans se laisser influencer outre mesure par quelques récits vrais ou fantaisistes par lesquels les partisans du divorce cherchent à frapper l'imagination et à éveiller la sensibilité, il est impossible de méconnaître qu'il y ait dans le monde des époux malheureux, et dont quelques-uns au moins sont dignes de la pitié la plus sincère. Mais d'abord combien sont-ils, comparés à ceux qui bénissent le lien conjugal et qui ne demandent pas qu'on les en délivre? Combien sont-ils qui n'aient pas contribué eux-mêmes à leur infortune soit par la légèreté imprudente qui a présidé à leur union, soit par les calculs intéressés qui l'ont déterminée, soit par les torts réciproques dont ils se sont rendus coupables? Combien sont-ils enfin dont la désunion ait une autre cause que ce dégoût passager, naissant quelquefois de la lassitude même du bonheur, et auxquels il ne faudrait qu'un peu de temps et de patience pour voir succéder une estime et une affection mutuelles aux sentiments plus tendres qui ont fait le charme des premiers jours, mais qui ne peuvent pas être éternels.

Dans son livre sur la propriété, publié à une époque où, comme de nos jours, toutes les institutions avaient besoin d'être défendues, M. Thiers ayant eu occasion de parler du mariage avait déjà exprimé la même pensée en ces termes : « Sans doute, avait-il dit, dans leurs goûts inconstants, l'homme et la femme peuvent n'être pas toujours suffisamment contenus; il est rare qu'ils s'aiment du même amour de la jeunesse à la vieillesse; mais, avec le temps, l'affection conjugale succède à l'amour; l'être qui s'est associé à vos intérêts pendant toute votre vie, qui a même orgueil, même ambition, même

fortune, ne saurait jamais vous être indifférent, et si l'extrême rapprochement des existences a produit des froissements, le jour où cet être vous est ravi, le vide qui se fait en vous prouve quelle place il tenait en votre âme. »

Dans la discussion récente qui a eu lieu au Sénat, M. Jules Simon a dit aussi à ce sujet des choses ravissantes, et les applaudissements unanimes qu'elles ont provoquées acquièrent à eux seuls la force d'une démonstration, car l'éloquence ne peut obtenir de pareils succès que lorsque c'est la vérité elle-même qui l'inspire.

Qu'on n'insiste donc pas plus qu'il ne faut sur l'argument des situations intolérables ; elles ne sont ni aussi nombreuses, ni aussi intéressantes, ni aussi incurables qu'on le suppose, et, en tout cas, elles ne sauraient entrer en balance avec tous les grands intérêts dont elles demandent le sacrifice.

Le secours qu'on croit trouver dans l'exemple de l'Église n'a guère plus de valeur. Selon les partisans du divorce, l'Église elle-même l'aurait autorisé dans les premiers temps, et si elle ne l'autorise plus aujourd'hui, c'est parce qu'elle y supplée par de nombreux cas de nullité qui ne seraient dans sa main qu'un moyen déguisé, mais tout aussi efficace, pour la conduire au même but.

L'Église a-t-elle jamais autorisé le divorce ? Les uns l'affirment, les autres le nient ; une simple explication pourrait peut-être mettre fin à la controverse.

L'Église n'a jamais pu admettre la légitimité du divorce par cette raison péremptoire, qu'elle n'a pas pu se mettre en opposition avec les règles de la morale qu'elle est chargée de défendre ni avec les doctrines de son fondateur qu'elle a mission de représenter. Sans qu'il soit nécessaire de recourir à de nombreux témoignages pour l'établir, je me contenterai de dire, avec M. Chesnelong, que sa fidélité au principe de l'indissolubilité du lien conjugal est suffisamment prouvée par l'énergie avec laquelle elle l'a défendu contre toutes les puissances de la terre, tantôt au prix des plus grands sacrifices, comme en Angleterre, sous Henri VIII, tantôt en échange des plus grands résultats, comme dans sa lutte contre l'islamisme au moyen âge.

Est-ce à dire pour cela qu'elle a toujours impitoyablement exclu de son sein et frappé d'anathème ceux de ses enfants qui n'auraient pas obéi rigoureusement à ses lois ? Comme toutes les sociétés naissantes, l'Église a eu ses jours difficiles ; il lui a fallu lutter contre le torrent des passions humaines dont il n'est pas aisé de remonter le cours ; dans ces circonstances, qui pourrait ne pas comprendre une tolérance qui, sans sacrifier aucun dogme, a dû, si elle a jamais existé, ne s'appliquer qu'à des temps, qu'à des lieux

et qu'à des cas déterminés? Qui voudrait lui reprocher la sagesse de ses ménagements et discuter l'application de ses indulgences? Moïse aussi, le grand législateur des Hébreux, avait fini par leur permettre le divorce; mais c'était à cause de la dureté de leur cœur; *propter duritiam cordis*, selon l'explication qu'il en a donnée lui-même comme pour s'excuser aux yeux de la postérité. Honorons-nous de ne pas avoir le cœur aussi dur que l'ancien peuple de Moïse, et ne nous prévalons pas de la même cause pour réclamer la même faveur.

Après s'être mépris sur l'exactitude ou sur la portée des actes de l'Église, on se méprend sur ses intentions, en l'accusant d'avoir voulu suppléer au divorce par de nombreux cas de nullité qui n'en seraient, pour ainsi dire, que la contrefaçon. Ceux qui parlent ainsi d'elle ne la connaissent pas, et jusqu'à présent l'inflexibilité de ses résolutions lui avait valu plus de reproches que la dissimulation de ses procédés. Il n'est pourtant pas si difficile de comprendre la différence qui existe entre la nullité et la résolution d'un contrat. Dans le premier cas, les moyens précèdent le contrat; dans le second, ils le suivent; dans le premier cas, c'est l'existence même du contrat qui est mise en discussion; dans le second, c'est sa rupture qui est demandée, ce qui permet de dire que l'annulation d'un mariage pour cause de nullité ressemble à sa dissolution pour cause de divorce, à peu près comme la nuit ressemble au jour, ou, si l'on veut, comme le respect d'un principe ressemble à sa violation.

Au surplus, courte guerre sur ce point! Qu'on s'autorise tant qu'on voudra des pratiques de l'Église pour multiplier les cas de nullité; qu'on mette seulement la même réserve qu'elle à les appliquer, et la critique la plus sévère n'y trouvera rien à redire.

Et si l'exemple de l'Église ne peut pas avoir d'influence sur la question, qu'en sera-t-il de celui qu'on ira chercher chez les peuples qui nous environnent? Qu'importe que des Anglais, des Russes, des Allemands, des Suisses ou des Belges aient cru devoir recourir au remède du divorce! Qu'importe même qu'ils n'en soient pas morts! Ces nations professent, pour la plupart, une autre religion que la nôtre; elles appartiennent à une autre race, elles vivent sous un autre ciel, elles ont un autre tempérament. Si le divorce leur a été nécessaire, c'est apparemment qu'elles valent moins que nous, et si elles valent moins que nous, ce n'est vraiment pas la peine de se donner tant de mal pour leur ressembler. Quand un peuple a une supériorité morale sur les peuples qui l'avoisinent, il lui sied mieux de se maintenir à son rang en gardant la législation qu'il a, que de descendre au rang des autres en introduisant

dans cette législation un changement qui serait à lui seul un signe de décadence.

Ne raisonnons donc pas plus longtemps sur des exemples ou des comparaisons qui n'ont rien de concluant, et hâtons-nous de voir si, ainsi qu'on le prétend, le parallèle entre le divorce et la séparation de corps aura quelque chose de plus décisif.

Mais une réflexion se présente naturellement à l'esprit, au moment d'entreprendre ce parallèle. Quelle utilité y aura-t-il à le faire, si le divorce et la séparation de corps ne peuvent pas indistinctement trouver place dans la législation, et si le choix entre les deux moyens n'est pas libre? Or ce choix n'est pas libre, je crois l'avoir démontré; il l'est si peu, que non seulement le législateur n'a pas le droit d'autoriser le divorce, mais qu'il n'a pas même la faculté de refuser la séparation de corps.

On sait en effet que si le mariage fait aux époux une obligation de la vie commune, la cohabitation est un fait dont la loi civile est impuissante à assurer l'exécution. La justice, au nom de la loi, peut bien autoriser le mari à ramener sa femme *etiam manu militari* au domicile conjugal, mais elle ne l'autorise pas à l'y retenir en charte privée, et les murs d'une maison, quelque épais qu'ils soient, ne seront jamais une garantie contre une nouvelle évasion, si la porte en demeure ouverte.

Il était donc juste, il était nécessaire que, lorsque, dans un ménage désuni, l'un des époux refuse de vivre avec l'autre, et lorsque ce refus est reconnu légitime, la loi, d'ailleurs impuissante à maintenir la vie commune, prît le soin de régler les effets de la séparation, soit au point de vue de l'administration des biens, soit au point de vue de la garde des enfants, ou de tout autre intérêt accessoire. Mais, en ce cas, elle respecte le lien conjugal, auquel elle sait qu'elle ne peut pas toucher; elle n'accorde que ce qu'elle ne peut pas raisonnablement refuser et, à proprement parler, elle ne fait qu'acquitter une dette; il n'en serait certes pas de même si elle autorisait le divorce, car, en permettant de briser un contrat dont elle a au contraire promis de protéger l'exécution, elle accorderait ce qu'elle ne peut pas donner et elle excéderait son droit au lieu d'accomplir un devoir.

Rien donc ne serait plus légitime que de se refuser à établir entre le divorce et la séparation de corps une comparaison qui ne peut pas aboutir à une préférence pratique. Mais, l'honneur des principes une fois sauf, il ne m'en coûte nullement de la faire.

VII

Il est convenu qu'en comparant le divorce à la séparation de corps, il y a successivement à considérer l'intérêt des époux, celui des enfants et celui de la société elle-même.

Parlons d'abord des époux, et en ce qui les concerne, recommandons avant tout de ne pas confondre le pur agrément avec le véritable intérêt. Il est évident, en effet, que si cette distinction n'était pas faite, il n'y aurait pas même à discuter, car le divorce, en accordant aux époux désunis la faculté de se remarier, ajoute une liberté à toutes celles que la séparation de corps leur donnait déjà, et une liberté de plus ne peut jamais qu'être agréable. Mais un agrément n'est pas toujours un profit, et on ne saurait disconvenir que c'est sur le terrain du profit qu'il faut que la question se pose.

Or un second mariage après divorce est-il toujours un profit? Sera-t-il même toujours un agrément, j'entends un agrément durable? Il délivrera sans doute les deux conjoints des privations pénibles du célibat ou du danger des liaisons illicites; mais, à part quelques exceptions qui sont moins nombreuses qu'on ne suppose, combien d'époux, combien de femmes surtout qui, soutenus par la considération de l'intérêt de leurs enfants ou par le sentiment de leur dignité personnelle, savent se renfermer dans le deuil qui convient à leur malheur, et se résigner à tous les sacrifices que leur situation leur commande. Et s'il en est qui ne soient pas capables de s'élever à cette hauteur de vues et de sentiments, que peuvent-ils tant attendre du divorce? Ils veulent, disent-ils, retrouver les joies et les douceurs de la famille qu'ils ont perdues; ils veulent se mettre à l'honneur du monde dont ils n'ont pas démérité et y reparaître le front haut sous le patronage d'une vie réglée et d'une conduite irréprochable. Hélas! quelque légitime que soit ce désir, à combien de déceptions ne sera-t-il pas exposé! En l'état de nos mœurs, qui, je l'espère, ne se démentiront pas, il sera difficile aux époux divorcés de contracter un second mariage, surtout de le contracter dans des conditions honorables! Et puis les joies et les douceurs de la famille ne se transportent pas si aisément d'un toit conjugal à un autre! La société ne se montre pas si empressée d'ouvrir ses bras à ceux qui bravent ses exigences, et, quoi qu'ils fassent et quoi qu'ils disent, et partout et toujours, les ombres de la première union viendront fatalement altérer la sérénité de l'union nouvelle.

Ah! combien j'aimais mieux pour eux cette patience et cette résignation dont l'indissolubilité du lien conjugal leur faisait une

nécessité, et combien il eût été préférable de leur laisser ces chances de réconciliation qui, quelque faibles qu'elles fussent, n'existaient pas moins, puisque la séparation de corps ne les leur faisait pas perdre. Tant que le mariage subsiste, le foyer conjugal peut être désert, mais il n'est pas anéanti; par cela seul qu'il existe, il attirera nécessairement de loin en loin le regard de ses anciens hôtes; en maintes occasions il agira sur eux par je ne sais quelle influence secrète; et dût le rayonnement de sa douce chaleur ne jamais parvenir à réchauffer leurs sentiments, il n'aurait au moins jamais cessé de briller à leurs yeux comme une lueur d'espérance.

Je n'oublie pas, en parlant ainsi, qu'une disposition de la loi nouvelle, modifiant le Code civil à cet endroit, autorise les époux divorcés à se réunir, mais en cas seulement où ils n'auraient pas contracté un second mariage, dissous lui-même par un second divorce. C'est là une innovation illusoire, qui prouve tout au plus le cas qu'il faut faire de l'espoir de la réconciliation, mais qui ne sera à peu près jamais appliquée, car on ne divorce en général que pour user de la faculté de contracter un second mariage.

Si de la personne des époux eux-mêmes nous passons à celle des enfants, que verrons-nous?

Les enfants, on le sait, ont été le but même du mariage. Une fiction qui s'impose nous les représente comme ayant été partie intégrante dans le contrat; ils y puisent une sorte de droit acquis, et fût-il seulement douteux que le divorce ne leur sera pas plus nuisible que la séparation de corps, que ce doute seul devrait suffire pour le proscrire. Mais qu'on se rassure, le doute ne sera pas ici cet oreiller commode sur lequel les opinions divergentes pourront venir se reposer.

Oh! sans doute, le régime de la séparation de corps ne laissera jamais les enfants indemnes. Après avoir souffert des froideurs et des querelles de leurs parents avant qu'ils fussent séparés, ils auront encore à souffrir après la séparation et de l'isolement relatif auquel ils seront condamnés, et des doléances dont ils seront les confidents obligés, et des compétitions sincères ou calculées dont ils deviendront l'objet, et quelquefois même des liaisons coupables qu'on n'aura pas pu leur cacher et dont il leur faudra être les tristes témoins.

Mais souffriront-ils moins, je le demande, quand ils verront leur père ou leur mère, ou tous les deux à la fois, engagés dans les liens d'un nouveau mariage? Souffriront-ils moins quand ils appartiendront en même temps à trois familles au lieu d'une? La première, qui n'est éteinte que fictivement et qui survit en leur personne; la seconde, où leur père devra les confier aux soins d'une

femme qui sera à la fois leur marâtre à eux et la rivale heureuse de leur mère; la troisième enfin, où cette mère ne se présentera plus à leurs yeux qu'au bras d'un homme qui aura été, le plus souvent, la première cause de leur malheur?

Oh! ici, de grâce, trêve aux calculs arides et aux froides supputations! Par rapport aux enfants, le parallèle entre le divorce et la séparation de corps ne peut plus se traîner terre à terre; ce n'est plus l'esprit, c'est le cœur qui doit le faire, et s'il est quelqu'un qui, après l'avoir ainsi fait, hésite encore à se ranger de mon avis, je déclare que je le plains, mais que je renonce à le convaincre.

Et pour affaiblir mes convictions à ce sujet, qu'on ne m'objecte ni les mariages stériles ni le second mariage des veufs. Les mariages stériles, réduits à eux seuls, ne sont plus qu'une quantité négligeable; à quelques exceptions près, il n'est pas prouvé que le second mariage des veufs soit dans l'intérêt des enfants; au surplus, il existe entre les deux cas cette différence essentielle, que, lorsqu'il y a veuvage, le premier conjoint est mort, tandis que, lorsqu'il y a divorce, il est vivant, et que, si la force majeure peut excuser le second mariage après la viduité, elle ne l'excuse pas après le divorce.

Il ne reste donc plus qu'à rechercher si l'intérêt social n'a pas plus à souffrir du divorce que de la séparation de corps ou, en d'autres termes, si le divorce n'augmentera pas le nombre des mariages désunis, et ne portera pas par conséquent une atteinte plus profonde à la moralité publique.

On s'accorde généralement à reconnaître que ce point du parallèle en est le point capital, et qu'il domine de beaucoup tous les autres. Vainement se sera-t-on hasardé à dire quelque part que l'intérêt des époux était le premier et peut-être le seul à considérer; que, dans la question du divorce, il ne s'agissait que d'eux et de personne autre, et qu'il existait à leur profit un droit individuel supérieur à celui de la société elle-même. Pour repousser d'un mot cette doctrine quelque peu étrange, qu'il me suffise de signaler que M. Naquet lui-même ne l'admet pas. « Si vous parvenez à établir, a-t-il dit en termes formels, que le jour où nous rétablirons le divorce dans nos lois, nous aurons contribué à corrompre les mœurs sociales, que le jour où nous aurons rétabli le divorce, nous augmenterons le nombre des ménages désunis, ce jour-là vous serez autorisés à conclure contre moi. »

Voilà, si je ne me trompe, un défi formel; je l'accepte, et pour en montrer la témérité, je ne veux recourir qu'à deux preuves, l'une empruntée à l'expérience et l'autre à la nature humaine.

Le divorce a existé dans notre pays pendant vingt-quatre ans.

Qu'a-t-il produit chez ce peuple français justement renommé pour la finesse de son esprit, mais bien connu aussi pour la mobilité de ses impressions et l'inconstance de son caractère? On ne me condamnera pas sans doute à n'interroger que les dernières années pendant lesquelles il a vécu, alors que cette portion de sa vie n'est éclairée, paraît-il, par aucun document sérieux, et alors surtout qu'elle ne pourrait fournir que des renseignements peu concluants, puisque, sous le Consulat ou sous l'Empire, la vie des camps absorbait presque entièrement la vie domestique, et qu'il n'y avait plus guère que des soldats en France. C'est donc aux temps primitifs qu'il faut nécessairement remonter, et pour ceux-là on sait déjà que le mouvement vers l'affranchissement du lien conjugal a été tellement violent, que dans peu d'années le nombre des divorces a été jusqu'à dépasser le nombre même des mariages, et que ceux qui avaient introduit cette innovation ont été jusqu'à reculer, comme épouvantés, devant les désordres qu'elle avait fait naître.

Oh! j'entends d'ici les exclamations que je provoque et qui me disent que le divorce dont je parle n'était pas celui du Code civil, ni celui qui vient d'être restauré récemment, et qu'il faut bien se garder de les confondre. L'observation est juste, je le reconnais, mais qu'on veuille bien reconnaître aussi que je ne m'occupe, en ce moment, que des tendances à demander le divorce et non des moyens plus ou moins faciles de l'obtenir. Cette question des facilités aura son tour; j'examinerai dans un instant si les précautions prises contre une nouvelle invasion de cet ennemi de l'ordre social sont suffisamment rassurantes; mais, pour le moment, et lorsque, nécessairement réduit à ne raisonner que sur des conjectures, je ne veux que pressentir l'attrait que le divorce va avoir pour les époux désunis, celui qu'il a déjà eu pour eux me paraît encore le meilleur guide.

Veut-on que ce guide soit faillible, j'y consens, pour ne plus m'attacher qu'à celui que va me donner la nature humaine.

Que nous dit le divorce pour se ménager un accès chez nous? Il nous dit qu'il y a en France, comme partout ailleurs, des époux malheureux, que la séparation de corps, qui est le seul moyen qu'ils aient à leur disposition pour sortir d'une situation intolérable, aggrave leurs maux plutôt qu'elle ne les adoucit, et qu'il faut lui accorder une place à ses côtés, parce qu'il est le seul à pouvoir leur donner une satisfaction complète.

Mais si le divorce dit vrai, si l'état qu'il offre aux époux en échange d'un état mauvais vaut mieux que celui que leur offrait la séparation de corps, au nom des plus vulgaires vraisemblances, je

demande si le nombre de ceux qui voudront s'affranchir du lien conjugal ne doit pas fatalement s'accroître. Je comprends qu'on hésite à sortir d'un enfer pour entrer dans un autre lieu de supplices, mais lorsque, à la place de l'enfer, c'est le paradis qu'on doit trouver, l'empressement à faire le changement doit tenir presque du délire. Et que sera-ce, grand Dieu, si quelque fille d'Ève erre sur les bords de cet Éden, et si pour vaincre les dernières résistances de ceux qu'elle voudra y attirer, elle peut, la loi à la main, ne faire briller à leurs yeux que l'attrait des plaisirs purs et des amours légitimes! *Vous avez oublié l'amant*, a dit M. Jules Simon, dans son langage incisif; je le restitue au raisonnement, puisqu'il en a été écarté à tort, et que dans les affaires de divorce, c'est à lui, le plus souvent, qu'appartiendra le premier rôle.

Donc, et pour conclure sur ce point, ou la nature humaine n'est plus la nature humaine, ou le plaisir n'est pas préférable à la douleur, ou un état meilleur n'est pas plus attrayant qu'un état pire, ou il faut dire que le divorce augmentera le nombre des ménages désunis, que dès lors il sera plus nuisible que la séparation de corps à l'intérêt social et selon la parole qu'il en a donnée, M. Naquet lui-même doit se rendre.

D'ailleurs l'événement paraît s'être chargé de justifier ces prévisions, car à l'heure qu'il est, s'il faut en croire certains renseignements puisés aux meilleures sources, les demandes en divorce encombreraient déjà les audiences de tous les principaux tribunaux de France, et le tribunal de la Seine, à lui seul, en compterait plus de trois mille.

En résumé, le divorce ne répond pas à un besoin public, car il n'était demandé par personne.

La loi religieuse qui n'oblige plus le législateur civil ne l'affranchit pas des égards qu'il doit au sentiment religieux de tout un pays.

Le mariage est un contrat indissoluble de sa nature, et la loi civile qui le consacre avec son caractère essentiel ne peut pas, à la fois, le consacrer et le détruire.

Le divorce ne peut se prévaloir ni de l'exemple de l'Église ni de celui des peuples voisins.

Il n'est pas plus profitable que la séparation de corps au véritable intérêt des époux, et il est plus nuisible qu'elle soit à l'intérêt des enfants, soit à l'intérêt social.

Et si toutes ces propositions sont vraies, on ne peut que regretter amèrement de le voir retirer de l'oubli dans lequel il était et aurait dû demeurer enseveli.

Jetons maintenant un coup d'œil rapide sur les conditions nouvelles auxquelles il devra fonctionner.

VIII

A la différence de ce qui existait autrefois, les trois seules causes de divorce qui aient été maintenues sont la condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante, l'adultère du mari ou de la femme, et enfin les excès, sévices ou injures graves.

De ces trois causes qui toutes avaient leur place dans le Code civil, la seule qui ait été maintenue sans changement est celle des excès, sévices ou injures graves. Les deux autres ont été modifiées. Là où la condamnation qui entraînait le divorce pouvait n'être que la condamnation à une peine infamante, il faudra désormais qu'elle soit une condamnation à une peine afflictive et infamante; et là où l'adultère n'était une cause de divorce contre le mari que s'il avait entretenu une concubine dans le domicile conjugal, l'adultère simple est devenu une cause suffisante.

Quoique la première de ces innovations n'ait été inspirée que par la politique, elle n'a rien de répréhensible. On n'a pas voulu qu'un simple bannissement, qui est une peine infamante sans être une peine afflictive, pût autoriser la femme du banni à chercher des consolations dans un nouveau mariage. On ne peut qu'applaudir à cette contrainte imposée au dévouement et à la fidélité, puisqu'elle n'est d'ailleurs que restrictive et non ampliative des causes du divorce.

Il n'en est pas de même de l'innovation qui a fait une cause de divorce de l'adultère simple du mari, sans plus exiger qu'il ait entretenu sa concubine dans le domicile conjugal.

Sans doute, les moralistes du Sénat ont eu raison de penser qu'en pure théorie, par respect pour l'unité de la morale, et en considération de l'égalité des droits et des devoirs des époux, il y avait lieu de les assujettir à la même peine, alors même qu'il existe des différences notables dans les conséquences qui s'attachent à leur faute.

Mais des législateurs ne sont pas seulement des moralistes; ils ont le droit et quelquefois même le devoir de quitter le domaine des abstractions pour descendre sur le terrain pratique, et il ne leur est jamais défendu de tenir compte des mœurs du pays auquel il faudra que les lois s'appliquent.

On sait d'ailleurs que la jurisprudence, apportant un tempérament équitable aux prescriptions de la loi, prononçait le divorce ou la séparation au profit de la femme, même quand l'adultère de son mari avait été commis hors du domicile conjugal, à la seule condition qu'il y eût eu scandale, et que la faute pût ainsi rentrer

dans la catégorie des injures graves donnant ouverture à l'action.

Il semble dès lors qu'une morale, même austère, pourvu qu'elle fût intelligente, aurait encore pu s'accommoder de cet état de choses, avec d'autant plus de raison qu'elle aura peut-être à souffrir davantage des désordres qu'elle aura provoqués, en ouvrant la porte à une foule de demandes de divorce qui, sans cela, n'auraient pu se produire. Dieu me garde de jeter un regard trop indiscret sur ce qui se passe dans le monde, mais j'avoue que j'en suis encore à croire qu'on n'a pas assez réfléchi au nombre de mariages dont on pouvait compromettre la solidité, en y jetant inopinément cette nouvelle cause de dissolution. Puissent mes prévisions ne pas se réaliser, et l'excès de logique et d'austérité que je signale n'avoir aucune des conséquences qu'il fait craindre!

Que dire maintenant de la cause de divorce résultant des excès, sévices et injures graves? Elle est renouvelée du Code civil, sans doute, mais il est bon de signaler qu'elle n'y avait trouvé place qu'avec peine. En effet, elle n'avait été admise dans les premiers projets qu'à la condition que les époux passeraient par l'épreuve préalable de la séparation de corps, et elle ne parvint à s'introduire dans la loi qu'à la suite d'un compromis qui permit au divorce par consentement mutuel d'y entrer à côté d'elle. Ce précédent suffirait pour en signaler les dangers, s'ils n'étaient pas d'ailleurs bien faciles à reconnaître.

Cette cause de divorce est, en effet, une cause éminemment élastique de sa nature, en ce sens que la gravité des sévices et des injures dépend toujours, plus ou moins, de toutes les circonstances qui les entourent. Elle est déjà celle qui est le plus souvent invoquée, puisqu'elle entre pour les quatre cinquièmes dans le nombre total des demandes en séparation de corps; elle sera aussi celle qui se prêtera le mieux à la simulation, car rien n'est plus facile à des époux désunis que de s'injurier et de se battre; et, à tous ces titres, elle est infiniment redoutable.

Et qu'on ne dise pas que le danger de la simulation n'est pas à craindre, parce que le divorce est une chose trop sérieuse pour que des époux puissent jamais se résoudre à n'en faire qu'une comédie. Il y a là une équivoque qu'il ne faut pas laisser subsister; dans le complot que je redoute, ce ne sera pas l'accord sur la résolution de divorcer qui sera l'objet de la simulation, mais seulement l'accord sur le moyen de faire sanctionner la résolution par la justice; or ce sont là deux choses absolument distinctes. Quand deux époux seront mécontents l'un de l'autre, quand une passion nouvelle se sera glissée dans leur cœur, et quand la perspective d'une nouvelle union leur aura apparu avec tous ses charmes, ils

commenceront par chercher autour d'eux si la loi met à leur disposition un de ces moyens vrais et absolus, qui leur permette d'atteindre leur but, et s'ils ne le trouvent pas, qu'on soit bien convaincu que la tentation de recourir à un moyen simulé deviendra pour eux invincible. Je sais bien que les tribunaux seront là pour discerner la vérité du mensonge, et pour protéger l'institution du mariage contre toutes les manœuvres coupables. Mais, quelque confiance que puisse m'inspirer la magistrature, même depuis qu'elle est épurée, la sauvegarde de la loi elle-même me paraissait encore plus rassurante. Il n'y a donc aucune témérité à affirmer qu'en maintenant, sans précaution, la cause des excès, sévices et injures graves, au nombre des causes de divorce, on a non seulement livré l'institution du mariage à la discrétion des tribunaux, mais qu'on l'a de plus livrée à la discrétion des époux eux-mêmes. Le mariage à l'essai a pris la place du mariage définitif et pour la vie.

IX

La loi nouvelle se signale par une dernière innovation, inspirée par les meilleurs sentiments, mais qui, par une déviation de son but primitif, n'a abouti qu'à un résultat médiocre.

Le Code civil déclarait dans son article 310 que, lorsque la séparation de corps prononcée pour toute autre cause que l'adultère de la femme aurait duré trois ans, l'époux qui était originairement défendeur pourrait demander le divorce au tribunal, qui serait tenu de l'admettre sans examen si le demandeur originaire, présent ou dûment appelé, ne consentait pas immédiatement à faire cesser la séparation.

Le motif unique de cette disposition est manifeste. Le législateur n'avait pas voulu que, sous le régime du divorce, aucun des époux, même l'époux coupable, sauf la femme adultère, pût être privé indéfiniment de la faculté de se remarier, et c'est pourquoi il autorisait ce dernier, après un délai de trois ans, à mettre l'autre en demeure de lui rouvrir ses bras, sous peine de le voir contracter un second mariage.

Cette disposition, il faut en convenir, était d'une indulgence excessive au profit de l'époux coupable et d'une iniquité cruelle contre l'époux innocent, puisqu'elle l'exposait à voir son conjoint convoler à de secondes noces, alors peut-être qu'il n'avait préféré la séparation de corps au divorce que pour éviter ce résultat.

Aussi l'article 310 a-t-il excité devant le Sénat les réclamations les plus légitimes et les plus éloquentes. Rien n'était plus simple et plus juste que d'y faire droit en supprimant purement et sim-

plement la disposition attaquée. Au lieu de la supprimer, on l'a remplacée par une autre qui vaut mieux que la précédente, mais qui prête encore beaucoup à la critique.

En effet, la demande en conversion d'après l'ancien article 310 n'était nullement un recours contre le jugement de séparation et ne pouvait jamais en autoriser la révision. Le jugement, placé sous l'autorité de la chose jugée, demeurait debout et intact au profit de celui qui l'avait obtenu. Il n'y avait, lors de la nouvelle instance, aucun examen du fond, aucune appréciation nouvelle des mêmes faits. C'était une sorte d'enregistrement; le juge n'avait qu'à constater l'expiration du délai de trois ans, le refus de réconciliation, et si cette double condition était remplie, le mot divorce était substitué au mot séparation dans la première sentence, et les époux sortaient de l'audience avec la permission de convoler à de secondes noces.

Au lieu de cela, que fait le nouvel article 310? Il accorde aux deux époux indistinctement la faculté de demander la conversion de la séparation de corps en divorce, sans même distinguer si la demande nouvelle repose sur des faits nouveaux, ou si elle n'a pour objet qu'une nouvelle appréciation des faits anciens; il n'exige plus qu'un débat sommaire dans la chambre du conseil; il dispense ainsi cette demande nouvelle de toutes les garanties de publicité et de toutes les formalités solennelles de procédure exigées en matière de divorce, enfin il fait un devoir au juge de l'examiner et lui donne par conséquent le droit de la rejeter ou de l'admettre.

On pourrait dire d'abord que, ainsi modifiée, la nouvelle disposition de l'article 310 était assez inutile, car une demande de divorce pouvait toujours succéder à une demande de séparation de corps, puisque l'objet des deux instances n'est pas le même; et, sauf le délai de trois ans qu'il faut respecter et la dispense des formalités ordinaires accordée indistinctement aux deux époux, l'instance en conversion ne diffère en rien de l'instance ordinaire.

Mais voici un reproche bien autrement grave auquel il semble que l'innovation ne puisse pas échapper.

D'après le nouvel article 310, la demande en conversion peut être formée à la requête de chacun des deux époux; le pouvoir de réviser dont le juge est investi implique nécessairement pour lui le pouvoir de confirmer ou d'infirmer, et dès lors il pourra se faire que l'économie du premier jugement soit entièrement renversée, et que, à trois ans de distance ou plus encore, par les mêmes juges ou par des juges nouveaux, entre les mêmes parties, sur les mêmes faits, sur les mêmes documents, sans enquêtes ni formalités nouvelles, sans les mêmes garanties de publicité, celui des deux

époux qui avait gagné son procès le perde entièrement, et que, par exemple, le divorce prononcé au profit du mari remplace la séparation de corps prononcée au profit de la femme. Qui ne voit les difficultés pratiques qui pourront sortir de cette contrariété de décisions? Qui ne voit surtout combien la dignité de la justice aura à en souffrir et combien même l'autorité de la chose jugée pourra en être atteinte!

Ah! qu'ils étaient plus sages, ceux qui, pour éviter tous ces embarras, ne voulaient du divorce à aucun prix, et qui, pénétrés d'une compassion plus intelligente pour les époux malheureux, étaient disposés à multiplier, s'il le fallait, les cas de nullité, et à apporter au régime de la séparation de corps toutes les améliorations dont il était susceptible!

Eh bien, non! Le vent révolutionnaire a soufflé par là; les vieilles solidarités, les transactions vaines, les illusions honnêtes elles-mêmes se sont mises de la partie, et la solidité du lien conjugal a fléchi sous le poids de toutes ces influences.

X

Belle et noble institution du mariage, berceau de la famille, fondement de la société, pendant que d'autres te marchandent ou te refusent les égards qui te sont dus, reçois ici mon hommage! C'est toi qui, dans l'œuvre incessante de la transmission de la vie, marque la supériorité de l'homme sur les autres êtres de la création, en le montrant capable de soumettre les caprices de la nature aux règles de la raison; c'est toi qui fais l'honneur et la dignité de la femme en lui prescrivant de n'appartenir qu'à un seul; c'est pour toi que l'union des âmes se forme et que l'instinct s'élève à la hauteur de l'amour! Aussi, la France t'avait-elle toujours respecté et, sauf une éclipse de courte durée, tu n'avais jamais cessé de briller de tout ton éclat dans son histoire. C'est pour cela qu'on a pu dire avec raison que l'atteinte nouvelle qui allait t'être portée était *une diminution de son grand esprit et de son grand cœur, la perte d'une partie de son patrimoine.*

Ma tâche est finie; cette fière parole est justifiée; et si on me demandait quel honneur ou quel profit j'ai cru trouver à m'en faire l'écho, alors que le mal est consommé et qu'il semble peut-être irréparable, je répondrais qu'aucune loi n'est durable tant qu'elle n'a pas passé dans les mœurs, et que travailler dans la mesure de ses forces à empêcher la loi du divorce d'y passer, c'est encore faire une chose utile.

E. Rigaud,

Ancien Premier Président de la Cour d'appel d'Aix.

UNE BIOGRAPHIE CONTEMPORAINE

AIMÉ DE CLERMONT-TONNERRE

1779-1865

Les biographies particulières ne remplacent pas l'histoire générale, mais elles en sont le complément et l'agrément ; elles l'animent, un peu comme la vue d'un être vivant et ami dans un paysage muet ou dans une foule inconnue. Supposez un homme né sous le règne de Louis XVI, soldat sous l'Empire, ministre sous la Restauration, puis simple observateur et ayant prolongé son existence presque jusqu'à la fin du second Empire; supposez que cet homme, bien placé pour bien voir, eût toutes les qualités d'un témoin sincère et éclairé, qu'il eût en outre le goût d'observer et l'habitude d'écrire ses observations; supposez enfin que ses notes, ses souvenirs, soient mis en œuvre par un historien consommé, possédant au plus haut degré cet art de la composition et ce sens de la mesure qui manquent parfois aux faiseurs de mémoires ou aux éditeurs de famille ; — ne serait-ce pas une rare bonne fortune, un très agréable et très utile appoint à tant de travaux faits récemment sur les cent dernières années? Eh bien, cette bonne fortune, le public lettré et curieux des choses historiques va la devoir à M. Camille Rousset.

L'éminent auteur de l'*Histoire de Louvois* et de tant de travaux de premier ordre sur les faits ou les personnages de nos annales militaires avait, en racontant le début de nos guerres africaines, rencontré et mis en lumière un très remarquable rapport fait, dès 1827, par le général marquis de Clermont-Tonnerre, alors ministre de la guerre, sur l'expédition à entreprendre dans les États barbaresques. Cet incident le fit entrer en relations avec la famille du général. Celui-ci, né en 1779, mort en 1865, avait beaucoup vu et beaucoup écrit. Tous ses papiers furent communiqués à M. Rousset, qui les jugea d'un grand intérêt. De là l'étude biographique qu'il s'est plu à composer, sorte d'intermède entre des œuvres plus

considérables, entre sa *Conquête d'Alger* et la suite qu'il nous donnera bientôt, nous l'espérons, sur la guerre d'Afrique après 1830. Ce livre, où l'on retrouvera les qualités maîtresses de M. Camille Rousset, son jugement sûr, sa ferme pensée, son goût sobre, sa langue alerte, doit être mis en vente à peu près en même temps que paraîtront ces lignes [1]. Une bienveillante communication m'a permis de le parcourir en épreuves : il m'a paru que les lecteurs du *Correspondant* me sauraient gré de leur faire partager le plaisir que j'ai pris à cette lecture. Mon rôle est modeste; il se borne à une rapide analyse et à quelques extraits. Mais ce sera la meilleure manière de faire apprécier l'agrément de cet ouvrage et d'inspirer le désir de le lire en entier.

I

Laissons de côté les années de l'enfance : arrivons tout de suite à 1796. La Convention vient de se dissoudre; le gouvernement est aux mains du Directoire. Le jeune Aimé de Clermont-Tonnerre, qui a passé la Terreur à Nancy, dans la famille de Gondrecourt, débarque à Paris avec son précepteur pour compléter ses études. Bien qu'il n'ait encore que dix-sept ans, nous pourrons, dès sa première démarche, juger à qui nous avons affaire et quelle est l'originalité virile de ce caractère. Ses convictions et ses relations sont naturellement toutes royalistes; son père est à l'armée de Condé. Cependant un patriotisme supérieur à toutes les attaches de parti, le désir de soutenir l'honneur de son nom, le besoin de donner un but à sa vie, de trouver un emploi noble et utile de son énergie et de son intelligence, ont fait naître chez le jeune aristocrate une impérieuse vocation militaire, Il ne veut pas regarder la couleur du drapeau ni qui le tient en main : l'armée lui apparaît être l'armée de la France, non celle de la république. Il ne parle à personne de son projet, craignant de faire scandale autour de lui; mais il le médite, s'y prépare secrètement et s'y confirme chaque jour davantage. Enfin vient le moment de le mettre à exécution. Il est dans sa vingtième année et désire se présenter à l'École polytechnique, avec l'intention d'en sortir officier dans le génie ou dans l'artillerie. Très résolu au fond, mais en même temps très désireux de se mettre en règle avec son parti et son monde, il s'ouvre de son dessein, vers la fin de 1799, à un de ses parents, le vicomte de Bourbon-Busset, et à M. Ferrand, royaliste ardent, naguère membre

[1] *Un ministre de la Restauration : le marquis de Clermont-Tonnerre*, par M. Camille Rousset, 1 vol. in-8°, chez Plon.

du conseil du prince de Condé, maintenant correspondant de celui que les royalistes, depuis quatre ans déjà, nommaient Louis XVIII. Il leur dit « qu'il a attendu, pour se présenter à l'École polytechnique, d'avoir atteint l'extrême limite d'âge, afin de n'être point exposé à porter les armes contre son roi et contre son père; que, l'armée de Condé n'existant plus, ce terrible danger a disparu avec elle; qu'il ne doute pas que le roi ne doive rentrer en possession de sa couronne, et qu'en prenant l'état militaire, il se rend capable de le servir et peut-être de contribuer à son retour; que, dans tous les cas, il regarde comme un devoir de ne pas refuser à son pays les services qu'il se sent capable de lui rendre, ni à lui-même l'occasion et le moyen de ne pas laisser déchoir le nom dont il a le poids à soutenir ». Il paraît que la thèse de l'abstention n'était pas alors en faveur auprès de ceux qui avaient qualité pour diriger les consciences royalistes. M. de Bourbon-Busset et M. Ferrand approuvent le dessein de Clermont-Tonnerre. Il y a plus : sur la demande instante de ce dernier, M. Ferrand écrit au comte de Provence dans les mêmes termes que le futur officier vient d'employer avec lui, et, quelque temps après, il fait connaître à son jeune ami l'heureux résultat de sa confiance : le roi lui donne son agrément et montre l'espoir de pouvoir un jour utiliser ses services. Ainsi soutenu et réconforté, la conscience à l'aise, Clermont-Tonnerre se présente à l'École polytechnique et y est reçu le 22 novembre 1799, peu de jours après le 18 brumaire.

Longtemps après, en 1836, le même cas de conscience devait se poser devant M. de Clermont-Tonnerre. Cette fois, il ne s'agissait plus de lui-même : regardant sa carrière comme finie, il avait, pour son compte, repoussé toute accointance avec le gouvernement de Juillet : il s'agissait d'un de ses fils qui allait sortir de l'École d'état-major; devait-il prendre du service dans un régiment ? M. de Clermont-Tonnerre, qui tenait personnellement pour l'affirmative, voulut néanmoins procéder comme il l'avait fait dans sa jeunesse; il se mit donc en route pour Goritz, avec son fils, afin de demander au roi exilé un avis qu'il s'attendait à recevoir aussi net que celui qui lui avait été donné autrefois par le comte de Provence. Mais à peine est-il arrivé à Goritz, que Charles X tombe malade et meurt en quelques heures. Il soumet alors sa question au duc d'Angoulême : impossible d'obtenir de lui une réponse précise; le prince balbutie, élude, le laisse libre. La duchesse ne s'explique pas davantage. Seul, le jeune duc de Bordeaux, alors âgé de seize ans, s'entretenant de ce problème avec le fils de M. de Clermont-Tonnerre, lui dit, après avoir un peu réfléchi : « La position est difficile, cela est vrai; mais, après tout, il n'est jamais bon

de se rouiller. » Plus tard, en 1844, après la mort du duc d'Angoulême, M. de Clermont-Tonnerre interrogea de nouveau le duc de Bordeaux, mais sans pouvoir obtenir de lui, sur cette question toujours controversée du service, la décision qu'il avait inutilement sollicitée de son aïeul et de son oncle. N'est-il pas singulier que les princes exilés fussent plus pris au dépourvu par une telle question, ou plus hésitants à la résoudre, en 1836 et en 1844, qu'en 1799?

Sorti, en 1801, le sixième de l'École polytechnique, Aimé de Clermont-Tonnerre, fidèle à sa vocation, entra à l'École d'application d'artillerie, alors à Châlons. Le jeune royaliste y trouva l'occasion d'un autre cas de conscience. Voici l'incident tel que le raconte M. Camille Rousset :

La question du Consulat à vie était officiellement posée dans toute la France : sur un registre à double colonne, chaque citoyen était tenu d'inscrire son vote par *oui* ou par *non*. A l'École, il y avait beaucoup de têtes républicaines qui s'échauffaient et s'indignaient; le plus grand nombre était, pour le moins, hésitant. Dans cet état général de perplexité, qui était le sien, Aimé eut recours au sage dont il avait fait en quelque sorte le directeur de sa conscience politique. Il écrivit à M. Ferrand, et lui demanda conseil. Cependant l'agitation gagnait; le nombre probable des *non* semblait monter d'heure en heure. Le commandant de l'École, M. de Flavigny, était fort inquiet; car il ne pouvait se le dissimuler, c'était, pour l'École, une question de vie ou de mort. Par malheur, il avait peu d'ascendant sur les élèves. Clermont-Tonnerre étant des premiers de sa promotion et très bien vu de ses camarades, le commandant le fit venir et, sans détours, le pria d'user de son influence pour sauver l'École et lui-même. Tout ce qu'Aimé, fort empêché pour son compte, put trouver à lui répondre, ce fut qu'il était d'avis de tirer sur le temps et d'attendre. Enfin arriva la consultation de M. Ferrand; sans hésiter, il se prononçait pour le vote affirmatif, l'autre ne pouvant avoir aucune influence sur le résultat général qui n'était pas douteux, tandis qu'il aurait pour unique effet de briser la carrière de tous ceux qui s'obstineraient à en courir inutilement l'aventure. Désormais tiré de son doute, Aimé s'empressa de calmer l'angoisse du commandant et de relever son courage; il se permit même de lui tracer un plan de campagne : point de petites attaques et pour ainsi parler d'escarmouches individuelles; prendre l'École en masse, réunir les jeunes officiers, se présenter hardiment devant eux, ne leur parler que de la liberté du vote, inscrire son *oui* sur le registre, puis appeler les professeurs en commençant par les plus sûrs, et successivement les élèves. Ainsi menée, l'affaire fut enlevée comme par enchantement. En voyant toute blanche

la colonne des *non*, tandis que celle des *oui* s'allongeait à mesure, aucun, parmi les plus récalcitrants, n'osa se lancer le premier dans ce vide, et ce fut ainsi qu'à l'unanimité l'École vota le contraire de ce qu'aurait souhaité individuellement le plus grand nombre.

M. de Clermont-Tonnerre sortit de Châlons lieutenant d'artillerie. Avec le nom qu'il portait, s'il se fût offert à Napoléon et eût demandé un poste auprès de sa personne, nul doute qu'il n'eût été, comme d'autres jeunes gens de son monde, fort bien accueilli. Mais, s'il était ardent à servir la France, il répugnait à faire du zèle auprès de « l'usurpateur ». Il demeura donc à l'écart, tout entier à ses fonctions. Aussi était-il loin d'être bien vu et eut-il plus d'une fois occasion de s'en apercevoir. A la fin de 1804, le général Mathieu Dumas, dont il était devenu l'aide de camp, l'avait amené à Paris, pour assister au couronnement de Napoléon :

Dans une des grandes réceptions qui suivirent, le général ne manqua pas de présenter son aide de camp à l'empereur. On lui présentait alors tant de gens, qu'il n'en eût pas été davantage, sans un incident qui fit un moment quelque bruit dans la haute société parisienne. Monge était là; en reconnaissant l'ancien élève qui avait conquis toute son affection à l'École polytechnique, il voulut attirer plus particulièrement sur lui l'attention de l'empereur; il fendit la foule, prit le jeune homme par la main et dit : « Sire, je vous demande la permission de vous présenter aussi M. de Clermont-Tonnerre, élève de l'École polytechnique, qui est un officier distingué. » A ces mots, l'empereur regarde le protégé de Monge : « Vous n'avez pas fait la guerre? — Non, sire. — Eh bien! je ne connais d'officier distingué que sur le champ de bataille. — Sire, Votre Majesté m'y verra. » Sans attendre davantage, le jeune aide de camp se perdit dans la foule. Monge était consterné, le général Dumas, mécontent de son intervention malencontreuse. Ce fut l'anecdote du jour; la petite coterie royaliste, qui avait blâmé l'entrée d'Aimé de Clermont-Tonnerre au service, ne manqua pas de saisir la balle au bond et de dire qu'en se faisant maltraiter par l' « usurpateur », il n'avait eu que ce qu'il méritait.

Un peu plus tard, au cours de la campagne d'Ulm et d'Austerlitz, où Clermont-Tonnerre accompagnait le général Mathieu Dumas, celui-ci, d'accord avec Oudinot, le présenta au maréchal Berthier, pour le grade de capitaine. Vainement affirma-t-il que son protégé était un officier modèle, il se heurta au mauvais vouloir du major général : « C'est égal, répondit ce dernier, il peut servir tant qu'il voudra, si cela l'amuse; mais il n'entre pas dans les intentions de

l'empereur d'avancer des gens de la catégorie de M. de Clermont-Tonnerre. » Ce refus causa au jeune officier un des plus grands chagrins qu'il ait jamais ressentis, mais la réponse le piqua au vif, et lorsque Mathieu Dumas, tout attristé, la lui fit connaître : « Mon général, s'écria-t-il, il veut me décourager : eh bien, dites-lui de ma part qu'il en aura le démenti, je ne me découragerai pas. Je ne sais pas si l'empereur pense ainsi ; je ne le crois pas ; mais, en tout cas, s'il pense aujourd'hui de la sorte, il ne pensera pas toujours de même, et j'avancerai, quoi qu'en dise le maréchal Berthier. »

II

M. Camille Rousset nous transporte bientôt à l'extrémité de l'Italie. A cette époque extraordinaire, ces changements de théâtre sont fréquents. Joseph, le frère aîné de l'empereur, improvisé roi des Deux-Siciles, a appelé auprès de lui le général Mathieu Dumas comme ministre de la guerre, et le général s'est fait suivre de son aide de camp. C'est pour notre jeune officier une vie toute différente ; il devait souvent regretter l'armée française ; il savait cependant tirer parti même des soldats napolitains. Un jour, au siège de Gaëte, il se trouvait avoir attiré sur sa batterie presque tout le feu de la place :

Bombes et boulets, raconte notre biographe, pleuvaient comme grêle sur la masse couvrante et sur le terre-plein. Dans le premier moment, un gros éclat de bombe était venu frapper l'affût d'un canon ; un servant avait roulé à terre en s'écriant : « Je suis mort ! » Il ne l'était que de peur. « Non, imbécile, lui dit, en le relevant, Clermont-Tonnerre, tu n'es pas même blessé ; d'ailleurs, il n'y aura ici personne de tué aujourd'hui. » Les servants de la batterie étaient presque tous des Napolitains ; la parole du chef fut acceptée par eux comme le plus infaillible des oracles, et jusqu'au soir, à chaque fois que sifflait un projectile, il les entendait se disant l'un à l'autre : « Sois tranquille, le capitaine a dit qu'il n'y aurait personne de tué aujourd'hui. » Cependant la vivacité de son feu, encore plus que celui de l'ennemi, avait enflammé des gabions, et pour les arracher, il fallait s'exposer à découvert. L'épreuve s'étant déjà renouvelée plusieurs fois, il arriva qu'un canonnier commandé recula, en disant : « Ce n'est pas mon tour, mon capitaine. — Ah ! ce n'est pas ton tour, j... f... ! eh bien, si ce n'est pas ton tour, c'est le mien. » Et sautant dans l'embrasure, il arracha le gabion en flammes et le porta en avant de la batterie. A partir de ce moment, il n'y eut plus, non seulement de refus, mais même d'hésitation parmi ses hommes.

Quoique fort bien traité par le roi Joseph et devenu son aide de camp, cette existence relativement inactive pesait au jeune officier, et il ne se consolait pas d'être retenu loin du théâtre des grandes guerres. Plusieurs fois, il tenta de se faire rappeler dans l'armée française, mais sans succès. Seulement, un beau jour, il apprit que d'Italie, il allait passer en Espagne. En effet, en 1808, Joseph était transféré du trône de Naples à celui de Madrid, sans être plus consulté qu'un sous-préfet sur son déplacement; il emmenait son aide de camp, élevé au grade de colonel. Pour ce dernier, c'était une vie beaucoup plus agitée. On sait, en effet, de quelles difficultés et de quels périls se trouvait entouré le nouveau roi d'Espagne. Clermont-Tonnerre lui fut très utile par son énergie, son intelligence et sa droiture. Joseph lui témoignait beaucoup d'amitié : cette amitié l'exposait même parfois à recevoir des confidences assez embarrassantes. C'était après Baylen; le roi avait dû quitter Madrid précipitamment et s'était retiré à Vittoria. Napoléon, venu au secours de son frère, avec des renforts importants, se dirigeait sur Madrid, sans permettre à son frère de l'accompagner. Mais laissons la parole à notre historien :

Joseph demeurait donc humilié à Vittoria. Comme il lui importait d'avoir sûrement des nouvelles et de recevoir promptement les ordres de Napoléon, il chargea Clermont-Tonnerre de suivre le quartier impérial... Napoléon, en traversant le salon de service, aperçut ce visage nouveau : « Qui êtes-vous? » lui dit-il, en fronçant le sourcil. « Sire, aide de camp du roi d'Espagne, envoyé pour être aux ordres de Votre Majesté. » L'empereur laissa tomber alors une banalité dédaigneuse, quelque chose comme : « Allez dire au roi que je me porte bien », et passa. L'accueil n'était pas encourageant; Clermont devait-il revenir? Les autres furent d'avis qu'il n'y avait pas à hésiter : l'empereur l'avait vu; tant bien que mal, la connaissance était faite. Ainsi rassuré, il reprit le chemin de Vittoria. Il trouva le roi dans son jardin, se promenant seul, agité. Après avoir écouté le compte rendu de sa mission, qui était aussi court que peu satisfaisant, Joseph garda pendant quelques minutes le silence, puis le rompant avec éclat, il se répandit sur le compte de son impérieux frère avec une violence qui fit craindre à l'aide de camp qu'elle n'arrivât à d'autres oreilles que les siennes, et par suite jusqu'à l'empereur même. Entre Napoléon et Joseph la chose se serait facilement arrangée sans doute, mais l'empereur aurait-il pardonné au confident d'avoir entendu de pareilles invectives? Entre autres choses graves, Joseph lui dit que son frère était un monstre profond, qu'il voulait le déshonorer; qu'après l'avoir fait monter malgré lui sur le trône de

Charles-Quint, il l'empêchait de montrer qu'il en était digne, et que, lorsqu'il s'agissait de conquérir sa couronne, il le forçait à rester loin du danger; qu'au surplus les Espagnols avaient raison de vouloir le tuer, que sa conduite avec eux avait été infâme, que ces prétendus grands hommes étaient le fléau des peuples, que ce foudre de guerre avait la bravoure de la lunette, tandis que lui, Joseph, aurait celle de l'épée et du poignard, etc., etc. Le fait est qu'il n'aimait pas son frère; il en était jaloux, il était irrité, lui l'aîné, d'être traité, non seulement comme le dernier des cadets, mais comme la dernière des créatures impériales; mais, s'il ne l'aimait pas, il le craignait; ces rébellions à la cantonnade n'avaient aucune valeur, et dès que Napoléon paraissait, il pliait devant lui comme les autres. Au sortir de cette scène embarrassante, Clermont-Tonnerre s'empressa de rejoindre le quartier général.

C'était du reste sincèrement que Joseph regrettait d'être roi d'Espagne. Un jour, près de Jaen, il traversait un village : des enfants couraient devant son cheval, en criant : *Viva el Rey!* Tout à coup, l'un d'eux, plus rapproché que les autres, ajoute à son cri : *Viva Fernando siete!* Joseph se tourne du côté de Clermont-Tonnerre, qui était à sa gauche, lui demande en souriant s'il a un napoléon dans sa poche, prend la pièce d'or et la jette à l'enfant, en lui disant : « Tiens, mon petit, tu as raison; » puis il revient à son aide de camp, lui dit qu'en effet Ferdinand VII est le vrai roi d'Espagne, et que son frère n'a fait qu'une vilaine action en le dépossédant de la couronne.

Le spectacle qu'offrait alors la malheureuse péninsule n'était pas fait à la vérité pour calmer les scrupules du roi. Les pauvres gens surtout y souffraient cruellement. Clermont-Tonnerre en pouvait juger par ses yeux, dans ses nombreux voyages :

Un soir, il s'arrête dans un petit village pour laisser souffler ses chevaux. Il entre dans une maison pillée comme toutes les autres. Il trouve un paysan de bonne mine qui le salue, le fait asseoir, et lui montrant un fer à repasser qu'il tient à la main, lui dit avec le plus grand calme : « Voyez, señor, ce que c'est que les soldats. C'en est un qui a laissé ici ce fer à repasser; il l'avait pris dans une autre maison pour le plaisir de prendre; il l'a jeté là, et il a emporté de chez moi quelque autre chose qui ne lui aura pas été plus utile et qu'il aura laissée ailleurs. » Frappé du bon sens et du sang-froid de cet homme, Clermont-Tonnerre lui répond : « C'est la guerre, hélas! Il eût été bien plus sage de ne pas nous la faire, puisque nous étions évidemment les plus forts. — Ah! s'écrie le paysan, ce n'est pas nous qui la faisons; c'est vous, ou plutôt les gens qui se servent de nous pour

vous la faire. Car, pour nous, pauvres gens, que nous importe, au fond, que le roi s'appelle Ferdinand ou Joseph? quel qu'il soit, nous ne le verrons jamais. Une seule chose nous importe, c'est que le roi ne nous fasse pas payer deux fois les impôts. » Puis il lève le bras, atteint un morceau de pain avec un peu de lard qu'il avait cachés sur une poutre, et se met à manger sans plus rien dire. Clermont-Tonnerre ajoute, à l'argent qu'il lui donne pour la dépense de ses chevaux, quelques provisions dont il s'était muni chez le général Dorsenne; quand il met le pied à l'étrier, le paysan, toujours grave, lui dit : « Une chose me fait de la peine, c'est de penser que je ne vous verrai plus. »

A la fin de 1809, Clermont-Tonnerre eut occasion de se retrouver en face de Napoléon. Joseph l'avait envoyé à Paris avec des dépêches. Pour échapper aux brigands et aux guérillas dont les routes étaient infestées, il avait pour système d'aller vite et de ne s'arrêter jamais : de plus, il demandait publiquement des escortes, s'en faisant suivre si elles étaient toutes prêtes, et les distançant si elles se faisaient attendre. Il courait jour et nuit, mangeait à la hâte pendant qu'on sellait les bêtes et dormait à cheval. Ainsi les embuscades n'avaient pas le temps de s'organiser. Tandis que les courriers mettaient d'habitude seize jours de Madrid à Paris, Clermont-Tonnerre n'en mit que dix, dont six à dos de bidet, de Madrid à Bayonne, et le surplus en voiture, de Bayonne à Paris.

Le 15 décembre, à huit heures du soir, raconte notre historien, il arriva, comme à un quartier général, droit aux Tuileries, au pied du pavillon de Flore. Dans la grande salle, au premier étage, l'officier de service le pria d'attendre. Au bout d'une heure, la porte de la galerie s'ouvrit, et il vit des princes, des princesses, des gens de cour défiler devant lui. On le regardait avec stupéfaction, car il avait une physionomie étrange : le colback enfoncé sur les yeux, le visage basané, une barbe de dix jours, de grosses moustaches, un large pantalon à la mameluk, un sabre courbe en bandoulière. Le duc de Clermont-Tonnerre, son cousin, qui était chambellan de la princesse Borghèse, dit à son voisin, en passant devant lui : « Ah! pour le coup, en voilà un que j'aime mieux trouver ici qu'au coin d'un bois. — Comment! répondit le voisin, qui avait mieux vu; vous ne le reconnaissez pas? C'est votre cousin, Aimé de Clermont-Tonnerre, l'aide de camp du roi d'Espagne. » Et lui, de son côté, se demandait : « Qu'est-ce que tout ce mouvement de cour? Est-ce une fête? » C'était l'épilogue d'une sorte de coup d'État; dans la galerie d'où sortait tout ce monde, venait d'être signé l'acte de famille par lequel Napoléon réglait son divorce avec Joséphine. Clermont-Tonnerre ne l'apprit que plus tard; car, dans

l'audience que l'empereur lui donna un moment après, rien ne pouvait lui laisser soupçonner l'importance du fait qui venait de s'accomplir. L'empereur était dans son cabinet, debout. Quand il eut reçu et ouvert la lettre de son frère, datée du 5, il fronça le sourcil, regarda Clermont-Tonnerre et lui dit : « Du 5 de quel mois? — Du mois dans lequel nous sommes, sire; il y a dix jours que j'ai quitté Madrid. — Dix jours, c'est bien aller. » Puis il se mit à marcher, les mains derrière le dos, tout en parlant; quand il était arrivé au bout du cabinet, il se retournait vers Clermont-Tonnerre qui marchait à côté de lui et le regardait dans les yeux; celui-ci, sans timidité comme sans arrogance, soutenait son regard, puis on repartait; à l'autre extrémité, c'était le même jeu de scène. La promenade dura ainsi un peu plus de vingt minutes.

L'empereur se plaignait de son frère; l'aide de camp défendait respectueusement Joseph : Napoléon, qui n'aimait pas d'habitude la contradiction, la prit ce soir-là en bonne part; il sourit même et congédia d'un geste gracieux son contradicteur.

Après un nouveau séjour en Espagne, Clermont-Tonnerre revint à Paris, cette fois avec un congé définitif du roi Joseph : il allait se marier et son désir était toujours de reprendre du service dans l'armée française. A son arrivée, il se rendit auprès de l'empereur, se mettant à ses ordres pour toutes les informations dont celui-ci devait avoir besoin sur la situation de la péninsule. Napoléon l'accueillit aimablement. La conversation toucha divers sujets. Interrogé sur la valeur des soldats espagnols, Clermont-Tonnerre répondit qu'ils avaient des qualités précieuses, qu'ils étaient sobres, lestes, bons marcheurs, excellents pour les coups de main, pour les surprises, pour la défensive derrière des murailles, mais sans valeur comme infanterie régulière, incapables de tenir ferme sur un champ de bataille.

« Comment! se récria vivement l'Empereur, vous oubliez donc l'ancienne réputation de l'infanterie espagnole, et les bandes détruites à Rocroi? — Non, sire, je suis très loin de les oublier, mais cette fameuse infanterie, et ces bandes en particulier, étaient composées de Wallons, qui sont d'excellents soldats; il n'y avait que très peu d'Espagnols natifs. Il y a une raison pour qu'il en ait été ainsi, c'est que les hommes du nord de la péninsule, qui sont les meilleurs, avaient le privilège de ne pouvoir pas être conduits à la guerre hors de leur pays, sans leur consentement. Si Votre Majesté veut jeter un coup d'œil sur l'histoire militaire d'Espagne, elle verra que, dans tous les temps, les troupes espagnoles ont été, comme troupes réglées, inférieures à toutes les autres. Ainsi, au temps des Romains, Sertorius

n'a jamais pu former en Espagne des légions capables de tenir tête aux légions romaines. Si Votre Majesté veut encore se reporter à l'époque de Pierre le Cruel et de Henri de Transtamare, qui est-ce qui a donné à l'un et à l'autre successivement la victoire? c'est du Guesclin au second, le Prince Noir au premier. Et plus tard, quelle a été la conduite de celui que les Espagnols ont appelé le grand capitaine, de Gonzalve de Cordoue? Il s'est tenu neuf mois entiers renfermé dans Barlette, et n'en a voulu sortir pour combattre qu'après avoir reçu deux mille lansquenets envoyés par Maximilien, et c'est alors que, se mettant aux champs, il a gagné la bataille de Cérignole. » L'empereur écoutait avec attention; il parut frappé de ce dernier exemple : « Répétez-moi cela », dit-il. Clermont-Tonnerre reprit le fait de Gonzalve de Cordoue, puis il ajouta : « Lorsqu'il demandait des recrues à Ferdinand le Catholique, il le priait de lui envoyer des Galiciens, des Catalans, des hommes de la bande septentrionale, parce qu'il n'avait pas confiance dans les autres. Aujourd'hui même, sire, que voyons-nous? Non seulement les Espagnols ne tiennent nulle part contre nous en bataille rangée, mais les Anglais ne veulent pas d'eux, quand ils ont à nous combattre. A Talavera, Wellington n'a pas voulu que l'armée espagnole, dont il n'était que l'auxiliaire, vînt prendre place à côté de lui sur le champ de bataille, bien certain qu'il serait battu sur le point qu'elle occuperait; c'est par son ordre qu'elle est restée dans Talavera. Les Anglais, quelques efforts qu'ils aient pu faire, n'ont jamais pu organiser de régiments espagnols capables de tenir en bataille rangée, tandis qu'ils ont réussi avec les Portugais, ce qui du reste est d'accord avec les exemples de l'histoire. Votre Majesté sait bien que Viriathe a fait avec les Lusitaniens des légions qui non seulement ont tenu tête aux Romains, mais les ont même battus. » Il y eut quelques instants de silence; l'empereur réfléchissait, puis brusquement : « Comment êtes-vous au service de mon frère? — Sire, c'est Votre Majesté qui m'y a mis, malgré mes réclamations. » Après s'être plaint encore une fois de Joseph, de son attitude espagnole, pas assez française, quoi que l'aide de camp pût dire pour le justifier, l'empereur termina l'audience de la façon la plus gracieuse pour son interlocuteur.

Le bon accueil de l'empereur ne pouvait-il pas faire espérer au jeune colonel que les rangs de l'armée française lui seraient rouverts? Mais il attendait et ne voyait rien venir. Joseph passait à Paris, voyait son frère, sans qu'aucun fait révélât qu'il eût recommandé son ancien aide de camp. Clermont s'en plaignit à un ami demeuré auprès du roi. Celui-ci finit par donner cette étrange explication : « Il paraît que M. de Clermont-Tonnerre n'est pas content; peut-être n'a-t-il pas tort. Quand j'étais à Paris, l'empereur m'a parlé

le premier de lui; il m'a dit qu'il avait vu un de mes aides de camp qui était un officier d'honneur et de moyens. J'en ai conclu que M. de Clermont-Tonnerre avait cherché à faire sa cour à mes dépens, et j'ai gardé le silence. L'empereur en aura de son côté tiré la conclusion que je ne désirais pas qu'il fît quelque chose pour lui. Je le regrette, vous pouvez le lui mander. » Tel était le roi Joseph, dit à ce propos M. Camille Rousset; il avait l'esprit inquiet, soupçonneux, défiant, même à l'égard des plus désintéressés et des meilleurs. Blessé dans sa loyauté encore plus que dans ses intérêts, Clermont-Tonnerre écrivit au roi : « Sire, le temps qui s'est écoulé, depuis l'époque où j'ai dû renoncer à tout autre service que celui de mon pays, ayant détruit l'espoir que je ne pouvais fonder que sur les bontés de Votre Majesté, je la prie d'agréer ma démission et d'ordonner que mon nom soit rayé de la liste des militaires engagés à son service. »

Clermont-Tonnerre se retira alors à la campagne avec sa jeune femme, tout entier à ses affections de famille et à ses soins de propriétaire. Toutefois, au printemps de 1812, le bruit de la grande armée, en marche vers la Russie, réveille ses instincts guerriers, et il demande à son ami le général Dessole de l'employer près de lui dans cette campagne : « Mon ami, répond le général, si vous recevez un ordre de service, demandez à venir avec moi, vous me ferez plaisir, et je vous seconderai de tout mon cœur ; mais si vous ne recevez pas d'ordre, vous seriez fou d'en demander; quant à moi, je n'en demanderai pas pour vous. Je vais à cette guerre, parce qu'on me l'a ordonné et que l'honneur me commande d'obéir; mais croyez bien que lorsque je pourrai honorablement en revenir, je le ferai. C'est la fin de l'empereur. »

Les événements se précipitent. Napoléon vaincu recule. La vieille France est envahie. Enfin, Paris capitule. A cette nouvelle, le colonel part pour cette ville. Près de Poissy, à la vue des Cosaques et de la cavalerie autrichienne, il verse des larmes de rage. Mais, quelques jours après, il assiste à l'entrée du comte d'Artois dans la capitale, il entend les acclamations de la foule, et il reprend alors foi et espérance dans l'avenir de la patrie. Tout l'homme est dans ce double sentiment.

III

Avec la première Restauration, M. de Clermont-Tonnerre retrouve un rôle actif. Il est appelé à servir dans les mousquetaires gris de la Maison du roi. Il y gagnera d'être nommé bientôt maréchal de camp. Mais cette satisfaction est plus que compensée par la dou-

leur qu'il ressent en voyant de près l'effarement du gouvernement et de la cour à la nouvelle du retour de l'île d'Elbe.

On avait ordonné la formation d'un camp sous Paris ; le duc de Berry devait le commander en chef, le maréchal Macdonald en second. Tandis que les régiments arrivaient, avec des dispositions au moins équivoques, mal conseillé par son entourage, le duc de Berry, au lieu d'être au camp, pour les recevoir, les animer, les encourager, demeurait au Tuileries, attendant l'aventure. Étonné, désolé de cette inaction qui laissait tout perdre, le colonel de Clermont-Tonnerre se rendit un matin chez un aide de camp favori du prince, et lui témoigna vivement sa douleur. L'aide de camp objecta l'attitude incertaine des troupes et le danger que pourrait courir Monseigneur en se hasardant au milieu d'elles. « Eh bien ! s'écria le colonel, s'il arrivait malheur, on verrait du sang de Bourbon, comme on en voyait autrefois, et ce serait d'un bon exemple. » Le lendemain, il se rendit à l'audience du duc de Berry : « Monseigneur, lui dit-il, l'espèce d'hésitation que l'on fait paraître est très fâcheuse. Ainsi, par exemple, en ce moment où il pourrait être utile de montrer de la confiance, les ministres ferment leur porte, leurs femmes même ne reçoivent plus. — La femme de l'abbé de Montesquiou, n'est-ce pas ? s'écria vivement le prince. — Non, Monseigneur, mais Mme de Blacas. » Après son exclamation ironique, le duc de Berry n'attendait pas cette riposte ; elle lui fut sensible, à cause de son amitié pour la famille de Montsoreau dont était Mme de Blacas. « Cela regarde le roi », finit-il par dire, après un moment d'hésitation.

Pendant les Cent-jours, le nouveau maréchal de camp demeure à l'écart, et repousse les avances qui lui sont faites par le gouvernement impérial. Après Waterloo, il accourt à Paris. Il y trouve une singulière agitation : des idées plus qu'étranges traversent le cerveau de certains royalistes.

Un jour qu'il s'était rendu chez le baron de Vitrolles, dont l'appartement était une sorte de quartier général, celui-ci le prit à part et lui dit d'un ton tragique : « L'empereur est à la Malmaison ! — Eh bien ! qu'est-ce que cela fait, mon cher baron ? Qu'il y reste ; il n'est plus dangereux maintenant ; il est fini, il ne se relèvera pas. — Tout le monde n'est pas de cet avis, et il y a en ce moment quelques hommes déterminés qui cherchent un moyen pour l'enlever, et qui le tueront, s'il résiste. — Il y a peut-être des gens qui le disent ; mais vous n'en trouverez guère qui aient le cœur de le faire. Quant à moi, je ne crois pas qu'il y ait un militaire en France qui ne recule d'horreur, quand cet homme, sous qui nous avons gagné tant de batailles, lui dira : Oses-tu

bien tuer Marius! Soyez-en sûr, mon cher baron, vous vous inquiétez en ce moment d'un homme qui est encore plus inquiet que vous. Et d'ailleurs vous voyez Fouché, sans doute? — Oui. — Eh bien! que vous dit Fouché? — Fouché me dit comme vous. — Croyez-le donc, mon cher baron, et ne laissez ni faire ni tenter un crime odieux et inutile qui déshonorerait notre cause. »

A la seconde Restauration, M. de Clermont-Tonnerre se retrouve en faveur; il reçoit à la fois, sans les avoir demandés, le commandement d'une brigade de la garde et le titre de pair de France : il n'avait que trente-cinq ans.

L'un de ses premiers actes comme pair fut le jugement du maréchal Ney : ce ne dut pas être le moins pénible. Laissons-le s'expliquer lui-même :

J'eus à juger cet homme que j'avais vu couvert d'une gloire noblement acquise, le plus vaillant soldat, le général le plus courageux, le plus ferme de l'armée, avec lequel j'avais passé une semaine entière à Salamanque, mangeant à sa table et traité par lui comme si j'eusse appartenu, pendant toute la guerre, à sa famille militaire, et que j'eusse été un compagnon de ses dangers personnels. J'avoue que mon cœur se glaça à l'aspect du terrible devoir qui m'était imposé. Le crime était évident, je ne pouvais le méconnaître; la loi prononçait la mort, je n'avais pas le droit de la changer... Quant à la conduite que le gouvernement devait tenir à l'égard du maréchal Ney, après sa condamnation, il y avait deux partis à prendre : ou la grâce accordée par le roi à un homme couvert de gloire, ou l'exécution solennelle dans la plaine de Grenelle, en présence de l'armée et de la population. Je ne sais pas pour lequel je me serais déterminé, si j'avais eu le malheur d'être obligé de donner un avis; ce que je sais, c'est qu'il fallait, quelque principe qu'on adoptât, se sentir assez de force pour en tirer toutes les conséquences, mais qu'il ne fallait jamais faire fusiller clandestinement, comme on l'a fait, un homme tel que le maréchal Ney, dans un coin du Luxembourg. Il n'y avait pas seulement faiblesse, il y avait lâcheté.

Jusqu'alors M. de Clermont-Tonnerre a tenu à n'être que soldat : membre de la Chambre haute, il lui faut désormais se faire une opinion sur les choses politiques. Lui-même a résumé ses idées dans des notes d'une rédaction nette et ferme. Il professe que la Charte était une « nécessité », qu'en établissant un gouvernement de forme représentative, le roi a satisfait à un besoin incontestable et senti par l'immense majorité de la France »; il ajoute que « le roi ayant juré cette Charte », elle est devenue une

« chose sacrée », « une *véritable lettre de change signée maison de Bourbon, et que le jour où cette lettre de change serait protestée, la maison de Bourbon aurait fait banqueroute* ». Il estime en outre que « les nouveaux éléments du gouvernement et de l'autorité doivent être puisés à deux sources, les hommes de l'ancienne fidélité et ceux du nouvel engagement; que l'habileté consisterait à les mêler de manière à n'en faire qu'un seul, dont le sentiment commun serait le dévouement au Roi et l'amour de la patrie, qu'il ne fallait jamais permettre de séparer ». Seulement il regrette que la Charte ait, sur plus d'un point, trop affaibli l'autorité royale au profit du parlement. Sa conclusion est de ne s'affilier à aucun parti et d'être avant tout « l'homme du roi ».

Les ultras avaient alors le verbe haut et semblaient les maîtres de la Chambre introuvable. M. de Clermont-Tonnerre jugeait sévèrement leurs folies, leurs provocations et leurs exigences. Il protestait, quand il les entendait proclamer, dans le salon de Monsieur, devant lui et devant le comte de Bourbon-Busset, ancien officier des guerres impériales, « que le roi ne serait assuré sur son trône que lorsqu'il n'y aurait plus dans l'armée un seul officier ayant servi sous Bonaparte ». Ce qu'il leur reprochait peut-être plus encore, c'était leur « parlementarisme » excessif, leur prétention de faire la loi à la couronne au nom de la majorité. L'injustice et la violence de l'opposition qu'ils faisaient aux ministres du roi et particulièrement à M. Decazes, ministre de la police, révoltait son équité et son royalisme. Un jour, chez l'ancien évêque de Châlons, il vit arriver une dame qui sortait de chez ce ministre et s'en vantait, avec un air de triomphe, comme d'un grand effort qu'elle avait fait sur elle-même. « Eh bien ! madame, lui dit-il, vous a-t-il bien reçue? — Certainement; il a fait ce que je lui demandais, mais cela ne m'a pas empêchée de dire, en passant sous le réverbère de sa porte, que je voudrais l'y voir accroché. — Ma foi, madame, ne put s'empêcher de répliquer M. de Clermont-Tonnerre, vous devez penser au moins que si M. Decazes connaît, et il doit les connaître en effet, les sentiments de ceux auxquels il rend service, il doit avoir un grand mépris pour eux. » La dame se tut, tout le monde en fit autant, et le bon évêque se hâta de porter la conversation sur un terrain moins dangereux. Des amis plus prudents que braves trouvaient même que, sur ce genre de sujets, le jeune pair avait trop de franchise. Le marquis de Sémonville, grand référendaire de la Chambre des pairs, homme d'esprit, mais d'esprit fort sceptique, qui, pour son compte, s'accommodait successivement de tous les régimes, lui donnait à ce propos ce très curieux avis : « Mon ami, vous voyez juste dans votre politique;

vous êtes dans le vrai. Les royalistes sont des fous, ils gâtent une cause excellente, ils perdront peut-être la monarchie. Vous les combattez, vous avez raison, et je suis loin de vous en blâmer, car je suis de votre opinion plus que vous-même; mais, voyez-vous, ces gens sont vos amis, ce sont les *vôtres*, et quelque jour ils vous reviendront : Dieu veuille seulement que ce ne soit pas trop tard et qu'ils n'aient pas fait d'ici là trop de sottises! Puis, laissez-moi vous donner un conseil, que mon âge et mes liaisons avec vos parents et vos amis me donnent le droit de vous offrir : ne vous brouillez jamais avec la bonne compagnie; c'est une chose qui ne se pardonne pas en France. A l'époque de ma jeunesse, un vieux magistrat qui aimait ma famille me donna ce conseil; je ne l'ai pas suivi; je n'ai fait de mal à personne, j'ai fait du bien à beaucoup de monde, et pourtant le mal que l'on a dit de moi ne tiendrait pas dans ce Luxembourg, — il montrait le jardin, — et cela, parce que j'ai eu l'imprudence de négliger le conseil de cet homme à qui l'expérience avait montré ce qu'elle m'a enseigné depuis. »

Dans cet état d'esprit, M. de Clermont-Tonnerre applaudit à l'ordonnance du 5 septembre 1816, qui dissolvait la Chambre introuvable et ordonnait des élections générales : il y voyait une revanche de la couronne. Mais, plus tard, à mesure que les ministres penchèrent vers le parti libéral, il s'éloigna d'eux, s'inquiéta, s'irrita. C'était toujours chez lui même préoccupation, celle de sauvegarder l'autorité royale. A ses yeux, le péril avait changé de côté; au lieu d'être à droite, il se montrait à gauche. Sous cette impression, il combattit les trois grandes lois de l'époque, celle de 1817 sur les élections, celle de 1818 sur l'armée, celle de 1819 sur la presse. Nous ne voulons pas entrer dans le détail de ces luttes et renvoyons aux renseignements intéressants que donne à ce sujet M. Camille Rousset. Détachons-en seulement une note vraiment fort curieuse, écrite par M. de Clermont-Tonnerre, le 24 janvier 1817; destinée au roi, elle avait pour objet direct de combattre le projet de loi électorale; mais à cette argumentation particulière, dont la portée peut être discutée, se mêlaient des considérations contenant, treize années à l'avance, la prophétie singulièrement précise des événements de 1830. Qu'on en juge; voici la note elle-même :

On a dit pour justifier la présentation de la loi : Monsieur, avec tout ce qui l'entoure, annonce le projet arrêté d'attaquer les intérêts de la révolution; attaquer ces intérêts, c'est provoquer la révolution; provoquer la révolution, c'est appeler le renversement de la dynastie; donc, pour sauver Monsieur de sa propre imprudence, et pour en

sauver sa royale maison, il faut lui opposer, dans la composition même de la Chambre des députés, une digue tellement forte qu'il ne puisse même pas songer à la rompre. Il faut, en un mot, assurer dans cette Chambre la défense des intérêts que la révolution a consacrés, parce que, si ces intérêts sont menacés d'être froissés, la révolution recommence et la dynastie est perdue. La base de ce raisonnement est juste et la conséquence est spécieuse; mais poussons-la et voyons ce qui vient derrière. Si vous avez une Chambre dans laquelle les intérêts consacrés par la révolution soient uniquement représentés, si vous avez une telle Chambre, dans la dépendance de laquelle Monsieur, supposé roi, ou l'un des princes ses fils se trouve placé de force, et que cependant Monsieur veuille essayer seulement de contenir la marche de cette Chambre dominatrice, alors, ou Monsieur cédera, et dans ce cas on se demande où sera la monarchie; ou Monsieur résistera et se mettra à la tête de ses troupes pour renverser ce pouvoir ennemi, et dans ce cas il arrivera de deux choses l'une : ou Monsieur triomphera après une guerre civile, et le gouvernement modéré est à jamais perdu pour la France, Monsieur lui-même voulût-il le rétablir; ou Monsieur succombera, sa dynastie finira, et la France avec elle. Mais, à travers ces malheurs qui sont les chances extrêmes, voyons quelles peuvent être les premières probabilités et, sinon le but vers lequel on vise, du moins le résultat auquel on s'attend : Monsieur, en arrivant au trône, sera précédé par la renommée que ses amis dispensent même ses ennemis du soin de répandre, qu'il veut briser les intérêts révolutionnaires; la Chambre où ces intérêts seront seuls représentés, — quand bien même il userait de son droit de la dissoudre et de la renouveler, et qui sera d'autant plus ardente qu'elle aura été renouvelée un plus grand nombre de fois, — aura seule toute l'influence nationale, puisqu'elle s'annoncera pour la protectrice des intérêts devenus nationaux; son influence s'étendra jusque sur l'esprit des troupes dont Monsieur, toujours supposé roi, voudra trop tard faire usage. Un homme, dans la personne duquel les intérêts de la révolution se trouveront tous concentrés, sera présenté à la nation comme le seul qui, ayant intérêt à leur maintien, saura toujours les respecter et les défendre. L'idée parricide de la révolution se trouvera réalisée, et la révolution vraiment consacrée avec le moins d'ébranlement possible.

La note ne parvint pas au roi. Sur le conseil de M. Ferrand, M. de Clermont-Tonnerre était allé la porter à M. Hue, premier valet de chambre de Louis XVIII. En recevant ce pli cacheté, M. Hue lui dit : « Monsieur de Clermont-Tonnerre, le roi, quand je lui remets des lettres, me demande quelquefois si je sais quel en est l'objet,

et il aime que je puisse le lui dire. Si donc vous pouvez me confier le sujet de votre lettre, je crois qu'il y aurait de l'avantage. — Rien de plus facile; il n'y a là aucun secret; c'est une note touchant la loi d'élection. » A ces mots, M. Hue change de visage : « Ah! si c'est pour la loi d'élection, je ne peux pas m'en charger; le roi ne me le pardonnerait pas. J'oserai même vous dire de ne pas chercher une autre voie pour la lui faire parvenir; car aussitôt qu'il verra que c'est de cette loi qu'il s'agit, il jettera votre lettre au panier avec colère et ne vous pardonnera pas. Il a tellement pris son parti et on l'a tellement monté sur cette affaire, qu'il n'en veut plus entendre parler; sa résolution est irrévocable. »

Plus la gauche gagnait de terrain, plus augmentaient les alarmes de M. de Clermont-Tonnerre; plus son opposition s'accentuait. Cette attitude le mettait en vue dans le parti de la droite. Il ne s'y était pas cependant enrôlé. Même, à la fin de 1821, quand la droite, redevenue nombreuse dans la Chambre, cherchait à renverser M. de Serre, et à imposer un ministère entièrement de sa couleur, il blâmait ouvertement cette sorte de violence faite à l'autorité royale. Il venait précisément, un matin, d'écrire à quelqu'un de ses amis : « Les ministres vont se laisser arracher leurs portefeuilles, et ils répondront devant la postérité de l'atteinte qu'ils vont ainsi laisser porter à l'autorité royale », quand on lui remit une lettre arrivée par courrier à l'adresse de Monsieur le marquis de Clermont-Tonnerre, ministre de la marine, et contre-signée Lauriston. Il ne s'attendait à rien de semblable. A la vue de la dépêche, Mme de Clermont-Tonnerre ne put s'empêcher de fondre en larmes; les enfants accourus se mirent à pleurer avec elle; le père de famille était lui-même tout ému; en voyant cette scène larmoyante, écrit M. Camille Rousset, on eût dit le cabinet d'un ministre en disgrâce. Cependant il prit rapidement son parti. « Je n'ai rien fait pour cela, dit-il à sa femme, ceux qui l'ont fait en auront la responsabilité tout entière; espérons que Dieu nous aidera. » Le ministère dont il se trouvait ainsi appelé à faire partie était celui que l'histoire connaît sous le nom de ministère Villèle.

IV

M. de Clermont-Tonnerre occupa le ministère de la marine jusqu'en 1824; il passa à cette époque au ministère de la guerre et n'en sortit qu'en 1828, lors de la chute de M. de Villèle. Dans cette nouvelle période, le livre de M. Camille Rousset devient plus précieux encore pour la connaissance de l'histoire générale du temps. Nous ne pouvons qu'y renvoyer et devons nous borner à en détacher

quelques épisodes où apparaissent en vive lumière les personnages et les choses de cette époque.

M. de Clermont-Tonnerre ne se trouvait pas toujours d'accord avec M. de Villèle. Celui-ci était un financier émérite, un homme d'État habile, sensé, sur le compte duquel l'histoire n'a nullement ratifié les sottises passionnées de l'opposition d'alors; mais, par certains côtés, un esprit un peu court, trop exclusivement soucieux de la question parlementaire, et disposé à réduire toute la politique à l'économie : « Tant qu'on diminuera les impôts, disait-il à son collègue, le peuple ne s'aliénera pas. » Le général se préoccupait davantage de la grandeur de la France, du prestige de la royauté, de l'aliment à donner aux imaginations, il voulait une marine et une armée forte, au risque de dépenser plus d'argent; il croyait à la nécessité d'une action extérieure un peu éclatante; au fond même, il souhaitait une grande guerre, qui eût été à son avis la meilleure diversion aux agitations et aux hostilités intérieures. Il y avait là de quoi effaroucher, épouvanter même la sagesse prudente de M. de Villèle.

A la fin de 1827, la situation du ministère était devenue fort difficile, l'opinion très excitée, la majorité royaliste ébranlée et divisée. M. de Villèle ne voyait d'autre moyen de parer au danger qu'une fournée dans la Chambre des pairs et de nouvelles élections. M. de Clermont-Tonnerre jugeait préférable de chercher un succès au dehors, et il croyait en avoir trouvé l'occasion dans la grossière insulte faite au consul français, le 30 avril précédent, par le dey d'Alger. A la suite de cet incident, il s'était mis à étudier, avec le plus grand soin, un projet d'expédition contre la Régence; il avait même préparé sur cette affaire un rapport d'une si remarquable précision, que, plus tard, quand l'expédition fut enfin décidée, on n'eut qu'à exécuter de tous points les mesures qu'il y avait indiquées. Le jour donc que M. de Villèle souleva dans le conseil la question des élections, — ce fut le 14 octobre 1827, — M. de Clermont-Tonnerre combattit l'idée du président du conseil, et s'étendit sur les dangers auxquels ces élections exposeraient non seulement le cabinet, mais la monarchie. « Ne précipitons rien, disait-il, attendons une occasion meilleure; peut-être la Providence va-t-elle la ménager au gouvernement, dans un temps assez rapproché. » De là, il partit pour révéler son dessein sur Alger; mais ici laissons la place au récit de notre auteur :

M. de Clermont-Tonnerre indiqua brièvement d'abord les moyens de châtier l'insolence du dey et les résultats que ne pourrait manquer d'avoir une expédition heureuse. L'évêque d'Hermopolis et M. de

Chabrol parlèrent dans le même sens. Le président du Conseil, qui voyait sur le visage du roi l'impression que le ministre de la guerre lui avait faite, se garda bien d'attaquer de front la proposition d'un grand effort contre Alger; mais, en insistant sur les incidents qui pouvaient se produire, et par-dessus tout, sur la dépense, il la renvoya aux calendes grecques. Il eut sur ce point l'appui du Dauphin qui se prononça contre l'expédition, mais qui ne se montra pas beaucoup plus favorable ni à la dissolution ni à la fournée de pairs. En ce temps-là, le prince rêvait d'un arrangement avec le centre gauche. Ne voulant pas encore se tenir pour battu, M. de Clermont-Tonnerre obtint du roi la permission de lire son grand rapport; il le lut tout entier jusqu'à la conclusion qui était celle-ci : « Une expédition par terre est indispensable; le point de débarquement est connu; la marche de l'opération est simple, la dépense est modérée; le succès peut être considéré comme certain, si la tentative a lieu dans la saison favorable; mais il n'y a pas un moment à perdre, ou bien il faut renoncer à tout projet pour l'année 1828. Les circonstances extérieures paraissent déterminantes.... Aucune puissance n'est entrée dans cette querelle qui cependant est engagée contre l'ennemi de tous les États chrétiens. L'Europe doit donc applaudir à cette détermination généreuse; mais, si quelque gouvernement jaloux osait vouloir y mettre obstacle, l'armée même qui aurait été destinée à châtier Alger pourrait être employée à le punir de sa déloyauté. Les circonstances intérieures militent en faveur de l'expédition, l'opinion publique l'appelle, et, si le gouvernement ne l'entreprend pas, il faudra qu'il rende compte des motifs qui l'auront déterminé à rester dans une situation dont l'orgueil du pays s'indigne et qui ne froisse pas moins les intérêts commerciaux que la dignité nationale. Si, au contraire, un résultat glorieux vient couronner cette entreprise, ce ne sera pas pour le roi un léger avantage que de clore la session et de demander ensuite des députés à la France, les clefs d'Alger à la main. » Après cette dernière phrase, M. de Clermont-Tonnerre ajouta : « Sire, je me rappelle qu'avant 1788, j'ai entendu M. de Laporte, cette noble et première victime de la Révolution, discuter avec mon père la question de savoir si une grande guerre ne serait pas un moyen de prévenir la catastrophe alors imminente. — Cela est vrai, dit le Roi, je me souviens très bien que cette question fut agitée alors. — Eh bien! sire, nous sommes dans une situation semblable, et je crois que rien ne serait plus heureux pour la France qu'une grande et glorieuse guerre qui occuperait les esprits et satisferait le besoin d'honneur national, qui a besoin d'être ranimé. » M. de Villèle vit bien qu'il fallait détourner l'attention du roi. « Clermont-Tonnerre, dit-il, votre rapport est excellent; il faut le garder avec soin; il servira, quand on fera l'expé-

dition. » Le ministre de la guerre alors se pencha vers M. de Peyronnet et lui dit tout bas : « Dieu veuille qu'il ne serve pas quelque jour à sa condamnation! » Le Roi prit les avis : M. de Chabrol et l'évêque d'Hermopolis votèrent avec le ministre de la guerre; le Dauphin, M. de Damas et M. de Peyronnet avec M. de Villèle. Le Roi parut embarrassé : « Clermont-Tonnerre, dit-il, je vous l'avoue avec franchise, personnellement, je suis de votre avis, et quand on a une expédition de cette nature à faire, je pense qu'il faut se décider tout de suite; mais, vous le voyez, nous sommes en minorité. — Sire, le Roi sait bien qu'il n'y a pas dans son Conseil de majorité ni de minorité devant lui; chacun de nous dit son avis et c'est le Roi qui décide. Le Roi peut donc ordonner; mes collègues sont comme moi disposés à se soumettre à ce que sa volonté décidera. — Je le sais bien, mais, c'est égal, j'ajournerai. — Sire, je désire que le Roi ne s'en repente pas, mais j'avoue que je le crains. »

Le duc d'Angoulême était de ceux qui avaient combattu le projet du ministre de la guerre. Il se trouvait d'ailleurs souvent en contradiction avec lui. Plein de bonnes intentions, de droiture, de courage, de générosité, mais esprit étroit et borné, à la fois timide, gauche et obstiné, ayant peu d'idées par lui-même, subissant l'influence de ceux qui l'entouraient, le prince avait alors des velléités libérales : « Tenez, Clermont-Tonnerre, disait-il un jour, la France est centre gauche et mon journal est le *Constitutionnel.* » Une autre fois : « Voyez-vous, Clermont-Tonnerre, il faut bien que je vous le dise, je n'aime pas la noblesse. » Il était vif, parfois même colère, moins cependant que son frère le duc de Berry : le ministre de la guerre ayant parlé un jour devant lui en faveur du maréchal de Bellune, le prince s'était écrié en rougissant : « Si vous venez ici pour prendre la défense d'un homme dont j'ai eu à me plaindre, sortez plutôt de chez moi. » Le ministre, offensé, mais maître de lui, avait salué froidement et s'était retiré; à peine rentré au ministère, il voyait arriver l'aide de camp du duc d'Angoulême, M. de Champagny, qui lui disait : « Mon général, vous savez pourquoi je viens? — Non, mon cher colonel, et pourtant je m'en doute. — Je viens, de la part de Monseigneur, qui est vivement peiné de ce qui vient de se passer, qui m'envoie vous faire ses excuses et qui espère que vous l'oublierez. — A Dieu ne plaise que je puisse en conserver ni ressentiment ni souvenir, et je vais avec vous en assurer le prince. — Non, il vaut mieux que je lui porte votre réponse ; ce sera une affaire finie. »

M. de Clermont-Tonnerre eut une autre occasion de mécontenter le Dauphin, en cherchant à faire rendre gorge à Ouvrard, le

fameux fournisseur de l'armée d'Espagne. Le prince, trop honnête et trop peu clairvoyant pour découvrir le fond du personnage, s'était laissé gagner par lui. « Ouvrard, a dit M. de Clermont-Tonnerre, était le plus habile fripon, le plus séduisant, le plus corrupteur et le plus hardi dans ses entreprises, qui ait paru entre tous les fournisseurs que leurs fortunes scandaleuses ont rendus célèbres pendant la Révolution. Il y avait de la grandeur dans ses idées, de la profondeur dans ses combinaisons. Il dédaignait les petites affaires; il parlait des intérêts d'un État avec la même supériorité que d'une spéculation de fournitures. Il se plaisait dans les affaires difficiles; il aimait à faire une grande fortune et prenait plaisir à la dissiper, pour chercher ensuite l'occasion d'en faire une autre. » Après la campagne d'Espagne, en 1823, quelqu'un lui reprochait d'avoir corrompu par de l'argent des personnes qui pouvaient avoir de l'influence sur M. le duc d'Angoulême : « Moi! dit-il, j'ai donné de l'argent à quelqu'un! C'est une calomnie, je n'en ai jamais donné, jamais offert à personne; mais voici ce qui a pu me faire accuser : comme j'ai de grandes affaires, je porte toujours sur moi un portefeuille bien garni, et comme, d'un autre côté, j'ai le malheur d'être extrêmement distrait, il m'arrive quelquefois de poser, sans y penser, mon portefeuille sur la cheminée ou sur un meuble durant la conversation; puis, dans mon inadvertance, quand je m'en vais, je l'oublie. Cela m'est arrivé plusieurs fois, je l'avoue, mais, ce qu'il y a de singulier, c'est que jamais un de ces malheureux portefeuilles ne m'est revenu. »

Malgré ces contestations assez fréquentes avec le Dauphin, M. de Clermont-Tonnerre était bien vu de la famille royale. Seulement, avec beaucoup de respect, il gardait à la fois son rang et son indépendance, prenant soin surtout de ne pas s'exposer à la familiarité des princes. Quand il voulait montrer les inconvénients possibles d'une telle familiarité, il s'amusait à raconter qu'en Espagne, le duc de Sotomayor se vantait devant lui de sa grande faveur auprès de Ferdinand VII, et qu'il en citait, avec une certaine complaisance, l'exemple suivant : « J'étais premier gentilhomme de la chambre du roi, et un jour qu'en cette qualité je brossais l'habit que le roi venait de mettre et sur lequel il était tombé un peu de poussière, je frottai un peu trop fort; il me donna un coup de pied et m'appela *bestia*. Voyez avec quelle bonté j'étais traité par le roi! »

Ministre très laborieux, très équitable, très ferme, M. de Clermont-Tonnerre frappait ceux qui méritaient de l'être, sans regarder à la parenté ni à l'amitié. Il ne ménageait pas davantage ceux qui croyaient pouvoir invoquer de hautes recommandations. Impitoyable

sur les questions de correction financière, il avait prescrit des enquêtes sur la comptabilité des régiments : tel ancien colonel devenu général se voyait ainsi exposé à rembourser des sommes dont il ne pouvait justifier l'emploi. Ce fut le cas d'un personnage d'une réputation contestée, mais qui faisait grand étalage de royalisme exalté, le général Donnadieu. M. de Clermont-Tonnerre le traita avec une juste sévérité; mais Charles X, circonvenu par ses anciens amis, les ultras, finit par l'exonérer. Le général Donnadieu n'en garda pas moins un vif ressentiment, et il chercha à s'en venger, quelques années plus tard, d'une étrange façon. Le ministre était en voyage d'inspection à Tours. Donnadieu qui y commandait lui réserva, sans l'avertir, pour la revue des troupes, un cheval gris très beau, mais très vicieux. « Au moment du défilé, raconte notre historien, l'animal qui s'était tenu jusque-là tranquille, s'enlève tout à coup sur les pieds de derrière et fait une pirouette de la tête à la queue; le cavalier le remet en place; un moment après, nouvelle pirouette; le cavalier le ramène encore, et va cette fois se ranger tout contre le général, de manière à le faire prendre par le travers et renverser lui-même, si le jeu recommence; mais un des officiers du ministre ayant mis pied à terre pour se tenir à la tête du cheval, la petite vengeance qu'il se promettait lui échappa. Tous les officiers étaient indignés contre Donnadieu, qui s'était fait cordialement détester. »

Au parlement, M. de Clermont-Tonnerre s'était fait une bonne situation : on lui savait gré de son exactitude, de sa loyauté, de son respect des lois et des règlements. La première fois qu'il monta à la tribune de la Chambre des députés, il eut un moment d'embarras; il commençait à balbutier, lorsqu'il entendit, sur les bancs de l'opposition, quelqu'un dire : « Bon ! en voilà encore un qui n'ira pas loin. » Comme le premier coup de canon dans une bataille, dit M. Rousset, ce mot lui rendit tout son sang-froid; il parla nettement, il parla bien. Même à gauche, on ne pouvait s'empêcher de lui témoigner estime et sympathie, du moins chez les officiers généraux qui savaient ce que ce ministre faisait et ce qu'il valait. « Tant qu'il y aura un ministère de votre couleur, lui disait Sébastiani, nous désirons sincèrement que vous y restiez, parce que vous êtes juste pour tout le monde et que vous voulez le bien du service. »

Toutefois, dans la masse du public « libéral », une accusation terrible avait cours : on disait que M. de Clermont-Tonnerre livrait l'armée aux Jésuites et à la « congrégation ». Or lui-même affirme qu'à cette époque, il ne connaissait pas un seul Jésuite et ne savait même pas ce qu'était la congrégation; il ne le sut que plus

tard. Mais l'opposition n'y regardait pas de si près; quel était le bruit mensonger et même absurde qui, dans cet ordre d'idée, ne trouvât alors facile et prompte créance? Un homme de la cour, militaire distingué, lieutenant général, ne vint-il pas un jour demander de bonne foi au ministre s'il était vrai que Charles X fût jésuite de robe courte et dît la messe en blanc? M. de Clermont-Tonnerre était et avait toujours été bon chrétien; il faisait profession de sa religion sans embarras, comme sans ostentation; mais il avait, sur ce que le gouvernement pouvait et devait faire en ces matières, des idées très raisonnables : « La religion, écrivait-il en 1817, ne peut se rétablir que lentement. Il y a, en ce moment, dans la nation en général, une espèce de retour, qui est le résultat de l'horreur qu'inspirent les crimes que l'impiété a fait commettre. Il faut profiter de cette disposition en la soutenant, en la suivant, et non pas en l'accélérant et la précipitant, car, alors, on risquerait de la voir disparaître. L'impiété et l'athéisme sont la perte des trônes et celle des nations; mais les mesures prises, avec une ardeur trop évidente, pour le rétablissement de la religion, donnent à l'impiété et à l'athéisme un moyen puissant d'effrayer les esprits qui tremblent encore, sans savoir pourquoi, à l'idée du pouvoir des prêtres, comme à l'idée du pouvoir des nobles, comme à toute idée de retour. Il y a moins d'inconvénients d'ailleurs, en matière de religion, à ne pas faire qu'à faire mal. »

Bien que très autoritaire, très ferme, — il le montra dans la répression des émeutes de novembre 1827, — M. de Clermont-Tonnerre était, dans la pratique, mesuré, comme les hommes de grand sang-froid. Il n'aimait pas les provocations inutiles et se trouvait souvent, au sein du gouvernement, du côté de la modération. C'est ainsi que, lors du renvoi de M. de Chateaubriand, il avait cherché à détourner M. de Villèle d'un éclat qui eut en effet des conséquences redoutables. Plus tard, en 1827, après la fameuse revue de la garde nationale où l'on avait crié : « A bas les ministres! » il combattit sans succès l'idée du licenciement total; M. Camille Rousset donne, d'après les papiers de M. de Clermont-Tonnerre, des renseignements intéressants sur ce conseil des ministres; mais la place nous manque et il faut nous hâter. Bornons-nous donc à ajouter que, peu après, devant le soulèvement croissant de l'opinion et à la suite d'élections favorables à l'opposition, le ministère fut obligé de donner sa démission. Il y avait six ans que M. de Clermont-Tonnerre était au pouvoir.

V

Après être resté si longtemps dans le tourbillon des affaires, M. de Clermont-Tonnerre éprouvait quelque douceur à retrouver sa vie de famille, ses terres, ses lectures et ses travaux. Mais il était chaque jour plus triste et plus inquiet de la tournure que prenaient les événements politiques : il pressentait une révolution. « Ah ! mon cher général, — disait-il à M. de Bourmont, au moment où celui-ci partait pour l'expédition d'Alger, — je ne fais qu'un vœu, c'est que l'expédition que vous allez conduire et qui réussira soit le signal d'une grande guerre, car, sans cela, je crains bien que nous ne soyons exposés à une nouvelle révolution. » Parmi les moyens de se garantir d'un tel péril, il n'admettait pas le coup d'État. Dès les premiers mois de 1830, il avait eu l'occasion d'exposer au roi ses idées sur ce sujet; il lui avait dit notamment « que les coups d'État convenaient à l'usurpation parce qu'ils s'accordaient avec la force, mais qu'ils ne pouvaient qu'être funestes au pouvoir légitime qui est fondé noblement sur le droit ». Charles X avait répondu « que cette manière de penser était bien la sienne, et qu'il n'avait nulle envie de faire un coup d'État ni de changer sa position qui, avec des difficultés, ne laissait pas d'être satisfaisante ». Vers le même temps, néanmoins, le prince de Polignac ayant demandé à M. de Clermont-Tonnerre quel était l'esprit de la Chambre des pairs et si le roi pourrait compter sur elle, dans le cas où il aurait quelque mesure importante à prendre, M. de Clermont-Tonnerre répliqua que « le roi pouvait compter assurément sur la Chambre des pairs, s'il s'agissait de quelque mesure utile à la monarchie et conforme à la loi fondamentale de l'État ». M. de Polignac n'insista pas davantage. Sur la capacité de ce dernier, M. de Clermont-Tonnerre savait d'ailleurs à quoi s'en tenir. Il se rappelait ce qui s'était passé, en 1822, quand il avait fallu remplacer M. Mathieu de Montmorency au ministère des affaires étrangères : M. de Villèle avait préparé une liste de ministres possibles, sur laquelle, pour faire plaisir à Monsieur (qui devait être plus tard Charles X), il avait mis le prince de Polignac; Louis XVIII fit communiquer la liste à son frère; arrivé au nom de Polignac, Monsieur s'était récrié en éclatant de rire : « Polignac! Polignac! mon cher Villèle, j'aime beaucoup Polignac, je l'ai élevé sur mes genoux; mais vous ne connaissez donc pas Polignac! Polignac est un entêté, un opiniâtre, un homme qui ne voit que devant lui, comme un cheval qui a des œillères. Si Polignac était dans votre ministère, il vous gênerait beaucoup et ne vous servirait à rien. »

Ce que M. de Clermont-Tonnerre vit des malheureux événements de Juillet ne put que confirmer son impression sur l'incapacité téméraire du dernier ministre de Charles X : son témoignage vient ici s'ajouter à tous ceux que l'histoire a déjà recueillis.

Après la révolution de 1830, M. de Clermont-Tonnerre se tint absolument à l'écart : il refusa le serment comme pair, et ne voulut même pas toucher sa pension de retraite. Ce n'était pas qu'il eût l'intention d'imposer à d'autres l'abstention comme règle de conduite. Sa maxime au contraire était « que le devoir envers la patrie n'avait pas cessé d'être et qu'on était obligé d'y satisfaire, en ce qui n'était pas du moins contraire au devoir envers le roi ». Il tenait à bien expliquer que son abstention était « affaire de répugnance, non de conscience ». Jouissant d'une grande considération parmi les légitimistes, il s'en servait pour détourner les têtes chaudes des émeutes et des coups de main. A peine fut-il informé des projets de descente de la duchesse de Berry, qu'il chercha, vainement du reste, à l'en détourner. Les renseignements donnés par M. Camille Rousset laissent entrevoir les divisions intérieures, les petites misères du parti royaliste : passons, c'est le sort habituel des causes vaincues. M. de Clermont-Tonnerre allait, de temps à autre, faire sa cour à l'exil et au malheur. Le hasard de ces pieux voyages le fit assister à la mort du vieux roi Charles X, en 1836, et à celle de son fils le duc d'Angoulême, en 1844. Lors du premier de ces événements, il eut l'occasion de donner un viril conseil à la famille royale. Quand on sut que le roi était atteint du choléra, il y eut aussitôt grande agitation dans l'entourage; on disait qu'il fallait éloigner au plus vite le duc de Bordeaux; M. de Clermont-Tonnerre combattait vivement un avis qui lui paraissait une lâcheté, quand entra la duchesse d'Angoulême. « Monsieur de Clermont-Tonnerre, demanda-t-elle, qu'y a-t-il donc? — Madame, il y a une chose très grave, le roi a le choléra, les personnes auxquelles je parlais prétendaient qu'il fallait éloigner M. le duc de Bordeaux, et moi je disais, Madame, que sans doute c'était un malheur que M. le duc de Bordeaux fût ici, mais qu'y étant, il ne lui était pas permis de fuir même le choléra, quand c'était le roi son aïeul qui en était atteint; qu'il ne fallait pas oublier que son cousin d'Orléans avait été à l'Hôtel-Dieu visiter les cholériques. » A ces mots, la duchesse lui prend le bras et le serre avec force : « Vous avez raison, dit-elle, le duc de Bordeaux ne doit rien craindre. » Elle sort; trois minutes après, elle rentre, tenant d'une main son neveu, sa nièce de l'autre, écarte la foule, entre dans la chambre, fait mettre les enfants à genoux auprès du lit, et reçoit avec eux la dernière bénédiction de leur grand-père.

M. de Clermont-Tonnerre eut, à cette même époque, en 1836, l'occasion de causer souvent et librement avec le jeune duc de Bordeaux, alors âgé de seize ans. Voici le résumé de ses observations :

Du mouvement, de la mémoire, l'esprit juste, l'expression facile, un peu de timidité, mais le regard franc, spirituel et pénétrant, le talent d'écouter, une politesse noble et affectueuse. Le prince avait une disposition à la vivacité qu'il tenait du duc de Berry son père, et dont le duc d'Angoulême son oncle n'était pas exempt. Dans son éducation, l'histoire avait une grande place, mais on le laissait dans une complète ignorance des événements contemporains. « Monseigneur, lui dit un jour M. de Clermont-Tonnerre, que pensez-vous de M. Thiers? » Il rougit et avoua qu'il n'avait pas assez entendu parler de lui pour en avoir une idée ; son interlocuteur lui fit observer qu'à son âge, il devait étudier et connaître les hommes de marque et les choses importantes de son temps. L'instruction militaire qu'il recevait était bonne. M. de Clermont-Tonnerre lui parlait souvent de l'empereur : « Je compte pour beaucoup dans ma vie, lui dit-il un jour, d'avoir deux fois entretenu, pendant un temps assez long, cet homme extraordinaire et d'avoir la certitude qu'il avait gardé de moi un souvenir honorable ; car, il faut bien le reconnaître, peu d'hommes ont exercé une aussi grande action sur leur pays et sur leur siècle ; son nom seul valait plus qu'une armée de cent mille hommes, et il ne faut pas oublier que lorsque sa terrible trompette sonnait à Cannes, tout fuyait jusqu'à Dunkerque. Oui, Monseigneur, j'ai vu un tel homme et je serais bien heureux si la Providence m'avait destiné à en voir quelque jour un second. » Le prince l'avait écouté avidement ; aux derniers mots, ses yeux brillèrent, son teint s'anima : « Pourquoi ne le verriez-vous pas, si la Providence le voulait? — Ah ! Monseigneur ! s'écria M. de Clermont-Tonnerre, Dieu puisse vous entendre ! »

Plus l'âge venait, plus M. de Clermont-Tonnerre se renfermait dans la vie de famille. La douleur l'y visitait ; il l'accueillait en chrétien : témoin cette belle et touchante page écrite après la mort d'une fille bien-aimée :

Mon Dieu ! vous le savez, car vous voyez le fond de mon cœur, je ne murmure point, je n'ai jamais murmuré ; je crois et j'ai toujours cru que votre miséricorde avait réglé les destinées de cette enfant si tendre et si tendrement aimée. Sa mère, dont le cœur a été brisé, je n'hésite pas à le dire, plus profondément encore que le mien, s'il est possible, n'a jamais mêlé une plainte à ses ardentes prières. Mais vous êtes trop juste, ô mon Dieu, pour ne pas nous pardonner d'éprouver jusqu'à

notre dernier jour cette douleur à laquelle vous nous avez condamnés, et jusqu'à ce moment suprême qui doit nous approcher de vous, de regretter que cette enfant si tendrement aimée ne soit pas là pour nous fermer les yeux, nous soutenir de ses prières, et recevoir avec ses frères notre dernière bénédiction. Mon Dieu! ayez pitié d'elle! Seigneur, ayez pitié de nous! Et toi, fille de notre amour, si ton âme a déjà été reçue dans les tabernacles éternels, prie Dieu pour ton père, pour ta mère, pour ton mari, pour tes frères! Protège-les, protège-nous du haut des cieux dans cette vie de péril et de misère, et surtout demande-lui que ce malheur qui pèsera sur toute notre existence ne se renouvelle jamais pour nous!

Le vieillard trouvait dans les lettres diversion à ses douleurs privées et à ses déceptions publiques. Depuis sa sortie des affaires publiques, l'étude du grec était devenue son occupation favorite. Dans ses dernières années, il donna même ce spectacle inaccoutumé d'un duc de vieille race, ancien militaire et ancien ministre, entreprenant et menant à fin une traduction d'Isocrate; les trois volumes parurent en 1863 et 1864 : l'auteur avait plus de quatre-vingts ans; ce travail fut fort apprécié dans le monde savant.

La mort approchait : le 8 janvier 1865, elle vint mettre fin à cette longue et noble vie. Le mourant la reçut avec la foi et dans la paix du chrétien.

L'analyse et les extraits, nécessairement incomplets, auxquels j'ai dû me borner, suffiront-ils à produire sur les lecteurs du *Correspondant* l'impression que m'a fait ressentir le livre même de M. Rousset, impression de singulière estime, de respectueuse sympathie pour l'homme de bien et d'honneur dont l'éminent historien a retracé la vie? On peut ne pas partager toutes les idées de M. de Clermont-Tonnerre; impossible de ne pas en goûter la droiture réfléchie, l'élévation et la constance; impossible de ne pas reconnaître la belle tenue de cette longue existence, son unité au milieu d'événements si changeants et dans des situations si diverses. Fidèle à son parti, le royaliste n'en a pas moins été avant tout dévoué à son pays. Aussi les honnêtes gens de toute opinion lui doivent-ils cet éloge qu'il a été un bon serviteur de la France, et a-t-il mérité, après sa mort, cette récompense vraiment rare, — supérieure à toutes celles qu'il avait pu recevoir de son vivant, — de trouver un biographe tel que M. Camille Rousset.

Paul THUREAU-DANGIN.

LA POLITIQUE COLONIALE

Les affaires étrangères sont à l'ordre du jour dans les cabinets européens. Les forces de toutes les puissances sont tendues au dehors, mais la plus parfaite tranquillité règne sur le continent, rien n'y menace la paix internationale. Les difficultés qui mettent en mouvement la diplomatie et les armées ont leur siège hors d'Europe, en Afrique ou en Asie. La maladie régnante a reçu le nom de politique coloniale. Nous nous proposons de dire quelques mots de ses origines et de ses conséquences dans les pays qui en sont principalement atteints.

L'Angleterre, dans ces dernières années, après s'être débarrassée du condominium français en Égypte, a mis la main sur le delta du Nil, pour assurer le libre passage du canal de Suez; et maintenant, pour conserver le delta du Nil, elle s'apprête a conquérir le Soudan. Une sorte de fatalité la pousse dans ce mouvement d'envahissement. Le ministre qui la gouverne marche à reculons dans une voie qu'il n'a pas choisie, et ne s'avance qu'en regardant derrière lui. Quand la révolte d'Arabi et la retraite de la France lui ont mis le gouvernement de l'Égypte sur les bras, il n'a pas songé qu'il assumait la responsabilité du sort de la population européenne et des garnisons égyptiennes répandues dans le Soudan, et, quand les massacres ont commencé, il a cru qu'un homme suffirait pour arrêter le Mahdi et faire rentrer dans le devoir les tribus révoltées. Cet homme était Gordon, il est vrai. Il avait accompli, pour le compte de le Chine, des exploits fabuleux contre les Taïpings; M. Gladstone a cru qu'il allait les renouveler dans le Soudan, sans qu'il lui en coûtât plus qu'au souverain du Céleste Empire.

Malheureusement pour l'Angleterre, les illusions de son premier ministre sont tenaces. Convaincu qu'il connaissait mieux la situation du Soudan, à Downing-Street, que Gordon, à Khartoum, M. Gladstone commença par décliner toutes ses demandes; il désavoua officiellement sa mission, il l'engagea publiquement à s'en revenir tout seul, s'il ne pouvait ramener ceux auxquels il était venu apporter la

parole de l'Angleterre; lorsque, contraint par le cri public, il se décida à secourir Gordon, il était trop tard. En vain essaya-t-on de rattraper le temps perdu à coups d'hommes et de millions sterling, les détachements lancés par le général Wolseley à travers le désert de Bayuda arrivèrent quarante-huit heures après le sac de Khartoum et la mort de son défenseur. La grande victime, après onze mois de lutte héroïque et d'agonie navrante, avait succombé avec le désespoir dans le cœur, avec le sentiment qu'elle était abandonnée par sa patrie.

Le ministre, qui, par ses lenteurs, ses irrésolutions, ses repentirs ou ses tardives précipitations, a porté une pareille atteinte au prestige de l'Angleterre dans le monde oriental, ne peut pas être rangé parmi les fauteurs de l'agitation coloniale. Instrument aveugle et passif, il ne peut cependant échapper à sa part de responsabilité dans le trouble général.

Son rôle n'est pas plus glorieux au Pacifique et sur les deux rivages du continent africain. Est-il rien de lamentable comme les avanies qu'il subit à Angra-Pequena, aux Camerons, à la Nouvelle-Guinée, aux îles Samoa, etc.? Nous renonçons à énumérer tous les points inconnus jusqu'à présent où les agents de l'Angleterre apparaissent le lendemain du jour où le pavillon germanique vient d'être développé. Le docteur Nachtigal et ses collègues allemands ont pour mission de faire vite et de n'y pas regarder de trop près, sauf quand les intérêts de la France sont engagés. Si l'Angleterre réclame, on l'éconduit avec des gros mots. On les lui adresse des bancs du Reichstag, et, pour que personne n'en ignore, les recueils de documents diplomatiques reproduisent les paroles malséantes qu'on a déjà fait parvenir par toutes les voies normales ou anormales aux oreilles de lord Granville. Le noble comte présente quelques observations pleines de mesure et finit toujours par s'incliner devant les faits accomplis.

Pour éviter le renouvellement des mésaventures passées, le cabinet anglais n'imagine d'autre moyen que de lancer sur toutes les côtes d'Afrique des agents britanniques, les mains pleines d'articles de troc, chargés d'acheter indistinctement tous les territoires à vendre, des confins du Zululand ou de Natal, d'un côté, à Sierra-Leone et à l'embouchure du Niger, de l'autre côté de l'Afrique. C'est une véritable course au clocher entre les émissaires allemands et anglais, voyageurs pour l'acquisition des domaines vacants. Si nous retrouvons, sur les bords de l'Atlantique ou du Pacifique, M. Gladstone travesti en accapareur de territoires, nous pouvons, comme en Égypte, certifier que sa volonté n'y est pour rien, et qu'il obéit à une pensée dont il faut chercher le secret ailleurs.

A vrai dire, l'Angleterre s'écarterait de toutes ses traditions et des conditions de son existence, si elle cessait de s'étendre sur les mers, de peupler de nouveaux rivages et de fonder d'autres empires. La Grande-Bretagne est condamnée à vérifier perpétuellement le surnom de *Greater-Britannia* ou à disparaître. Mais le développement normal de sa puissance coloniale n'est pas dans les annexions précipitées qu'elle opère sous l'empire des provocations du prince de Bismarck : il est lié à la fortune de cette famille de nations cadettes qui grandissent et prospèrent spontanément, tout autour du monde, sous l'égide britannique. Si le programme de la nouvelle politique coloniale a été écrit quelque part à son origine, on n'a certes pas prévu parmi ses conséquences l'élan qu'elle donnerait au loyalisme des grandes possessions de l'Angleterre au Canada, comme en Australie. Aux premières inquiétudes excitées par les projets de la France sur les Nouvelles-Hébrides et autres archipels voisins de la Nouvelle-Calédonie, les colonies australiennes ont répondu par un mouvement de rapprochement entre elles; puis, quand l'Allemagne est intervenue, étendant la main pour commencer, sur la Nouvelle-Guinée, les îles Samoa, etc., le mouvement de cohésion s'est continué par un resserrement des liens qui rattachent les colonies anglaises à la mère patrie. Elles ont généralement saisi le moment où l'Angleterre se trouvait en grande difficulté pour se presser dans son giron. Le Canada et les États australiens lui ont, à l'envi, offert leurs batteries et leurs bataillons pour venger Gordon, et si le gouvernement n'est pas en proie au plus néfaste aveuglement, il appellera tous ces volontaires de la patrie au-delà des mers à venir se ranger sous le *flag* britannique, et à partager avec les régiments de la vieille Angleterre les épreuves de la campagne du Soudan. Voilà un rapprochement et un résultat immédiat qui n'entrait sans doute pas dans les prévisions de l'initiateur du branle-bas colonial.

Le prince de Bismarck a lieu d'être plus satisfait des résultats que sa propagande a obtenus en France. On se dispute, il est vrai, chez nous l'honneur de l'invention de la politique coloniale, mais il ne s'agit au fond que de savoir qui est tombé le premier dans la nasse tendue par le grand chancelier allemand. L'Egypte semble d'abord lui avoir servi d'appât : il l'a offerte, en premier lieu, à lord Beaconsfield, qui a refusé le cadeau, puis à M. Gladstone, qui ne l'a pas accepté davantage. Le refus du premier de ces hommes d'Etat est moins étonnant que celui du second. Quoi qu'il en soit, le gouvernement anglais n'a voulu comprendre ni les insinuations ni les propositions directes du cabinet de Berlin. Il ne s'est pas rendu compte à temps de ce que signifiait *do ut des* sur les lèvres du prince de Bismarck. « Arrangez-vous avec moi, donnant, don-

nant, et vous aurez l'Égypte, ou bien je vais m'arranger avec la France, qui est plus accommodante. » C'est ce que le prince de Bismarck n'a cessé de déclarer aux ministres anglais sur tous les tons devant le Reichstag ou dans les conversations diplomatiques. Son fils, envoyé exprès en Angleterre, au commencement de l'année dernière, n'a pas été plus heureux. Il a fallu le désastre de Khartoum pour ouvrir les yeux du cabinet de Londres. Au commencement de cette année, le nouvel ambassadeur anglais à Berlin a fini par demander au prince de Bismarck ce qu'il voulait; mais, si l'ouverture était sérieuse, elle venait trop tard. On a répondu à Berlin qu'il y avait marché conclu ailleurs.

Hélas! oui, la France s'est montrée plus accommodante. C'est autour du tapis vert du congrès de Berlin, en 1878, que la première tentation s'est produite. Quelque livre blanc allemand nous apprendra sans doute un jour qui a le premier soufflé à la cantonade le mot de Tunisie. Toujours est-il qu'il a fait un chemin rapide. La campagne des Kroumirs, la révolte des colonels en Égypte, le protectorat français à Tunis, la fin du condominium anglo-français, tous les faits s'enchaînent les uns aux autres et se succèdent rapidement. Mais le protectorat de Tunis, ce n'est pas assez pour le gouvernement de la République, qui lui aussi veut faire grand. Après Tunis, le Congo, Madagascar, le Tonkin; après la Cochinchine, la Chine, Formose en même temps que l'Annam, le Cambodge, et pourquoi pas Siam et la Birmanie?

Ce qui étonne à première vue, ce n'est pas l'aveuglement de la France. On a montré à nos politiciens des pépites d'or à remuer à la pelle, des mines à exploiter sur les boulevards tout au moins et dans les coulisses de la Bourse, on leur a dit que la guerre, ce n'était pas la guerre, que les Chinois n'existaient que sur les paravents; ils ont cru tout ce qu'on a voulu leur faire croire ou tout ce que croyait lui-même le ministre qui avait le courage de promettre au bon peuple français des placements de bon père de famille au Tonkin, en échange de ses enfants et de ses millions. Ce qui nous étonnerait, si nous n'étions dans le secret des alliances continentales, c'est la longanimité des Anglais, qui nous ont laissés faire comme nous avons voulu à Tunis, ainsi qu'à Madagascar, après quelques velléités de résistance, et de même dans la mer des Indes, sans nous menacer de fermer derrière nous les écluses du canal de Suez; ils ont consenti à laisser passer successivement une des plus formidables *armadas* que nous ayons jamais réunies; ils ont consenti, jusqu'à ces derniers jours du moins, à la ravitailler, à lui fournir du charbon sur la route et une base d'opération en face les côtes de Chine. Ils ont accepté sans murmurer la doctrine du *blocus paci-*

fique et de l'*état de représailles* dans les conséquences de son application aux neutres; ils se sont prêtés à donner à leur empire des Indes le voisinage d'une puissance européenne et envahissante; ils ont permis enfin de jeter un trouble profond dans l'immense commerce qu'ils entretiennent avec le Céleste Empire. Pourquoi cette longue patience, quand il en coûtait si peu de ramener les ministres français au sentiment de la réalité? C'est que le marché qui n'avait pu être conclu avec l'Angleterre était en plein rendement avec la République, marché conclu sur la base *do ut des*. A l'actif de l'Angleterre on proposait de mettre l'Égypte, mais à celui de la France, il a suffi d'inscrire la gloire et le bonheur de pouvoir entretenir une armée de 40 000 hommes et une flotte innombrable dans la mer des Indes; l'intimidation de l'Angleterre, qui n'ose pas faire une observation et qui accumule ses rancunes; la garantie de nos frontières en Europe, que nous pouvons dégarnir impunément parce que nous avons laissé derrière nous un ami sûr, qui nous suppléerait au besoin dans nos lignes de défense; les flagorneries enfin de la presse allemande qui nous représente M. Jules Ferry portant jusqu'aux antipodes le flambeau de la civilisation.

Le prince de Bismarck n'est pas arrivé d'emblée à ce résultat, il ne l'a atteint que par une longue suite d'efforts et de calculs savants, aussi le considère-t-on, non sans raison, parmi ses amis, comme son principal haut fait diplomatique depuis 1870; on le compare volontiers à celui qu'il a accompli en amenant les contingents de l'Allemagne du Sud sur le champ de bataille de Sedan. Laissons parler l'un d'eux. Voici les conclusions d'un article des *Grenzboten*, de Leipzig, déjà citées par un de nos journaux quotidiens [1], et reproduites à la tribune de la Chambre par M. Clémenceau :

Qui aurait pu croire qu'à force de patience et d'habileté le grand chancelier amènerait enfin les Français à faire cause commune avec lui?

Refuser les bons offices du chancelier quand ils offraient tant d'avantages à la France, c'eût été une faute politique impardonnable; ne pas lui en garder reconnaissance après les avoir acceptés n'eût pas été une faute moindre. C'est ainsi que la situation morale réagissant sur les rapports politiques des gouvernements, on en vint au rapprochement politique entre la France et l'Allemagne.

Mais, pour compléter ce rapprochement et le faire éclater au grand jour, il fallait qu'un grand changement s'opérât dans la direction de la politique française. Pour que la faveur du grand chancelier pût se manifester ouvertement, il était nécessaire que le gouvernement de la

[1] *Le Français,* lundi 10 novembre 1884.

République fût contraint d'y faire appel d'une manière plus ostensible. Il était nécessaire que les circonstances se produisissent dans lesquelles l'Allemagne ne se contenterait pas de laisser faire la France, mais lui viendrait ouvertement en aide et se placerait à ses côtés. Ces occasions ne pouvaient manquer de se produire, du jour où la République, sortant du recueillement dans lequel elle s'était confinée depuis 1870, rentrait en lice avec les autres nations et en compétition pour s'agrandir. Alors seulement les Français ont compris que, en tout cas et à tout événement, en dépit des fâcheux souvenirs de la dernière guerre, c'est avec les Allemands qu'il fallait s'entendre.

La politique d'extension et de conquête coloniales, adoptée par la France depuis 1880, devait nécessairement la mettre plus ou moins en conflit avec l'Angleterre, qui considère le droit de coloniser comme son privilège et son monopole. En présence des difficultés que l'Angleterre suscitait plus ou moins ouvertement à la France, dans les affaires de Tunis, de Madagascar, de Chine, du Congo, la République aurait pu difficilement revendiquer ou faire valoir ses droits, si l'Allemagne s'était montrée moins cordiale et n'avait pas donné les garanties les plus certaines que la France n'avait rien à redouter du voisin qui suivait d'un œil jaloux son extension coloniale.

Ce sentiment est maintenant général en France, et le gouvernement, en se retournant vers l'Allemagne, ne fait que suivre l'impulsion qu'il reçoit de la nation. Le rapprochement s'est fait lentement et avec mesure du côté de la France, mais il a été poussé plus loin par l'Allemagne, et il a fini par aboutir à une entente complète des deux puissances sur le terrain de la politique coloniale, entente d'autant mieux garantie qu'elle peut se traduire partout par des résultats.

Il est certain que, dans les circonstances présentes, le gouvernement allemand fera tout ce qui dépendra de lui pour convaincre les Français qu'il est réellement plein de bon vouloir pour eux et que, dans les lointains parages du monde colonial, ils ont tout avantage à suivre la même voie. Il faut même espérer que cette entente s'étendra dans l'avenir à d'autres questions et amènera une liaison plus intime encore entre les deux pays. Nous ne songeons pas à faire servir la France à des intérêts allemands, nous cherchons seulement à conjurer les dangers qui menacent l'Europe, dangers que M. Gladstone voudrait faire durer. La mésintelligence entre la France et l'Allemagne entre dans ses vues, parce qu'elle couperait les ailes à la politique coloniale de la République, forcément et irrévocablement dirigée contre la politique anglaise dans les mêmes régions.

Après l'auteur de cet article que le secrétaire intime de M. de Bismarck n'a pas désavoué, il n'y a plus rien à dire sur les secrets

mobiles de la politique coloniale de M. Jules Ferry. M. Busch, dans sa sincérité sans ménagements, fait penser au Grand Frédéric, qui se plaisait à se moquer des gens après les avoir joués.

Il ne restait plus qu'à assister au triomphe final de l'alliance intime des deux hommes d'Etat allemands et français à la conférence du Congo, à Berlin. La conception du congrès est personnelle au grand chancelier; il en est le *concipient*, comme on dit en Allemagne. M. Ferry tient la plume de S. A. Sérénissime, il écrit sous la dictée du prince le programme du conseil amphictyonique, renouvelé des Grecs après Chéronée; il partage avec le grand chancelier l'honneur de convoquer les puissances des deux mondes à Berlin. Il s'agit d'édicter le code de la colonisation sur les côtes d'Afrique dans le présent et dans l'avenir, ou, comme on affecte de le dire, d'empêcher l'accaparement par l'Angleterre des territoires qu'elle n'a pas encore occupés sur les côtes d'Afrique. Les communications échangées dans ce temps même entre les cabinets de Berlin et de Londres, au sujet d'Angra-Pequeña ou des Cameroons, mettent en évidence la pensée du prince de Bismarck. L'Angleterre répond néanmoins à l'appel; elle vient à la réunion, et, par une manœuvre habile, au lieu de se laisser mettre sur la sellette, elle y place d'emblée le gouvernement de M. Ferry, qui ne la quittera plus jusqu'à la fin de la conférence. La liberté du commerce et de la navigation a été inscrite d'office en tête du programme de la réunion, comme son principe fondamental. Le cabinet de Londres fait observer avec raison qu'il ne se contente pas de proclamer platoniquement ce principe, mais qu'il le met en pratique dans toutes ses possessions des côtes d'Afrique. Comme il revendique pour lui seul, sans qu'aucune puissance puisse le contredire, la souveraineté sur les embouchures du Niger, il simplifie la tâche de la conférence en s'engageant à maintenir l'état présent des choses, et le Niger se trouvant ainsi mis hors de question, il ne reste plus à s'occuper que de la navigation du Congo.

Ici les situations changent. Deux États sont en possession des embouchures du fleuve, la France et le Portugal, les autres puissances n'ont rien, c'est-à-dire qu'elles n'ont rien à perdre et tout à gagner dans cette région. On va voir que ce n'est pas le cas de dire *beati possidentes*. L'immense bassin du Congo, qui traverse l'Afrique de part en part, devient pour les conférenciers *non possidentes* le terrain d'une expérience en grand. On y veut constituer le régime de la liberté commerciale absolue et voir ce qu'elle peut produire en matière de colonisation. L'établissement de ce régime idéal enlève aux riverains la surveillance de la colonisation, l'entretien et l'amélioration du cours des eaux, la fixation et la per-

ception des taxes fluviales, la faculté d'emprunter pour les améliorations à effectuer et les chemins de fer à construire latéralement, ainsi que la juridiction, et tous les droits dont l'usage est retiré aux riverains seront exercés sur leurs territoires par une commission internationale permanente qui ne relèvera que du conseil amphictyonique européen. A ces servitudes on en a ajouté encore d'autres pour interdire, aux possesseurs riverains des territoires internationalisés, l'exercice des droits de belligérants dans leur propre domaine. On substitue enfin, à l'embouchure du fleuve, à la délimitation géographique de son estuaire, la conception d'un bassin commercial qui empiète, au profit du régime international, sur les bassins latéraux en possession de la France.

Que restera-t-il au souverain nominal du rivage après la part faite aussi largement au régime international? La République cependant se prête à tous ces sacrifices. En France, il est vrai, M. Ferry passe pour protectionniste, comme son illustre patron en Allemagne; le régime du Gabon et du Sénégal et de nos comptoirs de la côte de Guinée, celui que nous allons établir sur le cours du fleuve Rouge au Tonkin, n'ont, comme les tarifs germaniques, rien de commun avec la liberté commerciale; mais, au Congo, c'est bien différent. Pour l'amour de la liberté commerciale, le représentant de la France à la conférence souscrit à toutes les conceptions patronnées par l'Allemagne, qui ne possède pas, il est vrai, un are de terrain au Congo.

Après l'adhésion de la France au régime de la liberté commerciale quand même, tout n'est pas dit. Il se négocie autre chose encore dans les coulisses de la conférence et en dehors de son programme, rien moins que la fondation d'un État nouveau. L'association internationale africaine, qui errait comme un fantôme autour du palais de la Wilhelm-Strasse, lors de la réunion de la conférence, finira par prendre corps et viendra y siéger couronne en tête. A qui devra-t-on cet événement au moins inattendu? Encore à M. Ferry. C'est lui qui, dès l'origine, a pris en main la cause du voisin dont la sympathie des autres puissances nous ménageait la création à l'embouchure du Congo. Il a ouvert à son pupille l'accès de la mer, en abandonnant une partie de la rive droite du Congo que nous considérions comme nous étant acquise; et, comme le Portugal ne s'est pas piqué du même désintéressement, c'est encore M. Ferry qui est intervenu officiellement cette fois, et à titre de médiateur, pour lui faire entendre raison. Sa négociation a réussi. Il est vrai que, pour amener le cabinet de Lisbonne à donner son consentement, il a encore fallu que la République fît les frais de la transaction, en offrant au Portugal une enclave sur le littoral fran-

çais. Voilà comment le royaume du Congo a été fondé, sous le patronage du prince de Bismarck, au profit du roi des Belges et de M. Stanley, son lieutenant, royaume sans limites traversant l'Afrique de part en part, sur une largeur de plusieurs degrés de latitude au sud et au nord de l'équateur, voilà l'œuvre de la République au Congo. M. Ferry a vraiment bien mérité du prince de Bismarck, du roi des Belges et de M. Stanley, et nous nous permettons de trouver que le prince de Bismarck n'a pas été complètement juste dans son discours de clôture, en se contentant de décerner une mention honorable à l'ambassadeur de M. Ferry. Le président du conseil méritait de figurer en personne dans cette apothéose finale du libre-échange et de la grande politique coloniale.

Maintenant, peut-on encore se demander quelle est la force fatale qui a entraîné tous les gouvernements de l'Europe dans les aventures coloniales, et quel est le secret dessein du politique qui les y a poussés de ses conseils, de ses encouragements, de ses exemples et voire même de son assistance? Le terrain est libre sur le continent européen. L'Angleterre a toutes ses forces disponibles engagées en Égypte et dans le Soudan, trop heureuse si, des frontières de l'Inde au nord, ou du Cap au sud, il ne lui arrive pas quelque appel de secours auquel elle ne pourra répondre. La France est en contact et presque en conflit sur toutes les mers avec l'Angleterre. Elle a envoyé aux antipodes, dans la partie la plus éloignée du monde, elle y entretient sous le feu de l'ennemi, sous les rigueurs d'un climat dévorant, une armée de 40 000 hommes à renouveler par moitié tous les ans, et elle a désorganisé, pour subvenir à leur entretien, notre *Wacht am Rhein*, la garde aux Vosges. L'Italie, piquée à son tour de la tarentule coloniale, envoie mille hommes sur mille hommes dans une fournaise de la mer Rouge à Massouah. Veut-elle conquérir l'Abyssinie ou dégager la garnison de Kassala? Veut-elle imposer ses services non désintéressés à l'Angleterre et marcher sur les traces de Cavour, quand il envoya le contingent Piémontais en Crimée? A-t-elle l'agrément de l'Angleterre en se jouant des protestations de la Porte? Partie simplement pour se mettre de la fête quand la délivrance de Khartoum paraît certaine, va-t-elle, sans l'avoir prévu, se trouver à la peine? Toutes ces questions sont de circonstance, mais, quelque réponse qu'on y fasse, il est évident que l'Italie est entraînée comme les autres puissances dans le tourbillon colonial. La Russie, fidèle à ses traditions, ne manquera pas de profiter des difficultés de l'Angleterre, pour se rapprocher encore des frontières de l'Afghanistan. L'Autriche, toujours en protestant, comme au partage de la Pologne, s'apprête à poursuivre sa politique coloniale aux pieds des Balkans. L'Europe

n'est plus en Europe, la place est nette sur le continent, l'Allemagne seule y reste, armée jusqu'aux dents, libre d'y commander la manœuvre qui lui conviendra.

Le grand chancelier a bien aussi sacrifié à la politique coloniale, c'est lui-même qui en a donné partout le branle et l'exemple; mais, tandis qu'il laissait aller les uns dans le Soudan, et poussait les autres au Tonkin et au-delà, il se contentait d'envoyer le docteur Nachtigal sur la côte occidentale d'Afrique, à bord de *la Mouette*, ou de subventionner Herr Ludritz, et ce n'est sans doute pas l'absence du docteur Nachtigal qui l'empêcherait, s'il lui en prenait fantaisie, de montrer ses têtes de colonne au-delà ou aux embouchures du Rhin. Nous ne voulons pas dire que nous considérons un semblable danger comme imminent. La paix du monde a été en plus grand péril en 1875, quand le prince de Bismarck nous menaçait d'une nouvelle invasion, ou bien en 1883, avant l'entrevue de Skiernewice, quand le maire du palais à Berlin croyait pouvoir, sans l'agrément de son maître, mettre la Russie et l'Autriche aux prises. Le grand chancelier ne réussit pas toujours dans ses mauvais desseins, témoin encore l'échec du *Kulturkampf*, cette guerre civile qui a abouti au rétablissement d'une nouvelle division confessionnelle de l'Allemagne entre les États catholiques et protestants. Il a quelquefois des fantaisies qui troublent provisoirement le monde, mais qui ne tirent pas à conséquence. Il n'aime pas M. Gladstone, et il lui plaît assez souvent de marquer sa mauvaise humeur à certaine personne royale, en se répandant en menaces et en propos contre sa patrie d'origine, mais cela ne va pas au-delà; il suffirait peut-être pour le rasséréner que M. Gladstone fût emporté par le flot de la colère publique. Si les conservateurs prenaient la place des libéraux au gouvernement, il changerait peut-être de sentiments à l'égard de l'Angleterre, du jour au lendemain, sauf à laisser M. Jules Ferry dans une fausse position. Il suffirait enfin, dit-on, s'il venait à s'entêter sérieusement de quelque entreprise guerrière, de lui laisser entrevoir, pour le ramener aux vues pacifiques de son vénérable empereur, telle petite principauté qui placerait une couronne souveraine sur sa tête. Certes, la souveraineté du Lauenbourg, par exemple, telle que la souveraineté subsiste parmi les feudataires de la couronne impériale d'Allemagne, ne grandirait pas le prince de Bismarck aux yeux de la postérité, mais elle ne lui nuirait pas dans son opinion personnelle. Achille lui-même était vulnérable dans une partie de sa personne.

En résumé, si l'on nous demandait de composer une sorte d'almanach politique de l'Europe, après avoir montré le rôle que la politique coloniale joue dans la pensée du prince de Bismarck, nous

indiquerions les points de repère suivants, sur lesquels la diplomatie européenne ferait bien pour le moment de s'orienter :

1° Le prince de Bismarck ne souffrira jamais une alliance ou une entente impliquant action commune entre la France et l'Angleterre, tant qu'il pourra l'empêcher.

2° Il aura toujours moyen de l'empêcher et de provoquer la retraite de l'une ou l'autre puissance, en suscitant quelque question sur laquelle les intérêts des deux pays seront distincts ou contraires.

3° Un des motifs qui dirige en ce moment le grand chancelier de l'empire, c'est la satisfaction personnelle qu'il éprouverait à renverser M. Gladstone, ou, tout au moins, à rendre la position de M. Gladstone, et celle de l'Angleterre sous son administration, intolérable.

4° Il lui est indifférent de poursuivre l'objet permanent de sa politique générale en Europe par une entente avec l'Angleterre ou avec la France. Toutes choses égales d'ailleurs, il aurait préféré seconder l'Angleterre et isoler la France ; mais, éloigné de l'Angleterre par l'aversion que lui inspire M. Gladstone, il s'est décidé à rechercher l'entente avec la France et à isoler l'Angleterre.

5° L'objet réel de ses récentes entreprises coloniales n'est pas colonial, mais européen ; en d'autres termes, il ne cherche qu'à fortifier la position de ses pièces sur l'échiquier continental.

6° Il éprouve une satisfaction facilement explicable à voir la France engagée dans des expéditions lointaines, poursuivant une politique qui immobilise ses pensées, ses intérêts et ses ressources hors de l'Europe. Il sera toujours prêt à l'encourager à marcher dans cette voie, et lui prêtera même, jusqu'à un certain point, une assistance pour l'y pousser.

7° Il sera toujours disposé à soutenir et à encourager en France une république de préférence à la monarchie, par la raison bien simple que la république est la pire forme de gouvernement que la France puisse avoir. Elle tient la France absorbée dans des questions intérieures, annulle son action extérieure et rend son alliance tellement instable et si peu désirable, qu'aucune des puissances avec lesquelles l'Allemagne aurait à compter n'est tentée de la rechercher.

Ch. Gavard.

LIVADIA

I

L'ombre commençait à s'étendre sur le château et en accusait fortement les arêtes, lorsque la tante Pradine, accoudée à une fenêtre, aperçut enfin Livadia qui rentrait à cheval à côté de son père. Le vieux comte et la jeune fille, montés sur leurs chevaux légers dont la longue queue flottait jusqu'à terre, formaient un si gracieux ensemble, que la vieille fille ne put s'empêcher de les admirer un instant avec orgueil, avant d'aller reprendre ses fonctions de maîtresse de maison et donner le dernier coup d'œil au repas qu'on allait servir. Les deux cavaliers étaient loin encore et revenaient lentement comme après une longue course. Tout à coup, cependant, Livadia donna un vigoureux coup de cravache; la frémissante bête qu'elle montait bondit et s'enleva dans un galop si rapide, qu'elle traversa la longue avenue comme un éclair; on entendit un éclat de rire, vibrant et sonore, et la belle enfant, tout affolée de sa course, s'arrêta au pied du perron et jeta les guides à son domestique. Le comte la suivait de près.

Ils rentrèrent au château, le jour s'éteignit rapidement, et une demi-heure après, lorsqu'on servit le souper dans l'antique salle à manger, la nuit était tout à fait venue. Livadia raconta à sa tante, en quelques traits rapides, les divers incidents de la promenade; le comte prit son repas en silence, et bientôt ses deux compagnes l'imitèrent. La double enveloppe de tristesse et de monotonie qui pesait sur eux, un instant soulevée, les couvrit de nouveau, et le repas s'acheva dans un funèbre ennui.

Livadia s'était levée de table; elle s'approcha d'une fenêtre, appuya son front contre les vitres humides et regarda le paysage si mélancolique des environs de Kief. Autour du château de famille quelques arbres, quelques buissons, quelques champs cultivés; mais à l'horizon, à perte de vue, le steppe balançant, au vent du soir, ses grandes herbes mystérieuses, aux mouvements immenses, aux

ondulations infinies. Pourquoi était-elle née dans la tristesse irrésistible de ce sombre paysage, cette belle fille aux yeux noirs, si pleine de vie et de santé, qu'on l'eût dit éclose au soleil du Midi? Mais non, c'était bien l'héritière de cette antique souche slave dont l'origine se perdait dans la nuit des temps; elle en avait les ardeurs et les ruses, les élans et les désespoirs, et ce caractère fougueux des races primitives. Le comte Nelsor, dont elle était la fille unique, resté veuf de bonne heure, avait appelé près de lui sa sœur Pradine, qui avait reçu autrefois en France une brillante éducation, et lui avait confié le soin d'élever Livadia. Pradine n'avait jamais été belle, et comme, déjà à l'âge où elle eût pu se marier, la fortune de la famille était compromise, les partis n'étaient point venus et elle avait dû rester vieille fille :

— Où vas-tu, Lyda? dit-elle en voyant sa nièce qui se disposait à sortir.

— Voir le clair de lune, tante Pradine, répondit Livadia en riant.

Tante Pradine haussa légèrement les épaules, et quand la jeune fille fut sortie, s'accoudant sur la table et regardant son frère en face :

— Savez-vous bien, Nelsor, qu'il serait temps? dit-elle.

— Déjà? murmura le comte qui sembla sortir d'une pénible rêverie.

— D'ailleurs, ajouta Pradine, nous ne pouvons plus tarder. Toutes les terres qui pouvaient être détachées du château ont été vendues; et le peu d'argent qu'elles ont produit est dépensé. Vous ne comptez pas vivre comme un ladre, je suppose, Nelsor?

— Pour cela, non, je vous l'affirme, mais...

— Vous n'êtes pas né général, mon frère, reprit la vieille fille, et vous ne savez pas tirer parti de vos positions. Comptez donc vos cartes et voyez quel beau jeu vous avez en main. Vive Dieu! jamais la fortune des Nelsor n'a été si brillante!...

— Vous plaisantez, ma sœur...

— Mais non. Cherchons ensemble, si vous le voulez. Le comte Durkine, notre voisin, marie son second fils et veut lui donner un domaine; celui-ci le tente et il ne tient qu'à vous d'en tirer un bon prix...

— J'en conviens, soit... mais après?

— Après?... cela vous permet d'avoir pendant deux années un luxe très suffisant dans la plus belle cité du monde... et Livadia fera le reste, ajouta-t-elle avec un rire nerveux.

— En êtes-vous sûre?

— Mais regardez-la donc? Êtes-vous déjà si vieux que la beauté de votre fille ne vous touche plus? Et ne savez-vous pas que les

Français... mais d'ailleurs, Nelsor, vous n'avez qu'à choisir : ici la vieillesse et la misère, le nom de votre père humilié et notre maison éteinte; là-bas, la vie, le mouvement, une gloire nouvelle, et Livadia plus belle que jamais, au bras d'un riche et noble Français.

— Vous avez toujours raison, Pradine. Et, en vérité, je ne sais pourquoi je tiens à ces prairies et à ces murailles. Écrivez, je vous prie, un mot à Durkine, et arrangez l'affaire avec lui. Je crois, comme vous, qu'il faut prendre son parti.

— Vous ne le regretterez point, Nelsor, et, quand vous verrez votre fille bien mariée, quand vous saurez que le nom et l'honneur de la famille sont sauvegardés, nous pourrons avoir une vieillesse tranquille et choisir l'endroit où il nous plaira de nous reposer.

Au même instant rentrait Livadia; la jeune fille semblait émue et son teint était animé. Elle tendit son front à son père, embrassa sa tante et monta chez elle sans dire un mot. Nariska, sa femme de chambre, l'attendait pour la déshabiller :

— Va-t'en, lui dit-elle brusquement.

Habituée aux fantaisies de sa maîtresse, Nariska sortit, et Livadia se mit à parcourir sa chambre d'un pas agité et frémissant :

— Demain matin, répétait-elle parfois; oui, cela vaut mieux; il faut bien en finir... et pourtant!...

Elle s'arrêtait, et sa narine gonflée, ses sourcils froncés, témoignaient de la lutte que lui causait une décision intérieure.

— Oui, c'est bien cela! je lui dirai... je lui ferai comprendre que c'est impossible... Nous autres Russes, nous sommes positifs, nous savons où nous devons aller... et quand une chose est arrêtée...

Au même instant, la porte de la chambre s'ouvrit, et tante Pradine entra, un peu craintive; Livadia frappa du pied, visiblement irritée :

— Ne te fâche pas, Bella, dit la vieille fille, je veux te parler d'une chose grave à laquelle ton père vient de se décider.

— Dites, ma tante, répondit-elle toujours sombre et debout.

— Livadia, nous allons quitter la Russie. Ton père veut te faire voyager, voir la France... nous partirons bientôt.

La jeune fille baissa la tête, restant muette, puis dit brusquement :

— C'est bien!

Elle courut à la fenêtre, et l'ouvrit pour aspirer plus largement l'air.

— Que fais-tu, mon enfant? s'écria tante Pradine. Tu prendras froid, reviens, je t'en prie.

Livadia ne répondit pas; mais elle enleva le peigne qui retenait sa magnifique chevelure, dont la lune fit étinceler les teintes dorées.

Tante Pradine la contempla avec une si visible admiration, que la fantasque enfant éclata de rire, et prenant la vieille fille par le bras, elle la reconduisit câlinement jusqu'à la porte, en lui disant :

— Il ne faut pas veiller, ma tante, cela ne vaut rien à votre âge. Et d'ailleurs, franchement, Lyda veut rester seule. Bonsoir, tante Pradine, bonsoir.

Et la tante partie, Livadia, subitement calmée, ferma la fenêtre et se coucha, comme si un grand apaisement se fût fait en elle. Ce départ arrivait à propos pour éclairer ses incertitudes, et la journée du lendemain paraissait nettement tracée à son esprit lucide et déterminé.

Le château de Nelsor était situé au sud-est de Kief, à quelque distance du Dniéper, dont le passage donnait un peu de vie à la monotonie des steppes. Cette partie de la Russie, malgré l'absence de sources et de mouvements de terrain, est particulièrement féconde. Autrefois couvertes de forêts, qu'on a eu le tort de défricher, elle présente maintenant à l'œil une succession de plaines immenses, semées de bouquets d'arbres éloignés, et traversées par des cours d'eau dont on ne soupçonne l'existence qu'au moment même où l'on arrive sur leurs bords, car ils coulent dans des lits profonds et encaissés, sans faire naître sur leurs rives aucune végétation arborescente et sans prévenir au loin de leur présence par le vallonnement du sol. La fertilité de ces steppes est due à une couche d'humus noirâtre qui les recouvre sur une assez grande épaisseur et qu'on appelle *tchernoziom* (terre noire). Ce tchernoziom, attribué à la lente décomposition des herbes, se dessèche rapidement à la chaleur du soleil qui en fait une poussière, et reprend consistance avec la même promptitude sous l'action de la pluie. Il est merveilleusement approprié aux besoins de ces climats violents où le baromètre subit les variations les plus fantastiques, où la chaleur est aussi terrible pendant l'été que le froid est intense pendant l'hiver, où il faut que la culture et les habitants s'ingénient à lutter dans une même année contre ces deux ennemis. C'est grâce à lui, que les steppes sont couverts naturellement de cette splendide végétation qui ne se compose pas seulement de graminées, mais de plantes beaucoup plus hautes, ombellifères, légumineuses, et même d'arbustes, malgré la rigueur des hivers qui détruit annuellement tous ces trésors pour ne les laisser repousser qu'au printemps. Quand ces steppes sont défrichés, ils produisent de magnifiques terres à blé, et l'on ne peut entrevoir le moment où leur fertilité diminuée par la production, demandera le secours d'engrais artificiels. En quelques semaines, ces plaines, désolées par le froid de l'hiver, se couvrent, sous l'influence du printemps, de plantes qui

grandissent à vue d'œil. Les troupeaux sortent de leurs misérables réduits, et le berger vient reprendre sa place sur ces petits tertres arrondis, appelés *kourganes*, jetés dans ces solitudes comme des jalons destinés à marquer d'immenses routes, et que les travaux les plus récents ont démontré devoir être des tumuli. Les moissons sortent de terre en flots pressés et abondants, les tiges s'élancent, les maigres rameaux se recouvrent d'un éclatant feuillage. Cette contrée est d'ailleurs le berceau de la race slave, le lieu de prédilection où elle s'est établie au sortir de l'Asie, et d'où ses branches ont rayonné en Pologne et en Bohême. C'est là que s'est conservé le type primitif, dans toute sa pureté, ce type singulier et sauvage, une race douée de précieuses aptitudes et que tant de siècles n'ont pu encore civiliser.

Sous la rude écorce du *moujik* se cache une âme tendre, mélancolique, souvent capable d'enthousiasme et trempée pour résister aux plus violentes tempêtes. La lutte continuelle contre le climat est une des causes de cette tristesse et de cette énergie ; c'est à elle aussi et à la brusque opposition des saisons qu'il faut attribuer ce qu'il y a parfois d'outré, de déréglé, de heurté chez les Russes. Ces exagérations de caractère sont dans la note des exagérations de la nature. Pendant d'interminables hivers, il leur faut lutter contre le froid, l'obscurité, la distance, une nourriture malsaine et fastidieuse. Quelle monotonie dans ces longues veillées, à peine éclairées par la lueur vacillante des *loutchines*, sortes de torches faites d'éclats de bois résineux. Le paysan ne peut même pas s'attacher à sa misérable *izba*, quoiqu'il en soit propriétaire depuis l'émancipation des serfs, car il sait qu'un jour ou l'autre, elle sera la proie du feu du *coq rouge*, comme ils l'appellent, qui dévore l'une après l'autre toutes ces légères habitations. On comprend alors de quelle immense joie, de quelle ivresse ils sont saisis lorsque apparaît leur merveilleux printemps. Les premières pluies, qui en sont le signal, leur paraissent elles-mêmes délicieuses, et les enfants entonnent en leur honneur un chant populaire. Puis ce sont les premiers oiseaux dont ils célèbrent l'apparition et dont un naïf calendrier annonce jour par jour le retour. « L'hirondelle, dit la légende russe, revient du paradis et en ramène la chaleur. » Leur oreille est si exercée à guetter le moindre son, le premier murmure, qu'un de leurs écrivains, Tourguénef, a pu dire : « Au seul mouvement des feuilles, j'aurais, les yeux fermés, reconnu la saison ou le mois de l'année. »

Qu'adviendra-t-il de ces Slaves? Quand finira le schisme funeste qui les tient éloignés de la vraie foi et par conséquent de la vraie civilisation ? Quel rôle encore inconnu leur sera assigné dans l'édifice des peuples humains? C'est le secret de Dieu. Mais une insatiable

ambition les dévore et se manifeste par l'éclosion des idées les plus bizarres et les plus passionnées. Eux aussi, ils veulent avoir leur tour de gloire, de puissance, de jouissance, d'autorité, et ces désirs causent les plus violentes perturbations dans des natures mal préparées, mal équilibrées et n'ayant qu'une notion confuse de la grandeur réelle et des hautes destinées de l'homme. La religion n'entre point dans leur vie intellectuelle et morale; elle manque d'indépendance et par là même d'autorité. Le clergé moscovite est réduit à un état d'asservissement et d'impuissance, visible surtout dans ses rapports avec les classes élevées, qui considèrent les popes avec un orgueil voisin du mépris. Mais l'impiété, l'absence de foi, le désordre des idées n'atteint pas seulement l'aristocratie; le mal ronge toutes les classes, prend toutes les formes, s'attaque à tous les âges et semble être d'autant plus violent que l'amour de leur race est plus développé.

Livadia avait été élevée sans discipline, au milieu de ces luttes et de ces aspirations qui trouvaient un écho dans son ardente nature. Pour elle, ni frein ni barrière : le steppe partout et tous les chemins ouverts pour arriver au but.

Elle se réveilla avant le jour et se leva rapidement sous l'empire de l'idée qui la dominait. Elle s'habilla sans bruit, s'enveloppa d'un long manteau à capuchon et descendit les escaliers, plus légère que la brise, plus rapide qu'une ombre.

En quelques instants elle fut dehors, et, laissant derrière elle le château endormi, elle traversa la longue avenue et déboucha dans la plaine. Comme elle en connaissait les moindres détours! comme elle savait se guider au milieu des herbes flottantes et encore sombres sous la lumière douteuse du crépuscule! Arrivée à l'un des *kourganes* dont nous avons parlé, elle jeta un long regard autour d'elle, et ne trouvant pas ce qu'elle cherchait, elle s'assit, les yeux tournés vers l'orient. Quelques minutes après, le soleil lança sa première flèche d'or qui éclaira subitement la crête des herbes, agitées par un léger frisson, et vint glisser jusqu'aux pieds de la jeune fille. Elle semblait absorbée dans une contemplation enthousiaste, dans une ardente évocation de l'infini qu'elle connaissait mal, dans un amour passionné de ces immenses beautés. Tout à coup elle tressaillit, un jeune homme venait de toucher sa main et de prononcer son nom. Elle se leva, fit un effort et dit avec calme :

— C'est vous, Wladimir? Vous voyez que je vous attendais, c'est ce matin même que je vais vous parler pour la dernière fois.

— Non, Lyda, non! s'écria-t-il, ne me dites rien, car je lis dans vos yeux que vos paroles ne seront pas bonnes. Laissez-moi jouir

encore du bonheur de vous voir et de contempler près de vous ce sublime spectacle.

— Vous savez, Wladimir, reprit Livadia, que je n'ai jamais aimé les illusions et les songes. Si je l'avais pu, j'aurais été votre femme et je vous aurais aimé, car nous avons été élevés ensemble; la maison de votre père touchait la nôtre et, depuis notre plus petite enfance, les mêmes rêves, les mêmes désirs ont agités nos cœurs; mais de grands obstacles nous séparaient, et si je suis venue ce matin, c'était pour vous dire moi-même qu'il n'y faut plus songer, afin que vous le croyiez de ma bouche qui ne vous a jamais trompé.

— Est-ce toujours votre nom? est-ce toujours votre ruine, qui vous séparent de moi? s'écria Wladimir, devenant subitement ironique.

— Oui, dit sourdement Livadia, je ne puis pas vous épouser parce que vous êtes pauvre.

— Livadia, ce n'est pas vous qui parlez, ce n'est pas ma compagne d'enfance, la bien-aimée de ma jeunesse, ma Livadia, fille de nos steppes et de notre Russie; dites, dites-le, ce n'est pas vous? Votre famille, depuis les temps les plus reculés, a respiré l'air de nos plaines, le sang qui coule dans vos veines est pur de tout alliage, c'est celui que vos ancêtres ont tant de fois répandu pour cette terre de Russie, est-ce parce que votre noble race a produit en vous une fleur plus belle que les autres, et comme l'expression parfaite de sa puissance, que vous voudriez nous être infidèle? Qu'est-ce que l'argent, à côté de l'amour et de toutes les nobles passions qui devraient vous posséder? Écoutez, la Russie souffre, elle a besoin de tous ses enfants. Que de fois nous avons formé de vastes projets pour sa gloire! Que de fois j'ai juré entre vos mains de lui consacrer ma vie! Vous deviez m'aider dans cette tâche. Livadia, souvenez-vous de cette belle image de nos poètes : « Nos steppes sont vierges, les siècles ont passé sur eux sans laisser de trace; le vent du matin, qui fait ondoyer les hautes tiges, ne laisse point son empreinte, et la fécondité de la terre garde pour l'avenir ses superbes promesses; ainsi en est-il de la race slave! » Mais pour ces vastes projets, il nous faut le concours de tous les dévouements. Livadia, je vous appelle au nom de mon amour, je vous appelle au nom de la Russie. Voulez-vous que je vous révèle les projets qui se forment pour sa délivrance? voulez-vous participer aux secrets des libérateurs?...

— Wladimir, ne me tentez pas, interrompit Livadia. J'ai trouvé sur mon berceau un nom et un passé que mes ancêtres m'ont légué et que je ne laisserai pas humilier. Je suis née trop fière pour descendre de mon rang. J'ai vu la fortune de mon père s'échapper de

ses mains, et cette douleur a creusé son front; cette fortune, je veux la lui rendre parce qu'avec elle seulement nous pouvons ne pas déchoir. Wladimir, vous ne connaissez pas Livadia si vous croyez qu'elle consentirait jamais à descendre, même avec vous, du rang social dans lequel elle est née. Une *izba* ne peut suffire à une fille noble qui a vu le jour dans un château. Par votre nom, je pourrais être à vous, mais c'est tout ce que vous avez à m'offrir; nous serions pauvres et impuissants : ce pays qui a vu l'orgueil de ma race n'en verra jamais la décadence; vous savez, Wladimir, si les jougs me sont odieux, et si, entre tous, celui de la pauvreté n'est pas le plus cruel. En aucun pays, je n'entends courber le front sous la gêne, mais ici moins qu'ailleurs. Je pars, je quitte la Russie, et je saurai trouver ce que cette terre ingrate m'a refusé.

— Vous partiriez, Livadia, au moment même où le sang slave fermente et se soulève! Mais ne sentez-vous pas que c'est impossible... que vous ne le pouvez pas... que je ne le veux pas!...

La jeune fille se leva, pâle et froide. Cependant une émotion violente l'agitait, car les battements de son cœur soulevaient son lourd manteau. Mais sa voix ne trembla pas quand elle reprit avec un calme glacé :

— Depuis hier, ma décision est prise; j'ai fermé mon passé, il ne m'appartient plus, je ne verrai plus que l'avenir.

— Et moi aussi, s'écria-t-il en s'abandonnant à toute sa violence; je ne verrai que l'avenir, mais cet avenir vous donnera à moi. Je l'ai juré, Livadia, je le veux! Nul être au monde ne me fera rétracter mon serment. Tous les moyens me serviront, toutes les puissances terrestres me prêteront leur concours. Vous serez étonnée de ce que vous verrez! Qui êtes-vous donc pour essayer d'étouffer votre jeunesse, d'apaiser votre cœur, d'oublier votre patrie? Livadia, vous ne savez pas ce que vous entreprenez, vous ne savez pas ce que vous souffrirez, et vous reviendrez, je vous le prédit, j'en suis sûr!

— Wladimir, vous êtes fou, murmura Lividia.

Elle arracha une touffe de fleurs, l'enfonça avec rage dans son corsage, et tout d'un coup, comme à bout de forces, s'élança vers le château en criant à pleine voix et sans se retourner :

— Adieu, Wladimir! adieu!...

— Jamais! répondit-il.

Et l'écho du château de Nelsor répéta faiblement : Jamais! pendant que Livadia rentrait dans la longue avenue et, troublée, anéantie, se glissait dans sa chambre et se jetait sur son lit.

Wladimir resta longtemps au pied du *kourgane*, la tête cachée dans ses mains; c'était une nature violente et passionnée, un Slave rebelle à la civilisation moderne. Il descendait de noble famille, son

père, le comte Pierre Warousof, avait été un soldat courageux, mais prodigue, qui était mort dans un combat en Asie, ne laissant à son fils pour tout héritage qu'un nom et un château sans terres. Wladimir avait connu de bonne heure cette contradiction douloureuse d'une position sociale élevée qui s'écroule faute de fortune, et elle avait développé chez lui une haine profonde contre la société tout entière. Il accusait de son humiliation les institutions russes, les gens au pouvoir, tous ceux qui possédaient ce qu'il n'avait point; il se faisait l'écho de toutes les plaintes, il écoutait avec une âpre joie le récit de toutes les souffrances, nourrissant sa haine du mécontentement des autres et formant de gigantesques projets pour renverser l'ordre de choses établi; à tout prix, il voulait reconquérir sa puissance. Comme il était doué d'une haute intelligence et qu'une flamme vive animait ses moindres paroles, comme il était grand et beau et qu'il avait un regard pénétrant, il avait inspiré à Livadia une dangereuse sympathie. Quand il lui parlait de la Russie, quand il couvrait des grands mots de liberté et de dévouement sa haineuse ambition, il faisait passer en elle des élans d'enthousiasme; la fière jeune fille se laissait prendre au désir de délivrer sa patrie des maux dont elle souffrait et qu'elle connaissait bien, et Wladimir, enivré par le succès, avait décidé que cette belle Livadia serait sa femme et que cette beauté et ce grand caractère le serviraient en ses projets. Il savait bien qu'il exerçait sur elle une sorte de fascination, il connaissait mieux que personne les mots par lesquels on éveillait l'exaltation toujours prête à éclater en elle; il était habile à se montrer par les grands côtés, à ne point découvrir ce que ses idées pouvaient avoir de vulgaire et de personnel, et à s'envelopper d'un mystère qui séduisait l'imagination de la jeune fille.

Mais au moment où il se croyait sûr du triomphe, Livadia lui avait échappé brusquement par un de ces énergiques mouvements dont sa forte volonté était capable, et Wladimir la connaissait assez pour sentir toute la gravité du coup que cette décision venait de lui porter. Il avait la rage au cœur, il avait aussi un amour blessé, car il aimait ardemment la fille de Nelsor. Livadia, le délaissant parce qu'il était pauvre, avait mis le comble à ses haines et abattu le dernier rempart qui arrêtait le débordement de cette onde agitée.

Le soleil était déjà haut quand le comte Warousof sortit de son douloureux rêve et, jetant un regard de défi du côté où elle était partie, s'éloigna et disparut dans les grandes herbes.

Dans le château, personne ne troubla le repos de Livadia, qu'on supposait dormir profondément. Vers midi seulement, comme on allait servir le principal repas, son père frappa à la porte de sa

chambre. La jeune fille était devant son miroir; elle achevait de placer dans ses cheveux des fleurs fraîches qu'elle avaient cueillies à sa fenêtre : en voyant entrer le comte, elle courut vers lui et l'entourant de ses deux bras :

— Bonjour, père, dit-elle, comment êtes-vous ce matin? Oh! la grande nouvelle que tante Pradine m'a annoncée hier soir. J'en ai rêvé! C'est bien vrai, nous partons?

— Oui, nous allons partir, enfant, dit le comte en passant silencieusement la main sur la tête de sa fille... cela te fait donc grand plaisir?...

— Vous le voyez, père... seulement, je vous demanderai une grâce. Que ce soit le plus tôt possible!...

— C'est mon désir, et, comme d'habitude, nous nous rencontrons dans un même sentiment.

— Demain, voulez-vous?

Le comte sourit de l'impétuosité de sa fille.

— Demain, c'est impossible, enfant, mais dans huit jours, je te le promets.

— Huit jours! c'est bien long! mais, si c'est nécessaire, je saurai attendre. Nous autres Russes, nous sommes faits de courage et de ténacité, n'est-ce pas, père?

— Qui le dirait en te regardant? répondit-il.

Livadia se retourna et se vit dans la glace. Quand elle le voulait, tout était suave, gracieux, caressant dans son délicieux visage; dans sa taille souple et élégante, cette pure beauté ne semblait envelopper qu'une âme d'enfant, douce comme un rayon de lune, et bien téméraire eût paru celui qui en aurait autrement jugé.

Livadia sourit et descendit au bras de son père s'asseoir pour une des dernières fois en face de tante Pradine dans la sombre salle à manger du château, tout entourée des nombreux portraits de ses ancêtres.

II

Le même jour, le comte Nelsor eut une entrevue avec le comte Durkine pour la vente du château. Le vieux Slave apporta dans cette affaire la fierté qui ne le quittait jamais et déclara, avant d'entrer en pourparlers, qu'il exigeait une condition : un secret absolu jusqu'après son départ. Il entendait quitter ses terres comme un seigneur qui part pour un voyage de quelques mois et non comme un homme ruiné qui réalise les restes de sa fortune. D'ailleurs ces restes étaient encore fort beaux. Le vieux Nelsor et la tante Pradine avaient été prévoyants et n'avaient pas attendu que

le désastre fût complet avant de songer à rétablir l'édifice. Le comte Durkine, qui savait à quoi s'en tenir, accepta tout ce que voulut son voisin et le contrat fut signé.

Quand Nelsor tint sous ses yeux ce monceau d'argent, il ne put se défendre d'un mouvement de joie. Les quelques hésitations et le chagrin qu'il avait eu parfois de se séparer de son domaine s'évanouirent entièrement.

Tante Pradine était enchantée; elle s'attribuait secrètement la plus large part de cette décision, et, comme elle seule connaissait la France, il lui semblait qu'elle était appelée à en faire les honneurs à son frère et à sa nièce. Tout ce que ce cœur de vieille fille renfermait de rêves déçus, d'ambitions inassouvies, de téméraires et irréalisables projets, s'était concentré sur ce nouvel arrangement de vie avec une passion qu'on eût dit d'un autre âge. Ce fut avec une activité fébrile qu'elle donna tous les ordres pour le départ et en surveilla l'organisation. Pendant huit jours, tante Pradine fut partout à la fois; elle fit mettre en caisse la vieille argenterie de famille si richement armoriée, les diamants et les fourrures de la comtesse, sa belle-sœur, et quelques étoffes de prix rapportées de Turquie par le comte Nelsor, dans un voyage de jeunesse. Elle s'occupa même des vêtements de Livadia, qui, en proie maintenant à une prostration singulière, ne pensait à rien, n'avait de goût à rien. Quand la vieille fille lui disait avec empressement :

— Voyons, Lyda, mon enfant, il faut songer au départ, à tout ce que tu désires emporter.

Livadia répondait avec impatience :

— Mais je vous l'ai dit, ma tante, ce coffret sous mon bras, et Pérolef, mon cheval cosaque.

Malgré tous ses efforts, Pradine n'en put tirer davantage et dut penser elle-même à ce qui était nécessaire à sa nièce. Livadia passa la plus grande partie de cette semaine accoudée à sa fenêtre, les yeux perdus dans le steppe. Elle n'exprima pas un désir, pas un regret. Un matin elle prit l'argent que son père lui avait donné pour ses fantaisies de voyage et le distribua entièrement à ceux qui l'avaient servie. Ces pauvres gens pleuraient et la bénissaient; son père ne put s'empêcher de la blâmer de sa folle générosité.

— D'ailleurs, ajouta-t-il, tu as agi sans discernement, car tu n'as rien donné à Nariska. Je sais qu'elle doit nous suivre, mais, malgré sa fidélité, elle doit avoir de la peine à quitter son pays.

— J'y ai réfléchi, mon père, répondit Livadia, et j'ai trouvé que, puisque j'avais désiré l'emmener, elle n'avait pas besoin d'autre récompense.

Maintenant que le départ était décidé, maintenant qu'elle avait

rompu ses liens avec le passé, Livadia se sentait envahie par la langueur morale. On ne lui avait point appris à résister aux penchants de sa nature, et chez elle le type aussi se manifestait dans toute son intégrité. A l'exaltation succédait un rapide abattement, à l'ardeur du combat, à la flamme vive de la pensée, un découragement et comme un affaissement subit. Elle courait ainsi d'un extrême à l'autre avec la singulière mobilité de sa race. Elle était maintenant tout à ses rêveries, tout au sentiment douloureux de la séparation avec son pays et ses souvenirs d'enfance. Quand elle ne songeait pas, appuyée à la fenêtre, elle parcourait la maison en tous sens pour graver chaque chose en son esprit. Elle était souvent accompagnée de deux grands lévriers blancs, tachetés, qu'elle avait élevés.

La veille de son départ, elle sortit avec eux et les emmena dans le steppe. Elle était suivie d'une cigogne, oiseau respecté dans tous les pays slaves et que les poètes ont chanté à l'envi. La cigogne, à l'aspect songeur et triste, qui reste de longues heures perchée sur un pied dans l'attitude de la réflexion, marche sans bruit, avançant ses longues pattes dans les hautes herbes, et s'envole à de grandes hauteurs pour y chercher les secrets des cieux, est bien l'oiseau de ces pays mélancoliques, et l'on comprend qu'il ait inspiré à la race slave un attachement superstitieux. Heureux celui qui l'aperçoit le matin, au réveil, allongeant son grand cou sur le bord de l'eau! Heureux celui qu'elle laisse approcher sans frayeur et qui peut caresser de la main son manteau noir et blanc! Plus heureux encore, celui dont elle choisit le toit pour se reposer après avoir longtemps tournoyé dans les airs avec ses compagnes en poussant de mystérieux appels!

Celle qui accompagnait Livadia était venue depuis quelque temps s'abattre sur le château de Nelsor. La jeune fille l'avait vue, son imagination en avait été joyeuse; elle l'avait attirée près d'elle à force de soins et de caresses, et l'oiseau s'était si bien habitué à elle, qu'il la suivait de loin dans ses longues courses à travers la prairie. Parfois, quand Livadia fatiguée s'asseyait sur un tertre arrondi, la cigogne, après avoir erré autour d'elle, s'envolait au-dessus de sa tête et faisait retentir ses grands cris sauvages; elle traçait dans les airs d'immenses circuits, des détours sans fin, anneaux d'une trame invisible que la jeune fille suivait de l'œil en rêvant. C'était comme un génie qui planait sur sa tête, ce bruit d'ailes caressait ses songes. Puis, quand l'oiseau fatigué descendait lentement des régions célestes et venait se poser non loin d'elle en inclinant la tête, à demi caché par les herbes :

— Qu'es-tu, lui disait-elle, devin mystérieux?

Et la cigogne s'approchait lentement, avec majesté. Plus d'une fois, Livadia avait pu effleurer du bout des doigts les longues plumes de son aile, elle attachait à sa présence une importance superstitieuse, il plaisait à cette fille slave d'être honorée des faveurs de la cigogne.

Livadia marcha longtemps sans regarder derrière elle; la solitude était profonde, le vent, qui ne rencontrait nul obstacle sur son passage, courait rapidement avec de longs murmures, et c'est à peine si de loin en loin on entrevoyait une légère fumée qui trahissait la présence de quelque pauvre habitation. Livadia semblait la reine superbe de ces contrées sauvages; ses deux chiens la suivaient, ardents, élancés, et plus loin en arrière, l'oiseau révéré semblait protéger sa marche.

Enfin elle s'arrêta, tourna sur elle-même en regardant de tous côtés et s'assit. Les deux chiens se couchèrent à ses pieds; le silence le plus profond régnait autour d'eux. Au loin les herbes s'agitaient mollement, leurs innombrables panaches se balançaient, les uns diaphanes, les autres trop lourds pour leur tige légère; des frémissements de longs sillons se traçaient tout d'un coup dans leurs profondeurs sous le passage de quelque animal invisible; des oiseaux s'envolaient, d'autres revenaient trouver leur nid; bientôt un grand lièvre, au poil clair, montra ses oreilles tout près de la jeune fille. Les chiens se levèrent, appuyèrent leur museau contre la terre en respirant bruyamment, puis regardèrent leur maîtresse. Bien souvent, dans leurs longues promenades, Livadia s'était amusée à les faire chasser; elle les regardait au loin, dans la plaine, suivre l'animal poursuivi, elle les excitait; souvent même, quand elle était à cheval, elle les suivait avec ardeur. Elle comprit donc leur muette prière :

— Allez, dit-elle à demi-voix.

Les chiens n'attendaient qu'un signal, ils s'élancèrent en aboyant, le lièvre bondit devant eux et une course folle les entraîna. Livadia les suivit des yeux pendant quelques minutes :

— Adieu, mes pauvres compagnons, dit-elle, je retourne au château sans vous et je vous laisse ici votre joyeuse liberté. Chassez, courez, poursuivez toute proie qu'il vous plaira.

Elle se retourna tristement et reprit, à pas lents, le chemin de Nelsor, pendant que la voix des deux lévriers s'éteignait dans le lointain et que son amie la cigogne volait bien haut dans les airs, apparaissant et disparaissant tour à tour.

Le grand jour se leva enfin; les voyageurs devaient partir de grand matin et voyager à l'aide de relais jusqu'à Moscou, où ils prendraient le chemin de fer. Tous les domestiques du château

étaient réunis dans la cour, silencieux et respectueux. Le comte Nelsor, un peu ému, prit les rênes que lui tendait son vieux cocher Nicolas. Pradine et Livadia montèrent près de lui. Nariska et Sandrowitch suivaient dans un léger chariot, traîné par Pérolef. Le vieux comte fit un geste d'adieu et lâcha la main à ses chevaux qui s'élancèrent au grand trot; aussitôt un immense cri sortit spontanément de la poitrine de tous ces braves gens :

— Vive le comte Nelsor! vive la comtesse Livadia!

Les voyageurs se retournèrent avec des larmes dans les yeux, et la voix vibrante de Livadia leur cria avec enthousiasme :

— Vive la Russie! vivent les Slaves!

Puis les chevaux excités redoublèrent de vitesse et les entraînèrent en un instant loin du vieux château.

Le long de la route, ils reçurent encore quelques touchants adieux de la part des paysans qui avaient été prévenus de leur départ. Ces pauvres *moujiks* se réunissaient sur le passage de leurs maîtres, par familles, les uns jouant du vieil instrument national, la *balalaïka*, d'autres récitant quelque *pesuy* populaire, d'autres enfin agitant des branches chargées de fleurs sauvages. Le comte et sa fille les remerciaient du geste et de la voix, plus émus et troublés qu'ils ne l'eussent voulu, et la voiture passait comme un trait de feu. Vers le milieu du jour, ils atteignirent la lisière du steppe et entrèrent dans le pays plus pittoresque qui avoisine directement la ville de Kief. Les yeux alanguis de Livadia, constamment fixés sur la plaine, ne distinguèrent bientôt plus que les cimes grêles du poirier sauvage, un des rares arbustes de ces contrées, dont les poètes russes ont fait l'emblème de l'amour méconnu. Le vent, qui, dans cette course rapide, bourdonnait à ses oreilles, semblait lui parler encore du pays qu'elle abandonnait; elle crut même entendre distinctement le mot : jamais! qui tomba lourdement sur son cœur :

— Père, donnez-moi les rênes. Vous êtes fatigué, et je serai contente de conduire.

Le comte lui céda sa place, et Livadia prit d'une main exercée la direction de l'attelage. Désormais, toute à ses chevaux, elle n'avait plus à craindre les incursions indiscrètes de ses souvenirs.

Les voyageurs s'arrêtèrent quelques jours à Moscou. Le comte Nelsor désirait y prendre de ses vieux amis des lettres d'introduction près des Russes établis à Paris, afin de se créer tout de suite de sûres relations. Tous ceux auxquels il en parla se firent un plaisir de le présenter à leurs amis français. On eut peine à lui faire accepter une lettre pour l'ambassade, car ces nouveaux venus de Saint-Pétersbourg n'avaient point les prédilections du vieux Moscovite; mais tante Pradine déclara que c'était indispensable, et

Nelsor l'écouta. Enfin, tout étant prêt, on se mit en route et en quelques jours les chemins de fer les amenèrent à Paris.

A peine arrivée, Livadia manifesta un enthousiasme complet; la vie, le mouvement, le bruit incessant des voitures, l'inépuisable variété de tout ce qu'il y avait à voir et à entendre, l'enivraient sans qu'elle cherchât à s'en défendre. Ce fut tante Pradine qui chercha un hôtel et des domestiques, et arrangea le tout comme elle l'entendit. Livadia avait déclaré que tous ces détails lui étaient indifférents, et dès les premiers jours, entraînant son père, elle s'était mise à parcourir musées, jardins, églises, tout ce qui tentait sa curiosité. Sa mobile et souple nature s'assimilait rapidement tous ces détails parisiens qui lui étaient nécessaires pour ne pas avoir l'air sauvage en entrant dans les premiers salons, et son goût, naturellement sûr et original, la guida si bien dans l'achat de ses toilettes que l'expérience la plus consommée n'eût pu mieux choisir. Quinze jours après leur arrivée, l'hôtel étant prêt, les chevaux russes installés à l'écurie, et Nariska déjà formée aux habitudes nouvelles de sa maîtresse, Nelsor et Pradine conduisirent dans le monde la belle enfant dont le succès allait être si rapide.

La saison d'hiver touchait à sa fin, on était aux premiers jours d'avril; déjà quelques familles pensaient à leur résidence d'été, d'autres se hâtaient de réunir leurs amis dans de dernières fêtes, plus brillantes et plus nombreuses que jamais. Livadia, patronnée par tout ce que la société russe avait à Paris de plus noble et de plus raffiné, fut accueillie partout avec une admiration qu'expliquaient sa beauté, son grand nom et le charme de sa personne. C'était à qui la présenterait, à qui la recevrait plus tôt et plus longtemps que les autres. Quand elle entrait au bal, au bras de son père, souvent revêtue de quelque riche étoffe orientale qui relevait l'originalité de sa démarche, on se sentait dominé par cette forte nature, par ce grand air de fierté et de liberté qui semblaient émaner des steppes où elle était née.

— Quelle belle personne! disait un jeune attaché d'ambassade, Luc de Borneville, à son ami Jean d'Espinay. Il n'y a pas à le nier, mon cher, elle écrase nos Parisiennes, même les plus jolies. Leurs petites mines gracieuses ne peuvent tenir devant cette royale beauté.

— C'est vrai, répondit Jean. Elle est parfaite. J'ai beau chercher, je ne puis lui trouver un défaut. Ces Russes ne font rien à moitié. As-tu causé avec elle?

— Non, pas encore. On m'a bien présenté, mais je lui ai trouvé l'air si grand, si *reine*, comme tu le disais tout à l'heure... que, je te l'avouerai tout bas, j'avais remis à une autre fois l'honneur d'un entretien.

— Eh bien, moi, je serai plus courageux. J'y vais. Mais, la voilà qui se lève au bras de Louis d'Ardennes. Il est brave, le marquis! Sais-tu qu'il en a l'air amoureux.

— Allons donc! Lui, si calme, si tranquille, si bien dressé par sa mère...

— Regarde-le attentivement, mon cher; voilà quelques jours que je l'observe; il n'est plus le même. Quand la comtesse Livadia paraît, il la dévore des yeux, il ne la quitte plus et s'en va sitôt qu'elle est partie.

— Louis amoureux de cette belle Russe, reprit Luc en souriant; ma foi, cela ne me serait jamais venu à l'esprit. Je ne me serais pas imaginé que « le lac tranquille », comme nous l'appelions à Vaugirard, prendrait des allures si déterminées.

— Que veux-tu? c'est le feu et l'eau; c'est souvent comme cela dans les mariages.

— Hum! alors, cela fait de la fumée.

Au même instant Lividia et le marquis passèrent près d'eux. Les deux jeunes gens s'inclinèrent, et la belle Russe leur envoya un salut si gracieux, accompagné d'un si doux et charmant sourire, qu'ils en furent tout pénétrés.

— Sais-tu si elle est riche? demanda Jean à son ami, sitôt qu'ils se furent éloignés.

— On le dit. Ils mènent grand train. Le père a des terres du côté de Kief; il paraît que c'est une très vieille famille.

— Avec une non moins vieille tante, reprit Jean. As-tu vu ce monument-là, mon cher?

— Oui, je l'ai aperçue à l'Opéra, vendredi. C'est un chef-d'œuvre de la vieille Russie; elle doit remonter aux temps héroïques.

— Attention! voilà la comtesse assise. Regarde-moi, je vais m'avancer de son côté.

Et deux minutes après, Jean d'Espinay entraînait Livadia dans une valse rapide, puis s'arrêtait un instant pour ne pas la fatiguer et pour profiter d'une conversation gracieuse, vive, originale, qui ne lui faisait plus peur, tant la jeune fille savait mettre de charme et d'esprit sous son air de noble fierté.

Au bout de quelques semaines, dans ce Paris où tout va si vite, Livadia avait une véritable cour, et son nom était connu de tous ceux qui se piquent d'élégance et de distinction. Elle était avec tous presque familière, suivant la liberté des mœurs russes, et si digne en même temps qu'on n'eût osé lui adresser une parole trop hardie. Sa gaieté n'avait pas l'entrain forcé et superficiel des Parisiennes; elle semblait lui venir tout naturellement, comme la simple expansion de la sève abondante qui coulait dans ses veines et de l'étincelante jeunesse qui éclatait dans toute sa personne. Qui l'eût observée

cependant lorsque, au retour d'un bal, elle s'enfonçait dans les coussins de la voiture, ou, le matin, dans les heures de répit que le monde laisse à ses fervents, eût surpris son regard absorbé et comme désolé par un vide immense. Mais, courageuse, brave comme toujours, elle se relevait rapidement et ne permettait pas même à sa pensée de s'alanguir dans la tristesse.

— En avant! et vivent les Slaves!

C'était le cri par lequel elle se remontait elle-même et s'efforçait d'éteindre l'impétuosité de ses aspirations.

Parfois aussi elle priait son père de l'accompagner dans quelque promenade au bois, et, montée sur Pérolef, il lui semblait retrouver les enivrements de ses longues courses de jeunesse. Elle se laissait emporter par le galop rapide du fougueux cheval cosaque, elle distançait le vieux comte, elle buvait un peu d'air pur de liberté, et revenait plus souriante et plus forte que jamais. Bientôt ces promenades matinales furent connues, et on se donna rendez-vous pour voir passer la belle Livadia dans son élégant costume d'amazone. Quelques jeunes gens, parmi lesquels Louis d'Ardennes, nos deux causeurs, Gabriel de Barèges et même quelques nobles Italiens, demandèrent parfois la faveur d'accompagner le comte Nelsor et sa fille dans ces excursions printanières.

— Allons, disait joyeusement Livadia, qui va gagner de mon russe ou de vos anglais?...

Et lâchant la main à Pérolef, elle s'élançait en avant, bondissant comme un oiseau sur son léger cheval et suivie, tant bien que mal, par ses amoureux inquiets. Si l'on rencontrait quelque fossé un peu profond, quelque barrière un peu haute : hop! disait simplement Livadia en flattant de la main Pérolef.

Et Pérolef sautait avec une sûreté merveilleuse, au grand effroi des jeunes gens qui ne pouvaient pas toujours la suivre. Cependant Louis d'Ardennes sautait toujours. Livadia était touchée de l'hommage délicat dont témoignait cette ardeur belliqueuse qu'elle sentait ne point faire partie de la nature du jeune homme, mais être due seulement au sentiment qu'elle lui inspirait. Quant aux autres, elle ne leur en voulait pas s'ils ne pouvaient l'imiter, trouvant tout simple que des Français ne pussent faire ce que faisait une Russe.

— Tout va bien, disait de temps en temps Pradine au vieux Nelsor. Félicitez-vous, mon frère.

— Je le crois, ma sœur, répondait le vieux comte. Paris est aux mains des Slaves!

— C'est absolument vrai... Je m'en doutais déjà en Russie.

— Il ne s'agit plus maintenant que de coloniser les pays conquis.

— Et cela ne tardera pas, foi de Pradine, vous verrez.

III

La journée, qui avait été jusque-là terne et brumeuse, s'éclaira tout à coup d'un brillant rayon de soleil, à l'heure où la file des voitures se rendant à Longchamps pour le grand prix commença à encombrer toutes les avenues qui conduisent à l'hippodrome. Les piétons, partis à l'avance pour ne pas être en retard et déjà couverts d'une fine poussière, les employés de magasin se tenant tant bien que mal sur leurs chevaux; de louage ou entassés dans des véhicules découverts qui n'ont de nom dans aucune langue, les fiacres plus lents que jamais et assurés de leurs gains, des omnibus, des chars à bancs contenant de gaies et nombreuses familles, tenaient la tête de cette foule avide qui se dirigeait vers le bois de Boulogne. Puis apparaissaient les premiers attelages, ceux qu'un intérêt quelconque obligeait d'arriver de bonne heure, quelques *dogs-carts* haut perchés, conduits par leurs maîtres, avec une habileté savante; des officiers d'armes légères, vifs et alertes sur leurs petits chevaux, et portant crânement leur joli uniforme de chasseur ou de hussard; d'autres, appartenant à la grosse cavalerie, massifs, solennels, imposants sur leurs énormes chevaux, les landaus à demi découverts pour protéger la délicatesse d'une jeune femme ou d'un enfant contre la rapidité de la course, quelques vénérables calèches, fraîchement repeintes; enfin, sur les côtés de la longue file, d'élégants *gentlemen*, montés sur des chevaux du plus pur anglais et dépassant les voitures en donnant de temps à autre de corrects coups de chapeaux. Les promeneurs endimanchés faisaient entendre des murmures animés, bruit de voix confuses et continuelles qui dominait le roulement même des voitures. Parfois un embarras, un arrêt subit dans cet interminable défilé, retardait la marche de tous ces gens pressés d'arriver; mais le plus souvent tous ces véhicules, petits et grands, se côtoyaient, se dépassaient, se croisaient avec une si merveilleuse dextérité qu'on se demandait ce qu'on devait le plus admirer, de l'habileté des cochers ou de la soumission des nobles bêtes qui obéissaient au moindre mouvement de la main.

Pour qui eût étudié la physionomie générale de ceux qui passaient dans les avenues, se rendant aux courses, l'impression eût été singulière, tant était grand le contraste entre la hâte avec laquelle on y allait et l'air froid et ennuyé des personnages. Beaucoup, allongés dans leurs voitures, n'échangeaient pas une parole et ne semblaient pas même voir ce qui se passait autour d'eux; d'autres lançaient d'un air indifférent de successives bouffées de cigarettes; les femmes, strictement voilées, jouaient négligemment et d'un air alangui avec leurs ombrelles ou leurs éventails.

On eût pu croire vraiment que la fête était seulement pour ces braves figures de curieux, plantés sur leurs deux pieds, qui regardaient passer les autres et avalaient la poussière pendant que leurs larges bouches riaient des mésaventures d'un chien égaré dans la bagarre, ou poussaient des sons admiratifs à l'apparition d'un attelage plus magnifique. Mais ce n'était point là que se cachait la vraie passion, elle était sous le masque pâle et uniforme de tous ces gens à l'aspect si froid et si dédaigneux; et qui eût pu voir tous les calculs, tous les projets, toutes les ambitions, toutes les frénésies qui se cachaient sous leur placidité, eût été épouvanté de la violence de ces beaux indifférents.

Avec ce temps excellent, cet enthousiasme que l'habitude n'éteint pas, et toutes les convoitises que cette course met en jeu, la réunion devait être superbe, et elle le fut en effet. Peu à peu les tribunes se remplirent d'une foule élégante et agitée; les lorgnettes se déployèrent; les voitures vinrent se ranger le long des pistes sous les rayons du soleil qui faisait étinceler l'argent des harnais et le galon des livrées; les cavaliers, parcoururent l'enceinte au trot de leurs chevaux; la foule, émue et bourdonnante, se massa par groupes pittoresques aux meilleurs endroits. Enfin, jeunes gens, bookmakers, parieurs, banquiers et le reste se réunirent en groupes animés, qui au pesage, qui au départ, qui à l'arrivée, qui, plus sourdement et pour cause, autour de buvettes ambulantes et de tentes improvisées. Les femmes n'étaient pas les moins ardentes. Il fallait les voir, tantôt se dresser sur leurs pieds en allongeant leurs tailles cambrées, tantôt se courber sur elles-mêmes pour prendre une note ou saisir leur lorgnette. Les célébrités de la mode, restées dans leurs voitures, jouaient gros jeu en étalant leurs toilettes tapageuses que les grandes dames regardaient en passant, de côté et du haut de leur tête. Enfin les jockeys efflanqués, les propriétaires animés, les fonctionnaires ayant conscience de leur mission, les gardes de Paris impassibles, quelques Anglais excentriques, les marchands de gâteaux obséquieux et les enfants épeurés complétaient ce tableau si étrange, si changeant, du champ de course de Longchamps, le fameux jour du grand prix.

Le marquis d'Ardennes et Luc de Borneville étaient arrivés tous deux des premiers, à cheval sur leurs jolis pur-sang. Les premières courses furent belles, mais calmes, et rien ne vint relever l'intérêt ou ralentir l'impatience du public. Les lorgnettes braquées sur l'entrée des voitures, les deux jeunes gens, qui avaient d'abord étudié à fond les tribunes, semblaient attendre quelqu'un avec une impatience augmentée par chaque minute qui s'écoulait. La comtesse Livadia n'était pas là.

La veille encore, cependant, elle leur avait dit qu'elle se faisait fête de ces courses et qu'elle n'y manquerait pas pour tout l'or du monde. Cependant la journée s'avançait, dans quelques instants on allait courir le grand prix, et elle était toujours absente, ils en étaient bien sûrs. D'ailleurs, ils n'étaient pas seuls à l'attendre et bien d'autres avaient été déçus comme eux. Tout à coup, du côté de la porte, on entendit un murmure dans la foule; à ce moment tout le monde était arrivé, on n'entrait plus et les chemins étaient relativement libres. Mais un spectacle inaccoutumé avait ranimé l'ardeur de tous ces regards, les ombrelles s'agitaient, les gens éloignés accouraient déjà lorsqu'on vit apparaître l'objet de tant de curiosité. C'était une légère voiture russe, attelée d'une troïka de trois chevaux de front, russes aussi, que conduisait une jeune fille d'une beauté éclatante, à demi soulevée sur son siège par les difficultés de l'entrée, soutenant son bel attelage de la voix et du geste, et ayant près d'elle un vieillard de l'air le plus digne et le plus imposant. Elle était vêtue d'une robe sombre qui dessinait toutes les élégances de sa taille; son large chapeau, éclairé d'une plume de flamant rose, se détachait sur sa chevelure blonde. Au moment d'entrer et par un mouvement audacieux, elle osa enlever d'un coup de fouet ses frémissantes bêtes qui s'élancèrent dans l'enceinte avec une telle impétuosité qu'un cri d'effroi partit de la foule. Mais Livadia les contint d'une main si habile, qu'elles décrivirent une courbe parfaite et vinrent avec une docilité voulue se ranger à l'endroit qu'avait choisi d'un coup d'œil leur belle maîtresse. Un murmure d'admiration à peine contenu et cependant discret s'éleva des tribunes, de nombreux saluts, venus de toutes parts, allèrent trouver la charmante souveraine qui, souriante, calme, tranquille sur ses chevaux calmés, à la tête desquels s'était placé son fidèle cosaque, rendit quelques saluts, envoya quelques sourires et se tint debout dans sa voiture, attentive seulement à la course qui allait commencer.

Sur la piste, les jockeys passaient et repassaient au trot allongé de leurs montures, et les paris s'engageaient avec ardeur. On entendait des voix brèves, anxieuses, jeter un nom ou un chiffre, quelques spéculateurs semblaient se livrer à des calculs profonds; d'autres affectaient une insouciance dégagée de toute préoccupation et lançaient une somme folle, comme au hasard, entre deux sourires. Enfin les chevaux se rangèrent et s'alignèrent au départ, les jockeys se soulevèrent sur leurs étriers et, au signal, s'élancèrent sur la voie. La course fut superbe et disputée avec acharnement. Les amateurs eurent les émotions les plus vives. Trois fois on crut la victoire assurée aux Anglais; trois fois le cheval français du comte

de Lagrange reprit l'avantage. Au dernier moment encore, on ne pouvait prédire le succès. Les jockeys frappaient et semblaient enlever dans leurs bras nerveux les chevaux dont les naseaux blanchissaient d'écume; la foule avide, penchée en avant, haletante, contenait à peine son émotion; les lorgnettes étaient braquées de tous côtés sur la lutte qui touchait à son terme; un instant encore et le cheval anglais allait gagner, lorsque le français bondit dans un élan si prodigieux qu'il dépassa son rival avec la rapidité de l'éclair et gagna d'une longueur au milieu des hurrahs. La passion, longtemps contenue, éclata tout d'un coup; des cris, des bravos, des vivats, retentirent de tous côtés; des discussions s'élevèrent, des murmures parcoururent les groupes, le nom du vainqueur et de son jockey circula de bouche en bouche, depuis les belles dames de la tribune jusqu'aux enfants juchés dans les arbres, et les hommes graves s'occupèrent à payer leurs dettes ou à compter leur gain.

Livadia avait eu un moment de vif plaisir en voyant s'engager la lutte entre ces beaux coureurs si habilement dirigés; mais, point habituée aux mesquines proportions du turf, elle trouva que la fin du combat manquait de grandeur, que les jockeys essoufflés et les chevaux fumants perdaient de leur beauté, qu'il n'y avait entre le vainqueur et le vaincu qu'une victoire de convention, et enfin, lorsque la course entra dans la période des règlements et qu'elle vit chacun compter sa bourse, elle pensa que ce spectacle n'avait rien d'héroïque et ne valait pas ce qu'on en disait. Le marquis d'Ardennes venait de s'approcher de sa voiture et de la saluer. Plusieurs autres jeunes gens en firent autant; la bonne petite princesse Barloni, qui passait au bras du général son oncle, l'apercevant, voulut la complimenter sur son bel attelage, Livadia descendit vers elle, et elles se mirent à causer, la petite princesse en vraie Parisienne, vive, gaie, changeante comme une toupie, d'une agilité surprenante dans tous les mouvements de sa personne rondelette; Livadia, grande, élancée, un peu grave et dominant du regard cette foule agitée :

— Eh bien, ma toute belle, dit la princesse, que pensez-vous de nos courses? Est-ce assez palpitant?

— Je m'en étais fait une autre idée, répondit Livadia, il me semble qu'il y a beaucoup d'enthousiasme pour une bien petite gloire.

— Voyez-vous cette paladine, reprit la princesse en riant. Vous aviez sans doute rêvé, ma mignonne, un tournoi en champ clos avec des cavaliers qui s'égorgeraient pour vos beaux yeux. Mais, chez nous, maintenant, ces choses-là sont tout à fait démodées, et nous sommes bien obligés de nous enflammer pour des luttes de chevaux.

— Et comment va s'en aller tout ce monde? demanda Livadia, en jetant un regard autour d'elle. Les avenues n'y suffiront pas.

— Oh! pour cela vous avez raison, et ce n'est pas le plus beau de la fête, n'est-ce pas marquis? Ceux qui ont l'adresse ou la chance de partir les premiers peuvent s'en tirer; mais les autres! quelles longueurs! quelles queues interminables d'équipages sous une poussière étouffante et un soleil de plomb! On n'avance pas, on regrette d'être venu, on perd sa toilette, et on boude jusqu'à ce qu'on soit rentré chez soi.

— Mais c'est affreux! s'écria Livadia, je m'en doutais vaguement, et je ne consentirai jamais à mettre mes cosaques dans une pareille bagarre. Au lieu de rentrer, je vais tourner le dos à Paris et aller faire un tour dans les bois de Clamart. Cela nous rafraîchira, mes chevaux et moi, qu'en dites-vous, père?

— Mais c'est une idée délicieuse, s'écria la petite princesse, c'est un trait de génie. Et je veux aller avec vous, vous me donnerez bien une place, ce sera charmant. Et me voilà ravie de monter dans votre merveilleux attelage. Mon bon oncle, je vous en prie, allez dire au prince qu'il ne m'attende pas, que je m'en vais en forêt, que nous avons trouvé une manière russe de clore la journée du grand prix et de ne pas retourner à Paris comme tout le monde, que j'espère qu'il ne nous arrivera aucune aventure, que d'ailleurs nous aurons bonne escorte, car vous venez avec nous, n'est-ce pas, messieurs?

Elle se tourna vers les jeunes gens qui s'inclinèrent en signe d'assentiment, et sautant comme un oiseau dans la voiture où Livadia venait de ressaisir les rênes, elle fit au général un petit geste de la main en lui criant :

— Adieu, adieu, mon bon oncle... et merci.

La troïka s'ébranla et se dirigea du côté de Boulogne, doucement, comme quelqu'un qui s'évade, pendant que commençait la dernière et insignifiante course de la journée.

Quand ils furent sortis de la foule et que la légère voiture roula sur la route déserte, la princesse fut prise d'un accès d'enthousiasme. Elle se mit à battre des mains, et si elle n'avait pas craint le bouillant attelage, elle eût sauté au cou de Livadia. Le comte Nelsor ne pouvait s'empêcher de sourire de la joie de l'aimable Parisienne. Aux côtés de la voiture, le marquis d'Ardennes et Jean d'Espinay trottaient gaiement. Cet entrain gagna Livadia, et voyant la route libre et les chevaux avides de courir :

— En avant! cria-t-elle, un temps de galop jusqu'à Boulogne.

Elle enleva ses cosaques qui bondirent comme des sauvages, se ramassèrent un instant sur eux-mêmes et partirent tous trois avec

tant d'ensemble et de rapidité que les deux cavaliers se virent un instant distancés. Pris de dépit, ils s'allongèrent sur le cou de leurs chevaux, les cinglant d'un vigoureux coup de cravache et coururent follement après la vertigineuse troïka. La princesse effrayée, mais n'osant rien dire, se pelotonnait comme un chat sur les coussins de la voiture, se taisant et fixant deux yeux inquiets sur la longue route qui se déroulait devant eux. Cette course effrénée dura longtemps; Livadia semblait y mettre une passion profonde; les yeux brillants, le cou allongé, les bras tendus, elle s'enivrait de la vitesse, du danger, de l'air qui la frappait rudement au visage. Les deux jeunes gens l'avaient presque rejointe à force de volonté, et la bande emportée faisait résonner au loin les échos de la route sous les coups rapides des sabots des chevaux. Bientôt on aperçut dans le lointain la petite ville de Boulogne et il fallut songer à se ralentir. Mais les petits cosaques étaient enivrés à leur tour et avaient sans doute cru retrouver les libertés illimitées du steppe. Livadia eut de la peine à leur faire sentir qu'il fallait se calmer, et elle dut y employer tant de force et d'adresse, que toute sa personne en fut agitée.

— Voulez-vous que nous nous reposions un instant sous bois? dit-elle à la princesse de sa voix harmonieuse. Je vous ai fait faire une si folle équipée que je vous dois maintenant un peu de repos, sous peine d'encourir les reproches du prince.

— Volontiers, ma toute belle.

— Vos chevaux resteront sans doute assez tranquilles en les attachant à un arbre, reprit Livadia en s'adressant aux jeunes gens, et Sandrowitch pourra les surveiller en même temps que les miens.

Puis, passant son bras sous celui de la jeune femme, elle l'entraîna dans le bois, suivie de son père et des deux jeunes gens. Le sentier était étroit et déjà tout encombré de branches folles; la princesse et Livadia devaient à tout instant se relever, se baisser, écarter quelque rameau gourmand, et leurs voix retentissaient, joyeuses et timbrées. Enfin elles arrivèrent à une éclaircie entourée de châtaigniers, et la princesse se laissa tomber sur l'herbe avec délices :

— Je n'en puis plus, dit-elle. Je ne suis pas habituée à de semblables promenades. Il faut être de fer comme vous, ma mignonne, pour y résister.

— Eh bien, reprit Livadia, nous voilà rendus. Asseyez-vous, messieurs, et reposons-nous tous sous ces beaux ombrages.

On se mit à causer, à deviser gaiement; tous ces personnages, élevés dans le luxe et dans la raideur qu'il impose, étaient surpris de se trouver libres et joyeux et de jouir d'un plaisir que le bon peuple goûte si souvent. La princesse ayant découvert des fraises sauvages se mit à pousser des cris de joie, puis elle cueillit de gros bouquets

de pervenche et de muguet, prétendant que jamais elle n'avait vu de si jolies fleurs, et que les jardiniers étaient faits pour fausser le goût des malheureux qui étaient obligés de les avoir à leur service. Livadia la laissait faire; un sourire mélancolique était revenu sur ses lèvres; il était dans sa destinée de goûter vivement un plaisir, mais d'en sentir non moins rapidement la déception. A quelle cause intime remontait cette disposition de son cœur? c'est ce qu'elle était trop fière pour s'avouer jamais. Relevant ses beaux yeux sur le marquis d'Ardennes, elle le fixa un instant avec une force et une anxiété douloureuses, puis elle poussa un soupir et murmura à demi-voix :

— Allons! il le faut, et toujours en avant!

Le jeune homme se retourna au murmure de cette voix inconsciente et Livadia tressaillit :

— Qu'y a-t-il? dit-elle un peu brusquement.

— J'ai cru que vous me parliez, répondit Louis d'Ardennes.

— Ne serait-il pas temps de partir?

— Je crois, en effet, mon enfant, répondit le comte Nelsor, et je vais ramener la princesse.

Le marquis était tout près de Livadia; elle lui prit le bras simplement, sans affectation, sans trouble, et marcha avec lui, suivie de Jean d'Espinay, vers la lisière du bois où les attendaient les chevaux. Le jeune homme était radieux, et sa bonne figure franche s'épanouissait, éclairée de temps en temps par les rayons du soleil couchant, pendant que son cœur battait dans sa poitrine. On retrouva les chevaux, la princesse revint toute rouge et ravie, et chacun reprit sa place. L'ombre des arbres s'allongeait déjà sur la route, et quand on rentra à Paris, le soleil était presque disparu et le crépuscule étendait son voile :

— Louis, dit Jean d'Espinay à son ami, profitant d'un moment où ils étaient un peu en arrière, je te félicite, tu es un homme heureux.

Le marquis ne trouva rien à répondre, tant la joie qui l'inondait était profonde. Enfin, faisant un effort :

— Je n'ose y croire, murmura-t-il.

— Sois donc tranquille, c'est moi qui te l'assure, ton bonheur est certain. Tu le mérites d'ailleurs, mon brave ami. Mais, vrai, tu es un homme heureux!...

Jacques Bret.

La suite prochainement.

EN VISITE

CHEZ L'ONCLE SAM[1]

Mardi. — Quand nous avons eu inscrit nos noms sur le registre de l'hôtel, le *clerk* nous a fait conduire à un appartement situé au deuxième étage, qui se compose de deux chambres, d'un salon et d'une salle de bains. Tout cela est éclairé par vingt-deux becs de gaz : les lits sont excellents et d'une propreté admirable. La salle de bain, où l'eau chaude et froide arrivent jour et nuit, est garnie de piles de serviettes et de savons de toutes les formes et de toutes les couleurs; il y a des tapis partout, et une pancarte clouée à la porte nous apprend que tout cela, y compris quatre repas par jour, nous coûtera 20 francs par tête. Je ne puis m'empêcher de consigner ces chiffres, parce qu'ils me semblent absolument inexplicables, étant donnée surtout la valeur de l'argent dans ce pays. Depuis que je suis en Amérique, je ne cesse de m'extasier sur la cherté des fiacres et sur le bon marché des hôtels. Dans tous les pays du monde où j'ai voyagé, et la liste commence à être longue, en payant mes notes d'hôtel, j'ai toujours eu la conscience que j'étais volé. Ici, quand j'examine ma note, je me sens pris de scrupules, et j'ai envie de demander au *clerk* s'il est bien sûr de ne pas s'être trompé à son désavantage. Aux États-Unis, les administrations publiques absorbent tant de filous qu'il n'en reste plus beaucoup dans les affaires. C'est probablement à ce système permanent d'épuration qu'est due l'honorabilité très réelle de la plupart des grandes maisons de commerce de ce pays. Pendant la Commune de Paris, tous les repris de justice avaient été nommés colonels : on ne volait plus du tout dans les poches ni aux étalages. Il y a du reste bien longtemps que l'étonnant M. Victor Hugo a péremptoirement démontré, dans son livre des *Misérables*, que si la société s'arrangeait pour donner seulement 50 000 livres de rente aux malfaiteurs, ils ne voleraient plus les flambeaux d'argent

[1] Voy. le *Correspondant* des 25 décembre 1884, 10 et 25 janvier, et 25 février 1885.

des évêques. Mais cette misérable société est ainsi faite qu'elle ne veut jamais s'arrêter aux solutions simples et pratiques.

Tout en déjeunant, nous avons tenu conseil pour décider de nos faits et gestes. Avant de partir pour le Far-West, nous avons quarante-huit heures à passer à Chicago : comment des touristes consciencieux doivent-ils employer ce temps? Le *Guide-book*, que nous avons admis en tiers dans nos délibérations, et auquel nous en référons, nous donne tous les renseignements désirables. Au fond, j'aimerais assez une promenade sur le port, suivie d'une pêche à la ligne dans le lac. Il paraît que le Michigan recèle dans ses ondes des truites grosses comme des cachalots et des perches merveilleuses. Mais ma proposition est accueillie d'une façon si méprisante par M..., que je n'ose pas insister. On vient à Chicago, affirme-t-il, non pour pêcher à la ligne, mais pour voir tuer de cochons. Il est donc décidé que nous irons voir tuer des cochons. Du reste, je suis moi-même assez curieux d'aller voir cela. Un capitaine marseillais m'a, dans le temps, décrit les procédés employés. Il affirmait que les cochons étaient amenés, par leurs propriétaires, à l'orifice d'un mécanisme très compliqué, mû par la vapeur. On mettait la machine en train et, au bout de deux minutes, le cochon reparaissait à l'autre extrémité, transformé en saucisses. Si celles-ci n'étaient pas suffisamment assaisonnées ou que, pour toute autre cause, l'opération n'eût pas donné des résultats satisfaisants, il suffisait, disait-il, de faire aller la machine en arrière, pour voir reparaître le cochon tout en vie et prêt à subir un nouvel essai. J'ai toujours soupçonné les récits du capitaine d'être empreints d'une certaine exagération, aussi je ne suis pas fâché de voir les choses par moi-même.

Comme nous avons négligé de nous munir de lettres de recommandation pour M. Armour, l'Attila des cochons, nous allons exposer notre cas au banquier auprès duquel nous sommes crédités, et c'est munis d'un mot d'introduction de sa main que nous nous faisons conduire à l'*Union Stock-Yard*.

Le commerce de la ville de Chicago, qui, aux États-Unis, n'est surpassé que par celui de New-York, a deux spécialités principales. D'abord la *Cité des Prairies* est devenue le plus grand marché de grains du monde entier : car c'est dans ses élévateurs que viennent affluer toutes les céréales de l'Ouest, et c'est ici que se combinent toutes ces expéditions de blé qui inondent le marché européen : c'est aussi le pays de l'univers où il se tue le plus de cochons : on y abat également pas mal de bœufs, pour en faire des conserves. Mais le massacre des bœufs n'est rien en comparaison de celui des cochons. Un spéculateur du pays achète cent mille barils de lard,

fin courant, ou en revend cinquante mille à terme. Les résultats sont, du reste, identiquement les mêmes que lorsque l'on opère sur des titres de Suez ou de Panama. Nous arrivons au bon milieu d'un *Krach*, qui produit une grande émotion. Les vendeurs sont en train d'étrangler les acheteurs. On nous parle d'un monsieur, entre autres, qui fait une faillite de 6 millions de dollars. Seulement, à cause de la nature toute spéciale des opérations engagées, les liquidations prennent, quelquefois, une tournure originale. On nous cite un acheteur de mauvaise humeur qui, au lieu de se liquider, en payant tranquillement ses différences, s'est avisé de vouloir « lever » ses barils de lard. Les vendeurs, très surpris, se sont rappelés qu'ils en avaient quelques milliers oubliés depuis bien longtemps sous un hangar. Ils les ont offerts. Mais alors l'acheteur astucieux en a fait ouvrir un certain nombre, et, constatant qu'ils contenaient une foule de choses autres que du lard, a prétendu faire annuler le marché. Le procès va se plaider.

A côté de ces spéculations il y a le marché régulier. L'établissement où l'on nous conduit, le plus important de tous, celui de MM. Armour et C[ie], est un immense bâtiment à cinq ou six étages. A l'une des extrémités sont des parcs, où des trains de chemin de fer viennent constamment décharger leur cargaison vivante et grognante. Les nouveaux arrivés poussant les anciens, ces malheureux animaux, affolés, se précipitent à l'escalade d'un plan incliné, en forme de triangle dont le sommet atteint le niveau de l'étage supérieur.

Nous y montons, de l'autre côté, par un escalier dont les marches sont toutes glissantes de sang. On nous fait pénétrer dans une grande pièce qui a l'apparence d'un véritable pandémonium. Je commence à croire que mon Marseillais a moins exagéré que je ne me le figurais. Des hommes à moitié nus, ruisselants de sang, courent de tous les côtés au milieu de machines d'apparence sinistre; des débris sans nom couvrent le plancher; des chaînes, armées de crocs aigus, retombent vers le sol, après s'être enroulées à des poulies pendues au plafond : à nos pieds, se trouve une sorte de puits carré, de 3 ou 4 mètres de côté, sur 2 de profondeur. Une porte à coulisse se relève : c'est alors que nous voyons la masse grouillante des porcs, dont une simple cloison nous sépare. La seule pression de tous ces corps en fait rouler douze ou quinze dans le puits. La porte retombe alors. Un homme saute au milieu d'eux, saisit le jarret du premier qui lui tombe sous la main et y enfonce l'un des crocs que nous avons vus. Le cochon, hissé aussitôt par la chaîne qui s'enroule sur un treuil à vapeur, descend lentement la tête en bas, le long d'un plan incliné en

poussant des hurlements effroyables. Un homme l'attend au passage qui, d'un coup de couteau, lui fend la gorge. Celui que nous voyons opéré de la sorte est le trois cent cinquante millième, tué dans ce seul établissement depuis le 1er janvier (je dis 350 000 !). Un décliquetage le fait tomber, tout vivant encore, dans une cuve d'eau bouillante, d'où une grille en fer que fait mouvoir un excentrique le rejette, d'un coup sec, dans un défilé bordé de huit roues à brosses, faisant quatre ou cinq cents tours à la minute, qui enlèvent toutes les soies : et puis ces gros corps tout ronds tombent d'étage en étage, subissant à chaque instant une nouvelle transformation. Il en passe sept à la minute ! Nous les suivons jusqu'à la chambre, pavée de gros blocs de glace, où ils se refroidissent. Puis on nous fait arpenter l'atelier, où quatre cents charcutiers, tout en surveillant les guillotines à vapeur qui hachent la chair à pâté, confectionnent des kilomètres de saucisses et des lieues d'andouillettes [1]. Nous voyons, à travers une buée infecte, les cuves, où des tonnes de saindoux mijotent sur de grands feux clairs ; les salles, où s'enfument vingt mille jambons. Un peu plus loin, nous enfilons une avenue bordée de quelques milliers de têtes pendues à des crocs, qui nous regardent par leurs yeux entr'ouverts sous leurs paupières plissées.

Pour le coup, je proteste énergiquement. Toutes ces têtes ont des physionomies si inquiétantes, qu'elles finiraient sûrement par donner le cauchemar. Chez certains, les muscles, tirés par en haut, donnent à la face, encadrée de ses deux oreilles ramenées en avant, un air de gouaillerie féroce et sinistre ; d'autres expriment très clairement une abjecte terreur ; quelques-uns témoignent d'une surprise douloureuse. Tout cela me choque d'autant plus que j'ai toujours pensé que le cochon ne rencontrait pas, dans ce monde, les sympathies auxquelles il aurait droit. Seuls, quelques grands esprits, s'affranchissant des préjugés vulgaires, ont su découvrir tous les trésors d'intelligence et toutes les qualités du cœur qui feraient de ces philosophes, auxquels nous devons la truffe ! des compagnons charmants.

J'ajoute, et c'est un nouveau titre à ma sympathie, que, de tous les animaux, le cochon est le seul qui soit réellement marin. J'ai été embarqué, dans le temps, sur une frégate, *la Cassiopée*, où nous avons eu, pendant trois ans, à bord, un mouton du cap de Bonne-Espérance, nommé Jacques ; une chèvre indienne, qui s'appelait Anastasie, et une truie de Mozambique, qui répondait au doux nom de Sophie. Jacques était un abominable ivrogne qui, tous les

[1] La maison Armour occupe trois mille cinq cents ouvriers. En 1882, on y a tué douze cent mille cochons.

matins, intriguait pour se faire donner cinq ou six boujarons d'eau-de-vie, et finit par mourir du *delirium tremens*, juste punition de ses débordements! Anastasie avait un peu le même défaut : de plus, elle avait la manie de manger du tabac, ce qui donnait à son lait une odeur atroce de vieux cigare : enfin, un jour, à Bombay, elle a failli soulever une complication internationale. Un colonel écossais en grande tenue, raide comme s'il avait avalé un manche de gaffe, était venu à bord pour faire sa visite officielle à l'amiral. Au moment où, debout à la coupée, il saluait le capitaine de pavillon, avant de s'en aller, Anastasie, prenant son élan, lui lança, par derrière, dans son *kilt*, un tel coup, que le malheureux faillit tomber dans sa baleinière, la tête la première. Il fallut lui faire de très plates excuses, ce qui coûta à notre orgueil national. Tandis que Sophie, toujours correcte dans sa tenue, sachant reconnaître toutes les sonneries ou sifflets annonçant les repas, pour aller dans la batterie faire le tour des tables, était devenue, en peu de temps, la favorite des matelots, qui la comblaient de biscuits et de fayols, et lui avaient même appris à jouer très bien aux dominos. Aussi fut-elle ramenée à Brest et eut l'honneur de figurer au bal qui nous fut donné par l'équipage, à la salle de Venise. Puis elle fut offerte au gardien du phare du Portzic, lequel, moyennant une petite somme, s'était engagé à lui ménager une vieillesse heureuse. J'espère pour lui qu'il aura tenu parole.

C'était par ces raisonnements et par d'autres aussi concluants que je cherchais à décider mon compagnon de voyage à quitter bien vite cette horrible caverne. Malheureusement M... a été inexorable. Il appartient à cette catégorie de touristes consciencieux qui veulent voir les choses à fond. Nous n'avions pas vu tuer les bœufs, il nous a fallu aller voir tuer les bœufs.

Je dois le dire, la première impression a été beaucoup moins répugnante que je ne le craignais. Les choses se passent avec un certain pittoresque. Sur une petite construction en planches, de forme bizarre, nous voyons un gros monsieur, en bras de chemise, qui se promène gravement, coiffé d'un chapeau tyrolien, orné d'une plume. Il chante d'une voix attendrie un *lied* allemand, où il est question de nuages blancs qui courent dans un ciel bleu, de ruisseaux serpentant dans les prés verts et des saucisses que mangent deux amants en se tenant la main! Enfin, toute la poésie de la naïve Allemagne! Seulement ce qui nous semble extraordinaire, c'est que ce gros monsieur tient à la main une carabine, le canon dirigé vers le sol et en tire un coup à chaque pas qu'il fait, comme pour ponctuer les vers de sa cantilène amoureuse. Arrivé à l'extrémité de sa course, il dépose sa carabine, s'essuie le front, avale

un grand verre de bière, et puis, nous apercevant, il nous invite d'un geste gracieux à venir le rejoindre, ce que nous faisons, en montant à une petite échelle. Quand nous sommes auprès de lui, nous comprenons ce qui se passe.

Devant nous s'étend une rangée de vingt-cinq loges en charpente, semblables à des stalles d'écurie très étroites. A notre gauche, elles s'appuient au grand bâtiment dont nous venons d'explorer les étages supérieurs. Chacune en est séparée par une porte à coulisse. De l'autre côté, une porte agencée de la même façon les fait communiquer avec un grand parc contenant quatre ou cinq cents bœufs, qu'une dizaine d'hommes à cheval, armés de gros fouets, maintiennent réunis en masse serrée.

Au moment où nous arrivons, les loges sont vides et les portes de gauche, fermées : un mécanisme quelconque ouvre tout d'un coup celles de droite. Vingt-cinq des bœufs placés au premier rang, cédant à la pression qui les pousse en avant, se précipitent dans l'espace libre qu'ils voient devant eux. Aussitôt qu'ils sont entrés les portes retombent. Chaque animal se trouve alors isolé entre quatre murs de planches, élevés de 7 ou 8 pieds. C'est alors que le chasseur tyrolien recommence sa promenade. Il marche sur une sorte de passerelle qui domine toutes les loges. Chaque bœuf, en entendant sa voix, relève la tête : le bonhomme lui envoie alors, au beau milieu du front, une balle de sa carabine à répétition. Puis il passe à un autre. L'animal, sitôt frappé, tombe foudroyé, et à travers la porte de gauche qui s'ouvre, il roule dans le sous-sol, où nous voyons s'agiter les bouchers qui préparent la viande. En moins de cinq minutes le Tyrolien a fini sa tournée et revient nous rejoindre. Il tue, pendant cinq ou six mois de l'année, de trois à six cents bœufs par jour ! Je lui ai demandé si c'était toujours avec la même carabine et sur le même air; il m'a répondu qu'il changeait assez souvent de carabine, mais chantait toujours la même chanson. Il y tient parce qu'elle lui rappelle une blonde enfant pour laquelle il a eu, dans le temps, un sentiment tendre.

Quand, non contents d'avoir appris l'art de tuer des bœufs à coups de fusil, nous en avons vu découper et dépouiller deux ou trois douzaines, nous quittons, à ma grande satisfaction, l'établissement de M. Armour. Nous donnons un coup d'œil aux parcs. Ils sont aménagés pour recevoir, à la fois, cent cinquante mille cochons; quelques milliers s'ébattent joyeusement devant nous dans de grands enclos, sans paraître se douter du sort qui les attend. Ils sont presque tous noirs, suffisamment gras, sans être énormes : d'une bonne espèce qui rappelle notre race tonkinoise.

C'est encore la Prairie qui fournit cette immense quantité d'ani-

maux. Presque tous arrivent du Kansas, de l'Illinois, de l'Ohio, du Missouri, de l'Indiana et du Kentucky. La production dépend de la récolte du maïs qui sert à les nourrir. Sur bien des points aussi, on leur fait manger des débris de boucheries.

Disant adieu à ces intéressants cochons, nous allons visiter les parcs des bêtes à cornes : ils peuvent en recevoir vingt-cinq mille. Les provenances sont indiquées par les différences de race. Le Sud envoie encore des troupeaux composés d'animaux bien faits, aux cornes énormes, mais peu susceptibles d'engraissement. C'est la race presque sauvage du Texas. Elle tend à disparaître par suite de l'introduction de reproducteurs Durham de premier ordre que les ranchmen font venir d'Angleterre. Leur influence se fait dès à présent sentir de la manière la plus évidente. Les ranchs de l'Ouest n'envoient déjà plus que des animaux qui montrent tous les traits caractéristiques auxquels la célèbre race anglaise doit sa réputation. Ces bœufs ont trois ou quatre ans. Ils ont été élevés absolument à l'état sauvage. Assurément il ne sont pas aussi chargés de graisse que la moyenne des bœufs que l'on envoie, à la Villette, des bons pays d'élevage; mais, malgré le long voyage qu'ils viennent de faire, pour arriver ici, ils sont dans un très bel état, et leur viande est superbe. Ils pèsent sur pieds de 12 à 1500 livres.

Le lecteur me rendra cette justice, que je n'abuse pas des statistiques. Cependant l'*Union Stock-Yard*, de Chicago, nous a déjà fait tant de mal; il y a, dans le centre de la France, tant de petits ménages qui se sont vu enlever le plus clair de leurs ressources, en étant obligés de renoncer à l'élevage de leurs « vêtus de soie »; l'industrie de nos herbagers me semble elle-même si menacée, que je crois utile de consigner ici quelques chiffres qui donneront une idée de ce qui se passe là-bas.

En 1874, il est arrivé, sur le marché de Chicago, 4 258 379 cochons; en 1879, 4 911 913; en 1880, 7 059 355. En 1882, il y a eu une petite diminution, due à la mauvaise récolte de 1881. Cependant voici les chiffres officiels :

Cochons.	5 816 937
Bœufs.	1 582 237
Moutons.	626 948

On voit que, sauf un léger arrêt, dû à une cause connue, la progression est constante. La consommation locale et celle du Far-West absorbent à peu près la moitié du lard produit. Car c'est un fait bien caractéristique des mœurs domestiques américaines : un fermier du Kansas envoie ses cochons à Chicago, et se nourrit exclusivement du lard et de la charcuterie qu'il fait venir de la

même ville ; sa femme étant incapable de lui préparer une autre nourriture.

L'autre moitié est envoyée dans l'Est et forme, en grande partie, le stock disponible que les Américains cherchent à faire pénétrer en Europe, malgré toutes les mesures plus ou moins ingénieuses prises par les gouvernements pour en gêner l'importation.

C'est au cours de cette promenade que nous faisons connaissance avec les fameux *cow-boys* dont il est tant question dans les romans américains. Il y en a toujours quelques centaines qui ont quitté les prairies de l'Ouest pour accompagner leurs bêtes jusqu'ici. Ils galopent de tous les côtés montés sur des poneys maigres qu'ils semblent écraser : d'autant plus que leurs selles sont énormes. Elles ont un pommeau pointu, auquel pend le *lasso* ou *lariat* en cuir tressé. Les étriers sont en bois. Ils sont tous sales à faire peur et ont l'air de parfaits bandits.

Les journaux de ce matin racontent une assez curieuse histoire. Hier une centaine de bœufs ont été pris d'une de ces folies passagères qui sont bien connues dans nos grandes foires de l'Ouest. Ici, on appelle cela *stampède*. Toujours est-il qu'ils ont démoli la barrière de leur parc, ont enfilé au grand galop l'avenue qui conduit en ville, renversant les piétons et même les voitures qu'ils rencontraient : une douzaine de *cow-boys* sont partis à leur trousse... tuant à coups de winchester ceux qui paraissaient les plus affolés. Quelques-uns sont arrivés cependant jusque sur les quais et se sont jetés à l'eau, d'où ils ont été repêchés immédiatement par les soins des capitaines de goëlettes, ravis de l'occasion qui se présentait de donner de la viande fraîche à leurs équipages. L'affaire va occasionner plusieurs procès. Les propriétaires du troupeau et, peut-être, l'administration des *Stock-Yards* seront rendus responsables des accidents causés par les bœufs et aussi par les balles des *cow-boys* qui n'ont pas toutes été à leur adresse.

Il n'est personne ayant un peu voyagé qui n'ait été frappé de l'extrême petitesse du globe terrestre. En quelque endroit qu'on se trouve, on rencontre toujours, sinon des gens de connaissance, du moins des gens dont on connaît tous les tenants et aboutissants. Une fois, ayant amariné un pirate chinois que nous venions de canonner pendant deux heures, je trouvai à bord un homme qui était né à 3 lieues de Grancey, mon pays natal. J'ai encore vérifié aujourd'hui la vérité de ce principe. En sortant du *Stock-Yard*, nous étions allés visiter des chevaux. Et par parenthèse, je ne suis pas enthousiaste de ce que j'ai vu. En fait de chevaux américains, nous ne connaissons, en France, que des trotteurs et des animaux tout à fait hors ligne qu'on a jugés dignes de faire le

voyage. Mais, d'après ce que j'ai vu dans les rues de New-York et ce que je vois ici, les chevaux de commerce ordinaire sont certainement fort inférieurs aux nôtres. Ils ont surtout le rein trop long et les membres postérieurs bien insuffisants. Il est vrai qu'ils ne coûtent pas cher. La plus belle paire de chevaux qu'on m'ait montrée valait 5000 francs, et le marchand faisait entendre que ce n'était pas son dernier prix. On leur laisse toujours aussi de grandes queues traînant par terre, auxquelles on a l'air de tenir beaucoup, mais qui, chez nous, dépareraient des carrossiers. Pendant que je causais avec le marchand, il me dit tout d'un coup, en me montrant un jeune homme qui examinait un cheval :

— Mais voilà aussi un Français du vieux pays! *A Frenchman from the old country.* (Cela veut dire un Français qui n'est pas Canadien.)

Et il me présente un beau garçon de vingt-cinq ans environ, à la barbe fauve, que je prenais pour un *cow-boy* pur sang, car il en avait l'uniforme. Immense chapeau de feutre blanc relevé par devant, à la polichinelle, chemise de flanelle grise et, en guise de chaussures, de grandes bottes portant sur le devant une plaque de maroquin rouge, en forme de cœur, timbrée du nom du fabricant, en grosses lettres dorées.

Dès que ce « França, de France », comme disent les Canadiens, m'eut dit son nom, je sus tout de suite à qui j'avais affaire, car j'avais connu très intimement un de ses oncles, et j'avais aussi entendu parler de ses aventures. L'histoire en est trop curieuse et, j'ajouterai, trop symptomatique pour que je ne la consigne pas ici.

M. Maubert (ne cherchez pas, je suis obligé de le désigner par un faux nom) est le fils d'un grand manufacturier. Il y a deux ans, il revenait d'Angleterre, où il avait été terminer son éducation chez les Jésuites, et où, notamment, il avait étudié à fond l'art de la boxe, pour lequel il a, du reste, des aptitudes toutes spéciales, étant bâti comme l'Hercule Farnèse. Peu de temps après son retour en France, un jour de Fête-Dieu, il suivait paisiblement la procession dans son village, quand trois Alphonses de la ville voisine trouvèrent joli d'insulter le saint Sacrement d'abord, et puis, accessoirement, les personnes qui lui faisaient cortège, parmi lesquelles se trouvaient sa mère et ses sœurs. Maubert, bien heureux de trouver cette occasion de se faire honneur de ses petits talents devant ses concitoyens, demanda des explications à ces trois sympathiques personnages, et leur opposa des arguments si convaincants qu'en moins de cinq minutes, ils étaient tous les trois sur le flanc. En tout autre pays ou en tout autre temps, une pareille opération lui aurait valu les félicitations des autorités et l'estime

de ses concitoyens. Les autorités firent verbaliser la gendarmerie, et quelques-uns de ses concitoyens estimèrent qu'il eût mieux fait de se contenter d'écraser de son dédain les trois Alphonses!!! On entend souvent des raisonnements de cette force-là. Toujours est-il qu'au bout de quelques semaines, il comparaissait devant un tribunal foncièrement républicain et surtout foncièrement effrayé de l'épuration projetée. Il y avait incapacité de travail. Maubert fut admonesté d'abord, condamné ensuite à trois semaines de prison. Il a sagement mis la frontière entre lui et ces charmants robins qui, dans peu de temps, seront peut-être bien heureux de l'avoir sous la main pour les défendre contre leurs aimables protégés : ses parents lui ont donné 150 000 francs, et il est venu fonder un *ranch* dans la Nebraska. Au moins là, on n'est pas gêné par les gendarmes pour se défendre quand on est attaqué. Ses affaires marchent à merveille. Il vient d'amener ici son premier convoi de bœufs.

Je fais monter notre nouvelle connaissance en voiture avec nous, et nous l'emmenons dîner au *Grand Pacific*. C'est un vrai monde que ce *Grand Pacific*. Il est monté sur un pied encore plus colossal que le *Fifth Avenue*, de New-York. Il paraît qu'il peut recevoir deux mille cinq cents voyageurs, et il est presque plein. Les corridors sont de véritables dédales, dans lesquels je me perds régulièrement toutes les fois que je sors de ma chambre. Le service est fait exclusivement par des nègres, ce qui me donne encore l'occasion de constater combien les premières impressions s'effacent difficilement. J'ai passé toute ma première jeunesse sur la côte d'Afrique, en plein pays de production du « bois d'Ébène », pour employer l'expression des négriers auxquels nous donnions la chasse. Depuis ce temps-là, je ne peux plus voir un noir qui ne soit pas tout nu, sans éprouver le sentiment pénible qu'inspire toujours la vue d'un malheureux caniche affublé d'un costume de marquis; et quand j'aperçois une négresse vêtue d'autre chose que d'un anneau dans le nez, je me sens pris, instinctivement, de ce mouvement de compassion qu'on a pour les guenons qui, dans les cirques, figurent sur la corde raide, en costume de danseuse.

La question des noirs est encore une des questions ouvertes aux États-Unis. Cependant elle crée ici bien moins de difficultés qu'on eût pu le supposer. Après la guerre, on a commencé par essayer de les renvoyer en Afrique, où quelques âmes charitables avaient, déjà depuis quelques années, fondé, à l'intention des esclaves libérés, un petit Éden, qui s'appelle Libéria, où se trouve un ensemble merveilleux de tout ce qui fait le bonheur des nègres : des cannes à sucre sauvages dont on tire du rhum, des patates, qu'on mange, des cocotiers, ornés de quelques singes pour donner

le bon exemple et engager à faire de la gymnastique; enfin, de grands marais et une température moyenne de 35 degrés à l'ombre, pour donner la fièvre aux blancs qui s'aviseraient de souiller de leur présence ces lieux enchanteurs. Je n'y ai jamais été, mais ceux de mes camarades que leur mauvaise étoile a conduits dans ces parages en font des récits fantastiques. Les noirs de Saint-Domingue, délivrés de la domination française, se sont immédiatement donné un empereur, un code civil et une noblesse impériale, dont ils faisaient tous partie, et qui avait à sa tête les ducs de Trou-bon-bon et de la Marmelade et les marquis de la Crête à Pierrots. A Libéria, les esclaves libérés, venant des États-Unis, sont tous juges ou colonels comme leurs anciens maîtres, sauf quelques douzaines qui s'intitulent présidents. Seulement, corrompus par la civilisation, ils ne se contentent plus des joies pures et simples qui suffisaient à leurs ancêtres, et ne comprennent plus que deux bonheurs sur la terre : piller les caisses publiques et réduire en esclavage les populations indigènes du voisinage, afin de les vendre pour avoir du whisky. Seulement, ces nobles aspirations trouvent malaisément à se satisfaire. D'une part, il est bien difficile de voler la caisse parce qu'elle est toujours vide : de l'autre, les nègres des environs ont pris un goût très vif pour leurs bons cousins de Libéria, et ce sont eux qui maintenant viennent faire des invasions sur le territoire de la république, pour en manger les habitants.

Tous ces déboires ont dégoûté les philanthropes, qui semblent avoir renoncé à l'idée de renvoyer leurs frères noirs en Afrique. Du reste, pendant les premières années qui suivirent la fin de la guerre, les nègres, soutenus dans les États du Sud par les politiciens du Nord et ayant la majorité, puisqu'on leur avait donné le droit de vote, s'étaient arrangé une existence idéale. Ils se nommaient à toutes les fonctions, et vivaient, eux et leurs amis, en rançonnant les blancs qu'ils soumettaient à la plus atroce des tyrannies, et qui n'avaient même pas la consolation de recevoir des lettres d'encouragement de M. Victor Hugo : car chacun sait que cet illustre ami de l'humanité a tellement versé de larmes sur les malheurs de John Brown et de tous les Dombrowskis et Crapulinskis de la Commune, qu'il ne lui en est jamais resté pour ceux que ces braves gens avaient assassinés, à Harper's-ferry ou à la Roquette. Dans la Virginie et la Floride, il y eut, notamment, des histoires de viols dont le récit fait dresser les cheveux sur la tête.

Heureusement les hommes qui, pendant quatre ans, venaient de tenir tête, un contre dix, aux armées du Nord, n'étaient pas gens à supporter longtemps pareil état de choses. La justice, tout

entière entre les mains de leurs ennemis, ne faisait rien pour eux : ils surent se défendre eux-mêmes. Il se forma, dans tout le pays, une série d'associations secrètes, connues sous le nom bizarre de *Ku-Klux-Clan*, qui réussirent, en très peu de temps, à remettre les choses sur un autre pied. Quand un noir était signalé par les journaux comme ayant commis quelque nouveau méfait, il ne tardait guère à être surpris dans son lit par une douzaine d'hommes masqués, armés jusqu'aux dents, qui le menaient jusqu'à l'arbre le plus voisin et l'y pendaient haut et court. Les autres se le tinrent pour dit, et tout rentra, à peu près, dans l'ordre. Quant au gouvernement, il intervint seulement par la nomination d'une commission d'enquête parlementaire, qui publia une centaine de volumes de dépositions : après quoi on ne s'occupa plus de la question.

On entend cependant, encore assez souvent, parler de viols, dont les femmes blanches sont les victimes. Chaque fois qu'un fait de ce genre se produit, la population pend immédiatement les coupables sans forme de procès. Depuis quinze jours à peine que nous sommes en Amérique, j'ai déjà lu dans les journaux deux de ces histoires. Il s'est même produit, à l'occasion de l'une d'elles, un fait caractéristique. D'ordinaire le verdict du *coroner* explique, par un suicide, la mort du lynché, ce qui met fin à toutes les poursuites qui pourraient se produire, au civil comme au criminel. L'autre jour, les jurés de je ne sais quelle bourgade des environs de Charleston se sont sentis si sûrs de leur affaire, qu'ils ont dédaigné d'avoir recours à cette fiction judiciaire. Ils ont dit : « Nous avons examiné le corps d'un tel qui, ayant commis le crime de viol, a été immédiatement et très justement pendu par les citoyens », et l'affaire en est restée là. Il est difficile de poser plus nettement le principe que chacun a le droit de se rendre justice.

Dans le Sud, il paraît qu'une très notable portion des anciens esclaves s'est mise résolument au travail des plantations, comme petits fermiers; jouant de la manière la plus impitoyable, vis-à-vis de leurs enfants, et quelquefois d'autres noirs salariés par eux, le rôle des anciens commandeurs du vieux temps. Il est certain que, même avant l'abolition de l'esclavage, on n'a jamais produit autant de coton que maintenaut. Mais beaucoup d'autres se refusent à tout travail et vivent uniquement de maraudage et aussi de la vente de leur vote en temps d'élection : c'est une industrie qui ne chôme guère. De temps en temps, il se passe des faits bizarres qui montrent quelles étranges cervelles habitent ces grosses têtes crépues. En avril 1879, par exemple, une centaine de nègres, hommes, femmes et enfants, débarquaient, un beau matin, d'un

bateau du Missouri, à Wyandotte, dans le Kansas. Ils paraissaient très misérables. Quand on leur demandait ce qu'ils venaient faire, ils répondaient qu'ils n'en savaient rien eux-mêmes, ayant obéi à une inspiration d'en haut; mais que le bon Dieu y pourvoirait *De good Lord could be trusted!* Pendant quatre mois, il en arriva constamment dans les mêmes conditions. A la fin de l'automne, ils étaient plus de quinze mille. Ils ne travaillaient pas, mais étaient très tranquilles et acceptaient avec reconnaissance les dons que leur faisaient différentes sociétés charitables. Jamais on n'a pu savoir au juste ce qui les avait pu faire partir des États du Sud, d'une si étrange façon. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que cet exode continua pendant deux ans : puis il cessa tout à coup. On a calculé que plus de cinquante mille étaient arrivés de la sorte. Ils ont fini par être absorbés par les États du voisinage.

Partout ailleurs qu'en Amérique, la suppression de l'esclavage n'a pas tardé à être suivie par la suppression des esclaves eux-mêmes. A Bourbon, douze ans après 1848, les cinq sixièmes des anciens esclaves auraient disparu, morts de la misère causée par leur paresse, et surtout d'ivrognerie. Au cap de Bonne-Espérance, si j'ai bonne mémoire, la proportion fut encore plus forte. En Amérique, au contraire, leur nombre va croissant. Il augmente même très rapidement. En 1860, il y avait aux États-Unis 4 441 330 nègres ou mulâtres; en 1870, 4 880 009; en 1880, 6 580 793; soit un accroissement de 34 pour 100. La population blanche, dans le même temps, n'a augmenté que de 29 pour 100, immigration comprise. Si cela continue, les Yankees, qui se sont donné tant de peine pour délivrer les nègres, seront conquis par eux, comme les Tartares l'ont été par les Chinois, ou il leur faudra supprimer le suffrage universel. S'ils ne prennent pas ce parti-là, ils seront obligés, ou de faire fonctionner d'une manière permanente les *Ku-Klux-Clans*, dans toute l'étendue des États-Unis, ce qui n'est guère pratique; ou de subir le joug des descendants de Cham, ce qui ne l'est guère davantage : car au bout de dix ans de ce régime, on en arriverait à un Soulouque quelconque [1].

Y a-t-il lieu d'espérer que les fils des anciens esclaves seront rendus de beaucoup supérieurs à la génération actuelle par l'ins-

[1] ..... Si la population de couleur s'emparait définitivement du pouvoir dans un ou plusieurs des États du Sud, et que les blancs découragés en vinssent, un jour, à se lasser de l'obligation, où ils se trouvent, de renverser la majorité du nombre par la force et l'intimidation, ce jour-là, je le prédis, les blancs seront obligés d'émigrer dans un autre État, où leur race soit en majorité...

... Y a-t-il quelqu'un qui croie que si l'intelligence directrice de l'homme blanc venait à manquer à l'habitant du Sud, d'origine africaine, ce dernier

truction qu'ils reçoivent? Ce qui s'est passé dans le monde entier n'est pas fait pour le faire croire. Il ne faut pas parler de quelques brillantes exceptions complètement sorties de leur milieu et qui, d'ailleurs, n'ont, pour la plupart, dans les veines que des traces infinitésimales de sang africain. Malgré les affirmations souvent intéressées des négrophiles de profession de l'école de M. Schœlcher, il est bien manifeste que la race noire est absolument inférieure à la blanche. Quand ils fréquentent les mêmes écoles, on remarque que jusqu'à quatorze ou quinze ans les jeunes nègres sont souvent égaux et quelquefois supérieurs à leurs condisciples blancs; mais ensuite, tout d'un coup, au moment de la puberté, leur intelligence semble s'atrophier. La faculté du raisonnement paraît surtout leur faire défaut. Quand un peuple s'est-il trouvé dans de meilleures conditions pour prospérer que les Haïtiens. Ils héritaient d'un pays d'une fertilité presque fabuleuse, complètement mis en culture et enrichi par le travail accumulé de nombreuses générations : l'agriculture, à la suite de longues et nombreuses expériences, en était arrivée à un état de perfectionnement tel, que Saint-Domingue avait presque le monopole du marché européen; le climat empêchait d'ailleurs la race blanche de leur faire concurrence; enfin, une guerre suffisamment longue et qui avait été, en définitive, victorieuse pour eux aurait dû leur donner la cohésion nécessaire aux nations et faire sortir du rang les personnalités dignes de la gouverner. Dans des conditions presque identiques, les colons anglais avaient trouvé Washington, et les insurgés espagnols, Bolivar. Si l'on veut remonter plus haut, on voit des Spartacus sortis des ergastules romaines. A quoi les Haïtiens ont-ils abouti? Ils n'ont produit que des bêtes fauves, comme Dessalines et Toussaint-Louverture; ou, plus tard, des grotesques comme Soulouque, dont le règne a marqué le point culminant de leur civilisation, et qui, personnellement, paraît avoir été le plus beau produit que cette civilisation ait pu tirer de la race nègre. A tout prendre, j'aime mieux Ketchwayo qu'il a fallu renvoyer chez les Zoulous, que seul il savait conduire; ou même, ce pauvre Coffee Calcallee, le roi des Ashantees. C'est vrai qu'il avait la passion des sacrifices humains; mais, au bout du compte, cela ne regardait que ses sujets, qui l'adoraient, et depuis que les Anglais ont été le tracasser à Coomassie, tout y va de mal en pis.

Aux États-Unis, ceux des noirs qui veulent travailler restent

serait capable de faire fonctionner à lui seul nos institutions?... Elles ne pourraient pas subsister dix ans...

(Discours de M. Jones, le célèbre député de la Nevada [républicain], au Congrès).

généralement dans le Sud, où le climat leur assure le monopole de l'agriculture. Quelques-uns cependant viennent dans le Nord et, sans y être bien chaleureusement accueillis, n'y sont plus, comme il y a vingt ans, l'objet d'une proscription sociale absolue. Ainsi, une loi spéciale leur garantit le droit d'être reçus dans tous les wagons, comme dans tous les hôtels. Mais il a fallu une loi pour cela, et ils n'usent de ce droit qu'avec une grande discrétion, ayant probablement appris par expérience qu'une autre manière de faire pourrait bien leur attirer des désagréments. Par le fait, je n'en ai pas encore rencontré. Sur un point, l'opinion publique est intraitable. Elle n'admet pas les mariages entre nègre et *blanche*. L'autre jour, pendant que nous étions à New-York, un Roméo, couleur de suie, mais fort riche, paraît-il, a épousé, à Long-Island, une Juliette blonde comme les blés. L'heureux couple, ayant paru dans un café, peu de jours après la cérémonie, les consommateurs les ont immédiatement pris et leur ont infligé un *ducking*, c'est-à-dire un bain dans une mare du voisinage, sous le fallacieux prétexte de blanchir l'heureux époux. Sur d'autres points, on a enduit les infortunés conjoints d'une couche de goudron, puis on les a lâchés dans les rues, après les avoir roulés dans un lit de plume éventré. Dans ce pays-ci, la liberté est illimitée; seulement, dans la pratique, elle est souvent sujette à quelques tempéraments.

En général, ceux qui sont dans le Nord trouvent à s'y employer à des professions domestiques qui ont peu d'attrait pour le véritable Américain. Ils ont donc eu l'heureuse chance de ne faire, nulle part, concurrence au travail blanc. S'il en avait été autrement, on peut être sûr qu'en étant affranchis, ils n'eussent fait que passer de fièvre en chaud mal. Car la question du travail comme celle de la protection et un des sujets sur lesquels les Américains ne badinent pas : en quoi ils ont bien raison, car elles sont absolument solidaires l'une de l'autre.

Il est une vérité économique bien connue : c'est que, en ce qui concerne l'ouvrier ordinaire, la concurrence amène toujours les salaires au niveau exact de ses besoins réduits à leur plus simple expression. Seulement, plus une civilisation est développée, et plus ce minimum de besoins est élevé. Ce qui était un bon confortable pour une famille de l'âge de pierre serait la misère pour un paysan de nos jours. Un ouvrier basque d'il y a cent ans marchait nu-pieds, comme tous ses voisins, sauf peut-être un ou deux notables du canton : il n'en était pas plus malheureux pour cela. Il y a cinquante ans, son fils ne pouvait déjà pas se passer de sabots : son petit-fils se considère comme le dernier des misérables, s'il n'a pas des souliers aux pieds. Dans une certaine mesure, tout

cela est parfaitement légitime. Cependant vous lui faites payer plus cher cette satisfaction quand vous frappez d'un droit d'importation les souliers ou les cuirs, pour permettre au fabricant de chaussures de lutter contre la concurrence des pays où les ouvriers, ayant moins de besoins, ne portant pas de souliers, par exemple, peuvent vivre plus économiquement et, par conséquent, se contentent de salaires moins élevés. Seulement, si vous protégez de la sorte l'industrie du patron, il est indispensable que vous protégiez également celle de l'ouvrier, c'est-à-dire son travail, en empêchant le patron de faire venir des ouvriers de ces pays où l'on ne porte pas de souliers : car, alors même que ceux-ci se mettraient à en porter, leurs femmes et leurs enfants, restés dans leur patrie et en ayant conservé les usages, leur coûteraient moins à entretenir que les familles des ouvriers français auxquels ils pourraient donc faire une concurrence désastreuse sur le marché du travail. L'état social auquel on arrive de la sorte est assurément artificiel et contraire à toutes les théories des économistes. Mais les chemins de fer et les bateaux à vapeur sont aussi des créations artificielles qui imposent des situations en conséquence; lâchés dans un pays civilisé, des économistes feraient autant de dégâts qu'un bœuf qui arrive dans une boutique de faïences, car, avec les facilités de transport qui existent, c'est seulement par des moyens artificiels que, d'une part, les patrons peuvent s'enrichir et, de l'autre, les ouvriers gagner des salaires qui leur permettent de vivre en prenant leur part légitime de l'extrême civilisation qu'ils contribuent à entretenir. Sans l'emploi de ces moyens, toutes les richesses se concentreront entre quelques mains, et la facilité donnée aux riches d'aller chercher le travail à l'étranger, là où il est le moins cher, forcera le reste de la nation à adopter le genre de vie des pays les plus pauvres.

Il est facile de s'en convaincre en prenant un exemple. Dans une locomotive, le travail représente plus des quatre cinquièmes du prix de revient. Il est clair que si les ouvriers français se font payer 5 francs la journée quand les allemands se contentent de 3, un métallurgiste français sera obligé de fermer son usine si les locomotives allemandes ne payent pas un gros droit d'entrée. L'outillage ne fait rien à l'affaire, ou du moins ne peut avoir qu'une influence tout à fait momentanée, puisque, si on invente en France un outillage spécial, les Allemands s'empresseront de l'imiter. Des droits protecteurs seuls peuvent rétablir l'équilibre.

Mais supposons ces droits établis. Le métallurgiste français gagnera encore bien plus d'argent, en remplaçant ses ouvriers à 5 francs par des Chinois qu'il ne payerait que 30 sols. Et encore, à ce prix-là, les Célestes feraient de grosses économies,

qu'ils s'empresseraient d'envoyer chez eux, car ils ne mangent qu'un peu de riz et de morue, boivent de l'eau chaude à peine colorée par quelques feuilles de thé, et l'idée de mettre des vêtements quand il fait chaud leur semble le comble du ridicule. Si l'on permet à cet industriel d'agir de la sorte, nos ouvriers ne pourront lutter avec cette nouvelle concurrence qu'en adoptant les mêmes usages. Faudra-t-il donc qu'eux et leurs familles prennent l'habitude de se promener presque tout nus pendant l'été?

Il ne faut pas croire que ce danger soit absolument chimérique. Je puis affirmer que l'affaire a déjà été sérieusement étudiée. Il y a quelques années, j'avais été chargé d'arranger une difficulté survenue entre le gouvernement local de la Cochinchine et plusieurs maisons américaines établies en Chine, auxquelles on avait donné une concession que le gouvernement métropolitain refusait de ratifier. J'avais tous les jours des entrevues avec les chefs de ces maisons venus en Europe pour discuter une transaction. Sur ces entrefaites éclata une grève dans l'un de nos centres manufacturiers les plus importants. Les Américains avaient à ce moment, à Macao, cinq ou six cargaisons de coolies chinois prêts à être envoyés en Californie, où on les demandait pour la construction d'un chemin de fer. L'un d'eux eut l'idée de les proposer aux manufacturiers français dans l'embarras. Les conditions d'engagement étaient exceptionnellement favorables, à cause d'une famine qui sévissait dans le sud de la Chine; les *compradores* garantissaient le travail de leurs hommes pendant dix ans pour un salaire de 1 fr. 50 par jour environ, autant qu'il m'en souvient. En quelques semaines trois mille coolies pouvaient être amenés à Marseille. Si l'affaire ne fut pas poussée, c'est que les Américains craignirent des troubles et crurent le gouvernement incapable de protéger la liberté du travail. Supposez une invasion de cinquante mille mineurs du Yu-Nan arrivant dans le bassin d'Anzin. Des ministres choisis parmi les économistes les plus convaincus sont au pouvoir : auront-ils le courage de se cantonner dans leurs principes et de voir jeter sur les grandes routes un million de Français? Et s'ils ont ce courage, ce que je ne crois pas, auront-ils le pouvoir d'empêcher ces Français d'assommer les Chinois? Suivant qu'il s'agit de religion et d'honneur ou d'économie politique, il faut se laisser guider par des mobiles différents. Dans le premier cas, on doit avoir pour devise : Fais ce que dois! et dans le second : Fais ce que tu peux!

J'espère que le lecteur me pardonnera cette digression. Elle était nécessaire, parce que, ayant parlé de la question des noirs, je voudrais aussi dire un mot de celle des Chinois qui, en ce

moment, passionne fort l'Amérique : et il m'a semblé d'autant plus utile d'exposer les raisons économiques qui menacent de provoquer dans ce pays une véritable crise, que, selon moi, les hommes d'État européens peuvent s'attendre, dans un avenir prochain, à voir des questions analogues se poser chez nous.

Jusqu'à présent, on a admis, aux États-Unis, qu'un homme aimant le travail, pour peu qu'il eût une intelligence ordinaire, qu'il fût économe et que sa santé ne vînt pas à lui manquer, devait arriver à l'aisance en vingt ans environ. On veut que la différence entre les dépenses obligatoires et son salaire soit suffisamment grande, pour qu'elle puisse, en s'accumulant, constituer le capital nécessaire. Or il est connu que partout la concurrence fait toujours baisser les salaires au niveau exact des besoins : pour en arriver au but qu'on se proposait, il a donc fallu fausser complètement les lois de l'offre et de la demande, et établir le marché du travail sur des bases absolument artificielles... L'équilibre ainsi obtenu est instable, car il est toujours menacé, d'un côté, par l'importation des produits étrangers; de l'autre, comme je l'ai dit plus haut, par l'immigration d'ouvriers originaires de pays où les besoins sont moindres.

Le premier de ces deux dangers a été supprimé par le régime et la protection à outrance, et cela d'autant plus facilement que les puissances européennes, imbues des idées libre-échangistes, n'ont, pour ainsi dire, pas résisté. Tandis que nos vins de Champagne, nos soieries de Lyon, sont frappés, à New-York, de droits presque prohibitifs, le gouvernement français, notamment, ne se contente pas de tolérer l'importation en France des produits américains : il la favorise en remboursant, sous forme de primes à la navigation, une partie du charbon dépensé par nos armateurs pour aller chercher les machines agricoles, par exemple, qui ne payent au Havre qu'un droit insignifiant.

Le second danger, celui qui provient, non de l'introduction des produits, mais de celle du travail, est bien plus difficile à conjurer, parce qu'il se présente sous des formes très variées, et la législation, en ces matières, exige une très grande prudence, car elle doit varier avec tous les cas particuliers. Ainsi les Américains n'ont pas craint de donner la liberté et tous les droits de citoyen à 6 000 000 d'affranchis ou de fils d'affranchis. C'est que les nègres ne les inquiètent pas; ils sont, en effet, cantonnés, pour l'immense majorité, dans des pays où le travail de la terre, comme nous l'avons déjà dit, serait mortel pour les blancs. Ils s'y adonnent à des cultures, riz, sucre, coton, qui ne peuvent exister ailleurs. De plus, il s'y est créé une foule d'usines, notamment

des filatures auxquelles ils fournissent la matière première, qui procurent aux blancs ruinés par la guerre un travail rémunérateur auquel les noirs sont absolument impropres. L'expérience l'a prouvé. Les deux races vivent donc l'une auprès de l'autre, restant chacune dans sa spécialité et ne se faisant nullement concurrence.

L'émigration européenne amène, chaque année, aux États-Unis de 5 à 700 000 personnes[1]. En défalquant les femmes, enfants et les autres non-valeurs, au point de vue spécial où nous nous plaçons, il reste environ cent mille travailleurs qui viennent recruter l'armée des dix-neuf millions d'ouvriers, presque tous Irlandais ou Allemands, dont le dernier recensement a accusé l'existence. Il est bien certain que cet arrivage incessant a, sur le marché du travail, une influence dépréciatrice, qui se fait surtout sentir à New-York. Mais cette influence est beaucoup moindre qu'on ne pourrait le croire. L'immense majorité de ces hommes appartient aussi à la nationalité irlandaise ou allemande. Ils ont les mêmes instincts, les mêmes besoins que ceux qui les ont précédés : en très peu de temps, ils ont pris les mêmes habitudes, ils se sont complètement américanisés. Ils ont renoncé à tout esprit de retour. Leur travail ne fait donc qu'ajouter aux forces vives de leur nouvelle patrie. Aussi sont-ils les bienvenus.

Tous les éléments de cette immigration européenne ne sont cependant pas aussi bien accueillis. L'Italie paye très cher la gloire d'être devenue une puissance de premier ordre. Dans certaines de ses provinces, les classes inférieures de la population sont réduites à un tel état de misère, que l'émigration a pris, parmi elles, un grand développement. La plupart de ces hommes se dirigent vers la Plata, mais il en vient, cependant aussi, un certain nombre aux États-Unis. Rien qu'à New-York, il y en a une dizaine de mille, au moins. Leur sobriété extraordinaire, leurs habitudes parcimonieuses, en feraient déjà des concurrents redoutables. Si, du moins, ils s'établissaient sans esprit de retour, il n'y aurait encore que demi-mal ; mais c'est à quoi ils ne songent presque jamais. Toutes leurs économies sont envoyées au pays. De plus, la facilité des communications leur a fait prendre, depuis peu de temps, une habitude qui exaspère les Yankees. A cause de la rigueur de la température, une partie de l'hiver est un temps de morte-saison pour beaucoup de travaux. Les ouvriers terrassiers notamment trouvent difficilement du travail et mangent une partie des économies. Leurs salaires

[1] Voici les chiffres exacts pour les trois années dernières :

1881.	669 431
1882.	788 992
1883.	603 322

avaient toujours été établis en conséquence. Les Italiens se sont avisés qu'il serait avantageux, pour éviter ce chômage forcé, d'aller passer chez eux l'hiver. Leur gouvernement, de son côté, a très habilement favorisé cette tendance, en établissant une ligne de vapeurs subventionnés, qui transportaient ces hommes à des tarifs dérisoires [1]. Aussi les Irlandais et les Allemands commencent-ils à montrer les dents; des rixes ont déjà eu lieu; des ateliers ont été menacés d'interdiction, si on continuait à y admettre les Italiens; plusieurs ont été à moitié assommés, un, même, tout à fait noyé dans l'Hudson, pour avoir voulu travailler comme déchargeur de navires : les Irlandais ayant la prétention d'avoir le monopole de ces emplois. On peut être sûr qu'aux prochaines élections beaucoup de politiciens se feront une plate-forme de ces questions [2]. Et, pour nous autres Français, il sera intéressant de nous tenir au courant de ce qui se dira à ce moment-là, car, dans nos réunions populaires, il est déjà souvent question des Piémontais et des Lucquois qui, à certaines saisons de l'année, encombrent nos ateliers de chemins de fer; et c'est ce qui nous faisait dire, tout à l'heure, que nos hommes d'État pourraient bien avoir prochainement, eux aussi, à s'occuper de ces matières.

Ces principes sont formulés depuis longtemps, mais il était assez difficile de les expliquer sans se heurter à des difficultés internationales. C'est sur le dos des malheureux Chinois qu'on a voulu en faire l'essai. Il faut convenir, du reste, que l'occasion était bien tentante. D'une part, ils offraient aux professeurs de la doctrine des exemples frappants; de l'autre, ils fournissaient une « matière vile » sur laquelle c'était tout plaisir de faire des expériences, car on était bien sûr que le fils du Ciel ne se dérangerait jamais pour protéger ses malheureux sujets.

[1] Janvier 1885. — Voici un entre-filet du *Times*, qui montre combien la situation a dû s'aggraver depuis que ces lignes sont écrites : « La lutte entre les Compagnies de navigation transatlantique qui font le service de l'émigration entre les ports européens et américains a déterminé une baisse de prix inconnue jusqu'ici. Quelques Compagnies ne demandent plus aux émigrants que 8 dollars (40 francs) de Liverpool à New-York, et 10 dollars d'Anvers à la même ville. En tenant compte de la réduction que le chemin de fer de Pensylvanie accorde sur le prix de transport de New-York à Chicago, les émigrants d'Europe peuvent aller aujourd'hui de Liverpool à Chicago pour 9 dollars, et de Liverpool à San-Francisco pour 16 dollars. »

[2] Cela n'a pas manqué. M. Blaine était, paraît-il, intéressé à des affaires de chemins de fer pour la construction desquels on avait employé des terrassiers italiens. J'ai sous les yeux, au moment où j'écris ces lignes, un placard illustré, publié par les démocrates, où on a représenté des ouvriers américains mourant de faim, pendant que Blaine distribue des monceaux d'or à des gens habillés en brigands napolitains.

L'histoire de l'émigration chinoise en Amérique est, du reste, assez curieuse. Aux beaux jours de la fièvre d'or, dans les premiers temps de la Californie, quand il y avait dans le port de San-Francisco une centaine de navires abandonnés par leurs équipages qui avaient couru aux mines, on vit arriver aux placers quelques Chinois; mais personne ne s'inquiéta d'eux. C'étaient des gagne-petit dans toute la force du terme. Ils lavaient les sables aurifères dont personne ne voulait. Si, par hasard, la chance les favorisant, ils tombaient sur une veine un peu riche, on s'empressait de les en déposséder sous un prétexte ou sous un autre : le plus souvent, sans aucun prétexte. Jack Chinaman, toujours patient, ne se lassait jamais de ce métier de chien d'arrêt; il courbait l'échine, ramassait ses outils et allait tenter fortune un peu plus loin. D'ailleurs, ils étaient très peu nombreux.

Plus tard, après la guerre, on crut que les noirs récemment affranchis ne retourneraient jamais sur les plantations. Quelques spéculateurs eurent l'idée d'amener dans les États du Sud des coolies chinois. La chose réussit assez mal. Le climat ne leur convenait pas. D'ailleurs les Chinois, du moins ceux parmi lesquels se recrutent les coolies, sont de très médiocres ouvriers agricoles. Ils n'aiment pas les salaires fixes. Ce qui leur convient, ce sont les grands travaux de terrassement ou d'usine, donnant lieu à des marchandages : mais, surtout, les petits métiers dans lesquels un capital infinitésimal passe et repasse cent fois entre les mains du marchand, en lui laissant, à chaque opération, un bénéfice.

Très peu restèrent dans les États du Sud. En revanche, leur nombre augmentait toujours en Californie. A ce moment, on y était dans tout le feu de la construction des chemins de fer. On les poussait aussi rapidement que possible dans l'Est pour ouvrir le pays à l'émigration. Les bras manquaient. On était enchanté de voir arriver toutes ces cargaisons de faces jaunes. C'était l'époque où un journaliste, en vaine de joyeusetés, imprimait ce mot qui eut un succès fou : « Qui donc ose dire que la Californie n'a pas d'industrie? Nous importons le Chinois à l'état brut, nous l'exportons manufacturé! » *We import the raw material! we export the manufactured article!* Pour décider un Chinois à émigrer, il faut toujours lui garantir qu'en cas de mort, son cadavre sera embaumé et rapporté en Chine, pour y être enterré près des siens. C'est à cette coutume, assurément fort respectable, qu'il était fait allusion. La plaisanterie était certainement de mauvais goût; mais elle n'indiquait aucune hostilité contre ceux qu'elle visait. En effet, bien loin de se plaindre des Chinois, on trouvait alors qu'il n'en venait pas assez. Ce fut à ce point, qu'en 1868 un envoyé spécial,

M. Anson Burlingham, fut accrédité auprès du gouvernement de Pékin, pour obtenir l'abrogation de certaines lois qui gênaient l'émigration. On signa un traité à la suite duquel, en très peu de temps, cent mille Chinois accouraient et se répandaient comme un torrent sur tout le versant du Pacifique.

Malheureusement leur arrivée coïncidait justement avec le ralentissement des travaux. Les principales lignes de chemins de fer étaient terminées et amenaient une émigration blanche considérable. On ne tarda pas à découvrir aux malheureux Célestes autant de défauts qu'on leur reconnaissait autrefois de qualités. Les journaux ne s'occupaient plus que d'eux et publiaient tous les jours, sur leur compte, des articles qui étaient de véritables réquisitoires les signalant à la haine du public. Les gens qui avaient des prétentions artistiques leur reprochaient leur teint jaune et leur nez épaté; on les accusait d'apporter la lèpre, d'avoir des mœurs inavouables, de n'amener avec eux qu'un très petit nombre de femmes dont l'état social différait peu de l'esclavage et en avait les pires inconvénients; enfin on parlait avec horreur de leur régime alimentaire, et en cela, je trouve que les Américains portaient la question sur un terrain singulièrement dangereux. J'ai goûté des deux cuisines et puis en parler avec une certaine autorité : je déclare d'abord qu'elles ont une certaine analogie, ce qui fournira peut-être un bel argument aux savants qui affirment que l'Amérique a été primitivement peuplée par une colonie asiatique; ensuite, que si l'une est supérieure à l'autre, c'est assurément celle des fils de Confucius. Un potage aux nids d'hirondelles, bien lié, est une chose délectable : tandis que la soupe aux huîtres est l'abomination des abominations et n'a jamais pu être inventée que par des naufragés mourant de faim, débarquant sur une plage aussi déserte qu'inhospitalière.

De tous ces griefs, le seul sérieux, c'était la concurrence terrible faite à la classe ouvrière qui était en train de se former sur la côte du Pacifique. Tous les jours les Chinois envahissaient une nouvelle industrie, et dès qu'ils avaient pénétré dans un atelier, ils en chassaient les blancs. La Californie avait de grandes fabriques de cigares et de chaussures. En moins de quatre ans, après le traité Burlingham, il n'y restait plus que quelques employés blancs. Tous les ouvriers étaient Chinois. Les emplois domestiques, tout le blanchissage, toute l'industrie de la laiterie, étaient passés entre leurs mains. La cueillette des fruits en général, leur préparation en conserves (*canning*) et la vendange en particulier fournissaient des salaires rémunérateurs à de nombreux émigrants pauvres qui se formaient de la sorte un petit capital. Les Chinois l'accaparèrent absolument.

L'immigration blanche subit un brusque temps d'arrêt. Quelques travailleurs quittèrent même le pays. Tous les autres voyaient leurs salaires diminuer d'une manière lente, mais régulière. On ne peut reprocher à la population d'avoir manqué d'initiative. Partout les ouvriers, chassés des ateliers, s'ingéniaient pour créer de nouvelles industries. De tous côtés, de nouvelles terres étaient mises en culture, de nouvelles mines s'ouvraient sur tous les points. Partout il arriva que les Chinois, laissant aux blancs l'honneur et les dangers des commencements, accouraient en foule, dès que la période des profits apparaissait à l'horizon, et leur concurrence faisait immédiatement tomber les salaires, non pas au niveau des besoins d'un ouvrier blanc obligé d'entretenir une famille, mais à celui des dépenses d'un Chinois sans femme ni enfants, vivant à dix dans une chambre de 5 mètres carrés. De 1870 à 1880, il débarqua, par mois, à San-Francisco, une moyenne de quinze cents Célestes. En Chine, le tarif des salaires mensuels d'un ouvrier est de 15 à 20 francs. Il est certain que le courant d'émigration, favorisé par la facilité toujours croissante des communications, devait finir par prendre un développement prodigieux et qu'on pouvait prévoir l'époque où la moyenne de leurs salaires, de ce côté du Pacifique, ne dépasserait certainement pas 40 ou 50 francs par mois. Or, à ce prix-là, un blanc ne peut pas vivre dans ce pays.

Il est certain que cette invasion de travailleurs à bon marché, intelligents, dociles, ne se mettant jamais en grève, devait donner et donna une impulsion extraordinaire à la production, sauf à diminuer ensuite la consommation. Mais en même temps ce nouvel état de choses modifiait d'une manière très remarquable l'état social du pays. Les salaires réduits à un point où l'épargne n'est plus possible ôtaient à ceux qui n'avaient pas de capitaux toute possibilité de s'en créer. En même temps qu'une foule de familles et d'individus étaient réduits à l'indigence, la fortune publique accusait une tendance bien marquée à se concentrer de plus en plus en quelques mains, toujours de moins en moins nombreuses. Car, les propriétaires ne se recrutant plus constamment, comme autrefois, dans la classe des travailleurs, dès que l'un d'eux succombait soit par sa faute, soit pour toute autre cause, ses biens ne trouvaient plus d'acheteurs que parmi les autres qui, restés seuls possesseurs de la terre comme de tout l'outillage au moyen duquel le travail se transforme en richesses, ayant de plus à leur disposition une quantité illimitée de ce travail, au plus bas prix, voyaient, par la force même des choses, leur fortune s'accroître constamment.

Les griefs des ouvriers blancs avaient donc un réel fondement. Il se trouva naturellement, comme toujours, des politiciens qui les

exploitaient pour se faire une situation. Le plus célèbre fut un certain Dennis Kearney, qui, à force de violence, se fit une popularité incroyable. Des émeutes éclatèrent. Sur beaucoup de points, des coolies chinois furent assommés; même dans les rues de San-Francisco, on leur faisait subir les plus abominables traitements, sans que la police prît jamais leur défense. Quelques bonnes âmes s'émurent : des philanthropes formèrent une société pour la protection des Chinois, comme il en existe ailleurs pour la protection des animaux, mais elle n'eut pas une bien longue existence. Les Célestes ne paraissaient pas d'ailleurs s'intéresser beaucoup à son fonctionnement. Sur 6000 dollars environ qui furent souscrits, ils n'en donnèrent pas 600. Cependant beaucoup étaient devenus fort riches. Le Céleste Empire est la plus vieille démocratie qui existe, et les bons Chinois savent, par une longue expérience, que, dans un gouvernement de ce genre, la légalité est absolument impuissante à protéger les minorités, mais que, avec de la patience et des pots-de-vin judicieusement offerts aux fonctionnaires, on parvient souvent à se tirer d'affaire. Ils usèrent largement de ce moyen.

Naturellement les députés de la Californie prirent en main la cause de leurs électeurs, et cela avec d'autant plus d'ardeur que les Chinois, s'étant toujours obstinément refusés à adopter la nationalité américaine, n'avaient pas le droit de voter. Les mandarins américains leur rappelaient trop ceux qu'ils avaient eu le bonheur de laisser de l'autre côté du Pacifique, pour qu'ils éprouvassent le besoin de se faire leurs compatriotes : *Chinese mandalin, melican mandalin! All same pidgin! Number one filous*[1], disait philosophiquement mon ami l'illustre Pipi-Afa, déjà nommé, qui avait beaucoup pratiqué les deux. On trouva moyen de faire voter par les deux Chambres une loi interdisant absolument l'immigration chinoise. Mais quand elle fut présentée à la signature du président Hayes, celui-ci, usant de son droit de veto, refusa absolument de la promulguer, en se basant sur ce fait, que ses dispositions étaient absolument contraires aux clauses du traité passé par le gouvernement fédéral avec la cour de Pékin.

Il est certain que la situation était au moins bizarre. En 1868, M. Anson Burlingham avait arraché au gouvernement chinois l'abrogation des règlements qui gênaient l'émigration des coolies : six ans après, on voulait édicter des lois pour empêcher d'aborder en Amérique les mêmes hommes qu'on avait tant cherché à y attirer. Au point de vue international, la question offrait encore

[1] Les mandarins chinois! les mandarins américains! tout cela se vaut! tous des filous!

d'autres difficultés. Hong-Kong, Macao, Singapoor et Manille contiennent plusieurs centaines de mille Chinois, sujets de puissances européennes. Comment distinguer entre un Chinois natif de Hong-Kong et un autre Chinois natif de Canton? Et si on exclut les deux, que répondre aux réclamations de l'Angleterre, qui ne peut pas admettre qu'on fasse une différence entre les sujets asiatiques et ses sujets irlandais.

La décision du président, quelque sage qu'elle fût, avait cependant produit sur tout le littoral du Pacifique une émotion telle, qu'il fallut bien sacrifier les principes. Un monsieur James Angel fut renvoyé à Pékin, pour expliquer la situation aux diplomates chinois; on voulait obtenir l'autorisation de faire une distinction entre les marchands ou les étudiants et les coolies de la même nation. Les premiers continueraient à être accueillis, comme par le passé, avec tous les égards que procure, en tout pays, une bourse bien garnie d'argent. Les seconds, venant au contraire en chercher, seraient ignominieusement repoussés. Le Tsung-ly-Yamen signa tout ce qu'on voulut. Les mandarins à bouton de perle qui en font partie se sont toujours montrés parfaitement indifférents au sort des sujets du royaume des Fleurs qui le quittent pour aller chercher fortune ailleurs.

Une fois qu'on fut en règle avec le gouvernement chinois, on s'empressa de faire voter par les Chambres une nouvelle loi que, cette fois, le président promulgua sans difficultés. Elle fonctionne depuis le 4 août 1882. Il est absolument interdit à tout coolie chinois de débarquer ou de tenter de débarquer sur un point quelconque de l'Union. Toute infraction à cette loi le rend passible d'un emprisonnement qui ne peut dépasser un an. Le capitaine du navire qui l'aurait amené est condamné à une amende de 500 dollars.

Il n'est pas douteux que cette loi, qui a été votée pour vingt ans, n'amène, dans un avenir assez court, la disparition presque complète de l'élément asiatique. Le recensement de 1880 a constaté, aux États-Unis, la présence de 105 613 Chinois, et leur nombre s'accroissait rapidement. Or, depuis le 4 août 1882 jusqu'au 15 janvier 1883, 17 000 ont quitté San-Francisco pour retourner chez eux, et 3400 seulement y ont débarqué, cela fait déjà une diminution de 13 000.

Contrairement à mes habitudes, je me suis très longuement étendu sur cette question : j'en demande encore bien pardon au lecteur. Mais il m'a semblé que la loi du 4 août 1882 signale dans la politique américaine une évolution bien intéressante. Il y a quelques années, des émeutes d'ouvriers grévistes ont déjà fait couler le sang dans les rues des villes de l'Est. Tout cela prouve

que la question sociale est posée ici comme ailleurs, et que les panacées infaillibles, recommandées avec tant d'assurance par les docteurs, liberté, instruction publique et démocratie, ont été absolument impuissantes à arrêter les progrès du mal. Autrefois l'industrie de chaque pays était, quoi qu'on fît, protégée par le plus puissant des droits protecteurs : la distance. Les relations créées par les lois de l'offre et de la demande ne s'exerçaient, dans l'immense majorité des cas, que dans un cadre très restreint. C'est sur cet état de choses qu'ont raisonné tous les économistes.

Or ce facteur a disparu aujourd'hui qu'une tonne de marchandises coûte moins à transporter du Havre à New-York que de Paris à Marseille, et qu'un ouvrier peut aller de Liverpool à Chicago plus facilement que de Caen à Lyon. Cette situation nouvelle a faussé toute la science économique, et les faits sont là pour le prouver.

« Laissez entrer librement toutes les marchandises étrangères ! » disaient les doctrinaires. L'Angleterre et la France les ont crus : elles marchent à la ruine. L'Amérique a fait le contraire : elle s'enrichit.

Quand vous avez obtenu pour 5 francs d'un étranger ce qui, produit par un travailleur indigène, vous en eût coûté 7, la richesse nationale s'est accrue de 2 francs. Ceci, les Américains l'ont cru longtemps. Mais un beau jour ils se sont aperçus que si, sur 5 francs, cet étranger n'en dépense que 2 dans le pays, et en envoie 3 chez lui, la richesse nationale, au lieu d'être augmentée de 2 francs, est, en réalité, diminuée de 20 sols.

Le jour où ils ont fait cette découverte, les bons Yankees, sans se soucier des principes, ont prié John Chinaman de retourner dans le royaume des Fleurs. D'ici peu, ils s'occuperont des Italiens. Ceux-là, on ne les expulsera pas, mais je parierais bien que, à moins de se faire naturaliser, ils auront bientôt à payer, d'un droit de séjour assez élevé, l'hospitalité qu'on se montrait jusqu'à présent si heureux de leur offrir gratis.

Il est bien curieux seulement que ce soient les Américains qui, les premiers, se trouvent obligés de mettre en pratique ces théories, si complètement en opposition avec tous les principes qui ont été jusqu'à présent la raison d'être de l'Amérique. En changeant aussi brusquement de manière de faire, ont-ils raison ? Je n'hésite pas à dire que oui. Cependant je ne suis pas suspect de manquer de sympathie pour les Chinois ; j'ai même pour eux une sincère admiration : toutes les fois que j'ai eu affaire à eux, j'ai été « mis dedans ». J'emploie ce mot, faute d'en trouver un plus académique qui rende aussi bien ma pensée. Il fallait donc, ou m'avouer à moi-même que je n'étais qu'un parfait imbécile, ou leur recon-

naître des qualités supérieures. Mon amour-propre aidant, j'ai préféré m'en tenir à ce dernier parti.

Il me souvient encore de mes premiers rapports avec ces bons Célestes; j'étais tout jeune enseigne. Nous avions mouillé dans la journée, en rade de Hong-Kong. Nous finissions de dîner, quand un timonier dégringola dans le carré, en criant qu'un incendie considérable éclatait à terre. C'était justement moi qui commandais les divisions d'incendie. En un clin d'œil les embarcations furent mises à la mer, les pompes embarquées, et cinq minutes après j'accostais au quai. Un détachement du 73e de la Reine arrivait au pas de course de la caserne, presque en même temps que moi. Quinze ou vingt maisons flambaient déjà au bas de la rue Taé-Ping-Shan, en plein quartier asiatique. C'étaient des boutiques et des maisons suspectes. Il y avait bien déjà sur les lieux vingt ou trente mille Chinois, qui avaient débordé la police et commençaient à piller leurs compatriotes. Aucun ne songeait à prêter le moindre secours. J'allai me mettre aux ordres du major anglais qui commandait le détachement d'habits rouges. A force de coups et de bourrades, nous entrâmes comme un coin dans cette masse grouillante qui fut bientôt refoulée.

— Oh! me dit l'officier anglais, il n'y a rien à faire qu'à empêcher le feu de gagner les maisons de l'autre côté de la rue. Arrosez-les ferme, avec votre pompe. C'est toujours la même chose. Tout le pâté brûlera. Mettez-vous de ce côté et j'irai de l'autre.

Les premières maisons atteintes croulaient déjà. A mesure que le feu gagnait de porte en porte, on voyait sortir des files de femmes, fardées, des fleurs dans les cheveux, portant des petits paquets à la main, et trébuchant sur leurs pieds comprimés. Elles s'enfonçaient dans la foule au milieu des rires et des plaisanteries. Jamais je n'avais vu d'incendie si gai.

Tout d'un coup un gros Chinois, tout vêtu de soie, accourut vers moi. Il pleurait à chaudes larmes et se tordait les mains en signe de désespoir. Il se jeta à mes pieds et embrassa le pan de ma jaquette :

— Capitaine, cria-t-il en anglais, d'une voix étranglée par l'émotion, venez, je vous en conjure! Mon père vient d'être surpris par un éboulement de notre maison! Il vit encore! Je l'entends qui appelle au secours! Venez, je vous en supplie.

Je me précipitai vers la maison qu'il nous montrait. Le maître charpentier avec ses hommes nous faisait un passage à coups de hache, à travers les poutres enflammées; un quartier-maître calfat, la lance de la pompe à la main, noyait d'eau les décombres. Plusieurs matelots se brûlèrent les mains; d'autres eurent les cheveux roussis. Mais personne ne songeait à son mal, tant le désespoir de

ce bon fils nous touchait. Lui, cependant, ne faisait rien. Il se tenait même un peu loin du feu, et s'abritait la figure avec son éventail. Mais il nous encourageait à continuer, dirigeait nos recherches et criait toujours d'une voix lamentable :

— Ne cessez pas ! Allez toujours ! je suis sûr que nous le sauverons !

A la fin, les débris de toiture avaient été rejetés de côté : la maison apparut. Elle n'avait pas trop souffert. On distinguait une porte béante, encore pleine de fumée. Le gros Chinois s'y précipita; il était suivi de deux coolies, porteurs de bambous. Tous trois disparurent dans une sorte de cabinet noir. Au bout d'un instant ils en ressortaient. Les deux coolies portaient un énorme coffre-fort. Le gros Chinois trottinait derrière eux, d'un air tout guilleret.

— Ce n'est plus la peine de chercher, capitaine, me dit-il au moment de s'enfoncer dans la foule; mon pauvre père doit être mort ! Je ne l'entends plus !

J'eus à peine le temps d'envoyer un coup de pied magistral dans le fond de son large pantalon de soie bleue. Mais le quartier-maître calfat eut la chance de pouvoir lui lancer en pleine figure le jet de la pompe, ce qui nous consola un peu.

N'en déplaise à M. le colonel Tcheng-Ki-Tong, et à tous les illustres Célestes qui font si grand bruit chez nous depuis quelque temps, tous ceux qui ont vécu en Chine, avec les Chinois, n'ont qu'à rechercher dans leurs souvenirs pour y trouver par douzaines des traits analogues. Il ne faut donc pas qu'ils s'étonnent outre mesure si les déboires de leurs compatriotes n'excitent pas une bien vive sympathie.

Ce soir, quand nous avons voulu mener notre invité dans la salle à manger, nous avons été reçus à la porte par un personnage qui exerce les fonctions de notre ami du *Fifth Avenue*. Seulement celui-ci est un mulâtre, jaune comme un citron. Il nous a introduits dans une immense pièce, où des centaines de consommateurs dévorent à la hâte leur réfection. Je ne dis pas dîner, parce que, dans ce pays, je ne me reconnais jamais dans les repas. Il y a deux salles à manger. La première s'ouvre de six heures du matin à neuf heures. On vous sert des viandes froides, des œufs, du café, et cela s'appelle le déjeuner. De neuf heures à deux heures, on peut se faire servir un grand dîner dans une autre salle. De deux à cinq, on revient dans la première, pour le *luncheon*. De cinq heures à minuit et demi, c'est le tour du souper. A tous ces repas les menus sont aussi copieux que ceux du *Fifth Avenue*. Maintenant que l'expérience nous est venue, nous nous tirons d'affaire très bien. Quand nous nous asseyons, on nous sert

d'abord les fraises et la crème, sans lesquels on ne peut pas commencer un repas. Nous avons renoncé à réclamer, c'est inutile. Nous demandons alors de la soupe et un relevé. Le garçon les apporte, croyant que c'est tout ce que nous voulons : puis il disparaît. Quand nous avons fini, nous poussons quelques rugissements; alors le fonctionnaire mulâtre s'approche pour savoir ce qui nous arrive. Nous réclamons un second garçon, auquel nous commandons le rôti et les légumes. On nous les apporte sans défiance : une opération analogue nous procure le dessert et le café : et nous avons tout mangé à peu près chaud : mais le fonctionnaire ne nous cache pas que notre conduite est bien peu correcte, et nos voisins, qui, eux, picorent leur nourriture, selon les rites, dans vingt-cinq petits plats froids, ne dissimulent pas leur indignation. Du reste, de notre côté, nous manifestons hautement la nôtre. Neuf personnes sur dix mangent le fameux *bacon* frit (lard), qui est le plat national des Américains de l'Ouest. Je me rappelle avoir vu brûler une porcherie contenant huit ou dix cochons qu'on n'eut pas le temps de faire sortir. L'odeur qui venait des décombres est absolument celle qui remplit la salle.

Les Américains que l'on voit à New-York sont tous plus ou moins européanisés. Il faut venir ici pour voir le véritable yankee. On rencontre à chaque pas de grands bonshommes maigres, au teint jaune, les yeux brillants, les cheveux longs et gras, les joues creuses ou gonflées d'une chique, rasés soigneusement, sauf une longue barbiche, le geste fiévreux et saccadé : quelle que soit leur position de fortune, leur tenue est toujours plus que négligée. Je ne veux pas dire qu'ils soient sales : mais leurs cravates sont tordues autour de leurs cols; leurs jaquettes et leurs pantalons n'ont jamais l'air d'avoir été faits pour eux; les chaussures dans lesquelles s'enfouissent leurs énormes pieds sont lamentables. Quelques-uns portent les grandes bottes et la chemise de flanelle des *cow-boys*. Ce qui frappe tout d'abord, c'est l'aspect misérable et surchauffé tout à la fois de tous ces gens. Les romanciers américains, quand ils parlent des hommes de l'Ouest, emploient toujours une foule d'adjectifs tels que *burly*, *stalwart*, *brawny*, qui vous donnent l'impression d'une collection de géants déracinant les chênes pour s'en faire des cannes. On est tout étonné de voir des gens grands, c'est vrai, mais qui ont l'air de sortir d'un hôpital de fiévreux. Cependant le climat est admirable, l'aisance, et même la richesse, générales : c'est leur régime qui les réduit tous à cet état.

Nous nous sommes liés avec le *clerk* de l'hôtel. C'est un Canadien qui, paraît-il, est célèbre par ses bons mots. Un journal raconte que, ces jours derniers, il s'était pris de dispute avec un habitant

de Saint-Louis, qui exigeait une chambre au dernier étage pour payer moins cher. A la fin, impatienté, il lui remit solennellement une clef, en s'écriant : « Fils de Saint-Louis, montez au ciel! » Ayant reconnu en nous des « gentilshommes français, de France », il nous comble de faveurs. Nous lui demandons conseil sur l'emploi de notre soirée et sur son avis, nous nous décidons à aller à l'Exposition internationale des chemins de fer qu'on vient d'inaugurer. Il y a là ce soir un grand concert, où nous verrons tous les *dudes* et toutes les *belles* (élégants et élégantes) de Chicago.

Le palais de l'Exposition est un immense bâtiment, brillamment éclairé à la lumière électrique, qui s'élève sur les bords du Michigan, ou du moins qui n'en est séparé que par la ligne du *Baltimore and Ohio Railroad*, le *B* & *O*, pour employer l'abréviation usitée. Quand nous arrivons, il y a déjà une foule énorme. Nous parcourons la nef, admirant le matériel qu'ont envoyé les compagnies rivales, de tous les coins des États-Unis. Il est véritablement magnifique, le nôtre n'aurait qu'à perdre à la comparaison. Ensuite nous arrivons au hall consacré au buffet. Nous nous y arrêtons, car le spectacle est bien curieux. Toutes les nationalités qui se sont donné rendez-vous pour peupler Chicago, et qui n'ont pas encore eu le temps de se fondre ensemble, y sont représentées. On entend tellement de langues différentes qu'on se croirait dans une buvette de la tour de Babel. Les yankees sont groupés debout autour du bar. Ils causent ensemble de leurs voix nazillardes, tout en avalant des whisky à pleins verres : des marins et des *ranchmen* canadiens, assis avec des femmes en toilettes claires, boivent lentement de grandes *bolées* de cidre. A entendre leur parler traînant et leurs mots de patois bas normand, on se croirait dans une auberge du Perche, un jour de marché : un peu plus loin, il y a une rangée de petits cabinets ouverts comme des alcôves. Ils sont presque tous occupés par de grands et gros hommes, solidement bâtis, l'œil bleu, la peau blanche, la barbe blonde ruisselant sur une cravate rose ou bleu clair, fumant de longues pipes de porcelaine et assis à côté de femmes en toilettes blanches, avec des chapeaux extravagants, qui boivent à la même chope et mordent dans la même saucisse en les regardant d'un air tendre et languissant. Amour et charcuterie! C'est le coin des fiancés allemands.

Par-ci par-là nous voyons aussi quelques trop rares échantillons féminins de la race américaine qu'a produits le mélange de toutes les autres. Ce sont, pour la plupart, de belles filles au regard assuré, qui se promènent en flirtant avec de grands jeunes gens de bonne mine, vêtus avec une élégance suprême. Ce sont les *dudes* et les *belles* qu'on nous a promis. Plusieurs de ces jeunes per-

sonnes sont remarquablement jolies. Elles auraient bien besoin, par exemple, de faire un tour en Europe pour y apprendre à s'habiller. L'art délicat du juponnage semble notamment leur être tout à fait étranger. Presque toutes ont des robes blanches à transparents de mousseline et d'immenses chapeaux plats qui ne sont pas d'un très heureux effet. C'est bien dommage; car ces jeunes femmes, grandes et minces, auxquelles leur teint pâli donne une apparence un peu frêle, constituent un type spécial et très séduisant de la beauté féminine. Leur charme un peu étrange, tient je crois, beaucoup à leur singulière structure. On ne trouverait point chez elles les formes robustes et puissantes que les sculpteurs grecs aimaient à reproduire. Avec leurs hanches étroites et leurs lignes allongées, elles se rapprochent plutôt du type un peu androgyne qu'affectionnait M. Pradier. On peut s'en rendre compte chez nous dans les salons parisiens; on y rencontre maintenant une foule de superbes Américaines. Plusieurs ont le type grec; mais bien plutôt celui d'un bel éphèbe athénien que celui de la Vénus de Milo.

Nous en étions là de nos réflexions, quand un effroyable tapage a éclaté, et nous avons vu déboucher d'une galerie un corps de musique militaire, composé d'artistes recouverts d'uniformes tout flamboyants d'or, qui jouaient une marche triomphale. Derrière eux venait une longue file d'hommes vêtus de noir, marchant deux par deux, avec une gravité admirable. Nous nous sommes empressés de nous joindre à eux pour voir ce qui allait se passer. Après bien des détours dans toutes les parties de l'Exposition, ils nous ont menés dans une salle éloignée où se trouvait garé un train tout orné de fleurs et composé de trois locomotives d'apparence bizarre, munies de leurs tenders. Les messieurs qui paraissaient être les pontifes de cette étrange cérémonie sont montés sur la plate-forme de l'une d'elles et nous ont appris que ces locomotives, prêtées par le gouvernement anglais, étaient les premières qui eussent été construites. Alors commença une série de *speechs* en l'honneur de Stephenson, leur inventeur. Les commissaires anglais célébraient sa gloire; les commissaires américains leur répondaient en remerciant le gouvernement de Sa Majesté Britannique qui avait bien voulu se dessaisir, à leur profit, pour quelques semaines, de ces précieuses reliques. Et puis, à chaque instant, derrière la cloison de planches qui seule nous séparait de la voie du *B* & *O*, on entendait les grands trains de blé qui passaient en sonnant furieusement leurs cloches. Alors les orateurs s'arrêtaient et ne reparlaient que lorsque le tapage avait cessé.

Nous étions frappés du contraste qu'offraient ces hommes. Les Américains, comme les Anglais, habitués à parler constamment en

public, s'exprimaient avec une grande facilité : mais quelle différence dans le procédé ! Les premiers gesticulaient fiévreusement sur l'étroite plate-forme; leur style emphatique était plein de lieux-communs, de métaphores auxquelles cent ans de bons et loyaux services devraient bien assurer une retraite trop méritée. A chaque instant, il était question du drapeau étoilé, *Star spangled banner*, de l'aigle américain aux ailes déployées, *spread eagle*, le tout mêlé de flatteries à l'endroit de l'ouvrier. A chaque mot, on sent le politicien qui se rappelle que sa carrière dépend du dieu populaire, et qui ne perd pas une occasion de lui lancer des coups d'encensoir.

Les commissaires anglais, au contraire, sont de gros hommes, au teint clair et reposé, parlant lentement, au geste sobre; rien qu'à les voir, on devine des hommes qui ont travaillé et qui travaillent encore, mais dont la vie n'est pas tout entière sacrifiée au travail, qui, sûrs du lendemain, disent ce qu'ils croient devoir dire, sans se soucier de ce qui peut en résulter.

J'aurais voulu pouvoir continuer à entendre les discours qui se succédaient : malheureusement, un incident qui est survenu nous a forcé de déguerpir au plus vite. Je m'étais penché pour chercher à me rendre compte du jeu des tiroirs dans ces vieilles machines, sans du reste, bien entendu, me permettre d'y porter la main : j'ai failli avoir le même sort que mon pauvre ami le Révérend, dans les rues de New-York. Un policeman, m'ayant aperçu, est arrivé sournoisement sur moi, par derrière, en levant son bâton plombé et allait, très joliment, sans dire gare, m'en donner sur la tête un coup qui m'aurait probablement abattu sans connaissance, quand, Maubert, voyant le danger que je courais, m'a brusquement tiré en arrière d'une main, tandis que de l'autre, il aplatissait cet aimable policier contre la roue de la machine. Avant qu'il n'ait eu le temps de rattraper ses esprits et son chapeau, qui était tombé du coup, nous nous étions perdus dans la foule. L'idée de M. Caussidière, de faire de l'ordre avec du désordre, a sans doute séduit les administrateurs de la ville de Chicago. Ils se sont avisés d'habiller leurs sergents de ville en *cow-boys*. Cela leur donne l'air de parfaits bandits : et d'après mon expérience personnelle, ils me semblent de tout point dignes du costume dont on les a affublés.

E. DE MANDAT-GRANCEY.

La fin prochainement.

SOUVENIRS D'UN AMBASSADEUR

AUPRÈS DE LA COUR DE SUÈDE

AU TEMPS DE BERNADOTTE

La diplomatie s'en va : elle s'en va, comme tant d'autres choses, avec les mœurs polies, l'urbanité, la finesse et la grâce de l'ancienne société européenne. Il est de mode aujourd'hui de la regarder comme une chose inutile, vieillie, et il n'est pas jusqu'aux hommes d'État qui n'en répudient les traditions élégantes. C'est donc avec le plaisir qui s'attache à la résurrection du passé que l'on ouvre les cartons d'un diplomate de bonne école. Lors même que l'on n'y trouverait pas de révélations sur l'histoire, on y verrait du moins un homme du monde sur son meilleur théâtre d'action.

Ce plaisir nous le devons aujourd'hui à lady Georgiana Bloomfield, que connaissent déjà les lecteurs du *Correspondant* [1]. Lady Bloomfield, femme d'un ambassadeur à Saint-Pétersbourg et à Vienne, avait publié l'année dernière ses souvenirs personnels sur ces deux cours. Elle vient d'éditer cette année, avec la permission de lord Granville, la correspondance officielle de son beau-père, pendant la mission qu'il a remplie auprès de Bernadotte, roi de Suède, entre les années 1822 et 1833. Elle y a joint quelques lettres particulières de lord Bloomfield à sa famille et quelques extraits de son journal.

I

Benjamin Bloomfield appartenait à une ancienne et noble famille d'Irlande; mais il n'était pas riche, quand le régent d'Angleterre (depuis Georges IV) le distingua parmi les jeunes officiers de son

[1] Voy. les *Réminiscences* de lady Bloomfield, fille d'honneur de la reine d'Angleterre et sœur de lady Normanby, ambassadrice à Paris, par M. V. de Chevigny. (*Correspondant* du 25 juillet 1883.)

rang et de son âge. Il s'était fait noter, dès l'enfance, par une réponse pleine d'aplomb et de tact au roi Georges III. Comme ce prince visitait l'école de Woolwich, il avait remarqué un petit garçon beaucoup plus jeune que les autres, et demandé en riant si l'on comptait donner l'épaulette à ce marmot? Benjamin avait fait un profond salut et avait dit sans attendre que ses maîtres répondissent pour lui :

— Oui, Sire, et il n'y en aura point de plus prompt à servir Votre Majesté.

La première fois que le régent vit le capitaine Bloomfield à la tête de sa compagnie, il fut si frappé de sa tenue qu'il l'invita à dîner avec lui. Le soir on fit de la musique; le jeune officier jouait bien du violoncelle; le régent fut charmé, et dès ce moment commença entre lui et le jeune homme un échange de sympathie et de dévouement qui a duré vingt-sept ans. D'abord écuyer, puis secrétaire particulier de Georges IV, puis envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Suède, le capitaine Bloomfield, devenu général et pair d'Angleterre, fut l'objet de la constante faveur du roi. De son côté, Georges IV n'eut pas un ami plus fidèle, et l'on ne peut pas lire sans émotion, dans le journal de lord Bloomfield, l'expression de sa douleur quand ce prince vint à mourir.

Stockholm, 14 mai 1830.

J'ai reçu aujourd'hui des nouvelles du roi. Hélas! point d'espoir! Que je suis malheureux! j'avais espéré! Que Dieu le soutienne sur son lit de douleur! qu'Il fasse paix à son âme! Depuis le premier jour, je n'ai pas cessé de prier pour lui : pour lui, c'est-à-dire pour qu'il vive, mais surtout pour qu'il ne se présente que bien préparé devant Celui qui juge les rois comme les autres hommes!

10 juin 1830.

Mes craintes dépassent toutes les craintes humaines! Le roi va nous être enlevé! Et il souffre tant que nous n'osons pas demander que Dieu retarde le coup dont il nous frappe! Mes prières sont incessantes, et j'espère que, quelle que soit la volonté de Dieu, il me donnera la force de m'y soumettre en chrétien. Je me résignerai, oui, je me résignerai! Mais je ne puis penser à autre chose qu'au roi, à ses souffrances, à sa bonté, aux grâces dont il a comblé moi et mes enfants! Je n'ai de refuge que dans la prière, et je ne puis sortir de mon cabinet de travail, où je repasse incessamment dans ma mémoire tout ce qu'il a fait, tout ce qu'il a été pour moi!

Cette douleur, si vraie, nous donne la note du caractère de lord

Bloomfield. C'était un homme de cœur et un chrétien : un chrétien qui, bien que protestant, était de la grande école. Lady Georgiana, sa belle-fille, raconte de lui à ce sujet des traits touchants. Son premier soin, en arrivant en Suède, avait été d'ériger une chapelle pour l'exercice du culte anglican, non à l'ambassade, mais dans un quartier de Stockholm, où les Anglais de toutes les conditions pussent facilement avoir accès. Aucun fidèle n'y était plus assidu que lui, et toujours le dimanche il assistait aux deux offices. Un jour qu'il faisait une tempête de neige épouvantable, le ministre du culte, qui, lui aussi, demeurait loin de la chapelle, se vit presser par ses amis de ne pas sortir par un temps qui rendait les rues impraticables. Comme il persistait, ils firent venir une voiture. Bien honteux fut le pasteur quand, à la porte de la chapelle, il trouva un hommé à pied, recevant la neige en plein visage, qui lui ouvrit et lui tint la portière. Cet homme était l'ambassadeur d'Angleterre.

— Oh ! milord, comment avez-vous pu venir par ce temps-là, tout seul et à pied !

Lord Bloomfield répondit que, le dimanche, ses domestiques appartenaient au service de Dieu, et non au sien. Une autre fois, lord Bloomfield et le comte de Rosenblad, ministre de la justice, se rencontrèrent en revenant l'un et l'autre de leur église respective. Après avoir marché quelque temps ensemble :

— A ce soir, milord, dit le comte, en faisant allusion à un banquet qu'on donnait ce jour-là (qui était un dimanche), au ministère des affaires étrangères et auquel le roi devait assister.

Je n'oublierai jamais, a raconté M. de Rosenblad, l'air dont lord Bloomfield se redressa, et répondit avec douceur et gravité :

— Non, comte Rosenblad, nous ne nous rencontrerons pas ce soir. Si je consacre six jours de la semaine à l'accomplissement de mes devoirs temporels, il est juste que je donne le septième au soin de mon âme.

Ce soir-là, lord Bloomfield, comme c'était sa coutume, se rendit chez le pasteur pour faire en famille, avec lui, après l'heure du thé, la prière du soir. Il prit ensuite le pasteur à part et lui dit avec une émotion profonde :

— Il y a ce soir grande fête chez le comte de Wetterstedt. On s'étonnera peut-être de ne pas m'y voir. Mais combien je me suis senti plus heureux là, à genoux, devant votre autel !

Il n'y a pas eu d'homme chez lequel la pensée religieuse ait été plus dominante, le sentiment religieux plus profond que chez lord Bloomfield. Quand il en est ainsi, le respect et la prudence forment ensemble la clef de voûte de la vie. Aussi lord Bloomfield était-il fait pour être un excellent diplomate. La diplomatie n'est pas, comme le

croit le vulgaire, la pratique de la ruse et de la dissimulation : elle est surtout faite de bienveillance et de bon sens. En politique, comme en toutes choses, le grand chemin de l'action est la sympathie. Lord Bloomfield ne paraît pas avoir été seulement sympathique lui-même, ainsi que le prouvent ses succès à la cour, mais il était si heureusement organisé qu'il voyait chacun sous son jour le plus favorable, de sorte que l'on pouvait dire, en paraphrasant l'idée de Pierre Nicole, que chez lui le chrétien et l'homme du monde se prêtaient un mutuel appui.

A la cour de Bernadotte, ces qualités avaient très particulièrement leur emploi. Sans doute, Charles XIV, roi de Suède, était, dans une certaine mesure, l'homme-lige de Georges IV, roi d'Angleterre, et à cet égard la situation d'un ministre anglais était des plus favorable ; mais, d'un autre côté, si sensé que fût Bernadotte, il n'en était pas moins homme, et sa qualité de parvenu devait le rendre, au fond, secrètement susceptible. Pour tenir complètement satisfaite la vanité du nouveau roi, il ne suffisait pas d'affecter le respect, il fallait le ressentir, et, comme disent les phrénologues, avoir en soi la bosse de la vénération. Ses sentiments de parfait chrétien permettaient à lord Bloomfield d'entrer supérieurement dans son rôle : il le jouait au naturel ; car, reconnaissant d'une part, les qualités intellectuelles et même morales de Bernadotte, toujours prêt, de l'autre, à regarder derrière la royauté la main qui fait les rois, c'était sans nul effort qu'il parlait au fils de l'avocat de Pau, au général heureux de la république française, le langage que l'on parle aux souverains de vieille date. Bernadotte le sentait, et tant par politique, car son trône reposait sur l'alliance anglaise, que par sympathie personnelle pour le diplomate qui représentait cette alliance, il avait fait de lord Bloomfield, son ami, presque son conseiller et, autant que la chose est possible avec un ministre étranger, son confident politique.

Bernadotte aimait beaucoup à parler. Il avait une élocution facile et l'art d'enguirlander sa pensée dans un flux de paroles agréables, qui ravissait ses interlocuteurs. Aussi, que de conversations sont rapportées par lord Bloomfield, dans son journal et dans ses dépêches. Parmi ces conversations, il y en a certainement de banales, mais il y en a aussi qui peignent les fluctuations de l'opinion en Europe pendant la période agitée de 1823 à 1833, et qui ravivent les couleurs de l'histoire.

La première fois qu'il reçut lord Bloomfield, Bernadotte, après l'audience officielle et la remise des lettres de créance, retint l'ambassadeur auprès de lui, le fit asseoir à ses côtés, et lui prenant les mains avec bonhomie :

— Mon général, vous me trouvez ici. Je n'ai jamais été un ambitieux, je n'ai point aspiré au trône; vous ne soupçonnerez pas un homme doué de sens commun d'avoir désiré d'être accablé du fardeau de la royauté; mais y ayant été appelé, j'ai répondu à cet appel comme on répond à celui de la mort : on ne la désire pas, on ne la craint pas. N'est-ce pas, mon général? Vous me trouvez ici soutenu par le roi, votre maître, par l'Angleterre. Toutes mes difficultés ont été allégées par la probité de ce grand peuple. J'ai donné au mien toutes les libertés que je le crois capable de recevoir et qui m'ont semblé importer à son bonheur. Mes Suédois ne sont pas démonstratifs, mais c'est un bon peuple. Ils ne sont pas comme les Français, qui ne pensent qu'à l'heure présente : les Suédois pensent au lendemain. Quant à moi, je ne manquerai jamais de reconnaissance envers le roi votre maître, et je suis vrai.

Les invitations à dîner se succédaient, tantôt officielles et tantôt avec un caractère privé. Ces dernières étaient les plus fécondes en entretiens intéressants. Bernadotte prenait lord Bloomfield à part, et causait avec lui si lontemps que la reine et la cour attendaient quelquefois le dîner pendant une heure entière. La reine reprochait, en souriant, à l'ambassadeur d'enlever le roi à la compagnie des dames. Celui-ci arrivait avec empressement et d'un ton de bonhomie :

— Je vais conduire ma femme; monsieur le comte (s'adressant au comte de Brahé, son grand maître), conduisez le général.

Ce nouveau roi avait vite pris les manières qui seyaient à son rang; cependant le vieil homme reparaissait parfois chez lui, et il n'était pas toujours fort sur l'étiquette. Ce qui peut-être lui plaisait le plus en lord Bloomfield, c'est que celui-ci observait cette étiquette avec autant de rigueur que s'il se fût trouvé à la plus vieille cour d'Europe; elle était tant dans ses habitudes, qu'il lui en eût coûté davantage pour s'en départir. Une seule chose lui était difficile : concilier la stricte observation du dimanche avec les habitudes de la cour de Suède, où il y avait toujours grand dîner ce jour-là. Une invitation à la cour est toujours considérée comme obligatoire, à moins de circonstances extraordinaires. Lord Bloomfield prévint la difficulté. Il chercha l'occasion d'entretenir le roi de ses opinions religieuses, lui dit ses scrupules, le priant humblement de vouloir bien l'oublier le dimanche; et Bernadotte accéda à sa demande, avec mille marques de considération et de respect.

En toute autre chose, lord Bloomfield s'effaçait devant les lois de l'étiquette.

Je me suis habillé l'autre jour pour le bal du grand chambellan, écrivait-il à lady Bloomfield, et m'y suis rendu avec tous mes secré-

taires d'ambassade. En arrivant, j'apprends que l'on attend la famille royale, et je vois tous les Suédois en uniforme. Je ne prends que le temps de faire mes excuses au comte et à la comtesse Löwenhaupt, en leur exprimant mes regrets de n'avoir pas su d'avance que Leurs Majestés viendraient, et je redescends l'escalier. Qu'est-ce que je vois? la reine! Je me jette de côté, trouve ouverte la porte d'une soute à charbon et m'y précipite. La reine passe et nous sortons tous de notre trou, mais dans un état qui eût mieux convenu à des masques déguisés en ramoneurs qu'au représentant de Sa Majesté britannique et à sa suite.

Quelque temps après, la cour étant en deuil, et lui ayant besoin, pour une raison ou pour une autre, de donner un bal :

Je n'osai pas, dit-il, annoncer que l'on danserait. J'arrangeai mon salon comme pour la musique, fis venir des chanteurs, et l'on commença par de la musique sérieuse. Mais, après cela, les violons abordèrent peu à peu des airs de danse, et tout à coup on se mit à danser comme par impromptu. De cette façon, j'ai pu amuser la société de Stockholm sans déplaire à la cour, et mes invitées ont pu danser en robes noires sans violation des convenances.

Le deuil de la cour prit fin, l'ambassadeur put sans gêne donner des bals, et il en prépara un magnifique :

En rentrant chez moi, je trouvai le comte de la Gardie qui m'attendait pour me dire que le roi et la reine désiraient honorer de leur présence mon bal du 23. J'exprimai naturellement ma reconnaissance, et le lendemain matin, je me rendis au palais pour inviter Leurs Majestés. C'est un honneur qu'Elles font très rarement aux résidents étrangers, et je vais m'efforcer d'avoir pour Elles toutes les attentions possibles. J'aurai aussi la princesse Albertine, dernier membre de la famille Wasa, qui existe en Suède.

Pendant que la maison se préparait pour le bal du soir, je suis allé au ministère, et nous avons réglé toutes les questions pendantes au plus grand avantage de notre commerce. La journée était splendide; l'hôtel parfaitement décoré; le soir, le roi est venu en culottes courtes, chose qu'il n'avait pas fait encore, m'a-t-on dit, depuis qu'il est en Suède. J'avais placé des domestiques en vedettes, afin de n'être pas surpris par l'arrivée de la famille royale, et j'attendais à la porte avec tout mon monde, secrétaires, attachés, serviteurs, tous portant un flambeau de chaque main. L'escalier était couvert de velours rouge et brillamment éclairé. Il n'est pas possible d'être plus courtois et plus

gracieux que ne l'ont été le roi et la reine. Ils ont insisté pour que je déposasse mes flambeaux, afin de pouvoir donner le bras à la reine. Le cortège monta en bon ordre pendant que l'orchestre jouait l'air national de la Suède. La reine fut installée dans un fauteuil, avec un coussin sous ses pieds, le roi assis à sa droite, et je leur présentai moi-même une tasse de thé. Ils commandèrent ensuite que je ne m'occupasse plus d'eux, et la reine me dit que, lorsque les quadrilles seraient formés, elle danserait avec moi. Aussitôt l'orchestre joua une contredanse, et dès que les dames furent à leur place, je conduisis la reine au haut du salon et l'on commença. Sauf l'interruption causée par le souper, les danses continuèrent jusqu'à quatre heures du matin. On avait décoré la salle du souper de panneaux contenant les armes d'Angleterre, la Rose, l'Épine, la Harpe d'Irlande et des représentations de canons, en l'honneur de ma profession. La famille royale avait sa table de souper placée sous une grande draperie formée des pavillons anglais et suédois alternés. A deux heures, le roi et la reine se retirèrent et furent reconduits à leur voiture avec le même cérémonial qu'à leur arrivée. Le lendemain je me présentai au palais pour prendre des nouvelles de Leurs Majestés. La reine, l'apprenant, me manda en sa présence, quoique je ne fusse pas en tenue. C'est la première fois que pareille chose arrive. Elle et toute la cour m'ont accablé de compliments et de remerciements pour la fête que j'avais donnée.

Et l'ambassadeur, en véritable Anglais et en véritable homme d'affaires, ajoute tout d'une haleine et sans même d'alinéas :

J'espère que j'ai terminé à la satisfaction de M. Canning une convention commerciale d'une teneur extrêmement compliquée. J'ai assumé dans cette affaire une terrible responsabilité ; mais en agissant ainsi, j'ai assuré au commerce britannique de grands et d'immédiats avantages.

A cette occasion (ou peut-être à une autre), le roi Georges IV chargea son ambassadeur de remettre au comte Wetterseldt une tabatière enrichie de diamants. Mais Bernadotte avait fait une loi à ses ministres de ne recevoir aucun présent, et il fallut au comte la permission royale pour qu'il pût accepter celui-là. Georges IV suivit le même exemple ; puis tous les autres souverains, et il est aujourd'hui de règle en Europe, que ministres et diplomates ne doivent recevoir de présent des souverains étrangers que dans des circonstances extraordinaires, comme par exemple à l'occasion d'un mariage princier ou royal.

Pendant les premières années de la mission de lord Bloomfield à la cour de Suède, tout se passa en échange de témoignages d'amitié entre les deux souverains, et de sympathie personnelle de la part de Bernadotte pour le représentant de Georges IV. « Mon général, lui disait-il souvent, je vous parle comme à un camarade de bivouac. » Il causait de tout avec lui, et revenait souvent sur le souvenir de son origine, affectant même d'en parler, comme font souvent les gens que la fortune s'est plu à élever sur le pavois. Au reste, tout ce qu'il disait avait l'accent de la vérité, surtout quand il s'agissait de lui-même et des incidents de sa vie. Il aimait à en raconter les moindres circonstances ; et, en effet, une carrière aussi extraordinaire que la sienne est matière à contemplation. On ne peut y songer sans rester accablé devant ce qu'il y a de mystérieux pour nous dans les desseins de la Providence et devant la faiblesse apparente des moyens qu'elle emploie pour accomplir de grandes choses. C'est ainsi qu'une parole sortie de la bouche d'un enfant conspira, paraît-il, avec la secrète ambition qui subsiste au fond du cœur de tout homme, même le moins ambitieux, pour conduire Bernadotte au trône de Suède.

Le roi s'est entretenu longuement avec moi, d'une façon agréable et intéressante. Il m'a répété qu'il avait dans le temps beaucoup hésité à accepter la couronne, mais que Bonaparte ayant voulu s'opposer à son élection, cette circonstance l'avait décidé.

J'étais heureux comme j'étais, dit-il. J'avais 100 000 livres de rente, point de dettes, mes coffres remplis. Je possédais une maison de campagne que ma femme et moi nous avions beaucoup embellie, et nous n'avions d'autre enfant qu'Oscar. Mais voyez comme les choses s'enchaînent ! C'est précisément Oscar qui a le plus contribué à faire pencher la balance. A cette époque, il avait onze ans. Un jour que nous nous promenions, sa mère et moi, dans les allées de notre jardin, nous causions des malheurs de la Suède. L'enfant marchait à côté de moi ; je le tenais par la main gauche, la chaleur était extrême, il était en petite jaquette : je crois voir encore d'ici ses petites bretelles ! Tout à coup, il leva la tête vers moi, me regarda et dit : « Papa, ne voulez-vous pas procurer le bonheur à ce brave peuple ? »

Mon général, je fus si frappé de l'idée que mon enfant venait d'énoncer, que je vous déclare que c'est là ce qui a le plus influencé ma décision.

Bernadotte insistait beaucoup sur le mauvais vouloir de Bonaparte à son égard. Nous venons de l'entendre dire que la secrète

opposition faite par ce dernier à son élection au trône de Suède l'avait poussé dans les voies de l'acceptation. Chose bizarre! c'était au contraire la prétendue pression du tout-puissant empereur qui, dans le même temps, déterminait Charles XIII à adopter Bernadotte! On sait, en effet, que le parti du général français en Suède fit, à cette époque, circuler une lettre apocryphe dans laquelle Bonaparte recommandait l'adoption de Bernadotte en des termes équivalents à la coercition. Cette fraude, d'une part, et, de l'autre, l'animadversion persistante des deux hommes ont concouru au même résultat, la fondation en Suède d'une dynastie nouvelle qui a, jusqu'à ce jour, comme l'avait demandé à onze ans le petit Oscar Bernadotte, « procuré le bonheur à ce brave peuple ».

Les choses, au reste, avaient été préparées de plus loin. Dans son gouvernement de Hanovre, l'esprit de modération et de justice dont Bernadotte avait fait preuve l'avait désigné d'avance à la sympathie des étrangers. Il s'était toujours distingué, entre les généraux de la Révolution, par son respect pour les vaincus, pour les princes détrônés surtout, par sa haine du ton soudard affecté par d'autres généraux, par Bonaparte en particulier. Cette courtoisie déplaisait à ce dernier. Il lui semblait que le fils de l'avocat de Pau n'était pas fait pour être un bon soldat de la république, et les constants succès de Bernadotte, succès dus à son jugement autant qu'à sa bravoure, le remplissaient de jalousie. « Il plaisait à Bonaparte de dire » (il ne l'appelait presque jamais Napoléon), « il plaisait à Bonaparte de dire que j'étais mauvais général, disait Bernadotte à lord Bloomfield. Il en disait autant de votre duc » (le duc de Wellington), « ainsi je ne dois pas me plaindre. Le duc l'a battu, je l'ai battu, il ne nous a jamais battus ni l'un ni l'autre. » Il est vrai qu'à la différence de Napoléon et des autres conquérants, Bernadotte n'aimait pas la guerre pour elle-même; il avait pour cela trop d'humanité et de bon sens : « C'est à la guerre que je dois mon élévation, et je n'en redoute pas personnellement les dangers. Mais je sens que c'est le plus grand des fléaux que Dieu peut déchaîner sur la terre, et que ses plus grands triomphes ne sauraient compenser les maux qu'elle entraîne. J'ai élevé mon fils dans des idées pacifiques et depuis qu'il a l'âge de raison, je lui ai fait entendre qu'il devait s'appliquer, lorsqu'il régnera, à conserver, d'une part, l'alliance anglaise, et, de l'autre, à maintenir la neutralité de la Suède. »

Le bon sens était le génie de Bernadotte : génie qui est peut-être le plus vrai de tous. On a beaucoup exploité contre lui dans le public français la phrase consacrée : « Il a porté les armes contre la France », phrase qui a couru de bouche en bouche avec celle-ci plus dénuée encore de vérité : « Les Bourbons sont rentrés dans les

fourgons de l'étranger. » Ces sottises, une fois dites, s'incrustent dans les esprits pour n'en plus sortir, et l'on sait tout le mal que peut faire, en France surtout, une phrase sonore. La vérité est que, si Bernadotte a grandement contribué à la chute de Napoléon, il n'est jamais entré les armes à la main sur le territoire français. Il a combattu les armées françaises par-delà les frontières, et à cette époque les armées françaises n'étaient pas la France, mais les armées de Napoléon. La France, elle, aspirait à la paix, au retour de l'ordre politique européen, tel que l'avaient établi les siècles et les traités antérieurs à la révolution française; elle soupirait après sa libération d'un régime qui n'était autre chose qu'une série d'insensées aventures. Bernadotte le comprenait ainsi, et de même qu'il avait compris que la guerre faite par lui en 1807 à la Suède était une guerre dirigée contre Gustave IV, non contre les Suédois, et qu'il avait suspendu les hostilités, en dépit de Bonaparte, le jour où une revolution intérieure avait renversé le monarque suédois, c'était à Napoléon, perturbateur de la paix de l'Europe, ce n'était pas aux Français qu'il avait fait la guerre. Au reste, il est bien vrai qu'à son caractère il manquait cet enthousiasme, cette ferveur héroïque, qui coexistent si rarement avec un parfait jugement; cette ferveur, qui est la mère du sacrifice, et qui fait dans le monde tant de héros obscurs qui sont la moisson de Dieu.

En revanche, Bernadotte était doué d'une mémoire extraordinaire. C'est généralement là un auxiliaire naturel du jugement, car le jugement est fait de comparaison, et pour comparer il faut se souvenir. Bernadotte se souvenait des moindres choses. Le jour de sa première audience à M. de Gabriac : « N'étiez-vous pas, monsieur le marquis, page de Napoléon? N'étiez-vous pas de service un jour que j'avais une audience de Sa Majesté, quand Sa Majesté vous a donné une commission pour Mme Pauline? » M. de Gabriac confirma le fait. Les plus petits détails ne lui échappaient pas plus que les grands événements. Sa conversation était un cours d'histoire contemporaine. Il était difficile au gouvernement de la Restauration d'envoyer auprès du roi de Suède des représentants qui ne l'eussent pas connu dans une plus humble fortune, et sa délicatesse y répugnait. En faisant choix de M. de Gabriac, au lieu de quelque dignitaire ou général de l'empire, il avait pensé éviter cette coïncidence; et voilà que Bernadotte lui-même avait été chercher au fond de sa mémoire un souvenir des anciens jours ! Dans l'ordre des relations non officielles, ces rencontres étaient inévitables. Le comte d'Otrante, fils de Fouché, était le fiancé d'une Suédoise, Mlle de Paemstjerna, et pour mille raisons les Français affluaient en Suède. Bernadotte n'en éprouvait aucun embarras : loin de là; il les recevait tous avec

bonhomie, avec bonne grâce, et parlait du passé. Une Française, Mme Tascher de la Pagerie, était grande-maîtresse de la maison de la reine, et se trouvait alliée à la princesse héritière, femme du prince Oscar, qui était elle-même une princesse de Leuchtenberg. Bernadotte ne tarissait pas avec cette dernière sur son père, Eugène de Beauharnais, son ancien compagnon d'armes. D'un côté, les étranges perturbations amenées dans les relations sociales par tant d'élévations subites et par l'entrée de simples particuliers dans de vieilles familles souveraines, de l'autre, les situations bizarres créées par les divorces, sont, pour qui lit les Mémoires de ce temps, un continuel sujet de surprise.

Lord Bloomfield, lui, un diplomate consommé, ne s'étonnait de rien : tout le trouvait imperturbable. « J'ai eu l'honneur de conduire, hier au soir, à la table du roi, écrit-il à sa femme lady Harriett Bloomfield, Mme de Piper, qui est une de mes grandes amies. Aujourd'hui, je l'ai retrouvée à la cérémonie des fiançailles du comte d'Otrante. On a soupé, dansé, on s'est amusé. Elle s'y trouvait avec ses deux maris : le premier et le second; tous les deux de très belle humeur et très bons amis. La question du divorce n'est rien ici; on change de femme ou de mari sans sourciller... » comme de dame et de cavalier dans une contredanse.

Sans doute, dans ces temps troublés de la Révolution et de l'Empire, on a pu méditer partout sur les vicissitudes de la politique et de la vie. Mais, en Suède, elles étaient encore plus saisissantes qu'ailleurs. Pendant que Louis XVIII et Napoléon Ier couchaient alternativement dans le même lit aux Tuileries, on déposait à Stockholm, quelques années après, le petit-fils du général Bernadotte et d'Eugène de Beauharnais dans le berceau de Charles XII.

A sept heures du soir, j'ai été mandé au palais, la princesse royale étant en mal d'enfant. La noblesse, les officiers civils et militaires, les dames, tout le monde était là. Le comte de Wetterstedt tenait le protocole. L'anxiété se peignait sur les visages, et quand, à deux heures et demie du matin, on annonça la naissance d'un prince, pas un œil ne resta sec. Vingt minutes après, le roi parut, portant l'enfant royal sur un coussin, assisté de la grande-maîtresse de la garde-robe, de la future gouvernante, et suivi par la reine. Il éleva la frêle créature dans ses bras pour la montrer à ses futurs sujets. C'est certainement là le plus grand et le plus important événement de son règne, car c'est le gage de la perpétuité de sa dynastie. On a le lendemain célébré un service d'actions de grâces.

Et quelques jours après :

J'ai assisté au baptême qui a eu lieu au château. Sa Majesté, soutenue de chaque côté par les deux doyens du titre d'Excellence, portait l'enfant sur un plat d'argent. La cérémonie a été très belle : une foule immense : l'archevêque et deux évêques à l'autel, tous les chevaliers de l'Ordre du Séraphin en grand costume. Après le baptême, on a revêtu l'enfant des insignes de l'Ordre, et on l'a ramené dans les appartements royaux où nous avons été admis à le voir. Il était couché dans le berceau de Charles XII, un simple berceau en bois doré, qui n'a de remarquable que d'avoir été celui d'un héros. Après cela, le comte de Wetterstedt a donné un dîner de gala, dans lequel il a proclamé d'un air de bonheur les noms du jeune duc de Scanie.

C'est ce prince qui a occupé le trône de Suède, après la mort de son père Oscar Ier, sous le nom de Charles XV, et à qui a succédé, en 1872, son frère Oscar II, actuellement régnant.

En même temps, s'offrait à Stockholm le spectacle d'autres vicissitudes. La princesse Albertine, que nous avons vue tout à l'heure assister à une fête chez l'ambassadeur d'Angleterre, mourait. Elle était, en effet, le dernier rejeton de la famille Wasa, qui vécût en Suède. Un autre Wasa, — celui-là, un prince, — fils du roi détrôné Gustave IV, servait en Autriche et résidait à l'étranger. La princesse Albertine était, dit lord Bloomfield, une charmante et noble vieille dame, pleine de grâce et de dignité, mais si pauvre que, lorsqu'elle mourut, laissant toute sa fortune à sa dame d'honneur, cette fortune ne se montait pas à 300 000 francs. Voilà tout ce qui restait en Suède des grandeurs de cette famille qui avait donné quatre rois à son pays et trois souverains à la Pologne!

II

Nous disions que, jusqu'à l'année 1830, tout avait été pour lord Bloomfield plaisirs, succès et contentement à la cour de Suède. La sympathie dont il était l'objet ne diminua nullement à cette époque; mais, outre qu'il avait eu la douleur de perdre Georges IV, son bien-aimé maître, les événements survenus en France et en Europe vinrent semer l'inquiétude dans tous les cœurs, et, dès ce moment, son récit s'assombrit.

Avant même la révolution de Juillet, et dès l'année 1828, des inquiétudes politiques avaient traversé le ciel brillant de Bernadotte. Le roi des Pays-Bas donnait sa fille en mariage à ce prince Gustave Wasa, fils du roi de Suède Gustave IV, qui était passé au service de l'Autriche, et que les traités de Vienne avaient définitivement exclu du trône. A cette occasion, le prince Wasa était qualifié

de prince de Suède. Bernadotte en avait pris de l'ombrage, au point de sortir de sa modération ordinaire.

Le roi m'a paru être dans un état d'extrême agitation. Il a causé avec moi, avec volubilité, pendant près de deux heures, insistant sur l'appui qu'il espère trouver, dans cette conjoncture, auprès du roi mon maître, sur les services qu'il avait autrefois rendus à Sa Majesté néerlandaise, sur la part qu'il avait eue à sa restauration, et se plaignant de son ingratitude. Vers la fin de l'entretien, il m'annonça que sa ferme intention était de venger par les armes, si besoin était, l'injure faite à la Suède et à lui-même, auquel cas il se reposait sur la neutralité de son plus ancien allié et meilleur ami, le roi d'Angleterre. Je ne me rappelle pas d'avoir jamais vu Sa Majesté suédoise dans un pareil état d'irritation, et je crois qu'il ne faut attribuer qu'à la colère les étranges résolutions auxquelles il ne tiendrait qu'à moi de croire.

On sait que, par l'intervention amicale de l'Autriche et par celle de l'Angleterre, la difficulté fut aplanie, et que le prince Gustave ne porta plus désormais dans le protocole de son mariage et dans les actes publics que le titre de prince Wasa.

Mais quand la révolution de 1830 éclata, de plus vifs soucis assaillirent un roi de si fraîche date. C'est une chose remarquable que la promptitude avec laquelle avaient changé, avec sa nouvelle fortune, le langage et les sentiments de l'ancien général de la république. Il reprochait à Charles X de n'avoir pas fait mitrailler à temps la population de Paris. Les affections d'un souverain héréditaire pour le peuple qui est la chair de sa chair, ne frappaient point son esprit. Semblable en cela à Napoléon, dont il différait tant à d'autres égards, il détestait la révolution au sein de laquelle il était né et s'en expliquait dans ses entretiens avec lord Bloomfield, avec la confiance mutuelle, non seulement, comme il le disait, de « camarade de bivouac », mais de deux vieux aristocrates :

Sa Majesté, écrivait lord Bloomfield à lord Palmerston, à la date de novembre 1830, Sa Majesté est convaincue que l'ordre ne peut être rétabli en Europe que par les armes, et Elle m'a déclaré que si Elle avait une armée de cent mille hommes disponible, Elle se prêterait de cœur et d'âme à l'entreprise. Elle a insisté sur la nécessité où se trouvaient tous les souverains de se tenir étroitement unis, de prendre une attitude propre à en imposer aux *tribuns anarchistes* et aux *démagogues couronnés*, et de leur montrer qu'il y aurait danger pour eux à troubler la paix de l'Europe. Sa Majesté m'a chargé de commu-

niquer la substance de cet entretien à Votre Seigneurie et au duc de Wellington.

Un mois après, Bernadotte était calmé et il recevait le prince de la Moskowa, ministre accrédité du gouvernement de Juillet, avec toutes les démonstrations de bienveillance, lui parlant de son père comme d'un cher frère d'armes, « quoiqu'il fût évident, écrit lord Bloomfield, que ce ne fut pas un choix du tout heureux que celui du prince de la Moskowa, qui avait été lieutenant dans l'armée suédoise et qui était encore sur la liste des aides de camp du prince royal avec le rang de capitaine ». Bernadotte, rassuré sur la conservation de son propre trône, commençait à montrer plus de tolérance au gouvernement de Juillet, tout en s'attachant à resserrer de plus en plus ses liens avec l'Angleterre.

Sa Majesté m'a répété qu'elle conservait une véritable vénération pour la mémoire de Georges IV, qui avait été son plus grand appui et celui de son peuple. Je pensai que le moment était propice pour lui communiquer la substance de votre dépêche n° 8, et que cela pourrait servir à rendre Sa Majesté plus communicative, et à la détourner de l'alliance avec la Russie, recherchée par elle dans ces derniers temps, alliance qui est si absolument contraire aux intérêts et aux traditions de la Suède. Je ne m'étais point trompé dans mes calculs; car Sa Majesté, me prenant à part et m'emmenant dans son cabinet, donna ordre à son secrétaire particulier de lui apporter deux lettres qu'Elle avait reçues de Paris. Sa Majesté me tut le nom de leur auteur; mais Elle me dit qu'il avait fait partie du ministère, et que bien qu'il en fût sorti, il voyait continuellement le roi des Français et ses anciens collègues. J'ai cru deviner que c'était le général Gérard. Ces lettres roulaient sur l'état des esprits en France, sur la nécessité où étaient les souverains comme les autres hommes de marcher avec leur temps, et elles conseillaient à Sa Majesté suédoise de suivre sans déviations la voie qu'Elle a suivie jusqu'à présent, voie de paix et de neutralité. L'auteur insistait ensuite sur l'avantage qu'il y a à aller au-devant des nécessités politiques, en élargissant les libertés publiques quand les peuples le désirent réellement, etc., etc. Sa Majesté me parla ensuite de ses rapports avec la Russie; puis, se rappelant que j'avais des Anglais à présenter, elle se leva et me dit avec une grande condescendance :

— Nous vivons dans des temps orageux, plus difficiles encore que ceux de ma jeunesse; ainsi je désire causer avec vous toutes les semaines. Je vous prie de présenter mes hommages au roi et de faire mes compliments à lord Palmerston.

Il serait superflu de faire remarquer à Votre Seigneurie combien le langage de Sa Majesté suédoise a changé depuis ma dernière dépêche.

L'insurrection de Pologne vint replonger Bernadotte dans de nouvelles alarmes, et la séparation de la Belgique des Pays-Bas ramena son irritation contre son ancienne patrie : « Que la France fasse la guerre à une puissance, l'Angleterre, la Russie, c'est son droit ; mais qu'elle veuille ébranler toute l'Europe, cela est trop fort, et montre un caractère qui ne lui fait pas honneur [1]. »

Lord Bloomfield écrit que « ce qui exaspère en ce moment le roi, c'est qu'un vaisseau chargé d'armes et de munitions de guerre avait, d'après un rapport du vice-consul suédois à Hâire, traversé la Baltique, à destination d'un port d'où l'on eût pu faire parvenir par terre ces munitions aux Polonais ; et que le gouvernement de Sa Majesté avait été informé que le prince de la Moskowa et le général Fabvier avaient pris part à l'entreprise ». Cette double circonstance portait à son comble le mécontentement de Bernadotte, si personnellement désireux de conserver l'alliance russe, quoiqu'elle fût profondément antipathique aux Suédois. Bernadotte était excessivement méfiant, ce qui est l'effet naturel d'une extrême prudence, et tout lui donnait de l'ombrage. Il était surtout excessivement jaloux de conserver le trône dont il aimait à représenter la possession comme le juste équivalent des sacrifices qu'il avait faits, sacrifices de son repos, de sa chère maison de campagne, et d'une fortune personnelle considérable qu'il avait, disait-il, consacré au bien de son peuple.

Ce qui, en résumé, ressort pour nous des lettres et des dépêches, aujourd'hui rendues publiques, de l'ambassadeur anglais pendant sa longue mission auprès de Bernadotte, c'est ce que hélas ! nous savons tous, nous autres Français de ce siècle, que l'influence de la France, autrefois si prépondérante dans la péninsule scandinave, a été perdue depuis la révolution de 89. Sous les Wasa, le gouvernement français donnait la main à la Suède par-dessus la tête de la Grande-Bretagne. Depuis l'intronisation en ce pays d'une famille française, naturellement peu portée pour sa patrie d'origine (car ce sentiment est dans la nature humaine), la Suède n'a fait qu'osciller entre deux alliances, l'alliance russe, l'alliance anglaise ; mais elle a toujours penché en définitive pour cette dernière, parce qu'elle n'a point avec l'Angleterre de point de contact immédiat, et que d'ailleurs l'aversion pour la Russie est, chez les Suédois, de

[1] Tome II, p. 259.

tradition historique. En cela, comme en tant d'autres choses, les guerres de la République et les conquêtes napoléoniennes ont eu pour résultats directs l'affaiblissement de la puissance française.

Ce n'est pas sans tristesse, en effet, que l'on voit dans les souvenirs de lord Bloomfield l'indifférence avec laquelle Bernadotte accueille les nouvelles de France, nouvelles qui ne l'intéressent qu'en tant que les événements pouvaient affecter la stabilité de son propre trône. Et ce n'est pas seulement parce qu'il y a dans le caractère de Bernadotte une forte dose de cet égoïsme qui fait le succès, qu'il en est ainsi, c'est parce qu'il y a eu imprévoyance, témérité à lui créer en réalité de nouveaux devoirs.

Quant au ton qui règne dans les deux volumes publiés aujourd'hui par lady Georgiana Bloomfield, il est aussi fécond en enseignements qu'agréable. Nous apprenons, par l'exemple de lord Bloomfield, que la diplomatie, si elle n'est pas une science, est au moins un art et un art utile. Puisque la Providence se sert de préférence de moyens faibles pour accomplir ses desseins, il n'est rien de petit et rien d'indifférent pour un vrai diplomate. Si l'Angleterre est devenue la première puissance commerciale et la plus riche nation du monde; si elle a étendu partout son influence et son commerce, c'est qu'à l'esprit de suite, qui est le propre des grandes aristocraties territoriales, elle a su joindre l'emploi d'hommes comme celui dont nous venons de citer quelques lettres; hommes qui ne dédaignent pas d'écrire de la même plume et de la même encre : « La princesse royale était charmante en cheveux frisés » ; et plus bas : « Le roi et le comte Wetterstedt ont consenti à ce que, dans la nouvelle convention commerciale que nous préparons entre nos deux pays, *il soit introduit un article additionnel, en vertu duquel le commerce de la Grande-Bretagne jouira dans les ports de Suède de certains privilèges exclusifs.* »

André VILLAMUS.

LES ŒUVRES ET LES HOMMES

COURRIER DU THÉATRE, DE LA LITTÉRATURE ET DES ARTS

La statue de Ledru-Rollin et le *meeting des affamés.* Joyeux carnaval. Organisation scientifique du vol. M. Andrieux et la franc-maçonnerie. Les ouvriers sans travail et les étudiants qui n'étudient pas. Le cours de M. Caro. — Les funérailles de Jules Vallès : l'homme et l'écrivain. Autre type de réfractaire : Mégy. M. Dupuy de Lôme et M. Edmond du Sommerard. — La collection Davillier au Louvre. Les nouvelles acquisitions du Musée. Expositions des cercles. Les aquarellistes. Le Cercle de la librairie et Gustave Doré. L'Union des femmes-artistes. — Théâtres. Rentrée de Félix Pyat. L'histoire romaine en maillots roses et en jupes courtes. *Rigoletto* à l'Opéra. Opéra-Comique : *Diana,* par MM. J. Normand et Paladilhe. Vaudeville : *Clara Soleil,* par MM. Gondinet et P. Sivrac. Odéon : *la Maison des deux Barbeaux,* par M. André Theuriet. Reprise d'*Henriette Maréchal.* Autrefois et aujourd'hui. Gymnase : *Le prince Zilah,* par M. Jules Claretie.

I

Vous aurez peine à le croire, et pourtant rien n'est plus vrai : depuis notre dernière causerie, on n'a érigé qu'une seule statue à Paris : celle de Ledru-Rollin. L'image auguste, — comme s'est exprimé M. Floquet, — s'élève place Voltaire, « à l'entrée de ces faubourgs d'où partirent les premiers combattants de la liberté. » Le sculpteur Steiner, auteur d'un *Rouget de l'Isle* médaillé au dernier Salon, a représenté le tribun debout, la tête renversée, la poitrine cambrée, dans cette attitude légendaire que nous connaissons tous par les images du temps, mais qui s'était si complètement alourdie et affaissée, quand il reparut un moment sur la scène vingt-cinq ans après, que les imaginations les plus complaisantes n'eussent pu s'en faire alors la plus légère idée; ceint de l'écharpe de représentant, une main appuyée sur l'urne, l'autre la montrant d'un geste impérieux à la foule. On a naturellement inauguré la statue le 24 février, au jour anniversaire de la révolution de 1848.

Nous avons vu reparaître à cette cérémonie un revenant : Albert l'ouvrier, le seul, l'unique Albert, malgré la revendication tardive, mais tenace, d'un compétiteur jaloux de sa gloire. Et le soir, un autre revenant, mais celui-là de 1871, — Félix Pyat, — reparaissait sur la scène de l'Ambigu. La veille, les citoyens Clémenceau et Henri Maret avaient été traités par les radicaux avancés de Tivoli-Wauxhall comme de simples Gambetta, et huit jours auparavant, la Commune avait exhumé ses cadres, ses soldats, ses drapeaux, ses insignes, pour escorter, en plein soleil, le front haut, avec des clameurs provocantes, le rédacteur en chef du *Cri du Peuple*, Jules Vallès.

Ce simple rapprochement suffit à dire où nous en sommes relativement à 1848. Ledru-Rollin, dont le nom fut l'épouvantail de la révolution de février, s'il ressuscitait aujourd'hui ne serait plus qu'un vil réactionnaire, un bourgeois repu et ventru, pour l'avant-garde de la démocratie. Et ce gras eût été honteusement chassé par les maigres du meeting des affamés qui, le 9 février, pour prendre patience, ont un peu pillé les boulangeries et les armuriers.

Grâce à la clémence exceptionnelle de la température, nous avons eu un mardi gras presque brillant cette année. Un million de curieux s'étaient échelonnés en rangs compacts de la Bastille à la Madeleine, afin de voir défiler le Pierrot immortel et l'indestructible Mousquetaire qui, toutes les années, se dévouent au divertissement d'une population idolâtre. Les trompettes des bataillons scolaires ont fait en ce beau jour une concurrence effrénée aux trompes en terre cuite et aux cors de chasse dont les fanfares se déchaînaient aux premiers étages des marchands de vin.

Les *ouvriers sans travail* ont bien voulu laisser Paris jouir en paix du carnaval et lui épargner le nouveau meeting en plein air dont ils l'avaient menacé pour le mardi gras. Mais il n'en a pas été de même pour Messieurs les voleurs d'Outre-Manche, qui avaient choisi la nuit du dimanche au lundi gras pour faire une nouvelle descente à Paris et y opérer, dans un grand et luxueux magasin de joaillerie, installé depuis quelques mois à peine avenue de l'Opéra, que les diamants de sa vitrine illuminaient de leurs feux, une râfle colossale qui demeurera mémorable dans les annales du genre, moins encore pour le total majestueux qu'elle a atteint que pour la façon tout à fait supérieure dont elle a été accomplie. Le vol des diamants de l'avenue de l'Opéra mérite une place à part, et un chroniqueur qui a le sentiment de ses devoirs ne saurait le négliger, parce qu'il marque une évolution définitive dans l'art. Jusqu'à présent, le vol n'était pas organisé scientifiquement; il l'est désormais : c'est à l'Angleterre, patrie du chancelier Bacon, l'auteur du

Novum organum, qu'était réservé l'honneur de combler cette lacune. Tel qu'il est pratiqué par la puissante maison qui s'est fondée à Londres pour opérer sur le continent, et particulièrement à Paris, le vol actuel est au vol naïf de l'ancienne roche ce que le roman naturaliste et documentaire est à *Paul et Virginie*, ce que le fusil Gras est au fusil à pierre, ce que le canon Krupp et la guerre méthodique à la prussienne sont à la bombarde et au combat des Trente, ce que le général de Moltke est au chevalier Bayard.

Aimez-vous la science? On en a mis partout.

On reste frappé d'admiration et d'un certain respect en apprenant avec quelle précision toute mathématique sont disposés les rouages de cette grande usine de Londres, constituée en Société anonyme, à responsabilité limitée; comme tout y a été ingénieusement prévu pour la découverte des affaires à entreprendre, pour leur prompte et sûre expédition. La police et la justice sont aussi impuissantes contre la savante organisation de cette industrie que les armes d'ancien régime contre les grands navires cuirassés. Lorsqu'elle attaque les coffres-forts, il n'est point de blindage qui lui résiste; mais lorsqu'on veut s'en prendre à elle, on a beau chercher le défaut de la cuirasse, on ne le trouve pas. Elle connaît à fond le Code et sait se maintenir en équilibre entre les lignes de la loi anglaise. A moins de la prendre en flagrant délit, sa sécurité est complète; mais on ne l'y prendra pas. Elle a ses employés et ses chefs de bureau, comme une honnête maison de commerce, et n'accepterait pas un nouveau commis sans de sérieuses références. Elle a ses détectives, ses indicateurs, ses inspecteurs, qui voyagent pour étudier le terrain et prendre des informations. Ils mènent grand train, sont payés comme des agents diplomatiques et payent eux-mêmes sans marchander, car la maison traite largement les affaires et méprise les économies de bouts de chandelles : il faut d'abondantes semailles si l'on veut une riche récolte. Lorsque l'inspecteur a adressé un rapport favorable, l'entreprise expédie sur les lieux des hommes de confiance, accompagnés d'un serrurier mécanicien qui est un homme de génie, inventeur d'outils à couper le fer et de pinces irrésistibles. Après avoir donné ses dernières instructions aux mandataires de l'agence, l'inspecteur poursuit sa tournée et gagne une autre étape. Le serrurier, de son côté, dès qu'il a fait ce qui concerne son état, s'éloigne sans se préoccuper du reste. Il n'a qu'un mandat : ouvrir les portes et les serrures; le reste ne le regarde plus : il est payé. C'est le grand principe de la division du travail, comme dans les industries bien comprises. Après lui,

les hommes de confiance repassent la Manche à leur tour et vont se retrancher dans l'asile inaccessible où aucune loi d'extradition ne peut les atteindre. Avant d'agir, ils ont assuré la sécurité complète de leur opération; toutes les mesures sont prises, tous les cas prévus; ils travaillent en silence et manœuvrent avec une dextérité si rapide, comme dans un exercice où chaque mouvement est réglé, qu'ils n'éveillent aucune défiance, qu'ils échappent à tous les yeux et à toutes les oreilles. Un gardien de la paix qui les rencontrerait sortant du magasin dévalisé serait capable de leur donner un coup de main.

Une fois les marchandises ou les valeurs en sa possession, l'agence examine. S'il en est qu'il serait difficile ou dangereux de négocier, elle ne se refusera pas à un compromis; au besoin, elle le provoquera. Elle a ses hommes d'affaires, ses *solicitors*, et ne croyez pas que ce soient des fruits secs ou des gens tarés, loin de là : elle se respecte trop pour recourir à des intermédiaires d'une respectabilité insuffisante, et elle serait la première à en souffrir. Non, c'est par les soins d'une étude d'avoué honorablement connue sur la place qu'elle proposera ou qu'elle acceptera un arrangement à juste prix avec la partie lésée. On négocie généralement à 35 pour 100, ce qui est, à vrai dire, un taux honnête et modéré. Considérez qu'elle pourrait demander 50 pour 100, et qu'il faudrait bien en passer par là, attendu qu'il vaut encore mieux sacrifier la moitié que de perdre tout. Ces Messieurs ne sont point des Arabes; ce sont des *gentlemen*, qui ont leur façon à eux de comprendre les affaires, qui sont de leur siècle, hommes pratiques, ayant pris soin de déposer tout vain scrupule pour livrer sans embarras la bataille de la vie, mais qui ne veulent point la mort des gens. Toutefois il ne faut pas non plus qu'on abuse de leur bonne volonté et qu'on leur manque de respect, comme l'a fait récemment la Société financière qui, pour racheter des valeurs considérables venues entre leurs mains, ne craignit pas d'offrir une mesquine rançon de 10 000 francs, au risque de les froisser dans leur dignité, et de se poser à leurs yeux sur le pied d'une maison qui n'est pas sérieuse et ne vaut pas le mal qu'on s'est donné pour entrer en relations d'affaires avec elle.

A l'heure où j'écris, les broches, bracelets, boucles d'oreilles et rivières en diamants de l'avenue de l'Opéra n'ont pas encore donné de leurs nouvelles, et jusqu'à présent le plus clair résultat de cet événement — en dehors, bien entendu de celui qu'ont obtenu pour leur propre compte les habiles praticiens d'outre Manche — c'est d'avoir à peu près détruit l'une des dernières croyances qui nous restassent. Les gens même qui ne croient plus en Dieu

croyaient encore au coffre-fort, surtout au coffre-fort Fichet. Quand cette foi sera partie comme les autres, que nous restera-t-il? Si, au lieu d'être une garantie, le coffre-fort jadis inexpugnable n'est plus qu'un danger, une enseigne voyante qui fait signe au voleur et lui désigne l'endroit où il peut travailler avec profit, ceux même que les exploits de la dynamite n'avaient point suffi à effrayer trouveront décidément qu'il est temps de mettre une digue aux progrès de la science.

Quel délicieux roman Dickens eût écrit avec ce digne M. Samuels, intermédiaire des « détenteurs des valeurs », allant trouver le respectable chef de la maison *Michael Abrahams, son and C°*, pour discuter les conditions de ses clients avec elle et faisant jouer le télégraphe (fil spécial), sans préjudice du téléphone, comme un grand banquier de la Cité chargé d'un emprunt d'État! Nous aurions un pendant à *Dombey et fils* ou à *Bleak-House*. Par malheur, Dickens est mort, et tout ce que nous pouvons espérer, c'est que cet épisode du développement scientifique au dix-neuvième siècle inspire un roman à M. Alexis Bouvier, ou un mélodrame à M. Félix Pyat, puisque cet homme d'État en disponibilité vient de rentrer dans la carrière. A moins, toutefois, qu'il ne prenne un jour fantaisie à M. Camescasse d'écrire, lui aussi, ses *Souvenirs d'un préfet de police.*

En attendant, ceux de M. Andrieux continuent à faire la fortune de la *Ligue*, des curieux et des chroniqueurs. Après bien des tâtonnements, M. Andrieux a enfin trouvé sa véritable vocation : il n'était pas né pour être délégué à l'anti-concile de Naples, procureur de la République, franc-maçon, député, ambassadeur à Madrid, préfet de police, pour prononcer une profession publique d'athéisme, pour manger publiquement du saucisson le vendredi saint, pour faire exécuter les décrets, quoiqu'il ait été ou quoiqu'il ait fait tout cela. Il était né pour écrire des chroniques. Ce serait un concurrent redoutable, et je le trouverai peut-être un jour sur mon chemin dans la presse bien pensante. Il a débuté jadis dans les petits journaux du quartier latin; il revient aujourd'hui à ses premiers amours, après un long circuit. Magistrat, homme d'État, ambassadeur, préfet de police, tout cela ne fut qu'une succession d'incidents en sa carrière, comme si, suivant le mot de Sainte-Beuve, il avait voulu toucher à tout uniquement pour tout connaître. Il a abordé ces rivages divers en touriste curieux qui se propose de raconter ses impressions de voyage. Ne le prenez ni pour un ami ni pour un ennemi. Ami aujourd'hui, ennemi hier ou demain, au fond ce n'est qu'un dilettante qui s'amuse, un virtuose qui veut avoir une galerie, un homme d'esprit sans préjugés, un aimable

et leste sceptique dont Scapin eût été jaloux. La Comédie italienne n'a pas de plus agréables et de plus divertissantes pantalonnades que certaines pages de ces *Souvenirs d'un préfet de police*, où les anciens compères de M. Andrieux sont bernés par un homme qui les connaît.

Impossible surtout de railler avec une plus spirituelle cruauté les arcanes de la franc-maçonnerie. L'ancien frère joue avec elle, comme le chat avec la souris. On dit que deux augures ne peuvent se regarder sans rire. Et pourtant, il paraît que les francs-maçons gardent dans leurs cérémonies un sérieux imperturbable. Mais M. Andrieux vient de restituer au proverbe son crédit. Nous savons avec quelle gaieté il a pris ses épreuves d'initié comme ses devoirs de maçon, et il ne nous est pas interdit non plus de croire que le F.·. Ducarre, actuellement député de Lyon, ou le V.·. Le Royer, président du Sénat, devait pouffer intérieurement comme lui en le faisant passer par tous les degrés de cette initiation dont le burlesque laisse bien loin en arrière les cérémonies du *mamamouchi* ou du *Malade imaginaire*, et surtout en lui présentant, avec une gravité tragique, le terrible verre de vermout pur, qui était censé contenir le poison des Borgia. La L.·. du Parfait silence ne se doutait pas, en versant le vermout au jeune Andrieux, qu'elle allaitait un serpent. Mais à quelque chose malheur est bon. On assure que le F.·. Cassard, limonadier dans la vie privée, décapité parlant dans les épreuves maçonniques, a reçu des propositions du théâtre Robert-Houdin : c'est une ressource assurée pour le jour où le vermout baissera.

La L.·. du Parfait silence n'a pas eu l'esprit, dans la circonstance, de rester fidèle à son titre. Elle a envoyé une planche à ce F.·. indiscret et rebelle, en le citant à comparoir dans son sein; et comme il n'a pas répondu à la citation, sinon par de nouvelles épigrammes, elle l'a solennellement excommunié. C'en est donc fait : M. Andrieux n'est plus franc-maçon. Mais il ne se trouve point suffisamment puni et il ne tient pas ses anciens confrères quittes envers lui pour si peu : il réclame avec énergie le châtiment officiel auquel il a droit, en vertu des statuts. Les engagements contractés par le néophyte ont pour sanction les engagements contractés par la loge : il a juré le secret, sous peine d'avoir la langue arrachée, la tête tranchée, le corps ballotté par le flux et le reflux de l'Océan, et puisqu'il a trahi son serment, il insiste pour payer sa dette, et il somme les V.·. F.·. du Parfait silence de s'exécuter en l'exécutant, sous peine de constater une fois de plus que le F.·. cabalistique est simplement l'initiale du mot *farceurs*. Que feraient cependant les maçons au pouvoir, si la L.·. du Parfait

silence, rappelée par les injonctions de M. Andrieux à l'accomplissement de son programme, lui dépêchait un mystérieux émissaire chargé d'accomplir les rites à son égard? Comme chef de la justice, le F.·. Martin-Feuillée devrait venger la mort du téméraire, mais comme maçon, il y devrait applaudir. Il ne pourrait faire son devoir d'un côté sans le trahir de l'autre. Quelle perplexité! Quelles luttes! Et comme la Loge du Parfait silence a obéi à un sage opportunisme en lui épargnant cet écartèlement de sa conscience!

A peu près au moment où les ouvriers sans travail organisaient leur meeting de la place de l'Opéra, les étudiants qui n'étudient pas, — ces ouvriers sans travail du quartier latin, — troublaient le cours de M. Caro par leurs clameurs sauvages. Quel était donc le crime de M. Caro? Désigné par l'Académie pour parler sur la tombe d'Edmond About, il avait osé tempérer d'une restriction morale, commandée par sa conscience, un éloge littéraire sans restriction. Après avoir mis une sorte de coquetterie à effeuiller sur le cercueil de ce confrère *in partibus* toutes les fleurs du panégyrique, il avait fait brièvement, mais nettement, en quelques lignes qui disaient tout, ses réserves sur les points essentiels. Déjà la phrase de M. Caro sur les écarts d'une polémique, qui, dans le domaine le plus intime et le plus sacré de la conscience, « fut trop souvent sans respect, sans mesure et sans justice, » avait soulevé, au cimetière même, de violents et significatifs murmures. Comment! sur la tombe d'About, M. Caro avait osé regretter que l'horizon de la vie fût fermé pour lui et qu'il souffrît impatiemment qu'on cherchât au-delà; il avait eu le courage de relever, devant les négations de cette vie, de cette mort et de ces funérailles, le drapeau du spiritualisme chrétien! De tous les orateurs, il était le seul qui eût senti le devoir de faire cette protestation! Quel excellent prétexte pour le punir d'un enseignement dont l'éclat et le succès gênent depuis si longtemps les coryphées de l'athéisme, pour réduire au silence cette voix importune qui troublait l'unité de l'enseignement public, en parlant haut encore, et devant l'auditoire le plus nombreux de la Sorbonne, de choses dont il ne faut plus parler!

Donc, convoqués par les mots d'ordre qu'on avait fait courir du café de la Source au jardin Bullier et excitées par les grossières récriminations des feuilles écarlates, les milices ordinaires de ces exécutions brutales, — les mêmes qui jadis eussent sifflé *Gaëtana*, — s'étaient donné rendez-vous dans la salle Gerson. Une première fois elles n'étaient pas en force, et leur tentative avorta piteusement. Une seconde fois, elles revinrent plus nombreuses, mieux dressées, résolues à vaincre et, malgré les protestations unanimes

de l'auditoire, malgré la dignité vaillante avec laquelle le professeur fit face et tint tête à l'orage, parvinrent, à force de vociférations, à interrompre le cours pendant une demi-heure. Une troisième fois, elles se préparaient à revenir après avoir levé pour cet assaut suprême le ban et l'arrière-ban de leurs *condottieri*. Le doyen de la Faculté ne pouvait plus répondre de l'ordre, à moins de faire appel au bras séculier, et, d'accord avec lui, M. Caro a mieux aimé fermer momentanément sa porte que de recourir à la protection de la police.

Et voilà avec quelle mesure et quelle justice l'éloquent philosophe a été puni d'avoir reproché à M. About l'absence de justice et de mesure dans les questions religieuses ! Si l'on pouvait essayer d'un raisonnement quelconque avec des jeunes gens sortis nous ne savons d'où et dont les trois quarts, sans doute, eussent été bien embarrassés de montrer leurs cartes d'étudiants, nous leur tiendrions à peu près ce langage : Fallait-il donc, pour que le professeur conservât votre estime, qu'il mentît à sa conscience, qu'il reniât ses convictions ou qu'il se dérobât dans de lâches réticences? C'est pour le coup que vous eussiez été en droit de lui reprocher sa conduite. Vous qui faites profession d'aimer la franchise et la sincérité, vous devriez le louer hautement de n'avoir pas voulu dissimuler son drapeau. Lorsqu'on a des convictions, c'est une question d'honnêteté et d'honneur de ne les point cacher, surtout dans les occasions solennelles où cette prudence pourrait être suspecte d'une certaine lâcheté. Dire ce qu'on pense, cela se doit, et cela se peut toujours, même dans une oraison funèbre. Si c'est difficile quelquefois, ce n'est jamais impossible pour un homme de tact ; M. Caro l'a précisément prouvé dans ce passage dont on a feint de s'indigner, et vous vous en seriez aperçus sans peine, si vous n'étiez volontairement aveuglés par un étrange parti-pris, vous les fils de ceux qui sifflaient M. About comme un vil courtisan, qui l'auriez sifflé de même, et qui ne souffrez pas aujourd'hui qu'on y touche, sans doute parce qu'il a tourné le dos à l'empire en même temps que la fortune et qu'il est devenu républicain quand la république pouvait le faire sénateur. Ce n'est pas d'ailleurs que cette aventure ait de quoi affliger outre mesure les amis de M. Caro. Elle est déplaisante peut-être, mais elle le grandit. Il est bon, pour un philosophe, de se retremper de temps à autre dans une épreuve vaillamment portée ; d'affronter, sans forfanterie comme sans faiblesse, l'honneur de l'impopularité dans les couches les plus bruyantes de la libre pensée radicale, athée et matérialiste, et de trouver une aussi belle occasion de montrer un caractère à la hauteur de son talent.

II

MM. les étudiants sont d'ailleurs en veine de tapage pour le moment. Ils ont *manifesté* au cours de M. Robin et aux funérailles de Jules Vallès. Une couronne offerte par les socialistes allemands et portée derrière le cercueil a excité leurs protestations et leurs colères : elle était cependant parfaitement à sa place parmi les bannières et les inscriptions, dignes d'un tel voisinage, qui l'entouraient. L'armée de la Commune, avec ses cadres, ses officiers, ses soldats, ses écharpes, ses drapeaux rouges et son drapeau noir, a pu traverser en ordre la moitié de Paris, pour accompagner, du haut du boulevard Saint-Michel jusqu'au Père-Lachaise, le rédacteur en chef du *Cri du Peuple*, l'ex-condamné à mort du 5 juillet 1872. La police était absente, et qu'eût-elle pu faire, puisque, légalement, il n'y a plus ni emblèmes ni cris séditieux?

Celui qui s'en allait ainsi directement au cimetière était un révolté aux appétits de viveur, dont toutes les convictions politiques tenaient dans ses haines, dans son envie, dans ses colères et dans ses convoitises. On saura Vallès par cœur en lisant les trois volumes où il a publié son autobiographie sous le nom de Jacques Vingtras : l'*Enfant*, le *Bachelier*, l'*Insurgé*. C'était le fils d'un professeur de cinquième et d'une paysanne auvergnate qu'il s'est acharné à ridiculiser et à salir avec une fanfaronnade cynique d'ingratitude filiale. Oh! il n'a aucun préjugé, pas plus celui du *foyer domestique* et du *toit paternel* que les autres. Trente ans après et jusqu'à la fin de sa vie, il avait encore sur le cœur les corrections qu'il avait reçues, les mortifications qu'avait subies son amour-propre, les pantalons trop larges, les redingotes jaunes ou vertes, fabriquées avec les vieux habits de son père, qu'on lui avait fait porter. Indiscipliné, vindicatif, d'un orgueil indomptable, d'une indépendance farouche, il n'oubliait ni ne pardonnait rien, et les révoltes de l'homme sont sorties des rancunes et des rages de l'enfant. Quel livre affreux, tout imprégné de fiel, tout frémissant de colères sauvages, jusque dans ces plaisanteries burlesques et triviales qui font songer à un Paul de Kock sans gaieté, que celui où il nous raconte l'histoire de ses premières années, et d'une main féroce, sans respect et sans pitié, arrachant le manteau qui recouvrait la nudité de ses parents, nous les étale en leur ridicule laideur! Lui-même il se montre à nous dans ses instincts précoces quand il nous dépeint la tuerie du cabaret de Farreyrol, où l'on ne sait plus si c'est du vin ou du sang qui coule. Les gendarmes chargent; les paysans courent sur eux, avec des pierres,

des bâtons et un vieux fusil, et lui, le gamin, il a la tête en feu, il trouve cela beau, il voudrait « comme les autres, taper dans le tas, et de derrière un arbre lancer une pierre aux gendarmes. » Il voit rouge : le rouge est sa couleur; il en met jusque dans son style. Un peu plus tard, il nous raconte qu'un des premiers articles qu'il voulut écrire portait pour titre : *les Tombes révolutionnaires.* « Il y a des fleurs qui piquent de rouge l'herbe terne des cimetières; je mettrai des phrases rouges aussi. » Il n'a jamais fait autre chose. Encore s'il s'était borné aux phrases!

Ecoutez le cri qu'il pousse, lorsqu'il est dans la diligence qui l'emporte enfin vers Paris, à dix-huit ans : « Ma main a fait sauter tout, pour aller fourrager ma chair sur ma poitrine; je sens mon cœur battre là-dedans à grands coups, et j'ai souvent comparé ces battements d'alors au saut que fait, dans un ventre de femme, l'enfant qui va naître... Je suis LIBRE! LIBRE! LIBRE! » C'est le cri du jeune loup qui a rompu sa chaîne, qui se sent les griffes pointues, les dents longues et qui veut se rattraper. Il partait, muni de ce diplôme de bachelier qui devait être son talisman. Mais toutes les portes restent fermées, et pendant des années entières, comme Jérôme Paturot, quoique avec moins de belle humeur, il va poursuivre son voyage infructueux à la recherche d'une position. Et alors il maudira l'instruction qu'il a reçue, les noms d'Homère et de Virgile lui feront hausser les épaules, il parlera d'ouvrir, aux bureaux de son journal, un registre où viendront s'inscrire tous ceux qui ont le courage de convenir que le *Misanthrope* les ennuie, il demandera qu'on mette le feu aux bibliothèques et aux musées. « Quand donc brûlera-t-on le Code et les collèges? — Tu nous le paieras, société bête! Va, tu ne perdras rien pour attendre! » C'est bien le même homme qui trouve cette plaisanterie sinistre, — et mille autres du même genre, — en racontant qu'il a contrefait des exemptions pour sortir du collège en fraude. « Si la contrefaçon mène au bagne, je devrais y être. — Et qui dit que je n'irai pas? » Il n'est pas allé au bagne, mais il fût allé au poteau de Satory sans son évasion. Rapprochées des événements, de telles paroles feraient frémir comme des pressentiments, s'il ne les avait écrites après coup, par une sorte de bravade où ce comédien féroce se drape rétrospectivement en Spartacus, prédestiné dès son enfance à devenir « le commandant des redingotes rangées en bataille à côté des blouses. »

L'existence de Jules Vallès à Paris fut pendant des années un poème tragi-comique de vagabondage et de misère, coupé de conspirations et de duels. Il s'est complu, avec une ironie âpre et un cynisme amer, à la description de cette vie de bohème, qui, au lieu

de s'amuser de ses souliers éculés, de sa mansarde ouverte à tous les vents et de ses dîners pythagoriciens, comme les héros de Mürger, s'en irrite et médite de démolir la société pour la jeter au feu et s'y chauffer à l'aise. On voit percer l'orgueil à travers chaque trou du paletot râpé de ce Diogène auvergnat. La bohême de Mürger est frivole ; celle de Vallès est sombre et déclamatoire : lorsqu'elle rit, c'est d'un rire énorme, violent et faux. Schaunard eût reculé d'épouvante devant une telle progéniture, — légitime, mais monstrueuse. Cette queue de la gaie bohème d'autrefois, qui aboutit à la Commune, n'a pas eu de personnification plus complète et plus significative qu'en Jules Vallès. A ce point de vue, il est un type qui mérite d'être étudié. A vingt ans, il agitait déjà ses loques comme un drapeau rouge. Ce n'était pas un simple irrégulier, c'était un insoumis, un *réfractaire*. A vingt-quatre, après avoir été quelque temps le secrétaire de Gustave Planche, il publiait son premier livre, à peu près introuvable aujourd'hui : *l'Argent*, « par un homme de lettres devenu homme de bourse », avec une couverture couleur d'or, timbrée d'une pièce de 5 francs en guise d'enseigne, et une dédicace à Mirès où éclate, sous une forme d'une ironie parfois brutale, l'âpre appétence des satisfactions matérielles. Tout le livre, d'ailleurs, n'est qu'une glorification impudente de la richesse, pour les plaisirs qu'elle procure, et une violente invective contre la pauvreté : « C'est terrible, s'écrie-t-il quelque part dans le *Bachelier*, ces goûts d'aristocrate avec mes idées de plébéien ! » Il aimait l'argent avec l'âpreté d'un paysan, et les jouissances de tout genre avec l'aspiration fiévreuse d'une nature emportée et sanguine, qui, n'étant retenue par aucun principe ni par aucun scrupule, veut se dédommager des privations de sa jeunesse et mordre à son tour au gâteau après s'être si longtemps nourrie de pain sec. Vallès avait tout ce qu'il faut, sauf sans doute la capacité financière, pour faire un boursier insolent, sensuel et féroce, jetant à la porte de son hôtel « les anciens amis, les martyrs de la pensée, comme on dit chez les liquoristes ». Il raillait les poètes phtisiques, râlant leurs derniers vers à l'hôpital en crachant leurs derniers poumons. Il fouaillait les pauvres diables comme des chiens galeux ; il prônait le savoir-faire et riait des berquinades où l'on chante les vertus de la médiocrité : « Je crève d'ennui dans ces ménages d'employés honnêtes, de professeurs à 1500 fr., de teneurs de livres, où la soupe cuit sur le poêle. Les demoiselles bien sages qui balayent la place, vident le pot, épluchent des oignons ; ces filles-là, au doigt grêlé par le travail, sans bijoux et sans crinoline, me font peine à voir, et leur père est un lâche de ne pas remuer ciel et terre pour gagner de quoi les garder bien

belles... Enrichissons-nous... Gagnons de l'argent, de quoi venger le passé triste, de quoi faire le lendemain joyeux, de quoi acheter de l'amour, des chevaux et des hommes... La Bourse est l'Hôtel de Ville de la République nouvelle. »

A quoi tiennent les destinées! Après cet hymne au veau d'or, Vallès semblait enrégimenté dans les rangs des ennemis du pauvre. Avec un peu plus d'esprit de suite et de tenue, il ne pouvait manquer de devenir un des millionnaires de la coulisse, et, comme il poussait tout à outrance, il eût été un conservateur aussi féroce qu'il a été un révolutionnaire excessif. Mais il ne pouvait longtemps porter le collier, et la bohème le ressaisit bientôt. Il passa de journal en journal, gaspillant sa verve, publiant des études sur le *Paris bizarre et misérable*, où éclate cette prédilection pour le monstre qu'il partage avec Victor Hugo. Il fonda lui-même, en 1867, un journal hebdomadaire au titre caractéristique : *la Rue*. Il fit au *Figaro* une courte campagne de chroniqueur quotidien, où sa personnalité étrange étonna d'abord, séduisit même quelque temps, mais ne tarda point à lasser le lecteur. Il n'avait pas assez de souplesse et de variété dans l'esprit pour un pareil tour de force. Il donnait une note nouvelle, mais il n'en donnait qu'une : note de trombonne, âpre, rude, vibrante, s'adoucissant parfois pour jouer un air plus tendre ou même s'égayant en quelques *couacs*, mais au fond toujours la même.

Le premier livre que publia Vallès indiqua la profondeur de sa rechute. Dans cette galerie des *Réfractaires* où il avait fait entrer tous les excentriques de la misère lettrée, tous les irréguliers incapables de se plier au niveau de la vie, et jusqu'à l'illustre critique Gustave Planche, qui vécut et mourut misérable, que de pages significatives ne trouverait-on pas, où il s'est peint lui-même! Les *Réfractaires* restent encore son meilleur livre, celui où sa gaieté est la plus franche, où il a mis le moins de mauvais goût, où son talent est le moins pénétré de fiel. Trois ou quatre ans après, le *réfractaire* jouait dans la Commune le rôle que l'on sait. Il rentra en France à la suite de l'amnistie, et il avait repris depuis le mois d'octobre 1883 la publication du *Cri du Peuple*, où il réalisa son rêve : se faire le porte-voix des loqueteux et des affamés, tout en étant lui-même bien vêtu et bien nourri, et où chaque jour il sonnait sa sombre fanfare à côté du drapeau rouge déployé, claquant au vent.

Le procédé de Jules Vallès comme écrivain est vite percé à jour. C'est un robuste ouvrier de style, dont les brutalités sont voulues, comme les trivialités et les négligences. Il a le mot violent, il fait la grosse voix, il vibre comme un comédien à panache ;

« J'étais un homme de théâtre, » dit Jacques Vingtras, qui n'est autre que lui. Il nous apprend aussi que Vingtras avait « les dents aiguës comme celles d'un chien ; » de là ses appétits et ses morsures, — et que, s'étant rencontré avec un professeur de boxe et de savate, il était devenu son plus fort élève, ce qui dénotait sa vocation véritable. Le caractère et les goûts d'un écrivain se trahissent bien vite à un œil attentif par son mot de prédilection. Celui de Vallès est *crever;* il le met partout où un autre emploierait le verbe bourgeois *percer* ou *trouer* : « Les affiches blanches *crèvent* comme d'une lueur la brume grise... Le chemin que *crève* le front de fer de la locomotive. » Pour employer un néologisme qui ne l'eût point effrayé, c'est un *outrancier* du style comme de l'idée. Il a pris une pose mélodramatique et mis sur son visage l'un de ces masques farouches qui immobilisent les traits et grossissent la voix. Nous dirions qu'il joue au Croquemitaine, si nous n'avions appris à nos dépens qu'il ne faut point rire de ces lugubres farceurs. Sa grande ambition est de faire peur aux bonnes gens. Il jouit de chaque frisson qu'il donne au lecteur timoré, et ses violences à froid sont le résultat d'un calcul, autant pour le moins que de son tempérament. Au fond, il se moque bien de la République! Il ne se prive pas de railler en passant, dans ses livres, les idées et les admirations convenues sur la Révolution. Son horreur des pédants et de la littérature classique s'étend aux cuistres du Jacobinisme, aux *séminaristes rouges*, aux fétiches qu'il faut vénérer pour passer son baccalauréat radical. Ce qu'il veut uniquement, c'est sa revanche, c'est jeter bas tout ce qui le gêne et sur la ruine générale installer sa personnalité triomphante. Qu'y a-t-il de plus chez presque tous les révolutionnaires?

Quelques semaines avant Jules Vallès, nous avions perdu Mégy. Cette grande nature a quitté la terre dont elle était l'un des plus beaux ornements; mais ce qui diminue nos regrets, c'est que, comme Assi, Cluseret et quelques autres, Mégy comptait parmi ceux qui nous tenaient rigueur et n'avait point profité de l'amnistie pour se restituer à la France. Il manquait au personnel reconstitué de la Commune. Si Mégy eût manié la plume, il aurait écrit dans le style de Vallès, mais c'était un ouvrier mécanicien et un homme d'action; il ne maniait que ses outils et le revolver, et il avait écrit son livre de l'*Insurgé* avec une balle dans le crâne d'un agent qui venait pour l'arrêter. Condamné par l'Empire à vingt ans de bagne, il fut délivré par la République, qui allait le condamner derechef pour avoir souffleté son commandant, et délivré de nouveau par la Commune, qui devait ensuite le renfermer elle-même pour ne point s'être montré aussi vaillant contre

les Prussiens que contre les sergents de ville. Encore un beau type de *réfractaire!*

L'illustre ingénieur Dupuy de Lôme, qui a attaché son nom à une révolution dans la construction navale, le créateur du vaisseau cuirassé, l'homme aussi qui a fait faire le premier pas au grand problème de la direction aérostatique, échappe à ma compétence et aux attributions de cette causerie. Il n'en est pas de même de M. Edmond du Sommerard, dont le nom rappelle aux plus ignorants l'admirable musée archéologique de l'hôtel de Cluny et du palais des Thermes. La collection formée par le père constitue aujourd'hui encore le fonds principal de ce musée, si précieux pour l'étude du moyen âge et de la Renaissance, et c'est à juste titre qu'on a donné son nom à la rue sur laquelle il s'ouvre. A la mort d'Alexandre du Sommerard, en 1842, l'Angleterre offrit un prix considérable de son cabinet, dont la renommée était européenne. Les négociations entamées furent rompues par la famille, avec un empressement d'autant plus méritoire qu'elle n'était pas riche, dès que le ministre de l'intérieur, M. Duchâtel, lui eût fait une proposition qui pouvait sembler presque dérisoire, mais que les nécessités budgétaires ne permettaient point de dépasser. Sans hésiter devant un sacrifice considérable pour conserver à la France tant de richesses, la veuve demanda seulement que la collection du Sommerard fut conservée en bloc, au lieu d'être disséminée, et que la direction en fût confiée à son fils, associé depuis longtemps déjà aux travaux paternels.

M. Edmond du Sommerard n'a pas seulement organisé le musée de Cluny, il l'a tellement enrichi pendant les quarante-deux années de sa direction, il a déployé à son service une activité si prodigieuse, un coup d'œil si pénétrant, un flair si subtil, une telle sûreté d'érudition et de goût, qu'il peut en être considéré comme le véritable créateur. En trente ans, de 1852 à 1882, comme on peut le voir par le catalogue, le musée, sous son administration, a quadruplé le nombre de ses objets, puisqu'il s'est élevé de 2500 numéros à 10 800. Il est juste de ne pas oublier, dans ce rapide enrichissement, les deux cents donateurs de tous pays et, nous pouvons le dire, de toutes classes, puisqu'on y rencontre des instituteurs à côté de Sa Grâce le duc d'Hamilton, de simples bourgeois à côté de sénateurs, de ministres et de membres de l'Institut.

III

Nous avons rencontré aussi sur cette liste le nom de Charles Davillier, que nous allons retrouver au Louvre avec l'une des donations les plus magnifiques qui aient jamais été faites à notre grand musée national. Le baron Charles Davillier était un connaisseur de premier ordre dans tous les genres qui peuvent intéresser un curieux, depuis les faïences, les porcelaines, les majoliques, jusqu'aux cuirs de Cordoue et aux tapisseries; depuis les terres cuites jusqu'aux bronzes; depuis la serrurerie jusqu'à l'orfèvrerie. Ceux qui avaient lu ses livres le savaient bien, et mieux encore ceux qui avaient vu sa riche collection dans l'hôtel de la rue Pigalle.

Par un testament, daté de l'époque où les Prussiens bombardaient Paris, M. Davillier avait légué au Louvre toute sa collection, sauf les faïences, porcelaines et verreries anciennes, qu'il réservait au musée de Sèvres. Des difficultés relatives à l'accomplissement des formalités légales et à l'interprétation de cette dernière clause, ont retardé longtemps l'ouverture de l'exposition, qu'on peut voir enfin depuis quinze jours dans la salle de la Colonnade consacrée spécialement à la réunion temporaire des dons faits au musée.

Citons en première ligne les bronzes de la Renaissance, et tout d'abord le précieux *Arion* du Riccio, que l'artiste a représenté chantant et jouant de la lyre avant d'être jeté dans les flots; le buste en miniature du célèbre artiste, puis la *Vénus* padouane, et surtout le *Persée*, coiffé du pétase ailé, qui n'est pas indigne, par sa svelte et nerveuse élégance, d'être attribué à Benvenuto Cellini. Les bustes, statuettes et diptyques d'ivoire appartiennent au moyen âge et à la Renaissance. Une *Madone allaitant l'enfant Jésus* remonte au quatorzième siècle. Une *Vierge au livre*, d'une incomparable finesse de travail, attirera tous les regards; mais les visiteurs distraits ou pressés pourraient s'éloigner peut être, sans même avoir vu, au bas de la vitrine, la petite plaque sculptée en faible relief sur ses deux faces et représentant des danses d'Amours dont l'un porte un thyrse, d'autres frappent sur un tambourin ou soufflent dans la double flûte. Cet ivoire, en mauvais état, grand à peine comme la main, n'en était pas moins considéré par M. Ch. Davillier comme la perle de son cabinet, avec l'*Arion*, d'André Riccio, et, en cas d'incendie, il l'eût sauvé avant tout, car c'est une œuvre de l'antiquité classique.

Une *Vierge*, de l'école des della Robbia, et l'effigie d'un gentil-

homme vénitien à la tête énergique, m'ont semblé les morceaux les plus remarquables des terres cuites. Il faut signaler, dans la sculpture en bois, une *Adoration des Mages* dont le travail excellent, le modelé correct, fin et large à la fois, semblent dénoter l'influence immédiate des Bellini. Les émaux, les verreries, les faïences, sont innombrables et, pour la plupart, d'un haut prix. Notons du moins, en courant, de très beaux types de l'école hispano-moresque et du travail provençal, le seul échantillon authentique de la fabrique de Ravenne, et surtout une moitié de plat portant le millésime de 1475 et la marque de Faënza. Ce fragment de majolique vaut à lui seul des milliers de francs: que vaudrait le plat tout entier?

Deux coupes de jaspe ont appartenu à Laurent le Magnifique et portent le nom des Médicis en abrégé sur leur contour. Les gemmes, les bijoux, de la forme parfois la plus rare et la plus étrange, comme ceux qui représentent un triton barbu et un dragon ailé, les figurines en vermeil, les nielles sur argent, la série de bagues qui va de l'antiquité à la Renaissance, nous retiendraient trop longtemps. Il y a un peu de tout dans cette collection, même des meubles, qui n'en sont point, à beaucoup près, la partie la plus intéressante, même une grille qui fermait jadis l'Alcazar de Ségovie, même quelques armes et une rondache en fer repoussé et damasquinée d'or que M. Davillier trouva chez un laboureur de la *huerta* de Valence, où elle servait de couvercle à une jarre pleine d'huile, et dont il ne put devenir le propriétaire qu'à la mort du paysan, qui avait obstinément refusé de s'en dessaisir. C'est peut-être en Espagne, plus encore qu'en Italie, que le baron Charles Davillier a fait ses plus précieuses trouvailles, car il avait visité vingt fois cet admirable pays et il en connaissait les moindres recoins. Il aimait à fureter, et le plaisir de l'acquisition se doublait pour lui du plaisir de la découverte. Il était peu d'objets dans son cabinet auquel ne se rattachât le souvenir de quelque histoire de ce genre. J'allais oublier de dire que la collection Davillier est comme encadrée dans cinq tapisseries des quinzième et seizième siècles, dont la plus grande et la plus précieuse, généralement connue des amateurs sous le nom de *la Reine des tapisseries*, et datée de l'an 1485, représente en trois compartiments, avec tous les caractères du style de Memling, le *Couronnement de la Vierge* par deux anges, entre deux autres anges jouant l'un de la harpe, l'autre de la mandoline.

Le musée du Louvre s'est également enrichi de trois Frans Hals, auxquels nous aurons à revenir lorsqu'ils seront enfin sortis des ateliers de restauration par lesquels ils ont dû passer, en arrivant

de Harlem, avant d'être exposés aux regards du public[1], et d'un petit tableau du vieux maître Jean Perréal ou Jean de Paris, provenant de la galerie du prince de Villafranca (le duc Robert de Parme) et qu'on peut voir dans le salon carré. Ce tableau était d'abord anonyme; puis on le donna à Jean de Maubeuge; aujourd'hui enfin on l'attribue à Jean de Perréal, dont il constitue jusqu'à présent la seule œuvre authentiquement, ou plutôt officiellement reconnue. Les points de comparaison manquent pour contrôler l'attribution, et on en est réduit à se contenter d'une certaine vraisemblance, sans prétendre à la certitude. Quoi qu'il en soit, cette composition, représentant la Vierge sur un trône, entre Anne de Bretagne et Charles VIII, vers lequel l'enfant Jésus se tourne avec un geste gauche et naïf, est, dans son coloris délicat et son fin modelé, un précieux échantillon de l'art national à la fin du quinzième siècle, entre Jean Fouquet et François Clouet.

Les cercles de la rue Volney et de la place Vendôme ont donné leur exposition annuelle. La première s'est fermée le 24 février, et la seconde hier. Nous nous bornerons donc à un mémento sommaire, mais sans pouvoir passer entièrement sous silence ces petits salons accueillis chaque année avec tant de faveur, comme la préface de l'Exposition. Les artistes les plus célèbres ne dédaignent pas d'y figurer. N'y cherchez ni grandes toiles ni grand style : on ne pratique jamais le tableau d'histoire dans les cercles, sinon parfois sous la forme anecdotique. Quelques paysages, force scènes de genre, et plus encore de portraits, composent le menu habituel de ces exhibitions intimes. Il eût suffi du *Novembre* de M. Cazin, d'une harmonie si fine et si mélancolique, du doux et pur portrait de femme par M. Benner, du *Far niente* de M. Gabriel Ferrier, de la *Partie de cartes* de M. Toudouze, de la *Zoraïda* de M. Benjamin Constant, des portraits de MM. Delaunay, Henner et Bonnat, pour attirer et retenir le public à la rue Volney. Je ne parle pas de la *Femme blonde* de M. Besnard, qu'il eût fallu intituler : *Femme verte*, ni de l'*Enfant* de M. Carolus Duran, avec son affreuse tignasse rousse salissant de reflets fauves ses chairs molles et bouffies.

Il nous semble que M. Carolus Duran se néglige. Son *Portrait d'enfant*, exposé place Vendôme, ne valait pas beaucoup mieux dans un genre tout différent. Nous sommes resté consterné devant le *Nominor leo* de M. Gérôme : cet énorme muffle de lion couché, si patiemment peint dans ses plus petits détails, est en bois et semble avoir été taillé avec les couteaux qui sculptent les joujoux de

[1] Ils sont exposés au moment où nous corrigeons l'épreuve de cet article.

Nuremberg. Heureusement, les portraits, ou du moins l'un des portraits de M. Cabanel, ceux de MM. G. Jacquet, Jalabert, Paul Baudry, Sain, Gervex; les scènes militaires de MM. Protais et Berne-Bellecour; les tableaux de genre de M. Worms, de M. Benjamin Constant, de M. Arcos, de M. Gust. Boulanger, avaient de quoi dédommager le visiteur. La grande curiosité, le grand honneur de l'exposition organisée par le cercle de l'Union artistique était le double envoi de M. Meissonier : *En aval du pont de Poissy*, paysage microscopique, mais largement traité, lumineux et plein d'air; les *Joueurs de boules dans les fossés d'Antibes*, collection de figurines saisies pour ainsi dire au vol dans la vérité et la variété de leurs mouvements, peintes avec la finesse et la précision habituelles à l'auteur, mais qu'alourdit et écrase malencontreusement l'énorme masse des fortifications de la ville.

La septième exposition de la Société des aquarellistes français est plus abondante et plus riche encore qu'à l'ordinaire. D'abord le nombre des membres s'est considérablement accru : ils n'étaient que dix-sept en 1879, et quoique plusieurs des sociétaires d'alors, comme Gustave Doré et Jules Jacquemart, ne soient plus de ce monde, que d'autres se soient retirés, comme MM. Henri Baron et G. Jacquet, ils sont trente-quatre aujourd'hui. En outre, on a pris le parti d'admettre les dessins, qui remplissent le couloir du rez-de-chaussée et se sont même glissés dans le *hall* du premier étage, avec les vigoureuses compositions de M. J.-P. Laurens, pour le *Faust* de Goethe et pour la suite des *Récits des temps mérovingiens*. Les envois de M. Jean Béraud pourraient passer aussi, au premier coup d'œil, pour de purs dessins. Le public s'arrête, en souriant, à ces trois scènes parisiennes, d'une observation toujours spirituelle et d'une exécution piquante, mais çà et là un peu hâtive et lâchée. On se presse comme d'habitude devant les gouaches de M. Vibert, qui n'a eu garde de négliger son inévitable cardinal, à l'oreille duquel un gros ecclésiastique, papelard et lippu, chuchote je ne sais quelle friande nouvelle qui l'intéresse évidemment au plus haut point; devant le *Vieux garçon* de M. Worms, qui a su être piquant sans tomber dans la charge, devant les types et scènes militaires de M. Alph. de Neuville, dont la composition la plus importante, — *Destruction du télégraphe dans un village par les Prussiens*, — qui comprend un grand nombre de personnages, ne me paraît point la meilleure, car elle est d'une facture trop *brillantée* et l'attitude de l'officier à cheval n'est pas exempte de maniérisme; devant les cosaques et les gardes à cheval de M. Detaille, qui s'est consacré exclusivement cette année à l'armée russe, et qui en a rendu les types et les

costumes avec une perfection étonnante, mais empreinte d'une certaine sécheresse.

Nous ne voudrions point métamorphoser ces pages en une aride nomenclature. Cependant, comment ne pas désigner rapidement encore les scènes vendéennes de M. Julien le Blant, particulièrement la *Surprise*, si vivante et si vraie; les éblouissantes aquarelles de Mme Madeleine Lemaire, dont les *Groseilles et Prunes* sont d'une telle fraîcheur, qu'on en mangerait; les compositions dessinées par M. Maurice Leloir pour *Manon Lescaut;* les paysages de M. Français, où une certaine coquetterie s'allie au sentiment du style, et les paysages animés de M. Heilbuth, — un aquarelliste sans alliage, celui-là, — d'une si lumineuse transparence, d'une exécution si fine et si large à la fois? J'en passe, et des meilleurs : M. Charles Delort, Mme Nathaniel de Rothschild, M. Eugène Lami, le patriarche du genre, M. Albert Maignan, dont quelques-uns des coups d'essai sont presque des coups de maître; M. Eugène Lambert, le spirituel *historiogriffe*, à la facture soyeuse comme le pelage de ses chats, et qui ne se lasse pas plus de répéter le même thème que le public ne se lasse de le revoir. Mais quoi! on ne saurait tout dire. Et d'ailleurs, l'exposition des aquarellistes est de celles qui n'ont pas besoin du secours de la presse. Chaque fois qu'elle revient, sa bienvenue lui rit dans tous les yeux. C'est de l'art aimable, mondain, accessible à tous, qui se déguste comme un gâteau à la crème et un verre de malaga chez le pâtissier, qu'on peut apprécier sans étude et sans fatigue, en allant au Bois, en causant de la nouvelle pièce et de la mode de demain, et qui permet de résumer sans effort toutes ses impressions critiques dans ce seul mot : *Charmant!*

Le Cercle de la librairie a eu l'heureuse idée d'organiser une exposition des dessins, aquarelles et estampes de Gustave Doré, hommage bien légitime rendu à l'artiste qui a le plus fait pour la gloire et pour la parure du livre. L'exposition s'est ouverte le 4 mars. Elle comprend plus de trois cent cinquante numéros. Il n'y a là qu'une faible partie de l'œuvre de ce prodigieux improvisateur, dont beaucoup de dessins d'ailleurs, tracés directement sur le bois, ont été détruits par la gravure; mais c'est la première fois qu'on voit réuni un tel ensemble, qui permet d'apprécier pour ainsi dire d'un coup d'œil, la souplesse et la variété de ce talent, l'inépuisable richesse de cette imagination. Paysage, genre, histoire, réalisme et fantaisie, scènes sacrées et profanes, personnages héroïques ou bouffons, drame et comédie, il a touché à tout, et partout il a marqué une trace originale, qu'on ne saurait confondre avec aucune autre. Jamais cerveau ne conçut plus d'idées pittoresques, jamais

crayon n'a jeté plus de formes sur le papier. Les plus puissants producteurs sont stériles à côté de lui. Dans ses luttes corps à corps avec les génies dont il se faisait l'interprète, il sautait de Rabelais à Dante, des *Contes de fées* au *Paradis perdu*, et de *Don Quichotte* à la Bible; mais en traduisant il restait toujours lui, et en interprétant il créait.

On suivra dans l'exposition du Cercle de la librairie l'évolution et les progrès de ce grand inventeur, depuis ses premiers croquis enfantins jusqu'aux œuvres qu'il achevait la veille de sa mort. Les organisateurs ont réuni, sous une vitrine, quelques compositions dessinées et coloriées par lui de sept à dix ans, où se trahit l'influence directe de Grandville, — premiers bégaiements d'un génie qui, dix années plus tard, devait être en pleine possession de sa force. Ceux qui connaissent le mieux l'œuvre de Doré feront là quelques découvertes; il lui arrivait d'en faire lui-même, vers la fin de sa vie, quand on lui remettait sous les yeux des productions qu'il avait complètement oubliées. A défaut du dessin original, je leur recommande, par exemple, l'épreuve avant la lettre d'*Une jeune femme morte*, — un des premiers ouvrages de sa majorité, qui remonte à 1853 ou 1854 : ils y trouveront un Doré qui les surprendra par le caractère du dessin, par le mélange d'idéalisme, de sentiment et de naturalisme, — un naturalisme qui, dans quelques têtes, fait songer à Courbet. Je regrette vivement qu'on ne nous ait point donné deux ou trois échantillons du Shakespeare qu'il préparait avec amour dans les dernières années de sa vie, et dont il voulait faire le couronnement de sa carrière d'illustrateur.

L'exposition des œuvres de G. Doré fait le plus grand honneur au Cercle de la librairie et à son président, M. Eugène Plon, qui n'est pas seulement, comme on sait, l'un des premiers éditeurs de Paris, mais un habile historien de l'art. Nous retrouverons sans doute ce visionnaire, dont le crayon magique traduit et évoque le rêve, à l'exposition de *Blanc et Noir* qui se prépare activement, car qui mieux que lui a su égaler tous les prestiges de la couleur en mettant du noir sur du blanc? A l'heure où j'écris ces lignes, s'ouvre aux Beaux-Arts celle d'Eugène Delacroix; puis viendra le tour de Bastien-Lepage, de Ribot, de l'Allemand Menzel. Je m'aperçois même que je n'ai rien dit encore de l'exposition annuelle organisée par l'Union des femmes peintres et sculpteurs au Palais des Champs-Élysées. Vous y rencontrerez quelques noms connus et quelques œuvres intéressantes; mais il faut bien avouer que, dans son ensemble, ce Salon féminin est d'une faiblesse qui a besoin de compter sur la galanterie de la critique. Au risque de passer pour un barbare, nous osons recommander au jury, s'il y en a un, de

se montrer un peu plus sévère dans ses admissions. Le principal attrait du Salon des dames, et qui fait quelque tort aux autres ouvrages en accaparant presque toute l'attention, c'est la réunion en deux salles distinctes de l'œuvre d'une jeune Russe, M[lle] Bashkirseff, morte victime de son art, à vingt trois ans, d'une pleurésie gagnée en voulant faire, par un temps glacial, une étude de plein air. Cette jeune fille, admirablement douée, parlant et écrivant quatre ou cinq langues, musicienne, poète, peintre, sculpteur, laisse des *Mémoires* volumineux qui ne sont que les impressions d'une nature délicate, ardente et nerveuse, dévorée d'ambitions et de rêves. Son intelligence impatiente, et un peu désordonnée, brûlait de se répandre de toutes parts. Depuis plusieurs années elle exposait et avait commencé déjà à fixer sur elle les regards de quelques critiques. Mais la fleur n'a pas eu le temps de donner son fruit. Elle se survivra du moins dans le souvenir reconnaissant des artistes français, en faveur desquels elle a légué, dit-on, une somme importante destinée à fonder des bourses de voyage qu'on décernerait à la suite des expositions.

IV

Si le programme de cette chronique n'était tellement chargé, nous nous arrêterions à quelques nouveautés dramatiques devant lesquelles il nous faut passer en courant et sans détourner la tête. On nous pardonnera aisément sans doute de négliger l'*Homme de peine* de M. F. Pyat, mélodrame naïf coulé dans le vieux moule des *Deux serruriers*, où l'écrivain et le révolutionnaire ont paru également en baisse, mais qui n'en mérite pas moins des encouragements, parce qu'il vaut encore mieux que M. Pyat fasse des mélodrames qu'autre chose, et de n'accorder qu'une mention au grand ballet-pantomime de *Messalina*, tirée d'une tragédie romaine de Pietro Cossa, en renom au-delà des Alpes, et qui fait songer à une page de Tacite ou de Juvénal illustrée par Grévin : « Je travaille, disait Mascarille, à mettre en madrigaux toute l'histoire romaine. » Les chorégraphes l'ont mise cent fois en jetés-battus, en maillots roses et en jupes courtes. Dans les pièces de collège on faisait danser le supin en *u* avec le gérondif en *do*, ou l'ablatif absolu avec le *que* retranché, et le P. Menestrier, en son *Traité* classique, a tracé gravement le plan d'un ballet sur ce thème moins folâtre encore que celui de *Messalina* : « Il faut mourir. » L'Eden-Théâtre a rivalisé avec la pièce byzantine de la Porte Saint-Martin pour les

splendeurs de la mise en scène, et vient de retrouver, — il était temps, — les beaux jours d'*Excelsior*.

La nouvelle direction de l'Opéra, voulant fêter aussi à sa façon le 83e anniversaire de Victor Hugo, a obtenu du poète l'autorisation de monter le *Rigoletto* de Verdi, qui n'avait pas été chanté en français depuis vingt ans, si je ne me trompe. La partition, un peu arrangée, a même subi quelques légères coupures en passant à l'Opéra. L'oreille, habituée aux paroles italiennes, est d'abord déroutée. Quelques effets de délicatesse ont été perdus dans cette vaste salle, où l'orchestration de Verdi a paru parfois trop maigre; mais il n'en a pas été ainsi des effets dramatiques : M. Lassalle et surtout Mlle Krauss les ont rendus avec leur puissance ordinaire, secondés à merveille par M. Dereims et Mlle Richard.

L'Opéra-Comique a donné un ouvrage en trois actes : *Diana*, paroles de MM. J. Normand et H. Régnier, musique de M. Paladilhe. M. Paladilhe, à qui sa jolie *Mandolinata* du *Passant* a valu une certaine popularité, n'a encore fait jouer que des ouvrages d'une importance secondaire au théâtre où nous le retrouvons aujourd'hui; mais il prépare une grande partition pour l'Opéra, sur un livret tiré de la *Patrie*, de Sardou. *Diana* est, pour ainsi dire, une œuvre intermédiaire par les proportions entre le *Passant*, *l'Amour africain* et *Patrie*.

L'action se passe en Angleterre, sous le règne de Guillaume III. Le fils d'un vieux proscrit jacobite, lord Ramsay, arrive de France pour se rallier à la royauté nouvelle, et aussi pour revoir Diana qu'il a épousée, tout enfant encore, et qui doit avoir vingt ans aujourd'hui. Son père, en mourant, lui a donné une lettre de recommandation pour le colonel Baxter, qui se trouve justement être le chef du complot. La conjuration éclate. Accusé par un traître dont il a châtié l'insolence et qui dérobe la lettre où l'on pourrait trouver sa justification, lord Ramsay est condamné à mort, pendant que le roi Guillaume veut faire épouser Diana à lord Melvil. Est-il besoin d'ajouter que son innocence est démontrée au dernier moment, et qu'il retrouve sa femme en recouvrant la liberté et la vie?

La plupart des critiques ont fait preuve d'une sévérité extrême pour le compositeur, au lendemain de la première représentation. Nous n'avons pu assister qu'à la deuxième, et nous avons été agréablement surpris d'entendre une partition très supérieure à ce que la plupart des comptes-rendus nous permettaient d'espérer. Peut-être l'inattendu a-t-il été pour quelque chose dans notre plaisir. Quoi qu'il en soit, cette impression était certainement partagée par la majorité du public et nous l'entendions exprimer

partout autour de nous, sous des formes diverses, y compris celle de l'applaudissement, la plus agréable à l'auteur. Il n'est pas sans exemple que de pareils revirements se produisent et, sans sortir de l'Opéra-Comique, il en a été justement ainsi pour *Mignon* et pour *Carmen*. Nous n'irons pas jusqu'à prétendre que M. Paladilhe, après avoir partagé le froid accueil fait le premier soir à MM. Ambroise Thomas et G. Bizet, doive en être dédommagé par un succès aussi éclatant et aussi prolongé. Mais on assure que le jugement de révision déjà prononcé par le public de la deuxième soirée a été confirmé avec plus de force encore par celui de la troisième, et nous avons même trouvé une différence notable entre le jugement des feuilletonnistes du lundi et ceux des critiques qui avaient paru dès le lendemain.

Dans les quarante-huit heures qui ont séparé la première représentation de la seconde, le compositeur a-t-il retouché son œuvre, en y pratiquant quelques coupures opportunes et en l'allégeant? Nous n'en savons rien, mais en tout cas ces modifications n'auraient pu être que peu de chose, car on ne remanie pas une partition aussi aisément qu'un drame ou une comédie. Les chanteurs étaient-ils mieux en possession de leurs moyens? C'est possible, mais cela ne suffirait pas encore à expliquer une différence d'accueil aussi tranchée. Il faut croire que le public du premier jour, plus difficile, plus blasé, plus en défiance lorsqu'il n'est point groupé par la camaraderie, a subi outre mesure l'influence d'un livret médiocre, dénué d'intérêt, décousu et surtout peu lyrique, qui n'a pas su ménager au compositeur des situations musicales naissant du développement naturel de la pièce et se rattachant étroitement à l'action. Le principal défaut de *Diana*, en effet, est d'être moins une partition homogène, dont toutes les parties se tiennent et font, pour ainsi dire, corps entre elles comme avec le drame, qu'un recueil de morceaux, où abondent même les hors-d'œuvre scéniques. Mais, pris en eux-mêmes, les morceaux en sont bons.

Après une introduction d'un joli et ingénieux travail, la pièce s'ouvre, selon l'usage, par un chœur, et ce chœur, où les contrebandiers débarqués échangent des appels avec leurs camarades au large, a de la couleur et de l'animation. L'air de lord Ramsay est d'une mélodie chaude et large. Nous avons distingué encore dans ce premier acte une chanson de contrebandiers qui n'est point sans une certaine originalité et un quatuor qui a du caractère, mais sans ampleur. Au début de l'acte suivant, l'*arioso* de Diana est empreint de sentiment et de rêverie. Je passe différents morceaux, tels que l'air bouffe de Van der Loop et le chœur de félicitations aux

mariées, qui ne sont point sans mérite; un autre encore d'où l'on pourrait détacher quelques détails charmants, pour arriver au grand duo de lord et lady Ramsay, l'une des pages excellentes de la partition, surtout dans le *crescendo* habilement conduit où le cœur de l'épouse d'un jour, séparée de son mari depuis dix ans, se réveille aux accents d'une tendresse pénétrante et s'échauffe jusqu'à une explosion passionnée. Quant au *finale*, c'est, dans toutes ses parties, une page très vivante et très dramatique, tout à fait digne du grand Opéra. Il en est de même, au troisième acte, du pathétique duo entre lord et lady Ramsay, après la condamnation du premier. Nous y noterons en outre le bel *arioso* de lord Melvil : *Non, je ne veux pas qu'elle pleure*, dont le motif simple et large a beaucoup d'expression. Cet acte est d'ailleurs moins riche que le précédent : on en voudrait retrancher quelques hors-d'œuvre et quelques longueurs, qui tiennent surtout au livret. Mais ces deux morceaux suffiraient, avec le duo et le finale du second, pour nous garantir que M. Paladilhe est parfaitement capable de traiter un sujet comme celui de *Patrie*. M. Taskin joue et chante avec son intelligence ordinaire. Il ne manque à Mlle Cécile Mézeray que de minauder un peu moins. M. Talazac, comédien insuffisant et gêné par un embonpoint précoce, fait oublier cette disgrâce physique par la chaleur et l'éclat de sa généreuse voix de ténor.

Au Vaudeville, *Clara Soleil*, — trois actes de M. Gondinet et d'un collaborateur masqué sous le pseudonyme de Pierre Sivrac, — ne fait pas mentir la gaieté pimpante et lumineuse de son titre. C'est un de ces ouvrages sans autre prétention que d'amuser, qu'il faut aller voir pour se reposer des pièces à thèse. Je n'entreprendrai point de vous conter par le menu cet étourdissant *imbroglio*, ni de vous dire par quelle inénarrable série d'aventures la nièce de l'irascible et inflammable colonel Roland de Prémaillac, toujours prêt à couper la gorge aux gêneurs et à tomber amoureux des jolies femmes, après avoir été amenée à se faire chanteuse de café-concert, se trouve également conduite à prendre le nom de Mme Bavolet, devant la vraie Mme Bavolet elle-même, qu'elle ne connaît pas, mais qui la connaît bien et qui prend en revanche le nom de Clara Soleil, sans que celle-ci puisse réclamer. Vous voyez d'ici les quiproquos : ils pleuvent dru comme grêle, tous produits de la façon la plus vraisemblable une fois le point de départ admis, et tous aussi produisant les situations les plus comiques. Cet écheveau, compliqué à plaisir, est déroulé d'une main si experte, que le spectateur se laisse entraîner sans crainte et sans fatigue dans tous les détours du labyrinthe. N'y cherchez rien de plus :

Clara Soleil ne soulève aucune question sociale, ni même aucune question esthétique, mais on y rit sans façon, et c'est bien quelque chose. L'excellente troupe du Vaudeville, Dupuis en tête, enlève la pièce avec une verve égale à celle des auteurs, et le critique craindrait de se montrer bien morose en fronçant le sourcil à quelques détails un peu égrillards : il a ri; le voilà désarmé.

L'Odéon a donné le même soir un petit acte en vers de M. Ernest d'Hervilly : *l'Ile aux Corneilles*, saynète bouffe, où la poursuite du comique ne nuit pas à la préciosité du style ni à la recherche curieuse des rimes imprévues, et la *Maison des deux Barbeaux*, tirée par M. Henri Lion d'un roman d'André Theuriet. La maison des deux Barbeaux n'est rien autre que la boutique de droguiste la mieux achalandée de Villotte, dirigée de père en fils par les Lafrogne, et aujourd'hui par les deux frères associés, Hyacinthe et Germain. Tous deux sont droguistes jusqu'au bout des ongles; mais l'aîné, Hyacinthe, quinquagénaire doux et rangé, forme un excellent contraste avec *Cadet*, plus hirsute et joignant aux pacifiques vertus de sa profession la passion guerrière de la chasse. Jusqu'alors la bonne vieille tante Lénette avait suffi à ces célibataires endurcis, dont elle gérait le ménage avec une économie savante. Mais elle est morte depuis un an; on vient justement de célébrer son anniversaire, et ils s'entretiennent de ses vertus domestiques avec attendrissement et regret, car depuis sa mort rien ne va plus : on mange la soupe froide et le gigot brûlé; le linge fait peine à voir, les bas attendent d'indispensables reprises et on ne retrouve plus une chemise où il ne manque pour le moins un bouton. Décidément il faudrait une femme dans la maison des deux Barbeaux. Mais comment et laquelle?

Il y a bien une certaine cousine de Paris, assez mal élevée par sa mère, personne coquette, ridicule, évaporée, qui est venue passer quelque temps à Villotte dans l'espoir d'intéresser les deux richards au sort de cette jeune fille sans dot, mais aimable au fond et douée de qualités généreuses. Après bien des hésitations et des circonlocutions, chacun tente de persuader à son frère de l'épouser : « Tu es l'aîné, dit Germain, je dois te céder le pas. — Je suis trop vieux, répond Hyacinthe, et ton âge concorde mieux avec le sien. » Enfin ils conviennent de tirer au sort, et le sort désigne Germain, à la grande satisfaction de l'aîné, auquel les femmes font peur, et à la grande confusion de Cadet, qui leur fait peur, par sa brusquerie et ses façons d'ours mal léché. Mais cette confusion cache une joie réelle, car il aimait sa cousine Laurence sans le savoir. Quand le rideau se relève, ils sont mariés depuis trois mois, et l'excellent Cadet, avec sa profonde expérience du cœur féminin, est

persuadé qu'il fait tout ce qu'il faut pour rendre sa jeune femme heureuse : les affaires ne vont-elles pas bien, la maison n'est-elle pas tranquille, ne vit-on pas en bonne amitié, loin des ennuyeux et des importuns? D'où vient donc qu'elle a l'air triste depuis quelque temps? Ah! c'est sans aucun doute à cause du prochain départ de sa mère, qui est venue la voir, et là-dessus l'excellent *barbeau*, rassuré, s'en va « fumer une bonne pipe. »

Hélas! si Laurence est triste, c'est que, malgré tous les attraits de son intérieur, elle s'ennuie et se sent sur une mauvaise voie. Un jeune magistrat d'apparence austère, locataire des Lafrogne, dont il a capté la confiance par son hypocrisie, lui fait une cour assidue et s'efforce à la détourner de ses devoirs. Il a osé lui demander un rendez-vous chez elle le soir même. Sa mère se charge d'aller dire son fait à l'amoureux indiscret, mais dans la précipitation du départ, elle ne s'acquitte pas de cette commission et laisse croire à sa fille qu'elle l'a accomplie. Si bien que, le soir venu, l'audacieux magistrat pénètre chez la jeune femme épouvantée, et malgré sa colère, devient de plus en plus pressant.

A ce moment, le mari, averti par une lettre anonyme d'un amoureux évincé, se dresse devant eux. Il foudroie le coupable : il aurait le droit de le tuer et on sent qu'il l'écraserait; il se borne à le chasser comme un drôle, et celui-ci fuit piteusement. Mais Germain refuse d'entendre la justification de sa femme, il demeure farouche; il se raidit dans sa colère et ne veut voir ni le repentir de Laurence, qui a été plus imprudente et plus étourdie que coupable, ni l'amour qui lui est entré dans l'âme pour son mari devant la virilité de son attitude et la déconfiture de l'hypocrite magistrat. Un morne désespoir est entré dans la maison; tout le monde souffre, même la vieille servante Catherinette, qui pourtant n'aimait pas beaucoup la Parisienne autrefois, mais qui trouve monsieur injuste maintenant. Laurence n'y peut tenir davantage; elle va quitter Villotte et partir avec sa mère. Mais Hyacinthe et la bonne Catherinette combinent leurs efforts pour les raccommoder, et ils en viennent à bout grâce à la cérémonie de la Saint-Sylvestre, en mettant devant eux la bouteille et la brioche traditionnelles, tandis que les musiciens jouent une aubade sous les fenêtres, et en les forçant à s'asseoir côte à côte, ce qui les conduit à tomber bientôt dans les bras l'un de l'autre.

Telle est cette idylle bourgeoise, qui ne brille point par la nouveauté ni par la profondeur de la conception, et dont l'extrême simplicité pourrait même sembler banale si on la séparait de la forme qu'a su lui donner l'auteur. La vérité de la peinture et du sentiment, la justesse et la discrétion de la touche font du premier

acte un petit tableau intime à la façon hollandaise. Le deuxième tourne un peu vite au drame, et même au mélodrame, sans préparation suffisante et avec une naïveté d'arrangement qui trahit des mains encore bien novices. Heureusement, le dernier acte revient aux scènes intimes du premier, avec une nuance d'émotion en plus, et regagne en partie le terrain perdu au second. Somme toute, malgré l'inexpérience et quelquefois la gaucherie dont témoigne la conduite de la pièce; malgré la vulgarité, l'affectation et l'exagération du second acte, j'avoue avoir pris plaisir à cette simple histoire qui prouve une fois de plus qu'on peut intéresser, émouvoir même, en dehors de toute invention neuve et de toute intrigue compliquée, sans décors, sans costumes, sans *étoiles*, à une histoire de cœur observée sur nature, rendue avec un art naïf et sincère.

A la *Maison des deux Barbeaux* l'affiche de l'Odéon a réuni depuis quelques jours une pièce d'un caractère moral et littéraire si différent, qu'on ne saurait souhaiter un plus parfait contraste. Comment expliquer la reprise, à vingt ans de distance et sur une scène assiégée par tant d'auteurs nouveaux, d'une œuvre dont la chute éclatante fait date dans l'histoire du théâtre contemporain, et dont l'exhumation n'était réclamée par personne? L'*Henriette Maréchal* des frères de Goncourt avait succombé en 1865, non pas, comme on l'a dit, à une cabale politique qui poursuivait dans les auteurs les protégés de la princesse Mathilde, imposés par elle à la Comédie-Française, ou du moins, non pas seulement à cette cabale, qui ne se produisit qu'après la première représentation, alors qu'on persistait à maintenir sur l'affiche une œuvre bruyamment condamnée, dès le début, par la majorité du public. Le survivant des frères de Goncourt a écrit l'histoire de la pièce dans sa préface. L'administrateur du Théâtre-Français en ce temps-là, M. Edouard Thierry, a recueilli ses souvenirs dans deux feuilletons du *Moniteur*. Des témoins et des acteurs de cette soirée mémorable sont venus apporter leur déposition. Nous sommes éclairés sur tous les points, et en rapprochant, en contrôlant les témoignages les uns par les autres, nous savons maintenant qu'*Henriette Maréchal* avait été d'abord refusée par le Vaudeville, effrayé des audaces de la pièce; que, malgré le nom des auteurs, déjà en possession d'une véritable célébrité littéraire, et le patronage au moins tacite de la princesse, il s'était trouvé dans le comité de lecture deux voix pour protester contre la réception; que M. Delaunay avait refusé d'abord, avec une opiniâtreté qui semblait invincible, le rôle de Paul de Bréville; que l'intention du théâtre était de donner l'ouvrage pendant la saison d'été, dans ce demi-jour qui

protège l'inexpérience aussi bien que les audaces des débutants. Il n'est pas moins certain que le prologue, où Théophile Gautier présentait la pièce et en excusait d'avance les témérités, fut vivement applaudi, ce qui n'annonçait pas un parti-pris bien arrêté, et qu'enfin, à la chute du rideau, les amis du Théâtre-Français eux-mêmes s'étaient pleinement ralliés aux siffleurs et ne se montraient pas les moins ardents à vouloir étouffer le nom des auteurs dans leurs protestations indignées. « Non, non! criait-on avec le même emportement de l'orchestre et du parterre, des premières loges et de la quatrième galerie. » Parmi les plus acharnés figurait maître Marie, le président du conseil judiciaire de la Comédie-Française, qui « se faisait un devoir sacré », par amour et par dévouement pour sa cliente, de se prononcer hautement contre un ouvrage indigne d'elle; c'est M. Edouard Thierry qui nous l'apprend, et il n'est pas suspect. *Henriette Maréchal* avait été jouée et était tombée pour la première fois le 5 décembre; le 11 seulement, le fameux *Pipe-en-bois* sortait de l'ombre pour s'acheminer à sa renommée légendaire en convoquant les milices des étudiants en droit à venir achever sous leurs sifflets ce cadavre récalcitrant. Voilà un point d'histoire désormais bien établi.

L'Odéon n'avait aucun intérêt direct à la révision de ce procès littéraire. Il n'a vu sans doute dans la reprise d'*Henriette Maréchal* qu'un attrait de curiosité. A ce point de vue, une fois les passions du moment oubliées, une chute très bruyante est presque une garantie de succès. Les Goncourt sont protégés maintenant par la mort de l'un, par les soixante-trois ans de l'autre, par une réputation littéraire fondée sur trente à quarante volumes de biographie, d'histoire, de fantaisie, de critique, qui font d'eux les chefs d'une école. Et d'ailleurs depuis vingt ans le flot du *naturalisme* a tellement monté que des hardiesses révoltantes en 1865 n'ont plus rien qui puisse effrayer aujourd'hui.

L'événement a donné raison à ces espérances, comme il l'avait donné jadis aux craintes du Vaudeville et des amis de la Comédie. Le public, du moins le public lettré, blasé et dilettante du premier soir, a mis une sorte d'emportement à casser l'arrêt de jadis. On a applaudi avec la même passion, avec la même ferveur, avec plus de parti-pris qu'on n'avait sifflé à l'origine. La pièce, comme on l'a dit, débute en parade, se poursuit en vaudeville et se termine en mélodrame. Un jeune homme, un enfant plutôt, amené au bal masqué de l'Opéra par son frère aîné, qui veut l'émanciper et lui prodigue des conseils plus que légers en eux-mêmes et révoltants dans sa bouche, y rencontre une respectable matrone en domino, prend feu comme le Chérubin de Beaumarchais, la défend, — mal,

— contre les outrages d'un Monsieur en habit noir qui enterre sa vie de garçon à la manière des chicards de Gavarni, se bat justement à la porte de sa belle inconnue, est recueilli et soigné dans sa maison de campagne après le coup d'épée qu'il a reçu, reconnaît son domino de l'Opéra et abuse de sa blessure pour rester chez elle, l'incendier de ses déclarations brûlantes et forcer les dernières barrières de son faible cœur. C'est la situation d'Antony chez Mme d'Hervey, et Paul de Bréville est aussi ardent que lui, s'il n'est pas aussi *fatal*. Elle se rend très vite d'ailleurs, la respectable dame, après un beau début, tout plein d'une haute dignité, qui semblait annoncer une résistance plus sérieuse, et capitule en déposant un baiser sur le front du jeune homme tombé en faiblesse, comme Marguerite d'Ecosse sur les lèvres d'Alain Chartier endormi. Sa passion prend le train express, et lorsque le rideau se relève, elle est la maîtresse de ce jouvenceau dont elle pourrait être aisément la mère; elle s'est attachée à lui avec l'âpre ténacité d'un hystérique et elle ne veut pas y renoncer, malgré les avertissements du frère aîné, qui a longtemps continué son joli rôle en protégeant cet amour adultère, mais qui maintenant a peur, et se fait, un peu tard, professeur de moralité bourgeoise.

La fille, Henriette, n'a pu voir non plus l'irrésistible collégien sans en tomber éprise elle-même. Seulement elle a surpris le secret de sa mère, — où? quand? comment? les auteurs ont négligé de nous le dire, — et elle se laisse dévorer par son amour sans le vouloir révéler. La mère l'apprend néanmoins, et, saisie de remords tardifs, elle veut se sacrifier à sa fille; elle conjure Paul, en le prenant dans ses bras ou en se laissant presser par lui, de l'abandonner pour Henriette, sacrifice qui serait héroïque et touchant, s'il n'était répugnant avant tout. Cela se passe la nuit et dans l'appartement de Mme Maréchal, où Chérubin a pénétré malgré l'avis qu'il a reçu du retour inopiné du mari. Tout à coup celui-ci frappe à la porte, averti par le jardinier qu'un voleur a pénétré dans la maison et escaladé la fenêtre. Henriette paraît devant sa mère éperdue, et du doigt, sans dire un mot, montre sa chambre à Paul de Bréville, qui s'y réfugie; puis elle baisse la lampe et attend. Mme Maréchal s'évanouit fort à propos. Après avoir enfoncé la porte, le père apparaît; il aperçoit une ombre et tire sur elle, métamorphosé tout à coup, sans préparation, de bourgeois placide en justicier féroce. Henriette tombe. « C'était mon amant, à moi », murmure-t-elle à l'oreille de son père désespéré; et Mme Maréchal, éveillée de sa pâmoison, ne la dément pas.

Discite justitiam moniti! Ainsi la vertu est toujours récompensée, comme dit le proverbe. C'est la moralité de cette comédie.

Après la fantaisie du premier acte, où l'intrigue se noue au milieu d'un feu roulant de mots salés, de lestes invectives et de mots spirituellement cyniques, — tableau d'un bal masqué *idéal* tracé par les auteurs avec une verve de lettrés en goguette, qui n'a guère pris à la réalité que son cadre matériel, — l'action se déroule rapidement, sans nuances, dans un mélange de recherche et de brutalité, avec la sécheresse, la précision et presque l'allure d'un *fait divers*. Peu d'observation; presque aucune étude de caractères, encore moins d'émotion. Des deux Bréville, l'aîné est odieux; le second, un jeune cerveau brûlé, qui mériterait de passer du collège à la maison de correction. Quant à Mme Maréchal, elle n'a plus qu'une chose à faire : entrer dans un couvent de repenties. Les personnages les plus intéressants sont encore M. Maréchal, ancien ouvrier enrichi, qui ne vivait que pour rendre sa famille heureuse et qui méritait de ne point finir en Othello vulgaire et maladroit; surtout Henriette, en son amour discret, sa douleur silencieuse et son muet héroïsme. Le plus grand mérite de la pièce est d'être écrite en un style de ferme et fine trame, fort supérieur au jargon habituel du théâtre. Elle étincelle de mots, qui, malheureusement, sont pour la plupart des mots d'auteur, comme ceux du bal masqué qui remplit le premier acte, et non des mots de situation ou de caractère. Chacun d'eux a été vivement saisi et savouré au passage par les gourmets de la première, grands amateurs, au théâtre comme chez Brébant, de potage bisque et d'écrevisses bordelaises. Le clan des Parnassiens et celui des naturalistes, ces frères ennemis entre lesquels il existe d'ailleurs plus d'un point commun, réconciliés devant l'œuvre des Goncourt, écrivains à double face, ont lutté à qui applaudirait le plus vigoureusement, et les simples curieux se sont joints à eux, entraînés par les feux d'artifice de la pièce, par le plaisir de la réaction et par l'intérêt de nouveauté d'un ouvrage disparu de l'affiche depuis vingt ans, et dont on n'avait pas entendu dix mots jadis sur la scène de la rue Richelieu. *Henriette Maréchal* a d'ailleurs été montée avec beaucoup de soin et de goût, et elle est jouée à merveille par la troupe de l'Odéon.

Il nous reste à parler du *Prince Zilah*, de M. Claretie, qui va probablement rappeler au Gymnase le succès du *Maître de forges*. Le drame a été tiré d'un roman qui fut le grand succès de la saison dernière et en est aujourd'hui à sa cinquantième édition, — par l'auteur lui-même, l'un des écrivains les plus féconds et les plus heureux de ce temps, expert à toutes les formes de la littérature, polygraphe infatigable, chroniqueur abondant, ingénieux et vif, informé comme un bureau télégraphique central, historien, critique dramatique et critique d'art, romancier et ayant déjà prouvé, avec

Monsieur le ministre, qu'il pouvait devenir aussi homme de théâtre. La traduction d'un roman en œuvre dramatique, exceptionnelle autrefois, habituelle aujourd'hui, présente des dangers particuliers, dont nul ne peut mieux se garer que l'auteur, lorsqu'il est également apte à l'un et à l'autre genre. C'est précisément le cas de M. Jules Claretie, et il faut reconnaître qu'il a transporté son roman sur la scène avec beaucoup d'habileté.

Le prince Andras Zilah est un patriote hongrois qui, après avoir combattu aux côtés de son père, — le prince Sandor, tué au champ d'honneur, dans la dernière révolte de sa patrie, — est venu se fixer à Paris. Il y rencontre une jeune tzigane d'une beauté étrange, qui a gardé quelque chose des instincts de sa race indisciplinée, même dans la vie à peu près civilisée qu'elle mène. Il reconnaît en elle la fille de la bohémienne Tisza, qui naguère a fait vaillamment le coup du feu pour la Hongrie près de la tombe du prince Sandor. Enlevée par un chef russe, Tisza en a eu une fille, à laquelle le père a légué sa fortune, n'ayant pu lui donner son nom, car la farouche Tisza, après avoir subi le sort des captives antiques, a refusé la main de son vainqueur, par haine de la Russie et par orgueil de tzigane. Quoique ses cheveux commencent à blanchir sur les tempes, Andras a gardé un cœur jeune et chaud; il tombe passionnément amoureux de Marsa, qui, de son côté, aime en lui le beau et fier cavalier, l'élégant gentilhomme sur lequel tous les yeux sont fixés, en même temps qu'elle admire le vaillant magyar, de bonne heure trempé au feu des batailles. Pourtant, lorsqu'il lui offre le titre de princesse Zilah, elle se dérobe avec une obstination douloureuse où l'on ne tarde pas à pressentir quelque terrible secret.

Ce secret n'est autre que celui de Denise. Faible, ignorante, elle s'est un jour, malgré sa fierté, qui semblait la mettre au-dessus d'une aussi vulgaire aventure, laissée tromper par Michel Menko, compatriote et ami d'Andras, fils lui-même d'un héros de la dernière guerre. Menko lui avait promis le mariage, et après sa faute, elle a tout à coup appris, par une conversation banale, que ce Menko n'était qu'un misérable, déjà marié et séparé de sa femme. Mais Andras jure qu'il mourra si elle n'est à lui; celui-là ne ment pas : elle finit donc par consentir, en se réservant loyalement de tout dire au prince avant l'heure décisive.

Sur ces entrefaites, Menko a l'audace de la poursuivre jusque chez elle, dans la villa de Maisons-Laffitte, qu'elle préfère au séjour de la ville, en vraie tzigane qui a conservé des goûts sauvages. Il arrive juste à point pour qu'Andras, qui le croit son meilleur ami, lui présente sa fiancée. Affolé par la perspective de la perdre pour

toujours, il ose lui proposer un marché honteux pour lui rendre ses lettres. Dans son indignation, elle lui cingle la figure d'un coup de cravache et le traite comme le dernier des lâches. Écumant de colère et ne se possédant plus, ce fils de héros, changé en laquais par la brutalité de sa passion, jure qu'il reviendra quand même et saura bien forcer les barrières pour la prendre d'assaut. Elle donne l'ordre alors de déchaîner les molosses qui la gardent, et lorsqu'il revient, ils lui sautent à la gorge dans le grand parc et l'étranglent à demi. Il y a là une suite de scènes dramatiques qui ont remué la salle.

L'infâme n'en meurt point, par malheur, et se venge lâchement en exécutant sa menace d'envoyer au prince les lettres qu'il a jadis reçues de Marsa. Elle en est prévenue lorsqu'elle a déjà revêtu la robe blanche, et elle tremble de voir paraître Andras pour cette entrevue où elle devait lui faire enfin le redoutable aveu, retardé par une faiblesse bien naturelle et par un concours de circonstances fatales. Mais il entre souriant, plus tendre, plus amoureux que jamais. Un quiproquo, dont la vraisemblance, il faut le dire, laisse à désirer, lui fait croire qu'il est instruit de sa faute et qu'il lui pardonne, ne gardant de colère que contre l'odieux Menko. Son amour se double de reconnaissance, et elle part heureuse pour l'autel. Mais au retour le coup de foudre éclate. Sur une table, au milieu des fleurs, gît une lettre, apportée en retard par un valet maladroit, pendant la cérémonie, et qu'Andras n'a pas encore ouverte. Les yeux de Marsa tombent sur l'adresse et se dilatent d'horreur en reconnaissant l'écriture de Michel Menko. L'inquiétude du prince s'éveille; il veut rompre le cachet; elle le supplie de n'en rien faire. Mordu au cœur par d'affreux soupçons, Andras pourtant n'ouvrira pas la lettre; il la brûlera même sous ses yeux, si elle veut seulement lui jurer qu'il n'y est pas question d'elle. Mais la fierté de Marsa se révolte. Assez de mensonges! Elle confesse tout, en se traînant aux genoux de son mari impitoyable, qui crie à la femme sans pudeur d'aller rejoindre l'ami sans foi dont elle est digne. La scène est belle et poignante.

Marsa ne résiste pas à ce coup. Nous la retrouvons en Hongrie, où elle est retournée pour mourir, veillée par le vieux et dévoué soldat Varhély, à qui le prince Sandor et le père de Menko ont légué leurs fils en tombant sous les balles croates. Le vieillard se désespère d'avoir si mal gardé son double dépôt : Andras est malheureux; Michel, après s'être conduit en lâche et en traître, s'est affilié aux nihilistes et a été saisi dans un complot contre le tzar. Varhély, qui a son idée, vient d'obtenir sa grâce, — afin d'avoir le plaisir de le tuer de sa propre main. Menko refuse

d'abord de se défendre contre son bienfaiteur; mais celui-ci le décide, en lui disant que Marsa est là et que, lui vivant, il ne la reverra jamais. La mort de l'infâme qui avait souillé celle qu'il adore toujours rend le pardon plus facile à Andras. Devant cette pauvre princesse qui n'a plus que le souffle, il s'attendrit enfin et elle meurt dans ses bras, heureuse du moins et consolée.

J'ai supprimé dans cette analyse plus d'un incident secondaire et quelques personnages accessoires, tels que le général russe Vogotzine, tuteur platonique de Marsa, fantoche apoplectique, un peu parasite, à demi *comateux*, et la marquise Dinati, une grande dame aux allures de lorette, qui a déjà enterré trois maris et se prépare gaiement à convoler en quatrièmes noces; d'autres encore qui apparaissent dans des scènes épisodiques sans servir à l'action et sans ajouter à l'intérêt. L'intérêt du *Prince Zilah*, en effet, n'est pas dans la partie comique et humoristique, d'ailleurs tout à fait subalterne; il est en entier dans les parties passionnées et dans l'émotion qui se dégage de cette histoire d'amour, se déroulant dans une action fortement nouée, à travers des situations poignantes, que relèvent le cadre, le costume et la saveur exotique des principaux personnages. Il y a en eux comme un reste de l'homme primitif que la civilisation n'a pu complètement éteindre, et leur tendresse ou leur haine s'aiguise d'une pointe de sauvagerie. Une brise des bords du Danube souffle dans ce roman parisien doublé d'un poème de Petœfi. M. Jules Claretie a voulu tremper tout d'abord sa pièce dans un bain de couleur locale en l'ouvrant par un prologue qui se passe vingt ans avant l'action, au milieu d'une gorge sauvage de la patrie hongroise, le soir de la bataille qui vient de coûter la vie à Sandor. Sans doute il n'a pas été insensible à l'attrait pittoresque de ce beau tableau qui groupe d'éclatants uniformes dans un paysage grandiose, sous les reflets sanglants du soleil couchant; mais je m'assure que, lorsqu'il s'est décidé à mettre en action sous les yeux du spectateur ce qui n'est qu'un récit rétrospectif dans le roman, il a voulu ainsi rattacher directement ses personnages à leurs origines pour mieux éclairer la pièce et en rehausser l'intérêt. On peut trouver ce prologue inutile, et il l'est si l'on ne se place qu'au point de vue de l'action; on peut le trouver aussi trop large pour un drame domestique, comme ces préfaces qui débordent le livre. Il a du moins l'avantage de mettre tout d'abord l'auditeur à une sorte de diapason héroïque. Il est comme le foyer lumineux dont le reflet illuminera la pièce et qui, même en disparaissant, doit toujours rester visible. La marche de Rakoczy, qu'on entend dans le prologue après la bataille et qui, au dénouement, accompagne encore en sourdine

l'agonie de Marsa, murmurant une chanson magyare de son enfance, traduit pour ainsi dire matériellement le lien moral qui rattache le drame à son prologue.

Je n'oserais répondre que la pièce vaille tout à fait le livre. M. Claretie a plus le style du roman que celui du théâtre. Quelques personnages auraient pu être dessinés d'un trait plus ferme et plus net, et certaines adresses, nécessaires peut-être, car le théâtre ne saurait guère se passer de procédés, nous ramènent un peu au-dessous du niveau héroïque où il nous avait haussés tout d'abord. Mais la conception dramatique de l'ensemble, la passion sincère et forte, les situations pathétiques et saisissantes font oublier ces petites combinaisons. Une larme efface tout, un élan nous relève. Malgré la faute de Marsa et la lâcheté de Menko, on se sent à une altitude supérieure aux régions moyennes du drame et l'on y respire çà et là l'air salubre qui vient des sommets.

Dans l'interprétation du *Prince Zilah*, il faut mettre hors ligne Mme Jane Hading, dont le talent original et la figure caractéristique, qui ne rappelle en rien la beauté banale des poupées de théâtre, fardées, maquillées, peinturlurées à outrance, s'assortissent merveilleusement à son rôle. Elle incarne si naturellement en elle la tzigane Marsa, avec un mélange de charme, de force et de réserve, qu'elle donne l'illusion du personnage même. A côté d'elle, MM. Landrol, Saint-Germain, Damala se sont fait justement remarquer. Mlle Magnier porte avec l'élégance, le sourire et les façons du *high-life* de la rue Bréda, les magnifiques toilettes de la marquise Dinati. Et tout cela compose un spectacle dont Paris va s'occuper longtemps.

Victor FOURNEL.

LE SÉMITISME EN FRANCE

Une agitation sémitique serait-elle sur le point de se produire chez nous, comme en Allemagne et dans les pays slaves? Nous ne le croyons pas, et, dans tous les cas, elle n'aurait pas lieu dans les mêmes régions sociales et ne serait pas de même nature. Toutefois, il arriverait quelque chose en ce genre, l'attention publique se porterait du côté du monde juif; et une certaine émotion en naîtrait dans les esprits, que nous n'en serions point étonné. Il en paraît même déjà quelques symptômes.

Et d'abord, depuis un certain temps, les Juifs font beaucoup parler d'eux chez nous. Il en est fort question dans la presse au moins; ils y ont, nous ne dirons pas des avocats, puisque personne ne les attaque, mais des officieux qui prennent pour eux la parole, on ne sait souvent à quel propos, et qui le font parfois avec le zèle maladroit des salariés; eux-mêmes y payent de leur plume, et ne le font pas toujours avec prudence non plus. Le vin de la fortune les grise, dirait-on. Leur attitude en Europe a bien changé en effet depuis le commencement de ce siècle; le grand rôle financier qu'ils y jouent et l'influence énorme qu'il leur permet d'exercer, directement ou indirectement, ne leur suffit plus; ce n'est pas assez, pour eux, d'avoir conquis l'égalité civile et politique dans presque tous les États chrétiens; ils veulent y arriver d'emblée à l'égalité de considération. Leur ambition est de se réhabiliter dans le passé comme dans le présent : chercher à montrer l'injustice originelle de la réprobation dont ils sont encore généralement l'objet; établir que la conduite qu'on leur a prêtée dans le moyen âge est calomnieuse, et qu'au surplus ce qu'ils ont pu commettre alors de répréhensible fut le résultat des odieuses persécutions exercées contre eux durant des siècles; relever enfin le caractère mal connu, selon eux, et perfidement défiguré de leur race : voilà la tâche que les Juifs ont entreprise et qu'ils poursuivent aujourd'hui dans la presse.

Le fait importerait peu pour nous, si, dans ce plaidoyer *pro domo sua*, le judaïsme n'attaquait point passionnément l'Église, la société chrétienne et les races modernes, au-dessus desquelles il a la prétention d'élever bien haut la sienne. Cette hostilité perce partout, quand elle n'éclate pas, dans les publications par lesquelles a commencé cette campagne. A en croire certains manifestes, les Juifs ne seraient

même pas seuls entrés en campagne; il y aurait parmi eux des auxiliaires spontanés, attirés, affirment-ils, par la justice et l'intérêt social de la cause.

Tel serait, entre autres, l'auteur d'un livre publié récemment à Turin, sous ce titre : *Pro Judæis*, et signé Corrado Guidetti, docteur ès lettres. Selon les Juifs d'Italie eux-mêmes, cet écrivain serait Juif; on le jurerait, du reste, rien qu'au soin qu'il prend de déclarer qu'il ne l'est pas, et à l'affectation qu'il met à dire non seulement Jésus-Christ, mais « Notre-Seigneur Jésus-Christ ». Ce que cet apologiste des Juifs italiens se montre surtout empressé d'établir, c'est leur esprit « libéral ». Or, on sait ce que signifie là ce mot; le libéralisme, en Italie, c'est la haine du catholicisme, c'est la violation de la liberté religieuse, la spoliation des couvents, la persécution contre l'Église. Oh ! que, dans ce sens, les Juifs d'Italie soient « libéraux », cela peut aisément se croire, et on en peut affirmer autant de ceux de tous les autres pays. Mais, qu'ils soient, avec cela, de bons patriotes, des citoyens animés d'un véritable esprit national, ainsi que l'affirme le docteur Guidetti, c'est ce qu'il aura plus de peine à persuader. Quoi qu'il en dise, en effet, les Juifs forment, là comme ailleurs, une race à part, distincte au moral aussi bien qu'au physique de celles au milieu desquelles ils campent. « Israël, à la chute de Jérusalem, se refusa à l'assimilation avec Rome, dit l'un d'eux, dans un livre tout récent, dont nous parlerons tout à l'heure... La ruine de la ville sainte laissa intact le judaïsme, même après l'effondrement de ses rêves de restauration politique. Vaincu, décimé, rayé du nombre des peuples, dispersé, persécuté, Israël se cramponna à sa loi, aux dogmes de Moïse, aux pratiques fixées par un usage séculaire et qui entouraient sa foi comme d'une triple cuirasse impénétrable. Grâce à cette ténacité, dont ne triomphèrent ni les séductions de la tolérance, ni les rigueurs de l'oppression, les Juifs ne disparurent pas dans ce grand va-et-vient de peuples qui marque la fin de l'antiquité; ils survécurent pour conserver, au moyen âge et jusque dans les temps modernes, dans toutes les contrées de la dispersion, une physionomie distincte et jouer un rôle original dans le développement de la civilisation [1]. »

Le temps de l'aborder, ce rôle, approche. C'est au moins ce qu'annonce l'auteur d'un superbe volume publié, il y a quelques mois, sous ce titre : *la Mission des Juifs* [2]. M. Saint-Yves d'Alvèdre (c'est son nom) est un révélateur, ainsi que le témoigne son précédent ouvrage, *la Mission actuelle des souverains*. Il a de cette vocation le langage hiérophantique, abondant, pompeux, dédaigneux des lois vulgaires de l'élocution

[1] Théodore Reinach, *Histoire des Israélites.*
[2] Calmann Lévy, éditeur.

et pleine de fatidiques hardiesses. La splendeur de ce style et les éblouissements qui en résultent nuisent bien un peu, pour des lecteurs habitués à une plus humble prose, à l'exacte et nette perception des idées qu'il exprime. Il nous semble toutefois comprendre que, selon l'auteur, l'avenir social du monde dépendra du rapprochement du judaïsme et du christianisme, déplorablement séparés à l'origine et demeurés trop longtemps dans la position de frères ennemis. C'est par eux que doit commencer la reconstitution sociale. « Moïse, en effet, n'a institué un peuple que pour servir des principes et des fins éternels, tant dans l'esprit général que dans la vie sociale du genre humain. » La rupture du mosaïsme et du christianisme a été la cause du malaise où, depuis plus de deux mille ans, vivent les sociétés. Ce divorce malheureux a brisé la constitution unitaire, « la synarchie » qu'il s'agit de rétablir — la synarchie, « gouvernement arbitral trinitaire, tiré des profondeurs de l'initiation de Moïse et de Jésus ».

L'auteur veut bien reconnaître que les Juifs ont eu des torts lors de leur rupture avec les chrétiens, ainsi que pendant la longue division qui s'en est suivie; mais les plus grands, à l'en croire, ne sont pas de leur côté, et ils les ont bien rachetés d'ailleurs! « Ils ont été le sel et le ferment de la vie chez les peuples chrétiens, et ils y demeurent absolument irresponsables du mal dans le gouvernement général de ces peuples, que ce mal soit voulu avec ou sans connaissance de cause..... Dans l'ordre intellectuel, toutes nos universités sont redevables aux talmudistes et aux khabbalistes. Dans l'ordre moral, la puissance actuelle de l'opinion publique doit sa force à la laïcisation de l'esprit chrétien de l'Évangile et aussi, dans une grande mesure, au souffle profondément démocratique des communes juives... Dans l'ordre matériel, la chrétienté européenne est redevable aux communes juives de presque tous les progrès économiques... Si nos gouvernements subsistent encore économiquement, s'ils trouvent le moyen d'équilibrer tant bien que mal leur budget, c'est grâce à l'intelligence exceptionnelle que les Juifs ont des finances, depuis près de trois mille ans; c'est grâce aux emprunts d'État dont ils ont été les premiers souscripteurs, et qui, sans eux, n'auraient pas pu s'effectuer... Depuis l'invention de l'imprimerie jusqu'à celle des chemins de fer, on trouve partout l'activité solidaire des Juifs, poussant à la roue de tous les progrès; et, s'ils n'inventent pas, ils adaptent à la Vie les créations de l'Esprit. »

Qu'avons-nous à réclamer, après cela, nous autres chrétiens, dans l'œuvre du moyen âge? Humilions-nous, car cette apologie est complète et, qui plus est, exempte de partialité nationale, l'auteur, mettant à déclarer qu'il n'est pas Juif, autant d'empressement au moins que Bas-de-Cuir, dans *les Mohicans*, à protester qu'il n'est point *sang-mêlé*. « Bien que n'ayant pas de sang juif dans les veines, s'écrie-t-il, je prends rang

parmi les Juifs et m'adresse à leurs savants talmudistes et khabbalistes pour leur prouver qu'ils ont un intérêt religieux et social, collectif et individuel au triomphe de la *synarchie.* »

La « synarchie » dont il est ici question est une utopie qui, lors même qu'elle serait formulée dans un français plus compréhensible, aurait peu d'importance en elle-même, mais qui est curieuse par le fait de la préoccupation où sont bon nombre d'écrivains, — point juifs, c'est entendu, — du rôle que les Juifs vont inévitablement et prochainement jouer dans la reconstitution sociale dont tout le monde parle et rêve à sa façon aujourd'hui. M. Saint-Yves croit que le christianisme et le judaïsme réconciliés en sont les deux éléments essentiels. « Moïse comme Jésus, nous dit-il, nous a légué une promesse d'ordre social et de vérité universelle dont l'accomplissement prophétique vise notre temps ; et ni l'un ni l'autre n'eussent agi ainsi s'ils n'eussent pas, en même temps, laissé, dans et par leurs révélations mêmes, la possibilité de comprendre cette promesse et de savoir comment l'accomplir. » Au christianisme appartient et doit revenir la première place et le premier rang dans le prochain travail de réorganisation sociale, selon l'auteur de la *Mission des Juifs;* le judaïsme, quelque haute idée qu'il ait de lui-même, ne saurait être que son auxiliaire.

Mais est-ce bien à ce titre que les Juifs accorderaient leur concours, si on le leur demandait? Ce n'est pas du moins ce que laisserait croire l'auteur du tout récent précis de l'*Histoire des Israélites depuis leur dispersion*[1], dont nous avons déjà parlé. Pour lui, comme pour tous ses coreligionnaires, le christianisme, qui était, dans le principe, une évolution du judaïsme, en est devenu une déviation funeste, et c'est à lui de rentrer au bercail. Il n'était pas destiné à en sortir; une partie des disciples de Jésus est même restée un certain temps fidèle à la parole du Maître, qui avait dit qu'il était venu pour accomplir la loi et non pour la changer. La séparation fut l'œuvre de saint Paul. « Cet apôtre, dit M. Reinach, découragé par les insignifiants progrès que faisait le christianisme parmi les Juifs, porta l'Évangile aux nations païennes. Dès lors la religion du Christ changea de caractère. Pour devenir plus facilement accessible aux Gentils, elle dut sacrifier les pratiques sévères qui élevaient autour du mosaïsme une barrière presque insurmontable; en même temps, par une sorte de transaction avec les principes polythéistes, elle admit peu à peu des dogmes et des symboles tout à fait étrangers à son essence primitive : la divinité de Jésus, le dogme de la Trinité, etc. »

Ces assertions sont des lieux communs maintes fois réfutés, dont la reproduction dans un livre de ce genre, dénué de tout caractère

[1] *Histoire des Israélites depuis l'époque de leur dispersion jusqu'à nos jours*, par Théodore Reinach, 1 vol. in-12. Hachette, éditeur.

scientifique, n'oblige pas à réfutation : la critique théologique et historique a rétabli à bien des reprises la vérité sur ce point. Ce n'est donc pas pour sa valeur et son autorité, dans l'ordre des grandes études, que nous signalons l'*Histoire des Israélites depuis leur dispersion*, mais comme un autre symptôme de cette agitation sémitique à demi latente encore dont nous parlions en commençant.

Dans le travail qui se fait en leur faveur par des précurseurs désintéressés, qui en doute? — quelques Juifs — tiennent à honneur de prendre une part directe. M. Th. Reinach est du nombre. La tâche qu'il nous paraît s'être donnée ici est le rétablissement de la réputation de ses compatriotes au moyen âge. Montrer, d'une part, l'étendue et l'injustice des persécutions dont ils ont été victimes à cette époque et même assez avant dans la suivante; relever, d'autre part, les services qu'ils ont rendus, en général, à la société de ce temps et, en particulier, aux divers peuples où ils furent reçus, voilà ce qu'a voulu l'auteur de cette rapide esquisse des vicissitudes de la race juive depuis deux mille ans. Son livre n'est pas une histoire, c'est une thèse, un plaidoyer. L'histoire aurait voulu un cadre plus large, des faits appuyés sur des documents positifs, des conclusions motivées, au lieu d'affirmations tranchantes et sans preuves. Ce qui domine dans ce travail, c'est un ressentiment contenu mais profond contre l'Église, qui partout y est signalée comme instigatrice et provocatrice de la persécution des Juifs, envers lesquels elle a indisposé les populations qui n'avaient pas pour eux de répugnance, et pour le culte desquels on les vit plusieurs fois et en plus d'un endroit abandonner le leur.

Cette imputation, en particulier, est de toute fausseté; l'Église n'eut pas généralement l'initiative des poursuites contre les Juifs; si, en certains moments et en certains lieux, elle interdit les rapports des populations avec eux, elle le fit à bon droit, et il est assez maladroit à l'auteur de le rappeler. Ces interdictions étaient motivées par la sourde propagande à laquelle les Juifs se livrèrent toujours et partout durant le moyen âge et par les tentatives qu'ils ne cessèrent de faire, souvent à l'aide de moyens autre que la persuasion, pour débaucher les chrétiens faibles ou besoigneux.

M. T. Reinach fait gravement erreur quand il affirme quelque part, au commencement de son livre, qu'Israël fut toujours peu empressé à propager ses doctrines et à se faire des adeptes en religion; il oublie que, de tout temps, il y eut des postulants aux portes des synagogues. N'a-t-il donc pas souvenance des deux classes d'aspirants dont il est parlé dans toutes les histoires juives, les *prosélytes de la porte* ou du premier degré et *les prosélytes de justice*, admis, après examen, à la circoncision et à l'exercice des rites religieux? Le zèle des docteurs à répandre leurs croyances s'accuse dès les premières dispersions; les

rabbins du moyen âge furent plus entreprenants encore, agissant par de grossiers moyens sur les simples et par les subtilités de la dialectique sur les doctes. Leur contact était à surveiller. L'Église, qui y avait l'œil, les prit souvent en flagrant délit, et ce fut la cause ordinaire — cause parfaitement légitime — de ses sévérités à leur endroit. Eût-il été juste de laisser ces étrangers abuser de la tolérance dont ils jouissaient pour répandre en secret, dans le pays qui leur accordait l'hospitalité, des croyances hostiles et des superstitions malsaines! Quiconque sait le souci que donna au clergé, durant bien des siècles, le sourd travail des sectes originaires de l'Orient ne s'étonnera point de la surveillance exercée sur les Juifs, à cet égard, et des rigueurs déployées parfois contre eux. Du reste, ce ne sont pas seulement les papes, les évêques, les moines, les catholiques, en un mot, qui tinrent de tout temps les Juifs pour suspects et les frappèrent souvent au nom du dogme ou de la morale; les protestants eux-mêmes ont été bien plus durs envers eux et jusqu'à ces derniers jours, M. T. Reinach le reconnaît. « La Réforme, dit-il, ne se montra pas plus favorable au judaïsme que l'Église catholique. Son premier apôtre, Luther, écrivit même à la fin de sa vie un pamphlet contre les Juifs, qui dépasse de beaucoup en violence et en calomnies tout ce qui était sorti de la plume des Dominicains de Cologne. Pendant plus de deux siècles, le protestantisme allemand ne tiendra pas un autre langage. » L'Église grecque, l'Église uniate, l'islamisme non plus, n'en ont pas tenu un autre, en action du moins, si ce n'est toujours en paroles.

Singulier peuple, il faut en convenir, que ce peuple d'Israël, qui se fait maudire par tous et chasser de partout!

Durs étaient les temps dont nous parlons et plus durs encore les hommes de ces temps, nous le voulons bien; mais les Juifs ne motivèrent-ils pas bien souvent, et pour d'autres raisons encore, les violences dont ils furent l'objet? Il eût été plus loyal et plus habile d'en convenir, que de rejeter sur la société chrétienne elle-même la responsabilité de ce qu'elle leur reproche. Mais, enfin, les griefs que le moyen âge a pu avoir contre les Juifs n'ont-ils pas été largement compensés par les services que ces Juifs tant décriés ont rendus au monde de ce temps barbare dans les sciences, les lettres, l'industrie, voire la politique? M. Reinach, qui les fait sonner haut, semble si peu se douter des proportions auxquelles il conviendrait de réduire ces services, qu'il se croit même dispensé de rajeunir, sur ce point, les clichés de l'histore.

Donc, en résumé, les Juifs, depuis leur dispersion, sont moins à condamner qu'à plaindre — lorsqu'ils ne sont pas à admirer; — leurs torts, quand ils en ont eu, sont imputables aux peuples qui, après leur avoir offert l'hospitalité, les dépouillèrent du fruit de leur travail,

entreprirent sur leur conscience d'homme et de nation, et les dégradèrent par la servitude. Ils sont vraiment bien venus à se plaindre des Juifs, les chrétiens de l'Europe, catholiques, schismatiques ou protestants! Ne les avaient-ils pas eux-mêmes faits ce qu'ils étaient? Et aujourd'hui encore, si, dans quelques contrées, les Juifs sont en retard sur la civilisation, n'est-ce pas parce que la civilisation est là en retard elle-même? Modifiant un mot célèbre, M. Th. Reinach écrit, à la fin de son livre, en manière de conclusion : « Chaque pays, comme chaque siècle, a les Juifs qu'il mérite. »

Nous voilà avertis pour l'avenir : le Juif est inévitable; traitons-le bien, c'est notre intérêt.

Voilà, quoique bien incomplète, une idée de ce qui s'écrit pour le compte des Juifs et par eux. Il n'y a pas eu jusqu'ici contre ces étranges manifestations de réaction bien sensible; mais il s'en produira, on peut en être sûr, pour peu qu'il y ait encore provocation. Le brillant et spirituel roman de M. Robert de Bonnières, *les Monach* [1], n'en est-il pas déjà le signal? Il y a là une révélation très piquante des manœuvres dont usent, en ce moment, les gros financiers israélites pour pénétrer dans les vieilles familles aristocratiques, et s'y implanter à l'aide de leurs femmes et de leurs filles, munies de l'irrésistible clef d'or. L'art avec lequel est fréquemment exploité, dans ce but, la charité du noble faubourg est là finement saisi. De nombreux portraits d'hommes et de femmes, pris manifestement sur nature, sont élevés, dans ce récit tout mondain d'apparence, à la hauteur de types étudiés et renferment implicitement de bonnes leçons. L'oisiveté, hélas! bien souvent forcée de notre jeune noblesse et ses tristes distractions n'y sont point épargnées; le dénouement, cruel de l'histoire en est la frappante et déchirante moralité. Les odieux calculs du Juif Monach et les égoïstes intrigues de sa fille Lia, causes de la catastrophe finale, ne doivent point être une pure fiction : l'un et l'autre personnage ont un relief trop vivant pour qu'il en soit ainsi. La maladroite lourdeur du père fait sourire, la cruelle coquetterie de la fille indigne. Quelle ravissante figure que celle que le romancier lui oppose dans la personne d'Hélène de Gomerre, la fiancée du malheureux jeune homme dont l'atroce Juive a, d'un regard, bouleversé la raison. Ce théâtre de l'hôtel d'Épagne, où naguère vivaient, dans une vieille et paisible intimité, deux nobles familles d'autrefois et où l'arrivée des Monach, tombant on ne sait d'où, amène de si tragiques aventures, est comme une image réduite des temps où nous

[1] Vol. in-12. Ollendorff, éditeur.

vivons. Il y a aujourd'hui des Monach partout, et partout leur approche commande la vigilance.

C'est à une autre variété de Juifs qu'appartient le *Baron Vampire* de M. Guy de Charnacé [1], variété plus fréquente peut-être et non moins curieuse. Ce baron personnifie les effets généraux que produit sur sa race ce que l'auteur de l'*Histoire des Israélites* se borne à demander pour elle : le droit à la civilisation. La civilisation, Rebbe Schmoul, le fils d'un cabaretier de Bohême, a su en tirer bon parti; car, de simple colporteur qu'il était lorsqu'il sortit de chez son père pour n'y jamais rentrer, nous le trouvons devenu à Paris baron de Raconitz, chevalier du Medjidié, de l'Éléphant blanc et de plusieurs autres ordres, épousant l'héritière pauvre d'une noble famille. Comment en est-il arrivé là? C'est ce que nous raconte M. Guy de Charnacé. L'auteur du *Baron Vampire* n'a pas fait de son sujet, comme M. de Bonnières, la matière d'un roman proprement dit. L'intérêt n'est pas dans les péripéties d'une action dramatique, il est dans l'inflexible ligne de conduite que se trace et que suit son héros, dans l'implacable vengeance qu'il poursuit d'un affront qui lui a été fait dans son enfance, dans l'incessant accroissement d'une fortune qui lui permettra, un jour, d'humilier dans l'héritière d'un grand nom aristocratique la caste entière qui l'a jadis outragé, et du reste parfaitement indifférent aux bassesses, aux infamies, aux cruautés qu'il lui a fallu commettre pour se procurer cette satisfaction. A la manière dont M. de Charnacé a conçu son personnage, ce n'est pas une individualité, c'est une personnification dont rien, au moins dans le passé, ne saurait accuser d'exagération.

La *Comtesse Shylock* [2], autre peinture de la vie du Juif parvenu, ou en train de parvenir, n'est guère plus un roman que le *Baron Vampire*, de M. de Charnacé; l'intrigue n'en est guère également qu'un cadre; mais les figures dont il est rempli nous semblent, sinon plus artistement, du moins plus vigoureusement tracées. S'il y en a de fantaisistes, d'autres, les principales, sont à la fois d'une originalité et d'une vérité singulières, celle en particulier de cette comtesse Shylock, dont le nom sert de titre au volume. Ce n'est pas sans droit qu'elle le porte, ce nom, dans lequel Shakespeare a incarné le Juif de son temps, qui est encore celui du nôtre et restera celui de l'avenir, dit le dernier traducteur du poète anglais. Semblable en tout aux autres femmes de sa race, elle a sur elles une supériorité rare : le génie financier. Son mari lui-même, tout habile agioteur qu'il soit,

[1] 1 vol. in-12. Dentu, édit.

[2] *La Comtesse Shylock, scènes de la vie moderne,* par G. d'Orcet. 1 vol. in-12. Plon et Nourrit, édit.

comme le prouve l'immense fortune qu'il a faite, lui est inférieur sur ce point, il le confesse tout le premier. « La comtesse Esther était née stratégiste de premier ordre, dit M. d'Orcet; naturellement austère et insensible à tous les plaisirs du monde, sauf la coquetterie, qui était pour elle, au surplus, un moyen et non un but, elle trouvait une âpre volupté dans la conception et l'exécution des plans hardis dont la réussite avait fait la fortune de sa maison. » L'élévation de cette maison des Shylock était son but, et peu lui importait, pour y arriver, de faire des accrocs à la loi d'Israël; mais ce n'était pas sans de cuisants remords, car elle était formaliste. « On se demande, dit l'auteur, à cette occasion, comment les Juifs arrivent si haut dans tout ce qu'ils entreprennent. Cela, répond-il, tient uniquement à la nature de leur égoïsme, qui n'est pas celui des autres ; il est plus concentré et unitaire, comme leur monothéisme. Leur volonté ne s'éparpille pas dans une foule de directions différentes et ne s'affaiblit pas en s'éparpillant; ils la font converger tout entière dans un seul but, y vont droit sans s'inquiéter de la nature des obstacles qu'ils rencontrent. »

Le but de la comtesse Shylock est d'arriver à la haute situation des Rothschild; les égaler est son rêve, dirons-nous, si cette ambition n'était précisément ce qui l'empêche de dormir. Les moyens qu'elle prend, concurrement avec les opérations financières où elle pousse son mari, sont du reste ceux auxquels ses pareils ont recours : les fêtes de bienfaisance données, sous de hauts patronages obtenus à prix d'or, par l'intermédiaire de quelques illustrations ou de quelques grandeurs tarées.

Étrange monde que celui qui passe ici sous les yeux, mais tel, cependant, que, s'il n'existait pas, on ne l'eût évidemment point inventé. L'étude, qui n'en est encore qu'au commencement chez nous, mérite d'être poursuivie; les esquisses de MM. de Bonnières, de Charnacé et d'Orcet sont piquantes en effet, mais la fiction dont elles sont revêtues en diminue peut-être un peu l'importance. Le rôle auquel le judaïsme s'apprête partout aujourd'hui, mais principalement en France, les prétentions qu'il affiche et l'emploi qu'il fait des épaves sociales, le recommandent, ce semble, à d'autres encore qu'aux romanciers en quête de sujets nouveaux.

P. Douhaire.

LE TEMPLE DE SALOMON

Un savant Jésuite, le P. Pailloux, vient de publier, chez les éditeurs Roger et Chernoviz, un ouvrage considérable et qui marquera parmi les plus beaux travaux de la science contemporaine. C'est une monographie très complète du temple de Salomon avec des planches et des cartes qui reconstituent dans toutes ses parties l'immense et merveilleux édifice.

C'est près de dix siècles avant l'ère chrétienne, que le fils de David avait élevé ce temple célèbre, dont l'ensemble surpassait en grandeur comme en splendeur toutes les constructions de Ninive et de Babylone, de l'Égypte et de la Grèce. Le môle seul qui en formait les soubassements se composait, à en croire l'historien Josèphe, de blocs énormes en comparaison desquels les blocs similaires mesurés par le P. Pailloux en Égypte semblent n'offrir que de modestes essais. Car, à l'exception des obélisques et des quelques statues colossales, il n'est pas, sur la terre de Mesraïm, ni dans les temples ni aux pyramides, une seule pierre qui puisse atteindre au dixième de celles que l'historien juif attribue aux soubassements du temple de Jérusalem. Ce môle, à lui seul, fournissait plus de quatre fois le cube de la grande pyramide, et comptait, par chacun de ses côtés, cinq ou six cents mètres de longueur sur une élévation moyenne de cent cinquante à deux cents.

Salomon employa deux cent mille ouvriers à ce gigantesque monument, et le termina en sept années.

En combinant les descriptions un peu confuses, mais authentiques, de Flavius Josèphe avec les données de nos Écritures, les savants travaux du Jésuite espagnol Villalpand, et les découvertes des érudits modernes, le P. Pailloux a reconstitué de la façon la plus exacte le plan de l'édifice. Il nous le rend, dans une série de planches lumineuses et mathématiquement établies, avec ses deux parvis et ses deux enceintes de portiques à trois étages.

Déjà, au dix-septième siècle, de remarquables travaux ont été faits sur cette matière, et, à différentes époques, la question a été très

curieusement agitée parmi les architectes, les archéologues, les théologiens et les artistes. Il était intéressant de résumer leurs études en les complétant et en les précisant, et c'est l'œuvre laborieuse à laquelle le P. Pailloux a consacré de longs efforts, de nombreux voyages et un travail de plusieurs années.

L'entreprise était d'autant plus ardue qu'il ne reste pas, en Palestine, la moindre trace des splendeurs salomoniennes, pas une pierre authentique, pas un vestige reconnaissable; et il ne reste absolument rien non plus de l'édifice analogue que Zorobabel, au retour de la captivité, avait relevé sur les fondations du temple de Salomon.

Après avoir étudié la question sur place, l'auteur a parcouru l'Assyrie, l'Egypte et la Phénicie, afin d'y étudier les ruines des palais et des monuments, et d'y chercher des indications capables d'éclairer son œuvre. C'est à la suite de ces investigations, poursuivies pendant de longues années dans toute la Terre Sainte ainsi qu'à Thèbes et dans l'Egypte entière, que le P. Pailloux a enfin fixé les grandes lignes de son travail.

L'ouvrage sorti des presses de Jouaust, forme un volume in-folio de plus de 400 pages, éclairées de 40 magnifiques gravures ou planches qui saisissent l'esprit autant que les regards.

En somme, cette monographie, sans rivale, qui pourra être discutée, mais qui s'appuie sur les bases les plus respectables, est une œuvre de foi autant qu'une œuvre de science, et, à ce double titre, elle n'intéressera pas moins les croyants que les érudits.

Louis Joubert.

REVUE DES SCIENCES

Découvertes et inventions. Le téléphone de ville à ville. — Utilisation des fils télégraphiques pour la téléphonie à grande distance. — Difficultés du problème. — La « friture téléphonique ». — L'induction. — Anti-inducteurs Rysselberghe. — Téléphonie et télégraphie simultanées sur les mêmes fils. — Téléphonie à double fil en circuit fermé. — De Rouen au Havre. — Un téléphone retentissant. — Téléphone Ochorowicz. — Audition musicale. — Les chants entendus dans toute une salle. — Le thermo-microphone. — L'Opéra chez soi. — L'électricité dans l'industrie. — Une invention légendaire. — Le sucre électrique à 10 centimes la livre. — Illusions. — Traitement des jus sucrés par l'électricité. — Désincrustation des chaudières par le courant électrique. — Exploitation des mines d'or. — Pulvérisation du minerai. — Le pulvérisateur pneumatique à vapeur. — Porphyrisation par choc. — Travaux publics. Un projet original. — Paris à une heure de Londres. — Canalisation pneumatique pour le transport des lettres et des colis postaux. — Vingt trains par heure. — Chimie. — La vaseline et ses propriétés. — La pâtisserie à la vaseline.

On vient d'établir en France pour la première fois des communications téléphoniques à grande distance, entre deux villes, entre Rouen et le Havre. Le téléphone étant entré dans nos habitudes depuis plusieurs années, on peut se demander pourquoi il a fallu attendre 1885 pour relier les villes entre elles. A vrai dire, on eût pu le faire plus tôt, avec un peu plus d'initiative. En tout cas, si on ne l'a pas fait, ce n'est pas, comme on l'a dit à tort, parce que les téléphones sont impuissants à porter la parole à d'assez grandes distances, 200, 300 et 400 kilomètres, c'est uniquement parce qu'on a reculé devant les dépenses d'établissement des lignes. L'exploitation couvrirait-elle les frais? C'est là le dernier mot en matière industrielle. Il faut, ici comme ailleurs, créer un courant parmi la clientèle et attendre avant de récolter. On est habitué au télégraphe qui a des avantages spéciaux, se servirait-on du téléphone qui a aussi ses avantages spéciaux, mais qui ne laisse pas de trace des communications?

Si l'on avait pu se servir des lignes télégraphiques toutes posées, la question changeait de face, car, sans nouveaux frais, on aurait pu voir

jusqu'à quel point le public prenait goût aux communications téléphoniques; malheureusement, jusqu'à ces derniers temps, les communications par lignes télégraphiques étaient à peu près impraticables. Lorsqu'on se sert d'un fil télégraphique pour parler, on entend un crépitement continuel, des bruits de toute sorte, ce que l'on a appelé « la friture téléphonique », ces bruits proviennent surtout des signaux télégraphiques transmis sur les fils voisins. Un courant quelconque envoyé sur un fil réagit par induction sur les autres, si bien qu'ils deviennent comme des collecteurs, qui rassemblent tous les bruits de télégrammes échangés entre deux points extrêmes. Ces échos forment un bruissement insupportable. Alors même que l'on aurait établi un fil spécial sur les poteaux, celui-ci subirait de même l'influence des autres. Le seul moyen de se tirer d'affaire serait d'employer un double fil, l'un enroulé sur l'autre symétriquement, l'un pour conduire le courant, l'autre pour le ramener en *circuit fermé*, sans liaison avec la terre. Dans ce cas, les effets d'induction se produisant sur chaque fil en sens inverse se contre-balancent et la parole devient nette. C'est le système, assez coûteux, il est vrai, puisqu'il double la ligne, qui est employé sur le réseau téléphonique de Paris, mais c'est le seul qui détruise réellement l'induction. Il faut savoir payer pour être bien servi.

Un physicien belge, M. Van Rysselberghe, a cependant combiné un système très complexe qui permet d'approprier les lignes télégraphiques à la transmission téléphonique. L'efficacité prouvée, on l'a mis à l'essai entre Rouen et le Havre. Les dépenses n'étaient pas très considérables et l'expérience doit être approuvée.

Le système anti-inducteur Rysselberghe ne nous paraît pas susceptible de se propager beaucoup ; il est compliqué et exige que tous les postes télégraphiques branchés sur la ligne exploitée soient appropriés à cet usage spécial, tous les postes, même les postes d'exploitation des chemins de fer! C'est toute une appropriation générale. Néanmoins, il est très ingénieux et il est bon d'en faire connaître sommairement le principe.

L'énergie des effets d'induction dépend de la rapidité des émissions et des extinctions du courant électrique; or chaque signal télégraphique exige l'émission d'un courant rapide; de là les effets d'induction observés. Si l'on graduait en quelque sorte l'arrivée et la sortie du flux électrique, sans pour cela allonger la durée de l'émission, il est clair que l'on annulerait l'induction. Pour cela, M. Van Rysselberghe a recours à un moyen bien simple usité en mécanique; il dispose un *trop-plein* qui absorbe au début l'excès de courant et qui le rend à la fin de l'émission. Ce trop-plein, c'est un *condensateur* ou un *électro-aimant*. L'électro-aimant, c'est une bobine de fil métallique avec un noyau en fer doux. Quand un courant passe dans le fil, le noyau de fer s'aimante

graduellement; il absorbe donc de l'énergie électrique; au contraire, lorsque le courant cesse de passer, le noyau se désaimante graduellement; d'où restitution progressive de l'énergie absorbée au commencement. L'électro-aimant devient un *graduateur* du courant. De même un *condensateur* qui consiste en deux surfaces métalliques séparées par une feuille isolante. Une des surfaces communique avec la ligne télégraphique, l'autre avec la terre. A chaque émission de courant, le condensateur en absorbe une partie qu'il restitue à la fin. Avec ces deux appareils employés de préférence simultanément, les effets d'induction s'annulent.

Quand on envoie un télégramme sur un fil ainsi préparé, le téléphone qui est au bout ne perçoit aucun bruit; la membrane vibrante fléchit bien sous l'action du courant, mais elle ne vibre pas; l'instrument reste inerte. L'appareil télégraphique également branché sur le même fil fonctionne, le téléphone ne fonctionne pas. Le téléphone est rendu indépendant du télégraphe.

Réciproquement, le télégraphe est rendu indépendant du téléphone; on peut parler sans que les appareils télégraphiques soient influencés. En effet, on a placé un condensateur au point de bifurcation de la ligne, entre le bureau téléphonique et le bureau télégraphique. Le condensateur fait office de barrage pour les signaux télégraphiques, mais il laisse pénétrer les vibrations téléphoniques. Les courants télégraphiques sont des courants de pile, ce sont des courants continus; les courants téléphoniques sont des courants ondulatoires de bobine d'induction; les premiers ne franchissent pas le condensateur, les seconds passent à travers. Aussi, par cet artifice, les communications sont comme triées; les communications téléphoniques vont au bureau téléphonique; les signaux télégraphiques s'en vont de même au bureau télégraphique et les deux sortes de courants peuvent coexister sans se gêner; on peut par le même fil parler et transmettre en même temps des télégrammes. C'est absolument ingénieux.

Chaque fil de télégraphe devient comme un fil téléphonique mis à l'abri des échos de l'induction télégraphique. Mais aussitôt que plusieurs fils entrent en service, ils sont influencés à leur tour par les dépêches téléphoniques, par l'induction d'un autre ordre qu'engendrent les courants ondulatoires des vibrations des téléphones. Ici encore, tout comme dans le réseau de Paris, il faut pour annuler ces effets avoir recours à deux fils, l'un pour l'aller, l'autre pour le retour. Le *circuit métallique fermé* est indispensable. Aussi doit-on pour les communications téléphoniques *immobiliser deux fils télégraphiques*. On obtient finalement une relation téléphonique par deux fils et une relation télégraphique par fil. Enfin, il ne suffit pas qu'il existe deux fils pour le téléphone, il faut encore qu'ils soient symétriquement

disposés tout le long du trajet. M. Van Rysselberghe tourne cette nouvelle difficulté par une intercalation supplémentaire de condensateurs et d'électro-aimants.

Bref, le problème est résolu, les communications par téléphone assurées sur les lignes télégraphiques, mais à l'aide d'un luxe de précautions et d'appareils qui n'est pas sans effrayer les praticiens. Qu'un condensateur fonctionne mal le long de la ligne, dans un bureau quelconque, et tout est interrompu. Pour nous, c'est un moyen transitoire qui rendra des services jusqu'à ce que l'on puisse installer de véritables lignes téléphoniques.

Les essais ont été faits d'abord entre Bruxelles et l'observatoire d'Ostende; puis entre Bruxelles et Anvers, entre Bruxelles et Paris, entre Douvres et Bruxelles, c'est seulement après ces expériences réitérées que le système a été mis en service entre Rouen et le Havre.

Il existe encore d'autres systèmes anti-inducteurs, on en annonce tous les jours, mais avancer et prouver font deux. Nous y reviendrons s'il se produisait quelque résultat satisfaisant. Jusqu'à nouvel ordre, nous sommes bien obligé d'admettre qu'un bon service n'est assuré en pratique que par la pose d'un double fil en circuit fermé. Ainsi, on l'a compris en Amérique, où la compagnie du téléphone Bell n'a pas hésité à dérouler 480 kilomètres de fil pour établir la ligne directe de New-York à Boston.

Autre invention téléphonique dont on parle beaucoup en ce moment! Les téléphones ordinaires ne transmettent pas la voix avec une intensité suffisante pour qu'on puisse entendre à distance. C'est généralement tant mieux; cependant il est des cas où il serait utile d'avoir un instrument indiscret qui fît entendre la parole dans tout un appartement, par exemple pour la transmission d'un discours et surtout pour les auditions musicales. Ce problème souvent posé avait déjà été résolu plus ou moins complètement par les téléphones Edison, Gower, Righi, Ader, etc., par l'électro-motographe Edison, etc. Nous avons nous-mêmes, à l'Exposition de 1878, fait entendre dans une conférence des chants et de la musique transmis de Versailles, simplement avec un téléphone Edison muni d'un grand cornet en carton.

M. le Dr J. Ochorowicz vient d'imaginer un téléphone qui paraît transmettre la musique, les chants et même la parole avec une intensité remarquable, du moins d'après les expériences tentées à la Société internationale des électriciens, à la Société de physique, au ministère des postes, etc. Au ministère, on a entendu l'Opéra sans y mettre le pied; on a pu assister à la première de *Rigoletto* au coin du feu. A la Société des électriciens, l'appareil a transmis, dans une salle renfermant plus de trois cents personnes, le son d'un orchestre com-

plet installé au troisième étage dans la bibliothèque de la Société de géographie, et les voix de plusieurs choristes. Quelqu'un a dit la fable du *Loup et l'Agneau;* à 4 ou 5 mètres de l'appareil les paroles se percevaient nettement. La musique s'entend dans toute la pièce, mais la parole articulée ne s'entend que dans un rayon bien plus restreint. M. Ochorowicz a combiné un transmetteur qui lui est propre et un récepteur qu'on peut aussi appeler nouveau. On ne sait pas encore quelle est au juste la disposition du transmetteur, l'auteur n'a pas livré son secret. C'est un microphone à poudre et à pastille de charbon, c'est-à-dire que les variations du courant sont produites à la fois par les variations de résistance ou de conductibilité du charbon et de la poudre. Les vibrations du son secouent la poudre et pressent sur la pastille, de là les changements de résistance qui se représentent sur la membrane vibrante du téléphone récepteur. Mais la caractéristique du système résiderait dans ce fait que le microphone ne fonctionnerait qu'*à chaud*. La résistance au passage de l'électricité crée de la chaleur. (C'est sur ce principe qu'est fondée la lumière par incandescence); tous les microphones s'échauffent; de ce chef, il n'y aurait rien de neuf; mais l'échauffement peut dérégler quelquefois le microphone. Ici, au contraire, l'échauffement serait nécessaire; c'est-à-dire, en d'autres termes, que M. Ochorowicz règle son appareil, de façon qu'il ne fonctionne qu'entre des limites de température comprises entre 13 et 37 degrés. Quand l'instrument n'est pas échauffé, il est déréglé. Est-ce un avantage? En tout cas, précisément, parce que le microphone ne fonctionne bien qu'à chaud, l'inventeur lui donne le nom de *thermo-microphone*. Cette théorie est un peu subtile, car, en définitive, tous nos téléphones fonctionnent bien entre 0 et 40 degrés, et ils ne se dérèglent pas si facilement que cela. Mais, encore une fois, nous ne pouvons rien affirmer de positif, puisque nous ne connaissons que le principe assez peu défini du nouveau transmetteur.

M. Ochorowicz supprime la bobine d'induction dont on se sert dans tous les téléphones; c'est le courant direct de la pile qui, après avoir traversé le transmetteur, s'en va au récepteur. C'est un inconvénient et c'est un avantage.

Le récepteur est connu; nous l'avons eu entre les mains. C'est un téléphone Bell, avec des modifications importantes; il est caractérisé par l'emploi de deux plaques vibrantes au lieu d'une seule, par le mode d'attachement de la boîte téléphonique qui, au lieu d'être immobile, vibre tout entière, fixée seulement par le milieu de la seconde plaque vibrante. Cette disposition paraît excellente et peut renforcer le son.

Comme tous les téléphones magnétiques, ce récepteur fonctionne également comme transmetteur, mais alors l'intensité de la transmis-

sion ne devient pas sensiblement plus forte qu'avec un téléphone ordinaire; du moins, c'est ce que nous avons constaté dans un essai personnel. Enfin, avec le nouveau téléphone, la force de la pile paraît jouer un certain rôle. Si elle n'est pas convenable, si la pile se polarise vite, l'instrument semble ne plus fonctionner qu'imparfaitement.

Ne préjugeons pas de l'avenir; les premiers essais sont très intéressants et il serait à souhaiter que nous possédassions enfin un bon instrument pour les auditions théâtrales et musicales. Il serait bien agréable de pouvoir s'abonner à l'Opéra et à l'Opéra-Comique, par le réseau téléphonique. L'Opéra chez soi, quel rêve! Et cependant il est à la veille d'être réalisé. Il l'est déjà, puisque à l'Élysée et au ministère des postes, on peut à l'aide des téléphones ordinaires entendre très distinctement la voix de Mlle Krauss et les applaudissements qui éclatent dans la salle.

C'est évidemment l'électricité qui préoccupe toujours le plus les inventeurs. On veut s'en servir à tout prix, et quelquefois à tort et à travers. Comment ne pas signaler cette invention, qui deviendra légendaire et qui a mis récemment en émoi le monde des raffineurs? Un industriel de Lyon, dit-on, imprégnait, un beau matin, de glucose un tissu de soie, quand par hasard un courant électrique traversait le bain. Oh! stupéfaction, — c'est toujours comme cela que naissent les grandes découvertes, — tout à coup, on aperçut des cristaux de sucre sur les parois de la cuve. Sous l'influence du courant électrique, le glucose se serait transformé en sucre de canne ou de betterave c'est-à-dire en sucre cristallisable. Et aussitôt le télégraphe joua, et l'on annonça à Paris que l'on avait trouvé le moyen de remplacer la betterave par la pomme de terre. Le glucose se trouve en effet en abondance dans la pomme de terre! On dit même qu'un grand raffineur de Paris acheta l'invention des millions... à option.

Jusqu'ici on a pu transformer le sucre cristallisable en glucose, mais, par une ironie du sort qui est désagréable aux chimistes, on a échoué devant l'opération inverse, même en employant l'électricité. Nous serions donc fort étonnés que ce qui n'a pas été réalisé à Paris, l'eût été à la latitude de Lyon. Les deux sucres ne diffèrent que par un équivalent d'eau; enlevez au glucose cet équivalent d'eau et vous aurez du sucre cristallisable; mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Évidemment c'est possible, parce que la nature le fait et que certaines plantes transforment le glucose en sucre, mais c'est un rébus dont la clef nous échappe encore. Et puis après? en quoi l'invention lyonnaise serait-elle si renversante? Le glucose vaut quand il marque 42 degrés environ 40 francs les 100 kilogrammes. On a du sucre en grain n° 3, pour 38 francs les 100 kilogrammes. Les 100 kilogrammes de glucose

sec, débarrassé de ses 25 pour 100 d'eau, coûteraient au moins 50 fr. Ajoutez-y les frais de traitement électrique : où seraient les avantages? Et l'on parlait du prix de revient fantastique de 10 fr. 50 les 100 kilogrammes! Passons.

Nous aimons mieux l'idée de M. Despeissis, qui se sert de l'électricité pour traiter les jus sucrés. Ces jus renferment des bases alcalines, de sels de soude et de potasse qui forment des combinaisons avec le sucre et en emprisonnent inutilement une certaine quantité. Le courant électrique décompose ces sels gênants et augmente la teneur en sucre des sirops. Cette fois, c'est bien du sucre tout trouvé.

Bonne aussi peut-être cette idée de M. Jeannolle d'utiliser le courant électrique pour désincruster les chaudières. Tout le monde sait bien que l'eau en bouillant incruste les parois des cafetières ou des bouillottes ; il se forme un dépôt gênant ; ce dépôt a pour les chaudières des inconvénients multiples. D'abord il empêche la chaleur d'arriver jusqu'à l'eau, c'est un écran qui coûte cher à l'industriel ; ensuite en se détachant brusquement, il peut mettre l'eau en contact de la tôle rougie et donner lieu à des explosions. On avait déjà remarqué qu'il suffisait quelquefois de jeter dans la chaudière des rognures de zinc, pour que la désincrustation s'effectuât plus facilement ; le dépôt devient boueux et tombe au fond. Pourquoi? Parce que le zinc au contact de la tôle constitue un couple voltaïque, et il y a génération d'un faible courant électrique qui va du zinc au fer. Ce courant décompose le carbonate de chaux qui forme le dépôt, désoxyde la tôle ; et la chaux, à l'état granuleux, se détache plus facilement.

M. Jeannolle a trouvé avec raison qu'il serait mieux d'envoyer directement un courant électrique plus fort à travers l'eau de la chaudière, de façon à hâter la décomposition du dépôt et sa désagrégation. Quelques éléments de pile donnent un courant suffisant, et l'auteur assure que les dépôts calcaires ne restent plus sur les parois de tôle des chaudières. Il est bien facile de contrôler cette affirmation et l'expérience en vaut la peine ; car les pertes en argent dues à l'incrustation s'élèvent pour chaque possesseur d'une chaudière un peu puissante à des milliers de francs par an.

On croit communément qu'il n'est rien de si facile que de pulvériser la matière. On a recours à des broyeurs, à des concasseurs, à des pilons... et c'est fini. C'est bientôt dit. La pulvérisation à l'état très ténu, la porphyrisation est très difficile. Et il existe des cas où elle serait très utile, par exemple, pour l'exploitation des quartz aurifères. L'or reste dans les grains et quand la pulvérisation n'est pas parfaite, le déchet est considérable. Aussi, les exploitants sont souvent fort

étonnés. Quoi! l'analyse donnait 150 grammes par tonne, et nous extrayons à peine 50 grammes... Et ce qu'on a laissé perdre!

Un inventeur américain vient de combiner un pulvérisateur qui ferait, dit-on, merveille aux États-Unis. Il est en tout cas assez original pour être décrit en quelques lignes. L'outil qui broie, c'est la vapeur d'eau. Le minerai est préalablement concassé en morceaux de 5 à 6 millimètres; on le dépose dans une trémie à deux branches qui laisse descendre la matière en face de deux petites ouvertures par lesquelles s'échappent en sens inverse deux jets puissants de vapeur surchauffée. Les deux jets entraînent les morceaux qui se heurtent avec violence, se brisent et se pulvérisent. Vapeur et matière s'en vont dans une chambre chaude. On y retrouve le minerai en poudre fine. Les morceaux qui n'ont pas été assez porphyrisés sont arrêtés en route par un tamis et remontés par une chaîne à godets, jusqu'à la trémie de départ.

La vapeur est produite par une chaudière à 20 atmosphères. Elle est encore surchauffée jusqu'à 600 degrés dans un réchauffeur spécial avant d'être lancée dans l'appareil. Elle agit à cette haute pression un peu comme le ferait de la poudre qui, par son explosion, lancerait les uns contre les autres de menus projectiles. Tout est réduit en poudre impalpable. Il paraît que le *pulvérisateur pneumatique* est économique, et que l'on se trouve bien de son emploi dans diverses exploitations aurifères.

Puisque nous passons en revue les inventions originales, signalons un projet que vient de publier M. Berlier. Le télégraphe a du bon, parce qu'il va vite, ou devrait aller vite, mais enfin il ne porte que la parole. La poste va moins vite, pas assez vite; de Paris à Londres, il faut une journée par la poste. M. Berlier se propose de mettre Paris et Londres à une heure de distance. Paris et Lyon à une demi-heure, etc., non pas encore pour les voyageurs, mais tout au moins pour les lettres et les colis. On pourrait distribuer à Londres et à Paris, cinq ou six fois par jour, les lettres et les colis de Paris pour Londres et de Londres pour Paris. Comment?

Le projet est bien simple. A Paris, on ne se sert déjà plus du télégraphe pour les dépêches urbaines. On a, comme on sait, installé tout un réseau de tubes souterrains; ces tubes vont de bureau à bureau. Un petit chariot ou wagonnet passe de temps en temps devant chaque station; on l'ouvre on y met les télégrammes. On lâche le wagonnet qui s'en va tout seul continuer la récolte des dépêches de station en station. Bref, c'est un train-poste qui dessert ainsi les différents quartiers de Paris. L'air est raréfié dans les conduites à l'aide de machines établies au poste central, et la pression atmosphérique

pousse le wagonnet, qui roule dans les tubes jusqu'à ce qu'il soit arrêté par des tampons à chaque station. En quelques instants on va du ministère des postes à la Bourse.

Ceci est très pratique et fonctionne depuis des années. M. Berlier, sans faire de grands efforts d'imagination, s'est dit : puisque c'est si commode, pourquoi n'agrandirait-on pas le système et ne ferait-on pas des lignes souterraines pneumatiques de ville en ville, et surtout de Paris à Londres? On n'a pas voulu de tunnel sous-marin; on n'aura pas les mêmes appréhensions pour un petit tube bien modeste courant entre la France et l'Angleterre. Et il a conçu le réseau pneumatique international!

La ligne sera double, une pour l'aller, l'autre pour le retour; donc deux tubes, qui s'en iront sous terre en suivant les déclivités du terrain, plongeront dans la Manche et se relèveront sur le rivage britannique pour courir en droite ligne jusqu'à Londres. Au fond, dit l'auteur du projet, il s'agit tout bonnement de souder les uns aux autres des bouts de tuyau tout comme pour une canalisation de gaz. Quant à la traversée de la Manche, le point le plus profond est à peine à 60 mètres; ce n'est pas une opération difficile que de mouiller un tube étanche à pareille profondeur en eau calme.

Au lieu d'air raréfié qui aurait nécessité de gros tuyaux, on aura recours à l'air comprimé dont en fera monter la pression à peine à deux atmosphères. Les tuyaux n'auront que 30 centimètres de diamètre. La canalisation aura en tout 500 kilomètres. De Paris à Calais, 247; en mer 39 kilomètres, de Douvres à Londres 139. De très loin en très loin seront installées des usines pour maintenir la pression dans les tuyaux qui bien qu'étanches, auront toujours accidentellement des fuites. Nous n'entrons pas dans les détails du projet qui ont été d'ailleurs très sérieusement étudiés. Tout ce que nous dirons, c'est que les dépenses s'élèveront à 34 millions tout compris et que l'exploitation sera rémunératrice. Moyennant cette installation grandiose, on pourrait envoyer de Paris à Londres, toutes les dix minutes, un train de 10 kilogrammes portant 5 kilogrammes de dépêches et colis postaux. La distance de 500 kilomètres serait franchie en une heure.

Le projet est très séduisant; il ne nous semble pas présenter des difficultés insurmontables, mais laissons les Américains le réaliser d'abord entre deux grandes villes. Il nous reviendra ensuite, revu, corrigé par la pratique, et nous n'aurons plus qu'à l'exécuter, avec une économie certaine. L'expérience des autres vaut de l'or.

Tous les journaux ont raconté que l'on avait saisi dernièrement des pâtisseries dans lesquelles le beurre était remplacé par de la vaseline.

Oui, vraiment, on a essayé de mettre à la mode des brioches à la vaseline ; encore un peu et l'on nous aurait gratifié de la cuisine à la vaseline. Or il faut dire tout de suite que la vaseline n'est pas un corps gras ; elle ne possède nullement les propriétés alimentaires des corps gras, et introduite dans les voies digestives, elle pourrait bien avoir des inconvénients.

On aurait bien voulu nous faire prendre la vaseline pour du beurre, parce qu'elle a l'aspect d'une graisse, avec cette grande supériorité qu'elle ne rancit pas. Les pâtisseries ainsi préparées se conserveraient naturellement quelque temps et on éviterait les pertes quotidiennes.

Qu'est-ce que la vaseline? C'est tout bonnement un mélange de paraffines obtenues par la distillation du pétrole brut ; quand on a fait distiller les huiles d'éclairage, il reste dans les chaudières un goudron demi-liquide qui, évaporé et rectifié, donne la vaseline. On purifie soit avec du noir animal, soit avec de l'alcool bouillant ; alors on a la vaseline blanche, à l'apparence de gelée. Cette substance n'a été introduite dans le commerce qu'en 1873. Elle a figuré pour la première fois en 1876 à l'Exposition de Philadelphie, puis en 1878 à l'Exposition de Paris. On la fabrique couramment en Amérique, en Allemagne, en Russie, sous les noms de vaseline, cosmoline, déodorine, pétroléine. On en prépare maintenant aussi en France. On la trouve sous trois états : blanche, c'est la plus chère ; blonde ; enfin brune, et cette dernière est la moins chère.

La vaseline est très employée en parfumerie ; elle permet d'obtenir des pommades qui ne rancissent pas ; elle garde très bien les parfums, dissout les essences et les graisses. Mise à l'état sec sur les mains, elle adoucit la peau et enlève toutes les empreintes ; la main d'un forgeron devient blanche en quelques instants ; on lave ensuite à l'eau tiède. En thérapeutique, on la substitue à l'axonge, parce que ne rancissant pas, elle n'irrite pas les parties malades. Elle prend en outre des propriétés curatives vis-à-vis de certaines maladies de la peau, prurigo, eczéma, pityriasis, etc. Enfin, dans l'industrie, elle sert à lubrifier les surfaces métalliques des machines, les armes à feu et les instruments de chirurgie ou de physique qu'elle préserve de la rouille.

La vaseline est donc une substance précieuse, mais il ne faut pas vouloir en mettre partout. Aussi conclurons-nous : surtout pas de vaseline en guise de beurre ; c'est déjà bien assez d'avoir à supporter la margarine !

Henri de Parville.

CHRONIQUE POLITIQUE

9 mars 1885.

Tout est incertain dans la République. Cette vérité, l'histoire nous l'a rendue banale. Mais, s'il en fallait un témoignage nouveau, on n'aurait qu'à considérer aujourd'hui l'état de nos affaires. Partout, sous ce gouvernement qui s'était vanté d'être aussi loyal que libre et aussi actif que puissant dans sa souveraineté, partout le mystère, l'irrésolution, l'intrigue et une sorte d'inertie tumultueuse; partout l'ignorance ou la crainte du lendemain. On ne sait rien, non seulement du lendemain à l'extérieur, mais à l'intérieur, et, ici aussi bien que là, on sent qu'il n'est pas de surprise grave qu'on ne puisse attendre. Qu'est-ce que trame la diplomatie de la République? Quels sont ses desseins à Londres, ses engagements à Berlin? Où et quand l'expédition du Tonkin s'arrêtera-t-elle? La France est-elle formellement en guerre, ou non, avec la Chine? Quel sera le sort de l'armée, si tant de lois changeantes, dont chacune prétend la refondre tout entière, continuent à la menacer? Avons-nous un drapeau national, le tricolore, ou faut-il voir dans le drapeau rouge un drapeau tout spécialement républicain qui mérite un égal honneur? Autant de questions qui laissent dans l'esprit public l'incertitude. Il n'est pas jusqu'au suffrage universel qui soit sûr de son propre régime, puisqu'il ne connaît pas aujourd'hui le genre de pouvoir qu'il exercera demain. Sera-ce par arrondissement ou par département qu'il élira ses députés? On se le demande depuis octobre, dans le Parlement comme dans le pays, et c'est encore une énigme. Quant aux députés régnants, ils sont en proie au doute de leur réélection, ils n'ont plus d'autre souci, et, comme ce consul romain qui s'abstenait de rien faire dans l'intérêt de la République pendant les derniers mois de sa magistrature, ils ajournent ou négligent ce qui importerait au bien général.

La Constitution elle-même est chose incertaine pour la Répu-

blique. Cette Constitution préciserait si mal les attributions budgétaires du Sénat et de la Chambre, elle serait si vague que les sophistes jacobins du Palais-Bourbon auraient décidé de la corriger par un commentaire. Car le Sénat, quelque amplement que les élections du 25 janvier aient renforcé son républicanisme, n'a pas pour les volontés de la Chambre tout le respect nécessaire, toute la docilité obligatoire : il se refuse, en 1885 comme antérieurement, à subir la suprématie financière de la Chambre; il ne se résigne pas à enregistrer les décrets des Jules Roche, des Paul Bert, des Ballue, en se contentant de remontrances vaines, de harangues inutiles; il revendique son droit d'amendement et il en use. Qui l'aurait soupçonné? Le Sénat a osé rétablir dans le budget des cultes, oui dans le budget des cultes, les allocations supprimées par la Chambre. Il estime que le Concordat, la tradition, la liberté de conscience et l'opinion même du pays défendent d'ôter au clergé ses moyens de recruter les jeunes prêtres et de nourrir les vieux. Il maintient les bourses des séminaires, le traitement des chanoines et des vicaires. Eh bien! c'est un scandale pour la majorité irréligieuse qui domine la Chambre. Écoutez les docteurs de la théorie jacobine : la Chambre représente exclusivement le peuple, parce qu'elle reçoit directement du suffrage universel son mandat; elle a donc, pour la loi de finances, l'autorité suprême, une autorité absolue. Ce qu'il faut à M. Jules Roche et à ses amis, en retirant au Sénat son droit d'amendement budgétaire, c'est la faculté de modifier, à eux seuls et selon leur fantaisie, le budget tout entier; et ce privilège leur serait d'autant plus cher qu'avec leur habitude d'abroger les lois en annulant les crédits, il leur assurerait, en réalité, l'omnipotence législative. Il est vrai que naguère, en août 1884, on avait fait au Sénat une promesse solennelle, avant de procéder à la réforme de la loi constitutionnelle qui lui servait de loi électorale : il avait été stipulé qu'on ne changerait rien à ses attributions financières; c'est seulement à cette condition que le Sénat avait permis la convocation du Congrès. Ainsi la promesse aurait été mensongère et aujourd'hui on contesterait au Sénat son droit d'amendement, on le lui dénierait en principe malgré la Constitution, on proclamerait même qu'à l'avenir un second vote de la Chambre serait définitif et qu'il n'y aurait pas de troisième délibération ! Nous nous plaisons encore à supposer que le Sénat n'acceptera pas une telle règle. Quoi qu'il en soit, voilà un conflit dont on n'imputera pas la faute à ces conservateurs importuns, chicaniers, qu'on jugeait être trop nombreux sur les bancs du Sénat avant le renouvellement opéré par les élections du 25 janvier. La majorité du Sénat est dûment républicaine comme celle de la

Chambre. Est-ce que cette vertu ne suffirait pas à l'harmonie de leurs pouvoirs?...

Et cependant nos jacobins devraient au Sénat nouveau quelques égards, voire même quelques louanges. Car, raisonnablement, ils ne sauraient se plaindre de son esprit d'indépendance. Il leur a sacrifié les aumôniers des hôpitaux militaires. Ce n'était pas assez. Ils ont voulu qu'il validât la frauduleuse élection de l'Eure; ils ont voulu qu'il frappât d'interdit électoral M. le duc de Broglie. Le Sénat a obéi. Quelle n'a pas été sa complaisance! Des deux candidats élus dans l'Eure, l'un n'avait en sa faveur que trois bulletins de plus que le chiffre légal; l'autre, un seulement. Or, parmi les votants, neuf avaient été vicieusement délégués : en les choisissant, le Conseil municipal de Bernay avait discuté leur nomination, contrairement à la loi. On avait invoqué la justice du Conseil d'État et tel était le grief qu'on ne pouvait pas n'avoir pas confiance en elle, si impérieusement que la discipline de la République régnât dans ce tribunal administratif. Mais, cette justice du Conseil d'Etat, il y avait un artifice pour la prévenir. Rien de plus simple ni de plus expéditif : le 25 février, le Conseil d'État entendait le rapporteur de l'affaire; il devait prononcer son jugement, le 25; aussi, le 26, le Sénat prononçait-il, lui, sa sentence, en validant l'élection, et, comme le Conseil d'État avait averti qu'une fois l'élection validée, il n'aurait plus « à statuer », tout a été fini le 26 : la protestation des électeurs, si légitime qu'elle fût, n'a pas trouvé ses juges; l'illégalité a triomphé. M. Tolain doit être aussi content du Sénat que M. Cazot, en d'autres temps, l'était du Conseil d'État, et si, d'aventure, les ombres de quelques conventionnels de 1793 hantent le palais du Luxembourg, gageons que cette violence hypocrite, qui ménage si habilement à la justice l'occasion de se dérober, a dû les satisfaire un peu : ils ont dû sourire de l'ingénieuse dextérité de leurs disciples. Allons! Monsieur le duc de Broglie, votre éloquence, votre sagacité diplomatique et votre sagacité patriotique ne gêneront plus M. Jules Ferry dans le Sénat. Il a fallu toute une réforme constitutionnelle, toute une loi électorale, pour vous expulser; il a fallu davantage encore : avant l'élection, un acte de corruption ministérielle; après l'élection, un acte d'iniquité parlementaire et de trahison judicaire. Vous pouvez être fier de toute la peine que vos proscripteurs ont prise contre vous. Ils ont eu peur jusqu'après leur exploit : ils n'ont pas osé affronter avec vous, dans une seconde épreuve, le verdict des électeurs. Ils vous ont écarté, ils ne vous ont pas vaincu. Vous aurez quitté le Sénat avec honneur, la tête haute, en luttant; vous y aurez laissé un grand souvenir. Et, si la justice du Sénat et du

Conseil d'État vous a manqué, vous n'aurez pas besoin d'attendre celle de « l'équitable avenir » ; c'est le suffrage universel lui-même qui vous vengera bientôt...

Seul, M. Jules Ferry pourrait nous dire si la Chambre, avant la fin de son mandat, aura le temps d'étudier le budget de 1886. Bien naïf et bien téméraire celui qui l'affirmerait! Quant à nous, nous doutons que M. Jules Ferry veuille laisser à la Chambre un soin si dangereux. Il préférera, vraisemblablement, que la République ne rende à la France aucun compte financier, avant les élections : il ne faut pas de révélations nouvelles qui puissent mécontenter, effrayer les électeurs. Nous ne serions même pas étonné qu'il ne plût à M. Jules Ferry de prolonger pendant le trimestre prochain le régime des douzièmes provisoires. C'est un régime si favorable à la dissimulation et à l'arbitraire! Nous savons, au reste, que M. Jules Ferry, qui a pour sa république le goût de la grandeur autant que pour lui-même l'amour de la gloire, s'inquiète peu d'épargner l'argent de la France. Ce qui le préoccupe, ce n'est pas de combler le déficit, c'est de le cacher. Pourvu que l'illusion dure jusqu'aux élections! Il n'a pas d'autre devise actuellement. Les députés républicains, non plus. Dans le débat où ils viennent de décider, après une interminable série de discours et d'amendements, qu'il serait payé une taxe de 3 francs pour chaque quintal de blé importé en France, qu'est-ce qui a le plus influé sur leur vote? L'intérêt électoral, sous couleur d'intérêt agricole. Ils ont voulu faire quelque chose pour leurs électeurs ruraux, sans faire trop aux yeux de leurs électeurs citadins ; ils ont pensé ménager en même temps, par cette mesure insuffisante, l'ouvrier des champs et l'ouvrier des villes. Ils ont établi, sous l'empire de ce calcul, un droit qu'ils pourront bien appeler protecteur, mais qui n'est point un droit compensateur : car, pendant que le blé étranger sera taxé de 3 francs, le blé indigène continuera de supporter, sous les formes diverses de l'impôt direct ou indirect, une taxe de 5 francs. Ils nous ont beaucoup parlé de principes et surtout du libre-échange qui leur est un dogme, paraît-il. Les principes! soit. Mais il y en a qu'un peuple qui veut vivre doit pratiquer pour lui-même, avant de pourvoir à l'humanité : c'est qu'il ne peut sans péril abandonner aucune de ses ressources, ni négliger sans leurre aucune de ses richesses, au profit de telle ou telle autre ; c'est qu'il doit protéger avant tout une industrie qui lui fournit, non le superflu, mais le nécessaire. Et puis, est-ce donc le libre-échange ou le juste-échange qui doit régler les rapports des nations? Quel est le genre d'équité généreuse qui nous oblige à enrichir l'agriculture de l'étranger, quand nous voyons se

ruiner la nôtre, cette agriculture nourricière qui a rendu à la France sa force et sa prospérité après tant de désastres? Nos économistes républicains ont trop distingué aussi le consommateur et le producteur. Comme s'ils pouvaient compter beaucoup de consommateurs qui ne fussent pas des producteurs, à un titre quelconque, et comme si, par exception, le paysan produisait sans consommer! Enfin, ils ont trop séparé, dans leur dénombrement électoral, l'ouvrier des villes et celui des champs. Est-ce qu'il n'y a pas en France des milliers de villes où c'est l'ouvrier des champs qui, chaque semaine, le jour du marché, apporte au commerçant, à l'industriel, le tribut dont subsistent leur travail et leur fortune? Et pour le pauvre, qu'il soit à la ville ou aux champs, la question est-elle d'avoir un pain plus cher de quelques centimes ou de n'avoir plus de salaire et ne pouvoir plus s'acheter du pain? Ce sont là des vérités que les économistes républicains ont en partie méconnues, à la Chambre, et que le gouvernement, divisé par les opinions contradictoires de M. Méline et de M. Rouvier, a lui-même en partie oubliées. Espérons que l'agriculture aura de plus heureux défenseurs dans le Sénat.

D'un cœur léger, par insouciance et par incurie, la République laisse s'amoindrir la fortune de la France. Elle laisse s'amoindrir son patrimoine moral. Elle en vient jusqu'à laisser s'affaiblir l'idée de la patrie, jusqu'à en laisser avilir l'image. Elle permet que le drapeau rouge, qui représente la Révolution cosmopolite, dispute publiquement la place au drapeau tricolore, qui représente la patrie française! Dans le cimetière de Levallois-Perret, à une cérémonie officielle où l'on honorait la mémoire de deux soldats morts sur les champs de bataille du Tonkin, le drapeau rouge apparaît, il brille librement au soleil; et quand on l'arrache, cet étendard sanglant de la Commune, aux mains audacieuses qui le portent, le maire de Levallois-Perret proteste et le restitue à ses champions : il leur présente même des excuses... M. Waldeck-Rousseau n'a ni révoqué ni blâmé le maire de Levallois-Perret. Une note toute ministérielle, écrite certainement sous les yeux de M. Waldeck-Rousseau, affirme que « la conduite du maire ne doit donner lieu à aucune mesure disciplinaire ». Le maire de Levallois-Perret, il faut le dire, s'était hâté de se disculper à sa manière dans les journaux, en déclarant que le drapeau rouge étalé devant le monument funéraire des deux soldats n'était qu'une bannière rouge, celle d'une société « antidogmatique » créée sous sa présidence pour « l'affranchissement de la conscience humaine ». Mais on sait le peu que vaut cette justification hypocrite. C'était bien le drapeau rouge qu'on avait arboré dans le cimetière de Levallois-

Perret : le journal des Communards, le *Cri du Peuple*, l'avait attesté avec une bravade cynique, le lendemain du scandale. Et la tolérance de M. Waldeck-Rousseau en était-elle, par hasard, à exercer pour la première fois devant le drapeau rouge son lâche respect? Le 24 février, pendant que la Chambre chômait pour fêter la gloire de Ledru-Rollin et qu'on inaugurait la statue de cet émeutier, est-ce que M. Waldeck-Rousseau n'avait vu le drapeau rouge ombrager avec le drapeau tricolore l'estrade où il figurait parmi les assistants, en compagnie de M. Spuller et des autres? Est-ce qu'au surplus la police de M. Waldeck-Rousseau n'avait pas accordé aux porteurs du drapeau rouge, derrière le cercueil de Jules Vallès, l'impunité de leur parade provocante? Le gouvernement de la République a son esprit de suite et sa logique, on ne peut le nier. On élevait naguère le drapeau tricolore entre le drapeau blanc et le drapeau rouge comme l'emblème d'une politique qui ne voulait être celle ni de l'ancien régime, ni celle de la Commune. Aujourd'hui on n'a plus la force de tenir tête au parti révolutionnaire; on n'a pas davantage la force d'abaisser son drapeau, quand il le brandit : c'est tout aussi rationel que significatif... Mais qu'en pensent-ils, les pauvres héros qui, sous les plis du drapeau tricolore, tombent là-bas, devant les murs de Tuyen-Quang ou sur le rivage de Formose? Qu'en pense-t-elle aussi, cette Alsace-Lorraine qui garde au drapeau tricolore, comme à celui de la patrie absente, son fidèle amour, et qui, à chaque printemps, se demande en rêve s'il ne va pas descendre du haut des Vosges?

Nos affaires nationales, malheureusement, sont toujours dans l'état de labeur obscur et d'embarras périlleux où les a mises la présomptueuse diplomatie de la République. Les efforts généreux et les sacrifices stériles, où s'épuise le courage de nos troupes et de notre marine, se multiplient au Tonkin. L'amiral Courbet a bombardé les forts de Tsing-Haï, sur les bords de la rivière Yung. Ses croiseurs parcourent les eaux du Yang-Tze-Kiang ou du golfe de Petchili, à la recherche des navires qui approvisionnent de riz le nord de la Chine. Le général Brière de l'Isle, de son côté, a battu l'armée du Yunnan et les Pavillons noirs, autour de Tuyen-Quang; l'ennemi a levé, le 3 mars, le siège de cette place que sa vaillante garnison, sous les ordres du commandant Dominé, a défendue dix-huit jours, après l'ouverture de la première brèche, en soutenant sept assauts acharnés. Par delà Lang-Son, le général de Négrier dispersait, au combat de That-Khé, l'armée chinoise qui s'y était ramassée après ses désastres. Il a détruit les forts des Célestes sur la frontière et fait sauter la Porte de Chine. Mais ces

exploits changent-ils en rien l'aventure? La résistance de la Chine est-elle abattue? L'expédition s'abrège-t-elle? L'occupation devient-elle plus facile? La conquête est-elle finie? La paix se prépare-t-elle à Pékin? Non, et les complications s'aggravent. M. Jules Ferry a décidé que le riz serait saisi comme contrebande de guerre, même sous le pavillon des neutres. Est-ce une prescription qu'on puisse imposer aux neutres, là où le blocus n'est pas effectif? Le riz est-il en soi une contrebande de guerre, comme le charbon? Le gouvernement britannique le nie; peut-être celui des États-Unis le niera-t-il également. L'amiral Courbet capturera-t-il les navires anglais et américains qui porteront du riz à l'empire chinois? Et les navires allemands?... Ce n'est pas tout. La France s'était toujours appliquée à étendre les droits des neutres; elle les restreint aujourd'hui. Que M. Jules Ferry prenne garde au principe qu'il va ainsi établir! On pourrait le tourner contre la France un jour ou l'autre. M. de Bismarck est un dialecticien implacable autant qu'un observateur terrible. Que dirions-nous, si, dans une seconde lutte où l'Allemagne aurait été encore une fois victorieuse au commencement des hostilités, M. de Bismarck, proclamant que le blé est vraiment une contrebande de guerre, affamait nos populations jusque dans les villes ouvertes qu'il aurait envahies?... Il conviendrait qu'on interrogeât M. Jules Ferry, dans le Parlement, non seulement sur cette décision, mais sur la notification par laquelle il a informé les puissances que dorénavant, dans la mer de Chine, la France userait de tous les droits que les lois internationales attribuent aux belligérants. La guerre est donc déclarée? Elle l'est devant l'Europe; l'est-elle devant la France? Et si, renonçant enfin à ses formules équivoques et bizarres, M. Jules Ferry a déclaré la guerre, qui l'a autorisé? Est-ce le Parlement? Est-ce le Président de la République? Mais, si le Président de la République et le Parlement n'ont pas autorisé cette déclaration de guerre, qu'est-ce que M. Jules Ferry a fait de la Constitution? Violée par lui, quelle force morale a-t-elle encore pour nous? Ou plutôt est-ce qu'il resterait à cette Constitution une autre protection que celle de la force matérielle, avec le précaire prestige de sa brutalité inconstante?

M. Jules Ferry n'a pu apprendre sans une certaine inquiétude, ce semble, la nouvelle ambassade, si peu mystérieuse, du comte de Herbert de Bismarck à Londres. L'Angleterre était sous le coup d'une vive émotion. Les dépêches du Caire lui annonçaient tour à tour la retraite du général Buller, celle du général Brakenbury, celle de lord Wolseley : Buller était revenu de Gabut à Gadkul, à Korti; Brakenbury redescendait d'Abou-Hamed à Merawi; lord Wolseley

ramenait son quartier général de Korti à Dongola. L'armée anglaise cessait non seulement sa marche sur Khartoum, mais sur Berber. Elle attendra jusqu'à l'automne, inerte dans ses campements et sous un ciel de feu, la possibilité de prendre la route de Berber, pendant que le général Graham s'y acheminera de Souakim. C'est, définitivement, un échec douloureux. Dans l'Afghanistan, l'Angleterre avait à craindre un choc de ses armes avec celles de la Russie. L'émir Abdurrahman, envers lequel un traité d'alliance offensive et défensive engage l'Angleterre, s'est emparé de Pendjeb, que revendique une peuplade tributaire de la Russie. Aussitôt la Russie a fait planter son drapeau à Pul-I-Khatum; c'est un avant-poste d'où elle peut menacer Hérat, qui n'est qu'à 240 kilomètres. Lord Granville a envoyé à Saint-Pétersbourg des remontrances qui sont une sorte d'ultimatum. Ajoutons que, dans ces conjonctures difficiles, dans cette situation pénible, l'Angleterre manque d'un gouvernement fort et qui lui inspire confiance. M. Gladstone, après le vote de censure de la Chambre et le vote si médiocrement approbateur de l'autre Chambre, ne garde le pouvoir que parce que ses adversaires n'ont pas voulu s'en saisir et parce que le *Reform bill*, qui est encore incomplet, empêche d'en appeler aux électeurs avant la fin de l'année. M. de Bismarck a profité de cette occasion triplement favorable à sa politique. Son fils est venu à Londres, il a vu lord Granville, il a vaincu ! M. de Bismarck s'était plaint de l'indiscrétion du Livre bleu de lord Granville, tout en oubliant celle de son propre Livre blanc. Lord Granville avait publié la dépêche de sir E. Malet, qui lui rapportait le colloque où M. de Bismarck lui avait témoigné son mécontentement. Eh bien! lord Granville repentant a battu sa coulpe, à la Chambre des lords; il a confessé humblement son erreur : il reconnaît avec une casuistique ingénue que, si M. de Bismarck a offert à l'Angleterre la possession de l'Égypte, pourvu qu'elle pratiquât à son endroit la maxime du *do ut des*, c'est que lui, lord Granville, il avait confondu un « conseil » avec une « opinion ». On devine que, pour s'être condamné à cette humiliation, lord Granville a dû avoir sa raison secrète et qu'il ne saurait en avoir qu'une, celle d'un arrangement conclu avec le redoutable et adroit chancelier par les soins du comte Herbert de Bismarck. Ah ! l'Allemagne est bien libre ! Elle a ses moyens d'intimidation contre l'Angleterre, au Soudan et dans l'Afghanistan; elle les a contre la France, au Tonkin et sur les Vosges. Que M. Jules Ferry le constate : M. de Bismarck a obtenu de la République, dans cette conférence de Berlin maintenant close, tout ce qu'il désirait obtenir de la France; il est prêt à d'autres combinaisons.

On célébrait, le 3 mars, dans la chapelle Sixtine, le septième anniversaire du couronnement de Léon XIII. Le Souverain Pontife a répondu avec une mélancolie pieuse, avec une pure et noble modestie, au cardinal Sacconi qui lui avait présenté les compliments et les vœux du Sacré-Collège. « Ce gouvernement est d'un poids formidable pour nos pauvres forces, s'est-il écrié... En considérant, après sept années de Pontificat, la grandeur de Notre charge et les devoirs graves et épineux qui s'y rattachent, Notre âme est encore remplie d'effroi, tout comme le premier jour où il Nous fallut en assumer les sublimes fonctions. » Certes, l'humilité d'un Pape a quelque chose de divin. De la hauteur où, voyant de plus près que nous le ciel et plus au loin la terre, il mesure à son saint idéal sa tâche et son œuvre, il doit élever souvent vers Dieu ses soupirs, au spectacle de cette humanité dont il contemple les imperfections, les faiblesses et les révoltes, les misères, les luttes, les troubles; et comme il sent hélas ! à l'impuissance même de certains de ses efforts qu'il est de ce monde où, par la volonté du Dieu qui nous réserve l'éternel avenir de l'autre vie, rien ne se peut achever! Cependant la tristesse de Léon XIII serait trop sévère et elle le rendrait injuste pour lui-même, si elle lui faisait oublier tout le bien que la catholicité lui doit déjà. Oui, ce pontificat de sept ans a eu ses bienfaits; il a sa gloire. C'est le règne d'un pape doux et prudent, sagace, habile, qui connaît son temps, qui parle éloquemment aux peuples comme aux rois et qui aime ces nations souffrantes au sein desquelles il essaie de restaurer la société chrétienne. On peut l'appeler un pacificateur : il l'a été à Berne, à Genève, à Lisbonne, à Rio de Janeiro; il l'est à Constantinople; il l'est même à Berlin; car, s'il n'a pas encore pu fléchir à Berlin toute la dureté des Lois de mai, il a du moins tempéré la violence de M. de Bismarck et amélioré la condition de l'Église en Allemagne. Quant à la France, on sait avec quelle sollicitude patiente et intelligente il en surveille le mal. Remercions-le donc, nous tous catholiques dont il est l'exemple, et souhaitons que son pontificat dure une longue suite d'années. Ces remerciements et ces souhaits, un illustre ami du *Correspondant*, M. le comte de Falloux, les lui a offerts l'autre jour, pour nous autant que pour lui-même, dans une audience particulière où Léon XIII lui a marqué la bienveillance la plus affectueuse. L'homme d'État qui appelait la France à sauver Rome en 1849, le ministre qui donnait à nos écoles cette loi de 1850 si sagement et si salutairement libérale, revenait au Vatican après presque un demi-siècle plein de changements et d'infortunes dont les souvenirs dramatiques l'accompagnaient devant Léon XIII. Assurément, Léon XIII ne pou-

vait recevoir ni un témoin plus éclairé des choses religieuses ou politiques de notre pays, ni un soldat plus passionnément fidèle à toutes les causes qu'il a défendues. Nous ne sommes point étonnés qu'aux pieds de l'autel où il l'avait admis à entendre sa messe, le Pape, prenant la main de M. de Falloux et la posant sur son cœur, ait dit d'une voix vibrante à ceux qui l'entouraient : « J'ai été très heureux de voir M. le comte de Falloux; c'est un bon, un grand serviteur de l'Église. » Une telle louange était aussi profondément méritée qu'elle est solennelle. Le *Correspondant* recueille avec joie ces paroles de Léon XIII. Elles consolent et encouragent tous ceux qui ont eu l'honneur de s'associer ici à M. de Falloux pour servir l'Église avec la France.

Auguste Boucher.

L'un des gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS, 18, RUE DES FOSSÉS SAINT-JACQUES.

LA CRISE MORALE

EN RUSSIE

Le tableau que présente en ce moment la Russie rappelle dans ses traits principaux, en dépit de la couleur différente des temps et des lieux, celui qu'offrait notre pays dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. Même organisation puissante, même action implacable d'une minorité décidée à escamoter la souveraineté à son profit et à tout détruire sans se préoccuper de savoir comment elle réédifiera; mêmes erreurs philosophiques et politiques dans une partie notable des classes dirigeantes; dans le peuple, même attachement passif au souverain, susceptible de revêtir les formes les plus touchantes, mais incapable, en raison même de sa passivité, d'arrêter la marche de la révolution; dans la société, même anarchie morale et intellectuelle sous des surfaces brillantes, chacun ayant le sentiment instinctif qu'il y a de grandes réformes à faire, mais personne ne sachant au juste dans quelles limites il convient de les opérer; dans les sphères gouvernementales, même tendance des coteries et des comités à se substituer au pouvoir suprême encore absolu en théorie, mais de plus en plus affaibli dans la pratique; enfin mêmes variations ministérielles et mêmes alternatives d'engouement et de désenchantement à l'égard des nouveaux venus, qui cèdent la place à d'autres sans avoir trouvé la solution du problème.

Il semble d'ailleurs que l'exagération en toute chose soit le trait dominant du caractère russe: il a tout exagéré le bien et le mal, la vertu et le vice, la folie du dévouement et la folie de l'ambition. La race slave a produit, au commencement du dix-neuvième siècle, le comte Rostopchine, patriote sauvagement héroïque doublé du lettré le plus fin et le plus délicat; il lui était réservé de donner naissance, à la fin du même siècle, au nihiliste, ce destructeur démoniaque qui pousse l'idée révolutionnaire à l'extrême avec une logique toute occidentale et une barbarie toute orientale.

Pour comprendre la gravité de la crise que traverse la Russie, il faut songer que le siège du mal est plus encore dans l'ordre moral que dans l'ordre social et politique, et que de la solution

du problème moral dépend celle des autres. Aux masses populaires sur le point de passer de l'enfance à la jeunesse, de la vie d'instinct à la vie de raison, il faudrait un éducateur capable de leur donner des idées élevées et pratiques sur Dieu et la patrie, la loi, l'autorité et la liberté. Malheureusement il suffit de jeter un coup d'œil sur la société russe pour se rendre compte que ceux-là mêmes auxquels ce rôle serait naturellement dévolu ne possèdent pas les vertus, l'autorité et la culture morales nécessaires pour le remplir, et il est aisé d'en comprendre la raison lorsqu'on examine les différents éléments dont se compose cette société et les conditions dans lesquelles les hautes classes elles-mêmes se sont formées.

Le premier éducateur naturel du peuple est le clergé. C'est lui qui, distribuant aux hommes le pain de la vie éternelle, est le plus en mesure de leur inculquer les vertus nécessaires pour user honnêtement et utilement des biens relatifs de ce monde.

Tout a été dit depuis longtemps sur l'état d'abjection du clergé orthodoxe, et les Russes eux-mêmes n'ont aucune illusion à cet égard. « Incrédules les plus crédules », a dit Pascal dans une de ses pensées les plus concises et les plus profondes; « rebelles les plus serviles », pourrait-on ajouter. En rejetant l'autorité morale du successeur des Apôtres pour accepter la tutelle de l'État, les Églises dissidentes se condamnent à perdre leur indépendance, leur crédit, leur prestige en raison même de la force avec laquelle s'exerce cette tutelle. Nulle part elle n'est plus pesante qu'en Russie, où l'empereur fait connaître ses volontés au saint-synode par l'entremise d'un procureur, qui est toujours un laïque, souvent un général[1]. Depuis le jour où l'Église grecque, si florissante sous les saint Jean Chrysostome, les saint Basile, les saint Athanase, s'est séparée du centre de l'unité et de la vérité religieuses, sa décadence s'est accentuée chaque jour davantage. Les tsars, héritiers des empereurs d'Orient, l'ont accélérée en augmentant la dépendance de leur clergé, surtout depuis Pierre le Grand, créateur du saint-synode; elle est telle aujourd'hui, qu'un des Russes qui connaissent le mieux leur pays me disait dernièrement que, en dépit de son grand âge, il avait beaucoup de chances de survivre à l'Église orthodoxe.

Le comte de Maistre, qui résida vingt ans en Russie en qualité

[1] Je ne parle que de ce qui a lieu en pratique, car théoriquement l'organisation du saint-synode semble assurer l'indépendance de ses membres; en réalité, celle-ci est nulle; les membres sont nommés par l'empereur, et le procureur général peut opposer son véto à toute décision. Les évêques sont nommés par l'empereur sur une liste de trois noms dressée par le saint-synode.

de ministre plénipotentiaire du roi de Sardaigne, et dont le génie prophétique devinait, dès 1815, les nihilistes, qu'il appelait les « riénistes », a laissé un recueil d'anecdotes et d'observations, récemment publié par le P. Gagarin, qui jettent sur cette question une lumière singulièrement crue [1]. Ici, il nous montre un pope qui, appelé pour administrer les derniers sacrements à un mourant et se trouvant en état d'ivresse, perdit le Saint-Sacrement en route; son supérieur n'osa pas le dénoncer, parce que c'était un père de famille qui n'avait pour vivre que son « métier de pope... » Là, nous voyons des popes orthodoxes recevoir de l'argent des membres des sectes religieuses qui pullulent au milieu de l'Église officielle, comme des vers sur un cadavre en décomposition [2], afin d'obtenir la possibilité de se dispenser de certains devoirs religieux, destinés à certifier de leur orthodoxie; plusieurs popes n'hésitent pas à favoriser le schisme, afin d'augmenter leurs revenus. Un peu plus loin nous assistons au baptême d'un enfant que le prêtre ivre-mort laisse tomber dans le bassin [3]. Ailleurs nous voyons se passer la scène suivante : Un domestique était mort chez le conseiller privé de Farnora avec lequel le comte de Maistre était extrêmement lié; il était phthisique. La veille de sa mort, on alla chercher le prêtre qui l'avait administré, pour l'assister à ses derniers moments. Le prêtre demanda : « Est-il sorti depuis que je l'ai administré? » (Il y avait précisément quarante-cinq jours.) On lui répondit que non. « Eh bien, répondit l'homme apostolique, s'il n'est pas sorti, il n'a pas péché et il n'a pas besoin de moi. » Et il le laissa mourir sans venir le visiter.

En présence de pareils faits, on ne doit pas s'étonner de voir des popes se prêter à tous les rôles; le comte Serge Romanzof racontait au comte de Maistre qu'il faisait jouer la comédie dans une de ses terres : « On y joue, disait-il, les mêmes polissonneries qu'on joue ici sur le théâtre; le curé est le principal acteur. » Le P. Grivel, également fort au courant des choses de la Russie, relate certaines anecdotes qui méritent d'être rapprochées de cette dernière. L'amiral Kutuzof avait dans son hôtel une chapelle et un aumônier russe. Un des pensionnaires du P. Grivel, le comte Wogeowitch, lui racontait que la nuit de Pâques il se trouvait dans le salon où toute la famille Kutozof était rassemblée, attendant que minuit sonnât pour aller à la chapelle. Minuit se passe, pas d'au-

[1] Ces renseignements sont puisés dans les conversations qu'il eut durant sa mission, avec des personnes appartenant à la plus haute société, et remplissant même parfois des fonctions officielles.

[2] Expression du comte de Maistre.

[3] Le baptême se pratique en Russie par immersion.

mônier. « Qu'on le cherche partout, » dit l'amiral. On ne le trouve nulle part dans l'hôtel. « Nous le tenons pour le coup, dit Kutozof; Allez au *kabak* (cabaret), sans doute il sera là à boire avec les *dvorniks* (portefaix). » Il y était. On l'amène. « Conduisez-le à l'écurie, dit l'amiral, que le cosaque lui donne vingt-cinq coups de fouet et puis qu'il commence la messe tout de suite. »

La considération de la société russe pour ses prêtres était en rapport avec le caractère de ceux-ci. Voici comment le comte Markof, qui fut ambassadeur à Paris sous Napoléon Ier, faisait ses Pâques. Le lundi saint et les jours suivants, le pope était venu, et, comme les prêtres russes ne sont jamais reçus dans les salons, excepté les protopopes et les moines, il s'était arrêté dans l'antichambre avec les domestiques, car le comte n'avait pas de chapelle. Les maîtres ne parurent point aux prières, et, pendant deux heures, le pope ne cessa de prier, de boire de l'eau-de-vie et de causer avec les domestiques, changeant d'exercice à certains intervalles, puis il s'en allait. Arrive le mercredi soir, jour de confession. Le comte avait compagnie, on avait joué aux cartes jusqu'à dix heures, lorsque le maître d'hôtel vint avertir pour le souper que « Monsieur était servi. » On finit les parties, le comte offre le bras à une dame; et, comme il traversait l'antichambre pour aller à la salle à manger : « Madame, lui dit-il, je vous demande pardon, mais j'ai un mot à dire au révérend père. » On s'arrête, le comte tire 25 roubles (ils valaient alors cinquante francs) de son portefeuille, et, les lui présentant : « Mon Révérend, lui dit-il tout haut, pour mes péchés, c'est comme l'année dernière. »

Le pope prit l'argent et commença la formule de l'absolution, mais le comte avait déjà repris le bras de la dame quand le pope la finit. Le lendemain tout le château alla à l'église et y reçut la communion, le comte le premier!

La confession des soldats, qui doivent tous faire leurs Pâques, avait lieu parfois d'une façon tout aussi sommaire. On divisait les soldats par peloton, chacun de trente hommes Le pope se plaçait devant un peloton et leur criait : « Vous avez graissé vos cheveux avec du beurre au lieu d'huile les jours d'abstinence et bien d'autres péchés? — *Gospodi*, *pomiloui!* (Seigneur, ayez pitié de nous), » et il prononçait l'absolution, puis faisait de même à chaque peloton, et, le lendemain, communion générale. Les soldats, ajoute le P. Grivel, ne paient rien au pope, ni pour la confession ni pour la communion, mais tout le reste doit payer. Un de nos domestiques, continue-t-il, avait été à confesse; un pensionnaire lui dit :

— Demain nous irons à la communion et tu viendras avec nous.

— Je ne peux pas, répondit-il.

— Pourquoi?

— Je n'avais qu'un rouble et le pope m'a dit que c'était pour la confession, qu'il lui en fallait un autre pour la communion; mais je n'ai plus d'argent.

— Eh bien, tu n'iras pas à la communion.

Sans doute il ne faudrait pas ériger ces faits exceptionnels en règle générale, mais la situation ne s'est guère modifiée dans ses lignes essentielles, si j'en juge par les récits que j'ai entendus moi-même de la bouche de Russes fort à même d'être bien renseignés. Du reste, la conduite d'une partie du clergé orthodoxe en Podolie, lors de la conversion forcée des Uniates [1], n'a été que trop propre à confirmer les jugements sévères si souvent portés sur lui. On a vu alors des popes consentir à administrer la communion, sans confession préalable, à des malheureux que la police et des détachements de cosaques poussaient de force dans l'église enlevée aux catholiques et abandonnée à des prêtres schismatiques. Il y a dans le clergé russe de fort honorables exceptions, et on y a rencontré des hommes éminents par la vertu et la science; mais l'état de sujétion dans lequel ce clergé est systématiquement maintenu n'est pas propre assurément à produire des esprits libres et des cœurs fiers.

Par une singulière coïncidence, le comte Joseph de Maistre avait eu pour prédécesseur à Saint-Pétersbourg, en qualité de ministre de Sardaigne, un homme appartenant à une école philosophique entièrement opposée, le comte Bossi. Il a consigné ses observations relatives à l'Église russe dans un mémoire sur l'indépendance de la loi civile, et les éloges qu'il donne à l'organisation de l'Église orthodoxe constituent en réalité une satire plus sanglante que toutes les critiques du comte de Maistre.

« La superstition, dont il n'était ni urgent ni facile de le guérir, dit-il, fut laissée à ce peuple encore trop jeune pour s'en passer... Amenée insensiblement à n'être presque autre chose qu'une pratique extérieure, la religion n'a pas besoin en Russie de ministres dont la capricieuse logique ou la fougueuse éloquence puisse séduire ou entraîner les esprits... Les pasteurs subalternes, pères de famille et pensionnaires de l'État, lui répondent doublement de leur conduite. Maîtres de cérémonies plutôt que de morale, tirés pour la plus grande partie de la dernière classe des citoyens, peu instruits et mal salariés, ils mènent ordinairement, au milieu du peuple, une vie assez peu édifiante. Aussi, à peine ont-ils quitté leurs habits sacerdotaux, que ce même peuple qui se prosternait à

[1] Catholiques du rite grec.

leurs pieds et baisait le pan de leur soutane à l'autel ne voit plus en eux que le compagnon de ses amusements les plus grossiers, et n'en ferait pas plus de cas, s'ils se hasardaient à le haranguer hors du temple sur des sujets étrangers à leur ministère, que nous n'en ferions d'un comédien qui s'aviserait de prendre dans la société le ton héroïque des rôles qu'il joue sur le théâtre. »

Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'ainsi représenté et interprété, le sentiment religieux ait fait place dans les hautes classes au scepticisme et dégénéré chez le peuple en superstition grossière.

Examinons maintenant si, à défaut de l'autorité primordiale qui n'appartient qu'aux clergés en communion avec Rome, le clergé orthodoxe a pu puiser quelque force dans les sentiments personnels et dans l'attitude des souverains qui se sont succédé sur le trône de Russie depuis Pierre le Grand, destructeur du patriarcat.

Le créateur de la Russie moderne se montra plus préoccupé de donner à son empire de puissants organes et de fonder sa grandeur politique et militaire que d'élever les âmes et de développer chez son peuple les éléments de grandeur morale. Aussi jaloux de son pouvoir autocratique que peu soucieux de maîtriser ses passions, il était également incapable de laisser au clergé la liberté nécessaire à l'accomplissement de sa mission, et de donner l'exemple des vertus orthodoxes. Considéré comme l'Antechrist par les sectes dissidentes dont les adeptes ont atteint de nos jours le chiffre de dix millions, il trouva dans la substitution du saint-synode au patriarcat les moyens d'action nécessaires pour subordonner plus étroitement encore que par le passé le pouvoir religieux au pouvoir civil. Un instant, il est vrai, durant son séjour à Paris, il sembla porté à se rapprocher du catholicisme, et les jansénistes s'empressèrent d'exploiter à leur profit des dispositions inspirées sans doute par des vues purement politiques[1]. Mais le souverain qui ne pouvait même pas supporter dans ses États l'unité secondaire du patriarcat n'était pas homme à comprendre la grandeur et l'harmonie de l'Église universelle, et ces tentatives n'eurent aucune suite.

Catherine Ire, ancienne paysanne livonnienne, tour à tour esclave et souveraine, répondait moins encore que son mari au type idéal des anciens tsars orthodoxes, partageant leur vie entre le gouvernement de l'État et les longues séances dans les monastères, entre les expéditions militaires et les pèlerinages.

Pierre II ne fit que passer sur le trône et mourut au bout de quelques années, usé par des excès de toute sorte. Anna Ivanowa, veuve du duc de Courlande, descendant d'Albert Kelteler, se

[1] Voy. *la Sorbonne et la Russie,* par le P. Pierling (1882).

montra constamment favorable aux idées allemandes et au protestantisme, et ne cessa de blesser le sentiment religieux et le sentiment national du pays sur lequel elle régnait.

Anna Léopoldawna, tutrice du jeune Ivan VI, se disposait à suivre la même voie, lorsqu'elle fut renversée par la révolution militaire de 1741.

Elisabeth Petrowna partagea sa vie entre l'ébauche de vastes projets politiques et des intrigues amoureuses, et se montra totalement indifférente en matière religieuse.

Pierre III, antérieurement duc de Holstein, avait été élevé dans la religion protestante; durant ses deux années de règne, il se laissa dominer par un sentiment unique : son admiration pour Frédéric II poussée jusqu'à l'hébétation et aboutissant à l'oubli le plus complet des intérêts de son empire.

Montée sur le trône par un assassinat, Catherine II, protectrice des philosophes, correspondante de Voltaire, de Diderot et de d'Alembert, avait assurément l'âme la moins religieuse qu'il soit possible d'imaginer. Elle se mit peu en peine, il est vrai, d'appliquer au gouvernement de ses États les préceptes de la philosophie, qu'elle considérait comme uniquement destinée à parer la scène. Si les philosophes couronnés consentaient à tutoyer leurs frères en philosophie, il s'en fallait de beaucoup qu'ils admissent la réciprocité, et s'ils voulaient bien recevoir leur encens et s'amuser de leurs dangereuses fantaisies, dont ils ne prévoyaient pas les dernières conséquences, ils les eussent considérés comme des gens de fort mauvaise compagnie et d'insupportables pédants à rayer de la liste des pensions s'ils s'étaient mêlés de leur donner, en matière politique, des leçons de philanthropie. Néanmoins, la protection accordée par la toute-puissante impératrice à l'école philosophique favorisa l'introduction, dans la société russe, de toutes les erreurs du dix-huitième siècle, et le rationalisme ne tarda pas à y couler à pleins bords. D'autre part, il est vrai, l'éclectisme de Catherine II lui permit de donner asile dans ses États aux Jésuites expulsés des pays catholiques.

Paul est le premier des souverains russes qui, sous sa folie apparente, se soit rendu compte des vices de l'organisation religieuse qu'il avait mission de protéger; il se montra favorable aux Jésuites, qu'il tenait pour de merveilleux éducateurs de la jeunesse, et il avait coutume de dire que le général de cet ordre était l'homme le plus capable de discipliner une société. Il inclinait visiblement vers le catholicisme à l'époque où il sollicita du Souverain Pontife le titre de grand-maître de l'ordre de Malte, et la prétention émise par lui de célébrer la messe n'était au fond qu'une

critique mordante de la situation anormale d'une Église dont le chef est un souverain laïque. Peut-être faut-il chercher dans les tendances catholiques de Paul Ier les causes véritables de la fin tragique d'un souverain dont le caractère fantasque ne doit pas faire méconnaître la largeur de vues et l'ardent patriotisme.

Nul prince n'a peut-être parcouru plus complètement et de meilleure foi toute la gamme de l'ordre moral que l'empereur Alexandre Ier. Élevé par des professeurs rationalistes, tels que le Suisse la Harpe, qui poussa un jour l'oubli de ses devoirs jusqu'à qualifier Notre-Seigneur, devant son royal élève, de « chef de la secte des chrétiens », il demeura jusqu'en 1812 à peu près indifférent en matière religieuse, et laissa libre cours aux expériences de son ministre Speransky, admirateur du Code civil et du système napoléonien, et partisan de l'éducation laïque mise en honneur par la franc-maçonnerie, dans tous les pays où on lui permet d'exercer son influence.

Lorsque l'invasion française fit éclater simultanément les sentiments de foi, de patriotisme et de piété monarchique du peuple russe, l'empereur, « la grande âme de ce grand corps », suivant la belle expression de Joseph de Maistre, commença à tourner ses regards vers Dieu; la retraite de Russie et les triomphes inouïs de la coalition lui apparurent comme des signes visibles de la protection divine, et le mysticisme le plus exalté succéda à son indifférence passée. Malheureusement, comme l'éducation religieuse lui faisait défaut et qu'il avait plus de générosité dans l'âme que de netteté dans l'esprit, il devait être fatalement la proie des aventuriers religieux et des éclectiques. De là le rôle joué auprès de lui par Mme de Krudner et l'influence exercée par la Société biblique; l'opposition discrète, mais ferme, faite par les Jésuites à cette tentative de protestantisme déguisé et de naturalisme religieux fut la cause véritable de l'expulsion d'un ordre qui, depuis le règne de Catherine II, avait formé, dans ses collèges, tant de bons serviteurs de l'Etat. Mais, à mesure qu'Alexandre Ier avançait dans la vie, le travail intérieur qui se fait chez tout homme réellement désireux de posséder la vérité l'amenait à chercher, à travers les variations religieuses par lesquelles avait passé son esprit, une doctrine logique, stable et clairement définie. Tandis que les nouvelles tentatives révolutionnaires qui agitaient l'Europe ramenaient à un sentiment plus exact des principes d'ordre général le prince qui s'était montré, en 1814, l'adversaire de la restauration des Bourbons en France et le patron d'une sorte de république conservatrice [1], l'impuissance de l'Église orthodoxe à le seconder dans

[1] Voy. les *Mémoires* du baron de Vitrolles.

l'œuvre de régénération nationale qu'il rêvait lui apparaissait clairement, et l'expérience d'un long règne l'amenait à penser que le plus grand service qu'il pût rendre à son pays était de le ramener à l'unité religieuse. Des documents, récemment mis en lumière [1], nous font croire qu'Alexandre Ier est mort catholique. Peu de temps avant sa mort, il envoya auprès de Pie VII un de ses aides de camp, le général Michaud, Français d'origine, avec mission de transmettre au Souverain Pontife son abjuration secrète, tout en lui exposant les motifs qui ne lui permettaient pas encore de faire publiquement profession de catholicisme. La catastrophe de Taganrog, dont le mystère n'a pas encore été éclairci, survint peu de temps après.

De tous les souverains qui se sont succédé depuis Pierre le Grand, l'empereur Nicolas est celui qui se rapproche le plus du type du tsar orthodoxe. Pénétré de la légitimité et du caractère immuable de son double pouvoir de chef de l'Église nationale et de souverain autocratique, et profondément dévoué à la grandeur de la Russie, il exerça le pouvoir absolu loyalement, mais rigoureusement; durant trente ans il fit de la Russie l'arbitre de l'Europe et accomplit à l'intérieur de nombreuses réformes de détail. Mais jamais il ne souffrit la moindre discussion au sujet de l'origine et de l'étendue de son autorité, ni ne lui fit subir de modification dans ses lignes essentielles : tout pour la patrie, tout par le tsar, telle fut sa devise constante, et lorsque son système, qu'un ange seul eût pu appliquer efficacement, eut été condamné par l'expérience, quand les désastres de la guerre de Crimée eurent révélé le désordre qui se cachait sous la régularité apparente de cette puissante machine et la corruption que couvrait le pavillon de l'honnêteté officielle, Nicolas sortit de la scène du monde tout d'une pièce, la tête haute, incapable de changer, mais laissant à son successeur le soin d'opérer les réformes qui devaient ouvrir à la Russie une nouvelle ère de prospérité. Le « tsar de fer » resta durant tout son règne le chef inflexible de l'Église orthodoxe. Qui pourrait dire toutefois ce qui se passait au fond de son cœur lorsque, durant son séjour à Rome, il inscrivait sur la coupole de Saint-Pierre ces mots : « Ici j'ai prié pour la Russie »? Quoi qu'il en soit, il fit peser ses rigueurs sur les catholiques [2], et le rôle assigné plus d'une fois au clergé russe, sous un règne où tout confinait à la police par certains côtés, n'était pas de nature à relever son prestige.

[1] Voy. les articles du P. Gagarin, dans la *Revue des études religieuses, historiques et littéraires*, par des Pères de la Compagnie de Jésus, t. XII, 5e série.

[2] Le P. Schouvalof, longtemps le favori de Nicolas, qu'il accompagna dans son voyage en Sicile, raconte qu'on lui eût pardonné plus aisément une correspondance immorale qu'une correspondance catholique.

Le règne d'Alexandre II est encore trop rapproché de nous pour qu'il soit aisé de porter sur lui un jugement d'ensemble; mais, en ce qui concerne le clergé, on peut affirmer que, en dépit de certaines tentatives de réforme dont l'insuccès prouve bien qu'on se trouve aux prises avec des vices originels, sa décadence n'a fait que s'accentuer.

A défaut du clergé, existe-t-il dans la société laïque une classe capable de diriger l'éducation morale du peuple? On est obligé malheureusement de répondre : Non. Il n'y a pas en Russie de classes dirigeantes dans le sens que l'on donne habituellement à ce mot. Dans un pays nivelé sous un pouvoir autocratique, on trouve des nobles dont le plus grand nombre acquiert la noblesse par l'exercice de certaines fonctions publiques, mais on ne trouve pas une aristocratie ayant sa hiérarchie, ses traditions, son indépendance, son esprit de corps, susceptible par conséquent d'exercer une action sérieuse sur la direction de la vie nationale. Quant au tiers état, il est encore à l'état de formation, et beaucoup de riches marchands ne se distinguent guère des *moudjiks* que par leur fortune. S'il n'y a pas à proprement parler de classes dirigeantes, il y a du moins comme en tout pays une élite, c'est-à-dire une réunion d'hommes qui, par l'élévation de leurs sentiments et de leur esprit, et la situation personnelle qu'ils ont su conquérir, seraient capables d'exercer sur le peuple une sérieuse influence; il est même juste d'observer qu'il est peu de pays où, depuis une trentaine d'années, on se soit passionné davantage pour toutes les questions concernant l'éducation populaire. Malheureusement l'élite russe est elle-même, en grande partie, infectée des erreurs qui sont la négation des idées qu'il conviendrait d'appliquer à cet effet. Après avoir eu la mauvaise chance de recevoir le christianisme de Byzance, la Russie a eu la mauvaise fortune de s'ouvrir à la civilisation européenne à l'époque où commençait la décadence de celle-ci. Les hautes classes y ont été formées par les philosophes du dix-huitième siècle, et les erreurs originelles sont si difficiles à déraciner, qu'aujourd'hui encore, après que tant de cruelles expériences ont démontré à quel point les théories de ces philosophes avaient été funestes à l'Europe, il n'est pas rare de voir des Russes, appartenant à la plus haute société et d'ailleurs sujets fidèles de l'empereur, professer des doctrines empreintes du rationalisme le plus cru et témoigner leur admiration pour ceux qui, au-delà des frontières, les appliquent dans l'ordre moral et même dans l'ordre politique [1]. Les Russes instruits lisent surtout, en matière philo-

[1] L'empereur de Russie a souscrit à l'érection de la statue de Diderot, qui formait le vœu de voir « étrangler le dernier des rois avec les boyaux du dernier des prêtres. »

sophique, les livres de l'école de Rousseau, le véritable père de la Révolution, et la crainte qu'éprouve le gouvernement de favoriser l'action du catholicisme l'empêche de laisser circuler librement les livres où se trouvent démontrées, dans toute leur plénitude, les vérités opposées aux erreurs de cette école. J'ai eu l'occasion de causer avec des Russes très haut placés, qui ne craignaient pas de témoigner leur admiration pour les théories de nos radicaux en matière d'éducation, se contentant parfois de blâmer la brutalité des procédés [1]. Assurément le nombre de ceux-ci est moins considérable qu'il ne l'eût été il y a une cinquantaine d'années, et une certaine réaction commence à se produire contre de pareilles idées; il n'en est pas moins certain qu'on ne trouve pas dans l'élite russe cette unité morale, cet accord des intelligences et des volontés qui seraient nécessaires pour lui permettre de jouer le rôle d'éducatrice des masses.

La lecture des journaux russes ménage parfois de singulières surprises à l'étranger récemment débarqué. Au lendemain de la mort de Garibaldi, le *Golos*, alors l'organe le plus accrédité de l'école de Saint-Pétersbourg [2], consacrait un article pompeux à l'aventurier italien, que, dans une énumération de grands hommes, quelque peu fantaisiste, il plaçait entre Berryer et le prince de Bismarck.

Quelques mois après, le même journal affirmait que le gouvernement français ne faisait que son devoir en prenant l'initiative des honneurs publics rendus à la mémoire de Louis Blanc. Inutile après cela d'ajouter que les articles les plus emphatiquement élogieux parurent au lendemain de la mort de Gambetta dans la plupart des feuilles russes; cette fois, sans doute, on pouvait mettre une bonne part de cet enthousiasme sur le compte des illusions de certains patriotes qui, voyant le tribun de Belleville à travers le prisme de l'éloignement, le croyaient destiné à cimenter un jour une alliance entre la France et leur pays; comment pourtant ne pas s'étonner en lisant les lignes suivantes dans le *Nouveau Temps*, journal qui passe pour recevoir les inspirations du général Ignatief : « Le chef du parti de la jeunesse universitaire, le tribun du peuple, le défenseur du génie de la patrie et le modérateur de l'État dans les moments critiques de la France, l'homme qui,

[1] Un diplomate français ne put s'empêcher de dire un jour à un de ses collègues russe, qui se plaignait de la contagion de nos idées révolutionnaires, après avoir pris parti durant le 16 mai pour le parti républicain contre le maréchal de Mac-Mahon, que, si l'Europe conservatrice avait le droit d'être sévère vis-à-vis de la France révolutionnaire, la France conservatrice avait peut-être le droit de l'être bien plus encore vis-à-vis de l'Europe conservatrice.

[2] L'école de Saint-Pétersbourg est ainsi nommée par opposition à l'école de Moscou qui veut réagir contre les idées de l'Europe occidentale.

dans ces dernières années, a joué le rôle de médiateur invisible entre les partis politiques au nom de l'humanité, de la liberté, de la paix et du progrès, Gambetta, enfin, est mort. » Franchement, la *République française* elle-même ne pouvait guère aller plus loin.

Il y a peu de temps, les *Nouvelles*, par la plume de M. Notowitch, préconisaient, dans l'œuvre du développement national, « la culture rationnelle et la méthode scientifique ». L'auteur, sans faire la moindre allusion au rôle de l'élément religieux, déclarait qu'il comptait sur les progrès de la civilisation pour affermir le sens moral dans la société et pour la délivrer des anarchistes. Selon lui, la question se réduisait à savoir si la société trouverait son salut dans une civilisation plus relevée ou dans une civilisation plus répandue : il négligeait d'ailleurs de donner une définition de la civilisation et de dire sur quels principes reposait celle qu'il avait en vue ; mais il avait soin d'ajouter que les écoles fondées en France par la troisième république resteraient son principal titre d'honneur.

Si on se retourne vers l'école de Moscou, on entend, il est vrai, soutenir d'autres doctrines; M. Aksakof, chef de cette école et une des personnalités les plus originales de la Russie contemporaine, réplique, dans son journal *la Rous*, que « c'est avant tout dans le christianisme qu'on doit chercher le principe du progrès social, parce que seul il donne aux hommes, à quelque degré de civilisation qu'ils soient parvenus et dans quelque condition qu'ils se trouvent placés, cette moralité supérieure qui leur procure les mêmes lumières et leur inspire les mêmes vertus ». Il déclare qu'il n'y a pas lieu de féliciter les républicains français de l'acharnement avec lequel ils proscrivent, dans leurs écoles, l'idée religieuse, « sous l'inspiration de laquelle la science peut être un élément de progrès, tandis que, en dehors de tout idéal religieux, elle ne fait que recouvrir d'un vernis brillant les vices de l'humanité et fournir aux ennemis de la société des moyens plus puissants de destruction. » Malheureusement, peu de temps auparavant, M. Aksakof avait écrit un article violent contre la Pologne, à laquelle il reprochait surtout d'être l'avant-garde du « latinisme », mot qui, sous sa plume et sous celle de ses disciples, est synonyme de catholicisme.

Tandis que l'école de Saint-Pétersbourg confond trop souvent la démocratie avec le progrès et le rationalisme philosophique avec la liberté politique, celle de Moscou repousse également la civilisation occidentale sous sa forme rationaliste et sous sa forme catholique.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que l'enseignement public se soit ressenti d'un pareil état de choses et que les universités russes aient produit ces nombreux déclassés qui fournissent des chefs au mouvement nihiliste. Pour des raisons différentes, la république

française et l'empire des tsars ont également abouti au système de l'instruction laïque[1]. Tandis que, chez nous, un fanatisme inepte veut enlever à la religion toute influence sur la formation de l'âme de l'enfant et du jeune homme, en Russie celle-ci est entourée officiellement du plus grand respect, mais on la considère comme une chose à part, on la réduit à quelques formules abstraites et à quelques cérémonies extérieures, on la place en dehors du mouvement intellectuel des écoles, bien loin d'en faire pratiquement la clé de voûte du système de l'enseignement. La Russie s'est toujours d'ailleurs montrée bien large dans le choix de ses professeurs; nous avons vu quelles hardiesses la Harpe se permettait parfois devant le jeune grand-duc qui devait être Alexandre Ier. Le P. Schouvalof, dans le récit de sa conversion [2], nous fait part des idées que ce monarque professait encore vers 1820 en pareille matière, alors qu'il patronnait, en faveur des enfants de l'aristocratie de son empire, un pensionnat modèle situé en Suisse et dans lequel l'éducation était purement rationaliste. On prétendait n'y faire appel qu'à la raison et au point d'honneur des jeunes élèves. Les pratiques religieuses s'y réduisaient à une messe entendue le dimanche, et, le reste du temps, le nom de Dieu y était à peine prononcé.

Raison et point d'honneur mis à part, ce système n'aurait pas été désavoué par certains communards qui ont trouvé asile en Russie après les événements de 1871 : l'un d'eux, Lefrançais, devint précepteur des enfants du duc d'Oldenbourg, et un autre, Jaclard, soupçonné d'avoir pris part au meurtre de Mgr Darboy, fut pendant plusieurs années professeur dans des pensionnats de jeunes filles. Ce sont là assurément des notes extrêmes; mais n'indiquent-elles pas que la gamme tout entière n'est guère en harmonie avec les principes qui doivent présider à l'éducation?

La morale elle-même, semble être parfois considérée comme un accessoire; le directeur d'un collège de jeunes filles ayant un jour surpris une lettre fort compromettante adressée par une de ses élèves à un jeune étudiant français et ayant cru devoir en aviser l'inspecteur, reçut simplement la réponse suivante : « La lettre est écrite en russe, ce qui fait supposer que l'enseignement du professeur de français porte bien peu ses fruits; d'ailleurs on y trouve de nombreuses fautes et le verbe *aimer* y est mal conjugué : avis au professeur de russe. » Il n'y avait pas d'autre observation.

Bien des Russes se rendent compte d'ailleurs des vices de leur système d'enseignement, et des voix éloquentes s'élèvent parfois

[1] Dernièrement, le journal de Saint-Pétersbourg, organe du ministère des affaires étrangères, vantait le *Manuel d'instruction civique* de Mme Gréville.

[2] *La foi et ses victoires*, par M. l'abbé Baunard.

pour demander qu'on y fasse une part plus large à la morale religieuse et qu'on y donne un rôle plus considérable au clergé; malheureusement l'insuffisance de celui-ci éclate tellement à tous les yeux, que les défenseurs de la thèse contraire ont beau jeu. En somme, le gouvernement russe se trouve placé dans l'alternative de favoriser les hautes études religieuses dans les séminaires et dans les universités, dût le catholicisme en bénéficier, ou de laisser les classes lettrées s'abîmer dans le matérialisme, tandis que le peuple gaspillera sa foi dans ces sectes de toutes sortes, nées de la décomposition de l'Église officielle, et de la formation desquelles nous pouvons nous rendre compte dans l'étude si profonde et si attrayante à la fois que M. le comte Melchior de Vogüé a consacré à un « sectaire russe [1] ».

L'heure est en effet solennelle. L'abolition du servage et les grandes réformes qui l'ont suivie ont créé à la société russe de nouvelles conditions d'existence. Chacune de ces mesures libérales d'Alexandre II a été accueillie avec un enthousiasme tel, qu'aux yeux d'un grand nombre de personnes elles semblaient devoir renouveler magiquement la face de la Russie et y faire régner l'âge d'or. Puis à l'infatuation a peu à peu succédé le découragement; les assemblées provinciales, accueillies d'abord avec faveur et jugées ensuite insuffisantes, ne se sont pas encore identifiées à la vie nationale, et ont vu l'indifférence s'étendre autour d'elles; plusieurs, d'ailleurs, ont déjà été envahies par la lèpre des politiciens. Depuis l'émancipation des serfs, les communes, affranchies de la tutelle des propriétaires, mais privées aussi de certains avantages qui s'y trouvaient attachés, ont à supporter de lourdes charges, surtout dans les provinces septentrionales; enfin le nihilisme s'est dressé au milieu d'une société surprise en flagrant délit de réorganisation, et, tout en manifestant ses préférences pour la dynamite, il ne néglige pas non plus les moyens d'action que lui offre, en vue du développement de ses théories, l'organisation socialiste du *Mir* ou commune russe [2]. En effet, en l'absence de classes intermédiaires fortement organisées et d'institutions ayant des racines dans le pays, le tsarisme et le *Mir*, placés aux deux pôles de la vie nationale, ne se trouvent reliés entre eux que par l'entremise de la bureaucratie : la Russie politique est un steppe dominé par une montagne qui, faute d'être soutenue par un cercle de collines, est exposée à s'effondrer dans la plaine. Or,

[1] N° du 1er janvier 1883.

[2] La propriété individuelle n'existe pas en Russie parmi les paysans, sauf de rares exceptions; les communes, considérées individuellement, sont en réalité de petites démocraties socialistes.

si le peuple a le respect de Dieu et du tsar, il a le mépris malheureusement trop souvent justifié des prêtres et des fonctionnaires, de sorte que, en face de certaines excitations, Dieu et le tsar peuvent se trouver réduits au rôle de rois fainéants. Déjà bien des paysans se figurent que les terres laissées aux propriétaires leur reviendront lors d'une prochaine distribution qui, d'après eux, ne saurait se faire attendre; le tsar n'est-il pas tout-puissant et ne veut-il pas le bien des paysans, ses enfants? D'ailleurs, au temps jadis, toutes les terres leur ont appartenu, et on ne leur a encore rendu qu'à moitié justice : le tsar n'est-il pas le grand justicier? S'il ne peut pas réaliser tous ses desseins, c'est que les nobles, les propriétaires, le circonscrivent et organisent des conspirations contre lui.

On comprend quelle influence de pareils raisonnements sont de nature à exercer sur des êtres crédules et incultes : dans certaines provinces, on peut craindre de voir se produire des scènes de jacquerie aux cris de : Vive le tsar!

Pour remédier à cet état de choses, que nul ne conteste, l'école de Saint-Pétersbourg propose tantôt la création d'institutions représentatives, tantôt la réforme de l'administration et l'augmentation des traitements, tantôt le développement de la propriété individuelle: tous ces remèdes peuvent être excellents dans une certaine mesure, mais croit-on vraiment qu'ils soient suffisants? L'erreur de ceux qui, attendant tout des réformes d'Alexandre II, se sont laissés aller si promptement au désenchantement, a été précisément de croire qu'elles renfermaient en elles, pour le progrès moral aussi bien que pour le progrès politique, une vertu toute-puissante, tandis que, bien au contraire, une transformation morale est seule capable de rendre fécondes les transformations sociales et politiques. Que peuvent les systèmes de contrôle les plus savants et les inspections multipliées si le sens moral n'existe ni dans les assemblées ni chez les contrôleurs : raffiner les abus et aux vices existants en ajouter un autre pire encore, l'hypocrisie. « Il est dans la nature humaine, a dit Montesquieu, de désirer d'autant plus qu'elle a davantage. » Pour empêcher cette loi de s'appliquer, il faut, dans les sphères gouvernementales aussi bien que partout ailleurs, faire appel à des idées supérieures à la nature. Nous touchons ici au nœud du problème.

Ce qui manque à la Russie contemporaine, c'est une base morale, et si cette base lui fait défaut, c'est que le christianisme byzantin, à la fois enfantin et sénile, lui a donné un culte, mais ne lui a pas donné une âme.

Cette âme religieuse, le catholicisme seul peut la former graduel-

lement en donnant au clergé l'indépendance et l'autorité morale qui lui font défaut, et en dotant la nation russe de ces œuvres de propagande et d'association, si sublimes et si pratiques à la fois, que le génie chrétien fait fleurir en d'autres pays. Elle pourrait en outre s'appuyer solidement contre la révolution sur cette grande papauté moderne qui apparaît de plus en plus, au milieu de l'écroulement des institutions humaines, comme la suprême sauvegarde de l'ordre social. Sans doute bien des préjugés s'élèvent en Russie contre le catholicisme, on lui reproche certains actes de violence accomplis à l'époque de la domination polonaise et qui, inspirés par la politique, ne sauraient pas plus être imputés à l'Église universelle que les actes de l'inquisition espagnole, dirigés parfois contre la cour de Rome elle-même.

Et pourtant quel beau sujet d'article la plume éloquente d'un Aksakof catholique ne trouverait-elle pas dans le développement de la thèse suivante : Le rôle de la politique doit être de trouver une formule capable de concilier la mission propre de chaque pays, résultant de son esprit, de son caractère, de ses traditions historiques, avec les principes universels de vérité et de justice qui forment le centre d'unité de la famille humaine. Mais si la variété des nationalités et des gouvernements répond fort bien aux applications diverses que ces principes doivent recevoir dans l'espace et dans le temps, ne doivent-ils pas, en raison de leur éternité et de leur universalité, être maintenus par une puissance universelle et permanente? Les nations ne doivent-elles pas avoir un centre de ralliement vivant? et enfin, si la Vérité est une, l'Unité peut elle ne pas être vraie?

Si de ces hautes considérations philosophiques on descend à des réflexions pratiques, est-il possible de ne pas être frappé de ce fait que, en dépit des passions politiques qui, dans les provinces polonaises, viennent compliquer la situation, le nihilisme n'a pu jusqu'ici recruter aucun adhérent parmi les populations catholiques de l'empire?

De son côté, le catholicisme verrait s'ouvrir à son activité un des champs d'opération les plus vastes et les plus magnifiques qu'il ait encore rencontrés. Il est difficile, en effet, de trouver réunis dans une même race plus de qualités naturelles que celles que l'on rencontre dans la race slave, et le Russe a même cette rare fortune de posséder les qualités qui, au premier abord, paraissent les plus inconciliables, mais qui, sous l'influence d'une idée supérieure, sont destinés à se fondre dans un harmonieux ensemble. Il a à la fois l'élan qui fait conquérir de nouvelles positions, le sang-froid qui permet de conserver celles qu'on possède, la persévérance qui

les consolide toutes. Il a le sentiment des traditions et l'amour du progrès, le culte de l'idéal et l'esprit calculateur; ardemment patriote, il est prêt à tous les sacrifices et à tous les héroïsmes soit pour défendre le sol du pays, soit pour assurer l'accomplissement de la mission nationale; et en même temps nul n'a l'esprit plus ouvert à toutes les idées extérieures et n'est plus prompt à se les assimiler. Quiconque a un peu vécu à Saint-Pétersbourg est frappé de l'étendue d'esprit des Russes appartenant aux classes éclairées, du charme de leur conversation, de la hardiesse, de la finesse et de l'originalité avec laquelle ils traitent les sujets les plus variés. Ces qualités, plus développées encore chez les femmes que chez les hommes, leur permettent de jouer un rôle plus considérable que dans n'importe quel autre pays.

L'école de Saint-Pétersbourg et celle de Moscou, si souvent en opposition et d'ailleurs également dévouées à la grandeur du pays, ne représentent elles-mêmes que deux faces du même génie, et il appartient à un gouvernement éclairé d'amalgamer, en les dégageant des préjugés qui s'y mêlent, les vérités contraires que renferment leurs doctrines. Jusqu'où ne s'élèverait pas un pareil peuple si tant de hautes et charmantes qualités, trop souvent gaspillées en pure perte ou neutralisées par de déplorables erreurs, étaient enfin fécondées par les fortes croyances religieuses qui lui ont fait jusqu'ici défaut!

Les esprits d'élite qui, dans la crise morale que traverse la Russie, se tournent vers Rome, à l'exemple des Gagarin et des Schouvalof, sont-ils, comme en Angleterre, les précurseurs d'un grand mouvement religieux? L'avenir seul pourra nous l'apprendre, et il est probable que longtemps encore, en Russie, l'attitude du gouvernement aura, dans cette question comme dans toutes les autres, une influence considérable. Ce qu'on peut affirmer, c'est que le souverain qui chercherait à réaliser, avec la prudence et les ménagements nécessaires, le dernier rêve d'Alexandre Ier, écrirait dans l'histoire de son pays une des plus belles pages qui y aient été encore tracées.

L'état actuel de la Russie démontre en effet avec éclat les deux grandes vérités mises en relief par les événements contemporains : l'impossibilité de fonder une société sur des principes purement humains, et l'impossibilité de maintenir le sentiment religieux dans son intégrité, en dehors du catholicisme.

***.

GEORGE ELIOT[1]

La femme remarquable dont nous voulons retracer la vie aimait peu les biographies littéraires; elle y voyait, en général, une pâture jetée à la curiosité malsaine du public, à son goût pour le scandale. Rien de semblable ne la blesserait dans l'ouvrage qui vient d'être publié par les soins éclairés et pieux de son mari, M. Cross; le choix judicieux de ses lettres et de nombreux passages de son journal, réunis par ordre chronologique, font de cette publication une véritable autobiographie, non pas arrangée pour les besoins de la cause, au hasard de la mémoire, avec la préoccupation de l'effet, mais sincère, vécue au jour le jour, exposant sans réticences le développement d'un caractère et d'un génie, et les conditions dans lesquelles ce génie a produit son œuvre.

George Eliot, femme et auteur, nous est ainsi révélée par elle-même.

Sa biographie est essentiellement l'histoire d'une âme; la vie morale a chez elle une telle intensité, le problème éternel de l'existence humaine, en absorbant sa pensée, agit si directement sur sa propre existence, que les phases de ce travail intérieur revêtent un caractère dramatique. Non que l'on puisse l'accuser d'égotisme; elle en est singulièrement dépourvue; grave, réservée, méditative, trop occupée de grandes idées, pour s'intéresser aux choses mesquines et triviales, trop fière pour poser, trop généreuse pour aimer à découvrir le mal et prendre plaisir à s'en entretenir, elle est naturelle, bonne et vraiment grande.

On chercherait vainement dans ces trois volumes un mot méchant ou vulgaire. « Ma plume n'est pas railleuse », disait-elle, avec vérité. Il y a dans l'unité de sa vie et du sentiment qui l'anime quelque chose de majestueux.

[1] *Vie de George Eliot, d'après ses lettres et son journal,* publiée par J. W. Cross. Londres, 1885.

Il faut bien convenir, aussi, qu'il y a quelque chose d'oppressif et de fatigant. Cette curiosité insatiable, cette investigation et cette analyse incessantes, cette recherche perpétuelle de l'inconnu, produisent une sensation de lassitude. On se prend à chercher un peu d'air dans cette masse compacte de science, de philosophie, de morale et d'esthétique; on demande à toucher terre un instant; toujours planer fatigue les ailes les plus vigoureuses. Et cependant celles de George Eliot ne semblent jamais lasser. Elle ne paraît jamais avoir besoin de se laisser vivre tout simplement, sans savoir pourquoi ni comment. Ses lettres ne contiennent ni esprit proprement dit, ni *humour*, ni peintures de mœurs ou de caractères, ni récits d'incidents; en dehors de la place accordée aux affections, ce sont plutôt les archives d'un philosophe et d'un savant, dont le développement intellectuel ininterrompu est l'objectif absorbant, que les épanchements d'une femme aimante et sensible, comme elle l'était en réalité. C'est une étude très intéressante; ce n'est pas un délassement.

Sur l'ensemble s'étend un voile de tristesse. Il est impossible qu'une âme faite de tendresse et de sympathie n'ait pas beaucoup souffert avant d'adopter un système matérialiste, et n'ait pas toujours ressenti un vide d'autant plus douloureux, que sa raison se refusait à le combler. Il manque à cette vie le repos que donne la foi, la douce sérénité qu'apporte l'espérance.

L'effort et la tension continus du penseur-écrivain se communiquent au lecteur qui veut saisir et suivre sa pensée; il y a dans la nature et la vie de George Eliot un élément artificiel, qui heureusement ne se retrouve guère dans son talent; elle a gardé toute sa spontanéité, sa vivacité, son humour, sa versatilité, son charme, en un mot, pour ses œuvres; les lettres ne nous montrent, avec l'amie tendre, fidèle et dévouée, que la femme prodigieusement savante et le sceptique austère. Tout ce qui émane d'elle, écrits, opinions et actes, provoque la discussion, appelle la dissertation; ce n'est pas un article, mais un volume qu'il faudrait, pour faire connaître complètement cette individualité complexe; nous devons nous borner ici à l'élément personnel et biographique.

Le 22 novembre 1819, M. Robert Evans insérait dans son journal les lignes suivantes : « Ce matin, à cinq heures, Mary Ann Evans est née à la ferme d'Arbury.

L'enfant était destinée à devenir George Eliot.

Ceux qui ont étudié l'œuvre de l'illustre *romancière* savent quel rôle important, presque fatal, elle assigne « aux conditions héréditaires », aux influences de race, de famille, de milieu; elle en reconnaissait les effets sur elle-même, et l'on ne peut nier que

ces conditions n'aient agi fortement sur son être et sur son talent.

« Avant de juger un écrivain anglais, disait-elle, il est intéressant de savoir s'il est né dans un comté frontière ou central. » Elle se rendait compte des profondes différences de sentiments, de caractère, de coutumes, qui doivent exister entre l'habitant des régions monotones et douces, où tout est calme, placide, facile et de valeur moyenne, et l'homme qui vit en présence d'une nature grandiose, heurtée, puissante, sous un ciel tourmenté, en lutte avec un climat dur et un sol avare.

Mary Ann, ou Marian, Evans était née dans le comté de Warwick, à Griff, un de ces villages qu'elle a si bien décrits, où la vie n'était guère qu'un demi-sommeil, au milieu de plaines plantureuses, de haies fleuries, de bois séculaires, sans montagnes ni vallées, sans lacs ni rivières, traversé seulement « par l'eau sombre du canal », sous un ciel gris et bas et si calme, que le temps lui-même semblait s'être arrêté; pays d'optimistes gros et dodus, se disait le voyageur, du haut de la malle-poste; de gens persuadés que la vieille Angleterre était la meilleure des contrées possibles; pays de petites villes bien propres, sans manufactures, de riches prébendes, de clergé aristocratique, de bien-être général, où certains faits échappaient à l'observation de ses habitants, parce que, sans doute, ces faits n'en étaient pas dignes. »

La maison de M. Evans, toujours debout, est une antique et charmante demeure rurale, tenant du manoir et de la ferme, comme on en trouve encore beaucoup en Angleterre. Le rouge de la brique, adouci par la patine du temps, disparaît en partie sous le lierre. A l'entour s'étendaient alors des prairies verdoyantes, coupées de haies capricieuses. Des cottages, aux toitures de tuiles, étaient semés au hasard, parmi les vergers et les buissons; çà et là s'élevaient des chênes et des hêtres, dont l'origine se perdait dans les futaies de la forêt d'Arden, célébrée par Shakespeare. Sur la pelouse de la vieille habitation se dressaient deux grands pins de Norwège, et un if gigantesque allongeait ses ramures jusque dans les fenêtres. Derrière la maison, la cour de ferme, les hangars, les écuries, les étables et toute cette gent animale que Marian aimait si tendrement; puis au delà, bordé par d'autres prairies, le jardin fleuri, touffu, ombreux, mélange éclectique de roses, de fruits et de plantes potagères, fier de son étang, lieu de délices pour la fillette impressionnable, impétueuse, étrange, que nous retrouvons dans la Maggie Tulliver, du *Moulin sur la Floss*.

Quand l'enfant sait voir, il voit tout en grand; il est si petit lui-même, que les objets prennent, par comparaison, des proportions exagérées, dont l'impression ne s'efface pas. Si ses facultés d'obser-

vation s'exercent sur les individus, ils produisent sur lui un effet d'attraction ou de répulsion extraordinaire. Marian Evans était ainsi douée; ses yeux graves remarquaient tout, sa mémoire prodigieuse se chargeait de tout retenir, et plus tard, la magie de son génie transfigura le lieu de sa naissance en des peintures idylliques exquises.

L'influence dominante, dans l'enfance et la première jeunesse de Marian, fut celle de son père. M. Robert Evans, d'abord maître charpentier, puis géomètre-arpenteur et régisseur de domaines, avait conquis, par son intelligence, son énergie, sa probité proverbiale, une situation exceptionnellement honorable dans son étroit milieu. Une grande tendresse unissait le père et la fillette; il devinait en elle une supériorité qu'il ambitionnait de développer par l'éducation; se sentant comprise, elle l'en remerciait de tout son cœur, déjà profond et enthousiaste sous son enveloppe un peu sauvage. Marié deux fois, M. Evans avait quarante-six ans lorsque Marian, son dernier enfant, vint au monde.

Mes plus lointains souvenirs, dit-elle, me montrent mon père avec des cheveux gris; il me semblait que cet âge avancé convenait à un père et, sous tous les rapports, je le considérais comme me faisant tant honneur, que mon titre de fille de M. Robert Evans devait suffire pour m'assurer la considération même des étrangers.

Je ne peux regretter, bien que favorable moi-même aux innovations, *en théorie sinon en action*, que mon père ait été un tory; il ne détestait pas précisément les novateurs et les non-conformistes, mais il avait d'eux une pauvre opinion, comme de gens présomptueux, dont rien ne justifiait la présomption.

Souvent je souris, en reconnaissant que certaines tendances conservatrices se sont confondues en moi, avec l'influence de notre campagne du centre... L'époque de sa jeunesse, à laquelle mon père faisait le plus souvent allusion, était celle du déclin de cette croyance enthousiaste en la régénération imminente de toute chose, inaugurée par la révolution française, au moment où l'empire de Napoléon remplaçait la république en France. (George Eliot n'est pas tendre pour cet *exécrable* Napoléon Ier.)

Selon mon père, les bruyants apôtres de la doctrine révolutionnaire étaient, pour parler avec modération, un mélange de folie, d'absurdité et de coquinerie. Il fallait, pour le bien d'une nation, un gouvernement qui pût maintenir l'ordre; j'étais habituée à entendre prononcer le mot *gouvernement* d'une manière qui m'inspirait une crainte respectueuse et en faisait une partie de ma religion effective, par opposition au mot *rebelle*, dont les syllabes semblaient marquées

au sceau du mal; le fait que Satan avait été le premier rebelle était, en lui-même, un argument décisif et indiscutable.

Cette couche primitive d'idées et d'opinions, pour nous servir d'une expression favorite de George Eliot, explique bien des contradictions apparentes entre ses théories et sa pratique.

M. Evans, obligé, par sa profession, d'être constamment sur les grandes routes, prenait plaisir à emmener « la petite » dans son *dog-cart*; placée sur ses genoux, ou bien entre ses jambes, s'arrêtant, avec lui, chez les fermiers, les artisans et les *squires*, elle regardait, écoutait avidement et *absorbait* les moindres détails de la vie rurale et provinciale, d'où elle a tiré de si admirables tableaux.

La ressemblance physique n'était pas la seule qui existât entre le père et la fille; elle héritait de lui sa force intellectuelle, son énergie morale, sa réserve, sa conscience sévère, ses habitudes laborieuses; mais une autre influence a laissé aussi des traces profondes dans sa nature et ses œuvres.

La seconde femme de M. Robert Evans n'est pas inconnue à ceux qui se rappellent Mme Hackit, dans *Amos Barton*, et Mme Poyser, dans *Adam Bede*. De naissance un peu supérieure à celle de son mari, laborieuse comme lui, très pratique, très observatrice, elle avait, en même temps, bon cœur et langue acérée. Admirable ménagère, « elle savait se donner le plaisir délicieux de troubler une amie dans sa parfaite satisfaction d'elle-même, sans jamais compromettre les mailles de son tricot ». Très attachée aux traditions, elle refusait péremptoirement les compromis. « Le 1er novembre, elle sortait ses fourrures, quelle que fût la température; si la saison ne savait pas ce qu'elle avait à faire, il n'en était pas de même de Mme Hackit! » (Lisez Evans.) Le don d'*humour*, de répartie épigrammatique, d'observation minutieuse, d'expression typique, peut donc être considéré chez George Eliot, comme l'élément apporté par sa mère dans la formation de son génie.

Deux autres affections réclamèrent leur part dans le cœur de Marian; sa sœur Christiana ou Chrissey, son aînée de seize ans, fille du premier mariage, inspirait à l'enfant « un sentiment tout particulier, plus fort que personne ne l'eût supposé », car le contraste entre les deux sœurs était absolu. « Aucune affinité intellectuelle, mais une forte affection de famille »; c'est ainsi que, trente ans plus tard, George Eliot définissait ce lien.

Celui qui l'attachait, « comme un petit épagneul », aux pas de son frère Isaac, plus âgé qu'elle de trois ans, fut la première de ces affections jalouses, absolues, absorbantes, dont elle ne put jamais se passer; affections un peu inquiètes, car la foi lui manqua

en cela, comme en tout. « C'est une de mes vieilles faiblesses, disait-elle en 1857, de ne pas croire à l'affection qui ne s'exprime pas; quand mes amis restent quelque temps sans s'occuper de moi, j'en conclus, généralement, que l'indifférence, voire même l'aversion, prend la place de l'amitié. »

Marian se faisait l'ombre de ce frère, prétendait partager tous ses jeux, toutes ses occupations, accaparer toute sa tendresse, mais il acceptait cette adoration d'esclave, avec la condescendance d'un petit sultan, la morigénait et lui faisait verser des larmes amères, en la négligeant pour son poney. On doit à ces souvenirs d'enfance l'adorable idylle fraternelle de Tom et Maggie Tulliver.

Il est indispensable, pour bien apprécier les conditions dans lesquelles se forma l'esprit de Marian Evans, de se représenter l'Angleterre, telle qu'elle s'offrit à l'observation de la jeune fille.

En 1819, Georges III vivait encore; la paix n'était rétablie que depuis cinq ans; Byron en avait quatre; le dernier roman de miss Austen et le premier de Walter Scott venaient de paraître; Dickens et Thackeray étaient à l'école; les grandes colonies du Canada et d'Australie n'étaient guère que des expressions géographiques; la race anglo-saxonne, qui, aujourd'hui, fournit au globe cent millions d'habitants, n'en comptait que trente; l'immense mouvement scientifique préparait sourdement son explosion, à la manière des volcans. George Eliot appartient donc à une époque de transition, et quelques-uns de ses ouvrages possèdent une valeur historique, en ce sens qu'ils nous font vivre momentanément dans une Angleterre disparue.

Plus tard, elle subit le contre-coup de l'activité fiévreuse du siècle, des découvertes en tout genre, des évolutions de toute nature, morales, philosophiques, religieuses, politiques, sociales, et de ce double courant, surgit son œuvre si originale, si personnelle, si puissante.

Mme Evans, étant devenue très délicate de santé, envoya Marian en pension, dès l'âge de cinq ans. Déjà la petite personne se croyait destinée à jouer un rôle distingué; elle se mettait au piano, sans savoir une note de musique, afin d'inspirer aux serviteurs une haute idée de ses talents et de son importance. Ses compagnes, frappées de son air sérieux, la surnommèrent « petite maman ».

Elle n'était pourtant en aucune façon un prodige, mais elle eut de très bonne heure cette passion des livres, qu'elle qualifia, par la suite, de gloutonnerie. Et quels livres! les *Fables* d'Ésope, le *Voyage du Pèlerin*, de Bunyan; l'*Histoire du Diable*, de Defoë; *Rasselas*, de Johnson; les *Essais*, de Charles Lamb, les *Joyeux propos*, de Joe Miller; et enfin *Waverley!* Tout cela lu, relu, appris

par cœur, avant l'âge de huit ans! Le premier livre qui lui fut donné, et que M. Cross possède aujourd'hui, avait pour titre : *la Vie d'une linotte*. Elle y a tracé ces lignes émues : « Ce petit livre est le premier cadeau que j'aie reçu de mon père; que celui qui pensera à moi avec quelque tendresse en ait soin, pour l'amour de moi; il me rendait bien heureuse, quand je le tenais dans mes petites mains, pour le lire et le relire bien des fois; les illustrations m'en paraissaient si belles! surtout celle qui montre la linotte nourrissant ses petits. »

Un jour, on prête *Waverley* à sa sœur aînée; l'enfant s'en empare, mais, ô douleur! on le renvoie, avant qu'elle n'ait terminé sa lecture. On lui enlève ce bien-aimé volume, « qui ajoutait au petit monde connu de son enfance un monde plus grand, fait de montagnes, de lacs et de rochers et, mieux encore, de merveilles d'amour et de foi ». L'oubli va-t-il jeter son voile sombre sur cette lumière, son manteau de glace sur cette chaleur? L'enfant ne le veut pas; de sa grosse écriture inégale, elle confie au papier tout ce qu'elle a lu du roman, et ses parents émerveillés s'empressent de le lui restituer.

A neuf ans, Marian entra dans une pension plus importante, où elle passa quatre ans. Sa supériorité fut reconnue promptement et sans conteste par ses compagnes; études classiques, musique, langues étrangères, lui fournirent maintes occasions de se distinguer. On remarqua surtout son esprit religieux; et la maîtresse principale, miss Lewis, ardemment dévouée à l'Église évangélique-calviniste, prit sur son élève un empire qu'elle conserva pendant plusieurs années.

George Eliot parle souvent de sa nature de caméléon, de sa tendance à s'attacher comme le lierre; il est en effet curieux et surprenant de voir combien cette organisation si forte, presque virile sous certains rapports, est facilement influencée par ceux qu'elle aime; elle est en leurs mains comme une cire molle qu'ils modèlent à leur gré. Cette plasticité est éminemment féminine. George Eliot peut bien s'écrier par la bouche d'une de ses héroïnes : « Vous ne saurez jamais ce que c'est de sentir en soi le génie d'un homme, et de subir l'esclavage d'une jeune fille » ; elle reste féminine par son amour du foyer domestique, de ses affections, de ses devoirs, par sa sensibilité exquise, sa pitié miséricordieuse, sa susceptibilité nerveuse, ses tristesses et ses joies subites, inexpliquées, sa timidité invincible, sa finesse, sa patience, son éloignement pour les femmes masculines, et surtout par son insatiable besoin de sympathie. La sympathie est la clef de sa nature, la base de son système esthétique, philosophique et moral, la source de son

humour, de son analyse subtile des caractères et de son génie dramatique, le moteur de ses actions, le but de ses travaux et de ses espérances.

Mais revenons à notre pensionnaire. Elle a treize ans; elle est probablement, comme sa Maggie Tulliver, « une créature pleine d'aspirations ardentes, passionnées, vers tout ce qui est beau et joyeux; affamée de savoir, l'oreille au guet pour saisir une mélodie vague qui s'en va mourant, sans vouloir venir jusqu'à elle; pleine du désir aveugle, inconscient, d'un quelque chose qui relierait entre elles les impressions merveilleuses de cette mystérieuse vie, où son âme trouverait un refuge ».

Elle entre chez les demoiselles Franklin, à Coventry; nouvelle influence, nouvelle phase religieuse; les directrices sont filles d'un pasteur baptiste; Marian organise des « meetings » de prière pour ses compagnes. L'une d'elles, miss Bradley Jenkins, nous la montre à cet âge, les traits déjà formés, si grande et si *femme* en tout, qu'un étranger la prend, un jour, pour l'une des demoiselles Franklin. « Il est impossible, dit miss Jenkins, de se représenter Marian Evans à l'état de « baby »; il semble qu'elle ait dû naître en plein développement, comme Minerve. Le sérieux de sa physionomie vous saisit. Elle est grande, gauche, étrange, timide, et se tient volontiers dans des coins, d'où elle observe ses aînés. Elle n'a rien de la pensionnaire et elle inspire une certaine crainte, mais non de l'éloignement. »

L'aînée des miss Franklin est une femme supérieure, à qui l'on ne reproche qu'une certaine affectation johnsonienne. Elle attache la plus grande importance au choix des expressions, à l'émission de la voix; son élève s'applique à l'imiter, et bien lui en prend, car cette perfection, exagérée dans la première jeunesse, devient, avec le temps et le tact de l'expérience, l'un des grands charmes de George Eliot. Tous ceux qui l'ont approchée ont gardé le souvenir de cette voix basse et douce, profonde et flexible, dont la mélodie allait au cœur; de cette élocution un peu lente, qui arrêtait l'attention; de cette perfection dans l'art de lire, qui donnait une valeur aux choses ordinaires et mettait en relief les beautés des grandes œuvres. On éprouvait, en lui entendant lire certains passages de Milton, l'émotion religieuse que produisent les inspirations de Bach, interprétées par l'orgue.

La supériorité précoce de Marian Evans mettait forcément une distance entre elle et ses compagnes. Elle produisait sur l'imagination de miss Jenkins « l'effet d'une montagne »; étant les deux élèves les plus avancées de la maison, elles étudiaient ensemble, mais il n'y avait pas d'intimité entre elles, bien que miss Jenkins

admirât beaucoup Marian et suivît le développement de son intelligence « avec un intérêt intense ». Mais elle se sentait en présence d'*une supérieure!*

Marian excellait en toutes choses; ses *compositions littéraires* ne furent pas longtemps corrigées en classe, comme les autres; la directrice se les réservait pour son plaisir personnel. En musique, elle surpassait tellement ses compagnes, qu'à tout propos on exhibait son talent aux étrangers; elle obéissait toujours sans murmurer, mais sa timidité lui causait de si pénibles angoisses, qu'aussitôt le morceau joué, elle se précipitait hors du salon, et plus d'une fois, on la trouva étendue sur le parquet, secouée par des sanglots convulsifs. Jamais elle ne vainquit complètement cette faiblesse nerveuse et, malgré son talent réel, elle ne consentait à se faire entendre que par un auditoire très restreint.

Miss Rebecca Franklin était aussi fière de la piété ardente, du zèle charitable de son élève, que de ses dons intellectuels. « Nous n'aurons jamais une autre Mary Ann Evans, disaient les pauvres gens de son voisinage. »

Pendant cette période d'ascétisme et « d'anti-surnaturel », la jeune fille allait par le monde, « faite comme un hibou », disait-elle, à la grande indignation de son frère, auquel elle reprochait les plaisirs les plus innocents; elle se coiffait d'un bonnet qui cachait sa magnifique chevelure, une de ses rares beautés, et accentuait son manque de charmes naturels. En même temps, de grands combats se livraient en elle, car sa nature complexe, comme celle de Maggie Tulliver, ressentait les émotions les plus contraires. Son renoncement et sa piété étaient tout à coup battus en brèche par un désir intense d'approbation et de prééminence, par une appréciation très nette des biens de ce monde, des délicatesses raffinées dont s'enveloppent les grands de la terre, et sous le petit bonnet « anti-surnaturel » germaient des aspirations de luxe et d'élégance. Mais elle luttait contre l'esprit de ténèbres, faisant de la vie un drame, dans lequel il fallait jouer son rôle avec ardeur; elle le jouait en effet avec plus d'énergie, d'impétuosité peut-être, que d'humilité; « elle aspirait à monter si haut, que ses pauvres petites ailes, encore trop faibles, retombaient dans la poussière; comme tout néophyte, elle préférait le chemin du martyre à celui de la tolérance, de l'indulgence et de l'abaissement, où l'on ne trouve pas de palmes à cueillir ».

Ce fut à cette époque d'exaltation évangélique, que Marian perdit sa mère; sa douleur fut poignante : « Pour l'âge mûr, a-t-elle écrit, le chagrin n'est que du chagrin; pour la jeunesse c'est du désespoir. » Elle avait seize ans; l'année suivante, sa sœur Christiana

se mariait, et la jeune fille devenait maîtresse de maison. Elle accepta consciencieusement, mais sans plaisir, sa tâche de ménagère; elle avoue ne l'avoir pas accomplie « avec toute la joie que doit trouver le chrétien à remplir le devoir, même le plus futile, imposé par le Seigneur ». Néanmoins elle y apportait « cette ambition de perfection » qui fut toujours son tourment et sa force.

Marian, on le sait, n'était pas belle, mais bien peu de femmes sont absolument déshéritées : outre la forme remarquable de son front, la douceur et la profondeur de son regard, la richesse de sa chevelure, la séduction de sa voix, elle avait des mains dont elle eût pu tirer vanité; des mains à ravir un sculpteur, longues, blanches, fines, admirablement modelées; elle fit remarquer, certain jour, à une amie, que l'une de ses mains était légèrement plus large que l'autre : « Cela vient, dit-elle, de la quantité de beurre et de fromage que j'ai faite à Griff! » Loin de le regretter, elle en était plutôt fière!

Ces humbles occupations, qu'elle menait de front avec ses études, étaient en harmonie avec l'abaissement volontaire, inséparable de la phase religieuse qu'elle traversait. Pour la jeune ascète, le plaisir était un piège, la toilette une vanité, la société un danger; sa première visite à Londres, à l'âge de dix-neuf ans, la laissait froide; elle appelait la ville « la grande Babel », ne s'intéressait qu'à l'hôpital de Greenwich, n'était impressionnée que par la grosse cloche de Saint-Paul, fuyait les théâtres comme des lieux de perdition et proscrivait même la musique, à laquelle plus tard, elle dut tant de jouissances délicieuses! Quant aux romans, on conçoit sans peine qu'ils ne trouvaient pas grâce devant ce précoce apôtre de l'austérité!

Ne devait-on pas épuiser les merveilles de la vérité avant de recourir à celles de la fiction?... On n'avouait pas le vrai secret de ce prétendu besoin de délassement pour l'esprit..., un appétit qui exige certaines épices n'indique pas un bon état de santé...

Le roman religieux est un monstre, centaure ou sirène, qu'il faut étouffer dès sa naissance...; le roman domestique est plus dangereux encore, parce qu'il est plus facile à imiter. Quant à moi, je suis prête à pleurer, lorsque je compare le peu qu'il m'est possible d'apprendre à la masse des connaissances contenues dans les livres et dans la vie; comment donc trouverais-je du temps pour les choses qui n'ont jamais existé?

Ainsi s'exprimait alors le futur romancier.

Ce qui frappe, dans la phase calviniste de Marian Evans, c'est la

tristesse engendrée par cette foi dure et sombre. En apprenant des mariages, elle s'afflige « pour ceux qui multiplient des liens terrestres, assez forts pour détacher leur cœur et leur pensée du ciel, et si faibles, que le moindre souffle les brise ». Elle s'accuse d'accès de misanthropie, qu'elle n'encourage pas cependant. Elle croit que les heureux sont ceux qui ne se fatiguent pas à chercher le bonheur terrestre, qui considèrent cette vie comme un pèlerinage pendant lequel il faut veiller et travailler et non pas chercher le repos et le plaisir. Elle fait ses délices des *Pensées* de Pascal; son âme s'exhale en lamentations pieuses.

Elle écrit un poème qui est un adieu à toutes les choses de ce monde, et elle n'a pas vingt ans! Mais elle est seule, « elle n'a personne qui partage ses plaisirs et ses peines, à qui elle puisse *déverser* son âme, qui ressente les mêmes aspirations, les mêmes tentations, les mêmes ravissements! » Repliée sur elle-même, avec la puissance de concentration qui la caractérise, inconsciemment agitée par des forces inconnues, elle est saisie « d'un véritable désespoir, à la pensée que jamais elle ne pourra rien accomplir ». Or « l'ambition, disait-elle, est mon péché capital; loin de vouloir mettre ma lumière sous le boisseau, je cours le danger de la faire briller avec ostentation ».

La lecture devait forcément devenir le refuge de cet esprit avide, de cette curiosité toujours inassouvie. Tout lui est bon, excepté le roman; elle compare son cerveau à une couche de fragments conglomérés (on voit poindre les expressions scientifiques qu'elle affectionna trop) : poètes, philosophes, historiens, essais, grammaire latine, géométrie, entomologie, chimie, astronomie, métaphysique, revues, français, italien, allemand et, par-dessus tout cela, les œuvres de controverse religieuse, car une nouvelle phase se prépare; ses facultés analytiques commencent à s'exercer sur les influences qu'elle a subies jusque-là, sur « la nature de l'Église visible ». Les ouvrages d'Isaac Taylor, entre autres, ébranlent ses croyances.

Elle écrit à miss Lewis, sa correspondante ordinaire pendant ses années de jeunesse :

Mon imagination est l'ennemi qu'il faut abattre, avant que je puisse jouir de la paix, ou acquérir une consistance assurée. Je ne sais lequel de ses caprices je redoute le plus, de celui qui me dispose à me couvrir de cendres, ou de celui qui présente à mes yeux abusés des rêves de perfection et de beauté, jusque dans les êtres et les choses les plus ordinaires.

Ces caprices-là, ces rayons et ces ombres, ces alternatives de

De Profundis et de *Sursum corda*, sont l'essence même du poète et de l'artiste; George Eliot, étant l'un et l'autre, n'en devait pas guérir; mais, en elle, le penseur faisait contrepoids à l'artiste et rétablissait un équilibre relatif. Nous disons relatif, car toujours elle souffrit, par intervalles, de mélancolie et de découragement. La gaieté lui venait par accès, non par habitude de nature. Toujours elle préféra l'automne au printemps. Dès l'époque dont nous parlons, la poésie un peu triste de cette saison lui inspirait ces lignes charmantes :

Nous avons une vraie journée d'automne, avec la mélancolie que j'aime, qui établit l'harmonie entre la nature et la vie. Les oiseaux délibèrent sur leur émigration, les arbres se couvrent des nuances pâles ou pourpres du déclin, les feuilles jonchent le sol, afin que nos pas ne troublent point le repos de la terre et de l'air, et le parfum qu'elles exhalent est le plus parfait des calmants pour l'esprit agité. Délicieux automne! toute mon âme en est charmée. Si j'étais oiseau, mon vol chercherait l'automne par toute la terre.

Elle avait alors de fréquents accès de larmes, sans raison apparente, précédés ou suivis de ce qu'elle appelait, en se moquant d'elle-même, « des invectives byroniennes ».

On trouve dans ses lettres des passages comme ceux-ci :

La vie est un combat, non un hymne... Écrivez-moi, je vous en prie, j'ai besoin de consolation; le monde me semble laid, les individus plus mauvais qu'à l'ordinaire; remettez-moi en paix avec mon prochain... Pour le moment, mon adresse est : au château de Mélancolie, sur la rivière Noire, dans la vallée de la Douleur.

Et pourtant elle aspirait au bonheur; elle considérait comme un devoir de le chercher, de l'*apprendre*, de le trouver et de savoir en jouir, quand on l'a trouvé. Elle l'entrevit pour la première fois, lorsqu'elle s'affranchit de son puritanisme lugubre.

Cette crise, dans sa vie morale, fut amenée par un changement de résidence. En 1841, son frère se maria; associé aux affaires de son père, il s'installa dans la maison de Griff, et M. Evans en loua une autre à Foleshill, faubourg de Coventry. L'influence de la ville, avec ses relations faciles, le voisinage des professeurs et des livres, se substituait à celle de la solitude rurale. Marian trouva le milieu intellectuel qui lui convenait dans la demeure hospitalière de la famille Hennell-Bray; les théories philosophiques, religieuses, politiques et sociales y tenaient une place absorbante.

C'était une dissertation perpétuelle, une thèse à jet continu. Tout le monde maniait plus ou moins la plume, plutôt plus que moins.

M. Bray, propriétaire et directeur d'une manufacture de rubans (on sait que, sous ce rapport, Coventry est le Saint-Étienne anglais), faisait marcher de pair les affaires et la métaphysique. Un critique de la *Revue de Westminster* apprécie ses œuvres en ces termes : « Si de ses nombreux ouvrages, M. Bray voulait en extraire un seul qui ne contînt rien que d'essentiel, il obtiendrait certainement, parmi les philosophes de notre pays, la place élevée à laquelle lui donne droit la puissance de sa pensée. »

Mme Bray, suivant un si bel exemple, publiait plusieurs manuels adoptés par les écoles du centre. Sa bonté, sa charité inépuisable, lui avaient acquis l'attachement et la vénération de ceux mêmes qui ne partageaient pas ses opinions.

Quant à sa sœur, miss Sara Hennell, très nerveuse, excitable, ne se relâchant jamais de sa tension morale, apportant une vive ardeur de sentiment dans sa vie de pensée austère, elle semblait chanceler sous le poids de ses études et de ses méditations métaphysiques.

Son frère, M. Charles Hennell, était l'auteur d'un livre sur les origines du christianisme, très remarqué en Angleterre, traduit en allemand et augmenté d'une préface par Strauss.

Une intimité de chaque jour, avec ces esprits insatiables d'investigation, parut absolument délicieuse à Marian Evans, après son isolement à Griff. En quittant leur demeure, « il lui semblait fermer derrière elle les portes du paradis ! » Ce pauvre paradis ! Elle y croyait encore un peu, mais ses jours étaient comptés ! L'étoile de miss Lewis pâlissait ; bientôt elle disparaîtrait. M. Charles Hennell achevait ce qu'avait commencé Isaac Taylor.

L'évolution fut prompte ; dix jours après être entrée chez M. Bray, avec la prétention de le convertir à ses idées, Marian écrivait à miss Lewis, le 13 novembre 1841 :

Mon âme entière est absorbée, depuis quelques jours, dans la plus intéressante des recherches ; quel en sera le résultat ? Je l'ignore ; peut-être en serez-vous alarmée, mais mon seul désir est de connaître la vérité, ma seule crainte, de m'attacher à l'erreur.

Peu après, elle crut avoir trouvé cette vérité tant cherchée dans les ténèbres ; il lui sembla qu'elle entrait au port ; elle écarta la devise de Montaigne : Que sais-je ? pour adopter celle-ci : Cherche un but certain. On l'entend s'écrier : « Je peux me réjouir de toutes les joies de l'humanité ; ce monde est un monde de bonheur et de

beauté. » Elle en est à cette phase qu'elle décrivait un peu plus tard : « phase de ferme espérance et d'allégresse, pendant laquelle nous croyons que nous courrons bien mieux quand nous aurons recouvré l'usage complet de nos membres et l'air fortifiant de l'indépendance; nous croyons obtenir bientôt un résultat définitif, capable de compenser amplement ce que nous avons écarté, assez précieux pour mériter d'être offert à autrui et nous autoriser à faire tout le prosélytisme auquel nous entraînera notre amour de la vérité; mais une année ou deux de réflexion, et le sentiment de notre misérable faiblesse, amènent forcément une modification. La vérité spéculative commence à nous apparaître comme le reflet de chaque esprit séparément. L'entente entre les intelligences semble impossible et nous en appelons à la *vérité de sentiment*, comme au seul bien universel. Nous reconnaissons que les erreurs intellectuelles, prises, par nous, pour de simples incrustations, ont pénétré dans notre chair, et que nous ne pouvons, la plupart du temps, les arracher sans détruire la vitalité; nous découvrons que, chez les individus, comme chez les nations, la seule révolution sans danger est celle qui satisfait aux besoins engendrés par leur propre développement. C'est le *charlatanisme de l'infidélité* d'imaginer qu'elle a un remède pour l'humanité entière et de dire à tous et à chacun : Avalez mes opinions et vous serez guéri!..... Je crois que la meilleure et la seule manière de remplir notre mission est de semer la bonne semence dans le sol bien préparé et de ne pas arracher l'ivraie, lorsque nous ne pouvons en même temps éviter d'arracher le bon grain. »

Cette profession de foi nous paraît expliquer la tendance conservatrice et l'attitude de George Eliot, vis-à-vis des révolutions et des révolutionnaires. Son amour du progrès et de la vérité, peut-être aussi sa générosité d'âme, la rangent, en théorie, dans le parti des novateurs, qui sont souvent des vaincus; mais leurs moyens ne lui plaisent guère. « Ils relâchent les freins qui maintiennent l'ordre et donnent à la confusion des idées la forme de principes. » Elle les admire, parce qu'elle les croit sincères, généreux et désintéressés; elle les plaint quand le malheur et l'exil les frappent; elle prend de bonne foi Mazzini pour un héros; mais le jour où l'on viendra la prier de participer à une souscription en sa faveur, elle répondra :

J'aurais volontiers souscrit, si l'usage des fonds eût été spécifié, appliqué à ses besoins et garanti par sa parole. Le comité de Florence est resté dans le vague. Forcément on se dit que ces fonds pourront servir à encourager des conspirations dont le but est, nécessairement,

inconnu aux souscripteurs. Or, s'il est des cas où la conspiration peut être nécessaire pour combattre le mal organisé, il en est d'autres où elle est *sans espoir* et ne peut produire que le malheur, ou bien *inutile* parce qu'elle n'est pas le meilleur moyen d'arriver au but désiré, ou bien encore *injustifiable*, parce qu'elle a recours à des actes plus anti-sociaux que le mal qu'elle prétend supprimer; dans ces trois hypothèses, je considérerais comme un crime social de lever seulement le petit doigt pour encourager la conspiration.

Ce trouble que George Eliot redoutait pour la société, Marian Evans l'avait porté dans la famille, par son brusque et radical changement d'opinions religieuses; elle en avait beaucoup souffert et elle en conservait un souvenir qui l'effrayait.

Lorsqu'elle cessa d'aller aux offices de l'Eglise anglicane et proclama hautement la supériorité de la philosophie sur la religion, son père, dont elle avait été jusqu'alors la joie et l'orgueil, éprouva un amer chagrin, mêlé de ressentiment, et voulut se séparer d'elle. Dans son ardeur de néophyte, elle trouva la force d'accepter le sacrifice et forma le projet de subvenir à ses besoins par l'enseignement. Mais son frère et ses amis intervinrent près de M. Evans, qu'il ne fut pas très difficile de ramener à la vie commune, avec la chère brebis égarée. La brebis consentit à reparaître au temple.

Avant d'aller plus loin, dans le récit de cette existence faite de crises morales, bien plus que d'événements, nous voudrions essayer de résumer la doctrine à laquelle aboutit le travail incessant, douloureux souvent, de cette nature complexe et paradoxale.

A la fois sceptique et fataliste, stoïque et tendre, humble et fière, timide et ambitieuse, masculine par la puissance du cerveau et féminine par la sensibilité; aspirant à réconcilier la religion et la science, et sacrifiant enfin la première à la seconde, mais avec des regrets latents et des retours involontaires vers le passé, George Eliot présente ce phénomène étrange d'une âme profondément, essentiellement religieuse, amenée à nier toutes les religions et forcée, pour satisfaire, en quelque mesure, à ses aspirations, de s'en créer une, qu'elle appelle : la religion de l'humanité. Nous disons *créer*, car tout en adoptant les principes fondamentaux de la doctrine positiviste, tout en reconnaissant que les œuvres de Comte ont *illuminé* son esprit, elle se sépare de lui sur certains points.

Un incident, rapporté par un de ses amis, fait bien comprendre à quoi se réduit son *Credo*.

Je me rappelle, dit-il, que, par une humide soirée de mai, nous marchions à Cambridge, dans le jardin de Trinity-College; plus ani-

mée que d'ordinaire, elle prit pour texte ces trois mots : *Dieu, immortalité, devoir*, qu'elle prononça avec une solennité saisissante. Elle dit combien il était impossible de concevoir le premier, de croire à la seconde, et combien le troisième était péremptoire et absolu. Jamais, peut-être, la souveraineté d'une loi impersonnelle et sans récompense n'a été affirmée en accents plus austères. La nuit tombait et j'écoutais; son visage grave et majestueux, tourné vers moi dans l'obscurité, me semblait être celui d'une sibylle; on eût dit qu'elle m'enlevait, l'un après l'autre, les deux *tables* de la promesse et ne me laissait que la troisième, redoutable comme l'inévitable destin.

C'est bien là, en effet, l'impression décourageante et sombre que fait naître la doctrine de George Eliot.

Après avoir rabaissé l'homme, lui avoir enlevé l'étincelle divine, le secours d'un Père tout-puissant et parfait, l'espérance d'une vie future, destinée à compenser les inégalités de celle-ci, à répartir les châtiments et les récompenses, selon les œuvres de la vie terrestre; après avoir reconnu les imperfections et la faiblesse de cet être abandonné à lui-même, elle exige de lui un dévouement stoïque au devoir, pour l'amour pur et simple du devoir.

Tout commence et finit ici-bas. La science explique le commencement et le développement de l'homme; le reste n'est que spéculation et fantaisie. S'il y a une cause inconnue, elle ne peut devenir la base d'une religion pratique, car rien de ce qui n'est pas basé sur un fait ne peut être démontré, et l'on ne doit pas chercher l'explication de ce qu'on ne peut connaître.

L'esprit éclairé par la conscience est le résultat d'une longue suite d'évolutions produites lentement par les conditions du monde matériel, par l'action et la réaction intellectuelle et réciproque des êtres. Cet esprit, né de la terre, retourne à la terre.

Après un de ses maîtres, Feuerbach, George Eliot affirme que l'histoire des diverses croyances religieuses est simplement l'histoire des craintes, des désirs et des espérances de l'humanité, les uns nobles et charitables sans doute, les autres égoïstes et vulgaires. Ce n'est plus Dieu qui a créé l'homme; c'est l'homme qui a inventé Dieu à son image.

Je commence, écrit-elle, après avoir étudié et traduit ce philosophe, à sympathiser avec les besoins et les peines d'autrui un peu plus que je ne faisais. Que le ciel nous aide! disait l'ancienne religion. Aidez-vous les uns les autres, dira la nouvelle.

Nous avions toujours pensé que l'Évangile disait l'un *et* l'autre, et nous persistons à croire que l'*altruisme*, si laborieusement

découvert par George Eliot, est très clairement enseigné au chrétien, par le précepte qui lui impose le devoir d'aimer son prochain comme lui-même.

George Eliot ne va pas jusqu'à dire que Dieu est le mal, mais elle n'en est pas loin, lorsqu'elle déclare que l'idée de Dieu est un encouragement à la lâcheté morale, un appel à l'égoïsme. L'oreiller de la foi lui semble indigne d'un être qui doit puiser sa force et sa récompense en lui-même :

La vocation morale la plus haute, dit-elle, est de savoir *se passer d'opium*, d'accepter sa souffrance les yeux bien ouverts, puis de vivre avec elle, le cœur résigné.

L'opium, c'est un Dieu qui soutient, une doctrine révélée qui console!

La foi et l'espérance retranchées, reste la charité; elle devient la clef de voûte du système. Ce n'est plus la foi qui transporte les montagnes, c'est l'amour de l'humanité.

La vie terrestre, étant *tout*, acquiert une importance énorme. La divinité invisible, adorée jusqu'ici par l'humanité, a émané de cette même humanité seule, qui, par conséquent, devient digne qu'on lui consacre un culte. En encourageant tout ce qu'elle renferme de meilleur, en enseignant à chacun que le premier devoir est de travailler au progrès de la race, on arrivera à un millénium, qui sera toute harmonie et toute lumière.

La religion humanisée, la croyance au perfectionnement de l'homme par l'homme seul, voilà, ce nous semble, le système tout entier de George Eliot et de ses disciples. C'est ce qu'elle exprime par le mot *meliorist*, qui représente une sorte de juste milieu, entre le pessimisme et l'optimisme. Elle a essayé de prouver par ses écrits :

Que l'amour du prochain, principe du développement social et moral, ne dépend pas de conceptions extra-humaines et que l'idée de Dieu, en tant qu'elle a été une haute influence spirituelle, est l'idéalisation d'une vertu entièrement humaine.

Il n'y a réellement pas d'autre sanction morale que l'impulsion spontanée qui pousse l'humanité à un effort continu, *prométhéen*, vers le progrès, par l'action individuelle. Ce que l'on appelle la volonté de Dieu n'est que la volonté des autres hommes, nous forçant à travailler et à éviter ce qu'ils ont reconnu dangereux pour l'existence sociale.

Où l'homme faible et imparfait trouvera-t-il le secours et l'encouragement nécessaires? Dans l'amour de ses semblables, et voilà pour-

quoi chacun doit se dévouer à tous, afin d'amener le règne de la justice et de la pitié.

Si George Eliot ne faisait parfois allusion au Nouveau Testament, on croirait qu'elle en est restée au Dieu vengeur des Hébreux, et qu'elle ignore l'enseignement, tout d'amour et de miséricorde, que renferme l'Évangile, tant elle se donne de peine pour arriver, par le raisonnement, à quelques-unes des vérités établies par les systèmes que sa critique repousse; si le désintéressement et le dévouement à autrui n'existaient pas, elle les aurait inventés; c'est là son titre à l'indulgence et même à l'admiration; elle est la sainte Thérèse de l'humanité.

Nous nous sommes étendu sur ses croyances, parce qu'elles expliquent son œuvre. Elle l'a dit et répété souvent : mes livres sont la mise en action de mes théories.

Mon enseignement est esthétique et non pas doctrinaire; ma mission est de faire appel aux sentiments élevés qui poussent l'humanité vers le progrès social, mais non de prescrire les meilleurs moyens d'y arriver, ce dont l'artiste n'est pas souvent le meilleur juge. Tout autre chose est d'aimer ardemment son prochain, ou de dire : Ceci, et ceci seulement, le guérira de tel ou tel mal.

Ce que d'autres font par la thèse et la dialectique, George Eliot le fait par le roman. Il est son arme dans la guerre sans merci qu'elle déclare à l'égoïsme.

Les dix années qu'elle passa près de ses amis, à Coventry, développèrent et affermirent sa doctrine; avant qu'elle n'eût écrit une ligne pour le public, son entourage la considérait comme une femme extraordinaire. En 1842, quelques personnes d'opinions avancées voulurent avoir une traduction anglaise de la *Vie de Jésus*, par Strauss. Elles en chargèrent une jeune fille nommée miss Brabant; mais miss Brabant trouva le mariage plus intéressant que la traduction : elle épousa M. Charles Hennell, et le petit cercle de Coventry supplia Marian Evans de continuer la tâche à peine commencée. Elle l'accepta et la trouva lourde; il fallut cinq ans pour l'achever; l'enthousiasme des souscripteurs s'était si bien refroidi, que le livre n'aurait pas paru, sans la générosité de l'un d'eux. Quant au traducteur, il ne recut que 500 francs. Marian s'attaqua ensuite à Feuerbach, puis à Spinoza.

Ses études furent interrompues par une grande douleur : elle perdit son père en 1849, et son abattement fut si grand, que ses amis l'emmenèrent en Suisse, dans l'espoir de faire diversion à son chagrin. Ils ne réussirent pas d'abord; son système nerveux,

très ébranlé, trouva plus de fatigue que de plaisir dans le voyage; la terreur que lui causaient les routes dangereuses, au bord des précipices, devenait une véritable souffrance; on la ramena à Genève, où elle désira passer quelques mois, avant de rentrer en Angleterre.

Ce séjour paisible, avec le lac admirable à ses pieds et le mont Blanc à l'horizon, dans un milieu sympathique, intelligent et patriarcal, où elle pouvait poursuivre sans trouble ses études et ses méditations, lui fut très salutaire.

On verse du côté où l'on penche : J.-J. Rousseau, Voltaire, Proudhon, Saint-Simon et autres apôtres des idées révolutionnaires, absorbèrent son attention pendant cette période. Ils ne parvinrent pas, néanmoins, à déraciner les tendances conservatrices que nous avons déjà signalées. Pour elle, évolution ne signifiait pas révolution; *elle était patiente*, comme elle le disait, et comptait plus sur l'action du temps que sur la violence. Dans un de ses essais, elle démontre l'échec des tentatives révolutionnaires, faites au point de vue des théories abstraites, démocratiques et socialistes; elle s'oppose avec fermeté à ce que l'on change tout à coup les formes de gouvernement, qui sont en réalité le résultat d'un développement historique, dont la société est l'expression.

Lorsque Marian Evans rentra dans son pays, elle se sentit toute désorientée; elle n'avait plus d'intérieur; où se fixerait-elle? Que ferait-elle? A quoi emploierait-elle les forces qu'elle pressentait vaguement? Sa gravité triste, en ces jours d'indécision, était assez frappante pour faire dire à un étranger, après une première rencontre, « qu'en entrant, elle avait voilé le soleil ».

La famille Bray lui offrit fraternellement un asile; dans sa charmante demeure de Rosehill, nid de verdure, comme on en trouve en Angleterre plus que partout ailleurs; elle y vécut pendant deux années, enveloppée de l'atmosphère intellectuelle qui lui convenait. L'hospitalière maison s'ouvrait à beaucoup d'esprits d'élite qui agissaient magnétiquement sur la *plasticité* de Marian. Là, elle connut Emerson, le premier *homme* qu'elle eût trouvé, ce qui, par parenthèse, n'est pas un mot flatteur pour ses amis. Emerson, de son côté, fut frappé « de sa *grande âme calme* ». Calme, elle s'était peut-être montrée à lui, mais elle ne l'était pas en réalité. Sans le savoir peut être, elle aspirait à une sphère plus large, à une position mieux définie. L'une et l'autre s'offrirent bientôt à elle.

La *Revue de Westminster*, organe des opinions avancées, avait alors, comme aujourd'hui, pour directeur, le docteur John Chapman; il connaissait et admirait miss Evans et lui proposa de le seconder dans la direction de la Revue. Mme Chapman ouvrait sa

vaste maison du Strand à quelques pensionnaires de choix; miss Evans trouverait là un asile sûr et respecté. Elle accepta. Sa vraie vie commença dans cette *grande Babel* qu'elle avait dédaignée, au milieu de collaborateurs qui s'appelaient : J. Stuart Mill, Carlyle, Herbert Spencer, Owen, James et Harriet Martineau, Edward Forbes et parmi lesquels il ne faut pas oublier celui qui fut sa destinée : Georges Henry Lewes. Célébrités en tout genre et sans distinction d'opinions, anglaises et étrangères, depuis Bulwer et Thackeray, jusqu'à Louis Blanc, Mazzini et Pierre Leroux, se coudoyaient dans le salon de M. Chapman.

Pour miss Evans, ce fut l'éclosion à une nouvelle existence; elle se sentait au milieu de ses pairs et le leur prouvait par ses écrits dans la *Revue*. Alors, seulement, on commence à voir l'aspect brillant de son esprit. Elle a des mots qui révèlent sa fine observation : Lewes est un Mirabeau en miniature; Alboni, une sirène engraissée; George Combe, un apôtre à deux salons; Leroux ne s'entend qu'avec Pierre Leroux; Disraëli a de bonnes veines, comme dirait Bacon, mais il n'y a pas assez de sang dedans; Hannah More est le plus désagréable des monstres : un bas-bleu, etc.

On entend parler de dîners « d'une gaieté turbulente ». Plus d'accès de larmes, et si parfois l'accablement reparaît, la santé est la grande coupable, car George Eliot, martyre de la névralgie, dès l'âge de dix-neuf ans, en souffrit toute sa vie, avec une douceur héroïque.

Nous empruntons à miss Blind, son biographe, un portrait qui s'accorde bien avec nos propres souvenirs :

Elle avait la tête massive, les traits irréguliers et énergiques, la bouche grande, mais bien dessinée, la mâchoire singulièrement carrée pour une femme, mais non sans une certaine délicatesse de lignes, une épaisse chevelure châtain clair, qu'elle coiffa d'abord en boucles et ensuite en deux longs et lourds bandeaux ondés et bouffants. Son teint pâle, sans être blanc, n'avait aucun éclat. Néanmoins, le jeu de la physionomie et la mobilité merveilleuse de la bouche, qui augmenta avec l'âge, donnaient à l'ensemble une douceur féminine, en opposition curieuse avec la charpente. Ses yeux bleu gris, dont la nuance variait sans cesse, paraissaient aux uns d'un bleu intense, aux autres d'un gris pâle; petits et sans beauté intrinsèque, ils illuminaient et transfiguraient le visage tout entier, lorsqu'ils s'animaient en causant, tellement qu'une jeune fille, après une heure de conversation avec George Eliot, la quitta sous le charme et persuadée qu'elle était belle; puis, lorsqu'elle la revit silencieuse et indifférente, elle eut grand'peine à croire que ce fût la même personne. Le charme de

sa nature se révélait dans ses manières et surtout dans sa voix qui semblait être, comme celle de Dorothée, l'héroïne de *Middlemarch*, « la voix d'une âme ayant vécu dans une harpe éolienne ».

M. Bray, phrénologue enthousiaste, fut si frappé des proportions grandioses de sa tête, qu'il conduisit Marian à Londres, pour en faire prendre le moule. Il pense qu'après celle de Napoléon, cette tête présentait le plus grand développement connu, du milieu du front à l'oreille. On a souvent remarqué la ressemblance de George Eliot avec Savonarole. Quelque affinité dans leur nature l'induisit, peut-être inconsciemment, à choisir, pour son livre de *Romola*, l'époque de l'histoire florentine, pendant laquelle il joua un rôle si important.

De taille moyenne, Marian semblait beaucoup plus grande qu'elle ne l'était; maigre et plutôt mince, elle était bien proportionnée, et sa structure ne manquait pas d'une certaine vigueur. Tous ceux qui l'ont connue s'accordent à dire que le temps ajouta beaucoup au charme de cette laideur expressive, comme il arrive souvent aux natures supérieures, lorsque leur noblesse morale, remontant à la surface, prête sa distinction et sa beauté harmonieuse à la physionomie.

Miss Evans souffrit-elle de sa laideur? Quoiqu'elle affirme considérer la beauté comme un danger, comme un piège, un encouragement à l'égotisme et à l'égoïsme, elle était trop femme, pour n'avoir pas eu, dans son enfance et sa première jeunesse, péniblement conscience de sa gaucherie, de son manque d'attraits. Elle ne s'en irrita pas, elle fut humble, timide, réservée, et ne guérit jamais d'une certaine défiance d'elle-même, même après le succès, même après le bonheur. Le bonheur! Ce mot nous amène à la crise suprême de la vie qui nous occupe.

Pendant les trois premières années passées par miss Evans à Londres, le nom de M. George H. Lewes revient de plus en plus fréquemment; d'abord avec une médiocre sympathie, puis avec plus de faveur. En mars 1853, elle écrit à miss S. Hennell : « Nous avons eu une agréable soirée mercredi; Lewes, comme toujours, vif et amusant, il a tout à fait gagné mes bonnes grâces, *malgré moi.* »

Le 16 avril suivant, elle s'adresse à Mme Bray :

On est très bon pour moi; M. Lewes, surtout, est plein d'attentions; il a conquis mon estime, après avoir eu sa bonne part de ma censure. Comme quelques autres personnes en ce monde, il est bien meilleur qu'il ne le paraît. C'est un homme de cœur et de conscience, qui porte un masque de légèreté.

Était-ce vraiment un masque?

L'intimité se resserre; la santé délicate de M. Lewes devient un sujet de préoccupation; miss Evans l'aide dans ses travaux, lorsqu'il est forcé de se reposer.

Enfin, le 20 juillet 1854, elle trace à la hâte ces lignes pour la famille Bray :

Chers amis, je n'ai que le temps de vous dire : adieu et que Dieu vous bénisse (quel Dieu?). Poste restante, Weimar, pendant six semaines, ensuite à Berlin.

Votre toujours affectionnée et reconnaissante,

MARIAN.

Elle ne part pas seule! Le sort en est jeté! Encore une fois, Marian Evans étonne son entourage par une détermination subite, violente, inattendue; l'*union*, pour nous servir de l'euphémisme qu'emploie M. Cross, est scellée entre elle et G. H. Lewes!

Qu'était celui à qui cette femme, vraiment supérieure et irréprochable jusque-là, sacrifiait tout, à l'âge de trente-cinq ans.

M. Lewes, né en 1817, n'était donc que très peu l'aîné de miss Evans; destiné par les siens à l'industrie, il avait préféré la carrière des lettres et surtout l'étude de la philosophie. Petit, grêle, les cheveux et la barbe en broussaille, la bouche grande, les yeux enfoncés sous l'arcade sourcilière, le front large et beau; vif, pétillant, spirituel, conteur inépuisable et charmant, il ressemblait aussi peu que possible à un Anglais. Un Mirabeau en miniature, avait dit très justement miss Evans.

Son tempérament *mercuriel* agissait sur autrui, comme un stimulant. Impétueux, se grisant de sa parole, il charmait et scandalisait, tour à tour, ses auditeurs, par sa gaieté, son insouciance, son laisser-aller, sa facilité merveilleuse à élucider les questions les plus obscures, sa témérité à aborder les plus épineuses. Sa versatilité extraordinaire nuisait plus qu'elle ne servait à sa réputation. C'était, dit un critique anglais, un philosophe parmi les journalistes et un journaliste parmi les philosophes. A l'époque où il s'unit à miss Evans, il avait publié une *Histoire biographique de la Philosophie*, un article sur Spinoza, dans la *Revue de Westminster*, deux romans, des drames; il dirigeait un journal littéraire, collaborait à plusieurs autres et travaillait à une *Vie de Goethe*, devenue célèbre depuis. Il fut, après John Stuart Mill, le premier apôtre du positivisme en Angleterre; mais s'il considérait le *Cours de philosophie positive* de Comte comme le plus grand livre du siècle, il s'élevait hautement contre sa politique positive et ses plans de réorganisation sociale.

Marié très jeune et très malheureusement, M. Lewes était, depuis deux ans, séparé de sa femme, sans possibilité de réconciliation. Peut-être miss Evans apprit-elle à l'aimer, en le plaignant. Comment fut amené le dénouement? Peu importe. Marian, mise en demeure de braver l'opinion et la loi sociale, ou de renoncer au bonheur, pour elle et pour l'homme qu'elle aimait, se décida, non sans lutte, à prendre le premier parti. Étant sa propre loi et son propre juge, ne croyant pas à un tribunal suprême et omniscient, sa conscience lui démontra, sans trop de peine, qu'elle ne ferait de tort à personne. Que devenait, dans tout cela, son principe fondamental de l'amélioration de la race par l'individu? Ne songeait-elle pas à cette force méconnue de l'exemple, lorsqu'elle écrivait à miss Hennell, en 1857 :

Si je vis cinq ans encore, le résultat positif de mon existence, en ce qui touche la vertu et la vérité, contre-balancera le bien négatif que j'aurais fait, en évitant de blesser le sentiment public.

Il est vrai que, nulle part, le caractère sacré, indissoluble du mariage, n'a été plus éloquemment démontré que dans ses écrits, et la justice oblige à reconnaître que personne n'en a senti la beauté, rempli les devoirs, avec plus de conviction et de constance. Marian Evans inspirait tant d'estime et de respect à ses amis, que sa décision les plongea dans la stupeur. Ceux de Coventry revinrent à elle par la suite, mais l'indulgence avait remplacé l'enthousiasme.

Dans une lettre adressée à Mme Bray, quatorze mois après l'événement, Marian essaye de se disculper :

S'il est, dit-elle, un acte de ma vie qui ait été profondément sérieux, c'est celui qui m'a placée dans la situation où je suis, par rapport à M. Lewes... Je vous dirai, en peu de mots, qu'il me répugnerait en théorie et me serait impossible dans la pratique de former des liens faciles à briser. Comment une personne, dégagée des influences du monde et de la superstition et connaissant les réalités de la vie, peut taxer d'immoralité mon union avec M. Lewes, je ne l'explique que par la subtilité, la complexité des influences qui concourent à former l'opinion. Ceci m'empêche d'éprouver aucun ressentiment contre ceux qui nous condamnent et de qui j'aurais pu attendre moins de sévérité. Nous ne vivons pas en égoïstes, si ce n'est qu'étant heureux l'un par l'autre, nous trouvons tout facile. Nous travaillons beaucoup et plus encore pour d'autres que pour nous-mêmes, afin de suffire à de lourdes charges. L'orgueil et la légèreté ne procèdent pas

ainsi. Pardonnez-moi si, en me défendant contre des accusations injustes, je vous parais froide et présomptueuse... Je reconnais mes imperfections et mes défaillances, mais il en est qui sont irrévocables, et je ne peux trouver de force et d'encouragement qu'en travaillant à rendre le présent meilleur que le passé.

Tout en déclarant qu'elle n'a rien à regretter, qu'elle ne voudrait rien changer au passé, Marian laisse deviner ce qu'elle a souffert, par l'effusion avec laquelle elle remercie ceux dont le verdict a été indulgent.

Elle écrit à une de ces personnes, Mme Peter Taylor :

Il n'est jamais trop tard pour prononcer des paroles généreuses, et il me sera toujours doux de penser que vous vous êtes souvenue de moi avec bonté, que vous avez noblement interprété ma conduite. Vous appartenez à la minorité qui met son imagination au service de la charité.

L'impression ne s'efface pas; plusieurs années après, George Eliot revient à la charge :

Votre lettre me fournit l'occasion de vous répéter avec quelle reconnaissance je me rappelle que vous m'avez témoigné de l'estime et de la confiance, dans un temps où ceux qui me connaissaient étaient enclins (assez naturellement) à me juger sévèrement. Seule, une femme de nature exceptionnelle pouvait écrire comme vous l'avez fait, après m'avoir connue si peu de temps. Jamais la séparation de ce qu'on appelle le monde n'a été une épreuve pour moi, et mon amour pour mon prochain n'en a pas été diminué; néanmoins j'aurai toujours un sentiment particulier pour ceux qui m'ont témoigné de la bonté, à l'époque où les apparences me condamnaient le plus. La liste en est courte, et je me la rappelle souvent et facilement.

Depuis six ans, j'ai cessé d'être *miss Evans* pour ceux qui ont des relations avec moi, car j'ai accepté toutes les responsabilités d'une femme mariée. Je désire que ceci soit bien compris. Quand je vous aurai dit que nous avons près de nous un grand garçon de dix-huit ans, qui m'appelle *ma mère*, et deux autres garçons, presque aussi grands, qui me donnent le même nom, vous comprendrez qu'il ne s'agit pas seulement d'une question égoïste et de dignité personnelle, lorsque je demande que quiconque a un peu de considération pour moi cesse de me désigner par mon nom de famille.

En présence de cette union si complète, si dévouée, si constante, de cette double existence, si laborieuse et si digne, on regrette de

savoir que ce bel édifice pèche par la base et que l'admiration ne peut prendre un nom plus flatteur, que celui d'indulgence.

Ces deux natures se complétaient l'une par l'autre; Marian donnait de la consistance au talent brillant de M. Lewes, qui, à son tour, stimulait les facultés encore endormies de sa compagne, et lui inspirait, par sa foi enthousiaste en elle, la confiance en ses propres forces, l'esprit d'entreprise dont elle avait manqué jusque-là.

Après un séjour de huit mois à Weimar et Berlin, pendant lequel *M. et Mme Lewes* furent entourés de l'élite du monde intellectuel et lettré, sans pourtant interrompre leurs travaux, ils rentrèrent à Londres : lui, plus fervent que jamais dans son culte; elle, « tranquillement heureuse, plus forte et plus sûre d'elle-même, après l'expérience de sa vie nouvelle ».

Le ménage n'était pas riche. On vivait dans un logement garni fort exigu; on partageait un cabinet de travail en commun, et la nerveuse Marian s'exaspérait au grincement de la plume de Lewes.

Vous ne sauriez croire, écrivait-elle à M. Bray, quelle personne pratique je suis devenue! Je tiens la bourse et j'en tire les guinées avec les angoisses d'un avare.

Il fallait pourvoir à l'éducation des trois fils de M. Lewes, qui, bien vite, avaient trouvé place dans le cœur de leur nouvelle mère. La critique littéraire n'est pas précisément une mine d'or; en outre, elle ne plaisait que médiocrement à Marian. Sa véritable vocation allait enfin se révéler, grâce à la clairvoyance de M. Lewes; laissons-la raconter elle-même son avatar.

Le mois de septembre 1856 marque une ère nouvelle dans ma vie; car ce fut alors que je commençai à écrire des romans. J'y avais toujours rêvé, mais je n'étais jamais allée plus loin qu'un chapitre d'introduction et, avec les années, je désespérai de cela *comme de tout.*

Je croyais manquer de force dramatique pour la construction et le dialogue, mais je sentais que je serais à l'aise dans la description. Je lus mon chapitre à George, pendant notre séjour à Berlin. Il en fut frappé; toutefois il redoutait, comme moi, le côté dramatique. Cependant il commencait à croire que je ferais bien d'essayer; puis, à notre retour en Angleterre, il me dit très positivement : *Il faut essayer.* Durant un séjour à Tenby, il me pressa de me mettre à l'œuvre, mais je différai, comme je fais toujours lorsqu'un travail n'est pas un devoir absolu. Un matin que je me demandais quel serait mon premier sujet, je tombai dans une rêverie somnolente et me vis écrivant une histoire, dont le titre était : *la Triste destinée du révérend Amos Barton.*

Je m'éveillai tout à fait et le dis à George, qui s'écria : « Oh! quel bon titre! » Il ajouta : « Ce sera peut-être un échec, peut-être un chef-d'œuvre? Qui sait? Vous avez l'esprit, le don de description, la philosophie; c'est déjà beaucoup. Pour savoir si vous avez la faculté dramatique, il faut essayer. »

Il s'absenta toute une journée, afin que j'eusse le loisir de travailler sans être dérangée.

Ainsi fut commencée la première des *Scènes de la vie cléricale*. Huit jours plus tard, M. Lewes était rassuré au sujet de la composition et du dialogue, et, après avoir bien pleuré en lisant la mort de Milly, il se leva et vint m'embrasser en disant : « Votre sentiment est encore supérieur à votre *humour*. »

La vraie voie était ouverte; voie triomphale, sur laquelle notre auteur devait trouver la gloire et la fortune. Marian, désirant rester inconnue, adopta le pseudonyme de George Eliot. Le manuscrit d'*Amos Barton*, envoyé à l'éditeur Blackwood, accepté avec empressement, publié dans son célèbre *Magazine*, fut suivi des autres *Scènes*, qui toutes parurent ensuite en volume. L'auteur devint célèbre dès ce premier coup de maître. La curiosité publique, très surexcitée, essaya de percer le mystère du pseudonyme. On crut à un *clergyman;* on cita des noms illustres, entre autre le naturaliste Owen, à cause du *savoir scientifique*, extraordinaire pour un romancier.

Mme Carlyle, après avoir lu ce livre *humain*, sorti du cœur d'un *homme* et non du cerveau d'un auteur, plein de tendresse et de pathétique, sans la moindre sentimentalité (c'était précisément une des faiblesses que G. Eliot reprochait aux femmes), plein de sens sans dogmatisme, de conviction sans emphase, ajoute ensuite :

J'espère savoir quelque jour si la personne à qui je m'adresse ressemble à l'idée que j'ai conçue d'elle et que voici : un homme d'âge mûr, marié à une femme qui lui a inspiré tant de beaux *traits féminins;* près de lui plusieurs enfants et un chien favori; pas un *clergyman* lui-même, mais frère ou cousin-germain d'un *clergyman*. Comme tout ceci est ridicule, peut-être, comparé à la réalité!

Dickens ne s'y trompa pas; dans une lettre des mieux senties et des plus flatteuses, il disait :

Si, en m'adressant à l'auteur, j'avais pu obéir à ma propre inspiration, j'aurais été bien tenté de lui parler comme à une femme. J'ai observé, dans ces scènes émouvantes, des traits si féminins, que

l'assurance du contraire ne me persuade pas. S'ils ne sont pas l'œuvre d'une femme, je ne crois pas que jamais homme ait eu l'art de se féminiser à ce point depuis que le monde existe.

Quelqu'un devina sans peine le véritable nom de l'auteur : ce fut son frère, M. Isaac Evans.

La photographie de certains lieux et de certaines personnes était si exacte et parfois si peu flatteuse, que M. Evans garda le silence, redoutant le mécontentement de plus d'un voisin.

On fut très intrigué dans le pays de Marian, surtout après *Adam Bede;* les gens capables d'écrire n'étaient pas nombreux : les conjectures se portèrent sur un M. Liggins, qui avait passé par Cambridge et s'était complètement ruiné depuis. Un journal de l'île de Man le désigna comme l'auteur des *Scènes;* il se défendit mollement d'abord, puis la tentation l'emporta : il accepta, d'un air modeste et résigné, l'admiration, les dîners, les fêtes, l'adulation des dames non conformistes, voire même une souscription ouverte pour lui venir en aide, car Blackwood ne le payait pas! C'était une honte! Jusque-là George Eliot avait souri. Elle écrivait à M. Blackwood : « Je croirai bientôt que Liggins a écrit mes livres; c'est certain. Il est si difficile de croire ce que le monde ne croit pas, et si commode de croire ce qu'il s'obstine à répéter! » Mais l'idée que ses ouvrages allaient servir à voler le public lui fut insupportable; elle protesta par une lettre envoyée au *Times*. Malgré cela, certaines gens s'entêtèrent dans leur croyance, et aujourd'hui encore vit, dans l'île de Man, un vieillard qui branle la tête d'un air entendu, lorsqu'on prononce devant lui le nom de George Eliot! La mystification eut enfin un terme, et le malheureux Liggins alla mourir à l'hôpital. Quant à George Eliot, elle ne jeta le masque qu'après la publication du *Moulin sur la Floss*.

Son œuvre se divise en deux périodes bien distinctes; pendant la première et la meilleure, celle qui comprend les *Scènes de la vie cléricale*, *Adam Bede*, le *Moulin sur la Floss* et *Silas Marner*, « elle exploite ses souvenirs les plus lointains, l'esprit tout pénétré de la poésie du passé, et elle devra épuiser bien des filons, avant de commencer à se servir *artistiquement* des matériaux qu'elle rassemble dans le présent ». Ces matériaux, elle les emploie durant la seconde phase, « quand elle a observé davantage la vie humaine ».

Dans les deux périodes, le sentiment dominant, c'est-à-dire la signification de notre destinée, est le même et les procédés sont identiques; dans la première il y a plus de spontanéité, de fraîcheur, d'abondance, de poésie; dans la seconde, plus de largeur peut-être, mais on sent davantage l'effort, l'artifice, la thèse, un

certain pédantisme; les défauts, tels que la lenteur, la composition imparfaite, la disproportion des parties, l'abus du détail, la subtilité, la préciosité métaphysique, s'accentuent de plus en plus. Parfois elle en a conscience. « Je cours le danger de *raffiner*, dit-elle, quand le lecteur voudrait *sauter* ». L'effort qui nous frappe, George Eliot le ressentait lorsqu'elle écrivait après Romola : « J'étais jeune quand j'ai commencé, je suis vieille en finissant. »

Nous avons indiqué son principe fondamental et son objectif; chacun de ses livres est la personnification et la *dramatisation* d'une idée. Plus elle avance, plus elle se persuade qu'elle a charge d'âmes; son œuvre devient une mission, et elle-même, la grande prêtresse d'une petite Église.

Elle est formidablement armée pour le combat; peu de romanciers se sont mis à l'œuvre avec une culture intellectuelle aussi riche. Quant à ses procédés esthétiques, elle nous les explique aussi complètement que sa doctrine morale. Elle est franchement, mais non violemment réaliste; le beau lui semble aussi vrai que le laid et la caricature lui répugne; elle proteste « contre la tendance actuelle à tourner en dérision les plus grandes actions, les plus nobles expressions de l'art; elle déteste la moquerie et le ridicule que l'on jette sur ce que l'on a vénéré jusqu'ici; elle repousse l'intolérance en toute chose. Plus on rabaisse tout ce qui est beau, grand, pathétique dans l'histoire, et plus on sentira le vide laissé par les émotions qui ennoblissent l'âme, domptent la tyrannie de la souffrance et font d'*ambition* le synonyme de *vertu* ». Toutefois, elle ne veut pas plus de l'embellissement systématique que de l'excès contraire; l'art, étant la représentation de la réalité, ne doit pas aller au delà; le réalisme est donc la base de l'art, et son antithèse n'est pas l'idéalisme, mais le faux..... « Donnez-nous de vrais paysans, ou n'y touchez pas ; ne peignez pas de draperies, ou peignez-les fidèlement; que vos personnages restent silencieux, ou sinon faites-leur parler l'idiome de leur classe. »

On sait combien elle est merveilleuse sous ce rapport, avec quelle finesse, quelle vivacité, quelle minutie, elle observe, saisit et reproduit la phraséologie, les gestes, les attitudes des individus les plus divers. Elle applique cette même faculté à l'observation psychologique, aux mouvements de l'âme, aux nuances du sentiment, au travail de la pensée; quant aux aspects de la nature, son œil les retient avec une exactitude photographique. L'excès de cette faculté nuit parfois à la proportion et à la perspective de l'ensemble, par l'abus du détail. A ce point de vue, George Eliot est l'émule de Jane Austen et de Charles Lamb, mais avec cette diffé-

rence qu'ils font toujours de la miniature et qu'elle fait souvent de la grande peinture dans un petit cadre.

Son but est d'amener le lecteur à sympathiser avec la vie humaine sous ses aspects ordinaires, « telle qu'on la voit tous les jours, dans les champs, dans l'atelier, au foyer domestique », telle qu'elle l'a vue à la ferme de Griff et ensuite dans la société moyenne où elle a vécu. Les héros sont aussi rares que les monstres; or elle s'attache à la masse et non à l'exception; c'est dans la masse qu'elle trouve ses créations les plus vivantes : le fermier Adam Bede, le meunier Tulliver, le tisserand Silas Marner, et tout ce qui les entoure; c'est par eux que son œuvre vivra, parce qu'elle est profondément *humaine*.

Entièrement dévouée à son art, elle apportait au travail préparatoire une conscience qui lui faisait oublier toute considération personnelle. On a peine à concevoir comment, avec sa santé délicate, ses souffrances nerveuses presque permanentes, elle pouvait suffire au labeur écrasant qu'elle s'imposait. Ayant horreur de l'à peu près du travail d'amateur, elle n'abordait jamais un sujet sans avoir cherché toutes les lumières imaginables : consultations, lectures, voyages; elle alla deux fois en Italie, étudier Florence présente et passée, avant d'écrire *Romola*. Elle passa plusieurs mois en Espagne pour préparer la *Bohémienne;* elle apprit l'hébreu à l'intention de *Daniel Deronda*.

Ses romans « croissaient en elle, comme des plantes »; puis, lorsque la germination était complète, « un quelque chose, qui n'était pas elle, s'emparait de son être; sa personnalité devenait l'instrument d'un *esprit* qui agissait par elle; elle se sentait *possédée*, métamorphosée en différents personnages, dont elle s'assimilait les joies et les souffrances ».

Elle s'impatientait un peu de l'obstination avec laquelle on attribuait à des souvenirs personnels les discours de Dinah Morris, dans la prison d'Hetty Sorrel, « quand *elle* se rappelait que chaque parole avait jailli brûlante de son cœur, avec ses larmes! » C'est le lourd tribut imposé au génie de l'artiste; il ajoute au trésor commun de l'humanité, aux dépens de sa propre vitalité.

Chez George Eliot, la fatigue était si grande, que « lorsqu'elle avait terminé un travail, elle y pensait le moins possible..... » « Elle ne pouvait plus s'intéresser à ce qui était accompli; ses forces suffisaient à peine à la passion du moment. » Et, malgré le triomphe, elle ne songeait jamais sans terreur à recommencer, persuadée qu'elle ne ferait plus rien qui vaille. Les exigences de sa conscience, le sentiment profond de sa responsabilité, son ambition, ou plutôt son idéal de perfection, l'empêchaient de jouir,

autant qu'on pourrait le supposer, de son succès éclatant, immédiat et durable. Ce qu'elle écrivait à M. Blackwood, après la publication des *Scènes* et d'*Adam Bede*, resta vrai, jusqu'à la fin de sa carrière littéraire :

Je chante mon *Magnificat* avec calme, et j'éprouve une grande joie, profonde et silencieuse; mais j'imagine que peu d'auteurs, après un grand succès, ont ressenti moins que moi les sensations triomphantes qui l'accompagnent, dit-on... Je ne sais quel effet me produira tout cela dans dix ans, si je vis, mais en ce moment, la crainte et le tremblement l'emportent sur l'espérance.

Ainsi qu'elle l'avouait, l'élasticité et la faculté de jouir lui manquaient; elle en accusait son âge, mais cela tenait à sa nature et, plus encore, aux habitudes d'esprit qu'elle avait prises; la tension continuelle était comme un feu intérieur qui tarissait les sources de la gaieté naïve. Elle disait, à propos de Noël, le joyeux *Christmas*, si chère à ses concitoyens : « Il en est de cela, comme de beaucoup d'autres plaisirs; je suis heureuse que les autres en jouissent, mais je ne peux en jouir moi-même. »

La fortune qui lui vint rapidement (dès *Adam Bede*, c'est par centaines de mille francs que se chiffrent les profits de chaque roman) ne l'éblouit en aucune façon. Elle n'affectait pas de la dédaigner, elle appréciait surtout le sentiment d'indépendance qu'elle apportait, elle savait « que les plus beaux livres ont été écrits pour de l'argent ». Elle en fit un usage honorable, mais sans faste, sans ostentation, reconnaissante à la destinée, heureuse du bien qu'elle pouvait faire.

Dans le regard en arrière qu'elle jette sur chaque année, son âme se répand en actions de grâces, pour la prospérité matérielle, pour l'œuvre accomplie et surtout pour le dévouement qui la fait vivre dans une atmosphère de tendresse. « Le rêve de mon enfance, dit-elle, était moins beau que ne l'a été ma vie réelle. »

La sollicitude de M. Lewes (en dépit d'une santé déplorable) était si profonde et si incessante, qu'elle prenait un caractère presque maternel; il semblait n'avoir qu'une pensée : écarter la plus petite pierre du chemin de Marian. Elle affirmait qu'il y avait plaisir à être malade pour être soignée ainsi; *il se mettait en quatre*, éloignait les fâcheux, écrivait toutes ses lettres d'affaires, veillait jalousement sur le sanctuaire sacré où elle travaillait; ce n'était plus une femme, mais une divinité. Une nature moins élevée eût couru grand risque de devenir égoïste et exigeante; chez George Eliot, la reconnaissance déborde; elle chante les louanges

de Lewes, *cet idéal des maris*, sur tous les modes connus; elle sent quelle force lui donne le contact de cette nature élastique et vibrante; elle lui dédie tous ses manuscrits, elle lui prouve sa gratitude par l'affection et les soins qu'elle prodigue à ses fils; elle suit avec un intérêt constant les études et les plaisirs de leur première jeunesse, elle leur écrit des lettres charmantes, où elle se fait enfant avec eux; elle surveille leur développement intellectuel et moral, les soigne tendrement s'ils sont malades, et, quand le second meurt à vingt-cinq ans, elle écrit à Mme Taylor : « La mort de Thornton est le commencement de la nôtre. » M. Lewes eut la douleur de perdre aussi son troisième fils; les deux frères étaient allés s'établir dans un *ranch* au Natal; le climat les tua. L'aîné seul, M. Charles Lewes, survit; on voit par sa correspondance avec George Eliot, quelle affection les unit jusqu'à la fin. Elle fut la plus tendre des grand'mères pour ses enfants; elle trouvait doux « d'avoir, en vieillissant, de la jeune vie autour de soi. »

Parmi les devoirs de gardien vigilant que s'imposait M. Lewes, il en est un que l'on ne doit pas oublier, parce qu'il révèle un trait de caractère chez George Eliot. M. Lewes choisissait avec soin les articles critiques dont ses livres étaient l'objet et ne laissait parvenir jusqu'à elle que les plus favorables.

La grande *romancière* redoutait la critique, non par vanité, disait-elle, mais parce qu'elle se décourageait trop facilement. Dès les premières observations de Blackwood, elle s'effraye, puis à la moindre louange, elle se relève; elle lui écrit à propos d'*Adam Bede* :

Je m'aperçois que je n'ai pas ce qu'il faut pour être un auteur populaire, et cependant j'ai grand besoin de la chaude sympathie que la popularité seule peut conquérir.

On ne saurait nier qu'il n'y ait parfois, dans son aversion pour la critique, une certaine hauteur dédaigneuse; n'est-ce pas ce sentiment qui lui fait dire :

Plus je me tiendrai à l'écart de certaine coterie qui mêle des personnalités à ses jugements, et plus il me sera facile d'écrire sincèrement et sans arrière-pensée. Le sort d'un livre, qui n'est pas entièrement éphémère, n'est jamais décidé par les journaux et les revues, si ce n'est dans des cas très exceptionnels. Je m'abstiens de les lire, non par impertinence, mais parce que j'ai pesé le profit d'un côté et la perte de temps et de pensée de l'autre...

Cependant elle respecte la critique sincère et surtout éclairée;

à propos de quelques observations faites par Bulwer Lytton, au sujet du *Moulin sur la Floss*, elle écrit à Blackwood :

Veuillez remercier sir Edward de la peine qu'il a prise; c'est à mes yeux un compliment et une bonté. Si les critiques imprimées étaient basées sur la moitié seulement de son savoir et faites avec la même sincérité d'intention, je les lirais sans crainte d'y trouver une contrariété inutile.

A mesure que la réputation de George Eliot grandissait, le prestige du génie et du succès, et l'on ne peut s'empêcher d'ajouter la dignité de sa vie, rapprochaient d'elle un nombreux entourage. Sans doute, il compta toujours plus d'hommes que de femmes, mais celles qui s'attachèrent à elle étaient dignes de tous les respects. Avec le temps, il y eut prescription; nous voyons, en 1878, M. Lewes et George Eliot invités à dîner chez M. Goschen, ministre des finances, avec le prince et la princesse de Prusse, sans que personne songe à s'en étonner.

La manière dont l'illustre écrivain s'exprime sur le compte de la princesse est caractéristique : « Elle ouvrit la conversation par ces mots : — Vous connaissez ma sœur Louise? — Juste comme toute autre mortelle, légèrement embarrassée, eût pu le faire. » Elle n'est pas fâchée de lancer ce petit trait à une princesse : les personnages royaux ne lui sont pas sympathiques; leur situation lui paraît probablement entachée de ce quelque chose d'exceptionnel, d'exagéré, qui lui déplaît en tout, et si elle a un petit grain de malice, elle le leur réserve. Quand on lui dit que la reine admire le *Moulin sur la Floss*, elle trouve « intéressant de savoir que la royauté *peut* être touchée d'une œuvre de ce genre ». Parfois elle se montre amère et injuste, ce qui est très rare chez elle.

Devant un magnifique monument élevé en l'honneur du roi de Hanovre, elle s'écrie : « C'est désolant que le génie de l'artiste et ce beau marbre immaculé soient gaspillés au profit d'un insignifiant spécimen d'humanité. » Lorsque la révolution de 1848 éclate, « les gens qui trouvent le temps de plaindre Louis-Philippe et ses fils l'agacent ». Empressons-nous d'ajouter que, devenue plus sage avec le temps, elle finit par envisager la restauration de la monarchie « qui représente les traditions de la France », comme le meilleur remède au trouble général du pays.

Du reste, elle s'intéressait médiocrement à la politique; l'esprit de tous les partis lui paraissait également étroit, égoïste et exclusif; et dans sa maison du Prieuré, à Londres, elle prenait rarement part aux discussions de cette nature.

L'éducation des femmes était l'un des sujets sur lesquels on appelait volontiers son attention ; elle y apportait sa modération habituelle. On eût bien voulu se servir de son nom, la mettre à la tête du mouvement d'émancipation, mais elle se méfiait de la légèreté, de la sentimentalité des femmes; elle leur demandait surtout de faire leurs preuves, de cesser, si c'était possible, d'être *des amateurs;* en regardant un tableau de Rosa Bonheur, elle disait : « Voilà pour les femmes la vraie manière d'établir leurs droits. » Quant à l'émancipation, elle ne lui semblait nullement indispensable; pénétrée de la poésie du mariage idéal, elle souhaitait que l'intelligence de la femme fût développée, afin de mieux comprendre celle de l'homme, d'associer en tout sa vie à la sienne; mais elle n'encourageait qu'en tremblant les collèges de jeunes filles, car « rien ne lui semblait plus désastreux que de relâcher les liens de la famille, c'est-à-dire de ce qu'il y a de meilleur dans notre destinée mortelle ». Très consciencieuse maîtresse de maison, elle ne pouvait souffrir que, sous prétexte de supériorité intellectuelle, une femme se crût dispensée des devoirs de l'intérieur. Pour toutes ces raisons, elle refusa nettement de se poser en chef des femmes fortes, dont le nom seul lui faisait horreur.

Où en eût-elle trouvé le temps? Elle « découvrait sans cesse de nouveaux horizons, et, pour réaliser toutes ses idées, il lui eût fallu se couper en quatre ». Elle ne faisait jamais de visites, mais son salon avait pris une grande importance, comme lieu de rendez-vous du monde érudit, lettré, scientifique de Londres. Le dimanche soir, elle l'ouvrait à tous; dans la semaine, elle se réservait aux intimes. Elle donnait de petits dîners, auxquels elle n'invitait jamais plus de six personnes. Tennyson y venait souvent; parfois il lisait dans la soirée quelques-unes de ses poésies. D'autres jours, c'était Browning ou Rossetti.

George Eliot n'était pas, nous dit M. Cross, une *maîtresse de salon* par excellence. Il lui était difficile de varier les sujets de conversation, en allant de l'un à l'autre; elle n'y trouvait ni intérêt ni plaisir. Heureusement, M. Lewes suppléait à ce qui lui manquait. Qu'on fût trois ou trente, il était toujours d'aussi bonne compagnie, aussi plein de verve.

Souvent on faisait de la musique, mais ce que chacun ambitionnait, c'était un petit entretien avec George Eliot. En entrant, le premier regard du visiteur se portait vers le côté gauche de la cheminée qu'elle se réservait. Son épaisse chevelure, où brillaient quelques fils d'argent, était recouverte d'une mantille de dentelle, avançant en pointe sur le front. En causant, elle se penchait sur son interlocuteur

et s'absorbait si bien dans la conversation, qu'elle n'entendait pas annoncer les nouveaux arrivants; aussitôt qu'elle les apercevait, elle leur envoyait, des yeux et des lèvres, un sourire un peu grave, sincère, cordial, qui leur souhaitait la bienvenue.

Miss Blind nous dit que ses traits, adoucis par l'âge, exprimaient une suave bienveillance. Quoique sa conversation fût très facile, elle s'exprimait avec une grande pureté, une clarté parfaite, et se plaignait souvent de ce que l'on apprît à parler toutes les langues, excepté la sienne.

Quand la vie de Londres devenait trop fatigante, George Eliot et M. Lewes se réfugiaient à Witley, leur jolie retraite du comté de Surrey, dans le voisinage de lord Tennyson. Là, elle jouissait de la nature qu'elle aimait tant, et du tête-à-tête qui lui devenait de plus en plus cher. Elle disait à quelqu'un : « Nous ne sommes jamais seuls quand nous sommes ensemble. Voilà une vérité de M. de la Palisse, mais vous me comprendrez. »

Pendant longtemps, ils s'étaient reposés de leurs travaux par de fréquents voyages, qui avaient, en outre, l'avantage « d'élargir la vie ».

La santé de M. Lewes devenant de plus en plus mauvaise, on remplaçait les voyages par la campagne. Ils y menaient une vie très retirée; elle consacrait la matinée au travail, le reste du jour aux promenades, aux excursions, à la musique, à la lecture. Parmi les ouvrages de prédilection auxquels on la voit revenir sans cesse, on est un peu surpris de trouver la Bible et l'*Imitation de Jésus-Christ*. La première, paraît-il, lui fut toujours sacrée, « comme ayant joué un rôle très important dans le développement religieux de l'humanité ».

C'est dans le *Moulin sur la Floss*, qu'elle exprime sa pensée tout entière sur l'*Imitation*.

La main qui l'écrivit, dit-elle, obéissait à l'impulsion du cœur. C'est l'histoire d'une angoisse, d'une lutte, d'une foi et d'une victoire solitaires et cachées. Ce sont les fastes de la misère humaine consolée, c'est la voix d'un frère qui, il y a des siècles, sentit, souffrit et renonça comme nous, avec les mêmes aspirations passionnées, les mêmes efforts, les mêmes défaillances, la même lassitude.

Peut-être George Eliot, en approchant de la fin, était-elle moins sûre d'avoir « trouvé la clef de la vie ». Peut-être le sentiment religieux, toujours si puissant en elle, cherchait-il à combler le vide laissé par ses anciennes croyances et imparfaitement rempli

par le système qu'elle avait échafaudé. Loin de partager l'hostilité déclarée de Lewes pour toutes religions en général, et le christianisme en particulier, elle les respectait profondément. Elle aimait les assemblées religieuses, où l'on rend un culte au Bien suprême, sous le nom de Dieu ; elle les aurait fréquentées, rien que pour éprouver les délicieuses sensations de fraternité qui s'en dégagent, si elle n'eût craint de déplaire à Lewes. La négation, dont elle usait largement pour son propre compte, lui paraissait si dangereuse pour ceux qui ne se sont pas fait une croyance bien définie, qu'elle leur conseillait de se soumettre à une orthodoxie quelconque. Par une anomalie, qu'explique du reste la soif de sympathie dont elle était dévorée, c'était l'Église catholique qui l'attirait le plus; elle y trouvait, plus que dans toute autre, le sentiment d'amour et de fraternité dont elle faisait, à sa manière, la base de sa doctrine.

Après la mort de M. Lewes, elle assista souvent aux prédications de Mgr Newman. Qui sait quel nouveau changement aurait pu se produire dans ses sentiments, si elle eût vécu quelques années de plus et fût tombée sous une influence différente?

Elle pensait souvent à la mort et peut-être reculait devant la théorie du néant, qui lui faisait dire à une veuve : « Il n'y a en vérité *aucune consolation*, quand on a confondu sa vie dans une autre et que cette autre vous est enlevée. » Elle disait en parlant de Lewes : « Notre joie indicible l'un dans l'autre n'a d'alliage que la pensée de la séparation dernière. L'approche de cette séparation est l'amertume de la vieillesse. » On devine un frisson d'épouvante dans ces lignes : « Le royaume du silence est assez grand au-delà de la tombe; que celui-ci soit le monde de la lumière et de la parole! » La mort, qui lui envoyait ainsi des avertissements, lui enleva M. Lewes, le 28 novembre 1878. Il avait soixante-deux ans.

Est-il besoin de dire que la douleur de George Eliot fut profonde! Pendant deux mois, elle ne vit personne et n'eut pas même le courage d'ouvrir ses lettres. « Chaque jour la vie lui paraissait plus dure. » — « Son hiver éternel commençait. » Sa seule occupation était de mettre en ordre les manuscrits de *son mari;* puis elle voulut fonder un prix en son nom, pour venir en aide à un étudiant en physiologie. D'un autre côté, Blackwood la pressa de faire imprimer *Theophrastas Such*, et elle y consentit, parce *qu'il* l'avait désiré; cette activité forcée la rendit à elle-même. Peu à peu ses amis revinrent l'entourer, elle se reprit à « trouver la vie intéressante, à s'informer de ce que faisaient ses contemporains », et très fréquemment, presque chaque jour, les informations lui étaient apportées par un ami qui aspirait à se dévouer, comme s'était dévoué Lewes. Après quelques hésitations, causées surtout par la

crainte de blesser plusieurs personnes chères, elle consentit à épouser M. John Cross.

Ce mariage, « qu'elle n'aurait pas cru possible, peu de temps auparavant », eut lieu le 6 mai 1880.

En l'annonçant à son amie, Mme Bodichon, elle ajoutait : « Il ne changera rien à ma sollicitude pour la famille de M. Lewes, ni au partage que j'ai fait de mon bien ; M. Cross a une fortune indépendante. »

Un renouveau de bonheur et de jeunesse éclate dans George Eliot ; on ne l'a jamais vue si franchement heureuse ; la tension d'esprit disparaît enfin. On devine sa profonde satisfaction d'être rentrée dans la voie droite, de n'avoir plus à défendre son bonheur par des sophismes.

Elle envoie à M. Charles Lewes une description enthousiaste de la Grande-Chartreuse, des Charmettes, où elle cueille des roses, dans le jardin de Jean-Jacques ; elle lui dit bien que tout au fond de son cœur « coule un fleuve de tristesse, qu'elle donnerait volontiers sa vie, pour que le bonheur dont elle jouit fût celui de l'ami perdu » ; mais le fleuve nous semble réduit aux proportions d'un tout petit ruisseau, par ce qui suit : « Néanmoins le mariage paraît me rendre à moi-même. Je m'endurcissais et je crois que si je n'avais pris ce parti, je serais devenue égoïste. »

M. Cross a des sœurs, des beaux-frères, des nièces ; tout ce monde a ouvert ses bras à la nouvelle épouse ; sa joie déborde. Jamais femme n'a été si tendrement reçue par une famille, et elle n'aspire qu'à rendre un peu de la félicité qu'on lui prodigue. Une lettre de M. Isaac Evans y met le comble. Il est évidemment plus satisfait du mariage Cross que de l'union Lewes. Elle lui répond :

Vos bonnes paroles de sympathie m'ont causé une grande joie, car notre long silence n'a jamais brisé l'affection qui commença quand nous étions petits enfants. Mon mari a lu votre lettre avec grand plaisir. J'ai été reçue avec beaucoup d'affection par sa famille, que je connais depuis onze ans. Le seul point regrettable, c'est que je suis beaucoup plus âgée que lui, mais sa tendresse a décidé de son choix.

Le but du voyage était Venise ; malheureusement on s'y attarda trop ; le climat de Venise est dangereux l'été. M. Cross tomba malade ; dès qu'il put repartir, on revint par le Tyrol, Wildbad, Bade, Strasbourg et la Belgique ; le 26 juillet, on s'installait à Witley.

De nouveau George Eliot se vit entouré des soins les plus empressés. Il se dégage de cette dernière période une sensation de

repos, de quiétude, d'affranchissement même, qui donnerait à penser que l'activité exubérante de M. Lewes, et surtout son hostilité ouverte, bruyante, à toute tendance religieuse, ont bien pu fatiguer quelquefois sa compagne. La nature de M. Cross, plus douce, plus calme, « d'une tendresse angélique », disait George Eliot, lui parut délicieuse. Pour la première fois, il est question de rires irrésistibles et sans fin.

Le soir de sa vie s'annonçait charmant et heureux. Elle se sentait encore en pleine possession d'elle-même, elle partageait son temps entre sa nouvelle installation à Londres et sa maison des champs. Mais sa santé, si bonne pendant le voyage, s'altéra, peu après son retour en Angleterre, d'une manière inquiétante. Le climat du pays natal ne lui avait jamais été favorable; parfois elle avait pensé à le quitter, à s'en aller chercher un ciel plus clément; elle avait reculé devant la nécessité de rompre bien des liens et la crainte de se laisser envahir par l'égoïsme, ce monstre qu'elle haïssait tant!

Elle paraissait se remettre, lorsque, le 17 décembre 1880, elle prit un refroidissement au concert populaire. Le lendemain elle se plaignit d'un léger mal de gorge; cinq jours après, le 22 décembre, les médecins signalèrent une affection dangereuse du péricarde; pendant qu'ils s'entretenaient près de son lit, elle n'eut que le temps de murmurer à l'oreille de son mari : « Dites-leur que j'éprouve une grande douleur dans le côté gauche. » Elle perdit aussitôt connaissance et expira le soir à dix heures. Elle mourait, comme elle l'eût souhaité, avant la décrépitude et sans agonie.

Cette figure, vraiment noble, laisse au cœur un double regret; née pour marcher heureuse et fière dans le droit chemin, pour jouir des vastes horizons d'une foi généreuse, elle troubla toutes ses joies en cédant à un entraînement fatal; elle s'enferma dans les limites étroites de l'athéisme, et meurtrit ses ailes aux murs de la prison qu'elle avait élevée elle-même. Néanmoins, son œuvre mérite de vivre, parce qu'elle y a mis son grand cœur; en écartant les questions de dogme, pour se borner à l'enseignement moral, elle a servi, avec zèle et autorité, la cause du devoir, de la renonciation et du dévouement. Si opposé que l'on soit à ses doctrines, on lui pardonne beaucoup, parce qu'elle a beaucoup aimé.

Marie Dronsart.

LES RUSSES DANS L'ASIE CENTRALE

UNE ÉTAPE VERS LES INDES [1]

NOUVELLE PHASE DE LA QUESTION D'ORIENT

« Des ombres menaçantes, les ombres de grands événements, de révolutions gigantesques, s'amassent autour de nous; elles s'avancent silencieusement, et nous enserrent chaque jour davantage; si nous fermons les yeux à ces signes précurseurs, c'est que nous serons aveuglés par la sécurité trompeuse des politiciens au pouvoir [2]. »

Qui pousse ce cri d'alarme? Quels sont ces inquiétants symptômes? S'agit-il du socialisme, qui mine la société européenne et voudrait la détruire? Non, cet avertissement plein d'effroi part des bords de la Tamise, ces ombres menaçantes sont projetées par l'aigle moscovite, dont les ailes étendues planent déjà sur la frontière des Indes. Les progrès de la Russie dans l'Asie centrale sont-ils de nature à justifier de telles appréhensions? L'Angleterre, dont les pensées, dont les incessantes sollicitudes sont tournées vers la presqu'île hindoustanique; l'Angleterre, qui, partout, au Cap, en Égypte, à Suez, à Chypre, dans la Méditerranée comme dans la mer Rouge, garde avec un soin si jaloux le chemin des Indes, serait-elle menacée de se voir ravir un jour le plus splendide fleuron de sa couronne, et de perdre, avec son empire asiatique, la moitié de sa puissance, la moitié de sa richesse?

Pour répondre à cette question, il nous a semblé utile de jeter un rapide coup d'œil sur les agrandissements et la position actuelle des Russes dans l'Asie, sur la situation respective des deux puis-

[1] *The Russians at Merv et Hérat,* par Ch. Marvin, *Reconnoitring central Asia,* par Ch. Marvin.

[2] *Will Russia conquer India?* A. Vambéry (*The nineteenth Century.* Février 1885).

sances rivales, le lecteur pourra ensuite juger de l'imminence réelle ou imaginaire des périls auxquels se trouve exposé l'empire colonial de la Grande-Bretagne.

I

Si nous nous reportons en arrière d'une vingtaine d'années, nous ne saurions nous défendre d'une surprise et d'une admiration profondes, en constatant le prodigieux travail de transformation qui s'est accompli dans l'Asie centrale. Les lecteurs du *Correspondant* ont pu suivre, ici même, la dramatique odyssée d'un *faux derviche dans le Turkestan* [1]. Traverser les vastes déserts où erraient seuls les Turcomans pillards, pénétrer dans les redoutables sanctuaires de l'islamisme, Khiva, Bokhara, Samarcande, était alors une entreprise d'une audace inouïe, semée de périls et de difficultés sans nombre. Pour réaliser son hardi dessein, Vambéry, dès longtemps initié aux langues et aux coutumes orientales, dut prendre l'habit d'un derviche, et se joindre à une caravane de pèlerins qui se disposaient à visiter les sanctuaires révérés de l'Asie centrale. Dès 1862, il avait quitté Constantinople et s'était rendu en Perse, afin de préparer l'entreprise dans laquelle il mettait pour enjeu sa vie et sa liberté.

Revêtir les haillons d'un derviche, couvrir sa tête de l'immense turban, « parasol pendant le jour, oreiller pendant la nuit », n'était pas une chose fort difficile; mais changer toutes ses habitudes européennes, pour prendre celles de l'Asie, devenait une tâche infiniment plus ardue, et cependant il n'y devait pas faillir une seule minute, car il était sous l'incessant contrôle de ses compagnons de voyage.

Je crois véritablement, dit-il, que nous autres Occidentaux nous mangeons, buvons, dormons, marchons d'une manière complètement différente des peuples de l'Orient. Je ne puis m'empêcher de frémir encore au souvenir de la fatigue et de la contrainte des premiers jours, de la malpropreté révoltante, capable de faire dresser les cheveux sur la tête, du fanatisme étroit de mes compagnons shiites. Harassé d'une journée de marche sous la pluie, je devais rester des heures entières agenouillé dans la boue. Sachant que j'avais l'habitude, commune à beaucoup d'Européens, de gesticuler en parlant, je feignis d'éprouver dans les bras des douleurs assez vives, et je les laissai

[1] Septembre 1865. *Voyage d'un faux derviche dans le Turkestan,* par E. Jonveaux.

tomber le long de mon corps, de façon à éviter tout mouvement involontaire. Quelles que fussent les réclamations de mon estomac, j'avais grand soin de manger peu le soir, afin de ne pas être trahi par l'indiscrétion des rêves. Je me rappelle néanmoins le frisson que fit courir dans mes veines un des hadjis, en disant un matin à mon réveil que j'avais ronflé d'une façon inusitée chez les Turcomans. Par bonheur, un autre reprit aussitôt avec une rassurante naïveté que « sans doute on avait l'habitude de ronfler ainsi à Constantinople ».

Grâce à ces précautions incessantes et minutieuses, l'intrépide explorateur visita sans être découvert les régions redoutables dans lesquelles aucun Frenghi ne pouvait mettre le pied sans s'exposer à périr dans les tortures ou à mener une vie plus affreuse encore dans les horreurs d'un cruel esclavage. L'année précédente, une armée persane, forte de 20 000 hommes, avait été capturée par les Turcomans de Merv, et vendue sur les marchés de l'Asie centrale.

A Gomuch-Tépé, le premier village où s'arrêta Vambéry après avoir traversé la baie d'Astarabâd, « pas une seule nuit ne s'écoula, nous dit-il, sans apporter le bruit de la décharge qui annonçait l'arrivée d'un navire de pirates chargé de son lugubre butin ».

Un matin, continue l'éminent voyageur, j'entrai dans la tente du chef après la prière, et je trouvai une noble compagnie prêtant l'oreille la plus attentive au récit d'un jeune Turcoman couvert de poussière, la parole vibrante, l'œil encore enflammé du feu de l'action. Il dépeignait une agression nocturne contre les Persans, agression à laquelle il avait pris part. Pendant ce temps, les femmes, les serviteurs et les esclaves se tenaient accroupis sur le sol, et plus d'une imprécation sortait de la bouche des auditeurs, lorsque le bruit des chaînes attachées aux chevilles des malheureux prisonniers venait interrompre le profond silence de la salle. Plus l'orateur s'échauffait en racontant la résistance de la caravane, plus les auditeurs témoignaient avec vivacité leur indignation. Comment! les Persans avaient eu cette audace de ne pas se soumettre humblement aux ravisseurs! Quelle impudence inouïe!

Le récit de ce grand fait d'armes ne fut pas plus tôt achevé, que tous les hommes se levèrent pour aller considérer le butin. Je les suivis hors de la tente et un spectacle affreux s'offrit à mes regards. Pâles comme des cadavres, souillés, couverts de sang et de boue, deux malheureux Persans étaient étendus à terre, tandis que leurs bourreaux s'occupaient activement à charger de fers leurs membres meurtris. Un cri de douleur, rauque, perçant, sauvage, me cloua sur le sol; l'anneau de l'une des chaînes se trouvait trop étroit. Le cruel

Turcoman n'y prit point garde, et fit entrer de force la cheville à demi brisée. Dans un coin, deux enfants, livides de terreur, tournaient des regards pleins d'angoisse vers la victime de cette barbare torture. Le Persan était leur père. Ils auraient voulu pleurer, ils n'osaient pas; la présence de l'un des pillards, dont l'œil menaçant était fixé sur eux, faisait claquer leurs dents d'épouvante et tarissait leurs larmes.

Plus loin, une jeune fille, une pauvre enfant de seize ans à peine, était affaissée sur ses genoux, les cheveux dénoués, les vêtements déchirés et couverts de sang. La tête cachée dans ses mains, elle laissait échapper des sanglots convulsifs. Une femme turcomane, émue de pitié, s'approcha d'elle et lui demanda si elle était blessée.

— Non, oh! non, ce sang n'est pas le mien, c'est celui de ma mère. Ma mère! tout ce qui me restait au monde, la meilleure des mères! Oh! *ana djan! ana djan!* (Ma mère! ma mère!)

Les sanglots redoublèrent, et la pauvre fille se mit à frapper sa tête avec une telle violence contre les boiseries, que la tente en fut ébranlée. Les femmes lui donnèrent un verre d'eau; elle se calma un peu, et leur raconta comment le bandit qui l'avait enlevée, l'avait placée sur sa selle à côté de lui (c'était sans doute un butin de valeur, car elle était belle); mais sa mère, liée par une corde aux étriers, avait dû suivre à pied la course du cheval. Au bout d'une heure, la malheureuse femme, épuisée, tombait. Le Turcoman essaya de la stimuler avec son fouet; elle s'efforça de se relever, mais n'y put réussir. Le féroce pillard, se voyant retardé, loin déjà de ses compagnons de rapine, entra en fureur; il brandit son sabre, et trancha la tête de la pauvre mère. Le sang jaillit, couvrant la jeune fille, le cavalier, le cheval!

Ces horribles scènes ne se renouvelaient pas seulement au milieu des tribus nomades et indisciplinées du désert. A Khiva, capitale de l'un des plus puissants autocrates de l'Asie centrale, le palais même du khan regorgeait de prisonniers de guerre, victimes promises aux plus cruels supplices.

Ces malheureux, affaiblis par les tortures de la faim, frappés d'épouvante à la pensée du sort qui les attendait, ressemblaient, nous dit Vambéry, à des spectres sortis du sépulcre. Ils étaient séparés en deux groupes. Les hommes au-dessous de quarante ans devaient être vendus comme esclaves; ceux qui, par leur rang ou leur âge, paraissaient avoir droit au titre d'*aksakal*, étaient conduits en ce lieu pour subir la peine barbare infligée par le khan. Les premiers, enchaînés les uns aux autres par des colliers de fer, ne tardèrent pas à être emmenés. J'en comptai plusieurs centaines, réunis en bandes de quinze ou seize. Les autres attendaient, avec cette soumission parti-

culière aux fatalistes Orientaux; on eût dit des agneaux entre les mains du boucher. Pendant que plusieurs étaient conduits au billot sur lequel devait tomber leur tête, je vis, à un signe du bourreau, huit vieillards s'étendre sur le sol; on leur lia les pieds et les mains, puis le Turcoman chargé de l'exécution, mettant un genou sur la poitrine de sa victime haletante, détacha les yeux de l'orbite avec la pointe de son sabre. Oh! le cruel spectacle! Chacun de ces malheureux subit le supplice à son tour, puis, dégagé de ses liens, il tenta de se relever, étendant les mains dans le vide. Les uns tombaient, les autres restaient gisants à terre et poussaient des gémissements dont le souvenir me hantera toute ma vie!

Les prisonniers de guerre n'étaient pas seuls traités avec cette rigueur; pour la moindre offense, le tyran de Khiva édictait la peine de mort; et l'on peut se figurer les sentiments de Vambéry, lorsqu'en sa qualité présumée de derviche, il dut paraître devant le khan, et appeler la bénédiction d'Allah sur ce redoutable, mais respectueux fils de l'islam.

Si la fraude avait été découverte, si cet homme au teint olivâtre, au sinistre regard, assis sur son trône au milieu de ses satellites, avait su que j'étais un abhorré Frenghi, quel supplice eût été jugé digne de mon forfait?

Le téméraire voyageur eût sans doute été enterré vif, ou soumis à l'une de ces morts lentes et horribles que sait inventer la fertile imagination des Orientaux.

Telle était alors l'Asie centrale. Sur une population de 2 400 000 âmes, le khanat de Khiva comptait plus de 700 000 esclaves, c'est-à-dire un tiers environ des habitants, et la proportion n'était guère moins considérable dans les khanats voisins.

L'heure approchait pourtant où devaient tomber les murailles de ces citadelles de la barbarie. L'année suivante, une poignée d'aventuriers russes, franchissant le désert de sable qui au nord protégeait le Turkestan, firent, pour la première fois, entendre sous les remparts de Tashkend le bruit des canons européens. L'armée indigène était trois fois supérieure en nombre, mais un coup de main hardi amena la chute de la place, à l'immense joie des Russes, dont l'ambition entrevit dès lors un horizon sans limites. Ce fut à cette occasion que le général Tchernaïef, dans une correspondance qui, à la vérité, n'avait rien d'officiel, laissa échapper cette réflexion significative : « Le voile mystérieux qui a jusqu'ici couvert la *conquête de l'Inde*, conquête que nous considérions comme un rêve irréalisable, commence à se soulever devant mes regards. »

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg évitait, comme on peut le croire, de formuler une prétention pareille. Il déclarait au contraire n'avoir en vue que de consolider sa récente conquête. Si modeste qu'elle parût, cette œuvre n'était pas d'une exécution facile; la Russie le prévoyait peut-être et ne s'en affligeait pas. Toute la région voisine de Tashkend était livrée à l'anarchie. Comment établir l'ordre, comment surveiller les farouches tribus nomades, sans élargir la base de ses opérations? Après un intervalle de quatre ans, le flot de l'invasion reprit sa marche, et Bokhara, la ville sainte, située au cœur même de l'ancien empire de Tamerlan, dut à son tour voir flotter sur ses murs les étendards russes. Rien n'eût été plus facile que d'annexer le khanat; les vainqueurs toutefois usèrent de générosité. Ils laissèrent le trône et une ombre de pouvoir à l'émir Mozaffar-Eddin, qui, rempli de gratitude, s'est toujours depuis montré pour le tzar un fidèle et dévoué vassal.

Par cette habile politique, la Russie réalisait de grands avantages. Tout en conservant sur Bokhara un contrôle absolu, elle s'attachait le cœur des populations nouvellement assujetties, et ne chargeait pas son trésor du poids reconnu fort lourd d'une administration semblable à celle de Tashkend. Mozaffar-Eddin, vieux et malade, gardera son illusoire indépendance, et probablement après lui son fils, jeune prince nourri dans les idées moscovites, régnera sur Bokhara. La Russie est patiente, elle ne procède à une annexion qu'après l'avoir préparée longuement; le tzar attendra que les populations le supplient à deux genoux de vouloir bien étendre à leur pays son administration paternelle.

Pour qui sait s'en servir, rien n'est plus utile que de turbulents voisins. Les Turcomans du désert continuaient leurs déprédations; les routes étaient infestées de pillards qui attaquaient les caravanes, incendiaient les villages, tuaient les habitants ou les envoyaient aux marchés de chair humaine de l'Asie centrale. En 1869, Krasnovodsk, sur la mer Caspienne, fut occupé par les Russes. L'année suivante vit fonder Michaïlovsk, qui plus tard devait être la première station du chemin de fer transcaspien; en 1871, les armes moscovites envahirent une nouvelle partie du territoire turcoman, depuis Krasnovodsk jusqu'à l'embouchure de l'Atrek, le long de la plage, et jusqu'à Kizil-Arvat, dans la direction de Khiva.

Les événements avaient marché avec une rapidité incroyable. Les Russes venaient de mettre le pied dans l'Asie centrale, et déjà ils tenaient en leur pouvoir plus de la moitié de cette vaste région! Krasnovodsk, situé en face de Bakou, à l'endroit le plus resserré de la mer Caspienne, établissait une communication facile entre

le Caucase et le Turkestan; Khiva était menacé, qui empêcherait demain les Russes de marcher sur Merv, puis sur Hérat? Le cabinet de Londres commença de s'émouvoir; de vives remontrances furent adressées à la Russie. Celle-ci se défendit de toute intention hostile. Vouloir causer le moindre déplaisir à l'Angleterre! Rien n'était plus loin de sa pensée! Mais son armée n'en continua pas moins de marcher vers Khiva, et dès le printemps de 1873, les opérations commencèrent.

D'un bout à l'autre du monde civilisé, tous les yeux étaient attentifs à la lutte. Nombre d'officiers anglais se rendirent sur les frontières de la Perse et du Khorassan, pour suivre les événements de plus près; l'Amérique envoya sur le théâtre du conflit ses plus hardis reporters. Approcher cependant n'était pas facile. La Russie se souciait médiocrement de témoins trop curieux; d'un autre côté, les Kirghiz du Kizil-Kum enveloppaient tous les Frenghis dans une égale haine. Pour donner une idée de l'intérêt soulevé à cette époque par la campagne de Khiva, il nous suffira de raconter en quelques mots l'odyssée d'un correspondant du *New-York-Herald*, J. Mac Gahan.

Le journaliste américain avait compté suivre le sillage des troupes russes. Quel ne fut pas son désappointement lorsque, arrivé dans la province de Tashkend, il apprit que l'armée de Kaufmann avait sur lui une avance de plus de 100 lieues, 100 lieues de désert! Mais un Yankee ne se tient pas aisément pour battu. Il estimait d'ailleurs le spectacle assez intéressant pour ne pas compter la peine et le péril. Traversant le steppe à marches forcées, il rejoindrait le général Kaufmann sur les bords de l'Oxus, et poursuivrait ainsi son dessein. Les autorités de Tashkend furent d'un avis contraire. On lui représenta qu'il était impossible de le laisser s'exposer à ces dangereux hasards sans en avoir référé au gouverneur général, on enverrait immédiatement un messager, la réponse ne se ferait pas attendre.

Notre Américain protesta de sa reconnaissance pour une si touchante sollicitude, mais le lendemain, accompagné d'un guide et d'un seul serviteur, il s'échappait de Tashkend. S'il eût attendu l'autorisation demandée, il serait arrivé sur le théâtre de la guerre quinze jours après la chute de Khiva.

Devant lui s'étendait le désert avec ses dangers de toutes sortes, les campements des féroces nomades, les sables brûlants, où la soif, non moins meurtrière, guette le voyageur et le terrasse. Ces difficultés, loin d'effrayer Mac Gahan, éperonnaient son énergie. La steppe était assez vaste pour échapper aux maraudeurs, et d'ailleurs notre Américain avait de quoi leur parler.

Étant un pacifique voyageur, écrit-il gaiement, je m'équipai en conséquence. Une lourde carabine anglaise, un fusil *shok bore*, un winchester à tir rapide, trois revolvers, une vieille canardière chargée à mitraille, quelques menues armes, poignards, sabres, couteaux de diverses formes, composaient une tenue de voyage modeste et sans prétention aucune, mais de nature à donner à réfléchir. Je ne songeais nullement à chercher querelle; si je m'encombrais de tous ces bibelots, c'était pour me mettre en état de discuter, avec la dignité convenable, les questions relatives aux droits de passage et de propriété, questions sur lesquelles les gentlemen du steppe semblent nourrir des idées fort particulières.

Alors commença une course vertigineuse à travers le désert. Les Russes avaient une avance considérable, et Mac Gahan, quelle que fût la vitesse de ses chevaux, avait la mortification d'apprendre, en arrivant aux rares stations échelonnées dans ces solitudes, que l'armée les avait traversées rapidement, sans laisser la plus légère indication sur sa marche ultérieure. Pour comble de maux, une tempête furieuse s'éleva, les voyageurs ne purent trouver nul abri et, la nuit venue, n'eurent d'autre ressource que de s'envelopper dans leurs peaux de mouton, tandis qu'autour d'eux la tourmente faisait rage. Le lendemain, à la vérité, un soleil brûlant, que n'accompagnait pas un souffle d'air, dardait ses rayons sur la plaine immense; Mac Gahan reprit sa course, mais la provision d'eau fut bientôt épuisée; haletants, la gorge desséchée, tourmentés par les tortures de la soif, l'Américain et ses compagnons cherchèrent vainement une source pendant tout un jour, enfin ils découvrirent un puits d'eau saumâtre et bourbeuse... ils burent avec avidité, c'était le salut, c'était la vie!

— Désaltérons-nous et remplissons nos outres, dit le guide, il se passera longtemps avant que nous puissions le faire de nouveau.

A cette prédiction de mauvais augure, Mac Gahan jeta autour de lui un regard incrédule.

La campagne offrait de tous côtés l'aspect le plus luxuriant; le terrain ondulait en pentes douces couvertes d'une riche verdure; le soleil, brillant au milieu d'un ciel sans nuages, transformait en lacs d'or les places de sable jaune qui parsemaient la plaine. Mais toute cette magnificence de la nature n'était que mensonge. Les collines à la parure d'émeraude cachaient, comme les roses qui revêtent un sépulcre, la plus repoussante des réalités. Ce ne sont que des amas de sable; le riant tapis qui les couvre est formé d'une sorte d'herbe dont la fleur corrosive émet, au moindre contact, l'odeur la plus déplaisante.

Sous les larges feuilles se cachent des légions immondes, scorpions, tarentules, serpents, lézards immenses, cadavres en décomposition. Le voyageur perdu, sans guide et sans eau, dans l'océan du désert, voit bientôt son cheval tomber épuisé, tandis que lui-même, dévoré par la soif, s'étend sur la funèbre verdure qui doit lui servir de couche, de linceul et de tombeau.

Pendant dix-sept jours, Mac Gahan continua son ardente poursuite, ne s'arrêtant même la nuit que pour une courte halte. Enfin il aperçut des tentes européennes, toutes blanches sous les feux du matin, il vit le scintillement des baïonnettes au milieu des masses sombres des soldats. Sûrement ce devait être Kaufmann. Hélas! non, Kaufmann était parti, laissant un faible détachement sous les ordres d'un général allemand, soupçonneux et maussade, qui refusa même à Mac Gahan du fourrage pour ses chevaux et lui intima l'ordre de retourner en arrière. Notre Américain n'avait pas franchi 200 lieues et bravé tant de périls pour se laisser intimider par une pareille injonction. Il s'échappa de nouveau, gagna les bords de l'Oxus, réussit à éviter les détachements russes ou indigènes qui tenaient la campagne, et le 9 juin, après une course à cheval de trente jours, il arriva pour être témoin de la bataille de Sheik-Arik et de la défaite des Khiviens.

Mac Gahan avait la bonne fortune de trouver les Russes encore tout enivrés de leur victoire. Il fut accueilli avec de chaleureuses démonstrations de joie, et les félicitations les plus cordiales furent échangées de part et d'autre.

Je formais, nous dit-il, avec mes nouveaux amis un triste contraste. Les yeux caves, les joues creuses, couvert de guenilles, car mon fusil porté sur l'épaule en bandoulière depuis un mois, avait mis en morceaux ma jaquette, je regardais avec admiration ces officiers russes, tout pimpants dans leurs uniformes, avec leurs galons irréprochables, leurs boutons d'or ou d'argent, tout comme s'ils venaient de parader à Saint-Pétersbourg, au lieu de livrer une bataille au fond de l'Asie centrale.

Ces pimpants officiers n'en étaient pas moins de rudes champions, et la ville de Khiva, pressée par les assiégeants, ne tarda pas à se rendre. Le khan s'était échappé. Pendant quelques jours encore il tenta de soutenir la lutte, mais, voyant l'inutilité de la défense, il se remit lui-même aux mains des vainqueurs. « Ce n'était plus, raconte un témoin oculaire, le fier despote qui, dix années auparavant, avait fait trembler Vambéry. Le faux derviche avait senti en sa présence à peu près ce que doit éprouver une souris entre les

griffes d'un chat. Les rôles se trouvaient aujourd'hui changés, Saïd-Mahommed était la souris, le général Kaufmann était le chat. »

L'entrevue du khan et de son heureux rival eut lieu dans un jardin près de Khiva. Le prince, alors âgé d'environ trente-cinq ans, courbait humblement sa gigantesque stature et, la tête inclinée sur la poitrine, se tenait devant le vainqueur qui, assis sur une plate-forme ombragée de beaux arbres, semblait, malgré sa petite taille, le dominer de toute la hauteur de l'intelligence et de la civilisation couronnées par le succès. Sur cette même plate-forme, Saïd-Mahommed avait sans doute coutume de recevoir les hommages de ses propres sujets. Il gravit lentement les degrés, s'agenouilla devant Kaufmann, puis, s'éloignant de quelques pas, il reprit son humble posture. Il faut ajouter que cette attitude est celle de tous les Khiviens devant leurs supérieurs. Le visage de Kaufmann s'éclaira d'un sourire.

— Eh bien, dit-il, vous consentez enfin à une entrevue? Je vous l'avais demandée il y a trois ans.

— C'est aujourd'hui la volonté d'Allah.

— N'imputez point à Allah ce qui est votre propre faute. Si vous aviez accédé à mes justes réclamations, je ne serais pas ici.

— Le plaisir de voir le Yarim-Padishah (vice-roi) est si grand, que je ne puis rien regretter.

— Le plaisir est mutuel, soyez-en sûr, répliqua en riant Kaufmann. Venons aux affaires sérieuses. Que demandez-vous?

— Je laisse à votre grande sagesse le soin de régler toutes choses. S'il m'était permis d'exprimer un désir, je voudrais être le sujet du puissant tsar blanc.

— Fort bien. Vous ne serez pas son sujet, mais son ami. Le tsar devait vous montrer qu'on ne se joue pas de lui impunément. Vous avez de quoi vous en convaincre; après vous avoir fait sentir sa puissance, il est prêt maintenant à vous pardonner.

Comme l'émir de Bokhara, Saïd-Mahommed garda l'administration du pays, mais il dut payer une indemnité de guerre de 12 millions, et devint le docile instrument des ambitions de la Russie, trop heureux si, après avoir prélevé les taxes et payé le tribut, il lui reste une somme suffisante pour les dépenses de son palais. Le lion du désert rampe aux pieds de l'aigle à deux têtes, et tout Moscou put le voir, lors du couronnement d'Alexandre III, mêlé aux princes asiatiques, se reconnaître le vassal du grand Padishah.

Un khanat restait encore debout, celui de Khokand; il partagea, en 1876, le sort de Khiva et de Bokhara. La Russie ne se montra pas moins conciliante envers le souverain de cette nouvelle province; elle lui laissa le trône, mais ne réussit pas à l'y maintenir. Les fiers

Khokandiens refusèrent d'obéir à cette ombre de roi, le pays fut ensanglanté par des luttes sauvages. Après d'inutiles efforts de pacification, la Russie annexa le district à l'empire sous le nom de Ferghâna, et lui donna pour gouverneur le célèbre général Skobelef.

Tashkend, Bokhara, Khiva, le Khokand, telles avaient été les étapes gigantesques de cette marche victorieuse qui, en dix ans, avait soumis toute l'Asie centrale à la puissance du tsar. Mais cette merveilleuse fortune allait connaître quelques traverses. Les gouverneurs de Krasnovodsk, ce port de la mer Caspienne qui commande tout le désert jusqu'aux bouches de l'Atrek, n'avaient pas réussi à en pacifier les indomptables tribus. Impatients d'une telle résistance, ils avaient rendu leur domination plus rigoureuse. De continuelles révoltes obligeaient à d'incessantes campagnes ; battus toujours, les Turcomans reprenaient toujours l'offensive. C'étaient ces mêmes hordes qui tant de fois avaient fait trembler Khiva et qui, naguère encore, prélevaient sur la Perse un si effrayant tribut d'esclaves. La retraite des Russes après chaque campagne encourageait d'ailleurs les rebelles. En Asie, l'évacuation d'une place ou d'un champ de bataille une fois occupé a de tout temps été considérée comme un signe de faiblesse, comme la preuve d'une évidente défaite.

Les Russes l'éprouvèrent. Chaque expédition rendait leurs mouvements plus difficiles et les Tekkes plus hardis. En 1878, un fort détachement, battu à Khodja-Kalé, dut opérer une retraite désastreuse ; l'année suivante, 25 000 hommes furent amenés du Caucase et concentrés à l'embouchure de l'Atrek pour venger l'humiliation infligée aux aigles moscovites.

Cette fois le succès ne semblait pas douteux. Ces colonnes étaient les mêmes qui, pendant la guerre récente contre la Turquie, avaient brillamment enlevé les défenses de Kars ; elles s'avancèrent contre Géok-Tépé, regardant avec dédain les grossières fortifications d'argile élevées par les Tekkes... Mais les Turcomans de l'Atrek avaient une sauvage façon de se battre, une bravoure opiniâtre et farouche, qui devaient dérouter toute science militaire. Géok-Tépé marqua dans les annales russes la date d'un sanglant désastre.

L'Angleterre ne put dissimuler sa joie. Nombre d'agents secrets, cachés le long des frontières, encourageaient la révolte des Tekkes. L'un d'eux eut même l'orgueilleuse audace de s'en vanter dans une lettre adressée au *Globe*.

J'ai véritablement, écrivait-il, le droit de réclamer avec une juste fierté l'honneur d'avoir aidé un peuple vaillant à maintenir son indé-

pendance. Pendant deux ans et demi, j'ai employé mon temps et mes forces à diriger les travaux de Géok-Tépé; j'ai le ferme espoir que mes amis turcomans ne montreront point dans l'avenir un moins admirable héroïsme et que le succès couronnera leur cause.

L'indiscret envoyé fut démenti avec indignation par le cabinet de Londres, mais, à défaut d'autres secours, les Turcomans reçurent les insinuations les plus propres à exciter leur zèle. Ils attendaient d'un si ferme espoir l'assistance de l'Angleterre, qu'un magnifique cheval, caparaçonné avec tout le luxe asiatique, fut pendant des mois tenu en réserve pour l'officier qui devait venir des Indes et les conduire au combat.

Ils n'obtinrent qu'un appui moral et des vœux platoniques. Les Russes, au contraire, déployaient une incroyable activité. Une nouvelle victoire des Tekkes eût ruiné leur situation en Asie; toutes les tribus du désert, encore mal accoutumées au joug, se fussent levées en masse et les eussent refoulés vers Tashkend. Pour parer à l'imminence du péril, on confia le commandement de la campagne au gouverneur de Ferghàna, le général Skobelef. La principale difficulté consistait à maintenir les communications et à transporter, à travers l'immensité du steppe, les approvisionnements nécessaires aux troupes. Les Russes conçurent l'idée hardie d'établir une voie ferrée sur les sables mouvants du désert. Ce fut la gloire du général Annenkof. On éprouve une sorte de stupeur en songeant aux efforts nécessités par une pareille œuvre; mais la ténacité moscovite défie tous les obstacles; ni temps, ni travail, ni dépenses, ne lui coûtent. Ces régions que l'agile coursier turcoman osait à peine fouler furent bientôt parcourues par la pesante machine à vapeur, depuis Krasnovodsk et Michaïlovsk jusqu'à Kizil-Arvat. Au commencement de 1881, Skobelef, abondamment pourvu d'eau, de munitions, de provisions de toutes sortes, se résolut à frapper le grand coup qu'il méditait contre la citadelle de l'Akkal, Géok-Tépé. Les Tekkes se défendirent avec le courage du désespoir, cherchant à étreindre leurs ennemis corps à corps, présentant leur poitrine nue aux baïonnettes, aux balles et aux boulets. Les vieillards, les malades, les enfants eux-mêmes, prirent part à la lutte. Les femmes fixèrent leurs ciseaux, — frêles armes, — au bout de longues perches et les dirigèrent contre la foule des assaillants. Ces efforts ne servirent qu'à rendre la défaite plus sanglante. Les Russes firent sauter la place, et trente mille Turcomans y trouvèrent un tombeau.

L'esprit d'indépendance des fils du désert périt avec eux. Il était réservé à la science militaire des temps modernes d'accomplir

l'œuvre vainement tentée par les Romains, et de réduire à l'obéissance les descendants des « Parthes indomptés ». La barrière qui avait si longtemps fermé le sud de l'Asie centrale était tombée, les Russes commencèrent à porter leurs regards dans la direction de Merv. Ici se montre avec une singulière évidence la souplesse de leur caractère et leur merveilleuse puissance d'assimilation.

On sait que l'oasis de Merv, située non loin des frontières de l'Afghanistan, occupe une position d'une importance stratégique considérable; elle était considérée comme la clef des Indes, aussi l'Angleterre avait-elle à diverses reprises déclaré que l'annexion de ce district constituerait un *casus belli.* Tous les mouvements des troupes étaient épiés avec une inquiète vigilance, mais pas un détachement ne bougea, et la Russie dissipa les alarmes du Foreign-Office par les plus pacifiques déclarations. Tous ses soins se bornèrent à calmer le farouche ressentiment des Tekkes. Ceux qui acceptèrent l'amnistie et retournèrent à leurs villages reçurent le meilleur traitement. Quelques-uns d'entre eux ne tardèrent pas à paraître au bazar d'Askabâd; des relations commerciales s'établirent, dans cette station même avec les Tekkes de Merv. Les marchandises européennes, choisies parmi les articles utiles et peu coûteux, étaient l'objet d'une demande active, les produits indigènes se vendaient à bon prix, chacun y trouvait son compte. « Pourquoi ne viendriez-vous pas à Merv? » dit, un jour, aux commerçants russes, un des chefs merviens, Komek-Bey. L'offre n'eut pas besoin d'être répétée. Une caravane, chargée d'une quantité de marchandises de l'aspect le plus engageant, se dirigea vers le débouché inconnu et envié; mais, parmi les pacifiques représentants de l'industrie européenne, se trouvaient cachés trois officiers appartenant à l'état-major du colonel Aminof. Ils devaient étudier la topographie de l'oasis et lever le plan de la forteresse. La mission était dangereuse. Les Tekkes de Merv, amis ou alliés de ceux de Géok-Tépé, n'avaient pas une réputation rassurante. L'intérêt et la convoitise les poussaient à ouvrir leurs portes aux marchandises russes, mais si les officiers venaient à être découverts!

Ils avaient pour chef un jeune et hardi lieutenant, nommé Alikhanof. C'était un de ces Caucasiens dont le nom, malgré sa terminaison moscovite, garde encore quelque trace de son origine (Ali-khan-of), mais dont le caractère est devenu complètement européen.

Ce que la Russie conquiert en Orient, dit Marvin, devient partie d'elle-même; les vaincus de la veille sont le lendemain assimilés à ses

enfants. Nous autres Anglais, nous regardons les peuples de l'Inde comme des étrangers, comme une race inférieure qu'il faut tenir sous le joug et qui ne sera jamais admise à partager les droits des citoyens de Londres et de Liverpool. En Russie, toutes les carrières sont ouvertes au Caucasien, ses exploits sont regardés comme des exploits russes et non comme l'acte d'un indigène fidèle par hasard au vainqueur.

Nous montrerons plus tard comment cette différence est la faiblesse des Anglais, la force des Russes. Revenons au lieutenant Alikhanof. Après avoir reconnu minutieusement le long de sa route les moindres plis de terrain, les moindres cours d'eau, après avoir sondé avec prudence les dispositions des habitants, il pénétra dans Merv, en février 1882.

Les guides avaient choisi le milieu de la nuit pour amener la caravane aux portes de la ville qui, aujourd'hui encore, s'intitule orgueilleusement la « Reine du monde ». Le silence le plus profond régnait autour d'eux. Les voyageurs traversèrent un labyrinthe de canaux irréguliers, de ruelles humides, de cultures inondées. Les tentes succédaient aux tentes, les champs aux champs, les murailles d'argile aux murailles d'argile, la cité ne paraissait point. Alikhanof perdit patience.

— Quand donc arriverons-nous? demanda-t-il.

— Bientôt, soyez tranquille.

La lune disparut dans une masse de nuages noirs; à droite et à gauche de la caravane, les chiens faisaient entendre de lugubres aboiements. Une heure se passa, puis une autre encore, enfin une troisième. Les soupçons des officiers russes, déjà éveillés, augmentèrent encore quand les guides, après avoir murmuré quelques mots à voix basse, disparurent dans un des *obas*, villages ou plutôt campements qui bordaient le sentier. On entendit un léger tumulte, des questions et des réponses furent échangées.

— Ces drôles vont faire lever contre nous quelque méchant gibier, dit l'un des Russes, tirant son revolver.

— Qu'ils viennent, répondit un autre, j'ai des balles à leur service. Je ne garderai pour moi que la dernière. Ils ne m'auront pas vivant.

Les guides ne tardèrent pas à se montrer de nouveau. On traversa la rivière Mourghâb, et bientôt la gigantesque citadelle de Merv dessina sa silhouette noire sur le fond du ciel, éclairé par la lueur indécise des étoiles qui, çà et là, perçaient les nuages.

Quelques instants plus tard, Alikhanof et ses compagnons

l'avaient franchie, et ils arrivaient chez Komek-Bey, le Mervien qui avait offert de les recevoir. Là, ils apprirent la cause des allures suspectes de leurs guides. Ces hommes avaient une mortelle frayeur d'être maltraités par ceux de leur propre tribu, pour avoir fait entrer des Russes dans la ville. De là cette arrivée mystérieuse au milieu de la nuit, et par des chemins détournés. Merv se trouvait partagée en deux camps : les uns gardaient contre les envahisseurs une haine farouche; les autres cédaient au prestige de la victoire, se racontaient comment les vainqueurs, terribles pendant la guerre, avaient généreusement traité les tribus soumises; on parlait de la richesse et de la puissance des Russes, des profits de l'entente cordiale.

Ayant flairé ces dispositions, Alikhanof n'était pas homme à les laisser stériles. Avant de partir, il s'était prudemment muni de présents de grande valeur; il possédait en outre au plus rare degré, l'art des insinuations, savait masquer savamment sa marche, et, sans se compromettre, donner beaucoup à entendre.

Merv était gouvernée à cette époque, non par un khan unique, mais par trois chefs représentant les nationalités qui se partagent l'oasis. Après beaucoup de menées secrètes, les princes firent comparaître Alikhanof et ses compagnons devant une assemblée composée des anciens des différentes tribus, au nombre de quinze. Là fut jouée, devant ces augustes personnages, une scène de haute comédie, qui prouve que, sous le rapport des ruses diplomatiques, l'Asie ne le cède en rien à la civilisation occidentale.

« Nous fûmes reçus, écrit Alikhanof, à peu près comme des criminels. Personne ne fit un mouvement pour nous accueillir, personne ne rompit le silence glacial; tous demeurèrent assis, immobiles comme des statues. »

Sans se laisser intimider par cette froideur, Kosik, le représentant de la maison Koshin, de Moscou, s'approcha de chacun des chefs, et leur tendit cordialement une main que la plupart d'entre eux n'acceptèrent pas sans une visible répugnance. Après quoi, il prit tranquillement place auprès des princes, comme il convient à un riche marchand russe. Alikhanof, en sa qualité d'interprète, se tenait à quelque distance. Le silence continuait, le jeune officier fut le premier à le rompre.

— Vous connaissez, leur dit-il, le but de notre voyage. Mon maître est un riche négociant de Moscou, il jouit de la considération la plus grande, et le *shtab* (colonel Aminof) l'a chargé de présenter en son nom le *salaam* au peuple de Merv. Mon maître désire établir avec vous des relations commerciales; le gouvernement russe voit son projet avec faveur; les deux pays y trouveront de mutuels

avantages, qui ne peuvent manquer de resserrer encore les liens de paix et d'amitié, si désirables entre proches voisins.

Un long silence suivit ces paroles.

— Le commerce est une bonne chose, dit enfin l'un des vieillards. Mais nous craignons la responsabilité qui pèserait sur nous, si vous étiez attaqués par quelques-uns des nôtres. Retournez à Askabâd, nos délégués vous y suivront pour poser les bases d'un traité d'alliance...

— Les traités d'alliance ne sont point l'affaire de simples négociants comme nous. Adressez-vous au gouvernement russe, si bon vous semble. En ce qui nous concerne, nous ne voyons pas pourquoi nos marchandises ne seraient pas reçues ici, quand le bazar d'Askabâd regorge de Merviens. Prenez-y garde! *il est peut-être imprudent* de fermer aux seuls Russes un marché ouvert à tous les autres peuples.

Il y eut un nouveau silence. Makdum-Kuli, le khan qui avait défendu Géok-Tépé contre Skobelef, le rompit pour faire comprendre à ses collègues l'éloquence du discours d'Alikhanof.

— Oui, dit en hochant la tête un ancien, dont le nom avait longtemps répandu la terreur sur toutes les routes de Merv, qu'une caravane de Bokhara ou du Khorassan soit pillée en ma présence, je ne lèverais pas un doigt pour l'empêcher; mais on ne plaisante point avec les marchands du grand Padishah.

— Notre peuple nous obéira, reprit le khan Kara-Koulou; seulement il y a dans l'oasis des *kaltamans*, des voleurs, qui ne reconnaissent aucune loi.

— Nos armes sauront tenir les kaltamans à distance, répondit Alikhanof. Faites-nous donc connaître votre intention. Devons-nous quitter Merv?

Le lieutenant pensait bien que l'ordre ne serait pas réitéré.

— Nous sommes disposés à croire, observa Makdum-Kuli, en jetant à ses collègues des regards d'intelligence, que nous pourrons nous entendre avec votre maître. Mais vous-même, quel est votre nom?

— Maskoud.

— Qui êtes-vous?

— Un employé de Kosik, ici présent.

— Fort bien. Votre maître est libre de rester quelques jours. Il reprendra ensuite le chemin d'Askabâd avec nos délégués.

— Vous avez bien parlé, répondit Alikhanof en s'inclinant.

Le matin de l'assemblée, Makdum-Kuli avait secrètement prévenu les Russes du rôle qu'il serait obligé de jouer pour sauver les apparences. Les deux autres khans firent de semblables déclarations,

ajoutant même, sous le sceau du plus grand mystère, qu'ils allaient travailler à rétablir l'ordre dans leurs États, et se tiendraient ensuite à la disposition de la Russie.

Les prétendus marchands durent néanmoins quitter précipitamment la ville, avertis d'un complot formé contre eux par d'intraitables patriotes merviens. Mais la semence habilement jetée ne tarda pas à porter ses fruits.

Quelques mois se passèrent sans que rien transpirât au dehors. L'Angleterre continuait d'avoir les yeux fixés sur Merv; elle aussi avait envoyé dans la ville de secrets émissaires qui en avaient calculé la force. Tout à coup, un faible détachement russe pénétra dans l'oasis. Qu'était-ce que cette poignée d'hommes pour emporter une citadelle auprès de laquelle Géok-Tépé n'était qu'un jouet d'enfant! Ce qu'on ne savait pas, c'est que la colonne de si modeste apparence était commandée par Alikhanof. La semaine suivante, les chefs merviens se rendaient à Askabâd pour faire leur soumission. En récompense de cette habile manœuvre, le faux Maskoud, élevé au grade de major, devint gouverneur de Merv.

La patiente Angleterre ne se fâcha point. Elle accepta le fait accompli avec résignation; elle venait d'ailleurs de découvrir que Merv ne se trouve pas absolument sur le chemin des Indes, que son importance a été surfaite, que la véritable clef de l'empire indo-britannique était à Sarakhs, ou même à Hérat. Cette robuste longanimité ne fut pas récompensée comme tant de vertu aurait mérité de l'être. Les avant-postes russes franchirent Sarakhs, et vinrent camper à 20 lieues d'Hérat. Cette fois, l'Angleterre ne cacha plus ses craintes et sa colère; la presse retentit des conseils les plus belliqueux. Le cabinet Gladstone, accusé d'avoir fermé les yeux sur les dangereux accroissements de la Russie, se trouva battu en brèche par les flots irrités de l'opinion publique. Comment s'est détourné l'orage? La pacifique entente si subitement établie a-t-elle de sérieuses chances de durée?

Pierre du Quesnoy.

La suite prochainement.

LIVADIA[1]

IV

C'était le mercredi soir, jour où le curé de Saint-Ernigont, en Limousin, avait l'habitude de venir dîner au château de Langelle. La marquise d'Ardennes, le repas terminé, venait de rentrer au salon et causait avec le bon prêtre de quelques difficultés concernant l'association charitable qu'elle présidait :

— Je vous assure, monsieur le curé, que vous vous méprenez ; ce n'est point là le sens des statuts...

— Mais, madame la marquise, je viens de recevoir une note de l'évêché, dont je m'apprêtais à vous donner lecture.

— Tenez, franchement, mon cher curé, je ne me sens pas l'esprit bien libre. Louis m'inquiète, me tourmente ; sa pensée me revient sans cesse. Vous ai-je dit que je l'avais appelé ?

— Non, madame la marquise, mais vous avez bien fait, et, je suis sûr que la seule vue de ce cher enfant si bon, si confiant, si tendre, vous fera du bien et calmera vos préoccupations.

— Vous êtes trop indulgent pour lui, monsieur le curé, répondit la mère en souriant.

— N'est-ce pas un des rares jeunes gens qui n'aient jamais eu besoin de sévérité? Et ne vous êtes-vous pas bien trouvée de la méthode douce et affectueuse que nous avons suivie pour son éducation?...

— C'est vrai, et pourtant je me plais à me tourmenter quand je pense à lui.

— Laissez-moi vous dire, madame la marquise, que je ne reconnais pas là votre habituelle sérénité d'âme. Quand il s'agit de Louis, vous trouvez motif à vous agiter, là où d'autres mères auraient sujet de se réjouir... Croyez-moi... pour ce soir, laissons le cher Louis tranquille... et permettez-moi de vous lire mon petit document pour terminer notre affaire...

[1] Voy. le *Correspondant* du 10 mars 1885.

— Allons, c'est dit, je vous écoute, monsieur le curé...

La marquise s'enfonça dans sa vieille bergère, au coin de la cheminée, et le prêtre s'approcha un peu de la fenêtre, car le jour baissait et sa vue aussi. Il commença lentement sa lecture, et arrivé au bas de la page :

— Vous suivez bien, fit-il.

— Continuez..., répondit faiblement la marquise.

Le curé continua et lut consciencieusement jusqu'au bout. Puis il plia le papier en quatre, avec un : — Eh bien, madame?...

Mais il s'arrêta tout surpris en voyant l'aimable femme qui sommeillait doucement et qui avait certainement perdu les plus concluants des arguments. Il sourit et, ne voulant pas la troubler, prit son bréviaire et se recueillit.

La marquise d'Ardennes était restée veuve de bonne heure, et avait consacré à son fils tous les trésors d'un cœur aimant et éprouvé. C'était une digne et sainte femme qui passait sa vie à prier Dieu et à faire le bien. Elle s'occupait elle-même de l'administration de sa grande fortune territoriale. Un peu grave dans son maintien, sévère dans sa toilette, simple dans toutes ses habitudes, elle s'était fait aimer dans le pays par son inépuisable charité. La rectitude de son jugement inspirait confiance, et ceux-là s'en allaient contents qui venaient lui demander aide dans leurs embarras. Bonne pour tous, satisfaite de la vie tranquille et pleine de Langelle, elle ne s'absentait guère, et il avait fallu toute l'ardeur de son dévouement à Louis, pour la décider à faire de fréquents voyages à Paris, au moment de l'éducation du jeune homme. Mais pour cela ni fatigues ni déplacements ne lui avaient coûté pendant les longues années d'internat qu'il avait passées à Vaugirard; elle venait régulièrement le chercher à Pâques et aux grandes vacances, l'emmenant elle-même, s'informant près de ses professeurs du caractère et de l'esprit du jeune homme, et ne le quittant pas pendant les deux mois qu'il passait près d'elle en Limousin. Elle trouvait pour l'occuper des livres amusants, et, sous prétexte de botanique, faisait avec lui de longues courses qui se terminaient souvent par une aumône dans quelque chaumière. D'ailleurs, elle n'avait jamais eu qu'à se louer de la jeunesse calme, tranquille et facile de Louis. Il n'était point doué d'une intelligence supérieure et n'avait jamais eu de succès brillants, mais la bonté de son cœur le faisait aimer de tous; et la marquise, dont toute l'ambition était de faire de son fils un honnête garçon, vivant tranquillement dans ses terres, était pleinement satisfaite de son œuvre. Elle songeait avec délices au moment tant de fois rêvé où Louis amènerait Langelle une aimable jeune femme qu'elle appellerait sa fille,

et où sa longue solitude serait enfin égayée par le cri joyeux de ses petits-enfants. Le curé de Saint-Ernigont l'avait puissamment aidée dans ce travail de sage éducation. Il était arrivé dans la paroisse peu après la mort du marquis, et c'est lui qui avait dirigé l'âme de la marquise dans le chemin de la piété et du courage où elle était si vaillamment entrée. Il s'appliquait à lui faire mettre de côté tout amour-propre, toute personnalité. « Madame la marquise, répétait-il souvent, pour que Dieu bénisse vos efforts et vous fasse réussir dans cette grande œuvre dont il vous a laissé seule la charge, il faut ne compter pour rien vos goûts et en faire sans cesse le sacrifice... »

Sous ces douces et patientes influences, la bonté naturelle de Louis avait pris un complet développement : à vingt ans, c'était le fils le plus tendre, le maître le meilleur, le paroissien le plus fidèle qu'on pût voir. Les paysans l'aimaient et le respectaient à l'envi :

— Ah! madame la marquise, répétait souvent la vieille mère Francine, je remercie le bon Dieu tous les jours d'avoir donné au pays un jeune seigneur comme M. le marquis, c'est le bonheur assuré de nos petits-enfants..., et, si la femme qu'il choisira est aussi charitable que lui, il n'y aura point de malheureux à Saint-Ernigont...

— Dieu le veuille, ma bonne mère, répondait la marquise, qui souriait toujours à cette pensée d'avenir.

— Ah! si je pouvais seulement la voir avant de mourir! reprenait la vieille. Voyez-vous, madame, nous ne pouvons pas vous expliquer à vous et à M. le marquis tout ce que nous avons dans le cœur pour vous, c'est trop gênant; mais, à elle,... on pourrait aisément lui dire tout ce qu'on pense, et elle recevrait les bénédictions que vous avez amassées à vous deux.

Ces doux projets allaient au cœur de la marquise; sa vie tout entière, son avenir et le peu de bonheur qu'elle espérait encore reposaient sur son fils bien-aimé. Quand il était revenu au château, à vingt ans, ses études terminées, elle était d'abord décidée à le garder complètement près d'elle; puis, ayant de plus près étudié Louis, elle avait constaté que le côté dangereux de cette bonne nature était un peu de faiblesse de caractère et d'ignorance des luttes de la vie. Elle pensa que les voyages et le contact du monde compléteraient son éducation, qu'ils achèveraient de faire de lui un homme, et qu'il importait peu que sa solitude à elle se prolongeât encore.

Et la courageuse femme avait embrassé son devoir à deux mains; elle avait combiné pour lui plusieurs voyages, avec des amis sûrs, l'un en Angleterre, l'autre en Belgique, où il lui restait un peu de famille, enfin elle l'envoyait chaque hiver passer quelques mois à

Paris. Louis lui écrivait fidèlement. Il avait contracté tout jeune l'habitude d'une tendre confiance envers sa mère; elle l'avait toujours accueilli avec une si indulgente affection! elle mettait tant de réserve dans sa sollicitude, tant de discrétion dans ses conseils! Louis l'avait vue toujours la même, d'humeur égale, cachant sous une constante douceur les énergies de son âme, et d'une vertu si aimable qu'elle semblait facile. Il envoyait à sa mère un reflet fidèle de ce qui passait en lui comme nous envoyons notre image à un miroir lumineux, tout simplement pour voir ce que nous sommes, pour avoir une idée plus juste de nous-mêmes, tantôt nous apitoyant sur une fatigue passagère, tantôt joyeux de quelque heureuse découverte.

C'était dans une de ses dernières lettres, empreintes d'un trouble inconnu jusque-là, que la marquise avait trouvé un sujet d'alarme. Elle avait interrogé son fils, et il avait répondu par la confidence de son amour pour Livadia. Tout d'abord, elle n'avait pas attaché une importance capitale à ce projet qui lui faisait l'effet d'un rêve de jeunesse; mais Louis y revenait, le nom de la belle Russe se retrouvait sans cesse sous sa plume, il ne parlait point de rentrer à Langelle, quoique le printemps s'avançât. La marquise crut nécessaire de l'appeler pour causer avec lui, et elle l'attendait sous quelques jours.

Un son léger, harmonieux, et encore éloigné, fit lever la tête au bon curé, dans le salon du château, et interrompre son bréviaire. On eût dit les premières notes d'un cor de chasse dans le lointain. Il s'approcha de la fenêtre et, toussant un peu, éveilla la marquise.

— Ai-je dormi, monsieur le curé? demanda-t-elle toute confuse.

— Oh! si peu, madame la marquise...

— Que je vous demande pardon d'une semblable faiblesse! Je ferai une bonne grand'mère, n'est-ce pas?

— Je n'en ai jamais douté, reprit gaiement le curé; mais je ne vous aurais pas troublée si je n'avais cru entendre...

Au même instant une joyeuse fanfare résonna dans les bois voisins :

— Mon fils! c'est Louis! s'écria la marquise en se levant rapidement de son fauteuil et accourant à la fenêtre. Déjà, le cher enfant!

Les sons se rapprochaient, éclatants, bien lancés, faisant retentir les échos du château; la jeunesse jaillissait de ces notes chaudes et vibrantes et se répandait sur le pays comme des flots pressés de gaieté et de bienvenue. Les vieux domestiques sortaient tous ensemble de l'office ou des écuries :

— Ce ne peut être que M. Louis, disaient-ils entre eux, et d'ailleurs Mme la marquise a l'air de l'attendre.

Bientôt, en effet, le jeune homme sortit du taillis et déboucha

dans l'avenue; sa bonne figure, échauffée par la course et par la sonnerie, étincelait aux rayons du soleil couchant; il avait passé son cor autour de lui et marchait vite, en chantonnant entre ses dents. Quand il approcha, les serviteurs le saluèrent joyeusement :

— Bonjour, monsieur Louis! bonjour, monsieur le marquis! dirent-ils tous avec une respectueuse familiarité.

— Bonjour, mes amis! tout va bien ici? comment est ma mère?

Au même moment, il aperçut à la fenêtre la marquise qui le regardait avec des yeux attendris. Derrière elle on distinguait la tête blanche du curé : alors il bondit sur le perron, enjamba les marches en trois pas et entrant dans le salon comme une bombe, vint tomber dans les bras de sa mère avec l'abandon d'un enfant :

— Ma bonne, ma chère maman! répétait-il en l'embrassant. Ah! que je suis heureux quand je reviens ici, près de vous. Bonjour, monsieur le curé, pardonnez-moi, si je ne vous ai pas vu d'abord. C'est de bon augure de vous trouver là en arrivant; je vois tout de suite que mon voyage sera heureux.

Le curé posa lentement sa main paternelle sur la tête du jeune homme.

— Mon cher fils, dit-il.

On s'assit et on causa quelques instants. Les domestiques apportèrent de la bière, du sirop, puis le prêtre parla de retourner au presbytère, et Louis, passant respectueusement son bras sous le sien, le reconduisit jusqu'à la barrière :

— Eh bien, mon cher enfant, lui dit sa mère quand il revint, causons maintenant.

— Pas ce soir, mère, répondit le jeune homme subitement redevenu grave; je me sens un peu las et les choses que j'ai à vous dire sont si sérieuses, que je voudrais m'y préparer par un bon sommeil.

La marquise fut frappée de l'air de profonde résolution de son fils, mais, toujours prudente, elle n'insista pas :

— Alors, à demain, dit-elle, en lui prenant tendrement la tête entre ses deux mains; à demain, va dormir.

Elle laissa le jeune homme se diriger vers sa chambre, se rendit à la chapelle et s'absorba dans une fervente prière. Mais elle se sentait troublée; l'accent de Louis, sa subite émotion, un air de gravité inconnue et jusqu'à l'effervescence de son arrivée, lui prouvaient qu'elle était en face d'un événement sérieux. N'y tenant pas, elle se leva et s'approcha de la porte de son fils :

— C'est moi, Louis, dit-elle.

— Venez, venez, mère chérie, répondit une voix déjà enfouie dans les oreillers.

Elle entra dans la chambre, se mit doucement à rouler les cou-

vertures, à arranger les rideaux comme lorsqu'il était encore tout enfant et s'assit près du lit, sur une chaise basse, la tête appuyée sur la main du jeune homme. Alors tout naturellement, sans effort, dans cette douce intimité, ils en vinrent à parler de ce qui leur tenait tous les deux à cœur. Louis raconta son amour avec une candeur qui donnait plus de force encore à ses paroles; il parla de Livadia, comme on parle d'un être idéal; il montra dans toute sa vérité la flamme vive de ses rêves, et la marquise, qui le laissait dire sans oser l'interrompre, sentit tout de suite la difficulté de réprimer un pareil élan :

— Mon pauvre enfant, mon Louis, lui dit-elle, quand il s'arrêta enfin tout bouleversé, je ne veux rien te répondre ce soir, car je me sens moi-même plus troublée que je ne le soupçonnais; mais, tu dois bien le penser, cet amour m'inquiète, je n'y vois point la douce et gracieuse compagne que je rêvais pour toi. Songes-y, Louis, une étrangère, une schismatique, n'est-ce pas?

— C'est vrai, mère, et vous me connaissez trop pour ne pas savoir que cette pensée m'a été pénible; mais Livadia est de ces âmes qui ne marchandent pas avec la vérité. Le jour où elle la verra, elle ira à elle sans hésitation, et comment voulez-vous qu'elle ne lui apparaisse pas quand elle sera votre fille, quand elle vous admirera de près, quand elle saura que mon plus vif désir serait de lui voir partager ma foi? D'ailleurs de pareilles conversions ne sont pas rares avec des esprits de cette trempe. Avez-vous oublié, chère mère, comme nous pleurions d'attendrissement en lisant la conversion de Mme Swetchine? Et quel bien a fait ensuite cette admirable et sainte femme! Et tant d'autres de ses compatriotes ont suivi le même chemin. Pensez encore à notre spirituelle comtesse de Ségur, qui a charmé mon enfance et qui a donné le jour à un saint! C'était une Russe pourtant, et de religion grecque, avant de devenir une fervente catholique et une aimable Française. Tenez, mère chérie, quand vous connaîtrez Livadia, je suis sûr que vous serez tentée par la généreuse pensée de ramener une pareille âme à nos croyances...

La marquise écoutait avec un étonnement douloureux; jamais elle n'avait vu en son fils ces ardeurs communicatives; elle sentait qu'un amour violent avait ouvert en lui des sources cachées, et que la femme qu'il aimait ne devait point être une créature vulgaire. Effrayée, surprise, alarmée, elle se repliait sur elle-même et regardait le jeune homme dont l'animation allait croissant et qui aurait causé toute la nuit si elle ne l'eût arrêté :

— Cher enfant, dit-elle, remettons à demain ce qui te reste à me dire, je me sens agitée et je ne vois clair ni dans ton cœur ni dans

le mien. Le sommeil nous remettra tous deux, et nos anges gardiens nous apporteront bien pendant la nuit quelques bonnes pensées que nous trouverons demain matin au réveil.

Faisant un effort pour sourire, elle se leva et embrassa son fils, qui lui passa les deux bras autour du cou en s'écriant follement :

— Oh ! mère, que je vous aime ! tenez, je crois que je vous aime trop ! mon cœur déborde de tendresse et d'admiration pour vous !

La marquise d'Ardennes sourit de nouveau, de ce sourire paisible et doux qui lui était habituel, et sortit sur la pointe du pied, si légère et si gracieuse, que Louis l'entendit à peine :

— O mon Dieu, soyez béni de m'avoir donné une telle mère, murmura-t-il en s'endormant.

On eût dit un tout jeune homme, tant son cœur était resté simple et son âme naïve. C'était une de ces natures primitives, réfractaires aux combats de la vie, qui ont besoin de calme autant que de bonheur, et chez lesquelles les leçons de l'expérience ont peine à se faire accepter. Les caractères ainsi faits restent toujours jeunes ; ils ne retombent pas d'un défaut dans un autre, ils vieillissent avec leurs charmantes qualités, sans prendre couleur et consistance, sans perdre grâce et facilité.

Dès l'aube, la marquise s'éveilla du sommeil lourd et troublé qui l'avait peu reposée de ses émotions de la veille. Elle sonna à la hâte sa fidèle Marie, se fit habiller simplement et partit à pied pour Saint-Ernigont. Elle y arriva comme la première messe allait commencer, et l'entendit avec une dévotion plus vive que jamais. Les bonnes femmes du bourg, habituées à la voir ainsi, matinale et pieuse, se recueillaient de leur mieux à côté d'elle, et un pareil exemple réchauffait leur foi. La messe terminée, la marquise se leva, traversa le chœur et se rendit à la sacristie. Le curé remarqua de suite qu'elle était agitée et inquiète :

— Vous pouvez parler, dit-il, nous sommes seuls ici.

La marquise lui confia toutes ses anxiétés ; elle lui raconta que Louis était profondément épris, que cette jeune fille était Russe, point catholique, que ce projet de mariage lui causait de mortelles angoisses et qu'elle ne savait trop ce qu'elle avait à faire. Le saint prêtre baissait la tête, et invoquait Dieu dans une muette prière :

— Mon enfant, dit-il quand elle eut fini, nous voici en face d'une situation grave qui demande de la prudence et une exquise délicatesse. Vous ne pouvez refuser aux violents désirs de votre fils de voir et d'étudier le projet qu'il vous confie.

— Vous croyez donc, monsieur le curé, que je ferais bien de suivre mon inspiration et de partir pour Paris.

— J'en suis convaincu... Et si les choses sont telles que les dit

votre fils, si cette jeune fille est droite, bonne, honnête, je ne crois pas que ce soit votre rôle de mère de briser le cœur de Louis par un refus qui ne s'appuierait que sur des défiances personnelles. Quant aux alarmes que peut vous causer son éducation étrangère et sa religion, je pense que si ce mariage se fait, il faudrait chercher de suite à la retirer du milieu où elle vit, à l'amener près de vous, pour que nous entourions ce jeune cœur de la sollicitude chrétienne et de la grâce du bon Dieu, qui fera son œuvre, j'en ai la confiance.

— Ah! priez, priez, monsieur le curé! s'écria la marquise. Je sens que nous en aurons besoin. Je crois en effet qu'il est sage et bon de partir, et je vais m'y préparer de suite.

— Bien, madame la marquise, reprit encore l'excellent prêtre, calmez votre cœur et que la paix du ciel, nécessaire à toute bonne œuvre, vous accompagne en ce chemin. Pour moi, qui m'intéresse si vivement à tout ce qui touche Louis, je vous promets d'offrir demain le saint sacrifice à son intention.

La marquise sortit de l'église consolée et fortifiée; elle passa par la maison des sœurs, à qui elle donna le soin de distribuer ses aumônes pour toute la semaine; elle entra en passant chez le vieux Mathurin, qui était très malade, vit de son œil exercé ce qui manquait au pauvre homme, et elle s'achemina enfin vers le château qu'elle atteignit au moment même où Louis descendait le perron, entouré de ses deux chiens :

— Si matin! chère maman, s'écria-t-il; je devrais vous gronder de ne pas veiller davantage sur votre santé.

Il lui prit la main qu'il baisa respectueusement; la marquise s'appuya à son bras, et, l'entraînant dans la grande allée qui longeait la pelouse :

— Louis, lui dit-elle, j'ai un projet à te proposer.

— Chère maman, je sais d'avance qu'il est bon.

— Je pense à partir avec toi pour Paris, aujourd'hui même.

Le jeune homme ne répondit pas, mais ses yeux brillèrent d'un éclat singulier, comme si deux larmes les avaient mouillées.

— Tu ne dis rien! reprit la marquise; est-ce que cela te contrarie?... Tu comprends que je ne veux pas te faire languir et que j'ai soif de donner une solution quelconque à tes prières.

— Merci, ma chère, ma sainte mère, murmura Louis, je n'osais pas vous le demander, mais vous comblez mon plus vif désir.

Un quart d'heure après, tout était sens dessus dessous au château. La marquise faisait atteindre, par Marie, souriante, des toilettes et des bijoux qui n'avaient pas vu le jour depuis longtemps; les domestiques allaient et venaient d'un air mystérieux, comme s'ils avaient flairé

quelque heureux secret; les ordres se croisaient, le vieux jardinier se désolait en pensant que ses abricots seraient trop mûrs quand la marquise reviendrait, la cuisinière songeait avec ennui que M. le marquis allait manger avec trop de hâte le déjeuner qu'elle avait préparé avec tant de soin pour son arrivée, et Louis, dans la cour, jouait avec ses chiens, sifflait, chantait, appelait les uns et les autres, et faisait du bruit comme quatre. En deux heures tout fut prêt, on attela la calèche, la marquise donna quelques dernières instructions, et le vénérable Baptiste, droit sur son siège, conduisit solennellement la mère et le fils à la gare voisine. Le soir même ils étaient à Paris, et Louis installait sa mère dans son appartement de garçon avec des attentions délicates et des élans de tendresse passionnée.

— Là, ma chère maman, pourquoi n'avez-vous pas amené Marie? Je ne saurai jamais vous soigner. Vous allez manquer de tout! Et moi qui ne pensais qu'au bonheur de vous avoir chez moi et qui m'en faisais une belle fête, quel égoïste, je suis! C'est votre faute, vous ne voulez jamais penser à vous.

La marquise le rassurait, jouissant de sa tendre affection, et s'organisait paisiblement dans l'appartement de son fils avec cette sûreté de coup d'œil et cette activité sans bruit des natures calmes.

Le lendemain matin, de bonne heure, Louis l'entendit qui marchait dans sa chambre de son pas léger et furtif; il frappa à la porte et la trouva déjà prête. Avec ce tact qu'elle portait en toutes chsses, elle avait compris qu'elle devait ajouter un peu à son extrême simplicité de Langelle, et le bon Louis resta dans une admiration naïve en contemplant sa mère, si élégante, si fine, sous ses vêtement noirs rehaussés de jais.

— Savez-vous, chère maman, lui dit-il en l'embrassant, qu'avec vous on a tous les jours des surprises nouvelles et que lorsqu'on croit connaître tous vos trésors de grâce et de vertu, vous avez la coquetterie d'en découvrir d'autres que vous teniez cachés? Je vais être très fier de vous conduire à mon bras ce matin.

— Cher enfant, dit la marquise, je comptais seulement aller à l'église.

— Eh bien, je vais vous proposer un plan plus vaste : primo, je vous accompagne à Sainte-Clotilde et je prie avec vous, ce qui ne vous fâchera pas, n'est-il pas vrai? Vous m'accorderez que j'en ai bien plus besoin que vous; secundo, j'envoie Jean vous attendre à la sortie de la messe avec ma voiture, et je pense que, puisque vous avez bien voulu descendre chez moi, vous ne refuserez pas davantage de monter dans mon phaéton et de vous laisser conduire au Bois; tertio, c'est la partie machiavélique de mon projet : je ne vous cacherai pas que la comtesse Livadia a l'habitude d'y venir souvent

à cette heure-là, et que j'aurai peut-être le bonheur de vous la présenter dès ce matin, au moins de loin.

— Oui, oui, de loin, dit vivement la marquise, qui reculait instinctivement.

Et comme elle remarqua que cette exclamation avait causé à Louis une ombre de tristesse :

— Ton plan est parfait, ajouta-t-elle gaiement. Va donner tes ordres et, dans cinq minutes, nous sortirons ensemble.

Le jeune homme quitta la marquise tout joyeux. Au même moment, un coup de sonnette retentit, c'était Marie, la femme de chambre, qui arrivait avec le reste des bagages.

Une demi-heure après, Louis et sa mère étaient agenouillés au pied de l'autel de la Vierge, et, si recueillis, si fervents, qu'ils ne voyaient pas même ceux qui les entouraient. Pourtant, la marquise avait été de suite reconnue par une de ses vieilles amies, la comtesse du Feuillant, qui, dans l'exubérance de sa joie, eut grand'peine à attendre la fin de la messe pour profiter de sa découverte. Aussi, à peine le prêtre, précédé du bedeau, eut-il traversé les rangs des fidèles agenouillés, pour retourner à la sacristie, qu'elle se leva et alla frapper sur le bras de la marquise.

— Comment c'est vous, chère! quelle aimable surprise! et ce grand garçon-là qui ne nous en avait rien dit! C'est joli de faire des cachotteries à ses vieux amis!

La marquise d'Ardennes se leva et suivit Mme du Feuillant sous le porche de l'église.

— C'est une vraie fête pour moi de vous retrouver si vite, répondit-elle en embrassant son amie, car je suis arrivée d'hier soir.

— Cela ne me surprend pas, reprit Mme du Feuillant, vous savez bien que j'ai toujours eu de la chance, et je suis trop vieille maintenant pour en perdre l'habitude. Ah! çà! c'est convenu, je vous emmène déjeuner... Mon Dieu! que tout le monde ici va être heureux de vous revoir. Pourquoi n'êtes-vous pas plus souvent à Paris? Vous nous manquez tant! Vous êtes de ces femmes qu'on ne remplace pas... Mais venez donc, au lieu de causer là, nous serons bien mieux chez moi...

— Merci, répondit la marquise, je ne puis pas ce matin.

— Vraiment, alors ce soir, à dîner.

— Eh bien, soit, reprit la marquise, à ce soir avec grand plaisir.

Elle demanda quelques nouvelles, quelques détails sur leurs relations communes, et, cédant à l'impatience, à peine comprimée, de son fils, elle tendit une dernière fois la main à sa bonne et étourdissante amie, et suivit enfin Louis dans son élégant phaéton.

En quelques minutes ils furent au Bois. Le cheval, incessamment

excité par le marquis, fendait l'air avec une extrême rapidité; la matinée était superbe et promettait une chaude journée; les promeneurs, mis en gaieté par ce beau soleil, par ces allées fraîchement ratissées et arrosées, par ces pelouses vertes qui avaient déjà toute leur parure et que l'été n'avait point encore brûlées, avaient tous l'air joyeux et avenant. D'ailleurs ils n'étaient pas nombreux. Si peu de gens dans ce fiévreux Paris ont le loisir ou le courage de se promener ainsi le matin et de jouir d'une fraîcheur et d'une solitude relatives. La marquise d'Ardennes ressentit le bien-être de cette course matinale; elle avait été rompue autrefois à toutes les élégances, à tous les raffinements de la vie parisienne, et elle retrouvait, avec un étonnement mêlé de satisfaction, ce parfum aristocratique d'une existence qui avait été heureuse et qui s'était éteinte depuis longtemps dans le veuvage et l'isolement.

— Tu as eu une bonne idée, dit-elle à son fils; cette matinée est vraiment délicieuse, et je suis heureuse de retrouver près de toi des souvenirs de ma première jeunesse depuis longtemps disparus.

— Dieu soit loué! chère mère, si votre Louis peut vous rendre un peu de bonheur.

Il avait dit cela avec une impression de tristesse dont sa mère saisit bien la nuance. Elle suivit son regard et le vit qui cherchait avidement dans toutes les directions quelqu'un qu'il ne trouvait pas. L'allure du cheval s'était ralentie sans qu'il songeât à la ranimer; évidemment il souffrait d'une espérance envolée et de la pensée qu'il ne verrait pas, ce matin-là, la comtesse Livadia.

— Comme il l'aime! se dit la marquise avec inquiétude.

Au même instant, un nuage de poussière s'éleva sous les pieds d'un groupe de chevaux au bout de la longue allée qu'ils parcouraient; les yeux du jeune homme lancèrent un éclair de joie :

— Mère, regardez bien, dit-il, c'est elle peut-être.

Les cavaliers s'approchèrent au galop. Ils étaient quatre : le vieux comte Nelsor, superbe et de grande mine dans sa verte vieillesse; le prince et la princesse Barloni, que la marquise connaissait, et la belle Russe.

— Les voilà enfin, dit Louis entre ses dents; ma mère, c'est la comtesse Livadia.

La marquise, profondément agitée, dévorait du regard le groupe qui s'approchait et dont le galop se ralentissait. Quand elle put distinguer Livadia, un flot de sang lui monta aux joues, tant elle fut surprise et comme effrayée de cette grâce, de cette enivrante beauté dont sa nature délicate lui fit apprécier d'un coup d'œil toutes les splendeurs. Ils avançaient toujours sans faire attention au phaéton,

et la marquise put saisir dans toute sa vérité l'expression de résolution et de charme sévère qui était habituelle à la jeune fille. Puis, quand ils furent à quelques pas, Louis les ayant salués, ils se tournèrent tous légèrement de leur côté et s'inclinèrent, le comte Nelsor avec politesse, Livadia avec un sourire pénétrant qui transforma en un instant son visage, et la petite princesse avec un air mystérieux et empressé, en se penchant vers son mari et lui disant à demi-voix :

— Vous avez reconnu la marquise d'Ardennes? Il paraît que cela devient sérieux.

La marquise répondit au salut qu'elle avait reçu avec l'aimable gravité qui ne la quittait guère, et les deux groupes s'éloignèrent en sens inverse.

— Ah! mon enfant, murmura-t-elle après quelques minutes de silence, je l'aurais voulue moins belle! Que d'ardeur! que de force sous cet admirable visage.

— N'est-ce pas, mère, qu'elle est d'une radieuse beauté? s'écria Louis encore tout enivré. Ah! je savais bien que vous en seriez subjuguée comme moi, comme tous ceux qui l'approchent. Quelle belle œuvre Dieu a faite le jour où il l'a créée! Tenez, mère, elle m'apparaît dans mes rêves comme une de ces larges fleurs épanouies, dépassant toutes les autres par leur éclat et répandant autour d'elles une sorte d'ivresse à force de parfum et de beauté!

La marquise ne savait trop si c'était son fils, le calme et simple Louis, qui parlait avec une si poétique exaltation; son effroi grandissait à mesure qu'elle découvrait la fougue de ses sentiments, et ce fut tout bas qu'elle se dit à elle-même :

— Il y a des fleurs dont la vertu trop puissante cause une mortelle ivresse à ceux qui en respirent le parfum.

Ils tombèrent tous deux dans un long rêve et revinrent à Paris presque sans s'en douter, cédant à cette impression de langueur et d'intimes réflexions qui suit les émotions vives.

La vieille Marie avait tout préparé, et son laborieux visage, auquel la marquise était habituée depuis trente ans, la calma un peu en la faisant rentrer dans le cercle de ses habitudes journalières. Elle fit un effort pour retrouver cette sérénité qu'elle n'aimait pas perdre et dont les âmes comme la sienne se font une seconde nature; elle fut si douce, si bonne, si spirituelle pendant leur déjeuner en tête à tête, que Louis se laissa gagner et que la jeunesse, l'ardeur, l'amour, la gaieté, l'exubérance de ses vingt-cinq ans, s'échappèrent en élans joyeux, sous la main tendre et délicate de sa mère. Désormais la marquise savait à quoi s'en tenir sur son fils; elle avait sondé les moindres replis de son âme, elle lisait en lui comme en un livre

ouvert; il ne lui restait plus qu'à étudier cet autre cœur, autrement fermé, autrement résolu, dont la seule apparition lui avait causé un frémissement douloureux.

V

La bonne Mme du Feuillant n'avait pas perdu sa journée; elle avait couru de côté et d'autre dans le faubourg Saint-Germain, entrant avec éclat chez tous ses bons amis et leur disant avec cette volubilité qui la caractérisait :

— Vous ne savez pas que j'ai fait ce matin une rencontre qui m'a ravie. Une de nos vieilles connaissances, qu'on ne voit pas souvent à Paris depuis plusieurs années. Devinez-vous? non. Eh bien, je vais vous le dire. C'est l'aimable, c'est la chère marquise d'Ardennes que j'ai trouvée à Sainte-Clotilde, agenouillée auprès de son fils, qui a toujours sa figure de bon garçon, ouverte et honnête. J'ai sauté dans ses bras, c'est-à-dire non, je me suis retenue à cause du saint lieu, mais à grand'peine, et j'ai trouvé la messe bien longue. Enfin, elle est là, et c'est une surprise charmante, n'est-ce pas, qu'en pensez-vous?

— Mais que nous serons enchantés de la voir aussi.

— Vraiment! Eh bien, alors à ce soir, elle m'a promis de venir dîner. Je suis sûre qu'elle sera heureuse de passer la soirée avec vous.

Et ainsi glanant de tous côtés, donnant à son salon les proportions de son cœur, l'excellente femme se trouva à la fin de la journée avoir fait un nombre d'invitations des plus respectables. Elle s'en aperçut un peu tard lorsqu'elle vit les gens se presser chez elle et trouver à peine des sièges :

— Mes amis, leur dit-elle, je vous demande bien pardon; j'ai voulu que tous ceux que j'aime pussent jouir comme moi de l'arrivée de notre chère marquise, et je n'ai peut-être pas mis assez de prudence dans mes calculs. C'est un défaut dont je pense ne me corriger jamais. D'ailleurs vous savez qu'on pardonne beaucoup aux improvisateurs. Jean, ouvrez les portes de la salle à manger...

La marquise d'Ardennes, très sensible à l'empressement qu'on avait mis à l'entourer dès son arrivée, rassura sa vieille amie et fut pour tous si gracieuse et si bonne, que son fils en était plus fier que jamais. On sentait d'ailleurs combien cette digne et vertueuse femme avait laissé de profondes racines dans ce monde élégant où elle avait vécu et qu'elle avait cependant abandonné depuis si longtemps. D'un seul coup, elle y avait repris sa place comme une chose toute

simple; les hommes s'étonnaient de lui trouver encore tant de charme sous ses traits fatigués, tant de souplesse d'esprit; les femmes se sentaient attirées par son inépuisable bonté, et plus d'une jeune fille se prenait à envier la suprême distinction de ses moindres mouvements. La curiosité qui s'attachait au comte Nelsor et à sa fille, dont le nom avait été plusieurs fois prononcé en même temps que celui du marquis d'Ardennes, avait contribué aussi à donner un attrait d'actualité à l'arrivée de la marquise :

— Ah! maintenant que nous vous tenons, nous ne vous lâcherons pas, répétait Mme du Feuillant, j'espère qu'on vous verra aux dernières réunions de la saison. On parle encore de quelques bals, et j'entends que vous y veniez jouir des succès de votre fils.

— Volontiers, répondit la marquise. Vous savez que quand on parvient à tirer un provincial de sa province, il veut tout voir et tout entendre pendant le temps qu'il passe à Paris.

— Mais c'est dans huit jours la grande fête de l'ambassade russe, dit la princesse Barloni. C'est là ce qu'il ne faut pas manquer de voir, ce sera merveilleux, dit-on.

— Je n'avais jamais pensé que les Russes pussent s'amuser l'été, s'écria Mme du Feuillant, je les vois toujours avec six mètres de neige sous les pieds et des glaçons dans leurs belles fourrures.

— C'est bon pour les Russes de Russie, madame, reprit Luc de Borneville, mais maintenant nous avons les Russes de Paris, qui ne suivent plus ces vieux usages...

— Les Russes de Paris! On dit les Slaves, mon cher, cela fait bien mieux, c'est de la couleur locale.

— Oh! elle ne leur manque pas, la couleur locale. Slaves ils sont nés, Slaves ils mourront. Je ne connais aucune nation qui ait conservé aussi pur le type de la race et du caractère.

— Il ne faut pas s'en plaindre, dit la princesse, quand ce type produit des merveilles aussi étonnantes que cette ravissante comtesse Livadia.

Le nom de Livadia suscita un léger embarras que la bonne princesse avait bien prévu, à cause de la présence du marquis et de sa mère. Mais elle était résolue à aider de tout son pouvoir ce mariage que sa sagacité avait pressenti, car elle aimait sérieusement la belle Russe, et elle pensa que la marquise aurait ainsi l'occasion d'en entendre dire beaucoup de bien. Son petit plan réussit en effet; de tous côtés, on se répandit en éloges, non seulement sur la beauté de la jeune fille, mais sur son esprit, sur sa dignité parfaite, sur son grand air d'antique noblesse; on raconta d'elle plusieurs traits frappants qui dénotaient une générosité princière, et lorsque la marquise sortit du salon, elle était toute surprise de l'auréole de

vertu et de perfection qui rayonnait dans le monde autour du front de la belle Livadia.

Pendant les huit jours qui suivirent, elle recueillit encore beaucoup d'autres détails sur elle, elle la rencontra même une ou deux fois chez des amis ; elle constata que partout elle était accueillie en souveraine, et cependant, quand elle consultait son cœur, il lui semblait entendre un cri d'effroi et comme un oiseau qui battait des ailes pour la prévenir d'un malheur :

— Mon Dieu ! s'écriait-elle avec angoisse ! je ne vois pas d'obstacle, pourquoi est-ce que je tremble et que je m'alarme ?

Harcelée par cette impression, elle alla trouver sa vieille amie, la mère de la petite princesse Barloni, une sainte femme, qui vivait retirée et dont les conseils étaient sûrs et prudents.

— Chère madame, lui dit-elle, je viens vous ouvrir mon cœur et vous demander d'y jeter un peu de lumière. Il s'agit du mariage de mon fils et vous savez peut-être, par les échos qui arrivent du monde jusqu'à vous, qu'il aime follement une belle étrangère.

— Je le sais, en effet, répondit Mme de Longil, et j'ai souvent pensé à vous, mon amie, quand on me parlait de cet amour.

— Et que pensiez-vous, chère madame ? demanda anxieusement la marquise. Dois-je m'y prêter ? dois-je y mettre obstacle ? Partout j'entends faire l'éloge de cette jeune fille, et pourtant, je vous le confie à vous, c'est en tremblant que je lui remettrais la destinée de Louis.

— Je vous comprends, répondit la vieille dame, et je vous dirai avec la même franchise que je partage vos appréhensions : non que les Russes me fassent peur toujours et en tout temps, j'en connais d'admirables, je sais de saintes et angéliques femmes auxquelles il faudrait parler à genoux ; mais ce sont des Russes converties, qui ont fait tourner au bien la fougue de leur sang slave, et je crois que la comtesse Livadia n'est pas du nombre de celles qui partagent notre foi catholique.

— Hélas ! non, murmura la marquise.

— C'est là qu'est le danger, reprit Mme de Longil. N'étant pas soumise à ce frein puissant, elle se trouve réduite à la seule force des vertus naturelles qui sont loin de suffire pour rendre une vie heureuse, calme et féconde. Vous vous rappelez ce mot heureux du comte de Maistre : « Si l'on enfermait le désir d'un Russe dans une forteresse, il la ferait sauter en l'air. » En épousant la fille du comte Nelsor, Louis court certainement le danger de se trouver en face d'une nature indomptée. Mais la fougue même de cette jeune Slave peut devenir un élément de bonheur dont Dieu disposera peut-être à l'égard de votre fils. Si elle l'aime, ce sera avec une

passion telle, qu'il y trouvera un bonheur immense; ses vertus auront toute l'ardeur de sa race et, sans parler même de l'espoir d'une conversion, pourront éclater en élans généreux.

— Toutes vos paroles répondent à mes sentiments, dit la marquise, je sens qu'elles sont sages, et je vous remercie profondément de leur affectueuse sincérité.

— Je veux même faire beaucoup plus, ajouta la gracieuse vieille femme, et je vous promets, avec grand plaisir, d'égrener souvent mon chapelet pour vous et pour votre fils dans les longues heures de solitude que me laisse la vieillesse.

Et doucement, sans avoir l'air d'y toucher, Mme de Longil entretint encore la marquise des trésors cachés au fond des cœurs russes; les noms des Galitzin, des Rostopchine, des Gagarin, des Schouvaloff, revenaient adroitement à son souvenir; elle citait quelque heureux trait de leur conversion, quelque admirable élan de leur foi, et Mme d'Ardennes la quitta fortifiée, rassurée, pleine de ce joyeux courage qui, devant un noble but, oublie volontairement les obstacles.

Trois jours après avait lieu le bal de l'ambassade russe, et la foule des voitures encombrait la rue de Grenelle-Saint-Germain. Louis était radieux : quand il vit apparaître la marquise dans sa robe de velours noir, le cou et les cheveux étincelants de ses magnifiques diamants, il faillit se jeter à ses genoux. Son amour exaltait encore sa tendresse filiale; l'espérance, une espérance délicieuse, enivrante, grandissait dans son cœur et donnait à son visage l'éclat du bonheur. Pourtant, Livadia l'aimait-elle? Il avait bien le droit d'en douter. La seule faveur sur laquelle il pût s'appuyer était cette promenade qui avait suivi les courses, et l'abandon avec lequel elle avait pris son bras. Mais à qui donc la fière jeune fille avait-elle donné d'autres preuves de tendresse, et qui eût osé lui demander plus, avant d'être son fiancé? Louis était trop jeune, trop novice pour s'effrayer de ce qu'il y avait d'impénétrable en elle, de ce voile mystérieux derrière lequel elle était parvenue à dérober ses pensées à tout regard profane.

Quand le marquis d'Ardennes et sa mère entrèrent au bal, une foule nombreuse remplissait déjà les immenses salons de l'ambassade. La fête avait été organisée avec un luxe éblouissant. Les Russes ont un goût particulier pour les lumières, et elles étaient si éclatantes qu'on pensait malgré soi aux palais enchantés des contes de fées. Sous ces brillants rayons, les diamants, les pierres précieuses étincelaient; les banquettes, tout enveloppées de fleurs, les guirlandes embaumées qui serpentaient des plafonds jusqu'à terre, les immenses palmiers qui encadraient les portes, les roses

dont le parfum remplissait l'atmosphère, les livrées vert et or, et par les fenêtres ouvertes l'illumination des jardins, toutes ces richesses, toutes ces splendeurs, jetées à profusion, produisaient une sorte de vertige et de fascination. Les tentures étaient relevées par l'écusson impérial aux armes de Russie : d'or à un aigle à deux têtes, éployé de sable, couronné de deux couronnes royales, l'aigle chargé en cœur d'un écusson d'argent à un Saint George de sable. Les appartements étaient si vastes, et les promenades que permettait la saison aidaient si bien à recevoir le trop-plein des salons, qu'on ne pouvait se plaindre de la cohue redoutable des bals officiels. Plusieurs groupes, très distincts, s'étaient formés dès le commencement de la soirée; d'abord, le faubourg Saint-Germain, reconnaissable à l'exquise sobriété d'ornements, à la parfaite élégance des manières, et souvent à la pureté du type français; puis la haute finance, couverte de pierres précieuses, parlant haut et s'agitant beaucoup; le monde des employés, des fonctionnaires, des bureaux; enfin, dans un immense salon, la vraie Russie, l'élément slave dans toute sa force sous le costume et le langage français. Tous ces groupes étaient reliés les uns aux autres par les allées et venues des danseurs et par les conversations des personnages officiels, diplomates, ministres, généraux, officiers de tous grades et de toutes armes, chamarrés de décorations et se hâtant de se faire voir le plus possible pour se retirer plus rapidement.

Livadia, très simplement vêtue d'une robe bleu pâle, s'était assise près de sa tante Pradine, au milieu de ses compatriotes. Ses cheveux blonds, roulés en nattes pressées, n'avaient cependant pas pu être réduits aux mesquines proportions de la mode, et sa coiffure un peu large donnait à sa tête des lignes imposantes; on eût dit une race plus forte et plus grande que la nôtre. Elle portait au cou un bijou étrange, qu'on aurait pu prendre pour un talisman et qui devait venir en droite ligne de la domination tartare. Sa toilette légère, diaphane, à peine nuancée, semblait le voile léger d'une radieuse vision; seule une grosse touffe de roses rouges, éclatantes de couleur et de parfum, s'échappait de son sein et retombait jusqu'au bas de son corsage. Sans cesse entourée, adulée, elle passait souvent d'un salon à l'autre, au bras de quelque danseur empressé, et, avec cette grâce, cette parfaite liberté de mouvements qui lui était habituelle, elle s'asseyait un instant près de ceux qu'elle connaissait, causait sans empressement et sans froideur, ne donnant à personne le droit de se croire plus heureux qu'un autre, et jouissant pleinement d'une souveraineté absolue que nul ne songeait à lui disputer.

— C'est une enchanteresse, disait-on autour d'elle.

— Ce doit être un ange de vertu, murmurait une vieille dame, voyez cet air doux et candide !

— Nous n'avons plus de beautés semblables en France, disait un vieux général à son voisin.

— C'est vrai, général, mais nous avons le talent de les attirer et de les garder ensuite. Le sang slave coule déjà dans les veines de plusieurs de nos grandes familles.

— D'ailleurs ces Russes sont fous des Français. Connaissez-vous Saint-Pétersbourg, mon cher, on y retrouve les mœurs et les goûts parisiens.

— Et pourtant ces natures russes sont autant que possible étrangères à la nôtre.

— Parfaitement, vous avez raison. Ce sont des plantes exotiques qui font bonne contenance dans un salon ou dans une serre chaude ; mais essayez de les acclimater vraiment et de les faire vivre en pleine terre, vous verrez qu'elles s'y refuseront obstinément

— D'ailleurs la civilisation russe n'est que superficielle, au fond tous ces Slaves sont de vrais sauvages. On n'a pas idée des passions primitives qui se cachent sous leurs dehors policés.

— C'est pour cela que le nihilisme a germé avec une si prodigieuse fécondité. Il s'est trouvé répondre aux instincts de destruction et de barbarie de ces natures ardentes que la souffrance révolte et qui se soulèvent contre toute autorité, comme s'ils pouvaient d'un seul coup trancher la tête au malheur et à la misère.

— Joli rôle que celui du czar, avec tous ces chiens dévorants à ses trousses !

— Je suis sûr qu'il changerait volontiers sa place contre la vôtre ou la mienne. C'est un sujet de méditation, jeune homme : le néant des grandeurs. Il faut l'approfondir pour éviter les surprises de l'ambition.

— J'y songerai, général... quand je serai... arrivé, comme nous disons en langue moderne.

A ce moment la marquise d'Ardennes passa au bras du prince Barloni ; le général la reconnut, la salua et se mit à causer avec elle. Au même instant l'ambassadeur rencontra le comte Nelsor et l'aborda :

— Mon cher comte, lui dit-il, je vous félicite de l'immense succès de la comtesse votre fille. C'est un triomphe incontesté ; les vieux eux-mêmes admirent sa beauté ; tout le *dvorianstvo* russe est à ses pieds, et aussi, je le vois, beaucoup de nobles Français.

— Je crois, Excellence, répondit Nelsor, que vous connaissez mes faiblesses paternelles et que vous savez que ma fille et la Russie se partagent presque également mon cœur.

— Est-ce que vous avez tout à fait abandonné notre patrie, comte Nelsor, et votre beau *pomêstié* des environs de Kief?

— Je l'aime toujours, Excellence, mais j'ai pris la résolution de voyager pendant quelques années.

— N'étiez-vous pas proche voisin du comte Wladimir Warousof, demanda l'ambassadeur, en observant attentivement le vieux Nelsor?

— Parfaitement.

— Il court de singuliers bruits sur son compte. On dit que c'est un des principaux chefs nihilistes et qu'il est très compromis dans la sinistre affaire du train qu'on a fait sauter.

Le comte Nelsor jeta à son hôte un regard de doute.

— Cela m'étonne, Excellence, je connaissais le comte Warousof pour un esprit rêveur et étrange, mais je le croyais dévoué, comme moi et comme tous les vieux Moscovites, à la vraie grandeur de notre chère Russie!

Évidemment satisfait par la réponse du comte Nelsor, l'ambassadeur ajouta :

— Je suis absolument persuadé que mes renseignements ne sont pas faux; on dit même que le comte Wladimir a quitté ses domaines et cherché un refuge dans quelque autre pays.

— Je l'ignore absolument, répondit Nelsor.

L'ambassadeur tendit la main au comte et s'avança vers d'autres invités. Le bal était dans toute son animation; le bruit des conversations était si vif, qu'il couvrait parfois les accords de l'orchestre; les fleurs exhalaient un parfum excessif, les regards s'étaient animés, une atmosphère chaude et moite se répandait dans les salons et montait à la tête comme les fumées du vin. C'est l'heure où le vertige s'empare des plus solides, l'heure où il faut se garder d'une parole, d'un coup d'œil, d'une étreinte furtive. Livadia ressentait une impression différente; elle prenait en horreur son rôle de déesse et se sentait envahie par une fatigue morale presque douloureuse; elle aperçut heureusement le comte Nelsor, l'appela et l'emmena dans les jardins. Ils étaient presque déserts, les vieilles gens s'étant retirés et les jeunes s'absorbant dans la folie de la danse ou du jeu. Le comte et sa fille s'assirent sous un berceau de feuillages, et Livadia aspira avidemment l'air frais de la nuit :

— Ah! c'est dehors qu'il fait bon vivre, dit-elle. J'en arrivais à détester cette salle de bal.

— C'est d'autant plus incroyable, mon enfant, que tu as eu, ce soir, un triomphe éclatant et que tu as reçu tant d'hommages que ton vieux père en était lui-même ébloui.

— Ce sont des poupées, murmura Livadia avec un regard sombre, de misérables jouets d'enfants!

Et arrachant une des roses de son corsage, elle en jeta au vent les feuilles parfumées. Le comte Nelsor la regarda tout effrayé :

— Livadia, je ne te comprends pas ; parmi ceux qui t'entouraient ce soir, il y avait des cœurs sérieusement épris, et plus d'un sur qui ton choix peut tomber dignement.

— Il n'y avait pas un homme, mon père, dit-elle.

Il sembla au pauvre comte que l'édifice de ses rêves allait soudain s'écrouler.

— Livadia, reprit-il, il faudra pourtant qu'un de ceux-là devienne ton mari. C'est le plus vif de mes désirs... et je crois que ce sera ton bonheur.

La jeune fille se mit à rire et, passant son bras autour du cou de Nelsor, elle abaissa jusqu'à elle le front du vieillard qu'elle embrassa :

— Eh ! qui vous a dit, cher père, que je n'épouserai pas l'un d'eux. Vous ne connaissez donc pas votre fille !

Puis serrant autour d'elle ses voiles blancs :

— Partons, dit-elle en voyant le vieux Nelsor rassuré. Allons chercher tante Pradine et rentrons à l'hôtel, car ce bal m'ennuie tant, qu'il me ferait déraisonner.

Dix minutes après ils montaient en voiture pour retourner chez eux. Le comte était resté rêveur.

— C'est vraiment singulier, dit-il à demi-voix, cette révélation sur Wladimir Warousof...

A ce nom, un frémissement agita Livadia, mais nul ne put s'en douter, et elle demanda d'un ton absolument calme :

— Quelle révélation ?

— L'ambassadeur m'a assuré que c'était un chef nihiliste ; mais ils sont tous les mêmes, ces fonctionnaires, dans la transition éternelle des conspirations passées aux conspirations à venir...

Pradine ajouta quelques mots dans le même sens, et comme on arrivait à l'hôtel, chacun descendit de voiture et monta promptement à son appartement.

Livadia, agitée, ténébreuse, se jeta sur un fauteuil et laissa Nariska la déshabiller. Tout à coup elle aperçut sur la table une lettre à son adresse.

— Qu'est-ce que cela ? dit-elle.

— Une lettre pour la comtesse Livadia, qu'on a apportée ce soir.

Livadia renvoya sa servante russe, puis, restée seule, elle brisa le cachet avec une émotion singulière et lut cette singulière missive :

« Livadia, vous allez épouser un Français, vous allez trahir à la fois votre patrie, la liberté et votre ami d'enfance, votre frère des

steppes, seul digne de vous comprendre. Avant de vous lancer dans l'abîme et de vous vouer au malheur, jetez un regard et réfléchissez. Je vous le crie de toutes mes forces, pendant qu'il en est temps encore. »

Cette singulière lettre portait pour signature ces trois mots : « L'amour méprisé veille. »

Livadia n'en pouvait douter, elle était du comte Wladimir Warousof. En un instant, tous ses souvenirs d'autrefois, les détails de sa vie de jeune fille passée au milieu des grandes plaines russes, les enivrements de cette absolue liberté qu'elle était sur le point d'aliéner aux mains d'un inconnu, affluèrent à son esprit. Droite, au milieu de sa chambre, l'œil perdu vers quelques étoiles qui brillaient au ciel, la jeune fille hésita quelques secondes. De sombres pressentiments l'agitaient. L'image de Wladimir se dressait devant elle. Un frisson la saisit, puis tout à coup, par un brusque retour, elle redevint maîtresse d'elle-même, pensa aux plans édifiés pour l'avenir de sa famille, aux faits accomplis depuis le départ de la Russie : elle se rappela l'adieu qu'elle avait dit aux steppes et la promesse faite à son père. Enfin un sentiment d'orgueil blessé s'empara d'elle, en relisant cette lettre que Wladimir avait osé lui adresser : il y avait donc un homme au monde qui cherchait à entraver sa volonté, un homme qui essayait d'intimider Livadia! Froissant aussitôt le papier, elle le mordit de ses belles dents blanches, elle le déchira, elle le lança en bribes éparses dans le feu qui brûlait, par la fenêtre ouverte où le vent tourbillonnait, sous ses pieds tremblants qui frémissaient et enfin, épuisée de lutte et de colère, elle se jeta sur son lit en murmurant : « Arrière ceux qui toucheront à la liberté de Livadia! »

VI

Pendant le bal de l'ambassade, le marquis d'Ardennes avait été soumis à un supplice qu'il n'avait pas encore enduré. Tant que son amour pour Livadia n'avait été qu'une tendre admiration, doucement accompagnée de rêves d'avenir, il avait assez bien supporté les hommages dont elle était entourée. Mais maintenant que sa passion avait grandi, maintenant qu'il sentait sa vie entière attachée à ce puissant amour, maintenant que sa mère tenait en main un projet d'union sérieux, étudié, réfléchi, il était saisi de terreurs soudaines à l'approche de tout rival. Aussi quand il vit la comtesse Livadia recherchée par tout ce que Paris avait de plus raffiné et la Russie de plus élégant, il crut qu'une folie soudaine

allait s'emparer de lui, à la pensée que d'autres pourraient conquérir un pareil trésor et le lui enlever :

— Ma mère, dit-il le lendemain à la marquise, en s'asseyant auprès de son fauteuil, sur une chaise basse, je dois vous avouer que j'ai souffert hier soir d'intolérables douleurs, et je viens vous conjurer de hâter la solution du projet qui vous a amenée à Paris. Vous avez pu voir le nombre et la distinction de ceux qui aspirent à la main de la comtesse Livadia, la seule pensée m'en fait frémir, et je crois que vous êtes assez éclairée sur mes sentiments pour savoir que si ce bonheur m'échappe, c'en est fait de ma vie.

La marquise essaya doucement de gagner encore un peu de temps; elle ne pouvait s'empêcher de désirer un obstacle, une difficulté. Mais Louis insista si chaudement et sa mère avait si peu d'arguments solides à lui opposer, qu'elle finit par céder :

— Mon enfant, dit-elle à Louis, es-tu certain de la fortune du comte Nelsor?

— Ma mère, répondit-il, ce que je vois, le grand train qu'il mène, et ce que j'ai entendu dire de ses domaines, me font croire qu'elle doit être belle, mais je désire que cette question ne soit point approfondie; si la comtesse Livadia est riche, tant mieux, nous pourrons faire plus de bien autour de nous; si elle ne l'est pas, ne le suis-je pas assez, et ne sera-ce pas pour moi une suprême joie d'avoir quelque chose à lui rendre en échange de tout ce qu'elle me donnera?

La grandeur d'âme et la fière simplicité de la marquise se contentèrent de ce raisonnement qu'elle était heureuse d'entendre dans la bouche de son fils. Elle s'était dit souvent qu'elle ne tiendrait point à la richesse d'une façon absolue dans le mariage de Louis, puisque la part que Dieu lui avait faite de biens terrestres était déjà grande.

— Eh bien donc, mon enfant, puisque c'est ton vœu formel, je ferai faire la demande quand tu voudras.

Louis se laissa tomber aux pieds de sa mère dont il baisa les mains avec transport, pendant que la marquise, perdue dans une muette résignation, laissait involontairement couler deux larmes qui tombèrent dans les cheveux bruns du jeune homme.

Les ouvertures furent immédiatement faites au comte Nelsor, qui les communiqua à sa sœur Pradine, sans dissimuler sa joie :

— Enfin, soupira-t-il, je commençais à craindre que votre plan fût mauvais, Pradine, car parmi tous ces beaux jeunes gens, pas un encore ne s'était déclaré.

— Qui vous l'a dit, mon frère? Est-ce que Livadia vous a fait ses confidences, et telle que nous la connaissons, n'a-t-elle pas pu en

remettre à la raison plusieurs qui n'ont pas osé aller plus loin?

— Ah! peut-être, répondit le comte, que les arguments de sa sœur trouvaient docile, mais alors je ne voudrais pas qu'elle en fît autant à propos du marquis. Une pareille occasion ne se rencontre pas tous les jours; il a un beau nom, une grande fortune; quant à sa personne, je vous avouerai bien que je la trouve un peu fade; mais ces Français n'ont pas toujours grand air, et l'humeur de Lyda s'en arrangera peut-être mieux ainsi.

— Je le crois, dit Pradine. Quand comptez-vous lui annoncer cette nouvelle?

— A l'instant. Veuillez l'appeler, je vous prie.

La jeune fille entra quelques minutes après et sourit imperceptiblement de l'air grave et mystérieux de son père et de sa tante. Assise dans un large fauteuil, elle écouta, sérieuse et froide, les explications du comte Nelsor, et pas un pli de son visage n'indiqua une émotion quelconque. Au nom du marquis d'Ardennes, elle garda le même silence qu'elle ne rompit pas même quand son père eut fini de parler.

— Eh bien, Livadia, reprit-il, qu'as-tu à répondre?

— Mais... c'est bien, mon père.

— Tu as compris tous les avantages que ce mariage donne à notre famille. Tu es assurée d'une grande fortune, d'un beau nom, d'une considération générale, et ton vieux père, tranquille sur ton sort, fier de l'avenir de sa postérité, pourra finir ses jours doucement avec ce qui lui reste des biens de ses ancêtres.

— C'est ainsi que je l'avais compris, répondit-elle.

— Ce jeune homme a l'air bon, ajouta le comte Nelsor; ses amis l'aiment beaucoup.

Livadia resta muette. Le père reprit :

— Tu n'as pas d'objection à faire à cette demande?

— Aucune.

— Mais enfin, ma fille, le marquis ne te déplaît pas?... Je souhaiterais même que tu pusses l'aimer.

— Il suffit, mon père, qu'il ne me déplaise pas.

— Alors, je puis répondre...

— Qu'il vienne, dit Livadia.

Elle se leva toute droite et sortit du salon sans trahir aucune émotion. Mais, à peine rentrée dans sa chambre, elle se jeta au pied de son lit, la tête dans ses mains, et pleura abondamment, pendant qu'un flot de pensées confuses tourbillonnaient en elle, la plongeant dans un trouble et dans un abattement qu'elle n'eût voulu confier à aucun être au monde; elle ne se rendait pas compte de ce qui se passait en elle et ne s'était jamais vue si accablée. Pour-

tant, après quelques instants, la honte même de sa faiblesse lui rendit son énergie. Elle se releva et regarda en face la vie nouvelle qui s'offrait à elle. Elle songea à son père que ce mariage allait combler de joie; elle pensa que le marquis l'aimait passionnément, et quoique la personne de Louis fût peu de chose à ses yeux, elle ne pouvait manquer d'être touchée de ce profond amour. Enfin elle redressa tout à fait sa haute taille et descendit au salon pour se jeter au cou du comte Nelsor et de Pradine, qu'elle accabla de caresses toute la soirée avec une grâce et une tendresse où elle excellait quand elle le voulait bien. Le comte Nelsor fit parvenir à la marquise d'Ardennes la réponse affirmative de sa fille et lui fit dire qu'il agréait la demande.

Vers neuf heures, après le souper, il prit à Livadia une idée folle.

— Père, dit-elle, on étouffe ici, voulez-vous sortir avec moi?

— Mais, mon enfant, répondit le comte, il pleut. Tu désires donc faire atteler?

— Non, non, je veux faire une dernière équipée; je veux vous emmener par la pluie, les pieds dans la boue, faire le tour de Paris comme de bons bourgeois auxquels personne ne pense. Je vais mettre un gros capuchon et jamais je n'aurai été si heureuse.

— C'est insensé, reprit le comte, tu prendras un rhume.

— Bah! une sauvage comme moi! Ah! cher père, je vous en prie, ce sera si drôle!... je vais vous arranger.

Elle enveloppa son père d'un grand tartan noir, lui mit sur la tête un béret bleu, se drapa d'une sombre houppelande, disposa sur son visage un voile épais, sur ses cheveux une lourde cape, et entraînant le comte avec une joie d'enfant, elle fit le sortir de l'hôtel avec des précautions de conspirateur, et quand elle se trouva dans la rue, inconnue à tous, libre de toute contrainte, la tête rafraîchie par la pluie, elle aspira l'air à pleins poumons.

Ils marchèrent pendant plus d'une heure; Livadia causait comme un oiseau, s'arrêtait aux étalages, faisait mille remarques sur les gens qui passaient, sur les réverbères ruisselants de pluie, sur les chiens crottés, sur les ruisseaux démesurément agrandis; sa verve ne se ralentit pas un instant, et quand enfin elle eut pitié du comte Nelsor et consentit à rentrer à l'hôtel, elle trouva son cœur soulagé d'un poids immense.

Le lendemain, la marquise et son fils vinrent passer la soirée à l'hôtel Nelsor. Louis d'Ardennes était sous le coup d'une si violente émotion, que lorsqu'il s'approcha de sa fiancée, il sentit des larmes lui monter aux yeux. Mais Livadia, souriante, lui tendit la main avec un geste si digne et si simple que la confusion disparut et qu'il s'assit à ses côtés dans une ivresse indescriptible. La mar-

quise, grave, contenue, un peu pâle, ne la quitta pas des yeux tout en causant avec le comte Nelsor. Tante Pradine, agitée par tant d'émotions, allait des uns aux autres, jetant sa phrase alerte et son nez pointu au travers des conversations et ne parvenant pas à calmer l'exubérance de sa joie. Le comte Nelsor était surpris et presque gêné du grand air de dignité et de retenue de la marquise. Livadia seule eut une aisance parfaite; elle causa avec Louis sur un ton aimable et gai, et elle eut pour sa future belle-mère quelques phrases heureuses qui jetèrent le marquis dans le ravissement. La marquise d'Ardennes eût souhaité, au fond de son cœur, moins de calme et de pleine possession à la jeune fille, mais elle refoula ce sentiment, s'en remettant maintenant à Dieu pour le bonheur de Louis, et s'efforçant de trouver à celle qui allait devenir sa fille toutes les vertus qu'elle lui rêvait. D'ailleurs, pensait-elle, une mère peut-elle jamais croire assez parfaite la femme à laquelle elle confie son fils?

Les préparatifs du mariage se firent rapidement. Il fut convenu que les jeunes mariés viendraient d'abord à Langelle passer les premiers temps de leur union. Cette idée souriait à Louis, qui ne rêvait qu'une vie calme et paisible près de celle qu'il aimait et dans ce pays où il avait été élevé. Livadia n'y voulut pas mettre opposition. Le comte Nelsor et Pradine projetaient un long voyage en Italie et devaient passer l'hiver à Milan.

Louis mit à composer la corbeille de sa fiancée une profusion que sa mère crut devoir arrêter; ce cœur généreux qui s'était donné tout entier croyait ne pouvoir jamais faire assez pour exprimer son bonheur. Livadia n'était pas insensible à cette adoration qui se traduisait en élans passionnés, en dons merveilleux, en extases prolongées. Elle s'étonnait parfois de trouver au fond de son cœur une sorte de tendresse pour le marquis d'Ardennes, et s'avouait avec plaisir qu'elle était passionnément aimée. D'ailleurs, elle n'eut pas le loisir de s'étudier elle-même et de chercher à connaître Louis. Le temps passa comme une ombre au milieu de tous les apprêts du mariage dont le jour arriva, pour Livadia, avec une rapidité qui la jeta dans la stupéfaction. Le contrat fut aussi peu clair que possible; les deux jeunes gens se mariaient en grands seigneurs, avec leurs droits. Puis, le lendemain même, Livadia revêtit la blanche toilette et se cacha le visage sous un voile plus épais que ceux qui couvrent d'ordinaire les fiancées. Le cortège, composé d'une brillante aristocratie russe et française, se rendit d'abord à l'église grecque de la rue Daru, où la marquise d'Ardennes eut peine à contenir les souffrances de sa piété; mais elle n'en pria qu'avec une ferveur plus grande lorsqu'ils revinrent ensuite à la

chapelle catholique, où elle put appeler sur ses deux enfants les bénédictions de Dieu dans tout l'élan de son cœur.

Le soir même, le marquis emmena sa femme à Langelle, où la marquise d'Ardennes devait venir les retrouver quelques jours après. Tout le jour de son mariage, Livadia fut sombre, nul ne la vit sourire, et quoiqu'elle fût polie et aimable pour tous, elle ne put s'empêcher par moments de laisser se creuser sur son front un pli profond qui indiquait chez elle un trouble intérieur. Ce fut à peine si, dans tout le cours de la journée, elle attacha ses beaux yeux sur son mari ; on eût dit une froideur de statue. Elle chercha de tout son pouvoir à n'être pas un seul instant en tête à tête avec Louis, qui la trouvait toujours entourée de son père, de sa tante ou de quelques amis, comme si elle eût mis une âpre jouissance à appartenir tout entière à son passé pendant cette dernière journée. Quand le soir, elle dut dire adieu au comte Nelsor, cette froideur se changea tout à coup en une douleur violente et passionnée; elle se jeta à genoux devant lui, l'étreignant avec force en retenant des sanglots qui soulevaient tout son corps. Louis d'Ardennes laissa un instant s'épancher cette douleur, puis s'approchant d'elle doucement, il essaya de la relever en lui prenant le bras et en murmurant quelques mots de tendresse. Livadia frémit et se dressa toute droite :

— Adieu, mon père, dit-elle brusquement.

Puis se tournant vers Louis et s'inclinant :

— Emmenez-moi maintenant, dit-elle, je vous suis!

Un sourire de félicité passa sur les lèvres du marquis; et il entraîna sa belle compagne vers le lieu où il pensait qu'ils devaient vivre avec la joie des bienheureux.

Il était tard quand les jeunes mariés arrivèrent à Langelle; les domestiques en petit nombre, les plus vieux serviteurs, attendaient dans le vestibule et saluèrent respectueusement leur nouvelle maîtresse. Il faisait trop nuit pour que Livadia pût juger de la demeure où elle entrait et du parc qui l'environnait, et cependant l'ordre et la régularité qui ressortait de chaque objet lui inspirèrent de suite un sentiment d'ennui. Ce même sentiment la dominait encore quand le lendemain matin elle ouvrit sa fenêtre et jeta un coup d'œil anxieux sur la longue terrasse, l'avenue, les pelouses bien entretenues, le potager qui se dessinait sur la gauche et le petit clocher de Saint-Ernigont qu'on apercevait à droite dans le lointain. Cet ensemble calme, gracieux, borné, car cette partie du Limousin, composé de petites vallées et de petites collines successives, n'offre de grands horizons que sur les sommets, lui semblait un enclos serré de tous côtés de barrières désagréables.

Elle aperçut les gens d'écurie qui s'occupaient gravement de leur service, la fille de basse-cour qui portait à ses volailles leur première pitance, et le petit vacher qui conduisait sans se hâter ses bœufs et ses vaches dans la prairie voisine. Elle comprit que cela devait se faire tous les jours ainsi, et ce tableau se grava dans sa mémoire comme celui d'une image qu'on connaît par cœur. Aussi quand Louis, le sourire aux lèvres, la rejoignit à la fenêtre en fredonnant quelque heureuse chanson, quand elle vit ce bon visage, confiant et tranquille, elle l'encadra de suite dans son paysage et se dit à elle-même :

— C'est bien cela!

Pourtant l'amour du marquis était si vif et, comme toutes les passions fortes, lui donnait tant d'élan, tant d'imprévu, tant de joyeuses ardeurs, que Livadia trouva en lui dans ces premiers jours d'union cette originalité qu'elle aimait en toute chose et cet enthousiasme violent qui seul lui suffisait. Sous l'influence ardente de sa femme, Louis se prêta à toutes ses fantaisies; ils firent à travers la campagne des promenades interminables, ils ne s'astreignirent à aucune régularité ni dans leurs repas, ni dans leurs heures de sortie; parfois ils erraient une partie de la nuit dans les bois qui s'allongeaient derrière le château; d'autres fois ils partaient avant l'aube, courant les chemins verts et rentrant quand il leur plaisait, au grand mécontentement des domestiques!

— Seigneur Jésus! répétait la cuisinière, ce n'est pas comme cela que M. le marquis a été élevé. Que va dire Mme la marquise à son retour?

Ce retour, Livadia le redoutait profondément; l'ombre de sa belle-mère qu'elle croyait voir à chaque angle des corridors lui faisait l'effet de hanter le château; elle sentait un effroi instinctif pour cette femme rangée, sérieuse, méthodique, et c'était une des raisons qui lui faisaient entraîner Louis au dehors, parce que là au moins elle avait l'espace et la liberté. Plusieurs fois cependant le marquis avait essayé de la faire rentrer dans les habitudes d'une vie moins étrange; il avait même parlé par une belle après-midi d'aller faire visite au curé de Saint-Ernigont; mais le front de Livadia s'était si soudainement froncé et son visage avait pris une si rapide expression d'ennui et de mécontentement, que Louis s'était hâté de remettre à plus tard l'accomplissement de tout devoir et de toute sujétion.

La fin de la semaine arriva cependant, et le samedi, vers cinq heures, le marquis et sa femme montèrent dans la calèche découverte qui allait chercher la marquise à la gare : Louis était heureux de revoir sa mère et de lui dire le bonheur qui débordait en lui.

Tout le long du chemin, il montrait à Livadia les plantations auxquelles il s'intéressait, les champs de blé mûr où les moissonneurs le saluaient respectueusement, les collines bleues qu'il avait tant de fois gravies; il parlait à tort et à travers, respirant à pleins poumons cet air natal, embaumé maintenant des parfums du bonheur; mais la jeune femme était absorbée, pensive, et répondait mal à la chaude gaieté de son mari.

Quand la marquise sortit du train et retrouva ses deux enfants, Louis se jeta dans ses bras, et Livadia lui tendit la main d'un mouvement étudié et mesuré. Ils montèrent en voiture; la marquise s'efforçait d'être vive et de parler beaucoup pour mettre de suite un lien d'intimité entre elle et les deux jeunes gens :

— Connaissez-vous un peu le pays, ma chère enfant, votre nouvelle patrie? Louis, en as-tu fait convenablement les honneurs?

— Oh! pour cela, mère, vous pouvez être tranquille, nous avons fait de longues courses à travers champs et taillis, et Livadia sait maintenant presque aussi bien que moi les sentiers qui nous avoisinent.

— Tous nos braves gens ont dû être bien heureux de vous voir, ajouta la marquise...

— Quels braves gens? demanda Livadia avec étonnement; je n'ai vu que les domestiques du château.

La marquise regarda son fils :

— Je crois, dit-elle en souriant, que tu n'as pas encore trouvé le temps de conduire ta femme chez tant de vieux amis dévoués qui t'attendent avec impatience. C'est une grande joie qui vous est réservée, mon enfant, car vous verrez qu'on aime Louis dans ce pays et cela vous sera doux, n'est-ce pas?

Livadia répondit quelque phrase banale; Louis était devenu songeur; un mot de sa mère lui avait fait entrevoir un horizon de devoirs affectueux auxquels il avait manqué, et comme on arrivait à Saint-Ernigont, il dit tout à coup :

— Je vous demanderai, ma mère, la permission de faire arrêter. Je désire profiter de l'occasion pour présenter ma femme à notre vénérable ami le curé.

Livadia fronça le sourcil; la marquise fit un signe muet d'assentiment, et Louis donna au cocher l'ordre de les conduire au presbytère.

Le petit jardin de la cure étincelait aux rayons du soleil couchant; le marquis poussa la claire-voie qui le fermait et aperçut le bon prêtre qui s'occupait à sarcler un carré de légumes, le visage rougi par la chaleur et les mains couvertes de terre fraîche. Aussitôt

il courut vers lui, laissant les deux femmes un peu en arrière et s'écriant joyeusement :

— Bonjour, monsieur le curé, voilà vos paroissiens qui vous reviennent !

Le prêtre se redressa vivement, s'approcha de Louis avec un sourire :

— Mon cher enfant, dit-il, que je suis heureux de vous voir !

Puis, apercevant au bout du massif l'ombre élégante de la jeune marquise :

— Ah ! mais vous n'êtes pas seul, et je vais être bien confus de vous recevoir en cet état. Faites entrer ces dames, je vous prie ; je vous rejoins au salon.

Louis fit traverser aux deux femmes le petit jardin propret, soigné, régulier, et, poussant la porte, les introduisit dans la salle dont les volets à demi clos ne laissaient pénétrer qu'un jour timide :

— Asseyez-vous, mère, dit-il, en avançant un fauteuil de paille, je suis chargé de vous faire les honneurs.

Il chercha vainement un autre fauteuil pour Livadia ; n'en trouvant pas, il saisit gaiement une chaise et la lui offrit en disant :

— Il faudra vous en contenter, Livadia, notre ami n'est pas riche...

Au même instant entrait le vieux prêtre ; il salua la marquise d'Ardennes et, tenant les deux mains de Louis, tandis que celui-ci lui présentait la jeune femme, il dit doucement en frappant familièrement sur l'épaule du marquis :

— Excusez mon émotion, madame la marquise, mais c'est un peu mon enfant, et en le voyant si heureux, je me sens pénétré de reconnaissance envers Dieu, qui lui a ménagé une si douce union.

Livadia murmura quelques mots qui n'étaient pas même une réponse et s'assit grave, droite, jetant des regards distraits sur les murs blanchis à la chaux et la cheminée ornée de globes renfermant des fleurs artificielles, et accentuant de plus en plus le pli dédaigneux qui ombrageait sa lèvre. La marquise ne voulut rien voir ; elle donna au curé d'affectueux détails sur leur vie depuis leur départ de Langelle, elle encouragea d'un coup d'œil le jeune homme qui semblait vouloir faire oublier au bon prêtre, à force d'attentions filiales, la froideur marquée de la nouvelle venue ; enfin, adressant directement la parole à sa belle-fille, elle lui arracha quelques phrases qui suffisaient à la rigueur pour sauver la situation d'une impolitesse évidente, et leva rapidement la séance.

Louis s'approcha de Livadia et, lui glissant dans la main un billet de banque, il lui dit à voix basse :

— Vous me feriez plaisir en offrant cette somme à M. le curé pour ses pauvres, comme don de bienvenue.

— Faites-le vous-même comme vous l'entendrez, répondit-elle en le repoussant du geste.

Le marquis s'avança vers le prêtre et dit en lui remettant l'argent :

— Nous tenons à mettre tout de suite notre mariage sous la protection de la charité, monsieur le curé, et je vous prie d'accepter ce premier don en mon nom et en celui de la marquise Livadia.

— Je vous remercie tous deux, répondit-il, et je vous félicite de cette sainte pensée.

Le petit groupe sortit de la salle, passa devant la cuisine entr'ouverte, où la vieille Perrette se tenait debout sur le pas de la porte pour satisfaire sa curiosité, et traversa le jardin. Livadia marchait derrière la marquise, d'un pas bref et saccadé; arrivée à la claire-voie, elle salua froidement le curé et se dirigea rapidement vers la voiture pendant que son mari et sa mère faisaient à leur vieil ami les derniers adieux.

Le retour à Langelle fut grave et silencieux, malgré les efforts de Mme d'Ardennes. Livadia était visiblement mécontente; elle semblait d'autant plus contrainte que sa belle-mère était plus affable, et Louis, contrarié de l'attitude de sa femme, avait perdu toute sa gaieté. Aussi, ce fut un vrai soulagement quand ils arrivèrent au château; les domestiques accoururent de tous côtés, s'empressant autour de la marquise qu'ils étaient heureux de revoir : ils avaient eu l'attention d'orner de fleurs le vestibule et les salons, ce qu'elle ne manqua pas de remarquer de suite, en faisant compliment à qui de droit; son arrivée semblait absorber tout le monde dans une joie générale où la jeune femme était fort oubliée. Aussi, voyant la marquise occupée à donner quelques ordres, Livadia la laissa et remonta chez elle. Louis resta quelques instants encore avec sa mère, la conduisit dans sa chambre et, seul avec elle, reprit toute la liberté de sa tendresse. Il lui fit une description joyeuse des quelques jours qui venaient de s'écouler depuis son mariage, l'assura que son absence seule avait mis un point noir dans sa radieuse félicité, et sortit en l'embrassant comme sonnait le premier coup de cloche du dîner.

Il trouva Livadia dans sa chambre, à lui, qui donnait sur l'autre façade du château, derrière lequel s'allongeait un bois taillis semé de loin en loin de grands chênes et de vieux châtaigniers. Elle n'avait quitté ni son chapeau ni ses gants, et semblait plongée dans une sombre rêverie. Il s'approcha d'elle et lui dit tendrement :

— Qu'avez-vous, Livadia? Je vous trouve triste, et j'ai été doulou-

reusement surpris en vous voyant si froide avec notre vieux et vénérable pasteur?...

Elle le regarda d'un air hautain et répondit avec un sourire dédaigneux :

— J'étais habituée à recevoir les hommages du pope et non à me courber devant lui.

— Il n'y a rien de commun entre nos curés et vos prêtres russes, dit Louis blessé; j'ai toujours entouré du plus profond respect celui qui a soutenu ma mère dans ses chagrins, qui a veillé sur moi et dont les conseils m'ont guidé jusqu'à ce jour. Cette vénération est gravée au plus profond de moi-même, et tout ce qui y porterait atteinte m'affligerait profondément.

Livadia fit un geste qui semblait dire : « C'est possible. Je n'y puis rien. » Mais Louis ne voulut pas comprendre et, s'approchant d'elle, il ajouta d'un ton plus doux :

— Je sais, mon amie, que cette pensée n'est pas la vôtre et que vous n'avez agi que par ignorance de nos mœurs et de notre religion; mais je vous préviendrai toujours avec tant de franchise et de tendresse que vous vous laisserez instruire et guider, et qu'il ne vous arrivera plus de m'attrister, n'est-ce pas?

Livadia bondit sous ces affectueux reproches; elle se trouva humiliée, et cherchant une cause à son irritation, elle s'écria brusquement :

— Je savais bien que...

Puis elle s'arrêta effrayée de ce qu'elle allait dire, et termina, heureusement, sa pensée en elle-même. Elle accusait sa belle-mère de tout le trouble qu'elle ressentait depuis une heure, et la rendait responsable de la sourde colère qui l'étreignait. Mais Louis était loin de lui supposer de semblables antipathies; sa nature franche et droite n'était point apercevante, et il acheva, sans le vouloir, d'exaspérer Livadia :

— Qui vous arrête? qui vous chagrine? lui dit-il doucement; ne me cachez rien, ma Livadia, aujourd'hui surtout où je suis si heureux de voir mon bonheur se compléter par l'arrivée de ma mère bien-aimée; car vous ne saurez jamais ce qu'il y a en cette sainte femme de trésors de vertu, vous ne saurez jamais de quelles abnégations elle est capable et quel culte elle inspire à ceux qui l'aiment...

La jeune femme l'interrompit; il lui en coûtait trop d'entendre Louis lui faire à elle-même un éloge si complet de sa belle-mère :

— C'est possible, dit-elle avec amertume, mais je ne me sens point faite pour de si sublimes perfections, et vous pouvez vous attendre à ne les point trouver en moi...

— Il ne s'agit pas de vous, répondit Louis avec douceur, ce que

je connais de vous m'enchante, vous le savez, et je ne rêve rien autre chose. Mais ma tendresse pour ma femme ne changera pas celle que je porte à ma mère; je désire, au contraire, vous la faire partager, et ce ne sera pas difficile, j'en suis sûr à l'avance. Venez, ma Livadia, voilà la cloche du dîner qui nous interrompt, et la marquise aime l'exactitude.

La jeune femme arracha ses gants, jeta son chapeau sur une chaise et suivit son mari dans la grande salle à manger de Langelle. Le fantôme de la marquise, cette fois en chair et en os, s'assit à table devant elle, avec ce sourire aimable et bienveillant qui est une des beautés que la femme ne perd pas, même dans sa vieillesse. La conversation fut animée quoiqu'un peu banale. La marquise avait l'œil à tout; elle dirigeait le service d'un signe, sans s'interrompre; elle fut parfaite, pour sa belle-fille, d'attentions, de prévenances, d'adroites flatteries, et Livadia fit un effort pour se laisser toucher. Au charme de sa mère, Louis reprit son entrain, et à la fin du repas, il ne restait plus rien sur son front du nuage qui l'avait obscurci.

Prétextant un peu de fatigue, la marquise annonça qu'elle se retirerait de bonne heure; elle voulait laisser toute liberté aux deux jeunes gens, et monta chez elle presque de suite après le dîner. Louis proposa à Livadia de sortir; mais elle n'en avait point le désir, rien ne lui plaisait, un sentiment de vide et d'ennui s'était répandu en elle et, peu habituée à se vaincre, elle ne pouvait s'en débarrasser. Elle fut maussade, fantasque, et Louis, malgré tous ses efforts, se sentit troublé par de sombres pressentiments.

Jacques Bret.

La suite prochainement.

EN VISITE

CHEZ L'ONCLE SAM[1]

Mercredi. — Ce matin, M... est arrivé dès l'aurore dans ma chambre et m'a arraché au doux sommeil que je goûtais. C'est encore un point à noter que les lits sont excellents en Amérique. Puis, me gourmandant sans pitié, il m'a rappelé que n'avions plus que vingt-quatre heures à passer à Chicago, et que nous nous devions à nous-mêmes de les employer de notre mieux. J'ai tout de suite reparlé de la pêche à la ligne : mais mon idée n'a pas été mieux accueillie qu'hier par mon compagnon de voyage. Maintenant qu'il a étudié la question des cochons, il veut approfondir celle de l'instruction publique. Les électeurs flamands, qui viennent précisément de lui renouveler son mandat, ne lui pardonneraient, paraît-il, jamais de s'être arraché pour quelques mois à leur affection, s'il ne leur rapportait pas, à son retour, une étude sérieuse sur ce sujet palpitant. Il est surtout préoccupé des écoles mixtes si célèbres en Amérique, et qui ont fourni tant de belles tirades aux écrivains pédagogiques du vieux monde. Chacun sait que, dans ce pays, il existe un certain nombre de collèges où les jeunes gens des deux sexes, réunis sous le même toit, reçoivent jusqu'à dix-huit ans la même éducation. Ils suivent les mêmes cours, ne sont séparés, ni pendant les heures des récréations ni pendant les repas, et les personnes compétentes affirment que les seuls inconvénients qui résultent d'un système qui nous semblerait aussi extravagant, c'est que les jeunes filles y prennent des habitudes un peu masculines ! Explique qui pourra les mystères du cœur humain ! Comment ces jeunes gens, si retenus au collège, deviennent-ils tellement incandescents, une fois qu'ils en sont sortis, que M. Delmonico ait reconnu, par expérience, que s'il leur permettait

[1] Voy. le *Correspondant* des 25 décembre 1884, 10 et 25 janvier, 25 février et 10 mars 1885.

de dîner à quatre dans un cabinet particulier, il s'y passerait des choses capables de faire frémir un gabier de beaupré en bordée.

C'est encore là une des institutions que nous devons envier à l'Amérique, à ce que prétend M. Laboulaye. Il est certain que l'étude du binôme de Newton, quand elle se pratique en compagnie d'une charmante camarade de dix-huit ans, doit avoir bien du charme. Tous les collégiens français seraient sûrement de cet avis, si on les consultait. Mais maintenant que la question ne m'intéresse plus que pour mes filles et mes neveux, j'avoue que je préfère continuer à envier aux Américains cet usage-là, sans le leur prendre. Il nous faut d'ailleurs renoncer à l'espoir de visiter un de ces établissements, car nous découvrons, après enquête faite, qu'il n'en existe pas à Chicago même. En conséquence, sans nous embarrasser d'un programme inflexible, nous nous confions à un cocher de fiacre, qui se charge de nous faire voir les curiosités de la ville.

Il y a deux cent vingt ans, deux Jésuites, appartenant aux missions du Canada, les PP. Joliet et Marquette, entreprirent un voyage d'exploration dans la région des grands Lacs, alors tout à fait inconnue des blancs, et fréquentée seulement par des tribus demi-nomades. Les pieux voyageurs contournaient la côte de l'immense mer intérieure qui avait déjà reçu le nom de Michigan. Ils avaient dépassé de quelques milles son extrémité sud et constataient que la côte remontait presque directement vers le nord, lorsqu'ils arrivèrent sur le bord d'une lagune large et profonde qui venait se jeter normalement dans le lac. Cette lagune avait moins d'un mille de long; à son autre extrémité elle recevait les eaux de deux rivières profondes, mais également fort courtes, l'une venant du nord, l'autre du sud, qui drainaient les plaines marécageuses des environs. Il faut noter qu'à cet endroit, la ligne de partage des eaux du bassin du Mississipi vient presque tangenter le lac. Ce n'est du reste qu'une simple ondulation, à peine sensible, de la prairie.

Ce pays bas et humide ne devait pas avoir l'air bien engageant. Il attira cependant l'attention des missionnaires. Les bêtes à fourrure pullulaient aux environs, ce qui faisait de l'embouchure de cette rivière une station très fréquentée par les Indiens illinois; les différentes petites tribus s'y retrouvaient chaque hiver, après s'être dispersées, pendant l'été, dans la prairie, à la recherche du *buffalo*.

La ville de Chicago est à cheval sur ces trois cours d'eau. Sa merveilleuse prospérité est du reste toute récente. A la suite de la visite du P. Joliet, il s'était bien établi quelques relations entre le

Canada et les Illinois. Des voyageurs profitaient, chaque printemps, des premiers beaux jours, pour venir à Québec, à travers les lacs, apporter aux Indiens quelques marchandises qu'on échangeait contre les fourrures recueillies pendant l'hiver; mais ils ne faisaient point d'établissement permanent. En 1804, seulement, le gouvernement des États-Unis, voulant probablement consacrer ses droits sur le pays, y construisit, au milieu des marais, une station qui prit le nom de fort Dearborn. En 1812, les Illinois le brûlèrent et scalpèrent la garnison ; mais il fut reconstruit en 1816; et cette fois, l'occupation fut définitive : car les magasins du fort se voyaient encore en 1856, au beau milieu de la ville.

En 1830, une centaine de trafiquants et trappeurs, blancs ou métis, étaient venus s'établir sous la protection de la garnison. Ils habitaient dans une douzaine de maisons en bois. En 1837, le village s'était transformé en une petite ville de 4000 habitants. Dès lors les progrès furent rapides. En 1850, il y en avait 30 000 ; en 1860, 112 000 ; en 1870, 299 000; en 1880, 503 000; enfin, au mois de juin 1882, un dernier recensement municipal accusait le chiffre de 560 693 habitants, dont 5800 nègres et 350 Chinois : La population s'accroît chaque année d'environ 50 000 âmes : autant que celle de Paris dans ses années les plus prospères. Il est plus que probable qu'au recensement fédéral prochain, en 1890, le million sera de beaucoup dépassé.

La ville qui abrite cette fourmilière humaine couvre maintenant tout l'espace compris entre le lac et les deux rivières dont il a été question plus haut ; elle s'avance encore tous les jours dans l'ouest. Son enceinte a une forme à peu près rectangulaire, de 12 kilomètres du nord au sud, le long des rives du Michigan et de 7 ou 8, de l'est à l'ouest.

Cet accroissement merveilleux paraît plus étonnant encore, si l'on tient compte des mauvaises conditions topographiques dans lesquelles on se trouvait et des désastres qu'on eut à subir. Dans tout autre pays, l'essor de la ville en eût été arrêté pour de longues années. Le sol de la prairie qui s'étend dans toutes les directions, à des centaines de milles, est un humus d'alluvion, d'une grande profondeur, qui n'offrait aux premiers habitants aucuns matériaux de construction. Il fallait tout bâtir en bois, que fournissaient, il est vrai, en abondance les belles forêts de chêne du Wisconsin et aussi les bois de sapins des environs. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'on découvrit, par hasard, un banc de calcaire blanc qui, se durcissant rapidement à l'air, fournit maintenant d'excellents matériaux. Auparavant, les incendies étaient continuels. Des blocks entiers flambaient en un clin d'œil.

Au courant de l'automne 1871, l'un de ces incendies prit des proportions qui ont rarement été égalées dans les temps modernes. Le soir du dimanche 8 octobre, une lampe à pétrole renversée mit le feu à une maison de la rue de Koven. Tout le quartier fut bientôt la proie des flammes qui, attisées par un vent d'ouest violent, ne se laissèrent même pas arrêter par la rivière. Malgré tout ce qu'on fit, l'incendie dura pendant une semaine entière. La dernière maison brûlée prit feu justement huit jours après la première, le dimanche 16 octobre, au matin.

Quand on voulut dresser le bilan des pertes subies, les chiffres auxquels on arriva parurent invraisemblables. Deux cents cadavres étaient ensevelis sous des ruines qui fumaient encore plusieurs mois après l'événement : deux cent mille personnes étaient sans abri. Le feu avait détruit dix-huit mille maisons représentant un capital de 190 millions de dollars, près d'un milliard de notre monnaie. 80 millions, environ, étaient assurés. Mais leur précaution ne servit pas à grand'chose aux intéressés, car toutes les compagnies locales firent faillite du coup. Heureusement beaucoup des risques avaient été cédés à des compagnies anglaises qui, elles, payèrent à bureaux ouverts. Le coup fut rude pour plusieurs. Depuis, elles ont trouvé un dédommagement à leurs pertes, dans la vogue que cette preuve de solvabilité leur a procurée auprès de la clientèle de l'Ouest; vogue dont les effets sont encore, paraît-il, très sensibles.

On commençait à peine à se remettre d'un pareil désastre quand un second incendie détruisit encore, en 1874, pour 100 millions de francs de propriétés. Les habitants de Chicago ne se découragèrent pas plus qu'ils ne l'avaient fait quatre ans auparavant. On inondait d'eau les débris fumants des maisons pour permettre aux ouvriers de creuser les nouvelles fondations. Dans une rue complètement détruite, on vit, le lendemain même de l'incendie, une potence portant une planche sur laquelle était écrit au charbon : « Le soussigné a tout perdu, excepté sa femme, ses enfants et son énergie. Son cabinet d'affaires est transféré sous le hangar en face! »

M. Sala, qui a été témoin du fait, ajoute que cinq ans plus tard, le rédacteur de cette affiche était de nouveau propriétaire d'une maison plus belle que la première et qui avait été payée, grâce à l'énergie dont il s'était vanté à si bon droit.

Les Américains peuvent avoir des formes plus ou moins sympathiques, mais vraiment, comme je crois l'avoir déjà dit, on ne peut trop admirer ces côtés-là de leur caractère national. Chez nous, on ne tient souvent pas beaucoup à augmenter sa fortune, mais on est passionnément attaché à celle qu'on a; et si on la perd, c'est un

effondrement complet. Aussi, quoi de plus lamentable qu'un Français ruiné! Ici, tout se passe différemment. En matière d'intérêt, personne n'est plus âpre au gain qu'un Américain : mais, l'argent une fois acquis, il ne semble plus y tenir beaucoup. En ôtant à la phrase son sens malveillant, on peut leur appliquer ce que Cicéron disait de Catilina : *Alieni appetens, sui profusus.* On dirait que la fortune leur est surtout agréable par le plaisir qu'ils ont eu à la gagner. Mais elle ne leur crée pas, comme à nous, des besoins. En cela, ils ressemblent encore aux Chinois. Au point de vue matériel, pour sa table comme pour son habillement, le plus riche financier conserve souvent à peu près les habitudes qu'il avait étant commis dans une banque. Leur luxe est tout d'ostentation. Ils le traversent sans se l'assimiler. Cela est vrai surtout dans l'Ouest. On me racontait l'autre jour l'histoire d'un homme qui possédait une grande ferme sur les bords du Mississipi. Il avait épousé une femme indienne. Un beau jour la ville de Saint-Paul se fonda là. 50 000 habitants vinrent s'y établir. En quelques mois, la vente de ses terrains lui mit une quinzaine de millions dans ses poches. Il se lança dans des spéculations folles, se fit bâtir une sorte de palais, où il se sentait si mal à son aise, qu'il en sortait tous les soirs pour aller se griser de whisky dans un bar du voisinage avec quelques amis. Sa femme et ses enfants ne purent jamais s'habituer à mettre des souliers. Ils avaient du reste bien raison, car, au bout d'un an, l'homme, complètement ruiné, mourait du *delirium tremens* dans un hôpital qu'il avait fondé, les laissant sans un dollar.

Le manque de matériaux de construction ne fut pas le seul obstacle contre lequel les ingénieurs de Chicago eurent à lutter. Le niveau de la plaine sur laquelle est construite la ville n'était, en moyenne, supérieur que de 7 pieds à celui du lac. Non seulement il était impossible, à moins de frais énormes, de construire des caves, mais quand les vents du nord coïncidaient avec des crues de la rivière, celle-ci, refoulée par les vagues du lac, inondait les rues. De plus, l'eau potable ne pouvait être fournie que par le lac. Il fallait donc éviter d'y faire aboutir les égouts. Tel était le double problème qui se posait.

La manière dont les ingénieurs américains l'ont résolu est bien curieuse. D'ordinaire les rues d'une ville étant au niveau du sol, il faut la creuser pour établir les égouts, qui doivent passer au-dessous. Ici, on a fait l'opération inverse. On a établi les égouts au niveau du sol, et on a ensuite construit les rues par-dessus. Presque tous les terrains à bâtir se sont trouvés du coup en contre-bas de 7 pieds, et le niveau général de la ville a été élevé d'autant. Naturellement toutes les maisons déjà construites avaient

l'air d'être enterrées. On a coulé sous leurs fondations un système de longuerines en charpentes solidement reliées ensemble, on y a appliqué de puissantes presses hydrauliques, et sans déranger les locataires, on les a fait monter de la quantité voulue. La plupart de ces maisons étant en bois, l'opération ne présentait pas de bien grandes difficultés : mais elle fut pratiquée également, avec succès, sur plusieurs constructions en briques. Au bout de quelques mois, on eut le singulier spectacle d'une ville presque entière élevée de plusieurs pieds au-dessus de son niveau primitif.

Cette première opération mit fin aux inondations et simplifia aussi la question de l'approvisionnement d'eau potable. J'ai dit plus haut que le bassin du Mississipi a sa ligne de faîte très rapprochée du Michigan. Les ingénieurs profitèrent de ce voisinage pour construire un canal qui amène de l'autre côté de cette ligne toutes les eaux d'égout, laissant aux lois supérieures de la physique le soin de les faire ensuite descendre tout doucement chez les bons frères des États du Sud : à l'heure qu'il est, un chien, crevé dans les rues de Chicago, a de bonnes chances d'aller, à 2000 lieues de là, s'échouer sur les quais de la Nouvelle-Orléans, à moins qu'il n'ait été gobé en route par un caïman. Une fois ce travail fait, le reste n'était plus qu'un jeu. On a élevé sur la plage une tour haute de 160 pieds. A sa base est un réservoir qu'alimente un tunnel en briques, construit sur le fond du lac et aboutissant à une île artificielle où se trouve la prise d'eau qu'on a éloignée de 2 milles de la côte, pour être plus sûr d'avoir un liquide absolument pur. Des pompes, mues par la vapeur, refoulent cette eau jusqu'en haut de la tour, d'où elle est ensuite distribuée dans tous les quartiers de la ville. Ce beau travail n'a pas coûté moins de 1 500 000 dollars.

J'ai acheté hier, en revenant des *Stock-yards*, une foule de livres et de brochures qui m'ont appris toutes ces belles choses. Deux « citoyens proéminents » (*prominent citizens*), avec lesquels nous avons déjeuné avant de nous mettre en route, nous ont aussi chanté la gloire de leur ville. L'un d'eux affirme même qu'il est reconnu (*it is generally allowed*) qu'on ne peut rien trouver en Europe qui lui soit comparable sous le rapport de l'architecture. Ce qu'il y a d'amusant, c'est que, pour fixer les idées, il cite toujours les prix. C'est l'usage ici. Un Américain qui vous décrit sa ville vous dit toujours : nous avons une prison de 30 000 dollars et une église de 40 000 ! Enfin, notre cocher est également un patriote qui ne nous fait grâce de rien. Il nous arrête devant tous les monuments, nous en donne les dimensions, insiste pour nous en faire visiter l'intérieur, et quand il remonte sur son siège, il finit invariablement ses explications par un *Nothing equal in Europe*, *I guess!* qui est bien un

peu agaçant. Rossini faisait, dit-on, assez bon marché de son talent musical, mais avait la prétention d'être un excellent cuisinier et, sous ce prétexte, empoisonnait tous ses amis. Ce sentiment-là est très commun, et les Américains ne font pas exception à la règle. Ce qu'il y a de vraiment beau et intéressant dans leur pays, c'est d'y voir la lutte acharnée de l'homme contre la nature, et de comparer les résultats obtenus par une civilisation née d'hier avec ceux auquels aboutissent nos vieilles sociétés. Sans être aussi étonnants que beaucoup de gens veulent le dire, ces résultats sont bien assez grands pour suffire à la gloire de deux ou trois générations.

Les Américains ne veulent pas comprendre cela. « Chacun veut avoir ce qu'il n'a pas; voilà tout ce que cela prouve », disait le fameux Surcouf au capitaine du *Bombay-Castle*, son prisonnier, qui cherchait à se consoler de la perte de son navire, en affirmant que les Anglais, ses compatriotes, se battaient pour la gloire, et les Français pour l'argent. En ce qui concernait Surcouf personnellement, c'était du reste absolument vrai. Les Yankees s'obstinent à vouloir faire admirer aux étrangers les points les plus défectueux de leur civilisation. L'architecture, comme les beaux-arts, sont un luxe auquel ne peuvent prétendre que les nations arrivées à leur plein épanouissement. L'Amérique n'en est pas encore là. Personne ne songerait à s'en étonner, si tous les Américains n'avaient la monomanie de croire que le City-Hall de leur localité est le plus beau monument des temps modernes, et ne se choquaient pas très sérieusement si, avec la meilleure volonté du monde, les étrangers ne partagent pas leur opinion.

La vérité est que leurs efforts dans cette direction n'ont pas, jusqu'à présent, été couronnés d'un bien grand succès. A Chicago, notamment, on sent à chaque instant qu'on a voulu faire grand et qu'on a voulu faire beau sans regarder à l'argent, mais on constate une incohérence, dans toutes ces tentatives, qui déroute le goût. Quand nous admirons l'hôtel de ville de Gand, sans que nous nous en rendions bien compte, notre esprit ne le conçoit pas éloigné des églises qui l'environnent. Son milieu lui est nécessaire; tout cela constitue un ensemble de souvenirs qui s'y rattachent.

Ici, rien de semblable. On voit une église hollandaise tout près d'un temple grec; entre les deux s'élève peut-être un édifice de style chinois. Tout cela, bâti dans l'alignement des rues, noyé dans un entourage de constructions disparates, ne produit jamais, quel que soit l'importance du monument, l'impression qu'on ressent souvent à la vue de nos édifices religieux, bâtis sur des places formant centres. Chez nous, une église est un édifice public ouvert à tous, car il est la propriété de tous. Son isolement lui confirme

ce caractère. Ici, ce n'est que le lieu de rendez-vous d'individualités réunies par une pensée commune. C'est une sorte de club.

Nous faisions ces réflexions pendant que notre automédon nous faisait courir de la prison à l'hôtel des postes; du *Sherman-House* au *Tremont-House* et au *Palmer-House :* trois hôtels qui ne le cèdent en rien, comme dimensions, au *Grand-Pacific*. Il paraît que bien des gens se rappellent encore du temps où les fenêtres de l'ancien *Palmer-House* étaient un excellent poste pour la passée des bécasses et celle des canards sauvages. Avant de descendre dîner, les habitués tuaient quelques pièces sans quitter leurs chambres à coucher. Tous les soirs on entendait une vraie fusillade. Le terrain où cela se passait et où s'élève le nouveau *Palmer-House* a été vendu 2 millions de dollars, 10 millions de francs! La construction en a coûté 10 autres millions.

Tous ces hôtels ont un grand luxe de décoration. Mais quel singulier goût ont les gens de ce pays! L'architecte du *Grand-Pacific* a évidemment lu quelque part qu'un édifice qui se respecte devait avoir une colonnade. Seulement, comme les colonnes elles-mêmes auraient gêné l'ordonnance de son escalier, il s'est contenté des socles et des chapiteaux. Les premiers reposent sur le sol comme c'est leur métier; les seconds pendent au plafond; il n'y a rien entre les deux, et tout le monde est content. Le reste est à l'avenant.

Après la prise du palais d'Été, on mangeait dans des assiettes de vieux chine, avec des fourchettes en fer battu : comme nappes, on employait des étoffes de soie brochées d'or; et le soir, à dîner, on s'éclairait au moyen de chandelles fichées dans une bouteille vide. La civilisation de ce pays-ci a des côtés qui rappellent ce bon temps-là. Partout on sent qu'on côtoie encore l'état sauvage. On rencontrerait, au coin d'une rue, un *Sioux* ou un *Ob-jib-be-way*, en peinture de guerre, qu'on n'en serait pas trop étonné, car devant bien des boutiques il y a des poteaux auxquels sont attachés des chevaux de race indienne, sellés, le lasso pendu au pommeau, le winchester accroché à l'arçon. Ils attendent leurs propriétaires, des *ranchmen* et des *cow-boys*, haut bottés, qui vaquent à leurs affaires, en ville, avant de retourner aux *Stock-yards*. Les rues sont sillonnées de *boggies*, d'omnibus et de tramways. Sur l'une des principales lignes, les chevaux sont remplacés par un mécanisme très curieux. Entre les deux rails existe une rainure profonde de quelques centimètres, dans laquelle court, sur des galets, une corde sans fin, longue de plusieurs kilomètres, qui va s'enrouler aux deux extrémités, sur des tambours mus par la vapeur. Chaque voiture est munie d'une sorte de griffe, à l'aide de

laquelle son conducteur s'accroche à la corde et suit son mouvement. Quand il veut s'arrêter, il lui suffit de relever la griffe. Ce système a l'air de fonctionner fort bien. On voit à chaque instant passer des petits convois de trois ou quatre voitures, marchant d'un bon train et cependant manœuvrant très facilement, soit pour prendre des voyageurs, soit pour éviter les encombrements de voiture. C'est le parfait alignement des rues qui permet l'emploi de ce moteur qui, chez nous, ne serait guère utilisable.

Les trottoirs sont pour la plupart en bois, à moitié pourris, souvent crevés, toujours d'une saleté révoltante. D'ignobles baraques en planches sont mitoyennes d'immenses maisons à sept ou huit étages à façade en pierre sculptée. Les terrains vacants, il y en a encore beaucoup, même au centre de la ville, sont en contre-bas de 7 pieds pour les raisons que j'ai expliquées plus haut. Ils se sont peu à peu remplis d'immondices de toute espèce d'où s'exhalent des odeurs abominables. Souvent on y a construit, en attendant mieux, des masures servant de cabarets pour les ouvriers et les matelots du port. Nous nous arrêtons à la porte de plusieurs, et nous y entrons sous différents prétextes pour nous rendre compte de la manière dont vit ici la classe ouvrière. Quelle différence avec ce qui se passe chez nous!

J'habite à Paris tout près d'un petit restaurant fréquenté uniquement par des cochers de fiacre et des maçons. Je ne manque jamais, quand je sors de chez moi, de jeter un coup d'œil dans l'intérieur pour voir comment se nourrissent tous ces gens qui se trouvent si malheureux de leur sort. Je les aperçois toujours assis devant une petite table de marbre bien propre, mangeant avec des fourchettes en ruolz. On leur sert de gros *rumpsteaks*, en tout semblables à ceux qu'on fait payer 3 fr. 50 dans les grands restaurants, ou des ragoûts parfaitement appétissants. Tous boivent une bouteille de vin à chaque repas; la majorité y ajoute un carafon d'eau de seltz : en tout cas, ils ne manquent jamais de se faire servir à la fin une tasse de café et un petit verre qu'ils dégustent tout en fumant leurs cigarettes. Pendant l'été, il se fait chez mon voisin une grande consommation de fruits; pendant l'automne, il a presque toujours du gibier en montre. Enfin, l'hiver, les bourriches d'huîtres accumulées à la porte se vident avec une rapidité merveilleuse. J'avoue que ce dernier détail me semble absolument grotesque. Une douzaine d'huîtres coûte 1 fr. 50 : les matelots qui les pêchent gagnent 3 francs, tout au plus, par jour. Ce sont des hommes tout aussi intelligents que les cochers de fiacre et les maçons, auxquels il a fallu un apprentissage long et sérieux pour en arriver à exercer un métier dangereux et pénible. Il n'est pas

d'état social possible si deux ouvriers parisiens ont la prétention de consommer à leur déjeuner, en simples hors-d'œuvre, le produit de la journée de travail d'un matelot qui les vaut de tous points. Voilà des inégalités de salaire bien autrement révoltantes que toutes celles dont ces mêmes ouvriers parisiens nous rabattent les oreilles dans leurs réunions publiques : et s'ils devaient être les seuls en cause, j'appellerais de tous mes vœux l'arrivée, dans l'enceinte de l'octroi, de quelques milliers de coolies chinois qui leur donneraient bien vite une leçon de sens commun.

Je me rappelle tout cela, en voyant le régime dont se contentent les ouvriers américains. Les prix sont affichés à la porte de chaque cabaret : *A square meal for* 25 *cents! A good substancial luncheon for* 12 *cents!* 12 et 20 sols! qui, si l'on tient compte de la différence de l'argent, n'en valent pas plus de 8 et de 16 en France. Mais il faut voir de quoi se composent ces bons *dîners carrés* et ces *luncheons si substantiels.* Des écuelles en fer battu sont alignées sur des tables graisseuses, qui ne sont même pas garnies de toile cirée. Les fourchettes à deux dents sont en fer. Chaque client va se faire servir au comptoir un morceau de bœuf raccorni au four, avec des légumes cuits à l'eau. On y ajoute un cornichon, et il s'en va content. En fait de boisson, il a le droit de puiser avec une cuillère à pot dans un baquet en bois où nagent de gros morceaux de glace. Les amateurs de *luncheons* sont encore moins difficiles. On leur découpe leur pitance dans une grosse masse noire, d'apparence compacte et graisseuse, qu'on décore du nom de pudding. Voilà le menu d'un *working man* américain. Quand on a des besoins aussi simples, et que la concurrence chinoise ne permet plus de les satisfaire, il est assez naturel qu'on demande à la législation d'intervenir. Je reviens souvent sur cette question, au risque d'être accusé de rabâcher : mais elle me semble tout à fait capitale.

Je dois ajouter que la question sociale préoccupe assez vivement la population ouvrière de Chicago. Le communisme sous toutes ses formes y compte de nombreux adeptes. Beaucoup d'Irlandais sont naturellement plus ou moins inféodés au fénianisme : or les doctrines des fénians ont bien des points de contact avec le communisme. M. Parnell est venu ici dernièrement donner des conférences dont le produit devait servir à alimenter les caisses de la *Land-league*. Il a eu un très grand succès et a remporté, paraît-il, beaucoup d'argent.

Deux ou trois associations allemandes comptent plusieurs milliers d'adhérents, qui ont une organisation militaire, sont armés et font publiquement et régulièrement l'exercice. Ils annoncent

l'intention de soutenir par la force les droits des travailleurs, sacrifiés, disent-ils, lors des dernières grèves[1], où les troupes

[1] A notre retour du Far-West, quelques semaines plus tard, nous avons vu éclater une de ces grèves dans des conditions bien curieuses.

On sait qu'aux États-Unis, le service des télégraphes est, comme celui des chemins de fer, entre les mains de compagnies qui fondent les lignes et les exploitent à leurs risques et périls, et sans que le gouvernement puisse exercer sur elles aucun contrôle. Le système donne d'ailleurs des résultats déplorables.

Toutes les compagnies fondatrices, lasses de se faire une guerre de tarifs, se sont amalgamées, il y a quelques années, sous le nom de *Western-Union*, et sont administrées par un comité présidé par le fameux M. Jay Gould, dont il a été tant question dernièrement au sujet des élections présidentielles. De leur côté les employés, assez mal payés, ont fondé une association pour la défense de leurs intérêts et cherchaient, depuis quelque temps, à obtenir des augmentations de salaires qui leur étaient refusées.

Le jour même de notre arrivée à Chicago, on apprit par le télégraphe, à une heure assez avancée de la soirée, la mort du général Grant. Les détails étaient nombreux et navrants. Le général, qui était allé passer quelques semaines dans un petit village, au bord de la mer, avait été frappé d'une attaque d'apoplexie. On parlait de tous les siens en termes qui fendaient le cœur. L'effet produit fut immense. Tous les journaux des États-Unis publièrent des éditions spéciales. Des meetings furent convoqués. Les trains emportaient vers New-York, de tous les points de l'Union, des masses de reporters chargés d'aller assister aux funérailles du vainqueur des confédérés.

Le lendemain matin, on apprit que la nouvelle était absolument fausse. Le général lui-même avait écrit qu'il ne s'était jamais mieux porté et qu'il lui était impossible de comprendre ce qui avait pu donner lieu à toute cette émotion. Le télégraphe démentait la nouvelle de la meilleure grâce du monde. Personne n'y comprenait rien.

Quelques minutes avant onze heures, ayant à envoyer une dépêche à New-York, je me dirigeai vers le bureau du *Grand-Pacific-Hotel*. Une petite dame très jolie était au guichet; elle prit mon papier, me fit quelques observations. Tout d'un coup onze heures sonnèrent. Elle partit d'un grand éclat de rire et me tendant ma dépêche :

— Désolé, monsieur, me dit-elle, mais nous nous mettons en grève!

Là-dessus elle me ferma le guichet au nez, prit son chapeau et sortit tranquillement en emportant la clef de son bureau.

Une heure après, toute la ville de Chicago apprenait que la nouvelle de la veille était un signal convenu entre les chefs du mouvement et leurs affidés. Au coup de onze heures qui en suivrait la réception, tous les employés du *Western-Union*, quinze ou vingt mille personnes, devaient se mettre en grève.

Leurs ordres furent partout scrupuleusement exécutés. Cependant quelques femmes, *ladies*, prirent peur et rentrèrent dans les bureaux au bout de quelques heures. D'ailleurs la défense fut à la hauteur des événements. On embaucha à prix d'or tous les anciens employés qui voulurent se présenter; tous les fonctionnaires supérieurs mirent la main à la pâte; on cita même quelques banquiers ou négociants fort riches qui avaient autrefois été télé-

fédérales sont intervenues. En somme, les bons habitants de Chicago pourront bien apprendre quelque jour ce qu'il en coûte de donner l'hospitalité à des gens qui ne rêvent que plaies et bosses. Les Anglais, lorsqu'ils accueillaient comme ils le faisaient les faiseurs de révolution du monde entier, croyaient que ceux-ci se contenteraient de bouleverser toutes les puissances continentales, ce qui créerait un magnifique débouché pour les fusils de Birmingham. Le calcul a été assez juste pendant longtemps, mais maintenant les sujets de Sa Majesté la reine Victoria commencent à s'apercevoir que leurs hôtes ne se sont pas contentés de travailler exclusivement pour l'exportation.

La plupart des voyageurs français ont la chance de rencontrer, au cours de leurs pérégrinations, des gens charmants qui leur déclarent que, pour eux, la France est une deuxième patrie; Paris, le centre de toute science et de toute intelligence; et le Parisien, un être pétri de grâce et d'esprit, devant lequel les autres hommes n'ont qu'à s'incliner. J'ai toujours été moins favorisé. Des étrangers m'ont souvent dit que la France était leur seconde patrie : mais j'ai cru remarquer que ceux-là ne jouissaient généralement pas d'une très haute considération dans la première : ceux qui me parlaient de Paris me vantaient surtout les restaurants du boulevard, les petits théâtres et le bal Mabille, ce qui ne flattait pas absolument mon amour-propre national. Quant aux Parisiens, il m'a toujours semblé que, sortis de leur asphalte, ils manquent un peu de prestige.

Cependant, j'ai rarement rencontré une hostilité pour la France aussi caractérisée que celle qui ressort du ton général de la presse de Chicago. La mort de ce malheureux Rivière et en général les événements du Tonkin, de Madagascar et de la Tunisie, sont le prétexte d'articles aussi désobligeants que possible pour nous. Un journal s'est avisé de résumer les choses à son point de vue spécial en un apologue qui a tout de suite été reproduit par les autres :

« Hans, dit l'auteur, est un bon gros garçon d'humeur douce et tranquille, deux fois plus grand et plus fort que tous ses condisciples, parmi lesquels se trouve le petit Jacques, un être querel-

graphistes, qui vinrent reprendre leurs places devant les appareils, uniquement pour soutenir Jay Gould. Des banquets sardanapalesques, où le champagne coulait à flots, étaient servis aux employés fidèles, dans les bureaux, aux frais des compagnies; mais on les faisait travailler jour et nuit. Les *ladies* étaient reconduites chez elles en voiture, quand elles étaient trop fatiguées. Bref, M. Jay Gould dépensa quelques millions, mais au bout de sept ou huit semaines, les grévistes étaient obligés de se rendre à merci. Les conditions que leur imposèrent les compagnies victorieuses ne furent pas tendres : *Væ victis!*

leur et vicieux qui passe sa vie à tourmenter tous les autres. Un beau jour, Jacques voulut voler à Hans sa tartine : celui-ci se fâcha et lui donna une forte correction. Depuis ce temps Jacques a une peur atroce de Hans et n'ose plus s'attaquer à lui; mais il se console en volant les tartines des plus petits et en les battant quand ils réclament. »

Cette explication si flatteuse de nos expéditions coloniales fournit des textes à une foule de caricatures qui s'étalent à toutes les devantures. On ne peut ouvrir un journal illustré sans en voir. Je ne sais si les consuls de M. Ferry lui rendent compte de l'heureux effet produit à l'étranger par sa politique. S'ils le font, peut-être usent-ils de quelques ménagements, et dissimulent-ils un peu de la vérité.

Nous allons visiter un des entrepôts de grains, nommés élévateurs, dont la création a causé une telle révolution dans le commerce des céréales. Celui qu'on nous fait voir, l'un des plus importants des vingt-quatre qui existent à Chicago, se trouve au bord du lac et de la rivière : trois ou quatre navires accostés sont en chargement. Au moment où nous arrivons, un train entier chargé de blé s'enfonce dans la porte béante qui est la seule ouverture de l'immense bâtiment à six étages. Le fond de chaque wagon s'entr'ouvre et laisse glisser son chargement dans de grandes fosses creusées entre les rails. A peine le train est-il reparti que des chaînes à godet enlèvent le grain aux étages supérieurs, où nous montons par un interminable escalier. Dans une pièce longue de 60 ou 80 mètres, sont alignés les réservoirs en bois où le produit de la moisson de centaines de milliers d'hectares vient s'accumuler chaque année avant d'être envoyé en Europe. Cette salle contient 1 800 000 bushels (1 bushel = 35 litres).

J'ai déjà parlé aux lecteurs du *Correspondant* de l'organisation financière de ces élévateurs qui, dans les conditions spéciales où elle se trouve, favorisent à un si haut degré le développement de l'agriculture dans l'Ouest. On cherche à les introduire en France. J'avoue que je ne puis comprendre à quoi ils serviraient chez nous. Dans un centre d'immense production comme celui-ci, leur usage me paraît très avantageux. Je ne vois pas à quel besoin ils répondraient dans un pays de consommation.

Au moment où nous examinons l'un de ces réservoirs, un surveillant y constate dans le grain quelques traces d'échauffement, causé par l'humidité. Une trappe est immédiatement ouverte à la partie inférieure, et les 8 ou 10 000 bushels qu'il contient sont projetés sur le sol d'une hauteur de 30 mètres environ. Cela suffit pour sécher complètement le grain, ainsi que nous pouvons

nous en convaincre au bout de quelques minutes, quand les chaînes à godet commencent à le rapporter.

Pour assurer la sécurité des transactions immenses qui se font sur les bons de dépôts que délivrent ces établissements, il est indispensable que les acheteurs comme les vendeurs soient parfaitement rassurés sur la manière dont ils sont administrés. Aussi cette industrie s'exerce sous le contrôle du gouvernement de l'Illinois. Des fonctionnaires spéciaux vérifient constamment les livres et adressent au gouvernement des rapports qui sont rendus publics, et dans lesquels sont indiqués non seulement les quantités, mais encore la qualité.

Il existe en ce moment vingt-quatre de ces élévateurs, pouvant emmagasiner, à la fois, 24 millions de bushels de blé; quelque chose comme 8 millions d'hectolitres : et chaque jour il s'en construit de nouveaux qui se remplissent immédiatement, car les anciens ne peuvent plus suffire à la production, qui va toujours s'augmentant, à mesure que de nouveaux chemins de fer s'ouvrent à travers les prairies de l'Ouest. D'un autre côté, grâce aux facilités toujours croissantes des communications, les producteurs américains voient s'élargir pour eux le marché européen. Jusqu'à présent, ce pays-ci a joué le rôle bienfaisant des greniers d'abondance créés en Égypte par Joseph, à la suite des pénibles incidents qui l'avaient forcé à se séparer du ménage Putiphar. Si l'on n'y prend pas garde, ce qui était et ne devrait être que l'appoint nécessaire dans certaines années pour combler les vides laissés dans l'approvisionnement par une mauvaise récolte deviendra le principal.

Un fermier français qui porte son blé au marché a déjà payé un peu moins de 5 francs d'impôts par hectolitre. Le blé américain, pour arriver au même marché, n'a payé que 2 francs, tout au plus, pour le transport de Chicago au Havre. Rien que de ce chef, le fermier américain a déjà une marge de profits de 3 dollars, car il ne paye, pour ainsi dire, aucun impôt. De plus, il n'a pas, comme son concurrent, à sacrifier au service militaire les trois ou quatre meilleures années de sa vie; ce même service militaire ne vient pas à chaque instant le gêner dans son exploitation. La rente du sol est pour ainsi dire nulle : les frais d'exploitation, moindres. Il gagnerait encore de l'argent, en vendant son blé 10 francs l'hectolitre. Au prix de 19 francs, le Français est incontestablement en perte.

Voilà la situation présente. Si on n'y met pas ordre par des lois énergiquement protectrices, elle ne peut qu'empirer, car l'écart entre les deux prix cités plus haut doit encore augmenter dans de grandes proportions, et cela dans un avenir très prochain. Il est

certain d'abord qu'avec le gaspillage des deniers publics qui est la raison d'être du gouvernement que nous subissons, les impôts actuels sont insuffisants et ne peuvent qu'aller en augmentant, ce qui haussera les prix de revient. D'autre part, les Américains, se rendant parfaitement compte de l'évolution économique qui se fait à leur profit, et que nous sommes assez dénués de sens pour ne pas combattre, ne négligent rien pour s'assurer tous les éléments de victoire dans la lutte qui va s'engager. Et Chicago est précisément l'arsenal où se forgent toutes les armes destinées à cette guerre dans laquelle doit périr l'agriculture de la vieille Europe, et, à sa suite peut-être, l'Europe elle-même, au moins l'Europe que nous connaissons.

La zone productrice de blé, *the great wheat belt*, est une large bande qui s'étend horizontalement, sur la carte, des Alleghanys aux Montagnes-Rocheuses. Elle est bornée au nord par le 46e ou 47e parallèle. Plus haut, il fait généralement trop froid; au sud, elle ne dépasse guère le 27e degré. Il est bon d'ajouter que la dixième partie de cette région, si heureusement douée, est en culture. Le reste est à l'état de prairie.

Tout ce pays est relativement très peu peuplé. Ses productions doivent s'écouler vers l'Est, puisque c'est là que se trouve le consommateur américain ou européen. Il a donc fallu trouver un point central où les marchands de l'Ouest pussent se rencontrer avec les clients de l'Est.

Partout et de toute antiquité, la force des choses a désigné à l'homme, certains de ces points destinés à devenir le lieu du rendez-vous des peuples. Byzance, en Europe; Alexandrie, en Afrique; Han-Kow, en Asie, sont les types les plus connus de ces lieux privilégiés. Mais nulle part, peut-être, la nature n'a plus clairement indiqué son choix qu'à Chicago.

Du côté de l'Ouest, les immenses plaines se déroulaient devant l'ingénieur. Il n'a eu que la peine de poser les rails pour pouvoir y lancer des trains, qui amènent à la porte des magasins de la ville tous les produits de la prairie. Leur expédition vers l'Est est assurée par des moyens encore plus simples. Il suffit de regarder une carte pour voir que le Michigan, l'Huron, l'Erié et l'Ontario sont de véritables mers intérieures, d'une grande profondeur, communiquant toutes entre elles, et dont le débouché vers l'Atlantique serait assuré par le Saint-Laurent, si la cascade du Niagara ne venait pas imposer un déchargement coûteux aux marchandises. Cet obstacle a déjà depuis longtemps été supprimé par la création d'un canal à dix écluses, qui réunit l'Erié à l'Ontario, en tournant les chutes. Mais ce travail, exécuté dans un temps où l'on était

bien loin de prévoir le développement que prendrait la navigation, est insuffisant [1]. On s'occupe en ce moment de le perfectionner. Le canal sera creusé, élargi, les écluses pourront recevoir les plus grands transatlantiques; le jour est proche où ils pourront venir prendre directement leurs cargaisons aux élévateurs de Chicago. Ce jour-là, les fermiers de l'Ouest pourront illuminer, car leur victoire sera définitive.

Du reste, à Chicago même, tout est prêt. Je n'ai jamais vu, dans aucune ville maritime, aménagement plus complet et mieux entendu. L'atterrissage de la ville était des plus faciles, car la côte est très saine et on trouve des fonds de 10 ou 12 brasses tout près du bord. Les trois rivières, profondes de 7 à 8 mètres, fournissaient un admirable port naturel auquel il ne manquait que des quais. L'entrée seulement était quelquefois rendue un peu difficile par les grandes brises du nord et du nord-est. On a remédié à cet inconvénient par la construction de trois jetées munies de phares qui créent une rade artificielle, dont la disposition rappelle un peu celle de Cherbourg.

Dans l'intérieur de la ville, les rivières ont été garnies de quais offrant un développement énorme qui a encore été augmenté, sur beaucoup de points, par le creusement de nombreux canaux. Les usines, les élévateurs se sont construits sur ces quais, dont la longueur totale est de plus de 50 kilomètres. Tout est si admirablement disposé, qu'en quelques heures un navire peut repartir après avoir été déchargé et rechargé. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le commerce maritime ait pris une énorme importance, bien que, jusqu'à présent, il se soit borné à peu près exclusivement à des opérations de cabotage. En 1882, la douane a constaté l'entrée de 13 094 navires, jaugeant 4 849 000 tonneaux.

Le littoral des lacs a toujours suffi pour fournir à ces navires un fret abondant. Les forêts du Canada, du Michigan et du Wisconsin envoient leurs bois. Il en est arrivé l'année dernière environ 800 000 mètres cubes, qui ont donné de l'ouvrage à quarante mille ouvriers charpentiers. Elles ne pourront du reste pas bien longtemps suffire à une pareille consommation. La partie nord de la

[1] Tel qu'il est cependant, il a déjà rendu de grands services, en permettant d'amener les blés, de Chicago à New-York, à raison de 0 fr. 37 (7 cents 1/2) les 100 livres. Les chemins de fer prenaient le double. Ils ont été obligés d'accepter les mêmes prix. Cela fait un taux d'un demi-centime par tonne et par kilomètre. L'hiver, quand les glaces couvrent les canaux, les chemins de fer se rattrapent aux dépens des malheureux spéculateurs qu'une opération mal engagée force à amener leurs blés à tout prix. On leur demande alors trois et quatre fois plus.

Pensylvanie, qui touche au lac Érié, contient une énorme quantité de charbon, et les cargaisons qui viennent s'empiler sur les quais de Chicago fournissent aux fonderies un combustible si abondant et si économique, et cette industrie née d'hier a pris un tel développement, qu'elles rivalisent déjà avec celles de Pittsburgh, pour la production du fer et de l'acier.

Les hommes d'État américains prédisent que, d'ici à trente années, la vallée du Mississipi contiendra cinquante millions d'habitants. Du train que vont les choses, cela est plus que probable. Les communications de Chicago avec cette immense région sont déjà assurées. A propos de l'approvisionnement d'eau, j'ai déjà dit que les ingénieurs yankees s'étaient avisés de crever l'étroite barrière que la nature avait élevée entre le bassin du Saint-Laurent et celui du Mississipi. Ils ont si bien fait que la rivière de Chicago, qui autrefois apportait ses eaux dans le Michigan, emporte, au contraire maintenant, celles du Michigan dans l'Illinois, un des affluents du grand fleuve, qu'il rejoint un peu au-dessus de Saint-Louis. Le canal, au moyen duquel on a obtenu cet étonnant résultat, l'*Illinois and Michigan*, vient s'amorcer au milieu de la ville, sur la branche sud de la rivière. Il est déjà parcouru par une batellerie très active qui emmène dans le Sud tous les produits manufacturés de Chicago : quand cette dernière ville sera en communication directe avec l'Atlantique, elle sera avec la Nouvelle-Orléans les deux seuls ports par lesquels les populations du Centre seront mises en rapport avec l'Europe. Un navire, parti de Liverpool, pourra aller à Marseille, en passant par Québec, Chicago, Saint-Louis et la Nouvelle-Orléans. Il chargera en Angleterre des émigrants ; à cette époque, ce sera le seul produit de la vieille Europe ; les débarquera à Chicago ; y prendra du blé et du lard ; complétera sa cargaison à Saint-Louis, avec des tonneaux de pétrole destinés aux communeux français qui s'en prendront aux capitalistes de leur misère, et, comme le remède est toujours à côté du mal, ce même navire touchera à la Nouvelle-Orléans, juste le temps nécessaire pour embarquer quelques microbes de la fièvre jaune, qui, rendus à Marseille, se chargeront de mettre d'accord communeux et capitalistes en les envoyant au cimetière : et tout cela pour la plus grande gloire du libre-échange et le triomphe de mon ami le général qui rappellera aux électeurs de Swamptown, qu'il leur avait prédit toutes ces belles choses dans son fameux article du *Rattlesnake-Ravine-County-Free-Rib-Tickler*. Il sera nommé président du coup.

Nous congédions notre automédon, en lui donnant un paquet de petits billets de banque graisseux, dont la lecture pourra compléter

ses études, car ils portent tous une gravure rappelant un des souvenirs de l'histoire nationale. Puis, en attendant le dîner, nous allons nous promener dans le *Lake-Park*, tout près de l'exposition, sur les bords du lac. Ce qu'on appelle le *Lake-Park* est une grande place, bordée de magnifiques maisons, mais couverte de décombres et d'immondices. De plus, elle est sillonnée par les trois ou quatre voies du *Baltimore and Ohio Railroad*, que les trains parcourent à chaque instant à toute vitesse. Il n'y a, bien entendu, aucune barrière.

Dans tout autre pays, il ne se passerait pas de jour sans qu'on eût à relever les corps sanglants de militaires et de bonnes d'enfants surpris par une mort horrible au milieu des plus douces confidences. Je n'ai pas entendu dire que les accidents fussent nombreux ici. J'attribue cette heureuse immunité à l'absence de garnison, qui laisse les bonnes en possession de toute leur vigilance. Partout ailleurs, aussi, on se serait occupé d'arranger un peu cet endroit. Quelques nivellements, des plantations et des gazons en feraient une admirable promenade. On n'y a apparemment pas songé. Le quai en bois est dans un tel état de délabrement, que nous sommes obligés, par moment, de faire une vraie gymnastique pour sauter de madrier en madrier, en évitant les grands trous où de gros rats d'eau courent sur les piles effondrées. Une centaine de pêcheurs à la ligne sont assis, surveillant silencieusement leurs bouchons. Au milieu de l'agitation générale, leurs figures calmes et reposées font plaisir à voir : d'autant plus qu'elles s'illuminent de temps en temps d'un éclair de bonheur : car, à chaque instant, ils relèvent de belles perches toutes brillantes, aux nageoires rouges sang, qu'ils jettent dans un filet plongé dans l'eau à leurs pieds. Il paraît que pour prendre des truites, il faut aller un peu au large. Il y a là une trentaine de petits côtres à la disposition des nombreux amateurs.

Ce spectacle me rappelant les joies pures que nous aurions goûtées depuis ce matin, sans la curiosité de M..., je ne puis m'empêcher de lancer à mon compagnon un coup d'œil chargé de reproches. Si encore ce que nous avons vu était réjouissant! je me souviens des récits d'un de mes camarades. Il y a bien longtemps de cela, il avait été pris par des Canaques qui, le trouvant de belle apparence, frais et gras, avaient résolu de le conserver quelque temps, comptant faire de lui le plat de résistance d'un grand festin qu'ils avaient à donner à des amis d'une tribu voisine. Il fut délivré avant le jour fixé pour cette petite fête. Ces gens l'avaient bien traité : ils ne négligeaient rien pour lui être agréables et s'ingéniaient surtout à le bien nourrir. Les grands chefs, qu'il pendit lui-

même haut et court quelques jours plus tard, venaient souvent causer avec lui, pour le tenir en joie. Leur conversation naïve et patriarcale était parfois intéressante. Seulement, on en venait toujours à discuter des questions culinaires. Ils avaient, sur ce sujet, des aperçus qu'en tout autre temps leur hôte eût vivement appréciés; mais cette malheureuse idée que l'application de ces principes devait se faire à ses dépens jetait toujours un certain froid.

Nous sommes un peu dans le même cas. Nous nous rendons compte de ce qui a été fait ici; nous voyons très clairement ce qui va s'y faire. Impossible de ne pas admirer le passé; impossible aussi de ne pas deviner l'avenir. Ce passé a déjà produit chez nous son effet : c'est la gêne pour tous. Cet avenir, si l'on n'y met bon ordre, c'est notre ruine, un bouleversement général, la France entière réduite à quinze millions d'habitants. Tout cela n'empêche pas notre admiration, mais ne la rend pas joyeuse.

Chacun de notre côté, nous nous abandonnions à ces réflexions. La journée avait été chaude; le soleil descendait vers l'ouest; le Michigan roulait devant nous ses lames grises à reflets bleus qui venaient se briser doucement à nos pieds en se frangeant d'écume; à l'horizon, on voyait les grandes goëlettes, se penchant à la brise sous leurs voiles blanches; et puis, de l'autre côté, s'élevait la grande ville fiévreuse, avec ses hautes cheminées, ses immenses maisons, les locomotives qui passaient en sifflant; toute une rumeur d'un travail acharné qui arrivait jusqu'à nous. Une foule encombrait maintenant la place, venant respirer la fraîcheur du soir : nous regardions tous ces hommes, maigres, les joues creuses, la démarche harassée ou fébrile; riches, auxquels la richesse procurait si peu de jouissances.

A ce moment, un juron mâché sourdement attira notre attention. Un des pêcheurs se disposait à rentrer chez lui; il venait de retirer de l'eau son filet. Quelques écrevisses y avaient pénétré sournoisement et avaient déjà presque entièrement dévoré une belle perche. Sept ou huit des coupables, les plus grosses, étaient restées prises. L'homme les retirait des mailles et les rejetait rageusement à l'eau. Toujours désireux de m'instruire, je lui adressai la parole :

— Monsieur, lui dis-je, pourriez-vous m'expliquer pourquoi vous rejetez ces belles écrevisses?

— Et que voulez-vous que j'en fasse? répondit-il en s'arrêtant d'un air étonné.

— Mais, les manger, apparemment.

— Les manger! farceur! (*Now, don't chaff!*) Comme si cela se mangeait!

Et il reprit sa stupide besogne. Je le regardais d'un œil chargé de mépris. M..., qui avait tant bien que mal suivi la conversation, me prit par le bras :

— Mon bon ami, me dit-il, vous rappelez-vous le joli conte de Perrault, qu'on nous racontait quand nous étions petits, *la Belle au bois dormant?* Il s'agissait d'une belle princesse au baptême de laquelle on croyait avoir convoqué toutes les fées. Mais on en avait oublié une; et celle-là, pour se venger, jeta à la pauvre petite un sort qui rendit inutile tous les cadeaux de ses marraines. Eh bien, c'est l'histoire des Américains. Ils ont tout, mais ils ne savent se servir de rien.

Et nous allâmes dîner, pour la dernière fois, au *Grand-Pacific-Hotel*, en compagnie de sept ou huit cents Yankees très riches, mais qui ne mangeaient que du lard rance, ne buvaient que de l'eau claire, étaient tous affligés de dyspepsie, et dont l'immense majorité portait des bottes éculées.

Je viens de relire et de mettre en ordre les pages qui précèdent. Les grandes feuilles de papier bleu sont là, étalées sur ma table. Je les parcours une dernière fois, avant de les envoyer à l'imprimerie. Je voudrais résumer l'impression générale qui m'est restée de ma courte visite chez ce peuple américain qui nous a été déjà si fatal; car vraiment la Providence semble avoir décrété que sa prospérité serait faite de nos ruines. Dans une heure d'aveuglement, le malheureux Louis XVI, s'aliénant à jamais l'Angleterre, a cru faire un coup de haute politique en favorisant sa naissance. Il ne fit que donner un chef à la révolution. Vingt ans après, Napoléon Ier, renonçant définitivement aux traditions coloniales de la monarchie et voulant concentrer toutes les forces de la France pour l'exécution de ses folles entreprises sur le continent, lui vendait la Louisiane, qui aurait gêné son développement dans le Sud. Plus tard, une occasion unique s'offrit de briser cette puissance qui, grandissant en dehors de toutes les lois qui s'imposent aux autres, est appelée à détruire l'équilibre du monde civilisé. Les confédérés et les fédérés, à peu près égaux en force, se battaient avec acharnement, sans avantages bien sensibles. Il suffisait de soutenir nettement les premiers pour que l'Amérique fût à tout jamais partagée entre deux États rivaux qui se seraient paralysés mutuellement, et dont l'un, formé de populations ayant une majorité d'origine française, eût été pour nous un allié bien précieux. Ayant chacun une armée, une administration et une dette, ils rentraient dans les conditions com-

munes et cessaient d'avoir sur nous les avantages de leur isolement. D'ailleurs, ayant commencé la guerre du Mexique, c'était la seule manière d'en sortir honorablement. C'était identiquement la même situation que celle qui s'offrait à nous la veille de Sadowa, quand notre alliance avec l'Autriche suffisait pour arrêter la Prusse. Napoléon III, auquel l'histoire reprochera avec plus de sévérité encore les guerres qu'il n'a pas faites que celles qu'il a faites, laissa échapper ces occasions uniques. Il en fut récompensé à Queretaro et à Sedan. Aujourd'hui, les États-Unis reconstitués ont mené à bien la conquête économique du Mexique, par la construction de son réseau de chemins de fer; et prochainement ils s'empareront de l'isthme de Panama, pour profiter des millions que nous y dépensons si follement.

Mais le coup le plus funeste qu'ils nous aient encore porté a été la création de cette école d'admirateurs de leurs institutions qui ont tant contribué à les acclimater chez nous. Ces gens, économistes ou simples écrivains, tous d'une parfaite bonne foi, beaucoup d'un grand talent, se sont laissé séduire par les côtés brillants de cette civilisation. Ils les ont mis en évidence avec une habileté extrême, sans jamais en montrer les charges.

Un de nos voisins, petit propriétaire campagnard, la forte tête de son village, dont il est maire, m'avouait dernièrement qu'il se sentait bien ébranlé par les raisonnements des communistes. « J'ai lu, me disait-il, un de leurs livres. Il y est prouvé de la manière la plus claire que, si seulement on les laissait faire, nous recevrions tous une pension de 350 francs. Or, suivez bien mon raisonnement, j'ai déjà un petit bien qui m'en rapporte, bon an mal an, 1200. Cela m'en ferait 1550. Quel est le gouvernement qui m'offrira jamais de pareils avantages? »

Il faillit tomber de son haut quand je lui fis observer qu'avant de toucher ses 350 francs, il lui faudrait abandonner à la masse commune les 1200 qu'il a eu tant de peine à amasser : et cette réflexion, quand il en a eu bien compris la portée, l'a beaucoup refroidi.

Le peuple français qui est le plus spirituel de l'univers, à ce que j'ai souvent entendu dire, raisonne quelquefois comme mon voisin. En 1789, il se trouvait avoir à payer deux administrations. L'une, l'ancienne organisation féodale, qui ne servait plus à rien : la seconde, celle créée par Colbert, qui faisait tout. Jacques Bonhomme succombait réellement sous le faix. Pour se débarrasser de la première, il versa des torrents de sang; ce qui était fort inutile, puisque les intéressés avaient renoncé à tous leurs privilèges dans la fameuse nuit du 4 août. La révolution fut atroce,

mais au moins, elle devait être et fut efficace, en ce sens que le but poursuivi fut atteint. L'administration féodale disparut : l'autre subsista ; car les intendants reçurent le nom de préfets sans que leurs attributions fussent énormément modifiées : mais les charges furent bien réellement allégées.

En adoptant, quelque soixante-dix ans plus tard, les institutions américaines, nous avons fait précisément l'opération inverse. Je dis institutions américaines, au lieu de dire institutions républicaines, parce que c'est tout un. Les premières étant la conséquence rigoureuse et forcée des secondes, ce que nous n'en avons pas encore, nous l'aurons. Or nous avons conservé toutes les dépenses de la monarchie ; notre position continentale et les obligations contractées par le passé nous créant des charges auxquelles nous ne pouvons nous soustraire. Il est bien évident, par exemple, que nous sommes obligés d'avoir une grosse armée, une puissante marine pour nous défendre, une administration nombreuse pour les alimenter et une diplomatie pour les renseigner. Toutes ces institutions qui pèsent si lourdement sur nous n'existent pas en Amérique ou n'y existent qu'à l'état rudimentaire. Seulement la monarchie, par la continuité de ses efforts et par la sécurité qu'elle assurait à ses fonctionnaires, nous permettait d'avoir tout cela à un bon marché relatif. La charge restait lourde, mais elle était supportable. Nous commençons à voir ce que deviennent ces dépenses quand le gouvernement tombe entre les mains de gens auxquels toute nouvelle ouverture de crédit rapporte quelque chose, directement ou indirectement, et ne coûte rien ; puisque ce ne sont pas eux qui payent les impôts. Mais il faut aller en Amérique pour voir, dans toute leur beauté, le fonctionnement de ces institutions. L'armée fédérale est de vingt six mille hommes. Elle coûte 49 millions de dollars (48 911 383), 240 millions de francs. Il y a quelques années, chez nous, le même nombre d'hommes aurait coûté environ 30 millions de francs. Les soldes de l'armée américaine sont plus élevées que les nôtres : c'est vrai. Mais les vivres sont bien moins chers. On peut hardiment affirmer, et, du reste, ce n'est pas nié, que la grosse moitié du budget arrive dans la poche de politiciens faméliques, et cela par la force même des institutions et sans qu'elles puissent apporter un remède quelconque à un état de choses aussi honteux. Sous le tsar Nicolas, l'administration russe avait la réputation d'être très malhonnête. Mais l'empereur pouvait toujours, quand il voulait s'en donner la peine, rechercher et punir les coupables. C'était son intérêt personnel et manifeste ; et il ne s'en faisait pas faute à l'occasion. Un président des États-Unis qui arrive au pouvoir ne peut pas empê-

cher ses ministres et encore moins ses fonctionnaires de voler, puisque ce sont eux qui l'ont nommé, qu'ils ne l'ont nommé que pour avoir des coudées franches et que, eût-il même la force d'âme de sacrifier tout espoir de réélection, il n'arriverait à rien, puisque l'institution du jury serait là pour assurer l'impunité aux coupables.

Aux charges de la monarchie, nous ajoutons donc celles de la république : nous avons bénévolement renoncé à tous les bienfaits de la première, et les circonstances nous enlèvent la possibilité de jouir des quelques avantages que comporterait la seconde ; nous succombons à la peine : cela n'a rien d'étonnant. Mais la ruine de nos finances n'est pas le seul résultat qu'aura pour nous cette étrange situation. L'une après l'autre, nous adoptons ou nous sommes sur le point d'adopter les institutions américaines, sans nous rendre compte des correctifs qu'y apportent les mœurs des Américains. Ainsi nous avons le jury : les rares malfaiteurs qu'il condamne sont graciés par M. Grévy. La vénalité commence à se montrer de tous les côtés, comme la moisissure sur un arbre malade. Bon nombre de nos députés sont à vendre. Les récents débats de la police correctionnelle nous ont appris que les prix ne sont même pas très élevés. L'administration est-elle plus nette? L'autre jour on poursuivait deux industriels qui se chargeaient, moyennant finances, de faire avoir des croix ou des préfectures : ils ont été condamnés. Mais il n'a pas du tout été prouvé que leur crédit fût aussi imaginaire que l'affirmait M. le procureur de la république. Il a même été démontré qu'ils avaient eu entre les mains les dossiers de leurs clients.

Tout cela prouve que nous nous rapprochons des Américains, et que nous aurons peut-être bientôt un procès des *Star Routes*. Le même arbre porte les mêmes fruits en quelqu'endroit qu'on le transplante. Il n'y a là rien que de fort naturel. Seulement, là-bas, ces mœurs étant générales, elles ont moins d'inconvénients. Dans une partie d'écarté, quand un seul des joueurs triche, les parieurs sont sûrs de leur affaire. Mais si les deux connaissent également l'art délicat de tourner le roi à chaque donne, l'égalité se trouve rétablie : un abus en corrige un autre. Quand, en Amérique, les jurys ont acquitté par trop de criminels, des comités de vigilance se forment qui en pendent quelques douzaines, un peu au hasard. Cela fait tenir tranquilles les autres pendant quelque temps.

Dernièrement un de mes amis, attaqué par trois bandits, en tue deux et blesse le troisième. Connaissant les mœurs locales, il s'empressa de faire remettre 8000 dollars au juge, qui lui avait fait savoir que le blessé lui en promettait 5000. Grâce à cette précaution, il a été acquitté et porté en triomphe. Malheureusement le gouverneur de l'État avait aussi voulu sa part du gâteau; il

fallut encore lui offrir 2000 dollars. Je n'ose donner des détails, de peur de faire reconnaître les personnages. Je le regrette vivement, car ils sont bien amusants.

De même, en matière électorale. Aux avant-dernières élections présidentielles, M. Tilden, le candidat démocrate, avait une grosse majorité dans le collège des délégués. Les républicains en achetèrent trente ou quarante à beaux deniers comptants. Personne ne récrimina. Seulement, cette fois-ci, les démocrates ont pris leurs mesures en conséquence, ils y ont mis le prix, et les enchères leur ont été favorables.

Une vieille bonne, que j'avais quand j'étais petit, me racontait souvent l'histoire des démêlés de Polichinelle et du commissaire. De temps en temps, je pense à ces vieux contes et je leur trouve une grande portée philosophique. En voici un qui me revient à la mémoire et qui me paraît tout à fait en situation.

Il paraît qu'un jour, Polichinelle, ayant commis quelques méfaits, rencontra le commissaire armé d'un gros bâton :

— Polichinelle, dit le magistrat, je t'arrête !

— Oh ! fit Polichinelle, comme c'est lâche, quand on a un gros bâton, d'arrêter un homme désarmé.

— C'est juste, dit le commissaire, impressionné par cette idée chevaleresque.

Il déposa son bâton. Polichinelle s'empressa de le ramasser et s'en servit pour rosser le commissaire.

C'est l'histoire de toutes nos révolutions : à commencer par la grande, et à finir par la petite, celle du 16 mai. Nous enlevons le gros bâton à ceux qui sauraient s'en servir ou du moins qui devraient le savoir. Il est vrai que souvent ils le déposent de bonne volonté. Les Américains ont agi pareillement ; seulement ils ont su prendre le parti de faire eux-mêmes la police. La besogne, confiée à des amateurs, est mal faite : mais enfin elle est faite à peu près. Malheureusement, deux ou trois siècles de gouvernements réguliers nous ayant affiné l'esprit et adouci les mœurs, les honnêtes gens, chez nous, n'ont aucun goût pour ce métier de policier. Il en résulte que le gros bâton a été ramassé par les autres et que nous devenons, tout doucement, pour les malfaiteurs, une matière taillable et corvéable à merci.

Nous sommes donc dans une voie sans issue. La société ne peut plus rester ce qu'elle est : car elle n'est plus en équilibre. Le jour est proche où il lui faudra faire un saut. Sera-ce en arrière ou en avant? *That is the question.*

E. DE MANDAT-GRANCEY.

LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE

CONTEMPORAINE

LE ROMAN ET LE RÉALISME

Lorsque le regretté L. Lande, il y a huit ans, rendait compte de la littérature espagnole contemporaine, le réalisme français exerçait encore peu d'influence sur le roman et sur le théâtre de Madrid.

Deux romanciers, en 1876, se partageaient les suffrages des lettrés et des connaisseurs délicats. L'un d'eux, Juan Valera, critique pénétrant, philosophe à ses heures, écrivait des récits où l'aspiration vers l'idéal était ingénieusement réconciliée avec les exigences et les entraînements de la réalité. L'auteur se plaisait à nous montrer des enthousiastes, des mystiques, des platoniciens, amenés et presque contraints par leurs sens à redescendre vers la vie terrestre, à s'y attacher, à s'y faire une place agréable et à y goûter d'honnêtes plaisirs que le Dieu de Platon et même celui des chrétiens n'ont jamais maudits. Un jeune candidat au sacerdoce, détourné de ses aspirations célestes par l'amour d'une charmante et habile veuve, devenant, après une certaine résistance, un heureux époux et un bon père, restant d'ailleurs l'ami du curé de son village, acceptant tous les dogmes, pratiquant tous les devoirs, mais élevant au fond de son jardin un temple élégant à l'Amour, voilà le type que M. Valera a dessiné avec une malice mondaine [1], qui sourit des hauts élans de l'âme sans jamais cesser d'en tenir compte.

Dans d'autres récits [2], mêmes contrastes, et presque toujours même accord final entre les doctrines des personnages et certaines faiblesses auxquelles ils cèdent, après beaucoup de luttes intérieures et quelques triomphes partiels sur eux-mêmes; parfois d'héroïques sacrifices pour expier ou amoindrir une faute, ou pour remplir des devoirs que la conscience impose encore plus aux coupables qu'aux

[1] Dans *Pepita Jimenez.*
[2] *Doña Luz*; *El comendador Mendoza,* récemment traduit par M. Savine.

innocents; partout une douce poésie, un heureux choix de détails réels; un hommage rendu aux idées sublimes qu'on n'a pas assez de foi ou de force morale pour embrasser avec résolution ; jamais d'asservissement grossier ni stupide aux sens et à la cupidité; enfin une attention de l'auteur à montrer la vie telle qu'il l'aime et l'estime plutôt que telle qu'elle est. Ce sont là, si je ne me trompe, des habitudes d'esprit et d'exécution entièrement contraires au réalisme moderne; c'est même, pour les sévères amateurs de l'art vrai, un peu trop d'art et trop peu de vérité.

L'autre romancier, M. Pedro de Alarcon, a commencé plus tôt à s'exercer en ce genre. Parti du romantisme qu'on pourrait appeler le plus frivole, de celui qui amuse uniquement la fantaisie[1] sans laisser entrevoir à peine une ou deux idées générales, il s'est livré ensuite au romantisme héroïque, créant de belles figures grandioses et légendaires. Il a, de son propre aveu, donné un frère espagnol au fameux Gilliatt de Victor Hugo : doué d'une force et d'une grâce presque surhumaines, accomplissant des exploits personnels plus incroyables aujourd'hui que dans les temps anciens; indépendant de caractère et libre d'action comme les chevaliers du moyen âge, son Manuel Venegas[2] est très attachant, très andalou et très peu moderne. Les personnages accessoires, ceux qu'il nomme *le chœur*, ressemblent plus aux hommes de nos jours, mais paraissent des pygmées auprès de ce géant : l'imagination éprise d'héroïsme, de hautes actions, et par moments de sainteté, a fait les frais de ce merveilleux récit beaucoup plus que l'observation des choses d'ici-bas.

Puis est éclose, sous la plume du même auteur, une de ces histoires mystiques[3] où les cas de conscience, le sentiment du devoir et la crainte de Dieu jouent le premier rôle : ici, encore, malgré le costume moderne des personnages, c'est l'esprit de Calderon et des poètes du grand siècle qui s'efforce de revivre ou du moins de reparaître; c'est un appel à des croyances qui jamais ne mourront, mais ce n'est pas la vie prise sur le fait, ni envisagée sous les aspects que le réalisme aime à nous montrer. Dans son œuvre la plus récente, dans celle que lui-même déclare préférer aux autres, M. Pedro de Alarcon met plus à profit l'observation directe des hommes et surtout des masses. Bien des lecteurs français auront pu lire son roman traduit et inséré dans la *Revue britannique*, sous le titre un peu inexact de *la Gaspilleuse*. Là les deux amants, et surtout la femme, rappellent trop les héros de George Sand et s'en souviennent trop dans leurs longs discours;

[1] Dans *le Final de Norma*.
[2] Dans *l'Enfant Jésus*.
[3] *Le Scandale*.

mais que le jugement honnête et droit du peuple ignorant sur ces unions libres et illégales est bien exprimé! comme les moindres révoltes de la conscience publique sont peintes avec une fidélité touchante! Moins beau de style, moins vif de coloris que *l'Enfant Jésus*, le roman de *la Prodigue* offre plus d'un chapitre où ce qui existe se reflète si exactement que les partisans du réalisme ont pu en attribuer le mérite à cette école. « D. Pedro de Alarcon, disent-ils, n'est pas des nôtres; ici encore il *choisit* en idéaliste et ne nous montre que les sentiments honnêtes de ses villageois; mais enfin il les peint tels que la vieille morale et l'antique religion les ont façonnés; ce sont des paysans catholiques et espagnols ayant souci de Dieu et des bonnes mœurs. Nous avons bien fait de lui reprocher sa manie de l'extraordinaire et sa grâce trop exquise, son art trop visible à conter, certains jours, des histoire sà la Boccace[1]. Cette fois, il est entré un peu plus dans le vrai, et il a copié, de profil au moins, la réalité rustique. C'est à nous qu'il doit ce progrès. »

Ainsi s'expriment les réalistes d'Espagne, et comme leur nombre augmente sensiblement, le public commence à les écouter. Chez tous les libraires de Madrid, les romans des Goncourt, des Zola, des Daudet se vendent fort bien, en français ou en traduction. Le 23 juin 1883, on a fait bon accueil au drame de l'*Assommoir*, mis en espagnol sous le titre de *la Taberna*[2]. Le monde littéraire, il est vrai, résiste à l'influence nouvelle; M. Canovas, comme nous l'avons vu dans un autre article[3], exclut les réalistes du domaine de l'art; M. Menendez Pelayo, critique estimé, regrette que l'idéalisme hégélien n'ait pas porté en Espagne tous ses fruits; au nom des convenances, au nom de la morale, au nom des grands exemples d'autrefois, on réprouve des tendances brutales que le romantisme même n'avait pas osé découvrir; beaucoup, qui jadis furent classiques, veulent rester romantiques aujourd'hui, de peur, disent-ils, de tomber plus bas. Des deux côtés on invoque la tradition; les uns rappellent que la veine réaliste coula jadis très libre, très abondante dans les romans picaresques espagnols; les autres assurent que la gloire poétique du pays fut sauvée par l'idéalisme des Lope de Vega, des Calderon et des Moreto. Au milieu de ce conflit et de l'incertitude qu'il jette dans l'esprit du public, deux critiques se sont déclarés ouvertement pour le réalisme et ont entrepris d'écrire des romans conformes à leurs principes avoués.

L'un est un homme peu ami du passé et à qui la religion semble

[1] Dans *le Chapeau à trois cornes*.

[2] *Annales du théâtre*, par D. José Pérez Martinez, 1883; chez Borrani, Paris.

[3] *Le Correspondant*, 25 mars 1884, p. 1013-1024.

avoir jusqu'à ce jour inspiré plus de doutes que de sympathies; il se nomme Armando Palacio Valdès. L'autre (qui le croirait?) est une femme, catholique fervente et monarchiste déterminée; elle s'appelle doña Émilia Pardo Bazan. Ces deux critiques, dont la politique et la religion feraient deux adversaires, se trouvent d'accord pour recommander le réalisme par leurs théories et leurs exemples.

Au-dessus d'eux et au-dessus de bien d'autres s'élèvent les deux plus grands romanciers de l'Espagne actuelle, MM. Pereda et Pérez Galdos. En écrivant leurs noms, je rougis pour la France de ce qu'elle connaît si peu leurs ouvrages. Pereda, catholique et traditionnaliste comme Mme Pardo; Pérez Galdos, libéral comme Valdès, représentent dans le roman les deux opinions politiques et religieuses qui, avec des nuances infinies, se partagent le monde. Ni Pereda ni Pérez Galdos ne se déclarent eux-mêmes réalistes, mais comme ils observent de très près la nature humaine, que leurs personnages sont bien de notre époque, vivent dans un milieu où s'agitent encore leurs pareils, et semblent souvent copiés sur des gens qu'on a vus en Espagne ou partout ailleurs, les réalistes proclament qu'il s'en faut de peu que Pereda et Pérez Galdos leur donnent raison. Chaque fois que ces deux hommes annoncent des œuvres nouvelles, on se demande là-bas s'ils ne vont pas faire un pas de plus vers le réalisme français. Beaucoup les y exhortent, beaucoup les en détournent, mais tous sont d'accord que Pereda et Pérez Galdos empruntent à la vie réelle bien plus d'éléments que leurs prédécesseurs. Il y a donc lieu d'étudier avec quelque soin les créations des quatre romanciers dont nous venons de citer les noms, et de commencer par ceux qui, étant en même temps des critiques, propagent de deux façons leurs idées littéraires et prennent parti nettement pour l'école nouvelle, malgré les scrupules ou l'effroi que le réalisme français inspire, non sans raison, au-delà des Pyrénées.

I

Mme EMILIA PARDO BAZAN

Mme Emilia Pardo Bazan sera, s'il plaît à nos lecteurs, la première dont nous nous occuperons ici. Elle y a droit surtout par la franchise de ses déclarations esthétiques et par l'ardeur avec laquelle elle s'est jetée dans la lutte, tenant un drapeau où le mot *réalisme* est écrit en gros caractères.

Née au milieu du siècle et issue d'une noble famille, elle habite la Corogne, qui est sa patrie, ou une propriété voisine qu'on nomme la Granja de Meiras. Dès le berceau, elle apprit à parler

le français, et elle l'écrit avec une pureté merveilleuse. Elle a étudié toute seule l'anglais et l'allemand, connaît les littératures étrangères, a beaucoup voyagé et s'est instruite de tout. Ni les mathématiques ni les sciences naturelles ne lui sont demeurées inconnues, et elle n'a pas plus craint d'écrire sur le darwinisme que sur les poètes épiques de l'Europe moderne.

Peu de temps après son mariage, elle vit éclater la révolution de septembre 1868; épouvantée des menaces qu'on lançait contre la société et la religion, elle se rejeta vivement en sens opposé, prêcha la croisade catholique et légitimiste, et ramena son père, qui était libéral, à des doctrines absolutistes et ultramontaines. Elle-même, dans son enfance, avait admiré les libéraux et célébré en vers Olozaga; l'impiété et le socialisme déchaînés par la révolution espagnole, surtout en 1872 et 73, l'ont brouillée, peut-être à l'excès, avec des opinions qui sont encore bien loin de favoriser l'anarchie. En revanche, ses idées littéraires sont demeurées libérales et même très avancées. Elle a écrit, en 1883, des lettres, réunies bientôt en un volume qui porte ce titre : *La question palpitante*, et que M. Albert Savine s'occupe de traduire.

La question palpitante, suivant Mme Pardo, c'est, dans le domaine de l'art et de la littérature, la lutte du *réalisme* ou du *naturalisme* (peu lui importe l'un ou l'autre de ces deux noms) contre les écoles antérieures ou rivales. Chacune de ses lettres sur ce grave sujet est courte, mais claire, méthodique et chaleureuse. Doña Emilia proclame le système classique mort à jamais, le romantisme presque entièrement usé, l'idéalisme vaincu, malgré sa résistance, et le naturalisme vainqueur et maître de l'avenir. Peindre la nature extérieure et la nature humaine telles qu'elles sont, voilà, dit-elle, l'œuvre la plus intéressante et la plus sensée; voilà surtout celle qui durera le plus. Prenez en effet un récit ou une description quelconque où l'idéalisme domine; vous y trouverez d'énormes inexactitudes qui vous feront rire ou vous feront pitié. Quand V. Hugo, par exemple, consacre tout un volume des *Travailleurs de la mer* à nous montrer un homme qui, seul, sans aucune aide, détache des rochers et des bancs de sable un navire échoué, notre raison et nos sens protestent bientôt; ils nous disent : c'est impossible; et l'intérêt se refroidit, et les fictions employées pour expliquer cette lutte et cette victoire tombent misérablement, malgré dé gigantesques efforts. De même le combat si poétique contre la pieuvre est démenti par l'histoire naturelle et par l'expérience; la pieuvre réelle, ce petit animal que tout le monde connaît sur les côtes de Galice et sur tous les rivages des mers, si grosse qu'elle puisse parfois devenir, ne donnera jamais

à un homme la peine que la pieuvre idéale de V. Hugo donne à son Gilliatt.

Passons maintenant, dit encore doña Emilia, aux peintures morales et aux discours ou dialogues qui doivent exprimer les passions. Est-ce qu'on cause jamais avec l'élégance, la finesse soutenue, la justesse adroite et imperturbable des personnages d'Octave Feuillet ou de Valera? Ces mots charmants, ces répliques à double et triple portée ne sont, dans la vie réelle, que des éclairs, des inspirations d'un moment; mais une conversation tout improvisée ne se composera jamais de semblables merveilles. Lorsque j'entends doña Luz ou Sibylle, je dis encore : c'est impossible, on ne cause pas ainsi; et le livre idéaliste, espagnol ou français, me paraît un tissu de mensonges et tombe de mes mains.

Eh bien, poursuit l'ardente adversaire de l'idéalisme, c'est à éviter cette réclamation du bon sens et de l'expérience quotidienne que MM. de Goncourt, Zola et Daudet travaillent. Ils ne veulent pas qu'on puisse dire, en lisant leurs œuvres : cela est faux, cela ne se voit ni ne s'entend jamais dans le monde. Ils ne veulent mentir ni à eux-mêmes ni aux autres, et une pareille intention est excellente; ne fût-ce qu'au point de vue moral, on devrait déjà l'approuver. Quant à leurs personnes et à leurs antécédents littéraires, l'auteur les fait connaître avec une exactitude sympathique, insistant sur la tenue très digne, la vie laborieuse et régulière de ces écrivains et sur leur juste horreur de la bohème romantique. En somme elle les estime, les aime et les recommande à la considération du peuple espagnol.

Elle est loin cependant de les applaudir en tout. D'abord elle blâme leur absence de religion, leur croyance à la force toute-puissante du tempérament, leur matérialisme fataliste et la nudité honteuse de certaines peintures. Elle admet le libre arbitre autant qu'ils le nient ou qu'ils le négligent; elle déclare qu'à ses yeux une seule morale est vraie, celle que prêche l'Église catholique. Voilà un abîme creusé dès le début entre son réalisme et celui de nos romanciers; nous verrons tout à l'heure comment, dans la pratique, elle se rapproche ou se tient éloignée d'eux.

En théorie, elle blâme M. Zola d'avoir dit quelque part que le roman réaliste pourrait servir de documents aux hommes politiques. Elle ne veut pas que l'art ait pour but l'enseignement, mais l'intérêt, le charme et l'émotion. Elle maudit presque les romanciers protestants qui transforment leurs livres en sermons, et déclare que Dinah, cette jeune prédicante qui joue le premier rôle dans un des récits de George Eliot, est une créature insupportable, dont les pays catholiques sont trop heureux de ne jamais connaître

les pareilles. Inféoder l'art à la morale, c'est, selon Mme Pardo, commettre une immense erreur; l'art ne doit ni combattre ni servir la morale; il doit viser un but tout différent, créer le beau et non semer le bien; le protestantisme, qui ne l'entend pas ainsi, est un ennemi de l'art; car il le fait tuer par la morale.

Et l'art, dit encore doña Emilia, doit peindre la vérité, mais non en faire la recherche. A la science appartient de découvrir le vrai sous les apparences extérieures, de rattacher les phénomènes à leurs causes réelles et de prouver que tel ou tel lien les unit entre eux. L'art tend au beau, mais le beau repose sur le vrai.

Avons-nous besoin de dire que toutes ces idées, exprimées d'une façon à la fois simple et vive, peuvent susciter bien des réponses et bien des questions? Si le protestantisme a eu tort d'enchaîner le roman à la morale, les catholiques ont peut-être commis l'imprudence de laisser le roman se tourner contre eux. Dans les pays où l'orthodoxie domine, presque tous les romans, même idéalistes, sont suspects aux prêtres, et il s'est créé là un antagonisme fâcheux auquel ont malheureusement contribué des hommes de toutes les opinions. Quant à l'héroïne méthodiste de George Eliot, elle n'est pas aussi insupportable que Mme Pardo voudrait le faire croire. Quoique prédicante, elle gagne souvent les cœurs par une conduite humble et compatissante, par une disposition à se faire tout à tous, par les soins éclairés qu'elle donne aux malheureux en vraie sœur de Charité catholique.

M. Zola n'aurait pas grand'peine non plus à justifier son mot de *document moral*. On peut, sans se proposer de soutenir une thèse ou de propager une doctrine, peindre les faits réels avec tant d'exactitude que ceux qui voudront s'instruire seront comme forcés de consulter cette reproduction saisissante. Les poèmes d'Homère sont des *documents moraux* sur l'âge héroïque de la Grèce; si l'on eût fait alors des romans réalistes, il faudrait, à plus forte raison, y recourir pour connaître les mœurs de ce temps-là. Toute réalité, même sans qu'on le veuille, est un enseignement.

Nous avons vu que Mme Pardo critique la fausse histoire naturelle de V. Hugo; mais elle aurait dû blâmer encore plus ses erreurs de psychologie dramatique, ses bandits pleins d'honneur, ses monstres qui nous attendrissent par un seul bon sentiment qui leur reste.

Enfin puisqu'elle recommande aux artistes de chercher uniquement à créer le beau, que ne leur dit-elle en quoi la beauté consiste? Cette définition est difficile, je le sais; mais tout traité d'esthétique qui ne la donne pas est superficiel. Le mot même de *vrai* doit être défini. Suivant les uns, le *vrai* artistique ou littéraire, c'est la représentation des pensées les plus hautes, les

plus douces, les plus fortes ou les plus profondes que le *réel* nous suggère et qui le dépassent toujours : c'est le complément intellectuel de la réalité, c'est la perfection de la nature. Suivant d'autres, le réel et le vrai doivent se confondre, tout ce qui n'est pas réel n'est pas vrai ; mais alors tout ce qui est réel est-il beau? Admettons un moment que *réalité* et *vérité* soient entièrement synonymes ; reste à savoir si le mot de *beauté* l'est aussi.

Faute de creuser jusque-là, Mme Pardo nous laisse dans une grande incertitude, et s'expose à ce que des critiques ou de simples lecteurs lui disent : Qu'est-ce que le beau? C'est ce qui est encore *vrai*, mais n'est plus *réel* ; nous ne voulons nous servir du *réel* que pour suggérer à notre intelligence des idées qui le complètent et nous permettent de le dédaigner. Nous aimons les poètes et les romanciers qui lui empruntent peu et lui rendent beaucoup, qui nous le fassent voir très agrandi ou très éloigné, et qui, dans ce dernier cas, le remplacent par un idéal bien meilleur.

Il est vrai que Mme Pardo ne nie point le mérite des idéalistes et le plaisir que leurs œuvres font éprouver, mais elle croit que leur temps est passé, et que tout idéal porte en soi une part de faux dont on s'aperçoit toujours avec déplaisir. Tout idéaliste est donc, malgré lui, plus ou moins trompé ou trompeur ; pour ne point l'être, il faut s'attacher au *réel*, source inépuisable d'intérêt. Et c'est, dit-elle encore, ce qu'exige ce siècle ; la cause du réalisme est gagnée à coup sûr, et Pereda, le grand romancier espagnol, devrait se proclamer réaliste. Il faut, en effet, prendre parti, entrer dans un camp ou dans l'autre. Si les écrivains éminents croient se donner plus de prestige en demeurant seuls, ils se trompent ; la postérité ne les isole jamais ; elle les classe toujours avec d'autres, et leur siècle même leur applique le nom qui leur convient et qu'ils ont refusé de prendre. Leur gloire y perd, car après les avoir loués, on est obligé d'ajouter qu'ils ne se sont pas bien jugés eux-mêmes et que, tout en suivant le mouvement de leur époque, ils l'ont méconnu.

Avant cette profession de foi enthousiaste, Mme Pardo avait déjà écrit trois romans remarquables, mais dont le premier n'était guère qu'une fantaisie, un conte d'alchimiste arrangé à la mode du jour, œuvre curieuse, colorée, pleine d'invraisemblances[1]. Le second et le troisième ont beaucoup plus de portée, et l'on ne peut nier que l'auteur y ait appliqué avec talent une grande part de ses théories. Dans *un Voyage de noces* (*un Viaje de novios*), elle raconte l'histoire d'une jeune fille, mariée par son père, ancien épicier, à un secrétaire de préfecture, vieux viveur, dont l'alliance

[1] *Pascual Lopez, histoire d'un étudiant.*

a flatté le bonhomme. Dès le soir du mariage, les nouveaux époux partent de Léon pour Biarritz ; un incident vulgaire retient le mari à une des stations, la jeune femme endormie achève la route avec un jeune homme charmant qui, une fois éveillée, la protège, la dirige, et la rend quelques jours après, parfaitement pure et digne, à son époux. Malheureusement elle conserve de ce compagnon de route un souvenir qui lui fait commettre, lorsqu'elle le retrouve à Paris, des imprudences plutôt que des fautes véritables. Le vieux viveur, jaloux par amour-propre, renvoie au père la jeune femme désolée, enceinte, et menacée d'un procès en séparation. Voilà comment finissent ces mariages insensés auxquels une sotte ambition pousse tant de familles.

L'histoire en elle-même est peu de chose, mais les détails ont un véritable prix. Rien de plus vivement peint que les adieux de la noce demi-provinciale, demi-madrilène, formée de boutiquiers et de personnages officiels ; et rien de plus vivant et de plus exact que le détail des considérations et des intérêts qui ont fait bâcler en quinze jours une si monstrueuse union.

La frivolité de ces familles espagnoles, qui courent la France en quête d'amusements à la fois fébriles et *fashionables*, trouve sa place dans le cadre indiqué par le titre : à Biarritz, à Vichy, à Paris, les deux époux sont rejoints par des Madrilènes avides de plaisir, vivant des bénéfices d'une banque qui peut-être craquera demain, et demandant à une saison d'eaux et de voyages des distractions continues et étourdissantes. Une jeune anémique, élégante et désœuvrée, use son reste de vie dans les casinos, dans les bals et dans les théâtres. Souvent un redoublement de faiblesse la cloue sur un lit d'hôtel, et là, haletante, baignée de sueur, presque à l'agonie, elle se fait apporter des robes et des chapeaux, et rêve encore toilettes et divertissements. Il y a, dans cet ordre d'idées, plusieurs scènes que l'on n'oublie pas et qui sont bien empruntées à une vie réelle, pétrie de tristesse et de folie.

L'héroïne de l'histoire, la jeune fille mal mariée, n'a rien de romanesque : elle a accepté, comme tant d'autres, un époux qui plaisait à son père et qui, même sur le retour, était par moments un aimable homme. Plus tard, quand elle trouve mieux et que d'ailleurs elle se voit seule, elle suit sa nature confiante, se laisse guider par un bras fort, par une intelligence expérimentée ; elle s'abandonne un instant et pécherait peut-être (car elle est innocente plutôt que vertueuse), si son jeune compagnon n'avait à la la fois plus de volonté et plus de raison pratique qu'elle n'en a. Rendu pessimiste par de longs malheurs et par la lecture de Schopenhauer, le jeune homme est le seul personnage un peu

extraordinaire et idéal; mais comme Mme Pardo admet le libre arbitre, elle peut, sans manquer à la logique, concevoir des êtres humains qui se possèdent et qui restent encore, au milieu de grandes erreurs, capables de vertu et dociles à certains devoirs.

Nous avons vu aussi qu'elle mettait au-dessus de tout la morale et le dogme catholiques. De là une manière assez neuve de peindre le prêtre et le religieux. Ridicules extérieurs, manies, langage bizarre, en bonne réaliste elle ne les leur épargne pas : ses deux Jésuites, l'un rustique, l'autre tout mielleux, sont, au dehors, de vraies caricatures, mais, au dedans, ils sont toute science et toute sagesse : si le Jésuite rustique eût été cru, le sot mariage n'aurait jamais eu lieu; et si la jeune femme, quelques mois après, eût obéi aux conseils du Jésuite mielleux, elle n'aurait point fait d'imprudence, et elle rentrerait dans sa ville natale plus irréprochable et plus honorée. Le prêtre catholique, aux yeux de Mme Pardo, a le secret de la vie et la grâce des bons conseils; mais il peut être laid et drôle malgré la grâce, et de cette laideur, de cette drôlerie le réalisme s'empare en respectant le reste.

Le troisième roman du même auteur nous offre des images très différentes, et semble avoir pour but de détourner le peuple des idées révolutionnaires. Prévoyant bien que le lecteur en jugerait ainsi, et l'accuserait de soutenir une thèse et d'asservir l'art à la politique, elle se défend d'une telle intention dans sa préface. « Je me suis bornée, dit-elle, à peindre des faits que pendant deux ou trois ans j'ai eus sous les yeux ; tant pis pour la révolution si ces faits lui donnent tort; moi, je ne les invente pas; je m'en souviens et je les raconte. »

Le livre a pour titre : *la Femme tribun* (*la Tribuna*). Amparo, cigarière à la manufacture de la Corogne, en est l'héroïne. Fille d'un marchand d'oublies, elle connaît toutes les misères et partage les colères du prolétariat; sous le règne d'Amédée (en 1872), elle lit les journaux, écoute les démagogues, et se met elle-même à exciter le peuple et à proclamer la république unitaire. Un instant elle faiblit dans son zèle démocratique, parce qu'elle a prêté l'oreille aux tendresses d'un jeune homme riche et qu'elle espère être épousée par lui. Trompée dans son attente, elle reprend toute sa fureur, accueille avec transport la proclamation de la république fédérale et compte enfin, cette fois, être vengée.

Ce roman de mœurs populaire appelle une suite, et nous désirons qu'il en ait une. Soit que l'auteur nous réserve de plus fortes émotions, soit qu'elle continue à reproduire les agitations dont elle fut témoin, nous y trouverons sans doute ou une œuvre d'art intéressante ou ce que M. Zola nomme un document moral.

Le caractère d'Amparo a de la noblesse. Dans sa faute même, elle conserve une grande dignité, n'ayant cédé qu'à une promesse formelle, et n'acceptant pas, comme plusieurs de ses compagnes, les cadeaux et l'argent d'un amant qui l'entretienne. Dès que son séducteur lui a tourné le dos, elle ne songe plus qu'à le punir et surtout à frapper la famille du jeune homme, qui s'est opposée au mariage. Dans ce roman, le vice bas et vénal n'est point oublié par l'auteur; elle le mentionne, mais le laisse au troisième plan; et à ceux qui s'en étonneraient ou la trouveraient trop timide, trop scrupuleuse, elle allègue une raison peu flatteuse, hélas! pour la France : « Si j'avais à peindre, écrit-elle, le même peuple que Zola ou les Goncourt, je tracerais comme eux de hideux tableaux; mais, grâce au ciel, notre peuple espagnol n'en est pas encore arrivé là; les nobles sentiments vivent dans son cœur, et ce serait contredire la réalité que de le peindre abruti et sans croyances. »

Curieuse manière de concilier ensemble son admiration pour les chefs d'école français et son dégoût des longues ignominies qu'ils se sont complu à étaler! Elle aime mieux croire ignoble tout le peuple de Paris que de démentir ou de condamner la *Fille Elisa* et l'*Assommoir*.

Du reste, le roman ouvrier de Mme Pardo répond aux promesses de la préface; il montre le peuple espagnol facile à irriter, mais, dans sa colère même, jaloux de ne pas rompre avec le ciel. « Il y a, nous dit l'auteur, à la manufacture de la Corogne, un petit autel où brille la statue dorée de la sainte Vierge. Chaque samedi soir, les cigarières y portent des bouquets, y allument des cierges, y font une prière. Or, un jour, où l'on annonçait que les carlistes, appelés et secondés par des prêtres, allaient peut-être conquérir l'Espagne entière, toutes ces plébéiennes, persuadées que la république seule aimerait et sauverait le peuple, s'écrièrent : « Mort à « don Carlos, et mort aux curés qui le soutiennent! » Mais quand l'une d'elles, infectée par de mauvaises lectures et admirant la Commune de Paris, proposa de crier : « A bas la Vierge! » et de renverser le petit autel, l'indignation la plus vive éclata, et l'ouvrière impie, battue par ses compagnes, fut chassée ignominieusement. Le soir de ce jour-là, la statue brilla plus que jamais, entourée de cierges et de fleurs. »

Toute cette scène est curieuse et contée avec verve; les libres penseurs de Madrid ont pu se plaindre de voir l'Espagne si arriérée, mais tous ont reconnu le talent de Mme Pardo, et n'ont pu récuser le chaleureux témoignage qu'elle rend ici à la foi du peuple espagnol. Et maintenant veut-on voir quelle différence profonde met entre deux peintres de mœurs la divergence d'opinions littéraires?

Qu'on cherche à se rappeler une nouvelle andalouse de l'idéaliste Caballero, intitulée : *la Nuit de Noël*, et traduite jadis en français par Germond de Lavigne. Là, tout nous est montré agréable et touchant. Des Espagnols se rassemblent dans une maison riche pour y célébrer la naissance du Sauveur. La crèche et les images sont gracieuses et bien disposées ; on chante les plus poétiques paroles en l'honneur du divin mystère ; la fleur des cantiques populaires est offerte au Dieu nouveau-né. Une charité fraternelle unit tous les rangs sans les confondre ; les pauvres sont appelés avec empressement à recevoir les largesses du riche, à partager sa joie, sa splendeur, son festin. Un orphelin né d'une passion coupable est adopté par l'opulente famille ; toute trace des fautes et des misères humaines est effacée par la sainte croyance au Christ.

Comme la romancière andalouse, Mme Pardo aime la religion, mais elle ne voit pas que le christianisme règne ainsi sur tous les cœurs ; de tristes réalités frappent ses yeux et elle nous les montre. Fêtes et souffrances, élégances et dénuement s'offrent à elle et se retrouvent sous son pinceau. Elle nous fait entrer, le jour des Rois, dans un beau salon où une société espagnole s'ennuie par genre à estropier et à écouter des mélodies étrangères qu'elle comprend à peine ; tout à coup un bruit de pieds, de voix, de tambourins éclate dans la rue ; ce sont des filles du peuple qui vont chantant des noëls. « Qu'elles montent, qu'elles montent ! » s'écrie l'assistance, surtout les enfants et la jeunesse. Beethoven et Verdi sont en un instant oubliés ; la troupe errante arrive jusque dans le salon et promène sur les beaux tapis ses souliers boueux. La maîtresse du logis aurait voulu retenir à l'antichambre ces grossières chanteuses, mais tous les autres ont été moins sévères et se sont fait une joie de les regarder de plus près. On les observe, on les interroge ; on voit ou l'on apprend qu'elles souffrent de la faim, que leurs parents sont tous plus ou moins malheureux, que quelques-unes ont la mine bien chétive, et que le petit poupon représentant l'enfant Jésus et porté dans les bras de sa sœur est bien près d'avoir les scrofules. Tout ce pauvre monde-là veut gagner quelques sous ; elles sont mal vêtues, mal coiffées ; il y en a de bien jolies pourtant, et d'autres qui avec un ruban, une verroterie, un rien, ont su se parer, appeler et retenir les regards. On les badine, on coquette avec elles ; puis on leur dit de chanter, et les tambourins résonnent, et les castagnettes font leur cliquetis, et les voix incultes répètent sur des airs arabes les paroles assez plates de mauvais cantiques chrétiens. Cette musique endiablée excite les Espagnols, qui, à vrai dire, n'aiment sincèrement que celle-là ; riches et pauvres chantent et dansent avec frénésie ; puis on

fait passer à la cuisine ces malheureuses filles; on les régale, on les renvoie à peu près contentes, avec des sous qu'elles rapporteront dans leurs taudis.

« Enfin, dit la dame de la maison, vous voilà débarrassés d'elles! que de boue, quelle poussière, quelles odeurs elles nous laissent! Heureusement cela n'arrive pas tous les jours; c'est un fléau que ces cigales en haillons. »

Mais tout le monde ne pense pas comme cette dédaigneuse personne. Les vieux messieurs, en voyant les chanteuses, se sont souvenus de leurs jeunes années; les señoritos ont lorgné dans le tas quelques fruits presque mûrs qu'ils chercheront bientôt à cueillir, et l'innocente enfant de la maison a eu bien de la joie à verser gâteaux et bonbons en avalanche dans les tabliers des pauvres filles.

Voilà deux nuits de Noël ou de l'Épiphanie peintes d'une manière toute différente. Quel est le meilleur des deux tableaux? Chez Caballero, la poésie éclate; chez M[me] Pardo, la vie palpite. Regrettons que la vie ne soit pas plus poétique, plus conforme aux vœux de notre cœur ou aux visions de notre fantaisie; mais ne condamnons pas l'artiste qui l'a sentie et reproduite avec tant de sincérité.

M[me] Pardo n'a du reste rien qui l'oblige à se tenir dans les sphères inférieures du monde moral. Croyant en Dieu et au libre arbitre, elle ne doute pas que certaines âmes soient grandes ou qu'à force de luttes, elles le deviennent : les saints et les héros sont rares, peut-on lui dire, mais ce sont des êtres *réels; réaliste* chrétienne, osez nous les peindre; vos principes littéraires ne s'y opposent pas et votre foi doit souvent vous le conseiller.

II

M. PALACIO VALDÈS

Si doña Émilia Pardo Bazan a défendu méthodiquement le réalisme, il n'en est pas de même de don Armando Palacio Valdès. Celui-ci a pourtant débuté par la critique, mais il y a porté plus de finesse que d'idées suivies. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il se soit senti d'abord attiré vers le réalisme, ou du moins vers les œuvres que depuis dix ou quinze ans on range sous cette désignation. Né au bourg d'Antralgo, dans les Asturies, le 4 octobre 1853, il a passé sa première enfance à Avilès, petite ville maritime où ses parents avaient transféré leur résidence. Il a fait ses études classiques à Oviedo, puis son droit à Madrid, où, dès l'âge de dix-sept ans, il s'occupait d'économie politique encore plus que de législation. Ses goûts littéraires étaient très vifs, et ses lectures favorites, *Eugénie Grandet*, *Manon Lescaut*, la première partie de *Faust* et

Hermann et Dorothée de Goethe, les *Fiancés* de Manzoni, les vers de Heine et les *Légendes* de Zorrilla. Victor Hugo et Campoamor lui déplurent, et aujourd'hui encore il déteste ce qu'il appelle leur *affectation sublime*. Plus il avance dans la vie, plus il s'attache aux œuvres simples et directement inspirées par la nature. Lisant beaucoup, fréquentant les académies et l'*Athénée* de Madrid, il a écrit sur les poètes, sur les orateurs de réunions littéraires et sur les romanciers contemporains (jusqu'en 1879), une série d'études où, à travers mille zigzags humoristiques, se détachent des jugements très justes et des aperçus pénétrants. Quand on voudra connaître l'histoire des lettres espagnoles durant les dix années qui viennent de s'écouler, il faudra lire ces pages capricieuses et brillantes, sans y chercher un corps de doctrine et sans exiger que l'auteur réponde toujours immédiatement aux questions qu'il semble poser. Les trois petits volumes dont nous parlons sont loin d'être des manifestes réalistes. M. Palacio y déclare du moins que s'il aime la vérité, c'est à condition qu'on y mêle toujours quelque poésie; il veut que l'émotion, même la plus poignante, ait du charme, et il approuve, au point de vue esthétique, la loi imposée jadis aux gladiateurs de tomber et de mourir avec grâce.

Souvent railleur et malin dans ses critiques, M. Palacio Valdès crut remarquer néanmoins que son intime ami, son compagnon d'enfance et d'études, D. Leopoldo Alas, avait l'esprit plus vif, plus étincelant, et le caractère plus disposé à la lutte. Il lui céda sa place, en quelque sorte, dans le champ de la polémique littéraire, et D. Leopoldo s'y élança, sous le pseudonyme de Clarin, prêt à se déclarer sans détours pour le réalisme, et capable, comme il l'a fait depuis, de placer en tête du livre de doña Émilia sur la *Question palpitante* une préface encore plus hardie que le livre lui-même, et chargée d'invectives contre la *Revue des Deux Mondes* et les adversaires français de M. Zola.

Tandis que D. Leopoldo escarmouchait ainsi avec un certain talent et beaucoup de fougue, M. Palacio Valdès se préparait à des créations originales, en observant d'un œil plus réfléchi le monde extérieur et l'âme humaine.

Il revoyait souvent les montagnes asturiennes, l'océan cantabrique, les petites villes où il a été élevé; il se livrait à des courses aventureuses, à la chasse, à la pêche, aux exercices du corps, à tout ce qui contre-balance avantageusement la rêverie sans but ou trop solitaire. N'oubliant pas les querelles littéraires qu'il venait à peine de quitter, il publia en 1881 un premier roman qui était encore une critique et qu'il appela *le Petit Monsieur Octave* (*el señorito Octavio*), *roman sans aucune pensée trans-*

cendantale. Il voulait du même coup taquiner certains philosophes de l'Athénée madrilène, pour qui tout livre sans signification métaphysique était non avenu, et dénoncer comme faux et funeste l'élégant idéal amoureux d'Octave Feuillet. Malheureusement l'action qui se développe dans ce récit offre un intérêt assez médiocre; tous les personnages sont coupables, et le seul qui montre quelque générosité est précisément le lecteur et le disciple du romancier français qu'on prétend combattre. Ce *Petit Monsieur Octave*, tué par un mari jaloux et sacrifié par une femme qui en aime un autre, rappelle d'ailleurs l'histoire du Fortunio de Musset; seulement, en vertu du progrès réaliste, ce n'est plus un officier de cavalerie qu'on lui préfère, c'est un domestique. Ni la critique ni l'art ne gagnent grand'chose à de telles modifications; mais dans le courant du livre un vrai talent de peintre et de narrateur se fait sentir; je ne serais pas étonné que dans quinze ou vingt ans on en citât encore quelques passages en oubliant le reste.

Au *Petit Monsieur Octave* succéda *Marthe et Marie*, œuvre éminente dont nous reparlerons tout à l'heure, et pour laquelle l'auteur, dans une curieuse préface, réclame le titre de roman *réaliste*. Quant au troisième récit, l'*Idylle d'un malade*, il n'aura jamais besoin de nous être ainsi présenté : au peu de sens moral que montrent tous les personnnages, à la brutalité d'une scène, à la domination exclusive des appétits, le réalisme s'y reconnaît d'une lieue. L'action est simple, naturelle, souvent basse, et se reproduira fréquemment dans la vie, surtout si l'on continue à prêcher que le tempérament est irrésistible, et que la vertu même n'a que le bien-être pour but.

La voici en peu de mots. Un jeune homme malade va consulter un médecin célèbre, qui l'interroge, l'ausculte et lui ordonne d'aller se rétablir à la campagne. Il quitte Madrid, où sa fortune et un petit talent de poète l'ont mis à la mode, et va habiter quelques mois dans un village dont le curé est son oncle. En peu de temps, le bon air, la vie calme et simple lui rendent des forces et le font renaître à l'espérance. Malheureusement son libertinage le suit partout; il séduit la fille d'un paysan, l'enlève, obtient d'elle tout ce qu'il veut, est rattrapé par le père et par les gendarmes et se croit un moment en péril. Mais les protections et l'argent arrangent bien des choses : le paysan accepte des indemnités, la fille se console de sa faute, le juge laisse repartir le jeune homme pour Madrid. Là ce malheureux Andrès, qui se croit guéri, reprend son existence voluptueuse et stérile; son estomac et sa poitrine redeviennent malades; à la fin de l'hiver il expire, n'ayant eu de bonheur que pendant cette courte idylle, c'est-à-dire pendant qu'il

a travaillé à déshonorer une famille assez insensible à la honte.

Personne, il y a vingt ans, n'eût songé à faire un roman avec des données si peu poétiques et si peu élevées. L'œuvre est intéressante pourtant à la lecture, parce qu'elle est vraie et bien écrite. A chaque instant, les détails heureusement choisis nous rendent présents aux différentes scènes qui se déroulent. Dès le début, les questions précises du médecin, ses longs silences, ses patientes investigations nous font frémir et nous remplissent de pitié pour ce malheureux qu'il serait encore à temps de guérir s'il avait le courage de changer sa vie. Plus tard, la séduction, qui demande quelques semaines, ressemble à une lutte pleine de grâce. La jeune paysanne, comme une biche agile et sauvage, fuit d'abord devant son dompteur; puis, se sentant flattée qu'il la regarde, elle consent à rester sous ses yeux; quand il l'approche, elle le repousse encore des pieds et du front; un jour enfin elle permet que sa main l'effleure, et, charmée de ce contact qu'elle avait d'abord paru redouter, elle se laisse peu à peu prendre et retenir. Ce n'est pas la conscience qui l'empêchait de céder, c'est la persuasion instinctive qu'elle valait beaucoup et méritait de longs et adroits efforts. Lorsqu'elle s'est vue courtisée par un jeune homme si élégant, si beau diseur et si haut placé, elle n'a pu se défendre d'en être reconnaissante : ajoutez-y les brutalités de son père et de son oncle, êtres ignobles, mais dangereux, parce qu'ils sont rusés, vous comprendrez qu'elle fuie dans les bras égoïstes, mais plus doux et plus caressants, de son séducteur. Tous les progrès de ce déplorable triomphe sont fort bien marqués dans ce roman où la nature extérieure étale de grands charmes et par sa richesse forme un contraste *réaliste*, hélas! et souvent *réel* avec la pauvreté morale des êtres humains.

L'*Idylle d'un malade* mérite donc l'attention, mais elle est fort audessous du second récit auquel nous nous empressons de revenir.

La préface, disions-nous, réclame très vivement pour *Marthe et Marie* le titre de roman réaliste. L'auteur craignait sans doute qu'on ne le lui contestât, parce que l'une des deux héroïnes montre une véritable grandeur d'âme et ne cesse d'aspirer vers un idéal. « Mais, dit-il avec grande raison, il faut bien reconnaître que de temps à autre nous voyons des jeunes filles se détacher du monde où leur fortune, leurs talents, leur beauté leur promettaient tout, et se jeter avec enthousiasme dans le cloître. J'ai voulu étudier, ajoute-t-il, une de ces âmes le plus impartialement que je le pourrais. »

Tel est, en effet, le sujet de *Marthe et Marie :* l'essor que deux jeunes sœurs, issues d'une famille aisée, prennent, l'une vers les soins positifs et les douces tendresses du foyer, l'autre vers la

piété mystique, les mortifications et le cloître. Comme sainte Thérèse, Marie, dès son enfance, aime les poésies sentimentales, les romans, les arts, la musique et ces rêveries vagues que suggère un beau paysage ou la simple contemplation d'une vaste étendue. Comme sainte Thérèse aussi, elle n'est pas indifférente à la parure et au désir de plaire. Mais sainte Thérèse ne promit jamais sa main à personne et ne trompa aucun espoir en se donnant à Dieu. Ici, au contraire, Marie aime très vivement un jeune officier que ses parents lui destinent et que tout le monde sait être son fiancé. Puis, tout à coup émue, enflammée de zèle par la parole d'un prédicateur éloquent, elle trouve ce jeune homme trop mondain, s'éloigne de lui, s'enferme dans sa chambre, ne sort que pour aller à l'église ou chez des pauvres, lit presque tout le jour des ouvrages ascétiques, se livre à de grandes austérités et oblige sa vieille bonne à lui appliquer sur les épaules nues les coups d'une discipline vraiment monacale, c'est-à-dire garnie de pointes de fer. Chaque fois qu'elle rencontre dans la *Vie des Saints* un exemple frappant de rigueur pénitente, d'humilité ou d'immolation volontaire, elle l'imite et arrive ainsi en peu de jours jusqu'à des extases que d'autres n'ont obtenues qu'après de longs efforts et par des années entières de sublimes vertus. M. Palacio Valdès observe, je l'avoue, une progression délicate dans la peinture de ces exercices successifs, et quatre-vingt-dix lecteurs sur cent seront tentés de dire : Tout cela est vrai, tout cela arrive, les saints eux-mêmes ont passé par ces degrés, et les plus récents d'entre eux s'y aidaient en lisant la vie de leurs prédécesseurs. Néanmoins la rapidité avec laquelle l'âme de Marie se transforme, donne à ces actes pieux et à son ardeur pour se sanctifier l'air d'un accès de folie suggéré par des influences étrangères. D'où est venu, d'ailleurs, ce redoublement de dévotion? D'un sermon prononcé à l'entrée d'une neuvaine. Eh bien, si nous en croyons le romancier, deux paroles, ce jour-là, se sont fait entendre : celle du curé, nasillarde et sotte au plus haut point; et celle d'un missionnaire, harmonieuse, touchante, exempte de lieux communs rebattus; c'est cette dernière qui a conquis l'âme de Marie. Tout a donc consisté dans une impression nouvelle faite sur son cœur et son imagination. Quant au fiancé, il aura toujours à se plaindre de celle qui naguère l'aimait tant et n'hésitait pas à le lui prouver. Vainement, pour la ramener vers lui et pour obéir à ses conseils, il reviendra lui-même aux pratiques religieuses; quand il en sera là, elle aura tant d'avance sur lui, qu'il ne pourra jamais la suivre, et la perdra. La sainteté de Marie sera donc toujours acquise au prix d'un manque de foi envers l'homme qu'elle a aimé. Vers la fin du roman, lorsqu'elle renoncera complètement au

monde, elle le fera avec une sérénité où M. Palacio Valdès nous montrera un certain mélange d'orgueil, et avec une satisfaction intérieure qu'il traitera presque d'égoïste volupté.

C'est que M. Palacio Valdès, malgré sa promesse et ses efforts, n'est pas impartial. Il n'aime ni la vie du cloître ni les sentiments qui y conduisent : à l'époque où il écrivait ce roman, il croyait encore au « Dieu éternel » qui habite, disait-il, dans le cœur des bons ; et il se contentait de rire en passant d'un curé grotesque et radoteur. Aujourd'hui il a descendu la pente ; de trois prêtres ou séminaristes qu'il fait intervenir dans l'*Idylle d'un malade*, l'un prêche stupidement, l'autre n'a pas de tenue, le troisième n'a pas même de mœurs, et la conscience des paroissiens devient ce qu'elle peut. Heureusement il ne sera pas facile de faire ressembler les prêtres *réels* à ceux du roman *réaliste*.

Mais revenons à *Marthe et Marie*. La plus jeune des deux, âgée de quatorze ans, est peinte par l'auteur avec une sympathie marquée. Il la suppose moins belle que sa pieuse sœur, mais pleine de sens pratique, de douces affections, et de cette énergie sans laquelle on ne peut maintenir l'ordre ni répandre le bien autour de soi. Un jour que Marie, tout occupée de Dieu, se tient enfermée dans sa chambre, Marthe prépare en un clin d'œil un repas à son jeune beau-frère arrivant de voyage. L'adresse et la grâce de l'enfant attirent plus que jamais l'attention de Ricardo :

— Sais-tu, lui dit-il en souriant, que tu es une fameuse femme?

En ce moment on annonce que le serin favori de Marthe s'est envolé.

— Loin d'ici? demande-t-elle.

— Non, señorita ; il est encore sur le toit de la maison.

Alors beau-frère et belle-sœur montent ensemble, parcourent les greniers, visitent mainte chambrette, rappellent des jeux d'enfance, échangent mainte réflexion. A chaque instant Ricardo la trouve plus intelligente et plus jolie ; ce voyage dans les combles est une suite de révélations morales, et en même temps une galerie de petits tableaux flamands, où le soleil se joue sur mille objets de ménage, où les ombres recèlent mille gentils secrets. Innocence et jeunesse, vie aisée et naturelle, progrès insensible et involontaire que deux âmes font l'une dans l'autre sans bien comprendre encore qu'elles devraient s'unir et que la nature les y a destinées ; tout cela respire dans cet épisode qu'on ne s'attendait pas à trouver si poétique et où la réalité nous charme constamment sans être infidèle à elle-même.

Arrivée à la dernière mansarde, Marthe ouvre brusquement une fenêtre et voit son serin posé sur l'arête du toit, à très peu de dis-

tance. Elle l'appelle, lui offre un biscuit et croit un instant qu'il va revenir, mais le petit ingrat reprend son vol et fuit pour jamais. La fillette laisse tomber une larme; son beau-frère la gronde amicalement :

— N'as-tu pas honte, dit-il, de pleurer pour un oiseau, nigaude?

— Tu as raison, répond Marthe en s'efforçant de rire et en essuyant sa larme avec un mouchoir; mais je m'étais attachée à lui comme à une personne. Songe donc, il y avait trois ans que je le soignais.

Cependant l'heure approche où elle ne sera plus enfant et où ceux qui l'entourent se demanderont si elle aime. Un jour d'été, sa famille et de nombreux amis vont faire une excursion dans une île voisine. On rit tout le long de la route, on chante, on pérore, on déjeune bien, et l'on se disperse ensuite au gré de son caprice ou de ses affections. Marthe et Ricardo, son futur beau-frère, visitent ensemble une magnifique grotte de rochers. Là, exaltée par la beauté du spectacle, par le grand air et un peu aussi par le champagne (un narrateur réaliste doit tenir compte de tout), l'enfant trouve son jeune compagnon plus aimable et plus sympathique que jamais; elle lui demande d'elle-même et avec une tendresse irrésistible des baisers qu'il lui donne, tout troublé et rougissant.

La scène est sensuelle et un peu risquée, mais l'auteur y a mêlé de si belles descriptions et tant d'innocente amitié, que la morale rigoureuse désarme un instant et pardonne cet éveil presque involontaire du cœur et des sens chez une charmante enfant qui devient femme.

Pendant que le reste de la famille goûte les plaisirs de la saison et admire les magnifiques environs de la petite ville, Marie, de plus en plus ardente au service de Dieu et persuadée que le salut des âmes est attaché au triomphe d'un parti, conspire avec les carlistes, leur transmet des lettres, essaye vainement d'obtenir que Ricardo leur livre la citadelle, et finit par être arrêtée et dirigée avec d'autres suspects vers la capitale de la province. Son vieux père, étranger à tous ces complots, obtient de la suivre, et ils s'en vont à pied, conduits par une compagnie de fantassins.

Le récit de cette marche est un vrai chef-d'œuvre; rarement on a joint un plus vif sentiment de la nature à une sympathie plus méritoire envers des ennemis politiques. Partis sous une pluie battante, les soldats et les prisonniers voient peu à peu se dissiper les nuages et la lune baigner de ses rayons d'argent une vallée splendide; la nature assiste, sereine, aux fureurs et aux misères des hommes. Soudain un carliste, posté sur un haut rocher, fait feu et casse le bras à un sergent de l'escorte. Il est seul, et pour-

tant brave toute la compagnie, criant : « Vive Charles VII ! Vive la religion ! » et immolant à chaque coup une victime. On tire sur lui en file, puis en peloton ; il reste debout et sans blessure. On l'insulte, il riposte ; on croit le tuer et c'est lui qui tue. Des soldats grimpent sur le rocher pour aller l'atteindre, mais le lieutenant saisit un fusil, ajuste le carliste et l'abat : « Revenez, dit-il, le milan est tombé. — Il n'a que la patte cassée, crie le carliste, mais le bec lui reste. » Et la lutte recommence, et il faut qu'un soldat arrive jusqu'à cet unique ennemi, lui pose le canon de son fusil sur le front, et lui brise la tête d'un coup de feu. Les autres, ne pouvant encore le croire mort, tirent tous sur ce cadavre et le défigurent horriblement. Puis leur colère se calme, ils rougissent d'eux-mêmes, ils admirent celui qui les a tenus en échec.

— Il avait la vie dure, le vieux, dit un de ces hommes.

— Vraiment, dit un autre, peu s'en est fallu qu'il n'avalât la compagnie tout entière.

Marie, prisonnière pour la cause à laquelle le vieux carliste vient de donner son sang, élève alors la voix et dit :

— Pour l'âme du défunt, don César Pardo : « Notre Père qui êtes aux cieux, etc... »

Les prisonniers carlistes prient avec ferveur, et quelques soldats font de même. Après la mort et sous l'œil de Dieu, plus de ressentiment.

Devant le conseil de guerre l'attitude de cette jeune fille est vaillante ; elle confesse tout ce qu'on lui reproche et ne veut dénoncer personne. Le président, vieux brigadier[1] terrible, jure et menace ; mais un de ses collègues lui dit à l'oreille : « Renvoyez-la ou les journaux carlistes prétendront que nous martyrisons les femmes. » On la rend en effet à son père, qui lui-même n'a jamais été noté comme carliste, et on lui fait promettre de la surveiller avec soin sous peine d'avoir à répondre pour elle.

Cette partie du roman où la jeune exaltée montre un grand courage n'est pas écrite pourtant par un ami de sa cause. On s'en aperçoit rien qu'en lisant le titre : *Chapitre* XIII. *Où sont racontées les épreuves d'une vierge chrétienne.* Ces termes antiques ne respirent-ils pas l'ironie ? L'auteur ne veut-il pas nous dire que le temps des vierges martyres est passé, et qu'on évitera avec grand soin de donner au parti carliste un tel prestige ? La voix ferme et éloquente de la jeune fille ne trouve pas d'écho ; les juges mêmes ne lui répondent qu'en lui faisant grâce, non par égard pour elle, mais par crainte d'un pouvoir moderne, que le carlisme

[1] En Espagne, le général de brigade s'appelle *brigadier*.

est accusé de vouloir détruire et qu'il a pourtant employé comme tous les partis : celui de la presse et de l'opinion publique que la presse remue et passionne.

Rentrée chez ses parents, Marie y trouve un hôte redoutable, la mort, qui vient saisir sa mère encore assez jeune. Tous ces détails d'agonie sont poignants. La pauvre dame, souffrante depuis bien des années, ne croit pas et ne veut pas mourir; Marthe la rassure, la soigne, n'admet pas non plus qu'elle meure, repousse l'idée qu'un Dieu qu'on appelle *le bon Dieu* puisse lui enlever ainsi sa *chère maman*; mais Marie, pleine de zèle pour le salut de l'âme, dit à sa mère la vérité sans détours et la fait prier. Cette lutte de la vie et de la mort, des attachements terrestres et de l'élan vers le ciel, a inspiré de fort belles pages à l'auteur, et il a eu le bon goût d'y donner au prêtre son vrai rôle, celui de médiateur entre les deux mondes, imposant silence aux révoltes de Marthe et adoucissant par quelques lueurs d'espoir humain les âpres déclarations de Marie.

Privées de leur mère après une si déchirante agonie, les deux jeunes filles s'en vont au terme le plus prochain que leur nature et l'état de leur âme leur désignent; Marie entre au couvent des Bernardines, Marthe épouse celui qui dut être son beau-frère; et le lecteur, en les quittant, est sûr de ne pas les oublier, parce qu'elles ont vécu devant lui d'une vie réelle et qu'elles ont été mêlées à des scènes frappantes. Plus on sera croyant, plus on admirera Marie, et sans se permettre, comme le romancier, de sourire d'elle; l'incrédule même avouera d'ailleurs qu'aux jours du péril elle s'éleva bien haut. Quant à Marthe, tous l'aimeront et souhaiteront d'en être aimés. Tous reconnaîtront aussi que ces deux types, pour être poétiques, ne cessent pas d'être vrais. Quelques-uns conseilleront peut-être à l'auteur de sacrifier précisément la poésie à la vérité, de diminuer chez ses personnages le sens moral et d'oser les rendre moins sympathiques; nous ne sommes pas de ceux qui l'y engageront: nous lui répéterons, au contraire, que sa seconde création vaut mieux que la troisième, et que son progrès dans le *réalisme* a été, dans l'*art*, un pas en arrière [1].

A. DE TRÉVERRET.

La suite prochainement.

[1] Pendant que ces pages étaient sous presse, M. Palacio Valdès a écrit un quatrième roman (*José*) où, faisant droit d'avance à nos observations, il concilie de nouveau la poésie, la morale et la vérité, et avoue que le spiritualisme chrétien « donne aux mœurs du peuple une grande noblesse ».

L'ART MILITAIRE

ET

LA DIPLOMATIE DES CHINOIS

D'APRÈS LEURS AUTEURS CLASSIQUES

Les Chinois sont au nombre d'environ quatre cents millions; leur civilisation, vieille de plus de trois mille ans, est supérieure à celle de tous les peuples qui les entourent et leur sert de modèle; le bagage littéraire de la Chine, plus riche que celui de l'Europe au siècle dernier, est très répandu dans tout l'empire. Une organisation administrative, solidement établie, y assure par les carrières officielles un débouché suffisant aux ambitions.

Enfin, dans le parallèle que l'habile inspirateur du colonel Tchen-ki-tong a fait de leur état social et du nôtre, la balance peut, sans trop d'invraisemblance, pencher en leur faveur. Pour les Chinois, le reste du monde est barbarie.

Comme dit M. Maurice Jametel, dans la *Revue Suisse*, « bien avant la formation des États qui constituent notre Europe moderne, la nation chinoise était déjà faite et possédait une organisation sociale infiniment supérieure à celle des nombreuses tribus au milieu desquelles elle vivait ».

En tout cas, cette organisation pourvoit réellement aux besoins d'un peuple policé. Le monde physique, comme celui des idées, finit absolument pour eux aux limites qu'ils connaissent, ils ne nous envient ni notre empire sur la matière, fruit des sciences exactes, ni le domaine infini que notre pensée libre et spéculative fouille et parcourt incessamment : *Ignoti nulla cupido*. Nous courons, ils sont arrêtés. Ont-ils marché autrefois, eux aussi, du moins dans la carrière sociale? Et leur course ne s'est-elle arrêtée que lorsqu'ils ont touché à un terme que nous croyons ne pas exister parce que nous ne l'entrevoyons pas? Les doctrines socialistes, anarchistes, collectivistes et autres du même genre, pourraient bien donner raison à la Chine. Sa constitution sociale, qui a tant de points communs avec leur idéal, serait-elle le précipice où doivent finir par aboutir toutes les civilisations? Le passé, comme l'avenir, a ses mystères.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que le travail des générations se suc-

cédant en Chine dans l'emploi des mêmes méthodes, des mêmes idées, des mêmes procédés de raisonnement, a imprimé à cette race, avec le caractère de *fixité* que la longue suite des temps peut seule donner, une manière propre de comprendre les rapports entre les choses et d'en tirer des conséquences.

Quelles causes nouvelles ont pu, dans ces derniers temps, commencer à ramener à nos conceptions ces cerveaux que l'atavisme coule chaque jour dans un moule si différent du nôtre? Jusque vers le milieu du siècle, les points de contact avec nous étaient absolument insignifiants; depuis cette époque, les rapports sont un peu plus suivis; huit à dix mille marins ou commerçants européens bourdonnent autour de cette ruche, où s'agite une population double de celle de l'Europe, en laissant de côté la Russie.

Nos établissements sur les côtes de ce vaste empire ont sans doute quelque importance; des tentatives locales ont même été faites par les autorités indigènes pour nous imiter et nous emprunter non pas nos idées, mais seulement quelques-uns de nos outils : les bateaux à vapeur et notre armement militaire. Mais ce progrès n'est même pas superficiel; par les points sur lesquels il porte, on peut voir qu'il est loin d'être un pas en avant fait par la Chine, dans le sens de l'acceptation de notre civilisation, puisque les Chinois ne nous ont précisément demandé, jusqu'à présent, que les moyens de lutter contre nous, dans le but de pouvoir mieux résister à la pression que nous exerçons sur eux pour nous ouvrir l'accès de leur pays.

Ces soi-disant progrès de la Chine, qui consistent dans l'achat de canons, de fusils et de bateaux à vapeur, reculent donc plus qu'ils n'avancent le jour où les ingénieurs, les spéculateurs, les capitalistes d'Europe et d'Amérique, à l'étroit chez eux, pourront se ruer sur cette proie à exploiter.

Je ne veux pas dire que cette heure ne sonnera pas, de même que je ne voudrais pas désillusionner l'Europe et l'Amérique sur les avantages qu'elle lui apportera, mais elle est loin et, pour le moment, c'est encore incontestablement dans le fond ethnique et national que nous devons chercher la source des procédés mis en pratique par le gouvernement et les généraux, pour la conduite des négociations et des opérations militaires actuellement en cours d'exécution. Les procédés purement chinois prévaudront d'une façon d'autant plus exclusive, qu'on a laissé le temps à tout le pays de prendre à cœur la lutte engagée et au monde officiel d'intervenir, à défaut d'une opinion publique qui n'existe pas.

Il aurait pu en être autrement dans un traité conclu secrètement avec un mandarin comme Li-hong-tchang, exceptionnelle-

ment éclairé et ayant des vues qu'on ne saurait s'attendre à rencontrer chez ses compatriotes. On a failli réussir avec lui, mais il ne pouvait imposer sa pensée que dans une faible mesure; il était obligé de choisir son moment et ses moyens pour faire passer dans le domaine des faits un accord dont la divulgation intempestive et bruyante devait presque fatalement produire un éclat qui en arrêterait les effets.

Il eût fallu aussi, de notre part, apporter à la conclusion de cette malheureuse convention plus de calme et de connaissance des usages chinois, faire preuve d'un esprit moins incohérent que ne fit notre gouvernement, en confiant, comme il ressort du Livre jaune, des pouvoirs à quatre négociateurs à la fois, notre chargé d'affaires à Pékin, notre ministre en route pour s'y rendre et, ce qu'il y a de plus extraordinaire, à deux marins, l'amiral Lespès et le commandant Fournier. Ce dernier, choisi par les Chinois eux-mêmes, fit force vapeur, arriva le premier à Tien-tsin, y conclut en trois jours un arrangement avec le vice-roi et repartit précipitamment pour la France avec un instrument diplomatique plus utilisable, il est vrai, vis-à-vis des Chambres françaises qu'auprès des belligérants au Tonkin.

C'est à cet empressement et à la joie avec laquelle M. Jules Ferry accueillit le traité Fournier qu'il faut attribuer son insuccès si immédiat. Les censeurs qui, dans la machine gouvernementale de Pékin, ont le dernier mot, sans avoir la responsabilité du pouvoir ni le maniement des affaires, au moment de se prononcer, auront jugé la situation d'après l'effet produit en France et, comme la politique chinoise, ainsi que l'on verra plus loin, ne fait aucune distinction entre traiter et négocier, ils auront opposé leur veto à la trêve proposée par Li-hong-tchang.

Nous trouverons l'expression du génie chinois dans les auteurs classiques sur lesquels sont examinés les candidats aux différents grades du mandarinat militaire. Ceux-ci doivent posséder les traités dont il s'agit, et savoir les commenter, comme les mandarins civils les œuvres de Confucius, de Mencius et autres philosophes anciens. Ces auteurs militaires ont été traduits partiellement en français, au siècle dernier, par le P. Amiot. Ce savant Jésuite fut pendant quarante ans l'hôte de l'empereur Kien-long, à Pékin.

Le traducteur, en présentant son œuvre, cherche lui-même, mais sans en tirer les mêmes conséquences que nous, à faire comprendre que les cerveaux chinois ne fonctionnent pas comme les nôtres[1] :

[1] Voy. pour plus amples détails sur ces auteurs chinois : *Chine et Extrême-Orient*, par le baron G. de Contenson. Plon et Nourrit, 1884.

« Comme le goût des Chinois, dit-il, est aussi différent du nôtre que nos usages, nos mœurs, nos coutumes diffèrent des leurs, il pourra se faire que ce qui est si fort estimé chez eux ne soit regardé chez nous qu'avec une certaine indifférence. Ainsi ceux qui pourraient avoir la curiosité de lire les ouvrages de Sun-tze et des autres, qui ont écrit sur l'art militaire, ne doivent pas s'attendre à y voir des détails amusants, des préceptes instructifs ou des pratiques pour le pays où ils vivent. Si j'avais un conseil à donner, je dirais volontiers qu'ils ne doivent se proposer d'autre but que celui de savoir ce qu'on a pensé dans ces pays lointains, dans ces temps reculés sur un art connu de toutes les nations et différemment exercé par chacune d'elles. Je dirais encore qu'ils doivent se rappeler que ce sont des auteurs chinois qu'ils lisent et que ce sont des Chinois qui leur parlent français; alors ils excuseront facilement les défauts qu'ils pourront rencontrer et tout ce qui leur paraîtra n'être pas conforme aux lumières de la raison, à leur expérience et à leur bon goût.

. . . .

« Le premier de ces ouvrages est le plus estimé de tous : il a été composé par Sun-tze, un des plus vaillants et des plus habiles généraux que la Chine ait eu. Les Chinois font si grand cas de cet ouvrage, qu'ils le regardent comme un chef-d'œuvre en ce genre, comme un vrai modèle et comme un précis de tout ce qu'on peut dire sur l'art des guerriers. Les docteurs d'armes (car la milice a ici ses docteurs comme les lettres), leurs docteurs d'armes, dis-je, ne sont parvenus au grade qui les distingue, que parce qu'ils ont su l'expliquer ou en commenter simplement quelques articles, dans l'examen qu'on leur a fait subir avant que de les admettre.

« Le second, composé par Ou-tze, va presque de pair, et n'a pas moins une approbation universelle. Celui qui l'a composé est un héros dont les brillantes actions sont un des principaux ornements de l'histoire de son temps. Le grand empereur Kang-hi fit traduire en langue tartare-mandchou l'un et l'autre de ces ouvrages, pour les mettre entre les mains des Tartares; et aujourd'hui même, il n'est personne qui se crût en état d'être à la tête des troupes, s'il ne savait par cœur son Sun-tze et son Ou-tze. Ces deux auteurs, disent les Chinois, sont, dans leur genre, ce que Confucius et Men-tze sont dans le leur. Ceux-ci forment des philosophes, des hommes vertueux, des sages; ceux-là forment de bons soldats, de grands capitaines, d'excellents généraux.

« Se-ma et les autres qui ont écrit sur l'art militaire ont également leur mérite; ils sont néanmoins d'un rang inférieur, et on peut parvenir à être bachelier et docteur, même dans la science militaire, sans les savoir ou sans les avoir lus. Cependant, quoique ceux qui veulent s'élever par la voie des armes ne soient pas obligés, à la

rigueur, de prendre des leçons dans l'ouvrage de Se-ma et dans les autres auteurs du second rang, il est fort rare qu'ils ne les lisent, qu'ils ne les apprennent et qu'ils ne les sachent, du moins en substance. »

Les leçons de ces écrivains sont, en général, d'une grande profondeur, et ceux qui les ont formulées à l'époque reculée où Rome se fondait, et où le bagage de l'humanité était bien léger, n'étaient pas des hommes ordinaires. Ils ont frappé une monnaie dont la plupart des pièces ont encore cours aujourd'hui. Mais quelques-unes seraient considérées en Europe comme de mauvais aloi. Comment supposer que les Chinois vont distinguer, dans ces instructions qui ont formé le jugement de leurs pères et le leur, celles qui s'accordent avec notre civilisation de celles qui lui répugnent, pour ne retenir que les premières et écarter les autres !

L'étude des auteurs en question nous apprendra donc les procédés employés par nos adversaires et nous fera prévoir leur conduite.

Il me paraît utile de signaler particulièrement deux points érigés en principe dans l'art militaire chinois. Le premier est l'indépendance absolue dont jouit un général placé à la tête d'une armée, et pourrait fournir une explication aux événements de Bac-lé. Si nos gouvernants avaient eu la sagesse de s'inspirer des mêmes lois, ils n'auraient pas imposé à l'amiral Courbet l'occupation de Formose qu'il était, paraît-il, loin d'approuver. Le second point consiste dans la recommandation expressément faite aux généraux de tromper l'ennemi par tous les moyens possibles, et même d'en venir à bout par la ruse plutôt que par la force.

Les Chinois ont à ce propos une phrase bien pittoresque : « On émousse, disent-ils, le tranchant des sabres de l'ennemi en passant de l'argent dessus. » La trempe de nos baïonnettes résiste à ce mordant, ce qui les étonne et les dérange, mais ils cherchent d'autres combinaisons.

« Vous pourrez compter sur une victoire certaine si vous connaissez tous les tours et tous les détours, tous les hauts et les bas, tous les allants et les aboutissants de tous les lieux que les deux armées peuvent occuper, depuis les plus près jusqu'à ceux qui sont les plus éloignés, parce qu'avec cette connaissance vous saurez quelle forme il sera plus à propos de donner aux différents corps de vos troupes, vous saurez sûrement quand il sera à propos de combattre ou lorsqu'il faudra différer la bataille, vous saurez interpréter la volonté du sou-

verain suivant les circonstances [1], quels que puissent être les ordres que vous en aurez reçus; vous le servirez véritablement en suivant vos lumières présentes, vous ne contracterez aucune tache qui puisse souiller votre réputation, *et vous ne serez point exposé à périr ignominieusement pour avoir obéi.* Servir votre prince, faire l'avantage de l'État et le bonheur des peuples, c'est ce que vous devez avoir en vue; remplissez ce triple objet, vous avez atteint le but [2].

. . . .

« Dès que votre armée sera hors des frontières, faites-en fermer les avenues, déchirez la partie du sceau qui est entre vos mains [3], ne souffrez pas qu'on écrive ou reçoive de nouvelles [4]; assemblez votre conseil dans les lieux destinés à honorer les ancêtres, et là, en présence de tout le monde, protestez-leur que vous êtes disposé à ne rien faire dont la honte puisse rejaillir sur eux, et, après cela, allez à l'ennemi. »

La seconde recommandation consiste à engager les généraux

[1] A traduire le texte à la lettre, il faudrait dire : « Si vous croyez ne pas devoir risquer le combat, ne combattez point, quelque précis que puissent être les ordres que vous aurez reçus de livrer bataille. Si vous voyez au contraire qu'une *bataille vous serait avantageuse, livrez-la hardiment, quoique le souverain vous ait ordonné de ne le pas faire.* Votre vie et votre réputation ne courent aucun risque, et vous n'aurez aucun crime devant celui dont vous enfreindrez ainsi les ordres... etc. » J'ai déjà dit ailleurs que la campagne une fois commencée, l'autorité du général était sans bornes. (*Note du traducteur.*)

[2] *Art militaire des Chinois, ou recueil d'anciens traités sur la guerre,* composés avant l'ère chrétienne par différents généraux chinois, ouvrages sur lesquels les aspirants aux grades militaires sont obligés de subir des examens, traduit en français par le P. Amiot, missionnaire à Pékin, revu et publié par M. Deguignes. Paris, chez Didot l'aîné, MDCCLXXII. — *Les dix préceptes adressés aux gens de guerre,* par Yong-tcheng, troisième empereur de la dynastie régnante. — *Les treize articles sur l'art militaire,* ouvrage composé en chinois par Sun-tze, général d'armée dans le royaume de Ou, et mis en tartare-mandchou, par ordre de l'empereur Kang-hi, l'année 27e du cycle de 60, c'est-à-dire l'année 1710, p. 124.

[3] Les généraux avaient entre les mains la moitié d'un des sceaux de l'empire, dont l'autre moitié restait entre les mains du souverain ou de ses ministres, et quand ils recevaient des ordres, ces ordres n'étaient scellés que d'une moitié de sceau, laquelle ils joignaient avec la leur pour s'assurer qu'ils n'étaient pas trompés; mais quand une fois cette moitié de sceau était déchirée ou rompue, *ils n'avaient plus d'ordres à recevoir.* Les inconvénients qui étaient arrivés par des ordres souvent contraires aux intérêts de l'État et aux véritables intentions du souverain obligèrent à cette coutume.

[4] Une autre maxime que la politique chinoise regarde comme d'une extrême importance, c'est celle par laquelle il est défendu à ceux qui sont à l'armée d'écrire rien de ce qui se passe sous leurs yeux à leurs parents et à leurs amis. Par là les officiers généraux sont les maîtres d'écrire au souverain tout ce qu'ils veulent, et de la manière dont ils le jugent à propos. (*Art militaire des Chinois, etc.*, p. 142. *Note du traducteur.*)

à tromper l'ennemi par tous les moyens possibles plutôt qu'à le vaincre par la force :

« Sans donner de batailles, tachez d'être victorieux; ce sera le cas où plus vous vous élèverez au-dessus du bon, plus vous approcherez de l'incomparable et de l'excellent. . . . .

« Faire la guerre est, en général, quelque chose de mauvais en soi. La nécessité seule doit la faire entreprendre. Les combats, de quelque nature qu'ils soient, ont toujours quelque chose de funeste pour les vainqueurs eux-mêmes : *il ne faut les livrer que lorsqu'on ne saurait faire la guerre autrement.*

« Le grand secret de venir à bout de tout consiste dans l'art de savoir mettre la division à propos : division au dehors, celle par laquelle on trouve moyen de détacher du parti ennemi les habitants des villes et des villages qui sont de sa domination et de se les attacher de manière à pouvoir s'en servir sûrement dans le besoin; division dans le dedans, par laquelle on trouve le moyen d'avoir à son service les officiers qui servent actuellement dans l'armée ennemie; division entre les supérieurs et les inférieurs, qui nous met en état de profiter de la mésintelligence que nous aurons su mettre entre les différents corps qui composent l'armée que nous aurons à combattre; la division de mort, par laquelle après avoir fait donner de faux avis sur l'état où nous nous trouvons, nous faisons courir des bruits injurieux à l'ennemi, lesquels nous faisons passer jusqu'à la cour de son souverain qui, les croyant vrais, se conduit en conséquence envers ses généraux et tous les officiers qui sont actuellement à son service; division de vie, par laquelle on répand l'argent à pleines mains envers tous ceux qui, ayant quitté le service de leur légitime maître, ont passé de votre côté, ou pour combattre sous vos étendards, ou pour vous rendre d'autres services non moins essentiels [1].

. . . .

« Enfin un bon général doit tirer parti de tout; il ne doit être surpris de rien, quoi que ce soit qui puisse arriver. Mais par-dessus tout et préférablement à tout, il doit mettre en pratique les cinq sortes de divisions. S'il a le véritable art de s'en servir, j'ose l'assurer, il n'est rien qu'il ne puisse. »

Nous devons donc bien comprendre que les mandarins, chargés d'assurer l'intégrité de l'empire sur les points que nous menaçons, ne seraient même pas déchargés de leur responsabilité par des ordres venus de Pékin.

[1] *Art militaire des Chinois, etc.*, Sun-tze, p. 152-156.

Les règlements militaires, c'est-à-dire les textes qui depuis deux mille ans régissent la matière, prescrivent de considérer comme non avenus des ordres dont l'exécution serait préjudiciable à la grandeur de l'empire.

Un des fondateurs de la dynastie tartare actuelle a donné une nouvelle force à ces auteurs en les faisant rééditer et traduire en mandchou, à l'usage des guerriers de sa nation qui avaient assis son père sur le trône de Pékin.

Pour faire saisir l'impuissance de la cour à ordonner et de ses agents à exécuter, sans forfaiture de part et d'autre, les concessions du genre de celles dont nous poursuivons l'accomplissement, il faut se reporter aux mémorables paroles par lesquelles Louis XIV expliquait à l'ambassadeur d'Angleterre qu'aucun traité ne pourrait infirmer les droits de son petit-fils ou de ses descendants à la couronne de France, tunique de Nessus que nulle puissance humaine ne pouvait, selon lui, arracher au chef de sa famille dans l'ordre de primogéniture.

Le fait accompli, voilà le seul argument qui puisse obtenir de l'empereur, maître de la terre, chargé d'y faire régner partout l'ordre, la justice et le respect des rites, sinon sa consécration, du moins son silence.

Nous voyons, en outre, dans ces leçons d'art militaire, que la sainteté du but justifie tous les moyens propres à débarrasser le pays des envahisseurs.

L'étude que M. Jametel vient de publier, dans la *Revue Suisse*, sur la *Diplomatie chinoise* fait ressortir combien les traditions diplomatiques de l'extrême Orient diffèrent des nôtres et il en fait remonter les causes à la plus haute antiquité :

« Les agissements des hommes d'État chinois, dit-il, ont donc eu pour conséquence de donner aux relations extérieures de leur pays un caractère spécial, qui n'a plus, à l'heure qu'il est, pour l'Occident, d'autre valeur que de rappeler l'époque féodale disparue depuis déjà longtemps de l'Europe. Les diplomates chinois, si on peut leur donner ce nom, n'eurent en effet, pendant bien des siècles, d'autres fonctions que de servir d'intermédiaires entre le Fils du Ciel, dont ils étaient les représentants, et ses vassaux. A ce titre, il leur était permis d'user à l'égard de ces derniers de procédés absolument incompatibles avec les théories d'égalité et de réciprocité qui forment la base du droit des gens de l'Europe moderne. Les représentants de l'Occident ont eu pendant ces cinquante dernières années plus d'une occasion de constater cette ignorance des hommes d'État chinois, au sujet du respect dû à toute nation indépendante. »

L'existence en Chine d'un bureau analogue à notre ministère des affaires étrangères est toute récente. En 1858, la France, l'Angleterre et l'Amérique ont obtenu qu'un haut commissaire impérial fût désigné pour traiter avec leurs plénipotentiaires. On sait qu'il fallut l'expédition de 1860 pour obtenir que l'échange des ratifications du traité franco et anglo-chinois eût lieu à Pékin, comme cela avait été stipulé.

A cette époque, le prince Kong fut désigné pour négocier avec les alliés. Par la suite, il s'adjoignit d'abord deux aides, puis ensuite quatre sous-aides, mais le prince conservait toujours seul l'autorité et la signature. C'est ce conseil, formé de sept membres, qui, plus tard, traita directement avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la plupart des puissances, tous les membres qui le composaient figurant personnellement sur les différentes conventions.

Dans les rapports officiels, jusqu'au commencement des affaires du Tonkin, et probablement jusqu'à ce jour, car nous n'avons pas appris que la chose ait été changée, la France ne connaissait que la signature, ou mieux le sceau du haut commissaire impérial président du Yamen qui, après la chute du prince Kong, fut désigné pour le remplacer, conformément aux stipulations du traité de Tien-tsin. Ce président du Yamen était le prince Yi-kouang. Sans doute Li-hong-tchang avait au moins reçu des pouvoirs semblables, puisque notre gouvernement a cru aux engagements qu'il avait pris. Mais avant 1860, les ambassadeurs envoyés par les puissances européennes à Pékin n'étaient en rapport qu'avec un maître des cérémonies et n'étaient admis à y traiter aucune question d'affaires. Les récits qu'ils ont laissés de leurs missions sont unanimes sur ce point. Les mandarins, placés à la tête des provinces frontières, étaient chargés des relations avec les étrangers, et leur rôle, tracé de tout temps, consistait à ne rien permettre qui compromît la sécurité de l'empire et dérangeât l'ordre établi. Le Tsong-li-yamen, rouage nouveau dans ce pays où l'on ne respecte que ce qui est ancien et où les précédents seuls excusent tout et font loi, pourrait peut-être bien ne pas influencer encore d'une façon décisive la conduite des mandarins agissant aux extrémités de l'empire.

Nos diplomates, pour conduire leurs négociations, et nos généraux, pour régler leurs rapports avec l'armée chinoise, devraient donc méditer, autant que ces derniers eux-mêmes, la doctrine des classiques militaires dont je viens d'essayer de donner un aperçu.

G. DE CONTENSON.

LA VIE CHRÉTIENNE DANS LE MONDE

AU XVIIe SIÈCLE

LA PIÉTÉ CHEZ Mme DE SÉVIGNÉ

Une femme sincèrement croyante, une femme du monde, très mêlée à la vie sociale, comment entendait-elle, au dix-septième siècle, la pratique et les sentiments chrétiens? Que pensait-elle et que faisait-elle, au point de vue des obligations religieuses?

Mme de Sévigné répond, avec détails, à cette question délicate; elle y répond avec cette exubérance, cette franchise, cette netteté, qui dirigeaient sa vie et toutes ses idées. Le tableau fidèle de son âme et celui de sa vie quotidienne nous renseignent avec précision sur les habitudes et sur la foi d'une bonne catholique il y a deux cents ans, et nous permettent des comparaisons instructives entre le présent et le passé.

C'est une lecture édifiante, solide, et propre aux jours saints, que celle des exemples et des réflexions légués à la postérité par cette âme bien trempée, bien équilibrée, nourrie de vérité, de sagesse, de foi raisonnée, de lectures sérieuses et de pieuses pensées. Certes, ce serait singulièrement outrer les choses que présenter la spirituelle marquise comme une sainte, irréprochable dans sa vie pratique ou dans ses doctrines; elle ne fut étrangère ni aux faiblesses courantes ni aux erreurs particulières de son temps. Mais la sincérité de ses croyances et la direction religieuse de ses pensées montrent en elle quelque trace de cette filiation précieuse qui la rattache directement à une mère de l'Église, à la grande sainte Chantal.

Si ce n'est pas toujours un exemple autorisé que nous chercherons en cette âme attrayante, nous y trouverons du moins de bien hautes et de bien justes méditations, faites pour fortifier chacun.

I

La pratique d'abord.

Cette pratique s'inspirait fermement des règles qu'a instituées l'Église, et n'admettait pas les tempéraments si facilement sollicités par nos générations affaiblies. Les observances étaient respectées à la lettre, dans cette maison riante, enjouée, où les rigueurs de la pénitence religieuse ne nuisaient ni à la bonne humeur ni à la santé. On y faisait en commun la prière, dont on variait souvent les formules, pour réveiller l'attention. Elle se terminait par le *Miserere*, traduit en français.

Le jeûne et l'abstinence aux jours et aux temps marqués par les commandements de l'Église s'observaient exactement, simplement, avec bonhomie et gaieté. En ce temps-là, les dispenses n'étaient pas si fort à la mode : « M. de Lamoignon, avec sa néphrétique, n'a pas pensé à manger gras. »

A Paris, la marquise ne peut se refuser, en temps de carême, à certains soupers de gala; mais, dans ce cas, elle se prive de dîner pour rester dans la règle, et arrive le soir chez ses hôtes « avec une faim de loup ». En Bretagne, la châtelaine fait son carême avec du poisson : « Nous avons la mer ». A la collation : « un potage, avec un peu de beurre à la mode du pays, de bons pruneaux, de bons épinards »; le dimanche, du café au lait.

La semaine sainte se passe tantôt chez les Visitandines, qui regardaient Mme de Sévigné comme « les reliques vivantes » de sa sainte grand'mère leur fondatrice; et tantôt à Livry, la jolie abbaye de l'oncle de Coulanges, où l'on va jeûner, marcher, et « faire mille réflexions ».

Tout le long de l'année, ces réflexions propres aux fêtes religieuses se multiplient. Voici, par exemple, le début d'une lettre, le 25 mars, jour de l'Annonciation : « Cette fête est grande; elle est le fondement de celle de Pâques; en un mot, la fête du christianisme et le jour de l'Incarnation de Notre-Seigneur : la sainte Vierge y fait un grand rôle! »

A Paris, sa dévotion la conduit tantôt à l'église des Jésuites, Saint-Paul; et tantôt aux *Minimes*, où nous la trouvons plusieurs fois à la messe de minuit. Ces ermites de saint François de Paule habitaient, près de la place Royale et de l'hôtel Carnavalet, un monastère construit sur l'emplacement de l'ancien palais des Tournelles, et qui a disparu lors de la révolution. Leur église était le rendez-vous favori de la haute société. Aux Rochers, Mme de Sévigné priait dans ce sanctuaire qui est son œuvre et qui demeure comme

un témoignage de sa piété : « Dix ou douze ouvriers en l'air élèvent la charpente de ma chapelle. » C'est seulement en décembre 1675 qu'a lieu l'inauguration de cet édifice : « Il vint une grande assemblée de recteurs pour assister à la cérémonie. » La marquise y honore la mère de Dieu : « J'ai un tableau de la sainte Vierge sur mon autel »; mais cette orthodoxie est mitigée par l'inscription semi-janséniste : *Soli Deo honor et gloria*, — *A Dieu seul*, — laquelle, observe en riant la châtelaine, « pourrait faire croire tout à l'heure que je conteste l'invocation des saints! » La marquise y communie à Noël : « Nous avons fait cette nuit nos dévotions dans notre belle chapelle. » Mais il faut remarquer que ses communions, toujours profondément pieuses, sont assez rares.

En effet, sa dévotion envers le saint Sacrement s'inspire d'une foi très profonde : « Je mourrais volontiers pour la réalité de Jésus-Christ... Ma fille, je m'en vais prier Dieu et me disposer à faire demain mes Pâques : il faut au moins tâcher de sauver cette action de l'imperfection des autres. » Et ailleurs encore la marquise approuve qu'on ait supprimé la communion forcée dans la cérémonie des cordons-bleus, ne voulant pas qu'on mêle « cette sainte action » avec la dissipation, les rires, la curiosité profane. Mais elle n'était pas exempte de l'austérité janséniste, qui avait pénétré la société du dix-septième siècle. Les doctrines, qui ont prévalu depuis lors, parmi les personnes faisant profession de piété, étaient combattues à cette époque par des scrupules qui prenaient leur source dans la foi même et dans le respect. La communion était généralement regardée comme le but de la vie spirituelle plutôt que comme son moyen. La dignité du sacrement combattait dans les âmes les plus droites l'attraction de la piété. La tiédeur que peut enfanter l'habitude semblait, en cette délicate matière, le danger le plus redoutable. « Comment, s'écrie la marquise avec une véritable terreur, comment mettre tant en jeu dans une occasion si importante? » La communion fréquente exigerait, à ses yeux, une vie particulièrement austère : « Cette personne, écrit-elle, communie deux fois par semaine. Bon Dieu, quelle profanation! Elle est de tous les plaisirs quand elle peut en être, ou du moins elle le désire toujours; et c'est assez pour n'être pas dans un usage si familier du sacrement. » Pour son compte, Mme de Sévigné estime que la communion suffit « tous les premiers dimanches du mois, et aux fêtes de la Vierge... Saint Louis, qui était plus saint que vous n'êtes sainte, ne communiait que cinq fois l'année ».

Cette conduite trouverait aujourd'hui peut-être des contradicteurs : ce n'est pas ici le lieu de la discuter. Il faut répéter toutefois qu'elle avait pour principe, au siècle de Louis XIV, une révérence

profonde et une foi vive. Il suffirait, pour s'en convaincre, d'accompagner, avec Mme de Sévigné, le saint Viatique chez les agonisants. Cette scène a souvent arrêté son cœur avec sa plume, et la dernière communion de ses amis est, pour ses lecteurs, un tableau profondément émouvant. Il se répète vingt fois, au cours de la longue correspondance, « ce saint spectacle, je ne dis pas d'affliction, je dis de consolation et d'envie ». La marquise est saisie par le sens profond de ce baiser suprême qui s'échange, au seuil de l'éternité, entre le mourant et son Dieu voilé. Jamais elle n'est plus éloquente et plus sincèrement pathétique.

La seconde nourriture de l'âme chrétienne, la parole de Dieu exerce sur cet esprit vif et pénétrant une action très sensible. Les discours et les lectures de piété passionnent cette intelligence d'élite, qui s'assimile avec ardeur la vérité religieuse, qui suit sans fatigue la controverse, mais qui cherche surtout les élans de la piété solide, qui ne s'égare jamais dans le mysticisme raffiné, mais qu'enlèvent et ravissent les sentiments justes, les idées généreuses, les méditations satisfaisant à la fois le cœur et la raison.

La marquise entend, à Saint-Gervais, les sermons du P. Soanen, un oratorien pieux, qui n'était alors ni évêque ni hérétique : « Il fait fort bien... Il ne déshonore pas la Samaritaine »; ou le P. de la Tour, ou le P. de la Roche, ou le P. Anselme, « qui brille à Saint-Paul », ou le P. Gaillard, « qui fait des merveilles à Saint-Germain l'Auxerrois »; ou Mascaron, qui prêche des Passions « si belles et si touchantes »; ou surtout Bourdaloue, le dieu de la chaire, « le grand Pan... il frappe comme un sourd, disant des vérités à bride abattue ». Mais pour celui-ci, il faut souvent y renoncer : quand il doit parler le jeudi, les laquais retiennent les chaises pour leurs maîtres dès le mercredi, « et la presse est à mourir ». Cet orateur pénétrait si complètement son auditoire qu'un jour de carême, en 1671, c'est Mme de Sévigné qui le raconte, le maréchal de Gramont s'écria tout haut dans l'église : « Mordieu, il a raison ! » Cet empressement de la marquise pour la belle et bonne parole n'a d'égal que son horreur pour les mauvais sermons : elle les fuit de parti pris, et plaint hautement sa fille, qui en entend beaucoup en Provence.

Quant aux lectures solides, elles sont continuelles : les Épîtres de saint Paul, les Lettres de saint Augustin, les homélies de saint Jean Chrysostome, les traités moraux des solitaires de Port-Royal, les vies des saints, l'Histoire de l'Église, l'apologétique chrétienne, alimentent cet esprit insatiable que ne rebutent pas les spéculations de Malebranche, et qui se fixe avec aisance sur les études les plus ardues, dégageant clairement la substance des enseignements abstraits, raisonnant ses croyances avec sincérité, s'humiliant

devant le dogme, protégé par son bon sens et l'enjouement de sa nature contre les exagérations pratiques des jansénistes, sans toujours se défendre d'un penchant intellectuel pour leurs doctrines et d'une affection personnelle pour beaucoup d'entre eux.

C'est sans doute à son commerce avec ces âmes rigides, amies des mâles vertus, mais doctrinalement trop oublieuses de la faiblesse humaine, et trop dédaigneuses des instincts que la religion doit recueillir et diriger, non pas refouler et briser, que Mme de Sévigné, si profondément chrétienne, si réellement croyante, a dû sa regrettable froideur pour les pratiques secondaires favorables à la piété. Sa foi, son amour pour Dieu, dont nous trouvons à chaque page la vive et chaleureuse expression, se soutiennent d'eux-mêmes, sans recourir aux ingénieux étais qu'offrent à l'âme chrétienne les industries de la dévotion.

Tous sont avec elle assurément quand elle regrette que le fond disparaisse sous les formes, quand elle blâme une religion peu éclairée « ou *tout* est en pèlerins, en pénitents, en ex-voto, en femmes déguisées de différentes couleurs ». Mais quand les pieuses pratiques cadrent avec les croyances et servent la foi, quand elles sont approuvées, quand l'Église les encourage, c'est se montrer bien téméraire que de les reléguer si dédaigneusement. En faisant fi du rosaire, du scapulaire, de l'*esclavage*, — sorte de bracelet rivé qu'on portait alors sous le vêtement en signe de la fidélité vouée à la sainte Vierge, — en raillant ainsi les pratiques secondaires, la marquise ne méconnaît-elle pas, avec Port-Royal, le besoin vrai de notre nature, l'instinct essentiellement humain qui nous porte à témoigner d'une façon sensible nos affections ; n'oublie-t-elle pas que les manifestations les plus simples de la foi nourrissent cette foi? Ne s'expose-t-elle pas surtout au reproche d'orgueil, en critiquant des usages qu'à sanctionnés le seul juge compétent : l'Église?

II

La pratique de la religion, si solide et si sérieuse chez Mme de Sévigné, en dépit des réserves qui viennent d'être formulées, s'inspirait, non pas seulement des habitudes qui régissaient alors la société et dominaient la vie générale : elle avait pour cause et fondement des sentiments, des convictions, des idées, qu'il est intéressant de chercher, au cours de cette longue correspondance où les jugements se confondent avec les impressions et avec les faits.

Dieu occupait sincèrement, profondément, ses affections, ses désirs ardents. La tiédeur qu'elle se reproche la désole : « On n'est point

au diable, parce qu'on craint Dieu et qu'au fond on a un principe de religion : on n'est point à Dieu aussi, parce que sa loi paraît dure; cela compose les tièdes : Dieu les hait; il faut donc en sortir. » Elle en sortait, en réalité, s'élevant sans cesse à la pensée de Dieu : « Il n'y a que son amour de véritablement souhaitable en ce monde!... J'envie les dévots et je voudrais bien les imiter... Mon Dieu, quand donc aurons-nous quelque étincelle! »

Il est vrai qu'une tendresse humaine, tendresse passionnée, sans mesure, la passion maternelle, dispute à l'amour divin ce cœur si large et si chaud. Mais Mme de Sévigné, en s'accusant de cet excès, trouve dans le péché même, — s'il y a péché, — son amère expiation : « Les peines qui sont attachées à la tendresse que j'ai pour vous, étant offertes à Dieu, sont la pénitence d'un attachement qui ne devrait être que pour lui! »

Le caractère général de sa piété est une confiance invincible, que ne pouvaient altérer les frayeurs jansénistes, où elle se complaît visiblement; un abandon, digne et simple, qui puise sa source dans la foi, qui n'enfante ni le relâchement ni le mysticisme, qui protège l'âme contre le doute, sans l'aveugler ni l'atrophier; état filial vis-à-vis de Dieu, et tout à fait conforme à la notion vraie des rapports chrétiens entre l'âme et Dieu. « Dieu, écrit-elle, m'ayant déjà donné de bons sentiments, il m'en donnera encore : les grâces passées me font espérer celles qui viendront, et ainsi je vis dans la confiance... La grâce saura bien vous préparer les chemins, les tours, les détours : tout sert, tout est mis en œuvre par ce grand ouvrier qui fait toujours infailliblement tout ce qui lui plaît. » Et dans ces sentiments d'inaltérable confiance, elle approuve surtout « cette unique et adorable prière à Jésus-Christ : de lui demander miséricorde par son sang précieux, sans autre verbiage ».

Ce repos en Dieu est raisonné, doctrinal; car, aux yeux de la marquise, c'est Dieu qui sauve l'homme, qui tourne le cœur au bien; c'est Dieu qui donne le désir d'être à Dieu : quand il couronne ce désir, il ne fait que couronner purement et simplement ses dons.

Il serait épineux de discuter cette doctrine. C'est aux autorités spéciales qu'il appartient de déterminer si elle est entièrement conforme à l'orthodoxie théologique, et quelle est la mesure précise de cette délicate alliance où la liberté de l'homme et la grâce de Dieu doivent conserver chacune un rôle. Mais, pratiquement, on ne saurait nier que la considération de l'action continuelle de Dieu sur l'homme, par la grâce et par la Providence, « ne soit, comme le dit Mme de Sévigné, la consolation des tristes états de la vie, n'abrège toutes les plaintes, ne calme toutes les douleurs, ne fixe toutes les pensées ».

Les idées de Mme de Sévigné sur la morale? — « Je la veux chrétienne; elle est trop creuse, trop inutile autrement! »

Sur la charité? — « Comment peut-on, par rapport à Dieu et même à l'humanité, garder tant d'or, tant d'argent, tant de meubles, tant de pierreries, au milieu de l'extrême misère des pauvres? »

Sur les scandales ecclésiastiques? — Elle les enregistre sans aucun embarras et sans aucune affectation : elle mentionne même gaiement ce propos qui fut entendu au sacre de l'abbesse de Chelles : « N'est-ce pas ici le paradis? — Oh non : il n'y aurait pas tant d'évêques! » Mais, quand son cousin de Coulanges se trouble et doute, par suite des désordres qu'il trouve à Rome, sa sage correspondante lui écrit : « Mon pauvre cousin, vous vous méprenez. J'ai ouï dire qu'un homme d'un très bon esprit tira une conséquence toute contraire, au sujet de ce qu'il voyait dans cette grande ville. Il en conclut qu'il fallait que la religion chrétienne fût toute sainte et toute miraculeuse, de subsister ainsi par elle-même au milieu de tant de désordres et de profanations. Faites donc comme lui : tirez les mêmes conséquences; et songez que cette même ville a été baignée autrefois du sang d'un nombre infini de martyrs, qu'il y eut trente-sept papes qui souffrirent l'un après l'autre... Une religion subsistante par un miracle continuel dans son établissement et dans sa durée ne peut être une imagination des hommes : les hommes ne pensent pas ainsi. »

Les méditations chrétiennes de Mme de Sévigné se portent obstinément, avec une mélancolique poésie, sur la vieillesse, le détachement, la mort. « Il me semble, dit-elle, que je me détache un peu de ce qui s'appelle le monde. » La nature répugne à ces déchirements, mais la foi les adoucit. Les réflexions de la marquise à ce sujet touchent à l'éloquence : « La vieillesse, je la vois, m'y voilà; et je voudrais bien au moins ménager de n'aller pas plus loin, de ne point avancer dans ce chemin des infirmités, des douleurs, des pertes de mémoire, des défigurements, qui sont près de m'outrager; et j'entends une voix qui dit : Il faut marcher malgré vous, ou bien, si vous ne voulez pas, il faut mourir! qui est une autre extrémité où la nature répugne. Voilà pourtant le sort de tout ce qui avance un peu trop. Mais un retour à la volonté de Dieu et à cette loi universelle où nous sommes condamnés remet la raison à sa place. »

Cette préoccupation de la mort revient souvent, et toujours elle inspire de saisissantes, d'édifiantes pensées : « Je suis embarquée dans la vie sans mon consentement, il faut que j'en sorte : cela m'assomme, et comment en sortirai-je? par où, par quelle porte?

Quand sera-ce? Comment serai-je avec Dieu? Qu'aurai-je à lui présenter? Que puis-je espérer? Suis-je digne du paradis? Suis-je digne de l'enfer? Quelle alternative! Si on m'avait demandé mon avis, j'aurais bien aimé à mourir entre les bras de ma nourrice : cela m'aurait donné le ciel bien sûrement et bien aisément. »

Mme de Sévigné rappelle souvent cette idée de la fin : « C'est, dit-elle, l'affaire de tout le monde. » La mort des grands, surtout, la frappe sensiblement. « La Providence fait quelquefois des coups d'autorité qui me plaisent assez; mais il en faudrait profiter! » Et à propos de la mort de Louvois : « Que d'affaires, que de desseins, que de projets, que de secrets, que d'intérêts à démêler, que de guerres commencées, que d'intrigues, que de beaux coups d'échecs à faire et à conduire. Ah! mon Dieu! donnez-moi un peu de temps, je voudrais bien donner un échec au duc de Savoie, un mat au prince d'Orange! Non, non! vous n'aurez pas un seul, un seul moment! »

Est-ce trop dire? N'y a-t-il pas là comme un reflet des grandes images et des épouvantes qu'a évoquées Bossuet? N'y a-t-il pas surtout le sentiment profondément chrétien d'une âme qui envisage la vie et la mort aux grandes clartés de Dieu?

En fermant le livre sur ces graves et hautes pensées, on reconnaîtra que cet ensemble de sentiments, de pratiques, d'idées, constitue une grande et large vie chrétienne; que Mme de Sévigné croyait, sentait, aimait, pensait, en digne petite-fille de sainte Chantal; qu'on peut souhaiter aux âmes de notre époque une trempe aussi solidement chrétienne.

L. de la Brière.

UN NOUVEAU LIVRE SUR BOSSUET[1]

M. Deschanel vient d'ajouter un quatrième volume à la série des ouvrages qu'il a déjà publiés sur le *Romantisme des classiques;* il s'y occupe de Pascal, de la Rochefoucauld et de Bossuet. Son chapitre sur Pascal est très court. On dirait que le grand écrivain l'a effrayé. En tout cas, il ne s'arrête point devant ce génie si complexe, si délicat et d'une étendue si prodigieuse; que Prévost-Paradol a deviné, que M. Havet a effleuré, et qui, dans les champs de la pensée humaine, se dresse, comme un sphinx énigmatique, plein d'ombre et de douloureux mystères. M. Deschanel se contente de saluer de loin le colosse, et il passe outre.

La Rochefoucauld lui semble d'un plus facile commerce ou d'un abord plus aisé. Non pas qu'après Cousin et Sainte-Beuve, il fasse des découvertes nouvelles dans l'auteur des *Maximes.* Il loue beaucoup trop la Rochefoucauld comme écrivain. Ne l'a-t-il pas, dans son premier volume, classé avec Retz, Molière, la Fontaine, Sévigné, parmi les écrivains prime-sautiers à qui la puissance de la conviction donne l'éloquence, même sans qu'ils y songent[2]? La Rochefoucauld, ce styliste qui va toujours se travaillant, ciselant ses pensées, cachant ce qu'elles ont de faible et de faux sous le voile de mots choisis, finement agencés ou délicatement ouvrés; qu'on le compare aux maîtres qui s'oublient pour se sacrifier à l'idée : quelle hérésie littéraire!

Où M. Deschanel pèche, c'est quand il étudie Bossuet.

Sa critique sur Bossuet se rapporte à ces deux jugements : « *On ne peut pas dire que Bossuet ait beaucoup d'idées par lui-même*[3]. *Le fond de ses écrits est... ce qu'il y a de moins sympathique à l'esprit moderne*[4]. » J'ajoute que M. Deschanel couvre son aveu

[1] *Le Romantisme des classiques,* 3e série ; *Pascal, la Rochefoucauld, Bossuet.* Paris, chez Calmann Lévy.

[2] T. I, p. 17.

[3] T. III, p. 140.

[4] *Ibid.,* p. 144.

de l'opinion de M. Schérer et de M. Paul de Rémusat, qui a osé dire ce mot : « Bossuet est le sublime orateur des idées communes[1]. »

Le défi est porté sur une question bien déterminée. Ce ne sera peut-être point chose difficile de le relever.

I

Avant de commenter Bossuet, une préparation est nécessaire. Point ne suffit d'avoir une forte culture littéraire, même de sortir de l'École normale ou d'y avoir été professeur. C'est par une lente initiation au style, à la manière, aux idées surtout du sublime orateur, qu'on le goûte enfin tel qu'il est; ni classique ni romantique, mais les dominant tous, dans une sorte de gloire sans rivale et sans égale. Je n'oserais dire que les travaux précédents de M. Deschanel l'aient mis à même de bien comprendre Bossuet. Critique tapageur, ancien feuilletonniste des *Débats* et de l'*Indépendance belge*, il a, toute sa vie, fait de la littérature militante et légère. Lisez plutôt les titres de quelques-uns de ses ouvrages : *Essai de critique naturelle; les Courtisanes grecques; la Vie des comédiens; le Mal et le bien qu'on a dit des femmes; le Mal et le bien qu'on a dit de l'amour; la Question des femmes et la Morale laïque*; *Études sur Aristophane*, qui débutent ainsi (pardon, mesdames) : « Ce livre n'est point fait pour les bégueules de l'un et de l'autre sexe. »

Quand on a une plume si... aristophanesque, j'estime qu'on est quelque peu insolent, — fût-on sénateur de la république et professeur au Collège de France, sous la direction de M. Renan, — à traiter Bossuet avec le sans-gêne familier, avec le ton protecteur, avec l'assurance imperturbable, qui caractérisent les études de M. Deschanel. Au dix-septième siècle, on aurait dit : cela n'est point *décent*.

Sans doute, M. Deschanel loue d'un éloge sincère et ému le style de Bossuet : mais il lui refuse l'originalité des idées.

N'est-ce point M. Patin qui a dit : « Bossuet est l'homme d'un seul livre, la Bible? » Ni la philosophie païenne ni la littérature antique ne contentent ce vaste et puissant génie. Dédaigneux des pensées humaines et des ouvrages où elles s'expriment, il va plus haut et plus loin que le fini : Dieu seul, sa parole, son œuvre, apaisent les inquiétudes de son intelligence et de son cœur. Dès qu'il les rencontre, il se donne à eux, tout entier, et sans retour.

[1] *Le Romantisme des classiques,* 3e série, t. III, p. 143.

Et c'est pourquoi rien ne trahit dans Bossuet l'angoisse, la lutte intime : la sérénité lumineuse l'envahit d'un bonheur qui ne connaîtra point un nuage. Il n'est pas seulement un *croyant;* il est déjà un *voyant.* Pascal, au contraire, ne touchera à ce port tant désiré de la paix qu'après les affres d'une crise où il se débat, sanglant, meurtri, presque fou de désespoir. Dieu ne le possède qu'à la fin d'un combat, — je devrais dire d'une *agonie*, — qui dure pendant quinze ans. Pascal s'abandonne, se reprend, se livre encore, toujours poursuivi par le problème de la destinée éternelle. Ce n'est enfin que dans cette nuit d'extase où il écrit le *Mystère de Jésus* qu'il consomme le don de son être, corps et cœur, santé et génie, au Dieu du Calvaire. Écoutez Bossuet : « Cette vaste jeunesse ne durera pas toujours : cette heure fatale viendra, qui tranchera toutes les espérances trompeuses par une irrévocable sentence; la vie nous manquera comme un faux ami au milieu de nos entreprises. Là tous nos beaux desseins tomberont par terre; là s'évanouiront toutes nos pensées... La mort, cette fatale ennemie, entraînera avec elle tous nos plaisirs et tous nos honneurs dans l'oubli et dans le néant... Je viens, ô mon maître, je viens donc me crucifier avec vous... Je me jetterai à corps perdu sur vous, ô mon aimable mort, et *je mourrai avec vous; je m'envelopperai avec vous dans votre drap mortuaire* [1]. » Ici, par la bouche de saint Bernard, c'est Bossuet qui parle, Bossuet dans la feu de la jeunesse, à vingt-neuf ans. Le sacrifice est fait. L'allégresse du don accompli s'exhale dans cet hymne lyrique d'une beauté si étrange et d'un accent si pénétrant. Mais déjà on y reconnaît ces idées maîtresses qui soutiendront la foi de Bossuet : les réalités de la vie à venir opposées au néant des réalités présentes; la fragilité de l'amour, du plaisir et du bonheur terrestres, mis en face de la possession des trésors divins, que le sang de Jésus a méritée. Puisque j'en suis à parler de Pascal et de Bossuet, je dirai, — pour en finir avec cette question de savoir lequel des deux a imité l'autre, — que tous deux ont puisé à la même source : la Bible. Qu'est-ce donc que le christianisme, sinon la religion du renoncement à soi-même, de la privation des joies sensibles et passagères? M. Deschanel, quelque part, croit que l'éloquence de Bossuet ne s'appuie que sur des idées communes et vulgaires. Certes, oui, elles sont aujourd'hui banales, ces idées du néant de toutes choses, de la brièveté de la vie et de la gloire. Mais qui les a semées à travers le monde? Qui les a fait entrer si profondément dans la conscience humaine? Le christianisme.

[1] *Panégyrique de saint Bernard,* t. XII, p. 292 et 293. Bossuet; édition Lachat.

Dans le monde païen, surtout chez les Grecs, la vie n'apparaît que bordée de fleurs et d'exquises voluptés. La mélancolie ne jette que rarement son ombre sur la fête de l'existence. Tout ce peuple de statues qui ornait les rues d'Athènes ou de Corinthe souriait à la lumière, comme il se détachait sur l'azur d'un ciel toujours bleu. Plus tard, à Rome, au temps de Sylla, Lucrèce ouvre ses vers à des accents qui sont pleins de larmes. De son cœur blessé le sang jaillit comme à flots. Virgile hérite de cette mélancolie, mais avec des teintes plus douces; je ne sais quelle ombre de crépuscule, moins désolée, en tout cas, que la nuit noire où s'ensevelit Lucrèce. Du jour où le christianisme se lève sur le monde, le dégoût de la vie présente prend les générations; l'ennui des jours bornés et éphémères trace son sillon dans les cœurs. On aspire au paradis, puisqu'il est si dur de vivre.

C'est là le fond même de la religion chrétienne; Bossuet s'en rassasie et se l'approprie tout jeune encore. De ces grandes idées, que Tertullien avait creusées, que les Pères et les docteurs avaient enrichies de leurs réflexions, il tire la substance nourricière de ses sermons et de ses oraisons funèbres. La preuve nous en vient de cette *Méditation sur la Mort*, qu'il écrivait dans une retraite de sa jeunesse. Il garde à jamais l'image terrible de cette vision de la mort. D'autres se feront les champions des choses qui brillent ou qui enthousiasment; lui, il se voue à n'être que le héraut du trépas et l'apôtre du tombeau. Mais s'il prêche, le néant; s'il étale aux yeux, avec une si implacable sincérité, « ce je ne sais quoi qui n'a plus de nom dans aucune langue », ce n'est pas seulement pour montrer le peu de valeur de l'homme; c'est qu'il voit dans la mort l'affirmation souveraine de l'être divin. Ces mots : *mon grand Dieu*, reviennent sur ses lèvres. Il est obsédé, — possédé, si l'on veut, — par le sentiment des droits et des attributs de Dieu. L'hymne triomphal qu'il chante en l'honneur de la vanité des choses humaines exalte surtout l'immutabilité et les perfections infinies de Dieu. Toute l'éloquence de Bossuet repose sur ce contraste, sur les variations habiles dont il le présente, sur les effets d'étonnement, de terreur ou de pitié qui l'accompagnent.

N'en déplaise à M. Deschanel, tous les siècles chrétiens s'inspirent de ces enseignements, mais, au dix-septième siècle, ils traduisaient le mieux les aspirations générales. La Trappe, Port-Royal, tant de Carmels [1] ouverts, ne prouvent-ils pas combien les âmes étaient saisies de ces pensées graves? Et les lettres de Mme de Sé-

[1] Guy Patin écrit, le 14 janvier 1670, en parlant de Bourdaloue : « Ces prêcheurs... mènent le monde où ils veulent, *si grand est l'amour qu'on a pour la vie éternelle.* »

vigné n'attestent-elles point aussi combien familières elles étaient à la société polie du temps, même la plus adonnée aux plaisirs? Qu'en ce sens donc Bossuet ne soit pas toujours original; qu'il prenne ses idées dans son milieu, je le concède. Mais comme il les fait siennes par l'arrangement, par l'exposition, surtout par le style merveilleux où il les exprime!

M. Deschanel n'ignore point qu'en matière d'art l'originalité ne consiste que dans la forme. A quoi se réduisent les sources communes d'inspiration pour la poésie? A trois ou quatre : Dieu, l'âme, l'histoire, la nature. Le théâtre ne développe que trois ou quatre caractères et ne représente que quelques passions : l'amour, la jalousie, l'ambition, l'avarice. Ces passions restent toujours les mêmes, offrant un aliment qui ne s'épuise jamais à l'imagination créatrice des poètes. Seulement, elles changent dans leurs formes et leurs expressions, avec les mœurs de chaque siècle. L'artiste véritable est celui qui saura marquer d'une empreinte personnelle et neuve ces idées générales, ces sentiments universels, patrimoine commun de toute intelligence [1]. Bossuet a précisément donné leur forme définitive à quelques-unes de ces idées : la puissance de la mort, la vanité de la beauté et de la gloire, l'inanité irrémédiable de la vie, de ses caresses et de ses joies.

Mais son œuvre ne se limite point à ces bornes, assez étroites, en somme. Bossuet a parcouru tout le domaine de la pensée humaine et il l'a agrandi encore. Il est le roi de l'idée. Je le comparerais volontiers à saint Thomas d'Aquin. Dans son génie, la synthèse s'est faite des vérités révélées, transmise, par une tradition de seize siècles, et des vérités philosophiques, que Descartes apportait à son temps, avec un si loyal courage. M. Deschanel ne veut voir dans Bossuet que l'auteur des *Oraisons funèbres* et du *Discours sur l'Histoire universelle*; il est un autre Bossuet que celui-là, plus vigoureux, plus énergique, plus hardi et plus neuf; le Bossuet des *Sermons*, surtout des *Élévations* et des *Méditations*. C'est vraiment un procédé trop commode, pour défendre une thèse, que de tenir dans l'ombre les trois quarts d'une figure, qui gêneraient, s'ils étaient mis en lumière.

Bossuet n'a point d'idées! Quoi donc; lorsqu'il fait jaillir de sa conscience intellectuelle et morale, fouillée dans ses profondeurs les plus secrètes, les preuves de l'existence de Dieu ; lorsqu'il trouve dans son âme une trinité imparfaite, image ébauchée de la Trinité divine ; lorsque, dans son *Traité de la Concupiscence*, de textes ordinaires, aux contours un peu tremblants et fuyants, il tire de si

[1] *Difficile est proprie communia dicere* (Horace, *Art poétique*, v. 128).

terribles lumières; lorsque du dogme accepté il fait jaillir des beautés si soudaines, des détails si nouveaux; lorsqu'il les déploie dans leur gloire triomphale, de telle sorte qu'ils éclairent l'âme et Dieu, et que l'horizon de l'intelligible s'en illumine, tout radieux : Bossuet reste vulgaire et médiocre! Il brise l'enveloppe des mots consacrés; il rompt l'écorce des formules dogmatiques; il pénètre jusqu'à la divine substance que les uns et les autres recèlent; il se l'assimile. Ce sang surnaturel vivifie sa pensée : de ce commerce, il sort tout lumineux, tout ardent, profond, passionné, calme dans la force, et sûr de la victoire.

Ce qui est la marque particulière de Bossuet, enfin, c'est qu'il saisit la raison des choses. Les plus ardus mystères lui livrent, dirait-on, leurs plus impénétrables secrets. Il a tant médité qu'il harmonise les analogies entre elles : les rapports métaphysiques se dessinent vivement à son regard scrutateur. A tous les *pourquoi* de l'intelligence il donne une réponse nette et victorieuse.

A quoi bon citer? Ouvrez les *Sermons*, les *Élévations*, dont je parlais tout à l'heure, où Bossuet se livre presque à nu, familier et sublime, doux et majestueux, magnifique et simple; lisez et vous donnerez gain de cause à Bossuet contre M. Deschanel.

Enfin, il faut le dire : M. Deschanel n'a même point le mérite d'avoir inventé son appréciation sur Bossuet; il l'emprunte, sans le citer, à son prédécesseur. « Dans le vaste champ de l'intelligence, disait M. Paul Albert, en parlant de Bossuet, il n'y a pas un domaine qui soit bien à lui, dont il ait pris par droit de génie pleine et incontestable possession. Écartons les magnificences de son langage, la puissance de sa dialectique, le mouvement impétueux de son style, qu'y a-t-il au fond? Des idées connues déjà, des lieux communs [1]. »

Dans plusieurs bonnes pages, bien menées, M. Deschanel analyse assez finement les beautés oratoires de Bossuet dans ses *Oraisons funèbres*. Ceci le surprend, que Bossuet offre souvent un heureux mélange « de grandeur et de familiarité ». Pourtant, n'est-il point toujours juste. Il appelle l'attention sur cette « métaphore de la boulangère », qui l'étonne d'abord dans l'*Oraison funèbre* de Henriette de France [2].

« Heureuse, s'écrie Bossuet, d'avoir conservé si soigneusement l'étincelle de ce feu divin que Jésus est venu allumer au monde! si jamais l'Angleterre revient à soi, *si ce levain précieux vient un jour à sanctifier toute cette masse où il a été mêlé par leurs royales mains* (souligné par M. Deschanel), la postérité la plus éloi-

[1] *La Littérature française au dix-septième siècle*, p. 273.
[2] T. III, p. 124.

gnée n'aura pas assez de louanges pour célébrer les vertus de la religieuse Henriette [1]. » Avez-vous suivi cette image, continue le professeur? Cette grande reine, « fille, femme, mère de rois si puissants et souveraine de trois royaumes », comment nous la représente-t-il? « Comme une femme qui pétrit la pâte en y mêlant le levain. » Si M. Deschanel avait lu saint Paul [2], il aurait pu moins s'étonner de la figure familière dont se sert Bossuet. De plus, l'Evangile de saint Mathieu [3] met en scène une femme qui fait fermenter la pâte par du levain. C'est donc à l'Évangile que Bossuet prend l'image : très hardie, il l'embellit et la rehausse par son alliance de mots. De ses procédés, que l'on me pardonne cette expression, ce n'est pas le moins fréquent ni le moins admirable.

Je ferai grâce à mes lecteurs des déclamations de M. Deschanel sur telle ou telle oraison funèbre. La révocation de l'édit de Nantes lui permet un dithyrambe en l'honneur de la libre pensée. Paul Albert avait déjà dit tout cela, et même avec une passion plus convaincue, et une plus empoignante âpreté.

Bossuet a donc des idées ; il les cherche, et il les trouve. En quoi est-il l'ennemi de l'esprit moderne?

II

« Sourd à ce qui dérangeait la tradition, la doctrine immuable; aveugle aux découvertes de l'histoire et de la science, à l'étendue et à l'ancienneté très reculées du genre humain, à tout ce qui excède le cadre de l'Histoire sainte, Bossuet est l'homme de l'autorité. » Cette phrase de Sainte-Beuve devient pour M. Deschanel un jugement infaillible et irréformable. J'admire comment le spirituel professeur sent le besoin de s'abriter derrière un nom quand il émet une opinion un peu libre. N'est-il donc point assez grand pour marcher tout seul?... On est en droit de douter de la sincérité et de la solidité d'une critique qu'un autre tient toujours en laisse. Parlez par vous-même, en votre nom. En définitive, de dire des injures à Bossuet et, par-dessus Bossuet, à l'Église catholique, ce n'est point, à l'heure qu'il est, courir tant de risques ni affronter tant de périls. Vous savez bien que telle est la voie la plus courte pour arriver. Attaquez donc, visière levée, avec franchise, sans tant de précautions et de faux-fuyants...

Il reste acquis, après l'étude de M. Deschanel renforcé de

[1] *La Littérature française au dix-septième siècle,* t. III, p. 124.
[2] I Corinth., v.
[3] Matth., XIII, 33.

M. Schérer, de Sainte-Beuve et de Paul Albert, que Bossuet est l'ennemi des temps et des idées modernes. Je l'admets; Bossuet n'est point républicain, pas plus que Corneille, la Bruyère et Racine.

Le pire des États, c'est l'État populaire [1],

dit Corneille. Bossuet lui fait écho : « L'État populaire est le pire de tous [2]. » Les témérités de la Fronde n'étaient point oubliées. On ne connaissait de cette forme de gouvernement que les résultats sanglants qui avaient inauguré la révolution d'Angleterre. Si de tels souvenirs n'étaient point accueillis avec enthousiasme, à qui faut-il en vouloir? Du reste, l'idéal que se fait Bossuet du pouvoir royal est si élevé, si beau, qu'il serait bon, même pour les chefs de république, de le méditer et de chercher à le réaliser. « Le nom de roi est un nom de père, dit Bossuet [3]. Le prince n'est pas né pour lui-même; le prince doit pourvoir aux besoins de son peuple. » On le sait : le mot *prince* vient du latin *princeps*, qui signifie : *le premier.* Ce que Bossuet exige du roi se peut donc aussi exiger du premier des citoyens, je veux dire, le président de la république. Dans la théorie de la royauté, que Bossuet expose au Dauphin, je ne trouve rien d'excessif. Il affirme que le « gouvernement monarchique est le plus naturel, le plus durable et de là aussi le plus fort; parce que tout va en concours »; que la monarchie héréditaire est le meilleur, car « c'est celui qui intéresse le plus à la conservation de l'État les puissances qui le conduisent. Le prince qui travaille pour son État travaille pour ses enfants; et l'amour qu'il a pour son royaume, confondu avec celui qu'il a pour sa famille, lui devient naturel [4] ». Qu'ils sont délicats, précis, multiples, les devoirs dont Bossuet entoure l'exercice de l'autorité royale! Le prince doit « savoir les lois, savoir les affaires, connaître les occasions et les temps, connaître les hommes, se connaître soi-même, savoir parler, savoir se taire; il doit prévoir, il doit être capable d'instruire ses ministres [5] ». Je le demande à tout lecteur de bonne foi : quel gouvernant se pourrait dispenser de ces obligations si graves, si nécessaires pourtant, qui font du pouvoir, non pas seulement une sinécure indolente, mais un vrai ministère, mais un sacerdoce de dévouement, de générosité et de tendresse?

M. Deschanel, après avoir maltraité le politique dans Bossuet,

[1] *Cinna*, II, 1.
[2] *Avertissement aux protestants.*
[3] *Politique tirée de l'Écriture sainte*, III, 3.
[4] *Ibid.*, II, 1-10.
[5] *Ibid.*, V, 1er et suiv.

exerce son ire contre l'auteur du *Discours sur l'Histoire universelle*. Pensez donc : Bossuet croit à la Providence; il croit que Dieu ne se désintéresse point des choses humaines; qu'il les conduit à des fins éternellement voulues; que l'histoire n'est que le tableau des révolutions où la volonté divine triomphe. Peut-être M. Deschanel trouve-t-il plus grande et plus noble l'idée inspiratrice de Michelet, qui ramène les causes des événements à des détails de physiologie et de vie purement animale[1]. Oui, Bossuet, derrière les grands hommes et les grands peuples, reconnaît et adore la main de Dieu, comme il le fait dans chaque existence d'homme. En est-il moins animé, moins entraînant, moins exact dans ses portraits, moins fidèle dans ses tableaux, moins soumis à la chronologie et à l'ordre des événements? Les découvertes contemporaines peuvent « faire mieux connaître les détails d'exécution[2] » dans les institutions, les coutumes et les gouvernements de l'antiquité. Pourtant nul n'a mieux saisi que Bossuet, avec la divination de son esprit, la véritable physionomie de l'Égypte, de la Grèce et de Rome. Les informations et les conjectures de nos savants n'ont point entamé le jugement qu'il porte de ces civilisations disparues : elles ont plutôt multiplié les preuves que Bossuet avait eu une vue claire du génie de ces peuples; elles ont appuyé sa sagacité et son savoir d'une sûreté à toute épreuve, quand même, selon le mot de Chateaubriand, il tiendrait à la main « cette verge de la loi avec laquelle il chasse pêle-mêle devant lui et Juifs et Gentils au tombeau[3] ». Reprocher à Bossuet d'éliminer de son plan l'Inde, la Chine et l'Amérique : pure boutade de fantaisiste. Au dix-septième siècle, on ne connaissait guère l'Extrême-Orient. Bossuet est excusable de n'avoir point écrit l'histoire des Peaux-Rouges, lorsque M. Renan a écrit cette phrase étrange : « Je ne vois pas pour quelle raison l'âme d'un Papou serait immortelle[4]. »

Bossuet ne s'est-il donc jamais trompé dans les circonstances qu'il traversa comme évêque? Quel homme, fût-il un génie, n'est « point borné par quelque endroit? » Dans la *révocation de l'édit de Nantes*, Bossuet saluait avec enthousiasme le retour, en France, à l'unité religieuse, qui lui paraissait aussi nécessaire que l'unité politique. Toutefois, s'il applaudit à cet acte désastreux à tant de points de vue, il n'eut garde d'approuver les moyens violents dont on usa pour ramener les réformés à l'Église. Le diocèse de Meaux

[1] Voy. ce qui regarde Richelieu et Louis XIV : on ne peu citer.
[2] Nisard, *Histoire de la littérature française*, IV, p. 329.
[3] *Génie du christianisme*, III, 8.
[4] Je ne cite que de mémoire. Il m'est impossible de retrouver la référence de ce passage.

renfermait beaucoup de protestants. L'évêque y créa des missions nombreuses; lui-même se mit à la tête des missionnaires, parmi lesquels on comptait beaucoup d'Oratoriens [1]. Ceux-ci parcoururent les districts de Claye et de Coulommiers, en « s'attirant le respect de tout le monde et même des malheureux convertis [2] », tandis que Bossuet se réservait les environs de Meaux et la ville elle-même. Il n'eut que du contentement de ces prédications. « Je suis rempli de consolation, écrivait-il au P. de la Tour, ma joye est surabondante; notre mission étoit vraiment de l'ordre de Dieu, parce que la tentation a précédé et que tout s'est tourné à bien. » Est-il besoin d'ajouter que les contemporains de Bossuet, Arnauld et Sévigné par exemple, pensaient comme lui au sujet du protestantisme; que Fénelon lui-même ne se refusait point aux mesures rigoureuses qu'il jugeait nécessaires pour en finir avec « certains esprits envenimés et contagieux, qui (retenaient) tout le reste, tantôt par mauvaise honte, tantôt par séduction »? Il demandait qu'on pût « les exiler dans le cœur du royaume, où il n'y a guère eu de huguenots... [3] ». A la patience, il désirait qu'on ajoutât « l'autorité [4] ».

Bossuet ne se laisse point aller à un zèle aussi impétueux. Il n'espère guère aux peines édictées pour rétablir l'unité religieuse dans le royaume. Écoutez-le, dans son *Instruction pastorale sur les promesses de l'Église*, en 1700, traçant à ses prêtres la conduite à tenir vis-à-vis des protestants : « Concevez avant toutes choses un désir sincère de leur salut; témoignez-le sans affectation et de la plénitude du cœur. Parlez-leur, suivant le conseil de saint Augustin, avec amour, avec douceur, sans disputes, paisiblement, comme on fait à son ami, à son voisin, à son frère... Attirons-les par nos bons exemples à l'unité, à la vérité, à la paix [5]. »

Bossuet, enfin, a-t-il mal fait de prendre parti contre Fénelon, dans la querelle du *quiétisme*. Il défendait le bon sens, les droits de la raison, contre les rêves d'une femme, contre les utopies de Fénelon, dont l'esprit ondoyant s'entêtait fort de lui-même et de ses imaginations. Que Bossuet ait été dur et rude, c'est incontestable. Mais Fénelon n'apportait pas moins d'âpreté à la lutte; il

[1] Malgré la suspicion où il le tenait, Louis XIV avait fait appel à l'Oratoire, dont les prêtres évangélisèrent trente-cinq diocèses. (*Arch. nat.*, M. M. 624.)

[2] *Arch. nat.*, M. 232; dans ce carton sont les lettres de Bossuet au P. de la Tour.

[3] Lettre à Seignelay, 21 avril 1686.

[4] *Ibid.*

[5] Voy. aussi ses lettres à M. Lamoignon de Bâville, intendant du Languedoc.

lançait des traits d'une finesse qui fatiguait son illustre adversaire.

Le fanatisme religieux mène facilement à tous les autres. En mettant en garde ses contemporains contre les illusions pieuses de Fénelon, Bossuet n'a point seulement sauvegardé la vérité; il a donné gain de cause aux tendances légitimes de l'avenir : que serait devenu le sentiment chrétien si le quiétisme eût triomphé?

Bossuet, a dit quelque part M. Nisard, est toute la raison humaine; on peut dire mieux encore qu'il est surtout le génie français. Pascal, Corneille, Racine, se retrouvent dans Bossuet. De l'antiquité païenne, il a moissonné la fleur, et l'Écriture est son quotidien aliment. En lui s'unissent les deux grands livres du monde : Homère et la Bible. Poète, il l'est; aussi épique qu'Homère, aussi tragique que Sophocle, aussi lyrique que Pindare, aussi pathétique et tendre que Virgile. Historien, il emprunte à Thucydide ses vues larges et de haut vol; à Tacite, il dérobe son style vif et nerveux, et sa plume a le coloris des peintres les plus merveilleux. Orateur, enfin, il prend à Cicéron l'ampleur de ses savantes périodes; et, comme Démosthène, sans aucun souci de l'effet à produire, il frappe, il étonne, il fait pleurer de terreur, d'admiration ou de pitié.

Et quelle mesure, quelle sobriété, quelle délicatesse, quel frein dont il reste toujours l'esclave, même au moment de ses plus sublimes audaces! C'est le bon sens soutenu uni au plus souverain génie. Grand sans inégalité, fort sans rien de tendu, habitué aux sommets de la plus haute métaphysique, il reste calme, lumineux et serein; de sa lutte avec les pensées les plus ardues, il ne ressent ni ne laisse entrevoir aucune fatigue. Il se meut dans l'infini, ayant l'allure paisible de ces aigles qui planent sur les cimes les plus lointaines, avec une envergure vraiment royale, parce qu'ils volent dans un domaine qui leur est familier. Bossuet est l'homme du dix-septième siècle. M. Nisard l'a définitivement prouvé. — Bossuet pourtant est l'homme de tous les siècles; chaque âge de notre France peut se reconnaître en lui : dans sa vigueur originale, il condense les puissances dont chaque époque se peut à bon droit glorifier. Au temps de saint Bernard, il eût été le premier des scolastiques par l'énergie de son raisonnement tour à tour subtil et rigoureux, souple et implacable; Joinville eût goûté la naïveté de son style, qui dit tout; Voltaire ne l'a point surpassé dans l'art de manier l'ironie; Chateaubriand n'est que son disciple pour décrire, avec une pittoresque précision, les mille aspects de l'âme inquiète et tourmentée.

Bossuet n'est point seulement un maître : il est le *Maître*.

Paul Lallemand.

MÉLANGES

LES VOYAGEURS EN FRANCE

DEPUIS LA RENAISSANCE JUSQU'A LA RÉVOLUTION

Par Albert BABEAU [1].

Ce qui me charme avant tout chez M. Babeau, c'est l'impartialité scrupuleuse de l'érudition et l'inaltérable sérénité du jugement. M. Babeau a voulu savoir ce qu'était au fond cette ancienne France, si dédaignée aujourd'hui; et, laissant de côté les opinions toutes faites, il est allé demander aux contemporains et aux plus irrécusables des contemporains, aux documents authentiques, aux pièces des Archives, aux minutes des notaires, la vérité vraie, sans détour et sans fard. De là sont sorties ces œuvres magistrales, *le Village sous l'ancien régime*, *la Ville sous l'ancien régime*, *la Vie rurale dans l'ancienne France*, où la France de nos pères, avec ses institutions, ses idées, ses mœurs, apparaît, comme dans un fidèle miroir. Aujourd'hui c'est à un autre ordre de documents qu'il s'adresse, aux récits des voyageurs, français ou étrangers, étrangers surtout; car cette vieille France qu'on traite si légèrement de barbare, et que M. Paul Bert ne représente à ses élèves que sous la forme d'une masure en ruines, recouverte de neige, n'avait pas jadis si mauvaise réputation et ne faisait pas si triste figure dans le monde. En Orient, tous les catholiques s'appelaient les *Francs*, parce que la France personnifiait en quelque sorte le catholicisme et en était la protectrice attitrée; en Europe, quand on disait le *Roi*, on entendait le roi de France, comme si l'éclat du trône des Bourbons effaçait celui de tous les autres. Nous ne sachons pas qu'en 1884, quand on dit le *président*, on songe beaucoup à M. Grévy, ni que ces mots : le *chancelier* aient jamais désigné M. Jules Ferry.

Donc les étrangers affluaient en France aux derniers siècles; les étudiants se pressaient dans nos écoles; la vieille Université de lois d'Orléans comptait, parmi ses *nations*, la nation germanique et la nation anglaise, et ce n'étaient pas les moins nombreuses. Avec le temps et le progrès des communications, quand l'âge du carrosse succéda à l'âge du cheval, ce ne furent plus seulement les étudiants, ce furent les voyageurs de tout ordre qui se donnèrent rendez-vous en France; souverains, grands seigneurs, bourgeois, commerçants, magistrats, officiers, artisans même, y vinrent en foule, les uns pour

[1] 1 vol. in-12, chez Firmin-Didot.

s'instruire, les autres pour se perfectionner. Il semblait que l'éducation d'un prince ou d'un gentilhomme était inachevée, s'il n'avait pas fait un séjour en France et n'était pas venu chercher à Paris ou à Versailles son brevet de politesse, de bon ton et de bon goût.

Parmi ces voyageurs, beaucoup ont laissé leurs impressions sous forme de lettres, de mémoires ou de récits, et c'est à cette source nouvelle que M. Babeau a voulu puiser, pour compléter et rectifier au besoin les renseignements que lui avaient fournis les Archives : source abondante et féconde dont l'exploration a dû exiger bien du temps, des peines et de la patience ; ce que révèlent de travail et de recherches ces 433 pages est énorme.

Naturellement ces impressions se ressentent des circonstances, de l'humeur et souvent de la nationalité du voyageur. Les Allemands, les Hollandais, les Russes, sont généralement plus bienveillants que les Anglais qui n'oublient guère la rivalité séculaire des deux nations. Voici un Anglais, par exemple, le docteur Smollett, malade il est vrai, qui trouve tout détestable. Les marchands sont malhonnêtes, les modes absurdes, les maisons tristes, le peuple indiscret, gourmand et paresseux. Les gens de condition sont tous des petits maîtres, les gens du commun ressemblent à de grands babouins qui marcheraient debout. Le docteur est bien forcé d'avouer pourtant que Paris est plein de mouvement et de vie ; que Lyon, Marseille, Aix, Toulon, ont un air de prospérité rare ; que Montpellier, où sans doute il s'est mieux porté, est une ville charmante, et que de Paris à Lyon, l'agriculture est en progrès, le pays bien cultivé, couvert de plantations et de jolies maisons de campagne. Voici un autre insulaire, peu galant, Sacheverell Stevens, qui déclare les Françaises bien inférieures en beauté aux femmes de son pays ; lady Montagu va même plus loin : elle les proclame tout simplement « dégoûtantes ». En vérité, en plein règne de Louis XVI et de Marie-Antoinette, lady Montagu était bien dégoûtée.

En revanche, Sterne trouve les Français « aimables et polis », et il admire la bonne humeur et la gaieté du peuple : « Heureux peuple, s'écrie-t-il, qui, une fois par semaine du moins, est sûr de déposer tous les soucis ensemble, et de danser, et de chanter, et de secouer gaiement le fardeau des peines qui courbe à terre le courage des autres nations ! » Et l'auteur du *Vicaire de Wakefield* rend, de son côté, à la noblesse du caractère français le plus délicat hommage : « L'honneur, dit-il, y est une monnaie courante ; payée de main en main, elle circule dans tout le pays en un splendide trafic ; elle passe des cours aux camps et aux chaumières. Tous apprennent à se montrer avides de louanges. Ils charment, sont charmés, estiment les autres pour être estimés d'eux et deviennent heureux à force de le paraître. »

Cet air de contentement répandu dans toute la population est un trait noté par presque tous les voyageurs, Smollett lui-même le constate à Montpellier. Cette gaieté cependant devient moins vive, à mesure qu'on approche de la révolution, c'est ce qui semble ressortir des observations d'un Allemand, dont le récit a été publié en 1787, Henri Storch.

Ce que tous s'accordent à reconnaître aussi, c'est la beauté des villes et les embellissements qui y ont été introduits par les intendants, particulièrement à Bordeaux, Bayonne, Lyon, Marseille, Reims,

Tours, Orléans, Troyes, etc. La plupart avouent qu'il est peu de pays en Europe qui comptent autant et d'aussi belles cités. Paris surtout excite l'enthousiasme : « Avoir vu les villes d'Italie, d'Allemagne et des autres royaumes n'est rien, s'écrie un Allemand qui travestit son nom sous la forme latine de Jodocus Sincerus; ce qui frappe surtout, c'est quand un homme annonce qu'il a été à Paris... mais, ajoute-t-il, quand tu auras salué Paris, il faudra t'en éloigner pour chercher une ville où l'on parle un français plus court. Cette ville, ce sera Blois ou Orléans, Orléans surtout, où il faut rester au moins un mois. Les habitants sont d'une politesse extrême envers les Allemands et leur offrent libéralement de leur vin généreux, mais ils brillent surtout par l'élégance du langage. »

Cette urbanité, cette facilité d'accueil envers les étrangers, est généralement remarquée. Sauf le maussade Smollett, tous les voyageurs se louent de la réception cordiale qui leur est faite, et aussi de la bonne tenue des auberges, de l'excellence de la chère qui leur est servie à bon marché, même dans les plus petits villages. Mais ce dont tous conviennent également, c'est de la commodité des moyens de transport et du merveilleux état des routes. « Voyagez, voyagez, dit un auteur peu suspect de partialité pour l'ancien régime, Voltaire, vous verrez si vous serez ailleurs mieux nourris, mieux abreuvés, mieux logés, mieux habillés et mieux voiturés. » Et l'Allemand Henri Storch écrit : « Bonnes routes, bons chevaux, voitures commodes, tout est réuni pour rendre un voyage en France agréable au possible... Les routes qu'on appellerait en Allemagne excellentes ne sont que passables en France. » Ces routes, Arthur Young lui-même, si difficile et si flegmatique pourtant, les déclare « les plus belles du monde ». Il faut bien avouer qu'un pays, qui avait de telles voies de communication, n'était pas si arriéré.

Quant à l'agriculture, les opinions varient suivant la région visitée et le point de vue du touriste. La plupart pourtant reconnaissent la fertilité et la bonne culture des campagnes françaises. « L'état de l'agriculture était-il inférieur, en France, à celui des autres pays? dit M. Babeau : on ne peut répondre à cette question par des exemples isolés. Il y a dans tous pays des contrées fertiles et des terres ingrates, des populations industrieuses et des populations sans énergie. L'Angleterre était incontestablement supérieure à la France par ses modes de culture et l'aisance de ses paysans. Mais les campagnes de France l'emportaient encore dans leur ensemble sur celles des autres nations du continent, si l'on en exempte les Pays-Bas et la Lombardie. » Arthur Young, habituellement sévère, parfois même injuste pour les paysans français, varie dans ses jugements; s'il est attristé par l'aspect misérable de la Sologne, du Berry, du Poitou, de la Champagne, il admire les riches moissons du Limousin, de la Guienne, du Dauphiné, de la Normandie, de l'Alsace, et les exploitations perfectionnées du duc de Liancourt. A la même époque, un autre Anglais, le docteur Rigby, qui traverse la France, est littéralement émerveillé de l'étonnante fertilité et de la splendeur des moissons des provinces qu'il parcourt. Avons-nous d'ailleurs tant gagné depuis lors et que dirait Arthur Young, si scandalisé de voir des jachères en Beauce, que dirait-il à la vue des *huit cents* fermes en friche dont un sénateur signalait récemment l'abandon dans le seul département de l'Aisne?

En résumé, cette étude sur les voyageurs de la Renaissance au dix-huitième siècle confirme pleinement les précédents travaux de M. Babeau sur l'état de l'ancienne France, et nous ne pouvons que nous associer de tout cœur à la conclusion si modérée et si sage que tire le savant auteur :

« A tout prendre, au point de vue matériel comme au point de vue intellectuel, la France du dix-huitième siècle avait une supériorité sensible sur les autres nations civilisées ; à ce titre seul, elle mériterait le respect et l'estime qu'on lui refuse trop souvent de nos jours et que la justice plus encore que le patriotisme commande de lui accorder. »

Maxime DE LA ROCHETERIE.

LOUIS DE GEER

ÉTUDE BIOGRAPHIQUE

Par Pierre de WITT.

Si vous cherchez les émotions des romans, disait Guizot, lisez de l'histoire. Peu de romans sont aussi attachants et peu de livres d'histoire sont écrits avec autant de sobriété que ce livre d'un petit-fils de Guizot. M. Pierre de Witt montre dès les premières pages une rue de Dordrecht, presque déserte, bien propre entre ses fines maisons de briques, au commencement du dix-septième siècle; un jeune émigré liégeois de vingt ans la traverse en rêvant, il voit une jeune fille qui entr'ouvre la porte d'une des maisons, il pressent qu'elle sera sa femme, il s'avance, il lui demande le nom de ses parents; l'enfant rougit, dit le nom de son père qui est aussi un émigré liégeois, puis se hâte de refermer la porte. Ce jeune homme, Louis de Geer, fonde aussitôt une industrie, et dès qu'il voit ses revenus assurés, quatre ans plus tard, il épouse la jeune fille de Dordrecht. Quand il la perd à son seizième enfant, il écrit sur son *livre de famille* : « Nos deux cœurs n'étaient qu'un cœur, nos volontés qu'une volonté; nos affections, pensées, désirs, actions, distributions comme si elles fussent sorties d'un seul cœur. Un seul regard en nos afflictions nous rassurait; nul mal ne nous arrivait que, ne l'ayant communiqué l'un à l'autre, nous nous trouvions allégés. Nous n'avions rien sur le cœur que nous ne nous découvrions; cœurs vraiment unis ensemble, qui ont vécu vingt-deux ans conjoints en cet heureux lien de mariage, sans discorde. »

Louis de Geer était fournisseur d'armes; bientôt il fabriqua lui-même ses mousquets et ses canons, puis il établit des hauts-fourneaux. Pour être sûr de la qualité de son fer, il devint métallurgiste, fondeur en cuivre, armateur. Ses relations couvrirent l'Europe; il établit des comptoirs en Guinée, pour échanger son fer contre de la poudre d'or. Parmi les comptes ouverts sur son grand-livre à tant de correspondants, figurait le compte *fonds des pauvres*, qui était alimenté par une part des bénéfices de chaque opération : « Je paie 6 un quart pour 100 des fonds qui sont destinés aux pauvres, tant qu'ils sont employés dans mon commerce. Si des malheurs arrivent, nous payerons de nos fonds et non de ceux des pauvres jusqu'au dernier denier.

Alors et non avant, il nous sera permis de prendre notre subsistance sur le fonds des pauvres. »

On voit ce qu'est ce livre. C'est la vie de la famille du plus considérable industriel du dix-septième siècle. Louis de Geer invite dans son intérieur les ouvriers qui connaissent les secrets du métier et les procédés nouveaux, et en même temps il se déclare l'allié du roi de Suède contre le roi de Danemark, arme une flotte, lève des régiments, livre des batailles navales à l'entrée de la Baltique. Cette vie d'un grand seigneur qui s'est fait bourgeois en restant artiste est racontée avec verve, avec jeunesse, avec ces charmes de la jeunesse qui s'épanche en pages pleines de fraîcheur et quelquefois de tendresse : mais ces digressions renferment l'enseignement moral sans jamais nuire à l'exactitude des détails. C'est un livre de bon sens et de précision, un livre qui est bien de l'école de notre maître à tous, Guizot.

H. Forneron.

LES GRANDES LEÇONS DE L'ANTIQUITÉ CHRÉTIENNE

HISTOIRE DES ORIGINES DE LA CIVILISATION DEPUIS MOÏSE JUSQU'À SAINT AUGUSTIN

Par A. Pellissier, professeur de l'Université [1].

La publication de ce livre est un acte de courage, puisque, au bout de cinq jours, elle provoquait les foudres municipales et faisait perdre à l'auteur une position que vingt-cinq ans de loyaux services paraissaient rendre inattaquable : ainsi vont les choses par notre temps de liberté démocratique.

Ces études religieuses sont l'œuvre d'un maître dès longtemps connu et honoré pour l'indépendance de son spiritualisme et pour la lumineuse précision de son enseignement. Voici donc que le premier, un ancien élève de l'Ecole normale, un agrégé de philosophie, un professeur de l'Université répond à l'appel de S. S. Léon XIII prêchant une croisade contre la franc-maçonnerie.

Trente années d'études et de méditations l'ayant amené à reconnaître, avec William Jones, que « les saintes Ecritures contiennent plus de vérité, plus de poésie et plus de beauté que tous les autres livres ensemble », M. Pellissier le dit et le prouve en écrivant un livre de bonne foi et de saine morale, pour parer au mal dont nous mourrons demain, si l'on n'y porte remède aujourd'hui.

Sa première thèse est très simple et se résume en ces mots : l'expérience des cent dernières années de notre histoire prouve que la raison érigée en souveraine est une boussole affolée qui conduit la France aux abîmes.

La conséquence que l'auteur en tire est inéluctable. Il faut que la France se remette d'elle-même sous le joug d'une autorité; or il n'y a qu'une autorité qui ne blesse personne, c'est l'autorité de Dieu : donc, ou la France périra ou la France redeviendra chrétienne, c'est-à-dire catholique.

[1] In-16 de 668 p. Paris, Hachette.

Viennent maintenant les preuves à l'appui. L'insuffisance radicale de la raison à se gouverner toute seule est démontrée dans une introduction en huit chapitres sur la révolution et le catholicisme. A cette Introduction correspond une Conclusion en dix chapitres, conclusion pratique sur l'avenir de la France.

Entre ces deux points extrêmes s'accumule une abondance, une surabondance de textes, de faits, de jugements, d'argumentations. La peinture rapide mais complète des progrès religieux de l'humanité depuis Moïse jusqu'à saint Augustin forme une suite de trois tableaux : *l'Ancien Testament; l'Évangile; l'Eglise*. La cause de la religion est plaidée par des avocats sans pareils : Moïse, David, Salomon, Isaïe, pour les temps anciens; saint Matthieu, saint Jean, saint Paul, saint Jérôme, saint Augustin, pour les temps nouveaux.

L'impression dernière que laisse au cœur la lecture de ces études, c'est qu'elles sont toutes frémissantes des plus nobles passions : l'amour de la vérité, de la justice et de la patrie.

Louis JOUBERT.

LA VIE NOMADE EN ANGLETERRE ET LES GRANDES ROUTES AU XIVe SIÈCLE

Par M. JUSSERAND [1].

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les Anglais sont un peuple voyageur. Dès le moyen âge, malgré l'extrême difficulté des communications, ils obéissaient à cet instinct du déplacement, ils suivaient ce goût des migrations que leur situation insulaire ne suffit pas à expliquer et dont l'origine doit plutôt être cherchée dans les traditions que leur avaient léguées, avec le sang, leurs ancêtres, les Normands. Dans l'intérieur même de leur île, les sujets d'Edouard III, comme plus tard ceux de Henri VIII, restaient, moins que leurs voisins du continent, moins que les Français par exemple, attachés et comme rivés à leur pays natal : ils aimaient déjà le *home*, mais à la mode anglaise, c'est-à-dire à la condition de le quitter souvent pour y revenir ensuite avec une joie toujours nouvelle, toujours croissante. Il était donc naturel que les grandes routes fussent l'un des principaux théâtres de la vie publique anglaise. Chaucer l'avait dit, et les documents les plus authentiques, exhumés des archives officielles, confirment non seulement le dire, mais la peinture même du poète.

Ce rapprochement ingénieux vient d'être fait par un jeune érudit, M. Jusserand, qui connaît à fond l'Angleterre, et dont le premier essai, sur le théâtre anglais avant Shakespeare, a été présenté, ici même, il y a trois ans, aux lecteurs du *Correspondant*. Son nouveau livre se recommande par les qualités qui distinguaient déjà le précédent : la solidité du fond unie au charme de la forme, la conscience de l'archiviste jointe au talent de l'écrivain. Chemin faisant, M. Jusserand fait revivre plus d'une scène originale, esquisse plusieurs de ces figures étranges qu'on rencontrait, au quatorzième siècle, sur les routes de l'Angleterre : le charlatan, qui rapportait de voyages dans des pays imagi-

[1] Paris, Hachette, 1884. — Un volume in-12.

naires de mirifiques panacées et qui en eût remontré, pour l'art du *boniment*, à tous les Mangins de notre temps, même aux Mangins politiques; le *pardonneur*, colporteur et vendeur d'indulgences, qui exerçait illégalement la médecine des âmes comme l'autre celle des corps; le jongleur, dont les bouffonneries généralement excessives tenaient lieu alors de liberté de la presse et de liberté de la tribune; le pèlerin allant visiter, pour son propre compte ou par procuration, les sanctuaires consacrés par la piété ou quelquefois par l'esprit d'opposition au pouvoir royal; enfin, le proscrit, l'*outlaw*, l'homme qu'un méfait ou l'inimitié d'un ennemi puissant avait réduit à cet état sauvage où il était permis de le tuer *comme un loup* et qui devenait, à l'heure des troubles, le représentant le plus redoutable des griefs et des revendications populaires. A ce point de vue, comme lieu de rencontre du jongleur, du pèlerin et de l'*outlaw*, les routes anglaises du moyen âge présentent un intérêt exceptionnel : elles sont, en effet, une place publique où s'est formée et développée cette race énergique et vigoureuse, qui a gardé de ses origines, jusque dans sa vie parlementaire, le goût du plein air, du franc jeu, du dialogue rapide, des plaisanteries caustiques et des *coups de langue* retentissants.

R. L.

HISTOIRE POSTHUME DE CHRISTOPHE COLOMB

Par le comte Roselly de Lorgues [1].

M. le comte Roselly de Lorgues, qui a écrit, il y a quelques années, avec le succès qu'on se rappelle, la vie du révélateur de l'autre hémisphère, publie aujourd'hui, sous le titre : *Histoire posthume de Christophe Colomb*, un nouveau livre, mais un livre où a passé toute son âme, toute sa foi, tout son amour du vrai, toute son ardeur pour la plus noble des causes; un livre qui dit comment et pourquoi, après l'ingratitude d'une indifférence de trois siècles, l'opinion publique s'est enfin réveillée, et le nom de Christophe Colomb enthousiasme maintenant tous les pays civilisés; un livre qui persuade, émeut, entraîne : volontiers, si l'on se sentait quelque chose, en si vénérable et si docte assemblée, on inscrirait son nom à la suite de ceux des prélats catholiques des deux mondes qui ont signé le postulatum adressé aux souverains pontifes Pie IX et Léon XIII, pour l'introduction de la cause de l'illustre méconnu.

M. le comte Roselly de Lorgues a recueilli ces noms et en a érigé un magnifique monument à la gloire de Christophe Colomb, rendant ainsi un éclatant hommage de gratitude catholique à celui qui a donné à l'Eglise plus d'enfants que les persécutions et l'erreur des siècles troublés ne lui en avaient fait perdre.

En résumé, l'histoire posthume de Christophe Colomb est une œuvre ou plutôt le couronnement d'une œuvre remarquable qui a un but, celui de nous révéler et de nous faire aimer son héros, et qui y court, en dépit des obstacles; et on ne saurait trop féliciter l'auteur de son courage, car il en faut pour oser aujourd'hui penser si bien et si haut en présence des opinions et des systèmes opposés si malheureusement en vogue.

[1] Librairie académique Émile Perrin.

CHRONIQUE POLITIQUE

24 mars 1885.

Il n'y a presque plus de semaine où la République ne nous montre, parmi ses vertus ordinaires, une perfection nouvelle. Tantôt c'est une velléité qui devient une habitude; tantôt un essai qui se change en règle, une pratique en maxime; et voilà comment la République précise peu à peu le caractère de son gouvernement : ce qui semblait n'être arbitraire et anarchique dans ses procédés que par une sorte de violence passagère, elle finit par en faire un système, une institution. Nous l'avions vue naguère, par la main de M. Jules Ferry, convertir les décrets en lois ou plutôt substituer le décret à la loi. Nous venons de l'entendre déclarer, par la bouche de ce même M. Jules Ferry, qu'il peut suffire de supprimer un crédit pour abolir une loi, à la simple et unique condition que le Sénat y consente avec la Chambre. Chaque année donc, le vote du budget sera comme une révision législative et peu s'en faut constitutionnelle, qu'un ministre vraiment maître de la majorité ou une majorité vraiment maîtresse du ministre pourra opérer à son gré. Pouvoir dangereux qui rendra si précaire l'empire des lois qu'elles paraîtront n'avoir plus, fussent-elles les plus antiques et les plus nécessaires, qu'une autorité provisoire. En réalité, ces lois fondées pour protéger la liberté des citoyens en même temps que la paix publique n'ont plus elles-mêmes leur protection : dès qu'on peut les annuler indirectement, les détruire subrepticement par le vote du budget, les précautions qui servaient à les garantir contre un caprice tyrannique d'en haut ou d'en bas, ne sont plus qu'un vain appareil de formules dérisoires. Dorénavant, la période où sera voté le budget sera, pour les lois et pour les grands intérêts qu'elles sauvegardent, une crise. Quant à l'état d'un gouvernement sous le régime duquel on peut abroger les lois avec une facilité si expéditive, c'est un état presque révolutionnaire ou qui le sera, quand on le voudra.

Ainsi, la République est désormais en possession du principe que ses Jacobins lui préparaient sophistiquement, depuis plusieurs années : « Lorsqu'il y a consentement de la part des deux Chambres, la suppression du crédit entraîne la suppression de la loi; » ce sont les paroles mêmes de M. Jules Ferry. Et, comme la débonnaire complaisance du Sénat assure toujours ce « consentement », la Chambre est désormais l'arbitre souverain des lois : elle en disposera selon son bon plaisir. Telle est bien, en définitive, la sentence que le Sénat a prononcée contre lui-même, le 21 mars, quand il a ratifié si humblement le budget des cultes que la Chambre lui avait corrigé. Ah! il avait osé rétablir des crédits qu'elle avait supprimés! Elle les avait supprimés une seconde fois, avec un sentiment de colérique défi qui ne s'était guère dissimulé. Il prétendait du moins affirmer ses droits et, jaloux de se donner cette satisfaction théorique, il s'obstinait à maintenir deux des crédits, l'un pour les bourses des séminaires, l'autre pour les facultés de théologie! Eh bien! M. Jules Ferry lui-même l'a sommé, plus ou moins doucereusement, de ne pas persister dans cette résistance, et le Sénat a obéi, malgré les éloquentes remontrances de M. Buffet et de M. Jules Simon, malgré les vives adjurations de M. Chesnelong et de M. Ravignan, malgré les sages avis de M. Bardoux et de M. Wallon, malgré le mutisme même de M. Dauphin. Oui, le Sénat a eu la peur salutaire que M. Jules Ferry s'était efforcé de lui inspirer : il n'a pas voulu troubler la République par un conflit, à la veille des élections; il a mieux aimé, non seulement amoindrir sa dignité, mais laisser dans le doute et comme dans l'oubli ses droits, que heurter l'omnipotence de la Chambre, au risque d'embarrasser ou d'affaiblir, devant ces électeurs dont le jugement s'apprête, les députés chers à M. Jules Ferry. Honneur au Sénat pour tant de modestie parlementaire et tant de fraternité républicaine! Violer hypocritement le Concordat, les traités aussi bien que les lois; négliger sans aucun scrupule les obligations traditionnelles et sociales de l'État; réduire progressivement le budget des cultes pour en gêner ou en empêcher l'exercice; frapper le clergé pour annihiler la religion, selon le programme des radicaux ; attenter à la liberté de nos consciences, en ôtant l'un après l'autre au catholicisme les moyens de rester avec sa grandeur tant de fois séculaire une croyance publique : rien n'a effrayé en tout cela l'honnêteté du Sénat, parce que rien n'effraie plus sa servilité. On ne saurait, certes, comparer M. Jules Ferry à un Robespierre ; il ne ressemble à un terroriste que pour les ombres de sénateurs que, d'un geste, il fait avancer ou reculer, et, d'un mot, parler ou se taire; il n'a même d'un sectaire, à vrai dire, que l'outrecuidance. Mais, comme

Robespierre à la Convention, M. Jules Ferry a au Sénat une Plaine sur laquelle il règne absolument, abusant à demi de la lâcheté des uns et à demi de la sottise des autres.

Si ce Sénat n'est plus bon qu'à témoigner son impuissance, les électeurs ne peuvent s'en plaindre : ils lui ont eux-mêmes composé toute la nullité que M. Jules Ferry désirait. Contribuables, ils n'ont plus qu'à constater qu'ils ont un Sénat incapable, volontairement et involontairement, de corriger une seule des folies financière des ministres et de la Chambre. Agriculteurs, espèrent-ils qu'il défendra mieux leurs intérêts, dans le débat où il a commencé à discuter les droits qui les protégeraient contre l'étranger? Ce serait une illusion. Déjà M. Méline a notifié, aimablement, mais fermement, au Sénat qu'il fallait se contenter du tarif voté par la Chambre : 3 francs pour les blés, pas un centime de plus; et M. Méline peut se fier, comme M. Jules Ferry en personne, à la docilité du Sénat. On connaît la comédie que la feinte sollicitude de nos ministres et de leurs amis a jouée, à la Chambre, devant le pauvre électeur rural, quand ils ont taxé les céréales de l'étranger. Ils ont choisi une taxe qui grève peu l'étranger et qui ne compense point la perte du cultivateur français. Mais l'électeur rural pourra-t-il encore s'écrier que la République est insensible à sa misère?... Il en a été pour les bestiaux comme pour les céréales. La Chambre n'a écouté que M. Méline : elle a établi des droits, mais dans une mesure insuffisante. On affecte de prendre au sérieux les doléances de nos éleveurs et le secours qu'on leur offre est inefficace! Cependant personne ne niera que le marché de la France ne soit envahi par le bétail de l'étranger. On n'a pu contester, ni à la tribune de la Chambre ni ailleurs, les chiffres que l'honorable M. Target avait énoncés dans un journal normand : il a été introduit en France, depuis trois ans, 600 000 bœufs et 6 millions 600 000 moutons; nous avons payé annuellement à l'étranger plus de 40 millions pour cette espèce de tribut. N'est-ce pas l'une de nos richesses nationales que nous laissons diminuer ainsi? N'est-ce même pas une ressource que nous laissons tarir imprudemment, sans prévoir les temps calamiteux où, renfermés et assiégés entre nos frontières, nous ne pourrions plus tirer notre subsistance que de notre propre pays? Il n'y a pas longtemps, M. de Bismarck disait au Reichstag : « Le recul de l'industrie française vient de ce que le paysan français ne peut plus vendre, tandis que l'excès de production de l'étranger déborde sur la France. Oui, quand l'agriculture périclite, la prospérité de toute la nation est en danger. On se casse la tête pour deviner les causes de la crise industrielle qui règne aujourd'hui en France, où les

ouvriers sans travail se comptent par centaines de mille. Je suis persuadé que la principale raison de cette triste situation est que le paysan français est forcé de réduire outre mesure ses dépenses; l'industrie nationale perd ainsi son meilleur débouché, et, par ricochet, l'ouvrier des villes trouve beaucoup moins d'occupation; il est bien avancé alors d'avoir le pain un peu meilleur marché que si l'agriculture était suffisamment protégée! Ce ne sont pas les calamités de la guerre — que la France, ce pays si riche et si laborieux, a déjà depuis longtemps réparées — mais ce sont les souffrances de l'agriculture qui sont cause de l'état économique actuel qui pèse sur la France. » Dieu nous garde d'emprunter sans réserves un argument quelconque aux discours de M. de Bismarck! Il nous semble pourtant qu'il y a dans ces paroles de M. de Bismarck plus d'une vérité à l'usage de nos hommes d'État républicains, surtout de ces libre-échangistes qui ont si subtilement séparé les intérêts de l'agriculture et de l'industrie. Mais ce n'est pas le seul souci que la République dût avoir : si elle ruine l'État par une mauvaise gestion de ses finances, comment préservera-t-elle de la ruine générale soit l'industrie, soit l'agriculture?...

Le jour approche où ces questions et beaucoup d'autres se poseront enfin, solennellement et spécialement, devant les électeurs. La Chambre a beau croire qu'elle peut refaire sa loi électorale et néanmoins achever la durée de son mandat; M. Jules Ferry, qui a ses desseins encore plus que ses jugements, la détrompera tôt ou tard. Quant à la nation, tout ce qu'elle contient d'honnêtes citoyens et de patriotes intelligents attend avec l'impatience du mépris la fin de cette honteuse législature : il y a longtemps que leur souhait, leur sentence ont congédié les ignares et violents « barbouilleurs de lois » qui dominent au Palais-Bourbon. Mais que, par la grâce de M. Jules Ferry, elle prolonge ou non son règne, ce qui est sûr, c'est que cette majorité n'aura refait sa loi électorale qu'avec les sentiments mêmes dont elle a été si misérablement animée dans toute sa politique. Jusque dans cette sorte de délibération suprême où elle avait à choisir, pour la souveraineté populaire qu'elle prétend révérer, le meilleur mode de signifier ses volontés, le meilleur moyen de déléguer ses pouvoirs, elle n'est restée préoccupée que de ses intérêts. L'intérêt des personnes, l'intérêt du groupe et de sa clientèle, l'intérêt du parti, elle n'a pas eu d'autre inspiration. Les principes! son opinion y était totalement étrangère. A peine, dans les discours de M. Achard et de M. Constans, distingue-t-on çà et là une idée générale. Dans ceux de M. Hémon et de M. Waldeck-Rousseau, il n'y a guère que des supputations, avec un certain étalage de rhétorique. Ils ont procédé chacun à son calcul, à son

« pointage. » L'un estime que le scrutin d'arrondissement permettra de nommer plus de républicains et d'amis, l'autre que ce sera le scrutin de liste; voilà l'unique raison de leur préférence et, avec un cynisme qui égale leur scepticisme, ils débitent du haut de la tribune leur arithmétique électorale. Des deux statisticiens, des deux nomenclateurs, M. Waldeck-Rousseau a paru le plus digne de foi dans son dénombrement moral et hypothétique. La majorité a donc accepté ce qu'on a osé appeler sans rire « le principe » du scrutin de liste. M. Ribot lui proposait de déterminer le chiffre des députés selon le chiffre des électeurs inscrits et non des habitants. Rien de plus logique et de plus sensé. La majorité n'en a pas moins repoussé la proposition de M. Ribot. Comment même M. Ribot, qui est sagace, a-t-il pu, un seul instant, espérer qu'elle serait agréée de la majorité? Avec cette règle, il aurait fallu diminuer dans plus d'un département la quotité des mandataires : c'était restreindre la curée de l'honneur démocratique! Il y a plus. On aurait méconnu ainsi le droit et la vertu de la démocratie elle-même. Car la démocratie, n'est-ce pas le nombre sans catégories? N'a-t-elle pas sa force éparse et comme sa divinité diffuse dans la population tout entière? N'est-elle pas le gouvernement de la foule, quelle que soit la qualité de l'individu? Et, vraiment, le peuple a-t-il jamais trop de représentants?...

M. Jules Ferry a été fort empêché de manifester, dans cette discussion, son propre sentiment. A en croire ses confidents les plus intimes, il aurait maintenu le scrutin d'arrondissement, si les disciples de M. Gambetta, l'impérieux Ranc et l'opiniâtre Spuller, l'en avaient laissé libre. Ils menaçaient de l'abandonner; il leur a cédé. Peut-être aussi l'habitude du pouvoir, ses goûts despotiques, le dédain hardi avec lequel il traite les hommes et la confiance excessive qu'il a en soi ont-ils modifié son ancienne doctrine : nous ne serions pas étonnés que M. Jules Ferry jugeât aussi facile à son art, à ses pratiques électorales, de se former avec un genre de vote qu'avec un autre la majorité domestique dont il a besoin. Il y a eu principalement, parmi les conseils plus ou moins âpres de M. Ranc et de M. Spuller, un raisonnement dont M. Jules Ferry n'a pas pu ne pas s'émouvoir : c'est que seul le scrutin de liste permettait les ménagements, les transactions, les marchés au prix desquels les « opportunistes » et les radicaux peuvent encore associer leurs candidatures, si désunis qu'ils soient par la diversité de leur républicanisme. Et, ce raisonnement, les élections partielles de ces derniers mois, les unes favorables aux conservateurs et les autres aux radicaux, presque toutes désavantageuses aux opportunistes, en auront sans doute confirmé la justesse aux

yeux de M. Jules Ferry. Donc, de son plein gré ou non, il a laissé rétablir le scrutin de liste. Mais il prétend, murmurent quelques députés bien informés, ne convoquer les électeurs que quand il lui plaira, quand le moment lui paraîtra propice, et c'est pourquoi il refuse d'inscrire dans la loi une date quelconque de convocation. Au contraire, la majorité désire qu'on lui accorde du temps; elle n'a nulle envie de déposer son mandat et de renoncer à ses honoraires; elle attendrait volontiers jusqu'au 1er octobre : c'est même la date qu'elle désigne. Est-elle, comme on l'assure, invincible dans cette volonté? Son égoïsme capitulera-t-il? M. Jules Ferry a-t-il ou n'a-t-il pas entre les mains de quoi intimider les rebelles, les mutins? Ne se considère-t-il pas, dores et déjà, comme le maître de leurs destinées législatives? Tout en l'étant, se résignera-t-il à les épargner? On ne le saura que ce soir. Mais, si M. Jules Ferry l'emporte, est-ce qu'il aura recours à une surprise électorale? Compte-t-il saisir brusquement, par une surprise, les électeurs et les priver d'une partie des facilités qui leur sont nécessaires pour se reconnaître, pour organiser leurs forces et leurs ressources? M. Jules Ferry est certes capable d'en avoir l'intention. En serait-il plus heureux? Et qu'est-ce qu'il faudrait penser de cette république où la souveraineté populaire doit, paraît-il, s'exercer aussi librement que pleinement et où pourtant un ministre tenterait de surprendre le suffrage universel?

Si M. Jules Ferry a une peur secrète des événements et si c'est cette peur même qui l'induit à vouloir précipiter les élections, la vue des embarras périlleux où s'agite sa politique extérieure n'est pas pour le rassurer. A la vérité, la question d'Égypte s'est un peu simplifiée, la semaine dernière. Les ambassadeurs des grandes puissances ont fait une déclaration et conclu une convention qui calment leurs discordes au Caire, du moins pour un temps. Les puissances voulaient garantir en commun l'emprunt égyptien; l'Angleterre a consenti à cette condition. Pour leur part, les puissances acceptent l'impôt de 25 pour 100 que l'Angleterre établit sur les coupons. De plus, vers la fin du mois, les délégués des puissances, réunis en conférence à Paris, élaboreront le règlement qui doit assurer, dans l'isthme de Suez, la libre circulation de tous les navires, en temps de guerre comme en temps de paix. Mais l'opinion publique, en France, a presque oublié cette question d'Egypte. Les nouvelles de la Chine et du Tonkin ont quelque chose de sinistre qui excite violemment son inquiétude : c'est là que la France regarde aujourd'hui; d'autant plus qu'elle sait avec quel soin perfide et odieux M. Jules Ferry, ce grand menteur, lui dissimule l'état réel de notre armée et le train de l'entreprise. On n'ignore plus

que l'héroïque défense et la délivrance laborieuse de Tuyen-Quan ont coûté cher : plus de 800 hommes ont été tués ou blessés sur la brèche de Tuyen-Quan ou devant ses murs; un dixième de l'effectif. Sur les hauteurs de Kelung, les quatre journées de combats qu'il a fallu pour refouler les Chinois, en élargissant un peu le cercle de l'investissement, n'ont pas été moins meurtrières; deux cent cinquante de nos soldats y sont tombés; presque un quart de l'effectif, de ce faible effectif que la maladie décime plus encore que le feu de l'ennemi. En même temps on apprenait qu'avec la révolte du Cambodge, nos troupes avaient à réprimer une insurrection dans la Cochinchine : la terreur régnait jusqu'à Saïgon; le brigandage, l'incendie, le massacre, dévastaient le pays. Quand donc finiront-elles, ces hostilités lointaines où M. Jules Ferry a si criminellement conduit le drapeau qui devait veiller sur les Vosges et sur les Alpes? Trente mille hommes ont déjà passé de France dans cet Extrême-Orient; or, voilà qu'il y faut, paraît-il, un renfort de vingt-cinq mille autres. Plus de cent millions y ont été jetés comme dans un gouffre; et ce n'est pas tout : il faut un nouveau crédit, on va jeter dans le gouffre une cinquantaine d'autres millions. Nous répétons douloureusement notre demande : quand finiront-ils, ces efforts et ces sacrifices? Que M. Jules Ferry nous réponde. Ne finiront-ils qu'après les élections ?....

Si la convention de Londres doit mettre tant bien que mal et pour une période assez courte un peu d'ordre dans les affaires égyptiennes, le Soudan n'en reste pas moins un champ de bataille ardent. Le général Wolseley achève de concentrer autour de Korti toutes ses forces. L'armée anglaise se replie devant le soleil. C'est la saison où le désert flamboie, s'embrase. Dans la région de Souakim, à Hascheen, le général Graham a été assailli deux fois déjà par les Arabes d'Osman Digma, dès qu'il a voulu s'avancer un peu sur cette ligne qu'il doit suivre dans la direction de Berber et deux fois ses troupes ont failli plier sous le choc impétueux de cet ennemi sauvage et si vaillant. L'armée anglaise, on le devine, aura quelque peine à pacifier le Soudan... Par compensation, un arrangement provisoire a réglé en Asie, sur les confins de l'Afghanistan, le désaccord de l'Angleterre et de la Russie. On ne verra pas encore cet été « le duel de la baleine et de l'ours blanc. » Jusqu'à ce que les commissaires viennent délimiter la frontière, les Russes demeureront dans les positions qu'ils occupent; ils n'évacueront ni Akrobat, ni Pul-i-Khatoum, ni les pâturages salés que les nomades turcomans qui ont reconnu leur protectorat revendiquent contre les Afghans, protégés des Anglais; ils ne feront pas un pas de plus, « à moins d'y être forcés, aurait dit M. de Giers, par des événe-

ments extraordinaires, comme des troubles à Pendjeb. » De leur côté, les Afghans garderont, autour de Pendjeb, leurs avant-postes. La Russie n'avait nul intérêt à pousser jusqu'à l'extrême cette contention. Dans son invasion d'Akrobat et de Pul-i-Khatoum, elle a gagné une étape encore, sur la route de l'Inde. Son drapeau flotte à l'entrée de la vallée d'Hérat. Elle peut attendre un peu. Au surplus, quand elle le voudra, une querelle lui sera toujours facile à provoquer dans ce vaste espace où les peuplades turbulentes qui s'en disputent la vague possession respectent si mal les bornes les unes des autres. Depuis vingt ans, la marche de la Russie a été rapide à travers la plaine centrale de l'Asie; les événements l'ont entraînée plus vite qu'on ne l'avait calculé à Londres, ni même à Saint-Pétersbourg. Il est maintenant vraisemblable que, avant la fin du siècle, la lutte de la Russie et de l'Angleterre aura commencé aux portes de l'Inde. Les journalistes anglais s'évertuent à rassurer aussi bien qu'à consoler leur nation, et cela très doctement, à l'aide de consultations géographiques et militaires qui prouveraient que l'Inde n'est pas encore menacée. Quand la Russie s'empara du pays des Tekkés, d'Askhabad, ces journalistes n'eurent pas moins de raisons ingénieuses pour calmer l'inquiétude de l'Angleterre irritée. Il fut déclaré que l'Angleterre n'avait rien à craindre tant que la Russie n'aurait pas mis Merv sous sa loi : l'Inde avait là sa première défense. Merv pris par la Russie, on fut d'avis que c'était devant les murs de Sarraks qu'il fallait défendre l'Inde. Sarraks a été pris également et l'Angleterre n'a pas davantage tiré l'épée. Aujourd'hui la Russie conquiert paisiblement Pul-i-Khatoum et Akrobat. Mais l'Angleterre réserve son courage et ses armes pour le salut d'Hérat... Soit. L'Angleterre de M. Gladstone s'habitue, décidément, à n'être plus l'Angleterre de Pitt et de Palmerston. Mais, humble à Berlin et prudente à Saint-Pétersbourg, elle est moins accommodante à Paris, M. Jules Ferry le sait. Ah ! si M. Jules Ferry avait été un grand ministre, comme ses flatteurs le proclamaient, et si notre patrie était libre, si la République n'avait pas engagé à un bout du monde l'action de la France et tant dispersé ses forces, si surtout la France était une monarchie, sa diplomatie n'aurait-elle pas pu trouver dans ces complications tel ou tel avantage, pour le relèvement de sa puissance?...

Vraiment, M. de Bismarck n'a qu'à se féliciter de l'état de l'Europe. Grâce à ses artifices, grâce à des hasards favorables et aux fautes de M. Jules Ferry, il jouit de toute la sécurité qu'il voulait : il ne se peut actuellement former aucune coalition européenne contre l'empire allemand. Il ne manquait à l'orgueil audacieux de M. de Bismarck qu'une satisfaction : celle d'abaisser devant

l'Allemagne la vieille fierté de l'Angleterre. Eh bien! cette satisfaction, il l'aura eue. Non seulement il a osé se créer des colonies et planter son pavillon dans des parages où l'Angleterre semblait prête à ne supporter la compétition de personne; mais il a osé la quereller, la gourmander, la rudoyer, presque la provoquer, et l'Angleterre n'a pas osé, elle, s'en offenser. Elle a préféré renouer amitié avec M. de Bismarck : témoin l'amende honorable de lord Granville, après la brusque et triomphale ambassade du comte Herbert de Bismarck; témoin aussi ce voyage du prince de Galles qui vient, en apparence, complimenter l'empereur Guillaume pour le quatre-vingt-huitième anniversaire de sa naissance, et qui n'arrive à Berlin que salué d'avance, dans le Reichstag, par ces paroles assez discourtoises de M. de Bismarck : « Dans la famille royale de l'Allemagne, les intérêts nationaux passent avant les questions de parenté. » Par bonheur pour l'Angleterre, sa famille royale a un esprit patriotique et politique qui vaut bien celui de la dynastie prussienne, quoi qu'en pense M. de Bismarck, et, si les relations des deux gouvernements et des deux peuples ne se troublent pas, si même ils se réconcilient, c'est que la bonne volonté de la reine Victoria et de l'empereur Guillaume se sera interposée, on ne l'ignore pas. Le prince de Galles peut donc se joindre, sans trop froncer le sourcil devant M. de Bismarck, au cortège qui s'empresse autour de l'empereur Guillaume pour fêter le premier jour de sa quatre-vingt-neuvième année. Quant à l'empereur Guillaume, quel éclat et quelle sérénité dans cette fin de sa vie! Tant de paix après des victoires si cruelles! Il mourra, en contemplant avec une joie suprême ce large et redoutable empire que l'étroit royaume de Prusse a formé en moins d'un siècle. Certes, l'histoire du monde n'égalera pas le nom de l'empereur Guillaume à celui des grands souverains qui ont illustré la France, un Charlemagne, un Louis XIV, un Napoléon. Mais ils n'ont pas eu sa félicité. L'un est mort en pleurant sur la fragilité de son empire, qu'il laissait pressé de tant de menaces et que les mains de ses héritiers ne pouvaient pas soutenir. L'autre, avant de fermer les yeux, avait vu les rayons de sa gloire obscurcis depuis des années et la France toute meurtrie par une longue guerre. Le troisième, tombé à Waterloo, s'en est allé expirer à Sainte-Hélène... Plus heureux l'empereur Guillaume!... Si toutefois Dieu n'a pas son dernier mot à dire sur cette prodigieuse fortune du vieil empereur...

Auguste Boucher.

L'un des gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS, 18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES.

TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

DU TOME CENT TRENTE-HUITIÈME

(CENT DEUXIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE[1])

NOTA. — Les noms en capitales grasses sont ceux des collaborateurs du *Correspondant* dont les travaux ont paru dans ce volume; les autres, ceux des auteurs ou des sujets dont il est question dans les articles.

ABRÉVIATIONS : Art., article ; — C. R., compte rendu.

---

[1] Cette table et la suivante doivent se joindre au numéro du 25 mars 1885.

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE DU TOME CENT TRENTE-HUITIÈME

TABLE

DU TOME CENT DEUXIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE

(CENT TRENTE-HUITIÈME DE LA COLLECTION)

1re LIVRAISON. — 10 JANVIER 1885

2e LIVRAISON. — 25 JANVIER 1885

3e LIVRAISON. — 10 FÉVRIER 1885

4e LIVRAISON. — 25 FÉVRIER 1885

5e LIVRAISON. — 10 MARS 1884

6e LIVRAISON. — 25 MARS 1885

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

DU TOME CENT TRENTE-SEPTIÈME

(CENT-UNIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE [1])

NOTA. — Les noms en capitales grasses sont ceux des collaborateurs du *Correspondant* dont les travaux ont paru dans ce volume; les autres, ceux des auteurs ou des sujets dont il est question dans les articles.
ABRÉVIATIONS : Art., article ; — C. R., compte rendu.

---

[1] Cette table et la suivante doivent se joindre au numéro du 25 décembre 1884.

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE DU TOME CENT TRENTE-SEPTIÈME

TABLE

DU TOME CENT-UNIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE

(CENT TRENTE-SEPTIÈME DE LA COLLECTION)

1re LIVRAISON. — 10 OCTOBRE 1884

2e LIVRAISON. — 25 OCTOBRE 1884

3e LIVRAISON. — 10 NOVEMBRE 1884

4e LIVRAISON. — 25 NOVEMBRE 1884

5e LIVRAISON. — 10 DÉCEMBRE 1884

6e LIVRAISON. — 25 DÉCEMBRE 1884

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

